TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Pendant les nombreuses années durant lesquelles je me suis consacré à cette recherche sur Jean Rous, ma femme, non-historienne, qui s'était proposée pour assurer la frappe de mon travail, découragée à certains moments par l'ampleur de la tâche et le volume des documents qui phagocytaient peu à peu l'espace familial, avait coutume de répondre à nos connaissances qui s'inquiétaient de savoir quel était ce personnage qui envahissait ainsi notre vie : « *Jean Rous ? Il est né au début du siècle, est mort en 1985. Entre-temps, il a tout fait. Il a participé à tout ce qui s'est fait d'à peu près intéressant dans ce siècle* ».

Vision schématique d'une néophyte ? Pas tout à fait.

Pas tout à fait si l'on se réfère aux activités de ce Catalan, né à Prades en 1908, initiateur dans cette ville en 1928, au sortir de l'adolescence, de « l'Avant-Garde », mort à Perpignan soixante treize ans plus tard après avoir participé, à la fin de sa vie, à la fondation de l'Union pour la Région Catalane ; entre ces deux termes, il s'engagea dans tous les combats de ce siècle pour l'avancée d'un véritable socialisme, tant sur le plan national qu'international, allant jusqu'à s'éloigner de sa terre natale et même de son pays, pour se confronter à la mise en pratique, en terres lointaines, de ses idées.

Le destin a voulu que je ne rencontre jamais Jean Rous, ce militant du socialisme et de la décolonisation, alors que de 1978 (date de mon arrivée dans les Pyrénées Orientales) à 1985 (date de sa mort) nous fûmes voisins. Le jour où cette rencontre aurait pu avoir lieu est le 10 mai 1981 où j'appris plus tard que nous avions tous deux fait partie des personnes qui descendirent dans la rue, ce soir-là, pour fêter la victoire de Mitterrand. A cette occasion, un militant trotskyste de mes connaissances croisa Jean Rous et discuta avec lui. Quelques années plus tard, alors que Jean Rous était mort, et qu'était né en moi le projet de me consacrer à sa biographie, ce camarade trotskyste me dit : « *Vous auriez pu vous rencontrer le 10 mai 1981 ; j'aurais pu vous présenter* ». Rencontre ratée mais ô combien

symbolique de son itinéraire. A quatre ans donc de sa mort, déjà malade, Rous dans la rue, pour fêter sans illusion la victoire d'un socialiste auquel il n'avait jamais accordé une totale confiance et reprenant l'éternel débat avec cette extrême gauche trotskyste, lieu de son premier engagement, jamais renié. Belle image que celle de ce militant véritable au sens où l'entend D. Porté d' « *une personne qui combat avec persévérance pour poursuivre un but général et généreux qui dépasse en tout cas la sphère de ses intérêts propres* »[1].

Il est certain que si nos vies s'étaient croisées à ce moment là, ce travail en eût été profondément changé. Le sort en décida autrement, me condamnant ainsi à n'aborder la vie passionnante de cet homme que de façon indirecte, médiatisée. Fort heureusement, à coté de ses engagements multiples Jean Rous consacra une part importante de sa vie à la rédaction de nombreux textes, le plus souvent écrits journalistiques, qui offrent un accès direct à la pensée, à l'écriture, au style d'un homme qui, par ailleurs, étant donné sa discrétion et son refus des honneurs, aurait été bien difficile à pister dans les témoignages (pourtant nombreux et qui se multiplient ces dernières années) sur les combattants de ce XXème siècle de tous les possibles.

Jean Rous profondément politique, au sens littéral du terme, n'était en rien politicien. Ses traces sont, à son image, ténues. Fort heureusement disions-nous, tout au long de sa vie si remplie, Jean Rous a été habité par le souci constant de diffuser ses idées, de laisser y compris une trace écrite de leurs atermoiements, de leur difficulté parfois à justifier des choix protéiformes, de la tâche de scribe unanimement désigné par ses camarades du POI au leitmotiv de la nécessaire œuvre théorique à écrire, toujours désirée, jamais rédigée. Et dans ce souci constant de faire part, de rendre compte des diverses facettes d'une pensée, pourtant toujours préoccupée de l'avancée du socialisme, nous retrouvons la dimension donnée pour

[1] Bourdet Y., Qu'est ce qui fait courir les militants ?, Stock, 1976, p. 259. Cité par Porté D., Marcel Thourel, une vie militante, un itinéraire politique, thèse de doctorat, université Toulouse-Le Mirail, s.d. Trempé, 1979, p. 102.

indispensable au portrait du vrai militant, à savoir : « *une aspiration à cesser d'être purement un objet et un jouet de l'histoire pour se développer en une personnalité créatrice* »[2]. De surcroît, nous voyons là une des raisons de notre sympathie pour le personnage. « Dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit », belle règle éthique, trop peu répandue à notre goût dans le monde politico-militant.

« A notre goût » écrivons-nous, avec le sentiment que nous franchissons là un tabou. Comment ? Un historien pourrait ainsi s'autoriser à manifester son goût ? C'est un droit que nous revendiquons d'autant plus aisément que nous avons la faiblesse d'y voir une application de cette règle éthique énoncée plus haut.

Qu'avons nous donc voulu dire et faire par cet essai de biographie de Jean Rous ?

En tout premier lieu, redonner vie à un personnage dont certains traits nous sont proches. Sa trajectoire dans le siècle s'inscrit dans deux grandes étapes, avant-guerre et après-guerre. Avant-guerre, il s'agit donc de construire un mouvement socialiste, hors URSS, par l'union de la gauche du Parti socialiste et des éléments non staliniens du Parti communiste. Cet objectif se traduit par, en tout premier lieu, la création à Prades en 1928 de « l'Avant-Garde », que Rous plus de cinquante ans après décrit comme : « *Une tendance idélogique originale* ». Il poursuit par : « *Elle préconisait, avec l'accord de socialistes et communistes, un socialisme non social-démocrate et non stalinien.* (…) *Elle évoquait déjà le grand débat Staline / Trotsky revenu d'actualité 50 ans après* ». Il conclut : « *Son destin montre sans doute la limitation d'un mouvement régional s'il n'est pas lié à un mouvement national, voire international* »[3]. Tout naturellement, il suit Trotsky et entre dans le mouvement trotskyste après le 6 février 1934, puis, sur les

---

[2] Francotte R., Une vie de militant communiste, le Pavillon, 1973, p. 10. Cité par Porté D., op. cit., p. 102.
[3] « Le Front populaire dans les Pyrénées Orientales », L'indépendant, 9 mars 1979.

conseils du « vieux » et à la suite d'âpres débats, il investit le Parti socialiste-SFIO où, au comité directeur, il acquiert une image de sectarisme. Exclu avec ses camarades, ils reconstruisent en France une organisation trotskyste, le POI. Devant l'impossibilité d'en faire autre chose qu'une organisation d'avant-garde isolée des masses, il convainc Trotsky et certains de ses camarades de rejoindre le PSOP créé par la gauche socialiste. Terminée en quelques jours, la guerre le voit déboussolé, participant, voire impulsant une organisation éphémère, le Mouvement National Révolutionnaire, qui se veut une réponse aux interrogations que se pose le mouvement ouvrier face à la victoire, considérée comme définitive, du nazisme.

Après-guerre il s'agit toujours de construire un mouvement ni social-démocrate, ni stalinien mais socialiste-révolutionnaire, face à deux « ogres », les Etats Unis et l'URSS, et ce à deux échelles, en France et sur le plan international. Au niveau national cette période verra l'engagement de Rous dans la gauche du PS-SFIO, ou hors du Parti socialiste, dans de multiples mouvements : RDR, Gauche Indépendante, UFD, PSA, PSU. Dans la dimension internationale, l'ensemble de ses activités militantes se traduit par un soutien très actif au processus de décolonisation aux côtés de ses grands leaders : Ho Chi Minh, Messali Hadj, Habib Bourguiba, Mohammed V, et des mouvements de libération des pays concernés : Viêt-Minh, MNA, Néo-Destour, Istiqlal. Il se manifeste aussi par la fondation en 1948 du Congrès des Peuples contre l'Impérialisme, la participation à plusieurs grandes « conférences » dont celle des non-alignés, en 1955, à Bandung. Enfin, par l'appui bienveillant et jamais démenti au régime titiste.

Au-delà de cette distinction de fait temporelle, on discerne une constante, une cohérence de l'engagement de Rous : tenter de tracer une voie, différente des chemins déjà balisés : celui de l'alignement social-démocrate en voie d'intégration dans le camp occidental et d'acceptation, d'une certaine façon, de l'impérialisme, et celui d'un soutien a-critique des décisions de Moscou, qu'elles soient staliniennes ou postérieures, avec de

toute façon pour corollaire le renoncement à la théorie marxiste-léniniste (au sens trotskyste du terme) de révolution à l'échelle du monde.

Et c'est bien par cet aspect que mon parcours personnel recoupe le sien. Quand il s'est agi pour moi d'entreprendre des études d'histoire et d'arriver au choix du sujet d'une maîtrise, laquelle impose un thème local, aidé par le fait qu'à ce moment-là les archives concernant Jean Rous, jusqu'alors conservées par la fondation Jean Rous créée par M. Olibo, grand ami de celui-ci, furent accueillies aux ADPO, je me souvins qu'il avait été militant auprès de Trotsky dans les années 30. La boucle était bouclée.

Quelles étaient encore nos intentions quand nous nous sommes lancés dans cette entreprise biographique ?

Au-delà de Jean Rous, redonner vie à ces chevaliers, la plupart du temps « sans armes », qui furent nombreux à jalonner notre siècle et à y porter le débat, un des plus fondamentaux, sur l'émergence d'une « tiers-force » ni social-démocrate, ni stalinienne, tuée dans l'œuf par l'association contre nature des ennemis traditionnels que sont le communisme et le capitalisme. La vie de Jean Rous offre le spectacle d'engagements multiples, souvent à gestation difficile, quoique toujours motivés par la ligne directrice de « rénovation du socialisme ». Ce parcours militant à l'échelle d'une vie a croisé des parcours similaires. De ce point de vue, et en dépit des efforts de nombreux historiens pour régler cette question centrale dans la sentence définitive de la supériorité du camp « capitaliste » à l'aune des massacres staliniens, relayés par les analyses de nombreux intellectuels qui en nient la brûlante actualité en ces temps de prétendue mort du communisme (quand il ne s'agit pas de celle de l'histoire) par dissolution de celui-ci dans le camp occidental, nous persistons à considérer que la vie de Jean Rous et de ceux qui, comme lui, ont fait le choix d'un militantisme indéfectible pour l'instauration à une époque donnée et historiquement révolue d'un socialisme réel constitue un point de repère pour les temps à venir.

Enfin, nous voulions aussi saluer la mémoire de ce « créateur » qui inlassablement prit la plume pour revendiquer et justifier ses choix, mais aussi pour prendre des repères réguliers de son positionnement politique dans des Carnets, sorte de journal intime, tenus de 1920 à 1941 et de 1951 à sa mort. Ce récolement sans complaisance offre à l'historien de l'histoire immédiate une précieuse source.

Cet essai de biographie de Jean Rous se développe donc sur quatre niveaux d'analyse. En tout premier lieu, il s'inscrit dans un genre fort répandu actuellement, celui de la biographie historique. Ensuite, dans celui moins fréquent de la biographie de militants, excepté sous la forme de travaux universitaires ou dans l'œuvre magistrale dirigée par Jean Maitron. Enfin, dans celui plus particulier de militants hommes de plume. Ce dernier aspect de Jean Rous, prend la forme d'une œuvre quasi quotidienne mais se développant sur un double plan : à la fois sur le plan théorique, dans les écrits politiques et journalistiques, et aussi sur le plan de l'intime.

Dans l'intérêt qui est le nôtre pour le mouvement militant du XXème siècle, notre démarche pour en retrouver toute l'épaisseur humaine est facilitée par l'existence de ces Carnets. De plus, il nous semble suivre ainsi l'une des approches choisie par Rous lui-même, lequel, tout au long de sa vie, a nourri sa réflexion théorique et ses engagements militants à la chaleur de relations très fortes avec des individus, reconnus comme des guides politiques bien sûr, mais plus simplement, plus primairement dirions-nous, dans leur dimension humaine. Trotsky, Bourguiba, Tito, Senghor…. Il rédigera d'ailleurs la biographie de certains d'entre eux prouvant ainsi que, quoique marxiste convaincu, il n'a jamais craint de « *pénétrer dans les âmes* »[4]. Il est de ce point de vue fort significatif que, dans l'ensemble des écrits de Rous, ce qui peut paraître comme autant d'embryons de cette œuvre théorique, toujours en chantier, toujours différée, est largement constitué de biographies et d'écrits autobiographiques.

---

[4] Guérin D., Fascisme et grand capital, Gallimard, 1945, p. 83.

Dans notre démarche biographique nous avons disposé de trois grands types de documents qui se distinguent par leur nature, leur fonction et leur canal de réception. En premier lieu, les archives institutionnelles auxquelles nous n'avons eu accès que dans la limite du délai légal. Si le terme de soixante ans recouvre l'essentiel des documents administratifs, les archives « sensibles », notamment militaires et celles des Renseignements Généraux sont inaccessibles pour cent vingt ans. La « mémoire institutionnelle » sur Jean Rous est limitée par ces conditions d'accès.

Etant donné ces restrictions, le matériau le plus abondant est de nature subjective. D'abord il est constitué des témoignages recueillis auprès de proches et de contemporains par voie épistolaire, téléphonique et par entretiens directs. Ensuite et surtout, par la parole de Rous lui-même sous une triple forme : les écrits internes aux partis et aux mouvements divers auxquels il a appartenu, les écrits en direction du public le plus large possible (presse, édition…), fréquents relais de ses interventions et de son élaboration théorique. Enfin les écrits à usage personnel, regards de Rous sur lui-même, sur les autres et l'histoire. Cette posture réflexive nous incite à inscrire cette biographie sous l'angle particulier d'un homme ne cessant d'évaluer ses choix du moment à l'aune de ses choix passés avec l'objectif de la plus grande efficacité pour ses actions futures.

Notre travail consiste, au-delà de la confrontation de ces sources, à rendre compte, le mieux possible, de la recherche perpétuelle quoique hésitante, difficile, scrupuleuse et d'une certaine façon inaboutie, d'un individu se battant à contre courant pour le socialisme réel dans toutes ses dimensions. Il consiste aussi à montrer que les avatars de cette vie militante doivent être lus à la lumière de l'action conjointe et efficace des blocs par nature opposés, pour que n'émerge la « tiers-force ».

Nous avons choisi de rendre compte de manière chronologique des deux premières périodes de la vie de Jean Rous, c'est à dire ses années de formation et d'affirmation qui nous mènent au sortir de la deuxième guerre

mondiale. Pour la deuxième moitié de sa vie, de 1945 à 1985, nous avons préféré scinder ses activités, quoique émanant d'un même principe directeur, la promotion du socialisme réel, selon les deux directions majeures qu'il a choisi de donner à ses tentatives : d'abord le combat pour qu'émerge en France un courant ni social-démocrate ni stalinien, ensuite la lutte aux cotés des peuples colonisés pour leur indépendance, le non-alignement et la recherche de la « tiers-force ».

Parallèlement à la cohérence de ce parcours et au sens historique que nous donnons à la vie de cet homme, il nous faut aussi relever une autre cohérence, émouvante celle-là. Jean Rous écrivait, dans l'Indépendant du 19 mars 1979, « *Le bonheur est une résultante. Consacrez-vous à une mission et le bonheur vous sera donné par surcroît. Le bonheur le plus authentique consiste à s'absorber dans cette mission qui donne tout son sens à votre vie* »[5]. Nous rapprocherions volontiers ces quelques lignes de ce qu'il écrivait dans les années cinquante, dans ses Carnets intimes, au sujet de l'exergue que Paul Valéry avait choisi pour son « Cimetière marin ». Il s'agissait d'un vers de Pindare qu'un ami nous a traduit ainsi : « *Ô mon âme, n'aspire pas à l'immortalité mais épuise le champ du possible* ». Il nous resterait donc à voir ce que Rous entendait par mission et à le suivre pas à pas dans ses efforts d'épuiser le champ du possible.

[5] Rous J., « La France vu par André Fontaine », L'Indépendant, 19 mars 1979.

LIVRE I

LES ANNEES DE FORMATION

Les années d'enfance, d'adolescence et de formation d'un individu offrent souvent au biographe plus d'interrogations que de réponses, de silences que d'informations de première main.

En effet, le personnage objet de la recherche est à cette époque de sa vie entouré d'une multiple enveloppe d'incertitudes :

D'abord, l'individu-enfant est, d'une certaine façon et pour une période de plusieurs années, condamné à une oralité qui, sauf exception, n'est pas recueillie par les proches. Ceci revient pour l'historien à travailler sur un personnage « muet ».

Ensuite, si l'adolescent s'avère généralement plus « bavard », ayant accédé au statut de « producteur de texte », il vit une phase de construction et de transformation de la personnalité qui ne débouche que rarement sur des actes aisément « lisibles » par le biographe.

De plus, cette période des premières années de la vie a généralement comme principale caractéristique de se dérouler dans cette sorte de vase clos qu'est l'intimité familiale. Et des processus à l'oeuvre dans ce creuset, bien peu se donnent à voir à l'extérieur.

Pour l'historien qui ne voudrait pas se condamner à la sécheresse de l'énumération chronologique se pose donc la question du statut de ces premières années. Quel(s) rôle(s) leur octroyer dans l'ensemble du parcours de vie du personnage ? autrement dit, quelle place leur accorder dans l'ensemble de l'entreprise biographique ?

Se poser ces questions revient à se demander comment, voire pourquoi, lire dans cette alchimie originelle constitutive les traces, les indices des choix ultérieurs de l'individu conscient et agissant ? Comment en particulier s'accommoder du laconisme des matériaux disponibles sur cette époque ? Comment éviter la tentation de l'interprétation facile et approximative, de la séduisante mais illusoire reconstitution d'une unité de la vie de l'individu, unité déjà inscrite dans l'enfance et ne se démentant pas jusqu'à la mort ?

On le voit les écueils sont nombreux et, dans notre entreprise pour rendre compte de ces premières années, nous ne sommes pas sûr de les avoir évités. Au bout de notre long cheminement aux côtés de Jean Rous,

voici les hypothèses de lecture que nous formulons sur les premières années de sa vie.

« *Le 25 novembre à 9 heures du matin, heure légale, acte de naissance de ROUS Jean, enfant de sexe masculin, né à Prades, le jour d'hier à six heures du soir, fils des mariés ROUS François, négociant, âgé de 30 ans et CLASTRES Florentine, sans profession, âgée de 25 ans, domiciliés à Prades. Sur la déclaration faite par le dit Rous François qui a présenté l'enfant. Témoins : FONT Henri, concierge de la Mairie, âgé de 33 ans et ROUS Louis, négociant, âgé de 54 ans, grand-père de l'enfant, domiciliés à Prades.*
Constaté suivant la loi par nous, ARROUS Jean-Marie, officier de l'état civil de la ville de Prades, canton et arrondissement de Prades, Pyrénées Orientales.
Le père de l'enfant et les témoins ont signé avec nous le présent acte après lecture »[1].

Au milieu des signatures du père, des témoins, de l'officier de l'état civil a été ajouté : « *décédé à Perpignan le 21 février 1985. L'adjoint délégué*.» En marge on a consigné : « *marié à Paris (14ème) le 28 juillet 1938 avec Maria Rosana Renucci. L'adjoint délégué* » et « *marié à Paris (14ème) le 20 décembre 1980 avec Rokhaya Diop. L'adjoint délégué* ».

Dans sa sécheresse, ce document officiel, acte de naissance n° 68, ne nous apprend que bien peu de chose sur Jean Rous. Quels personnages se cachent derrière ces prénoms : François, Louis, Florentine ? Quelle situation sociale derrière ce terme de « *négociant* » qui désigne les professions tant du père que du grand-père de l'enfant ? Quelle appartenance sociale derrière le laconique « *sans profession* » accolé au nom de la mère ?

---

[1] Registre d'état civil. Mairie de Prades.

Mais, Jean Rous lui-même a fourni un indice important, à ne pas perdre de vue, une sorte de « dominante » de son entourage familial. Dans l'introduction qu'il écrit à l'ouvrage que Mme Dominique Gauthiez lui a consacré, il présente sa famille comme « *se situant plutôt dans la petite bourgeoisie* ». Mme Gauthiez ajoute quant à elle : « *Sa mère venant de la petite paysannerie propriétaire, tandis que son grand-père a, par son travail, fait évoluer son niveau social de petit à moyen bourgeois* »[2]. Et, en effet, au delà des dissemblances, l'alliance de ces deux familles, scellée par le mariage de François Rous et de Florentine Clastres, se réalise bien à l'intérieur d'un même milieu social, pourrait-on dire, : celui de la relative aisance financière. Et si chez les Rous on est républicains, laïques et de gauche, on ne craint pas d'épouser des filles, selon les expressions que Rous lui-même emploie dans Renaissance et mission de la catalanité, de «bonne famille», appartenant à la « *bonne bourgeoisie pradéenne* » aux références politiques et religieuses à l'opposé de celles des Rous. Le mariage entre Louis Rous et Marie Sabater, les grands-parents paternels, illustre ce phénomène. Et l'existence d'un contrat de mariage entre les époux confirme qu'il y a bien union entre « possédants », même si ceux-ci pourraient être éventuellement qualifiés de « petits ».

CHAPITRE I
LA FAMILLE

[2] Gauthiez Dominique, Rous Jean, Un Homme de l'ombre, Paris, Cana, 1983, p. 14.

1. Une famille aisée :

1. Le côté Sabater :

Le 9 août 1877, Louis Rous, le grand-père de Jean, épouse Marie Sabater, née le 1er octobre 1857 à Catllar de Sabater François et Sors Thérèse. Un contrat de mariage a donc été conclu entre les époux.

François Sabater est laboureur quand il épouse Thérèse Sors. Il est né à Catllar le 21 novembre 1821. Sa femme Thérèse-Josèphe (on trouve Josèphe-Thérèse aux Archives Municipales de Prades sur l'acte de mariage) est née le 24 mars 1826 à Prades.

Le père de François, Louis Sabater, est propriétaire terrien tandis que celui de Thérèse, Ferréol Sors, né en 1802, est jardinier. La mère de Thérèse, Gleize Espérance, est la fille de Gleize Nicolas ; cependant la profession n'est pas mentionnée.

Louis Sabater, né en 1788 à Catllar, est marié avec Marguerite Pujol. Il est le fils de Joan Sabater, né en 1757.

Selon Jean Rous, dans cette partie de la branche familiale paternelle « *Il y avait* (...) *des titres de noblesse qui furent subtilisés par un neveu douanier* »[3]. Non seulement cette allusion est floue mais, de plus, on ne retrouve pas ultérieurement sous la plume de Jean Rous la question de ces titres nobiliaires. Mais quelques indices permettent de confirmer la remarque de Jean Rous : il est notoire que les Sabater sont connus pour avoir été royalistes et qu'ils ont émigré pour fuir la Révolution. La série Q des ADPO contient plusieurs références à des biens d'émigrés saisis et vendus[4] ainsi

---

[3] Rous Jean, Renaissance et mission de la catalanité (1ère partie), sans lieu d'impression ni nom d'éditeur, 1991, p. 14.
[4] ADPO, Q 706.

qu'à des indemnités payées aux émigrés à leur retour[5], tout ceci au nom de Sabater. D'ailleurs, cette appartenance politique de la branche Sabater sera reprochée par ses ennemis au député socialiste Joseph Rous. Dans un numéro d'avril 1936 du journal l'Avant-Garde, Joseph Rous réplique sous le titre : « Est-ce la faute à la famille Rous ? » en rejetant toute responsabilité dans les choix idéologiques de ses ancêtres Sabater.

2. Le côté Rous :

Quand Jean Rous parle de sa famille comme d'une famille bourgeoise, il est certain qu'il pense surtout à la branche paternelle et à la famille Rous en particulier.

Louis Rous, le grand-père de Jean, est né à Prades le 11 août 1855 de Joseph Rous et Marie Fruitet. Le registre d'état civil, lors de son mariage, précise qu'il exerce la profession de négociant épicier. Son père, Joseph, né le 15 mai 1824 à Prades, est âgé de 31 ans à la naissance de Louis, comme sa mère, née à Serdinya en 1824. Joseph Rous est négociant.

Le grand-père de Louis Rous, prénommé aussi Joseph, est né en 1782 à Prades, tandis que sa grand-mère, probablement née à Prades, s'appelle Poble Marie. Ce grand-père paternel exerce la profession de menuisier tandis que le grand-oncle de Louis, Jean, le frère de Joseph, né en 1779, est boisselier [6],[7].

On constate donc un changement de statut social dans la première moitié du XIXème siècle. La famille Rous passe de l'artisanat au commerce. L'ascension sociale est postérieure à 1824, date de naissance de Joseph, père de Louis, mais la fortune accumulée peut être antérieure à cette date. Viendrait-elle des années de la Révolution française ?

---

[5] ADPO, Q 803.
[6] boisselier : celui qui fait des boisseaux et des ustensiles de cuisine.
[7] Ces renseignements proviennent de l'état civil de Prades.

C'est probable, un élément nous incite à le penser. En effet, les terres qui se trouvent pleine propriété de la famille Rous, en l'occurrence de Louis Rous, à la fin du XIXème siècle, sont celles-là même dont il est question dans un acte daté de 1476, relevé par l'archiviste Alart le 10 décembre 1867. On peut lire dans la reproduction de cet acte, appartenant au fonds Jean Rous des Archives Départementales des Pyrénées Orientales, qu'est octroyée par un bail emphytéotique perpétuel à un certain Jean Maura, l'autorisation de construire et d'exploiter, au bénéfice de la communauté de Prades, représentée par deux de ses consuls Bernard Escapa et Pierre Mors, un moulin à farine sur des terrains en bordure d'un canal. Ceux-ci appartiennent au monastère de Sainte Marie de la Grâce, seigneur du lieu de Prades, représenté par le prévôt du monastère de Saint Martin du Canigou.

Il s'agit, en fait, d'une véritable location de terres puisque l'acte prévoit le paiement annuel d'un cens, de vingt-deux livres dix sols, le seigneur cardinal de Lerida, chambrier de Sainte Marie de la Grâce, se réservant cependant la « directe seigneurie » sur ces terrains.

Lorsque Louis Rous fait bâtir l'usine électrique à la fin du XIXème siècle, il se trouve propriétaire de ces lieux ainsi que du canal les jouxtant, qui s'appelle à l'époque «canal d'en Maura», et du «rech dels molins»[8],[9].

Cependant, des recherches effectuées dans la série Q des Archives Départementales n'ont pas permis de retrouver trace d'achat de biens des établissements religieux, ni de biens d'émigrés ou de condamnés[10]. De même, ni les procès verbaux relatifs au district de Prades, ni le diplôme d'études supérieures présenté par M. J. Bosom à l'université de Montpellier et dont le thème est «Vente de biens nationaux dans le Conflent, 1790-1830»[11] n'ont permis d'aller plus loin.

Toujours est-il que le grand-père Louis Rous, sur lequel nous reviendrons plus longuement, possède, à la naissance de son petit fils Jean, les titres de propriété de ces terres, anciennement terres d'Eglise, qui recouvrent

---

[8] = ruisseau des moulins.
[9] Viallet Jean, Prades, son histoire, ses coutumes, Prades, Roca, 1959, p 113.
[10] ADPO, série Q.

la plus grande partie de ce que les Pradéens appellent actuellement la plaine Saint Martin (où ont été bâtis ces dernières années collège, cantine municipale, piscine et halle des sports et…parking « Jean Rous »).

3. Un patrimoine confortable...

Quand Louis rédigera son testament, le 27 décembre 1932[12], il prendra soin de partager entre ses quatre enfants un patrimoine assez considérable.

Dix ans plus tard, en 1942, une estimation du patrimoine, exécutée en raison des mauvaises relations entre François et Joseph, évalue celui-ci à la somme de cent quatre-vingt six mille huit cent trois francs quarante cinq. Or, cette estimation semble sous-évaluée ; en effet, par exemple, parmi les locaux enregistrés au cadastre pradéen sous les cotes E.202 à 205 et estimés dix mille francs l'ensemble, deux d'entre eux, correspondant aux cotes E.204 et E.205 seront vendus en 1945 cinquante mille francs l'ensemble, immeuble et terrain[13].

Toujours est-il que, en 1932, François, l'aîné, père de Jean, né le 5 mai 1878, reçoit :

- « *la maison* (...), *rue des marchands n° 20, partie maison Cambo, comprise avec dépendances et tout ce qui y est contenu, en marchandises* »,
- « *le groupe d'usines que le canal alimente, moulin à farine, moulin à huile, usine électrique, ancienne forge Mary, fabrique de chocolat et filature* »,
- « *trois parcelles de terre provenant de Déobosque, Bonneil* »,

---

[11] DESS effectué sous la direction de M. le professeur Laurent. Coté 1970 aux ADPO.

[12] ADPO, fonds Jean Rous, cote 96 J 2. Document intitulé : « Prades, le 27 décembre 1932. Ceci est mon testament ».

[13] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 2, Succession Louis Rous (1942) et vente du 21/09/1945.

Tous ces biens sont situés sur le territoire de Prades mais François reçoit aussi « *l'ancien champ Lafabrèque et l'ancienne maison Berjoan situés sur le territoire de Ria* ».

Le second enfant, l'unique fille, Thérèse, née le 9 septembre 1879, ne reçoit aucun bien en propre mais une disposition précise que Louis fait don à ses trois fils du champ Lalane « *à charge pour* [eux] *de pouvoir*[14] *à tous les soins exigés par ma fille Thérèse, malade, et à frais égaux* ». Ce champ ne servira que peu de temps à l'entretien de Thérèse qui décèdera le 8 décembre 1934[15]. Il sera vendu peu avant la mort de Louis Rous, grand-père de Jean, comme l'indique un additif au testament rédigé par le cadet des enfants, Louis : « *Le champ Lalane a été vendu à Salettes, coiffeur, sur les instances de mon frère François qui avait besoin de numéraire pour l'éducation de son fils. Vente faite quelques temps avant la mort de mon père* »[16].

Joseph, futur député, né le 28 mai 1881, reçoit :
- « *l'ancien moulin dit 'la ville', avec tous droits, charges et dépendances* »,
- « *l'ancienne prairie Metge y attenant* »,
- « *l'ancienne maison Metge et le local et le terrain y attenant* »,
- « *l'ancienne grange Lavall Abdon* ».

Ces biens se trouvent à Prades ; Joseph reçoit de plus « *l'ancien champ Bonnet situé au territoire de Ria* ».
Louis, le cadet, né le 22 octobre 1882, hérite de :
- « *la maison et la remise du jardin compris l'ancien champ Victor Bordes* »,
- « *l'ancienne cartonnerie Metge* »,
- « *l'ancienne filature Bonneil avec dépendances* ».

Enfin, le « *très modeste portefeuille* » sera partagé entre les enfants.

---

[14] Cette graphie « pouvoir » au lieu de « pourvoir » se trouve dans le texte. Même référence que note précédente.
[15] Etat civil. Mairie de Prades.
[16] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 2, lettre de Louis Rous intitulée : « Affaires de famille Rous-Sabater ».

La fortune des Rous est, on le voit, assez importante. Le testament présenté ci-dessus date de décembre 1932 ; pourtant plusieurs données incitent à penser que l'état du patrimoine était déjà tel à la naissance de Jean, c'est-à-dire en 1908.

En effet, ce testament fait allusion à un document antérieur que nous n'avons pu retrouver. Après l'en-tête d'usage « *Ceci est mon testament* », Louis Rous écrit : « *Je lègue à mon fils François, à qui j'ai fait abandon dès 1919, à ses risques et périls, de mon commerce et de mon industrie et autres biens à charge pour lui de pouvoir*[17] *à mes besoins et à ceux de ma famille* »... (suit l'énumération des biens constituant la part revenant à François).

Il semble donc que les dispositions testamentaires de 1932 entérinent de fait l'abandon en faveur du fils aîné, bien antérieur, d'une affaire et d'un patrimoine déjà constitués en 1919, et probablement même auparavant, et n'ayant subi aucune modification majeure. Sur ce point, il faut aussi se reporter aux propos de M. Parent qui affirme que « *les Rous* [Louis, le grand-père et François, le père] *ne vendaient rien* »[18].

Pareillement, les achats sont, pour la plupart, bien antérieurs à la naissance de Jean. L'usine à gaz, par exemple, est achetée en 1895 ; c'est au début du siècle suivant que Louis achète, avec l'argent de la vente de l'usine électrique, le moulin à huile Tixador au nom de son fils François. En 1901, il achète la filature Bonneil (maison plus terrain) acquise sur « folle enchère à audience des criées ». Tous ces achats font dire à Jean Totsi que Louis Rous « *entre peu à peu en possession de la plupart des petites usines hydrauliques, profitant des faillites (et les provoquant parfois à l'image de celle de Bernard Mary, propriétaire d'une forge franc-comtoise) pour acquérir ces établissements à un prix modéré* »[19].

---

[17] graphie du texte.
[18] Interrogé par nos soins, le 31 octobre 1990 à Prades. Ce fait est confirmé par la matrice cadastrale de Prades sur laquelle on ne trouve qu'une vente entre 1919 et 1938.
[19] Totsi J., « Economie et société du Moyen Age à nos jours », D'Ille et d'ailleurs, n° 26, avril 1992, p. 54.

En bref, le patrimoine est assez important. Jean Rous écrit : « *Il* [le grand-père] *avait fondé de petites industries, une fabrique de chocolat, un moulin à huile, une cartonnerie, une petite usine d'électricité et de gaz* (...). *Il avait aussi un moulin à farine et un magasin de détails et de gros, rue des marchands* ». Plus loin, il écrit, non sans une certaine fierté, : « *Il ravitaillait toute la Cerdagne* »[20].

4. ... mais fragile :

Pourtant, de réelles difficultés apparaissent dans les années 1930. A cette époque, Joseph Rous, député, multiplie à la Chambre ou dans le journal l'Avant-Garde les interventions pour défendre le petit commerce. Jean Rous écrit à propos de son grand-père : «*Toutefois, à la fin de sa vie, ses affaires ont périclité car il a succombé à la concentration capitaliste : il a lutté contre les grandes sociétés à succursales multiples qui ruinaient le petit commerce industriel* ».

Mais plus que cette concurrence, il semble qu'une combinaison de faits objectifs soit à l'origine de ce déclin qui reste relatif ; en effet, ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que sera entamé le patrimoine et on ne pourra parler d'une ruine des affaires Rous que dans les années 1970. Le père de Jean, François, finira effectivement sa vie avec pour seule ressource un petit verger près de Catllar.

Peut-être la vente par François du champ Lalane, seule vente attestée d'un bien des Rous avant-guerre, quelques temps avant la mort de son père Louis, peut-elle être considérée comme un signe avant-coureur de cette ruine.

Quel est donc l'état économique local dans lequel s'inscrit le négoce de la famille Rous, au sortir de la guerre de 14-18 ?

[20] Renaissance..., op. cit., p. 16.

Significative de l'évolution de la commune est la présentation qu'en fait V. Freixe, maire de Prades de 1926 à 1929, dans l'Illustration économique et financière, en 1928[21] : « *centre d'approvisionnement important* », « *mines de fer et de talc* », « *exploitation des forêts* » sont les seuls aspects de l'évolution économique des secteurs primaire et secondaire abordés. Les autres points de la présentation, et l'essentiel du texte, décrivent Prades comme centre touristique important, base de départ vers le Canigou, la Cerdagne ou lieu privilégié pour le thermalisme.

Il est vrai que l'agriculture est alors en déclin, malgré les cultures maraîchères que l'on trouve en aval de Prades mais qui ne peuvent bénéficier d'une irrigation suffisante. En effet, la Compagnie du Midi, détentrice du barrage des Bouillouses, malgré la convention de 1902 « *ne lâche pas l'eau estivale* » promise, comme le précise F. Mercader[22]. D'où les efforts pour développer le canal de Bohère déployés par Joseph Rous, conseiller général et député ; il conclut ainsi les quelques pages d'introduction pour l'ouvrage de F. Mercader sur le canal : « *La réalisation totale* [du canal] *assurera le relèvement agricole de Ria-Sirach, Prades, Codalet, Los Masos, et Clara-Villerach* ».

Et cette bataille pour le redressement de l'agriculture est d'autant plus importante que, ainsi que l'indique J. Sagnes, il y a *« crise dans l'industrie minière »*[23]. La production et le nombre d'emplois baissent au sortir de la première guerre mondiale, obligeant nombre de mineurs à retourner vers la petite propriété, jamais vraiment abandonnée en raison de mises au chômage cycliques mais aussi de la modicité des salaires nécessitant un complément en nature. Le retour de la Lorraine et de son fer à la France et le coût élevé du minerai extrait dû à l'éloignement du lieu de transformation jouent probablement un rôle essentiel dans cette situation.

Le canton de Prades voit ainsi sa population légèrement diminuer (moins 200 habitants entre 1906 et 1931) tandis que la ville elle-même gagne

---

[21]Centre de Documentation Catalane (44-89). 908 Pyr.
[22] Mercader F., La vie agitée du canal de Bohère, 1933, 127 p., s e., Bibliothèque municipale de Perpignan, préface de Joseph Rous.

près de 1000 habitants entre 1901 et 1936. Parallèlement, A. Vigo note à propos de l'épargne que « *les chiffres sont moindres que ceux atteints à l'époque où la viticulture était prospère. Le département souffre comme les autres régions de France d'une thésaurisation élevée due à l'insécurité des placements* »[24].

Dans ce contexte-là, on comprend mieux les griefs que Louis Rous développera contre son fils François auquel il cède dès 1919 son commerce, son industrie et autres biens. François se serait livré à des investissements jugés hasardeux par son père. Mais les responsabilités des difficultés qui se font jour sont pour le moins partagées et il semble que la caractéristique principale de la gestion « Rous » soit le manque de dynamisme.

Un exemple de ce manque de dynamisme est fourni par le sort réservé au moulin à huile Tixador. Nous avons vu que celui-ci est acheté par Louis, au nom de son fils François, peu avant le mariage de ce dernier. Cet achat est consécutif à la vente de l'usine électrique mais cet acte qui peut passer pour un investissement ne se révèle pas, en fait, très fructueux ; l'achat n'a pas été suivi d'une modernisation du système de pressage, comme le note l'auteur d'un article du numéro spécial de l'Indépendant daté de 1923. Cet article précise que le « *moulin Rous date probablement de plusieurs siècles* » ; il rappelle aussi qu'il est de type catalan et que ces derniers ont tendance à disparaître (23 sur 25 en vingt-cinq ans dans le canton de Fenouillet, de nombreux autres en Conflent ont disparu). A l'inverse, les moulins modernisés comme celui d'Ille sur Têt ou Millas résistent mieux et sont plus économiques tant en personnel qu'en combustible, tandis que l'huile en est meilleure[25]. Autre preuve de la gestion peu dynamique des Rous : le témoignage de M. Parent, déjà cité, selon lequel « *ils* [Louis et François] *ne vendaient pas ; ils ne vendaient rien* ». Cela signifie que leurs

---

23 Sagnes J., Le pays catalan, tome 2, p. 763-764, Pau, SNERD, 1985.
24 Vigo André., Evolution économique récente des Pyrénées Orientales, Thèse de doctorat en Droit, Université de Montpellier, 1936, p. 30-31.
25 L'industrie dans les Pyrénées Orientales, ouvrage collectif, enquête du journal L'Indépendant, 1923, 195 p., p. 168-169.

biens immobiliers immobilisés ne rapportaient rien, ne servaient pas à investir ou étaient au mieux transformés en obligations.

A ce propos, rappelons que Jean Rous attribue les difficultés économiques que connaîtront les affaires familiales à la ruine du petit commerce industriel par les sociétés à succursales multiples. A aucun moment il n'envisage que des erreurs de gestion aient pu occasionner, au moins en partie, cette situation peu florissante. Peut-être cet aveuglement provient-il d'une vision économique simpliste ; peut-être naît-il d'une difficulté «affective» chez Jean Rous à imaginer son grand-père en piètre gestionnaire.

Quoiqu'il en soit, la situation économique locale et l'option d'une telle gestion par les Rous, sans qu'il soit possible d'en attribuer nettement le choix au père ou au fils, sont à l'origine de sérieux problèmes qui ne verront malgré tout leur aboutissement néfaste que... longtemps après la mort de Louis. L'on peut dès lors penser que pendant de nombreuses années, Jean Rous a plutôt eu l'impression de vivre dans une famille aisée.

<u>5. et des valeurs communes :</u>

De la même façon, c'est probablement une impression de famille unie autour de l'essentiel, en l'occurrence une sorte de morale du juste milieu, que l'enfant a pu avoir pendant ses jeunes années. En effet, en dépit des divergences de valeurs auxquelles nous avons pu faire allusion, en particulier entre la branche Rous et la branche Sabater, il faut bien reconnaître que les questions de l'éducation de Jean semblent avoir fait l'objet d'un consensus.

Les parents de Jean, qu'ils appartiennent à l'une ou l'autre branche, reproduisent tous les schémas d'une éducation petite bourgeoise, soucieuse de donner à sa progéniture ce qu'elle considère comme des atouts pour de bons débuts dans la vie : de la mise en nourrice jusqu'à la «juste» dose de

catalan. C'est ainsi que, bien que né dans une famille laïque, au moins par la branche «Rous», Jean sera baptisé le 8 décembre 1908 dans l'église Saint Pierre de Prades par l'abbé Buzan, vicaire du titulaire de la cure de Saint Pierre, l'archiprêtre Aymar[26]. Ce baptême a dû poser quelques problèmes de conscience à Louis Rous, laïque et radical, qui venait au sein du conseil municipal de veiller à l'application de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat et surtout à la mise en oeuvre des Inventaires[27]. Par contre cela a probablement satisfait la grand-mère Sabater que l'origine sociale poussait à soutenir l'Eglise contre l'Etat. Il est d'ailleurs possible que la mention « Marie Rous » portée comme marraine sur l'acte de baptême de Jean désigne bien cette grand-mère aux sentiments royalistes et catholiques qui se réjouira plus tard des excellents résultats de son petit-fils au catéchisme[28]. Le parrain de baptême est Jean Clastres, l'oncle ou le grand-père maternel de l'enfant.

Pour les premières années de l'enfant, peu de traces restent ; l'essentiel de cette période est en grande partie fournie par Jean Rous lui-même qui balise ainsi un itinéraire bien classique dans son milieu[29].

Peu après sa naissance, par exemple, les parents de Jean Rous lui font quitter Prades pour Mosset, à l'époque gros bourg de la région avec huit cents habitants. Ils sacrifient ainsi à une pratique courante à l'époque, du moins dans la bourgeoisie, celle de la mise en nourrice du bébé dans des lieux réputés plus salubres. Après son sevrage, Jean Rous retourne à Prades dans sa famille et est très tôt, dès qu'il sait parler, scolarisé dans une école maternelle privée. Cependant, Jean Rous précise bien qu'il ne s'agit pas d'une école confessionnelle. Elle est tenue par Melle Galiay, une institutrice en retraite. Il est de fait qu'à Prades, plusieurs écoles privées laïques existaient à côté tant d'écoles privées religieuses que de l'école publique. A ce tissu scolaire déjà bien fourni s'ajoutaient deux garderies privées.

---

[26] Ce dernier tint la cure de 1901 à 1925, selon J. Viallet, op. cit., p. 130.
[27] Il aurait d'ailleurs été excommunié pour cela, selon Jean Rous qui cite ce fait dans Renaissance... , op. cit., p. 15.
[28] Idem.

[29] Nous tirons l'essentiel de cette partie de l'ouvrage déjà cité : Renaissance et mission de la catalanité.

A l'école de Melle Galiay se retrouvaient les enfants de la bourgeoisie locale. On y parlait français. Jean Rous explique que : « *Les enfants étaient fils de la bonne bourgeoisie pradéenne qui ne parlait catalan qu'aux domestiques* ».

La déclaration de guerre apporte pour Jean Rous de grands changements. Bien sûr, plusieurs personnages masculins de l'entourage de l'enfant, son père, ses oncles (Joseph, Louis) et aussi son grand-oncle Emile, reprenant du service après une période de retraite anticipée, vont partir pour l'armée. Mais à cela s'ajoute pour Jean l'entrée à l'école primaire. Il est inscrit par son grand-père à l'école publique de la rue Charles Renouvier, construite en 1902 à l'initiative de la municipalité. Il y poursuivra sa scolarité primaire jusqu'au cours moyen deuxième année. A propos de ces années d'études primaires, Jean Rous rapporte essentiellement sa découverte que le catalan « *était interdit à l'école* ». Ceci est pour lui l'occasion de préciser quelle était l'attitude de ses parents et, une nouvelle fois, nous allons trouver dans ce couple une attitude « raisonnable », de juste milieu, bien caractéristique de leur appartenance sociale. En effet, sans interdire à leur enfant l'utilisation du catalan, ils lui conseillaient d'user plutôt du français, langue plus apte à lui donner « *plus tard une situation* »[30].

En résumé donc, se fait jour dans cette famille un souci de respect et de fidélité envers des pratiques éducatives qui, sensées garantir l'avenir de l'enfant, inscrivent surtout leurs adeptes dans une couche sociale précise, la bourgeoisie commerçante.

2. Des parents discrets mais des figures fortes :

[30] Idem, p. 14.

1. François et Florentine, les parents de Jean :

Dans ce rôle, de façon un peu étrange, ce ne sont d'ailleurs pas les père et mère de Jean qui apparaissent les plus en avant. Leurs figures sont relativement discrètes.

On sait peu de choses de la famille maternelle. Jean Rous n'en parle pas ou très peu. On sait simplement que sa mère s'appelait Florentine Clastres, qu'elle est née en 1883, dans une famille de petits propriétaires. L'état civil de Serdinya, commune dont dépend Joncet où elle est née, précise qu'elle a été déclarée le 9 mars 1883 à 12 heures ; elle est née la veille, à 10 heures du soir. Ses parents, Clastres Jean, 41 ans, et Berjoan Espérance, sont propriétaires à Joncet[31].

Leur fortune est suffisante pour avoir pu prêter à Louis Rous père, en 1895 « *12000 francs en titres de Hongrie et de Turquie* » pour l'acquisition de l'usine à gaz. Cette somme fut remboursée en « *obligations électricité* » et en versant à Florentine Clastres les 10000 francs de dot que devait payer son père[32].

La grand-mère de Jean Rous, Espérance Berjoan, née le 22 septembre 1844, est décédée jeune, à quarante ans, laissant trois enfants à la garde de son mari Jean[33], né le 1er février 1842. L'acte de mariage date du 14 avril 1875. Gilles Berjoan, né en 1849, fut témoin de la mariée. L'aînée des enfants, Elisabeth, est née le 24 août 1878. Elle épouse le 2 mai 1901 Antoine Solomiac, né à Perpignan le 9 août 1871, entrepreneur de transports perpignanais. Cependant elle devint veuve très tôt, ce qui explique qu'elle aille s'occuper de Jean à Paris. En 1936, Louis Rous, dans une lettre à son petit fils, demande à ce dernier de saluer de sa part tante Elisa. Lorsque Jean Rous vivra avec Maria Renucci, la tante Elisa les quittera et peut-être est-ce là l'origine des mauvaises relations entre Maria et Mme Rous mère.

[31] Etat civil de la mairie de Serdinya. Le registre des naissances fait état de « Clastres Jean, 41 ans, propriétaire ».
[32] ADPO, fonds Jean Rous, « affaires de famille Rous-Sabater » ; document déjà cité.

Parlant de cette tante Elisa, Jean Rous dit qu'il éprouve de l'affection pour elle.

Le second enfant, un garçon, Jean, est né le 10 août 1880. Il reprend la ferme de Joncet. Marié, père d'un petite fille[34], il disparaît à la guerre de 1914-1918. Dans un premier temps la famille sera avisée qu'il est « *présumé tué à Langemark entre le 3 et le 10 novembre 1914* »[35]. Puis, le 24 novembre 1919, la famille reçoit transcription officielle d'un jugement constatant le décès de « *Clastres, Jean, Michel, mort pour la France le 5 novembre 1914* ». Il avait disparu début novembre à Langemark en Belgique. Il était alors soldat au 96ème Régiment d'Infanterie. Deux de ses camarades, Hullo Raphaël et Sensevy Sébastien, ont déclaré qu'il avait été frappé d'une balle à la tête le 5 novembre. C'est tout ce que sa famille a pu savoir des circonstances de ce décès. Jean Clastres, père, dut reprendre l'exploitation familiale. Ne parvenant à en vivre, il vendit l'exploitation à des fermiers de Mantet[36].

Florentine, la mère de Jean, est la cadette.

Le grand-père de Florentine Clastres, Baptiste Clastres, né le 2 mai 1810 à Joncet y était cultivateur et occupait le poste d'adjoint au maire de la commune de Serdinya dont Joncet est un hameau. La femme de Baptiste Clastres, Magdeleine Ques, née en 1820 n'est originaire ni de Serdinya, ni de Joncet, ni de Prades, tandis que les parents de Baptiste, Clastres Jean et Mayeur Marie, originaires de Joncet, sont cultivateurs.

Le côté Berjoan de la famille montre deux particularités : d'une part, le décès prématuré des femmes, aucune mère n'est vivante au mariage de ses filles ; d'autre part, le fait que l'on retrouve une famille Fruittet[37] alliée éloignée de la famille Fruitet dont Louis Rous descend puisque sa grand-mère s'appelait Marie Fruitet.

---

33 Renaissance..., op. cit. p.16.
34 Idem, p. 15.
35 Mairie de Serdinya. Document daté de 1942, envoyé par le Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants.
36 Renaissance..., op. cit. p.16.
37 Le nom est orthographié Fruittet ou Fruitet, pour désigner une même personne, à l'état civil de la commune de Serdinya.

Le père d'Espérance Berjoan, Joan Berjoan, né en 1814, le 17 décembre, est propriétaire aubergiste, tandis que sa femme Elisabeth Fruittet née en 1817, le 27 mars, est décédée quand sa fille se marie en 1875. Il en est de même pour sa mère, Morer Marie, née en 1794 et décédée le 8 mars 1828 tandis que son mari, Fruittet Joseph, né en 1795, est marchand-pareur.

Le père de Joan Berjoan, Joseph, est aubergiste; il est né en 1788 et a épousé Battle Espérance née en 1790. Lors de son mariage avec Elisabeth Fruittet, Joan Berjoan est voiturier et propriétaire aubergiste à la naissance d'Espérance deux ans plus tard.

Joseph Fruittet, le père d'Elisabeth est le fils de Fruittet Sébastien (né en 1774), pareur, et de Jampy Elisabeth, originaire de Serdinya ; tandis que Marie Morer est la fille de Bonaventure Morer et de Catherine Guinot de Villefranche.

Autant il est aisé d'écrire sur certains personnages de l'entourage de Jean, autant la tâche est difficile en ce qui concerne ses parents. On sait simplement qu'ils se sont mariés le 2 mai 1906 à Serdinya, qu'un contrat de mariage a été conclu entre les époux le 28 avril 1906, constitué sur la base de « la communauté de biens réduite aux acquêts ». Les témoins du mariage sont au nombre de trois pour la mariée : son beau-frère Antoine Solomiac, mari de Elisabeth ; Jean Jampy, propriétaire à Vernet, et un cousin à elle, Joseph Py, négociant à Olette. François n'a qu'Emile Rous, son oncle, officier en retraite, comme témoin.

Les images de François données par les personnes qui l'ont connu sont contradictoires. Comme nous allons le voir, son père et son frère Louis le considèrent comme mauvais gestionnaire de l'entreprise[38].

Par contre on le tient pour avoir été le bailleur de fonds de son frère Joseph lors des campagnes électorales de ce dernier[39] ; et quand Jean sera

---

[38] ADPO, documents déjà cités, intitulés : « Ce que François et sa femme m'obligent à faire savoir pour rendre hommage à la vérité » et « Prades, le 27 décembre 1932. Ceci est mon testament ».

militant politique et sans emploi, son père n'hésitera pas à l'aider financièrement[40]. Il convient de rappeler à ce propos l'additif au testament du grand-père, additif de son fils Louis qui mentionne que « *le champ Lalane a été vendu* (...) *sur les instances de mon frère François qui avait besoin de numéraire pour l'éducation de son fils* »[41]. Jean Rous a tout de même trente ans à cette époque-là. En fait, il n'est plus vraiment étudiant, mais a du mal à s'insérer dans la vie active. Le texte précise ensuite : « *vente faite quelques temps avant la mort de mon père* ». Or le grand-père Louis meurt en mai 1940. La vente a pu être réalisée dans le courant de l'année 1938, en vue de l'installation du jeune ménage que constituent Jean et Maria. Cette vente a pu avoir lieu plus tardivement, au moment du déclenchement de la guerre, par exemple. En ces circonstances particulières, son père ne refuse pas de l'aider.

L'image de François est donc brouillée et on ne peut compter sur la correspondance de Jean avec ses parents pour l'éclairer. En effet, les lettres que Jean écrit à son père le sont toujours dans un style froid et impersonnel ; le plus souvent simples chronologies d'événements, elles ne permettent pas d'imaginer François Rous ; elles ne permettent surtout pas de saisir l'image que Jean a de son père.

Par ailleurs, on ne trouve aucune lettre de François à son fils dans le grand nombre de dossiers que constitue la correspondance de Jean Rous tant privée que politique.

Jean quitte sa famille très tôt, au sortir de la première guerre mondiale pendant laquelle, le père est absent. Quoique celui-ci n'ait pas été envoyé au front, il fut mobilisé dans le train des équipages, d'abord à Montpellier, puis encore plus loin, à Lyon. Jean a six ans à la déclaration de guerre et à l'issue de celle-ci, peu après le retour du père, Jean rejoindra le lycée à Toulouse.

---

39 Entretien avec M. Parent du 30/10/90.

40 Lettre de M. Louis Bonnel du 7 août 1990 : « *L'on disait qu'en raison de ses difficultés matérielles, il* [Jean Rous] *recevait des colis de denrées de sa famille de province* ». M. Bonnel a connu Jean Rous dans les années 30.

41 voir supra et document des ADPO « Ceci est mon testament ».

Par la suite, son engagement et son militantisme politique vont l'éloigner encore plus de ses parents. Il est à Paris, eux à Prades et lorsqu'il revient, il semble plus proche de son grand-père ou de son oncle que de son père.

Monsieur et Madame Rousset, amis de Jean Rous, sont venus au moment de l'exode, en 1940, se réfugier à Bouleternère où Jean leur avait trouvé un lieu de repli. Très liés alors à Jean par les années de lutte et de militantisme communs, ils se virent souvent durant cette période. Voici le témoignage qu'ils nous ont livré[42] : « *Il y avait comme un froid* »... « *Il était très réservé sur sa famille. Un jour, il nous a invités à Prades, on a à peine vu ses parents, on a vu sa mère. Il nous a emmenés à Font-Romeu passer le week-end. On n'a pas eu de rapports avec ses parents* ». Voilà l'impression laissée sur M. et Mme Rousset par la relation de Jean avec ses parents.

Un élément semble pouvoir confirmer qu'existait un hiatus entre les activités de Jean et le mode de vie de ses parents. Un détail doit être pris en compte et, quoique plus tardif, nous semble assez éclairant sur cette différence de conception de vie que nous devinons entre Jean et ses parents : les relations entre Maria Rous, l'épouse de J. Rous depuis juillet 38, et la mère de celui-ci semblaient exécrables. Maria Rous disait plus tard pour justifier son refus d'habiter la villa Sidi[43] même après le décès de sa belle-mère : « *Ça me rappelle trop de mauvais souvenirs* ». Bien sûr ces mauvais rapports pouvaient être liés au fait qu'une soeur de Florentine, la tante Elisa, était montée à Paris dès 1931 pour s'occuper du ménage de Jean Rous, alors avocat. Cette tante rentra au village dès que Jean vécut avec Maria. De plus, Maria était divorcée ; les conceptions morales de Florentine ont peut-être été choquées par ce fait ; il ne reste que des suppositions sur ce point. Mais il faut surtout ajouter que Maria était une militante politique qui ne ca-

---

[42] à Paris en juillet 1990.
[43] Villa située à Prades sur la route de Catllar.

chait pas ses options et ses engagements, ce qui a pu ne pas plaire à la discrète Florentine.

Quoiqu'il en soit, ce témoignage de Maria Rous sur la mère de Jean est un des rares que nous possédions.

2. Louis Rous, le grand-père :

Autant les figures paternelle et maternelle semblent estompées, autant certains personnages de l'entourage de l'enfant ressortent nettement. C'est le cas de Louis Rous, le grand-père paternel auprès duquel Jean va vivre, de fait, ses premières années. Seul homme resté au foyer après la déclaration de guerre, il sera ce « pater familias » autour duquel s'est construite la fortune familiale : à la naissance de Jean, le patrimoine est constitué, tenu bien en mains par Louis. Celui-ci, contraint par les circonstances historiques, la guerre de 14-18 qui a envoyé au front son fils François, a repris la gestion des biens, amassés par la famille bien sûr, mais qu'il a fortement contribué à développer. C'est à lui que « *la famille doit son aisance* », selon l'expression de Mme Gauthiez[44].

Jean côtoie donc un grand-père qui tient les rênes d'une affaire familiale aidé en cela par une longue expérience.

Depuis le décès de leur père, en 1876, les deux frères de Louis Rous semblent s'être désintéressés de la marche des affaires commerciales et même de la fortune. Emile a abandonné à Louis, dès 1870, sa part sur l'héritage paternel[45]. Son autre frère, Joseph, fonctionnaire de l'enregistrement à Prades, a vécu de son traitement puis de sa retraite sans avoir recours, au moins sous forme de versement légal (rente...), à la fortune

[44] Gauthiez D., Un homme de l'ombre, op. cit. p. 13.
[45] Ce détail est mentionné dans le texte « Affaires de famille Rous-Sabater ». Quelques terres resteront en indivision jusqu'au décès d'Emile (matrice cadastrale de Prades).

familiale. Louis a donc pris en charge tout le négoce et « *paie de ses propres deniers* »[46] les contributions depuis 1876, date du décès de son père.

D'autre part, si le premier paragraphe du testament de Louis Rous nous apprend que c'est dès 1919 que François, le père de Jean, gère les affaires, il ne faudrait pas en conclure au désengagement du grand-père. Celui-ci va continuer à donner son avis sur la gestion de son fils et même quand cet avis est peu amène. Une lettre manuscrite de sa main, non datée mais nous pensons sa rédaction légèrement postérieure à celle du testament, sans mention de destinataire ce qui laisse à penser qu'il voulait ainsi « faire le point » pour lui-même, mais confirmée par une lettre du cadet, Louis, fait état d'un contentieux avec François concernant la direction que celui-ci veut donner aux affaires[47]. Cette lettre récapitule les griefs que le père a donc contre son fils. Les reproches concernent :

- l'achat, « *de sa propre autorité* », d'un camion dans le but de transporter des marchandises en Cerdagne,
- à peu près à la même époque, des découverts bancaires que Louis est obligé de combler,
- l'état de l'entreprise commerciale au déclenchement de la guerre. Louis écrit : « *La guerre survenue, François me laissa presque sans marchandises, 9000F de découvert à la Société Générale, 3000F environ pour l'huile achetée à Ille sur Têt et la maison en démolition pour la construction du nouveau magasin* »[48].
- enfin, Louis semble avoir été très peiné par l'insistance de François qui « *après-guerre* (...) *voulut avoir la direction des affaires*» ».

Louis Rous devait avoir un sentiment d'ingratitude, d'autant que, comme il le rappelle au début de cette même lettre, il avait pris très tôt, dès 1898, des dispositions pour que son fils vive à l'aise. S'il ne précise pas les sommes qu'il lui a octroyées, nous pouvons penser qu'elles furent assez conséquentes puisqu'il note que François et sa femme partirent en voyage

[46] « Ce que François et sa femme m'obligent à faire savoir pour rendre hommage à la vérité ».
[47] Idem.

de noces pendant un mois « *sans qu'il eut à me demander de quoi en couvrir les dépenses* ».

Louis est amer car, au lendemain de la guerre, il restituera entre les mains de François une affaire renflouée, « *le nouveau magasin construit* (...) *au grand complet approvisionné en sucre et cacao* ».

La lettre s'achève par ce qui peut constituer pour nous l'explication de son existence même, une blessure d'amour-propre, que Louis mentionne lui-même d'ailleurs. Il écrit : *« Tous ces détails m'ont paru nécessaires m'ayant entendu dire que je devais ma situation à François, ce dont j'ai souffert horriblement* ». Accusation dont il se garde bien de citer l'auteur, mais injustifiée eu égard à ce que nous avons vu plus haut sur la situation du patrimoine Rous, bien avant que François ait à s'en occuper.

Ces récriminations de Louis Rous envers son fils François sont à relativiser.

Et d'abord par le témoignage de M. Parent qui relève le caractère « *procédurier* »[49] de Louis et nuance le portrait de François. De celui-ci, le témoin relève le dévouement. Il rappelle la difficile époque de la reprise en mains, après-guerre, François se débattant dans les problèmes, essayant de faire fructifier l'affaire, plus tard aidant son fils Jean, son frère Joseph.

Ensuite par le rappel des relations que les trois garçons entretenaient, en particulier sur le plan financier. C'est le cadet Louis qui va nous éclairer à ce propos. Lui-même a fait le choix de quitter sa famille en 1911 pour devenir « *plus jeune voyageur de la maison Violet* ». Il précise que les affaires familiales lui sont restées étrangères, « *étant le domaine de* [son] *père et de* [ses] *deux frères François et Joseph* ». Après avoir noté d'ailleurs que « *de* [son] *côté*, [il] *n'avai*[t] *jamais cherché à savoir quoi que ce soit* »[50], il reproche à son frère Joseph d'avoir voulu récupérer une partie de l'héritage qui lui avait

[48] Il s'agit de la transformation du magasin de la rue des Marchands.
[49] Entretien du 31/10/90.
[50] Lettre de Louis Rous fils, déjà citée : « Affaires de famille Rous-Sabater ».

été attribué à lui. En effet, Joseph semble avoir été très attiré par l'argent, François au contraire, généreux, aurait servi de bailleur de fonds.

Quoiqu'il en soit, père et fils ont certainement vécu une situation de concurrence. Il est difficile d'évaluer ce que l'enfant Jean a pu en ressentir. Ce qui semble acquis, c'est que, une fois le père éloigné par la guerre, c'est à une forte figure masculine que l'enfant Jean va avoir affaire en la personne de ce grand-père auquel il semble bien difficile d'en conter et dont l'essentiel réside peut-être ailleurs, dans son investissement public.

En effet, l'enfant n'aura pas seulement côtoyé un grand-père homme d'affaires mais aussi un véritable homme politique dont le rôle (sûrement amplifié, comme nous aurons l'occasion de le voir, par l'oncle Joseph) dans l'élaboration politique de Jean Rous sera important.

C'est dès 1888 que Louis Rous entre « *dans la vie politique locale* » en devenant conseiller municipal, puis adjoint au maire et enfin, en décembre 1919, justement, maire de Prades, élu ainsi que la tête de liste, le docteur Arrous, dès le premier tour sur une liste radicale complétée par des socialistes. Ce même docteur Arrous accompagnera Jean à Paris lorsqu'il ira s'installer chez son oncle.

Cette élection n'est d'ailleurs probablement pas étrangère à la décision de Louis de céder aux demandes répétées de François et de lui transmettre la direction des affaires[51]. Louis conserva ce mandat jusqu'en 1923 puis ne se représenta pas. Ce fut pendant qu'il était élu que la ville s'équipa d'un réseau d'adduction d'eau et fut dotée par Louis Rous de l'électricité. Elle se trouva ainsi être une des premières villes de France éclairées par ce procédé[52]. A l'origine d'ailleurs de l'usine électrique, on trouve un canal d'amenée, l'ancien canal Maura, auprès duquel les usines Rous tournaient. L'eau de ce canal, propriété de la famille Rous, fut louée au début du siècle à l'entreprise Chefdebien qui l'utilisait pour faire tourner une turbine hydraulique. Cette entreprise pradéenne fabriquait à l'époque, selon un procédé

---

[51] Louis Rous écrit lui-même dans le document intitulé « Ce que François et sa femme... » : « *Après la guerre, François voulut la direction des affaires* ».
[52] Dans son Histoire de Prades, J. Viallet écrit que l'électrification de Prades date de 1900.

inventé en 1884, une poudre apte à lutter contre les maladies cryptogamiques du vignoble. Cette location entraîna alors de nombreux procès concernant le débit et l'utilisation de l'eau[53].

L. Sanyas, dans un texte sur l'électricité dans les Pyrénées Orientales, précise : « *La petite ville de Prades eut durant un certain temps une usine électrique propre, créée par un fabricant de chocolat, M. Rous. Cette usine établie sur un canal d'arrosage dont les eaux sont dérivées de la Têt, entraînait le jour l'usine de chocolat et la nuit, assurait l'éclairage électrique de Prades, sous forme de courant continu. La précarité de cette installation amena la municipalité à réclamer à M. le Dr. Escoiffier de se substituer à M. Rous pour améliorer la régularité du service et, depuis, la concession de Prades a été renouvelée à M. Escoiffier* »[54].

M. Parent relève le désintéressement de Louis Rous qui, d'après ce témoin, « *avait fait installer l'électricité pour rien, rien que pour que les gens la veuillent* »[55]. En effet, les Pradéens se méfiaient de ce nouveau procédé et seule l'installation gratuite, aux frais de Louis Rous, pouvait les inciter à l'accepter.

Par ailleurs, dans le cadre de ses fonctions publiques, L. Rous semble s'être particulièrement intéressé à l'enseignement puisqu'il obtint nombre de subventions tant de la municipalité de Prades que de la Chambre de Commerce, enrichissant ainsi l'outillage des écoles supérieures. Ce fut à l'époque de son mandat de conseiller municipal puis d'adjoint que furent construites les écoles primaires de jeunes filles et de garçons, ainsi que l'école supérieure de jeunes filles. Son intervention semble avoir été importante, comme le signala A. Clos, lors de l'allocution qu'il prononça à l'occasion des obsèques de Louis Rous.

---

[53] C'est aussi au travers des démêlés de Louis Rous avec Chefdebien que M. Parent s'autorise l'emploi du terme « *procédurier* » pour qualifier Louis Rous. En effet, celui-ci devait donner un certain débit d'eau et n'était jamais d'accord.
[54] Sanyas L., « L'industrie électrique dans les Pyrénées Orientales »; Annales de la Fédération Pyrénéenne d'Economie Montagnarde, 1938, p. 225 à 239.
[55] Entretien du 31/10/90.

Le dernier acte de la « carrière politique » de Louis Rous est sa candidature pour un mandat de sénateur des Pyrénées Orientales lors du renouvellement du 7 juillet 1930. Il se présente au suffrage des grands électeurs comme candidat « *protestataire* », note l'Indépendant du 6 juillet 1930 qui précise que la lecture de son discours était à peine audible. Il y traita « *de la question économique et de la réforme fiscale* ». Le 7 juillet, l'Indépendant donne des résultats catastrophiques puisqu'il n'obtient qu'une voix. L'Indépendant orthographie mal son nom, écrivant « *Louis Roux, ancien maire de Prades* ».

Il est à noter que l'Indépendant du 11 mai 1940 fait simplement état des obsèques, sans retranscrire le discours d'A. Clos, sans même se livrer à un rappel de l'activité de maire de Louis Rous. Ce détail met à jour une situation paradoxale. En effet, tandis que Louis Rous fut un conseiller municipal, puis un adjoint actif, avisé, énergique, il ne laisse en tant que maire aucune trace de son mandat. Seul le réseau d'égouts de la commune est terminé pendant cette période ; encore l'exécution en avait-elle débuté sous le prédécesseur de L. Rous, A. Bernard, maire de 1912 à 1919, celui-là même qui sauva les derniers chapiteaux de Saint Michel de Cuxa de l'émigration vers l'Amérique.

M. Parent conserve la mémoire de la discrétion du mandat de maire de Louis Rous. Il nous a dit : « *Pendant quatre ans où il a été à la mairie de Prades, il n'a pris aucune initiative, rien du tout* ».

En effet, les nécrologies parues dans l'Indépendant des 11 et 12 mai 1940 confirment cette opinion. Le premier article relate l'enterrement de Louis Rous, le second retrace sa carrière politique mais ne fait qu'une allusion rapide à l'allocution de A. Clos dont nous avons déjà fait état[56].

Ces deux articles préfèrent insister sur l'important personnel administratif et politique venu assister aux obsèques et sur les affaires commerciales mises en place par Louis Rous.

---

[56] Cette allocution ou sa teneur se retrouve dans les archives Jean Rous (ADPO 96 J 2). On peut lire aussi dans cette nécrologie la phrase suivante : « L*e départ de Louis Rous de la*

Le premier article note qu'il a longtemps siégé à la Chambre de Commerce des Pyrénées Orientales et, en deux lignes, précise ses fonctions au conseil municipal puis en tant que premier adjoint et enfin dans son mandat de maire. L'essentiel de ce court texte traite de ses affaires commerciales.

Le second article suit l'orientation du premier, précisant simplement que « *M. Clos retraça la longue et belle existence du défunt* ». Cet article est signé A. Godail.

On ne peut éprouver qu'un sentiment d'injustice à la lecture de ces articles. Louis Rous avait permis à Prades d'être la première ville du département équipée de l'électricité, et ceci en pleine mutation industrielle. Il avait compris que Prades avait tout à gagner à l'électrification. En effet, c'étaient surtout les villages des alentours qui bénéficiaient de l'industrialisation : les mines d'Escaro, la gare de Villefranche. Le centre économique qu'est la sous-préfecture a besoin de se développer. Louis Rous mise alors sur l'électricité pour favoriser l'essor industriel de la commune et aussi dynamiser le commerce, déjà renforcé par l'apport d'une population ouvrière nouvelle et une prolétarisation de la population locale.

En fait, de Louis Rous, on peut dire qu'il est un paradoxe : notable local, il est de gauche, radical socialiste en 1900, dynamique en affaires mais totalement effacé en tant que maire. A sa décharge, il est à noter qu'il s'occupe, dès 1919, de sa fille Thérèse. Car cette dernière est, selon M. Parent, folle. Et tous les jours, Louis va la voir chez elle, rue des 9 fiancées. *« Il est le seul à s'en occuper, à s'assurer que tout va bien* »[57].

C'est ce personnage aux multiples facettes que côtoie quotidiennement le jeune Jean pendant de nombreuses années. Les rapports entre ces deux personnes semblent avoir été très proches. A plusieurs reprises Jean fait état de l'affection qu'il éprouvait pour son grand-père. Quant à celui-ci, il semble avoir largement répondu à cette affection par une affection analogue

---

Mairie est lié au jeu des rivalités locales et à des attaques souvent injustifiées », ce qui, bien sûr, laisse entendre que certaines étaient justifiées.

[57] Entretien du 31/10/90.

et une grande confiance. Par exemple, dans une lettre de 1936, la même qu'il termine par des salutations à la tante Elisa, Louis Rous confie à Jean ses soucis de gestion et va même jusqu'à faire quelques allusions aux problèmes relationnels qu'il rencontre avec son fils François, le propre père de Jean.

3. L'oncle Louis Rous :

Outre son grand-père, dans l'entourage de Jean Rous se trouvait son oncle Louis Rous, plus jeune fils du maire de Prades. Il le côtoya peu de temps, certes, à Prades, puisque dès 1911, Louis Rous, fils, quitte sa famille pour « *entrer à la Maison Violet Frères* », et ne revient au toit paternel qu'au moment d'un congé régulier ; cependant Jean Rous dit de lui : « *J'avais aussi de l'affection pour mon oncle paternel Louis Rous, qui votait communiste* ». De cet oncle, Jean Rous a conservé de nombreux documents déposés maintenant aux ADPO dans le fonds Jean Rous[58]. C'est ainsi que l'on apprend qu'il est entré à la Maison Violet Frères en tant que voyageur de commerce ; il dit lui-même : « *mon rôle consistait à vendre du Byrrh* ». Pourtant, à partir de novembre 1931, une maladie de foie et des contacts entre son père et Jacques Violet à la Chambre de commerce lui permettent d'occuper un emploi à la succursale de Perpignan. Dans une lettre lui annonçant sa nomination, le fondé de pouvoir de l'entreprise ajoute : «*Tenant compte de votre présence dans notre Maison, nous ferons exception en votre faveur quant au salaire et vous octroierons 1200 f par mois* ». Ceci semble nettement supérieur à ce que percevaient les employés non voyageurs de commerce.

Il a fait son service militaire en 1902. Rappelé, il a participé à la première guerre mondiale du 3 août 1914 au 18 mars 1919. Il a terminé cette guerre avec le grade de Maréchal des logis. Il rejoint successivement la

[58] Jean fut l'héritier de cet oncle, ce qui, d'ailleurs, entraîna une nouvelle brouille avec l'oncle Joseph qui tenait à être l'héritier de son frère.

8ème section de munitions de 75 du 9ème régiment d'artillerie de Castres, en octobre 1917, puis est parti à la 34ème batterie du 116ème régiment d'artillerie lourde de Castres, enfin en 1917, il faisait partie du 6ème groupe du 131ème régiment d'artillerie. L'ordre n° 9 du 2 octobre 1919 lui accorde la Croix de guerre et précise : « *Le Maréchal Rous Louis de la 17ème batterie a donné de nombreuses preuves de bravoure et de sang froid au cours de ravitaillements exécutés sous de violents bombardements, en particulier pendant l'attaque du Chemin des Dames en août et septembre 1917* ». Jean Rous fut marqué par un fait concernant cet oncle. Il rapporte que, alors que son oncle avait vaillamment participé à la guerre, qu'il était revenu sain et sauf, il avait failli mourir à son retour, en 1918, victime de l'épidémie de grippe espagnole qui frappa durement la population française et méditerranéenne [59].

Il s'est marié à Elisa Serre, née en 1890, le 20 décembre 1920. On sait enfin de Louis Rous qu'il a été mis à la retraite après vingt-neuf ans de service, le 2 novembre 1940, bien qu'il n'ait pas sollicité celle-ci. En fait, le 28 octobre, en raison du « *décès de* [ses] *parents* », il demande à être mis en congé sans solde pour régler les affaires de famille. L'entreprise lui propose, le 2 novembre 1940, une mise en repos anticipée, en justifiant son accord rapide par des problèmes économiques. Louis Rous accepte la proposition, en notant pour lui-même, à la main, en marge de la lettre de mise en repos : « *D'après les on-dit, la mise à la retraite vient après l'envoi d'une circulaire aux employeurs du Maréchal Pétain pour mettre à la retraite les vieux et embaucher des jeunes* ». Il vivra sans traitement apparent jusqu'à la liquidation de sa retraite d' «*ingénieur et cadre* » le 30 septembre 1951. Il faut noter que les prises de position de son frère Joseph, député,[60] ou celles de son neveu, dirigeant trotskyste, ne sont peut-être pas étrangères à l'acceptation de l'entreprise Violet.

---

[59] On peut se reporter sur ce sujet à l'article de Y. Lequin dans Les malheurs des temps, Delumeau Jean et Lequin Y. dir., Larousse, Paris, 1987, p. 419-420.

Son décès remonte au 29 mai 1968, cinq mois après sa femme Elisa.

4. Emile Rous, le grand-oncle :

Il s'agit du grand-oncle paternel de Jean, dont celui-ci écrit qu'il est peut-être à l'origine de ses activités contre l'impérialisme et pour la décoloni-sation[61]. L'influence n'est certes pas directe ; ils ne se sont que peu connus, Emile ne rentrant à Prades que peu de temps avant le départ de Jean pour le lycée de Toulouse. Mais dans les documents conservés aux Archives Départementales des PO, des souvenirs d'Emile Rous subsistent. Des sagaies, des masques, des photos noir et blanc, autant de souvenirs auxquels il faudrait ajouter ... le legs par Emile Rous à François de la villa Sidi.
Cette villa se trouvera plus tard dans l'héritage de Jean[62].

Mais qui est donc Emile Rous ?

Dès l'âge de 20 ans, ce frère aîné de Louis, part pour la Nouvelle-Calédonie ; on est en 1870. Bien que le canal de Suez ait fêté le premier anniversaire de son inauguration par l'impératrice Eugénie, Emile emprunte le chemin en usage depuis des siècles, celui du contournement de l'Afrique par le Sénégal, le Cap, la Réunion, piquant ensuite vers les Indes et la Cochinchine. Au bout de six mois, il est dans le Pacifique. C'est là qu'il apprend à la fois la capitulation de Sedan, l'encerclement de Paris et l'écroulement du régime.

En Calédonie, il découvre «les Canaques», qu'il décrit vers 1905 à Henry Jacomy qui deviendra plus tard général. Henry Jacomy nous rapporte la conversation qu'il eut avec E. Rous dans un article qu'il consacre à celui-ci

---

[60] Par exemple, le 10 juillet 1940, Joseph fut l'un des quatre-vingts députés qui refusèrent de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.
[61] Un homme de l'ombre, op. cit., p. 15.
[62] Jean Rous écrit : « *Il me considérait comme son héritier* ». Il semble en fait que c'est François Rous qui ait hérité de la villa Sidi, selon le témoignage de M. Parent et les extraits de matrice cadastrale de Prades. Cette villa revint à Jean après le décès de son père.

dans la revue Tropiques de mai-juin 1958[63] et qu'il intitule « le Commissaire »[64].

Voici ce portrait des Canaques par Emile Rous : « *Les Canaques, tu les vois sur cette série de photographies de 1870 à 1874. Ils allaient encore nus. Leur seul luxe était leurs armes. Elles étaient de taille. Nous avions trouvé ces malheureux quelques décades auparavant dans le plus grand état de misère et adonnés à l'anthropophagie. Ils se détruisaient eux-mêmes. Nous avions fait cesser leurs horribles pratiques* (...). *On en habillait et on en instruisait quelques uns qui le voulaient bien* ».

Avant la rédaction de cet article, Henry Jacomy avait demandé à Jean Rous de lui rapporter ses souvenirs sur son grand-oncle. Le brouillon de réponse de J. Rous retrouvé aux Archives Départementales permet de comprendre qu'il a peu de souvenirs directs de celui-ci, qu'il décrit comme modeste et parlant peu des campagnes passées. Puis il ajoute : « *J'ai eu la curiosité de revenir dans ces régions où a servi Emile Rous pour une enquête en 1953* ». Jean Rous fait certainement allusion au séjour qu'il effectua en Afrique en tant qu'envoyé spécial de Franc-Tireur et à la série d'articles qu'il écrivit à cette occasion et parus entre le 7 et le 20 janvier 1954 sous le titre « Le nouveau visage de l'Afrique ». Précisant ce qu'il a vu en Afrique, Jean Rous conclut sa lettre à Henry Jacomy par : « *Il n'est pas interdit de penser que, dans cette oeuvre pour créer une administration moderne, le Commissaire Emile Rous eut sa part d'initiateur et de pionnier* ».

Dans d'autres documents, l'aspect affectif de la relation prend le dessus et J. Rous peut écrire : « *Je contemplais ses souvenirs de colonisation* » et « *Je dois beaucoup à mon grand-oncle Emile Rous* (...). *Je ne sais pas si ma vocation pour l'outre-mer n'a pas pris naissance d'une manière dialec-*

[63] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 6.
[64] Il s'agit bien sûr d'Emile, alors commissaire des Colonies, fonction aussi désignée par l'expression « intendant-colonial ».

tique, j'entends contradictoire, au spectacle de ce parent qui était un homme bon et qui me considérait comme son héritier. Il me fascinait»[65].

Sous la plume de H. Jacomy, dans l'article de la revue Tropiques[66], Emile Rous apparaît « *les cheveux et l'impériale blancs, les sourcils et l'oeil noirs, le teint plombé par les longs séjours coloniaux, mais le regard lumineux de bonté et d'intelligence* ». Il ajoute qu'Emile Rous parlait en phrases courtes « *comme des têtes de chapitre* » mais aussi « *en silence* ». Pour H. Jacomy, ce personnage incarnait parfaitement le colonialisme de la deuxième moitié du XIXème siècle. Ce n'était plus les appétits de découvertes, d'apostolat et d'enrichissement mais une prudence « *dépourvue ni de sagesse ni d'efficience* ».

Le personnage campé ici ne manque pas d'allure ; on peut penser qu'une telle stature a marqué le petit enfant qu'était Jean Rous quand Emile séjourna à Prades.

Après la Nouvelle-Calédonie, Emile Rous se rendit au Cambodge, en Guadeloupe, en Guyane et enfin au Soudan où on peut le suivre à l'aide des « Notes sur le fonctionnement du service administratif dans le Soudan français pendant la campagne de 1886-1887 » puis grâce aux « Notes de la campagne 1888-1889 »[67].

Au Soudan, Emile Rous se trouve sous les ordres du général Gallieni puis de L. Archinard. Avant la première guerre mondiale, il rappelle d'ailleurs le souvenir de ces deux hommes. Il dit au général Jacomy : « *Gallieni, Archinard* (...) *quels chefs ! Je ne sais si ce siècle qui commence pourra produire de tels hommes encore, car la vie des blancs d'aujourd'hui manque de ces difficultés et de ces exigences qui sont la grandeur d'une époque et d'un peuple* (...). *Nous étions fiers de pouvoir étendre le domaine de la France ; c'était celui de la paix et de la liberté, car nous faisions disparaître la traite*

---

65 Un homme de l'ombre, op. cit., p. 15.
66 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 6.
67 Idem.

des esclaves ». Ces quelques lignes d'un colonialiste « éclairé » permettent de comprendre pourquoi naît, sous la plume de H. Jacomy dans l'article déjà cité, cette remarque inspirée par le souvenir d'Emile et de ses valeurs : « *Tout un siècle était défini sous l'angle colonial* ».

Notons à ce propos l'évolution qui se fait jour dans les mentalités des élites lorsque Emile Rous sert au Soudan. En 1889 est créée l'Ecole Coloniale, appelée à former l'encadrement colonial français. Et l'on sent peut-être déjà sous la plume du grand-oncle Emile pointer une conception de la colonisation qui rappelle celle que les hussards de la République (les instituteurs) avaient de leur mission d'enseignants. En effet, Emile Rous ne souhaite pas seulement exploiter le pays conquis mais plutôt l'amener à un certain degré de civilisation. C'est d'ailleurs Jules Ferry qui dans les années 1880 formule la doctrine coloniale autour des trois éléments indissociables : l'intérêt économique, l'ambition politique et le devoir humanitaire de la France, constate R. Girardet[68].

Comme nous le voyons avec cet éloge d'Emile à ces deux militaires, c'est donc un homme fier de sa mission, possédant un sens de l'honneur et du devoir prononcé, qui rédige les « Notes » de ses campagnes.

Celles-ci, précédées d'un plan en couleurs indiquant les centres de population sur le fleuve Sénégal, sont précieuses par le témoignage qu'elles constituent sur les conditions de la colonisation, bien sûr, mais aussi par le portrait en filigrane d'Emile Rous qu'elles révèlent.

La première « note », celle concernant la campagne de 1886-1887, se présente sous la forme d'un manuscrit de trente pages. Elle décrit précisément l'organisation de la nouvelle administration. Le commissaire Emile Rous en assurait la mise en place et le fonctionnement.

Quelles étaient ses tâches ?

- assurer les besoins en matériels et en vivres des deux colonies ;
- ravitailler tous les postes (de Bakel à Bamako) ;

- organiser le service des transports, la construction ou la réparation et l'armement des chalands et des pirogues ;
- justifier de tous les actes de ces gestions.

Dans l'exécution de ces tâches, Emile Rous, comme son admiration pour des hommes de devoir le laissait supposer, fait preuve d'un grand scrupule administratif, d'une minutie que l'on pourrait presque qualifier de tatillonne.
Ainsi, en page 4 de ce premier document, il écrit : « *Un assez grand nombre de caisses marquées sucre, café, renfermaient du riz. On a aussi trop souvent à constater le manque de la dixième bouteille dans les caisses de vin de Bordeaux ou du moins une bouteille était vide quoique parfaitement intacte et bouchée et sans que la caisse présentât la moindre trace d'effraction* ». En page 8 de ce même document, E. Rous montre l'attention qu'il peut porter au bien-être matériel des personnes dont il a la charge. Ayant réceptionné et distribué des lots d'étoffe, il transcrit dans son compte-rendu les remarques que lui a inspirées l'accueil réservé par les noirs à ces tissus : « *Les tissus épais et le calicot à dessins ont été très en faveur dès leur apparition mais ce sont là des étoffes de fantaisie et d'un usage peu courant dans les diverses régions du Haut-Fleuve... Au surplus, les indigènes ont bientôt remarqué que la teinture de ces tissus ne résistait pas au lavage. De là une dépréciation certaine* ».

On retrouve une telle application dans la rédaction d'un compte-rendu fidèle et précis dans le deuxième document. En effet, le Commissaire, à l'occasion de la réception d'un convoi de marchandises, y fait remarquer que les chefs de convoi ne se sont pas fidèlement conformés aux prescriptions de l'ordre sur le ravitaillement. Suit le relevé exact et minutieux des éléments permettant de mettre à jour les négligences, erreurs ou fraudes humaines.

Encore convient-il d'ajouter que, toujours d'après ces deux documents, l'exercice scrupuleux, minutieux de ces tâches administratives se dé-

---

[68] Girardet Raoul, L’idée coloniale en France, Paris, P. Curiel, 1972, 1ère partie, « Le grand

roule dans des conditions difficiles. Dès la première note, celle de 1886-1887, E. Rous fait état d'une mortalité européenne importante, sans compter les départs nécessités par l'état de santé. Il écrit : « *Le climat éprouve les tempéraments les plus robustes et la maladie rend trop souvent indisponibles la plupart des officiers ou agents, quand la mort ne fait pas le vide* ».

Ces deux documents, se trouvant dans le fonds Emile Rous des AD-PO déposés par M. René Parent mais dont Jean Rous a disposé auparavant, ont nourri aisément l'imagination de l'enfant. On peut y ajouter des objets exotiques rapportés, quelques photos, les décorations : Légion d'Honneur, obtenue en 1888, Chevalier de l'Ordre Royal du Cambodge, en 1880, Brevet d'Officier de l'Ordre Impérial du Dragon de l'Annam, en 1889. A l'image de ces pays mystérieux dont quelques bribes parvenaient jusqu'à Prades, ce grand-oncle était pour l'enfant un personnage lointain et fascinant, comme pouvaient en témoigner à ses yeux les tenues militaires précieusement conservées en vue des obsèques dont Emile avait prévu, peu après la guerre et jusqu'au moindre détail, l'ordonnancement.

Après le Soudan, E. Rous rejoint la France, pour assurer à Bordeaux le cours spécial pour le commissariat colonial ainsi que le commissariat du port.
En 1896, Gallieni, nommé gouverneur général de Madagascar, l'appelle à ses côtés comme chef des services administratifs mais Emile préfère, à quarante six ans, demander sa mise à la retraite et se retire à Prades. Il choisit cependant de reprendre du service pendant la guerre de 14-18 comme intendant militaire. Sa retraite n'est donc définitive qu'après la guerre.

Jean et Emile n'eurent ainsi l'occasion de se connaître directement que de 1908 (date de naissance de Jean) à 1914 (date du départ d'Emile pour la guerre). En effet, quand Emile est démobilisé, Jean est sur le point de

---

débat ».

partir pour le lycée de Toulouse, d'où il ne reviendra définitivement qu'après la mort de son grand-oncle (elle survient à Prades en 1926). Mais l'enfant continue à entendre parler de lui, en termes qui en confortent l'image d'homme important. Le Maréchal Joffre se déplaçant à Prades, on en profite pour rappeler à Jean que « *le vainqueur de la Marne, donc de la guerre* » fut un ami de collège d'Emile à Perpignan[69]. Quand Jean se trouve à Toulouse, à partir de la rentrée scolaire 1919 et jusqu'en juillet 1926, il ne voit donc son grand-oncle qu'à l'occasion des vacances mais les relations entre les deux personnages semblent avoir été très affectueuses. Il faut dire aussi qu'Emile, à son regret, n'avait pas d'enfant puisque le 22 novembre 1893, Marie Coste, cousine du grand-père Louis Rous, écrit à Pauline Rous, née Labrusse d'Olette : « *Il n'y aura que vous de paresseuse ? Tout le monde se le demande. Maman Rous, Rosine et moi-même. Jusqu'à Louis qui me charge de vous dire que ce qui l'intéresserait le plus serait de vous voir 'lou naz prim'. Que fait Monsieur Rous ?* »[70]. A son frère Louis, Emile écrivait du Soudan (de Kayes, exactement) : « *Par anticipation, je fais le sacrifice ou mieux l'abandon de ce qui pourrait m'échoir. Tu peux donc en disposer au mieux de tes intérêts et ceux de ta famille, puisque j'ai le chagrin de ne pas avoir d'enfant*[71] *et que le sort de ma femme est assuré par ce qu'elle possède et par la pension qui lui sera assurée après ma mort* »[72]. Dans les biens de l'oncle Emile se trouvait, comme nous l'avons vu, la fameuse villa Sidi, dont le mobilier et les objets qu'elle contenait ont impressionné l'imagination de l'enfant. Rappelons ici que, si les conditions du legs de la villa Sidi restent obscures, Jean a toujours considéré qu'il avait bien été choisi par son grand-oncle comme son héritier, et c'est finalement ce qui importe[73].

---

69 L'anecdote et la citation sont rapportées dans Renaissance..., op. cit., p. 17.
70 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 6, Lettre à Mme Emile Rous, 41 avenue Bosquet, Paris, 22/09/1893.
71 souligné par nous.
72 Lettre reproduite dans le texte de Louis fils, intitulé : « Affaires de famille Rous-Sabater ».
73 Nous avons mentionné au début de ce portrait d'Emile l'ensemble des biens (objets, souvenirs, villa Sidi...) qui se trouveront d'une façon ou d'une autre en possession de Jean à la mort de son oncle ou plus tard.

Voilà donc présenté ce personnage d'Emile, le premier dont Jean reconnaît sur lui-même une influence. Bien sûr, étant donné les conditions de leurs rencontres, la grande différence d'âge (Emile a déjà cinquante-huit ans quand Jean vient au monde), il est permis de penser que cette influence s'est plus située au niveau de l'imprégnation, de l'imaginaire, voire du fantasme. En a-t-elle été moins forte pour autant ? Nous pouvons en douter ; Jean Rous ne fait-il pas remonter à ces images, ces «traces» de son grand-oncle sa «vocation pour l'outre-mer» ?[74].

De la même façon, l'influence de l'oncle Louis, si peu présent auprès de l'enfant, ne saurait être comparée à celle qu'exercera l'oncle Joseph, par exemple. Il n'en reste pas moins que, et c'est peut-être ce qui au delà de leurs différences rapproche ces deux figures que l'enfant a connues, avec ces deux personnages, l'oncle Louis et le grand-oncle Emile, se détachent les images de deux parents qui, chacun dans leur domaine différent, ont offert à l'enfant un modèle d'honnêteté, de sens du devoir, d'amour du travail bien fait, d'un certain courage.

[74] voir supra ce que Jean Rous, lui-même désormais « engagé » non en Afrique mais vis à vis de l'Afrique, dit de cette influence.

CHAPITRE II
LES INFLUENCES

1. De quelques modèles :

1. A Toulouse, des résultats scolaires médiocres mais la grande figure de Jaurès :

La famille, comme nous l'avons déjà mentionné, opte pour Toulouse où Jean part à la rentrée scolaire 1919. Il écrit dans Renaissance et mission de la catalanité : « *A l'âge de dix ans, après l'armistice de novembre 1918, mon grand-père et ma mère m'amenèrent à Toulouse pour me faire inscrire au Petit Lycée* »[75]. C'est pourtant en 1919 qu'il entre au lycée Lakanal, appelé aussi Petit Lycée par opposition au Grand Lycée, qui deviendra plus tard Pierre de Fermat, où l'on n'entrait qu'en seconde.

Les Archives Départementales de la Haute-Garonne, malgré le peu de documents qui restent en leur possession, ont pu confirmer que « *Jean Rous a fréquenté ce lycée de 1919 à 1926* »[76].

Quoiqu'il en soit, deux éléments au moins justifient le choix de cette ville. Tout d'abord, il existe une sorte de tradition familiale. Le grand-père Louis, l'oncle Joseph, ont suivi leurs études dans cette ville et, pour ce dernier du moins, elles furent particulièrement brillantes.

---

[75] op. cit., p. 15.
[76] Lettre des Archives Départementales de la Haute-Garonne du 27 février 1991. Par ailleurs, l'expression « ce lycée » désigne les deux établissements : le « petit lycée », pour la scolarité jusqu'en classe de troisième et le « grand lycée », pour le second cycle et qui deviendra le lycée Pierre de Fermat dans les années 1950. A l'époque où Jean Rous y est élève, les deux établissements sont confondus.

Ensuite, les parents de Jean Rous veulent donner à leur fils la possibilité d'être sorti du lycée par deux correspondants autorisés. La famille Gallibert-Villa accepte de recevoir le jeune lycéen. M. Gallibert est adjoint au maire de Toulouse, il est aussi avoué. Il a épousé une jeune fille Villa, dont le père, honorablement connu à Prades, y a repris une école privée laïque renommée, celle de Melle Leborgne. La famille Gallibert habite rue Saint Joseph à Toulouse[77]. L'autre correspondant est le colonel Solomine, qui habite rue Neuve de la balance[78].

Mais, malgré ces possibilités de sortie dominicale, les visites de sa mère et de son grand-père, la beauté même de la ville, le petit Jean trouve dure cette vie loin du pays. « *J'avais la nostalgie de mon pays catalan* », écrit-il de cette période dans Renaissance et mission de la catalanité[79]. A tel point qu'il écrira même à son grand-père de venir le reprendre[80]. Mais le grand-père reste inflexible ; Jean n'aura plus comme ressource que la fréquentation des autres catalans « exilés» et comme lui adeptes du rugby[81].

De ses études secondaires, comme nous l'avons vu, peu d'éléments subsistent aux Archives de la Haute-Garonne.

L'inscription au Petit Lycée est datée du 3 octobre 1919. Jean est alors pensionnaire, avec le numéro d'inscription 78. Il se retrouve en sixième A. Louis Rous l'a inscrit et le registre d'inscription porte : « *Louis Rous, 24 rue des Marchands, Prades, Pyrénées Orientales, négociant industriel* »[82].

Aucun résultat ne nous est parvenu sur ces deux premières années. Cependant, le fonds Rous des ADPO conserve deux photos de classe

---

77 ADHG. Dépôt du Proviseur du lycée Pierre de Fermat, n° 2971/47.
78 idem.
79 op. cit. p. 18.
80 Cette confidence de Jean Rous confirme notre vision du rôle important du grand-père Louis auprès de l'enfant ; c'est Louis Rous qui prend les décisions éducatives même après-guerre, c'est à dire même après le retour du père. C'est donc naturellement à lui que l'enfant s'adresse.
81 Renaissance..., op. cit. p. 18.
82 ADHG, 2971/47.

prises, semble-t-il, devant le porche d'une chapelle ou d'une église. Peut-être est-ce l'église des Jacobins, qui jouxte le lycée[83].

La première photographie date de 1920 et représente deux adultes âgés portant sur les genoux un chapeau melon et entourés de trente-cinq garçons disposés en quatre rangées. Il s'agit de la classe de sixième.

Sur la seconde photographie, un seul adulte, jeune, portant un chapeau mou à la main, n'est plus entouré que de trente garçons. C'est la classe de cinquième.

Il est bien difficile de savoir lequel de ces élèves est Jean Rous.

A partir de la classe de quatrième, les Archives de la Haute-Garonne ont conservé les notes trimestrielles de tous les élèves. On peut ainsi suivre l'évolution scolaire. Malheureusement l'absence d'appréciation empêche un jugement plus précis[84].

En quatrième A2[85], pendant l'année scolaire 1921-1922, les deux premiers trimestres de l'enfant sont mauvais, tant par les notes que par le classement ; les notes du premier trimestre s'étalent de 1 en mathématiques à 10,5 en français, un 16 en anglais est la seule note véritablement positive. Quant au classement par matière, il va de 15ème à 35ème. Au second trimestre, les notes sont plus ou moins stables, allant de 2,5 à 9,5, la note d'anglais est tombée à 6. Quant aux places, elles s'étalent de 15ème à 35ème. Avec 6 en anglais, Jean Rous est 17ème... mais sur combien d'élèves ? Le troisième trimestre est nettement meilleur : 14 en français, 14 en mathématiques, 15,5 en version latine, 18 en anglais et en géologie, 10 en récitation mais 1,5 en thème latin, 3,5 en dessin d'imitation et 6 en histoire-géographie. Une grande partie de la classe a dû progresser puisque avec 14 en mathématiques Jean Rous conserve la même place qu'au trimestre précédent (26ème) et chute à la 31ème place en français avec 11 contre 29ème avec 6 au second trimestre. On peut faire des constatations

[83] ADPO, 96 J 264.
[84] ADHG, 2971/238 à 240.
[85] ADHG, 2971/238.

analogues sur toutes les notes. Pendant toute cette année, Jean Rous ne suit pas les cours d'éducation religieuse.

Le passage en troisième est accepté puisque l'on retrouve Jean Rous en 3ème A2 durant l'année scolaire 1922-1923[86]. La classe compte quarante-deux élèves. Seules deux notes sont supérieures à la moyenne sur toute l'année... en récitation (12 et 10,9 au premier et deuxième trimestres). Cependant, les classements le situent dans la fin du deuxième tiers de la classe... sauf en dessin d'imitation où avec 0,5, 0, 0,5, il se retrouve 38ème, 40ème et 39ème.

Les résultats ne sont pas jugés si désastreux puisque, en 1923-1924, Jean Rous est en seconde B[87] qui regroupe quarante et un élèves, sauf en latin puisque s'y ajoutent alors les élèves de seconde A. A l'exception de l'anglais et de l'espagnol, pendant toute l'année, des mathématiques au second trimestre, de la récitation, de la version latine et de la géographie au troisième trimestre, les notes sont inférieures à la moyenne. Le classement le situe encore dans le deuxième tiers de la classe. A la rentrée scolaire, Gabriel d'Arboussier a été inscrit en seconde C2[88]. Jean le retrouvera dans la période d'après-guerre.

Son passage est accepté en première[89], pour l'année scolaire 1924-1925. Seuls trente-neuf élèves sont inscrits dans cette classe de première B1. Le classement et les notes sont dans l'ensemble meilleurs que les années précédentes, le troisième trimestre marquant un net redressement. L'anglais semble être la matière forte avec une place de 1er et 14,5 au premier trimestre et 3ème avec 13,25 au troisième trimestre. Par contre, les mathématiques avec 2,5 et la 25ème place semblent être le point faible de Jean Rous. En juillet 1925, il est admis à la première partie du baccalauréat. Dans la classe voisine de première C2, Gabriel d'Arboussier obtient lui aussi cette première partie du bac.

86 ADHG, 2971/239.
87 ADHG, 2971/240.
88 ADHG, 2971/240.
89 ADHG, 2971/240.

La classe de philo 1[90], dans laquelle Jean Rous est inscrit, compte cinquante et un élèves en 1925-1926. Il obtient une moyenne générale sur l'année de 10,16 avec 13,1 en anglais, 11 en histoire, 10,6 en philosophie, 9,6 en sciences naturelles, 9 en géographie, 8,5 en physique-chimie. Le baccalauréat en Lettres[91] est obtenu sans mention en juillet 1926. Son ami d'Arboussier, de la classe de maths 2, est recalé et ne viendra pas en octobre pour la session de rattrapage[92].

L'ensemble de cette scolarité, bien que moyenne du point de vue des résultats, permet à Jean Rous de continuer ses études, ce qui était peut-être l'essentiel pour lui.

Mais nous pouvons lire aussi cette scolarité secondaire comme la possibilité pour Jean Rous d'entrer en contact, en dehors du milieu familial, avec les idées socialistes, de s'en imprégner y compris à travers la grande figure du socialisme de l'époque : Jean Jaurès dont le souvenir reste très vivace dans cette région.

En effet, en période scolaire, l'intérêt de Jean Rous pour la politique va s'éveiller ou se conforter mais, de toute façon, se développer dans un milieu favorable. Au lycée, Jean est en contact avec un jeune élève, président des étudiants ou lycéens communistes. « *Sa jeune conviction m'impressionnait beaucoup* »[93], confie Jean Rous maintes années plus tard. A travers les prises de position et actions de ce communiste, c'est la Révolution russe et Lénine qui l'a menée à la victoire qui font ainsi partie du quotidien de Jean Rous. Dans la vidéo-mémoire réalisée par le CEDACC en 1984, il dit être admiratif pour la Révolution russe de Lénine et Trotsky.

Mais dans la ville de Toulouse « *s'imposait encore l'immense rayonnement de Jaurès* »[94]. Un ancien secrétaire de celui-ci exerçait d'ailleurs les fonctions de maître d'internat au lycée même où se trouvait Jean Rous. Ce

---

90 ADHG, 2971/240.
91 ADHG, 2971/791.
92 ADHG, 2971/791.
93 Renaissance..., op. cit., p. 19.

dernier gardera toute sa vie une vive admiration pour Jaurès, l'homme qui entend concilier socialisme et démocratie, socialisme et individualisme révolutionnaire, socialisme et liberté, l'homme qui s'oppose aux aventures coloniales de la France mais aussi à la société capitaliste qui, même au repos, « *porte en elle la guerre comme la nuée dormante porte l'orage* ».

A plusieurs reprises dans la presse, le journaliste Rous, rendant hommage à Jaurès lors de l'anniversaire de sa mort, tirera les leçons de son action et revendiquera une certaine filiation avec celui-ci.

Dans le fonds Rous des ADPO se trouve un article de Jaurès, éditorial du Midi Socialiste du 12 juillet 1909, assumant l'héritage socialiste et le fait qu'il soit, lui, resté fidèle à ses combats pendant l'affaire Dreyfus, tandis que tant d'autres s'en sont éloignés[95].

« *J'étais donc sensible à l'influence et à la pensée de Jaurès mais aussi très impressionné par l'expérience de Lénine et de la révolution russe* », écrit Jean Rous dans Renaissance et mission de la catalanité[96]. Tandis que dans Itinéraire d'un militant, il précisait que le jeune lycéen qu'il était pensait « *qu'il fallait faire la révolution en France, la révolution de Lénine dans la tradition de Jaurès* »[97].

En 1984, il ajoute que « *le socialisme doit tenir de la tradition de Lénine et de Jaurès, fédéraliste, humaniste, anti-étatique et autogestionnaire* »[98]. Une certaine façon donc, à soixante ans de distance, de garder jointes et comme indissociables ces deux leçons exemplaires de l'âge du lycée.

2. Les Catalans du pays et d'ailleurs :

---

94 idem.
95 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 5.
96 op. cit. p. 19.
97 Rous Jean, Itinéraire d'un militant, Paris, Jeune Afrique, 1968, p. 16.
98 Video Memòria : Jean Rous, 1984.

Dans ce panthéon d'influences, on n'aura garde d'oublier tous ceux qui participèrent à l'évolution politique catalaniste du jeune Jean Rous.

Et en premier lieu, ces occasions de se ressourcer qu'offraient les retours au pays réguliers.

En effet, les grandes vacances en particulier, voient Jean côtoyer son grand-père, maire radical-socialiste de Prades depuis 1921, qui « [l'] *initiait aux problèmes catalans* »[99]. Plus tard, en 1925, la candidature de Joseph Rous et la campagne électorale pour le Conseil Général décidèrent Jean à concentrer « [son] *activité militante sur Prades* »[100]. Jean, qui n'a que seize ans et demi en 1925, rappelle qu'il revint à Prades « *pour participer à la campagne électorale* » ajoutant qu'il fit ainsi « [ses] *premières armes en politique* »[101].

Peut-être aussi ces séjours pradéens furent-ils l'occasion pour Jean Rous de rencontrer Louis Prat, professeur de philosophie au lycée de Prades, qu'il ne cessa d'admirer. Les deux hommes semblent avoir eu des relations suffisamment proches. Louis Prat adressera à Jean Rous une lettre pour le remercier d'avoir organisé « *la petite fête* » du 7 septembre 1928. Cette lettre se termine par « *cordialement mon cher ami* »[102]. En effet, en septembre 1928 avait été prévu un hommage à Louis Prat. Jean Rous et Louis Chauvet s'étaient chargés de l'organisation de ce « *banquet* »[103]. Mais, une lettre plus tardive témoigne plus fortement des relations existant entre les deux hommes. Quand Jean Rous est soldat à Hyères, il doit être hospitalisé et écrit alors probablement à Louis Prat une lettre où il se plaint de la condition de soldat. Louis Prat écrit à Jean Rous en date du 6 septembre 1931 une lettre qui semble donc être une réponse. Il essaie de redonner courage à Jean et livre aussi quelques considérations sur l'armée dont le ton et la teneur manifestent une totale confiance dans le correspondant. « *Les sol-*

---

[99] Renaissance..., op. cit. p. 19.
[100] idem.
[101] idem.
[102] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 35.
[103] L'Indépendant, 10 août, 4, 9, 24 et 28 septembre 1928 et L'Eveil catalan, 11 août, 1er, 15 et 30 septembre 1928.

dats n'ont qu'à obéir. Pour obéir, il n'est pas nécessaire de comprendre. On obéit d'autant mieux que l'on comprend moins », écrit-il. Plus loin : « *La différence est-elle si grande entre la vie des casernes et les différentes formes de la vie sociale ?* », ajoute-t-il[104].

La « *petite fête* »-hommage vaut aussi à Jean Rous une lettre d'Han Ryner, datée du 28 août, dans laquelle celui-ci donne ses impressions sur l'organisation prévue[105].

Han Ryner (Henri Ner, de son vrai nom), catalan d'origine, écrivain, philosophe et journaliste écrit dans des revues anarchistes. La «gauche» se détourne de lui quand il met en garde contre les dévoiements possibles de la révolution russe ; par contre, elle se souvient de lui et le sollicite quand il s'agit d'appeler à la conscience mondiale pour défendre Sacco et Vanzetti en 1921, ou Ascaro, Durruti et Jover, arrêtés et emprisonnés en France en 1927.

Ce personnage a sans nul doute influencé Jean Rous, peut-être par l'intermédiaire du professeur Prat, dont Henri Ner rédigera un hommage dans L'Eveil catalan de septembre 1928. Comme nous l'expliquons dans la partie bibliographique, Jean Rous rédigera, pour le journal L'Indépendant en septembre 1928, une interview d'Han Ryner, que nous n'avons pas retrouvée.

C'est peut-être à Prades que Jean Rous eut d'abord l'occasion de rencontrer les «catalans de Paris» : Henri Ner, Louis Chauvet, fils d'Horace Chauvet le rédacteur en chef de L'Indépendant, lui-même journaliste au Figaro et correspondant à Paris de L'Eveil catalan, Paul Roure, futur inspecteur du travail en Guinée puis à Madagascar...

Jean Rous parle de ces rencontres sans préciser leurs dates et il est difficile de les établir de façon précise. On peut avancer qu'elles eurent lieu

[104] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 35.
[105] idem.

dans les années 1926-27-28, à Prades et/ou à Paris (où Jean s'installe à la rentrée universitaire 1926)[106].

Ce qui est certain, c'est que Jean Rous rencontrera à Paris, parallèlement aux Pradéens et Roussillonnais, des catalans « du sud »[107], en fait plusieurs conjurés du « complot de Prats de Molló » du 4 novembre 1926. C'est le cas de Ventura Gassol, Josep Fontbernat, Jaume Miravitlles. Ces « fets de Prats de Molló » sont une tentative d'invasion de la Catalogne, pour y proclamer la République catalane, menée par Francesc Macià. Pour cela, cinq cents hommes devaient entrer en Catalogne par le col d'Ares. Francesc Macià fonda « l'Estat català », sorte de gouvernement en exil dont le but était de prendre le pouvoir en Catalogne après que la dictature de Primo de Rivera aurait été chassée. Le complot fut dénoncé par l'un des militants antifascistes italiens (en fait un agent de Mussolini) qui s'étaient chargés de l'instruction de ces hommes. Parmi la centaine d'hommes arrêtés avant leur passage de la frontière par la police française, le 4 novembre 1926, dix-sept, considérés comme les meneurs, furent jugés à Paris à partir du 15 novembre[108]. Lors du procès, tous les inculpés furent acquittés et expulsés vers la Belgique (1927). Macià revint en Catalogne en 1930, après la chute de Primo de Rivera mais fut expulsé à nouveau. Ce n'est qu'en 1931 qu'il put enfin proclamer officiellement l'Etat Catalan. Il sera président de la Generalitat jusqu'à sa mort en décembre 1933.

A propos de ses relations avec ces personnages Jean Rous écrit : « *Ils avaient d'ailleurs été acquittés et dès mon arrivée à Paris, je me liai d'amitié avec eux* »[109]. Il y a là une impossibilité historique puisque Jean Rous arrive à Paris à l'automne 1926 (probablement fin octobre, début novembre). C'est précisément le moment où les conjurés sont arrêtés, emprisonnés à la Santé, et où ils subissent les premiers interrogatoires. Certains,

---

106 Renaissance..., op. cit. p. 21 et sq.
107 idem, p. 21.
108 Ribalta J. C., El Complot de Prats de Molló, Barcelona, R. Dalmau ed., 1987, 133 p. et Ucelay da Cal, Francesc Macià, una vida en imatges, Barcelona, Generalitat de Catalunya ed., 1984, 200 p., chapitre 3 : « Révolutionnaire et conspirateur 1917-1933 ».

contre lesquels les preuves n'ont pu être établies, sont libérés mais directement expulsés vers la Belgique ; c'est le cas de Fontbernat et Miravitlles. D'autres, dont Gassol et Josep Rovira, ne seront libérés que le 6 février 1927, à l'issue du procès, pour être directement expulsés vers Bruxelles. Il est donc peu probable que Rous les ait rencontrés « *dès* [son] *arrivée à Paris* ». Par contre, il est presque certain que la plupart des condamnés exilés en Belgique sont très vite revenus en France, où il ne sera pas difficile pour le jeune étudiant pradéen de les rencontrer.

Celui-ci est d'ores et déjà ami avec Louis Chauvet, journaliste « *profondément catalan* » et qui introduisit Jean Rous à L'Eveil catalan de Perpignan, périodique « *qui avait manifesté sa solidarité avec les exilés du complot Macià* ». De plus, ceux-ci avaient été défendus par un groupe d'avocats, parmi lesquels Me Henri Torrès, avocat au barreau de Paris, militant socialiste depuis 1917 et futur député socialiste (en 1932), avec lequel il est peu probable que n'ait pas de contact l'oncle Joseph chez qui s'installe Jean à son arrivée à Paris[110].

D'ailleurs, ce Me Torrès sera le sujet d'un article, non signé, de L'Eveil catalan du 3 décembre 1927. Enfin, il fait partie d'un collectif d'avocats qui signe une pétition en faveur de J; Maurin et ses six camarades de la Fédération communiste catalano-baléare, emprisonnés pour association illicite. L'avocat espagnol de Maurin fut lui aussi arrêté. Quelques grands noms du barreau appelèrent à sa libération puisque « *le tribunal militaire n'avait pu que constater l'innocence des inculpés et* [avait] *rendu une sentence d'acquittement* »[111]. Parmi les signataires, on relève les noms de Mes Moro-Giafferi, Lafont, Zevas, Le Troquer, selon les biographies du Maitron. On ne sait si Joseph Rous, chez qui loge Jean à cette époque, a signé. Cependant, tout cela contribue à « catalaniser » la vie parisienne de Jean Rous.

Toujours est-il que les contacts de Jean avec les Catalans de Paris seront nombreux et chaleureux. En 1928, Jean n'habite plus chez son oncle

---

[109] Renaissance..., op. cit., p. 21.
[110] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 34. Lettre de Jean Rous à ses parents, non datée mais datable de septembre-octobre 1926.

Joseph, mais 5 rue Rollin, dans le 5ème arrondissement, dans une pension, le Rollin's hôtel, proche du Panthéon. C'est à cette adresse que lui parviendra le courrier officiel daté du 16 juillet 1928 lui annonçant sa réussite au concours de surnuméraire. Ce lieu, que Jean Not, un cousin, a fait découvrir à Jean Rous, constitue un rendez-vous des Catalans de Paris. En dehors de l'aspect festif de ces rencontres, l'influence qu'elles ont eue sur Jean se mesure à la fidélité qu'il leur témoignera. A propos de « *l'extraordinaire Josep Fontbernat* », Rous écrit : « *A l'occasion du Colloque catalan de Toulouse en 1977, j'ai tenu à lui rendre l'hommage de toute ma fidélité et de mon admiration. C'était un grand Catalan* »[112]. Plus profondément peut-être, au sujet de Paul Roure, rencontré lui aussi au Rollin's, et qui « *s'intéressait déjà au problème catalan* », Jean Rous écrit que « *de retour à Perpignan, il devait jouer un rôle précurseur dans l'évolution de ce problème* [le problème catalan, bien sûr] *au 'Groupe roussillonnais d'études catalanes', puis à 'l'Union pour la région catalane'* »[113]. Or, dans les années 1980, c'est bien dans ce dernier groupe que Jean Rous trouvera à investir son énergie militante.

De plus, comme nous le verrons ultérieurement, Jean Rous avait eu l'occasion de retrouver certains des militants catalans de Paris dans des circonstances bien particulières et dont on peut dire qu'elles marquent la vie d'un homme. En 1936, alors qu'il est envoyé par Trotsky en Espagne, il retrouvera l' « *ami fraternel* », Josep Fontbernat, et se souvient avoir passé de nombreuses soirées avec lui et sa femme « *pendant la révolution catalane, où je me trouvais à Barcelone* », écrit-il[114]. Il aura aussi de nombreux contacts avec V. Gassol, ministre de la Culture du gouvernement catalan, et surtout J. Rovira, membre du Comité Central des milices et chef de la colonne qui deviendra sur le front d'Aragon la division Lénine.

2. ...et un oncle influent :

[111] La Révolution prolétarienne, 3ème année, n° 35, 01/06/1927, p. 16.
[112] Renaissance..., op. cit., p. 22.
[113] idem, p. 23.

1. son portrait :

Il s'agit là de l'oncle paternel de Jean, né le 28 mai 1881. Il aura une influence directe sur la vie de son neveu non seulement sur les plans intellectuel et idéologique mais aussi sur le plan matériel, une grande partie des premières années d'adulte de Jean se déroulant sous l'aile tutélaire de l'oncle Joseph qui va l'héberger à partir de 1926, lors de sa première installation à Paris. Il semble apparaître dans la vie de son neveu de façon plus tardive ; ceci n'est bien sûr qu'une illusion d'optique due au fait que Jean est déjà adulte quand il marche dans les pas de son oncle.

Une fois de plus apparaît dans l'entourage de l'enfant un personnage à la forte personnalité, indéniablement brillant, mais surtout considéré et présenté plus tard comme tel par son neveu. Et tout d'abord, comme Louis son cadet, Joseph fait « *une brillante guerre* », selon l'expression utilisée par Jean Rous qui rappelle aussi qu'il fut « *décoré de la croix de guerre avec de multiples citations puis de la Légion d'Honneur* »[115]. Cette dernière distinction lui avait été remise à Verdun, sur le champ de bataille. Peut-être l'image de cet oncle, vaillant officier, rejoint-elle celle du grand-oncle Emile, l'ami de Joffre, le compagnon d'armes de Gallieni, Mangin, Archinard, dans l'esprit de l'enfant. Jean Rous adulte a conservé dans ses archives une lettre que Joseph avait écrite le 27 avril 1917 et dans laquelle il racontait les combats et la vie au front. Il y paraît choqué que l'offensive du Chemin des Dames ne parvienne pas à « *réduire en bouillie ou en poudre* » l'ennemi. car pour lui, la supériorité française est indéniable. Il n'accuse personne, censure oblige, mais semble incriminer un État-major incapable, quand il écrit : « *La victoire, nous en avions tous les éléments humains, dès le premier jour de la guerre* ».

---

[114] idem, p. 22.

Ensuite s'offre aux yeux de Jean l'image d'une réussite universitaire et professionnelle. En effet, Joseph, licencié en droit en 1902 à vingt et un ans à la faculté de Toulouse, obtient le titre de Docteur l'année de la naissance de Jean, en 1908, avec une thèse sur « Les Sociétés »[116]. L'année suivante il devient avocat à la cour d'appel de Paris. A partir de 1913, il occupe le poste de directeur du « Journal Spécial des Sociétés Françaises par Actions ». En 1922, il s'inscrit au barreau de Reims où il va travailler dans le cabinet d'avocat de Maître Marchandeau.

Bien que n'étant pas politiquement proche de Paul Marchandeau, Joseph Rous dirige son cabinet dès avant l'élection de ce radical comme député de la Marne en 1926. Il continua de s'occuper du cabinet d'avocats pendant que P. Marchandeau était sous-secrétaire d'État à l'Intérieur puis, à plusieurs reprises, à la Présidence du Conseil, c'est à dire à partir de février 1930. L'Éclaireur de l'Est relève sa présence tant par la plume (trois articles en 1929 sur des questions fiscales) qu'au barreau où Joseph est élu membre du Conseil de l'ordre des avocats en date du 20 juillet 1929. Plus aucune mention n'apparaît par la suite.

Bien qu'il n'y ait pas de preuve de cela, on peut penser que la franc-maçonnerie, dont l'un et l'autre étaient d'actifs dignitaires, a, autant que leur commun métier d'avocats, rapproché les deux hommes. On sait que leurs chemins se séparèrent par la suite puisque Paul Marchandeau après avoir occupé entre 1933 et 1939 les ministères du Budget, des Finances, de l'Intérieur, du Commerce et de la Justice vota les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain le 10 juillet 1940 tandis que Joseph votait contre.

Joseph était retourné à Paris en 1932, lors de son élection à la Chambre.

Cette brillante carrière aura une influence directe sur la vie de Jean puisque celui-ci mènera à bien des études de Droit, sera placé par son oncle

---

115 Renaissance..., op. cit., p. 15.
116 Plusieurs de ses interventions à la Chambre à partir de 1932 auront pour thème les sociétés anonymes et les administrateurs escrocs.

dans un cabinet d'avocats à Paris puis, plus tard, lui servira d'assistant parlementaire.

Enfin, la dimension politique du personnage ne peut échapper à l'adolescent de dix-sept ans qui entend d’abord parler des activités socialistes de son oncle. Celui-ci a été secrétaire de l’Union des Etudiants Républicains de Toulouse en 1906-1907 ; il s’est inscrit à la SFIO dès février 1911 ; il écrivit dans le Midi socialiste de Toulouse. Toutes ces activités le mirent en contact avec Jean Jaurès. Il est élu en mai 1925 au conseil municipal de Prades. Il sera réélu en 1929 et 1931.

En juillet 1925, quelques mois après sa première élection, il devient conseiller général du canton de Prades, au deuxième tour, sous l'étiquette socialiste SFIO. Il sera réélu en 1931 et 1937.

A propos de cette période qui vit la première candidature de son oncle, Jean Rous fait état de ces premières interrogations politiques et relève la part que joua son oncle dans sa formation. Il écrit : « *Mon oncle Joseph, quoique avocat à Paris, venait souvent à Prades pour se préparer aux élections du Conseil Général de 1925. Il avait formé la section socialiste à cet effet. C'était à l’époque de la scission de Tours et je m'interrogeais déjà sur le choix entre le parti socialiste et le nouveau parti communiste* »[117].

Nul doute que l'oncle et le neveu aient eu des discussions à ce propos. Réélu en 1931, au premier tour cette fois, sous la même étiquette, il devient vice-président du Conseil Général et rapporteur de la Commission des Finances du département. Il restera conseiller général jusqu'en 1955 avec une interruption de 1940 à 1948. Parallèlement, il est élu député en 1932 ; nous aurons l'occasion de revenir en détail sur cet aspect de la carrière politique de Joseph Rous puisque Jean s'y trouvera directement intégré. De même reviendrons-nous sur un autre facteur de l'influence politico-idéologique de l'oncle sur le neveu : l'engagement catalaniste. Si nous en parlons ici, c'est que Jean Rous lui-même insiste sur le caractère précoce de

---

[117] Renaissance..., op. cit., p. 19.

cet apport essentiel à sa formation. Il écrit, dans Renaissance et mission de la catalanité à propos de son oncle : « *Je lui dois de m'être intéressé très jeune au problème catalan* »[118].

Comme nous venons donc de le voir, Jean, enfant et adolescent, côtoyait un personnage d'envergure dans les pas duquel il va s'engager tant pour sa voie professionnelle que politique. Il est à noter que, même si M. Parent[119] fait état de problèmes ayant existé entre l'oncle et le neveu autour de questions financières (au décès de Louis, le plus jeune oncle de Jean, Joseph espérait hériter ; il n'en fut rien ; Jean eut cet honneur ; Joseph fut tellement vexé de cela qu'il décida de rédiger un testament qui empêchât Jean d'hériter de ses biens. Sa mort, le 30 juillet 1974, le priva de cette ultime vengeance), ces problèmes sont tardifs - l'oncle Louis meurt en 1968 - et, à l'époque qui nous occupe, Jean semble éprouver pour son oncle Joseph une grande admiration et une sincère affection.

Tous les témoignages que nous avons recueillis vont dans ce sens.

Yvan Craipeau, par exemple, explique que Jean Rous, désormais appelé vers de nouveaux horizons à partir de son adhésion à la Ligue communiste, s'était de fait éloigné de son oncle. Pour autant, il n'en avait pas moins continué dans son attitude respectueuse. Yvan Craipeau nous a écrit : « *Je ne me souviens pas de l'avoir entendu le* [son oncle] *dénigrer* »[120].

Et il semble en effet que l'oncle Joseph soit resté pour Jean une figure importante.

2. Joseph, Jean et le Droit :

1. Les études supérieures :

---

[118] idem, p. 15.
[119] Entretien du 31/10/90.

Comme nous l'avons vu, les études secondaires de Jean Rous ne furent pas particulièrement brillantes. Malgré ces résultats médiocres, il obtint son baccalauréat littéraire en juillet 1926, ce qui lui permit de s'inscrire, avec le dossier 1552, le 30 octobre 1926 à l'université de la Sorbonne dans la section de Droit. Il obtint en mars 1927, la première année du Bac en Droit. Il loge pendant cette période chez son oncle Joseph et sa tante Jeanne.

Dans une lettre à ses parents écrite peu après son arrivée, Jean, après avoir exprimé des regrets d'être ainsi éloigné d'eux, raconte son arrivée à Paris où tante Jeanne est venue l'attendre à la gare. Il a été accompagné par le docteur Arrous dont le mauvais caractère semble proverbial puisqu'il a réussi à « *s'engueuler avec un marchand de cochons et un gendarme* ». Jean Rous raconte être ensuite allé attendre Joseph à la gare de l'Est (celui-ci rentrait probablement de son travail à Reims au cabinet de Paul Marchandeau). Joseph ajoute à la lettre : « *Nous venons de faire une longue marche dans Paris sous la pluie et dans le brouillard* ».

Durant l'été 1927, Jean Rous suit les cours de l'Ecole Universelle. Quel en est le but ? Peut-être une remise à niveau après une scolarité secondaire médiocre, peut-être une préparation à un concours, auquel il se présentera effectivement l'année suivante et dont le projet avait pu déjà se faire jour. En effet, il y avait un précédent familial ; un arrière-grand-père avait occupé, à Prades, les fonctions de surnuméraire auprès de la recette principale.

En novembre 1927, Jean Rous se réinscrit à la faculté de Droit de Paris et, après admission, à la 139ème place, au concours de surnuméraire des Contributions Directes, reçoit, le 16 juillet 1928, sa nomination à Lyon pour y effectuer une année de stage de formation à l'Ecole de l'Enregistrement et ce, à compter du 27 août 1928. Son adresse est alors 5 rue Rollin à Paris dans le 5ème arrondissement. Il ne semble donc plus habiter chez son oncle.

[120] Témoignage d'Yvan Craipeau. Lettre non datée en réponse à notre lettre du 20 avril

Durant l'année scolaire 1928-1929, il habitera au n°1 place des Cordeliers, à Lyon. Il loge alors chez une certaine Mme Do (nom ou diminutif ?) que la cousine de Maria, Marinette, qui habite à Lyon, recherchera vainement en 1972. Cette place des Cordeliers est située entre Saône et Rhône, dans la presqu'île, à mi-chemin entre la place Bellecour et la place des Terreaux. C'est aussi durant cette année lyonnaise qu'il rédige des articles pour le journal de Marchandeau, L'Eclaireur de l'Est. Cependant, la teneur nous en est inconnue puisque, dans ce quotidien, aucun article n'est signé.

En juillet 1929, Jean Rous formule une demande pour bénéficier, à compter du 5 juillet 1929, d'une disponibilité de trois annnées, qui doit être revue le 2 avril 1932. Il a, en effet, été affecté au titre de surnuméraire des Contributions Directes dans la Marne. Peut-être souhaitait-il alors rejoindre son oncle à Reims. Nous ne savons pas pourquoi il s'est ravisé. Sa disponibilité lui est accordée par les services compétents le 23 juillet 1929. Il profite de son année lyonnaise pour s'inscrire à la faculté de Lyon et obtenir la 2ème année de Bac en Droit, selon la Mairie de Paris[121].

Pendant les vacances scolaires, le 6 août précisément, Jean Rous fait des démarches pour entrer dans la « Société d'Etudes Fiscales de France ». Il précise par lettre son curriculum vitae[122] et confirme ainsi les informations de la Mairie de Paris. Il écrit qu'il est bachelier en Lettres depuis 1926, qu'il compte finir son Bac en Droit en octobre suivant (1929) et passera la licence en 1930. Il souhaite obtenir un emploi dans cette société. Auparavant, il a rencontré à Amélie les Bains le directeur de la Société installé à Bordeaux. Là encore, son oncle ne doit pas être étranger à la démarche puisque lui-même est rédacteur du Journal spécial des sociétés françaises et « *auteur et éditeur de l'Annuaire général des sociétés françaises par actions et des principales sociétés étrangères* »[123].

1990.

121 Mairie de Paris, dossier Jean Rous, série C 317.

122 Lettre du 6 août 1929, à M. le directeur général de la Société d'Etudes Fiscales de France, Paris IXème. ADPO, 96 J 35.

123 Horace Chauvet, La politique roussillonnaise de 1870 à nos jours, Perpignan, Imprimerie de « L'Indépendant », 1934, p. 245.

De retour à Paris, il s'inscrit, le 12 décembre 1929, en licence de Droit. Il devient licencié en Droit le 27 octobre 1930 et, le 20 novembre 1931, il est accepté comme avocat au barreau de Paris. A l'issue de cette période, à l'expiration des trois années de disponibilité obtenues, il sera effectivement rayé des « cadres de l'Administration des Finances » par les services fiscaux de la Mairie de Paris, le 2 avril 1932[124].

Mais si Jean Rous semble ainsi s'engager sur les pas de son oncle en embrassant une carrière de juriste, le Droit ne paraît pourtant pas l'avoir passionné. Dans un des carnets personnels qu'il rédige pendant cette période se trouve une série de réflexions concernant les études de Droit et traduisant ses réticences, ses hésitations.

Il écrit, par exemple: « *Faire le moins possible de Droit, mais le faire à fond. Je veux me réserver pour plus tard. Que faire ?* ». Quelques lignes plus loin il ajoute : « *Non, le Droit m'atrophie ! A bas le Droit !* » ; plus loin encore : « *Besoin de lectures et impossibilité de le satisfaire; nécessité d'étudier. Très peu de Droit* ». Après ces formules révélant pour le moins un manque d'enthousiasme chez l'étudiant, apparaissent des jugements sur les professeurs : « *Au fond, nos professeurs sont des types qui ont étudié en cinq mois ce qu'ils nous demandent d'apprendre en six mois* ». Cette remarque rejoint une annotation d'un cours de psychologie suivi par Rous, relevée par Mme Gauthiez : « *Ce cours est très pratique, et étroitement lié à l'expérience contrairement aux bavardages ridicules des Sorbonnards* ». Jean Rous s'est inscrit à ce cours par correspondance lors de son séjour à Lyon.

Plus loin, l'étudiant revient encore sur le Droit pour en dire : *« C'est une matière morte que l'homme doit aborder pour se rendre utile à l'homme. Mais elle ne constitue pas la vraie valeur de l'homme et est loin de remplacer le courage, la psycho et la méditation sur la vie* ».

---

124 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 10.

Peut-être avons-nous ici une explication de son inscription au cours de psychologie par correspondance précédemment cité : le besoin d'échapper à l'horizon trop étroit du Droit.

A propos de cette période, nous voyons que Jean Rous a préparé sa licence de Droit en deux temps. La première période de cette préparation se situerait avant son départ à Lyon, l'été 1928, ce qui donnerait toute sa valeur à la remarque sur les Sorbonnards relevée par Mme Gauthiez : Jean Rous les aurait directement connus.

Par contre, la remarque portée dans un des carnets personnels que l'étudiant rédige alors et dans lesquels il consigne ses pensées : « *Paris, calme* » est plus difficile à dater. Exprime-t-elle le regret de la scolarité à Paris chez l'étudiant qui suit alors ses cours à Lyon ? Est-elle au contraire la constatation, alors qu'il est revenu dans la capitale, de l'intérêt de la vie parisienne pour lui ?

Toujours est-il que nous retrouvons à Paris, après l'été 1929, un étudiant consciencieux mais peu enthousiaste pour la spécialité choisie; mais le fut-elle réellement, n'a t-elle pas été plutôt suggérée par le grand-père Louis qui avait pris en mains l'éducation de son petit-fils et par l'oncle Joseph, lui-même avocat, dont Jean venait de faire la campagne électorale ?

Mais Jean Rous semble vouloir utiliser la voie de formation du Droit comme un moyen non simplement de l'insertion professionnelle mais surtout d'un certain redressement psychologique et moral. Et en effet, ses carnets ne révèlent pas un être plus à l'aise sur un plan plus personnel. Il affirme désirer se voir changer et écrit : « *Je suis mou (manque d'effort personnel), je suis vaniteux (conséquence du lycée), je serai énergique, je serai humble, seul le Droit qui ne flatte pas les défauts précédents peut me faire acquérir les qualités qui suivent* ». Suit une énumération de qualités déjà rencontrées sous la plume de Jean Rous. Voilà le Droit réhabilité par un rôle de tuteur moral qu'il complète par les cours d' « Education Psychologique enseignée par correspondance » de M. Jagot. C'est dans ce même cours que se trouvait la remarque sur les Sorbonnards ainsi que deux sujets travaillés par Rous : « De la responsabilité de nos sentiments » et « Puissance des images

mentales ». Le premier sujet valut à Jean Rous la note de 13, et le second celle de 16.

L'étudiant affirme, par ailleurs, vouloir éviter les flâneries avec les amis, la politique. Il écrit : « *mon sacrifice : vanité et politique* ».

Voici donc les enjeux de la réussite dans le Droit posés par Jean Rous lui-même dans ce qui peut, à fort juste titre, être lu comme une tentative d'auto-suggestion. Il note, sous une présentation que nous respectons, : « *Le Droit est la seule chose que je puis faire. Etant donné :*

une situation intellectuelle

une situation familiale

une situation matérielle

une situation sociale

une situation morale (pour éviter de devenir un raté) ».

Après avoir laissé un blanc assez important, il complète ainsi : « *Un raté est celui qui n'a pas la force de compétence. Si je ne fais pas de Droit, je ne saurai rien de spécial, je serai sans profession* ».

2. *Le métier d'avocat :*

1 Avocat chez Maître Lafont (20 novembre 1930-6 juillet 1937) :

Tout d'abord, une quinzaine de jours après l'obtention de sa licence Jean Rous entre dans le cabinet parisien de Maître Lafont. Il est inscrit sur les listes professionnelles de l'ordre des avocats, dès le 12 novembre 1930. Un attestation datée du 27 décembre de la même année, écrite de la main de Maître Lafont, signifie selon la formule consacrée que celui-ci *« accepte la collaboration de Jean Rous comme avocat stagiaire* »[125]. Il est à noter cependant que si l'obtention de la licence était la condition sine qua non de l'insertion professionnelle de Jean Rous, la forme que prit cette insertion était

probablement due à l'intervention de l'oncle Joseph. Celui-ci était en effet un ami de Me Lafont, comme lui militant socialiste et comme lui... important dignitaire de la franc-maçonnerie. Voilà qui facilite grandement les premiers pas du neveu dans la vie active. On peut aussi relever que son «parrain» au barreau, et qui l'examina en tant qu'orateur, Vincent de Moro-Giafferri, était aussi franc-maçon. Lorsqu'il décède, le 22 novembre 1956, Jean Rous écrit dans son cahier personnel[126] : « *Il me dit : 'Vous avez du coffre', mais lui avait le génie des Assises* ». Vincent de Moro-Giafferri est aussi un homme politique, membre du parti radical et sous-secrétaire d'Etat à l'Instruction Publique et aux Beaux-Arts, chargé de l'enseignement technique. Il exerce ces fonctions du 14 juin 1924 au 16 avril 1925, dans le premier ministère Herriot.

Ernest Lafont est donc un homme politique : maire de Firminy dans la Loire en 1912, conseiller général en 1913, il sera élu député du bloc des Gauches en 1919 pour le département de la Loire. Partisan de l'adhésion à la IIIème Internationale, il rejoint la section française de celle-ci, en 1920, au congrès de Tours. Cependant, des thèses sur la question française, il ne peut accepter celles concernant la franc-maçonnerie, la Ligue des Droits de l'Homme et la collaboration à la presse bourgeoise. Il affirme son désaccord et est exclu du PCF, le 11 janvier 1923. Député de l'Union Socialiste en 1923, adhérant à la SFIO peu avant 1928, il retrouve alors un siège de député dans les Hautes-Alpes, qu'il conserve jusqu'en 1936. Ministre à deux reprises, en 1935 dans le ministère Bouisson, puis jusqu'en janvier 1936 dans le ministère P. Laval, il se verra accusé d'être un renégat par le candidat du Front populaire. Il se retire donc avant le second tour des élections législatives de juin 1936[127].

La collaboration de Jean Rous avec Maître Lafont s'étend sur la période de 1930 à 1933. Mais les dossiers de l'ordre ne peuvent nous rensei-

---

125 Lettre de l'archiviste de l'Ordre des Avocats, M. Y. Ozanam, en date du 20 septembre 1990.

126 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19. Série de notes débutant le 21/11/1956.

127 Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Maitron J., Pennetier C. dir., éd. Ouvrières, Paris, tome 33, p. 101 à 103.

gner sur les affaires et les causes dont Jean Rous eut à s'occuper[128]. Pendant cette période, il est domicilié chez son oncle Joseph, 7 rue du Lunain, dans le 14ème arrondissement. Il peut occuper l'appartement de Joseph Rous car celui-ci, comme nous l'avons signalé dans le chapitre précédent, dirige à cette époque à Reims le cabinet d'avocats de Me Marchandeau retenu à Paris par son mandat de député et ses participations à divers ministères On peut penser que c'est à ce moment-là que la tante Elisa s'occupe du ménage de Jean Rous, comme elle continuera à le faire au retour de celui-ci du service militaire.

Quelques années plus tard, les services de la sûreté nationale enquêtant sur l'auteur d'un télégramme adressé à Knudsen à Honefoss obtiennent des informations sur Jean Rous, identifié comme expéditeur. Nous reviendrons sur ce fait ; si nous le mentionnons ici c'est parce qu'il est fait mention dans ce document de l'adresse du domicile de Jean Rous : depuis le 15 juillet 1933, il réside 5 rue Gassendi, chez sa tante Mme Solognac (sic), en réalité Elisa Solomiac, locataire d'un appartement d'un loyer de 4 000 francs. Par ailleurs, les mêmes sources nous apprennent qu'il est adhérent à la « *section française de l'Association juridique internationale contrôlée par le Secours Rouge international* » [129].

Les années de collaboration de J. Rous avec Me Lafont ont cependant été interrompues d'avril 1931 à avril 1932. Il effectue son service militaire en Corse, à Bastia au 173ème Régiment d'Infanterie Alpine. De cette période, on ne peut savoir que peu de choses[130]. Jean Rous, pour sa part, ne conserve que deux documents. Le premier fait état, le 7 septembre 1931, d'un accord du médecin chef pour une convalescence de quarante-cinq jours à la suite d'une entérite chronique ; le second, daté du 23 mars 1932 est un certificat de bonne conduite dans l'accomplissement des tâches qui lui étaient

---

[128] Lettre déjà citée de l'archiviste de l'ordre des avocats.

[129] Dossier Rous Jean, carton 940472, article 285, dossier 25559. Archives du Ministère de l'Intérieur antérieures à 1940, rapatriées de Moscou, en dépôt aux Archives Nationales de Fontainebleau.

[130] Notre demande de renseignements s'est vu opposer un refus du lieutenant-colonel commandant le bureau central d'Archives Administratives Militaires à Pau, le 17 avril 1990. Ce refus nous a été confirmé par le Ministère de la Défense, le 26 octobre 1990.

confiées au service de subsistance du 3ème Régiment d'Infanterie Alpine[131]. Il est alors caporal et va être démobilisé.

Grâce aux archives de la Mairie de Paris, nous pouvons ajouter quelques éléments sur ces années militaires. Sursitaire à compter du 1er octobre 1927, Jean Rous est incorporé au 173ème RIA le 15 avril 1931. Le 15 octobre de la même année, il obtient le grade de caporal et est renvoyé dans ses foyers le 22 mars 1932. Le 15 avril 1932, il passe « *en affectation de disponible* » au CIN 163 stationné à Narbonne. Cela l'amènera à effectuer un exercice au camp du Larzac, avec le 80ème RI, du 26 juillet au 15 août 1934. Les dates de cet exercice résolvent par ailleurs le problème de datation d'un éventuel voyage à Barcelone en 1934 pour le compte de l'organisation à laquelle il appartient[132]. Ajoutons enfin qu'en 1931, Jean Rous écrit au philosophe Louis Prat à propos du service militaire qu'il est en train d'effectuer. La lettre de Jean Rous n'a pas été retrouvée mais au ton de la réponse, on peut supposer que cette « activité » de Jean Rous ne l'enchantait guère. En effet, comme nous l'avons déjà mentionné, Louis Prat lui répond, le 6 septembre 1931, quelques vérités dont on peut imaginer l'effet sur le jeune conscrit. Ces remarques semblent faire écho à des critiques de Jean Rous sur l'armée ; peut-être s'était-il ouvert auprès du philosophe de certaines incompétences ou de l'ineptie de certains ordres. Par ailleurs, Rous est certainement malade au moment de cette correspondance puisque L. Prat souhaite dans sa réponse que « *le mal qui vous tient à l'hôpital militaire n'est pas grave et que j'aurai la joie de vous revoir prochainement plein de vie et de santé* ». On voit donc qu'à cet instant de son service militaire, la forme tant physique que morale de Jean Rous ne doit pas être des meilleures[133].

2. Juillet 1933-novembre 1936 :

[131] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 13.
[132] Toutes ces informations proviennent du dossier Jean Rous de la Mairie de Paris.

Le Conseil de l'ordre des avocats n'a plus trace d'une activité de Jean Rous pendant cette période. La dernière mention le concernant date de juillet 1933. Il s'agit d'une lettre de Me Lafont demandant des précisions sur la durée exacte du stage qu'un jeune avocat doit effectuer au début de sa carrière. Mais l'ordre des avocats précise que l'absence de traces d'une activité de Jean Rous ne signifie pas obligatoirement suspension de la profession mais simplement non-existence de problèmes dans l'exercice de celle-ci[134].

Parallèlement à cette éventuelle poursuite d'activité, Jean Rous a l'occasion d'employer ses compétences dans trois domaines différents :

Et tout d'abord, il est assistant parlementaire de son oncle, élu député SFIO de la circonscription de Prades depuis mai 1932. Cependant, M. R. Parent précise que Jean Rous n'aurait jamais été rémunéré pour cette tâche. « *Son oncle l'a surtout exploité, il avait sous la main un secrétaire qui ne lui coûtait rien* », nous dit notre témoin[135]. Jean Rous reste pourtant au service de son oncle de 1932 à 1934. Cette situation explique peut-être la nécessité de l'aide de sa famille, aide financière selon M. Parent, matérielle sous la forme de colis selon L. Bonnel[136].

Jean Rous écrit aussi à cette époque dans la presse du Parti Socialiste (dans le journal Le Populaire en particulier) ou... pour l'ami de son oncle, le député radical Marchandeau, directeur de L'Eclair de l'Est. Rien cependant ne permet de préciser les ressources qu'il tire de ses articles pour ces deux titres. La Mairie de Paris, qui sera son employeur à partir de mai 1938, répond à notre demande de renseignements de février 1990 que Jean Rous a occupé, avant d'entrer dans leurs services, les emplois successifs de surnu-

---

133 ADPO, 96 J 35. Correspondance 1928-1931. Lettre de Louis Prat à Jean Rous du 6 septembre 1931.
134 Lettre déjà citée de l'archiviste de l'ordre des avocats.
135 Entretien du 31/10/90.
136 Lettre de L. Bonnel du 7 août 1990.

méraire de l'enregistrement et des contributions directes et de journaliste, confirmant ainsi que la collaboration de Jean Rous à la presse socialiste se faisait dans le cadre d'une activité déclarée[137]. Jean Rous note lui-même dans ses Carnets, après une altercation entre sa seconde épouse Rockaya et un de ses enfants, : « *Je comprends cette idée de liberté* (…). *Mais, à 18 ans, je n'ai plus été à charge de mes parents pourtant aisés* »[138].

Enfin, ses compétences professionnelles de juriste sont mises à contribution dans le domaine politique. En effet, selon ses dires, Jean Rous « *l'assiste* [Marcel Willard] *comme avocat lors du procès Dimitrov à Paris* »[139]. Cela paraît d'autant plus plausible qu'il est membre de la section française de l'Association juridique internationale, comme nous l'avons vu plus haut. Il a, semble-t-il, rejoint le pool d'avocats qui avait signé la pétition en faveur de J. Maurin et c'est à ce titre qu'il participe à la défense de Dimitrov. Par ailleurs, nous verrons aussi que les options politiques de Rous visant à l'unité ouvrière, à la lutte contre le fascisme, le rapprocheront du comité Amsterdam-Pleyel.

Dans le courant de l'année 1934 et peut-être après, Jean Rous a été employé par R. Molinier, au sein de l'Institut Français de Recouvrement, qui avait pour but de racheter les créances d'entreprises ou de particuliers et de se faire rembourser par le débiteur. Si rien n'a pu être prouvé sur d'éventuelles exactions lors du recouvrement des créances, les activités de l'Institut laissaient planer le doute. Voici ce qu'en écrit Jean Van Heijenoort : « *Raymond et Henri Molinier étaient 'dans les affaires'. Ils rachetaient à vil prix des traites impayées et essayaient ensuite de les recouvrer par des moyens qui, sans peut-être outrepasser les limites de la légalité, comportaient la brutalité et le chantage. Leur firme s'appelait l'Institut français de Recouvrement, et ils s'étaient fait connaître, dans le monde des affaires de Paris, par leurs mé-*

[137] Réponse de la Mairie de Paris du 2 août 1990.
[138] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 27, 17/04/1981.
[139] Jean Rous mentionne ainsi cette activité dans une note de ses carnets datée du 6 février 1956. Il rédige cette note lorsqu'il apprend le décès de Willard dont il dresse par ailleurs le portrait suivant : « *stalinien numéro 1, sincère, passionné, fanatique, honnête* ».

thodes »[140]. Dans l'esprit de Molinier, il s'agissait d'aider au financement des activités du mouvement trotskyste mais Trotsky s'inquiétait de l'existence de cet institut et surtout désapprouvait les moyens mis en oeuvre. Celui-ci, toujours selon Van Heijenoort, « *ne pouvait pas ne pas se rendre compte combien les procédés de Raymond Molinier dans les questions financières provoquaient d'hostilité et de suspicion* »[141]. Trotsky n'apprit que bien plus tard que Jean Rous, en tant qu'avocat, avait été employé par les frères Molinier[142]. Cette collaboration sera peut-être l'une des causes de la rupture épistolaire entre Trotsky et Jean Rous en 1937. Nous reviendrons sur cet épisode ultérieurement.

Pour tâcher d'être exhaustif, en fonction des sources actuellement disponibles, sur les activités de Jean Rous pendant cette période, il convient d'ajouter une autre intervention de celui-ci en tant qu'avocat. A la suite de la condamnation de Kamenev en juillet 1935, on s'attend à une série de procès. Dans ces circonstances, un groupe d'avocats, à l'initiative de Gérard Rosenthal et dont Jean Rous fait partie, intervient en automne 1935 auprès de l'ambassade d'URSS à Paris pour pouvoir assurer une présence juridique, dans le cadre des droits de la défense, lors des « procès de Moscou », qui se préparent alors. Cette demande d'assistance des accusés sera rejetée par l'URSS.

Pour l'ensemble des activités mentionnées pendant cette période, à l'exclusion de celle décrite ci-dessus, les documents à disposition ne permettent pas de datation plus précise.

Par ailleurs, il est à noter que, sauf si elles prennent un caractère politique, ces activités professionnelles de Jean Rous ne se veulent qu'« alimentaires », le militantisme primant largement, y compris sur sa vie personnelle, et occupant l'essentiel de son temps.

---

[140] Van Heijenoort Jean, Sept ans auprès de Trotsky, Paris, Maurice Nadaud, Les Lettres Nouvelles, 1978, p. 85.

[141] idem.

[142] Lettre de Rodolphe Prager du 6 décembre 1990.

Ceci justifie l'aide économique de sa famille, mentionnée par R. Parent et L. Bonnel[143].

3. Les premières armes politiques et l'idée unitaire :

1. L'initiation politique :

1. Les débuts en politique de Jean Rous : les élections de 1925 :

L'entrée en politique de Jean Rous se fera « officiellement », pourrait-on dire, avec sa participation à la double campagne électorale que va mener son oncle en 1925. Rappelons que Jean est alors dans l'année de ses dix-sept ans.

Mais, avant d'en venir à cet épisode électoral, il nous semble important de rappeler ces diverses influences qu'a connues l'enfant et l'adolescent, tant elles nous semblent importantes pour la suite de son évolution politique.

Et en premier lieu, ce contact privilégié avec le grand-père Louis, jouant auprès de l'enfant un rôle quasi paternel (c'est par exemple lui qui inscrit son petit-fils au lycée de Toulouse, c'est à lui et non à son père que Jean, qui s'ennuie du pays et de sa famille, demandera de venir le chercher). Or, ce grand-père est engagé politiquement ; radical socialiste, il est élu au poste de premier magistrat de la ville de Prades. Pendant les vacances scolaires, le lycéen toulousain retrouve souvent, aux côtés du grand-père, l'oncle Joseph, militant socialiste SFIO. On peut ainsi dire que Jean a grandi dans un milieu politisé.

En milieu scolaire, il retrouve cette ambiance avec le surveillant d'internat, ancien secrétaire de Jean Jaurès, qui, même s'il n'intervient pas, devoir oblige, auprès des élèves, reste un représentant de cette figure emblématique qui domine la vie politique de tout le sud de la France, encore

[143] voir supra.

après-guerre. Rous côtoie aussi à Toulouse un jeune étudiant (ou lycéen), responsable communiste, aux fortes convictions.

L'adolescent qu'est alors Jean Rous est imprégné de cet environnement. On comprend dès lors qu'il hésite entre Jaurès et Lénine.

D'autant que l'image de la jeune révolution russe ne laissait pas indifférent dans le milieu de gauche dans lequel il vivait. Dans sa réflexion, Jean Rous n'est pas si éloigné de celle d'une partie des militants socialistes d'alors. Ainsi, Annie Kriegel explique qu'au congrès de Tours, le 29 décembre 1920, la gauche du parti socialiste, après avoir entonné l'Internationale, répond aux cris de la droite du parti par une série de « *Vive Jaurès, vive Lénine !* »[144]. Sa démarche est proche de celle de nombre de socialistes de la fédération des Pyrénées Orientales, ajoutant 12 de leurs 18 mandats aux partisans de la IIIème Internationale[145]. Il est cependant nécessaire de relativiser cette comparaison puisque nous nous situons cinq ans après le congrès de Tours quand Jean Rous fait ses débuts militants[146]. Mais cela montre l'importance qu'ont prise la révolution d'octobre et l'un de ses dirigeants pour un jeune homme issu d'un milieu politisé à gauche.

Comme nous l'avons vu précédemment, pendant la période parisienne une autre forme de politisation a influencé Jean Rous. Il entre en contact, à cette occasion, avec des milieux catalanistes. Si, à Toulouse, il avait côtoyé des Catalans, ceux-ci n'étaient pas des militants. Les Catalans fréquentés à Paris sont, eux, des militants, républicains et séparatistes. Il s'agit de membres du groupe de F. Macià[147]. Il aurait rencontré en ces occasions Josep Fontbernat, Ventura Gassol et Jaume Miravitlles[148].

Jean Rous reconnaît l'influence sur lui de ces hommes.

---

144 Kriegel A., Le Congrès de Tours. 1920, Paris, Julliard, 1975, coll. Archives, 258 p., p. 241.
145 Cadé M., Le Parti des campagnes rouges, Vinça, Le Chiendent, 1988, p. 45.
146 comme il le précise dans Renaissance..., op. cit., p. 20.
147 Renaissance..., op. cit., p. 24.
148 Ce dernier, dans le numéro du quotidien barcelonais Avui daté du 30 août 1977, parle de « *Jean Rous , théoricien du marxisme en France et membre de l'équipe catalane des 'Deux Magots'* ».

Mais l'entrée dans l'arène politique se fera pour Jean Rous à l'occasion des élections de 1925, en mai, une élection municipale et, en juillet, l'élection cantonale. L'oncle Joseph, candidat à ces deux élections, manifeste ainsi une nouvelle fois l'attrait de la famille Rous pour la vie élective. En même temps, il endosse auprès de Jean le rôle de « parrain » politique puisqu'il s'agit bien pour ce dernier d'un véritable baptême du feu politique.

- Le 10 mai 1925, Joseph Rous est élu conseiller municipal sur une liste d'union dont la tête de liste est Louis Fournols. Rien n'indique cependant la participation de Jean Rous aux luttes électorales pour cette élection. Il en est même probablement exclu du fait de sa scolarité ; il passe, en effet, peu après, la première partie de son baccalauréat.
- La seconde élection plus tardive le voit disponible, selon ses dires. Elle a lieu le 19 juillet 1925 et oppose Joseph Rous à Charles de Lacroix, administrateur de la société anonyme dénommée « Industrie Electrique Escoiffier ». La bataille y est d'autant plus rude que de Lacroix dirige, indirectement, l'ancienne usine électrique qu'avait créée Louis Rous et qu'il avait dû abandonner à l'entreprise Escoiffier. « *La précarité de cette installation amena la municipalité à réclamer à M. le Docteur Escoiffier de se substituer à M. Rous pour améliorer la régularité du service* », écrit L. Sanyas[149]. Or, selon Jean Rous, son grand-père expliquait que la désindustrialisation de Prades venait de la perte de son indépendance énergétique[150]. Les joutes oratoires furent dures mais Joseph Rous fut élu au second tour avec 1429 voix.

2. L'adhésion à la SFIO :

En 1928, Jean Rous choisit d'adhérer à la SFIO. Il est alors, d'après ses dires, toujours hésitant entre Lénine et Jaurès. Il est animé pourtant par un fort idéal unitaire, tentant de lier les enseignements de ces deux hommes

---

[149] Sanyas L., L'industrie électrique des P.O., op. cit., p. 234.
[150] Renaissance..., op. cit., p. 20.

mais se méfiant du stalinisme montant[151]. C'est au travers de ce combat dans la SFIO pradéenne qu'il va, entouré de quelques amis, tenter de participer à la création d'un large mouvement d'union.

Le militantisme n'est pas simple pour lui, ni pour son oncle, élu pradéen, habitant Paris ; Jean Rous revient lors des vacances scolaires, ainsi qu'en témoignent les devoirs faits avec l'Ecole Universelle et reçus durant l'été 1927, rue des Marchands.

C'est peu après son adhésion qu'est créé à Prades un groupe qui combat pour l'unité ouvrière.

2. Les cercles « l'Avant-Garde » :

Un article du journal l'Avant-Garde d'avril 1934 précise : « *Tout ce qui a été fait au cours de sa* [du journal] *propagande orale et écrite depuis 1929 est conforme aux doctrines révolutionnaires qui ont établi la république* ».

Selon Jean Rous, ce groupe est né de relations politiques et amicales avec Jean Olibo, René Parent et Jean Font. D'autres militants s'y sont agrégés[152]. On n'a que peu d'informations sur les débuts de ce cercle. André Balent, dans les diverses biographies qu'il a consacrées aux militants ouvriers de Prades et données au Maitron, ne laisse qu'une place réduite à Jean Rous. Dans la biographie de Michel Boix, il écrit : « *création du journal 'l'Avant-Garde' avec M. Fabre et J. Font* ». Dans l'article sur M. Fabre, à la suite d'une interview de celui-ci, il peut préciser à propos de « l'Avant-Garde » que celle-ci fut d'abord une amicale politique pradéenne. Peu auparavant, il écrit : « *Marius Fabre fut avec Michel Boix et Jean Font l'un des artisans de 'l'Avant-Garde'* ». Et quelques lignes plus loin, A. Balent précise : « *Parmi les premiers militants de 'l'Avant-Garde', figuraient entre autres : le futur député socialiste SFIO de la circonscription Joseph Rous, son neveu Jean Rous, futur militant trotskiste, et Léopold Figuères, futur dirigeant natio-*

[151] idem.

nal de la Jeunesse Communiste »[153]. On le voit, André Balent ne donne à Jean Rous qu'une place réduite confirmée par R. Parent qui nous a déclaré[154] : « *Rous venait de temps en temps; l'âme de 'l'Avant-Garde', c'était Boix* ». Mais à l'inverse, Jean Olibo, quant à lui, a précisé : « *C'est lui* [Jean Rous] *qui a fondé 'l'Avant-Garde', il y avait Font de Prades, Fabre, moi-même, mais moi j'étais déjà distant, j'étais à Perpignan et à Saint-Cyprien* »[155]. Léo Figuères, enfin, dans une lettre qu'il nous a fait parvenir le 10 septembre 1990, précise que, trop jeune, il n'avait pas de contact particulier avec « l'Avant-Garde ». Enfin, revenant sur ce cercle à ses débuts, Jean Rous écrit : « *Avec des amis comme R. Parent* (...), *Henri Debreny* (...), *Jean Fons* (...), *Marius Fabre* (...), *Ponsaillé, nous fondâmes une association en dehors des partis* »[156].

Le but de ce groupe est clair, nous le retrouvons dans le premier numéro d'un journal que fera paraître le « Cercle de l'Avant-Garde » pour la circonscription de Prades et sur lequel nous reviendrons par la suite. Ce numéro est daté du 12 février 1932.

Il se définit non comme l'organe d'un parti mais comme celui d'une doctrine. Il s'affirme « *fidèle à la conception qui a réuni à Prades dans un même cercle les meilleurs militants de gauche et d'extrême gauche* », « *le journal veut assurer, sans distinction de partis, étendre et affermir encore cette union en rappelant les principes essentiels qui la commandent et la justifient* »[157].

Le cercle était actif et se réunissait au dessus du café de France, 34 allée Arago, « *dans le même local que la section SFIO* », selon Léo Figuères[158]. René Parent pense pour sa part à un local séparé[159]. Jean Rous

---

152 Gauthiez D., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 18.
153 Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, op. cit., tome 19, p. 356-357 et tome 27, p. 154.
154 Entretien du 31/10/1990.
155 Entretien du 28 février 1990.
156 Renaissance…, op. cit., p. 20.
157 ADPO, PER 968.
158 Lettre du 10 septembre 1990.
159 Entretien du 31 octobre 1990.

enfin se rappelle les réunions au café Salettes, 81 Route Nationale, à Prades.

Les activités de ce cercle sont difficiles à connaître. Jean Rous se souvient de deux réunions publiques auxquelles il a participé en tant qu'orateur. La première, qui est aussi sa première conférence, avait pour thème « les assurances sociales » et se serait déroulée au café Salettes[160]. La seconde avait pour fonction de présenter Lénine[161].

Aux dires de Jean Rous, et d'autres militants, le groupe « l'Avant-Garde » s'étend et regroupe autour du noyau originel des militants d'autres personnes comme l'instituteur Falquès, radical-socialiste, ou « *même d'anciens communistes* »[162].

Le cercle « l'Avant-Garde » va osciller sans cesse sans trouver la voie originale qui aurait été, pour cette période d'après la rupture de Tours et la ligne « classe contre classe », une nouveauté politique. Cette idée unitaire n'était développée que dans les cénacles restreints de l'extrême gauche révolutionnaire.

Mais, en fait, le cercle « l'Avant-Garde » va se trouver, dans un premier temps, aspiré dans une pratique électoraliste, menant malgré les critiques internes au groupe, à une attitude suiviste vis à vis du leader politique de ce groupe qu'est devenu Joseph Rous, ainsi que nous allons le voir au travers des débats du journal l'Avant-Garde.

4. Avec Joseph Rous, du mandat local au mandat national :

---

[160] Renaissance..., op. cit., p. 20.
[161] Un homme de l'ombre, op. cit., p. 17
[162] Dans sa lettre, déjà citée, Léo Figuères ajoute : « *d'ailleurs aucune organisation du PCF n'existait alors à Prades* ».

1. Le journal l'Avant-Garde et les élections législatives de 1932 :

Traiter conjointement ces deux points, c'est abonder dans la vision du journal l'Avant-Garde comme organe électoraliste de la SFIO de Prades et feuille propagandiste de Joseph Rous. Cette vision est celle de Léo Figuères qui écrit que le candidat socialiste « *Joseph Rous se présentait comme l'homme de toute la gauche et avait organisé à Prades un cercle électoral actif dénommé 'l'Avant-Garde'* »[163].

Tandis que le numéro un de l'hebdomadaire paraissant le jeudi, daté du 11 février 1932, s'inscrit, comme nous l'avons vu plus haut, dans une tout autre problématique : celle d'une large union à gauche qu'il faudra renforcer, il est vrai que la suite de l'éditorial montre le bout du nez électoraliste et social-démocrate lorsqu'il ajoute : « *Le socialisme dont se réclament la plupart des fondateurs de 'l'Avant-Garde' ne veut ni l'abolition de la propriété privée ni d'un socialisme où tous les citoyens seraient parqués et numérotés comme dans une caserne* ». Il conclut cependant : « *En avant, chers amis, et vive la république des travailleurs!* ».

Jean Rous ne peut participer au lancement du journal. Il accomplit son service militaire en Corse entre avril 1931 et avril 1932[164].

Des quelques numéros parus avant le retour de Jean Rous à Prades, les Archives Départementales des Pyrénées Orientales ne possèdent que les sept premiers numéros, numérotés de 1 à 7 et datés des 11, 18 et 25 février, 3, 10, 17 et 24 mars 1932. La Bibliothèque Nationale possède pour sa part l'intégralité des numéros parus[165]. On trouve enfin quatre numéros du journal dans le fonds Jean Rous des ADPO. Ceux-ci sont datés du 15 décembre 1932, il s'agit du numéro consacré à l'Andorre, du 16 janvier 1933 qui traite du problème de l'unité ouvrière, d'avril 1934 qui revient sur cette

---

[163] Figuères Léo, Jeunesse militante, éd. Sociales, Paris, 1971, p. 22.
[164] voir supra.
[165] Bibliothèque Nationale, JO. 95523.

même question et traite aussi des activités de Doriot à Saint Denis ; enfin, le numéro de juin 1934 s'intéresse au rassemblement national anti-fasciste[166].

La ligne politique développée par l'Avant-Garde et s'exprimant pleinement dans les éditoriaux, semble effectivement une machine électorale pour Joseph Rous.

Cela est moins vrai des autres articles du journal puisque on y trouve des articles de fond plus généraux sur l'unité entre le PC et la SFIO[167], ou sur le pacifisme[168].

Une autre constatation milite en faveur du journal comme arme électorale, c'est sa périodicité. En effet, l'Avant-Garde cesse d'être hebdomadaire peu après les élections, pour devenir mensuel.

Les débuts du journal s'étaient faits grâce au militantisme. Le premier numéro précise : « *'L'Avant-Garde' paraît. Elle le doit à de nombreux et modestes amis, à d'admirables militants. Entrés en campagne depuis plusieurs mois pour recueillir les abonnements, ils ont assuré plus de 1000 abonnés* »[169]. Avec R. Parent, ajoutons peut-être l'aide financière de François Rous[170].

Toujours est-il que mille abonnements sur Prades et la région représentent un chiffre énorme. Et lorsque l'on voit une dernière page du journal totalement consacrée à la publicité pour les commerçants et artisans locaux, on ne peut qu'être étonné. Certes, tous ne sont peut-être pas des sympathisants, mais on en trouve aussi comme l'hôtel Salettes où se réunissait le cercle « l'Avant-Garde ». Mais si tous ne sont pas proches du groupe, celui-ci est suffisamment important (en tant que clientèle potentielle) pour que les commerçants n'hésitent pas à « passer une réclame ». D'ailleurs, cette page publicitaire se conclut par : « *Que nos amis n'oublient pas dans leurs achats, les commerçants qui nous aident* ». On peut enfin remarquer que des com-

---

[166] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 126.
[167] Article intitulé : « Autocritique », L'Avant-Garde , n° 5.
[168] Parsuire D., « Le pacifisme intégral », L'Avant-Garde , n° 6.
[169] « A nos lecteurs », L'Avant-Garde, n° 1.
[170] Entretien du 31/10/1990.

merçants d'autres communes apportent leur soutien, ils sont de Villefranche de Conflent, Olette, Vinça et Perpignan.

Et pourtant cela n'était peut-être pas facile d'être proche de « l'Avant-Garde ». En suivant M. Olibo, on comprend mieux ce que cela signifie. « *Il en fallait un certain culot ! Moi, j'étais considéré comme un demi-fou ; heureusement j'avais un père très large d'esprit* », dit-il[171]. Même au sein de la SFIO départementale, « l'Avant-Garde » n'a pas bonne presse. Ainsi, le numéro du 17 mars 1932 doit-il répondre à certaines critiques sur la position pacifiste du mouvement.

Dominique Parsuire peut écrire : « *Certains camarades me trouvent en contradiction avec le Parti Socialiste (qui s'est prononcé à Bordeaux pour la défense nationale)... Et le pacifisme intégral est pacifisme intégral sans aucune réserve et c'est encore être socialiste que d'être un socialiste pacifiste intégral* »[172].

C'est donc lors des élections législatives que les Cercles et le journal l'Avant-Garde vont jouer un rôle déterminant dans la vie politique locale pradéenne.

Jean Rous de retour du service militaire est présent et tous les témoins s'accordent à lui reconnaître un rôle important dans cette campagne; de Léo Figuères qui écrit : « *Le neveu de l'avocat, Jean Rous, (déjà trotskyste à l'époque), ne fut pas le dernier à aider à l'organisation de la campagne de son oncle* »[173], à René Parent ajoutant : « *Il venait pendant la campagne électorale* »[174], et Jean Olibo : « *Jean Rous habite Paris mais fait la navette* »[175]. Il écrit lui-même, dans l'article intitulé « Itinéraire d'un militant », « *Je fondais dans mon pays catalan une association qui s'appelait 'l'Avant-Garde'* (...); *les succès politiques se transformèrent en succès électo-*

[171] Entretien du 28/02/1990.
[172] L'Avant-Garde , n° 6.
[173] Jeunesse militante, op. cit., p. 22. Nous reviendrons ultérieurement sur la précision : « *déjà trotskiste à l'époque* ».
[174] Entretien du 31/10/1990.

raux »[176]. L'Avant-Garde du 16 janvier 1939 indique que lors de la réorganisation du groupe liée au départ de J. Pech, qui ne peut reprendre la présidence, on retrouve dans le bureau du cercle Jean Rous.

La campagne fut très dure et Jean Rous écrit : « *Mon oncle a été élu car 'l'Avant-Garde', turbulente et active, l'a soutenu dans l'enthousiasme sur le thème de l'alliance de la gauche et dans le respect du particularisme catalan* »[177]. Les numéros de l'Indépendant des Pyrénées Orientales précédant le premier tour attestent de la violence des débats. C'est souvent sous couvert d'un « lecteur indigné » ou d'un « groupe politique » organisé que les injures et les sous-entendus pleuvent.

Ainsi, le 14 avril 1932 de Prats de Sournia le groupe de Républicains-Radicaux et de Radicaux-Socialistes fustige le candidat Rous qui, lors d'une réunion électorale, se targuant de son titre de conseiller général, les aurait menacés de représailles en cas de victoire. Son expression aurait été : « *La commune de Prats de Sournia aura de mes nouvelles* ». L'incident serait survenu à la suite d'une question posée par un des militants de ce groupe et qui aurait plongé Joseph Rous dans l'embarras.

Le 17 avril, c'est le Parti communiste qui s'exprime dans l'Indépendant. Un groupe de communistes de Villefranche de Conflent reproche à Joseph Rous son double langage : un jour, fidèle défenseur du Front Rouge Unique, le lendemain proposant « *un programme qui pourrait être signé par le plus réactionnaire des candidats* ». Les auteurs de l'article ajoutent : « *Le candidat communiste va entrer dans la bataille* (...). *Les électeurs seront surpris par le rôle joué par certains et qui vient contredire leurs déclarations anticapitalistes* ». C'est bien sûr Joseph Rous, candidat de la SFIO, qui est visé.

Le 27 avril, d'Ille sur Têt, un article en page locale intitulé « La manière de la SFIO » reproche à Joseph Rous son manque de courage pour attaquer

---

175 Entretien du 26/02/1990.

176 « Notes d'un militant, Vingt-cinq ans d'essais et de combat », revue Esprit, n° 5, mai 1956 ; numéro spécial sur le socialisme, p 791 à 811. La citation se trouve p. 792.

de front son adversaire R. V. Manaut. De plus, il dénonce le journal l'Avant-Garde, « *vague journal, créé pour la circonstance, dont le gérant est un homme de paille, d'une insolvabilité notoire* ». Il stigmatise un article paru dans « *un torchon d'Avant-Garde* », intitulé « *R. V. Manaut a voté contre les chômeurs* ».

Toujours le 27 avril, l'Indépendant publie en page locale la réponse qu'un conseiller municipal et l'ancien maire de Rabouillet font à « *un socialiste rouge* ». Il s'agit d'un pamphlet contre le numéro de l'Avant-Garde du 21 avril.

Dans sa confusion, l'article s'apparente à un soutien à la candidature de R. V. Manaut : l'essentiel de la démonstration consistant à prouver que ce dernier a aussi le soutien des prolétaires et qu'il n'est pas uniquement le candidat des hommes d'argent.

De fait, dans sa tribune électorale, en Une, l'Indépendant apporte un soutien quotidien aux trois candidats « républicains » : François Delcos, qui à Perpignan tente de reprendre son siège au socialiste Jean Payra, Charles-Emmanuel Brousse qui fait de même à Céret face au socialiste J. Paraire et R. V. Manaut, député sortant qui tente de sauver le dernier siège pro-gouvernemental du département. L'Indépendant appartient à la famille Brousse dont Charles-Emmanuel est un descendant[178]. A l'exception d'une tribune des communistes de Villefranche, utile dans ce cas pour combattre l'ennemi principal qu'est le socialiste Joseph Rous, aucun autre candidat ne peut s'exprimer. Tous les éditoriaux apportent un soutien à la politique du gouvernement et aux candidats qui le soutiennent.

Tous les arguments sont bons contre les socialistes. Bien sûr, on utilise l'argumentation du parti communiste, alors dans sa période « classe contre classe » mais on fait feu de tout bois. Ainsi, le 17 avril, est publiée l'information selon laquelle R. V. Manaut a obtenu la carte de combattant

[177] Un homme de l'ombre, op cit., p. 21.
[178] C'est lui qui signerait sous le pseudonyme d'Auditus les éditoriaux de l'Indépendant, selon R. Bernis, dans Roussillon politique, Privat, 1984, 286 p., p. 221, note 50.

pour les anciens du 126ème RIT , ce qui concerne directement certains habitants de Mont-Louis[179].

Le 24 avril, l'Indépendant reproduit une lettre de Tardieu, président du conseil, à R. V. Manaut dans laquelle il lui fait part de son souhait de le voir figurer dans le cabinet ministériel.

Le 28 avril, le journal cite un démenti du gouvernement concernant une éventuelle hausse des impôts.

Quant aux éditorialistes de l'Indépendant, ils prennent nettement parti contre les socialistes : c'est ainsi que l'on trouve dans le numéro du 23 avril, après une dénonciation des positions des socialistes sur l'artisanat : « *Pour ce qui nous concerne, en tout cas, nous aurons accompli notre devoir en les prévenant* [les industriels, commerçants, artisans et propriétaires] *de la menace du collectivisme triomphant et du danger de la révolution sociale qui en serait le corollaire* »[180]. Le 28 avril, Théo Duret, éditorialiste attitré, stigmatise les abstentionnistes qui, en 1928, furent 13429, représentant le premier parti du département. Il conclut en écrivant : « *Il vous reste, voyez-vous, de voter français, c'est à dire contre les fauteurs de révolution, de troubles sociaux* (...) *et puis s'abstenir ou voter socialiste qu'on en veuille ou non c'est voter pour la guerre* ».

La veille du vote, le 30 avril, la Une du journal est toute entière consacrée, directement ou indirectement aux élections. La tribune électorale rappelle les programmes des trois candidats pro-gouvernementaux et l'éditorial appelle à voter républicain contre le socialisme. L'expérience socialiste en Angleterre sert de repoussoir ; le long article qui en rend compte se conclut par : « *Que l'électeur français, par sa prudence, évite la désastreuse expérience de l'Angleterre* ». Pour parachever le tout, on rappelle le programme électoral d'Edouard Herriot dans un article dont le titre est une déclaration de celui-ci : « *Si on m'offrait de constituer, comme en 24, un gouvernement radical avec le soutien socialiste, je n'accepterais pas* ».

---

[179] L'Indépendant, avril et mai 1932. Archives Municipales de Perpignan (AMP).

Face à cette campagne de presse, les cercles « l'Avant-Garde » ont peu de moyens de riposte : les militants et leur journal. Les militants sont nombreux et décidés ; le nombre d'abonnés du journal, mille, en témoigne. Celui-ci ne se prive pas d'attaquer les positions de Manaut, de dénoncer ses pratiques.

Les résultats du premier tour comblent de joie l'Indépendant qui écrit : « *Le parti républicain, celui de la concentration et de l'ordre, a endigué le collectivisme* »[181]. Et il est vrai que dans les trois circonscriptions, les candidats gouvernementaux sont bien placés ou en tête. Dans la circonscription de Prades, R. V. Manaut, avec 1236 voix d'avance, est félicité par l'Indépendant qui écrit : « *R. V. Manaut arrive en tête avec plus de 1300 voix sur le candidat le plus favorisé, M. Rous, malgré une abominable campagne concertée d'outrages et de calomnies. Là encore, M. Manaut l'emportera de haute lutte dimanche prochain. Et ce sera la juste récompense des services rendus à la circonscription par le sympathique député sortant* »[182].

Le tableau de la préfecture des Pyrénées Orientales, récapitulant les résultats en réponse à une demande ministérielle télégraphiée du 30 avril, précise qu'à Prades les candidats favorables au gouvernement ont obtenu 8435 voix. Ce total est obtenu par l'addition des voix de trois candidats : le royaliste de Massia, crédité de 444 voix, M. Joseph Durand, responsable du syndicat des contribuables, crédité de 146 voix et R. V. Manaut, crédité de 7845 voix, au lieu des 7485 voix qui lui seront effectivement attribuées. Les opposants au gouvernement, le communiste Castany, avec 1240 voix, le radical-socialiste Morer et ses 1885 voix et Joseph Rous, qu'on crédite de 6249 voix, totalisent donc 9383 voix d'opposition[183].

La victoire de R. V. Manaut, industriel, conseiller général depuis 1927, député durant deux législatures 1919-1924 et 1928-1932, sous-secrétaire

[180] idem.
[181] Editorial de L'Indépendant, 2 mai 1932. AMP.
[182] idem.

d'Etat à l'Intérieur, est donc loin d'être acquise, même si l'Indépendant, tout à son soutien au personnage, fait mine de ne pas s'en apercevoir.

Le second tour oppose Manaut, Rous et Castany, le parti communiste maintenant ses candidats partout en France, en application de la ligne « classe contre classe » qui dénonçait les « *chefs sociaux-fascistes* »[184].

Entre les deux tours, la polémique ne cessa pas. Le 5 mai, l'Indépendant lance un appel de M. Tardieu, président du Conseil, à voter pour la France, c'est à dire contre les socialistes. Le même jour, le congrès de la Fédération radicale et radicale-socialiste des Pyrénées Orientales apporte son soutien à R. V. Manaut et décide de retirer la candidature de Morer pour le scrutin et de « *ne pas se rallier à la candidature socialiste* »[185].

A la Une de l'Indépendant du 6 mai, un député socialiste est accusé d'avoir émis des chèques sans provision dans le casino de Saint Raphaël, tandis que l'éditorial rappelle l'effort fait par le quotidien pour barrer la route au socialisme. Le 7 mai, la Une est bien sûr consacrée à l'assassinat de Paul Doumer ; mais en page intérieure, l'éditorial signé « l'Indépendant », précise : « *Les socialistes sont pour la République le pire des dangers* (...) *c'est contre les socialistes prophètes et menteurs qu'il faut voter* »[186].

Enfin, cette page reproduit une question non signée adressée à Joseph Rous : « *Est-il ou non à la tête du cabinet fiduciaire et de l'annuaire des sociétés par actions fondé par son oncle M. Lejeune-Vilar, 7 rue de Lunain à Paris et à la solde de la finance internationale ?* ».

Par ailleurs, le comité de soutien à R. V. Manaut, traitant le radical-socialiste P. Morer et ses soutiens de « *syndicat des mécontents* », « *pêcheurs en eau trouble* », « *extrémistes à la remorque du socialisme* », « *ambitieux, aigris et jaloux* », continue sa diatribe en attaquant Joseph Rous

---

183 ADPO, série 2 M, élections. Le tableau dont il est question ici est une note manuscrite de la préfecture, rédigée le soir même des élections , à l'intention du ministre ; elle présente les résultats en deux colonnes, candidats pro-gouvernementaux et candidats de l'opposition.
184 Cadé M., Le Parti des campagnes rouges, op. cit., p. 156.
185 L'Indépendant, 5 mai 1932, AMP.
186 idem, 6 mai 1932, AMP. Rappelant les candidats en présence, le journal appelle le « candidat socialiste » Louis Rous, commettant une erreur sur le prénom.

« *représentant de la révolution sociale, de la guerre civile, de la lutte des classes* », fustigeant sa campagne « *violente, haineuse* ».

L'Avant-Garde n'est pas épargnée : « *infecte feuille de choux, inspirée par lui* [Joseph Rous], *mais tirée hors du département* ». Effectivement, L'Avant-Garde est imprimée à Narbonne par l'Imprimerie Nouvelle. Le comité précise : « *Il ne signait jamais et pour cause* ». A l'inverse, le comité relève la courtoisie de la campagne de Manaut qui se distingua « *en n'attaquant jamais personne, en n'usant point des armes et documents qu'il avait en poche et en se contentant de repousser du pied dans un mépris hautain, les attaques fielleuses de M. Rous et ses acolytes* ». On utilise l'assassinat de Paul Doumer. « *Tous les électeurs trouveront là, nous en sommes persuadés, un motif de réflexion salutaire et de résolutions politiques, car tous comprendront qu'il en serait fait rapidement de nos fortunes, de nos biens, de nos vies, si nous laissions triompher les hommes qui incarnent la révolution et l'anarchie* »[187]. Il conclut par un appel à voter Manaut.

Le second tour vit la victoire, nette, de Joseph Rous sur le député sortant. A Perpignan et à Céret, les deux socialistes furent réélus.

Comme partout en France le Parti communiste semble faire les frais de sa campagne hostile aux socialistes et à l'unité. L'électorat de F. Castany s'est massivement reporté sur Rous. Celui-ci totalise 9348 voix, ce qui représente l'essentiel des voix du premier tour auxquelles il convient d'ajouter celles du radical-socialiste Morer qui s'est désisté en sa faveur, contrairement à la position de sa fédération, mais aussi donc une grande partie des voix communistes, qui malgré le maintien du candidat du PC ont fait le choix de Joseph Rous. F. Castany perd plus des trois quarts des voix du premier tour et n'emporte les suffrages que de 284 électeurs. Si dans les trois circonscriptions le même phénomène de transfert de voix communistes sur le candidat socialiste s'est produit, on peut bien sûr l'attribuer au « réflexe républicain » qui privilégie le candidat du parti ouvrier arrivé en tête au premier tour. Mais l'examen attentif des résultats dans les trois circonscriptions per-

187 L'Indépendant, 6 mai 1932, AMP.

met de mettre en lumière la spécificité pradéenne. Si le PCF perd tant à Céret qu'à Perpignan environ 3% des voix par rapport au premier tour, à Prades, le pourcentage doit être doublé. L'Indépendant fait état d'une perte de 968 voix ; la préfecture quant à elle avance le chiffre de 1022 voix. Cette chute intervient alors que Castany est une personnalité politique départementale, secrétaire du Rayon communiste de Rivesaltes et leader d'une grève des ouvriers agricoles peu auparavant.

Au premier tour des élections, le PC, dans les huit cellules qui existent dans le rayon de Villefranche, soit Prades, Villefranche, Vernet, Corneilla, Sahorre, Escaro, Fillols et Sournia, obtient respectivement 17, 26, 14, 19, 21, 16, 21 et 8 voix. Au deuxième tour et dans le même ordre : 3, 4, 8, 4, 6, 6, 4 et 4 voix. Une forte chute donc, confirmée. C'est ainsi que Jean Sagnes peut écrire à propos de la politique menée par le Parti communiste depuis janvier 1928 dite de « classe contre classe » que : « *Cette politique 'ouvriériste' a été sanctionnée par les électeurs non ouvriers mais aussi par les ouvriers eux-mêmes . Le PC recule fortement dans les communes minières du Canigou et chez les ouvriers agricoles de la plaine* »[188]. Et Michel Cadé confirme : « *Le maintien envers et contre tout des candidats communistes aboutit à une complète déroute* »[189]. Notons pour conclure que les recoupements opérés par M. Cadé sur les effectifs du PC au milieu de 1932 donnent, pour les huit cellules du Rayon de Villefranche, trente neuf militants, c'est à dire le nombre exact de voix obtenues par Castany au deuxième tour[190].

La tactique unitaire était un des chevaux de bataille de l'Avant-Garde, affirmée dès l'éditorial du premier numéro puisque le journal était d'emblée présenté comme l'émanation « *des meilleurs militants de gauche et d'extrême gauche* ». Si donc ce journal est bien un élément, non négligeable, d'une « machine de guerre » électorale, il n'en poursuit pas moins dans une ligne unitaire qui s'exprimera pleinement par la suite avec les campagnes menées par Jean Rous.

---

188 Sagnes Jean, Le Pays catalan, op. cit., p. 769.
189 Cadé Michel, Le Parti des campagnes rouges, op. cit., p. 161.
190 idem, p. 162.

La rage de l'Indépendant culminera avec un éditorial amer de Théo Duret écrivant : « *Notre département a élu trois députés socialistes. Autant dire qu'il a tracé trois zéros sur le tableau où vont s'inscrire pendant quatre années les destinées de la France* »[191]. Le journal, au lendemain des élections, avait parlé du « *vaillant député René-Victor Manaut* (...) *victime de la coalition communo-royalo-socialiste* »[192].

Ces élections de 1932 voient donc la victoire de Joseph Rous. Selon une étude d'Alfred Wahl[193], Joseph Rous, lors de sa première élection est représentatif de l'évolution des élus SFIO à la Chambre. Sur cent trente et un députés socialistes élus, quarante sont de nouveaux élus. Or, comme le note A. Wahl, « *Au niveau des professions exercées par les quarante élus, on constate des modifications spectaculaires* ». Le nombre des élus issus du prolétariat est en régression, il n'y a pas d'agriculteurs, le « prolétariat en col blanc » (employés et fonctionnaires subalternes et moyens) augmente considérablement. Mais la corporation la plus nombreuse est celle des avocats, avec huit membres, c'est à dire un nouvel élu sur cinq. Montrant ainsi que « *le glissement vers la couche la plus élevée des classes moyennes semble s'accélérer* ». A. Wahl conclut cette partie en notant : « *En définitive, le groupe des quarante nouveaux élus reproduit sociologiquement l'ensemble des classes moyennes françaises et plus guère le prolétariat* ».

Lors de la réélection de Joseph Rous, en 1936, une certaine érosion du nombre d'avocats élus se fait sentir. Ainsi, A. Wahl note : « *On discerne une stagnation, sinon une régression des élus représentatifs de la classe moyenne supérieure des professions libérales, notamment des avocats* ». Deux tableaux, à la fin de l'essai de sociologie, montrent que les avocats en 1932 représentent 20% des nouveaux élus et 16,1% du total des élus SFIO tandis qu'en 1936 la part des avocats dans les nouveaux élus n'est plus que de 6,9% alors que 13,3% des élus socialistes sont avocats. L'origine sociale

---

[191] L'Indépendant, 15 mai 1932, AMP.
[192] L'Indépendant, 9 mai 1932, AMP.

des élus est aussi pleine d'intérêt puisque de 1924 à 1936 la part des « fils » de commerçant, représentant ou négociant (c'est le cas de Joseph Rous), passe de 6,4% des élus socialistes à 12% tandis que la part du prolétariat tombe de 34,2% à 27,3%, les professions enseignantes étant les mieux représentées avec une poussée de 3,7% à 11% en douze ans et trois législatures.

A l'issue de son élection de 1932, Joseph Rous sera accompagné à Paris par son neveu Jean, lequel y réside déjà, puisqu'il y exerce la profession d'avocat.

2. Jean, assistant parlementaire de Joseph :

Jean Rous est très discret sur les deux années passées à faire fonction de secrétaire parlementaire de son oncle. Il écrit simplement : « *Je suis resté son secrétaire parlementaire pendant deux années de 1932 à 1934* »[194]. L'Assemblée Nationale ne peut rien préciser sur les attachés parlementaires des députés car ses archives « *ne disposent généralement d'aucun élément sur les collaborateurs des parlementaires* »[195].

On sait simplement que Jean Rous continue d'exercer comme avocat stagiaire puis avocat, jusqu'en juillet 1933, dans le cabinet de Maître Lafont, alors député SFIO de Gap. En fait, il reste avocat stagiaire jusqu'au 6 juillet 1937 mais une décision du Conseil de l'ordre l'inscrit au tableau à compter du 6 juillet 1932. En principe, tout avocat stagiaire doit, cinq ans après ses débuts, déposer une demande pour être inscrit au tableau des avocats. Jean Rous aurait dû déposer cette demande le 20 novembre 1935. Or, comme bon nombre d'avocats stagiaires, Jean a laissé passer la date et n'a effectué

[193] Wahl Alfred, « Les députés SFIO de 1924 à 1940, essai de sociologie », Le Mouvement social, n° 106, janvier-mars 1979, p. 25 à 44.
[194] Un homme de l'ombre, op. cit., p. 15.
[195] Lettre, datée du 14 août 1990, de Mme Gavois, directrice du service des Archives de l'Assemblée Nationale.

cette démarche que le 20 juin 1937. Il a donc été « sanctionné » pour son retard et n'est donc inscrit comme avocat qu'à compter du 4 juillet 1932, c'est à dire cinq ans avant la décision du Conseil de l'ordre, prise le 6 juillet 1937[196].

L'adresse indiquée par Me Lafont montre que Jean loge chez son oncle Joseph, 2 rue du Lunain, jusqu'en juillet 1933. Comme nous avons pu le voir précédemment, tante Elisa l'aidait avant de devenir peu après locataire de l'appartement rue Gassendi, dont les services de police noteront l'adresse[197]. Jean semble, alors, loger chez elle.

Pendant ces deux ans on peut noter une seule activité auprès de son oncle avec certitude ; Jean Rous l'assiste en effet lors d'une émission de radio. Il précise : « *Le 22 mars 1933, mon oncle fit une conférence à Radio Tour-Eiffel sur la ' Catalogne française' et il me demanda de lui donner la réplique* »[198]. Cette conférence a été imprimée (après correction) quelques années plus tard[199]. Cependant, selon Jean Rous, elle est fidèle à l'esprit et à l'essentiel de la lettre de ce qui fut prononcé. Ce texte (et donc cette intervention radiophonique) présente l'histoire et la géographie de la Catalogne. Il se veut apologie de la spécificité catalane, lieu de convergence de nombreuses cultures. La conclusion de la première partie (« Vous êtes Catalans. Le sol commande ») rappelle que, pour Joseph Rous, « *C'est lui* [le sol] *qui constitue la race et qui crée les diversités. La race, c'est surtout l'âme, les qualités morales et intellectuelles* »[200]. La seconde partie de la conférence rappelle les grands axes de l'économie des Pyrénées Orientales et ajoute à propos des vins catalans « *aucun trust financier ne les a imposés à la clientèle moutonnière* ». Enfin, après être revenu sur la richesse archéologique et

---

196 Lettre, datée du 20 septembre 1996, de M. Ozanam, archiviste de l'ordre des avocats.
197 voir supra.
198 Renaissance..., op. cit., p. 24.
199 Centre de Documentation Catalane, 908 Rou. Catalogne française « par Joseph Rous, ancien député des Pyrénées Orientales, Conseiller général, avocat à la Cour d'appel de Paris ».
L'exemplaire de cette brochure conservé au centre de documentation est dédicacé à « *M. Noffre, le grand propagandiste des beautés catalanes* », le 18 août 1951.
200 idem, p. 5.

architecturale du département, Joseph Rous épaulé par Jean, devait préciser aux auditeurs l'importance de la langue catalane « *déformation du latin populaire* », parlée et écrite « *de Perpignan à Barcelone avec très peu de différence* ». Après les siècles classiques qui s'étendent du XII au XVème siècles débute une décadence qui se prolonge jusqu'au milieu du XIXème siècle.

C'est alors le début de la Renaissance de la langue catalane ainsi que de l'art catalan (J. Verdaguer, A. Maillol, Pablo Casals en sont, selon Joseph Rous, les grands maîtres). Avec beaucoup d'amour, le député de Prades conclut en appelant à visiter « *le pays catalan de France* ». Cette intervention radiophonique conjointe de l'oncle et du neveu est à mettre en relation avec « l'initiation catalaniste » du jeune Jean, initiation à propos de laquelle nous avons pu relever le rôle essentiel tenu par son oncle Joseph, selon Jean Rous lui-même.

Mais puisque assistant parlementaire il y a, peut-être pourrions-nous trouver trace de l'intervention de Jean dans l'élaboration du travail de Joseph, pour l'Assemblée Nationale. Pour cela il nous faut connaître l'essentiel des interventions de Joseph Rous entre juillet 1932, date de l'élection du député, et le printemps 1934, moment où Jean Rous se sépara de son oncle.

Les annales de la Chambre des Députés ne notent aucune intervention de Joseph Rous avant Juillet 1933. Son élection est validée, il devient alors membre de la commission des douanes et des conventions commerciales[201], puis membre de la commission des pensions[202].

Le vote de quelques textes entre son entrée en fonction et janvier 1933 semble avoir posé quelques problèmes, puisque l'Avant-Garde du 16 janvier 1933 note : « *J. Rous fait le compte rendu de son mandat. Certains camarades critiquent les votes de Joseph Rous à l'Assemblée Nationale. Après explications, la confiance lui est accordée* »[203].

---

[201] Annales de la Chambre des Députés. Tome 2, année 1932, p. 2316.
[202] idem, p. 2527.
[203] L'Avant-Garde, n° 22, 16 janvier 1933. ADPO.

Il est vrai que le débat au sein du groupe des députés et du parti SFIO se fait acerbe. En fait, il s'agit déjà de « *l'opposition constante entre le groupe parlementaire qui incline vers l'entente avec les radicaux, et la commission administrative permanente qui, elle, penche vers l'intransigeance* »[204] qui empoisonne la vie du parti. De plus, la situation de Joseph Rous, proche professionnellement du radical Marchandeau, est plus que difficile à gérer. L'origine des difficultés remonte au congrès de la salle Huyghens en mai-juin 1932. Le Parti socialiste a fixé des « *conditions programmatiques* » à une participation ministérielle socialiste, refusée jusqu'alors à E. Herriot mais qui n'est plus exclue dès lors que les « cahiers Huyghens » seraient acceptés. Dans Le Populaire du 16 mai 1932, Léon Blum considère comme « *un minimum à peu près incompressible* » les sept mesures des cahiers. J. Moch les détaille ainsi : « *Les trois premières s'imposent pour dégager les ressources indispensables ; la quatrième écarte les risques de propagande belliciste ; la cinquième évite un 'plébiscite des bons* [du Trésor]*' du type de celui de 1926 ; la sixième va de soi ; la septième s'oppose à la croissance du chômage* »[205]. En fait, l'essentiel des mesures est d'ordre économique et social ; elles tentent de faire passer sous la coupe de l'État certaines entreprises d'assurance et de transport et de réduire le chômage en diminuant le temps de travail. Trois d'entre elles sont inspirées par la volonté de réduire les risques de guerre. Malgré ses limites, ce programme peut séduire les militants de « l'Avant-Garde ». Cependant, les attitudes du groupe parlementaire SFIO furent ambiguës. Il refusa le budget en juillet 1932 puis vota le « douzième provisoire » en janvier 1933 ; il refusa de participer au gouvernement en juillet 1932 car les « cahiers Huyghens » n'avaient pas été pris en compte, mais une majorité du groupe acquiesça à l'entrée dans le gouvernement Daladier en février 1933, alors que ce dernier n'avait pas plus donné son accord au programme socialiste. Les militants de base ne pouvaient qu'être dubitatifs, incités par de tels comportements à penser que certains

---

[204] Touchard J., La gauche en France depuis 1900, Paris, Seuil (Points histoire),1977,p. 169 et sq.
[205] Moch J., Une si longue vie, Paris, Laffont, 1976, p. 91.

députés étaient tout simplement à la recherche de portefeuilles ministériels. La section socialiste de Prades, ainsi que le groupe de « l'Avant-Garde », ne pouvaient accepter que son député élu sur une base combative et unitaire vis à vis des communistes aille dans le même sens que les néo-socialistes. Joseph Rous semble avoir apaisé leurs inquiétudes.

La première véritable intervention de Joseph Rous date donc du 1er juillet 1933. Avec Jean Longuet, petit fils de Karl Marx et un des leaders de la SFIO, Joseph Rous interpelle le gouvernement sur les mesures que ce dernier compte prendre pour « *réprimer les agissements d'administrateurs de diverses sociétés* » dont le comportement a nui à leur personnel et à l'Etat, bien que certains des membres du gouvernement aient favorisé ces « *escrocs* »[206]. Le thème marque une première approche des scandales qui défrayèrent la chronique politico-financière du début des années trente[207].

Outre le texte lui-même et sa teneur, la date, 1er juillet 1933, est peut-être à remarquer. C'est à partir de juillet 1933 que Jean Rous n'apparaît plus dans les dossiers de l'ordre des avocats. Y a-t-il corrélation entre ces deux événements ? La nécessité pour Joseph Rous d'avoir un assistant en permanence pour préparer ses interventions entraîne-t-elle, alors, l'arrêt des activités juridiques de Jean Rous ?

Nous ne pouvons l'affirmer. Cependant, cela expliquerait la grave crise qui éclate au sein de « l'Avant-Garde » à l'automne 1933. En effet, suivant Marius Fabre, une des causes du départ de ce dernier et de celui de Michel Boix serait la déception éprouvée par ce dernier qui souhaitait occuper le poste de secrétaire parlementaire de Joseph Rous. Si telle est la raison, l'affaire n'a éclaté logiquement qu'à l'automne 1933, date à laquelle Joseph choisit son neveu Jean pour cette fonction. Mais le conflit aurait mûri dès juillet 1933[208].

---

[206] Annales de la Chambre des Députés. Tome 2, année 1933, p. 3352.
[207] Les affaires Hanau et Oustric furent les deux principales. Mais les scandales se multiplièrent sous le régime de « l'union nationale » ainsi que le souligne Joseph Rous.
[208] Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français, op. cit., tome 19, p. 356-357 pour « Michel Boix » et tome 27, p. 154-155 pour « Marius Fabre ».

La deuxième trace de l’activité parlementaire de Joseph Rous est constituée par le dépôt d’une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi du 9 mars 1932 à tous les condamnés des conseils de guerre sanctionnés entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1919. Cette proposition de loi est présentée par l'ensemble du groupe socialiste. On peut relever parmi les signataires le nom de Joseph Rous. Cette proposition de loi vise à faire bénéficier de la révision des jugements tous les condamnés pour infractions prévues par les codes de justice militaire commises avant le 11 novembre 1919 alors qu’elle était réservée aux condamnations dans la zone des opérations. Cette tentative d’élargissement de la loi correspond bien à l'esprit pacifiste de « l'Avant-Garde »[209].

La troisième intervention de Joseph Rous est encore collective puisqu'elle associe les trois députés SFIO des Pyrénées Orientales au travers d'une proposition de loi tendant à protéger les « *petits vignerons de nos coteaux* » qui risquent d'être confrontés à une concurrence déloyale de la part des « *gros viticulteurs* » profitant d'un blocage de la production de vin non appliquée aux vins doux, liqueurs et apéritifs[210].

De ces trois interventions, le débat sur la première, l'interpellation du gouvernement, fut renvoyé à une date ultérieure. Les deux propositions de loi subirent un sort presque identique puisque la première fut renvoyée à la commission des armées, la seconde à la commission des boissons.

On ne peut noter en 1934, avant la fin du printemps, qu'une intervention. Il s'agit du rapport fait par Joseph Rous au nom de la commission des douanes et des conventions commerciales tendant à ratifier un décret de 1932. Le 14 juin 1934, « M. Rous député » propose que soit acceptée la délibération du conseil général des établissements français de l'Inde du 19 dé-

[209] Documents parlementaires. 17 octobre 1933. Annexe n° 2370, p. 21. Cet esprit pacifiste, nous l’avions rencontré dans le numéro 6 de L’Avant-Garde sous le titre : « Pacifisme intégral ».

cembre 1931. Cette délibération interdisait l'importation, dans ces établissements, sous le nom de vin, de boissons fabriquées avec des raisins secs, des figues, des dattes et d'autres produits analogues[211].

Il faut malheureusement reconnaître que, même si Jean Rous a participé à l'élaboration des interventions de son oncle, l'aspect très technique des problèmes posés nous empêche de retrouver « sa patte ». Contentons-nous donc de son affirmation sur sa participation au secrétariat parlementaire de son oncle.

3. ... pour une élaboration des choix politiques personnels :

1. Les incertitudes :

Avant son entrée dans la vie active, en novembre 1930, soit quelques jours après l'obtention de sa licence de droit à la Sorbonne[212], Jean Rous semble avoir vécu une période assez ambivalente, marquée ainsi par les hésitations concernant ses choix de vie professionnelle et surtout par les doutes sur sa valeur, ses capacités mais agrémentée par des activités extra-universitaires où le jeune homme trouve des dérivatifs aux perplexités de son âme.

C'est de cette période que datent probablement huit précieux petits carnets retrouvés aux Archives Départementales des Pyrénées Orientales[213].

Ils contiennent les quelques remarques sur le Droit rapportées plus haut, ce qui permet de les dater approximativement. Ils ne constituent aucunement une sorte de journal intime ; sans date, sans ordre, ils mêlent en une mosaïque émouvante les annotations les plus triviales aux réflexions les plus profondes.

---

[210] Documents parlementaires. 17 octobre 1933. Annexe n° 2371, p. 21-22.
[211] Documents parlementaires. 14 juin 1934. Annexe n° 3572, p. 1005.
[212] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 12.
[213] idem, 96 J 10.

En effet, trois d'entre eux sont consacrés à ce qui semble bien être des relevés ou des révisions de cours, peut-être la préparation d'exposés. Il s'agit des deuxième, quatrième et cinquième carnets. Le deuxième, par exemple, est ainsi composé d'une première partie en cinq pages précisant ce qu'est « *la représentation successorale* » ; la deuxième partie décrit en quelques lignes rapides « *la ligue achéenne* ». Une troisième partie, de trois pages, traite de l'économie politique et sociale. Mais la dernière partie sert à établir un rappel d'achats faits entre le 15 novembre et le 20 décembre (l'année n'est pas précisée). Ces achats, ou plutôt s'agit-il de dépôts de vêtements chez le teinturier, sont comptabilisés par semaine mais sans mention de prix ; une seule somme est portée sous la rubrique « à payer » : « 1,40 ». Référence est faite à des bas, un ou plusieurs faux-cols, une chemise, des mouchoirs. C'est l'absence de prix et la nature des objets désignés qui font penser à une liste établie afin de se remémorer des dépôts à la blanchisserie.

Mais dans ces carnets, pourtant à vocation bien pratique, Jean Rous ne peut s'empêcher de livrer quelques interrogations lapidaires, témoignant des inquiétudes mentionnées précédemment. C'est ainsi que dans le deuxième carnet surgissent les remarques suivantes : « *Paris : calme, nécessaire à l'étude, oui* » ; plus loin : « *plus tard ? que faire ? je vais tenir un plan de lectures, mes lectures me l'apprendront ?* ».

Pareillement, les carnets quatre et cinq, principalement consacrés à des prises de notes sur les Stoïciens, l'intelligence, le rôle de la monnaie, l'économie politique sont émaillés de notes personnelles telles que : « *Prendre détermination... Je vais examiner à fond mon âme de façon à arriver à une détermination ferme. Dans les lignes qui suivent est prise une détermination irrévocable dans son essence. Que faire ? Réaction contre tout jugement spontané. Les plus médiocres ont d'eux une très haute opinion* ».

C'est ce type de remarques qui constitue l'essentiel du premier carnet. Des sortes de maximes à appliquer se mêlent à des exhortations à se com-

porter de certaine façon. Les trois derniers carnets, peu et fort mal écrits, ne sont composés que de tels encouragements à l'étude et au travail ainsi qu'à la concentration.

Peut-être sont-ils le reflet et l'application concrète du cours de psychologie pratique de M. Jagot : l'autosuggestion appliquée à soi-même. Le devoir déjà cité demande de « *construire une formule détaillée pour autosuggérer l'assurance* ». Jean Rous écrit : « *Je sais que je suis presque totalement indifférent à presque tout le monde. Chacun étant préoccupé exclusivement de ce qui le concerne, je suis indifférent aux critiques et aux éloges qui me viennent d'autrui* ». Puis en réponse à la question : « *Quelles formules brèves d'autosuggestion proposez-vous pour combattre la paresse, le désordre et l'habitude de boire ?* » Jean Rous contre la paresse écrit : « *Je suis partout et toujours actif* ». Il se propose de lutter contre le désordre par : « *Je procède toujours avec un ordre parfait* » ; enfin pour éviter l'habitude de boire, il note : « *Je jouis des bienfaits d'une absolue sobriété* »[214].

Quant au troisième carnet, il s'agit d'une sèche énumération de mots griffonnés, sans lien apparent, comme : « *stable, retraite, calme* ». Le mot « *loisirs* » est plus difficile à comprendre.

Le premier carnet donc, le plus fourni, peut-être le plus personnel, nous offre la possibilité d'approcher de l'intérieur le jeune étudiant. En surgit l'image d'un personnage hésitant, se livrant à l'introspection, multipliant à son usage propre les garde-fous, les points de repère moraux pour éviter la déviance, ou lutter contre un penchant naturel à la nonchalance.

Les premiers mots de ce premier carnet se veulent une exhortation à un « *bon comportement* » : « *Je veux examiner à fond mon âme, de façon à arriver à une résolution ferme et durable* ». Quelques remarques peuvent paraître bizarres sous la plume d'un homme qui, plus tard, écrit à propos de cette période : « *Je ressentais autant d'admiration pour Jaurès que pour Lé-*

[214] Ce devoir eut l'heur de plaire au professeur qui le nota 16.

nine »[215] et, parlant des années 1924-1925 : « *Déjà il me semblait qu'il fallait faire en France la révolution de Lénine dans la tradition de Jaurès* »[216]. En effet, dans ce premier carnet le même homme écrit : « *Si j'avais été bien pénétré des idées contenues dans ce livre* [il n'y a pas de précision sur le livre en question], *je n'aurai jamais eu d'échec. Je me décide pour toute ma vie sur les sentiments qu'il importe d'avoir pour être maître de soi, heureux ! Il faut croire en Dieu, lui abandonner ce qui ne dépend pas de vous. Etre humble, ne pas se chercher, se sacrifier* ». Par la suite Jean Rous ajoute : « *La maîtrise de soi n'est autre chose que la subordination à la raison, c'est à dire à Dieu* ». Bien sûr, ces références à Dieu étonnent, à la lumière des engagements politiques, déjà bien marqués du personnage. Hormis une autre phrase où se retrouve ce vocable, toute autre allusion disparaît ensuite. Faut-il voir dans ces références un réflexe restant de l'éducation catholique reçue à Prades par ce « *meilleur élève au catéchisme* »[217] ? Faut-il y voir plutôt l'utilisation commode d'un terme un peu « passe-partout » sous lequel chacun peut mettre la signification qui lui convient ? ou encore, le besoin, chez ce jeune homme encore instable psychologiquement, de se donner un mentor suprême ?

Quoiqu'il en soit, une remarque de Jean Rous, ouvrant la conclusion de l'ouvrage que Mme Gauthiez lui a consacré, permet de faire le point définitivement sur cette question. Jean Rous écrit en effet : « *L'existence d'un dieu reste pour moi insoluble. Je suis agnostique, mais ouvert au dialogue avec toutes les religions* ».

Moins surprenante si nous nous référons aux éléments biographiques de l'enfance de Jean Rous nous apparaît l'allusion suivante à Napoléon qui fixe les moyens à mettre en oeuvre pour atteindre la maîtrise de soi : « *Ce qui importe c'est que moi je puisse atteindre le but particulier que je me suis assigné. Tous les grands hommes se sont faits remarquer par ce fait que*

---

[215] Un homme de l'ombre, op. cit., p. 16.
[216] Itinéraire d'un militant, op. cit., p. 16.
[217] Renaissance..., op. cit., p. 16.

seul le but partiel à atteindre comptait pour eux, obstiné dans les moyens. Je dois avoir toujours présent à l'attention que mon but c'est de préparer le Droit, que c'est un devoir impérieux et immédiat pour moi et que pour le moment présent, rien plus ne compte. Ainsi faisait Napoléon. Si je ne fais ainsi, je ne ferai rien ». Ce renvoi au grand homme par excellence fait surgir les images des personnalités masculines fortes qui se sont penchées sur le berceau de Jean, évoque aussi et rejoint l'admiration affirmée de l'adolescent pour Lénine et Jaurès. En ce qui concerne ce dernier, Jean Rous le sent très proche ; nous avons vu qu'il marqua ses années toulousaines. On retrouve, nous l'avons dit, dans les archives personnelles de Jean Rous une coupure de presse de 1909 qu'on lui a sûrement donnée. Il s'agit d'un article de Jaurès dans Le Midi Socialiste du 12 juillet 1909 dont le titre est : « Mouvement social ». Jaurès y vilipendie les « *intellectuels* » qui au moment de l'affaire Dreyfus sont entrés « *en communication avec la démocratie la plus ardente, avec le socialisme le plus militant* », s'en sont éloignés et même sont devenus « *les conseillers, les éducateurs de la Bourgeoisie* ». Il conclut : « *Non, les courants de pensée qui vont contre le Socialisme n'aboutiront pas, ils se perdront dans le sable* »[218]. La conservation par Jean Rous de cet article témoigne de la grande admiration qu'il voue à cet homme, constitue aussi un hommage à la ville de Toulouse qui a su en garder la marque, mais rejoint ses propres critiques, dont nous avons déjà fait état, contre « *les bavardages de Sorbonnards et les intellectuels* ».

D'ailleurs, à côté de ces remarques sur Dieu et Napoléon, l'essentiel de ce premier carnet révèle aussi un jeune homme désirant se garder de l'intellectualisme. Il ne se juge pas un intellectuel et préfère écrire : « *Ne juge pas, c'est superflu et nuisible, travaille !* ». Il s'encourage à appliquer cette directive en « *faisant le point* » de sa situation, en multipliant les maximes propres à le motiver. Il écrit : « *Celui qui n'a pas un but établi se perd car c'est n'être en aucun lieu que de vouloir être partout* ».

---

218 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 126.

La rédaction de ces carnets pourrait peut-être se situer entre juillet 1928 et octobre 1930. En effet, le début de leur rédaction pourrait coïncider avec la réception et l'étude du cours de psychologie de M. Jagot incitant, nous l'avons vu, à corriger par l'autosuggestion ce que l'on considère comme des défauts. De telles directives rencontrent et nourrissent tout à fait les pré-occupations psychologiques de l'étudiant de l'époque.

Par ailleurs, les autres remarques de ces carnets, presque exclusivement constitués de notes ayant trait à des cours de Droit, permettent de penser que leur rédaction n'excède pas la fin du cursus universitaire de Jean Rous, soit octobre 1930.

A la lecture de ces carnets, surtout des plus personnels d'entre eux, se dessine le portrait d'un jeune homme peu sûr de lui, comme « embarqué » dans des études dont il essaie de se convaincre que, s'il ne les a pas réellement choisies, elles constituaient pour lui l'unique voie de formation. Un jeune homme cultivant des valeurs comme l'humilité, le travail, et par dessus tout le sens du devoir, quitte à développer aussi le goût du sacrifice. Un ensemble assez rigide, froid qui donnerait de Jean Rous une image sévère si elle n'était démentie par ce que nous connaissons par ailleurs de lui à cette période.

Et en premier lieu, son engagement politique, sur lequel nous reviendrons largement et dont nous savons qu'il date de ces années là. Jean Rous n'a donc pas poussé jusqu'au bout le sens du « sacrifice » dont il parlait dans ses carnets.

2. Les grandes campagnes de « l'Avant-Garde » :[219]

[219] L'Avant-Garde mena de nombreuses autres campagnes dont certaines locales, ou départementales. Cependant la participation de Jean Rous n'y étant pas avérée, nous n'en parlerons pas.

A partir de l'élection de Joseph Rous, en 1932, l'hebdomadaire va changer de nature, et petit à petit de périodicité, puisqu'il devient mensuel à partir de juin 1932, puis épisodiquement bimensuel. Si l'éditorial revient au député Rous, qui y présente ses travaux parlementaires et ses grandes idées, de plus en plus, l'Avant-Garde exprimera les positions des cercles « l'Avant-Garde », intervenant dans la vie politique pradéenne mais aussi plus largement dans les débats qui secouent le mouvement ouvrier français.

1. Campagne pour l'unité ouvrière :

Tous les numéros de L'Avant-Garde que nous avons pu dépouiller appellent à l'unité des travailleurs et de leurs organisations contre le capitalisme.

Ainsi les numéros précédant les élections appellent à l'unité, mais les numéros postérieurs aussi. Le numéro 22 du 16 janvier 1933 sous la signature de M. R. rappelle la controverse sur l'unité ouvrière. Le secrétaire du Rayon communiste de Perpignan a proposé à la fédération SFIO des Pyrénées Orientales de débattre de l'unité, lors de réunions. L'Avant-Garde se déclare totalement d'accord pour débattre avec le parti communiste de l'unité, mais pense que la position du PC, unitaire dans des réunions mais n'acceptant aucun travail commun, et la position de la SFIO, acceptant seulement l'unité par les directions, sont erronées. Il est, selon L'Avant-Garde, nécessaire de faire l'unité dans le travail commun contre l'ennemi patronal ou gouvernemental.

En février 34, c'est l'unité syndicale qu'appelle de ses voeux le cercle « l'Avant-Garde ». Il stigmatise l'existence de deux syndicats, fait incompatible, à ses yeux, avec la définition du syndicat comme organisation de lutte de la classe ouvrière pour satisfaire ses revendications professionnelles. Or, les appareils syndicaux, selon « l'Avant-Garde », confondent action syndicale et action politique. Après avoir rappelé que les « *bureaucrates de la CGT*

freinent toute action révolutionnaire des syndicats » et que « *les fonctionnaires de la CGTU préconisent la formation de syndicats sur la base de la lutte de classe comme si les syndicats étaient composés d'archevêques et de banquiers* », l'auteur de l'article cite Lénine qui, « *dans 'La Maladie Infantile du Communisme' page 44*[220] *stigmatise les communistes allemands qui veulent démissionner des syndicats réactionnaires pour fonder un syndicat révolutionnaire* ». L'Avant-Garde précise, citant toujours Lénine, que « *leur position était en fait et à la base profondément erronée et, si ce n'est quelques phrases creuses, elle ne renferme rien* ».

L'Avant-Garde propose alors que dans chaque localité où se trouvent deux ou plusieurs syndicats, les militants, sans abandonner leur centrale, prennent l'initiative de constituer un syndicat de fusion et fassent pression pour provoquer au-dessus d'eux l'extension de telles initiatives. L'Avant-Garde se déclare à leur disposition pour les y aider[221].

Le numéro de juillet 1934 renouvelle l'appel à l'unité d'action sous la signature de F. Rouclès dans un article intitulé : « L'Avant-Garde avait vu juste ». Ce long article de trois colonnes rappelle que depuis plusieurs années l'Avant-Garde ne cesse « *de préconiser l'alliance des organisations d'extrême gauche de la base au sommet* » et ajoute : « *Il n'est pas un militant sérieux qui, ayant suivi notre action, ne puisse dire aujourd'hui : 'l'Avant-Garde' avait vu juste !* ».

Pour l'auteur, dont nous tenterons de dévoiler par la suite l'identité réelle, « l'Avant-Garde », qui « *n'est autre chose qu'un organisme d'action commune* », doit vivre en faisant lire le journal, en augmentant le nombre des abonnés mais surtout en passant à l'action, c'est à dire en réalisant dans chaque village la politique de « l'Avant-Garde », en créant, malgré des divergences, des comités d'action commune.

[220] Cette référence renvoie à une édition de 1920, Paris, Bibliothèque Communiste, 139 p.
[221] « Unité syndicale », L'Avant-Garde, février 1934.

Cela est possible puisque depuis le 13 juillet les deux grands partis, à la grande joie de « l'Avant-Garde », ont réalisé les conditions de l'unité d'action contre le fascisme et la guerre. F. Rouclès note à ce propos que les partisans de l'unité d'action doivent beaucoup à un Léon Trotsky qui, en 1932, comparait le fascisme à « *un formidable tank qui écrasera les organisations prolétariennes qu'elles soient réformistes ou qu'elles soient révolutionnaires* » à moins de « faire bloc » pour conjurer le danger.

Mais l'auteur de l'article se livre à une mise en garde ; il relève, en effet, l'insuffisance de la série prévue de meetings communs socialo-communistes dénonçant le fascisme ; si ce dispositif constitue un début non négligeable de l'action, il est clair dans la pensée de Rouclès que le fascisme ne se combat pas par des arguments et des meetings. Il faut une organisation commune des masses intéressées à la défense des « libertés démocratiques ». Chaque meeting doit être à l'origine d'un comité commun unique, comprenant toutes les organisations dans la plus grande démocratie des tendances avec délégués des entreprises industrielles, commerciales, agricoles, les employés, ouvriers, petits commerçants, petits industriels, artisans. Certes, cette organisation commune de la masse ne suffira pas ; il faudra donc organiser des milices antifascistes pour s'opposer aux bandes militaires entraînées. Ces milices doivent agir en liaison avec les masses ; il ne s'agit donc ni de blanquisme, comme le dit Lebas, ni de terrorisme, comme l'affirment des dirigeants du Parti communiste. En fait, Rouclès affirme que l'avant-garde, représentée par la gauche socialiste de Pivert et la Ligue communiste (trotskyste), est partisane de ces milices. Et il ajoute : « *Nous finirons par avoir raison* ». Après avoir rappelé que, dès février 1933, « L'Avant-Garde » adoptait la position de Lénine et de Trotsky sur l'unité syndicale par la fusion de la base au sommet et l'utopie des syndicats « rouges », Rouclès note avec plaisir la volonté de la CGTU d'appliquer ces idées. Cependant, il fustige l'attitude sectaire de Jouhaux et de la CGT qui

acceptent la fusion « *dans le cadre de la vieille maison* »[222] et non la « *fusion tout court* ».

Enfin, l'auteur de l'article soulève le complément inévitable de l'unité d'action et de l'unité syndicale, à savoir la nécessité du parti révolutionnaire unique, puisque seul « *le parti révolutionnaire puissant, discipliné et souple* » peut permettre « *d'atteindre la victoire totale* ». Or, ce parti n'existe pas. Au contraire, on peut voir une SFIO stérilisée par ses contradictions internes : « *Comment Frossart, le réformiste pensant en démocrate bourgeois et Pivert, le révolutionnaire, peuvent-ils vivre en commun ?* », se demande Rouclès. Quant au PC, il n'est pas mieux traité car, selon la formule de Rouclès, sa « *bureaucratie a étouffé l'initiative révolutionnaire de la base par l'exclusion systématique de toute opposition* ». Il faut « *rompre d'un côté comme de l'autre avec ces méthodes qui n'ont rien à voir avec le marxisme. Pas plus d'ailleurs qu'avec le léninisme pratique de l'Internationale communiste du vivant de Lénine (quatre premiers congrès de l'IC) qui constitue une expérience révolutionnaire incomparable* ». Un bref retour sur la bureaucratisation de l'URSS et la capacité économique de son prolétariat dans la construction du socialisme amène l'auteur à conclure : « *Pour l'unité d'action totale, pour l'unité syndicale, pour le parti révolutionnaire unique, camarades de 'L'Avant-Garde', en avant !* »[223].

Le numéro d'août 1934, « *répond à une réponse* » de Léopold Roque, « *abonné depuis un an à 'l'Avant-Garde'* », par ailleurs un des responsables du PC catalan. Ce dernier critiquait violemment un article de Rouglas qui, apportant un certain soutien à Doriot pour ses positions unitaires, attaquait celle de Thaëlmann ou de Dimitrov, suivistes par rapport à Moscou. Il est vrai que certaines formules de Rouglas sont pour le moins percutantes. Ainsi, présentant, dans « l'Avant-Garde » de juin 1934[224], la position de Doriot il écrit : « *Dénoncer, injurier, chasser des chefs ou des militants dont le seul*

[222] C'est bien sûr la SFIO qui est ainsi désignée.
[223] Les passages entre guillemets sont extraits de l'article de Rouclès F., « En avant, L'Avant-Garde », L'Avant-Garde, juillet 1934, p. 2.

tort est d'avoir une conception tactique différente de la nôtre, c'est s'exposer à des divisions perpétuelles, à des scissions périodiques. C'est aussi quelque fois la preuve qu'on est l'agent du capitalisme qu'on prétend combattre ». La réponse à L. Roque est signée « L'Avant-Garde » et se borne « *à rétablir les faits sans polémique car depuis le 15 juillet le Parti socialiste et le Parti communiste, de la base au sommet, avec les chefs comme avec les troupes, ont conclu le pacte définitif d'unité* ». L'argumentation est divisée en cinq parties numérotées :

- premièrement, « l'Avant-Garde » n'a jamais ménagé ses critiques, que ce soit à la CGT, à la CGTU ou au PC ou à la SFIO. En tant que journal de tous les travailleurs, il avait le droit et le devoir de regretter l'existence des empêcheurs d'unité.
- deuxièmement, l'unité « à tout prix » et le plus tôt possible était un leitmotiv du journal.
- troisièmement, L. Roque dirigeait ses critiques contre deux articles datant de mai et juin 1934, y voyant des « *insultes contre l'Internationale Communiste* », alors que Rouglas selon l'Avant-Garde relève simplement que le PCF et l'IC refusent tout pacte d'unité avec la direction socialiste tandis que Doriot veut, semble-t-il, l'unité totale. Or à ce moment « *c'est Rouglas qui a raison* », ajoute le journal ; puis suit une série de citations de la direction du PC contre celle de la SFIO.
- quatrièmement, il y a entre juin et juillet 1934 modification de la ligne du PC, qui n'a pas été comprise par tous dans ce parti.
- cinquièmement, au lieu de récriminer sur les erreurs du passé, l'Avant-Garde propose d'accepter « *la sincérité du présent* », « *il faut être unitaire et cela seul compte à nos yeux* » ; et l'auteur anonyme conclut « *aujourd'hui la conception unitaire de l'Avant-Garde se réalise. Elle ne distingue plus dans son affection et dans sa solidarité les travailleurs et leurs chefs qui ont signé le pacte. Elle n'en écarte aucun. Avec tous étroitement unie, elle veut écraser le capitalisme et libérer le prolétariat* ».

---

[224] JO 95523. Article intitulé : « A Saint-Denis » et ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 126.

Nous n'avons pu trouver, nulle part, trace de militants nommés Rouclès ou Rouglas. Personne ne se souvient de ceux-ci. On sait par ailleurs que Jean Rous écrivait des articles dans L’Avant-Garde. Mais aucun numéro lu ne révèle son nom ; aussi nous hasarderons-nous à considérer que ces deux noms peuvent avoir été des pseudonymes utilisés par lui, et ce d'autant plus facilement que ces articles sont très marqués politiquement. On retrouve, en effet, des références à des situations ou à des événements dont il paraît difficile qu'ils aient pu être relevés à Prades. Il en est ainsi des références à Trotsky, à la Ligue communiste[225], ou celles à Doriot dans l'article sur Saint Denis[226], qui semblent bien renseignées sur ce qui se passe à Paris.

2. Une autre campagne importante de « l'Avant-garde » : la lutte contre le fascisme :

A Paris, Jean Rous, secrétaire de son oncle, « *prend connaissance des grandes tendances nationales du socialisme, s'intéresse au mouvement pacifiste Amsterdam Pleyel* », il dit se reconnaître « *dans l'orientation antifasciste du mouvement* »[227]. Comme à Paris, à Prades unité d'action et lutte contre le fascisme semblent intimement liées. Ainsi à Prades, « l'Avant-Garde » aussi agit contre la guerre et le fascisme. On se rappelle cet article du 17 mars 32 sur le pacifisme. Il est confirmé, quelques mois plus tard, par l'adhésion de « l'Avant-Garde » au Congrès mondial contre la guerre. Le 11 septembre 1932, nous rappelle M. Cadé, Bergé, cheminot CGTU, est à Prades.

Le numéro de L’Avant-Garde du jeudi 15 septembre 1932 traite à deux reprises de l’anti-fascisme.

---

225 L’Avant-Garde, février 1934.
226 idem, juin 1934.
227 Un homme de l’ombre, op. cit., p. 25.

Tout d'abord, un article non signé et titré « L'Avant-Garde et le Congrès mondial contre la guerre » rappelle l'adhésion en août de l'association à ce Congrès. Dans cet article, il est précisé que « *pour envisager les conditions et motifs de cette adhésion, l'association 'L'Avant-Garde' a été convoquée* ». Les trois principaux orateurs furent le secrétaire de l'association, Jean Font, Jean Rous et Michel Boix. Jean Font justifia l'adhésion au Congrès par l'opposition de « L'Avant-Garde » au « *capitalisme sans patrie* » et pour se lier aux « *plus hautes consciences intellectuelles et morales du moment* ». Jean Rous, pour sa part, tenta de situer la position de « L'Avant-Garde » dans le Congrès. Il fustigea l'attitude et le refus de la IIème Internationale d'y participer ; après avoir montrer que « *l'unité de front dans des organisations communes contre la guerre* » était une des raisons d'être de « L'Avant-Garde », il expliqua que l'utilisation des seuls moyens de lutte légaux avait abouti à une faillite et que par conséquent, pour lutter contre les impérialismes, il fallait utiliser « *de façon souple et opportune, tous les moyens légaux et illégaux conformément à la doctrine marxiste-léniniste, seule méthode de lutte contre la guerre qui se soit révélée efficace* ». Michel Boix confirma l'accord unanime des membres de « L'Avant-Garde ». Malheureusement, l'association ne reçut aucune réponse d'Henri Barbusse et en conclut qu'« *il fallait considérer la réception officielle de* [son] *adhésion comme trop tardive, pour qu'un délégué pût être envoyé au nom de 'L'Avant-Garde' et le représenter utilement* ». Cent cinquante francs collectés furent envoyés à Francis Jourdain, membre du secrétariat du Comité national.

Le second article sur le fascisme est signé Jean Rous. Il tire un bilan « *après le Congrès mondial contre la guerre* ». Tout d'abord, il rejette « *les balourdises écrites ces derniers temps par le citoyen Renaudel dans 'Le Populaire*' » et rappelle que de nombreux socialistes étaient présents à Amsterdam. « *Ils ont sauvé la face* », en dit-il. Cela ne l'empêche pas de s'interroger sur les motifs de l'absence officielle de la social-démocratie : il y voit soit la crainte de s'expliquer sur la tactique à adopter en cas de guerre impérialiste, soit la volonté de laisser croire à la fidélité aux méthodes révolutionnaires et de ménager le conformisme bourgeois et chauvin d'une partie

des masses, dans un but électoraliste. Rous ne se prononce pas mais relève qu'en définitive, cette absence correspond à une confusion et à un manque de rectitude doctrinale digne des radicaux. Il faut combattre cette carence . Enfin, pour lui, la maladresse est notoire, puisque, en l'absence des sociaux-démocrates, le Congrès n'a eu aucun mal à condamner à l'unanimité la IIème Internationale.

Cependant, pour Rous, peu importe ; l'important est bien, pour la période, de traduire dans la réalité les résolutions du Congrès. Une organisation doit voir le jour pour appliquer celles-ci. Cette décision correspond tout à fait au voeu de « L'Avant-Garde ». Mais peut-être pourrait-on la pousser jusqu'au niveau local. Sous la plume de Rous, il s'agit bien du seul moyen efficace d'arrêter la guerre impérialiste ou, « *au moins, de la transformer en guerre civile* ». Pour lui, il n'y a pas de place pour le doute, « *il faut opposer à la sinistre comédie de Genève des comités locaux dont les membres se préparent, par l'étude, la discussion, la propagande à faire leur devoir socialiste en cas de guerre* ».

Le 29 septembre, un « Comité de lutte de Prades contre la guerre impérialiste » est donc formé. Son bureau, dans lequel siégeait un socialiste, était une avancée unitaire, « *les responsables de celui-ci* [le PC] *acceptant de siéger es-qualités aux côtés de responsables socialistes reconnaissaient implicitement qu'ils représentaient eux-aussi la classe ouvrière* »[228].

Un rapport du sous-préfet de Prades au préfet, en date du 24 avril 1933, fait état d'une réunion publique dans cette ville avec un orateur socialiste et un délégué du comité international à Amsterdam. Les trois thèmes développés sont :
- « la guerre est liée aux antagonismes des Impérialismes »,
- le danger hitlérien,
- et une critique de l'URSS.

---

[228] Cadé M., Le Parti des campagnes rouges, op. cit., p. 165.

Malheureusement, ce rapport n'apporte pas d'autre précision sur cette réunion publique. Il est cependant probable que l'orateur socialiste soit membre de « l'Avant-Garde ».

Un article de février 1934 présente, en page 2, la nécessité de lutter contre le fascisme et la nécessité prioritaire de construire l'unité, seul moyen de battre ce fascisme. Joseph Rous dans l'éditorial rappelle que « *les régimes qui se sont succédés depuis juin 1932 semblent s'être appliqués à mécontenter toutes les classes sociales* » ; puis après avoir sévèrement critiqué l'aveuglement radical-socialiste et le soutien socialiste à cette absence de politique anti-capitaliste, il appelle à « *abattre le capitalisme* » contre ceux qui viennent de « *donner une leçon au régime* ».

Peu après cet article, le 13 mai 1934, Joseph Rous participe en tant qu'orateur à une réunion publique du « Comité contre la guerre et le fascisme ».

Dans le compte-rendu que le commissaire de police, chef de la sûreté, fait au commissaire central de police de Perpignan, il indique, le 14 mai 1934, que dans la cour de l'Ancien Hôpital il y avait trois cent cinquante personnes pour ce rassemblement régional du Comité contre la guerre et le fascisme. Après l'intervention de Joseph Guisset, représentant le Comité Amsterdam-Pleyel, Joseph Rous, au nom du « cercle l'Avant-Garde », intervient pour rappeler les efforts faits par les Cercles « *pour éduquer les sans-partis* ». Puis il déclare que « *l'on ne peut pas être socialiste sans être révolutionnaire, ni révolutionnaire sans être marxiste* ». Pour Joseph Rous, « *Le fascisme est favorisé en France depuis vingt ans par une campagne abominable de la presse capitaliste que les divers gouvernements radicaux ont autorisée* ». Enfin, selon le commissaire, « *Mr Rous conclut en se déclarant partisan de l'unité d'action contre le fascisme et le capitalisme, pour battre le patronat* »[229]. Selon M. Cadé, « *la venue de Joseph Rous fut un événement,*

[229] ADPO. Rapport du 13 mai 1934. 31 W 177, dépôt du 13 septembre 1951 par le Cabinet du Préfet des Pyrénées Orientales.

le ton (...) *était à l'unité* »[230]. Il conviendrait d'ajouter à cette remarque, cependant, ce que le sous-préfet de Prades répond au préfet des Pyrénées Orientales lors d'une enquête du ministère de l'Intérieur sur l'unité d'action communiste et socialiste, le 20 décembre 1934.

Ayant fait un état des forces communistes et socialistes en présence dans la circonscription de Prades, le sous-préfet commente le fait qu'aucune unité d'action réelle ne se soit produite dans cette ville et explique que : « *Mr. Rous, Député de la Circonscription de Prades, a, depuis fort longtemps, et bien avant que les sphères dirigeantes des partis s'en soient occupées, créé une sorte de front commun dans l'arrondissement de Prades. A cet effet, il a organisé à Prades un cercle dit 'L'Avant-Garde', à Vernet-les-Bains un cercle dit 'Amicale de l'avenir', à Corneilla de Conflent, un cercle dit 'Cercle populaire'. Il a lancé un journal 'l'Avant-Garde' qui compte mille cinq cent abonnés environ* » ; puis il rappelle la non-orthodoxie politique de ces cercles par rapport aux Partis, mais en précise l'aspect « *embryon de Front Unique* », première étape sur le chemin de la « *fusion complète et permanente des éléments d'extrême gauche* »[231].

Cela est traduit par le préfet à l'intention du ministre de l'Intérieur par : « *L'animateur des organisations du P.S de cet arrondissement est Mr. Joseph Rous, député de la circonscription, créateur du journal 'l'Avant-Garde' qui compte mille cinq cent abonnés et autant de sympathisants à Prades* ». Puis il précise les activités du Front unique socialo-communiste. Elles sont de deux ordres selon lui : l'unité tactique électorale et surtout le Front unique antifasciste, l'unité ouvrière n'étant pas faite. Le préfet, à la lumière de ces indications, croit pouvoir conclure qu'« *il n'y a pas lieu d'envisager une extension du mouvement d'unité d'action dans le département* »[232].

---

230 Le Parti des campagnes rouges, op. cit., p. 180.
231 ADPO. Rapport du 20 décembre 1934. 31 W 177, dépôt du 13 septembre 1951 par le Cabinet du Préfet des Pyrénées Orientales.
232 ADPO. Rapport du Préfet des Pyrénées Orientales au Ministre de l'Intérieur du 28 décembre 1934. 31 W 177, dépôt du 13 septembre 1951 par le Cabinet du Préfet des Pyrénées Orientales.

Toujours à propos du fascisme, le numéro de juin 1934 de l'Avant-Garde fait le bilan du Rassemblement National Antifasciste du Cirque d'Hiver de mai 1934. R. C., signataire de l'article, écrit : « *Nous sommes partisans de la constitution à l'échelle nationale, de la base au sommet, d'organismes d'unité d'action, comprenant toutes les organisations ouvrières, dans la plus large démocratie intérieure* »[233].

Voici donc tracée à grands traits l'intervention de « l'Avant-Garde » face au fascisme montant et aux nécessaires ripostes ouvrières.

La part de Jean Rous dans cette lutte est difficile à discerner avec précision. Mais la concordance de quelques éléments peut nous mettre sur la voie ; Jean Rous annonce sa présence à la Salle Pleyel lors de la séance parisienne, de juin 1933, du Comité Amsterdam. Mme D. Gauthiez écrit, dans Un homme de l'ombre, à propos du mouvement que dirigent H. Barbusse et R. Rolland : « *Il* [Jean Rous] *se reconnaît dans l'orientation antifasciste du mouvement mais* (...) *le congrès parisien de la salle Pleyel lui semble trop pro-soviétique : il ne peut y prendre la parole* »[234]. D'autre part, cet article de l'Avant-Garde, sur lequel nous allons revenir, fait référence au trotskysme, à St Denis, rappelle les incidents de la réunion de la salle Pleyel et semble donc être rédigé par un « initié », comme l'écrit Y. Craipeau à propos des militants qui adhèrent à la Ligue communiste[235]. Enfin, Salomon Ketz, dans la biographie qu'il a établie de nombreux militants du mouvement ouvrier en annexe de sa maîtrise d'Histoire, précise que Jean Rous, qu'il a interviewé, lui a confirmé avoir été délégué par l'Avant-Garde aux réunions du Comité Amsterdam-Pleyel à Paris[236].

---

233 L'Avant-Garde, n° 37, juin 1934.
234 Un homme de l'ombre, op. cit., p. 25.
235 Yvan Craipeau, dans une lettre non datée en réponse à notre questionnaire en date du 20 avril 1990.
236 Ketz S., De la naissance du groupe bolchevik-léniniste à la crise de la section française de la Ligue Communiste internationaliste 1934-1936, Mémoire de Maîtrise, Paris I, 1974. Archives du Centre d'Etude et de Recherche sur le Mouvement Trotskyste Révolutionnaire International (CERMTRI).

Mais revenons sur cet article. L'auteur y montre l'accord de l'Avant-Garde avec « *les positions défendues par la LC* [« trotskyste »], *celles de Doriot et du rayon de Saint Denis* ». Mais, ces positions unitaires se heurtent à deux fractions : d'une part, celle des chefs socialistes qui sont « *hostiles à toute action pouvant se superposer à celle de leur parti* » ; d'autre part, elles se trouvent en désaccord avec la politique du Comité central du PC qui qualifie « *toute tentative de Front Unique d'organisation à organisation de déviation 'social-démocrate' , opportuniste et 'trotskyste'* » et propose de « *réaliser partout le Front unique de lutte à la base en vue d'entraîner les ouvriers socialistes à la lutte révolutionnaire* »[237]. L'auteur de l'article ajoute qu'on pouvait « *craindre la même chose du congrès du Cirque d'Hiver que de Amsterdam-Pleyel* [tabassage de la Ligue Communiste] ». Il continue en rappelant que Thorez a critiqué Doriot, mais, ajoute-t-il, « *Doriot a pu parler, les petites organisations ont été évincées 'faute de temps', mais lecture a été faite en fin de congrès de motions de ces camarades* ». Enfin, avant de conclure, R.C. rappelle la promesse qui a été faite, que le discours de « l'Avant-Garde » bien que n'ayant pu être prononcé sera inséré dans Front-Mondial. « *La conclusion du congrès, c'est donc qu'il faut traduire en actes précis les décisions prises concernant la nécessité d'unifier le mouvement d'unité d'action et d'orienter vers le front unique les organisations* »[238].

3. Le problème andorran :

---

[237] Résolution du comité central du Parti communiste, « Pour l'unité d'action antifasciste », 14-15 mars 1932, Les Cahiers du bolchevisme, 1er avril 1932.
[238] Rappelons que ce numéro de L'Avant-Garde se trouve, avec trois autres seulement, dans un classeur personnel de Jean Rous, aujourd'hui coté 96 J 126 aux ADPO. Ce pourrait être une indication supplémentaire de l'importance pour Jean Rous de ce numéro et peut-être du fait qu'il y ait écrit un article, bien que aucun ne soit signé.

La troisième grande campagne menée par « l'Avant-Garde » rejoint deux aspects de la vie de Jean Rous. D'une part, le catalanisme, dont nous avons parlé précédemment ; d'autre part, la lutte, contre une forme de colonialisme et d'impérialisme, que nous avons aussi évoquée à propos de son oncle Emile, et que nous retrouvons dans une période ultérieure de la vie de Jean Rous. Ces deux aspects forment les axes de la réflexion de Jean Rous sur le problème andorran.

Dans Renaissance et mission de la catalanité, Jean Rous écrit : « *L'Avant-Garde n'avait pas seulement l'originalité d'être un foyer d'unité dans la division ouvrière générale, elle fut amenée à s'occuper du problème catalan, notamment à propos de l'Andorre dont nous défendîmes la catalanité* »[239].

Un article de l'Avant-Garde permet à Jean Rous de débuter dans le journalisme. En effet, militant de ce groupe et de la SFIO, Jean Rous est appelé, à la suite du numéro spécial du journal, à rédiger une enquête sur l'Andorre et ce qui s'y passe par Rosenfeld, rédacteur en chef du Populaire, adjoint de Blum à la SFIO.

Le numéro 20 de l'Avant-Garde, daté du 15 novembre 1932, propose une « contre-enquête en Andorre »[240]. Pour les deux enquêteurs envoyés sur place, il s'agit de réfuter les affirmations contenues dans les deux pages rédigées par Théo Ripoull pour Le Roussillon du 15 octobre 1932. Le Roussillon est un journal royaliste, hebdomadaire à ce moment-là. J. Larrieu précise qu'il conserve, en 1932, quelques fidèles en Conflent et en Cerdagne, mais que son fief est la Salanque[241]. Ce journal se voit reprocher par l'Avant-Garde d'avoir publié un article tendancieux[242]. Sans relever toutes les « *âneries qui*

---

[239] op. cit., p. 20.
[240] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 126.
[241] Larrieu Jean, « Le Roussillon », organe royaliste nord-catalan et les guerres civiles espagnoles 1870-1939, Les Français et la guerre d'Espagne. Centre de Recherche sur les Problèmes de la Frontière, Université de Perpignan, 1990, p. 116.
[242] Cet article est lui-même une réponse à une campagne qui s'était développée en Andorre dès 1928 ainsi qu'en témoignent les documents et coupures de presse conservés à la Délé-

ne valent par la peine d'être relevées », ni suivre le plan choisi par T. Ripoull, l'Avant-Garde examine quatre thèmes soulevés par Le Roussillon.

Deux, cependant, sont essentiels pour dénoncer ce que veut la France, et que le journal l'Avant-Garde combat : le renforcement de l'influence française sur l'Andorre. Avant de relever ces deux points essentiels, l'Avant-Garde répond à deux « *idioties* » :

- d'une part, il n'y a pas volonté à Barcelone de quelques indépendantistes catalans d'annexer l'Andorre et ... la Catalogne française, contrairement à ce que « *l'inépuisable imagination de Mr. Ripoull a découvert* » ;
- d'autre part, le prétendument pro-français Dr. Necqui, ardent défenseur de la France selon M. Ripoull est en fait partisan de la réorganisation du parti épiscopal (pro-évêque de Urgell) et donc « *peu favorable aux bons rapports de l'Andorre avec la France* ».

Venons-en maintenant aux deux problèmes essentiels. Ces deux problèmes ont trait au viol de la souveraineté de l'Andorre définie par les « Pariatges » de 1278, délimitant la souveraineté de l'Andorre et des deux coprinces.

Tout d'abord, et c'est le problème le plus simple à résoudre, en raison de la création d'un corps de police de six hommes et un chef, pour répondre à la demande de la société concessionnaire de la route qui relie l'Andorre à

---

gation pour l'Andorre de Perpignan. Un épais classeur renvoie, note préfectorale à l'appui, les débuts de l'affaire au 15 octobre 1928 lorsqu'un tract intitulé : « Andorrà, t'han suicidad! » et traduit : « Andorran, on t'a assassiné ! » est « *répandu à profusion* » selon les termes du préfet. Ce document s'élève contre la concession à un certain M. Quitero, prête-nom d'un certain Mateu. Cette concession ruinerait, selon le signataire du tract, toute l'agriculture andorrane.
Ce n'est qu'en janvier 1932 que T. Ripoull « *découvre l'Andorre* ». Il publie alors deux articles, les 16 et 23 janvier 1932, s'élevant contre le « *républicanisme* » de nombreux andorrans et l'absence de réaction tant de l'évêque d'Urgell que du représentant français, le préfet Taviani. C'est ainsi que l'affaire d'Andorre démarre. Il faut enfin noter que la « décou-verte » de l'Andorre intervient après que la monarchie espagnole est tombée, remplacée par la République.
En juillet 1932, Le Populaire, organe de la SFIO, publie les 19 et 20 de ce mois, des articles sur l'Andorre montrant que « *le Moyen-Age est à notre porte* ».

la France, les Andorrans ont fait appel à un instructeur français car les armes fournies étaient françaises.

Le gouvernement français envoya un gendarme de la brigade de Metz. Ce dernier arriva le 16 mai 1932. L'instruction terminée au bout de quelques semaines, au lieu de rentrer chez lui l'instructeur reste. Et Théo Ripoull de souhaiter qu'il demeure en Andorre et même qu'il commande ; il écrit : « *Et l'on peut voir ce spectacle burlesque d'un monsieur, en veston et chapeau nous apprenant le maniement des armes et faisant la théorie à ses recrues qui, elles, sont en tenue militaire ! ... On voudrait humilier la France qu'on ne s'y prendrait pas autrement... Il faut que l'ordre soit donné sans retard au gendarme instructeur de revêtir son uniforme et de commander en maître...* ». Il faut dire qu'il lui était interdit de porter son uniforme français. L'Avant-Garde brocarde cette envolée : « *Voyez vous un gendarme soigneusement botté et ganté commandant en maître dans un pays où la paix n'est pas une illusion et où il n'y a point d'armée* ». Les rédacteurs, sarcastiques, ajoutent : « *Ne fut-ce qu'à titre d'économies, la France doit rappeler immédiatement ce prétentieux qui, outre son traitement, doit bénéficier sans doute d'une importante indemnité de déplacement* ». Le gendarme ne sera rappelé que plus tard malgré les nombreuses plaintes du Conseil général des Vallées, véritable gouvernement andorran.

Le second grave problème est plus ancien et révèle, selon l'Avant-Garde, une volonté française de domination sur l'Andorre.

Le 9 juin 1931 la France a nommé un viguier adjoint en Andorre. Or cela est en contradiction avec le livre des Vallées, aucun texte n'y autorisant la nomination d'un viguier adjoint par l'un des co-princes.

Cela est d'autant plus évident que le problème s'était posé en 1884, lorsque l'évêque d'Urgell avait nommé un second viguier ; M. B. Vigo, viguier français, avait protesté le 26 février 1884 dans une lettre où il notait « *qu'une pareille nomination était illégale parce que chacun des co-princes ne peut nommer plus d'un Viguier* ». « *Le gouvernement actuel*, ajoute l'Avant-Garde,

n'est pas responsable de la nomination du viguier actuel, mais en le maintenant il serait complice de la nomination ». L'Avant-Garde exige donc, comme le conseil des Vallées l'avait fait dans une délibération du 26 septembre 1932, « *le rappel du viguier adjoint, qui*, ajoute le journal*, au moment où le gouvernement cherche à réduire ses dépenses, coûte annuellement au budget cinquante mille francs* »[243]. De plus, le viguier-adjoint, M. Carbonneil n'a pas été autorisé par le Conseil des Vallées à prêter serment, il n'est donc pas investi de sa mission. L'Avant-Garde ajoute un curriculum vitae de ce personnage, « *Camelot du Roy*, *ex-officier de marine, qui ne connaît qu'une seule façon d'administrer : avec un uniforme et une matraque* »[244].

Quelques jours avant que l'Avant-Garde ne réponde à T. Ripoull, déjà en Andorre un groupe d'Andorrans s'était élevé contre les allégations du journaliste royaliste. Cette lettre, publiée par le journal La Vérité Républicaine[245] du 5 novembre 1932, s'insurge contre les allégations du Roussillon et demande que le préfet des Pyrénées Orientales « *fasse fracasser ces intentions* »[246]. Toute cette lettre semble être une traduction mot à mot du catalan ; ce fait explique l'emploi du terme « fracasser » pour « échouer ».

Les journaux L'Oeuvre du 14 novembre 1932 et Le Canard enchaîné du 16 novembre 1932 soulevèrent dans la presse nationale le problème[247].

Une grande partie de la presse s'est emparée de l'affaire, comme le rapporte l'Avant-Garde du 16 janvier 1933. Un encadré en page 1 précise : *« La campagne par nous menée contre l'illégale nomination de Mr Carbonneil, en qualité de Viguier adjoint d'Andorre a soulevé toute la presse. Tour à tour 'Le Carnet de la Semaine', 'Paris-Soir', 'L'œuvre', 'L'Etincelle socialiste',*

---

243 L'Avant-Garde, n° 20 du 15 novembre 1932.
244 idem, n° 22 du 16 janvier 1933.
245 « Organe démocratique et social des Pyrénées Orientales ». ADPO, PER 835.
246 Comme le note l'en-tête de cette « *lettre d'Andorre* » due à la rédaction de l'hebdomadaire, ce document est publié « *à titre purement documentaire* » et « *tout en respectant la forme et l'orthographe* ».

247 Archives de la Délégation pour l'Andorre.

'Le Nouveau Forum', 'Le Petit Méridional', 'La Vérité', etc... ont commenté et reproduit les principaux passages de notre contre-enquête. Il ne reste plus, aujourd'hui, pour défendre Mr. Carbonneil que le journal royaliste 'Le Roussillon' et Mr Taviani, Préfet républicain des Pyrénées Orientales ».

Cet article ne fait pas allusion à ce dont Jean Rous parle dans Renaissance et mission de la catalanité. Pour Jean Rous, en effet, d'autres journaux s'intéressèrent à l'Andorre. Le Populaire, organe de la SFIO, nous l'avons vu, demanda à Jean Rous d'enquêter. Ce fut aussi le cas de l'Humanité dont un des responsables, G. Peri, demanda sa documentation à Jean Rous et rédigea un article proche de celui de l'Avant-Garde, seule la conclusion différait puisque cet article appelait à créer « *des soviets en Andorre* »[248].

Mais revenons à l'Andorre. Jean Rous précise qu'il est l'auteur de la contre-enquête[249]. Cependant, sous ce problème de souveraineté andorrane se cache une volonté sournoise de dominer l'Andorre aussi de façon économique, c'est en tout cas ce que Jean Rous sous-entend quand il écrit : « *Un homme qu'on soupçonnait d'être imposé par une société financière qui entendait coloniser l'Andorre* »[250]. Or on retrouve cela dans un article de l'Illustration, daté du 12 août 1933. Sur trois pages l'auteur de cet article, signé A. C., décrit l'Andorre, ses institutions et l'importance prise par la « FHASA », Force Hydraulique Andorrane Société Anonyme, société concessionnaire franco-espagnole chargée d'exploiter les ressources hydrauliques. Cette société a construit un chemin carrossable d'Andorre-la-Vieille à Canillo, a utilisé la force hydraulique de l'Andorre comme source d'énergie électrique. Elle se réserve la prospection des gisements miniers. Elle verse des indemnités au Conseil des Vallées. « *Cependant*, ajoute l'Illustration, *en 1931, il fallut introduire la police car des désordres se produisirent parmi les ouvriers recrutés par la FHASA*. ». Peu avant la rédaction de l'article, des incidents importants

[248] Renaissance..., op. cit., p. 20-21, confirmé par les archives de la Délégation pour l'Andorre.
[249] Idem, p. 21.

ont déstabilisé l'organisation politique andorrane. Le 28 juillet 1933, les deux co-princes dissolvent le Conseil général des Vallées et modifient le système électoral. Le viguier français, M. Salamans minimise l'agitation « *qui règne dans les clans politiques sans d'ailleurs atteindre les couches profondes du peuple andorran* ». Le parti francophile, partisan du statu-quo, s'oppose au Parti Catalan et au Parti Nationaliste-Socialiste ; les deux, selon le journal l'Illustration, souhaitent la proclamation d'une république indépendante. L'article signé A. C. est conclu par une citation de M. Combarnous, spécialiste de l'Andorre selon le journal, qui affirme que « *la majorité des Andorrans ne sont pas atteints de ces fièvres* » et que « *les transformations violentes ne font pas nécessairement le bonheur des plus grands états* »[251].

Une grande partie de la presse nationale s'est engagée dans la polémique. Paris-Soir dévoile la faute franco-espagnole : « *Nos voisins Français et Espagnols en ont fait* [de la politique] *pour nous. Ils ont pris position pour des gens qui ne demandaient qu'à vivre tranquillement et ils les ont mués en intransigeants* », fait-il dire à un Andorran en décembre 1932. L'Indépendant interviewe Joseph Rous. Le Populaire publie la série d'articles signés Jean Rous qui, en fait, précise la contre-enquête faite pour l'Avant-Garde et conclut le 21 août 1933 : « *Si les travailleurs français le veulent, ils peuvent, en utilisant habilement les représentations départementales (Conseil Général des Pyrénées Orientales), et nationale (Parlement) combattre l'impérialisme français sur son propre terrain* » et ajoute : « *L'Andorre doit être placée désormais sous la protection du prolétariat français et tout particulièrement catalan français. Elle ne pourra vivre libre et heureuse que quand ce prolétariat sera au pouvoir* ».

Précisons que sous ces lignes, le Populaire annonce que le Conseil Général des Vallées a été destitué et que l'arrivée de cinquante gendarmes français le 20 août « *a produit quelques émotions, mais aucun trouble* ». Le 23 août 1933, l'Indépendant fait état de l'appel à la SDN lancé par les syn-

[250] Idem.

dics andorrans destitués. Le 27 août, les ouvriers espagnols de la FHASA se mettent en grève. Joseph Rous adresse au ministre de l'Intérieur une dépêche regrettant l'envoi de gendarmes et craignant que cela fausse les résultats des élections. Il fait retomber la faute sur les viguiers français qui ont abusé le ministère. Le 27 août encore, paraît un numéro spécial de l'Avant-Garde, numéro gratuit, qui annonce la décision du journal de constituer un « *comité français des amis de l'Andorre* ». Un appel signé Michel Boix et Jean Rous se termine par : « *Vive l'Andorre libre et vive la France des républicains et des travailleurs fraternellement unis !* ». Ce ne semble pas être du goût du commissaire central des Pyrénées Orientales qui écrit le 28 août 1933 au préfet : « *Malgré les minutieuses investigations pratiquées à Perpignan, par le service de sûreté, il n'a pas été possible de se procurer un exemplaire du journal 'l'Avant-Garde' de la semaine dernière. Ci-joint, un article de Mr le Député Rous qui doit paraître dans 'l'Avant-Garde' de cette semaine et qui sera également diffusé par d'autres journaux locaux* »[252]. Cet « article » est en fait un manifeste « pour la défense du peuple andorran », co-signé Michel Boix et Jean Rous, qui paraîtra certes dans la presse locale (l'Indépendant, la République des Pyrénées Orientales), mais aussi nationale avec le Populaire, le Petit Méridional et la Vérité. Ces articles paraissent entre le 6 et le 10 septembre 1933.

On pourrait ajouter à cela que, bien sûr, la presse catalane a suivi la situation mais aussi la presse espagnole. Le plus étonnant est de retrouver un article dans la presse suisse germanique. Le 1er septembre, en effet, le National Zeiturg Abendblatt de Bâle publie un article intitulé « Image d'Andorre » qui présente la situation comme « *une tempête dans un verre d'eau* »[253]. Cet intérêt pour l'Andorre manifesté ainsi dans ce journal pourrait s'expliquer par les ressemblances entre les deux pays et en particulier leur commune petite taille face aux prétentions de leurs grand voisins. Cet aspect de la question est d'ailleurs présent en conclusion de l'article.

---

[251] L'Illustration, n° 4719, 12 août 1933, p. 493 à 495, collection de l'auteur.
[252] Délégation pour l'Andorre. Dossier 1931-1933.
[253] idem.

Avant de conclure cette partie, il convient de noter que l'Avant-Garde de Prades revient sur cette affaire dans son numéro 40 daté de septembre 1934. Le rédacteur de l'article précise qu'un « *Journal démocratique d'Andorre, 'El 29 de Juliol'*, *lance un appel pour demander l'aide de la Société des Nations* » et ajoute en post-scriptum : « *Notons que malgré ses promesses le gouvernement français n'a pas encore rappelé le gendarme Larrieu, factotum du Viguier* »[254].

Au travers de ces trois thèmes développés par l'Avant-Garde et dont Jean Rous est partie prenante, on peut discerner par rapport aux premiers numéros, électoralistes et donc mollement unitaires, une évolution du journal.

Il faut alors se demander si Jean Rous lui-même évolue et si ses activités politiques parisiennes sont en rapport avec cette évolution.

L'appel pour le peuple andorran publié par la Vérité, organe trotskyste, est peut-être une indication sur l'évolution politique personnelle de Jean Rous, telle que nous allons la voir se dessiner à Paris entre 1932 et 1934.

3. Des témoignages sur l'évolution politique de Jean Rous :

1. Quelques souvenirs :

Il paraît difficile d'être précis sur ce point. Toutes les personnes interrogées, ainsi que les documents, apportent des réponses parfois opposées souvent peu précises.

---

[254] L'Avant-Garde, septembre 1934. Cet article rappelle la condamnation de « la démocratie bourgeoise française coupable d'impérialisme et d'oppression du peuple andorran ». Par ailleurs, le titre de « El 29 de juliol » fait référence à la date de la réunion du Conseil des Vallées convoquée par les représentants français et celui de l'évêque de la Seu d'Urgell. Ce jour-là, les Andorrans et leurs syndics refusèrent de suivre les décisions du nouveau Conseil désigné par les co-princes et exigèrent la tenue d'élections libres.

Pour Léo Figuères, Jean Rous est trotskyste depuis 1932. Dans l'ouvrage qu'il a écrit sur sa jeunesse, il note à propos des élections de 1932 et de Jean Rous : « *déjà trotskiste à l'époque* »[255]. La lettre qu'il nous a écrite confirme cette opinion puisqu'il précise à propos du député Joseph Rous : « *Jean Rous, son neveu, qui était sans doute étudiant à l'époque, prenait part à cette campagne lorsqu'il venait à Prades. Je pense, cependant, qu'il devait avoir, dans ce moment, des relations avec l'entourage de Trotsky qui séjourna quelque temps en France* »[256].

Rodolphe Prager, dans la biographie qu'il a écrite pour le Maitron sur Jean Rous, précise : « *lecteur de 'La Vérité', organe de la Ligue Communiste, il adhéra à cette organisation au printemps 1934* »[257].

Jean Olibo se rappelle avoir vu Jean Rous à Perpignan et précise : « *Il était mal vu à Perpignan du côté communiste, il était un 'traître'. C'était en 33 ou 34. Il était déjà chez Léon Trotsky !* »[258].

Les autres personnes rencontrées n'ont pas de souvenirs de la période pendant laquelle il entre en contact avec les trotskystes.

Jean Rous ne dit rien non plus. Simplement interrogé par S. Ketz pour son mémoire, Jean Rous lui précise qu'il lit la Vérité dès 1933[259]. Par ailleurs, Jean Rous lui-même dans une lettre à Alfonso Leonetti, écrit : « *Je me souviens que je suis passé en 1934 de la gauche socialiste au trotskysme parce que j'avais lu les articles de Trotsky sur le front unique en Allemagne et la défense des libertés démocratiques* »[260]. Ce qu'il précise ainsi dans « Notes d'un militant » parlant de Trotsky : « *Nous lisions passionnément tout ce que l'ancien compagnon de Lénine, de sa retraite, écrivait sur la nécessité*

---

255 Jeunesse militante, op. cit. p. 22.
256 Lettre datée du 10 septembre 1990.
257 Rodolphe Prager a bien voulu nous faire parvenir l'essentiel de sa notice biographique concernant Jean Rous réalisée à partir d'une interview de celui-ci en date du 18 mai 1984.
258 Entretien du 28 février 1990.
259 Ketz S., op. cit., notices biographiques p. 30.
260 Lettre de Jean Rous à A. Leonetti, datée du 30 août 1970, envoyée de Casteil : archives Pierre Broué.

du front unique véritable. Les écrits de l'époque: 'La seule voie', 'Et maintenant' resteront des classiques »[261].

2. La presse nous aide-t-elle ? :

En effet, La Vérité, alors organe de l'opposition de gauche internationale, publie une correspondance pleine d'intérêt dans sa livraison du 15 juillet 1932. A la rubrique « l'Opposition de Gauche en montée », un article précise que l'opposition de gauche s'enracine dans toutes les régions et fait état de nombreuses lettres reçues par le journal mais que celui-ci, faute de place, ne peut commenter. Il reproduit, en particulier, une lettre, écrite par un socialiste de gauche qui donne son avis, après avoir lu « Et maintenant ». Cette lettre, non signée, est datée du premier juillet 1932 et vient de Perpignan. Nous reviendrons sur la teneur de ce texte, qui ne peut être attribué avec certitude à Jean Rous. Cependant, les militants trotskystes interrogés n'ont aucun souvenir d'un autre sympathisant perpignanais[262].

Par ailleurs, la vente de La Vérité est presque exclusivement parisienne et lilloise ; on trouve quelques abonnés épars durant cette période. Un dernier élément milite en faveur de l'hypothèse selon laquelle il s'agit de Jean Rous : le texte de Troksky, « Et Maintenant » est paru intégralement aux Editions Rieder le 15 Avril 1932, le journal La Vérité publiant pour sa part des « morceaux choisis » à la même époque. Or, selon les divers témoignages reçus, ces deux publications étaient difficiles, sinon impossibles à trouver à Perpignan. Il s'agit donc de quelqu'un qui habite une partie de son temps ailleurs. Cette personne fait partie de la Gauche Socialiste, se bat pour l'Unité... Cela ressemble fort à Jean Rous.

---

[261] « Notes d'un militant », n° spécial de la revue Esprit, p. 793.

[262] A. Le Dem nous a écrit pour nous préciser qu'une personne rencontrée en 1935 et originaire de Banyuls-sur-mer sympathisait avec la Ligue. Mais ce contact « a été perdu » par la Ligue. Lettre du 3 septembre 1990.

Revenons maintenant à cette lettre et à son contenu. L'auteur fait état, tout d'abord, de sa déception devant Trotsky qui « *est resté aussi sectaire que les communistes staliniens* ». Pour l'auteur de cette critique, K. Kautski, dont il vient de lire Communisme et Social-Démocratie, reflète plus la parole « *marxiste qui déclare : 'prolétaires de tous les pays' et,* ajoute l'auteur de la lettre, *j'imagine bien dans chaque pays, 'unissez-vous'* ». Or, pour Staline ou Trotsky, il n'est point de salut hors du parti, on n'est alors que contre-révolutionnaire. Irritée, la lettre ajoute : « *Je m'élève contre cette formule et je veux rester fidèle à l'unité prolétarienne qui doit englober toutes les tendances sans jeter le discrédit sur les uns et les autres* ». Puis l'auteur ajoute, dans un style qui n'est pas sans rappeler les formulations de Jean Rous dans l'Avant-Garde, : « *Mon sentiment : tout ce qui unit le prolétariat est révolutionnaire, tout ce qui le divise est réactionnaire* ». Il précise, enfin, que c'est au sein du Parti socialiste que se trouve « *le plus gros morceau d'unité* ». « *Notre place est donc là pour oeuvrer à la reconstitution de l'unité totale et maintenir le prolétariat dans sa tradition révolutionnaire* ».

A son lecteur critique La Vérité rétorque par les questions : « *De quelle unité s'agit-il ? l'union sacrée ?* ». La réponse que propose le journal est cinglante et rappelle que les « trotskystes » préconisaient la scission de Tours et l'approuvent toujours.

Cet échange entre le journal La Vérité et son lecteur perpignanais, donne en partie raison à Léo Figuères, puisque dans ce cas Jean Rous connaîtrait les trotskystes. Mais, parallèlement, cela montre son désaccord avec eux et, donc, apporte un démenti à Léo Figuères en excluant que Jean Rous ait été membre dès cette période d'une organisation trotskyste. On retrouvera ce désaccord à propos du congrès d'Amsterdam d'août 1933. La Vérité titre : « A Amsterdam, le centrisme fait un bloc avec le pacifisme et le nationalisme bourgeois sur la question de la guerre » et ajoute : « *Camarades du*

parti, repoussez le manifeste de confusion adopté par le congrès d'Amsterdam »[263].

La seconde « rencontre », datable, se situe en Juin 1933. Jean Rous dit être délégué au congrès de la salle Pleyel à Paris. Il y croise les militants de la Ligue communiste qui se font expulser[264]. Le journal La Vérité de juin 1934 publie un article intitulé « En avant l'Avant-Garde ! », sur lequel nous reviendrons, mais dont on peut extraire la phrase suivante, confirmant la rencontre : « *On se souvient que, au moment de Pleyel et du congrès National des Jeunes, nos camarades avaient formulé des critiques sur l'absence de démocratie*, (...) *nous nous étions, à cette époque, félicité de la communauté de vue sur la question de l'Unité' avec nos camarades* »[265]. Ces quelques lignes autorisent à penser qu'en juin 33 les relations sont assez avancées entre la Ligue communiste et Jean Rous. Mais il reste encore des problèmes.

Ainsi La Vérité du 27 octobre 1933 publie « la lettre d'un camarade des Pyrénées Orientales » qui signe J. R. ; celui-ci relève que : « *les militants* [de l'Avant-Garde ouvrière et paysanne] *sont satisfaits de la critique juste que vous faites du stalinisme et de la social-démocratie* » mais, ajoute J. R. : « *Je me permets de vous donner ces indications* (...) *pour vous demander de résister à certains éléments 'staliniens malgré tout' qui se trouvent dans vos rangs*. » et de préciser alors sa pensée que l'on peut rapprocher de la première lettre, celle d'un perpignanais à propos de « Et Maintenant ». Il écrit : « *L'erreur de certains de vos amis est de vouloir, ou paraître vouloir, constituer un parti sur la plate forme 'trotskyste' alors qu'il convient simplement de revenir aux principes généraux de l'Internationale Communiste d'avant 1924 et de faire appel à tous ceux qui acceptent le marxisme comme doctrine,*

263 La Vérité, 5 sept. 1933, p. 1.
264 La Vérité, 9 juin 1933.
265 idem, n° 209, 6 juin 1934.

quitte à constituer une tendance au sein de ce nouveau parti, à démocratie interne très large bien entendu »[266].

Ce texte n'est peut être pas sans résonance avec le débat qui secoue la Ligue communiste internationaliste et sa section française, la Ligue communiste. Une tentative de regroupement international a pu être mise en place avec des organisations membres ni de la IIème, ni de la IIIème Internationale. Pour les trotskystes, il pouvait s'agir de l'embryon d'une nouvelle Internationale. Pour eux, en effet, la victoire d'Hitler et le refus de l'Internationale Communiste d'en tirer un bilan critique pour elle-même et pour son action avait condamné l'IC... Il fallait donc construire une nouvelle internationale et non plus réformer la troisième. Une fois le tournant vers la IVème internationale accepté, l'alliance avec des organisations social-démocrates est refusée par nombre de militants qui parlent « *de manoeuvres sans principe, de combinaisons au sommet, d'orientation en direction de la social-démocratie* »[267].

Trotsky résume le débat dans la section française par : « *En avant vers une vaste arène, celle de la IVème Internationale, ou en arrière, vers les petits cercles cuisant dans leur jus* »[268].

Mais le texte de J. R. est peut-être aussi en rapport avec le combat victorieux qu'a mené la Bataille Socialiste, tendance gauche de la SFIO, contre les « néos ».

On voit donc que Jean Rous « suit » probablement ces débats essentiels pour les trotskystes. Auparavant, le début de la lettre les félicitait pour « *leur attitude 'intelligente' en présence de la Gauche socialiste* » et demandait à ces camarades de « *persévérer dans cette voie qui est la seule vraiment marxiste, de Front Unique d'organisation avec la Social-démocratie* ».

---

[266] idem, n° 177, 27 octobre 1933.
[267] Broué Pierre, Trotsky, Paris, Fayard, 1988, p. 786.
[268] Article signé G. Gourov, pseudonyme de Trotsky, 18 septembre 1933. Oeuvres, Paris, Institut Léon Trotsky / Etudes et documents internationaux, tome 2, 1978, p. 210.

Peu avant ce texte du 27 octobre 1933, on peut relever dans La Vérité l'article dont nous avons parlé plus haut. Il s'agit de l'appel lancé par l'Avant-garde « Pour la défense du peuple andorran ». Cet appel est signé Michel Boix et Jean Rous et paraît dans le numéro 171 de La Vérité du 8 septembre 1933 en page quatre.

Les deux textes auxquels nous venons de faire allusion (la lettre au journal La Vérité du 15 juillet 1932 et celle signée J. R. du 27 octobre 1933 au même journal) développent, en définitive, une analyse politique assez proche :

- il y a attachement à la social-démocratie, pour le moins au cadre ouvert qu'elle représente,
- attachement aussi à l'unité prolétarienne,
- rejet du stalinisme sectaire parce qu'il refuse toute alliance avec la social-démocratie,
- affirmation que la place des révolutionnaires est dans le Parti socialiste ; « *à l'intérieur de celui-ci, les révolutionnaires doivent militer dans le sens qu'ils désirent* », dit le premier texte. Le second appelle à « *un nouveau parti à démocratie interne très large* », dans lequel les « *trotskystes peuvent constituer une tendance* ».

Ces deux textes semblent affirmer une identité globale de vue. Mais si on peut les attribuer à une seule et même personne, ils marquent pourtant une évolution nette puisque le premier critique le sectarisme de Trotsky et des militants qui le suivent, tandis que le second se satisfait des critiques faites par La Vérité et ajoute : « *Je sais que vous tenez compte de l'opinion de vos lecteurs* ». Ce second courrier envoyé à La Vérité montre un militant proche de la Ligue communiste même s'il n'est pas encore adhérent.

Le dernier point qu'il nous faut relever, avant de passer à la période de l'adhésion et du militantisme chez « les trotskystes », concerne quelques articles de journaux que Jean Rous conservait dans ses documents personnels. La liste des journaux entiers ou des coupures de presse datées est

longue, nous ne nous attacherons qu'à ceux qui sont datés de notre période. Ils sont au nombre de huit.

- Le premier, nous en avons déjà parlé, est un article de Jaurès datant de 1909 et extrait du Midi Socialiste.
- Puis on trouve cinq numéros de L'Avant-Garde. Le numéro 20 concerne la contre-enquête en Andorre ; un numéro 22 rappelle le combat pour l'unité ouvrière et fait le bilan du mandat de député de Joseph Rous. Un numéro daté d'avril 1934 reprend l'idée du combat pour l'unité, tandis qu'un autre article signé Rouglas apporte un soutien critique à J. Doriot. Enfin le cinquième exemplaire de l'Avant-Garde est le numéro 37, de juin 1934 ; il prend le même titre que la presse trotskyste du moment (« A St Denis ! ») pour appeler Jacques Doriot à faire alliance avec toutes les forces antifascistes sans exclusive.
- Les trois derniers documents sont des coupures de presse datant du second semestre de l'année 1933 ou du début de l'année 1934.

La première coupure est un extrait d'un article signé La Robertie ; il est intitulé « Léon XIII et la France », et daté du 20 juillet 1933.
Ce texte rend hommage au pape Léon XIII décédé trente ans auparavant le 21 juillet 1903. L'auteur fait alors référence au tome 1 des souvenirs de Charles Benoist, homme politique français et catholique fervent, dans lequel est retracée la genèse du ralliement de l'Eglise à la Troisième République. L'article se termine par une explication de Léon XIII sur son geste : « *Il faut que les conservateurs s'unissent aux républicains modérés et que tous ensemble fassent front aux radicaux. C'est là le but. Sinon les uns et les autres seront mangés* ». L'Eglise était en effet inquiète de l'évolution laïque du gouvernement français.

La seconde coupure date d'octobre 1933 et n'est pas signée ou plutôt la signature n'a pas été conservée; il s'agit d'un extrait de La Dépêche, Le Petit Toulousain daté du 20 octobre 1933. Cet article est intitulé « Chez Agamemnon » et constitue une description du « royaume d'Agamemnon » et des ruines de la Grèce antique. Il s'agit d'un hymne à l'antiquité grecque et à

la découverte de ces paysages et de ce qu'ils représentent pour notre civilisation.

Pourquoi avoir conservé ces deux articles ? Rien ne l'indique.

Autant un texte de J. Jaurès ou des numéros de L'Avant-Garde figurent à juste titre dans les archives personnelles de Jean Rous car ils correspondent à sa pensée et à son action (Jaurès « l'idole » et l'Avant-Garde pour la faire découvrir à ses amis parisiens), autant la conservation de ces deux articles est difficile à « décrypter ». Goût du voyage pour Agamemnon? Référence historique pour Léon XIII ? Ce sont des possibilités.

La dernière coupure est constituée de deux articles de Monde dont H. Barbusse est alors directeur. Ces deux textes sont intitulés, pour le recto : « Marxisme 1933 : prévision sur la crise et les lois économiques fondamentales » tandis que le verso est composé d'une lettre inédite de F. Engels.

L'ensemble de ces articles fait partie d'un groupe très fourni de journaux datés, mis à part ceux dont nous venons de parler, de 1936 et 1937[269].

[269] L'ensemble de ces documents a été classé aux ADPO sous la cote 96 J 126. En ce qui concerne les cinq numéros de L'Avant-Garde, les grands thèmes de bataille du journal ont été développés supra.

Jean Rous est issu d'une famille « petite bourgeoise », mais qui offre la double particularité d'avoir engendré une lignée d'hommes politiquement engagés à gauche et néanmoins enracinée dans un pays, la Catalogne.

Parmi ces hommes émergent des figures formatrices marquantes : le grand-père Louis, maire radical-socialiste de Prades, image quasi paternelle pour l'enfant, l'oncle Louis, homme d'honneur proche du Parti communiste, et l'oncle Joseph, avocat et député SFIO. Jean Rous va grandir dans ce contexte familial caractérisé par la discrétion du père et de la mère et par les liens privilégiés, y compris sur le plan affectif, avec ses oncles et son grand-père paternel. Jean Rous se présente ainsi comme le relais d'une certaine logique familiale.

De ses études à Toulouse à sa formation d'avocat, en passant par son initiation social-démocrate Jean Rous s'inscrit comme l'héritier d'une famille.

Une autre figure masculine dont Rous dira plus tard qu'elle participa à son engagement pour la décolonisation est incarnée par l'oncle Emile, administrateur colonial, fonctionnaire exemplaire et néanmoins humaniste. Les futurs engagements de Jean Rous seront ainsi orientés vers la défense et la revendication du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, d'autant plus aisément que l'enfant a grandi en Catalogne et dans un milieu qui n'était pas insensible à cette dimension catalane. Cet ancrage familial constitue le fertile terreau des engagements à venir, qu'il ne restera plus à Jean Rous qu'à concrétiser et bonifier.

Il sera aidé en cela par une rencontre, pendant sa scolarité secondaire, qui le confirmera dans cette voie, la figure de Jaurès toujours très présente à Toulouse, qu'il n'hésite pas a posteriori à présenter comme un rendez-vous avec son destin.

Il aura très vite l'occasion de cultiver ces ferments dans une création personnelle, la fondation de « l'Avant-Garde », qui contient les germes de ses actions à venir : le combat pour l'unité ouvrière, la lutte contre le fascisme, la défense d'un peuple menacé de perdre le peu de souveraineté qu'il lui reste.

Dans ces conditions, la rencontre avec Trotsky sera un élément majeur de la maturation politique.

LIVRE II

De 1934 à 1945, LES ANNEES D'AFFIRMATION

Dans la période que nous allons aborder maintenant, Jean Rous va se trouver confronté à la nécessité de faire des choix alors que la poussée des fascismes en Europe durcit le contexte de ses années d'affirmation.

Sa rencontre avec L. Trotsky et l'immense impression que celui-ci laissera sur le jeune homme détermine son engagement dans le mouvement trotskyste. Pour autant Jean Rous ne se rallie pas au trotskysme sous le simple effet de l'ascendant d'un individu. S'il vient vers les organisations qui se revendiquent de L. Trotsky, il vient surtout vers le mouvement trotskyste parce que celui-ci représente la volonté unitaire, l'envie que cessent les sempiternelles disputes entre la SFIO et le PC dont les seuls bénéficiaires sont le pouvoir et le patronat et dont seuls les travailleurs subissent, comme en Allemagne ou en Autriche, les conséquences. On voit donc Jean Rous en parfaite harmonie avec ses débuts militants et la fondation de « l'Avant-Garde » de Prades.

Cependant, la question qui vient à l'esprit est alors : Pourquoi entrer dans une organisation minoritaire qui, de plus, est une troisième composante, ajoutant ainsi à la division ? Simplement l'orientation de Jean Rous s'est affinée parce qu' il a précisé sa position unitaire tandis que les trotskystes font, après 1934, la preuve de leur sérieux et de leur volonté pratique d'unité.

Son élection à la CAP de la SFIO, à la suite de la décision d'entrisme, se produit alors qu'il accompagne en juin 1935 « l'homme de la planète sans visa » vers un nouvel asile en Norvège. C'est en tant qu'envoyé de Trotsky que Rous sera largement impliqué dans la guerre d'Espagne. Son voyage de l'année 1936 ne lui permet pas de mener à bien sa mission, laquelle consistait à essayer de construire une organisation trotskyste en Espagne en prenant des contacts avec le POUM. Mais il lui fournit l'occasion de mesurer l'ampleur des dissensions du camp républicain, entre les communistes partisans de l'écrasement avant tout du camp franquiste et les révolutionnaires en lutte pour, parallèlement à la défaite des nationalistes, préparer les fondations d'un monde neuf. Les révolutionnaires eux-mêmes sont divisés.

Après l'échec de la révolution espagnole et l'ancrage des fascismes en Europe, Rous s'emploiera jusqu'à la deuxième guerre mondiale à tirer toutes les leçons de cette expérience. Sous le Front populaire, il essaiera de clarifier des positions et des mots d'ordre jugés insuffisants. Il participera à la fondation de la IVème Internationale et adhérera au PSOP.

Après le grand conflit de la guerre d'Espagne, Rous pendant la deuxième guerre mondiale devra se positionner et participera dans un premier temps à la fondation du Mouvement National Révolutionnaire, mouvement ambigu, ce qui lui vaudra d'une part d'être mis à l'index par certains de ses anciens amis trotskystes et d'autre part d'être arrêté, emprisonné et de passer en procès. Cette phase d'errement peut être attribuée aux incertitudes de la période. De plus, dans le cas de Rous s'ajouterait une perte de repères ainsi décrite par Y. Craipeau : « *Après la mort de Trotsky, Jean Rous avait perdu sa boussole... D'où l'extraordinaire dérive du MNR et de la Révolution Nationale* ».

Par la suite, il rejoindra à Lyon la Résistance dans les rangs de « Libérér-Fédérer » de Toulouse. Son activité légale durant ces années lyonnaises s'exerça auprès des Maisons des Jeunes en tant qu'avocat-conseil . Au travers des débats fondamentaux que suscita cette question de la Jeunesse, il put nourrir sa réflexion sur le fédéralisme et se fabriquer des armes pour les combats à venir.

CHAPITRE I

« TOUCHE PAR LA GRACE REVOLUTIONNAIRE... JE DEVINS TROTS-KYSTE»[1]:

Dans Un homme de l'ombre, Jean Rous écrit : « *Je suis entré chez les trotskystes au lendemain du 6 février 1934* »[2], sans donner de date plus précise. La Ligue communiste, quant à elle, ne garde pas dans ses archives de telles indications. Seule la mémoire de quelques militants, la presse et les bulletins intérieurs peuvent nous renseigner sur cette question. Dans le cas de Jean Rous, nous avons deux indices. Le premier n'apporte qu'une impression, le second est plus précis.

Le premier indice nous est fourni par un texte, publié par La Vérité dans son édition du 6 juin 1934. Ce texte a pour titre : « Pyrénées Orientales : En avant l'Avant-Garde ! »[3]. Cet article précise les positions de l'Avant-Garde, rappelle la communauté de vue entre les membres de ce groupe et les trotskystes à l'occasion de « Pleyel » ou du « Congrès national des Jeunes »[4]. Mais cet appel insiste surtout sur la nécessité de créer « *un parti qui impulse* [le] *mouvement d'unité d'action que souhaite l'Avant-Garde* ». Il conclut qu'il faut faire vivre ce groupe, se méfier de « *la tendance de certains SFIO* » à considérer l'Avant-Garde comme leur appartenant et enfin, garder le contact avec La Vérité qui souhaite par ailleurs que certains membres de l'Avant-Garde militent avec les trotskystes. La teneur de ce texte nous fait penser qu'il s'agit d'un appel lancé par Jean Rous, nouvel adhérent à la Ligue communiste, qui souhaite que certains de ses camarades

---

[1] Renaissance..., op. cit., p. 27.
[2] op. cit., p. 31.
[3] La Vérité, n° 209, 6 juin 1934, p. 2.
[4] Il s'agit du congrès national des Jeunesses socialistes, des 1er et 2 avril 1934, à Nîmes, au cours duquel plusieurs sections de la Seine avaient affirmé la faillite de l'Internationale de la jeunesse révolutionnaire. Cette motion obtint plus de 13% des mandats.

pradéens rejoignent son combat. Il semble que les débats internes au sein de l'Avant-Garde soient connus par le rédacteur de l'appel et que, pour lui, c'est le moment d'influer sur ces débats par une intervention extérieure. Cependant, comme le notent les témoins de l'époque, Jean Rous était peu présent à Prades[5], ce qui ne lui permet pas de compléter cette action par une intervention interne au sein même du groupe.

Le deuxième indice nous est fourni par ce même numéro de La Vérité qui annonce une souscription pour sauver le journal. La liste des souscripteurs mentionne le nom de « Clart », qui a donné 5 francs. Jean Rous, dont le pseudonyme dans la Ligue communiste restera « Clart » jusqu'en 1939, est donc militant en juin 1934[6].
Le numéro de La Vérité du 18 juin 1934 rapporte l'état d'avancement de la souscription ; on peut y lire que J. Clart, des Pyrénées Orientales, a, à nouveau, versé 5 francs.

Voilà donc Jean Rous « *chez les trotskystes* ». Quelles sont ses motivations au moment de l'adhésion ? Comment sera-t-il perçu et accueilli par les militants de la Ligue communiste ?

1. Trotsky est la réponse !

Pour Jean Rous, les trotskystes étaient *« les partisans les plus farouches de l'Alliance Ouvrière Antifasciste* »[7]. Il y a donc convergence de vue entre eux, il y eut aussi combats communs, à Pleyel, par exemple.

---

[5] Entretien avec Jean Olibo, 28/02/1990.
[6] A ce propos, on peut consulter le tome 16, p. 481 et sq., du Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français, s. d. J. Maitron, quatrième période : 1914-1939, tomes 16 à 43, Paris, Ed. Ouvrières, 1981-1993, mais aussi le Cahier Léon Trotsky, n° 1, publié par l'Institut Léon Trotsky, en janvier 1979, p. 57.
[7] « Notes d'un militant : vingt-cinq ans d'essais et de combats », Esprit , mai 1956, n ° spécial, p. 793.

Cependant Jean Rous écrit : « *Je me rendis compte que j'étais entré dans une secte* »[8]. Il est vrai que cette organisation, dont le nombre de militants est très réduit (ils sont une cinquantaine à Paris selon un secrétaire de Trotsky et cinq cents pour la Préfecture de police), vit jusqu'alors en cercle assez fermé. De plus, les débats internes sont empoisonnés par les relations personnelles exécrables entre Pierre Naville et Raymond Molinier.

Mais la convergence de deux faits va entraîner une évolution de la situation.

Tout d'abord, le 6 février 1934, qui a vu les ligues fascistes descendre dans la rue et menacer la République, voit aussi les trotskystes déborder d'ardeur militante et arracher des réunions communes avec les socialistes.

Leurs interventions, très applaudies, les montrent à la tête de la lutte contre le fascisme et pour l'unité. Par ailleurs, la ligne politique, développée par Trotsky et les militants qui le soutiennent, de redressement des Partis communistes et de l'Internationale communiste par l'Opposition de gauche a été abandonnée quelque temps après la victoire de Hitler, dont les trotskystes pensent qu'elle a été facilitée par la théorie du social-fascisme.

En effet, Trotsky peut écrire dans La tragédie du prolétariat allemand : « *Il y a un an et demi, nous déclarions que la clé de la situation se trouvait dans les mains du Parti communiste allemand. Aujourd'hui, la bureaucratie stalinienne a laissé échapper cette clé* »[9]. Deux jours avant, il écrivait à ses camarades du Secrétariat international de l'Opposition de gauche : « *Le stalinisme allemand est en train de s'effondrer, moins sous les coups des fascistes que par suite de sa propre décomposition interne. De même qu'un médecin n'abandonne pas son malade tant qu'il lui reste un souffle de vie, notre devoir était d'essayer de le réformer tant qu'en subsistait le moindre*

8 Idem.
9 Trotsky L., « La tragédie du prolétariat allemand. Les ouvriers allemands se relèveront, le stalinisme jamais ! », 14 mars 1933, Comment vaincre le stalinisme, Paris, éd. de la Passion, 1993, p. 215 à 223.

espoir. Mais ce serait criminel que de rester liés à un cadavre. Et le KPD[10] *n'est plus qu'un cadavre.* (...) *L'avant-garde des ouvriers allemands doit construire un nouveau parti.* (...) *L'écroulement du KPD diminue évidemment les chances de pouvoir régénérer l'IC* »[11].

L'ouverture du débat avec la social-démocratie est possible. Léon Trotsky a déjà expliqué à ses camarades en juin 1933 que : « *Les organisations socialistes indépendantes ou les fractions d'opposition de gauche à l'intérieur de la social-démocratie sont soit des organisations manifestement centristes, soit incluant des tendances ou des survivances centristes très fortes. Leur côté positif, c'est que, sous l'influence du choc historique qu'elles ont subi, elles se développent dans un sens révolutionnaire. Nous rapprocher sérieusement de ces organisations sur une base principielle claire signifierait un nouveau chapitre du développement de l'opposition de gauche et, de ce fait, de la renaissance du marxisme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier mondial* »[12]. Ce que Eugen Bauer, jeune dirigeant allemand de l'Opposition de gauche, complète en écrivant au Secrétariat international : « *Dans leur marche vers la gauche, les ouvriers réformistes se heurtent à la IIIème Internationale et à ses partis, qui n'ont pas leur confiance et ne la méritent pas. Devrons-nous donc poser à ces ouvriers la question de la réforme de ces partis et de leur entrée dans la IIIème Internationale ?* » ; il répond, bien sûr, « non » à la capacité de réforme de l'IC et ajoute que : « *On ne peut demander aux socialistes de gauche de rejoindre l'IC car une expérience semblable arrêterait la poussée des ouvriers réformistes vers la gauche,*

[10] KPD est le sigle du Kommunistische Partei Deutschland (Spartakusbund) : Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus).

[11] Gourov G., « PCA ou nouveau parti ? », lettre au Secrétariat international de l'Opposition communiste de gauche, n° 2/3, avril 1933. G. Gourov est un des pseudonymes de Léon Trotsky et le texte, dont le titre est aussi « Il faut un nouveau parti en Allemagne », date du 12 mars 1933, Oeuvres de Léon Trotsky, tome 1, Paris, EDI/Institut Léon Trotsky, 1978, p. 55 et sq.

[12] Trotsky, « Les organisations socialistes de gauche et nos tâches », 15 juin 1933. International Bulletin Communist League, British section of the ILO, (signé Gourov), in : Trotsky L., Oeuvres, t. 1, op. cit., p. 211.

ébranlerait leur confiance en nous et les chasserait dans les bras de quelque élément du PS indépendant »[13].

Entre le 6 et le 12 février La Vérité devient quotidien[14] et un numéro spécial est tiré à 10 000 exemplaires. G. Rosenthal rapporte, dans Avocat de Trotsky, le grand nombre d'interventions de la Ligue pendant ces journées[15]. Ces interventions ont pu influer sur Jean Rous qui, certes, est gêné par cette image de secte qu'offre la Ligue, mais en reconnaît le radicalisme antifasciste, et « *son côté noble* »[16]. Il peut écrire à propos des événements de 1934 : « *Le 6 février en France devait éclairer d'un jour particulièrement dramatique ces graves avertissements. J'entrai chez les 'trotskystes' ; ils m'étaient apparus, principalement à travers les écrits de Léon Trotsky, comme les partisans les plus radicaux de l'alliance ouvrière antifasciste* »[17].

L'autre événement d'importance pour les trotskystes est l'arrivée en France de Trotsky lui-même, le 23 juillet 1933. Comme le précise Henri Dubief, « *C'est durant le séjour du révolutionnaire russe que la Ligue communiste devint une réalité, en 1933-1934* »[18]. Nous avons déjà évoqué la place que cette arrivée eut dans le choix de Jean Rous. Ainsi qu'il l'écrit dans « Esprit » : « *Trotsky est la réponse à toutes les objections que je me faisais sur les trotskystes* ». Il est indéniable que Trotsky fait partie du « panthéon » des grands-hommes de Jean Rous, aux côtés de Jaurès, de Lénine, rejoints plus tard par plusieurs personnages rencontrés surtout dans les combats anticolonialistes.

---

[13] Lettre du camarade Bauer au Secrétariat international de l'Opposition, datée du 16/07/1933 et publiée dans La Vérité, n° 163, du 18 août 1933, p. 2.
[14] En fait, elle ne parvint à paraître que trois fois, les 8, 10 et 11 février.
[15] Rosenthal G., Avocat de Trotsky, Paris, Laffont,1975, p. 139 et sq. On peut aussi suivre les actions des trotskystes dans la brochure : Du 6 au 12 février, pour l'alliance ouvrière ! pour la IVème Internationale, que l'on trouve à la BDIC de Nanterre, sous la cote S pièce 6808. L'auteur en est Pierre Frank.
[16] Un Homme de l'ombre , op;. cit. p. 31.
[17] « Notes d'un militant : vingt-cinq ans d'essais et de combats », Esprit, mai 1956, p. 793.
[18] Dubief H., Nouvelle Histoire de la France contemporaine, tome 13, Le Déclin de la IIIème République,1929-1938, Paris, Seuil, 1976, p. 54.

Jean Rous précise qu'il a « *lu tout ce que Trotsky écrivait de sa retraite* ». Il y retrouve sa propre pensée mais « *plus forte, plus incitatrice et plus profonde* »[19]. De plus, pense-t-il alors, son « *poids deviendrait d'autant plus important qu'il venait d'arriver en France, décidé à prendre en main la situation française* »[20].

2. Comment les trotskystes voient-ils Jean Rous ?

Pour répondre à cette question, nous disposons de nombreux témoignages de militants de l'époque. Nous en avons déjà rapporté certains, comme celui de Louis Bonnel parlant des problèmes financiers de Jean ou celui de M. et Mme Rousset s'exprimant sur les relations de Jean et Maria Rous avec les parents de Jean[21].

Rodolphe Prager en fait pour nous une description physique dans un entretien que nous avons eu avec lui : « *On aurait dit un politicien radical-socialiste, petit, bedonnant. Sa voix était douce et rauque* »[22]. Trotsky, lui, parlait de : « *l'embonpoint de Jean Rous* » dans une discussion avec F. Zeller en octobre 1935[23]. Cet embonpoint ne l'empêchait pourtant pas de faire le coup de poing ou de faire preuve d'une certaine agilité. P. Parizot rappelle son étonnement lorsque « *longeant les grilles du jardin de Cluny, boulevard Saint Germain, nous avons rencontré un groupe de 'moliniéristes' et il y a eu un échange de coups de poings entre nous. Rous nous a stupéfiés par son agilité et ses qualités d'ancien joueur de rugby* »[24]. En Espagne, comme nous le verrons plus loin, cette agilité fera encore sensation.

Gérard Rosenthal en brosse un portrait moral dans son ouvrage Avocat de Trotsky : « *Rous est venu à notre organisation des milieux socialistes*

---

[19] Un Homme de l'ombre, op. cit., p. 31.
[20] « Notes d'un militant... », Esprit, mai 1956.
[21] Voir supra.
[22] Entretien avec Rodolphe Prager, le 16 juillet 1990.
[23] Zeller Fred, Trois points, c'est tout, Paris, Laffont, 1976, p. 97.
[24] Notre entretien avec P. Parizot du 14/04/1995.

et radicaux. Ses convictions, sa valeur, son sérieux, son équilibre, les bonnes relations avec chacun ont fait de lui, qui, sans sa fermeté, aurait pu jouer les rondeurs, un de nos meilleurs dirigeants »[25]. Il a complété ce portrait pour nous en précisant : « *Il était désintéressé, loyal, sans âpreté. Rien qui ressemblait à de l'arrivisme. Il était débonnaire, mais sachant ce qu'il voulait, humain* ». Il conclut : « *On ne pouvait lui en vouloir* »[26].

D'autres témoignages sont plus sévères. Georges Vereeken, dirigeant trotskyste belge, écrit : « *En France, Rous, l'étoile filante, nous l'avons déjà vu, a purement et simplement capitulé politiquement. Il disparut au début du déclenchement des grands événements. Il était venu au trotskysme en opportuniste, n'a agi dans l'organisation qu'en opportuniste et n'a cessé de l'être* »[27]. Pierre Frank, autre dirigeant trotskyste, dit : « *Quant à Rous, je n'ai jamais compris pourquoi il s'est réclamé du trotskysme : c'est un grand bourgeois* »[28].

Outre les aspects « sympathiques » du caractère de Jean Rous que révèlent la plupart des portraits qu'en brossent ses contemporains, il est évident qu'il présente, pour le groupe trotskyste, un autre attrait. En effet, « *Il connaît bien le PS* »[29]. Or, dans la situation où se trouve le mouvement, il est important de pouvoir s'appuyer sur un militant politique formé et apte à intervenir dans la social-démocratie.

Pour David Rousset, Jean Rous faisait partie d'un second groupe de militants trotskystes, ceux qui avaient adhéré à l'organisation alors qu'elle était déjà constituée et qui n'ont pas appartenu au PC, à l'inverse des premiers militants fondateurs du mouvement en France et exclus du PC dans

---

[25] op. cit., p. 233.
[26] Entretien avec Gérard Rosenthal, le 21 août 1990.
[27] Vereeken G., La Guepeou dans le mouvement trotskyste, Paris, La pensée universelle, 1975, p. 375. Notons que Vereeken a rompu à deux reprises avec Trotsky, en 1935 et 1938, alors que Rous était dirigeant de l'organisation tant française qu'internationale.
[28] Vasseur L., Les Moliniéristes, 1935-1939 : contribution à l'histoire du mouvement trotskyste, Maîtrise d'Histoire contemporaine, s.d. M. Gillet et O. Hardy, Lille, 1983, p. 275. L'auteur retranscrit une interview de P. Frank datant de 1983.
[29] Lettre qu'Yvan Craipeau nous a adressée en 1990.

les années 20. Or, Trotsky, après s'être appuyé sur les jeunes militants issus du Parti communiste (P. Naville, R. Molinier, P. Franck, G. Rosenthal) contre les vieux oppositionnels communistes comme Monatte ou Souvarine en 1929 et dans une certaine mesure comme A. Rosmer en 1930, souhaite l'émergence de ces jeunes que sont les frères Bardin, J. Rous ou D. Rousset pour faire contre-poids aux luttes internes qui secouent la Ligue communiste en permanence et dont Molinier et Naville semblent être les pivots.

Voilà donc Jean Rous, avec ses espoirs, quand il adhère à la Ligue Communiste, mais aussi ce que les trotskystes attendent de lui.

Il faudrait ajouter, pour compléter le portrait, un dernier aspect de la personnalité de Jean Rous qui permet de comprendre la rapidité de son ascension dans le mouvement trotskyste.

C'est une fois de plus Gérard Rosenthal qui nous l'explique : *« Il écrivait beaucoup de textes, il était le scribe. Personne ne voulait jamais écrire tandis que lui acceptait toujours de 'mettre au propre' le débat ou le thème abordé* »[30].

Peut être cette remarque aidera-t-elle à percevoir plus aisément la suite.

3. Pour le retour à la SFIO :

Février 1934 a donc permis à la Ligue communiste de trouver une audience relativement large. Ses militants ne se battent plus contre le courant. La crise au sein de la SFIO, qui aboutit au départ des « néos », exclus en novembre 1933, amène Trotsky à proposer à ses amis « *une politique de construction d'une fraction* [qui] *a de belles perspectives de succès devant elle, surtout si l'on ne progresse qu'avec une extrême prudence dans une*

[30] Entretien avec Gérard Rosenthal, le 21 août 1990.

première étape »[31]. Cependant, après avoir depuis juillet traîné les pieds pour entrer en fraction, ses amis de la ligue et les militants de la gauche socialiste « *collaborent* (...)*. Dans la lutte pour le Front Unique, militants socialistes et bolcheviks léninistes apprennent à se connaître* (...)*. Un contact permanent* (...) *est institué entre dirigeants* »[32].

La position prise par la Ligue pour le Front Unique aide à ces relations cordiales. En novembre 1933, L. Trotsky avait rédigé une « lettre à tous les partis et les organisations ouvrières pour un front uni contre le fascisme »[33]. « *Loin de nous*, écrivait-il dans ce texte, *l'idée de proposer la fusion des partis prolétariens, la renonciation à la lutte à l'intérieur de la classe ouvrière, etc* (...)*. Il pourrait s'agir pratiquement seulement d'un accord entre les différentes organisations contre l'ennemi commun. Sans renoncer ni à leur indépendance, ni au droit de critique mutuelle, les organisations ouvrières devraient conclure entre elles un accord de combat contre le fascisme* »[34]. En janvier 1934, Trotsky ajoutait, à propos de l'évolution de l'Independant Labour Party et de la rupture de celui-ci avec le Labour Party, : *« La méthode léniniste du front unique et la fraternisation politique avec les réformistes s'excluent l'un l'autre. Des accords pratiques temporaires de combat avec des organisations de masse, même dirigées par les pires réformistes, sont, pour un parti révolutionnaire, inévitables et obligatoires* »[35]. Plus tard, analysant les résultats du XIIIème plenum du Comité exécutif de l'IC, Trotsky écrit : « *Blum, qui a conduit une lutte venimeuse contre 'l'impérialisme' soviétique, se sent maintenant obligé d'annoncer que la social-démocratie française*

---

[31] Trotsky L., « Le travail dans le Parti socialiste », lettre à Jan Frankel, du 22/11/1933, archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New-York, in : Trotsky L., Oeuvres, op. cit., t. 3, 1978, p. 85.
[32] Joubert J. P., Révolutionnaires dans la SFIO, Paris, PFNSP, 1977, p. 37-38.
[33] Trotsky L., Oeuvres, t. 3, op. cit., p. 81. Lettre au Secrétariat international, précisant l'utilisation à faire du texte envoyé avec cette lettre.
[34] Idem, p. 82. Texte annexé à la lettre précédente et devant être proposé à l'initiative du National Arbeids Secretariaats (NAS), organisation syndicale hollandaise contrôlée par des militants de la LCI. Ces deux documents, datés du 22/11/1933, appartiennent aux archives J. P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire Sociale, New-York.
[35] Trotsky L., « Pour la IVème Internationale », The Militant, organe de la section américaine de la LCI, 27 janvier 1934. Ce texte est présenté comme une « lettre à un militant de l'ILP » par les auteurs du tome 3 des Oeuvres de L. Trotsky ; il se trouve page 154 et sq.

mène désormais sa 'lutte pour la paix' dans un front uni avec l'URSS. La social-démocratie belge met en avant, parmi ses principaux mots d'ordre, la reconnaissance de l'URSS. Dans les rangs des mencheviks russes se renforcent des tendances en faveur de la reconnaissance de l'Etat soviétique comme Etat ouvrier. En même temps, dans les rangs de la bureaucratie réformiste de gauche, grandit un intérêt, en partie feint et en partie sincère, pour les bolcheviks-léninistes »[36].

Cependant, « *l'approche de la conclusion du pacte d'unité d'action entre le PC et la SFIO* [lui] *semble l'ultime avertissement* »[37]. Les forces de la Ligue sont trop dérisoires, trop de temps a été perdu pour regrouper les militants en rupture avec la politique de leurs dirigeants[38]. Trotsky signe donc un texte sous le pseudonyme de « Vidal » dans lequel il presse les dirigeants de la Ligue d'entrer avec leurs camarades dans la SFIO.

1.« Sur l'Orientation, Paris, 12-14 juillet 1934. Clart/Rigaudias » :

Le texte signé Vidal, daté du 16 juin 1934, paraît dans le Bulletin Intérieur de la Ligue de juillet 1934, sous le titre : « La Ligue devant un tournant décisif ».

Ce texte fait le bilan du combat mené par la Ligue pour le « Front Unique » alors que les pourparlers entre le PS et le PC se poursuivent en France et sont susceptibles, s'ils réussissent, d'y modifier la situation politique. En effet, « *Les deux bureaucraties sont unies par la communauté de*

---

36 Trotsky L., « Où sont les limites de la décadence ? Bilan du XIIIème plenum du Comité exécutif de l'Internationale Communiste », La Vérité, du 2/02/1934, p. 1 et 2, et du 16/02/1934, p. 2 et 3.

37 Trotsky L., Oeuvres, op. cit., préface du tome 4, 1979, p. 23.

38 On peut, à ce propos, relever dans Tout est possible, de J. Rabaut, la remarque suivante sur Jean Rous, : « *Trotsky sent évidemment que la réalisation du mot d'ordre unitaire qui va du reste mettre des semaines à se réaliser au plan national, loin de donner plus d'influence à ses disciples, les prive désormais d'une raison d'attirer les masses. Certes, la Ligue recrute des militants, certains de valeur, comme Jean Rous, un jeune avocat, animateur dans son pays natal d'un groupement unissant socialistes et communistes, 'L'Avant-Garde des Pyrénées-Orientales', puis, monté à Paris* ». Tout est possible ! Les gauchistes français, 1929-1945, Paris, Gonthier/Denoël, 1974, p. 149.

leurs intérêts face à l'opposition grandissante qui exprime ou tente d'exprimer les tâches de l'heure ». Cependant, « *la pression active des masses elles-mêmes* » est un pas en avant qui « *modifie de fond en comble la situation politique* ». Ce mot d'ordre de Front Unique, monopole des seuls bolcheviks-léninistes, leur a été enlevé ; désormais, « *il appartient à tous* ». La reprise du mot d'ordre par les bureaucraties ne peut qu'isoler, s'ils ne s'adaptent pas, les militants qui s'étaient battus pour le Front Unique. En effet, l'absence d'une troisième force (Ligue puissante, par exemple) laisse les bureaucraties face à face et la Ligue à l'extérieur du Front Unique. Les critiques nécessaires mais extérieures au Front Unique risquent d'irriter les travailleurs auxquels l'unité apparaît comme « *l'unique voie de salut* ». « *La Ligue doit occuper une place organique dans le cadre du Front Unique. Elle est trop faible pour prétendre à une place indépendante. Cela signifie qu'elle doit immédiatement prendre une place dans l'un des deux partis qui ont négocié et conclu l'accord. Pour nous, il n'existe pas de différence de principe entre les deux partis, ou presque aucune. Mais, dans la pratique, c'est seulement l'entrée dans la social-démocratie qui est possible* ». Trotsky balaie alors tous les arguments qui peuvent être opposés à l'entrée dans le parti de Léon Blum et propose d'entrer dans la SFIO en tant que fraction bolchevik-léniniste sans rien renier de ses positions. Puis il justifie le bien-fondé de l'entrée dans la social-démocratie plutôt qu'au PC. Selon lui, face au refus inévitable du PC, la demande d'entrée n'aurait qu'un caractère de démonstration vis à vis d'une partie des ouvriers communistes. Aussi conclut-il : « *La Ligue se trouve devant le tournant le plus sérieux de son histoire. Le succès de ce tournant ne peut être garanti que par l'audace, la rapidité et l'unanimité. La perte de temps, d'interminables discussions et une lutte intestine signifieraient sa perte* »[39].

---

[39] Tous les textes entre guillemets depuis « Les deux bureaucraties... » sont extraits de Trotsky L., « La Ligue devant un tournant décisif », Oeuvres, t. 4, op. cit., p. 103 à 110.Selon les auteurs des notes de ce texte, il daterait de juin 1934 (entre le 16 et le 20). Il fait partie des papiers Van Heijenoort, de la Bibliothèque du collège d'Harvard.

Suivi d'autres textes, celui-ci déclenche une nouvelle crise dans la Ligue, tant française qu'internationale. Certains refusent « l'entrisme » dans le parti socialiste, d'autres, plus que l'idée elle-même, refusent les méthodes utilisées par R. Molinier pour imposer le tournant. D'ailleurs, ils adhèreront, indépendamment de la Ligue, à la SFIO.

La crise est aussi internationale. Allemands, Autrichiens, exilés italiens, et Hollandais sont hostiles au tournant. Il en est de même du belge Vereeken et des Espagnols, regroupés autour d'un vieil ami de Trotsky, Andreu Nin, comme nous le verrons plus loin.

Notons simplement que parallèlement à cette réflexion sur l'entrée dans les partis socialistes, L. Trotsky et l'Opposition de gauche internationale tentent de construire les bases d'une nouvelle Internationale, la IIIème ayant failli. La participation à la Conférence des partis socialistes révolutionnaires de Paris (27-28 août 1933), organisée par la Communauté de Travail International (IAG), est précédée d'un plénum de l'Opposition (18-21 août 1933). En effet, pour Trotsky, cette IAG, constitue « *un regroupement hétérogène* [qui] *peut se révéler très vite le principal obstacle à la constitution d'une nouvelle Internationale, en tant que formation 'centriste' bloquant l'évolution à gauche de partis comme le SAP ou l'OSP en les liant à des partis opportunistes et parlementaristes comme le DNA tout en fournissant à celui-ci une bonne couverture à gauche* ». « *Il ne s'agit pas pour autant*, selon lui, *de dénoncer systématiquement ce regroupement mais de proposer une solution alternative aux formations de gauche qui l'ont rejoint* »[40].

---

[40] Broué Pierre, Trotsky, op. cit., p. 782.
Les sigles signifient :
SAP : Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands, Parti Socialiste ouvrier d'Allemagne. Il comptait 30 000 membres avant l'avénement d'Hitler et vient de passer sous la direction d'un groupe communiste oppositionnel venant du Parti Communiste d'Allemagne, opposition Brandlerienne (KPO). Les jeunesses de ce parti étaient animées par Willy Brandt.
OSP : Onafhankelijk Socialistische Partij, Parti Socialiste Indépendant (Pays-Bas), né en 1932 d'une scission de gauche du Parti Social-démocrate néerlandais.
DNA : Det Norske Arbeiderparti, Parti ouvrier Norvégien, exclu en 1923 de l'Internationale Communiste. Il semblait se rapprocher de la IIème Internationale, d'une victoire électorale et de portefeuilles ministériels.

Le plenum du Secrétariat international de l'Opposition approuva les négociations entre Trotsky et des représentants des principales organisations de gauche. Le résultat des discussions fut une déclaration dite « des quatre » (opposition de gauche, SAP, RSP[41], OSP) sur « *la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale* ». Elle se prononce pour la « *défense de l'URSS, Etat prolétarien* », contre l'impérialisme et la contre révolution intérieure, tout en exigeant « *la démocratie dans le parti* » en URSS et en dénonçant « *l'influence pernicieuse du Kominform stalinisé* » sur les forces révolutionnaires du monde, ainsi que la théorie du « *socialisme dans un seul pays* »[42].

En France, le débat a lieu en juillet et août 1934. Une des premières contributions écrites est celle de Clart/Rigaudias qui date des 12-14 juillet 1934.

On sait que Clart est le pseudonyme de Jean Rous. Louis Rigaudias, très malade, a été interrogé par Louis Bonnel pour nous-même mais n'a plus de souvenir de la rédaction de ce texte[43].

Que dit ce texte de cinq pages ?[44].

Tout d'abord, qu'il ne devrait pas y avoir de désaccord de principe « *sur la question de la fusion ou de l'entrée de notre organisation dans une organisation centriste sur les bases du compromis* »[45]. Pour les rédacteurs

---

[41] RSP = Revolutionair Socialistische Partij, Parti Socialiste Révolutionnaire. H. Sneevliet, son dirigeant, est un des cofondateurs du PC hollandais qu'il avait quitté en 1928. C'est un des pionniers du mouvement communiste en Chine et en Indonésie.
[42] Toutes les citations sont extraites de la « Déclaration des quatre », Les Congrès de la IVème Internationale, s.d. R. Prager, Paris, La Brèche, t. 1, 1930/1940, 1978 ; p. 98 à 101.
[43] Réponse de Louis Bonnel, le 7 août 1990.
[44] Texte Clart-Rigaudias, « Sur l'organisation. Paris 12-14 Juillet 1934 », Centre d'Etude et Recherche sur les Mouvements Trotskystes et Révolutionnaires Internationaux (CERMTRI), Paris.
[45] Toutes les citations sont extraites de ce texte. Ce qui est souligné l'est aussi dans le texte original.

du texte, le problème qui se pose est donc d'ordre pratique et doit être envisagé en fonction des rapports de force, de la poussée révolutionnaire dans cette organisation (la SFIO) qualifiée de centriste[46] et enfin, du bénéfice que l'organisation révolutionnaire peut tirer de cette entrée sans renier ses positions marxiste-révolutionnaires.

Les auteurs passent alors à la démonstration :

- La Ligue n'est pas le parti révolutionnaire mais le *« noyau révolutionnaire qui s'est fixé pour tâche la construction organisationnelle et programmatique de ce parti* ». La position développée par certains, d'indépendance organique du parti n'est pas intéressante dans ce cas.
- Pour construire le parti, il faut envisager des fusions, dans la recherche de milieux politiques propres à préparer le rassemblement futur.
- La Ligue n'a jamais su ou pu réaliser de travail de masse, ni même trouver le milieu où le réaliser. Le problème des responsabilités n'est pas intéressant pour ce débat.
- Cependant, « *malgré d'aussi graves lacunes, la Ligue a eu des positions, des mots d'ordre et des perspectives justes* ».La question qui se pose alors est de savoir comment faire pénétrer le capital de la Ligue dans les masses. Seule une analyse « *des courants révolutionnaires dans le centrisme* » permet de répondre à cette question.
- Or, que trouve-t-on ?
  - d'une part, un « *centrisme de masse* », issu de l'un des deux grands partis et se développant en dehors de celui-ci. Il s'est trouvé exclu par l'évolution du groupe Doriot, unitaire à l'origine et qui, tout en affirmant la

[46] Dans une lettre à la section britannique de l'opposition de gauche datée du 16/09/1933, parue dans le Bulletin International du 24/10/1933 et intitulée « Au sujet de l'opposition de gauche internationale et de l'ILP », Trotsky, sous le pseudonyme de Gourov, rappelle ce qu'il entend par centrisme. Il écrit : « *le centrisme* (...) *est le terme général qui sert à désigner les tendances et les groupes les plus variés qui s'échelonnent entre le réformisme et le marxisme. Devant chaque groupe centriste, il faut placer une flèche indiquant la direction dans laquelle il se développe : de droite à gauche ou de gauche à droite. Le centrisme bureaucratique, en dépit de tous ses zigzags, a un caractère tout à fait conservateur qui correspond à sa base sociale : la bureaucratie soviétique* », Trotsky L., Oeuvres, op. cit., tome 2, 1978, p. 201.

nécessité de l'unité organique, se trouve sans réelle volonté de l'étendre « *au delà de Saint Denis* ».

- d'autre part, le « *centrisme stalinien* ». Celui-ci, par son caractère bureaucratique et son absence de démocratie intérieure, n'a pas permis la construction d'une fraction oppositionnelle conséquente. Clart et Rigaudias excluent même l'idée d'une demande d'entrée car la bureaucratie stalinienne utiliserait « *notre volte face vers le centrisme social-démocrate* », écrivent-ils.
- Il ne reste donc que le « *centrisme de la SFIO* » qui permet l'existence d'une fraction en son sein de par sa nature d'organisation !
- On peut, en conséquence, envisager l'entrée dans la SFIO « *sous la condition de la reconnaissance de nos droits de minorité révolutionnaire* ».

Pourquoi vouloir entrer dans la SFIO ? Parce que l'accord de Front Unique au sommet empêche toute intervention autonome de la Ligue. Par ailleurs, la SFIO subit de telles poussées révolutionnaires internes que sa direction révise certaines positions traditionnelles de la social-démocratie. Cependant, l'aile droite de la SFIO, faisant un chantage à la scission, risque de freiner le développement des « *éléments gauchistes* ». Il faut donc que les révolutionnaires accentuent leur pression, mais de façon interne à l'organisation, sous forme de fraction afin que l'évolution des « *éléments gauchistes dans le centrisme en une direction positive amène la gauche socialiste vers des positions révolutionnaires* ».

Les masses révolutionnaires influencées par le PC et la SFIO aspirent non à la création d'un troisième parti mais à la fusion des deux premiers. La Ligue peut-elle rester un pôle d'attraction en restant extérieure ? Pour Clart et Rigaudias la réponse est négative. L'entrisme est donc acceptable.

Dernier problème à résoudre, comment et quand doit s'opérer cet entrisme ? Clart et Rigaudias regrettent la « *manière ultimatiste* » dont la ques-

tion est posée[47]. Il faut donc éviter la solution brusquée car rien dans la propagande de la Ligue jusqu'alors ne préparait les sympathisants à ce tournant. Il ne faut donc pas entrer tout de suite, mais dans la perspective de deux à trois mois.

Car la question n'est pas seulement de savoir comment entrer mais aussi quand entrer. La progression de la Ligue, bien qu'évidente, est encore trop faible pour que les ouvriers comprennent l'attitude de celle-ci. Le désaccord se porte donc sur les délais pour l'entrée. Aussi, Clart et Rigaudias proposent-ils qu'une conférence nationale de l'organisation traite la question de l'entrée au mois d'août, à condition qu'elle ne pose que la question de principe d'adhésion et non de l'entrée. Puis une conférence ultérieure, devant être fixée à la conférence d'août, « *statuera sur l'entrée effective* ».

Jusque là toute la propagande doit préparer les couches influencées à cette éventualité (campagne dans La Vérité) en portant sur :

- nouveau parti et situation actuelle,
- nature de la Ligue / organisation centriste et fusion,
- réflexion théorique sur la formation du futur parti révolutionnaire au travers de l'histoire du parti bolchevik russe et de l'IC.

Dans le même temps l'organisation doit réfléchir à son programme de fraction avec mesures immédiates et mesures à plus long terme.
« *Trois mots d'ordre-massues* » doivent composer le programme :

- contrôle ouvrier
- alliance ouvrière, introduction aux organes de pouvoir révolutionnaire du prolétariat
- milice antifasciste du peuple et armement du prolétariat.

Le fonctionnement de la fraction doit se faire en assemblée centrale (pour la région parisienne) avec bureau et comité de rédaction.

---

[47] S'agit-il de juger la façon dont Trotsky exige « *l'audace, la rapidité et l'unanimité* », le refus de « *perte de temps, d'interminables discussions et* [de] *luttes intestines* [qui] *signifieraient sa* [de la ligue] *perte* » ou « *des méthodes employées par R. Molinier dans la ligue pour faire appliquer le nouveau tournant* » ?, selon P. Broué, Trotsky, op. cit., p. 798. Rien ne le dit.

En guise de conclusion, Clart et Rigaudias souhaitaient que, comme eux, d'autres camarades s'expriment avec comme guide l'idée qu'une solution doit maintenir la cohésion de l'organisation mais aussi doit être efficace dans les masses.

Ainsi, comme on peut le voir, ce texte, bien que commun à deux militants, un « ancien », Louis Rigaudias, membre selon son autobiographie de la direction des Jeunesses Léninistes dès 1934 et un nouveau militant, Jean Rous (Clart), déjà ancien militant socialiste et peut-être membre de la Ligue tout en étant resté à la SFIO pour y construire avec d'autres une fraction[48], porte déjà sur certains points la patte de Jean Rous. L'idée de ne pas brusquer les choses, l'idée que la Ligue n'est qu'un « courant idéologique et politique », la critique sur une certaine bureaucratisation de la Ligue[49], la nécessité d'avancer avec pour perspective de début « *de trouver une solution qui maintienne la cohésion de nos rangs* », tout cela ressemble à Rous et à ses combats mais aussi à la façon dont D. Rousset le décrit dans la Ligue : « *Il était un conciliateur né. Il cherchait toujours une solution de compromis* »[50]. On voit effectivement dans ce texte la recherche d'un modus vivendi entre ceux qui veulent entrer et ceux qui hésitent et qu'il faut convaincre.

2 .Le débat sans Clart ? :

Contrairement à la position défendue par J. Rous-Clart et Louis Rigaudias, Trotsky souhaitait une décision rapide. Il propose même que la conférence se tienne « *au plus tard à la mi-juillet, par exemple, le 14 juillet* »[51]. Mais ce ne sera pas le cas.

---

[48] C'était le cas par exemple de David Rousset.
[49] Lorsqu'ils écrivent par exemple : « *On ne nous a pas* (...) *donné une définition claire sur la nature organisationnelle de notre mouvement* ».
[50] David Rousset, entretien du 9/07/1990.
[51] Trotsky, « La Ligue devant un tournant décisif », Oeuvres, tome 4, op. cit., p. 110.

Pas moins de trois bulletins intérieurs de la Ligue communiste paraissent durant le mois d'août 1934. On n'y relève pas de nouvelle intervention de Clart / Rous tandis que le débat de la Ligue continue sur ce tournant. On peut relever des interventions de P. Naville, de René, de Alex (Léon Sedov), de P. Frank dans le BI n°2 ; le numéro 3 laisse apparaître pour le débat les signatures de M. (Molinier), B. L., Vidal (Trotsky), Naville, Maure, Avril Pernod ; le numéro 4 révèle un règlement de compte contre Naville et sa femme, Blasco et Couté ainsi que des interventions de Molinier et Blasco dans ce tournant. Le débat bat son plein.

Mais le bulletin intérieur de septembre 1934 publie plusieurs documents signés Clart : « Comment adhérer ? », « Déclaration » et surtout une « Lettre du camarade Clart » qui débute ainsi : « *J'ai lu les articles dans 'La Vérité' comme contribution à la discussion qui a été ouverte au sein de notre organisation vers la mi-juillet. N'ayant pu pour les raisons que vous savez participer aux débats intérieurs de la Ligue, depuis le 21 juillet, j'ignore quels motifs vous ont poussés à poser la question de façon, à mon sens, aussi inexacte : pour ou contre l'unité organique* »[52].

Nous aurons l'occasion de revenir sur le problème de l'unité organique puisque ce débat a lieu dans le cadre chronologique fixé. Ce débat débutant avant l'entrée de la Ligue dans la SFIO, il continue par la suite.

Cependant, un détail mérite d'être relevé. J. Rous note son absence dans les débats au sein de la Ligue depuis le 21 juillet... « *pour les raisons que vous savez* ». Dans la marge du Bulletin Intérieur, dont le Centre d'Etude et de Recherche des Mouvements Trotskyste et Révolutionnaire Internationaux nous a communiqué une photocopie, il est écrit : « *En Espagne, Nin* ».

Cela nous renvoie à une lettre envoyée par J. Rous à P. Broué et dont ce dernier a bien voulu nous confier une photocopie. Répondant à un ques-

---

[52] Clart : Bulletin intérieur du groupe bolchevik-léniniste de la SFIO (anciennement Ligue Communiste), n° 1, daté de septembre 1934.

tionnaire de Pierre Broué sur ses activités pendant la guerre d'Espagne, Jean Rous écrit : « *En 1934, en été je crois, Léon Trotsky m'avait envoyé à Barcelone* »[53]. Pour Pierre Broué, Jean Rous se trompe sur les dates. Il n'y a eu que deux voyages en Espagne. Le premier date de septembre 1935, le second de août-septembre 1936. Cependant cette remarque parvient d'autant moins à nous convaincre qu'en 1947, lors d'une conférence que Jean Rous prononça à l'école socialiste SFIO, il introduisit son rapport ainsi : « *J'ai participé comme militant, non seulement pendant l'époque de 36 en France, mais en juillet-octobre 1934 en Espagne* »[54]. J. Rous aurait pu parfaitement se rendre à Barcelone en 1934 car le débat qui s'y déroule est le même que celui qui traverse l'organisation en France, à savoir celui sur l'entrisme. Trotsky n'ignore pas que Rous est catalan. Il le lui rappellera lorsqu'il se verront à Domène en 1935 en insistant sur l'aspect révolutionnaire des Catalans[55]. L'intervention de Jean Rous auprès de l'ICE nous semble donc être une possibilité qu'aucun témoin n'a pu jusqu'alors infirmer ni confirmer

Nous possédons cependant la trace d'un événement particulier susceptible d'éclairer davantage cette période. En effet, les archives de la Mairie de Paris qui possèdent un dossier Jean Rous dont nous avons parlé dans le livre précédent, révèlent que du 26 juillet au 15 août 1934 le caporal Jean Rous a été appelé à participer sur le camp du Larzac à un exercice avec le 80ème Régiment d'Infanterie. Aucune autre indication n'est portée sur le dossier. Pendant ces trois semaines, Jean Rous ne peut donc participer aux débats. De plus, la proximité entre le Larzac et Prades peut laisser penser qu'il en profite pour rentrer quelques jours, rue des Marchands, vers sa famille. Jean Rous en début de texte note d'ailleurs qu'il n'a pu participer au débat « *depuis le 21 juillet* », lui laissant donc cinq jours pour rejoindre Millau et le Larzac en passant par Prades. D'autant que sa tante Thérèse est décédée en début d'année et que son grand-père Louis, qui s'en occupait beau-

---

[53] Lettre de Jean Rous à Pierre Broué, datée du 4 février 1972, en réponse à un courrier de janvier 1972.
[54] Rous J., « Les Fronts populaires », Etudes socialistes, n° 17-18, août 1947.
[55] Video-memòria, CEDACC et Itinéraire d'un militant, op. cit., p. 18.

coup et avec lequel Jean est très lié, doit en être terriblement affecté. Mais, de Prades à Barcelone, le chemin est court, et entre le 15 août et début septembre le temps est suffisant pour aller voir les « camarades » de l'ICE.

Cette information n'apporte donc rien de nouveau pour étayer ou infirmer l'hypothèse du voyage. Cependant, comme P. Broué, nous penchons pour une erreur dans la lettre de Jean Rous puisque le responsable pour l'Espagne est alors A. Leonetti au sein du Secrétariat international ; il parait improbable dans ces conditions qu'un jeune militant soit envoyé à Barcelone pour mener un débat alors seulement ébauché en France. Quoiqu'il en soit de l'éventuel voyage de 34, la décision de l'ICE[56] de ne pas entrer dans le Parti Socialiste Espagnol est prise en septembre 1934 comme l'explique Comunismo d'octobre 1934[57].

Il faudrait noter un deuxième élément dans cette lettre. Il s'agit des critiques formulées par Clart sur le fonctionnement de l'organisation, qui ne sont pas sans rappeler ce qu'il pensait de la Ligue avant d'y adhérer. Clart / Rous note que la façon dont la proposition d'entrisme a été soumise à l'organisation a été incorrecte. La direction a conservé un certain temps par devers elle la proposition de Trotsky.
« *Les manoeuvres à caractère bureaucratique ne sont pas à exclure de notre petite organisation* », précise J. Rous. De plus aucun militant de la direction (« *autorisé* », écrit-il) n'est venu présenter ce tournant. L'organisation n'y a pas été préparée. Voilà quelques points qui posent problème à Jean Rous, « *membre du rang* »[58].

Mais revenons maintenant sur le problème de l'« unité organique » dont Rous parle dans son texte.

---

[56] Izquierda comunista de España, opposition de gauche espagnole.
[57] Organe théorique de l'ICE, n° 39 ; cité par P. Broué dans sa préface à La Révolution espagnole, de Léon Trotsky, p. 259, éd. de Minuit, Paris, 1975, 787 p.
[58] C'est le terme de Jean Rous lui-même. Cette expression militaire, lui rappelant sans doute la période d'exercice qu'il vient de vivre, ne cesse d'inquiéter sur le rapport entre la direction et les militants de la Ligue.

Il s'agit pour lui de répondre aux diverses positions qui ont été prises durant l'été et dont il a eu connaissance dans La Vérité.

Les diverses interventions sont au nombre de quatre.

Le 3 août, La Vérité publie un éditorial, intitulé « Vers l'unité organique », qui lance la discussion dans l'organisation après avoir noté : « *Quels sont les moyens les plus aptes pour aider les masses à briser le barrage bureaucratique ? Le problème est là. Au lieu de nous transformer en partisans de cette unité, nous devons la dénoncer dès maintenant ainsi que les dangers qu'elle comporte.* [On a donc besoin du] *maintien de notre organisation indépendante, qui plus que jamais a besoin de s'exprimer en toute clarté pour indiquer la voie aux masses et pour dénoncer sans ménagement la trahison certaine des bureaucraties social-démocrate et stalinienne, et de la pénétration méthodique et ferme et par tous les moyens au sein des formations politiques social-démocrate et stalinienne et dans les autres organisations ouvrières dans le but de trouver des liaisons organiques nécessaires pour faciliter l'évolution des courants centristes envers nous et les entraîner au moment opportun à l'action* ». Le même numéro publie une tribune signée Linier et titrée : « Unité organique, oui ! ».

Le 10 août 1934, La Vérité continue de publier des articles ou lettres en tribune de discussion sur ce même thème. P. Frank se demande : « *Comment rebâtir le parti révolutionnaire du prolétariat ?* ». Jules lui répond le 17 août en s'interrogeant sur « *le problème de l'unité organique* ». Le même numéro comporte à la suite de l'article de Jules une réponse de Pierre Frank qui se considère comme mis en cause dans cet article.

Nous reviendrons sur la teneur du débat. Il faut noter simplement que « Jules » ou celui qui signe ainsi n'a pas été identifié. Plusieurs hypothèses ont été émises. S. Ketz, dans son travail sur la Ligue Communiste Internationaliste de 34 à 36, note : « *Le CC ouvre la discussion dans les colonnes de* La Vérité *par un article intitulé 'Vers l'unité organique ?' rédigé par Trots-*

ky » ; il ajoute en note « *sous le pseudonyme de Jules* »[59]. Si c'était le cas, comment Trotsky pourrait-il considérer le maintien d'une organisation indépendante comme nécessaire alors que le 29 juin il écrit : « *Des militants de notre Ligue, éparpillés ici et là dans la SFIO, verraient leur efficacité amoindrie par le caractère clandestin de leur entrée* »[60], ou bien début juillet à propos du travail de fraction dans la SFIO, : « *Maintenant, avec un retard de presque une année le bureau politique propose de 'constituer une fraction'. Non, cela ne suffit plus. La situation exige des mesures plus décisives* » et « *Il est nécessaire d'aller aux masses* (...) *pratiquement, cela veut dire dans le cadre de la SFIO* »[61]. Par ailleurs, aucun témoin interrogé n'a pu donner un nom à ce Jules. Pierre Broué, dans son Trotsky, n'en parle pas tandis que dans les Oeuvres publiées sous sa direction, ces textes, signés « Jules », ne lui sont pas attribués. On ne peut donc émettre que des hypothèses quant à la personne qui se cache sous ce pseudonyme : Pietro Tresso, qui par ailleurs signe « Julien » ?, P. Naville? , ou R. L'Huillier ? , trois opposants à ce tournant.

Toujours est-il que pour J. Rous/Clart, la discussion s'est orientée dans une voie qui lui semble être faussée.

L'organisation est en crise ; pour surmonter cette crise, il est nécessaire d'entrer dans la SFIO ; c'est audacieux, certes, mais si cette entrée avait été bien préparée, elle n'aurait posé aucun problème car : « *Certains d'entre nous ont toujours considéré comme normale l'entrée dans un centrisme pour poursuivre l'unification du Parti* ». J. Rous se livre ensuite à une analyse de ce qu'il a pu lire dans La Vérité. Il s'étonne donc du débat sur l'unité organique alors qu'il lui semble que le choix de l'entrée dans la SFIO est indépendant de l'unité organique réalisée entre cette dernière et le PC.

---

[59] Ketz S., De la naissance du groupe Bolchevik-Léniniste à la crise de la section française de la Ligue Communiste Internationaliste (1934-1936), op. cit., p. 42. Soyons gré à Pierre Broué, même si dans le cas présent cela ne nous aide pas, pour le remarquable répertoire des pseudonymes qu'il a inclus dans son Histoire de l'Internationale communiste, Paris, Fayard, 1997, p. 883 à 956.

[60] Trotsky L., « Contribution à la discussion sur la situation de la Ligue et de ses tâches », 29 juin 1934, Oeuvres, tome 4, op. cit., p. 121.

[61] « La Ligue devant un tournant », idem, p. 126 et 128.

L'entrée dans la SFIO doit permettre de poursuivre l'édification du parti marxiste, dans la mesure où le front uni bureaucratique l'impose, en influençant rapidement les comités ouvriers. Ainsi, la Ligue interviendra dans les masses et non de façon journalistique. Lénine avait déjà appelé le PC britannique à construire le parti marxiste par la pénétration de la social-démocratie sans pour autant adhérer à la conception social-démocrate. La question social-démocrate n'a en fait que peu d'intérêt ; elle ne se pose pas car le parti révolutionnaire n'existe pas. Si le parti révolutionnaire existait, alors la question pourrait être posée , de même que celle de l'indépendance du parti car l'action de ce parti serait efficace sur les masses. Or, que disent certains auteurs de textes ? : « *Si vous êtes partisans de l'unité organique, entrez dans la SFIO, sinon, restez indépendants* ». Là encore, la question de l'unité ouvrière n'est importante que dans le cadre d'une fraction marxiste-léniniste puissante ayant un rôle dans l'action des masses. Enfin, être pour ou contre l'unité ouvrière n'a aucun intérêt car il faut définir avant tout le but à atteindre, qui n'est pas l'unité en soi.

Une deuxième série de problèmes est posée par l'unité organique. Va-t-elle se réaliser rapidement ? La réponse de certains est « oui » et il faut en dénoncer le danger. Peut-être, mais la Ligue ne représente que peu de choses et les masses veulent l'unité et la bureaucratie manoeuvre. En fait, et les masses sont conscientes de cela, les bureaucraties ne veulent pas vraiment l'unité (sinon, « *il y a longtemps qu'elle serait faite* », ajoute Rous). Les bureaucraties, en particulier stalinienne, sont conscientes que dans un parti de masse il est plus difficile d'étouffer les discussions. « *C'est un fait que les masses veulent l'unité organique. C'est un fait également que cette unité organique ferait éclater à leurs yeux la solidarité des bureaucraties mieux que mille articles du camarade Jules* »[62].

Enfin, certains camarades de Rous préconisent « *la pénétration ferme et méthodique dans un centrisme tandis que l'organisation resterait indépendante pour recueillir les fruits de l'opération* ». Pour Rous, il ne s'agit pas de

---

[62] Clart, « Lettre du camarade Clart », BI n° 21, sept. 1934, CERMTRI, p. 56.

pénétrer dans la SFIO pour « *enlever ça et là quelques plumes* »[63] mais « *nous voulons* , dit-il, *loyalement et en militants disciplinés, faire triompher cette tendance dans une organisation politique dont beaucoup d'éléments évoluent présentement vers le marxisme* »[64]. Il s'agit de construire le parti révolutionnaire en entraînant, par la discussion sur les positions politiques de la Ligue, la majorité de la SFIO ; ce parti alors « *n'aurait plus rien de commun sinon l'étiquette avec le vieux parti SFIO* »[65]. Or, il paraît difficile d'intervenir en fraction pour le compte d'un parti extérieur, sauf si cette organisation extérieure est un pôle d'attraction puissant. Ce n'est pas le cas de la Ligue ; cela le serait encore moins si certains entrent et d'autres non, d'autant que le « *militant SFIO ne conçoit pas le travail fractionnel au détriment de l'unité formelle de son parti* ».

Cependant, lorsque la Ligue publie ce texte de Clart, la décision d'entrer dans la SFIO et d'y constituer une tendance a déjà été prise. La conférence nationale du 21 août 1934 a décidé l'entrée par soixante six mandats contre quarante et un[66]. Pour G. Vereeken, « *L'affaire fut enclenchée au moment où la majorité du Comité central de la Ligue, pour la plupart des intellectuels et des indépendants, était en vacances* »[67]. Rous n'est pas membre du Comité central mais de toute façon ne semble pas participer à la conférence nationale.

Pour S. Ketz, l'opposition est très forte et partagée en deux tendances. D'une part, R. L'Huillier considère « *la position de Trotsky comme une capitulation devant le réformisme et une liquidation des acquis de l'opposition de gauche* »[68]. Cette tendance nie l'évolution de la social-démocratie vers l'antifascisme et considère au contraire que les partis socialistes préfèrent soutenir leur bourgeoisie plutôt que rompre avec le réformisme.

---

[63] Frank P., « Comment rebâtir le parti révolutionnaire du prolétariat », La Vérité, 10/08/1934. Pierre Frank s'oppose à cette façon d'entrer dans la SFIO.
[64] Clart, « Lettre du camarade Clart », p. 57.
[65] Idem, p. 58.
[66] Craipeau Y., Le mouvement trotskyste en France, Paris, Syros, 1971, p. 110.
[67] Vereeken G., La Guépéou dans le mouvement trotskyste, op. cit., p. 89.
[68] Ketz S., De la naissance du GBL..., op. cit., p. 36.

Naville-Blasco, pour leur part, en accord avec L'Huillier sur la SFIO, ne voient simplement aucun intérêt à entrer dans celle-ci pour la construction du parti. Au mieux accepteraient-ils la création d'une tendance dans la SFIO si une organisation indépendante continuait d'exister.

Dans le BI n° 1 de septembre 1934, « D » signe une lettre d'Antibes, datée du 21 août 1934[69], pour refuser l'entrée dans la SFIO. Il justifie sa position en relevant, d'une part, que La Vérité n'a encore jamais montré que « *le caractère de la social-démocratie dans son ensemble s'est modifié* ». Par ailleurs, il explique que « *si le régime intérieur de la SFIO est ce qu'il est présentement, c'est qu'aucune tendance intérieure ne met en péril la bureaucratie social-démocrate* » ; il ajoute que « *Le PC a eu jusqu'à présent un caractère suffisamment 'repoussoir' pour permettre les luttes de tendance au sein de la SFIO sans compromettre sa puissance* ». L'entrée de la Ligue amènerait les dirigeants SFIO « *assez habiles pour ne pas laisser à la Ligue le temps de s'enraciner suffisamment dans son sein pour déterminer un nouveau congrès de Tours* ». Pour lui donc, la proposition d'entrée de la Ligue dans la SFIO n'est pas sérieuse, celle de Clart et Rigaudias « *l'est plus parce que moins paniquarde, mais elle n'est pas moins erronée* ». A son avis, la tâche la plus immédiate est de chercher tous les moyens pour le regroupement des bolcheviks-léninistes[70].

Les partisans de l'entrée sont, eux aussi, divisés. Pour Clart et Rigaudias, le tournant se veut à long terme et vise transformer la SFIO en parti révolutionnaire. G. Rosenthal développe sensiblement les mêmes positions. R. Molinier ne voit lui qu'un tournant conjoncturel et externe au parti. « *La modification de la situation en France et de la structure des partis constitue la cause de notre tournant* », écrit-il dans le BI[71]. Molinier et Frank voient la

---

[69] « D » est la signature de Maurice Doudain. Lettre publiée dans le BI du GBL dans la SFIO, n° 1, sept. 1934. Les citations suivantes sont extraites de cette lettre.
[70] Doudain fait ici allusion à la scission de 1933 sur le problème, déjà, de regroupement avec des centristes. Cette scission donna naissance à un bulletin, L'International, puis à L'Union Communiste.
[71] « Note sur 'L'entrée dans la SFIO'», BI n° 1, sept. 1934, p. 29.

construction du futur parti révolutionnaire à travers l'unité organique. Les Jeunesses léninistes (Craipeau, Kamoun, Rousset) optent pour une attitude offensive vis à vis de la SFIO et souhaitent « *l'entrée avec le drapeau déployé afin de construire rapidement le parti marxiste pour aborder la crise révolutionnaire prochaine* »[72].

En écho, L'Avant-Garde de septembre 1934 titrait « Vers le Parti Unique : La Ligue communiste entre dans la SFIO » et précisait : « *Après 'Le Populaire', organe du parti socialiste, nous devons faire part à nos lecteurs d'un fait politique d'une grande importance : l'entrée de la Ligue Communiste Internationaliste, section française des Bolcheviks-Léninistes, dans la SFIO* ». L'article, après avoir précisé le « *rôle d'avant-garde* » de la Ligue lors des événements de février et la « *place éminente occupée par Léon Trotsky dans l'analyse marxiste des événements et dans la conduite révolutionnaire du prolétariat mondial* », notait que la décision d'entrer dans la SFIO était le résultat de l'impossibilité de rejoindre le PC et de l'ouverture de la SFIO, plus « *habitabl*e ». Venait ensuite l'intégralité de la déclaration des Bolcheviks-Léninistes. On peut relever que : « *Les bolcheviks-léninistes veulent prendre la part la plus large dans ce regroupement vers un seul parti révolutionnaire du prolétariat qui ne peut s'opérer que dans l'action, dans l'élaboration et la critique de l'action. Dans les conditions présentes, continuer comme petit groupement indépendant ne permettrait pas de jouer notre rôle avec l'efficacité que réclame la gravité de la situation. C'est pourquoi nous avons décidé d'entrer tels que nous sommes, avec notre programme et nos idées dans le parti socialiste* (...). *Dans les combats communs contre la bourgeoisie,* [nous voulons] *ELABORER AVEC EUX LES MEILLEURS MOYENS, LA MEILLEURE METHODE POUR SE LIBERER DES CHAINES DU CAPITALISME. Les Bolcheviks-Léninistes, en entrant dans les rangs du parti socialiste, ne demandent que le droit de participer à son action, celui de défendre à l'égal de toute autre tendance les idées qu'ils se sont forgées dans des*

[72] Ketz S., De la naissance du GBL..., op. cit., p. 41.

années de lutte ; ils s'engagent à être disciplinés dans l'action révolutionnaire »[73].

La position défendue par « *Jean Rous, appuyé par Trotsky* »[74] avait triomphé. Pour Jean Rous, c'était donc le « retour » dans la SFIO mais dans des conditions bien différentes de son adhésion d'avant 1934.

4. L'ancrage trotskyste, 1934 :

Maurice Jaquier nous parle de Jean Rous : « *Il adhéra à la 14ème section vers septembre. Avocat, rond d'aspect, sympathique, ouvert... passablement diplomate...* »[75]. On retrouve là le personnage que ses amis trotskystes ont décrit. Cette 14ème section est assez symbolique ; elle correspond, certes, au lieu d'habitation de Jean Rous puisqu'il habite rue Gassendi, mais c'est aussi là que Lénine et Trotsky, en 1902, ont milité dans le parti socialiste. Plus tard, de retour dans le 14ème arrondissement, Jean Rous écrira, en effet, : « *Retour à Paris, dans notre bon XIVème et notre XIVème section, celle de Lénine, Trotsky, Bracke, Blum* »[76]. Notons qu'en 1903, Trotsky habitait aussi rue Gassendi[77] et qu'il a rencontré Natalia, rue Lalande[78] tandis que Lénine habitait rue Marie-Rose.

Jean Rous connaît dès lors une montée rapide dans la direction de l'organisation trotskyste française. Dès cette époque de l'automne 34, il est élu membre suppléant du Comité central du groupe bolchevik-léniniste de la

---

73 L'Avant-Garde, sept. 1934, ADPO.
74 Pluet-Despatin J., Prolétariat et avant-garde, les étapes du mouvement trotskyste en France de 1929 à 1944, thèse de IIIème cycle, EHESS, Paris-Sorbonne, s. d. G. Haupt, 1975, p. 71.
75 Jaquier M., Simple militant, Paris, Denoël, 1974, p. 92.
76 ADPO, 96 J 24, fonds Jean Rous, Carnet, 19 juin 1973.
77 Natalia Trotsky, « Lettre à Léon Trotsky », 2 sept. 1933, Léon et Natalia Trotsky, Correspondance, 1933-1938, Paris, Gallimard, 1980, p. 22.
78 Léon Trotsky, « Lettre à Natalia », 3 sept. 1933, idem, p. 26.

SFIO, lors de la 3ème Conférence[79]. Il est par ailleurs désigné comme responsable de la documentation pour le groupe. Simultanément, il travaille auprès de R. Molinier à la collecte de fonds pour l'organisation, comme nous avons pu le voir précédemment. La lettre de Rodolphe Prager témoignant de cette activité de Jean Rous est confirmée par J. Van Heijenoort dans son ouvrage Sept ans auprès de Trotsky.

Comme c'est souvent le cas dans les organisations faibles en nombre et relativement jeunes, le problème financier, lié à la nécessité d'avoir une presse, seul moyen d'apparaître régulièrement, est essentiel. Or, le journal La Vérité est menacé à chaque numéro de ne pas paraître. C'est en partie la raison d'être de cet Institut Français de Recouvrement.

Dans son essai autobiographique inédit, R. Molinier écrit : « *On m'accusait avec grand fracas d'exercer des pressions financières sur les membres de l'organisation, me reprochant mes affaires douteuses (déjà le 10 octobre 1933, la résolution du plenum international me demandait instamment de me retirer des affaires pour me consacrer entièrement à la lutte politique). Ce n'était pas si simple ! Mes affaires (celles d'Henri sont les mêmes ! nous ne récupérions que des créances impayées, légalement !), nos affaires ont largement servi à financer l'organisation, les organes de presse et nombre de militants avaient travaillé pour Henri...* ». Plus loin, il ajoute à propos de l'Institut : « *A nouveau, je demande une commission d'enquête (celle-ci n'arrangerait pas tout le monde car nombreux sont les militants à avoir travaillé pour l'institut). Quoiqu'il en soit* (...)*, je me décide à abandonner l'institut momentanément* »[80].

Dans son mémoire de maîtrise sur les « moliniéristes », L. Vasseur, rapporte que Rosmer ne supportait plus Molinier, mais aussi et surtout que Molinier fût en même temps dirigeant du groupe et financier de l'organisation : Molinier travaillait à l'Institut Français de Recouvrement avec son frère Hen-

---

[79] Ketz S., De la naissance du groupe bolchevik-léniniste…, op. cit., annexe 1.
[80] Molinier R., Mémoires, document inédit, archives du CERMTRI, ch. 6, p. 5 et 9. Ces deux extraits font référence à des discussions qui ont eu lieu pendant l'année 1936. R. Molinier écrit « quoiqu'il en soit… » et non comme il l'aurait dû « quoi qu'il en soit ».

ri Molinier, en employant des méthodes parfois brutales pour obtenir le règlement des dettes : « *les affaires leur permettaient d'apporter des sommes à l'organisation* (...). *Ces rumeurs sont balayées par la commission d'enquête de 1933. Mais ces bruits courront sur Molinier jusqu'à la guerre. En fait, il ne s'agissait pas d'affaires financières bien assises, florissantes, ce n' était pas des sources de revenus réguliers. Les sommes apportées par Molinier n'étaient pas importantes et variaient* (...). *Il faut ici réhabiliter Molinier* (...). *C'était surtout son frère Henri qui s'en occupait* (...). *Jamais Henri n'a subi ce genre d'attaques* (...) *ce qui prouve leur caractère calomnieux* »[81].

Cela écrit, aujourd'hui encore lorsque l'on interroge les anciens militants sur l'Institut, la gêne s'installe. J. Rous apparaît à deux reprises à propos de l'Institut dans le travail de L. Vasseur : « *Rous a été longtemps mêlé aux affaires de Molinier comme avocat du cabinet* »[82]. On peut se demander s'il agissait en cette qualité ainsi qu'il est décrit à propos de la défense d'un militant, Mèche[83], inculpé en 1935[84]. « *Dans les inculpés, notre camarade Mèche. Parmi les avocats, Rous et Gérard*[85]. *Parmi les témoins : Déglise, cité par Mèche. Au tribunal, Déglise se fait chasser pour sa déposition par le président. Mèche fait une déclaration révolutionnaire. Et Rous et Gérard parlent non en révolutionnaires mais en avocats, pour leur 'client', invoquant un 'verdict modéré' avec force citations républicaines* ».

L. Vasseur revient aussi sur Rous et l'Institut à propos d'un article publié dans L'Intransigeant du 23 juin 1936 par Emmanuel D'Astier et intitulé « La Vérité sur la quatrième internationale ». L'auteur pose la question : « *D'où vient l'argent ?* » et ajoute : « *D'aucuns signalent des bailleurs de fonds suspects... Dans les cercles opposants, certains connaisseurs désignent eux-mêmes un des principaux artisan de cette manoeuvre, un meneur archi-suspect, exclu du Parti communiste, puis du groupe léniniste* ». Cette

---

81 Vasseur L., Les Moliniéristes, op. cit., p. 19.
82 Idem, p. 54.
83 Mèche est le pseudonyme de Meichler.
84 La crise de la section française de la Ligue Communiste Internationaliste, 1935-1936, éd. du Comité pour la IVème Internationale, t. 1, 1936, p. 83.
85 Il s'agit de Gérard Rosenthal.

allusion à peine voilée à Molinier amène L. Vasseur à rappeler les deux hypothèses concernant l'un des « connaisseurs ». « *L'hypothèse retenue, et qui avait été avancée par Trotsky, est que l'auteur de cet article pourrait être Souvarine. Mais il n'existe aucune certitude. Certains ont également songé à Rous, qui avait été pendant un certain temps en relation avec un journaliste de 'l'Intransigeant'* »[86]. On voit assez bien qu'en définitive cette « affaire Molinier » recouvre autant des oppositions politiques que des problèmes de « moralité révolutionnaire ».

En janvier 35, Rous est élu au Bureau politique dont il occupe le poste de Secrétaire administratif. Il se trouve par ailleurs, en compagnie d'Y. Craipeau, chargé de la « milice » de l'organisation, c'est à dire le service d'ordre.

On comprend dès lors que l'ordre des avocats n'ait aucune trace d'activité professionnelle de Jean Rous durant cette période[87] . Cette « discrétion » témoigne généralement de l'absence de problèmes avec les clients ou de... l'absence d'activité professionnelle.

Comment expliquer une ascension politique si rapide ? Yvan Craipeau nous fournit une explication : « *Il connaît bien le PS. La Ligue communiste est un petit groupe dont l'atmosphère est empoisonnée par les relations personnelles entre Naville et Molinier* »[88]. David Rousset, pour sa part, explique qu'« *un groupe de militants a adhéré en même temps que lui-même. Il y avait des équipes de trotskystes : celle représentée par Naville et Rosenthal qui appartenait au PC et qui sont devenus trotskystes alors qu'ils appartenaient au PC et qui ont été exclus. C'est la première génération. Une seconde génération est représentée par ceux qui ont adhéré plus tard, alors que l'organisation était déjà indépendante (Rigaudias, Boitel, Bardin, Rousset).*

[86] Vasseur L., Les Moliniéristes, op. cit., p. 66.
[87] Ozanam Y., archiviste du Conseil de l'ordre des avocats. Lettre du 20 sept. 1990.
[88] Lettre d'Yvan Craipeau du 26 décembre 1989.

Ceux-là sont arrivés sans passer par le PC »[89]. Même si ce n'est pas dit explicitement, Rous fait partie de cette deuxième génération.

Pour R. Prager, l'ascension rapide de Rous s'explique par le moment de son arrivée dans l'organisation. « *Le débat d'entrée est très violent car on casse une certaine tradition du bolchevisme pur et dur. L'émergence de Rous est facilitée par le fait qu'il est arrivé au moment où il n'y a plus qu'une moitié d'organisation, très affaiblie, et où lui-même est très engagé dans la SFIO.* (...) *Il était en dehors des deux fractions qui s'opposaient.* (...) *Trotsky cherchait à faciliter l'émergence d'un groupe tampon avec les frères Bardin et d'autres et Hic* », nous a-t-il confié[90].

Ces trois informations vont donc dans le même sens puisque en fait l'adhésion de Jean Rous est effective au moment crucial où, d'une part, le débat Molinier/Naville (et leurs relations) rend particulièrement difficile le fonctionnement de la Ligue et où, par ailleurs, voulant entrer dans la SFIO pour construire l'organisation, un militant implanté dans cette SFIO vient frapper à la porte. Enfin Trotsky, en France, a peut-être pu le rencontrer dans la période où il est à Barbizon et où, selon P. Broué, « *C'est lui* [Trotsky] *qui se déplace désormais, une fois, parfois deux fois par semaine, pour se rendre à Paris, à des rendez-vous arrangés pour lui par Liova* [Léon Sedov]*. Dans les cas les plus importants, les rencontres ont lieu dans l'appartement de Gérard Rosenthal* (...) *et même dans le local de la Ligue communiste, où, sans être vu, grâce à des portes entrouvertes, il assiste à des discussions politiques qui lui apprennent beaucoup* »[91]. Cela se passe entre novembre 1933 et le 14 avril 1934, date de la « découverte » de la présence de Trotsky à Barbizon à cause du contrôle d'identité subi par Rudolphe Klément le 12 avril 1934. Le courrier reçu par Trotsky se trouve dans la sacoche du vélomoteur sur lequel circule le secrétaire de Trotsky, sans éclairage et ... sans papiers[92].

---

[89] David Rousset : entretien du 9 juillet 1990.
[90] Rodolphe Prager : entretien du 16 juillet 1990.
[91] Broué Pierre, Trotsky, op. cit., p. 775.
[92] Archives nationales. Dossier Trotsky. F7/13891.

Toujours est-il que Jean Rous se retrouve très vite au bureau politique et, avec le soutien (ou non) de Léon Trotsky, élu par ses camarades. Dans le même temps, il apparaît dans les comptes rendus du Secrétariat international de la Ligue communiste internationaliste. Le premier compte-rendu y faisant référence est celui du 16 avril 1935. Il est alors en compagnie de Dubois, Martin (A. Leonetti), Oscar F. (Otto Schüssler), en remplacement de Nicole (Erwin Wolf) et pour le débat sur la jeunesse de Vannier (Jean Van Heijenoort). Les Archives Nationales ne possèdent aucun bulletin intérieur de la Ligue communiste internationaliste entre fin octobre 1933 et le numéro du 1er mai 1935, non numéroté[93], tandis que le CERMTRI a un manque entre juillet 1933 et février 1934. Par contre, ce centre est le seul à posséder les procès-verbaux des réunions du Secrétariat international permettant de suivre l'évolution des membres de ce Secrétariat[94].

[93] Archives nationales. Sous série F7. Police générale. 14796 et 14797.
[94] CERMTRI. Documents classés par année. Index dans le Cahier du CERMTRI n° 52 de mars 1989.

CHAPITRE II
L'ANNEE 1935 :

Elle constitue, pour Jean Rous, une année particulièrement riche d'engagements et de combats. Par ses choix politiques, il se trouve au premier plan tant en ce qui concerne les débats traversant alors la gauche française, et a fortiori ceux de son pôle révolutionnaire, qu'en ce qui touche les luttes essentielles de ce tournant historique majeur avec l'échec de la révolution espagnole.

1. La situation française ; les débats à gauche :

1. Les bolcheviks-léninistes à l'intérieur de la SFIO :

Si, comme nous l'avons vu plus haut, le choix des militants trotskystes fut alors d'entrer à la SFIO et celui de J. Rous de s'engager pleinement dans ce combat, celui-ci n'en fut pas plus facile pour autant. Il milite activement dans sa section. S. Ketz note que « *Rous et Frank dans le quatorzième arrondissement occupent des postes de responsabilité. Ils leur arrivent* (sic) *de prendre la parole au nom de la tendance devant des auditoires non spécifiquement socialistes* (...). *Leurs réunions d'information sont beaucoup plus fréquentes que celles d'autres tendances (quatre cents militants à la réunion des Amis de la Vérité, le 12 novembre 1934, tandis que quatre-vingts seulement assistaient à celle des Amis de la Bataille Socialiste)* »[95]. A l'inverse, dans une lettre à Zyromski, Farinet, membre de la tendance Bataille Socialiste (unifiant encore Zyromski et Pivert), et exclu du bureau fédéral pour s'être opposé à la motion qu'avait fait voter Molinier dans la XIXème section

---

[95] Ketz S., De la naissance du GBL ..., op. cit., p. 60.

(motion dite « d'alarme »), incrimine M. Pivert et ajoute : « *Le flirt avec les trotskystes* (...) *dans le XIVème a vidé la section d'un grand nombre d'adhérents : de trois cent cinquante, elle est tombée à cent cinquante environ* »[96].

Nous reviendrons plus loin sur les péripéties de la vie interne du groupe bolchevik-léniniste. Notons seulement maintenant que, pendant une grande partie de la période entre l'entrée dans la SFIO et le premier congrès auquel ils vont assister, P. Naville et les camarades qui avaient refusé la tactique « entriste » sont cependant entrés dans la SFIO mais ont refusé de collaborer avec le GBL. Les militants du groupe Naville sont appelés « communistes internationalistes ». Cependant, « *Suite à un échange de lettres entre Rous, secrétaire du GBL, et Naville et à des réunions unitaires entre les deux organisations, une motion du groupe bolchevik-léniniste est rédigée en commun* »[97] par les militants du GBL et les communistes internationalistes. Dans le cadre de l'élaboration de la motion pour le congrès SFIO de juin, les GBL étaient eux-mêmes divisés entre ceux qui soutenaient l'idée d'une motion commune GBL-Lutte de classe (communistes internationalistes) « *posant clairement la question du parti révolutionnaire et de la IVème Internationale* »[98], ceux qui acceptaient cette solution et refusaient en plus une motion acceptable par la majorité « *des chefs et des militants centristes de gauche* »[99], ceux qui préconisaient une motion BL pour la fédération de la Seine et une motion unique avec la gauche en Province[100].

« *Le 3 avril 1935, le Comité central rejette le principe d'une motion déclaration de principe Bolchevik-Léniniste* », selon S. Ketz[101], « *car les positions trotskystes sont encore très faibles dans le parti socialiste et cela ne*

---

96 Cité par J. Kergoat, in : Marceau Pivert, socialiste de gauche, Paris, éd. de l'Atelier, 1994, p. 81, note 9. Cette « motion d'alarme pour la lutte immédiate » a été publiée dans La Vérité du 2 novembre 1934, p. 2 et 3.
97 Ketz S., De la naissance du GBL ..., op. cit., p. 76, qui s'appuie sur le BI du GBL n° 5, du 6/04/1935.
98 Idem, p. 96.
99 Rous J., « A propos du prochain congrès du parti », BI du GBL de la SFIO n° 5, avril 1935.
100 Rousset, Rigaudias, Rosenthal soutiennent la motion commune BL-Lutte de classe, Rous et Hic prônent la deuxième solution, Meuris la troisième.
101 Ketz S., De la naissance du GBL..., op. cit., p. 96.

pourrait que favoriser les menaces de répression », écrit le CC, qui ajoute qu'il « *propose aux éléments déclarant se diriger vers des positions révolutionnaires, mais n'ayant pas sur toutes les questions les conceptions des BL, une résolution plate-forme sans équivoque sur la lutte concrète contre la politique révolutionnaire* »[102].

Entre le 9 et le 12 juin 1935, se déroule à Mulhouse le 32ème Congrès National du Parti socialiste SFIO.

Dès le premier jour, le dimanche 9 juin, les bolcheviks-léninistes, par la voix de R. Molinier, refusent de voter un texte qui se solidarise avec Louis Levy condamné par le tribunal de Lille, en affirmant que : « *Le parti socialiste tout entier fait sienne la déclaration imputée à crime à Louis Lévy, conforme à la tradition socialiste et républicaine constante sur le devoir impérieux pour les soldats de ne jamais tourner leurs armes contre les institutions républicaines et les libertés démocratiques* »[103]. Les bolcheviks-léninistes souhaitent inclure dans la solidarité F. Zeller, de la Fédération des Jeunesses de la Seine, qui n'est pas encore militant trotskyste et « *tous les soldats condamnés pour action antimilitariste* »[104]. Le dimanche après-midi, P. Naville prend la parole sur le rapport moral. « *Mouvement dans la salle ; protestations diverses* », relève le compte-rendu[105]. Naville se plaint d'abord de la présence à un congrès de parti ouvrier de « *représentants officiels de journaux de la classe ennemie* ». Puis il attaque le fait que les décisions prises par la direction du parti dans la Seine soit « *sabotées par la CAP* » et que *'Le Populaire'* (...) *refuse dans certaines occasions de soutenir les actions décidées en plein sérieux et en pleine connaissance de cause par la Fédération de la Seine* »[106]. Il est pris à parti par Zyromski, de La Bataille Socialiste, par ail-

---

[102] Résolution du CC du 3/04/1935. BI du GBL n°5, avril 1935.
[103] Compte-rendu sténographique du congrès, Librairie Populaire, p. 42, archives de l'OURS.
[104] Idem. Notons aussi que le Préfet des Pyrénées Orientales écrit au Ministre de l'Intérieur le 15 avril 1935 que le député Joseph Rous est intervenu contre l'inculpation de Zeller, secrétaire fédéral des Jeunesses de la Seine, pour antimilitarisme. ADPO, 31 W 171/1.
[105] Idem, p. 48.
[106] Idem, p. 51.

leurs membre du comité de rédaction du Populaire. Il semble que Naville fasse référence à un manque de soutien du parti en ce qui concerne l'autodéfense et la lutte contre le fascisme.

Le lendemain c'est de nouveau Molinier qui intervient sur le problème de l'Internationale Ouvrière Socialiste. Devant les faillites de la IIème internationale et de la IIIème, « *Camarades, au nom des milliers de prolétaires russes, de Bolcheviks qui sont en Sibérie, nous vous le disons avec l'aile gauche du parti socialiste et de l'internationale socialiste : créons la nouvelle internationale* ! »[107], demande-t-il. Plus loin, il utilise même le terme de « *quatrième internationale* ». Cela vaut à Molinier et ses camarades le qualificatif de « *camarades – léninistes – bolchevistes – trotskystes – anticommunistes – pacifistes - etc !* », employé par S. Grumbach. Puis vient le débat sur les rapports entre le parti et le groupe parlementaire. Naville, pour le GBL, fait un contre rapport et précise que, en entrant dans le gouvernement d'union nationale de Laval, Frossard, ministre du travail et socialiste, est une « *canaille qui se vend à la classe capitaliste* »[108]. Mais en fait, Naville a beaucoup de mal à terminer son intervention, interrompue à de nombreuses reprises. Cependant il parvient à relever les points de désaccord avec les votes du groupe essentiellement sur le problème de la guerre qui vient. Une autre intervention de Naville traite du gouvernement des partis ouvriers en lieu et place des partis bourgeois en raison de la crise politique qui secoue la France. « *Le problème du pouvoir*, dit Naville, *se pose aujourd'hui sur un terrain extra-parlementaire avant tout* (…). *En Russie soviétique, ce sont les soviets qui ont donné cette forme. Ici, nous devons trouver ces mêmes formes* (...). [Il faut] *aider* [la classe ouvrière] *à créer les communes, à créer les organisations de pouvoir, à développer le rôle des syndicats, à s'armer largement, à créer des comités de défense* (...). *Seul peut le faire un gouvernement prolétarien* »[109]. Les bolcheviks-léninistes ne votent pas non plus une motion de solidarité avec les membres du PS de Tunisie réprimés par le tri-

---

107 Idem, p. 123.
108 Idem, p. 180.
109 Idem, p. 394.

bunal de Tunis parce que cette « *solidarité est bien sûr entière et complète. Mais* (...) *la position d'ensemble du parti dans la question coloniale est insuffisante* »[110]. La motion BL sur la lutte pour le pouvoir est défendue par Molinier. Pour lui, le PS ne peut aboutir sur le terrain de la démocratie bourgeoise. « *Le Parlement a son importance, la lutte électorale a son importance* (...), *mais elles* [les traditions parlementaires] *n'ont d'importance que comme appoint à toute lutte révolutionnaire... et pas comme le tout de la lutte du prolétariat* »[111]. Puis il rappelle que dans les luttes menées, on fait appel pour les réprimer aux « *troupes coloniales pour briser leur révolution libératrice* [celle des Espagnols] »[112]. Aussi il faut affaiblir l'impérialisme français par la lutte de classe aux colonies. Il faut aussi, pour mener le combat au moment de la crise aigüe, organiser ce combat avec la création de groupes de défense, conçus comme milice du prolétariat.

La violence des interventions des bolcheviks-léninistes à la tribune permet à Léon Blum de s'écrier : « *Camarade Molinier, je vous dirai sans aucune espèce de ménagement et de précaution oratoire que si l'unité organique pouvait s'établir entre les communistes et nous, que cette unité laisse en dehors le petit groupe où vous figurez, j'en prendrai aisément mon parti* »[113] .

Cependant, en fonction des mandats qu'il obtient et de l'ancienneté de ses militants dans une organisation ouvrière, le GBL obtient une place à la commission administrative paritaire. Jean Rous devient donc titulaire de la CAP tandis que P. Frank en est le suppléant.

G. Rosenthal a bien voulu nous raconter comment il fut décidé que J. Rous serait le titulaire BL (motion Molinier) à la CAP. *« A l'été 1934, nous étions rentrés dans le parti socialiste. Naville et quelques-uns de ses amis s'étaient séparés de nous sur la question de l'entrisme mais, il avait fini, quand même, à rentrer dans le PS où, autant que je me souvienne, il formait*

---

[110] Idem, p. 519.
[111] Idem, p. 536.
[112] Idem, p. 541.
[113] Selon le compte-rendu sténographique publié par La Librairie populaire, p. 223.

un groupe voisin du nôtre. Vinrent les élections au comité directeur du PS. Elles se produisaient à la proportionnelle. Les voix étaient recueillies dans chaque section. Le total de nos voix nous donnait droit à un représentant au comité directeur. Molinier, qui était fort de la position que lui donnait dans l'organisation l'éviction de Naville et usant de sa position dominante, voulait imposer la présence de Frank comme notre représentant au comité directeur du PS. J'avais fait une opposition irréductible à ce choix et, comme le nombre de voix dont nous disposions était fait du total des voix obtenues dans le parti, mon opposition rendait impossible la désignation de Frank. J'ai subi toutes les pressions possibles pour céder et accepter que Frank nous représente au Comité directeur. En désespoir de cause, le Secrétariat international, dans des conditions dont je me souviens mal, avait désigné pour trancher la question Ruth Fischer, épouse de Maslow, qui, bien que dirigeante du PC allemand et bien que zinovieviste, avait rejoint dans l'exil l'opposition et travaillait avec nous. C'était une femme de grand tempérament et habituée aux roueries de la lutte politique. La séance où nous nous rencontrâmes se situait, je ne sais plus pourquoi, dans une petite chambre obscure, éclairée seulement par une lampe tempête sur la table. Il y avait là R. Fischer, Molinier et moi ... et la question devait être tranchée. Au bout d'une très longue et très âpre discussion, comme je maintenais d'une façon absolue mon opposition, j'obtins qu'au dessus des fractions internes du groupe un candidat fut choisi et c'est ainsi que notre accord se fit sur la désignation de J. Rous »[114].

Le rapprochement entre le PC et la SFIO entraîne un clivage au sein de la gauche de cette dernière[115], avec, d'une part, les prises de position de plus en plus révolutionnaires et proches des trotskystes de Marceau Pivert et, d'autre part, le deuxième courant de la « Bataille Socialiste », celui animé par Zyromski, qui se trouve sur des positions suivistes par rapport au PC.

---

[114] G. Rosenthal, entretien du 21 août 1990.

[115] Ce groupe s'appelle encore : « Bataille socialiste » avant de devenir « Gauche révolutionnaire » après la rupture entre Pivert et Zyromski en septembre 1935.

Peu après la « victoire » des bolcheviks-leninistes survient le premier acte de leur exclusion. Ce sont d'abord les Jeunes Socialistes de la Seine, dont le journal intitulé Révolution tire à quatre-vingt mille exemplaires alors que Le Cri des jeunes, organe national des Jeunes Socialistes, ne tire qu'à trente mille exemplaires qui vont déchanter. Treize des dirigeants de la Seine sont exclus pour « *propagande en faveur de l'affiliation à la IVème Internationale* »[116]. Malgré un baroud d'honneur réunissant des délégués de la Seine, la Seine et Oise, l'Yonne, la Haute Vienne, le Rhône, le Morbihan, les Alpes-Maritimes, la Drôme, le Loir et Cher, le Lot et Garonne et le Finistère, les exclusions sont confirmées, les locaux parisiens scellés. Le soutien apporté par Marceau Pivert n'y changera rien.

2. Les contacts avec Léon Trotsky :

Jean Rous n'était pas présent au 32ème congrès de la SFIO. Les raisons de son absence confirment paradoxalement l'importance qu'il accorde à ces débats et... l'importance de son propre rôle à l'intérieur de ceux-ci. En effet, si J. Rous est absent du congrès c'est qu'il se trouve alors en compagnie de L. Trotsky.

Ce n'est pas la première fois que les deux hommes se rencontrent ; quelques mois auparavant, J. Rous s'est rendu à Domène où Trotsky est alors installé, plus ou moins clandestinement, chez un instituteur, Louis Beaux. Cette rencontre, confirmée par J. Van Heijenhoort[117], est racontée dans Un Homme de l'ombre par Jean Rous et est datée par Mme D. Gauthiez de février 1935[118].

Des doutes subsistent quant au mois exact de cette visite. En effet, pour préciser la date, Jean Rous fait état de deux faits : « *Je suis allé lui* [à Léon Trotsky] *rendre visite à Domène ; il écrivait alors un essai sur Thermi-*

---

[116] Joubert J. P., Révolutionnaires dans la SFIO, op. cit., p. 67.
[117] Sept ans auprès de Trotsky, op. cit., p. 115.
[118] Gauthiez D., Rous J., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 27.

dor et le bonapartisme (...). *Il m'a aussi parlé de son fils Serge pour lequel il était inquiet car il venait d'être arrêté* »[119]. Il précise même, dans Itinéraire d'un militant, qu'il le rencontra « *le jour où lui parvint la nouvelle de l'arrestation, par Staline, de son fils Serge* ». Trotsky note dans son Journal d'exil, à la date du 2 avril 1935, « *De mon fils cadet Seriogia, professeur à l'institut technologique, il n'arrive plus de lettre. Dans la dernière, il écrivait que je ne sais quels bruits alarmants couraient dans son entourage* (...)*. S'il est vrai qu'il a été déporté, c'est exclusivement pour des motifs de vengeance personnelle : il ne pouvait y avoir de raisons politiques* »[120]. Trotsky s'inquiète car il vient d'apprendre que sa première épouse Alexandra Lvovna Sokolovskaïa a été déportée en Sibérie. Par ailleurs, P. Broué et M. Dreyfus datent la rédaction de L'Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme du 1er février 1935 ; la première publication date en fait d'avril 1935[121]. Ainsi, il parait difficile de dater ce voyage à moins de penser, si Jean Rous ne se trompe pas, qu'en fait Léon Trotsky est en train de corriger l'épreuve de Thermidor et Bonapartisme. Alors on peut situer ce voyage fin mars ou même peut-être début avril. A la date du 1er juin 1935, Trotsky écrit dans le Journal d'exil : « *Il y a trois jours, nous avons reçu une lettre de notre fils : Serojia a été arrêté, il est en prison* »[122]. Mais ce n'est qu'une supposition que rien ni personne ne peut confirmer ou infirmer.

Quoi qu'il en soit, les fonctions importantes de J. Rous ne peuvent être mises en doute. Comme on l'a vu, il est associé depuis septembre 1934 aux décisions de la direction nationale de l'organisation.

Quant à la direction internationale, on peut ajouter que, même s'il n'en est pas membre, il participe à certaines de ses actions, puisque G. Vereeken le signale à Bruxelles le 10 mars 1935 en notant : « *L'attitude du 'délégué' du SI, le camarade Clart* [Rous], *était pour le moins curieuse* ». Les guillemets pour « délégué » peuvent être interprétés de façon différente. Signifient-ils

[119] Idem, p. 31.
[120] Trotsky L., Journal d'exil, 1935, Paris, Gallimard, 1960, p. 85-86.
[121] Trotsky L., Oeuvres, op. cit, tome 5, 1979, p. 68.
[122] Journal d'exil, op. cit., p. 155.

que Jean Rous n'est pas officiellement délégué du SI ou qu'il n'est délégué que de Trotsky puisque plusieurs membres du SI s'opposent à l'entrisme que Jean Rous va défendre à Bruxelles ?. Ou encore manifestent-ils un certain mépris pour cet individu « délégué » ?. Là encore l'absence d'archives laisse planer des doutes.

Le deuxième contact direct avec Trotsky aura donc lieu, comme signalé plus haut, en juin 1935, les 13 et 14 précisément. J. Rous accompagne Léon Trotsky dans le voyage que celui-ci effectue en train entre Paris et Anvers avec Natalia, sa femme. Le couple vient enfin d'obtenir un visa pour la Norvège alors qu'en France il est indésirable, même si on se garde bien de l'expulser. Trotsky lui-même raconte : « *Jusqu'à Anvers, nous fûmes accompagnés, outre Van*[123]*, par un camarade français, Rous de Perpignan, un catalan. Le policier qui nous convoyait se trouva être son 'pays'. Une intéressante conversation s'engagea entre eux dans le dernier compartiment* »[124] .

Pour J. Van Heijenhoort : « *Dans la nuit du 13 au 14 juin 1935, nous prîmes à la gare du Nord le train de minuit et quart pour Anvers, Trotsky, Natalia, Jean Rous et moi. Rous, qui était alors l'un des dirigeants du groupe trotskyste français, venait avec nous jusqu'à Anvers pour que je ne fusse pas seul pour la garde ; Trotsky voulait aussi s'entretenir avec lui des problèmes du groupe trotskyste français*»[125].

En fait, cette fonction de garde du corps que Van Heijenhoort attribue dans ce texte à Rous paraît convenir assez mal à ce dernier bien qu'il soit responsable des milices TPPS[126]. Son tempérament pacifique a marqué certains témoins de l'époque beaucoup plus sûrement qu'une quelconque ardeur belliqueuse, encore que l'on se rappelle ce que P. Parizot nous a dit des capacités de Jean Rous à « faire le coup de poing » contre des ennemis. Et plus que pour prêter main forte à Van Heijenhoort dans la défense physique de Léon Trotsky et de sa femme contre d'éventuels agresseurs, Rous,

---

[123] Il s'agit bien sûr de Van Heijenhoort.
[124] Trotsky, Journal d'exil, 1935, op. cit., p. 170.
[125] Sept ans auprès de Trotsky, op. cit., p. 119.
[126] Ce sigle signifie : « Toujours prêts pour servir », service d'ordre de la SFIO, mis en place par la Bataille Socialiste et investi, à Paris, par les trotskystes.

comme le relève d'ailleurs Van Heijenhoort, semble être là pour clarifier avec Trotsky les problèmes du groupe.

Ceux-ci ne sont pas minces et semblent de deux ordres :

- D'une part, l'organisation trotskyste est confrontée à de nombreuses tensions internes, oppositions politiques et personnelles, que Jean Rous tente de réduire en jouant la conciliation. Aux yeux de Trotsky, ce jeune militant, peut-être déjà disposé par son tempérament, mais surtout non issu du vieux groupe de La Vérité, offre la possibilité de créer une troisième force dans l'organisation, arrivant à tempérer les poussées agressives des deux autres tendances.

- D'autre part, il semble que l'objet du voyage, et c'est là que nous retrouvons la question de la situation du groupe des BL à l'intérieur de la SFIO, soit aussi de convaincre Rous qu'il faut se préparer à sortir de ce parti[127]. Cela peut paraître d'autant plus paradoxal qu'au même moment, comme nous venons de le voir, J. Rous est élu au nom de la tendance bolchevik-léniniste à la CAP de la SFIO.

3. Les problèmes internes au groupe :

Parallèlement aux événements que le groupe bolchevik-léniniste connaît à l'intérieur de la SFIO, il est agité de sérieux problèmes internes. Nous avons vu qu'ils avaient motivé la présence de Jean Rous auprès de Trotsky dans le train d'Anvers, au même titre que la situation du groupe dans la SFIO. Il est vrai que les deux situations sont imbriquées. La question de l'entrisme dans celle-ci a cristallisé les problèmes internes. Toujours est-il que dès le 26 juin, soit quelques jours seulement après le voyage, J. Rous écrit en Norvège à Trotsky pour lui apporter quelques précisions sur l'évolution de la situation au sein du GBL. Pierre Naville, qui avait été opposé à l'entrisme

[127] Préface au tome V des Oeuvres de Léon Trotsky, op. cit., p. 23.

dans la SFIO mais y était entré tout de même, n'avait pas encore intégré le GBL[128].

Cependant ce retour se faisait difficilement, comme J. Rous l'explique à Trotsky (en son nom et en celui d'Alfred Bardin). L'attitude de R. Molinier ne change pas ; il dit qu'il se retire de la direction pour en créer une nouvelle, qu'il va créer un « *journal de masse* ». Visiblement, Rous est inquiet ; il écrit : « *J'avoue vous transmettre l'opinion de notre ami R. sans en comprendre moi-même le sens. Le plus clair est ceci : R. est profondément découragé à la suite de l'entrevue qu'il a eue avec vous* »[129]. Cependant, la fusion avec le groupe Naville non encore effective n'est pas « *compromise* (...) *; elle sera un fait accompli, pour la conférence nationale, fixée par le SI au 15 août* »[130]. « *La question qui sera posée à la conférence sera celle-ci : direction « Raymond » ou direction d'équilibre entre les groupes* ». Tout le reste de la lettre montre un Jean Rous désemparé devant les divers ultimatum des groupes. Seule le dernière page de la lettre apparaît comme liée à un travail pratique de l'organisation, en particulier la fin qui informe Trotsky sur la première réunion de la CAP. Jean Rous est membre du Comité national mixte des Jeunesses socialistes ; il participe à la commission de la propagande et à la commission des conflits. Il parle au nom de la minorité (composée de Pivert, Fogel et lui-même) au sein de la CAP, au grand dam de Zyromski.

En fait, Rous mécontente aussi bien la tendance Molinier-Frank que le groupe Naville. De toute façon, les problèmes entre Naville et Molinier sont quasi endémiques dans le groupe ; aussi Rous tente-t-il de rassembler sur

---

128 Télégramme de Léon Trotsky à Pierre Naville, Correspondance Trotsky-Naville-Van Heijenoort, 1929-1939, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 56 et Bulletin intérieur du GBL, n° 5, p. 39 et sq. Ce télégramme demande : « *fusion immédiate et collaboration solidaire* ».
129 Lettre de J. Rous au Camarade L. D., du 26/06/1935, obligeamment transmise par P. Broué, Bibliothèque de Harvard, T4496. « R » désigne, bien sûr, Raymond Molinier. Selon P. Broué (in : Trotsky, op. cit., p. 807), avant de quitter la France, Trotsky, bloqué chez le docteur Rosenthal, père de Gérard, son avocat, et en attente d'un visa d'entrée en Norvège, eut des entretiens avec les militants français entre le 9 et le 13 juin au soir. P. Broué ajoute : « *Trotsky, avant son départ de Domène, a déjà eu des heurts assez sérieux avec Raymond Molinier* » (p. 813).
130 Idem.

une position médiane les jeunes militants non alignés sur une des deux tendances.

<u>4. Le vrai problème :</u>

En réalité, le principal problème du groupe est celui de sa reconnaissance par les masses et il ne faut pas lire autrement l'âpreté des débats dont nous avons rendu compte ci-dessus. En effet, si l'entrée dans la SFIO permet au mouvement trotskyste de se renforcer tant auprès de la jeunesse que des adultes, cependant, la sympathie qu'éprouvent pour lui de nombreux socialistes ne dépasse pas ce stade. La volonté de Trotsky de faire sortir les bolcheviks-leninistes de la SFIO risque donc de faire perdre à ceux-ci ce contact, non encore pleinement concrétisé, avec des militants.

Aussi deux lignes politiques vont-elles s'affronter :

L'une, celle de Molinier, prône la lutte à tout prix pour rester dans la SFIO, quitte à accepter des concessions. « *De mon côté, je pensais qu'il était encore possible de gagner encore de nouveaux militants au sein de la SFIO. Contre la volonté de Trotsky, nous décidâmes d'y rester pour quelques temps encore* », écrit-il[131]. Renoncer à la publication de <u>La Vérité</u> est une de ces concessions.

L'autre position est celle de Naville, qui accepte les exclusions bien que l'avenir ne soit pas préparé puisqu'il n'est pas envisagé de créer « *l'instrument de combat, le parti révolutionnaire* »[132]. « *L'exclusion-surprise, brutale dans tous les sens du terme* »[133] de treize membres de la Commission exécutive de la Seine et Seine et Oise des Jeunesses socialistes, le 30 juillet 1935 à la conférence nationale de Lille, rend encore plus confus le débat. Parmi les treize exclus, on trouve « *des dirigeants léninistes comme Rous-*

[131] Molinier R., <u>Mémoires</u>, op. cit., chap. 6, p. 3.
[132] Trotsky, « Lettre ouverte pour la IVème Internationale, juin 1935 ». <u>La Vérité</u> ne publiera ce texte qu'en août 1935.
[133] Broué P., <u>Trotsky</u>, op. cit., p. 813.

set, Rigal, Hic, Bessler, Braudo ou Craipeau, des dirigeants de l'Entente[134] *comme Zeller ou M. Corvin et même un anti-trotskyste impénitent : Lissansky* »[135]. Aussitôt averti par un télégramme de Van Heijenoort, L. Trotsky écrit au « *cher camarade Rous* » : « *Dans ma dernière lettre, je vous ai parlé en passant de l'éventualité de la création d'un parti révolutionnaire indépendant dans un délai très rapproché* (...). *Maintenant; la place est brisée, pas par nous, mais bel et bien brisée* ». Puis, il envisage la tactique à adopter : « *Je ne veux pas dire que les adultes doivent quitter le parti. Non, il ne faut pas leur faciliter la besogne. Mais* (...) *la lutte contre l'exclusion, éventuellement pour la réintégration, des jeunes doit avoir un caractère extrêmement offensif* »[136]. L. Trotsky reprend ici ce qu'il avait dit à Rous dans le train et écrit au Secrétariat international le 10 juin 1935 : « *La justesse de la rentrée dans la SFIO est maintenant démontrée par des faits matériels* (...). *Le groupe BL doit savoir faire un nouveau tournant* (...). *La lutte des différentes tendances contre nous coïncide maintenant presque entièrement avec la préparation idéologique... de la nouvelle guerre impérialiste. L'opposition à la guerre doit de plus en plus coïncider avec la sympathie pour la IVème Internationale* (...). *Il faut s'orienter dans cette direction (déboucher vers les masses par la lutte contre la défense nationale) avec toute l'indépendance nécessaire. Ce regroupement peut aboutir dans un délai assez rapproché à la création d'un parti révolutionnaire* »[137]. Puis, un peu plus tard, suite aux événements de Toulon et Brest sur lesquels nous allons revenir, il écrit : « *Nous devons nous dire à nous-mêmes : la période transitoire de l'adaptation au régime de la SFIO approche sa fin naturelle. Nous devons nous orienter pratiquement vers le parti révolutionnaire dans le délai le plus court en ouvrant la période de l'action indépendante dans les masses* »[138]. Or, selon N. Braun, personne

---

[134] Par « Entente » serait désignée une sorte de Fédération départementale de la Seine des Jeunesses socialistes.
[135] Craipeau Y., Le Mouvement trotskyste en France, op. cit., p. 132.
[136] Trotsky L., Oeuvres, op. cit., t. 6, 1979, p. 97.
[137] Idem, t. 5, p. 325 et Trotsky, Le Mouvement communiste en France, Paris, éd. de Minuit, 1967, p. 513 et sq. Cette lettre sert aussi de base à l'explication de la crise des bolcheviks-léninistes selon N. Braun (E. Wolf), in : L'organe de masse, Secrétariat. International de la LCI, juin 1936, 88 p.
[138] Trotsky L., Oeuvres, op. cit., t. 6, p. 121.

au sein des GBL n'est clair sur la perspective. Frank et Molinier pensent qu'il faut se battre pour rester ; Rous affirme la nécessité du Parti révolutionnaire mais cette « *affirmatio*n [reste] *assez confuse sur le nouveau parti* »[139]. Toujours selon Braun, Naville est indécis.

5. La lutte contre les décrets-lois Laval de l'été 35 :

Durant l'été 35, un autre « front » que celui des luttes de tendance internes ou au sein de la SFIO s'est ouvert aux militants trotskystes et donc à Jean Rous. En juillet, le gouvernement Laval publie une série de décrets-lois[140]. Bien sûr, malgré les débats internes au groupe, ses militants vont prendre une part active dans les luttes que le contenu de ces décrets provoque. La Vérité du 21 juillet 1935 appelle à la fois à chasser les « *traîtres radicaux* » du Front populaire et à lancer une grève générale contre les décrets-lois « *Laval-Herriot* ». Puis, le journal s'interroge en page 2 sur la réalité du mot d'ordre du Front populaire : « Du pain, la paix, la liberté »[141]. Il est vrai que l'attaque est de taille. L'Indépendant écrit : « *Vingt décrets ont pour but de réaliser des économies s'élevant à 10 milliards 950 millions auxquels il faut ajouter huit décrets destinés à faire baisser les prix de la vie et à stimuler l'activité économique* »[142]. D'après M. Zylberberg, « *Les politiques anti-crise ont échoué. Tirant les leçons de cet échec, Pierre Laval, qui devient président du Conseil en juin 1935, opte pour une politique toute entière fondée sur la déflation. Pour faire baisser les prix et assurer 'la défense du franc', il décide une réduction générale des dépenses de l'Etat en abaissant de 10% les traitements et les retraites des fonctionnaires, en réduisant les intérêts de la*

[139] Braun N., « L'organe de masse, juin 1936 », Cahier du CERMTRI n° 53, p. 43-44. N. Braun est le pseudonyme de Erwin Wolf qui devint en Norvège le secrétaire de Trotsky et « disparut » en septembre 1937.
[140] Quatre à cinq cents décrets-lois entre juillet et octobre 1935, selon H. Dubief, in : Le déclin de la IIIème République, 1929-1938, op. cit., p. 156.
[141] La Vérité, n° 245 du 21 juillet 1935, p. 1 et 2.
[142] L'Indépendant des Pyrénées Orientales, n° 199 du 18 juillet 1935, p. 1. Archives municipales de Perpignan.

dette. En même temps sont diminués les loyers, les tarifs du gaz et de l'électricité mais pas les impôts, pour ne pas accroître le déficit budgétaire (...). *Aux yeux des Français, ce qui l'emporte, c'est la réduction de leur niveau de vie* »[143].

Le 5 août, les travailleurs des arsenaux débraient sans attendre les consignes syndicales. Il faut dire que c'est jour de paie. Brest, Toulon et Tarbes sont touchées par la grève. A Brest, le 6 août la gendarmerie et l'armée quadrillent l'arsenal. Des heurts violents se produisent durant trois jours et se soldent par la mort d'au moins quatre ouvriers. Les organisations syndicales appellent à cinq minutes d'arrêt de travail et à une manifestation nationale. A Toulon, la grève est massive, comme elle l'avait déjà été le 5 août. La différence entre les deux journées vient des violences exercées par l'armée. On relève deux morts et de très nombreux blessés par balles.

L'envoyé spécial du journal La Vérité à Toulon n'est autre que Jean Rous. Il raconte le 21 août à Léon Trotsky qu'il revient de Toulon, qu'il y a écrit un article sur les émeutes. Il précise qu'il est maintenant à Prades profitant « *avec quelque retard de ce que* [son] *tour était arrivé pour prendre quelques jours de repos et venir tâter le pouls de la province méridionale* »[144]. Jean Rous n'est arrivé à Toulon qu'après l'assassinat d'Ercoli et même son enterrement, c'est à dire au mieux vers le 11 août, et le récit qu'il fait de l'émeute vient de « *notre camarade Bartoli, du PS* »[145], en fait membre de l'extrême gauche de la SFIO, c'est à dire de la « Bataille Socialiste »[146].

L'origine des émeutes est à trouver dans la baisse des salaires des ouvriers de l'arsenal alors que le coût de la vie, lui, n'a pas baissé. Près de huit mille ouvriers manifestent car ceux de l'arsenal ont été rejoints par d'autres qui rentraient du travail. Une bagarre s'engage à la terrasse des ca-

---

[143] Zylberberg M., « De la guerre à la dépression , 1914-1939 », Histoire économique de la France au XXème siècle, Cahier français n° 255, mars-avril 1992, La Documentation française, p. 20.

[144] Jean Rous, « Lettre à Camarade L. D. » du 21 août 1935, Bibliothèque de Harvard, T4505 et Cahier Léon Trotsky, n° 28, p. 115. Photocopie de la lettre originale donnée par P. Broué.

[145] Jean Rous, « Les ouvriers de Brest et de Toulon montrent la voie de la lutte révolutionnaire », La Vérité, n° 247, 23 août 1935, p. 1 et 2.

[146] Cahier Léon Trotsky, n° 28, p. 119, note n° 14.

fés « *dont les propriétaires sont des fascistes militants* (...). *Les ouvriers sont nargués par des consommateurs hostiles* »[147]. Le Petit Var, qui a plus ou moins un pied dans le Front populaire, se fait le porte-parole de la bourgeoisie pour demander au sous-préfet de faire venir la « garde-mobile ». Jean Rous écrit dans son article : « *Les gardes mobiles caracolent dans les rues toutes les journées des 6, 7 et 8* (...). *Bref, la ville était exactement en état de siège* ». Mais c'est surtout le 8 août que la violence atteint son comble. En solidarité avec « *leurs camarades de Brest qui célébraient les obsèques de Baraer, tombé sous les balles du gouvernement Laval-Herriot* », les ouvriers de l'arsenal avaient prévu de débrayer cinq minutes. Mille cinq cents manifestants d'une entreprise située à trois kilomètres de Toulon se dirigeaient vers la ville. Au moment de sortir pour les accueillir, « *les ouvriers sont violemment sabrés et dispersés* ». Ils s'échappent et se regroupent vers le centre-ville. Toute la soirée et une partie de la nuit, les violences policières continuent, jusque vers trois heures du matin. On relève alors deux morts par balles et de très nombreux blessés. Il apparaît enfin que l'état-major a tenté de faire donner les troupes de marine contre les « émeutiers » mais que sur deux bâteaux (le Jean Bart et le Béarn) selon Jean Rous[148], quatre (Le Jean Bart, le Béarn, le Lorraine et le Dunkerque) selon J. Kergoat[149], les matelots « *se sont rebellés et ont mis la crosse en l'air* ».

Le compte-rendu que Jean Rous fait des événements n'oublie pas de stigmatiser Le Populaire et L'Humanité qui, à propos des manifestants, n'ont pas craint de parler de provocations d'agents d'Hitler et de Laval. J. Rous conclut son article par : « *Voilà une explication originale des émeutes populaires. Il ne s'agit plus de conflits de classe, non ! Il s'agit de procession pacifique. Un beau jour, la bourgeoisie y introduit quelques éléments troubles. Ça fait une émeute* (...). *Non, il ne faut pas que les travailleurs de France, qui*

[147] Jean Rous, « Les ouvriers de Brest... », idem.
[148] Idem.
[149] Kergoat J., La France du Front Populaire, Paris, La Découverte, 1986, p. 67.

sont profondément révolutionnaires continuent à suivre les laquais de la diplomatie soviétique ! »[150].

Et il est vrai que, contrairement à ce que disent ces deux journaux, les émeutes ne sont pas le fait de provocateurs. L'examen des professions exercées par les morts et les blessés de Toulon comme de Brest le confirme.

De plus, pour Brest, J. Kergoat fait état d'une étude de J. P. Sénéchal qui « *a en effet retrouvé la profession de trente neuf des cinquante trois personnes dont la presse a signalé l'arrestation : dix-sept d'entre elles sont des ouvriers de l'arsenal, et les vingt-deux autres sont soit des ouvriers, soit des employés. Sur les sept blessés graves, six sont ouvriers de l'arsenal, comme deux des trois morts. Si provocation il y a eu, il faudrait sans doute plutôt chercher du côté des officiers 'coloniaux'* »[151]. Le PC et la SFIO se refusaient à toute grève générale contre les décrets-lois, la lutte « principale » semblant, pour les deux partis, être celle pour l'exclusion des opposants. Au Parti communiste se prépare l'exclusion de A. Ferrat et des clandestins de « Que faire ? » tandis que dans l'immédiat, le secrétaire de l'UL-CGT de Brest, P. Valière, est exclu pour avoir « *soutenu l'insurrection brestoise et avoir préconisé l'extension du mouvement* »[152]. En même temps, à Paris, Roger Clair et plusieurs membres du XIème rayon sont exclus en raison de leur refus de soutenir la défense nationale française dont Staline vient de reconnaître le bien-fondé.

La CAP du Parti socialiste qui a déjà réglé le problème « jeune » demande « *au prochain conseil national du Parti de prendre contre les camarades assurant la responsabilité de la rédaction de 'La Vérité' toutes les sanctions si graves soient-elles que l'intérêt de l'unité du parti peut exiger* »[153].

---

[150] Jean Rous, « Les ouvriers de Brest... », idem.
[151] Kergoat J., La France du Front Populaire, op. cit., p. 67.
[152] Idem, p. 68.
[153] Le Populaire, 30 août 1935 ; repris dans « Histoire du parti socialiste SFIO, onzième partie : De l'unité d'action au Front Populaire », Cahier de l'OURS, n° 69, p. 56.

6. C’est au tour des adultes en octobre 1935 d’être exclus :

L'organisation est désorientée, scissionnée, incapable de répondre. La scission va être consommée autour de la question de la presse. Le groupe Molinier souhaite créer un nouveau journal, La Commune. Les majoritaires autour de Naville et Rous veulent transformer Révolution, le journal des JSR[154], en organe de masse. La position de Trotsky est de transformer La Vérité puisqu'il n'est pas facile de créer un journal. Il vaut mieux utiliser celui que l'on a, même s'il est peu lu. Trotsky écrit donc à Rous le 3 juillet 1935 : « *Un journal de masse ne peut être improvisé* (...). *Il ne peut se former que peu à peu* (...). *Il faut transformer ‘la Vérité’ en un journal de masse. L'idée d'opposer à ‘la Vérité’ un journal de masse qui surgit de la volonté de tel ou tel groupe comme deus ex machina est totalement fausse* ».

Pour tous, bien sûr, le but est de capitaliser le travail fait dans la SFIO pour créer un Parti révolutionnaire. Et dans un premier temps, le rôle de la presse est essentiel. Or, La Vérité est menacée par la SFIO d’interdiction comme organe de tendance ; Marceau Pivert, d’ailleurs, conseille l’abandon du titre. Pour Trotsky, cela ne changera pas grand chose. « *Avant de vous étrangler, ils veulent vous priver de vos moyens de défense. Y consentir signifierait commettre le suicide politique* »[155]. Trotsky, en analysant les événements de Toulon, explique : « *La situation objective en France est révolutionnaire. Les réformistes le nient, et surtout les staliniens, qui ont tenté de dissimuler leur misérable politique derrière un prétendu manque de combati-*

---

[154] JSR = Jeunesses socialistes Révolutionnaires, nom que se sont donné les Jeunesses socialistes exclues en 1935.
[155] Trotsky L., lettre à Van Heijenoort ou Jean Rous, 13/09/1935, Oeuvres, t. 6, op. cit., p. 202.

vité des masses (...). *C'est sur cette base*[156] *que nous devons orienter notre campagne contre les réformistes et les staliniens et aussi contre les hésitations de nos alliés centristes et semi-centristes. Toutes les considérations de forme, de discipline interne, etc, doivent laisser leur place à celles de l'action directe dans les masses et à leur tête* (...). *Toutes les manoeuvres par rapport aux statuts doivent désormais, après les premiers éclairs de la révolution, être subordonnées à une offensive implacable sur la base de notre stratégie révolutionnaire* »[157]. Ainsi pour Trotsky, la situation objective exige de rester ferme en particulier sur le problème de la défense et de la collaboration de classe pour que les hésitants dans la SFIO comme dans le PC puissent avoir à leurs côtés les bolcheviks-léninistes dont la politique « jeune », audacieuse et offensive oblige les centristes à se situer et peut-être à être gagnés.

Or justement la majorité des bolcheviks-léninistes partage l'opinion de Pivert qui demande à ceux-ci de cesser « *les appréciations blessantes à l'égard de ceux que la haine fasciste prend pour cible* ». Au Comité central des 10 et 11 septembre 1935, Molinier propose la suppression de La Vérité. Ce Comité central n'entérine pas cette position mais maintient La Vérité qui ne sera plus organe du parti[158]. Cependant, aucun numéro ne paraîtra avant le 27 septembre 1935.

La résistance des bolcheviks-léninistes est suffisamment faible pour que la direction de la SFIO aille plus loin. Le 13 septembre, treize adultes bolcheviks-léninistes de la SFIO et trois jeunes sont menacés d'une motion d'exclusion pour « *attaques injurieuses dirigées par le journal 'La Vérité' contre des militants investis de la confiance du Parti et la campagne menée par cet organe en faveur de la constitution de la IVème Internationale* »[159]. Le 19 septembre, la demande est confirmée ; le 1er octobre, la commission na-

---

[156] « Cette base » désigne à la fois la révolte de Toulon, Brest et la victoire électorale socialiste face au candidat radical soutenu par la droite à Clermont-Ferrand.
[157] Trotsky L., « Après les événements de Toulon », 11 août 1935. Bibliothèque du collège de Harvard, T3687, reproduite dans Oeuvres, t. 6, op. cit., p. 118 à 121.
[158] Lettre de Rous à Trotsky du 11/09/1935 ; citée par Braun, op. cit., p. 50.
[159] Ketz S., De la naissance du GBL..., op. cit., p. 151.

tionale des conflits vote l'exclusion. Le 20 octobre, Jean Rous est exclu de la CAP par seize voix contre sept, dont celle d'Auriol de Moch et de Pivert qui, d'ailleurs, quitte la salle avec Jean Rous. Les sept opposants à cette motion d'exclusion ne préjugent pas du fond de l'affaire mais s'opposent à ce qu'un représentant de tendance élu soit exclu de la CAP. Molinier et Frank souhaitent en courbant la tête rester dans la SFIO ; ainsi, le premier numéro de La Vérité après son auto-suspension est-il consacré à ... la lutte des paysans dans la perspective du congrès de Limoges de la SFIO. Un article en page 4 précise que l'«*on n'étouffera pas la voix des révolutionnaires dans le Parti* »[160] . Naville et Rous sont certes conscients de la nécessité du Parti indépendant mais pensent que l'on peut encore gagner des militants sur la SFIO. Ainsi lorsque Rous écrit à Trotsky le 21 août, il lui parle de la situation dans les Pyrénées Orientales et précise : « *Cette lutte entre deux députés social-démocrates prend un caractère public. A cette occasion se font jour des possibilités très nettes de scission. La gauche de la Bataille Socialiste animée par un de nos sympathisants peut fort bien être poussée à l'autonomie, intéressant pour nous* »[161].

Parallèlement à la réflexion sur la mise en place du « journal de masse », Rous considère que Raymond Molinier mène un travail fractionnel ; il écrit à Trotsky, le 5 juillet 1935 : « *Le congé demandé par R s'est avéré un simple prétexte pour pouvoir continuer en toute tranquillité le travail fractionnel à la base de l'organisation, tout en se désolidarisant d'une direction dont il a été la flèche de tête et où il a toujours eu depuis la CN de septembre*

[160] La Vérité, n° 248 du 27 septembre 1935.
[161] Lettre de Jean Rous à L. D., du 21 août 1935. Bibliothèque du collège de Harvard, T4505 ; document reproduit dans Cahier Léon Trotsky, n° 28, p. 116. En ce qui concerne le « sympathisant » des bolcheviks-léninistes dans les Pyrénées Orientales, on peut fort bien penser à Sébastien Soubielle, membre de la Bataille Socialiste puis de la gauche révolutionnaire de Pivert et dont les archives personnelles, conservées par son fils, renferment un numéro de La Vérité et un numéro de Révolution, organe des Jeunesses socialistes Révolutionnaire. Si ce n'est lui, il s'agit de toute façon d'un militant de l'Avant-Garde de Prades.

1934 la majorité »[162]. Le bureau politique du 3 juillet 1935 condamne « *énergiquement leur attitude de désertion* »[163].

Au lendemain du congrès de Mulhouse, Rous avait été chargé de présenter un projet de rapport moral ; le CC sous l'impulsion de Frank et Molinier le rejette et charge ce dernier d'y apporter des « *amendements et modifications ne transformant pas l'état d'esprit du rapport* ». Or Jean Rous, le 4 septembre, écrit à L. D. : « *J'ai reçu le rapport moral ; Raymond, au lieu de se borner à quelques adjonctions, l'a complètement refondu, en violation des décisions et des accords et profité de mon absence. C'est tout à fait déloyal* (...). *J'ai dû protester pour 'marquer le coup', mais tous les efforts seront faits auprès de Gérard et Naville pour que cette manœuvre n'ait pas l'effet souhaité* [mot difficilement lisible] *c'est-à-dire ouvrir les luttes personnelles à l'occasion de la conférence nationale* »[164].

Il est clair que l'ensemble des remaniements modifie sensiblement le texte sur l'analyse du travail dans la SFIO, le rôle de la presse bolchevik-léniniste et la IVème Internationale. R. Molinier écrit à ce propos : « *La section française a donc dû apporter un effort particulier à cet organisme voisin (SI)* »[165], semblant en quelque sorte par ce terme de « voisin » se délier de l'Internationale. L'absence de bilan du travail international renvoie aussi aux réticences à publier dans La Vérité la « lettre ouverte » de juin 1935 puis au « *refus de la publier intégralement à cause de la référence à la IVème Internationale* »[166]. Ce refus venant aussi bien de Naville que de Molinier[167] pour des raisons d'opportunité, « *Il ne faut pas se couper des éléments intéressants ! il ne suffit pas de crier partout IVème Internationale. Il faut le faire. C'est sur les questions concrètes qu'il faut faire les délimitations* », écrit Rous

---

[162] Jean Rous à « Cher camarade L.D. », 5 juillet 1935. Bibliothèque du collège de Harvard, T4498. R. désigne Raymond Molinier. CN désigne la conférence nationale.
[163] Braun N., « L'organe de masse », Cahier du CERMTRI, n° 53, p. 51.

[164] Jean Rous à « Cher camarade L. D. », 3 septembre 1935. Bibliothèque du collège de Harvard, T4506 et Cahier Léon Trotsky, n° 28, p. 118.
[165] Braun N., L'organe de masse, op. cit., p. 53.
[166] Broué P., Trotsky, op. cit., p. 313.
[167] Selon une lettre de Rous à Crux (Léon Trotsky) du 17 août 1935 ; citée par Braun, op. cit., p. 44.

dans cette lettre. Celle-ci est enfin publiée le 23 août 1935 mais il y manque l'annexe concernant les questions d'organisation concrètes comme l'appel à la mise en place d'un comité provisoire de contact devant publier un bulletin et se réunir sur les positions de la IVème Internationale[168].

La parution, le 6 décembre, du premier numéro de La Commune, organe de regroupement et d'action révolutionnaire est l'aboutissement de la crise. L'idée vient de loin : « *'La Vérité' doit peu à peu se transformer en hebdomadaire plus large, en hebdomadaire de masse d'une avant-garde révolutionnaire* », écrit Molinier le 12 avril 1935 et Frank en juin 1935 l'accompagne en précisant que : « *Un journal de masse, un hebdomadaire de combat populaire* (...), *ce ne doit pas être un organe bolchevik-léniniste mais un organe rassemblant par exemple ceux qui sont contre la défense nationale, pour la milice contre le fascisme* ». Trotsky est en désaccord complet avec « *l'idée d'opposer à 'La Vérité' un journal de masse qui surgit de la volonté de tel ou tel comme deus ex machina* »[169]. « *Il faut essayer de transformer 'La Vérité' en un journal de masse sans lui ôter son caractère de journal de tendance* »[170], précise-t-il. Le Comité central, le 1er août, décide de lancer rapidement un journal de masse qui serait Révolution et dont la rédaction serait composée de trois jeunes socialistes, un bolchevik-léniniste et, à titre personnel, Pivert. Cela paraît inacceptable car la base programmatique n'est pas définie. A la conférence nationale des 21 et 22 septembre 1935, une majorité faible décide de faire de Révolution l'organe de masse. Devant l'incapacité à faire appliquer cette décision, Molinier et les membres du CC préparent le plan pour un troisième journal sans l'accord de la direction.

Ce fut l'absence de sanctions contre Rousset et Rigaudias de la part de la direction du GBL qui devint prétexte à rupture de discipline pour Molinier et ses camarades. Rousset et Rigaudias auraient, en effet, tenu lors du congrès des JS de la Seine des discours qualifiés de « *personnels* » par Molinier. Rousset aurait même ajouté qu'il prenait la responsabilité d'être exclu

---

[168] La Vérité, 23 août 1935, p. 4, sous le titre : « Pour la quatrième Internationale ».
[169] Lettre à Rous du 3 juillet 1935.

des GBL. Lors de la réunion de la direction des GBL suivante, Rous avait souhaité qu'un blâme soit adressé aux deux camarades, puis avait retiré sa demande de sanction. La motion de Frank, réclamant une sanction, fut majoritairement repoussée. Le groupe Molinier-Frank, dans la réponse à L'Organe de masse de N. Braun, explique : « *Notre absence de cohésion est un facteur de régression à un moment décisif*.(...) *Que faire ?* (...). *Anxieux des hésitations présentes du CC, des lenteurs de réalisation, un certain nombre de militants GBL ont travaillé le projet de 'Révolution' sur cette nouvelle base*[171]*. Ils ont pris sur eux de tout préparer afin que le journal puisse sortir en quelques jours* (...). *Le plan complet est à la disposition du CC* (...). *Vive 'La Commune', le 24 novembre 1935* »[172], le Comité central du 23 novembre 1935, mis devant le fait accompli, vote majoritairement contre (dix contre huit). Le projet Naville propose d'alléger La Vérité *« de toute une partie politique et théorique* » pour qu'elle devienne l'organe de masse ; il n'obtient que cinq voix. Rous et Craipeau proposent un texte chargeant Molinier de tout mettre en oeuvre pour le lancement de Révolution comme organe de masse sous le contrôle politique des JS et du GBL ; il est suivi par trois jeunes seulement. Aucune majorité ne se dégage. Trotsky, averti des négociations en cours, télégraphie à Rous : « *Toute concession à Raymond serait fatale* » ; puis il intervient auprès du Secrétariat international le 28 novembre pour exiger « *une délimitation nette entre le nouvel organe et une politique offensive sous le drapeau de la IVème Internationale en commun avec l'organisation des jeunes* »[173]. Devant l'accélération des préparatifs de La Commune, le bureau politique du GBL retire le 27 novembre à Frank sa fonction de secrétaire de rédaction, puis le 2 décembre rompt toute négociation avec Molinier. De même, Trotsky le 3 décembre propose l'exclusion de

---

170 Lettre à Naville du 26 juillet 1935, Correspondance Trotsky-Naville-Van Heijenoort, op. cit., p. 59.

171 Cette nouvelle base est que le journal doit avoir pour nom « La Commune », c'est-à-dire la base de demain, les comités de base.

172 La crise de la section française de la LCI, 1935-1936, op. cit., p. 16 et 17.

173 Ketz S., De la naissance du GBL..., op. cit., p. 168.

Molinier du Plenum international et sa révocation du CC du GBL. Le 6 décembre donc La Commune paraît.

Au comité de rédaction on rencontre des bolcheviks-leninistes, des militants de la Gauche Révolutionnaire, d'autres de la minorité révolutionnaire du Front Social, quelques Jeunesses socialistes de la Seine. Cette initiative fractionnelle se veut l'embryon du parti révolutionnaire. Cette scission est une défaite pour Jean Rous qui s'était dévoué à « recoller les morceaux ». N. Braun, analysant les responsabilités dans cette crise, voit bien sûr principalement R. Molinier et P. Frank mais n'absout pas pour autant Rous, Naville et les autres. Certes parfois la responsabilité n'est pas engagée : «*La fraction du centre était affaiblie par la maladie de Rous* », écrit-il à propos de la conférence des GBL de septembre 1935 ; mais il ajoute : « *la cause véritable du malaise était le manque de volonté révolutionnaire et de clarté politique* »[174], à propos des difficultés à quitter la SFIO sur la voie de la IVème Internationale au moment où les exclusions sont décidées. Rous paraît aussi naïf lorsqu'il écrit à Trotsky : « *Au dernier BP, c'est Raymond lui-même qui a présenté la résolution la plus radicale sur la question de l'attitude ferme à l'égard de la gauche. Nous avons voté cette résolution pour mieux le prendre au mot et exiger des actes correspondants* »[175]..., ce que N. Braun appelle des « *considérations formelles-juridiques* ». Plus loin il critique le manque de persévérance de Rous en ce qu'il (mais aussi Naville) a toléré la position de Molinier qui était de rester dans la SFIO avec sa frange gauche. Le 3 décembre 1935, Trotsky écrit au bureau politique : « *Le groupe central de Rous a joué un rôle entièrement positif dans la mesure où il s'agissait de lutte de cliques et de personnes. Mais l'esprit de conciliation est devenu une faute sérieuse à partir du moment où les tendances capitulardes et centristes se sont clairement manifestées dans le groupe Molinier* ». Pour Trotsky, tous votèrent au CC du 23 novembre pour la création d'un organe de masse en ayant tous à l'esprit un organe centriste. En fait, avec les jeunes militants,

---

174 Braun N., op. cit., p. 54.
175 Jean Rous à « Camarade LD », 7 octobre 1935. Bibliothèque du collège de Harvard, T4506.

nouveaux adhérents à la Ligue, Trotsky a voulu faire un contrepoids aux groupes Molinier et Naville. Il les a utilisés, il les a aidés aussi par ses conseils et ses lettres ; mais leur formation politique ne les disposait pas à subir de plein fouet le violent affrontement. De plus, cet affrontement « personnalo-politique » se situe au moment où, au contraire, l'unité de l'organisation était nécessaire pour quitter au mieux la SFIO, selon le vœu de Trotsky. Or, les militants « trotskystes » avaient enfin un milieu d'intervention de masse qu'ils pouvaient influencer et donc ne plus rester entre eux sans influence déterminante sur les masses. Donc, sans être en désaccord avec Trotsky, ils « traînaient les pieds » à quitter ce milieu favorable. « Le vieux », bien sûr, indique les pistes, mais pour les suivre, il faut des militants convaincus de la ligne politique.

Au début de l'année 36, la scission a surtout l'effet désastreux d'affaiblir les forces révolutionnaires, effet dont J. Rous, à la direction du BP, membre du SI, mesure toute la portée.

2. La première expérience espagnole : Le premier voyage, 1935 probablement :

Si l'existence d'un premier contact de Rous avec les révolutionnaires espagnols est avérée, sa date n'en est pas certaine, comme on l'a vu précédemment. Il semble bien que Jean Rous fasse erreur et qu'il s'agisse en réalité de l'année 35.

Dans le courant de l'été 35, Rous manifeste son intention de se rendre à Barcelone pour rencontrer Andreu Nin. Il envoie une lettre à Trotsky dans laquelle il précise : « *Je vais aller en Espagne, dès que possible, pour prendre des liaisons nouvelles, si possible, et voir nos amis* »[176]. C'est le 3 septembre, dans une nouvelle lettre, comme la première envoyée de Prades,

[176] Lettre de Jean Rous à Léon Trotsky, du 21 août 1935. Bibliothèque du collège de Harvard, T4505. Cette lettre est datée de Prades et précise par ailleurs les excellents contacts de Rous avec les responsables de la gauche de « La Bataille socialiste ».

qu'il annonce son départ immédiat pour l'Espagne « *dont* [il vient] *à peine de recevoir les rendez-vous* »[177]. Mais, et voilà le détail qui intrigue, une lettre de Trotsky datée du 7 septembre débute par : « *Nous sommes bien inquiets par votre maladie si inopinée et si mal à propos* ». Donc si Rous, malgré sa maladie, s'est rendu en Espagne à ce moment-là, il n'y a fait qu'un aller-retour.

Pourtant l'hypothèse d'un aller-retour rapide juste avant ou juste après cette maladie semble plus plausible qu'une annulation du voyage. Le congrès de fusion du BOC[178] et de l'ICE[179] a lieu le 29 septembre 1935[180] . Or, un « Rapport sur la fusion de la Gauche Communiste d'Espagne (ICE) et le Bloc Ouvrier et Paysan (BOC) » débute par le préambule suivant : « *Ce bref rapport est un compte-rendu d'un voyage d'information auprès de nos camarades espagnols peu avant la fusion de notre section espagnole et du Bloc Ouvrier et Paysan (Maurín)* »[181].

Enfin, une lettre de Trotsky à Rous datée du 16 septembre 1935 contient cette phrase qui semble lever l'ambigüité de date : « *J'ai lu avec le plus grand intérêt vos communications sur la Catalogne et l'Espagne* ».

Comme nous l'avons déjà écrit, ce n'est pas Rous qui est au Secrétariat international chargé de suivre l'évolution de l'Espagne et du groupe qui se trouve plus ou moins sur les positions de Trotsky. C'est Martin (A. Leonetti). Cependant, lorsque la question de l'entrisme dans les partis socialistes est posée, c'est Rous qu'on envoie à Barcelone. On peut s'interroger sur la justification de ce choix. Il faut d'abord noter que A. Leonetti est en désaccord avec Trotsky sur le tournant « entriste » ; il paraît donc difficile qu'il aille expliquer l'entrée dans les partis socialistes. Ensuite, et ce n'est peut-être

---

[177] Lettre de Jean Rous à Léon Trotsky du 4 septembre 1935. Bibliothèque du collège de Harvard, T4506.

[178] BOC = Bloque Obrero y Campesino (Bloc Ouvrier et Paysan).
[179] ICE = Izquierda Comunista Española (Gauche Communiste Espagnole).
[180] Alba V., Histoire du POUM : Le marxisme en Europe (1919-1939), Paris, Champ Libre, 1989, p 149 et sq.

pas le moindre argument, Jean Rous, en accord total avec Trotsky sur l'entrisme, est catalan ; Trotsky le lui rappellera dans le train pour Anvers. Il est libre de ses mouvements, n'étant pas comme d'autres membre du SI exilé en France. Peut-être aussi son regard de jeune militant sur l'Internationale que l'on veut construire n'est-il pas dénué d'intérêt et de neutralité. Ainsi, comme dans le cas des relations Molinier-Naville, il n'est pas lié aux luttes personnelles entre Trotsky et les membres de l'ICE. Son rôle conciliateur peut probablement être utile.

Toujours est-il qu'il arrive à Barcelone dans les premiers jours de septembre 1935. Il s'agit plutôt, pour lui, de « tâter le pouls », d'analyser l'unification en cours dans laquelle l'opposition de gauche espagnole (ICE) est partie prenante. D'ailleurs, lorsqu'il arrive, « *la résolution et les thèses du nouveau parti sont déjà approuvées par les comités centraux du BOC et de l'ICE* »[182]. Cela s'est passé en juillet 1935. Le « congrès de fusion » se tient le 29 septembre 1935 à Barcelone au domicile de « *Francesc de Cabo, situé rue Montserrat de Casanovas, n° 24* »[183] ; pour V. Alba, cette réunion a eu lieu « *150, Les Planes, près de Barcelone* »[184].

Mais en réalité, qui fusionne ?

Dès « *février 1935* (...), *six partis ouvriers catalans se rencontrent avec l'intention déclarée de chercher une base d'unité* »[185]. On y trouve le Bloc Ouvrier et Paysan (BOC) de Maurín, la Gauche Communiste d'Espagne (ICE) de Nin, Andrade, et des délégations du PSOE, du PCE, de l'Union Social-démocrate Catalane (USC) et du Parti Communiste Prolétarien (PCP). Peu parmi les présents envisageaient réellement l'unité. L'USC souhaitait une unité avec les socialistes du PSOE à l'exclusion des autres ; le PCE proposait le programme de l'Internationale Communiste comme base de dis-

---

181 Rous J., « Rapport sur la fusion de la Gauche Communiste d'Espagne, (section de la LCI) et le BOC, (Bloc Ouvrier et Paysan, Maurín) », octobre 1935 ; Trotsky L., La Révolution espagnole, 1930–1940, Paris, éd. de Minuit, 1975, p. 607.
182 Pagès Pelai, El movimiento trotskista en España (1930-1935), Barcelone, ed. Península, 1977, p. 288.
183 Idem.
184 Alba Victor, Histoire du POUM, op. cit., p. 150.
185 Durgan A., « Les trotskystes espagnols et la fondation du POUM », Cahier Léon Trotsky, n° 50, p. 37.

cussion et l'exclusion des trotskystes du processus (l'ICE n'étant qu'une fraction d'opposition et non un parti). « *Un accord entre, d'une part, le BOC et l'ICE et, de l'autre, le PCP, se révéla impossible à cause de l'insistance de ce dernier pour que le nouveau parti fût catalan et non une organisation à l'échelle de l'Etat. Restaient le BOC et l'ICE. Les quatre autres partis allaient finalement s'unir en juillet 1936 pour donner le Parti Socialiste Unifié de Catalogne (PSUC)* », écrit A. Durgan[186].

Notons qu'à la suite de « l'octobre asturien » de 1934, les masses ouvrières et paysannes, malgré la défaite, appelaient à l'unité des partis ouvriers pour mener à bien les changements politiques en Espagne. Le BOC espérait capitaliser en Catalogne cet espoir par la création d'un parti unifié qui attirerait un grand nombre d'ouvriers et de paysans. Cependant, V. Alba précise pour sa part que : « *Très vite, on (le BOC) se rendit compte que le PSOE, l'USC, le Parti officiel (PCE) et le Parti communiste prolétarien présentaient toujours des points de vue commun et qu'ils s'étaient réunis au préalable* »[187]. Par ailleurs il relève que seuls le BOC et l'USC méritaient le nom de Parti, « *les autres n'étaient que des groupes minuscules* ».

Le « Bloc Obrer i Camperol » de Catalogne, le « Bloque Obrero y Campesino » de l'Etat espagnol (bien qu'il ne représente en réalité que peu de militants hors de Catalogne et de ses marges) avaient choisi ce nom car le sigle qui en était issu « BOC » pouvait être utilisé partout dans l'Etat espagnol.

Le BOC est né à Barcelone en mars 1931 de la fusion du Parti Communiste Catalan de J. Arquer et de la Fédération Communiste Catalano-Baléares, tous deux dissidents de la IIIème Internationale. C'était la principale organisation communiste catalane. On y retrouvait quelques-uns des fondateurs du communisme en Catalogne dont Joaquim Maurín, membre du Comité central du PCE, Pedro Bonet, Jordi Arquer, Daniel Rebull, Jaume Miravitlles, et beaucoup avaient auparavant appartenu à la CNT.

---

[186] Idem.
[187] Alba V., Histoire du POUM, op. cit., p. 145.

A sa naissance, le BOC, dans ses thèses politiques préparées par J. Maurín, disait que : « *L'Espagne avait besoin d'une révolution démocratico-bourgeoise qu'il revenait à la classe ouvrière de réaliser* (...). *La voie serait ainsi ouverte vers la révolution socialiste, dans une indépendance internationale complète* (...). [Le nouveau Parti] *ne s'affilierait à aucune des Internationales existantes. Il défendrait la Révolution russe, mais sans abandonner pour autant le droit et les devoirs de critiquer ce qu'il considérait comme des erreurs de ses dirigeants. Il s'opposerait au colonialisme et à l'impérialisme et soutiendrait les mouvements d'émancipation nationale et les rebellions coloniales* »[188]. A propos du problème catalan, il proposait « *l'union des républiques socialistes ibériques* »[189]. Il publiait plusieurs hebdomadaires, L'Hora, La Batalla, La Nueva Era, L'Espuma à Girona et Avant à Lleida. L'évolution du BOC, qui, bien que non affilié à la IIIème Internationale, n'hésitait pas à reprendre certaine des analyses de celle-ci comme, par exemple, la critique des socialistes qualifiés en 1931 de « *social-fascistes* », devint assez nette à partir de 1933 où « *Maurín parla de 'dégénérescence de l'IC depuis la mort de Lénine' et* [même] *en juin 1934 'La Batalla' publia une critique plus générale des erreurs de l'IC après 1924* »[190].

Maurín, par ailleurs, analysait la dégénérescence du PC d'Union Soviétique comme de l'IC, en expliquant que « *le triomphe de Staline sur Trotsky est la victoire du socialisme russe sur le socialisme international* »[191]. Le BOC défendait Trotsky contre les calomnies staliniennes. L'Izquierda Comunista de España (ICE) fut fondée en 1930 à Liège sous le nom de « Oposición de Izquierda de España » par des exilés communistes espagnols résidant en France, en Belgique et au Luxembourg. Un des fondateurs du PCE, Francisco García Lavid (dit « Henri Lacroix ») en fut le premier dirigeant. Un certain nombre d'anciens dirigeants du PCE, à l'intérieur de l'Etat espagnol,

---

188 Idem, p. 45.
189 Pagès Pelai, Diccionari d'història de Catalunya, Barcelone, ed. 62, 1992, s.d. Jesus Mestre i Campi, article « Bloc obrer i camperol », p. 131.
190 Cité par A. Durgan A., «Les trotskystes espagnols…», Cahier Léon Trotsky, n° 50, op. cit., p. 35, en référence à un article de La Batalla du 2 juin 1934.
191 Maurín Joaquim, Revolución y contrarevolución en España, Paris, Ruedo Ibérico, 1966, p. 108.

rejoignirent cette OCE. Notons ainsi Juan Andrade de Madrid, co-fondateur en 1920 du PCE, exclu en 1927. Andreu Nin les rejoignit en « *octobre 1930 à son retour à Barcelone* »[192]. Puis, petit à petit, il fut rejoint par « *des militants de talent* (...). *Outre Nin et Andrade, les principaux intellectuels du groupe étaient Esteban Bilbao, le médecin basque José Luis Arenillas et Enrique Fernández Sendon* (...). *D'autres militants connus étaient l'avocat du syndicat des mineurs des Asturies, José Loredo Aparicio, le journaliste catalan Narcís Molins i Fàbrega* (...) *et un des fondateurs du PC à Madrid et ancien dirigeant des Jeunesses Communistes, Luis García Palacios* »[193]. Il y avait aussi de nombreux cadres ouvriers. Certes, l'OCE était petite mais le PCE était en plein désarroi et n'avait pas cinq cents militants à la fin des années vingt ; beaucoup d'entre eux étaient en prison ou en exil. Pianitsky, dirigeant de l'IC, évalue en 1930 le nombre de membres du PCE à cent vingt[194]. Il existait des noyaux OCE à Madrid, dans les Asturies, en Galice, à Séville, Salamanque, El Astillero, en Castille du Nord, au Pays Basque et dans Barcelone ; enfin un groupe important militait à Llerena et dans ses environs (province de Badajoz) en raison de luttes paysannes menées en 1932 et 1934. A. Durgan note qu'en face de ces huit cents militants à peu près en 1934, le PCE avait probablement dix mille membres et le BOC quatre mille (en Catalogne essentiellement)[195].

Bien que qualifiée de trotskyste, l'OCE était souvent en opposition avec le mouvement trotskyste international. En particulier parce que l'OCE tient à travailler « *à l'intérieur des différents groupes communistes dissidents, en particulier le Bloc Ouvrier et Paysan en Catalogne* »[196]. Or, pour Trotsky, il est peu intéressant de travailler avec cette « *organisation confuse et droitière* »[197]. Il estime, de plus, que « *la fédération catalane*[198], *d'après ce que* [il

---

192 Solano W., Andreu Nin, assaig biogràfic, Barcelone, ed. POUM, 1977, p. 20.
193 Durgan A., « Les trotskystes espagnols… », Cahier Léon Trotsky, n° 50, op. cit., p.17.
194 Cité par Durgan, idem.
195 Idem p. 18.
196 Idem.
197 Idem.
198 La fédération catalane est un des éléments qui donna naissance au BOC en mars 1931.

comprend], *n’a pas et ne cherche pas à avoir une organisation pour toute l’Espagne. S’il en est ainsi, c’est qu’elle se conduit et qu’elle conduit le prolétariat catalan à la défaite* (...)*. La fédération catalane n’est qu’une arène pour acquérir de l’influence, elle n’est pas un levier sûr. Sans base principielle sérieuse, sans ligne stratégique claire, la fédération catalane, encroûtée dans ses nombreux préjugés, ne serait pas capable de supporter les épreuves de la révolution* (...). *Un noyau marxiste petit mais ferme, sachant bien ce qu’il veut, peut sauver non seulement la fédération catalane mais aussi la révolution espagnole. A une seule condition : ce petit noyau doit marcher avec son propre programme, un programme clair, et sous son propre drapeau* »[199].

Comme Trotsky le pensait, « *Le travail fractionnel ouvert des trotskystes à l’intérieur du BOC ne pouvait être toléré. Aussi, en mars 1931, Nin ne put entrer dans le BOC, et le petit groupe trotskyste qui défendait ses idées dans le BOC fut exclu en octobre 1931 pour activité fractionnelle visant à détruire le parti* »[200]. L’OCE pouvait naître en Catalogne. Un membre du Secrétariat international de l’Opposition, Max Shachtman, participe au premier plenum régional de la Fédération catalane de l’OCE, le 22 novembre 1931.

En 1931 et 1932, les «trotskystes » de l’OCE attaquèrent durement le BOC, comme le constatent P. Pagès et A. Durgan, tant sur la ligne politique qu’il développait que du fait de sa base sociale. A partir de 1933, les critiques publiques contre le BOC furent moins fréquentes, même si encore en juin 1934, « *alors que les deux organisations travaillaient étroitement associées, la presse de l’ICE décrivait le BOC comme ‘opportuniste et sans programme clair’* »[201]. Cependant le BOC était aussi dur avec les trotskystes accusés d’être « *l’image du stalinisme dans un miroir* »[202].

---

[199] Lettre de Trotsky à André Nin du 22 avril 1931 ; Trotsky Léon, La Révolution espagnole, op. cit., p. 101.
[200] Federación Comunista Catalano-Balear, « Manifiesto de los comités ejecutivo y local de Barcelona, aprobado unánimemente por el pleno de células y la Asamblea general de militantes (Barcelona) dirigido a todos los militantes de la Federación Catalano-Balear », La Batalla, n° 66, 12 novembre 1931 ; in : Pagès Pelai, El movimiento trotskista..., op. cit., p. 78.
[201] Durgan A., « Les trotskystes espagnols… », Cahier Léon Trotsky, n° 50, p. 24.
[202] Idem, p. 25.

Dans le même temps, peu à peu, l'OCE, devenue en mars 1932 Gauche Communiste d'Espagne (ICE), s'éloigna de l'Opposition de gauche internationale. Comme le note Léon Trotsky dans une lettre à son fils Léon Sedov, datée du 2 mai 1932, : « *Le changement de nom des Espagnols est une forme pour prendre les distances avec nous* » ; puis le 13 juin 1932, toujours à propos du nom, *« la clarification avec eux sera lancée sur une base internationale et il faudra leur donner des réponses principielles à des questions principielles* »[203].

Pour A. Durgan, ce changement de nom, certes en rupture avec les objectifs de l'Opposition internationale qui sont encore le redressement des partis communistes et de l'Internationale communiste, s'explique aussi par le fait que l'ICE s'est renforcée sur le plan organisationnel et politique. Mais pour l'opposition internationale il semblait que l'ICE voulait devenir un nouveau parti. L'ICE demanda au Secrétariat international de convoquer une conférence internationale pour traduire leur changement tactique international. Les tensions s'apaisèrent lorsque l'Opposition internationale, en août 1933, appela à former de nouveaux partis indépendants et une nouvelle internationale, l'ICE se sentant enfin rattrapée même si c'était avec retard. Les tensions réapparurent avec le « *tournant tactique de l'entrée dans les partis socialistes* ». La discussion eut lieu, mais « *le 15 septembre 1934, la Gauche Communiste d'Espagne discuta dans un plenum de la situation générale de l'Espagne et du tournant de l'organisation trotskyste internationale. Sur ce second point* (...), *le plenum national de la Gauche Communiste approuva à l'unanimité une opposition à ce nouveau cours* »[204].

La réaction de Trotsky ne se fit pas attendre ; tirant le bilan des événements d'octobre, il écrit : « *Beaucoup plus affligeante est la passivité de notre section espagnole (sauf glorieuses exceptions) lors des grands événements. Nous avons toujours critiqué les dirigeants de la section espagnole parce qu'imprégnés d'un esprit purement propagandiste et attentiste* (...). *Les*

---

[203] « Correspondance Léon Trotsky-Léon Sedov, 1931-1933 », in : Broué P., « Quelques lueurs venues d'archives sur les relations entre Trotsky, Maurín et Nin », Cahier Léon Trotsky, n° 50, p. 116.

camarades espagnols se sont déclarés franchement hostiles au tournant français. Une nouvelle confirmation de ce que 'l'intransigeance' n'est dans cette question que le masque de la passivité purement propagandiste et journalistique »[205]. Juan Andrade répond à L. Trotsky, dans une « lettre à un camarade américain », le 29 juin 1935 à propos de « la révolution d'octobre ». « *Selon Crux*[206], dit-il, *nous n'avons guerre joué de rôle dans la révolution d'octobre. C'est là une espèce très particulière de critique. En réalité, comme organisation nationale et dans la direction politique du mouvement, nous n'avons en effet pas joué un rôle essentiel. Mais le parti communiste non plus. Nationalement, les masses étaient sous la direction exclusive des socialistes, pour une série de raisons que je ne peux prendre le temps d'expliquer maintenant. Mais, partout où les événements ont revêtu une importance réelle, nos camarades ont joué un grand rôle, surtout aux Asturies et en Catalogne. Le secrétaire de notre groupe de Trubia* (...) *est tombé devant un peloton d'exécution de l'armée. Notre camarade Laredo Aparicio (qui est à présent en Belgique et contre qui la peine de mort a été réclamée) était membre du comité révolutionnaire d'Oviedo et commissaire aux fournitures. Notre camarade II*[207] *occupait le même poste à Sama de Langreo. Tous nos camarades asturiens ont participé activement. Quant à Barcelone, vous savez certainement que la direction de l'insurrection prolétarienne était aux mains de l'alliance ouvrière. Nos camarades y ont joué un rôle dirigeant, comme le souligne même la presse réactionnaire* »[208].

Cependant, l'insurrection d'octobre conduisit « *nombre de ceux qui se considéraient comme marxistes à voir le besoin d'une direction révolutionnaire centralisée forte* »[209]. Le 9 décembre 1933, une alliance ouvrière fut

---

[204] Pagès P., El Movimiento..., op. cit., p. 275.
[205] Trotsky L. : Lettre au SI et à la section belge, BI du GBL n° 4, janvier 1935. La lettre est datée du 15 décembre 1934, Trotsky L., La Révolution espagnole, op. cit., p. 268.

[206] Crux = Léon Trotsky.
[207] Ignacio Iglesias.
[208] Juan Andrade, « Lettre à un camarade américain », Madrid, 29 juin 1935, in : Trotsky Léon, La Révolution espagnole, op. cit., p. 597 et 598.
[209] Durgan A., «Les trotskystes espagnols…», Cahier Léon Trotsky, n° 50, op. cit., p. 34.

mise en place en Catalogne après la victoire des droites (CEDA et radicaux) aux élections de novembre aux Cortes. Il s'agissait d'un front unique entre direction des organisations ouvrières telle que les « *thèses sur l'unité du front prolétarien* » du IVème congrès de l'IC le précise. « *Cependant, ils*[210] *ne sont pas encore complètement émancipés des croyances réformistes et nombreux sont ceux qui accordent leur appui aux Internationales socialistes et à celle d'Amsterdam. Sans doute leurs aspirations ne sont-elles pas toujours nettement formulées, mais il est certain qu'elles tendent impérieusement à la création d'un front prolétarien unique, à la formation, par les partis de la IIème Internationale et les syndicats d'Amsterdam alliés aux communistes, d'un bloc puissant contre lequel viendrait se briser l'offensive patronale* »[211] et non du « *sectaire 'front unique à la base' des staliniens* »[212]. Cette alliance ouvrière regroupait l'UGT[213], les Trentistes (opposition interne à la CNT[214]), la Fédération Socialiste de Barcelone (PSOE), le BOC, la Fédération Syndicaliste Libertaire (Trentistes aussi mais exclus de la CNT), l'ICE, l'Union Socialiste de Catalunya, l'Union des Paysans[215] et la fédération des syndicats expulsés de la CNT (liée au BOC)[216].

A l'intérieur de l'alliance, le BOC et l'ICE étaient régulièrement en accord ; en particulier sur le fait que l'alliance ouvrière devait se transformer en organisation de mobilisation quotidienne des travailleurs et d'une certaine façon d'auto-organisation tandis que les socialistes de gauche et les syndicalistes y voyaient plutôt une organisation purement insurrectionnelle. De plus, l'évolution du BOC et de l'ICE permettait à celle-ci d'envisager une fusion

---

210 Les ouvriers qui adhèrent aux vieux partis social-démocrates.

211 Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste, 1919-1923, Bibliothèque communiste, Librairie du travail, 1934, p. 160.

212 Durgan A., «Les trotskystes espagnols…», Cahier Léon Trotsky, n° 50, op. cit., p. 34.

213 Unión General de Trabajadores (Union Générale des Travailleurs), centrale syndicale dirigée par les socialistes.

214 Trentistes : trente militants anarcho-syndicalistes signataires en 1931 d'un manifeste réformiste critiquant le « putschisme » de la Fédération Anarchiste Ibérique dominant la Confédération Nationale des Travailleurs (CNT). La Fédération Syndicaliste Libertaire se voulait parti politique pour contrecarrer la FAI.

215 Unió de Rabassaires i Altres Cultivadors del Camp de Catalunya (UR), syndicat agricole lié à l'Esquerra Republicana de Catalunya, parti de gauche autonomiste catalan dont le grand dirigeant fut F. Macià.

avec celui-là. Les prises de position de plus en plus anti-staliniennes, la défense de Trotsky contre les calomnies staliniennes, la rupture avec la théorie du social-fascisme (même si celle-ci ne servait que d'insulte interne au BOC auparavant), l'évolution sur la question nationale, avec le remplacement de la nécessité de construction de mouvements de libération nationale par la ligne d'autodétermination pour les « nationalités historiques », et enfin l'influence personnelle de Maurin, qui développait des positions marxistes dans le BOC, tout cela concourut au rapprochement politique des deux organisations… compris par l'ICE comme un rapprochement du BOC vers ses propres positions. Enfin le rapprochement signifiait aussi la fin d'un relatif isolement pour chaque organisation. Le BOC pouvait, par les groupes ICE, exister dans tout l'Etat espagnol ; l'ICE, par l'importance du BOC, pouvait devenir une véritable force politique tant en Catalogne que dans le reste de l'Etat espagnol.

Les diverses réunions dont nous parlions au début de cette partie sur le voyage de Jean Rous aboutirent donc à la fusion de l'été 1935 malgré quelques anicroches persistant encore au sein de l'ICE. Bien que clos formellement par le vote du 15 septembre 1934, le débat sur l'entrisme continuait. En avril 1935, « *Une position de compromis, proposée par Nin, fut adoptée avec seulement le vote contre de Francesc de Cabo* »[217]. Le constat de l'incapacité de l'organisation de gauche internationale à se transformer en centre d'attraction pour les masses travailleuses, la crise liée à l'entrisme avaient désorienté l'organisation ICE et les masses qui, par ailleurs, souhaitaient que les groupes en dehors des organisations de masse rejoignent ces dernières. Aussi l'ICE se proposait-elle dans l'Etat espagnol de rejoindre le PSOE et son aile gauche[218] tandis qu'en Catalogne il fallait aller vers la fusion des groupes marxistes (BOC, ICE, PCP). Ce vote presque unanime ne rencontra pas l'assentiment des groupes de base de l'ICE qui refusaient

---

[216] Pagès Pelai, El movimiento..., op. cit., p. 174.
[217] Durgan A., «Les trotskystes espagnols…», Cahier Léon Trotsky, n° 50, op. cit., p. 38.
[218] Sur cette gauche du PSOE voir : Broué P., « Quand Carillo était 'gauchiste' : les Jeunesses socialistes d'Espagne, 1934-1936 », p. 17 et sq., in : Cahier Léon Trotsky, n° 16,

d'entrer dans le PSOE. Ce fut donc la proposition de de Cabo qui fut prise en compte, c'est-à-dire : création d'un parti sur une base révolutionnaire en Catalogne par fusion avec les autres partis marxistes ; ailleurs, dans l'Etat espagnol, les groupes ICE deviendraient sections du parti formé en Catalogne.

Une rupture eut lieu dans l'ICE où cinq militants (dont Fersen et Bilbao) rejoignirent le PSOE. Fersen et Bilbao abandonnèrent rapidement le trotskysme. On retrouvera en 1936 un troisième militant de ce groupe, G. Munis, resté trotskyste. Le Secrétariat international approuva la résolution de l'ICE qui prônait la fusion en Catalogne et l'entrée dans le PSOE ailleurs mais s'opposa à la confusion de la décision finale. En expliquant sa position, l'ICE terminait sa lettre au Secrétariat international du 21 juillet 1935 par « *Faute de temps, nous ne pouvons pas vous envoyer les informations que vous demandez. D'un autre côté, étant donnée votre incompréhension fondamentale des affaires espagnoles, nous ne croyons pas qu'elles vous seraient utiles* »[219]. La rupture semblait consommée. « *Pour avoir une vue plus proche de ce qui arrivait exactement, le Secrétariat international envoya Jean Rous en Espagne à l'été 1935* »[220].

On ne sait donc pas avec précision quand Jean Rous se rendit à Barcelone ; probablement entre le 4 septembre et le 16 septembre 1935, date d'une lettre de Trotsky dans laquelle est fait référence au rapport de Jean Rous. Sur le voyage de celui-ci, il écrit : « *J'ai lu avec le plus grand intérêt vos communications sur la Catalogne et l'Espagne* »[221].

La mission paraît être de déterminer si la rupture est définitive ou s'il est possible encore de travailler avec les militants ICE du POUM[222]. Dans

---

décembre 1983. Voir aussi Broué P., « 1934 : les 'Léninistes' du PSOE », in : Cahier Léon Trotsky, n° 20, décembre 1984, p. 42 et sq.

219 Andreu Nin, « Lettre du Comité National au Secrétariat international », Barcelone, 21 juillet 1935 ; in : Trotsky Léon, La Révolution espagnole, op. cit., p. 606.

220 Durgan A., «Les trotskystes espagnols…», Cahier Léon Trotsky, n° 50, op. cit., p. 41.

221 Trotsky à « Cher camarade Rous », lettre du 16 septembre 1935, prêtée par P. Broué. Bibliothèque du collège de Harvard T9967. Notons que Trotsky est en Norvège à ce moment-là ; il faut donc retrancher le temps mis par le courrier pour arriver.

222 POUM = Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, nom du parti né de la fusion BOC-ICE, le 29 septembre 1935 à Barcelone.

Renaissance et mission de la catalanité, Jean Rous revient ainsi sur sa mission : « *Trotsky me dit : 'Vous êtes catalan. Ça m'intéresse* (...). *Je vais vous charger cet été d'une mission en Catalogne pour notre Secrétariat international. Nous avons là-bas un ami qui dirige notre groupe et est d'une intelligence et d'une culture remarquables, Andreu Nin. Mais, comme en France, les groupes trotskystes sont trop sectaires et c'est pour les plonger dans la réalité politique sans abandonner les principes que j'ai préconisé l'entrée dans les partis socialistes' ; il me dit qu'il faudrait aller à Barcelone discuter avec Nin, pour le convaincre d'entrer avec les trotskystes d'Espagne dans le PSOE dirigé par Largo Caballero* »[223]. En juin 1935, Trotsky aurait donc peut-être conservé un espoir de convaincre les « trotskystes » espagnols et catalans puisque la conversation rapportée par Jean Rous se passe dans le train pour Anvers. Il faut dire qu'à cette date on en est encore à la décision du 6 avril 1935 d'entrer dans le PSOE et les JS dans l'Etat espagnol et de fusionner avec le BOC en Catalogne. Ce n'est que le 21 juillet que l'idée d'entrée dans le PSOE est abandonnée. Cependant, le Secrétariat international et Trotsky ne sont pas sans savoir que la base est hostile à l'entrée dans le PSOE même si A. Durgan note à propos des cinq entristes : « *Seul un petit groupe de cinq militants décida d'entrer dans le PSOE et même cette initiative fut prise sans l'accord spécifique du Secrétariat international* »[224].

Le début de son rapport au SI, donne une idée de la façon dont Jean Rous concevait sa mission ; il écrit : « *Ce bref rapport est un compte rendu d'un voyage d'information auprès de nos camarades espagnols* (...) »[225]. Parlant de A. Nin, Jean Rous dit : « *Je lui rendis visite, et fis la connaissance de sa femme* (...) *Tout en discutant, Nin, vif, fraternel, souriant, me fit cet été 1935 visiter Barcelone* (...). *Nin me mit en contact avec les groupes catala-*

---

223 Renaissance et mission..., op. cit., p. 28-29.
224 Durgan A., «Les trotskystes espagnols…», Cahier Léon Trotsky, n° 50, op. cit., p. 39.
225 Jean Rous : « Rapport sur la fusion de la gauche communiste d'Espagne (section de la LCI) et le BOC (bloc ouvrier et paysan-Maurín), octobre 1935 » ; in : Trotsky Léon, La Révolution espagnole, op. cit., p. 607 et sq. L'expression « voyage d'information » est soulignée par nous.

nistes et nous allâmes même visiter 'l'Humanité', le journal de Companys. Nin était bien reçu et considéré partout »[226].

L'accueil pour le représentant du Secrétariat international et de Trotsky est donc fraternel. Le but est, bien sûr aussi, de convaincre ce nouveau venu que la seule possibilité en Catalogne est celle choisie par l'ICE. Jean Rous fait un rapport de ce voyage. Ce bilan mesuré et rassurant pour le SI précise que hors de Catalogne les trotskystes sont seuls dans le nouveau Parti créé. Pour Jean Rous, Nin n'a pas perdu de vue la nécessité d'un travail politique vers la gauche socialiste et les Jeunesses socialistes, mais le « *PS ne tolèrera pas de fraction BL ; d'où la nécessité d'un travail en profondeur. Partout où il existe des petits groupes BL isolés, ils entreront dans le PS. Les liens seront aussi maintenus par les 'entristes' entrés* »[227]. Ainsi trois entrés sur cinq ont déjà repris contact avec l'ICE car ils veulent « *poursuivre le travail de fraction en liaison avec les dirigeants bolcheviks-léninistes* »[228]. « *Certes,* ajoute Rous, *le droit de fraction n'existe pas dans le POUM* » ; mais cela ne veut pas dire que l'ICE, qui a accepté cet interdit pour ne pas empêcher la fusion, ne puisse à l'occasion de congrès former « *des courants, des groupes d'amis* » ajoute-t-il[229]. Enfin, à la question de la IVème Internationale, Nin a fait remarquer que « *la plate-forme pour l'ICE est celle de la IVème Internationale sans le numéro*. (...). *Maurín et les mauristes en ont d'ailleurs convenu* »[230], a rajouté Nin qui donne pour tâche à l'ICE de gagner le POUM et d'autres au sein de l'IAG[231] à la IVème Internationale. Bref, les perspectives de travail avec les militants ICE du POUM existent réellement. Ainsi, plus tard, Rous écrit que son rapport au SI fut suivi et que sa position qui était de laisser de côté la question de « l'entrisme » et de con-

---

[226] Rous Jean, Renaissance et mission..., op. cit., p. 29-30.
[227] Rous Jean, « Rapport sur la fusion… », p. 611.
[228] Idem, p. 609.
[229] Rous Jean, « Rapport sur la fusion... », op. cit., p. 612.
[230] Idem.
[231] IAG = Internationale Arbeitsgemeinschaft, groupe de travail entre partis exclus de la IIème et de la IIIème Internationales, appelé aussi « Bureau de Londres » ou « Bureau d'Amsterdam ».

server de bons rapports avec Nin « *dans le but,* selon Trotsky, *de faire adhérer le parti en préparation 'au mouvement pour la quatrième Internationale'* »[232] prévalut. Son rapport officiel fait état de la réponse de Trotsky à un premier compte-rendu dont nous ne possédons aucune note. Le 16 septembre 1935, Trotsky répond à ce premier rapport : « *Le Parti est proclamé. Dont acte. En tant que cela peut dépendre de facteurs internationaux, nous devons faire tout pour aider ce parti de* (sic) *gagner en puissance et en autorité, ce qui n'est possible que sur la voie du marxisme conséquent et intransigeant* »[233]. Trotsky accepte donc le rapport, mais... sans illusion semble-t-il, contrairement à son fils dont P. Broué écrit : « *Elle* [il s'agit d'une lettre de 1932] *montre un Sedov plus 'ouvert', disposé à une collaboration franche avec le POUM au moment où son père semble encore ruminé ses 'vieux soupçons'* »[234].

Avant d'en terminer avec ce premier voyage, il est nécessaire d'apporter deux informations complétant l'action de Rous en Espagne en 1935.

La première en date nous est donnée par J. Maurín. Dans une lettre à P. Broué datée du 18 mai 1972, dont un double est adressé à V. Alba qui le publie dans son ouvrage Histoire du POUM[235], Maurín dénonce les affirmations de Rous qui lui paraissent fausses. Nin et les trotskystes se sont ralliés au BOC alors que Rous dit qu'il y a « *tendance à gauche vers nos positions de la majorité des ouvriers du BOC* ». Rous qualifie de tendance de droite ceux qui s'opposent à la fusion avec l'ICE ; pour Maurín il s'agit seulement de gens qui pensent que l'entrée de l'ICE ferait perdre au BOC sa « *caractéristique catalane* »[236]. Enfin, pour Maurín, il n'y eut jamais de conversation sur la IVème Internationale entre le BOC et l'ICE, ni d'évolution de lui-même vers

---

[232] Rous Jean, « Rapport sur la fusion... », op. cit., p. 612.
[233] Trotsky Léon à « Cher camarade Rous », 16 septembre 1935. Photocopie fournie par P. Broué. Bibliothèque du collège de Harvard, T 9947.
[234] Broué P., « Quelques lueurs venues d'archives... », Cahier Léon Trotsky, n° 50, p. 101.
[235] Alba V., Histoire du POUM, op. cit. p. 148-149.
[236] Maurín J., Lettre à P. Broué du 18 mai 1972, in : Alba V., Histoire du POUM, op. cit., p. 149.

Trotsky et les trotskystes. Tout cela remettrait en partie en cause le rapport de Rous. En fait, il s'agit plutôt, nous semble-t-il, de différences d'analyse et de divergences politiques.

L'autre information nous est donnée par Pelai Pagès. Lorsqu'il décrit l'ICE, dans son ouvrage Le mouvement trotskyste en Espagne, il arrive à un total de huit cents militants en 1935, contre deux mille pour Munis[237] et quatre cents pour V. Alba[238]. On voit donc qu'il s'appuie sur les informations données par Rous au SI puisqu'il écrit : « *De la somme totale que donne Rous, il résulte qu'il y a sept cents militants, ce qui sûrement reflète plus la réalité que les chiffres donnés par Munis ou Alba* »[239].

---

[237] Munis G., Jalones de derrota : promesa de Victoria (España 1930-1939), México, ed. Lucha Obrera, 1948, p. 63.
[238] In : Histoire du POUM, op. cit., p. 147.
[239] Pagès Pelai, El movimiento..., op. cit., p. 94.

CHAPITRE III
EN FRANCE OU EN ESPAGNE, L'ANNEE 1936, ANNEE CRUCIALE AUSSI POUR JEAN ROUS

1. France 1936 :

1. Construire d'urgence une organisation solide en France :

Comme on l'a vu précédemment une majorité des adultes adhérant au GBL est en fait partie avec la tendance Molinier-Frank. Le GBL et ses dirigeants, Naville, Rous, Craipeau, etc, vont donc devoir s'appuyer sur les JSR, c'est-à-dire sur de jeunes militants, pour tenter de construire la nouvelle organisation que la situation exige. Or, comme pour l'Espagne, les masses ouvrières souhaitent l'unité d'action entre le PC et la SFIO. On peut penser que c'est une des raisons de l'exclusion des bolcheviks-léninistes de la SFIO, pressions staliniennes sur les socialistes et, certes, maladresses des BL (maladresses qui laisseront des traces longtemps après). On peut suivre Y. Craipeau qui écrit : « *l'exclusion des 'trotskystes' était un gage pour les staliniens et qui ne coûtait rien aux réformistes* »[240]. Cependant, pour le PC comme pour la SFIO, il fallait élargir le Rassemblement Populaire, issu des émeutes de février 1934, au Parti radical. Ainsi à la Chambre des députés, Maurice Thorez lance un appel à « *développer l'organisation du large Front populaire du travail, de la liberté et de la paix* »[241]. Six mois plus tard, le 28 mai 1935, un nouvel appel est lancé, cette fois conjointement par une délégation du « *groupe socialiste parlementaire et la représentation du groupe parlementaire communiste* »[242]. La réponse radicale se fit à deux niveaux,

---

[240] Craipeau Y., Le mouvement trotskyste en France, op. cit., p. 133.
[241] Maurice Thorez, Intervention à la Chambre des députés du 13 novembre 1934, in : Racine Nicole et Bodin Louis, Le Parti communiste français pendant l'entre-deux guerres, Paris, FNSP, 1982, p. 230.
[242] « Histoire du parti socialiste SFIO, XIème partie : De l'unité d'action au Front Populaire (1935-1936) », Cahier de l'OURS, n° 69, avril 1976, p. 11.

d'une part refus des pleins pouvoirs à Flandrin ; il fut renversé. Et d'autre part, participation à la réunion proposée. Y. Delbos proposa la formation d'un gouvernement de la gauche élargie. Cependant, la participation radicale au gouvernement d'union nationale mort-né de F. Bouisson puis au gouvernement Laval retarda la participation effective des radicaux au Rassemblement Populaire. Le 23 septembre 1935, Le Populaire publiait la « plate-forme d'action commune du Parti socialiste et du Parti communiste ». Au congrès du Parti radical d'octobre 1935, Jean Zay fit voter une motion demandant la dissolution des ligues fascistes, mettant les ministres radicaux en situation délicate. Le 30 juin 1935, Maurice Thorez avait déclaré dans l'Humanité : « *Le Parti radical est le plus grand des Partis. C'est celui qui exerce la plus grande influence sur la vie politique du pays. Dans ses rangs et derrière ses comités se trouve la masse des petites gens des classes moyennes que la vie économique frappe durement* »[243].

Pour Trotsky, « *Le Front populaire est une coalition du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste, en la personne du Parti radical et d'une série de pourritures de la même espèce et de plus petite taille* (...)*. Le Front populaire, dans son aspect actuel, foule aux pieds non seulement la démocratie ouvrière, mais aussi la démocratie formelle, c'est-à-dire bourgeoise. La plupart des électeurs radicaux ne participent pas à la lutte des travailleurs et, par conséquent, au Front populaire. Cependant, le Parti radical occupe dans ce 'Front' une position non pas seulement égale aux autres, mais privilégiée ; les partis ouvriers sont contraints de limiter leur activité par le programme du Parti radical* »[244]. Cependant, dans une lettre à Jean Rous datée du 11 juillet 1935, il explique que dans le dernier numéro de La Vérité reçu, l'ensemble est bon malgré « *quelques (une ou deux) expressions qui se prêtent aux malentendus* ». Ainsi l'expression « A bas le Front populaire ! », laquelle pour

---

[243] Cité par Racine N. et Bodin L., Le Parti communiste..., op. cit., p. 300.
[244] Trotsky L., « Front populaire et comités d'action », La Vérité, 6 décembre 1935, p. 1-2. Le tome 7 des Oeuvres de Trotsky, op. cit., p. 181 rétablit le titre original : « Pour les comités d'action, pas le Front populaire ». La dernière phrase continue comme suit : « *Constatation que développent, sans se gêner le moins du monde, les cyniques rédacteurs de 'l'Humanité'* ».

les BL sous-entend « A bas la politique néfaste des chefs du Front populaire », peut être « *comprise et interprétée par les adversaires comme une hostilité contre le front des masses elles-mêmes* ». Il ajoute : « *Notre mot d'ordre devrait être à cette étape à peu près : 'Chassons les politiciens bourgeois du Front populaire. Les masses populaires n'ont rien à apprendre du capitulard Daladier ! A bas les radicaux, traîtres aux masses populaires, etc'* »[245]. A cette partie, il ajoute en post scriptum : « *On pourrait peut-être employer aussi une formule pareille : 'pour tourner le Front populaire contre la bourgeoisie, il faut chasser les bourgeois du Front populaire'* ». Mais avant, deux points encore lui paraissaient critiquables ; d'une part, l'utilisation de l'expression « *compromettre le Front populaire* » qui signifie chasser les bourgeois et discréditer les réformistes. La formule a un double sens et n'est donc pas probante car non compréhensible. D'autre part, il reproche la trop grande « discussion » des revendications du programme d'action au profit du mot d'ordre de milice ouvrière. Ainsi par exemple, « *la semaine de quarante heures est un mot d'ordre excellent délaissé par les autres. Il faut dénoncer les radicaux comme adversaires de la semaine de quarante heures. La même chose pour les autres revendications ouvrières et paysannes de notre programme d'action* »[246].

Dans une autre lettre, quelques jours après, le travail éducatif de Trotsky continue avec cette fois des explications sur le mot d'ordre de « Front populaire au pouvoir », mot d'ordre qui, d'une certaine façon, veut dire : laissons aux masses faire l'expérience du Front populaire. Les radicaux au gouvernement ont déjà échoué ; par contre, réformistes et staliniens n'ont pas encore fait l'expérience du pouvoir. Il faut donc distinguer « *gouvernement socialiste-communiste (gouvernement du Font Unique), gouvernement ouvrier et paysan et gouvernement du Front populaire* »[247]. En septembre

---

[245] L. Trotsky à « Camarade Rous », 11 juillet 1935, Bibliothèque du collège de Harvard, T 9932.
[246] Idem.
[247] L. Trotsky à « Camarade Rous », 22 juillet 1935, Bibliothèque du collège de Harvard, T 9935.

1935, Trotsky revient sur le Front populaire à la faveur d'«*une idée qui* [le] *hante pendant les dernières semaines et qui parait tout à fait décisive pour* [leur] *activité pour la politique de 'La Vérité' et de 'La Révolution' et pour la préparation d'un nouveau parti* »[248]*.* En effet, pour Trotsky, le mot d'ordre de « chasser les radicaux » est juste mais insuffisant car « *vous* [les bolcheviks-léninistes] *n'indiquez pas les moyens pour les chasser* »*.* Il rappelle alors la résolution Dimitrov du VIIème congrès du Komintern sur le fascisme. « *Nous devons déclarer ouvertement*, dit-il, *que nous ne sommes pas d'accord avec le contenu de cette motion Dimitrov parce qu'elle préconise la collaboration de classe* (...). *Mais, dans cette motion, il y a un paragraphe (deuxième chapitre, paragraphe 3) qui est tout à fait juste, progressif, et extrêmement important* »[249]*.* Ce paragraphe traite des « *organes de classe sans parti du Front Unique créés par des élections* », ce que Trotsky traduit par « *création d'organismes représentatifs de masses du Front Unique (en perspective des soviets)* »*.* Il le rapproche des mots d'ordre développés par les militants qui lui sont proches de « Front unique » et d'« alliance ouvrière ». cela revient à compléter le mot d'ordre de « chasser les radicaux », mot d'ordre négatif, par un mot d'ordre constructif dont la formule précise reste à trouver mais pourrait être du type « *créer les bases honnêtes et efficaces du Front Unique* »[250].

Il termine sa lettre par une note générale, alors qu'il l'avait commencée par un mot personnel puisqu'il l'avait introduite par : « *Nous sommes bien inquiets par votre maladie si inopinée et si mal à propos. Etes-vous toujours à l'hôpital ?* » ; il la termine donc par : « *Je suis un peu inquiet qu'absorbés* (sic) *par vos besognes quotidiennes vous ne prêtiez pas assez d'attention à cette question qui nous paraît avoir l'importance vitale* ». Puis il ajoute : « *Je ne sais qui vous remplace comme secrétaire* ». Rous a donc été malade. Peu d'informations nous ont été données là-dessus si ce n'est des problèmes de santé pendant son service militaire liés à une entérite chro-

---

[248] L. Trotsky à « Camarade Rous », 7 septembre 1935, Bibliothèque du collège de Harvard, T9944.
[249] Idem.
[250] Idem.

nique qui lui a permis d'obtenir, en novembre 1931, quarante cinq jours de convalescence et un certificat médical du docteur Rosenthal qui « *soigne Jean Rous depuis 1935 pour accidents de défaillance cardiaque avec troubles digestifs* »[251], ce qui lui vaudra une mise en réserve en 1939.

Bien que ces lettres de Trotsky soient datées d'avant la scission-exclusion de Molinier-Frank, on le voit chercher, par la réflexion sur les mots d'ordre justes, à éviter cette scission, mais surtout chercher à aider à construire l'organisation sur des bases correctes. On le voit aussi conscient de l'énorme travail qui pèse sur les épaules de Jean Rous et de la poignée de militants BL aussi, bien sûr.

A la veille du départ de Fred Zeller pour Honefoss, Jean Rous écrit à Crux (Trotsky) pour lui expliquer qui est Fred Zeller. Cela nous permet surtout d'avoir une image de l'organisation bolchevik-léniniste à cette date du 31 octobre 1935. Zeller a été « *démoralisé et rendu hésitant* [à adhérer] *par les survivances de méthodes de clan qui lui sont apparues dans notre organisation* ». Molinier voulait le faire adhérer à la gauche de Pivert puis l'en faire partir, tandis que. Naville, lui, disait le contraire ; à savoir : ne pas renforcer la gauche, tenter plutôt de la désagréger. Pour Zeller donc, selon la confidence à Jean Rous de Ladmiral, ami de Zeller, la politique bolchevik-léniniste est juste mais l'organisation n'est pas sérieuse. Puis, Rous ajoute que Zeller craint de ne pas avoir sa place dans l'organisation et conclut : « *C'est tout à fait faux, car même sans vouloir trop insister sur ce point il y a pour un jeune comme lui, doué pour les 'questions d'appareil', une place vide. Nos jeunes sont en effet toujours irréguliers et peu stables dans le domaine de l'organisation* »[252]. Pour Crux, qui lui répond en novembre après la visite de

[251] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 13. Armée, guerre, Résistance.
[252] Jean Rous à : « Cher camarade Crux », 31 octobre 1935, Bibliothèque du collège de Harvard, T 4508. Un effort a pu être fait en matière organisationnelle puisque, en février 1936, le Bureau politique se réunit tous les mardis à 7H 30 ; une permanence se tient au local tous les soirs à 7H 30 tandis que se réunit par ailleurs le comité d'organisation composé de Rous, Bardin et Clair.

Zeller, « *la seule possibilité d'assurer à la jeunesse une direction stable, conséquente et sûre et préparer ainsi un point d'appui sûr et important pour le Parti révolutionnaire, c'est la fusion des deux groupes de jeunes : BL et JSR dans une seule fraction sur la base de la lettre ouverte pour la IVème Internationale et d'une plate-forme commune* »[253].

Puis, une lettre « *tout à fait personnelle* »[254] est adressée à Rous le 29 novembre 1935 par (ou au nom de) Crux mais elle n'est pas signée. Le ton est véhément et lance une sorte d'ultimatum en conclusion : « *Je vous prie de vous exprimer sur le fond de la question, sans quoi la correspondance produit inévitablement des malentendus à chaque pas* ». En fait, pour Crux, probablement, toute l'attitude des BL et de Rous en particulier manque de clarté à propos de Zeller, gagné aux BL mais rejeté par ceux-ci et pas défendu par Rous, de Révolution dont Rous est le secrétaire de rédaction mais dont la ligne politique est confuse, de La Commune qui est équivoque mais dont l'équivoque ne crèvera que si les BL passent à l'offensive « *et non contre Molinier, mais contre Pivert et toute la pourriture centriste* »[255]. Et cela en dénonçant le pivertisme et son sous-produit Molinier, ce qui obligera La Commune à « *se défendre contre l'emprise pivertiste, ce qui ne peut manquer de produire l'explosion intérieure* »[256].

Le premier décembre, après une note personnelle sur l'écriture illisible de Rous[257] qui, pour lui, reflète « *la conjoncture intérieure du CC* »[258], Trotsky se refuse à la conciliation avec Molinier. Pour lui, il fallait attaquer ce projet et maintenir l'opposition au lieu de, comme Rous et Craipeau l'ont proposé, présenter un texte chargeant Molinier de mettre en oeuvre le lancement de Révolution comme organe de masse. Tout cela n'est pour Trotsky que « *la*

---

[253] L. Trotsky à « Camarade Rous », novembre 1935, Bibliothèque du collège de Harvard T 9947.
[254] L. Trotsky à Rous « Lettre tout à fait personnelle », 29 novembre 1935. On peut l'attribuer facilement à Trotsky car dans le tome 7 de ses Oeuvres on trouve des extraits de cette lettre,op. cit., p. 172.
[255] Idem.
[256] Idem.
[257] Ce n'est pas la première référence de Trotsky à cette écriture. Le 14 octobre 1935, il lui conseillait d'acheter une machine à écrire.
[258] L. Trotsky à Rous, 1er décembre 1935, Bibliothèque du collège de Harvard, T 9938.

conséquence de la déviation droite depuis le mois de juin »[259]. Ainsi, Rous n'est pas seul attaqué puisque la lettre est destinée aussi à tous les membres du groupe et même aux sympathisants ; mais la part de Rous dans la « conciliation » paraît essentielle. On trouve une autre lettre de Trotsky à Rous, très dure. Le 6 décembre, il lui écrit : « *J'attendrai des réponses exactes sur les propositions et suggestions de mes dernières lettres et je ne puis ne pas exprimer le regret que pendant les deux-trois derniers mois la précision restait bien unilatérale, mon cher Rous. Et pas par hasard* »[260]. Le 16 décembre, tout va mieux ; il écrit : « *Mon cher ami. Vos dernières lettres du 11 et du 12 décembre me sont bien précieuses et je vous en sais gré chaleureusement. Ce n'est pas les divergences éventuelles entre nous qui me faisaient peur (des divergences passagères même aiguës sont inévitables) mais le manque de franchise dans les relations mutuelles. Si ma dernière lettre fut un peu 'brutale', c'est parce que son objectif était de provoquer une explication nette et de déblayer le terrain. Or, l'incident est clos !* »[261]. Cette dernière phrase ajoutée à la main dénote une volonté de clore effectivement l'incident.

Est-ce la crainte de la scission et parallèlement de se retrouver avec un groupe faible en nombre devant les tâches immenses qui se préparent ? La division est consommée ; les relations personnelles sont désastreuses entre les deux entités. Cependant, les BL se sentent faibles tandis que Molinier-Frank ont perdu le soutien de Trotsky. De plus, La Commune connaît des difficultés. Composé de la minorité de Front social (de Bergery) et d'exclus du GBL et du PS, le comité de rédaction se retrouve relativement isolé avec le désaveu de Bergery et le refus de solidarité de Pivert envers les socialistes présents au comité de rédaction. Par ailleurs, les Groupes d'Action Révolutionnaires (GAR) regroupant des militants PC, PS, GBL et autres prêts à l'action, « *désirant coordonner leurs efforts dans et hors des*

---

[259] Idem.
[260] L. Trotsky à « Camarade Rous », 6 décembre 1935, Bibliothèque du collège de Harvard, T 9959.

organisations existantes pour faire triompher un programme d'action où figurent : les comités de base, la milice et le défaitisme révolutionnaire »[262], ne connaissaient pas le développement souhaité.

Aussi, Trotsky n'a-t-il pas de mal à pousser Rous, dès le printemps 1936, à tenter un rapprochement avec le PCI[263], créé les 6 et 7 mars 1936. Le PCI, section française de la IVème Internationale, avait vu le jour après que, le 4 janvier, La Commune a cessé d'être l'organe pour le regroupement et l'action révolutionnaire pour devenir celui du « Comité pour la IVème Internationale ».

La situation française évolue avec la victoire électorale du Front populaire, imposant aux révolutionnaires l'évidente nécessité d'une section française unie.

Il faudra cependant attendre le 2 juin pour que le POI se constitue, à partir de la fusion des BL, du PCI et des JSR ; il ne représente que quatre cents militants à peu près[264]. Mais, de la même façon que les débats internes de l'année 1935 n'avaient heureusement pas entravé l'action directe, comme nous allons le voir dans les lignes qui suivent, cette faiblesse numérique est contrebalancée par le rôle important tenu par ces militants dans les entreprises où ils sont présents.

---

261 L. Trotsky à Rous « Cher ami », 16 décembre 1935, Bibliothèque du collège de Harvard, T 9960.

262 Ketz S., De la naissance..., op. cit., p. 170. Ces GAR expliquent le refus de Molinier-Frank d'utiliser La Vérité ou Révolution comme organe de masse, car trop marquées l'une et l'autre par l'histoire du mouvement trotskyste ; ils préfèrent créer un nouveau journal de toute pièce.

263 PCI = Parti Communiste Internationaliste (Molinier-frank).

264 Le calcul des mandats pour la conférence nationale de septembre 35 donnait 253 mandats représentés. Une dizaine de villes de province manquaient, selon un document donné par R. Prager dont la cote 16157 renvoie à la Bibliothèque du collège de Harvard. Tandis qu'en juin 35, 320 votes s'étaient exprimés dans le GBL, selon le BI n° 6 du GBL de la SFIO de juin 35.

2. Le POI et le Front populaire :

Parmi les élus du Front populaire, rappelons-nous que l'oncle Joseph a été réelu député socialiste dissident de Prades. Il est entré en opposition avec la direction officielle de la SFIO des Pyrénées Orientales. Il avait été suspendu de tous ses mandats à compter du 2 février 1936. Puis, en mars de la même année, il avait été exclu de la SFIO par la commission fédérale. Cependant, les sections socialistes de la circonscription de Prades le désignèrent à nouveau comme candidat socialiste. « *Il se présenta avec l'étiquette de 'candidat du Front populaire désigné par les sections socialistes SFIO et sympathisants de la circonscription de Prades'* »[265]. Au premier tour des élections législatives, le 29 avril 1936, Joseph Rous fut devancé par R. V. Manaut mais resta en tête des candidats se revendiquant du Front populaire (devançant le communiste Gendre et le socialiste SFIO officiel Ferlat). Au second tour, il fit le plein des voix du Front populaire et l'emporta de six cents voix (9625 contre 9063 à R.V. Manaut), c'est-à-dire avec à peu près la même différence qu'en 1932. Il fut cependant exclu de la SFIO définitivement le 3 octobre 1936. Le 3 juin, son élection était validée et il devint membre de la commission des douanes et conventions collectives et de la commission des pensions civiles et militaires. Le 15 juin 1936, L'Indépendant fait référence à une manifestation, le 14 juin à 10 heures, pour fêter la victoire électorale de Joseph Rous. Deux cents personnes auraient parcouru la ville en chantant derrière des pancartes, des drapeaux tricolores et des drapeaux rouges.

Les trotskystes réunifiés tentent de mettre en pratique le texte de Trotsky paru le 9 juin 1936 dans La Lutte ouvrière , organe du POI, sous le titre « La révolution française a commencé ! » et sous-titré : « Des Soviets partout ? D'accord. Mais il est temps de passer des paroles aux actes ». A Lille, chez Delespaul-Havez, sous l'influence de Devreyer, membre du CC du

[265] Balent A., « Rous Joseph », DBMOF, op. cit., tome 40.

POI, les livres de comptes sont saisis. Il apparaît que les bénéfices sont énormes et que la répartition entre actionnaires ne se fait qu'après prélèvement coquet pour les patrons. Il est décidé que l'usine doit être remise en marche au profit des ouvriers.

Cela vaudra un long débat dont on trouve des traces dans le bulletin intérieur du POI de juin 36. On y note d'ailleurs que Jean Rous vote contre cette remise en marche de l'entreprise. M. Corvin, envoyé à Lille au nom du POI, écrit dans un bulletin intérieur : « *Evidemment, nos camarades responsables syndicaux ont poussé à cela. Mais il est bien évident que s'ils y ont réussi c'est parce que l'état d'esprit des ouvriers s'y prêtait. Chose remarquable c'est un bonze réformiste qui a fait la proposition, et c'est un de nos camarades qui a précisé qu'il fallait surtout considérer cela comme un moyen de pression sur le patronat* (...)*. Mais cela* [faire tourner l'usine] *ne veut pas dire du tout que les ouvriers envisagent pour l'instant l'expropriation de leurs patrons* (…)*. En effet, c'eût été de l'aventurisme que de vouloir, dans les circonstances actuelles, lancer nous-mêmes, avec nos faibles forces, une seconde vague d'offensive ouvrière sous forme de confiscation des usines* »[266]. Pour empêcher la remise en marche de l'usine, le courant électrique est coupé. La marchandise s'abîmant, une distribution gratuite est organisée. Enfin, « *Les ouvriers décidèrent de faire marcher l'usine par les seuls moyens du bord pour y fabriquer du pain à leur propre usage* »[267], et pour le patron, V. Franchomme, en lui proposant…de venir tous les jours à 14 heures 30 au ravitaillement !

A Paris, dans les grands magasins aussi, les trotskystes intervinrent dans la lutte. Ainsi les « Trois Quartiers » se mirent en grève après « Les Galeries Lafayette » et « Le Printemps ». L'initiative en revient aux livreurs. « *Des comités de grève se constituèrent pour organiser la fermeture et la surveillance des portes, le ravitaillement, la garde de nuit* (...)*. Les assemblées générales se tenaient tous les jours dans la cour du magasin* (...)*. Les*

---

[266] Kergoat J., La France du Front populaire, op. cit., p. 169.
[267] La Lutte ouvrière, 11 juillet 1936, p. 1 et 4.

feuilles de paie ont été affichées sur les vitrines. Le public des beaux quartiers était surpris du montant des salaires[268]*. L'occupation dura 17 jours* (...)*.* [Pour les négociations] *une délégation fut donc constituée, composée de Capocci, Gazier, Foulet et des délégués des magasins* (...). *La vigilance des délégués s'exerça au cours des négociations. Ils s'opposèrent à l'adoption de certains articles que les dirigeants syndicaux, dans le désir de conclure, étaient prêts à accepter* (...)*. Ces magasins renfermaient un immense capital. Les patrons ont eu peur* (...). *Toutes nos revendications ont été satisfaites*[269] (...)*. Le climat était entièrement changé après la grève. La toute puissance patronale était ébréchée* »[270]*.*

Cheron, membre du comité de grève de chez Hotchkiss, membre du Comité central du PCF, ensuite exclu du PC, a rejoint les trotskystes en 1935. Il se bat pour mettre en place un Comité central de grève qui regroupe, selon L'Humanité du 13 juin 1936, « *350 ouvriers représentant 280 usines* ». Le journal ajoute : « *Tous les délégués présents ont jugé utile de former un comité d'entente entre les usines qui permettra d'envisager pour demain de nouvelles victoires. Signé 'Le comité de grève Hotchkiss'* »*.* Le paradoxe est que le 11 juin 36, M. Thorez déclarait : « *Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue* » ; alors que M. Gitton avait dit le 29 mai précédent : «*Tout n'est pas possible* » en réponse à M. Pivert qui, le 27 mai, dans une tribune libre du Populaire, avait écrit : « *Tout est possible, droit devant nous, en avant, camarades !* » ou à La Lutte ouvrière qui titrait le 12 juin : « *Dans l'usine et la rue, le pouvoir aux ouvriers ! Blum, Jouhaux, Duchemin tombent d'accord, mais les travailleurs poursuivent la lutte. Passez des comités de grève aux comités d'usine permanents contre l'offensive des exploiteurs et des mercantis. Aidez les paysans et les soldats à créer des comités*

[268] Le salaire moyen était de 400 à 700 Frs par mois pour les vendeurs, de 400 Frs pour les livreurs et de 400 à 600 Frs pour les employés sédentaires. Les plus divisés étaient les vendeurs dont le fixe n'était que de 30 à 60 Frs par mois ; le reste devait être gagné sur la base du pourcentage (1 à 3%) des affaires.

[269] Les principales revendications concernaient le salaire, la fermeture de deux jours consécutifs et le conseil de discipline qui devait éviter l'arbitraire patronal dans les licenciements.

[270] Témoignage de Bernard, livreur au « Trois Quartiers », in : « Chronique de juin 36 », Critique communiste, hors-série, été 82, p. 32 et sq.

de caserne et des comités paysans. Formez vos milices ouvrières. En avant pour un puissant congrès des comités »[271].

D'autres interventions de trotskystes eurent lieu ou plutôt, comme le note Critique Communiste, de « *militants oppositionnels à des degrés divers, dans le PC, ou des ouvriers qui se trouvent en marge des partis* » [272]. La revue cite le cas de Puteaux- Suresnes où la cellule du POI intervient chez Morane (aviation) en soutien à un travailleur qui mène la lutte, Hamard, responsable du travail anti-militariste aux JC, avant le tournant patriotique, et mis à l'index alors. Ils interviennent aussi chez Bloch, Renondin, Simca et à l'Arsenal de Puteaux.

Enfin, J. Danos et M. Gibelin, dans Juin 36, indiquent à propos des « trotskystes » que : « *C'est moins l'action effective des militants trotskystes dans les grèves qui nous retiendra que leur position exprimée notamment dans les articles de Léon Trotzki* (sic) *et l'hebdomadaire du parti ouvrier internationaliste 'La Lutte ouvrière'* »[273] et de citer les principaux articles de L. Trotsky pendant la période des grèves.

Sans vouloir réduire l'action des trotskystes pendant juin 36, il faut cependant reconnaître, comme A. Prost l'explique, que : « *Les minorités d'extrême gauche ont pu tenter d'infléchir le mouvement. Mais, dès l'abord, entre la cause (leur action) et l'effet (l'ampleur des grèves) la disproportion est évidente* (...). *En revanche, les grèves une fois déclenchées et ayant pris quelque importance, il est très vraisemblable que ces groupes aient tenté de les durcir et de leur donner un sens révolutionnaire* »[274]. Même si, lors du meeting du PC au Vel. d'Hiv. du 8 juin 1936, M. Thorez est accueilli aux cris de « Soviets partout ! » et qu'il doit faire répliquer par un « Vive l'unité »[275].

Dans le même temps, Jean Rous écrit, selon ses dires et un écrit de Léon Trotsky, un texte pour la conférence nationale du POI (BL) du 12 juin

---

[271] Ce numéro 1 de La lutte ouvrière, organe du POI (BL), fut interdit par le gouvernement.
[272] « Le comité Hotchkiss », in : « Chronique de juin 36 », op. cit., p. 29.
[273] Danos Jacques, Gibelin Marcel, Juin 36, Paris, Editions Ouvrières, 1952, p. 188-189.
[274] Prost A.., « Les grèves de juin 36 : essai d'interprétation », in : Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937, Paris, FNSP, 1967, p. 71.
[275] Rioux J. P., « 8 juin 1936, Le jour se lève à Matignon », Le Monde, 12-13 octobre 1997, p. 12.

1936 qu'il intitule : « *GBL (LCI). Où va le gouvernement Blum ?* »[276]. Ce long texte, d'au moins vingt pages[277], analyse dans un premier temps la situation économique de la France qui fait apparaître une possibilité de reprise artificielle liée à une dévaluation « *détournée* » ; mais cette reprise d'activité du capitalisme n'entravera pas la crise de celui-ci. La bourgeoisie utilise le Front populaire comme soupape de sûreté au mécontentement « *engendré par la déflation* ». Cependant, les mesures prises ne le sont pas au profit des classes défavorisées mais au profit des capitalistes qui s'enrichissent. L'appel à la réaction ou au fascisme de la part du capital sera la réponse au mécontentement provoqué par cette politique. Face à cette perspective, les partis ouvriers connaissent une évolution différente. Le PS risque de disparaître comme parti ouvrier, sa gauche devant être attirée vers les trotskystes, encore que « *Blum aidé par ses auxiliaires de la gauche révolutionnaire* »[278] tente de l'empêcher. Le PS reste un parti ouvrier ; il faudra donc pour les révolutionnaires travailler vers lui pour en détacher les ouvriers révolutionnaires.

Quelles sont les tâches des révolutionnaires face au danger à moyen terme que représente le fascisme comme perspective pour le capitalisme pourrissant ? : Expliquer la situation et la politique des révolutionnaires, faire de l'agitation anti-militariste, mener les grèves, impulser le travail anticolonial et la lutte pour les travailleurs immigrés seront les axes de travail. De même, il faut encourager l'expérience des masses pour les aider à mettre au pied du mur les chefs réformistes. Pour ce faire, il faut proposer une série de revendications aux masses qui ont confiance dans le gouvernement. « *Faire payer les riches !* », dit le PC ; la seule garantie réside dans le contrôle des travailleurs sur la fortune des riches. Pour cela, il faut, dans toutes les entreprises,

---

[276] Ce texte est non daté mais, dans Itinéraire d'un militant, Rous s'en attribue la paternité, p. 35 et sq. Léon Trotsky semble d'accord, selon L. Vasseur, op. cit., p. 86. « *Ce que Rous a écrit sur le gouvernement Blum, le groupe de 'La Commune' devrait l'étudier et l'apprécier. Rous est un des jeunes de nos rangs, il a compris très tardivement mais il a le mieux compris* » et Cahier Léon Trotsky, n° 9, p. 98.
[277] Il s'arrête page 20 mais ne semble pas terminé. Nous n'avons nulle part ailleurs retrouvé ce document (CERMTRI, Archives Nationales,...).
[278] Trotsky, lettres du 13 septembre et 15 octobre 1935, Bibliothèque du collège de Harvard, série T.

des comités de contrôle composés de membres du personnel et des comités populaires. Cela amène au mot d'ordre : « *Faire payer les riches par le contrôle des comités élus par les travailleurs* » ; en prolongeant ce mot d'ordre, on arrive à : « *Expropriation des deux cents familles* ». « *Dissolution des bandes fascistes* » doit être complétée par « *Milice du peuple et armement des travailleurs* ». Les mots d'ordre économiques doivent tourner autour de « *Abrogation des décrets-lois* », « *pour les quarante heures sans diminution de salaire* » et « *contrats collectifs de travail* ». L'ensemble des mots d'ordre exige que l'administration soit contrôlée par des comités populaires élus, « *différents des comités de Front populaire stalinistes et bureaucratisés* ». Cependant, il faut prendre au mot les staliniens, pénétrer les comités de Front populaire existants en s'aidant des instructions de Dimitrov[279], en proposant « *l'extension de ces comités aux inorganisés, l'élection des chefs, la fixation de réunions régulières, le droit démocratique pour chaque tendance de s'exprimer, la mise au point d'un plan de revendications* ».

Malheureusement, la partie « Bâtir le parti révolutionnaire », incomplète, ne permet pas de voir la perspective proposée. Cependant, partant de la réalité décrite plus haut, c'est-à-dire l'importance des jeunes chez les BL, Rous peut indiquer : « *Notre parti est et sera un parti de jeunes* (...). *Cela impose l'existence d'un groupement spécial des jeunes chargé de la propagande et du recrutement au sein de la jeunesse* (...). *Ce qui est tout à fait impérieux, c'est qu'un tel groupement soit véritablement par son programme, par sa composition, ses revendications, sa propagande, d'autant plus jeune que le parti lui-même est composé de jeunes. Cela signifie la nécessité d'éviter que se perpétue une dualité d'organisation et de politique, comme c'est le cas aujourd'hui où les JSR agissent surtout en tant qu'organisme de parti et pas suffisamment en tant qu'organisation chargée de la propagande chez les jeunes. Sur ce point, la conférence devra procéder à une distribution des tâches et à une mise au point des attributions respectives* »[280]. Ainsi le

---

[279] Idem.
[280] Le texte s'arrête avec cette phrase, p. 20.

Front populaire devrait être le moment de construction du parti révolutionnaire.

3. Les inquiétudes du Ministre :

Probablement alerté par la situation espagnole et le rôle que des militants français peuvent y jouer, inquiet du développement des révolutionnaires en France, le ministre de l'Intérieur demande aux préfets, le 23 septembre 1936, de surveiller les activités du POI, mélangeant à loisir les sigles.

Le préfet des PO fait faire son enquête à Prades, Céret, dans les commissariats de Perpignan et à Rivesaltes, haut lieu du PC, particulièrement surveillé. Un seul des interlocuteurs du préfet ne répond pas ; du moins ne trouvons nous aucune trace de réponse dans les dossiers ; il s'agit du sous-préfet de Prades. Or, cette commune est la seule où se rend parfois un militant du POI, Jean Rous. Y-a-t-il eu autocensure de la part de la Préfecture, ce Jean Rous étant à la fois petit-fils de l'ancien maire de Prades, neveu du député et fils d'une famille honorablement connue ? Ou bien alors censure de la part d'un membre de la sous-préfecture ; on sait en effet que les cercles « Avant-Garde » ont regroupé de nombreux pradéens dont un futur secrétaire de sous-préfecture à Prades[281]. Sans appartenir, bien sûr, au POI, Joseph Rous militait pour les Républicains espagnols. On le trouve, le 13 septembre 1936, à la tête d'une manifestation de deux mille cinq cents à trois mille personnes pour l'Espagne à Perpignan.

Notons au passage que les autres interlocuteurs du préfet précisent qu'il n'y a pas de militant du POI dans l'ère qu'ils contrôlent mais dénoncent tout ce qui ne leur paraît pas orthodoxe dans la circonscription.

Le document du 23 septembre 1936 émane du directeur général de la sûreté nationale et fait état de la création par l'IAG (POI) avec le concours des JSR et du groupe des révolutionnaires syndicalistes d'un organisme

---

[281] Ce témoin n'a pas gardé de souvenir de cet épisode.

chargé de la propagande antimilitariste[282]. Le directeur général de la sûreté souhaite donc obtenir toutes les informations sur cet organisme et le POI dans les départements. L'absence de réponse positive ne le gène pas et, le 23 octobre, une nouvelle note fait état de l'évolution des relations au sein du POI puisque le 9 et le 10 octobre 1936 une scission du POI menée par Molinier a donné naissance au PCI dont le combat essentiel est antimilitariste[283]. En novembre, les réponses du sous-préfet de Céret, du commissaire de police de Rivesaltes, du commissariat central de Perpignan et du commissaire spécial de Perpignan notent l'absence dans leur circonscription tant du POI que du PCI et que de la SFQI (Section française de la IVème Internationale). Le 12 décembre, le commissaire central répond au préfet que « *en réponse aux diverses notes de Monsieur le Ministre* (...) *concernant les menées des agents de l'internationale ouvrière (quatrième Internationale, tendance Trotsky), j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les anarchistes militants* [ont] *un plan* [qui] *a pour but de déclencher une grève générale* »[284].

4. Pendant les grèves, la crise continue :

Pour les trotskystes, le choix des revendications qu'ils avancent dans leur propagande s'avère essentiel pour faire éclater les divergences au sein du Front populaire. Molinier et Frank préconisent non de proposer des revendications mais plutôt d'appeler à la prise du pouvoir immédiate, ne pas se diluer dans le travail syndical mais déployer le drapeau du parti[285]. Trotsky s'emporte contre cette vision mais reproche aussi à Rous et Naville le choix

---

[282] ADPO, 31 W 171/1. Propagande antimilitariste, dépêche n° 11414 du 22 novembre 1936. On a vu précédemment que l'IAG (Internationale Arbeitsgemeinschaft) est en réalité le Bureau de Londres, auquel le POI nouvellement créé n'a jamais participé, tandis que les trotskystes ne participent plus à cette instance dès 1935.
[283] Idem, dépêche du 23 octobre 1936.
[284] ADPO, 31 W 171/2.
[285] Selon L. Vasseur, in : Les Moliniéristes, op. cit., p. 60.

du titre du nouveau journal[286], La Lutte ouvrière, considérant que personne n'avait une vision claire des tâches qui incombaient au parti.

En fait, les problèmes personnels vont l'emporter une fois de plus et, en particulier, les relations Naville-Molinier vont déterminer les divergences politiques par ailleurs réelles. L'affaire de La Lutte ouvrière et celle de L'Intransigeant serviront de déclic pour lancer la crise.

Le premier numéro de La Lutte ouvrière, par ailleurs interdit par le pouvoir, paraît le 12 juin. Le comité de rédaction est composé de Zeller, Bardin (ex BL) et Le Ricard (ex PCI). C'est ce dernier qui est chargé par les deux autres, trop occupés, de superviser la confection du journal. Or, stupeur, lorsque ce premier numéro paraît, deux articles du bureau politique ont disparu, une tribune libre a été ajoutée appelant à constituer des GAR ; enfin, intégré au titre La Lutte ouvrière apparaît un homme armé d'un fusil sur fond de drapeau... qui ressemble étrangement à celui qui se trouvait à côté du titre La Commune, organe du PCI. Trotsky se fâche et considère que c'est une contrefaçon de La Commune et s'inquiète que la direction du POI ait laissé faire. Cette première affaire met les moliniéristes en position difficile puisque ils semblent ne pas avoir respecté les accords de fusion.

La deuxième affaire est celle de L'Intransigeant et de l'article de E. D'Astier sur : « La vérité sur la IVème Internationale » où l'on s'inquiète de savoir d'où vient l'argent et qui est le bailleur de fonds. Molinier se sent attaqué et considère que ce qui est écrit vient obligatoirement d'informations données par un membre du GBL ou des JSR[287]. L'article, comme la réponse de Molinier, empoisonne l'atmosphère. Un blâme est demandé contre Molinier « *qui s'est emparé de cet article à des fins personnelles* »[288]. Parce qu'en fait, même si l'article met en cause sans le nommer R. Molinier, c'est toute l'organisation qui est mise en cause.

---

[286] Lui-même avait proposé Le Soviet comme titre apte à présenter clairement la perspective du mouvement qui l'éditait.

[287] On sait que Jean Rous qui se serait targué de relations avec D'Astier est considéré par les moliniéristes comme pouvant être l'inspirateur de l'article. C'est en tout cas ce qui est écrit dans La crise des bolcheviks-léninistes, tome 2, 1939, op. cit., p. 29.

[288] Procès verbal de la réunion de cellule du 19ème arrondissement, paru dans le BI n° 2 du POI du 25 juin 1936.

Mais pour Trotsky et l'organisation, c'est aussi peut-être l'occasion de mettre fin aux agissements financiers de Molinier. Trotsky écrit à Boitel : « *Les faiseurs de miracles, politiques comme financiers, n'ont rien à chercher dans nos rangs* (...)*. Il faut cette fois-ci régler la question d'une manière définitive. Mais, précisément pour cette raison, il faut se garder de la précipitation* »[289]*.* Devant les réactions outrées des moliniéristes (Frank, Le Ricard) et leur attitude lors de la conférence nationale du POI du 25 juin (attaque contre les manoeuvres fractionnelles de la majorité et appel à l'unité pour mener les actions nécessaires), Trotsky considère qu'il faut trancher, exclure et publier dans la presse internationale de l'organisation les explications de l'exclusion. Molinier va voir Trotsky à Honefoss, accompagné de Le Ricard (Desnots).

Deux comptes-rendus existent de cette rencontre, celui de Desnots et celui de Schachtman, qui assistait avec Wolf à l'entretien qui a lieu les 15 et 16 juillet 1936. Trotsky y manifeste sa solidarité avec ceux qui ont exclu Molinier, puis il dresse un bilan de la « *participation de Molinier à notre mouvement* [qui] *est destructrice* »[290]*.* Ensuite, Trotsky rappelle les points qui continuent de poser problème après la fusion : les affaires de Molinier, un compte-rendu du CC sur le problème financier de l'organisation et l'ambiguïté des positions de Molinier et enfin l'affaire de L'Intransigeant. Le Ricard tenta alors de mener le débat sur « *une base soi-disant politique* »[291]. Crux s'est refusé à discuter « *des problèmes internes et de la politique du POI* »[292] avant que les affaires soient réglées. Concernant une possible réadmission, Crux déclara qu'elle était possible dans l'avenir mais pas avant longtemps, et uniquement « *si Molinier reste à l'extérieur, est patient, attend, s'il est capable de constater les résultats de son propre travail criminel, s'il demeure fidèle à notre organisation* »[293]*.* Pour Schachtman, Molinier tenta une dernière avancée en proposant de faire rentrer dans l'organisation une

---

[289] Trotsky L., Lettre à Boitel, 24 juin 1936, Oeuvres, tome 10, op. cit., p. 128.
[290] Déclaration de Max Schachtman sur la visite de Molinier et Le Ricard à Honefoss, 15 et 16 juillet 1936, in : Cahier Léon Trotsky, n° 9, janvier 1982, p. 102.
[291] Idem, p. 103.
[292] Idem.
[293] Idem.

très grosse somme d'argent..., mais cela n'était possible que s'il n'en était pas exclu.

Le compte-rendu de Le Ricard est proche de celui de Schachtman si ce n'est que Le Ricard-Desnots répond à chaque intervention de Trotsky par une justification politique des comportements. Pour lui, il n'y avait pas d'autres solutions que celles choisies par Molinier car le POI n'a pas joué le jeu honnêtement et les formules de La Lutte ouvrière « *ridiculisent le parti* »[294]. Ce à quoi Trotsky répond : « *Ce que Rous a écrit sur le gouvernement Blum, l'équipe de 'La Commune' devrait l'étudier et l'apprécier. Rous est un des jeunes de nos rangs, il a compris très tardivement mais il a le mieux compris* »[295]. Cependant, aucune allusion n'est faite à la « *tentative de chantage et de corruption* ».

Dans le même temps, le 14 juillet 1936, Molinier est exclu du POI par « *mesure de sauvegarde morale* (...) *et d'assainissement de la vie intérieure* »[296]. R. Molinier fait appel de cette sanction à la conférence internationale de juillet 1936. Une large minorité vote contre l'exclusion au sein des cellules du POI, jugeant en particulier que l'organisation a bien profité de l'argent « sale » de Molinier tant que ça l'arrangeait bien, que ce soit Trotsky lui-même lorsqu'il a été expulsé de France ou Rous comme avocat.

Puis, après Molinier, c'est au tour des autres membres de la minorité d'être exclus, le 9 août, pour travail fractionnel. La Commune a en effet gardé son ancien local et y a même édité une brochure syndicale en vue des Etats généraux de la paysannerie, brochure qui aurait reçu l'aval du BP selon Le Ricard (de Rous, en particulier), sans accord du BP, selon la majorité. L'activité fractionnelle est évidente pour la majorité. Le POI et le PCI laissent « des plumes » dans la nouvelle affaire au moment où il faut au contraire construire le parti. Cela explique en particulier ces quelques lignes de J. P.

---

[294] Idem, p. 97.
[295] Idem, p. 98.
[296] La Lutte ouvrière, 18 juillet 1936, p. 2, sous le titre « Résolution du Comité central. Le cas Raymond Molinier ».

Joubert : « *Si les trotskystes n'ont pu, en définitive, se hisser à la hauteur des tâches qu'exigeait pourtant la situation, ce n'est pas parce que l'analyse était défaillante* »[297].

Pour conclure ce passage, n'oublions pas cependant l'animosité, c'est le moins que l'on puisse dire, que le PC et ses alliés manifestent contre les trotskystes. Pour seul exemple on peut citer, parce qu'il concerne Rous, la manifestation du Mur des Fédérés du 24 mai 1936 qui amène Louis Rous, son grand-père à écrire à Jean, le 30 mai : « *Au point de vue politique, j'apprécie ton désintéressement et ton désir de combattre tous ceux qui vivent d'injustice et d'iniquité* (...) *; j'ai appris que le groupe dont tu fais partie a été malmené devant le Mur des Fédérés* »[298]. Fred Zeller nous raconte ce moment. Comme tous les ans, le PC organise une manifestation au Mur des Fédérés pour célébrer les actes révolutionnaires des communards assassinés. Très exceptionnellement , le PC était accompagné en 1936 des socialistes, des radicaux et du Front social. Il fallait donc d'autant plus éviter la présence des trotskystes qui manifestaient en fin de cortège. Le service d'ordre du PC prenant prétexte de la présence de Zeller et de ses « *lunettes cerclées d'écailles* » hurla contre la présence de « *Doriot, le fasciste* ». Le cortège trotskyste et les anarchistes qui suivaient furent violemment dispersés et eurent de nombreux blessés. Dans le même temps, J. Rous, Maria Craipeau et J. Meichler étaient entrés discrètement dans le cimetière et étalèrent le drapeau des JSR caché sous le manteau de Maria, et le drapeau rouge de la IVème Internationale, caché sous la veste de Rous. Celui-ci s'adresse tranquillement aux organisateurs belliqueux : « *Malgré votre répression misérable contre nous, les trotskystes ont quand même réussi à passer. Vive la révolution prolétarienne mondiale* »[299].

Cette interdiction de parole de la part des « staliniens » se combine aux interdictions gouvernementales, comme ce fut le cas pour La Lutte ouvrière du 12 juillet 1936, et à une surveillance des militants dont nous trou-

---

[297] Joubert J. P., « Trotsky et le Front populaire », Cahier Léon Trotsky, n° 9, op. cit., p. 51.
[298] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 36. Lettre de Louis Rous à Jean Rous du 30 mai 1936.
[299] Zeller Fred, Trois points c'est tout, op. cit., p. 140-141.

vons la trace aux Archives Nationales. L'envoi, le 9 mai 1936 à 12H 43, d'un télégramme de J. Rous à Knudsen entraîne inévitablement une enquête diligentée par le cabinet du directeur général de la sûreté nationale sur demande du président du conseil et ministre de l'intérieur, Albert Sarraut. On sait que K. Knudsen a accueilli L. Trotsky à Wexhall près de Honefoss depuis juin 1935. Or, J. Rous lui a adressé un télégramme sibyllin qui inquiète le ministère de l'intérieur puisque, bien sûr, c'est à Trotsky qu'il paraît adressé. Il faut donc, pour la sûreté nationale, déterminer qui est J. Rous et éventuellement décrypter le télégramme. Le 29 juin, parvient au ministre de l'intérieur une note concernant la biographie de J. Rous. Il y est mentionné que Jean Rous est domicilié 5 rue Gassendi, chez sa tante ; le loyer y est de 4000 francs ; il est le fils d'un «*riche industriel* ». Ancien membre des JS, il est un des dirigeants des JSR unifiés, début 36 avec le Parti bolcheviste-léniniste affilié au PCI. J. Rous écrit dans Révolution ; il a été candidat, le 26 avril 36, de son parti dans la IIIème circonscription du 15ème arrondissement. Il fait partie de l'Association Juridique Internationale. « *Les renseignements recueillis sur son compte ne sont pas défavorables* », ajoute le document à propos de sa vie privée.

Mais l'enquête s'intéresse aussi au libellé du télégramme « *Serge retarde informations bulletin cependant Sozvestnik via Souvarine les publie anonymement »* qui apparaît en définitive « *être libellé en langage conventionnel* » et sur lequel aucun renseignement n'a pu être établi[300]. Notons simplement que le « Serge » dont il est question est probablement Victor Serge dont on sait qu'il a été libéré le 12 avril 1936, expulsé d'URSS le 16 ; il est arrivé à Bruxelles le 17 au soir, et que ses relations avec les trotskystes ne semblent pas les meilleures possibles dès cet instant. Dans la correspondance V. Serge-L. Trotsky, présentée par M. Dreyfus, Trotsky tente d'amener V. Serge à travailler avec lui ; il est aussi affecté par le fait que V. Serge ait

[300] Archives Nationales, Centre des Archives Contemporaines (Fontainebleau), Fonds d'Archives avant 1940, Moscou, carton 940472, article 285, dossier 2559 (J. Rous). Il est intéressant de noter que ce dossier a été rapatrié de Moscou à partir de 1994 ; le dossier s'y trouvait depuis la prise de Berlin en 1945.

réservé ses premiers textes à la Révolution prolétarienne, mais leur collaboration peu à peu renaît. Ainsi, le 27 juillet 1936, V. Serge écrit à L. Trotsky pour lui parler de l'organisation française. Les possibilités de développement en sont grandes mais « *les difficultés intérieures sont plus que graves* »[301], note-t-il. « *Il faut en finir avec les questions personnelles, instituer une direction collective, rigoureusement collective ; exiger de tous ceux qui en feront partie une réelle bonne volonté dans la collaboration, sans prétendre à une prééminence personnelle : y faire entrer des hommes ayant une autorité morale et un passé (Rosmer serait infiniment désirable), des militants déjà anciens comme Naville et Rous et des jeunes, des nouveaux, plusieurs, bien choisis, pour y apporter un nouvel esprit. Je ne suis pas informé de tous les aspects du cas Molinier, mais je pense que Molinier ne peut pas rester à la direction et ne peut pas non plus être éliminé du mouvement et ne doit pas l'être. Il faut donc l'amener à se mettre au second ou troisième plan et à y rester pendant un certain temps* »[302].

Ainsi, l'organisation française est divisée au moment des échéances essentielles. Qu'en est-il de l'organisation internationale ?

5. La conférence de Pleyel :

Pendant le mois de juillet 36, Jean Rous prépare la « Conférence Internationale pour la IVème Internationale » qui doit se dérouler du 29 au 31 de ce même mois. Officiellement, cette conférence est annoncée comme devant avoir lieu à Genève, et ce pour des raisons de sécurité. En réalité les réunions se tiennent salle Pleyel à Paris. Cette conférence regroupe des délégués français (POI et JSR), belges (ASR et LCI)[303] , hollandais (RSAP)[304],

---

301 Lettre de V. Serge à L. Trotsky, 27 juillet 1936, in : V. Serge et L. Trotsky, La lutte contre le stalinisme, Paris, Maspero, 1977, p. 111.
302 Idem. Les expressions soulignées le sont dans le texte original.
303 ASR = Action Socialiste Révolutionnaire ; LCI = Ligue Communiste Internationaliste.
304 RSAP = Revolutionnaire Socialistische Arbeiders Partij = Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire.

britanniques, suisses, allemands, italiens et un représentant de l'URSS. N'ont pu venir les représentants des Autrichiens, Tchèques, Roumains, Grecs et Polonais. Pour des raisons de sécurité et de légalité n'ont pas participé les bolcheviks-léninistes bulgares, danois, espagnols, lithuaniens, canadiens, mexicains, brésiliens, argentins, chiliens, cubains, péruviens, boliviens, chinois, indochinois, australiens et sud-africains[305] .

Aussi Trotsky n'a t-il pas de mal à pousser Rous dès le printemps 1936 à tenter un rapprochement avec le PCI[306] de Frank-Molinier, créé les 6 et 7 mars 1936. Ce PCI, section française de la IVème Internationale, voyait le jour après que, le 4 janvier, La Commune eut cessé d'être l'organe pour le regroupement et l'action révolutionnaire pour devenir celui du « comité pour la IVème Internationale ». La situation française évolue avec la victoire électorale du Front populaire imposant aux révolutionnaires l'évidente nécessité d'une section française unie.

La conférence aborde la crise de la section française, en l'absence de délégués de la minorité du POI (ex PCI), pas même prévenus, selon R. Prager[307]. « *Une partie importante des résolutions est consacrée à l'analyse de l'Etat soviétique, de l'Internationale communiste et donc, au stalinisme* », écrit R. Prager dans son introduction à la conférence pour la IVème Internationale[308]. La résolution concernant l'URSS et la IVème Internationale affirme, dans son point 18, : « *L'Etat soviétique est-il un état ouvrier ? C'est un Etat fondé sur les rapports de propriété issus de la révolution prolétarienne et géré par une bureaucratie travailliste dans l'intérêt de nouvelles couches privilégiées ; on peut qualifier l'URSS d'Etat ouvrier, de la même façon et en dépit des différences d'échelle qu'on qualifie d'organisation ouvrière un syndicat*

---

305 Les Congrès de la IVème Internationale, tome 1 ; présentation du Secrétariat international.
306 PCI = Parti Communiste Internationaliste (Molinier-Frank).
307 Entretien du 22 avril 1992.
308 Prager R., Les congrès de la IVème Internationale, tome 1, « Naissance de la IVème Internationale, 1939-1940 », Paris, La Brèche, 1976, p. 121.

que dirigent et trahissent des opportunistes, c'est-à-dire en fait des agents du capital »[309]. Il découle de cette analyse que l'URSS doit être défendue contre les attaques de l'impérialisme comme on défend une organisation ouvrière contre les assauts de ses ennemis de classe, mais aussi que « *l'appareil réactionnaire stalinien* » qui dirige l'URSS doit être combattu de la même façon que les révolutionnaires ne font aucune concession aux directions foncièrement réformistes des organisations ouvrières. Pour sa part, l'Internationale communiste est passée de Parti de la révolution mondiale à « *agence du Capitalisme pourrissant* »[310], de la même manière que l'Internationale social-démocrate. Cependant, l'IC connaît un essor non comme parti révolutionnaire mais comme « *parti social-traître et social-chauvin* »[311]. Or, ce tournant de l'IC a troublé les partis rassemblés dans le « Bureau de Londres » qui dans un premier temps s'étaient rapprochés de la IVème Internationale. « *L'absorption du 'Bureau de Londres' n'est plus qu'une question de temps* »[312].

Bien que très offensive vers la construction de la IVème Internationale, cette conférence « *n'a pas répondu entièrement au voeu de Léon Trotsky qui souhaitait fonder la IVème Internationale sans plus attendre* »[313]. Certes, toutes les résolutions portent dans leur titre les termes de « IVème Internationale » mais dans la réalité la conférence transforme la Ligue communiste internationale en « Mouvement pour la IVème Internationale » indiquant ainsi que la IVème n'est qu'en devenir. Or, Trotsky, dans ses « thèses sur la nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IVème Internationale », écrites en Norvège, note : « *Ainsi, toutes les tâches de la lutte révolutionnaire se réduisent infailliblement à une seule : la création d'une nouvelle direction, véritablement révolutionnaire, qui se trouve à la hauteur des tâches et des*

---

309 « Résolution, La IVème Internationale et l'URSS », in : Prager R., Les Congrès de la IVème Internationale, op. cit., p. 143.
310 « L'évolution de l'Internationale communiste : de Parti de la Révolution mondiale en instrument d'Impérialisme », Etude générale, in : Prager R., Les Congrès de la IVème Internationale, op. cit., p. 155.
311 Idem, p. 170.
312 Idem, p. 171.
313 Idem, p. 123.

possibilités de notre époque (...)*. Il est ridicule et absurde de discuter s'il est opportun ou non de la 'fonder'* [la IVème Internationale]*. On ne 'fonde' pas une internationale comme une coopérative, mais on la crée dans la lutte. A la question des pédants sur 'l'opportunité', les journées de juin ont répondu. Il ne reste pas de place pour de nouvelles discussions* »[314].

Pour Trotsky et le Secrétariat international, la victoire des Fronts Populaires en France et en Espagne et la situation de crise en Belgique avec le développement de nombreuses grèves imposent à la IVème Internationale de nouvelles tâches tant dans sa construction que dans sa préparation à la Révolution. Malheureusement dans un de ces trois pays, l'Espagne, il n'existe pas de groupe trotskyste réellement constitué. Seul un petit groupe à Madrid et une cellule à Barcelone semblent suivre les idées de Trotsky. De plus, « le POUM espagnol de Nin et Maurín » participe au Bureau de Londres avec d'autres « *philistins petits bourgeois qui se sont rassemblés sous l'enseigne du Bureau International d'Unité Révolutionnaire Socialiste ou Bureau de Londres* »[315].

Aussi Jean Rous est-il délégué par le Secrétariat international et la Conférence pour aller regrouper les révolutionnaires en Espagne et tenter de mettre sur pied une solidarité effective avec les travailleurs espagnols en lutte contre le fascisme. Le rôle de Rous est une application directe du point 16 de la thèse sur les tâches des révolutionnaires : « *Le conflit des deux camps en France, en Belgique et en Espagne est absolument irréfutable* (...). *Les événements ont apporté une confirmation de cette prédiction, avant que les présentes thèses aient pu être éditées* (...). *Les journées de Juillet en Espagne complètent et approfondissent avec une force extraordinaire les leçons de Juin en France. Pour la seconde fois en cinq ans la coalition des partis ouvriers avec la bourgeoisie radicale conduit la révolution au bord de*

[314] Trotsky L., « La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IVème Internationale », in : Prager R., Les Congrès..., op. cit., p. 132-133.
[315] « L'évolution de l'Internationale communiste : de Parti de la Révolution mondiale en instrument de l'impérialisme », in : Prager R., Les Congrès…, op. cit., p. 171.

l'abîme »[316]. Il est donc essentiel que Rous se rende à Barcelone d'urgence pour « information » et prenne contact avec Nin et les autres dirigeants du POUM.

2. Espagne 36 :

1. Le long séjour de 36 :

Ainsi donc Rous se rend en Espagne pour la seconde fois. Il part très vite après la conférence (il sera dès le 5 août à Barcelone), accompagné par Léo Sabas et Benjamin Péret. Léo Sabas vient de rejoindre le POI en juin 36 bien qu'il soit en contact avec les trotskystes au moins depuis juin 34[317]. Il est cinéaste et a participé avec le Groupe Octobre aux Olympiades du Théâtre en juin 1933 à Moscou. Quant à Benjamin Péret, il s'agit bien sûr de l'écrivain surréaliste et militant de « l'opposition de gauche » dès le début des années 30 au Brésil (où il réside après son mariage avec la cantatrice brésilienne Elsie Houston), après avoir, comme Breton ou Aragon, adhéré au PC en 1927.

On suit assez facilement la trace de ces voyageurs. Ils passent par Prades et franchissent la frontière en Cerdagne à Puigcerdà et non comme d'ordinaire pour les militants proches du POUM à Port-Bou où ce parti tenait la ville. Le choix de cet itinéraire peut s'expliquer par, d'une part la halte possible à Prades avant la remontée par le « train jaune » vers la Cerdagne où, là aussi, il existe peut-être, nous l'avons vu, un sympathisant. B. Péret décrit dans une lettre à A. Breton en date du 11 août la fin du voyage : « *Dès qu'on a passé la frontière, ça commence. La première maison que l'on voit en terri-*

[316] Trotsky L., post-scriptum à la thèse : « La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IVème Internationale », in : Prager R., Les Congrès…, op. cit., p. 135.
[317] Sabas Léo, « Lettre d'un sympathisant », La Vérité, n° 211, juin 34. Dans cette lettre, il se propose d'acheter 10 numéros de La Vérité pour les diffuser auprès des camarades du PC qui, comme lui, sont en passe de quitter le PC.

toire espagnol, une grande villa entourée d'un parc, a été saisie par le comité ouvrier de Puigcerdà. Dans ce village, en arrivant, on entend un bruit de tonnerre. C'est une église que les ouvriers, non contents de l'avoir incendiée, jettent à bas avec une rage et une joie qui fait plaisir à voir »[318]. Il est vrai que, selon Jean-Louis Blanchon, le 22 juillet toutes les églises catalanes brûlaient. Les Cerdans étaient affolés[319]. Il précise aussi que l'église Santa Maria fut effectivement détruite début août 1936.

Quoi qu'il en soit, Francisco Mill, à cette époque responsable du POUM à Alp où le parti avait installé un sanatorium, se souvient de leur passage. Peut-être même se sont-ils arrêtés au local du POUM, à l'angle de la Calle San Pere et de la Calle de Oriente, rebaptisées, peu à près le 1er décembre 36, Calle Francesc Ascasó, du nom du dirigeant de la FAI, ami de Durruti, tué dès le 20 juillet à Barcelone, et Calle Joaquim Maurín, le leader du POUM dont on est sans nouvelle alors. Le village d'Alp possèdera aussi une rue Carlos Marx, V. Durruti (dirigeant de la FAI), Germinal Vidal (dirigeant des Jeunesses du POUM, blessé le 19 juillet à Barcelone et laissé agonisant plusieurs heures), Pau Iglesias (qui participe à la fondation de l'UGT en 1888) et Jaume Compte (de « Estat Català », mort en 1934 pendant l'insurrection barcelonaise).

Le comité mis en place dès le 24 juillet 1936 s'intitule Comité de Défense Nationale et est composé de militants de la Gauche Catalane (ERC), de la Confédération Nationale du Travail (anarchiste) et d'un « *communiste d'Alp* ». Le 18 septembre 1936, le comité est « rénové » et prend le nom de Comité Antifasciste. Chaque membre y a une attribution précise ; on y trouve trois militants de l'Esquerra Catalana, trois de la CNT, deux de l'UGT et deux du POUM, auxquels la défense et la santé sont attribuées[320]. Le choix des rues, l'organisation « municipale » montrent bien le rapport de forces à

---

318 Benjamin Péret à André Breton, Barcelone, 11 août 1936, in : Courtot Claude, Introduction à la lecture de Benjamin Péret, Paris, Le terrain vague, 1965, p. 27.
319 Blanchon J. L., 1936-1937, Une expérience libertaire en Cerdagne, Mémoire de Maîtrise, sous la direction de Mrs Amalric et Estèbe, Toulouse Le Mirail, 1986, p. 72.
320 Délibérations du Comité de Défense Nationale, puis du Comité Antifasciste d'Alp, in : « Registre des délibérations du Comité d'Alp », 1936, Archives municipales d'Alp.

l'intérieur du Comité Antifasciste et son évolution. En septembre 36, l'Esquerra et la CNT dominent mais au moment du choix des rues se sont la CNT et le POUM qui prennent le pas sur les autres.

B. Péret décrit ensuite le voyage entre Puigcerdà et Barcelone du 5 août : « *Des églises incendiées ou privées de leurs cloches, on ne voit que ça en Catalogne, tout le long de l'affreux petit tortillard que j'avais emprunté pour aller de Puigcerdà à Barcelone et qui m'a paru une promenade féérique* »[321].

A leur arrivée à Barcelone, Rous, Péret et Sabas entrent en contact avec Fosco, membre du PC italien à sa fondation, ayant émigré en France après plusieurs condamnations en Italie. Selon sa biographie dans le Maitron, au printemps 1936 il a été découvert à Paris alors qu'il avait été expulsé et dut se réfugier en Espagne. Il y est aussi découvert et risque l'expulsion, mais une campagne orchestrée par la CNT et le député du POUM, J. Maurín, permettent sa libération. Le 19 juillet, il participe aux combats contre les militaires rebelles. Il est désormais sous la protection du POUM et de la CNT.

Les contacts français de Di Bartolomeo (Fosco) sont Molinier et Frank, selon le Maitron[322] ; mais R. Prager nous a déclaré qu'à ce moment là Fosco n'était pas lié à Molinier « *puisque Molinier est venu à Barcelone et les choses se sont très mal passées avec Fosco qui lui a enjoint de partir. Fosco ne rejoint le groupe Molinier qu'à son retour en France en 1938* »[323]. Notons aussi que les relations vont peut-être se dégrader mais que, dans un premier temps, le travail en commun aura lieu puisque Virginia Gervasini[324], la compagne de Fosco de 1930 à août 1940, écrit à Jean Rous quarante ans plus tard qu'elle est à la recherche d'une photo prise à Barcelone devant l'hôtel Falcon et parue dans le journal La Lutte ouvrière en août 1936. Un an après, elle écrit à nouveau à Rous pour lui annoncer qu'elle a trouvé la photo et que

---

[321] Lettre de B. Péret à A. Breton, 11 août 1936, in : Courtot C., op. cit., p. 28.
[322] « Di Bartolomeo Nicola, dit Fosco », in : DBMO, op. cit, tome 25.
[323] Entretien avec R. Prager, 16 juillet 1990.
[324] V. Gervasini à J. Rous, Lettres de Varese, 25 mars 1975, ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 150 et 23 septembre 1976, ADPO, 96 J 151.

Jean est au premier plan auprès de Fosco et Virginia. Une telle photographie est publiée effectivement dans La Lutte ouvrière du 5 septembre 1936. Cependant, il est très difficile de reconnaître qui que ce soit. On peut seulement noter que tous les « bolcheviks-léninistes », trois femmes et seize hommes, sont souriants.

Les relations avec Rous prennent alors un mauvais tour, des divergences nettes sur la tactique à adopter se faisant jour. Car Rous est venu avec un mandat précis du S I : rechercher tout travail en commun possible avec le POUM, soutenir ses actions politiques, l'aider militairement mais aussi constituer un groupe bolchevik-léniniste.

Pourquoi est-il nécessaire d'aider le POUM mais aussi d'y créer une fraction BL ? Il nous faut revenir quelques mois en arrière.

Il n'existe donc plus de groupe trotskyste en Espagne et, en juillet 1935, la direction politique de l'ICE a rompu politiquement avec Trotsky. L'accueil amical de Rous par les membres de l'ICE en septembre 1935 ne change rien à la rupture, en fait unilatérale. En effet, Trotsky, tout en prenant acte de la fusion avec le BOC, lui, ne rompt pas avec l'ex ICE. On est donc face à une situation paradoxale ; même si Trotsky ne se fait pas d'illusions, d'autres membres de la direction internationale du Mouvement pour la IVème Internationale espèrent encore modifier le cours des choses. C'est le cas de Rous, de Sedov et d'autres aussi probablement comme en témoigne un article de Révolution d'octobre 1935[325].

La situation va se modifier en janvier 1936 avec la signature du pacte de Front populaire. Le système électoral de la IIème République espagnole favorisait les alliances électorales et, en particulier, la droite. Par ailleurs, « *la pression pour l'unité ouvrière était devenue plus intense après octobre 1934* »[326]. Aussi, le POUM, qui souhaitait une renaissance de l'alliance ouvrière mais s'opposait à l'alliance avec les formations petites bourgeoises, proposa-t-il, le 4 novembre 1935, « *aux partis ouvriers* (...) *de former un front*

---

[325] Révolution, 7 octobre 1935, cité par P. Broué, in : Trotsky L., La Révolution espagnole, 1930-1940, op. cit., p. 286.
[326] Durgan A., « Les trotskystes espagnols…», Cahier Léon Trotsky, n° 50, op. cit., p. 46.

ouvrier électoral. Aucun ne répondit »[327]. Dans le même temps, suivant la tactique de l'Internationale Communiste, le PCE souhaite une alliance avec « *la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine pour constituer un 'vaste Front populaire antifasciste'* »[328] et la propose dès juin 1935, sans pour autant qu'on puisse dire que le mot d'ordre vient de Moscou[329]. De même, « *Le 14 novembre 1935, Azana envoie une lettre au PSOE, proposant une alliance électorale de toutes les gauches* »[330].

Toujours est-il que, le 16 janvier 1936, le POUM, par la plume de J. Andrade à Madrid et J. Maurín à Barcelone, signe le programme du pacte électoral des gauches constitué depuis octobre 1935[331]. Quels que soient les arguments du POUM pour justifier ce recul sur les positions défendues par Maurín (dans La Batalla) ou Arquer (dans Nueva Era) de condamnation du Front populaire car niant « *le concept historique de lutte de classe* »[332], Trotsky condamne en termes violents la « *trahison du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste Espagnol* »[333]. Certes, le « *Front populaire représentait un pas en arrière par rapport à l'alliance ouvrière* »[334] mais, dans le même temps, le comité exécutif du POUM était « *extraordinairement intéressé à obtenir une représentation parlementaire qui permettrait au Parti de défendre une 'position de classe' dans le Parlement espagnol, les Cortes* »[335]. Un second argument était de ne pas risquer de faire gagner la droite en allant seul contre le Front populaire aux élections. Enfin, il y avait trente mille prisonniers dans les geôles du pouvoir après les événements d'octobre 1934 ; or,

---

327 Alba V., Histoire du POUM, op. cit., p. 154. et La Batalla, 15 novembre 1935.
328 Bolloten Burnett, La Révolution espagnole : la gauche et la lutte pour le pouvoir, Paris, Ruedo Ibèrico, 1977, p. 123.
329 Vilar Pierre, « Le socialisme en Espagne, 1917-1945 », in : Histoire générale du socialisme, s. d. J. Droz, tome 3, Paris, PUF, 1997, p. 450.
330 Tamames Ramon, « La República, la Era de Franco », tome 7 de Historia de España, Madrid, Alianza Editorial, 1986, p. 37.
331 Hermet Guy, La guerre d'Espagne, Paris, Seuil, 1989, p. 71.
332 Maurín, La Batalla, 19 juillet 1935, cité par Durgan A., «Les trotskystes espagnols…», Cahier Léon Trotsky, n° 50, op. cit., p. 45.
333 Trotsky L., « La trahison du POUM, 22 janvier 1936 », in : La Révolution espagnole, op. cit., p. 285.
334 Alba V., Histoire du POUM, op. cit., p. 155.
335 POUM. Acta del Comité central, 5-6 janvier 1936, cité par Durgan A., «Les trotskystes espagnols…», Cahier Léon Trotsky, n° 50, op. cit., p. 48.

le programme du Front populaire proposait leur libération. On ne pouvait s'isoler de ce combat. Trotsky condamne donc ces « *anciens communistes de gauche espagnols* [qui] *sont tout simplement devenus la queue de la bourgeoisie de gauche. Il est difficile de concevoir chute plus humiliante* »[336], ajoute t-il. La victoire du Front populaire place J. Maurín comme député du « Front des gauches »[337] aux Cortes.

Lorsque Rous arrive à Barcelone, la situation a considérablement évolué. Le « pronunciamento des généraux » des 17, 18 et 19 juillet a, d'une part, coupé l'Espagne entre zones rebelles et zones républicaines et, d'autre part, fait descendre dans la rue pour s'opposer au « fascisme » les ouvriers de la FAI, de la CNT, du POUM, constitués en milices. La guerre civile est aussi la Révolution espagnole ; il faut donc aider cette révolution et tenter de regrouper les militants épars qui se revendiquent encore de Trotsky en Espagne.

Les contacts avec Nin sont amicaux. Nin est devenu le responsable du POUM depuis l'arrestation de Maurín par les franquistes. Celui-ci est d'ailleurs considéré comme mort par le POUM. Il est en fait prisonnier des franquistes, en Galice, non identifié d'abord. Il parvint à prévenir son épouse (la sœur de Boris Souvarine). Le gouvernement français fut alerté. Lorsque la nouvelle de son arrestation fut connue, un échange de prisonniers fut proposé ; la junte l'accepta mais les communistes espagnols le refusèrent. Maurín fut condamné à trente ans de prison et évita l'exécution grâce à un ami d'enfance, officier de l'armée nationaliste et à la campagne de presse menée par des amis aux Etats Unis. Nombre d'autres militants du POUM sont tombés pendant les combats et en particulier dans les quelques régions où « *la*

---

[336] Trotsky L., « La trahison du POUM, 22 janvier 1936 », in : La Révolution espagnole, op. cit., p. 287.

[337] En Catalogne, le Front populaire s'appelle Front des Gauches. Il n'y eut pas d'autre candidat POUM ailleurs en Espagne en raison de l'opposition des communistes ou des républicains selon les endroits.

gauche communiste exerçait au sein du POUM la plus grande influence »[338] (à la Corogne, en Galice, en Andalousie).

Dès son arrivée à Barcelone, Jean Rous assiste à un meeting du POUM, le 5 août au soir au théâtre du Bosque. Il fait lire en catalan, au nom de la IVème Internationale, un message de salut et de soutien aux « *révolutionnaires du POUM* » et leur offre d'apporter « *tout son appui politique, matériel et pratique* »[339]. Franz Borkenau raconte ce meeting : « *Dans la soirée, je me suis rendu à un meeting du POUM où Nin et Gorkín devaient prendre la parole. L'assistance est enthousiaste mais assez clairsemée. Le POUM est faible. Les interventions n'avaient pas grand intérêt* »[340]. La Lutte ouvrière du 15 août 1936 annonce six mille personnes au vaste meeting du POUM. Jean Rous et ses camarades sont logés à l'hôtel Falcon « *saisi par le POUM pendant la révolution qui commença en juillet 1936. Les étrangers et autres personnes liées au POUM y étaient logés ainsi que dans des appartements proches* »[341]. « *L'immeuble situé au milieu des Ramblas, avait été un grand hôtel de Barcelone et j'y avais déjà séjourné à l'époque* (...)*. Je me rappelle ma surprise, le premier soir, devant le désordre bon enfant et la bonne humeur qui m'accueillit dès que j'en franchis le seuil* (...)*. Des hommes montaient la garde devant l'entrée comme devant tous les locaux des différents partis. Ils étaient six, installés sur des chaises en rotin, dans la fraîcheur de la nuit* (...). *Ce soir là, un poète français de ma connaissance faisait partie de la garde avec les autres. Il était la dernière personne que je m'attendais à rencontrer ici* », raconte Mary Low[342].

---

338 Broué P., « Trotsky et la guerre civile en Espagne », in : Trotsky L., La Révolution espagnole, op. cit., p. 311.
339 La Batalla, 7 août 1936, p. 4.
340 Borkenau F., Spanish Cockpit : rapport sur les conflits sociaux et politiques en Espagne (1936-1937), Paris, éd. Champ libre, 1979, p. 87.
341 Orr Charles A.., « Souvenirs de l'hôtel Falcon de Barcelone », Cahier Léon Trotsky, n° 51, octobre 1993, revue éditée par l'Institut Léon Trotsky, Saint Martin d'Hères.
342 Low Mary, « La vie communautaire », in : Low Mary, Brea Juan, Carnets de la guerre d'Espagne, Genève, Verticales, 1997, p. 60. Le poète est probablement Benjamin Péret, arrivé peu auparavant.

Le 6 ou le 7 août, Léo Sabas rentre à Paris pour « *régler ces dernières questions* » *(*envoi de volontaires, aide matérielle appropriée et envoi d'articles de Trotsky)[343]. Nin a par ailleurs proposé à Jean Rous d'accueillir Trotsky en Catalogne « *où il serait l'hôte du POUM* »[344].

Entre le 7 et le 15 août 1936, J. Rous et B. Péret participent à la mise en place de la colonne Lénine. Jusqu'alors, les volontaires bolcheviks-léninistes de différentes nationalités s'étaient trouvés dispersés dans les colonnes du POUM ou de la CNT. Vers le 15 août, cinquante militants italiens rejoignent vingt-trois bolcheviks-léninistes regroupés par Rous et dirigés par R. de Fauconnet, jeune POI de Marseille. Il s'agit de montrer sur le front de Huesca où ils se rendent que les bolcheviks-léninistes savent se battre. Léon Sedov, fils de Trotsky, souhaite les rejoindre. Lola Dallin écrivait, en 1975 : « *Au début de l'été 1936 et à ma grande surprise, Sedov et Etienne m'annoncèrent qu'ils avaient tous les deux décidé d'aller en Espagne. Tous deux paraissaient très enthousiastes* »[345]. Cependant, Fosco a conseillé à Andrade de faire venir K. Landau qui, lui même, a déconseillé à Nin la venue de Léon Sedov, en accord avec Rous, selon les informations qu'il a données en 1938[346].

Par ailleurs, une demi-douzaine de militants bolcheviks-léninistes de Madrid sont regroupés dans la Milice Internationale dirigée par Quinena, un Mexicain. J. Rebull explique que « *au lendemain de l'insurrection militaire,*

---

[343] Rous Jean, « Notes d'informations pour les militants du POI », octobre 1936, in : Trotsky, La Révolution espagnole, op. cit., p. 622-623.
[344] Rous Jean, Renaissance et mission ..., op. cit. p. 33.
[345] Broué P., Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline, Paris, éd. Ouvrières, 1993, p. 132.
Lola Dallin, de son vrai nom Lilia Ia. Ginzberg, a été collaboratrice du fils de Trotsky à partir de 1933.
Etienne est Mark Zborowski, responsable de la commission « Mouvement Ouvrier International » de la LCI, secrétaire et intime de Sedov et… agent de la GPU infiltré chez les trotskystes, selon Orlov, responsable de ce service. Ce point est confirmé par Soudoplatov dans l'ouvrage Missions spéciales, Paris, Seuil, 1994, p. 116-117.
[346] Fosco, « Mon rôle à Barcelone en août et septembre 1936 », extrait de « L'activité des BL en Espagne et ses enseignements », Bl d'information du PCI n° 2, 15 octobre 1938, in : Trotsky L., La Révolution espagnole, op. cit., p. 624.
Kurt Landau, autrichien, est dirigeant de l'opposition de gauche et membre du Bureau International. Il rompt en 1931. Il participe en France au groupe « Que faire ? ». Il sera assassiné en Espagne en 1937.

des colonnes spontanées et d'importance diverse jaillirent des milieux ouvriers et partirent vers le front d'Aragón. Les milices du POUM (plusieurs colonnes et 'centuries') encadrées par des militants du POUM convergèrent au cours de ces premiers événements vers un commandement unifié, qui prit la dénomination de 'División Lenin' et finalement, dans le cadre de l'organisation qui suivit de l'armée républicaine, fut la división 29 (Brigades 128 et 129 appartenant au 12ème corps d'armée) (...). *Rovira était son chef* »[347].

Pour J. Pané, les premières centuries du POUM ont été organisées dès le 24 juillet par J. Rovira sous le nom de « Seconde colonne des milices de Catalogne ». La première colonne, dirigée par Durruti, était partie la veille. Cette seconde colonne a gonflé en route par l'engagement d'habitants de Martorell, Igualada, Tàrrega et surtout Lleida. Ses chefs étaient Jordi Arquer et Manuel Grossi, « *asturien, héros de la révolution d'Asturies en octobre 1934* »[348]. Les relations entre colonnes étaient « *encore bonnes ; ainsi, la colonne du POUM délivra un bataillon de la colonne Karl Marx de l'UGT encerclée par les fascistes* », ajoute J. Pané.

Le décompte des militants BL combattant dans la seconde colonne, sous les ordres de Grossi, donne vingt et un Italiens, dix-sept Français dont six Algériens, trois Belges, deux Allemands, deux Espagnols, un Portugais, un Suisse, un Tchèque et un Roumain. La direction militaire du groupe est confiée à Russo, bordiguiste italien. « *Le capitaine de la caserne Lénine, Sébastian, le secrétaire politique de la caserne, Mongol et le secrétaire général des réfugiés antifascistes, l'Italien Fosco, la présidaient* », écrit P. Pagès[349]. Pour Rémi Skoutelsky, cette colonne est partie le 10 août pour le front de Huesca, puis il ajoute : « *Des volontaires étrangers sont cependant répartis dans d'autres unités de ce parti* »[350].

---

[347] Rebull J., entretien du 31 juillet 1992 et lettre de complément du 5 août 1992.
[348] Pané Josep, « Una excursió de Barcelona a Lecinena », in : J. Pané et J. Coll, Josep Rovira, una vida al servei de Catalunya i del socialisme, Barcelone, ed. Ariel, 1978, p. 91.
[349] Pagès Pelai, « Le mouvement trotskyste pendant la guerre d'Espagne », Cahier Léon Trotsky, n° 10, juin 1982, p. 51.
[350] Skoutelsky R., L'espoir guidait leurs pas, Les volontaires français dans les Brigades internationales, Paris, Grasset, 1998, p. 38.

Selon les informations fournies par Jean Rous lui-même dans son rapport, l'évolution du POUM dans un « *sens réactionnaire* »[351] lui apparaît en particulier au travers de deux événements.

D'une part, le POUM participe au conseil économique de Catalogne, dès sa création, le 11 août 1936. Ce comité apparaît comme un premier organe de collaboration de classe avec la bourgeoisie catalane. Moulin, militant trotskyste réfugié en Espagne, souligne dans une lettre à Trotsky que le conseil économique de Catalogne a « *pour seule fonction* (...) *l'élaboration de textes législatifs destinés à freiner et à canaliser le mouvement de socialisation, à redorer le blason de la bourgeoisie de gauche, à créer de nouvelles illusions parlementaristes dans les masses et à remplacer la collaboration de classes qui est aujourd'hui impossible au gouvernement* »[352]. D'autre part, pour Rous et Moulin, le POUM reste internationalement lié au Bureau de Londres ; « *Pivert, traduit par Gorkín, a salué les ouvriers au nom de la SFIO et de la CGT* »[353] dans un meeting du POUM.

Cette évolution « réactionnaire » est d'autant plus regrettable et condamnable que l'influence qu'espéraient avoir les trotskystes sur le POUM est très réduite. Or, deux articles de La Lutte ouvrière illustrent bien le rôle important d'aiguillon que les BL pourraient et voudraient jouer, autant auprès du POUM que, plus généralement, sur les militants révolutionnaires espagnols.

Le 31 juillet 1936, sous le titre « Le POUM dans le combat », l'auteur de l'article, après avoir manifesté sa sympathie au POUM, note que : « *La sympathie et la solidarité la plus chaleureuse s'accompagnent toujours chez les marxistes de l'attitude critique* » et ajoute, à propos des mots d'ordre avancés par le POUM : « *ils sont excellents* (...). *Mais, on ne peut oublier que, hier, quand il s'agissait d'apparaître comme l'organisation qui prévoit et lance des mots d'ordre, le POUM signait un pacte électoral honteux avec les*

---

[351] Rous Jean, « Les événements d'Espagne et l'organisation », in : Trotsky L., La Révolution espagnole, op. cit., p. 622.
[352] Moulin, Lettre de Madrid, 24 août 1936 ; citée idem p. 615. Moulin, de son vrai nom Hans Winter, trotskyste polonais ou allemand, étudiant en Suisse, travaillait à la radio du POUM à Madrid. Il vint ensuite à Barcelone où il dirigea le groupe BL.
[353] Idem, p. 616.

bourgeois (...). *Cette direction (révolutionnaire) est plus que jamais indispensable aux ouvriers espagnols dont la combativité risque à nouveau d'être enlisée par les chefs du Front populaire* (...). *C'est ce qui est compris de vaillants et courageux jeunes socialistes de Madrid, qui condamnent toute équivoque centriste et qui relèvent le drapeau de la IVème Internationale* »[354]. Cette attaque à fleurets certes mouchetés appelle tout de même à créer le véritable parti révolutionnaire que n'est pas le POUM. L'article fait par ailleurs peut-être référence à l'attaque de la caserne de la Montana de Madrid par les militants du POUM au cri de « Vive Trotsky »[355].

L'autre article de La Lutte ouvrière date du 15 août 1936 et est titré : « La 'lutte ouvrière' à Barcelone, le pouvoir ouvrier s'établit ». Dans sa conclusion, l'auteur porte une attaque difficilement acceptable par le POUM. En effet, il écrit : « *La révolution en Espagne n'est pas séparable de la révolution occidentale, en particulier en France et en Belgique. Il faut donner au prolétariat espagnol la perspective de la révolution en Espagne, en France, en Belgique. Cela ne peut le faire que le Parti de la IVème Internationale. Malheureusement, à cause de ses dirigeants, le POUM ne se dégage pas encore de ses tares nationales petites bourgeoises et ne se situe pas d'une manière nette et irréductible sur le terrain de la nouvelle Internationale, la Quatrième. L'entêtement bureaucratique de quelques dirigeants centristes peut ainsi devenir nuisible à l'égard de la révolution espagnole, parfaitement possible si se forge un vrai parti bolchevik* »[356]. Ce texte peut fort bien avoir été écrit par Rous, Sabas ou Péret puisqu'il provient des « *notes d'un délégué de notre parti auprès des Espagnols* (...) *à son arrivée en Catalogne le 6 août* ».

Cependant, le 16 août 1936, L. Trotsky répond à Rous qu'il a reçu le télégramme envoyé. Celui-ci lui semble inattendu et dangereux car l'impliquant, lui, dans les affaires d'Espagne ; ce qui, bien sûr, risque de lui valoir des ennuis en Norvège. Mais, Trotsky se dit prêt à venir à Barcelone, s'il peut obtenir un visa. Et surtout, il précise : « *On parle de la disparition de*

---

[354] « Le POUM dans le combat », La Lutte ouvrière, 31 juillet 1936, p. 1.
[355] Broué P., in : Trotsky L., La Révolution espagnole, op. cit., p. 316.
[356] La Lutte ouvrière, n° 8, 15 août 1936, p. 2.

Maurín. Que signifie cela ? Il n'est pas tué, je l'espère ? Quant à Nin, Andrade et autres, il serait criminel de se laisser guider maintenant, dans la grande bataille, par des réminiscences de la période précédente. S'il y a des divergences de programmes ou de méthodes, même après l'expérience faite, ces divergences ne devront nullement empêcher un rapprochement sincère et durable »[357]. Puis Léon Trotsky précise qu'il faut que le POUM travaille avec les syndicalistes, c'est-à-dire la CNT. « *Il serait, me semble-t-il extrêmement dangereux de se laisser diriger exclusivement ou même surtout par des considérations de doctrine*, écrit-il, *il faut vaincre l'ennemi commun* (...)*. Ce serait une mesquinerie honteuse que de se tourner vers le passé si le présent et l'avenir ouvre* (sic) *la voie pour la lutte commune* ». La lettre se termine par une remarque personnelle, fait très rare dans la correspondance de Trotsky, selon P. Broué. « *Mes saluts les plus chaleureux pour tous les amis, aussi et surtout pour ceux qui croient avoir des raisons d'être mécontents de moi* ».

Ainsi, Léon Trotsky va-t-il pouvoir venir à Barcelone. Cela est très important pour lui car sa situation matérielle se détériore. Un commando fasciste a tenté de s'emparer, chez les Knudsen, à Wexhall, de ses archives. Par ailleurs, le gouvernement russe exerce des pressions sur le gouvernement norvégien pour qu'il expulse Trotsky. Le texte écrit par Trotsky est manuscrit, et écrit en français[358] ; il est accompagné d'un mot personnel pour Rous : « *Mon cher Rous, ci-joint une lettre que vous pouvez, si vous le jugez utile, montrer à Nin et aux autres. Ce que je dis dans la lettre n'est nullement diplomatique. Il faut de nouveau joindre la souplesse à la fermeté. Je me sens bras et jambes liés. Les meilleurs saluts de N. et de moi. Bien à vous. LT* »[359].

Malheureusement, cette lettre n'est jamais arrivée à son destinataire. L'adresse sur l'enveloppe était : « Mr. Fosco, Hôtel Falcon, Plaza del Thea-

---

[357] Lettre signée LT et adressée à « Chers camarades », 16 juillet 1936. L'orthographe est celle de l'original. ADPO, 96 J 107. Photocopie envoyée par A. Leonetti le 1[er] août 1970 à Jean Rous.
[358] Notes de P. Broué, in : Trotsky L., La Révolution espagnole, op. cit., p. 348, note 1.
[359] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 107. Transcription par A. Leonetti de la lettre à Jean Rous.

tro, Barcelona, Spania ». Elle a été modifiée en : « Mr. Fosco, Hôtel Falcon, Consulado Italia, Mallorca 270 ». P. Broué suggère que la lettre a été interceptée, dans l'hôtel Falcon même, par les services secrets italiens. On pouvait, en effet, pénétrer sans difficulté dans l'hôtel, s'y promener sans que personne ne s'intéresse à vous[360]. Cette lettre fut retrouvée par l'historien italien Paolo Spriano, dans les archives de la police italienne. Il en fit part à A. Leonetti qui, lui, prévint Jean Rous. L'échange de correspondance entre Rous et Leonetti témoigne de leurs efforts pour retrouver l'itinéraire de la lettre. Le 10 août 1970, Rous écrit à Leonetti que cette lettre le laisse perplexe. Dans son souvenir, « *l'hôtel Falcon* (...) *était propriété d'Italiens fascistes qui avaient été expulsés. Il se peut (c'est l'explication naturelle et non conspiratrice) qu'on ait fait suivre le courrier au consulat italien de Mallorca, îles Baléares* (...)*. Mais pourquoi a-t-on fait suivre le courrier au consulat italien ? sans doute parce que, dans le personnel de l'hôtel, il devait rester des agents italiens. Il n'est pas nécessaire d'incriminer Fosco* »[361]. A. Leonetti lui répond qu'effectivement « *si Fosco était un élément louche, il aurait agi autrement. On peut expliquer la chose de cette manière : ou Fosco était parti de l'hôtel Falcon ou bien il était inconnu à cette adresse. Mais pourquoi écrire à Fosco plutôt qu'à toi, puisque tu t'appelais Jean Rous et tu étais donc légalement à Barcelone ? En tous cas, les gérants de l'hôtel Falcon (des fascistes comme tu le supposes) ont pensé que Fosco, sujet italien, devait être connu au consulat italien qui se trouvait rue Mallorca, 270, (et non pas à Maïorque, île). L'Italie n'avait pas rompu ses relations diplomatiques avec Barcelone et l'Espagne où elle continuait à garder ses consulats malgré la guerre* (...)*. Du consulat italien, la lettre a été transmise à l'OVRA* »[362].

Tandis que le journal franquiste de Saragosse, Heraldo de Aragón, annonce l'autorisation accordée à Trotsky de vivre à Barcelone[363], Rous n'a pas reçu la lettre ; Trotsky a été déçu de ne pas avoir de suite à son courrier,

[360] Notes de P. Broué, in :Trotsky L., La Révolution espagnole, op. cit., p. 348, note 1.
[361] Lettre de Jean Rous à A. Leonetti, 10 août 1970 ; archives privées de P. Broué.
[362] Lettre de A. Leonetti à Jean Rous, 16 août 1970 ; ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 107, dossier Trotsky.
[363] Heraldo de Aragón, du 15 septembre 1936, p. 7.

le POUM a considéré comme une fin de non recevoir l'absence de réponse de Trotsky. La disparition de cette lettre a donc pu jouer dans la détérioration des relations trotskystes-POUM. Mais c'est bien plutôt l'évolution des attitudes politiques de chacun qu'un fait divers somme toute banal qui a entraîné la rupture. Cependant, il ne faut pas minimiser l'intérêt de cette lettre « perdue » ; son ton était ouvert au dialogue et en rupture avec les agressions précédentes. Malgré son éloignement et l'absence d'informations, Léon Trotsky perçoit parfaitement, dès août 1936, que la question de la révolution espagnole est au centre du débat. Une alliance POUM-CNT peut faire basculer la gauche du PSOE dans le sens de l'approfondissement de la révolution au détriment de la position réformiste (droite du PSOE, PCE, Républicains) pour laquelle « gagner la guerre » prime sur « faire la révolution ».

Après le 15 août, on retrouve Rous sur le front, à Huesca, à Saragosse. Il rejoindra Barcelone à la fin du mois.

Le 24 août a lieu à Madrid une manifestation pour la reprise des relations diplomatiques entre l'Espagne et l'URSS pendant laquelle l'ambassadeur d'URSS, Rosenberg, est salué par un cortège de plusieurs centaines de militants derrière le POUM et la JCI brandissant des portraits de Trotsky et criant son nom.

A partir du 26 août et jusqu'au 12 décembre, Trotsky est interné en Norvège et perd tout contact avec ses sympathisants. Le journal La Batalla publie un article de lui. Au début du mois de septembre, les militants du POI et du SI, dont Jean Rous, sont expulsés du local du POUM, à l'hôtel Falcon, pour travail fractionnel[364].

Le 4 septembre 1936, le nouveau gouvernement Caballero est désigné. Caballero aux Cortes déclare : « *Le gouvernement a été constitué de manière à rester uni dans le seul but de défendre l'Espagne dans sa lutte contre le fascisme. Tous ceux qui le forment ayant renoncé à défendre leurs principes et tendances particuliers* ».

---

[364] Ils sont aussi interdits dans les autres locaux du POUM : rambla de los Estudios, Baños Nuevos (local du journal), ainsi que Calle de Pelayo (local du Secours Rouge International du POUM).

Le 7 septembre ont lieu sur les ramblas les obsèques de R. de Fauconnet, tué à Huesca. Des milliers de miliciens sont présents. Le discours de Rous est prononcé au nom du SI ; Péret parle pour le POI tandis qu'un dirigeant du POUM, Bonet, membre du CE du POUM, responsable du travail syndical, prononce l'éloge funèbre. Un incident a lieu lorsque les bolcheviks-léninistes veulent tendre sur le cercueil de Fauconnet le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau et du chiffre IV. Les militants du POUM auraient tenté de les en empêcher[365].

Jean Rous, à propos de la mort de Fauconnet, écrit :« *Il y avait des contestations sur l'origine exacte de sa mort. Je ramenai son corps à l'hôpital clinique de Barcelone et j'entrai là dans une salle froide submergée de cadavres éventrés, victimes de règlements de comptes inhérents à une révolution aussi violente. L'autopsie n'ayant rien révélé de suspect, le POUM décida de faire des funérailles grandioses sur les ramblas à Robert Fauconnet* »[366].

Robert de Fauconnet, déserteur de l'armée française pour antimilitarisme, avait rejoint les milices du POUM. Il était accusé d'avoir été tué en fuyant. Ce qui s'avéra faux. Mary Low complète la description en ajoutant : « *Robert avait vingt-deux ans... Ce fut le premier mort dans les rangs de la colonne internationale* (...)*. Le visage de Robert était tourné vers une de ses épaules, une expression de surprise douloureuse se dessinait autour de sa bouche. Ses deux poings fermés étaient serrés sur sa poitrine à l'endroit du coeur* »[367]. Elle décrit ensuite la morgue : « *Nous entrâmes dans une vaste pièce ; l'odeur de formol me saisit à la gorge. Des corps étaient empilés sur des tables à tréteaux ou à même le sol* ». Elle termine par le récit de l'enterrement : « *On venait de placer le cercueil sur un corbillard, tiré par des chevaux noirs. Un grand drapeau rouge le recouvrait, sur lequel était inscrit en blanc 'IVème Internationale'. Nous sentions que le POUM n'allait sûre-*

---

[365] DBMOF, op. cit., p. 183 ; tome 27. Cependant, La Lutte ouvrière du 19/09/1936 ne fait pas état de l'incident du drapeau.
[366] Rous Jean, Renaissance et mission..., op. cit., p. 33.
[367] Low Mary, « L'hôpital-clinique », in : Low M., Bréa J., Carnets de la guerre d'Espagne, op. cit., p. 132.

ment pas apprécier ce drapeau, lui qui était encore à discuter d'une 'nouvelle' ou d'une 'autre' ou d'une 'prochaine' internationale, sans avoir choisi aucun chiffre (...)*. Bonet parla le premier, puis vint Rous qui, malgré sa corpulence, réussit à se hisser sur le corbillard et se mit à gesticuler dans le vent et la pluie, agitant les feuilles de papier où il avait écrit quelques notes comme un mouchoir que l'on agite au moment des adieux. Lorsqu'il parla de la 'IVème', le rugissement d'un tramway qui passait couvrit sa voix* (...)*. Soudain, un homme arriva en courant le long du trottoir, les bras en avant, la tête en arrière. Comme une flèche, il traversa la partie de la rue éclairée par la lumière du café en criant à plusieurs reprises d'une voix sifflante : 'Alerte ! Alerte !'. Une longue voiture noire surgit brusquement de l'obscurité et dévala la rue en rugissant. Ses garde-boue raclaient par moment les trottoirs et, de ses fenêtres ouvertes, pointait le canon de deux ou trois fusils. Nous bondîmes à temps et je vois encore Rous, appuyé contre un mur qui bloquait sa retraite. Comme il ne pouvait pas fuir, il restait là, collé contre ce mur qu'éclairaient les lumières du café. Son corps rondouillard, vêtu d'une chemise rouge et d'une combinaison kaki, offrait une cible parfaite* (...)*. La fusillade éclata lorsque la voiture arriva au coin des ramblas* (...)*. Les miliciens de garde devant le local en face firent feu sur le véhicule qui continua un instant sa course avant de stopper net* (...)*. 'C'est un groupe de fascistes qui essayaient de s'évader', m'expliqua un milicien* »[368].

Peu après les obsèques, Jean Rous doit rentrer à Paris. Il écrit : « *Départ (sur rappel de Paris) après obsèques de Robert Fauconnet, le 7 septembre* » [369]. Après un ultime entretien avec Andrade, Rous quitte donc Barcelone... pour ne jamais y revenir[370].

---

[368] Idem, p. 132 à 135. Pour retrouver l'ambiance de l'époque, il faut lire <u>Hommage à la Catalogne</u> de George Orwell ou <u>Carnets de la guerre d'Espagne</u> de Mary Low et Juan Bréa.
[369] « Les événements d'Espagne et l'organisation », in : Trotsky L., <u>La Révolution espagnole</u>, op. cit., p. 622.
[370] Lettre de Jean Rous à Pierre Broué, datée du 14 février 1972. Jean Rous y écrit : « *Je ne suis pas retourné en Espagne* ».

La Batalla du 29 septembre annonce que les bolcheviks-léninistes demandent leur adhésion au POUM ; le 13 novembre, Nin les y autorisera à condition qu'ils entrent individuellement et abandonnent le groupe bolchevik-léniniste, ce qu'ils refuseront. Péret s'engage dans les milices du front d'Aragón. Les bolcheviks-léninistes restants sont dispersés dans les différentes colonnes.

Le 26 septembre, Nin entrait au Conseil de la Généralité en qualité de conseiller à la justice, nouvelle trahison aux yeux des trotskystes que cette entrée dans un « Front populaire ».

Il nous reste à parler de deux événements qui intéressent le voyage de Rous mais ils ne sont pas datés.

Le premier événement, très anecdotique, peut être situé dans la période où Rous visite le front d'Aragón. Jean Ferniot raconte l'histoire telle que Jean Rous la narrait à Franc-Tireur. « *Il aime raconter qu'il s'opposa à l'exécution de quelques bonnes soeurs condamnées à être brûlées vives. 'J'ai expliqué à ces camarades, raconte-t-il, que ce ne serait pas politique'* »[371]. Jean Rous lui-même raconte l'événement dans un ouvrage tardif et précise qu'il est intervenu auprès du Comité central des milices antifascistes pour qu'on épargne la vie de bonnes soeurs qu'on venait d'arrêter. « *J'eus bien entendu satisfaction* », ajoute-t-il[372].

Le second événement concerne directement le conflit et est rapporté par David Rousset. « *J'étais à l'époque membre du bureau politique du POI ; c'est à ce titre que je me trouvais au mois d'août 1936 au Maroc. Ma tâche consistait à organiser une section française au Maroc et une section marocaine de la IVème Internationale, dans le cadre du POI. J'étais pour cela en rapport avec le Comité d'action marocaine qui représentait le mouvement nationaliste marocain et qui à l'époque était encore un mouvement unifié.*

[371] Ferniot Jean, Je recommencerais bien, Paris, Grasset, 1991, p. 161-162.
[372] Rous Jean, Renaissance et mission..., op. cit., p. 39.

Les principaux personnages avec qui je me suis trouvé en relation à ce moment-là étaient El Fassi (...), *Ouazzani et Abdeljalil* (...). *Me trouvant à Fez au mois d'août 1936, j'ai eu, sur la question de la guerre civile espagnole, une perspective nouvelle ; autrement dit, je me suis rendu compte que si on organisait un soulèvement militaire au Rif espagnol, on prenait Franco dans une tenaille et que, en second lieu, on créait une situation très difficile pour les troupes marocaines de Franco* (...). *La difficulté pour moi, c'était mon manque de relation avec l'Espagne et notamment Barcelone* (...). *Jean Rous qui se trouvait à ce moment-là à Barcelone était* (...) *en étroite liaison avec le POUM* (...). *Mais encore fallait-il atteindre Jean Rous. Au même moment, l'anarcho-syndicaliste Robert Louzon était à Barcelone et en rapport avec Rous. Louzon était en rapport avec la CNT et la FAI. Or, à Barcelone s'est posé le problème du Maroc espagnol, et c'est à ce moment-là que Rous a suggéré à Louzon de venir me voir à Fez* (...). *Finalement, les négociations, qui ont duré pratiquement tout le mois d'août, ont abouti à un premier accord : les Marocains ont décidé qu'ils sépareraient diplomatiquement et, dans une certaine mesure, réellement la zone française du Maroc et la zone espagnole* (...) *et ils ont désigné Ouazzani et Abdeljalil pour m'accompagner à Barcelone* »[373].

David Rousset nous a raconté la suite : « *Nous sommes partis du Maroc vers la France. Nous avons débarqué à Port-Vendres et nous avons passé à pied la frontière par Port-Bou. Nous sommes arrivés très facilement à Barcelone. Le problème, c'est qu'à Barcelone nous avons été les invités du POUM. C'est avec eux que j'avais des relations. Ceux qui dominaient, c'étaient les anarcho-syndicalistes (CNT-FAI). Mais il était impossible de traiter avec la CNT-FAI tant qu'on était dans l'enceinte du POUM* »[374]. Le contact est donc pris avec le Comité central des milices dominé par la CNT-FAI et « *un jour, est arrivé en face de la porte de l'immeuble du POUM un groupe armé et on a assisté à des entretiens curieux entre les 'Poumistes', la CNT et*

[373] Copfermann Emile, David Rousset, une vie dans le siècle, Paris, Plon, 1991, p. 42 et sq.
[374] Entretien avec David Rousset, 9 juillet 1990.

la FAI »[375]. « *Nous sommes sortis avec tous nos bagages du POUM mais nos bagages ont été fouillés par les gars du POUM avant que nous sortions. A dix mètres de là, il y avait les forces armées de la CNT et de la FAI. Ils nous ont fait passer cet espace de terrain comme si nous passions une frontière ennemie* »[376]. « *Puis, nous avons été reçus par la direction du Comité central des milices* (...)*. On nous a donné une villa à Barcelone où les négociations se sont poursuivies pendant le mois de septembre* (...)*. Les Marocains ont posé le principe suivant : 'nous sommes prêts', ont-ils dit, 'à opérer un soulèvement militaire dans la zone espagnole, dans le Rif, mais nous ne le ferons qu'à une condition expresse, c'est que l'on nous reconnaisse l'indépendance'* »[377]. Un texte a été signé par les délégués marocains et le Comité central des milices. Tous les partis de Catalogne l'ont approuvé, même le Parti communiste. Puis, « *on est passé à un troisième stade : au niveau du gouvernement de la Generalidad* » qui a approuvé le texte. « *Toutefois, la Generalidad n'avait pas le pouvoir de décider au nom de la République espagnole. On est alors passé à un quatrième stade : c'est-à-dire à une négociation directe avec le gouvernement de Madrid* »[378]. A partir de ce moment, David Rousset est exclu des négociations ; les délégués marocains partent seuls pour Madrid. Et là, aucun accord ne sera signé entre les délégués et le gouvernement. Les Marocains sont revenus à Barcelone et repartis en France avec David Rousset. Après un entretien avec Blum à Paris, ils regagnèrent la zone française du Maroc.

Dans sa brochure Espagne 1936 - Espagne 1939, La Révolution assassinée, Jean Rous fait effectivement état de ces conversations. Il écrit : « *Presque à la même époque (début août), un camarade de la quatrième Internationale est venu accompagner à Barcelone des dirigeants nationalistes marocains qui, à la condition de certaines assurances politiques allant jusqu'à la libération du Maroc, s'engageaient à fomenter la révolte contre Franco dans le Maroc espagnol. Un pacte fut conclu avec les partis catalans*

---

375 Copfermann Emile, op. cit., p. 42.
376 Entretien avec David Rousset.
377 Copfermann Emile, op. cit., p. 43.

dont l'objet était l'indépendance de la zone d'influence espagnole au Maroc... Mais, Madrid fit une opposition catégorique ! »[379]. La biographie du Maitron concernant Robert Louzon relève : « *En août 1936, d'accord avec la CNT d'Espagne, il alla au Maroc contacter les Marocains du comité d'action pour qu'ils tentent d'empêcher Franco de recruter des Arabes dans le Riff* »[380].

Abel Paz, dans Un anarchiste espagnol, Durruti, précise que Juan Garcia Olivier, dirigeant de la CNT en Catalogne et membre du Comité central des milices antifascistes, entra en contact « *quelques jours avant notre révolution* »[381] avec un Egyptien, Argila, proche du comité panislamique de Genève. Il reprit le contact dès le soulèvement puis se rendit à Genève pour rencontrer des membres des représentants de ce comité panislamique. « *Pendant le déjeuner, la personne qui les accompagnait, précise J. R. Magrina présent à la réunion comme membre du comité de propagande du Comité central des milices et proche de Garcia Olivier, l'informa de nos projets et il promit de transmettre nos propositions aux leaders nationalistes marocains. Il s'agissait, très concrètement, de solliciter l'aide de Torres et de son organisation*[382]*, en faveur de la République espagnole, en échange de quoi nous pourrions concéder l'autonomie ou l'indépendance du Maroc espagnol selon leurs voeux* »[383].

Le 15 septembre 1936, le secrétaire général de l'AIT[384] arriva en Espagne pour convaincre les dirigeants de la CNT que la « *seule manière de sauver la révolution espagnole du bourbier où l'avait plongée Léon Blum, c'était l'internationalisation de la lutte* »[385]. Soulèvement du Maroc espagnol, libération de Abd El Krim et, parallèlement, soulèvement au Portugal de-

---

378 Idem.
379 Rous Jean, Espagne 1936-Espagne 1939 : La Révolution assassinée, Paris, PSOP Edition, 1939, p. 26.
380 Chambellan C., « Robert Louzon », in : DBMOF, op. cit., tome 13, p. 317.
381 Paz Abel, Un anarchiste espagnol, Durruti, Paris, Quai Voltaire éd., 1993, p. 429.
382 L'organisation de Abd-El-Khaleq Torres s'appelle « Comité d'action nationale » depuis le 1er février 1936.
383 Paz A., Un anarchiste espagnol, Durruti, op. cit., p. 428. A. Paz cite une lettre que J. R. Magrina lui a écrite.
384 AIT = Association Internationale des Travailleurs, fondée en 1922, bien qu'étant la continuation de l'AIT dirigée par Bakounine.

vaient être les axes de cette internationalisation. Abel Paz précise que, dans le rapport sur la venue de Pierre Bernard à Barcelone, il n'est nulle part fait allusion à la démarche de J. Garcia Olivier auprès du CAM (Comité d'action nationale). Le 16 septembre, P. Bernard se rendit à Madrid et, le 18, rencontra Largo Caballero pour l'entretenir du problème marocain ; mais en fait, ce problème ne fut pas réellement abordé du fait du refus de Largo Caballero de discuter avec le secrétaire général de l'AIT[386].

Une délégation catalane composée d'un CNT-FAI, un PSUC-UGT, un ERC, et un POUM (J. Gorkín) se rendit à Madrid et fut éconduite par Largo Caballero sous le prétexte qu'une région autonome n'avait pas à négocier, signer des protocoles ou des pactes. Largo Caballero souhaitait par contre rencontrer les membres du CAM. Abel Paz reprend alors le texte de David Rousset.

Dans un passionnant travail sur Jean Rous et le Maroc, le professeur Abdelmajid Benjelloun trace, à l'aide de sources marocaines, un itinéraire de l'idée du soulèvement anti-rebelles au Maroc. Il rappelle en particulier que : « *L'idée d'organiser un soulèvement militaire sur les arrières de Franco a germé dans les esprits un peu partout au sein des mouvements de gauche ou d'extrême gauche français ou espagnols* (...)*. D'un autre côté, certains patriotes marocains de la zone sud, sous protectorat français, ont eu la même idée. De cela nous disposons de peu de sources écrites et d'un peu plus relativement de sources orales* »[387]. Puis, il décrit par le menu les tentatives de relations entre l'Espagne républicaine et les patriotes marocains : la

385 Bernard Pierre, « Compte-rendu de sa visite en Espagne en septembre 1936 », cité par A. Paz, op. cit., p. 429.

386 Notons que P. Bernard, à son retour, écrit dans son journal : « *La révolution fait marche arrière et ce n'est pas la faute du peuple, qui se bat avec un enthousiasme sans égal, mais de ses dirigeants qui vont à la traîne des événements* (...)*. Si l'anarchisme commet l'erreur stupide de collaborer avec Largo Caballero, ou simplement de l'appuyer, la révolution sera perdue à jamais. L'unique moyen qu'à l'anarchisme de sortir de ce cercle infernal où il s'est laissé enfermer, c'est l'épreuve de force* ».

387 Benjelloun A., Jean Rous et le Maroc, Rabat, 1994. ADPO 125 J 2021. Document photocopié. A propos des sources écrites, A. Benjelloun relève : Allal El Fassi, Les mouvements indépendandistes du Maghreb arabe, Tanger, éd. Guessous, 1957 et Mohamed Hassan El Ouazzani, Mémoires, vie et Jihad, tome 4, 1934-1936, Fondation Mohamed Hassan El Ouazzani, 1985, p. 230 et sq. Ces deux documents sont en arabe.

rencontre de Genève confirmée par El Fassi, une rencontre entre El Ouazzani et David Rousset bien avant le déclenchement de la guerre civile, une rencontre entre Jean Longuet, R. J. Longuet (SFIO), L. Jouhaux (CGT) et Araquistain (ambassadeur d'Espagne à Paris) suivie d'une visite de R. J. Longuet à Fes, le 11 août 1936, pour évoquer le problème des relations entre le Maroc et l'Espagne.

Toutes ces informations continuent à laisser apparaître Rous comme un intermédiaire « de fortune » dans le contact direct entre le CAM et le Comité central des milices. De même, on pourrait aussi ajouter ce que nous écrivait Victor Alba : « *Narcís Molins i Fàbrega avait connu, pendant son service militaire au Maroc, Abdel Torres (je ne suis pas sûr du prénom, je suis sûr du nom ; il était le chef d'un groupe nationaliste marocain) et il a proposé au POUM d'établir des contacts avec lui en 1936. Il les a établis* »[388].

Notons enfin que le gouvernement français reçoit une minute concernant « le sultan du Maroc et la rébellion espagnole », datée du 13 août 1936 et se posant la question de l'intervention du sultan du Maroc dans les affaires du Maroc espagnol, éventuellement provoquée par la France. Il conclut donc à « *un double danger à une intervention du sultan dans les affaires de la zone espagnole :*

1) inefficacité ou risque d'intervention armée française contre les rebelles.

2) si réussite du soulèvement des indigènes contre les rebelles, risque (par représailles ou contrecoup) d'agitation sur notre territoire (voir par exemple la rébellion d'Abd El Krim) »[389].

Sur ce point donc du rôle de Jean Rous dans les contacts avec les militants marocains, nous rejoindrons M. Benjelloun lorsqu'il écrit : « *Cela* [ce qui s'est passé avant et après les rencontres de Barcelone] *ne saurait signi-*

---

[388] Victor Alba, lettre du 7 mai 1995. Notons que, par ailleurs, N. Molins i Fàbrega négocie avec Jean Rous sur la question de la quatrième Internationale.
[389] Archives du ministère des Affaires étrangères, série Maroc, volume 605. Puissances étrangères et la question marocaine. Zone espagnole du Maroc. Evénements de 1936. Sédition du Maroc espagnol du 10 au 31 août 1936.

fier que Jean Rous n'a joué aucun rôle quant à l'accord de Barcelone »[390]. En fait, il est l'intermédiaire entre le CAM/Rousset et le POUM, peut-être aussi avec le Comité central des milices dont on sait que plusieurs membres sont des amis connus avant guerre (Fontbernat, Miravittles ou Rovira), de même qu'au « gouvernement catalan » se trouve V. Gassol, conseillé à la culture de la Généralité, connu aussi à Paris au Rollin's bar ou dans l'entourage du groupe de Macià.

2. Bilan de l'action de Jean Rous en Espagne en 1936 :

Après son départ, la situation ne va pas en s'améliorant tant dans les relations POUM/Trotskystes que dans les relations internes entre trotskystes. Mais les deux sont probablement liées.

En suivant ce que Jean Rous écrit en 1939 dans son essai sur l'Espagne, on perçoit parfaitement les divergences de fond qui opposent Trotsky, les trotskystes et les militants du POUM.

Ce texte, dont le titre « Espagne 1936-Espagne 1939 : La révolution assassinée »[391] est déjà une déclaration, paraît lorsque Jean Rous et quelques uns de ses amis sont entrés dans le PSOP. Sa fonction est double : analyser les causes de l'échec de la révolution espagnole mais aussi préparer le PSOP à la guerre qui vient. On peut le diviser en trois grandes parties correspondant à chacune des trois phases de la révolution espagnole.

La première phase est celle de l'irruption des masses sur la scène politique qui s'auto-organisent pour résister à Franco. La seconde phase voit passer la révolution au second plan et la victoire contre Franco devenir seul objet de la lutte. Puis, à partir de janvier 1937, on peut dire que tout est fini et que, comme l'écrit Rous, « *Quand je quittai Barcelone pour rejoindre mon*

---

[390] Benjelloun A., op. cit., p. 112.

[391] Ce document a été reproduit dans le Cahier du CERMTRI, n° 38, p. 3 à 34. Il se trouve aux ADPO, cote 125 J 2095 et 2096.

poste à Paris, j'avais à la bouche le goût amer de la défaite de la révolution et je n'osais le dire »[392].

Dans la première phase, le Front populaire apparaît divisé. A Madrid, à Barcelone, ce sont les masses ouvrières, liées à la FAI, à la CNT, au POUM, qui s'emparent des casernes et forment des milices malgré ou contre les ministres et généraux républicains. De plus, ces milices, aidées de nombreux militants d'extrême gauche venus de toute l'Europe, partent à l'assaut des villes prises par les franquistes. Dans le même temps Prieto et Giral appellent les fascistes à la trêve, soutenus par Mundo Obrero, organe du PCE. La situation de dualité de pouvoir est évidente : d'un côté, le pouvoir des masses, symbolisé par le Comité central des milices à Barcelone et, de l'autre, le pouvoir officiel de Companys, président de la Généralité de Catalogne, mais en fait dépourvu de pouvoir. Partout en Catalogne, des structures d'autogestion se mettent en place. Mais à Madrid ou à Valence, des comités issus directement des journées de juillet s'opposaient au pouvoir officiel du Front populaire.

La crainte d'une seconde révolution russe amena les dirigeants des démocraties à décréter la non-intervention, le 6 août, avec un double but : ne pas renforcer le camp de la Révolution et ne pas fermer les portes, quelles qu'elles soient (celles de la république officielle ou celles des rebelles). Cela poussa le gouvernement officiel espagnol et catalan à normaliser la situation en transformant le Comité central des milices en « *Service du ministère officiel de la Défense de la Généralité* »[393] et à transformer le conseil économique en appendice socialiste du ministère de l'Economie de la Généralité. De fait, pour couper court au « double pouvoir », on créa au sein des services gouvernementaux un conseil exécutif formé de représentants de partis et de syndicats. Or, écrit Rous, « *Nous avions à l'époque à Barcelone, dans des conversations personnelles puis dans un article du service de presse de la quatrième Internationale, signalé le danger à des camarades du POUM et*

[392] Rous Jean, Renaissance et mission..., op. cit., p. 40.
[393] Rous Jean, Espagne 1936-Espagne 1939..., op. cit., p. 9.

de la CNT, mais ils étaient d'un avis opposé »[394]. Car il leur semblait que cela « *transportait le pouvoir révolutionnaire au sein même des services gouvernementaux* ».

Cette intégration ouvre donc la voie à la deuxième phase, celle du reflux révolutionnaire et de l'offensive contre-révolutionnaire du pouvoir officiel. L'accord théorique avec la révolution ne fait pas de doute pour Blum ou Staline et leurs alliés au pouvoir en Espagne mais il faut d'abord gagner la guerre. La défaite de Irùn (5 septembre) et celle de San Sebastian (13 septembre) marquent la transformation de la situation, parallèlement à la première réunion (le 13 septembre) du comité de non-intervention. Or, le POUM ou la CNT ont été incapables de résister au chantage à l'unité et à l'autorité officielle pour ne pas se fâcher avec les autres « antifascistes». D'un côté, la CNT, tout en reconnaissant le caractère bourgeois de la Généralité, rompt avec la dualité de pouvoir pour que « *l'organisation qui contrôle l'immense majorité de la population travailleuse s'élève au plan même des décisions administratives et exécutives* »[395], tandis que le POUM, bien que conscient que le gouvernement devrait être composé uniquement des partis ouvriers et des organisations syndicales, ne souhaite pas rompre avec les autres organisations et en conclut : « *Dans l'étape de transition* (...) *cela nous oblige à la collaboration directe dans le conseil de la Généralité* »[396]. Bien que radical dans son programme, Tarradellas, président du conseil de la Généralité, dissout le Comité central des milices, le 10 octobre, puis tous les comités et décrète la constitution de nouveaux conseils municipaux, le 31 décembre. Dans le même temps, le gouvernement normalise les conquêtes du 19 juillet en légalisant la « collectivisation » mais en la vidant de ses possibilités de survie par un simple contrôle gouvernemental sur les banques et le commerce extérieur et non en socialisant le crédit et en créant un monopole du commerce extérieur. Cette seconde phase devait s'achever par l'élimination politique

---

394 Idem.

395 Cité par Jean Rous, Espagne 36-Espagne 39, op. cit., p. 10 ; d'après Solidaridad Obrera, organe de la CNT.

396 Idem. Rous s'appuie sur le CC du POUM.

puis physique du maillon le plus faible (du point de vue des forces) du clan « révolutionnaire », le POUM, exclu du gouvernement de la Généralité puis pourchassé, emprisonné et assassiné après les journées de mai 1937. Au travers de l'utilisation du qualificatif de « trotskyste », il s'agissait certes d'éliminer des oppositionnels aux vues de Staline et de ses représentants en Espagne, mais il s'agissait surtout d'éradiquer ce qui remettait en cause les décisions du gouvernement.

Jean Rous passe alors aux causes de la défaite de la révolution. La réponse militaire insuffisante, le manque d'armes, exigent une réponse politique, car, sans armes, le 19 juillet, les ouvriers ont obtenu des victoires parce qu'ils se battaient pour la Révolution. « *Dans nos trois années de guerre civile en Russie,* écrit Trotsky, *la supériorité de l'art et de la technique militaire fut souvent du côté de l'adversaire, mais en fin de compte ce fut le programme bolchevik qui vainquit* »*.*Voilà pour Rous la réponse. Puis il reprend le programme nécessaire, d'après le texte de Trotsky Leçon d'Espagne : dernier avertissement[397], daté du 17 décembre 1937, : expropriation de terres, d'usines, redistribution de logements, de produits alimentaires, contrôle ouvrier sur la production, contrôle des soviets sur l'ancienne bureaucratie, contrôle politique sur l'armée font partie de ce programme.

La dernière question que se pose Rous est de savoir pourquoi la révolution socialiste n'a pas vaincu. Il répond que les anarchistes et le POUM ont facilité la tâche contre-révolutionnaire des bourgeois, des démocrates, des réformistes et des staliniens, en menant une politique plus ou moins similaire. Le refus, dans un premier temps, des anarchistes de prendre le pouvoir par refus de l'Etat et de la politique tout en ne comprenant pas le rôle des comités en tentant de leur substituer les syndicats, puis la participation anarchiste au gouvernement Tarradellas régénérant la Généralité furent les deux étapes criminelles de l'attitude anarchiste. L'incompréhension anarchiste du rôle de « *l'Etat ouvrier* [qui] *est l'organisation la plus démocratique et la plus*

---

[397] Rous Jean, Espagne 36…, op. cit., p. 26 et Trotsky Léon, La Révolution espagnole, op. cit., p. 495 et 496.

unitaire des masses ouvrières et paysannes dans les comités d'usines, de villages, de soldats, reliés entre eux par les comités régionaux, par le Comité central, et délibérant souverainement devant le congrès des comités »[398] a entraîné « *la faillite la plus retentissante dans les conditions les plus favorables* »[399] pour la révolution espagnole. Quant au POUM, il commit de nombreuses erreurs lui aussi. La première fut de participer au gouvernement. Un communiste peut participer à un gouvernement non communiste si « *ce gouvernement* [est] *ouvrier et non démocrate petit bourgeois* », dit Rous ou si « *le vieil appareil d'Etat a été détruit et remplacé par l'Etat des ouvriers armés* »[400]. Or, dans le gouvernement Tarradellas, auquel Andreu Nin participa, les deux tiers des participants étaient des démocrates ou des réformistes ; de plus, la bureaucratie subsistait[401].

La seconde erreur fut de ne pas aller de l'avant, en particulier sur le problème du gouvernement ouvrier et l'acceptation de la fin de la dualité des pouvoirs par la liquidation du pouvoir ouvrier. L'argument du POUM : « nous sommes en minorité, il faut gagner la masse » est d'autant moins recevable que, en entrant dans le gouvernement, on faisait disparaître l'alternative à ce gouvernement et, du même coup, cela rendait impossible le fait de gagner les masses.

Ainsi, les anarchistes et le POUM ont-ils été incapables au moment crucial d'offrir les perspectives justes aux masses et ont même trahi l'espoir de celles-ci en acceptant l'entrée au gouvernement avec ce que cela impliquait de liquidation d'organes de pouvoir des masses.

La conclusion de Jean Rous nous amène aussi à parler des relations qu'il entretenait avec le POUM, puisqu'il précise qu'on reproche aux bolcheviks-léninistes d'avoir eu « *une manière sectaire d'exprimer une opinion juste* »[402]. Jean Rous accepte le reproche pour lui-même en août-septembre

---

398 Rous Jean, Espagne 36…, op. cit., p. 30.
399 Idem.
400 Idem, p. 31.
401 Voir Mary Low, Carnet de la guerre d'Espagne, p. 205 et sq. et ses démêlés avec la bureaucratie du « Ministère des Finances ».
402 Rous Jean, Espagne 36…, op. cit., p. 32.

1936. Mais, d'après lui, on ne peut parler de sectarisme que si la question politique a été éclaircie. Il ajoute : « *Nous ne sommes pas du tout sûrs qu'à l'égard du POUM une certaine manière de poser des conditions formelles, d'exiger des garanties toutes prêtes d'avance n'ait pas desservi les idées bolcheviks-léninistes au lieu de les servir et n'ait empêché par là-même le renforcement politique du POUM, favorisant le jeu des adversaires du bolchevisme* »[403]. Donc, Jean Rous n'exclut pas que son attitude ait pu jouer contre sa ligne ; il ne s'agit certes pas que de son attitude puisque, pendant la révolution espagnole, comme le montre P. Broué, « *Barcelone tend à devenir un champ clos des groupes dits d'extrême gauche qui gravitent autour du POUM et se disputent l'accès de ses locaux, comme l'hôtel Falcon* »[404].

Lorsque Rous quitte la Catalogne et l'Espagne « *avec ce goût amer dans la bouche* », le reflux de la révolution est patent tant en Espagne qu'en France. La recherche de milieux de combat plus larges lui paraît de nouveau à l'ordre du jour.

---

[403] Idem, p. 33. Cette citation renvoie aussi aux débats internes au POI au moment de l'entrée dans le PSOP, comme nous le verrons plus loin.
[404] Broué P., « Trotsky et la guerre civile en Espagne », in : Trotsky L., La Révolution espagnole, op. cit., p. 314.

CHAPITRE IV
ENTRE DEUX GUERRES, 1936-1939 :

1. Combat politique et activité professionnelle :

Jean Rous, une fois de retour en France pourra faire coïncider son combat politique avec son action professionnelle. On trouve, en effet, trace de multiples interventions de Rous en tant qu'avocat. Accompagné de André Philip, Philippe Serre et Gérard Rosenthal, il demande, en décembre 1936 , à l'ambassade d'URSS l'autorisation de participer aux procès en préparation contre les « trotskystes »[405] . Peut-être a-t-il participé aux recherches sur les assassins de Ignace Reiss, « Ludwig » pour la Guépéou, de son vrai nom Poretski, durant l'automne 1937. Rien ne permet de le dire. Gérard Rosenthal, l'avocat de Trotsky, ne fait pas référence à sa présence lors des diverses enquêtes.

Au printemps 1937, Erwin Wolf (dont le pseudonyme est Braun) disparaît en Espagne. Il y avait été envoyé en mai 1937 par le Secrétariat international. Les différents militants pressentis pour aller aider les bolcheviks-léninistes espagnols s'étant tous récusés, Rous étant indispensable en France, c'est E. Wolf qui se propose d'y aller. Le 10 mai 1937, Rous écrit à Trotsky : « *Bien reçu l'article sur l'Espagne qui a été remis à Munis et à Braun. Les deux camarades sont partis pour Barcelone avant hier* »[406]. Cependant, le 15 mai, « *Wolf s'emploie apparemment à franchir la frontière* »[407]. « *Le 22 juillet, de Barcelone, il écrit à Trotsky* »[408]. Hjordis, son épouse, est

[405] Rosenthal Gérard, Avocat de Trotsky, op. cit., p. 160.
[406] Jean Rous à « Camarade L. D. », lettre du lundi 10 mai 1937, Bibliothèque du Collège de Harvard, T 4543.
[407] Broué P., « La mission de Wolf en Espagne », Cahier Léon Trotsky, n° 10, juin 1982, p. 79.
[408] Idem, p. 80.

avec lui[409]. Le 6 juillet déjà, il avait rendu compte, dans une lettre, de la première assemblée générale du groupe bolchevik-léniniste, qui s'est tenue à Barcelone. Fin juillet, son départ est imminent car sa couverture légale de journaliste à Spanish News, journal britannique qui vient de disparaître, a fait long feu. Il est arrêté le 27 juillet, relâché le 28, arrêté de nouveau le 31[410]. Après cette date, il ne réapparaîtra plus. Au début du mois d'août 1937[411],.Pavel Thalmann le verra en prison à Madrid (à la Puerta del Angel), où l'un et l'autre sont détenus en même temps que de nombreux militants internationaux et espagnols anti-staliniens. La soeur de Wolf sera avertie par la légation espagnole à Prague que son frère a été remis en liberté le 13 septembre 1937. Le député Joseph Rous fait enquêter « à bonne source » et informe les trotskystes que : « *Erwin serait prisonnier au secret car on l'accuse d'avoir été en Espagne avant les journées de mai et de mentir quant à sa participation* »[412].

Un dernier élément se trouve dans les Archives d'Histoire contemporaine, à Barcelone. Il s'agit du compte-rendu de l'interrogatoire (le second) de Walter Ullmann, daté du 5 août 1937[413]. W. Ullmann est journaliste et les policiers qui l'interrogent tentent de lui faire avouer qu'il travaille pour la presse nazie. Puis, les policiers l'interrogent sur une correspondance entre E. Wolf, domicilié 112 rue d'Urgel à Barcelone, et sa banque à Londres, à propos d'une demande de versement sur le compte de Ullmann à Zurich. Par ailleurs, le lien entre Ullmann et Thalmann est démontré. Ullmann aurait permis aux Thalmann de devenir membres de l'association des journalistes. On sent la préparation d'un procès en collusion entre fascisme et trotskysme..., un « procès de Moscou » à Barcelone, contre le POUM, contre les militants trotskystes étrangers ; rien ne le dit. On sait simplement que nulle

---

[409] Hjordis est la fille des Knudsen qui ont accueilli Trotsky à Wexhal en Norvège.
[410] Informations extraites de l'article de P. Broué dans le Cahier Léon Trotsky, n° 10.
[411] Thalmann Pavel et Clara, Combat pour la liberté, Quimperlé, La digitale, 1983, p. 208 et 209.
[412] Cité par Pierre Naville dans sa lettre à J. Van Heijenoort, in : Correspondance Trotsky-Naville-Van Heijenoort, op. cit., p. 161.
[413] Centre d'Estudis Històrics Internacionals, Universitat de Barcelona. Fonds contemporain, Procès du POUM, interrogatoire.

part il n'est fait référence à cet interrogatoire de Walter Ullmann, daté du 3 août 1937 et dont le compte-rendu date du 5 août 1937[414].

On peut par ailleurs relever de nombreuses activités militantes de Rous. Ainsi, dès le 20 octobre 1936, il participe à une réunion publique chez lui, dans le 14ème arrondissement ; le thème en est « La révolution espagnole ». Il est accompagné à la tribune par Weitz et Pivert de la SFIO, Zeller des JSR et un camarade anarchiste[415]. Le 7 novembre, pour saluer la révolution russe, le meeting auquel participe Rous a pour thème « Russie 17, Espagne 36 » et le sous-titre en est « Anniversaire de la Révolution russe et lutte contre le stalinisme ». Rous, Zeller, Naville du POI, Dauge de la section belge et un camarade espagnol prennent la parole, salle Aubouy.

Le 28 janvier 1937, Jean Rous, David Rousset et Marcel Hic animent une conférence publique pour commémorer l'anniversaire de la mort de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht et tirer les enseignements de leur combat.

Le3 mai, l'Espagne est à l'ordre du jour ; Rous parle au nom du POI au Comité pour la révolution espagnole et tire le bilan des journées de mai. Il est entouré de Prader, Fourrier, McNair et Pivert. Gorkin qui devait être le principal orateur en est empêché... Il est en prison à Barcelone.

Le 7 mai 1937, après la dissolution de la gauche révolutionnaire de Pivert par la CAP de la SFIO, Rous, au nom du POI, dirige un débat sur la construction du parti révolutionnaire.

Le 15 juin, la réunion d'information de la région parisienne du POI tire le bilan de la manifestation au Mur des Fédérés. Pour éviter un nouvel affrontement avec le service d'ordre du PCF, elle s'est tenue le 6 juin et a regroupé des militants algériens, indochinois, italiens, allemands ainsi que le POI, les JSR et les anarchistes.

---

[414] Trois ouvrages traitent de ce procès, avec une vision « poumiste » :
A. Suarez, El proceso contra el POUM, Paris, Ruedo Ibérico, 1974, 209 p.
collectif, El proceso del POUM, documentos judiciales y policiales, préface et notes de V. Alba et M. Ardevol, Barcelone, Lerna, 1989, 577 p.
collectif, El proceso de 1938 contra el POUM, Barcelona no fue Moscù, fondation Andreu Nin, nd, 100 p.
L'ouvrage de Max Rieger, Espionnage en Espagne, Paris, Denoël, 1938, 235 p., favorable au procès et au PCE n'en parle pas.

[415] Toutes ces informations et celles qui suivent sont tirées de La Lutte ouvrière.

Le 24 octobre, à la conférence d'information du POI, Rous analyse la situation internationale et, quelques jours plus tard, le 27, dans le cadre du cercle Marx-Lénine, au café Duclot, avenue de Saint Ouen, Jean Rous, chargé du deuxième cours, développe l'analyse de l'expérience anarchiste en Espagne.

Le programme est bien chargé puisqu'il s'agit de réunions publiques auxquelles s'ajoutent les réunions du Bureau politique, du Comité central, du Secrétariat international ainsi que toutes les tâches matérielles à accomplir dans une si petite organisation mais si consciente de son rôle historique.

L'année 1938 le voit à coup sûr chargé des « cas » Sedov et Klement. En février 1938, Léon Sedov, Ljova pour ses parents, Léon Trotsky et Natalia Sedova, meurt dans le secteur émigré russe de la clinique Mirabeau dans le 16ème arrondissement parisien. Léon Sedov entre dans cette clinique le 9 février pour de violentes douleurs abdominales. Avertis de son état le 14 février, Jean Rous et Gérard Rosenthal ne peuvent le voir que, mourant, le 15 février.

C'est Etienne, Mark Zborowski, qui se charge de faire hospitaliser Ljova dans cet établissement. Seules quatre personnes sont au courant : Ljova, Etienne, Lola Dallin, dont le frère médecin a préconisé le transfert en clinique et Jeanne Molinier (ex-épouse de Raymond Molinier et compagne de Léon Sedov). Tous quatre ont décidé de ne parler à personne des problèmes de Ljova. Celui-ci est inscrit dans la clinique sous le nom de « Léon Martin »[416]. Il est opéré immédiatement, bien que le diagnostic ne soit pas clairement posé, appendicite ou occlusion intestinale. On ôte l'appendice, on sectionne une bride cause de l'occlusion intestinale et d'une « *formation purulente* ». Le 10 février, Etienne prévient Rous, responsable de l'organisation tant française qu'internationale, mais ne lui indique pas le lieu de l'opération. Dans la nuit du 13 au 14 février, des complications apparaissent ; la température est

---

[416] L'essentiel de ces informations vient de l'ouvrage de P. Broué, Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline, op. cit.

irrégulière. Etienne décide de prévenir Gérard Rosenthal, le 14 au soir. Le 15 en fin d'après-midi, la situation s'avère de plus en plus grave. Lola et Etienne décident de tout avouer à Rous. En route, Etienne parle à Lola d'un possible empoisonnement. Rous leur conseille d'aller voir G. Rosenthal pour qu'il fasse venir son père, spécialiste renommé, à la clinique. Le docteur Rosenthal s'y rend immédiatement et confirme que l'état est très grave mais pas désespéré. G. Rosenthal et J. Rous sont présents lorsque Ljova part pour une seconde opération liée à l'occlusion intestinale. Le 16 février, entre 3 et 4 heures du matin, Ljova entre dans le coma. Il meurt le mercredi 16 février 1937, à 11 heures 40.

Rosenthal et Rous s'occupent alors de prévenir Léon Trotsky puis de faire déterminer les causes du décès. En effet, le doute est présent dans leur esprit. Comme le dira Rous dans une émission télévisée[417] jamais diffusée : « *A l'époque* (...) *quand il s'agissait d'un trotskyste éminent, aucune mort ne nous paraissait naturelle ; n'est ce pas, on pensait à un empoisonnement ou à un assassinat ou à un accident provoqué et précisément, nous nous méfiions d'autant plus qu'il ne nous paraissait pas malade. Et que Etienne lui-même, lors de sa première communication, affirmait qu'il s'agissait d'une maladie bénigne, une appendicite qui allait être très rapidement guérie* »[418]. Quant aux soupçons éventuels à l'encontre d'Etienne, Rous précise qu'il « *n'avai*[t] *pas de soupçon à l'égard d'Etienne parce que c'était un personnage effacé. Quand, par hasard, il remplaçait Sedov à une réunion, il ne disait pas grand chose. Il apparaissait comme un homme discipliné vis à vis de Sedov, ayant pour lui une grande sympathie et s'acquittant ponctuellement de ses fonctions de secrétaire adjoint* »[419].

Les obsèques de Léon Sedov ont lieu le 20 février. La Lutte ouvrière en rend compte le 3 mars sous le titre : « 2000 travailleurs ont fait des obsèques révolutionnaires à Léon Sedoff (sic) ». De nombreuses délégations

---

[417] La mort de Léon Sedov, fils de Trotsky, M. Wichard et M. Lequenne, avec la participation du Docteur J. M. Krivine, 1975, TF1.
[418] Synopsis du film, p. 13.
[419] Idem, p. 14.

des sections de la IVème Internationale étaient présentes au cimetière du Père Lachaise, ainsi que des délégations des Jeunesses socialistes Autonomes (Jeunesses socialistes pivertistes exclues), de l'Union communiste, de l'ILP, de la Fédération des Techniciens CGT. A. et M. Rosmer, M. Wullens, V. Serge étaient aussi présents. Jean Rous parle le premier, pour le Bureau International du mouvement pour la IVème Internationale, et adresse au nom des trente sections de celle-ci « *le salut au bolchevik-léniniste Léon Sedoff* », dirigeant de la section russe. Puis, après avoir adressé ses saluts à L. et N. Trotsky, il ajoute : « *Les militants avancés du monde entier n'oublieront pas la leçon révolutionnaire qui se dégage de la vie de Léon Sedoff. Sa lutte contre la réaction staliniste, contre le rétablissement graduel du capitalisme en URSS, pour la restauration du système soviétique, pour la défense des bases de la révolution d'octobre n'était qu'une des formes de la lutte que chaque ouvrier conscient mène contre la réaction impérialiste dans tous les pays du monde. Aujourd'hui, le capitalisme affame des millions d'hommes pour les mieux pousser à s'entre-tuer pour pouvoir faire du monde un vaste charnier. Le capitalisme a entrepris de persécuter les internationalistes révolutionnaires. Il n'a pas de meilleur bourreau dans les pays dits démocratiques que le stalinisme qui a emprunté au fascisme ses méthodes d'assassinat des ouvriers. Plus la guerre impérialiste monte et plus perfides deviennent les persécutions de l'avant-garde. Dans ces persécutions sans précédent se forgent les cadres bolcheviks de la IVème Internationale qui veulent abattre le fascisme, le capitalisme et la guerre. Notre dernier salut, cher camarade Sedoff, sera le cri de ralliement qui a animé toutes tes pensées et tous tes actes de militant : Vive la révolution mondiale ! Vive la IVème Internationale !* »[420]. G. Rosenthal, Prau (Alexis Bardin) et Lesoil, du PSR belge, parlèrent ensuite avant que la foule présente ne défile devant le cercueil puis aille déposer une gerbe au mur des Fédérés. Le Parti socialiste envoya un télégramme de condoléances en s'excusant de ne pouvoir envoyer de militant !

[420] La Lutte ouvrière, n° 68, 3 mars 1938, p. 4.

Sur les causes de la mort de Léon Sedov, les avis divergent encore aujourd'hui. Assassinat probable pour P. Broué, possible décès naturel pour M. Lequenne et J. M. Krivine qui ont tenté de reconstituer pour une émission de télévision, jamais diffusée, les circonstances du décès du fils de Trotsky. Quoiqu'il en soit, pour Rous, la disparition de L. Sedov est d'autant plus grave que ce dernier est le pilier organisationnel en France de la IVème Internationale. Son père est à cette époque exilé au Mexique ; Sedov coordonne avec J. Rous et R. Klement les activités du mouvement trotskyste international ; il est en particulier en contact avec les sympathisants en URSS mais aussi avec ceux qui subissent le joug du nazisme en Allemagne et en Autriche ainsi qu'avec les trotskystes d'Europe orientale. Ainsi l'organisation se trouve-t-elle décapitée par ce décès.

Trois mois plus tard, en juillet 1938, Rudolph Klement disparaît. Le 12 juillet, il quitte ses camarades et lorsque ceux-ci, inquiets de son absence, se rendent chez lui à Maison-Alfort où il habitait sous le nom de Roger Bertrand, ils trouvent « *la maison en ordre et le couvert mis pour un repas... qui n'a pas été pris* »[421]. Quatre lettres, toutes écrites en allemand et signées Frederic, nom de R. Klement dans l'organisation, respectivement adressées à P. Naville, J. Rous, G. Vereeken, dirigeant du groupe belge, et H. Sneevliet, vieux syndicaliste hollandais et proche de Trotsky, dénonçaient la collusion entre les trotskystes et le fascisme. Ainsi Frédéric concluait : « *Maintenant que je suis persuadé de la banqueroute de la IVème Internationale, que j'ai complètement compris où conduit la collaboration avec le fascisme et que je suis complètement persuadé que la situation actuelle ne peut être sauvée que par de nouvelles concessions au bloc, j'ai décidé de rompre avec vous avec la conviction que le chemin que j'ai pendant longtemps suivi loyalement est celui de la trahison* ».

Parvenues mi-juillet à leurs destinataires, elles étaient postées de Perpignan et devaient accréditer la thèse d'un départ volontaire de Klément

[421] Broué P., « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », Cahier Léon Trotsky, n° 1, p. 75.

sur des bases politiques. Or, il s'agirait de faux, l'écriture de Klement ayant été imitée, ou d'un texte signé sous la menace avant l'exécution. Plusieurs éléments militent en ce sens. D'abord, la signature de Frédéric ; ce n'est plus le pseudonyme utilisé par Rudolph Klément, qui signe depuis quelques temps « Camille » dans l'organisation trotskyste.

Ensuite, selon le communiqué de presse du POI du 16 juillet 1938, certains noms sont orthographiés à la russe ; Beals devient ainsi Bills, transcription en lettres latines du russe[422].

Lorsque, le 3 août 1938, Léon Trotsky reçoit la missive qui lui était destinée, elle avait été postée de New-York, le 1er août ; plusieurs éléments l'intriguent : la signature, bien sûr, car tout ce qu'il reçoit de Klément depuis 1936 est signé « Camille » ou « Adolphe ». L'en-tête aussi lui pose problème. R. Klément lui écrit d'ordinaire « Cher camarade L. D. » ; or, là, l'en-tête est « M. Trotski » ; mais, cela se voulait peut-être « *un ton hostile* (...) *qui annonce la rupture des relations* ». Dans la suite de son témoignage[423], Trotsky démontre l'impossibilité que Klément soit l'auteur de la lettre ; il ne peut avoir pensé ce qu'il écrit ; peut-être a-t-il écrit sous la contrainte. Après sa signature, Trotsky rédige un post-scriptum car il vient de recevoir un courrier de Rous, daté du 21 juillet, qui confirme ses propres conclusions et ajoute des éléments intéressants. Le 8 juillet, la serviette de Klément a disparu dans le métro ; la lettre reçue par Rous porte une adresse dans laquelle le nom de la ville précède le nom de la rue, à la mode russe. Trotsky demande donc aux autorités françaises qu'une enquête sérieuse soit menée. Le 26 août, un tronc humain est découvert par deux enfants près du château de Thun, à proximité de Meulan (dans la Seine et Oise, actuellement Yvelines). Le 28, ce sont des jambes qui seront trouvées. Par ailleurs, on remarque que sur ce tronc « *une partie de chair a été enlevée, ce qui laisse supposer que les dépeceurs ont voulu empêcher toute identification possible en détruisant*

[422] Communiqué de presse du POI, 16 juillet 1938 : « Un nouveau coup du Guépéou en plein Paris », Cahier du CERMTRI, n° 37, juin 1985, p. 35-36.
[423] Témoignage de Léon Trotsky, 3-4 août 1938, in : « Bulletin du bureau de presse du POI », Cahier du CERMTRI, idem, p. 44 et sq.

soit une cicatrice, soit un tatouage »[424]. Les militants du POI, Rous et Naville, sont persuadés qu'il s'agit bien de R. Klément. Mais une certaine Mme Lacroix croit reconnaître son frère, Pierre Madec, disparu depuis début juillet. Ce soir, un des quotidiens du Parti communiste, de même que L'Humanité, soutiennent la thèse de Mme Lacroix et s'opposent à « Roux » et « David »[425] et au Petit Parisien qui croient fermement au crime de la Guépéou. Jeanne Martin, l'amie de Sedov, qui rencontrait souvent Klément chez Sedov, hésite pour sa part à reconnaître ce tronc humain comme étant bien celui de Klément. Le Populaire, le 1er septembre 1938, profite de la confusion pour exclure que le tronc retrouvé soit celui de Madec ou de Klément. Gérard Rosenthal note que Rous et Naville firent une déclaration préalable au juge Marchat, chargé de l'instruction. « *Ils demandèrent à être admis à reconnaître le cadavre* ». Leur témoignage continue ainsi : « *Avant d'être mis en présence du tronc et des débris humains, nous avons donné au commissaire délégué et aux journalistes les caractéristiques essentielles de Klément : taille 1m78, tronc assez fort et gras, sensiblement voûté, en disproportion avec les bras minces et longs, des mains longues et spatulées à l'extrémité des doigts fins, le corps présentait ces caractéristiques* »[426]. Plusieurs témoins affirment avoir vu R. Klément dans une voiture à Perpignan le 14 juillet entre 15 et 16 heures. L'un de ces témoins est officier dans l'armée républicaine espagnole. Malheureusement, lorsque le juge veut obtenir des précisions, tous les témoins ont disparu. Laissons à G. Rosenthal le soin de conclure : « *Ainsi disparut en pleine agglomération parisienne, sans que la police découvre jamais rien, et pour avoir été le secrétaire de Trotsky, Rudolf Klément, dépecé mort ou vif* »[427].

La vie professionnelle de Jean Rous a donc été rejointe par sa vie politique . Mais la vie est aussi marquée, souvenons-nous en, par un change-

---

[424] Chaperon G., « La disparition de Rudolph Klément », in : Police-magazine, n° 407, 11 septembre 1938, p. 5.
[425] Ce sont les noms que la presse s'obstine à donner à Jean Rous et Pierre Naville lorsqu'ils viennent reconnaître le corps.
[426] Rosenthal G., Avocat de Trotsky, op. cit., p. 279.

ment d'importance puisque, grâce au concours passé le 18 janvier 1938, il devient, à compter du 16 mai 1938, commissaire répartiteur de 6ème classe de la ville de Paris, c'est-à-dire un emploi stable qui lui assurera des revenus réguliers .

2. Maria, une aide et un guide :

En pleine enquête sur la disparition de R. Klément, le 28 juillet 1938, Jean Rous épouse à la mairie du 14ème arrondissement Maria Renucci, née le 22 juin 1904 à Petreto-Bicchisiano, en Corse, divorcée de Paul-Louis Agostini, le 16 décembre 1937. Sous la froideur de l'énoncé se cache pour Jean Rous un événement essentiel puisque jusqu'à la mort de Maria, et même au-delà, il ne cessera de se référer à elle.

D'après R. Prager[428], Maria Renucci est militante dans la 19ème section du Parti socialiste et membre de la gauche en 1934. Dans un dossier Jean Rous de la Préfecture de police, sur lequel nous reviendrons ultérieurement, Maria Rous est considérée comme militante à la 19ème section depuis 1930[429]. L'entrée des bolcheviks-léninistes dans la SFIO la met en contact avec Molinier, responsable BL et militant dans la 19ème section. Il est vrai qu'en octobre 1933 elle est institutrice rue de Tourtille (dans le 20ème arrondissement, à la limite du 19ème) et, l'année suivante, en octobre 1934 donc, avenue Simon Bolivar, dans le 19ème arrondissement. Ce n'est qu'en octobre 1938 qu'elle quitte son poste de l'avenue Bolivar pour rejoindre un poste dans le 14ème, rue Antoine Chantin[430], se rapprochant ainsi de son nouveau domicile, rue Gassendi, où Rous habitait depuis 1933, selon les Renseignements généraux.

---

427 Idem, p. 281.
428 Entretien du 16 juillet 1990.
429 Dossier « Rous Jean, dit Jean Rous », n° 49376, Préfecture de police de Paris.
430 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 9.

C'est donc par le militantisme qu'ils se sont connus. Elle quitte la SFIO en 1935 pour rester au groupe bolchevik-léniniste. Elle entre au Comité central du POI en octobre 1936, sous le pseudonyme de « Ago » et est réélue en octobre 1937. En janvier 1939, elle est toujours membre du Comité central.

Maria Rosaria naît en Corse, près de Sartène, à 11 heures du soir, le 22 juin 1904 et est déclarée par son père le lendemain à 10 heures. Elle est la fille de Jean Baptiste Renucci, vingt ans, instituteur-suppléant dans la commune, et de Nicolette Vinciguerra, vingt-deux ans, sans profession. Le 26 novembre 1904, son père quitte la Corse pour effectuer des suppléances d'instituteur dans le Rhône ; il habite alors 22 rue d'Enghien à Lyon. Le 10 janvier 1905, il est nommé stagiaire dans le Pas de Calais, se met en congé et obtient un poste de stagiaire à Lyon, à l'école de la rue des Augustins, du 6 janvier au 1er avril. Puis, il s'en va à Villeurbanne. L'année scolaire suivante le voit nommé à Saint Just d'Avray. Le 3 août 1906, il est nommé à Saint André la Côte, en tant que stagiaire chargé de direction. Sa femme obtient un poste d'institutrice chargée de couture dans la même école. En septembre 1907, des problèmes de santé l'obligent à se mettre en congé ; ce congé sera prolongé à plusieurs reprises[431]. Nous ne possédons aucune autre information. Cependant, les quelques références faites par Jean Rous à sa femme font état d'un décès de ses parents alors qu'elle était très jeune. On sait aussi qu'elle a dû élever ses frères et que sa jeunesse a été difficile[432]. Le 1er juillet 1922, elle obtient le brevet élémentaire et suit ensuite les cours de l'Ecole normale où elle obtient le brevet supérieur, le 18 juin 1925. En novembre de la même année, elle obtient le CAP d'institutrice. Elle va alors arpenter la Corse du Nord au Sud (Pratavone en 1925, Piediparitino en 1926, Rapaggio et Padricella en 1927, Petreto en 1928 et Bonifaccio en 1929).

[431] Idem.
[432] Idem, 96 J 16 à 33.

En octobre 1931, elle est nommée auxiliaire de la directrice, rue Barbanègre, dans le 19ème arrondissement, à Paris. En octobre 1932, elle est nommée institutrice titulaire à Montreuil, avant de rejoindre l'école primaire de la rue de Tourtille en octobre 1933[433].

Elle sera pour Jean Rous, tout au long de sa vie, une aide précieuse. Militante, elle saura garder le cap lorsque lui-même sera hésitant ; elle l'aidera dans l'écriture de certains de ses ouvrages[434] ; les articles de presse qu'il rédige sont tous tapés à la machine par Maria.

Malgré nos recherches, nous n'avons pu trouver aucune photographie de Maria ; la seule « image » que nous possédons d'elle est la sommaire description d'un signalement sur une carte d'identité datant d'avant 1940 : taille 1m55, cheveux châtains, bouche moyenne, yeux châtains, visage rond, teint blond. C'est peu et désolant lorsque l'on lit les notes que Jean Rous écrit en 1979, après le décès de Maria. Elle apparaît comme une partie évidente de lui-même pour tous les combats qu'il a pu mener.

3. Fondation de la IVème Internationale :

Au moment de l'affaire Klement, se déroule, le 3 septembre 1938, officiellement en Suisse en réalité à Périgny près de Paris chez Alfred Rosmer, la conférence de fondation de la IVème Internationale. Une grande partie du travail a été réalisé en commission auparavant et cette conférence n'est que la partie émergée d'un iceberg ou pour le moins d'une organisation qui inquiète la police française[435], soviétique[436], même si elle ne représente qu'un groupe faible dans le monde[437].

---

433 Idem, 96 J 9.
434 Idem, 96 J 25, note du 13 août 1977.

435 ADPO, 31 W 171/1. Recherches sur le POI, 23/09/1936 et Recherches sur le PCI, 21/10/1936.

Le programme défini lors de cette conférence, appelé « programme de transition », a été rédigé par Léon Trotsky. A l'instar des dix points de Marx et Engels en conclusion du Manifeste Communiste ou des treize points de Lénine dans La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer de septembre 1917, il propose un corps de mots d'ordre organiquement liés rompant avec la division classique entre programme minimum et programme maximum. Les revendications transitoires, oubliées par le stalinisme, permettent à la IVème Internationale de maintenir les acquis du bolchevisme.

Jean Rous est bien sûr partie prenante de cette conférence. Sous le nom de Clart, il y prend la parole. Les comptes-rendus en français et en anglais en font état. Il intervient à propos de l'Espagne, regrette les disparitions de camarades, soit du fait de la GPU (assassinat), soit à cause de désaccord, et considère que l'Internationale n'évolue pas vers son renforcement.

Les trois objectifs principaux de l'Internationale doivent être de promulguer une politique d'unité d'action autour du programme de la IVème Internationale, de renforcer des sections nationales (et en particulier la section française, importante stratégiquement, par les apports de la section des Etats Unis) et enfin de mener une campagne de propagande révolutionnaire vers les masses laborieuses. On retrouve Rous/Clart pour un soutien au programme de transition à propos des conseils d'usine. La transcription française précise ce point : création de comités d'usine larges, indépendamment de la situation politique, car le contenu révolutionnaire de ces comités doit être impulsé par le parti (il s'agit des sections de la IVème Internationale)[438].

Le débat continue sur d'autres points du programme de transition proposé par Trotsky ; il montre bien l'absence d'idôlatrie de la part des militants qui se revendiquent par ailleurs de sa continuité historique. Les statuts votés,

---

436 Voir les assassinats de trotskystes et de révolutionnaires : Wolf, Held, Nin, Sedov, Klément, et tant d'autres.

437 Compte-rendu du Congrès de fondation qui donne communication de l'état des groupes dans le monde. Il semble que des groupes existent dans une trentaine de pays constitués par 2 à 3000 militants aux USA, 600 en France, et 200 en Allemagne dont 120 dans les prisons d'Hitler. Il existe y compris un groupe en URSS.

438 Cahiers Léon Trotsky, n° 1, janvier 1979, p. 29-30.

on passe alors aux rapports des diverses commissions réunies préalablement à cette conférence. Ainsi sont traités le cas des oppositionnels polonais après la dissolution du parti communiste, et, pour la Grèce, la fusion des deux groupes se réclamant de la IVème Internationale.

La commission française, dont Rous est le rapporteur, relève le travail accompli par plus de trente délégués et mandate la commission pour terminer ses travaux en raison en particulier de l'existence d'un autre groupe se réclamant du trotskysme, même si L. Trotsky, lui-même, a rompu avec eux[439].

R. Prager relève que : « *On ne peut manquer d'être frappé par l'extrême sévérité du texte sur la section française. En six séances de travail, la commission parvint avec difficulté à se mettre d'accord et à élaborer un texte qui ne sera achevé qu'après la conférence plénière. Les défauts chroniques de l'organisation sont décrits sans ménagement. Le mal était sérieux, à n'en pas douter, et les recommandations de la conférence ne parvinrent pas, apparemment, à y porter remède* »[440]. En effet, après une analyse où tout, ou presque, est remis en cause : carences de la direction, situation financière désastreuse, « *journal trop superficiel et même inintéressant* »[441], tâches administratives laissées au seul responsable administratif, « *efforts fragmentaires et épisodiques* » dans le travail syndical, le texte conclut néanmoins que « *la conférence internationale manifeste sa confiance dans les possibilités de redressement radical de l'activité et de l'organisation de la section française de la IVème Internationale. Son attention s'est appliquée plus particulièrement sur la situation de l'organisation en France parce qu'elle considère que c'est dans ce pays que se concentre à l'heure actuelle l'intérêt de la révolution socialiste* »[442].

A propos de l'Angleterre, il faudra définir clairement les formes de travail à mener pour les trotskystes au sein du « Labour Party ». Une question

---

[439] Idem, p. 54-55.
[440] Les congrès de la IVème Internationale, introduction de R. Prager à la Vème partie : « La conférence de fondation de la IVème Internationale », op. cit., p. 201.
[441] Idem, « Résolutions sur les tâches de la section française », op. cit., p. 295.
[442] Idem, p. 303.

mexicaine souhaite trouver une solution aux problèmes internes de cette section. Enfin, il est à noter qu'une commission coloniale est instituée, la section anglaise étant désignée pour mettre en place un bureau chargé de concrétiser les positions anticoloniales de la IVème Internationale.

Lors du débat préparatoire, dans la section française, il y eut, selon P. Parizot, de violentes empoignades sur la question de la guerre et en particulier sur le chapitre de « la lutte contre l'impérialisme et contre la guerre » du programme de transition[443]. Une partie des militants, autour de Joannes Bardin (Boitel de son pseudonyme), s'oppose à la partie du texte qui traite du « *patriotisme et du pacifisme des opprimés* ». Rousset, dans son intervention, souhaite la suppression d'une partie du texte car, dit-il, « *la thèse contient un passage équivoque lorsqu'elle parle du caractère progressif du patriotisme des opprimés* (...)*. L'idée de patrie ne contient rien de progressif, sous aucun rapport. En outre, il ne faut pas assimiler le pacifisme et le patriotisme* »[444]. Jean Rous, quant à lui, souhaite le maintien du texte tel qu'il est car « *le patriotisme des peuples opprimés est progressif* ». Même si les choses sont, bien sûr, différentes dans les pays impérialistes, il n'en reste pas moins que le patriotisme des opprimés ; comme « *on s'en aperçoit en période de guerre, où se fait un amalgame avec la défense de la démocratie* »[445], est différent du patriotisme de la bourgeoisie qui défend ses profits. Boitel soutient la position de Rousset en ajoutant qu'il faut aussi tenir compte de la politique stalinienne dominante : « *La renaissance du patriotisme par les staliniens ne fait que faire resurgir les préjugés bourgeois. Maintenir le texte, c'est créer des dangers. Cela implique qu'on ne peut pas se saisir d'une action modeste gréviste même s'il en apparaît, pour empêcher le sabotage de la défense nationale* »[446]. Naville, justement, pense que les divergences sont liées à l'utilisation du terme « *progressif* », entendu générale-

---

[443] Paul Parizot, entretien du 20 juillet 1997.
[444] David Rousset, Cahier Léon Trotsky, n° 1, p. 39. Le terme de « progressif » étant entendu dans le sens de « qui avance, qui fait des progrès » ; il est synonyme du terme « progressiste » actuel.
[445] Clart (Jean Rous), Cahier Léon Trotsky, n° 1, p. 39. Cette référence est d'autant plus intéressante qu'elle anticipe sur les actions ultérieures de Rous et sur ses prises de position.
[446] Boitel (Johannès Bardin), idem p. 39.

ment comme « *indiquant une idée de progression sur le plan historique alors qu'ici il s'agit non de qualifier le patriotisme comme une idéologie historique mais dans certains de ses éléments particuliers du moment* »[447]. Pour P. Tresso, les idées théoriques des trotskystes n'auront aucune prise ; « *il faut expliquer en partant des préoccupations réelles des masses. La patrie est un fait, mais il faut la libérer de la domination des exploiteurs. Avec la modification des conditions objectives, les idées des grandes masses changeront aussi. Alors, nous leur expliquerons tout le contenu de l'Internationalisme* »[448]. Le Grec Vitsoris trouve dangereuse l'explication de Tresso et souhaite comme Naville que la formule soit simplifiée. Pour Craipeau, il faut modifier la thèse suivant l'amendement Rousset et sortir un manifeste sur le problème de la guerre. Naville précise que c'est prévu. Craipeau en prend note mais « *estime que d'autres expressions sont à modifier* »[449]. Rousset et Vitsoris interviennent de nouveau dans le même sens. Lesoil tente de replacer le débat sur le programme et les mots d'ordre transitoires à développer pour la classe ouvrière et ajoute : « *Le sentiment patriotique est aussi la crainte de la guerre. Il ne suffit pas de dire : 'les ouvriers n'ont pas de patrie', mais de savoir l'expliquer. Ce qui est progressiste ne l'est qu'à condition que nous sachions l'utiliser* »[450]. L'Américain Gould s'inquiète des positions de Rousset ou Boitel qui, sous couvert d'éviter toute confusion avec le stalinisme ou le fascisme, en rapprochent les trotskystes car : « *chez les trotskystes, le danger n'est pas de verser dans le patriotisme, mais bien de ne pas saisir et ne pas exploiter cette distinction* »[451]. Puis, il fait référence aux luttes de la section américaine qui « *offrent une excellente occasion d'orienter cette opposition instinctive à la guerre sur la voie de l'opposition révolutionnaire à la bourgeoisie et à ses projets de guerre* ». L'écrivain jamaïcain C.L.R. James est d'accord avec le projet. « *Lénine disait,* ajoute-t-il, *'lorsque un pauvre dit : je veux défendre la patrie, c'est*

[447] Vilain (Pierre Naville), idem p. 39.
[448] Julien (Pietro Tresso, dit Blasco), idem p. 40.
[449] Craipeau, idem p. 40-41.
[450] Lesoil, idem p. 41.
[451] Gould, idem p. 41.

l'instinct de l'opprimé qui parle' »[452]. Il souhaite cependant des modifications concernant la version anglaise qui est différente de la version française sur le problème de l'antisémitisme (différence de traduction) ; de même, il faut « *affirmer clairement que les staliniens ont mené une politique délibérée qui a conduit à la victoire de Hitler* »[453]. En définitive, il est décidé que « *une commission de rédaction, à savoir le nouveau bureau qui sera élu, reverra le projet du programme de transition pour en améliorer le style et intégrer les amendements* ». Le vote sur l'amendement Rousset est repoussé par 16 voix contre 6. Le projet de programme est adopté par 21 voix contre 1, celle de Yvan Craipeau qui déclare : « *Nous sommes persuadés que les événements obligeront avant peu l'Internationale à réexaminer la question et à réviser ses positions* »[454]. Auparavant, le polonais S. Lamed, émigré en France, avait déposé un amendement sur l'antisémitisme qui disait : « *En combattant ardemment l'antisémitisme et la haine de race, les bolcheviks-léninistes déclarent en même temps que le sionisme, prêchant la constitution d'un Etat juif en Palestine, ne peut jamais résoudre la question juive. Le sionisme dans toutes ses nuances joue le rôle d'un agent de l'impérialisme britannique en Palestine* (...)*. Le prolétariat révolutionnaire indemnisera les injures historiques qui furent depuis des siècles le lot du peuple juif* »[455]. Cet amendement fut repoussé par 16 voix contre 6. L'amendement est renvoyé devant la commission de rédaction qui verra comment améliorer le programme sur ce point.

Une direction de l'Internationale fut élue dont Clart/ Rous devint un des représentants français. Notons enfin qu'à cette conférence participa Marc Zborowski, connu sous le pseudonyme de Etienne, dont on sut plus tard qu'il était un agent de la Guépéou et qu'il joua un rôle dans la mort de L. Sedov, sans qu'on puisse préciser lequel. Etienne fit tout pour devenir membre du CEI, direction de la IVème Internationale, mais les soupçons de

[452] C.L.R. James, idem p. 43.
[453] Idem p. 44.
[454] Craipeau, « Déclaration », idem p. 44.
[455] Stephen (Staphan Lamed), idem p. 43.

certains quant à son attitude (Naville, Craipeau) réussirent à l'éloigner de cette direction.

C'est durant cette période, peut-être, que Jacques Mornard (alias Ramon Mercader), qui fréquente Sylvia Ageloff depuis juin 1938[456], « *vient* [la] *rejoindre pour la raccompagner* »[457]. Car Sylvia est une « *secrétaire américaine qui prenait le procès verbal de notre réunion (bureau du Mouvement pour la IVème Internationale) et l'envoyait à Trotsky alors au Mexique où il avait été accueilli triomphalement par le président Cardenas, malgré toutes les pressions de Staline* »[458]. Pierre Naville s'inquiétant de ce manège, Jean Rous demande à Sylvia qui est cet homme. Elle lui répond : « *Vous n'avez rien à craindre, c'est mon ami. Il a déserté l'armée belge et sympathise vivement avec nos idées* ».

4. Comment être efficace ? Débats internes et adhésion au PSOP :

Le congrès de fondation de la IVème Internationale était l'aboutissement d'un processus que Trotsky avait enclenché quelques années auparavant mais il ne résolvait en rien les problèmes internes, comme on l'a vu, des diverses sections. En particulier la section française, déjà amputée d'une frange importante (le PCI), ne parvient pas à gagner de nouveaux militants même si son influence est réelle dans la classe ouvrière parisienne. Trotsky lui-même stigmatise cette incapacité à sortir du cercle restreint de quelques intellectuels auxquels des travailleurs étrangers se sont joints. Il reconnaît, certes, que les positions des trotskystes sont à contre-courant des masses illusionnées par le Front populaire mais il insiste sur l'impuissance de la direction à créer une « *cohésion politique, idéologique et morale* » et un « *es-*

[456] Broué P., 1940, L'assassinat de Trotsky, Bruxelles, Complexe, 1980, p. 115.
[457] Rous J., Renaissance et mission..., op. cit., p. 43.
[458] Idem.

prit d'équilibre » nécessaire au développement du Mouvement. Il s'élève enfin contre un « *certain amateurisme révolutionnaire* »[459].

Rous semble être un des éléments sur lesquels Trotsky et surtout ses envoyés Américains vont s'appuyer pour tenter de renforcer la section française. Albert Goldman, dirigeant de la section des Etats-Unis, envoyé pour aider au redressement de l'organisation française dans la continuité de la résolution du congrès de la IVème Internationale, dans un de ses rapports sur la situation française, écrit : « *A l'arrivée de Rous, l'organisation commença de fonctionner* »[460]. Puis il ajoute plus loin : « *Au moment critique, Rous s'est montré ferme comme un roc. Il fut celui qui, avant sa mobilisation, organisa le travail de nos camarades dans le PSOP* [Parti socialiste ouvrier et paysan] *et dans les Jeunesses* (...)*. Aussi, quand je partis, je le fis avec le sentiment que nous avions une organisation, petite, certes, mais qui fonctionnait* ». Déjà, comme nous l'avons vu, Rous/ Clart avait eu un rôle essentiel dans le dénouement des diverses crises Molinier/Naville.

Pour Rous, un des moyens de dénouer la nouvelle situation se situe dans le PSOP. Peu avant la conférence de fondation de la IVème Internationale, la Gauche Révolutionnaire de la SFIO de Marceau Pivert ainsi que la fédération de la Seine qu'elle dirigeait ont été dissoutes. La Gauche Révolutionnaire souhaite cependant rester dans le parti. La défaite sur la question de l'orientation politique de la SFIO ainsi que l'impossibilité de s'allier à la Bataille Socialiste de Zyromski pour battre la motion Blum amènent la Gauche Révolutionnaire à décider la création d'un nouveau parti, le PSOP. Le 8 juin 1938, à Royan, le PSOP est constitué ; le 11 juin, son organe Juin 36 paraît[461] . Pour Rous, le PSOP peut constituer l'embryon du futur parti révolutionnaire ou, pour le moins, le lieu dans lequel les trotskystes entrant vont pouvoir faire émerger un véritable pôle révolutionnaire, d'autant plus que le PSOP a une base incontestablement ouvrière à Paris et en banlieue.

---

459 Trotsky, Oeuvres, tome 21, avril 1939-sept. 1939, 1986, op. cit., p. 41-56.
460 Morris (Pseudonyme de A. Goldman), « Rapport final sur la situation française », photocopie donnée par R. Prager. Le texte est daté de mi-septembre 1939, p. 2.
461 Juin 36 était l'organe de la gauche révolutionnaire de la SFIO, et devient donc l'organe du PSOP ; voir J. P. Joubert, Révolutionnaires dans la SFIO, op. cit., p. 154-155.

Lors de la discussion sur la section française à la conférence de fondation de la IVème Internationale, deux positions étaient apparues. Celle d'un Américain, J. P. Cannon, membre de la direction de la IVème Internationale, qui préconisait une restructuration technique de l'organisation, seule apte à permettre à une organisation sérieuse de fonctionner. A l'autre extrémité, Y. Craipeau ne voit de salut que dans l'entrisme dans le PSOP [462]. Rous lui même appuie cette position. Mais ils sont minoritaires dans le POI. Naville se bat pour que le sigle POI et le journal La Vérité continuent d'exister. Dans un premier temps, Rous soutient l'idée d'une unité organique des deux organisations, chacune conservant son identité dans une organisation plus forte. Mais l'irréalité de cette situation lui apparaît rapidement. Le PSOP, qui possède plus de cinq mille militants (dont 40% d'ouvriers), peut-il fusionner avec une organisation « groupusculaire » sans implantation réelle ? Par ailleurs, la mémoire de l'entrisme de 34-35 est restée négative dans les rangs des militants de l'ex- gauche révolutionnaire[463]. Rous développe alors ce qu'il appelle « la thèse entriste » en vue du congrès du POI de janvier 1939 et conclut son article par cette phrase : « *Nous entrons dans le PSOP, nous nous engageons à la discipline d'action* (...)*. En ce qui concerne nos moyens d'expression* (...) *leur importance et leur nombre sera essentiellement le résultat de notre activité et de notre force* »[464] .

Les choses s'accélèrent alors puisque au congrès du POI des 14 et 15 janvier 1939, Craipeau rédige une déclaration revue par Rous pour annoncer leur adhésion au PSOP, ce qui surprend même certains des signataires du texte entriste. Pour Craipeau, Rous et les autres signataires, : « *La pourriture du régime n'impose qu'un seul choix : ou l'esclavage fasciste ou le révolution socialiste* »[465]. Le refus de la catastrophe fasciste et l'existence du PSOP, organisation qui « *se trouve être sur le plan politique le centre essentiel de*

[462] Entretien de juillet 1990 avec R. Prager, directeur de la publication des tomes 1 à 4 des Congrès de la IVème Internationale.
[463] Lettre de Clart : « En réponse aux camarades américains », datée du 13/12/1938.
[464] « Thèse entriste » du 28/12/1938. Clart.
[465] « Déclaration », texte écrit de la main de Jean Rous et reprenant, avec des modifications, celui d'Yvan Craipeau, photocopie donnée par R. Prager, p. 1, non daté.

regroupement des militants révolutionnaires »[466], a amené les trotskystes à proposer une unification PSOP/POI. « *Le PSOP n'a pas cru opportun de réaliser cette unification urgente par un congrès d'unification. Nous le réalisons en ce qui nous concerne,* ajoute Rous, *par l'adhésion au PSOP. Nous avons sur ce point un désaccord avec la majorité du POI et des JSR et nous avons dû rompre avec ces camarades* (...)*. Certes, on sait que nous n'abandonnerons point nos idées et en particulier nous conserverons notre fidélité au programme marxiste de transition tel qu'il a été adopté par le congrès de la IVème Internationale de septembre 1938* »[467]. L'adhésion au PSOP entraînant la démission de la IVème Internationale, « *cependant, nous devons dire ici que nous ne renonçons point au droit qui nous est réservé dans le cadre de la discipline du PSOP de faire prévaloir l'opinion de l'unification avec le PMRS (IVème Internationale)* »[468]. L'adhésion individuelle a lieu début février 1939 ; dès mars 1939, la <u>Voie de Lénine,</u> revue marxiste de discussion, est publiée en tant que revue de réflexion. Pour J. Pluet-Despatin, le but de la revue était de « *rallier le PSOP à la IVème Internationale pour Yvan Craipeau et d'édulcorer complètement le programme de la IVème Internationale, prix à payer de leur présence* [celle des militants de l'ex POI] *au PSOP, selon 'La Vérité'* »[469].

Le 23 janvier 1939, J. Rous adresse à L. Trotsky un état des lieux après le congrès[470]. Celui-ci décrit une organisation dans laquelle les possibilités sont importantes. Le nombre de militants actifs est grand : meeting à Clichy de 500 personnes, réunion de section du 11ème de 60 membres, jeunes et ouvriers, il est possible de sortir une revue publique en tant que membre du PSOP. A l'inverse, l'état du POI est désastreux : les liaisons ouvrières sont tombées de 36 militants à 7 en un an. Puis, Jean Rous joint un

---

[466] Idem, p. 2.
[467] Idem, p. 2.
[468] Idem, p. 3. PMRS signifie Parti Mondial de la Révolution Socialiste, comme s'intitulait la IVème Internationale.
[469] Pluet-Despatin J., <u>La presse trotskyste en France de 1926 à 1968</u>, Grenoble, éd. de la Maison des Sciences de l'homme, PU Grenoble, 1978, p. 66.
[470] Jean Rous à L.D., 23/01/39, « Quelques renseignements de fait », Bibliothèque du Collège de Harvard, T 4557.

recensement fait par lui en tant que secrétaire régional de la Seine à la place de Boitel « *suppléé depuis un mois dans son travail d'organisation* ». Il ne reste que 118 membres du POI dans la région parisienne et une centaine en province. Naville annonce 600 à 700 membres à un camarade américain. Quant aux possibilités syndicales, elles sont peu réjouissantes puisque deux fractions seulement (PTT et Techniciens) ont plus de 10 membres ; la fraction Bâtiment n'est composée que d'un membre, celle des Instituteurs ne se réunit pas tandis que la fraction Metallo n'est pas rétablie. Enfin, Jean Rous donne en annexe à sa lettre les résultats officiels et les résultats réels du vote au congrès sur l'entrée dans le PSOP. Officiellement, on compte 45 pour et 66 contre et, en réalité, 49 pour et 53 contre. Dans une lettre à Trotsky datée du 16 mars, Rous précise qu'ils sont entrés à 127 dans le PSOP mais avec seulement 15 JSR[471].

Le 28 janvier, a lieu place de l'Opéra, une manifestation regroupant PSOP et trotskystes en solidarité avec l'Espagne. Le lendemain, les prisonniers du POUM arrivent en France à pied par la borne 562[472] ; cette borne est située sur le territoire de Maureillas, à proximité du col de la Porteille. Ils ont fui avec leurs geôliers décidés à les protéger. Le 3 février, le PSOP, averti, envoie des militants les récupérer. Colette Audry, fille de préfet, les accompagne. Elle convainc le préfet Didkowski d'établir un sauf-conduit qui leur permettra de passer les barrages. Le 7 février, les militants parisiens et perpignanais du PSOP (dont certains anciens de « L'Avant-Garde » de Prades) partent chercher les militants du POUM et trouvent, frigorifiés et affamés, J. Andrade, P. Bonet, J. Gorkín, J. Rodes et W. Solano ; ils rejoignent G. Gironella, déjà à Perpignan ; c'est lui qui a prévenu le PSOP. Puis tout ce monde remonte à Paris[473].

A Perpignan, suite à une demande de renseignements émanant du ministre de l'Intérieur et concernant le PSOP, le PCF, le POI, le PCI et la Fé-

---

[471] J.R. à « Chers Amis », 16/03/39. Bibliothèque du Collège de Harvard, T 4568.
[472] Gorkin J., Les communistes contre la révolution espagnole, Paris, Belfond, 1978, p. 258.
[473] Renseignements tirés de J. Gorkin, op. cit.. Voir aussi Guérin Daniel, Front populaire, Révolution manquée, Paris, Julliard, 1963, p. 258 et sq. et M. Jaquier, Simple militant, op. cit., p. 162 et sq.

dération Anarchiste, le préfet récapitule les renseignements, le 13 janvier 1939, et annonce que « *Le PCI (dissident du POI) n'a pas de section à Perpignan. M. Rous Jean, ancien avocat, actuellement employé à la préfecture de la Seine, animateur de ce parti, n'aurait pas réussi à créer une section dans notre département* »[474]. Puis, plus loin, il ajoute : « *Le POI, au cours du congrès national tenu à Paris le 17 décembre 1939, aurait décidé la fusion avec le PSOP. Ce groupement (le PSOP) qui compterait 7000 membres en France n'a pas de section dans notre ville* »[475]. Le commissaire de Perpignan, quant à lui, note quelques sympathisants du POI, du PCI et 25 sections et 280 adhérents au PSOP ainsi que quelques isolés. Une note ajoute que : « *une dizaine de partisans des théories trotskystes prétendent que les communistes se laissent absorber par la bourgeoisie* ».

La majorité du POI refuse donc de suivre au PSOP Rous, Craipeau et leurs camarades, lesquels ont le soutien de Trotsky et de l'Internationale. Trotsky, dans un premier temps, n'était pas partisan de l'entrée pure et simple dans le PSOP. Il l'affirme après une « *enquête menée par son fidèle Rosmer* »[476]. Rous écrit qu'il est « *entré dans le PSOP malgré son avis (et il devait d'ailleurs, fait exceptionnel, me donner raison car sa préoccupation fondamentale était de vacciner le trotskysme contre le sectarisme, en l'insérant dans un milieu plus large)* »[477]. Trotsky le confirme lorsqu'il écrit, le 25 juillet 1939, à propos de l'adhésion au PSOP : « *Nos camarades français discutèrent longtemps et passionnément cette question et finalement se divisèrent. Quelle fut mon attitude à l'égard de ce problème ? Je l'avoue franchement : j'étais hésitant. Quelques mois avant, dans une lettre personnelle, je m'étais plutôt prononcé dans un sens négatif. Cela n'empêcha pas un groupe influent de camarades français que dirigeait Rous d'adhérer au Parti socialiste ouvrier et paysan. Selon moi, ils ont eu raison* »[478]. Trotsky a engagé depuis décembre 1938 avec Marceau Pivert un débat qui tournera

---

[474] ADPO, série 1M, sous-série 31 W 167/2. Versement du préfet du 13/09/1951.
[475] Idem. Ceci paraît paradoxal avec les informations qui suivent.
[476] Rabaut J., Tout est possible ! Les gauchistes français, 1929-1944, op. cit., p. 315.
[477] Rous J., Renaissance et mission..., op. cit., p. 44.

court du fait de la signature du pacte germano-sovietique, qui sème le désarroi dans les rangs du PSOP et surtout du fait de la déclaration de guerre qui règlera définitivement la discussion.

Le POI tardivement se soumet et entre en ordre dispersé dans le PSOP où il retrouve le PCI qui, s'étant dissout, avait déjà adhéré au PSOP. Les deux groupes trotskystes se rencontrent pour préparer le congrès de mai 39 et élaborer un « projet de programme ».

Rous, pour sa part, mène par la plume plusieurs débats et batailles. Ainsi, le 21 avril 1939, il écrit : « *Staline va-t-il s'engager dans la voie d'un pacte de neutralité avec Hitler ? Pour l'instant, comme nous l'avons vu, il ne s'agit que d'une possibilité, mais d'une possibilité sérieuse* »[479]. En vue du congrès du PSOP, il signe avec Daniel Guérin et Lucien Weitz une motion qui prône le défaitisme révolutionnaire et « *déclare vouloir oeuvrer à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire* »[480]. Cette résolution répond au rapport du secrétariat politique du PSOP présenté le 23 avril 1939 au bureau politique. Les 27, 28 et 29 mai, lors du congrès, une motion préalable de Lefeuvre dénonce l'activité scissioniste des trotskystes. Les dirigeants des JSOP, comme quatre ans auparavant, sont exclus. Vient ensuite, à l'initiative des trotskystes, un débat sur la compatibilité ou non d'être franc-maçon et membre du PSOP.

Puis, vint le moment de décider quelle attitude adopter en cas de guerre. Trois motions s'opposèrent. La première proposait de continuer à collaborer avec tous les « *groupements pacifistes et économiques qui refusent l'union sacrée et la défense nationale* »[481]. La seconde motion propose que le parti s'oppose à la guerre par la lutte de classe car elle ne voit pas dans la guerre un élément favorable à la révolution prolétarienne. Cette mo-

---

[478] Trotsky L., « Le trotskysme et le Parti socialiste ouvrier et paysan », 25/07/39, Oeuvres, t. 21, op. cit., p. 273-274.
[479] Rous J., « Un pacte entre Staline et Hitler est-il possible ? », Juin 36 (organe du PSOP), 21/04/39, p. 4.
[480] Joubert J. P., Révolutionnaires dans la SFIO, op. cit., p. 195.

[481] Toutes les informations et citations sont extraites de J. P. Joubert, op. cit., p. 195 à 197.

tion obtient la majorité des mandats. La motion Weitz, Rous critique la position pacifiste.

La deuxième question posée est de savoir ce qu'il faut faire au cas où la guerre serait déclarée. La première motion (Collinet-Pivert) conçoit que la guerre est certes impérialiste mais que démocratie bourgeoise et fascisme sont différents, même s'ils constituent deux dangers pour le prolétariat. Il faut donc s'appuyer sur le sentiment patriotique et antifasciste des masses et tenter d'éviter une défaite des démocrates, sans pour autant participer à l'union sacrée prônée par Zyromski. La motion de gauche (Rous-Weitz-Guérin) sur le défaitisme révolutionnaire et la guerre civile révolutionnaire obtient le même nombre de mandats que la précédente. La troisième motion accepte l'idée de la gauche, à savoir que le Parti ne doit pas se laisser détourner de son action par la crainte de contribuer à la défaite militaire de sa bourgeoisie, mais elle rejette les formules de « *défaitisme révolutionnaire* » et de « *guerre civile révolutionnaire* » pour préférer « *utilisation de la guerre impérialiste pour faire la révolution* ». La dernière motion est intitulée : « *seule la paix est révolutionnaire* ». Sur les thèmes essentiels, le Parti est donc divisé.

Rous, enfin, mène un débat avec Victor Serge qui explique le stalinisme comme suite logique à la mise en pratique par Lénine et le Parti bolchevik de la suppression de la liberté d'expression en URSS à partir de 1919, même s'il reconnaît que le stalinisme a pu se développer en raison de « *la faiblesse de l'industrie par rapport à l'agriculture, des conséquences de la guerre civile* (...) *et de la défaite du socialisme en Europe et en Asie* »[482]. Rous, dans sa réponse, considère que V. Serge révise le marxisme et lui demande s'il ne s'agit pas plutôt d'une réaction dialectique dans laquelle les faits économiques, l'isolement, les erreurs éventuelles s'enchaînent et mènent au stalinisme. Cependant, seuls Trotsky et ses amis « *furent et sont la tendance qui oppose à la réaction thermidorienne en URSS un système et des méthodes irréductibles* »[483].

---

[482] Serge V., « La morale révolutionnaire », in : La voie de Lénine, n° 3, juin 1939, p. 12.
[483] J. Rous, idem, réponse à la réponse de Victor Serge.

Cependant Molinier est exclu du PSOP, officiellement en raison de ses affaires financières, en fait, victime du processus de rejet du trotskysme, jugé trop fractionnel et noyauteur[484]. L'exclusion ne serait pas simplement le fait des problèmes dans le PSOP puisque « *selon certains témoignages, la vieille animosité de Rosmer à l'égard de Molinier et l'influence de Jean Rous ont été directement à l'origine de la méfiance suscitée dans le PSOP par les deux représentants du PCI* »[485]. Dès août 1939, la direction du PSOP est dispersée. Pivert est parti à New-York le 23 août au congrès de l'Indépendant Labour League qui jouissait d'une certaine influence sur le syndicat CIO. Guérin, quant à lui, est parti à Oslo le 25 août, pour participer au centre clandestin du Front Ouvrier International. Les Modiano devaient le rejoindre. Le reste de la direction est à Paris. Le 31 août, la commission administrative du PSOP se réunit, rue Rochechouart, chez S. et D. Nicolitch. « *La question de l'illégalité est au centre des discussions* »[486]. La majorité souhaite la poursuite de l'activité du parti comme auparavant, avec parution du journal, même censuré. La gauche, avec Rous, pense qu'il faut passer à la clandestinité. Une troisième position développe l'idée qu'il faut préparer la clandestinité en maintenant une activité légale. « *Le premier septembre, la CAP se réunit sans la gauche et sans le majorité des JSOP* »[487]. La gauche plonge dans la clandestinité de même que le « centre ». Les responsables de La voie de Lénine se réunissent dans les jardins du Luxembourg et constituent un mouvement clandestin : « *le comité pour la IVème Internationale ».* Il y a là Y. Craipeau, J. Rous, M. Gibelin, H. Kunstlinger, Marcoux. Le triangle de direction comprend les trois non mobilisables Craipeau, Kunstlinger et Marcoux. Comme le faisait remarquer Trotsky, interviewé par C.L.R. James : « *Si la guerre éclate maintenant, et il semble qu'elle doive éclater dans les*

---

[484] C'est la thèse de J. Pluet-Despatin, développée dans Prolétariat et avant-garde, les étapes du mouvement trotskyste en France de 1929 à 1944, op.cit., tome 1 : Enquête sur la presse.
[485] Pluet-Despatin J., Les trotskystes et la guerre, 1940-1944, Paris, Anthropos, 1980, p. 29. En note, l'auteur précise que ces informations viennent de D. Guérin, recueillies par R. Prager.
[486] Joubert J. P., Révolutionnaires dans la SFIO, op. cit., p. 222.
[487] Craipeau Y., Les révolutionnaires et la deuxième guerre mondiale, tome 1, Contre vents et marées, Paris, Savelli, 1977, p. 44.

premiers mois, nous perdrons les deux tiers des militants que nous avons en France aujourd'hui. Ils seront dispersés, d'abord : jeunes, ils seront mobilisés ; mais subjectivement, ils resteront fidèles au mouvement. Quant à ceux qui ne seront ni arrêtés, ni mobilisés et qui resteront fidèles, peut-être trois ou quatre, je ne peux dire combien au juste, ils seront complètement isolés »[488].

---

[488] Trotsky L., « La quatrième Internationale en France », interview de C. L. R. James, avril 1939, in Le mouvement communiste en France, Paris, éd. de Minuit, 1967, p. 638.

CHAPITRE V
LA RUPTURE AVEC LA IVème INTERNATIONALE ET LA CONSTRUCTION DU MNR :

1. Malheurs publics, malheurs privés :

Lorsque la guerre est déclarée en septembre 1939, Rous est, pour A. Goldman, comme nous l'avons vu, « *malheureusement le seul camarade en France capable de diriger politiquement le groupe* »[489].

Par ailleurs, Rous, comme d'autres militants, a préparé cette guerre et son affectation dans l'armée. Un certificat médical du docteur Georges Rosenthal, père de Gérard, affirme que depuis 1935 il soigne Jean Rous pour défaillance cardiaque avec des troubles digestifs. Cette lettre datée du 20 avril 1939 permet à Jean Rous d'être « *affecté le 30/12/1939 au service départemental du contentieux des réquisitions* »[490]. Mais auparavant, entre la mobilisation, le 2 septembre 1939, et son affectation de fin décembre 1939 à Montpellier, il a voyagé. Il est arrivé le 6 septembre à Castelnaudary au corps du XIIIème zouave dont il fait partie. Celui-ci, mis sur le pied de guerre, arrive en Lorraine le 13 septembre. Le 16, il est à Chambley (54); le 19 à Mandres aux Quatre Tours, le 20 à Norroy et le 22 à Landremont[491]. De cette commune, J. Rous conserve un souvenir sinistre puisqu'il écrit plus tard : « *Revu Landremont, à côté de Pont-à-Mousson, où j'ai été soldat en 1939-1940. Pays doux et riant. Mes impressions si tristes se sont évanouies pour ne considérer que l'aspect plaisant des souvenirs* »[492]. Le 28 octobre 1939, le XIIIème Zouave est installé à Boulay (département de la Moselle), en attente de l'attaque ennemie. Cependant, le 25 octobre, Jean Rous est classé 5 X

[489] Lettre transmise par R. Prager et datée de la mi-septembre 1939.
[490] ADPO, 96 J 13.
[491] Service Historique des Armées. Lettre du 22/10/1996, concernant le journal de marche du XIIIème régiment de zouaves.
[492] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, Carnet à la date du 16/08/1951.

par le conseil de réforme de Metz[493], et le 30 octobre 1939, il rejoint à Narbonne le dépôt d'infanterie 163. Il ne passe que deux mois à Narbonne puisqu'il rejoint Montpellier et la XVIème Section de Commis Ouvriers Militaires d'Administration (COMA) passant de la série « Service armé » (septembre-octobre 1939) à la série « Service auxiliaire » (novembre 1939-juillet 1940). Il reste à Montpellier jusqu'au 27 juillet 1940, date de sa démobilisation.

De Narbonne il avait écrit à Maria, le 15 novembre 1939, une lettre dans laquelle il lui raconte son emploi du temps. Il occupe la fonction de vaguemestre, distribue le courrier trois fois par jour et utilise le temps restant à trier le courrier et à « *voyager* » entre la poste militaire, quai Vallière, et la caserne Montmorency où il a ses quartiers[494]. Sa présence à Narbonne s'explique peut-être par l'affectation dans cette ville de plusieurs régiments d'Infanterie Alpine, arme dans laquelle il a fait son service militaire à Bastia en 1931. Cette lettre de Jean n'est pas envoyée à leur adresse à Paris mais à « Madame Rous, institutrice, Josnes, hôtel du Moulin, Loir et Cher ». Il semble donc qu'après le début de la « drôle de guerre » Maria ait quitté Paris. Jean, dans sa lettre, note qu'«*il est dommage qu'il ait plu pendant ton séjour* ». Il lui souhaite par ailleurs « *un bon accueil malgré* [son] *retard* ». L'école de la rue Antoine-Chantin, dans le 14ème arrondissement où elle exerce a, semble-t-il, été évacuée de Paris.

Maria continue de militer à Paris ainsi qu'en témoigne le dossier Jean Rous de la Préfecture de police. Le 29 novembre 1939, une demande de renseignement est formulée sur elle car, le 10 octobre, elle a sollicité une autorisation pour aller rendre visite à Lucien Weitz, ami du couple, emprisonné à la centrale de Clairveaux, dans l'Aube. La réponse des Renseignements généraux précise que les époux Rous n'ont pas d'enfant, « *qu'ils sont domiciliés, depuis juin 38, 3 rue E. Cresson, avec un loyer de 6 000 francs* ». Ma-

[493] Demande de carte de combattant du 2/02/1949 auprès de l'Office national des Anciens Combattants, office de la Seine, n° 42078 et archives de la Mairie de Paris, dossier Jean Rous, Préfecture de la Seine, série C 317.
[494] ADPO, 96 J 34. Lettre du 15/11/1939 adressée à Maria Rous.

ria Rous est institutrice à l'école de la rue Antoine Chantin et son mari est mobilisé. « *Elle a délaissé la politique depuis plusieurs mois. M. Rous et L. Weitz sont des amis politiques du temps du PS et sont restés en termes amicaux. Il n'existe pas de source judiciaire concernant Maria Rous* ».

Le 12 décembre 1939, une nouvelle note reprend la première, modifiant seulement le loyer passé à 7 000 francs. La note des Renseignements généraux ajoute enfin que le courrier adressé à Mme Rous doit être renvoyé poste restante à Blois. La direction de l'Enseignement de la Seine l'ayant détachée dans cette ville[495].

Au début de l'année 1940, Rous rejoint donc son poste à Montpellier. En mai 1940, le ton de Jean Rous semble plus inquiet. Il est alors caserné à Montpellier, au 16ème COA où il travaille au service du ravitaillement. Son inquiétude se lit dans les deux lettres conservées aux ADPO et datées des 16 et 19 mai 1940. La première décrit à Maria « *la cohorte des réfugiés* » qui traverse Castelnaudary et lui demande de quitter Paris. Il a vu son capitaine, directeur d'école dans le 14ème arrondissement, et il espère la visite de son oncle. Il est triste. Le 19 mai, il réitère son désir de la voir « *fuir Paris à temps* ». Peu après, elle arrive à bicyclette après avoir été autorisée à quitter Paris pour « [se] *mettre à la disposition de l'inspecteur d'Académie de l'Hérault* »[496]. En l'attendant, il *« assiste à la débâcle, à la défaite et à l'arrivée en débandade des réfugiés* »[497].

Cependant, peu avant cette date, un événement majeur va frapper J. Rous. Le décès de son grand-père Louis, dont les obsèques ont lieu le 10 mai 1940. La disparition de cette référence personnelle et affective, qui a joué un rôle déterminant dans son éducation, qui a toujours entretenu des liens étroits avec son petit-fils, lui écrivant régulièrement à Paris, par exemple, touche profondément Jean Rous[498]. Cette funeste date intime res-

---

[495] Archives de la Préfecture de Police de Paris. Dossier n° 49376, Rous Jean, dit Jean Rous, notes des Renseignements généraux du 29/11/1939 et 12/12/1939.
[496] ADPO, 96 J 9. Lettre de Jean Rous à Maria Rous, institutrice à l'école de filles rue Antoine-Chantin, provisoirement rue Sarrette, à Paris dans le 14ème arrondissement.
[497] Renaissance et mission..., op. cit., p. 42.
[498] Le 30 mai 1936, le grand-père écrit : « *Je m'intéresse tous les jours et sans cesse à ton avenir* (...) *Je voudrais que tu sois à mon image quoique l'on dise* (...). *Au point de vue poli-*

tera d'autant plus gravée dans le coeur de J. Rous qu'elle coïncide avec la percée allemande.

L'enterrement du grand-père, Louis, décédé le 9 mai, sera l'occasion de retracer sa carrière d'industriel et d'homme politique. Tous les notables locaux sont présents, le préfet Didkowski et le sous-préfet de Prades, les socialistes Pezières (sénateur) et Noguères (député), le maire de Perpignan, le docteur Laurent Baudru,

ainsi que « *des maires et des notabilités du département* ». Alfred Clos, professeur honoraire, prononça l'allocution aux obsèques dont l'Indépendant du 12 mai 1940 rend compte. Le journaliste rappelle que Prades fut une des premières villes de France à être dotée de l'éclairage électrique. Il dépeint Louis Rous comme un homme serviable et bon et ajoute qu'« *il se révéla un administrateur habile et prudent, plus soucieux des intérêts des contribuables que d'une vaine popularité* ». Cela nous renvoie aux affirmations de R. Parent, selon lesquelles il ne fit rien pendant son mandat de maire. On peut penser que nombre de personnalités présentes l'étaient du fait que Louis était le père du député socialiste Joseph Rous.

Après la défaite militaire Jean Rous est démobilisé. Le 27 juillet 1940[499], il rentre à Prades dans l'attente d'un retour à Paris avec Maria. Cependant, la demande de carte de combattant du 21 février 1949 relève que la durée effective de mobilisation dans les unités 13ème Zouave et 16ème COMA s'étend du 3 septembre 1939 au 1er juillet 1940. Durant cette période, la seule certitude est que Maria Rous ne rejoint pas Paris avant le 27 août 1940, date à laquelle elle est accueillie dans son école de la rue Antoine-Chantin[500]. De même, Jean Rous ne rejoint son poste à la Préfecture

---

tique, j'apprécie ton désintéressement et ton désir de combattre tous ceux qui vivent d'injustice et d'iniquité (...). *J'ai appris que le groupe dont tu fais partie a été malmené devant le mur des Fédérés* ». Cette lettre est conservée aux ADPO, sous la cote 96 J 36.

[499] Lettre du 5 juin 1991 du Directeur départemental des Anciens Combattants et Victimes de guerre.

[500] ADPO, 96 J 9. Notification de son installation le 27 août 1940 par M. l'Inspecteur d'académie.

de la Seine que le 26 août 1940. Cependant, selon cette même Préfecture, il arrive à Paris dès le 24 août[501].

Il y apprend que son oncle fait partie des quatre vingts députés qui ont refusé de voter les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, avec d'ailleurs le sénateur des Pyrénées Orientales, Pézières et le député Noguères ; Parayre absent, excusé, ne votant pas, un seul Roussillonnais, le radical Delclos, votera pour Pétain. Pour Jean Sagnes, « *cette attitude des parlementaires socialistes est d'autant plus remarquable que la majorité du groupe parlementaire socialiste vota, on le sait, les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain* »[502].

Peut-on invoquer la forte personnalité politique de Joseph Rous au sujet de ce vote des « catalans »[503]? En tout cas, la sous-préfecture de Prades et la mairie font rejaillir sur la famille l'attitude de l'oncle. En septembre 1940, un courrier du sous-préfet adressé au préfet fait état de l'indignation de la Mairie et d'une partie de la population car François, « *ancien épicier, frère du député, collabore à la commission de ravitaillement n°6 en qualité d'expert-épicier au salaire de 80 francs par jour* ». Or Rous a *« des sympathies communistes et jouit d'une large aisance* » ; il est donc souhaitable, pour le sous-préfet, de le rayer de la commission. Le 19 septembre 1940, le préfet donne son accord ; le 12 octobre, un certain Prats est proposé et le 24 octobre l'affaire, rondement menée, aboutit à la nomination de ce dernier[504]. On a vu par ailleurs que l'oncle Louis a lui-aussi pu subir les effets de l'acte courageux de Joseph.

2. La construction du MNR , Mouvement National Révolutionnaire :

---

501 Mairie de Paris, dossier Jean Rous, Préfecture de la Seine, série C 317. Note de la Direction Générale, de l'Inspection, de l'Extension et des Transports, du 29/08/1940.
502 Le Pays catalan, op. cit., tome 2, p. 787.
503 Sagnes Jean : « Le refus républicain : les quatre-vingts parlementaires qui, à Vichy, dirent non au projet de loi du 10 juillet 1940 », Pour la république, le vote des quatre-vingts à Vichy, le 10 juillet 1940, Paris, CNDP, 1993, 77 p., p. 40.
504 ADPO, 1 Mp 496. Administration générale du Département.

Pendant cette période entre le 20 juillet 1940, date de sa démobilisation et le 22 août, date du retour officiel à Paris, Rous participerait à diverses activités politiques dont certaines se déroulent à Paris. Son adresse officielle est 3 rue Emile Cresson, dans le 14ème arrondissement, bien que son ordre de démobilisation mentionne qu'il « *se retire à Prades* »[505]. Il paraît probable qu'il ne reste que quelque temps à Prades avec son épouse. En effet, c'est pendant cette période que David Rousset, son épouse Sue, Marthe Nadeau, la sœur de celle-ci et une chatte arrivent dans les PO, « *à Bouleternère où ils rencontrent Jean et Maria, les parents de Jean et font une excursion d'un week end à Font-Romeu* »[506].

Dans sa biographie écrite « à quatre mains », David Rousset note que « *les Allemands sont aux portes de Paris* » [507] quand lui-même et sa femme décident de quitter la capitale, c'est à dire début juin 1940. Ils mettront trente-six heures pour parvenir à Perpignan. Ils séjournent donc dans les PO entre début juin 1940 et la fin du mois d'août. Jean Rous n'y séjournera qu'un mois, du 27 juillet au 22 août. Cela ne les empêchera pas de se rencontrer à plusieurs reprises. C'est à Prades, ensemble, qu'ils apprennent l'assassinat de Léon Trotsky par Ramon Mercader, l'ami de Sylvia Ageloff. Voici comment Rous rapporte ce moment : « *Le 20 août 1940, j'allais voir à Bouleternère, où il était réfugié chez des amis catalans, mon ami David Rousset* (…). *C'est ce jour-là que nous apprîmes l'assassinat de notre maître Trotsky* »[508]. Fred Zeller indique dans son ouvrage que, le jour de l'assassinat de Trotsky, se tenait une réunion de la direction du MNR, dans un bureau du Petit Parisien, rue d'Enghien, sans préciser cependant si Rous y était présent[509]. Ajoutons enfin que L'Indépendant, le principal quotidien des PO, annonce

---

[505] Archives de la Mairie de Paris, série C 317 ; détail des services et mutations diverses.
[506] Comme nous l'ont précisé D. et S. Rousset dans notre entretien du 09/07/1990.
[507] Copferman E. et Rousset D., David Rousset, op. cit., p. 53.
[508] Rous Jean, Renaissance et mission…, op. cit., p. 43. Cette information nous a été confirmée par D. Rousset dans notre entretien du 09/07/1990.
[509] Zeller Fred, Trois points, c'est tout, op. cit., p. 204.

l'attentat dont a été victime Trotsky[510] dans son numéro du 22 août 1940. Le décès sera annoncé à la Une le lendemain sous le titre « Trotsky est mort ». Dans ces conditions et étant donné l'état de désorganisation de la France de l'été 40, il paraît fort improbable que Jean Rous ait pu se rendre à Paris et y prendre des contacts politiques lors de son séjour pradéen.

1. Les prémices :

Selon Maurice Jaquier[511], c'est dès le début du mois de juillet que Rous, après avoir participé fin 39 à la création des « Comités pour la IVème Internationale », rompt avec cette organisation lorsque son mot d'ordre devient : « Soldats, prenez en charge la défense contre Hitler ». Selon Yvan Craipeau, la rupture ou plutôt la naissance du MNR date de fin juin[512], d'accord en cela avec J.- P. Joubert[513]. Jean Rabaut, quant à lui, est d'accord avec M. Jaquier[514]. Jean Rous préfère dater ces faits de début septembre[515]. Fred Zeller, lui, ne fait état que de « *la démobilisation de Jean Rous* » [516].

Toujours est-il que cette idée de « défense révolutionnaire » paraît erronée à Jean Rous. Dans le même temps (que nous ne pouvons dater avec précision, même si fin août-début septembre nous semble le plus plausible), sont maintenus les contacts avec d'anciens militants du PSOP : Jaquier, Weitz ; en même temps, de nouveaux sont pris avec d'anciens bergeristes : Pouderoux, Rebeyrol ; d'autres, enfin, sont repris avec d'anciens trotskystes, démissionnaires ou exclus, Zeller, Suzanne Charpy.

---

[510] En Une, sous le titre « L'agitateur Léon Trotsky est une fois de plus victime d'un attentat ».
[511] Jaquier M, Simple militant, op. cit., p. 239. Voir aussi Craipeau Y., Contre vents et marées, op. cit., p. 70.
[512] Craipeau Y., Contre vents et marées, op. cit., p. 70.
[513] Joubert J. P., Révolutionnaires dans la SFIO, op. cit., p. 224.
[514] Rabaut J., Tout est possible, op. cit., p. 343.
[515] C'est ce que révèle son témoignage, recueilli le 24/09/1946 par Mme Merlat. Archives Nationales, 72 AJ 59, « Libérer-Fédérer ».
[516] Zeller Fred, Trois points, c'est tout, op. cit., p. 201.

La réunion de fondation du nouveau mouvement a lieu à Paris, quai Louis Blériot chez Noël Pouderoux, membre de Front Commun, en rupture avec Gaston Bergery après le vote des pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. Ce serait Henri Barré qui aurait baptisé le mouvement.

Dans un document daté d'avril 1974, Maurice Jaquier apporte des précisions sur le MNR et ses membres[517]. Il dresse un tableau de l'origine politique des militants et leurs noms. Ceux d'entre eux qui sont originaires du PSOP sont : M. Jaquier, M. Lissanski, L. Weitz, Collange, Consani, et Robert Simon. Seuls deux trotskystes sont recensés : Jean Rous et F. Zeller. Deux militants du PCF sont nommés : J. Bettencourt et Huisle. Deux gaullistes figurent dans la liste : H. Barré et C. Spinetta, de même que deux militants des Auberges de Jeunesse : R. Rousseau et Chareyron, par ailleurs militants des JSOP. Deux socialistes SFIO, Tanguy-Prigent et H. Sellier, voisinent avec des militaires : le colonel Lhermitte et le capitaine F. Legal et des syndicalistes : Le Bourre et Poulet. Deux membres du Commissariat de lutte contre le chômage : R. Guillou et Jarry complètent « *les équipes qui servaient de base* ».

Il faut ajouter à ces personnes un groupe important issu de Front Commun comprenant M. Hytte, N. Pouderoux, A. Perez, Rebeyrol et Lyonnel. Jean Rous, dans son témoignage de 1946, ajoute quelques noms ; ceux de Boni, ancien secrétaire général au ravitaillement, Lirou, de l'Office du Blé, un autre frontiste, Liener, un autre membre des Auberges de la Jeunesse, Georges Louis, et considère que Rebeyrol est socialiste, comme un autre militant, Izard, qui les soutient. Enfin, Rous note le nom de Lionnet et non Lyonnel[518]. Sur cette liste, il note aussi ses deux camarades, R. Clair et S. Charpy.

<u>2. Le programme du MNR :</u>

---

[517] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 63 : « M. Jaquier à propos de MNR ; notes et documents », avril 1974, ce document est accompagné d'une lettre datée du 18/04/1974.
[518] J. Rebeyrol, dans un témoignage de juillet 1946, coté 72 AJ 64 aux Archives Nationales, parle aussi de Lyonnet.

1. Les considérants théoriques :

Ce que disent de ce mouvement les témoins encore vivants est contradictoire. Certains participants auraient tenté de se justifier, les Trotskystes fustigent cette initiative et jurent qu'ils puniront les « *traîtres, quelle que soit leur attitude ultérieure* »[519].

Tout le monde s'accorde à voir en Jean Rous l'un des fondateurs si ce n'est l'initiateur du mouvement. Dans le dossier déposé au CERMTRI se trouvent huit feuillets tapés à la machine dont le texte est semblable au document déposé à la Bibliothèque Nationale mais dont la mise en page en est totalement différente. Par ailleurs, des notes ou expressions sont barrées comme s'il s'agissait d'un brouillon terminé, prêt à être retapé et imprimé. On peut se demander ce qu'est ce document : brouillon ultime ou réécriture ultérieure, après 1941, ou après-guerre, rien ne le dit. J. Rebeyrol, dans son témoignage de juillet 1946, note : « *Rous vient de former un mouvement qui, à cette époque d'ailleurs n'a pas de nom* »[520]. Y. Craipeau écrit : « *L'inspirateur en est Jean Rous* »[521]. Peut-être s'agit-il donc d'une lettre préparatoire à une réunion du MNR montrant bien le rôle essentiel de Jean Rous dans la genèse du MNR. Le premier numéro du bulletin clandestin La Révolution française, daté de septembre-octobre 1940[522], se présente sous forme d'un « tract » recto-verso auquel sont ajoutées huit feuilles intitulées « *Projet de programme pour la Révolution Nationale* ». Le tract précise que « *La France se trouve dans l'obligation de résister selon des moyens qui sont faibles à une oppression étrangère* »[523]. Cette oppression allemande complète les

[519] La Vérité, n° 26 du 5 décembre 1941, « Où va l'Allemagne ? ». Cette phrase ne s'adresse certainement pas seulement aux ex-trotskystes du MNR.
[520] Témoignage de M. Rebeyrol, 19-22 août 1946, vu par L. Lecorvaisier. Archives Nationales, 72 AJ 64.
[521] Craipeau Y., Contre vents et marées, op. cit., p. 70.
[522] La Révolution française, bulletin pour un Mouvement National Révolutionnaire Français, n° 1, sept-oct. 1940, ADPO 96 J 127 et CERMTRI, dossier J. Rous.
[523] Bulletin du MNR, p. 1. L'ensemble des citations qui suivent provient de ce texte. Bibliothèque Nationale, Res. G-1470. Les parties soulignées le sont dans le texte.

efforts du blocus anglais. Le MNRF exprime sa « *sympathie au mouvement ouvrier anglais qui veut se débarrasser des ploutocrates et qui exprime les vrais intérêts de sa nation* ». On peut, certes, espérer trouver des appuis « *pour notre libération dans toutes les nations étrangères* » ; par contre « *aucune ne peut nous sauver à notre place. Commençons par nous sauver nous-mêmes* » ; d'où une formule : « *Ni pro-Anglais, ni pro-Allemand… pro-Français* ». Il ne s'agit pas non plus de tomber dans une « *germanophobie revancharde et stérile : nous voulons la collaboration européenne avec l'Allemagne. Mais nous disons : <u>'Pas de collaboration dans l'oppression' et nous résistons sous toutes les formes à l'oppression</u>. La nécessité d'une <u>révolution économique et sociale</u>. Le prolétariat ne sera pas le seul moteur de cette Révolution* ». D'où l'idée de créer un « *mouvement où entrent les trois forces motrices : la bourgeoisie en voie de paupérisation, la paysannerie et le prolétariat lui-même* ». Il est enfin nécessaire de passer par « *le stade de l'économie étatique dirigée* (…) *dans le sens du peuple et <u>non au profit des oligarchies ou des privilégiés de la haute bourgeoisie financière ou autre</u>* ». Ce bulletin se termine en relevant que : « *Ce mouvement qui ne peut encore se concrétiser organisationnellement sera ce que vous en ferez* ».

<u>2. Le programme :</u>

Puis vient le projet de programme pour la Révolution Nationale. Il comporte dix points :

- Défense de la nation contre toute oppression
- Constitution d'un Etat national et populaire régénéré par l'action du MNR, combinant le système des conseils populaires ou économiques liés à la population ou à la production avec la hiérarchie, les responsabilités individuelles à chaque degré.
- Substitution de l'Etat régénéré à la puissance de l'oligarchie financière. Nationalisation des banques et fusion de toutes les banques en une seule.

- Organisation de la vie économique corporative sous toutes ses formes. Institution de la participation des ouvriers et des employés aux Conseils de gestion et aux bénéfices.
- Maintien et encouragement de la petite et moyenne entreprise artisanale, industrielle et commerciale grâce à des aides et développement de la forme coopérative de production.
- Idem pour la paysannerie. Coopératives pour l'exploitation des grands domaines.
- Confiscation des bénéfices de guerre et spéculation sur les malheurs nationaux.
- Travail et Pain pour tous dès maintenant. Solution du rôle social des femmes et du travail féminin dans la répartition des heures de travail et non dans une idéologie réactionnaire. Impôt progressif sur les gros revenus.
- Le redressement de la France et sa défense contre toute oppression et mutilation ne peut être dirigé contre un autre peuple ou nation. L'Europe doit être conçue comme une unité continentale où aucune nation ne doit en opprimer une autre.
- Pas d'agitation pro-anglaise ou pro-allemande mais nécessité de se conduire comme des Français.

Vient ensuite une « *esquisse d'une théorie de la Révolution Nationale Française* » : la défaite impose un redressement de toutes les classes. L'occupation étrangère entraîne la renaissance du sentiment national au sens élevé et révolutionnaire. Il ne s'agit pas de tomber dans un « *nationalisme revanchard et rétrograde* ». L'Histoire du monde entre les deux guerres montre le passage du capitalisme financier de son apogée à son déclin. Seule la Révolution russe de 1917 a permis à la société d'accomplir son destin (passer du capitalisme au socialisme sans que la société entre dans une phase de déclin). La social-démocratie et la IIIème Internationale n'ont forgé qu'une histoire de trahisons sanglantes. Cependant, « *la défaite de la révolution prolétarienne classique ne signifie pas* (…) *que nous assistons, a contra-*

rio, à la victoire de l'antagonisme naturel du prolétariat, le capitalisme financier international ». « *L'héritier progressif du capitalisme, c'est une autre société dépassant le capitalisme classique qui exprimera à son tour et à sa manière les exigences de l'évolution économique et sociale* ». « *S'agit-il d'un progrès ? Il s'agit d'un dépassement empirique au sens dialectique du terme* ». Dans cette société nouvelle subsistent des traits du capitalisme essayant de survivre à sa décomposition. Ainsi que des traits du socialisme en devenir. « *Le vrai socialisme reste donc pour une étape ultérieure le but suprême* (…). *Le moteur révolutionnaire vers le Socialisme dans la société totalitaire reste l'exploité et par suite le prolétariat* (…). *En France, nous ne sommes pas dans une société totalitaire* (…). *Le peuple travailleur a encore la possibilité de diriger dans son sens cette économie étatique dirigée qui apparaît elle-même un stade inévitable* ». « *L'existence d'un parti national conscient et capable de prendre en main les destinées de la classe, de la société et de la nation est nécessaire avec comme perspective le dépassement de la bourgeoisie dans un sens 'socialiste' et prolétarien* ».

Le dernier point essentiel soulevé par ce texte repose sur les besoins pour redresser la France de construire l'Europe nouvelle non sur des considérations militaires, sur une égalité formelle, mais sur la justice véritable (besoins de la population…). Le texte conclut sur la nécessité de « *construire à l'échelle nationale une vaste équipe d'hommes animés par un programme clair, une volonté ardente de le réaliser, construire une France nouvelle, pilier d'une Europe nouvelle et d'un monde nouveau, débarrassé du capitalisme parasitaire et de l'oppression nationale et basé sur la hiérarchie du travail productif* ».

Le numéro deux de la Révolution Française est daté de novembre 1940[524]. La première page fait un état de ce qui se dit du premier bulletin. Les pro-anglais ont dit que « *notre bulletin était 'bôche'. Le camp pro-allemand pense que le 'bulletin sert les maçons, les juifs et les Anglais'* ».

---

[524] La Révolution Française, n°. 2, novembre 1940. Les citations suivantes sont extraites de ce numéro 2.

Pour le MNR, ni pro-allemand, ni pro-anglai :; pro-français. Puis vient une analyse de la collaboration. Pour l'Allemagne, la collaboration, c'est une sorte de colonisation (achat d'entreprises ou pillage de l'économie), utilisation de l'administration, de la presse et du gouvernement « *comme une sorte de personnel indigène de transmission des ordres* », occupation de la France pour punir le peuple français responsable de la guerre selon Radio-Paris. A cela, il faut résister. Mais est-ce que pour autant toute collaboration est impossible ? En fait, cela dépend de l'oppresseur. Il faut d'abord cesser d'être sentimentaux en allant vers l'oppresseur allemand ou vers l'Angleterre ploutocratique. En étant sous la botte du vainqueur, la France ne peut pratiquer une politique de neutralité. Il faut profiter de tous les coups qui affaiblissent l'occupant ; mais attention, les coups portés par l'Angleterre au domaine colonial français ne sont pas profitables à la France. Sans aide de Vichy, l'Allemagne ne pourra rien faire dans les colonies. De Gaulle travaille pour l'Angleterre en prenant le domaine français d'outre mer. « *Nous nous réjouissons des coups que l'Angleterre porte à notre oppresseur, mais nous devons résister aux coups qu'elle nous porte dans le blocus et les agressions coloniales* . *Nous devons sauvegarder l'unité de la métropole et des pays d'outre-mer* », est-il écrit dans le document. La facile victoire de l'Allemagne sur la France ne doit pas cacher les difficultés actuelles de l'Allemagne : impossibilité de débarquer en Angleterre, dissensions avec l'Italie à propos du dépècement de la France. Mécontente, l'Italie a attaqué la Grèce qui résiste héroïquement. Le rôle de l'URSS, collaboratrice de l'Allemagne, mais dont le poids se renforce, celui de l'Amérique après la réélection de Roosevelt peuvent modifier la situation. Cela confirme qu'il ne faut « *ni crier Vive l'Angleterre, ni sauter au cou de l'occupant* ».

Au contraire, la politique de la libération de la France peut être mise en avant. Mais avec quel gouvernement libérer la France ? Un gouvernement national uni derrière le gouvernement. Ce n'est pas le cas puisque dans le dos du Maréchal se trouvent les maîtres de forges pro-allemands et les financiers faisant partie de la finance anglo-saxonne. Le gouvernement national, sans cette « *ploutocratie pro-allemande et pro-anglaise* » pourrait

libérer une partie du territoire national, ainsi que les prisonniers, en profitant des difficultés de l'Allemagne. « *Nous préconisons si l'on veut, compte-tenu d'un rapport de forces fort différent déterminé par la défaite, une collaboration à la russe pour prendre un exemple typique* ». Mais, en raison de l'attitude oppressive de l'Allemagne, « *Nous n'avons aucun intérêt à aider militairement d'une manière directe ou indirecte l'Allemagne à vaincre l'Angleterre* ». La situation française « *ne s'améliorera nullement* (…) *si les Français continuent à se départager selon l'attentisme pro-anglais ou la servilité pro-allemande. Elle ne s'améliorera pas davantage si les Français restent fidèles à un vieux chauvinisme revanchard complètement périmé et au surplus désastreux au lieu de prendre conscience des réalités nouvelles et de la nécessité de construire l'Europe nouvelle que nous voulons débarrassée de toute oppression nationale* ».

Puis le texte défend l'idée d'une « *Révolution Nationale* ». Il relève que le MNRF soutiendra toute politique du gouvernement qui brisera la puissance des trusts et pour cela, il faut que « *les vrais producteurs, ouvriers, techniciens, artisans, chefs d'entreprise, s'organisent dans des corporations* ». Cependant, les corporations se trouvent sous la dictature du patronat, à l'exclusion des vrais producteurs. « *Les trusts imposent toujours une politique anti-nationale et anti-sociale. Nous voulons une politique populaire, une économie dirigée dans l'intérêt des travailleurs organisés* ».

Le même numéro, dans une série de notes et informations, relève l'intérêt de certains articles de Le Fait, bien que « *germanophile »,* et se dit en accord avec Aujourd'hui, dans lequel écrit F. Challaye. Enfin, il note à propos de L'œuvre de Marcel Déat que c'est l'opportunisme qui a poussé ce dernier à se jeter « *au cou de l'occupant (pour reprendre sa propre expression*)» et que cette attitude nuit aux idées politiques et sociales de ce dernier « *qui, par ailleurs, sont justes* ». Par exemple, Déat signale « *à juste titre* » que la dictature réactionnaire du Comité des Forges sert à Vichy. Il a aussi le mérite d'opposer « *aux formules réactionnaires des partisans des jésuites et des ploutocrates* » le projet d'un Etat nouveau qui s'appuierait sur des conseils élus sur le plan politique et économique. Il préconise en outre de véri-

tables corporations . Mais tout cela, est-il précisé dans ce numéro de La Révolution Nationale, ne se fera pas sautant, comme le fait L'œuvre, par dessus la réalité qui est l'oppression nationale et « *en expliquant tous les matins qu'il faut précisément, toujours pour reprendre l'expression de Marcel Déat 'sauter au cou de l'occupant'* ». Un peu plus loin dans les mêmes notes, il est écrit : « *Pour l'homme normal, pour un travailleur français, l'Etat et la Nation doivent se défendre également contre les tentatives de domination, qu'elles proviennent du judaïsme, de la maçonnerie ou du jésuitisme. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut persécuter les Français à cause de leur race ou de leur religion. Mais voici que sous le couvert de la collaboration s'organisent les mêmes clans rivaux. Nous ne voulons ni les uns ni les autres et nous doutons que les vieilles cliques se remettent en selle. Mais cela dépend d'un mouvement populaire national et révolutionnaire* ».

Le troisième numéro de La Révolution Française est daté de janvier 1941 et parle essentiellement de l'économie française[525]. Dans cette analyse « *objective* », on peut relever la nécessité d'une collaboration économique européenne, que la puissance de l'Allemagne la met en tête de l'Europe et que l'impérialisme britannique est un obstacle à cette collaboration. Cependant « *le contenu politique du National-Socialisme allemand ne permet pas la collaboration européenne sur des bases durables* » (fédération européenne avec liberté de s'y incorporer et libre disposition de son patrimoine national). Le National-Socialisme représente les intérêts de l'impérialisme allemand.

Puis le bulletin envisage la révolution nationale dans le domaine économique. Trois catégories d'entreprises doivent subsister : celles que l'Etat doit contrôler, les plus importantes ; un secteur privé composé d'entreprises moyennes et enfin, les petites entreprises où le secteur associatif doit être développé. L'économie doit être planifiée. Les formes d'organisation sont les syndicats par branche d'industrie ou de distribution, les comités d'usine dans les entreprises particulières formés de délégués élus par le personnel. La

[525] La Révolution française, n°. 3, janvier 1941. Les citations qui suivent sont toutes extraites de ce numéro 3.

Corporation est un organisme économique chargé de planifier cette économie. Elle est composée en nombre égal de représentants des ouvriers, de la maîtrise, des comités directeurs des usines nationalisées et des patrons. Elle règle tous les problèmes du travail (horaires, congés, repas, salaires, bénéfices…). C'est aussi un organisme de synthèse type « Comité de Plan ». L'accord doit se faire en son sein, sinon une juridiction d'ordre supérieur décide. Puis suit une justification de la nécessité de l'indépendance de la France; tant politique (pas d'occupation) qu'économique (élimination des trusts).

Fred Zeller va se charger de trouver chez un petit imprimeur, qui a déjà rendu des services aux Jeunesses socialistes Parisiennes, du papier gommé pour imprimer les « papillons ». L'imprimerie de Cerbonnet est située dans le 11ème arrondissement, impasse de la Folie Regnaud. Pour F. Zeller, « *le vieux Cerbonnet était un anarchiste truculent au cœur sur la main* »[526] ; c'est donc cet imprimeur qui sera chargé d'imprimer les « papillons » à coller dans les bus et les métros : « *NI Londres, NI Vichy, NI Berlin* »[527], « *PAS de collaboration sous la botte* », *« Pétain-Laval = Hitler »*, « *Boycottons les Nazis* ». Selon L. Bonnel, le journal, quant à lui, est imprimé au même endroit que La Lutte ouvrière : passage du Désir, dans le 10ème arrondissement, chez Carré et Pierson. Fred Zeller, pour simplifier, parle de l'imprimerie située boulevard de Strasbourg, qui est en fait traversé par le passage du Désir.

C'est Hytte, un ancien du Front Commun, qui est chargé de l'impression[528]. Les trois premiers numéros sont tirés à mille exemplaires chacun. Rapidement, le MNR s'organise, camouflé derrière une société qui prend le nom de « Les Amis de la musique ». Le premier objectif est de noyauter les organisations de jeunesse (Chantiers, Auberges et Maisons des Jeunes) ainsi que le « Haut-Commissariat de lutte contre le chômage ». On y utilise Robert Guillou, directeur du « Haut-Commissariat », qui va cacher en les

---

[526] Zeller F., Trois points, c'est tout, op. cit., p. 153.
[527] Jaquier M., Simple Militant, op. cit., p. 239. Dans son ouvrage, Jaquier ajoute à ce slogan « *NI Moscou* » mais précise que ce slogan était un peu long.

employant nombre de militants du PSOP, du POI et du PCI. Enfin le MNR crée des organismes de solidarité avec des militants pourchassés ou en difficulté.

Maurice Jaquier précise, dans sa note d'avril 1974, quelles furent les actions du MNR en plus du noyautage des organisations de jeunesse : « *édition de La Révolution Française clandestine, tracts syndicaux, investissement du Haut Commissariat de Lutte contre le Chômage où des dizaines de militants voués à la clandestinité trouvent emploi, liaisons… Antoine Perez, ancien professeur devenu industriel, donne asile à des camarades sous de fausses identités, les prévient lorsque la police lui demande des renseignements sur eux* »[529]. De plus, décision a été prise de remettre à la Bibliothèque Nationale un exemplaire de chaque bulletin (confié à un ex-membre du Front Commun) et de prendre contact avec la zone Sud.

Par ailleurs le MNR reste actif sur le front syndical. Des archives du CERMTRI possèdent dans le classeur « Jean Rous » une série de documents de réflexion du MNR sur « *l'organisation professionnelle* », dans lesquels le MNR semble se ranger aux côtés des propositions de Chevalme, Pineau, Lacoste dans le « Manifeste du Syndicalisme Français »[530]. Les autres documents concernent les dissensions internes aux fédérations CGT, après la dissolution de celle-ci, mais, « *avant la mise en application du 9 novembre 1940*»[531].

Le premier texte en date est une copie d'une lettre de Bothereau à Bertrand, rallié à Belin et qui tente de regrouper les fédérations et unions au sein d'un comité syndical de coordination. Bothereau lui reproche ses attaques contre la CGT alors que celle-ci ne peut se défendre. Le second document est la déclaration du 28 octobre 1940 de mise en place de ce comité syndical de coordination. Le troisième document est une lettre de Chevalme du 31 octobre au nom du bureau confédéral, qui devait accompagner ces

---

528 Zeller F., Trois points, c'est tout, op. cit., p. 203.
529 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 63, M. Jaquier « A propos du MNR, notes et documents », avril 1974.
530 Documentation CERMTRI. et, pour le Manifeste, Pineau C., La Simple Vérité, Paris, Juillard, p. 593.

deux documents. Cette note d'explication s'oppose au comité syndical de coordination lié à Vichy. Enfin, une dernière lettre, signée Chevalme, datée du 9 novembre, prend acte de l'autre élection du comité syndical de coordination et précise que seule la commission est habilitée à parler au nom de la CGT. Tous ces documents semblent montrer un lien entre Jean Rous et ce mouvement syndical contre Vichy qui se met petit à petit en place.

Dans ces mêmes archives on trouve un tract non signé intitulé La Liberté Syndicale dont Fred Zeller note qu'il s'agit d'un tract du groupe syndical du MNR. Ce texte date de mai-juin 1941 puisqu'il fait état de la grève des mineurs de Belgique et du Nord de la France.

En réalité, il existe deux documents intitulés « La liberté syndicale ». On peut même en compter trois puisque dans les dépôts Rous du CERMTRI un même document est tapé sur deux machines différentes, n'a pas la même mise en page et certaines phrases de l'un des deux documents soulignées à la main peuvent laisser penser qu'il s'agit d'un brouillon mis au propre et corrigé. Par ailleurs le Catalogue des périodiques clandestins considère que Jean Rous est un des rédacteurs, avec H. Barré et R. Le Bourre, de La Liberté Syndicale[532].

Le premier document recto-verso est daté de mai-juin 1941. Le second, recto seul, n'est pas daté. Le numéro 1, sous-titré comme le second « Organe des comités de défense des libertés syndicales », précise : « *le rôle du syndicalisme français est donc clair. Il n'est pas de s'inféoder au vainqueur du moment mais d'affirmer les principes sur lesquels devra se reconstruire l'Europe* » [533]. Sur le verso de ce tract, un long article parle du problème des salaires et de l'augmentation annoncée par Bouthélier des « salaires anormalement bas ». Cette augmentation « *à contre cœur* » est exigée par « *le mécontentement grandissant des masses travailleuses* ».

---

531 Dreyfus M., Histoire de la CGT, Bruxelles, Complexe, 1995, p. 195.

532 Catalogue des Périodiques Clandestins, (1939-1945), introduction de R. et P. Roux-Fouillet, Paris, Bibliothèque Nationale, 1954, 280 p.

533 Bibliothèque Nationale, RES G 1470 (916). Les citations entre guillemets sont extraites de ce premier tract.

Pour résoudre le problème posé par le coût exhorbitant des denrées alimentaires et autres matières premières correspondant à la carte de rationnement ou aux produits non rationnés, l'auteur du texte propose la mise en place d'une « caisse de compensation » centralisant « *les sommes provenant des super bénéfices réalisés par les grosses entreprises, trusts, monopoles, etc* » et redistribuant aux salariés ces revenus. Pour les chômeurs, il faut une gratuité des denrées de première nécessité, la caisse de compensation reversant aux mairies une partie des sommes récupérées sur les trusts, etc., lesquelles mairies seraient chargées de les redistribuer aux chômeurs.

La fin de la page est composée de deux brèves ; l'une dénonce la collusion entre G. Dumoulin et « *'L'œuvre' de Déat, Deloncle et Cie* », mais se réjouit du fait que Dumoulin, du coup, ne soit plus en charge des travailleurs du Nord de la France. La seconde brève exige la libération de tous les syndicalistes emprisonnés et non simplement de quelques Doriotistes qui ont fait acte d'allégeance aux autorités allemandes et au « *nouvel ordre français* »[534].

Le second numéro, ni numéroté ni daté, est un compte-rendu sous forme de tract de la grève des mineurs du Nord. Il montre une solidarité totale et internationaliste avec cette lutte en France et en Belgique. Face à la complicité du silence orchestré par Vichy, à la répression violente du mouvement de grève par les mobiles français avec « *l'accord des autorités allemandes* », La Liberté Syndicale précise que : « *C'est là notre formule de collaboration* », à savoir : « *saluer la lutte héroïque des mineurs belges et français et dénoncer la répression* ». La lutte des travailleurs du Nord et la répression vichyste montrent parfaitement quels *« intérêts sociaux »* sont représentés par Vichy. La Liberté syndicale appelle les travailleurs à se regrouper, publier des textes clandestins, coller des « papillons », en bref, à unifier tous les travailleurs de France contre les trahisons de Dumoulin et de ses amis Déat et les cagoulards qui « *trahissent et vendent la Nation* ».

---

[534] Toutes ces citations sont extraites de ce même document, Bibliothèque Nationale, RES G 1470 (916).

En mars 1941, La Révolution Française devient Le Combat National Révolutionnaire et ce jusqu'en juin 1941. Mais Jean Rous en est-il toujours l'un des membres essentiels ? On ne peut l'affirmer.

Pour les auteurs du Catalogue des Périodiques clandestins, 1939-1945 Jean Rous n'est responsable que de deux périodiques (Révolution française et Liberté syndicale) aux côtés de H. Barré et de R. Le Bourre. Par ailleurs, lui-même ne revendique aucune paternité dans Combat National Révolutionnaire.

3. Essai d'analyse et de bilan :

Yvan Craipeau se demande comment « *des militants honnêtes et intègres ont pu échafauder une pareille théorie ?* »[535]. D'autres sont plus sévères ; Victor Serge note dans ses carnets : « *Sous l'occupation nazie, en 40-41, Rous a tenté de former à Paris, avec Jaquier du PSOP, un 'Parti Révolutionnaire National' accommodé au goût nazi, puis, il aurait été arrêté* »[536]. M. G. Fugère du PSOP de Lyon et fondateur du mouvement « L'Insurgé », écrit, en 1946, à Marceau Pivert, à propos d'une réunion à Paris, « *Est-ce que Weitz et Rous y assisteront ? Eux, ils ont failli à la ligne avec leurs histoires pétainistes* »[537]. M. Jaquier relève qu'on a accusé le MNR d'avoir « *trahi notre idéal socialiste internationaliste, d'avoir demandé à Vichy de l'argent, d'être légalisé par l'Etat français…* »[538]. F. Zeller note que « *la calomnie ne nous fut pas épargnée* ». A l'inverse, M. Noguères, dans son Histoire de la Résistance relève six périodiques clandestins dont La Révolution Française parmi les parutions d'octobre 40. Il s'appuie sur les travaux de R. et P. Roux-Fouillet.

---

[535] Craipeau Y., Contre vents et marées, op. cit., p. 72.
[536] Serge V., Carnets, Paris, Julliard, 1952, p. 46.
[537] Centre de Recherche sur l'Histoire des Mouvements Sociaux et du Syndicalisme ; fonds Marceau Pivert, 559 AP 11. Lettre de M. G. Fugère à Marceau Pivert, 08/05/1946.
[538] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 63, M. Jaquier, « A propos du MNR. »

Lorsque Jean Rous analyse a posteriori cette période, il se considère comme Résistant. Ainsi, dans une lettre à Henri Pitaud, qui lui rappelait une visite à P. Laval, au 114 Champs-Elysées, « *Je me souviens que je t'avais accompagné*, écrit Rous, *avec une certaine appréhension car j'étais déjà à l'époque dans la Résistance. Comme tu le sais, je devais être arrêté peu après*(…). *Je crois me souvenir qu'il* [P. Laval] *a dit à peu près ceci : 'Pour libérer la France de l'occupation allemande, il n'y a que deux solutions ou de Gaulle ou nous'* »[539]. H. Pitaud, lui, se souvient qu'ils étaient allés voir Laval pour lui demander un secours pour « *la veuve d'un ami à lui, du temps où il était député rouge d'Aubervilliers, ami député socialiste alors. Et Pierre Laval 'tirant de son portefeuille un unique billet de 5000 francs nous dit : C'est tout ce que je peux faire, je ne suis pas riche mes amis'* »[540]. Cette anecdote, outre qu'elle est confirmée par Jean Rous assimilant son action au MNR à la Résistance, permet aussi de dater l'événement de fin 40-début 41, alors que P. Laval n'est plus vice-président du Conseil (12/12/1940) et avant juillet 41, date d'arrestation de Jean Rous. Dans son essai pour la revue Esprit, il note : « *A cette époque, en 1940, ces anticipations théoriques (de l'époque de la IVème Internationale) se heurtaient à une imposante réalité* : *la nécessité primordiale de la lutte pour libérer le pays opprimé. Nous avons dû faire l'apprentissage non de la gestion mais d'un certain nationalisme révolutionnaire* »[541]. Dans Un homme de l'ombre, il complète sa définition du MNR : « *Cela a été une tentative avortée pour adapter le socialisme européen à l'occupation étrangère par les nazis ; là résidait un des aspects novateurs du mouvement. Le MNR a aussi offert une réponse au problème national alors que nous nous enlisions, les uns dans le pacifisme abstrait, les autres dans l'internationalisme éthéré. Le MNR avait enfin compris qu'il n'y avait pas de socialisme possible en France sans libération préalable du territoire* »[542].

---

[539] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 34. Lettre de Rous à H. Pitaud, datée de janvier 1981.
[540] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 70. Lettre de H. Pitaud à Rous du 11/01/1981.
[541] Rous J., « Notes d'un militant, 25 ans d'essais et de combats », Esprit, numéro spécial, n°. 5, mai 1956, p. 803.
[542] Gauthiez D., Rous J., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 80.

Un dernier document signé Jean Rous nous renseigne sur l'idée maîtresse qui détermine l'action du MNR. La citation est assez longue mais nécessaire car elle paraît bien montrer les choix faits. « *C'est ainsi que dans les tout premiers temps de l'occupation, nous décidons avec quelques amis de nous réunir. Emile, ancien socialiste des milieux dissidents, Henri, ancien syndicaliste, Robert, ancien communiste, et moi nous constituons le centre de notre groupe clandestin. Autour de nous, par cercles concentriques, d'autres camarades travaillaient, groupés par spécialités. La propagande devait aboutir, selon les équipes, aux organisations de jeunesse, aux syndicats ouvriers, aux paysans et aux petits et moyens patrons, aux étudiants, etc. Nos premières réunions furent comme le reflet de la confusion ambiante. Mais nous nous reprîmes vite. Nous fixâmes dans l'essentiel notre ligne de conduite : libération nationale d'abord, exclusivement, le plus possible sur le seul plan français ; dans le même temps, ne pas cesser de servir notre idéal socialiste et garder les yeux ouverts pour essayer d'apprendre des méthodes et des conditions nouvelles ; rompre avec ces petits conservateurs qui camouflent leur peur de bouger sous un voile de fausse pureté. C'est d'ailleurs pour ces raisons que nous nous appelions Groupe National pour un Mouvement Socialiste Révolutionnaire Français. Dans un premier temps, nous nous étions exhortés à la plus grande prudence et même à la souplesse. Ne pas se laisser briser dans des actions prématurées* »[543].

Avant de revenir sur ce texte, situons le. Il est extrait d'une liasse de feuillets de type « feuillets de comptabilité » et est intitulé « Roman ». Il est précédé d'une phrase : « *Ce roman sera soumis à la censure* ». En ce qui concerne la datation de ce document, on peut s'appuyer sur deux extraits de presse insérés entre deux pages. L'un de ces extraits fait état du passage du film Cité conquise, le mardi 22 septembre. Le second révèle que Café de Paris pourra être vu le vendredi 18 septembre. Le calendrier perpétuel nous permet de voir que ces deux dates correspondent à l'année 1942 bien que Café de Paris de Y. Mirande et G. Lacombe est sorti en France en 1938 et

[543] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 77, Roman.

que Cité conquise de A. Litvak, interprété par J. Cagney et S. Shéridan, est sorti aux USA en 1940. Ces extraits de presse proviennent d'un journal genevois. Plus loin, dans le Roman, un marque-page a été déchiré d'un carnet et est daté des mardi 22 et mercredi 23 décembre. Cela confirme l'année 1942.

Jean Rous a donc probablement écrit son Roman, en 1942-1943, tandis qu'il est à Lyon, réfugié avec Maria.

Cependant, ce texte ainsi que les carnets de 1940-1941 nous renseigne sur l'état d'esprit de Jean Rous au moment de la fin des combats de 40 et des débuts de l'Occupation.

Ses cahiers tendent à s'interroger sur ce que voulait Jean Rous avec le MNR. Le 14 avril 1941, il écrit : *« Cette crise morale que j'ai traversée pendant et au lendemain de la guerre qui a abouti à la théorie de la nouvelle étape, ce n'était pas l'abandon de la volonté et de l'esprit révolutionnaire, en vue de l'adaptation à la vie bourgeoise. C'était la rupture avec des conceptions révolutionnaires de secte, complètement dépassées en vue de se rapprocher d'une forme de révolution possible* »[544] .

Mais, dans ce cahier, de nombreuses pages manquent ou sont déchirées. Rous explique cela lorsqu'il reprend son journal le 15 septembre 1950. Il écrit : « *Après près de dix ans, je reprends ce journal qui avait été rédigé peu avant mon arrestation par les nazis en juillet 1941. Les notes qui précèdent, même mutilées par la peur de voir tout ce journal entre les mains de la police occupante ou réactionnaire, témoignent cependant de l'utilité d'un journal : fixer les points de repère essentiels pour mieux diriger l'évolution de sa pensée et de sa vie* »[545] . Ce « journal de guerre »[546] se concluait cependant par quelques critiques sur son militantisme antérieur à la guerre ainsi que par une critique de Trotsky, le texte l'accusant de « *schématisation pro-*

---

[544] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 16. Notes datées du lundi 14 avril 1941.
[545] Idem, notes datées du 15 septembre 1950.
[546] Car c'est bien ainsi qu'on pourrait intituler les notes pour cette période précédant l'arrestation de Jean Rous.

létarienne » puis d'être non le « *prophète d'une nouvelle époque mais le survivant d'une ancienne* »[547].

Paul Parizot se souvient des Carnets qu'il a vus en septembre 1940, lorsqu'il revient du service militaire et de la guerre[548]. Marcel Hic, dirigeant du POI à l'époque, lui fait lire les Carnets ; il est horrifié. Sur ces feuillets, Jean Rous a noté la victoire du fascisme pour longtemps et la nécessité de s'adapter pour mieux le combattre. Tout cela est antérieur au MNR. Le débat qui s'instaure entre M. Hic et P. Parizot sur ces notes conclut à l'aspect condamnable des textes dans l'optique trotskyste et se demande si une insertion dans la Résistance est possible. Toujours est-il que M. Hic conclut à la manière de Trotsky : « *Un homme à la mer, on passe à l'ordre du jour* », notant ainsi la rupture définitive Rous-trotskysme. Cependant, pour P. Parizot, M. Hic est resté en contact avec Rous, lui a rendu le carnet et ils ont longuement discuté. Ces contacts, d'après Parizot, ont d'ailleurs continué pendant la guerre, ou du moins la période où Rous est à Paris; entre le mouvement trotskyste et Jean Rous qui n'est pas totalement ostracisé par ses camarades. P. Parizot rappelle bien sûr le débat lors de la naissance de la IVème Internationale sur le pacifisme et l'aspect progressiste du nationalisme des masses. Ainsi, le chapitre intitulé « La lutte contre l'impérialisme et contre la guerre » précise : « *Il faut, en outre, distinguer strictement entre le pacifisme du diplomate* (…) *et le pacifisme du charpentier, de l'ouvrier agricole ou de la blanchisseuse ; dans le premier de ces cas, le pacifisme est la couverture de l'impérialisme. Dans le second, l'expression confuse de la défiance envers l'impérialisme* (…)*. Dans le pacifisme et même dans le patriotisme des opprimés, il y a des éléments qui reflètent, d'une part, la haine contre la guerre destructive et, d'autre part, l'attachement à ce qu'ils croient être leur bien, qu'il faut savoir saisir pour en tirer les conclusions révolutionnaires. Il faut savoir opposer hostilement l'une à l'autre ces deux formes de pacifisme et de patriotisme. Pourtant, de ces considérations, la IVème Internationale appuie toute revendication même insuffisante si elle est capable d'entraîner les*

[547] ADPO, 96 J 16, 8 juin 1941.

masses, même à un faible degré, dans la politique active, d'éveiller leur critique, de renforcer leur contrôle sur les machinations de la bourgeoisie »[549]. On se souvient que cela avait été un sujet de vives frictions à Périgny lors du congrès de fondation de la IVème Internationale en septembre 1938.

Paul Parizot conclut que les pages arrachées sont certainement celles qui l'avaient horrifié. On peut ajouter en parallèle à ces étonnements de Parizot ce que Victor Serge écrit dans ses carnets sur le MNR. Dans le texte correspondant à sa rupture avec Trotsky qu'il date de 1936-1937, il rappelle avoir dit à Rous : « *Vous êtes des sectaires malades* ». Puis, comme nous l'avons vu, il ajoute entre parenthèses : « *Sous l'Occupation nazie en 40-41, Rous a tenté de former à Paris, avec Jaquier du PSOP, un 'Parti Révolutionnaire National' accommodé au goût nazi puis il aurait été arrêté* »[550]. Lors de la publication des carnets en 1952, Jean Rous contestera cette affirmation en arguant que Victor Serge aurait certainement modifié ce texte s'il n'était pas décédé en novembre 1947. V. Serge avait écrit en effet, en 1945, un texte débutant par : « *Je suis porté à croire que, le lendemain de la défaite, une majorité de Français crurent en une réconciliation avec les vainqueurs qui semblaient alors invincibles et au besoin d'une 'Révolution Nationale' qui serait réactionnaire dans ses institutions politiques mais progressiste dans ses innovations économiques* »[551].

Que dire cependant des textes du MNR ? Il apparaît effectivement que l'absence de perspective domine la réflexion. Les principaux éléments à relever sont le refus de l'Occupation allemande et le refus d'une alliance avec l'Angleterre en tant qu'Etat capitaliste, renvoyant dos à dos les deux ennemis. Mais, en même temps, des relents internationalistes apparaissent :

---

548 P. Parizot, entretien du 14/04/1995.
549 Le programme transitoire, éd. du Secrétariat Européen de la IVème Internationale, août 1944, p. 16. L'introduction précise que cette édition a été faite pour le quatrième anniversaire de la mort de Trotsky et que le texte n'a pas vieilli depuis son adoption en 1938.
550 Serge V., Carnets, op. cit., p. 46.
551 Serge Victor, « Les expériences françaises », Gavroche, n°. 87-88, août 1996, p. 33. La première traduction de ce texte est parue en anglais dans Partisan Review, vol. 12, n°. 2, 1945.

sympathie avec le mouvement ouvrier anglais, pas de germanophobie, intérêt pour la lutte du peuple grec. Un troisième élément est la non condamnation formelle de la collaboration qui, d'une certaine façon, est comprise comme « on n'a pas le choix, la défaite militaire détermine notre situation ».

Cette collaboration n'en est qu'à ses débuts et elle n'est justifiée que parce qu'accompagnée d'une occupation militaire. La Révolution Nationale, chère au Maréchal, n'est pas non plus condamnée encore que ce puisse être tactique dans la mesure où la tentation semble forte de séparer Pétain de ses soutiens. Pour Philippe Burrin, le MNR est l'un des premiers mouvements clandestins mais c'est aussi un mouvement au sein duquel les frontistes tinrent une place notable[552]. On retrouve en effet nombre des thèses défendues par Bergery à la veille de la guerre ; « *rassemblement de tous les Français, à quelque classe qu'ils appartiennent et quel que fut leur passé politique* »[553]. On peut ajouter à ces thèmes l'antiparlementarisme, qui apparaît, par exemple, dans La Flèche, organe du Mouvement frontiste qui, en juin 1938, à propos de la fin de la session parlementaire, parle de « *clôture de la foire aux menteurs* »[554]. On retrouve aussi la volonté de briser la puissance des trusts[555]. Ces thèmes, apparus dans le MNR, y sont renforcés par les thèses d'extrême gauche, en particulier celui du « *prolétariat qui (malgré son impuissance dans la période antérieure) est le moteur révolutionnaire vers le socialisme* »[556] et par la dénonciation par celle-ci de ceux qui devaient être les fossoyeurs du capitalisme et qui « *ont fait ce qu'ils pouvaient pour trahir leurs devoirs révolutionnaires* »[557] ; mais aussi par le désarroi causé par l'incompréhension de la situation qui amène à écrire : « *Dans l'époque du dépassement du système capitaliste, ce dépassement s'étant effectué en l'absence de la Révolution prolétarienne, ce n'est pas dans le système du marxisme-léninisme ('trotskisme' ou 'stalinisme') que nous trouverons la 're-*

---

552 Burrin P., La dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945, Paris, Seuil, 1986, p. 366.
553 Garet J. L., « L'énigme Bergery : un parti politique sous la IIIème république », L'Information historique, Paris, A. Colin, 1992, p. 181.
554 Idem, p. 182.
555 Idem.
556 Révolution française, n°. 1, p. 7.
557 Idem, p. 6. Il s'agit, bien sûr, des partis socialiste et communiste.

cette' théorique et politique du Mouvement national révolutionnaire actuel. Nous devons trouver nous-mêmes une doctrine qui résolve le problème des rapports économiques et sociaux nouveaux. Nous devons évidemment la trouver à partir de cette loi élémentaire de l'évolution : la décomposition du système capitaliste, la substitution à la dictature de l'oligarchie parasitaire, qui aujourd'hui ruine la société, de la dictature du travail conçue sous l'angle producteur. Ce qui inclut aussi, dans une certaine mesure, le capitaliste qui travaille et est, avant tout, le chef de production »[558].

L'analyse que J. F. Kesler fait du MNR nous apparaît comme la plus probante lorsqu'il écrit : « *En fait, le Mouvement National Révolutionnaire veut s'insérer dans un ordre nouveau tout en essayant de le modifier* »[559]. Il faut y ajouter cependant les remarques de P. Burrin sur « *le cas du MNR* [qui] *rend manifeste la difficulté qui assaillit la plupart des marginaux des années 30 au début du régime de Vichy, quand celui-ci paraissait encore susceptible de bouger. Il y avait bien un fonds commun entre le régime né de la défaite et leurs projets. On sait le temps qu'il fallut à un certain nombre de résistants de la première heure pour rompre avec Pétain et la politique intérieure de Vichy, même s'ils en désapprouvaient la politique extérieure* »[560].

Quant au paragraphe sur la « *domination occulte, qu'elle provienne du judaïsme, de la maçonnerie ou du jésuitisme* », notons que, malgré la maladresse des expressions utilisées peu après la promulgation du statut des juifs (03/10/1940) ou la dissolution des sociétés secrètes (13/08/1940), il ne s'agit que de relever ce que le Travailleur français croit pouvoir constater sur l'existence des sociétés occultes et que, par ailleurs, il ne s'agit pas pour autant de persécuter les Français à cause de leur race ou de leur religion.

Enfin, le soutien, ou plutôt l'intérêt pour les « *idées politiques et sociales* » de Déat et de L'œuvre ne doit pas étonner puisque dans cette première phase de l'Occupation, Déat tente d'influer sur la vie politique française

---

558 Idem, p. 7.
559 Kesler J. F., De la gauche dissidente au nouveau parti socialiste, Toulouse, Privat, 1990, p. 106.

mais « *sa première pensée n'allait pas à un régime totalitaire* »[561]. De plus, Déat « *critiqua le nationalisme, le cléricalisme, le militarisme du nouveau régime, ses connexions avec le grand capitalisme, railla et condamna avec une verve féroce la 'petite terreur blanche' instituée sous le contrôle de l'Action française. Il protesta d'autre part contre les mesures de révocation qui frappaient les maires de gauche, réclama la libération des pacifistes emprisonnés, prit la défense des victimes de Vichy : les femmes que l'on renvoyait au foyer, les instituteurs que l'on chargeait de la responsabilité de la défaite, les parlementaires que l'on accablait de tous les maux du pays* »[562].

Bref, on sent une proximité de vue entre Déat et le MNR, à l'exception de l'occupation que Déat accepte totalement. Doit-on pour autant considérer au travers de Rous et des ex-trotskystes du MNR que « *il semblerait qu'un véritable courant 'hitlero-trotskyste' ait fugitivement donné sens aux campagnes du PCF* »[563]. Pour les staliniens, l'hitlero-trotskysme est l'alliance objective des trotskystes et des fascistes dans le but de mener la classe ouvrière dans les bras de ce même fascisme et donc, par conséquent, vers l'écrasement du parti de la classe ouvrière, le « parti communiste ». Or, d'une part, au même moment, à l'automne 1940, le PCF n'a pas encore digéré la défaite et, contre coup du pacte germano-soviétique, s'oppose à Vichy mais a demandé à l'autorité allemande l'autorisation de faire reparaître L'Humanité. D'autre part, la courte durée d'existence du MNR, son caractère volontairement clandestin, les incertitudes quant à ses contacts avec Vichy, la période dans laquelle se déroule cette courte existence et enfin le fait qu'aucun militant ex-trotskyste au MNR n'est allé plus loin que ces quelques feuilles interdisent de traiter ainsi leur action, dont on voit qu'elle est surtout marquée par un certain *« désordre des esprits* »[564] ou une « *confusion* [qui]

---

560 Burrin P., La Dérive fasciste…, op. cit., p. 368.
561 Idem, p. 330.
562 Idem, p. 386.
563 Bourseiller Christophe, « Entre mythe et réalité : la véritable histoire des 'hitlero-trotskystes' », Les Cahiers d'Histoire sociale, n° 6, printemps-été 1996, p. 95 et sq.
564 Rajfus M., les Français de la débâcle, juin-septembre 1940, ou un si bel été, Paris, éd. Du Cherche Midi, 1997, p. 207.

n'*épargne pas la petite avant-garde socialiste révolutionnaire et trotskyste* »[565].

On peut enfin s'interroger sur la tactique adoptée par ces militants. En effet, durant l'été 40, un débat qui secoue les hommes politiques de Vichy est celui du parti unique tel que Pierre Laval le définit : « *Il n'y a plus de parti et il n'y aura désormais place pour aucun parti ou plutôt, il n'y aura qu'un seul parti, celui de tous les Français, un parti national qui fournira les cadres de l'activité nationale…* »[566]. M. Déat, G. Bergery ou Doriot sont alors en quête de ce parti, Déat et Bergery se rapprochant dans le « Comité de Constitution du Parti National Unique »[567]. Même si ce parti unique ne voit jamais le jour, on peut penser que les militants du MNR voient en lui et son éventuelle existence une possibilité de trouver un milieu d'intervention, une sorte d'entrisme nouvelle méthode. On sait que pour Jean Rous un des problèmes principaux du trotskysme est son incapacité à exister en tant que parti ouvrier de masse. Mais, pour ce faire, il faut donner quelques preuves de bonne volonté comme l'accord sur la collaboration ou l'Europe nouvelle, le tout assorti d'une condition qui en rend l'application impossible : la fin de l'Occupation par l'armée allemande. Il ne s'agit, bien sûr, que d'une hypothèse qu'aucun témoin n'a pu confirmer ou infirmer cinquante ans plus tard, sans pour autant refuser l'idée qui paraît plausible.

L'apport bergeryste sur un fond marxiste ressort aussi d'un document du fonds Marceau Pivert. Il existe, en effet, quatre rapports (notes) ; trois sont signés par « alpha » ; une n'est pas signée. Sont jointes à ces notes des feuilles éparses, sans mention d'origine ou date de rédaction. Une première feuille non datée ni signée fait état de la naissance du MNR « *dont le but serait de combattre le RNP, mais surtout de faire une propagande intense en faveur de l'Angleterrre et de de Gaulle* ». Elle ajoute que « *H. Barré et Roux* (sic) *sont membres du Comité directeur ; Roux, avocat, 3 rue E. Cresson,*

---

[565] Craipeau Y., Contre vents et marées, op. cit., p. 70.
[566] « Rapporté par L. Noguères à la commission parlementaire.d'enquête (t. VII, p. 2227), d'après ses notes prises en juillet 1940 », in : J. P. Cointet, « Marcel Déat et le parti unique (été 40), Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale, n° 91, juillet 1973, Paris, PUF, p. 2.

14ème arrondissement, ancien chef du POI est allé dernièrement à Vichy pour entrer en contact avec Bergery et mener une action anti-collaborationniste contre le RNP ». Au Comité directeur, il y a aussi « *M. Lis-sansky (juif) et M. Jaquier (a été arrêté)* », peut-on y lire.

Les trois notes signées « alpha » sont des comptes-rendus de trois ou quatre lignes montrant simplement que le MNR est surveillé. Par contre, la quatrième note, non signée, est datée du 12/05/1941 et précise l'état du MNR, selon l'indicateur, donné comme membre de ce mouvement. On peut y lire : « *Le journal 'Combat National Révolutionnaire' tire à quatre-vingt mille exemplaires* (…) *et diffuse mille numéros sur Paris* ». Il y a un désaccord entre frontistes et psopistes, à tel point que « [ceux-ci] *recherchent des fonds juifs pour être à égalité avec Front Commun* ». « *Pouderoux semble avoir une grande activité au sein du MNR pour le compte frontiste* », lit-on ensuite. « *Le MNR cherche à reprendre contact avec les communistes officiels* ». «*J'ai arrangé un rendez-vous avec Rous, cette semaine, et lui ai déjà fait dire que j'entendais, tout en étant au NRP, reprendre ma place au MNR* ». « *Les psopistes essaient de reprendre contact avec Germaine Pivert* ». « *Barret* (sic) *est parti en Angleterre, mardi dernier, sans en prévenir personne* (…) *avec deux sergents allemands insoumis* ». « *La personne qui remplace Bar-ret pour liaison avec moi est un nommé Simon* (…) *qui travaille sous son nom au Commissariat au Chômage comme comptable* »[568]. Ainsi donc, le MNR est surveillé, de même que Jean Rous, comme on l'a vu précédem-ment. D'ailleurs, le 24 janvier 1941, « *tous renseignements sur Rous, membre du MNRF* » sont demandés aux services des Renseignements gé-néraux par le ministère de l'Intérieur. La réponse parvient le 10 février 1941 sous le numéro 466 et contient le curriculum vitae de Rous (POI, JSR, IVème Internationale, PSOP). Cependant, il est noté que ses activités politiques se font hors de son domicile et de son lieu de travail puisque « *on n'apprend pas qu'il ait des attaches avec les milieux révolutionnaires. En privé, il est*

---

[567] Idem, p. 3.

favorablement représenté ». Le 5 avril 1941, une note fait état d'un dossier numéro 69822 des Renseignements généraux concernant Jean Rous, membre du Comité central du POI, (15 passage Dubail). Ce qui tendrait à montrer que le dossier sur Jean Rous, désormais aux Archives Nationales de retour de Moscou, n'est peut-être pas le seul le concernant, pour cette période d'avant-guerre. L'étau semble donc se resserrer autour des membres du MNR et en particulier de son aile marxiste. Aussi, le 4 juillet 1941, Jean Rous, M. Lissansky et R. Clair sont arrêtés.

Avant de passer à l'arrestation et à la période d'emprisonnement de Jean Rous, relevons deux informations dues à J. Rebeyrol. Alors qu'on lui demande d'expliquer le MNR[569], il note : « *Rous faisait des longues et pesantes dissertations d'où il déduisait qu'il fallait lutter contre les Allemands et le nazisme. La plupart des membres du MCR*[570] *n'étaient pas gaullistes. Ils avaient étudié ce qui, en ce début d'année 41, pouvait être le plus utile à faire. Ils n'entrevoyaient pas la possibilité d'action militaire immédiate ; aussi avaient-ils décidé de se borner à la propagande* ». Et, plus loin, alors qu'on lui fait remarquer que « *des jugements réservés ont été portés sur le MCR et, en particulier, sur Rous* », il « *affirme que des hommes comme Rous en particulier furent toujours parfaitement conséquents, qu'ils prirent toujours leurs responsabilités au mieux de leurs conceptions de révolutionnaires français anti-fascistes, qu'à aucun moment ils ne songèrent à la fraternisation avec les troupes d'occupation* »[571].

---

568 Centre de recherche sur l'Histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme ; fonds Marceau Pivert, 559 AP.8. Toutes les citations entre guillemets sont extraites des informations policières.

569 Archives Nationales, 72 AJ 64, p. 2.

570 C'est ainsi que J. Rebeyrol désigne le MNR.

[571] Idem, p. 3.

CHAPITRE VI
LA PRISON, LA RESISTANCE

1. A Paris :

1. L'arrestation :

L'arrestation a lieu à la Mairie du 11ème arrondissement, aujourd'hui place Léon Blum, dans la salle des Contributions, le 3 juillet 1941. La police vient l'arrêter pour le remettre aux autorités d'occupation[572]. Le dossier personnel de J. Rous à la Mairie de Paris indique qu'il est « *arrêté le 2 juillet 1941 à la requête des autorités allemandes* »[573]. Le dossier de la Préfecture de police mentionne pour sa part : « *arrêté le 4 juillet 1941, à la mairie du 11ème arrondissement, à la demande des autorités allemandes* »[574]. En août 1952, à la demande du ministère des Anciens Combattants une enquête des Renseignements généraux relève que « *l'intéressé a déclaré en substance : 'J'ai été arrêté le 3 juillet 1941 à la Mairie du 11ème arrondissement par des policiers en civil qui m'ont emmené à la brigade spéciale de la Préfecture de police. J'ai appris que des soupçons existaient sur mon activité résistante et j'ai été remis entre les mains des autorités d'occupation et conduit à la Santé'*[575], ce qui fait dire à l'enquêteur : « *L'intéressé est connu de la Direction des 'Renseignements généraux et des jeux' pour une arrestation le 4 juillet 1941, motif inconnu, passage par les prisons attesté* »[576]. Enfin, la levée

---

[572] Sa demande de carte d'interné-résistant précise qu'il a été arrêté par les Allemands le 3 juillet 1941. Il obtient la carte le 19 décembre 1955, sous le numéro 1201.10919. Mais, dans Un Homme de l'ombre, il dit : « *…livré le 3 juillet 1941 par le gouvernement de Vichy à la Gestapo...* », p. 82.
[573] Mairie de Paris, dossier Jean Rous, Préfecture de la Seine, série C 317. Lettre du directeur des finances du 20 novembre 1941.
[574] Préfecture de police, dossier n° 49876, dossier n° 1, fiche non datée. Le dernier événement relevé date du 19 janvier 1953.
[575] Préfecture de police, n° 49376, dossier n° 2, renseignements fournis le 21 août 1952 pour le ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.
[576] Idem.

d'écrou donne comme date d'entrée à la prison de la Santé le 3 juillet 1941[577].

Il est donc arrêté probablement le 3 juillet, en même temps que M. Lissansky et R. Clair mais aussi que J. Meichler, ancien militant du PCI (Molinier-Frank) et alors membre fondateur (avec P. Rimbert et M. Fourrier) du mouvement de Résistance « Notre Révolution » qui considère que « *liés ; baillonnés, impuissants, les prolétaires français n'ont plus guère à compter sur une aide chimérique de l'URSS. Ils ont d'abord à reconquérir leur liberté et leur indépendance nationale et ensuite à faire leur Révolution* »[578]. Jean Rous suit donc M. Jaquier et H. Barré, arrêtés avant lui, le premier pour trahison, le second alors qu'il tentait de franchir la ligne de démarcation pour prendre contact avec le Labour Party, selon Jean Rous[579], mais selon J. Rebeyrol pour « *prendre contact avec Londres afin d'obtenir des fonds, des renseignements et, le cas échéant, des directives* »[580].

2. Le procès :

Jean Rous pour sa part est appréhendé pour terrorisme. Le 22 septembre 1941, il est condamné par un tribunal allemand à cinq mois de prison qu'il passe à la Santé jusqu'à début octobre puis à Fresnes avant d'être transféré à Villeneuve-Saint-Georges de fin octobre au 5 décembre 1941, date de la levée d'écrou. La condamnation est « justifiée » par le fait qu'il ait reconstitué une organisation culturelle dissoute.

Pour F. Zeller, la faible condamnation s'explique par le fait que le tribunal qui le juge est composé d'officiers de la Wehrmacht et non de la Ges-

---

[577] Copie certifiée conforme de la levée d'écrou de Jean Rous, dossier n° 42078, demande de Carte de Combattant datée du 21 février 1949. Le document certifié conforme l'a été le 13 octobre 1948 par le commissaire de Police du 14ème arrondissement.
[578] Notre Révolution, mai 1941.
[579] Archives Nationales, 72 AJ 59, dossier « Libérer-Fédérer ». Témoignage de Jean Rous vu par Marc Herlat le 24 septembre 1946.
[580] Témoignage de J. Rebeyrol, directeur du Parisien Libéré, vu par L. Lecorvaisier, le 12 juillet 1946. Archives Nationales, 72 AJ 64.

tapo[581]. En réalité, l'ensemble des informations est, sur cette courte période, difficile à glaner. La levée d'écrou déjà citée et incluse dans le dossier de demande de carte de combattant indique que « *le jugement contre Jean Rous du tribunal du 22 septembre 1941 a été exécuté dans cet établissement* », l'établissement étant la prison de Villeneuve Saint Georges. La levée d'écrou est écrite en allemand et en français et semble indiquer qu'il y a effectivement eu procès. Les renseignements pris auprès des Archives Nationales relèvent qu'il n'y a aucune trace en France de procès contre Jean Rous mais que ceci est normal, si le procès s'est tenu devant un tribunal allemand. Nos demandes de renseignements en Allemagne n'ont pas abouti. La Préfecture de police de Paris, qui a enquêté pour le ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, note que l'intéressé dit avoir « *été condamné à cinq mois de prison pour reconstitution de ligue dissoute. Les Allemands lui prêtent des idées communistes mais il fut établi qu'il était militant socialiste et fut donc condamné pour avoir tenu des réunions avec des camarades* »[582]. La conclusion déjà relevée : « *arrêté en 1941, motif inconnu, passage en prison attesté* » n'apporte rien de neuf. Les informations de la mairie de Paris sont tout aussi fragmentaires et peu précises. La note du directeur des finances précise qu'il a été « *condamné par un tribunal militaire allemand, rue Boissy d'Anglas, à un mois et demi de prison pour 'propos hostiles au IIIème Reich'* (...)*. Cependant, l'Administration n'a jamais été officiellement informée des faits reprochés à Jean Rous*. *Elle ne sait que par des indications fournies par Rebeyrol Mme Jean Rous* »[583]. J. Rebeyrol, dans son curriculum vitae pendant la guerre, écrit : « *Dans les premiers jours de juillet 1941, la Gestapo effectue des arrestations massives dans tous les milieux soupçonnés de sympathies communistes ou révolutionnaires. De nombreux camarades du « MCR » sont arrêtés, dont Rous. Mais il se défend très habilement et n'est condamné qu'à dix mois de prison, ses camarades à*

---

[581] Trois points, c'est tout, op. cit., p. 214.
[582] Préfecture de police, dossier n° 49376, dossier n° 2.
[583] Mairie de Paris, dossier Jean Rous, Préfecture de la Seine, série C 317, document du 20 novembre 1941.

six mois. Tous furent relâchés une fois leur peine purgée »[584]. Les 19 et 22 août 1946, J. Rebeyrol précise ce qu'il sait sur le procès : « *Tous se défendent très bien au procès. Rous fut le plus adroit jouant le jeu du vieux léniniste. Les Allemands ne possèdent d'ailleurs contre eux que peu de preuves. Ils n'ont saisi aucun tract important, sauf un papier rédigé par Rous très long et en style marxiste et pesant. Rous se déclare être ami de l'Allemagne et ennemi du capitalisme anglo-saxon, mais fait remarquer aux juges allemands qu'ils sont les occupants et, de ce fait, amenés à commettre certaines brutalités dont souffrent les Français. Le président lui fait alors remarquer qu'il aurait pu demander* [pour son journal] *l'autorisation de paraître. Rous lui répond que, par dignité et pour avoir une bonne audience française, il était indispensable que ses publications fussent clandestines. Le président allemand fut d'ailleurs compréhensif et Rous fit environ un an de prison tandis que ses camarades ne firent que six mois* »[585]. Une dernière information vient d'une lettre envoyée à J. Rous par un des condamnés M. Lissanski. Elle est datée du 8 août 1983 et dit : « *Crois, mon cher Jean, que je n'oublierai jamais les jours sombres de notre captivité à la prison hitlérienne de la Santé à Paris en 1941 et la déclaration en forme de plaidoirie collective pour des co-inculpés et* (illisible) *(otages à l'époque)* »[586].

Dans son Roman[587], Rous décrit le tribunal puis raconte le procès. Les informations données correspondent à ce que J. Rebeyrol dira aussi du procès. J. Rous raconte : « *Le tribunal allemand loge dans l'hôtel particulier du bourgeois Louis Louis-Dreyfus, rue Boissy d'Anglas.* (...) *Au fond d'une salle tendue de vert, autour d'une table en fer à cheval, siège le tribunal. Au-dessus de la tête du président, sur un socle, un buste d'Hitler est posé. Le président est assisté de deux officiers et d'un soldat, à gauche, le greffier et l'interprète, à droite l'avocat de l'Etat National Socialiste. Devant la table, des*

---

[584] Témoignage de J. Rebeyrol pris le 12 juillet 1946. J. Rebeyrol s'obstine à appeler « MCR » le mouvement qu'il dit créé par Rous.
[585] Idem.
[586] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 72. Lettre de Michel Lissanski du 8 août 1983.
[587] ADPO, 96 J 77, « Roman ».

chaises sont installées où l'on nous fait asseoir dans l'ordre d'entrée. Le hasard veut que je sois assis le premier ».

Jean Rous est donc le premier interrogé. Il déclare que : « *L'entente entre notre pays et le vôtre n'est possible que s'il y a une certaine indépendance réciproque et une certaine égalité de droit. Les Français qui, sous prétexte de collaboration, se mettent au service d'une nation étrangère, créent des mouvements sous sa direction, prennent dans tous les cas* (...) *le parti d'oppresser leur peuple, détruisant en réalité les conditions d'une entente véritable. Ils dressent contre eux le sentiment national et discréditent jusqu'à l'idée même d'une coopération entre nations d'Europe* ». Pour préciser leur action, Jean Rous répond au Président du tribunal qu'il n'est « *nullement* » communiste. « *C'est ce que j'ai contesté dans un souci de vérité* », ajoute-t-il en critiquant la négligence des traductions des interrogatoires. « *J'ai reconnu avoir voulu constituer un groupe mais non communiste* » ; puis il expliqua : « *Je suis socialiste parce que je pense que le moment est venu de substituer à un ordre social basé sur les privilèges du grand capital, une société fondée sur les droits et privilèges du travail. Je crois d'ailleurs que le socialisme reste un son creux tant qu'on n'a pas exproprié les oligarchies qui sont à la tête des trusts et qu'on ne les a pas remplacées par les représentants du monde du travail organisé* ». « *Etes-vous pour la dictature du prolétariat ?* », lui demande le président. « *A trop manipuler les étiquettes, on les a usées au point que nous autres, jeunes socialistes, nous en sommes réduits à ne nous fier qu'au contenu. De sorte que je dois répondre à votre question : 'ça dépend de ce qu'on entend par prolétariat'. Je dis non si on identifie prolétariat et ouvriers d'usines parce qu'aux côtés des ouvriers d'usines, il y a les techniciens, les chefs d'entreprise travailleurs, les artisans, les intellectuels (et dans un autre domaine les paysans) qui ont prouvé par leur vitalité qu'ils ont droit à leur part de dictature* (...). *Je dis oui si l'on entend par prolétariat tous ceux qui vivent de leur travail. Une telle étape de la société me paraît réalisable immédiatement. Le besoin historique de l'heure l'impose* ». Mais Rous ajoute dans son <u>Roman</u>, en note, que le Président se livrait à un examen de leurs réponses ; il ne voulait pas les piéger par des questions banales du

style : « *Etes-vous pour ou contre Moscou ?* » puis il ajoute : « *La ruse avait aussi ses limites : nos propres bulletins* ».

Il est vrai que nous sommes à l'automne 41. L'attaque contre l'URSS avait « justifié » l'arrestation des communistes par les Allemands, y compris de ceux que l'on considérait comme tels en utilisant le terme indifféremment, que l'on soit proche de Moscou ou opposé au stalinisme. L'avancée des Allemands en URSS permettait des procès.

Puis vinrent les interrogatoires des autres prévenus. L'avocat du gouvernement allemand, prenant la parole après les autres prévenus, dit qu'« *il n'est pas établi de liaison avec Moscou, mais que les activités des prévenus portaient préjudice aux autorités d'occupation, ne serait-ce que parce qu'elles se déroulaient en dehors de leur contrôle. On ne peut, par ailleurs, tolérer les critiques et les propositions militantes dirigées vers les jeunes ouvriers qui auraient pu, le moment venu, encadrer la Résistance* ». Il propose dès lors une condamnation à dix-huit mois de prison.

Les avocats des prévenus plaident en allemand et semblent soulagés que l'accusation principale soit retirée. Quant à Rous, il reste inquiet et envisage l'avenir en ces termes : « *mais sait-on jamais… otage...* ».

La délibération dure une demi-heure. Le tribunal, debout, prononce une peine de douze mois pour Rous et pour celui que Rous appelle « Emile » dans son Roman car ils ont la responsabilité principale dans l'organisation. Six mois sont infligés aux deux autres accusés. Puis le Président, assis, commente le jugement : « *Il n'y a pas de preuve d'une liaison avec un pays ennemi de l'Allemagne mais ... toute entreprise qui risque de nuire à l'œuvre dont l'armée allemande a la charge doit être sanctionnée. Le tribunal n'a pu enfermer les fondements politiques de votre groupe dans une définition courante mais il a remarqué que vos écrits étaient en contradiction avec les lois et règlements de l'occupation. C'est pourquoi, il a dû appliquer une peine qui, étant données les circonstances, n'est pas susceptible de réduction* ».

Aussi, si l'on s'en tient à cette version, certes romancée mais qui n'apparaît pas en contradiction avec ce qu'ont pu écrire M. Lissanski ou J.

Rebeyrol, on a une idée de la complexité du problème. Sont-ils ou non communistes ? Ils acceptent une certaine « *collaboration* » s'il n'y a pas occupation. Tout cela peut être compris par un tribunal militaire qui n'a même pas à juger d'actes de violence. Enfin et peut-être, Rous se pose-t-il la bonne question page 138 de son Roman : « *Peut-être le Président est-il un social-démocrate repenti, comme il y en a beaucoup* ».

On peut en conclure qu'il y a probablement eu condamnation, à une peine légère, certes mais le risque principal demeure : être utilisé comme otage.

Pour F. Zeller, M. Jaquier, J. Rous, l'arrestation des militants du MNR vient d'un indicateur de police, ancien communiste pour certains[588], qui était parvenu à la direction du MNR et en relation avec J. Simon, commissaire des Renseignements généraux.

3. L'emprisonnement :

Jean Rous nous décrit son arrivée à la Santé : « *Un officier allemand me fait signe de le suivre. Porte à droite, quartier français. Uniformes verts et sentinelles armées, là ; uniformes bleus avec étoiles rouges, ici. On nous remet avec une fiche entre les mains d'un geolier au poil roux. Dès qu'il vit ma fiche rédigée en allemand, il se mit à hurler ; il me poussa d'un coup de clé dans le dos. J'étais tenu de deviner la direction dans laquelle il voulait que je me dirige. Nous passons la cour où je vois des prisonniers de guerre décharger le pain, puis nous nous trouvons au bout du couloir où se trouve une rotonde. C'est là que circulent les visiteurs, les avocats, les auxiliaires (ceux qui aident aux travaux). De là partent comme autant d'avenues les divisions du quartier bas. Une lueur bleutée éclaire fort et donne aux prisonniers cette coloration de cadavres, ce teint de cire. Mon porte-clé me fait*

[588] M. Jaquier, Simple Militant, op. cit., p. 256.
F. Zeller, Trois points c'est tout, op. cit., p. 212.
J. Rous, Témoignage, vu par Mme Merlat le 24/09/46.

signe de me diriger vers la division n°3. Il regarde ma fiche et dit : 'Komunist, Ah !'. J'en arrive à regretter de n'être pas communiste. Mon geôlier me poussa dans la cellule 89. C'était au troisième étage et au fond à gauche. Cette cellule est fraîchement peinte en blanc à la chaux. On eut dit un caveau de famille. Peur, celle qu'on éprouve si on est enterré par erreur. La lucarne était trop haute. Le tabouret était accroché au sol par une courte chaîne. Un petit lit de fer était rabattu sur le côté droit du mur. Le règlement se trouvait affiché à la porte, au-dessus du guichet »[589]. En réalité, selon son témoignage, Jean Rous occupe la cellule 77, deuxième division, ce qui lui permet de voir J. Meichler qui, lui, occupe la cellule 94. J. Meichler sera un des premiers otages fusillés, le 6 septembre 1941, en même temps que E. Angubolt et E. Brucker, à la suite d'un attentat commis contre un militaire allemand, le sergent Hoffman, blessé en entrant dans l'hôtel Terminus, Place de la République [590]. On peut penser que le choix de J. Meichler, comme premier otage à fusiller, s'explique par le fait qu'il a été pendant les années d'avant-guerre gérant du journal des réfugiés trotskystes allemands en France Unser Wort[591]. Dans son Roman, Jean Rous fait une allusion à son ancien camarade. Il note « *L'après-midi, on fait circuler 'L'œuvre' qui portait un avis du général Stülpnagel annonçant sans aucune précision de nom qu'à la suite de nouveaux attentats, trois otages français représentatifs avaient été fusillés.* (...). *J. Mollet avait consacré sa vie à la révolution socialiste* (…). *Il avait été garde du corps de Léon Trotsky* »[592]. M. Lissansky parle aussi de J. Meichler à la Santé : « *Le pauvre Meichler, arrêté avec nous, otage comme nous pour la même affaire, et je me demande encore pourquoi il y avait été 'introduit' avant d'être fusillé au Mont Valérien. J'avais été avec lui dans la voiture de la Gestapo qui nous avait conduits de la Préfecture de police à la Santé. Si j'avais été rudement secoué à deux reprises par les sbires de la Gestapo, rue des Saussayes, les coups que lui avait reçus l'avaient, paraît-il, rendu fou*

---

[589] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 77, Roman, p. 16-17.
[590] Klarsfeld Serge, Le livre des otages, Paris, Editions Fr. réunis, 1979, 295 pages, p. 21.
[591] Lettre de L. Bonnel du 19 avril 1997.
[592] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 77, Roman, p. 76 et 78. Il appelle « J. Mollet » l'otage J. Meichler fusillé.

d'après ce que j'avais appris à la séance unique du 'coiffeur' où le Bourre avait été tellement saisi de me revoir. Il me croyait fusillé »[593].

En octobre, Jean Rous quitte la Santé pour Fresnes où il ne reste que peu de temps avant de rejoindre, pour terminer sa peine, Villeneuve Saint Georges. De longues années plus tard, il rencontrera lors d'un meeting du PSA à Narbonne son camarade Prax, leader du PSA dans l'Aude « *ami de prison de Villeneuve Saint Georges et grand invalide de la Résistance* »[594].

Le 5 décembre 1941, Jean Rous est libéré[595] « *en même temps que quelques communistes* »[596]. Le 31 mars 1942, un fonctionnaire des Renseignements généraux fait une recherche sur Jean Rous afin de répondre à une lettre de M. Dhavernas , sur laquelle nous reviendrons, et précise sur le brouillon : « *Rous est un ami de M. Dhavernas, Inspecteur des Finances et collaborateur de M. Pucheu, Ministre de l'Intérieur, ainsi que de M. Bergery, député, ambassadeur de France. Et il n'est pas douteux que sa libération soit le fruit d'une intervention effectuée par cette dernière personnalité* »[597]. Cette deuxième partie, à partir de « *Et il n'est...* » n'est pas retranscrite dans la préparation de réponse à Dhavernas. Tout cela paraît plausible cependant. Le travail fait avec les anciens membres du « Front Commun » ne peut que les amener à tenter de faire libérer leurs anciens camarades. Une intervention de G. Bergery pouvait être efficace. Il avait déjà permis le retour en France de G. Izard, prisonnier dans un oflag en Allemagne. G. Izard avait pourtant rompu avec « Front Commun » en 1937 pour adhérer à la SFIO. Peu après sa libération, G. Izard rejoindra l'organisation de Résistance OCM[598].

---

[593] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 72. Lettre de Michel Lissansky du 8 août 1983.
[594] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 20.Cahier du 20 avril 1959.
[595] Copie de la levée d'écrou de Jean Rous, dossier n° 42078 de demande de carte de combattant.
[596] Témoignage de Jean Rous vu par Mme Merlat, le 24/09/46, p. 3. Archives Nationales, 72 AJ 59, dossier « Libérer-Fédérer ».
[597] Préfecture de police de Paris, dossier n°49376 « Rous Jean dit Jean Rous », dossier n°1, document daté du 31 mars 1942, parvenu aux Archives Centrales des Renseignements généraux, le 2 avril 1942.
[598] Gacet. J. L, « L'énigme Bergery : Un parti politique sous la IVème République », l'Information Historique, n° 5, 1992, p. 181.

2. Paris-Prades-Montpellier-Lyon :

La Préfecture de la Seine, son employeur, s'interroge en novembre 1941 pour savoir si elle le réintègrera. Son chef de service à la direction des finances de la Préfecture le souhaite : « *Excellent fonctionnaire, conscience, ponctualité et correction. Attitude au point de vue professionnel : n'a jamais donné lieu à aucune critique* »[599]. L'Administration ajoute d'ailleurs, comme nous l'avons vu, que les quelques renseignements fournis sur l'incarcération de Jean Rous l'ont été par Mme Rous.

Jean Rous reprend son travail le 8 décembre 1941. L'administration parisienne l'avait mis d'office « *en congé sans traitement à compter du 1er octobre 1941* »[600] et s'était demandé que faire lorsque sa détention avait pris fin. Elle a donc opté pour la réintégration. Jean Rous a été « *en congé* » du 1er octobre 1941 au 7 décembre de la même année.

Peu de temps après avoir été libéré et avoir repris son travail, Jean Rous doit rentrer chez lui à Prades car il est, selon sa déclaration figurant sur sa demande de carte d'interné, « *recherché par la police de Vichy* ». Il reste en zone « libre » où le rejoint peu après sa femme qui a obtenu en mai 1942 un congé de six mois[601]. Ce congé sera suivi de plusieurs autres. Dans Renaissance et mission de la Catalanité, Rous précise qu'à cette époque il vit chez ses parents et « *aide* [son] *père à cultiver son champ de poiriers sur la route d'Eus* »[602]. Il semble avoir, à ce moment-là et pour des raisons évidentes, cultivé la discrétion. Peu de gens ont souvenir de sa présence à Prades.

---

599 Mairie de Paris, dossier Jean Rous, Préfecture de la Seine, série C 317, document daté du 20 novembre 1941 et non signé.
600 Mairie de Paris, dossier Jean Rous, Préfecture de la Seine, série C 317. Lettre du 20/11/41.
601 Il s'agit, semble-t-il, d'un congé de maladie de longue durée. ADPO, 96 J 9.
602 op. cit., p. 45.

L'adresse où tout le courrier est adressé est : « Villa Sidi, Prades »[603]. Le couple Rous vit seul dans cette maison que l'oncle Emile a laissée en héritage à son neveu François, qui possède par ailleurs une maison rue des Marchands et y habite avec Florentine. La carte d'identité qu'il se fait faire est datée du 12 décembre 1942. Il est domicilié à Prades, Villa Sidi, et a pour profession, arboriculteur[604].

Un procès-verbal de surveillance établi en mars 1942 précise : « *De retour dans la capitale, il reprend ses activités* »[605] mais n'ajoute pas qu'il est parti à Prades se réfugier. De plus, en mars 1942 et en juin 1942, des informations semblent confirmer qu'il est encore à Paris. La première est une lettre datée du 16 mars 1942 et est signée de M. Davhernas, inspecteur des finances, chargé de mission au cabinet du ministre de l'Intérieur, Pierre Pucheu. Cette lettre demande à M. Vaugon, au ministère de l'Intérieur, de « *prévenir les services intéressés qui continuent à rassembler des renseignements défavorables sur ces personnes, de telle sorte qu'il leur est difficile de trouver un emploi* »[606]. Ces personnes, Roger Clair, Raymond Labour et Jean Rous, « *ont appartenu autrefois au PC et au trotskysme* [et] *sont à l'heure actuelle tout à fait ralliées au gouvernement du Maréchal, d'une façon qui ne laisse aucun doute*. (…). *Le cabinet est en rapport personnel avec ces personnes et il apparaîtrait souhaitable de faire lever la présomption défavorable dont elles souffrent* »[607]. La réponse est un compte-rendu d'enquête daté du 31 mars 1942 qui note que Jean Rous habite 6 rue Focillon depuis le 15 avril 1941, qu'il est donc lié à Dhavernas mais aussi à Bergery, ambassadeur de France entre deux affectations (Moscou en juillet 41 et Ankara à partir de juin 1942). C'est sur cette note manuscrite qu'est ajouté, comme nous

[603] ADPO, 96 J 9.
[604] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 15. Carte d'identité de l'Etat Français au nom de « Jean Rous ».
[605] Préfecture de police, dossier Jean Rous, n° 49376. Renseignements établis le 31 mars 1942.
[606] Préfecture de police, dossier Jean Rous, n° 49376. Lettre de Dhavernas M. à Vaugon datée du 16 mars 1942.
[607] Idem.

l'avons vu, « *il n'est pas douteux que sa libération soit le fruit d'une intervention effectuée par cette dernière personnalité* »[608].

L'autre document est le compte-rendu d'une lettre anonyme mettant en cause un avocat, Roux, ancien trotskyste, et daté du 29 juin 1942. Ce Roux demeure « *128 rue de Rennes* » et est connu « *comme militant actif des amis de 'Liberté'* »[609]. Ce compte-rendu précise qu'il s'agit sûrement de Rous qui se déclare « *partisan du regroupement du monde du travail* » et dont « *on dit qu'il considère comme nécessaire l'unité nouvelle autour du Maréchal Pétain pour le maintien de l'Empire* ». La note conclut que l'« *on n'apprend pas qu'il se soit livré au trafic d'or ou au marché noir et qu'il fasse partie du groupement occulte 'Les amis de la Liberté'* »[610].

La Mairie de Paris indique pour sa part que Jean Rous a sollicité un congé de six jours le 20 avril 1942 pour régler un problème de famille, qu'il a prolongé de quinze jours pour des problèmes de santé liés à son cœur, et qu'enfin, le 15 mai 1942, il a sollicité une mise en disponibilité pour régler les problèmes de succession. Celle-ci lui a été accordée le 22 mai et l'amène au 14 août 1942. Il prolonge ce congé jusqu'au 14 novembre 1942. Il continue alors par une demande de disponibilité pour convenance personnelle le 15 novembre 1942 qui lui est accordée le 22 février 1943 avec effet au 15 novembre 1942[611]. Nous avons vu que, pour sa part, Maria demande une disponibilité de six mois avec traitement à compter du 1er mai 1942 qui lui est accordée. Cette dernière lui est prolongée jusqu'au 1er mai 1943. A compter de cette date, elle est mise en disponibilité sans traitement (celle-ci lui sera renouvelée jusqu'en septembre 1946)[612]. Bien qu'un certificat médical daté du 3 mars 1943 parle de « *dépression nerveuse, asthénie et émotivité* », la

---

608 Préfecture de police, dossier n° 49376. Note de Monsieur le Ministre, Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du 31 mars 1942 parvenu aux archives des Renseignements généraux le 2 avril 1942.
609 Préfecture de police, dossier n° 49376, n° 2. Note du 29/06/42 « *pour M. Vaugon, après information à classer au dossier 159 740* ».
610 Idem.
611 Mairie de Paris, dossier Jean Rous, Préfecture de la Seine, série C 317. Demande de congé sans traitement (15/05, 15/08, 15/11/1942).
612 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 9, dossier Maria Rous.

commission médicale départementale des Pyrénées Orientales « *ne juge pas que l'affection dont souffre Madame Rous nécessite un congé de longue durée* ». Elle donne un avis défavorable et conclut à un congé sans solde. On peut donc penser que Jean et Maria sont restés à Paris au moins jusqu'en avril 1942.

Cependant, revenons un instant sur le premier document de la Préfecture de police. On peut en effet s'inquiéter des auteurs de ce texte et de ce que cela peut signifier quant à l'attitude de Jean Rous. La volonté de protection de Jean Rous vient donc de Henry Dhavernas qui est alors chargé de mission au cabinet du ministre de l'Intérieur, P. Pucheu, pour peu de temps encore puisque P. Pucheu quitte le gouvernement, dès le 18 avril 1942, lors du retour de P. Laval comme chef du gouvernement, ministre-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, à l'Intérieur et à l'Information.

M. Dhavernas est, avant-guerre, commissaire national des scouts de France [613]. En 1938, il est reçu au concours de l'Inspection générale des finances et travaille pendant l'hiver 39-40 avec Couve de Murville [614]. Puis du 18 juin 40 au 15 juillet 40, il entre au cabinet du ministre des Affaires Etrangères, P. Baudouin, en qualité d'assistant du chef du cabinet[615]. Pour sa part, J, Bloch-Lainé s'en souvient à Bordeaux où M. Dhavernas était « *Membre du Cabinet de P. Baudouin, sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, dans le Cabinet P. Reynaud* »[616]. Fondateur, le 24 juillet 1940, du Comité Jeunesse de France, il lance l'idée d'un mouvement de jeunesse, les « *Compagnons de France* », apte à rassembler « *les jeunes Français désireux de participer au relèvement matériel et moral du pays, en offrant leur concours aux services d'aide aux réfugiés et aux prisonniers* »[617]. Le mouvement fut très rapidement interdit en zone nord, les occupants craignant

---

[613] Halls W. D., Les jeunes et la politique de Vichy, Paris, Syros, 1968, p. 277.
[614] Bloch-Lainé F., Gruson C., Hauts fonctionnaires sous l'occupation, Paris, Odile Jacob, 1996, p. 56-57.
[615] Selected Who's who in Vichy France, Office of strategic service, research and analysis branch, RA n° 2344, oct. 1944, p. 192. Consulté au CDJC.
[616] Bloch-Lainé F. et Gruson C., op. cit., p. 32.
[617] Halls W. D., Les jeunes et la politique de Vichy, op.cit., p. 278.

« *tous les mouvements de régénération de la jeunesse* »[618]. Entre janvier et mai 1941, des intrigues à Vichy, des problèmes financiers (malversations, agissements malhonnêtes ou simplement gestion hasardeuse en raison de l'échec relatif des compagnons) amènent la liquidation de Dhavernas en tant que « *chef compagnon* »[619]. Sur des accusations portées par J. Chevalier, son ministre de tutelle, de collusion avec les Allemands, W. Halls précise qu'« *il est impossible de croire que les Allemands aient pu ainsi soutenir Dhavernas, compte tenu d'une autre accusation portée contre lui et selon laquelle il s'était entouré de Juifs, d'anglophiles et d'anciens communistes* »[620]. Ainsi, ce soutien n'apparaît que difficilement explicable sans d'autres interventions car rien ne montre une quelconque connivence entre ces deux hommes, à moins d'y voir la main d'une hypothétique synarchie dont Dhavernas, que l'on retrouve en 1956 lié à la banque Worms dans la tentative de lancer un quotidien concurrent du Monde[621], et Rous seraient adeptes.

J. Rebeyrol, dans son témoignage de juillet 1946, précise qu'il a tenté de noyauter les Compagnons de France entre novembre 1940 et janvier 1941. C'est à cette époque, fin novembre 1940, qu'il rencontre Jean Rous à Lyon. Jean Rous y est de passage en zone sud et Rebeyrol a quitté Vichy où il réside. C'est un ami de l'ex-frontiste Poudroux qui les met en contact. J. Rebeyrol est aussi en contact avec « *Dhavernas, jeune inspecteur des Finances, intelligent, sympathique mais 'synarchiste'* ». Il le juge aussi « *entré dans ce mouvement* [des compagnons de France] *pour en tirer des avantages* ». « *Il ne faut pas espérer en cette fin d'année 40 les amener à prendre une attitude patriotique* »[622], conclut-il. Peut-être Rebeyrol est-il ce lien manquant entre Rous et Dhavernas ? La fin de la carrière, pendant la guerre, de M. Dhavernas n'est pas plus claire puisque le dictionnaire des collaborateurs

---

618 Idem, p. 279.
619 Idem, p. 282 et 283.
620 Idem, p. 283. Selon une note du 13 mai 1941, relevée par W. D. Halls aux Archives Nationales.
621 Charon J. M. et Ponthier J. L., « La presse », in : Histoire des droites en France, sous la direction de J. F. Sirinelli, Paris, Gallimard, 1992, tome 2, p. 142.
622 Archives Nationales, 72 AJ 59. Témoignage de Rebeyrol du 12/07/1946.

le considère comme « *arrêté à Alger le 15 janvier 1944* »[623] tandis que Lambert et Marec affirment que, fin 1943, il est aspirant interprète de la première Armée britannique et qu'« *il finit la guerre en Autriche dans les rangs de la VIIIème Armée Britannique* »[624] qui occupe « *la ville de Willach en Carinthie* »[625], le 7 mai 1945. Cette seconde version m'a été confirmée par M. Dhavernas lui-même[626].

Pendant cette période pradéenne, nous n'avons rien de bien précis sur les activités de Rous, y compris d'éventuelles activités de résistance.

Dénoncé une première fois, Jean Rous doit s'enfuir à Montpellier, accompagné de Maria. Maurice Joseph Justin, ami de Jean Rous depuis la fin des combats (1940) et futur préfet des Pyrénées Orientales (décembre 1951), lui trouve une « *planque-couverture au ravitaillement* » [627]. Nous n'avons trouvé aucune trace de cette dénonciation. J. Larrieu n'y fait aucune allusion dans son récent ouvrage, bien qu'il relève certaines dénonciations trouvées dans les dossiers des Archives Départementales [628]. Le départ de Prades s'effectue peu après le débarquement allié en Afrique du Nord (8 novembre 1942) et l'arrivée des troupes allemandes dans les Pyrénées Orientales (12 novembre 1942), selon Jean Rous [629]. Les rafles, régulières à Montpellier, amènent le couple à chercher une autre terre d'accueil et de protection relative. Ce sera Lyon que Jean connaît bien et où il compte des amis et des contacts.

---

[623] Selected who's who in Vichy France, op. cit., p. 192.
[624] Lambert P. P. et le Marec G., Organisations, mouvements et unités de l'Etat Français, Vichy 1940-1944, Paris, Jacques Graucher, 1992, 267 pages.
[625] Le Monde, 8 mai 1945. « *En Autriche, face à Patch et à de Lattre, deux armées se rendent* », p. 1.
[626] Entretien avec M. Dhavernas, le 1er août 1998.
[627] Rous Jean, Renaissance et mission…, op. cit., p. 45.
[628] Larrieu J., Vichy, l'Occupation Nazie et la Résistance Catalane, tome 1, Chronologie des Années Noires, Revue Terra Nostra, n° 89-90, Prades, 1994.
[629] Rous Jean, Renaissance et Mission…, op. cit., p. 45.

3. La Résistance à Lyon :

1. selon les informations du ministère des Anciens Combattants :

Mais quelle activité résistante Jean Rous pratiqua-t-il à Lyon ? On ne peut que se référer à nouveau au ministère des Anciens Combattants auprès duquel J. Rous dépose une demande de carte de combattant, en octobre 1948[630]. A cette occasion, il détaille ses activités en répondant par l'affirmative aux diverses rubriques composant ce dossier :

- rédaction, impression, transport ou distribution habituels de tracts ou journaux clandestins établis par une organisation reconnue « Libérer-Fédérer ».
- fabrication habituelle et non rémunérée de pièces d'identité pour des membres de la Résistance.

Rous date ces activités de la période entre le 15 juin 1942 et le mois de septembre 1944.

Il dit avoir participé aussi à d'autres activités comme :

- transport ou détention volontaire d'armes ou d'explosifs dans un but de Résistance (en 43-44).
- fourniture volontaire gratuite et habituelle de locaux aux réunions de groupes clandestins (en 43-44).
- hébergement gratuit et habituel de groupes clandestins (de 42 à 44).
- destruction habituelle de voies de communication ou d'installation ferroviaire, portuaire ou fluviale (en 44).

Rous situe toutes ces activités à Lyon. Dans une note manuscrite, il ajoute les précisions suivantes. Sa première action de Résistance est d'avoir fait partie d'une équipe présidée par M. Barré (qui est alors Conseiller de la République). Il s'agit, bien sûr, du MNR. Puis, après sa libération, comme un

---

[630] Lettre de la Direction Départementale des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, du 5 juin 1991.

certificat le confirme[631], il reprend l'action clandestine au sein de « Libérer-Fédérer ». Il est par ailleurs membre du réseau A. Buckmaster entre le 1er janvier 1943 et septembre 1944, date de la Libération de Lyon. Cette destination est aussi justifiée car, dit-il, « *Un ami me proposa d'aller à Lyon où il me trouva une couverture comme conseiller juridique au magasin national des Maisons des Jeunes ce qui me permettait de reprendre une activité résistante et de voyager* »[632]. La commission nationale d'homologation lui a décerné le grade de Capitaine. Le certificat est signé par le Lieutenant-Colonel De Dionne, chef du bureau des Forces Françaises Combattantes de l'Intérieur.

En 1956, quand J. Rous demande sa carte de combattant volontaire de la Résistance, il précise que les services retenus par la Commission Centrale (par décision du 6 octobre 1954) le confirment comme ayant appartenu à la Résistance du 1er janvier 1942 au 30 septembre 1944. Il ajoute les attestations signées par Jean Monier (Robert), membre de l'Etat Major régional de Toulouse précisant les actions de Résistance accomplies dans la région Marseille-Lyon : renseignement, sabotages, diffusion de presse, transport d'armes pour le compte de « Libérer-Fédérer » dépendant de Toulouse dont les responsables étaient Descours, Zaksas et Monier[633].

2. et selon d'autres archives :

Par ailleurs, un document des ADPO soulève l'existence d'un problème qu'aurait pu connaître Rous à cette époque. C'est une lettre manuscrite, adressée à J. Rous, signée par trois « *camarades* » qui s'inquiètent d'éventuels problèmes posés à Rous. Il s'agit probablement d'ennuis liés au

---

[631] Attestation sur l'honneur de Jean Monnier, membre de l'Etat-Major de « Libérer-Fédérer », que Jean Rous a fait partie de ce mouvement, non datée mais certifiée conforme le 13/10/48 par le commissaire de Police du 14ème Arrondissement.
[632] Rous Jean, Renaissance…, op. cit., p. 45.
[633] Idem, note 230.

MNR puisque les auteurs de la lettre écrivent : « *Nous profitons de cette occasion pour vous confirmer les sentiments qui nous agitaient en 1940* ». Ils disent souhaiter la création d'une amicale de « *ceux qui à cette époque sombre ont, avec vous, lutté contre l'envahisseur* »[634] .

Les signataires de la lettre sont difficilement identifiables. Pour deux d'entre eux, il s'agit probablement de J. Lirou, de l'office du blé en 1941, et de R. Lhermitte, colonel d'aviation ; le troisième, peut-être Lafond, venu du PCF, mais la signature est véritablement illisible.

Cette lettre d'autre part n'est pas datée.

De même, le ministère des Anciens Combattants demande le 26 mai 1952 aux Renseignements généraux de procéder à une enquête sur J. Rous. La réponse du 27 août 1952 reprend les déclarations faites par Rous lui-même et ajoutent : « *L'intéressé est connu à la Direction des Renseignements généraux et des Jeux pour son arrestation le 4 juillet 1941 pour motif inconnu. Le passage en prison est attesté* »[635].

Ces quelques documents ne nous permettent pas d'être plus précis. Le dossier Rous du CERMTRI contient une note tapée à la machine, non datée, qui explicite l'action de Rous à Lyon. On y apprend que son camouflage (conseiller juridique de l'Association Nationale des Maisons de Jeunes, après l'occupation de la zone-sud) lui permet de fournir de faux documents administratifs, ce qui bien sûr offre aux groupes de recrutement de la Résistance une facilité de pénétration des mouvements de jeunes.

Par la suite, fin 43, il entre en contact avec le « *Front Uni de la Jeunesse Patriotique* » (FUJP), pour y faire adhérer les « *Camarades de la route* », les « *Auberges de Jeunesse* » et les « *Compagnons* ». Malheureusement, l'imprécision organisationnelle du FUJP, mouvement ou fédération, ne permet pas aux contacts de déboucher sur une action concrète. Peu après, les attaques du FUJP contre J. Rous sont dénoncées par Massip. Pour Jean Rous, ces attaques révèlent, en réalité, une divergence politique

[634] ADPO, 96 J 13.
[635] Préfecture de police, dossier Jean Rous, n° 49376. Renseignements du 27 août 1952.

entre lui-même et la direction sous influence communiste du mouvement. Rous souhaitait voir évoluer celui-ci vers un mouvement fédératif de divers mouvements libres et indépendants[636].

3. dans le mouvement « Libérer-Fédérer » :

Mais revenons à l'année 42 et aux choix de Jean Rous pour « Libérer-Fédérer » ; les membres de ce mouvement sont des socialistes et des militants fédéralistes, inspirés par S. Trentin, rejoints par de nombreux brigadistes italiens. Le groupe se trouve grossi des rescapés du réseau « Bertaux »[637], comme P. Zaksas, Descours ou Monnier. Ce groupe est souvent amalgamé à « *l'Insurgé* » de Lyon car ces deux groupes fusionneront durant l'année 44 et ne publieront plus qu'un seul organe Libérer-Fédérer-l'Insurgé pour ce nouveau « *Mouvement Révolutionnaire Socialiste* »[638].

Jean Rous explique lui-même son adhésion à « Libérer-Fédérer ». Dans Renaissance et Mission de la Catalanité, il note : « *J'avais, déjà en 1940, rencontré Péju*[639], *futur animateur de 'Franc-Tireur'* (...) *mais je ne pus le retrouver* (...). *Je me liai aussi avec Massip, membre du mouvement 'Libération' et lui donnai un article pour les 'Cahiers de Libération'. Mais ce fut le catalan qui devait décider en moi de l'adhésion à un autre mouvement 'Libérer-Fédérer'. Je reçus la visite de Zaksas, délégué Général de 'Libérer-Fédérer'* (...). *Il venait de fonder à Toulouse avec des socialistes connus comme Descours,* (...) *Monier* (...)*, Auban* (...) *un mouvement de résistance 'Libérer-Fédérer', affilié au réseau Buckmaster pour les actions de sabotage et de renseignements. Il me proposa d'être le délégué à Lyon* »[640]. Qu'est ce

---

[636] Un Homme de l'ombre, op. cit., p. 84 et classeur « Rous » du CERMTRI.
[637] Noguères H., op. cit., tome 2, p. 634.
[638] Pignot J. P., Aspects de la Résistance à Toulouse et sa région. Libérer-fédérer, mémoire de maîtrise soutenu le 23/11/76 à l'Université de Toulouse le Mirail, 78 p. Il a été édité par le Conseil Général de la Haute-Garonne en 1994.
[639] Peut-être est-ce à la même époque, en novembre 1940, lors du même voyage, qu'il rencontre pour la 1ère fois Rebeyrol, comme on l'a vu.
[640] Renaissance…, op. cit., page 46.

mouvement ? Voici ce que Rous en dit : « *Le mouvement m'a aussitôt intéressé parce qu'il me rappelait certaines idées du MNR. Il était fédéraliste et en même temps préconisait l'autogestion ; il était anti-nazi sans être anti-allemand. Il s'agissait de promouvoir une fédération européenne et d'autonomie régionale à l'intérieur même de la France. 'Libérer-Fédérer'*, *tout en respectant la personnalité de de Gaulle, n'était pas inféodé à ce dernier* »[641]. Le premier numéro de « Libérer-Fédérer » donne effectivement une idée du programme, les quatre pages étant entièrement consacrées à le définir. En pages 1 et 2, sous le titre « Gagner la guerre, gagner la paix, ce que nous voulons » s'étalent deux colonnes d'explication du mouvement. « *Les anciens partis sont morts. Leurs vieilles formules ont fait faillite* (...) *mais la France est restée vivante. Le peuple français n'a pas perdu le goût de ses traditions révolutionnaires. Bientôt, son heure sonnera à nouveau !* (...). *'Libérer-Fédérer' est un mouvement révolutionnaire dont les militants viennent de tous les milieux sociaux et de différents horizons politiques* (...). *La haine commune de l'envahisseur et des traîtres que sont les collaborateurs nous a réunis et nous nous sommes brusquement aperçus que nos divisions n'étaient que factices* (...) *et nous avons compris que notre union ne pouvait se limiter à la durée de la guerre, qu'après avoir chassé l'envahisseur ensemble, après avoir châtié les traîtres ensemble, nous devions également reconstruire la France ensemble de manière à gagner la paix après avoir gagné la guerre* »[642]. Il s'agit donc pour ces hommes, anciens des Jeunesses socialistes ou du PC, de préparer pendant la guerre ce que sera la France de l'après-Victoire.

Il est intéressant de remarquer que ce projet pour l'après-guerre est rendu public en même temps que paraît le journal du mouvement. L'action et la réflexion vont de pair à l'inverse de ce que fit la « France Libre » qui « *institua quatre commissions pour chercher des solutions aux problèmes natio-*

[641] Un homme de l'ombre, op. cit., p. 82.
[642] Libérer et Fédérer, organe du mouvement révolutionnaire pour la libération et la reconstruction de la France. N° 1, 14 juillet 1942, in : fac-similé de Libérer et Fédérer, 14 juillet 1942-avril-mai 1944, Paris, centre d'études et de documentation sur l'émigration, 1985, 48 pages.

naux et internationaux qui se poseraient après la guerre »[643]. J. P. Pignot ajoute : « *C'est là une différence essentielle avec la plupart des autres mouvements de Résistance, en particulier les mouvements animés par les communistes (Front National) pour qui la lutte contre l'occupant était la tâche essentielle* »[644].

La page 4 du n° 1 du journal est intitulée « Notre programme d'action » et reprend en sept points ce que veut « Libérer-Fédérer » :

1) Mouvement révolutionnaire pour la libération et la reconstruction, au sein d'une Europe unifiée, d'une France prospère, juste et démocratique.

2) Vaincre l'Allemagne hitlérienne et ses alliés.

3) Après la victoire, mise en place d'un gouvernement révolutionnaire pour mettre en œuvre ce programme.

4) Ce gouvernement doit d'abord liquider les séquelles de la guerre

- jugement des traîtres, profiteurs et spéculateurs.
- rétablissement de la souveraineté de la France et retour des biens qui ont quitté la France depuis l'armistice.
- rétablissement de tous les droits et libertés violés depuis la pénétration de la France par l'armée allemande.
- reconstruction de ce qui a été détruit du fait de la guerre.

5) Dans le même temps, mise en place d'une nouvelle armature économique, politique et sociale qui supprime l'exploitation de l'homme par l'homme.

- respect de la propriété privée, garantie de liberté mais, suppression lorsqu'elle est un instrument de puissance, d'oppression et d'exploitation

  d'où : remise aux communautés de producteurs organisées en Fédérations de services de toutes les entreprises qui ont acquis les caractères d'un service public (mines, forces motrices, moyens de transport,

---

[643] Michel H. et Mirkine-Guetzevitch B., Les idées politiques et sociales de la Résistance, Paris, PUF, 1954, p. 12. Le décret instituant ces commissions date du 02/12/41.
[644] Pignot J. P., Aspects de la Résistace à Toulouse…, op.cit., p. 18.

banques, assurances) ainsi que les grandes entreprises industrielles, commerciales et agricoles.

- maintien de la propriété privée pour les petites et moyennes entreprises s'il n'y a pas de risque de pression sur la société civile.
- mise en œuvre du programme ouvrier et paysan de « Libérer-Fédérer ».
- contrôle du commerce extérieur.
- planification et adaptation à l'Europe.
- liberté de presse, cinéma, radio, après épuration.
- établissement d'un régime de la famille.
- organisation de l'ordre fédéraliste : élection de conseils d'entreprise, de conseils paysans, de même pour les autres activités et fonctions collectives et fédération de ces conseils par branches d'activités et par échelon local, départemental, national.
- passage progressif de la gestion des affaires publiques par le gouvernement révolutionnaire aux organismes fédéraux.

6) Préparation par le gouvernement révolutionnaire, avec les autres gouvernements des pays libérés, d'une fédération européenne fondée sur la paix, la liberté et la prospérité.

7) Lorsque ces tâches auront été accomplies, le gouvernement révolutionnaire s'effacera devant un gouvernement issu de la volonté populaire.

La conception fédéraliste apparaît comme une originalité de ce mouvement, d'autant que la réflexion semble bien avancée. Certes, la présence de Silvio Trentin, directeur de librairie, rue du Languedoc à Toulouse, ancien professeur de droit ayant fui le fascisme, joue un rôle important. Il est, selon J. P. Pignot, très imprégné des idées de Proudhon[645] et donnera ainsi la base théorique à un mouvement disparate qui regroupe donc des militants socialistes, des militants du PSOP, un ancien du PC puis des chrétiens de gauche. Jean Rous ne peut que se trouver attiré par ce mouvement d'autant

645 Idem, p. 12.

que G. Zaksas a de bons talents oratoires, un grand courage, une brillante intelligence qui fera dire à P. Descours, trente-cinq ans après : « *Il nous a subjugués* »[646].

On peut trouver paradoxal que Jean Rous n'entre pas en contact avec l'équivalent lyonnais, « L'insurgé », ou plutôt que ce ne soit pas avec eux qu'il travaille. On peut cependant l'expliquer de diverses façons. D'abord, parmi les inspirateurs de ce mouvement, on trouve Suzanne Nicolitch, avec laquelle Jean a eu de violentes disputes durant les mois PSOP. Elle était violemment antitrotskyste et franc-maçonne. De plus, en août 39, elle s'opposait aux positions de la « gauche » du PSOP dont Rous était le porte-parole, en particulier sur le problème de la clandestinité nécessaire pour sauver le parti. Or les militants lyonnais et leur responsable M. G. Fugère étaient très liés à S. Nicolitch.

Peut-être aussi y a-t-il eu refus de la part de « L'Insurgé » d'accueillir Jean Rous. Le fonds Guérin de la BDIC renferme un épais dossier : « L'Insurgé »[647]. Ce dossier est composé de lettres, de documents. Parmi ceux-ci, se trouvent des extraits d'un roman publié à Saint-Etienne dans le quotidien la <u>Tribune Républicaine</u>, entre le 28 avril et le 12 décembre 1960. L'auteur, Duperray, raconte les premières réunions de « L'Insurgé ». Page 17, il écrit « *Voilà, avait dit Sauvaget à Panama, on ne pourra plus l'appeler 'Juin 36', encore moins 'Journal du PSOP'. Je vais te dire pourquoi. Nous avons un salaud qui a été négocier à Vichy l'ancien titre du Parti et qui a promis aux services du Maréchal un nouvel organe du PSOP dans la ligne de Vichy. Je ne sais à quoi il aboutira mais, d'ores et déjà, il faut que nous comptions avec une suspicion possible attachée à notre ancien titre* ». C'est l'imprimeur Martinet qui envoie ce texte avec d'autres à D. Guérin pour lui expliquer ce qui ne lui plaît pas. Il traduit d'abord : Sauvaget est Fugère et Panama, c'est Martinet, puis se plaint de nombreuses erreurs dans les di-

---

[646] Idem, p. 11.
[647] BDIC, fonds Guérin, F D, réserve 688/44, 2 et 3.

verses informations données par ce Duperray. L'intérêt de ce texte est qu'il déclenche chez D. Guérin l'idée d'envoyer une lettre à M. G. Fugère pour lui préciser « *Weitz et Rous cherchaient seulement à se faire subventionner par Vichy* »[648]. Cela nous renvoie à une lettre de M. Pivert à Ch. Lancelle[649] dans laquelle il écrit : « *Fugère a parfaitement raison de poser le problème Rous-Weitz. Le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont plus qualifiés pour diriger un mouvement révolutionnaire... Eux surtout n'auraient jamais dû se tromper au point d'aller se mêler aux solennelles stupidités du Maréchal* ». Or, c'est M. Pivert qui possède les rapports de « *Alpha* » aux Renseignements généraux de mai 1941 [650]. Ainsi on peut penser que M. Fugère ne peut travailler avec Jean Rous qu'il ne considère peut-être pas comme un traître mais pour le moins comme quelqu'un qui s'est lourdement trompé. On peut cependant ajouter à ces réflexions la dédicace faite par Dupont, pseudonyme de J. Martinet, l'imprimeur de L'Insurgé et de nombreux autres journaux clandestins (Les Petites Ailes, Vérités, Combat, Libération et Témoignage Chrétien, Action, Défense de la France, etc). J. Martinet publie après la guerre un livre de souvenirs, Combats dans l'ombre, en reprenant le pseudonyme de Dupont[651]. Il dédicace son ouvrage à « *mon ami Rous, animateur spirituel de l'Insurgé* ». On peut donc penser que Jean Rous n'est pas sans contact avec « L'Insurgé ». Peut-être joue-t-il un rôle dans la fusion « Libérer-Fédérer-L'Insurgé » mais rien ne le dit ni personne ne l'affirme.

Mais revenons à ce qu'est L'Insurgé. Selon Robert Fiat[652], le premier numéro paraît en mars 1942 et répond à la question « *Pourquoi L'Insurgé ?* », « *Parce que nous sommes contre toutes les puissances d'oppression... nazisme, fascisme, Eglise , capitalisme...* » ; puis le texte ajoute : « *Nous sommes résolus à opérer la transformation radicale et révolu-*

[648] BDIC, F D, réserve 688/44, 2. Lettre du 11 décembre 1962. Voir aussi Mémorial de l'Insurgé, p. 17.
[649] OURS, fonds Charles Lancelle, 13 APO 1.
[650] CRHMSS, fonds Marceau Pivert, 559 AP8.
[651] Dupont, Combats dans l'ombre, Lyon, librairie Paul Derain, non daté, 47 pages.
[652] Fiat Robert, « L'Insurgé », Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale, n°47 juillet 1962, numéro spécial : Aspects de la Résistance Française, p. 61 et sq.

tionnaire de la société vivant de la guerre et de la misère des classes prolétariennes en une société socialiste où le bonheur ne sera pas un privilège et la misère une fatalité ». L'Insurgé semble donc aussi se poser le problème de la lutte contre l'occupant et ses alliés en même temps que la lutte pour la société d'après-guerre. Cela le rapproche de Libérer-Fédérer mais pas des autres mouvements de Résistance. L'origine ouvrière de l'un de ses fondateurs, M. G. Fugère, et son rôle de secrétaire de l'ensemble des groupes d'entreprises SFIO de la région lyonnaise, puis secrétaire général du PSOP, poussent le groupe à intervenir vers la classe ouvrière : critique de la charte du travail (L'Insurgé, n° 1), dénonciation de la misère ouvrière (n° 2) et appel à la lutte pour imposer des augmentations de salaires (n° 7), lutte contre les départs volontaires en Allemagne puis le STO. Après l'exigence allemande de départ de 250000 travailleurs en échange de la libération de 50000 prisonniers, L'Insurgé appela à la grève. « *Des contacts* [sont] *pris avec Combat. Il fut décidé de faire imprimer 100000 tracts appelant à la grève. Les premiers débrayages avaient eu lieu le 14 octobre aux chantiers SNCF d'Oullins à la suite de l'affichage des listes de départ pour l'Allemagne* (...)*. Le 15 octobre, la grève s'est étendue à d'autres ateliers SNCF et dans la métallurgie lyonnaise* »[653]. Mais d'autres thèmes parcouraient le journal selon R. Fiat : l'antiracisme, l'aide aux victimes de la répression, appel à manifester le 1er mai, pour le 14 juillet ou contre la présence d'un orchestre allemand. L'implantation du mouvement est large en zone sud. Outre Lyon et sa région, il existe des groupes à Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Bourg-en-Bresse, Montpellier, Nîmes, Béziers, Narbonne, Avignon, à Villefranche sur Saône, Grenoble, Perpignan, Toulon et même à Toulouse. Chaque groupe garde une certaine autonomie d'action. « *Des liaisons existaient avec plusieurs maquis : ceux de l'Isère* (...)*, de Haute-Savoie, de l'Ain, des Cévennes* (...)*, de la Creuse, des Maures* »[654]. Pour R. Fiat, « *En dépit des réserves formulées indiquant nettement le refus d'approuver l'œuvre soviétique dans tous*

[653] Idem, p. 68
[654] Idem, p. 70. Toutes les informations qui précèdent viennent soit de ce texte, soit du Mémorial de l'Insurgé.

ses aspects (...)*, 'L'Insurgé' estimait que la Russie, 'pivot de la révolution sociale' rendait possibles les révolutions ouvrières* »[655]. Le programme politique et social du Mouvement de « L'Insurgé » était celui du PSOP. En attendant, à partir de 1943, les militants ouvriers devaient soutenir les mesures de progrès prises par le Comité d'Alger. Début 1944 eut lieu la fusion avec « Libérer-Fédérer ». Le manifeste daté d'avril-mai 1945 tenait en trois pages auxquelles s'ajoutait un programme d'action. Le manifeste précisait que la victoire ne résoudrait pas tous les problèmes, que la reconstruction devrait se faire au profit du peuple. Il reprenait la formule « *gagner la guerre et gagner la paix* ». Le capitalisme devait laisser la place à un régime socialiste fondé sur le respect de la liberté individuelle et de la personne humaine. Le maintien de la paix passait par les Etats Unis d'Europe et la renaissance de la France par une révolution populaire... sans guerre civile, avec rejet des anciens hommes politiques et des anciens partis, grâce à un large mouvement populaire et révolutionnaire mobilisé autour du drapeau du Mouvement Révolutionnaire Socialiste. Le programme d'Action reconnaissait la direction du CFLN pendant la lutte contre l'occupant mais souhaitait, au lendemain de la Victoire, une large alliance de toutes les « Forces Révolutionnaires de la Nation » pour liquider les conséquences de la guerre, construire une nouvelle armature économique, politique et sociale et intégrer la France dans les Etats Unis d'Europe.

Notons enfin que, participant à l'action de « L'Insurgé », se trouve un groupe dirigé par un Catalan que Rous a bien connu en Espagne puisqu'il s'agit du chef de la Division Lénine du POUM, Josep Rovira. Ce groupe entre en contact avec « L'Insurgé » en février-mars 1943, selon M. G. Fugère[656]. Trois ouvrages font référence au travail du groupe Vic-Martin[657]. Ce réseau d'évasion et de renseignement a été créé par Victor Gerson (Vic ou René) et

---

[655] Idem, p. 73.
[656] Mémorial de l'Insurgé, p. 28.
[657] Coll Josep et Pané Josep, Josep Rovira, una vida al servei de Catalunya i del socialisme, Barcelona, Ariel, abril 1978, 284 p.
Arasa Daniel, La guerra secreta del Pirineu (1939-1944), Barcelona, Llibres de l'Index, 1994, 200 p.
Thérèse Mitrani (Denise), Service d'Evasion, Paris, Continente, 1946, 189 p.

J. Rovira (Martin). Ce service d'évasion sera britannique et lié au *Special Operations Executive* (SOE). Rovira utilise ses contacts du POUM encore en Catalogne pour que les évasions ou les documents arrivent au Consulat Britannique à Barcelone. Thérèse Mitrani (Denise) et J. Rovira (Martin) se chargeaient d'acheminer jusqu'à Perpignan depuis Lyon ou Toulouse les évadés. Ils étaient alors pris en charge à la gare par des Catalans du sud, passaient clandestinement la frontière. Ils allaient à Figuères où ils étaient pris en charge par d'autres militants jusqu'à Barcelone. Cela permit en outre à J. Rovira de gagner un peu d'argent pour financer son projet pour la Catalogne, le Front de la Liberté de Résistance Armée à Franco. Ainsi, de nombreux aviateurs et militaires britanniques purent rejoindre la Grande Bretagne mais aussi le général de Lattre de Tassigny [658] et Félix Gouin[659] tandis que Jean Pierre Bloch[660] était, pour son évasion de Mauzac, en contact par son épouse Gaby avec ce réseau. Pour Marcel Ruby, ce fut « *une fameuse filière d'évasion grâce notamment au général républicain Martin qui lui fournira tous les passeurs dont il aura besoin de Perpignan à Barcelone* »[661].

Avant de conclure sur cette Résistance et ces réseaux, il nous faut relever certains éléments qui vont dans le sens de ce que dit Jean Rous lorsqu'il trouve que « Libérer-Fédérer » lui rappelle le MNR. Plusieurs ouvrages traitent des organisations de Résistance non traditionnelles. Ainsi dans son livre, Les Socialistes dans la Résistance, Daniel Mayer[662] traite en marge et fait se suivre ces trois mouvements que sont le MNR, Libérer-Fédérer et L'Insurgé. Certes le rapprochement se fait par la marginalité des mouvements mais aussi parce qu'on envisage l'après-guerre pendant la lutte contre l'occupant. Le rapprochement existe aussi car, dans les trois mouve-

---

[658] Ruby Marcel, La guerre secrète : les réseaux Buckmaster, Paris, France-Empire, 985 pages, p. 107.
[659] Mitrani Thérèse, Services d'évasion, p.27 et p. 59. Malheureusement la fin du convoyage fut un échec puisque le passeur trahit et Félix Gouin fut arrêté et emprisonné quelques mois en Espagne (DBMOF et p. 171).
[660] Pierre-Bloch J., Le vent souffle sur l'histoire, Paris, Sirep, 1956 pages, p. 223 à 236. Il confirme le passage de Félix Gouin p. 233.
[661] Ruby M., La guerre secrète…, op. cit., p. 157.
[662] Mayer D., Les Socialistes dans la Résistance, Esprit de la Résistance, Paris, PUF, 1968, p.42 et 49.

ments, il y a des socialistes, pas toujours orthodoxes certes. Marc Sadoun va plus loin en écrivant : « *Pour prendre la mesure de cet apport, il importe de distinguer les groupes que ce parti anime indirectement parce que ses militants y détiennent les postes principaux de responsabilité. C'est le cas des petites formations : MNR, L'Insurgé, Libérer-Fédérer où travaillent surtout des Socialistes qui, avant-guerre, se réclamaient des tendances de gauche de la SFIO* »[663].

J. F. Kesler, pour sa part, oppose MNR et L'Insurgé ; il fait peu référence à Libérer-Fédérer. Pour lui, le MNR n'est pas un parti de « *collaboration de gauche* » mais il a été tenté « *par la volonté de présence et le désir d'infléchir la Révolution Nationale* » [664]. « *En revanche* », note-t-il pour L'Insurgé, il refuse « *les anciens hommes et les anciens partis, acceptant la tutelle militaire de de Gaulle mais récusant sa tutelle politique, 'L'Insurgé-Libérer-Fédérer' lutte à la fois contre le fascisme et pour le socialisme* »[665]. Jean-Paul Joubert enfin met sur le même plan le MNR, L'Insurgé et les tentatives de Marceau Pivert lorsqu'il écrit : « *Dans ces trois cas, nous assistons à une tentative de trouver, en l'absence d'une lutte conséquente de la classe ouvrière brisée par la guerre, des substituts à qui confier la lutte de transformation sociale. Marceau Pivert cherche du côté du Général de Gaulle et de la fraction de la bourgeoisie nationale anti-fasciste qu'il incarne. Les dirigeants du MNR cherchent du côté de la bourgeoisie vichyssoise et de ses éventuelles contradictions, tandis que Suzane Nicolitch s'adresse au Président Roosevelt et au capitalisme américain* »[666]. Il faut cependant ajouter, comme le note J. P. Joubert par la suite, que L'Insurgé ne suivra pas le cours « *inspiré par S. Nicolitch, qui disparaît prématurément le 22 février 1942* »[667].

---

[663] Sadoun M., Les Socialistes sous l'Occupation, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1982, p. 153. Cet apport est l'apport socialiste à la résistance, sous-estimé selon l'auteur.

[664] Kesler J. F., De la gauche dissidente au nouveau Parti Socialiste, op. cit., p.106.

[665] Idem, p. 94. « *En revanche* » suit une phrase où l'auteur décrit le MNR.

[666] Joubert J. P., Révolutionnaires dans la SFIO, p. 228. S. Nicolitch avait envoyé, peu après la création de « L'Insurgé », un télégramme au Président Roosevelt au nom des francs-maçons lyonnais.

[667] Idem.

Les archives J. Rous de Perpignan contiennent plusieurs brouillons d'articles précédés de la mention « *pour les cahiers clandestins de 'Libérer-Fédérer'* »[668]. Ces articles ont été publiés dans une brochure, Pour la jeunesse de France[669], éditée en 1944 par les « Jeunesses socialites du Rhône ». Ils en constituent la première partie : « Avant la libération », et sont précédés d'une courte explication « *Etudes et plans écrits dans la clandestinité pour contribuer à la politique de reconstruction de la jeunesse* ». J. P. Pignot, spécialiste de « Libérer-Fédérer », a entendu parler de ces cahiers mais ne les a jamais vus. Il se demande même si, en fait, ce ne fut pas un projet avorté faute de temps et de moyens.

4. La vie quotidienne à Lyon :

Mais que font les Rous à Lyon ? Ils s'y cachent certes mais comment vivent-ils ? Jean Rous dispose d'un salaire puisqu'il a été recruté verbalement par l'Association des Amis des Maisons des Jeunes, le 18 mars 1943. Une lettre, arrivée Villa Sidi, et datée du 20 mars 1943 confirme cet accord verbal et précise : « *Vous serez l'avocat-conseil de notre association et à ce titre chargé de toutes les questions juridiques et contentieux. Vous vous attacherez plus spécialement à préparer l'unification statutaire de nos associations locales, départementales et régionales dans une fédération nationale* »[670]. Les honoraires seront de 4000 francs par mois plus les frais.

La vie à Lyon paraît difficile. En août, une lettre de Maria[671] envoyée à la famille en Corse précise, d'une part, qu'ils habitent 54 boulevard de la Croix Rousse et que, d'autre part, il est difficile de se nourrir convenablement à Lyon où tout manque si l'on a peu de moyens. Marcel Ruby, dans La vie

[668] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 79.
[669] ADPO, 126 J 2093, bibliothèque Jean Rous, et BDIC, 0 pièce 28.349.
[670] ADPO, 96 J 78. Cette lettre est signée de Prat, président de l'association « *Les amis des Maisons des Jeunes* », 25 rue Tête d'Or, Lyon, et est adressée à « M. Rous, avocat conseil, Villa Sidi, Prades ».
[671] ADPO, 96 J 29. Copie de lettre à Nicolas du 6 août 1943.

quotidienne dans le Rhône pendant la deuxième Guerre Mondiale, détaille les restrictions apportées par le préfet du Rhône à la situation *normale* des Français : restriction sur le pain, pire encore pour la viande, faible ration de lait et rationnement du tabac et il ajoute : « *En 1944, la situation s'aggrave encore* »[672]. On comprend le plaisir de recevoir du « *fromage de Corse »* envoyé par la famille corse et qui justifie en partie la lettre de Maria. « *L'importance des colis familiaux et du marché noir dans la ration quotidienne des Français devait entraîner des différences graves* », explique Michel Cepède[673]. « *Il importait aussi d'avoir gardé un tant soit peu de liens avec la campagne* »[674], ajoute J. P. Azema. Et pourtant, avec ses 4000 francs, Jean Rous est relativement bien salarié. J. P. Rioux parle de 2500 francs par mois de salaire moyen parisien[675].

Mais que fait Rous pour ce salaire ? Avant de répondre à cette question, il faut rappeler ce que sont les Maisons des Jeunes sous Vichy.

5. Les Maisons des Jeunes :

1. Genèse des Maisons des Jeunes :

Les Maisons des Jeunes existent avant Vichy ou, plutôt, une Maison existe, c'est celle de la rue Mouffetard, la « Maison pour tous de la Mouffe », créée en 1906 par Catherine Descroix et rattachée au Sillon de Marc Sangnier. Cette Maison est reprise en 1910 par André Lefèvre (Vieux Castor) et Marthe Levasseur (Mère Louve). Toute l'équipe se lance après la première guerre mondiale dans ce scoutisme. Il nous faut ensuite passer aux années

[672] Ruby Marcel, La vie quotidienne dans le Rhône pendant la deuxième Guerre Mondiale, Lyon, Morvath, 1990, p. 65.
[673] Cepède M., « Agriculture et ravitaillement », in : La France sous l'Occupation, Paris, PUF, 1959, p. 85, ouvrage collectif préfacé par D. Mayer.
[674] Azema J. P., De Munich à la Libération, Nouvelle histoire de la France Contemporaine, Tome XIV, Seuil, 1979, p. 162.
[675] Rioux J. P., « Survivre », L'Histoire n° 80, spécial Résistants et collaborateurs, juillet-août, 1985.

30 pour repérer « *le chemin qui mène aux Maisons des Jeunes et de la Culture* »[676]. Il s'agit alors des Auberges de Jeunesse, dont l'initiative revient à Marc Sangnier. La liaison entre Maisons et Auberges tient toujours, selon C. Maurel, à la « *préoccupation déterminante pour la jeunesse, la reconnaissance de cette classe d'âge, de son identité, de son importance, de l'enjeu social, culturel, économique et surtout politique qu'elle représente dans les années 30* »[677]. Marc Sangnier crée la première Auberge à Bierville en 1930 puis la Ligue Française des Auberges de la Jeunesse en 1933. Léo Lagrange durant son passage au sous-secrétariat d'Etat aux Loisirs et aux Sports « *soutient avec ferveur les Auberges de la Jeunesse, sortes de maisons de jeunesse et de culture populaire avant la lettre dont le nombre passa de 250 à 400 dans le seul dernier semestre de 1936* »[678]. Par ailleurs, « *il projette des clubs qui pourraient être de futures Maisons de Jeunes* »[679].

Mais il s'agit aussi de la première Maison de la Culture créée en 1935 par A. Malraux. « *Cette organisation, semble-t-il très liée au Parti communiste, à sa nouvelle conception unanimiste et patrimoniale de la Culture, va essaimer en France et même en Algérie. Albert Camus crée la Maison de la Culture d'Alger* »[680]. Il faut cependant noter que, dans cette phase de gestation et sous le Front populaire, on ne cherche pas à faire une jeunesse unique.

---

[676] Maurel Christian, Les Maisons des Jeunes et de la Culture en France depuis la Libération, genèse et enjeux, thèse de sociologie sous la direction de J.C. Passeron, Marseille, 1992, tome 1, p. 278.
[677] Idem.
[678] Raymond J., « Léo Lagrange »,in : DBMOF, CD. Rom.
[679] Leroyer J. C., Histoire et Sociologie de la FFMJC dans sa phase de gestation, Romanes, Espace de recherche, 1982, p. 16.
[680] Maurel C., Les Maisons des Jeunes…, op. cit., p.282.

2. L'enrégimentation de la jeunesse :[681]

Peu de gens, avant guerre, appartiennent à un mouvement de jeunesse (moins de 15%, selon W. Halls). Après la débâcle de 1940, on craignait un chômage massif des jeunes. Il fallait donc faire d'autant plus pour ces jeunes que : « *La jeunesse vivait sans flamme, découragée avant d'avoir agi. Comme on lui refusait sa chance, elle n'avait même plus le goût de la réclamer. Elle fuyait le risque et refusait l'effort. Elle était triste et paralysée* »[682]. Plusieurs groupes de pensée s'opposaient sur ce qu'il fallait faire de la jeunesse. Cependant « *l'unique doctrine* (...) *commune à ces différents groupes de pensée était que la jeunesse devait être encadrée, ce qui impliquait une autorité hiérarchique, une forte discipline et une enrégimentation systématique* »[683]. Marcel Déat va plus loin puisqu'il envisage « *une seule organisation pour tous les jeunes, au sein d'un Etat à parti unique* ». Cela s'oppose à ce que le Maréchal Pétain a déclaré dans son appel du 13 août 1940. « *Tous les mouvements de jeunesse existants seront maintenus. Leur originalité sera respectée. Leur action sera encouragée, étendue et complétée par des initiatives nouvelles* »[684]. En fait, le 12 juillet 1940, a été mis en place un secrétariat général de la jeunesse. Ce secrétariat dépend directement du ministre de l'Education Nationale et a en charge les Chantiers de Jeunesse, la direction de la jeunesse et le commissariat au chômage des jeunes selon un schéma d'organisation des services de la jeunesse pour janvier 1941[685]. Comment, dans ce cadre, intégrer les Maisons des Jeunes ? Un texte synthétique, cité par J.C. Leroyer [686], permet de le comprendre. Malheureusement ce texte n'est pas daté. C. Maurel, qui le cite, indique en

[681] Halls Wilfred D., Les jeunes et la politique de Vichy, op. cit., p. 147. Il s'agit du titre du chapitre V.
[682] Message de P. Baudouin publié dans le Bulletin de liaison des Compagnons de France, 15/10/40, cité par W. Halls. op. cit., p. 147.
[683] Halls W. D., op. cit., p. 150. Il reprend ici un travail de A. Basdevant.
[684] Philippe Pétain. Appel du 13 août 1940.
[685] Cointet M., Le Conseil National de Vichy, Paris, Aux Amateurs de Livres, 1989, 483 pages, p.277.
[686] Leroyer J.C., Histoire et sociologie…, op. cit., p. 73 et p. 59.

note[687] : « *texte cité par J.C. Leroyer qui le tient d'A. Léger et dont il pense qu'il a été rédigé en grande partie par André Lefèvre, alors délégué général aux Maisons des Jeunes* ». Ce texte daterait de 1942. Or les Maisons des Jeunes sont créées le 13 août 1940, selon J. C. Leroyer[688] « *pour éviter le mouvement unique de la jeunesse du même type que la jeunesse hitlérienne, afin de se ménager la bienveillance des responsables des grands mouvements, en particulier les mouvements religieux prêts à collaborer mais qui sont très indisposés par l'idée d'un organe unique* ». Or que sont ces Maisons ? Le texte cité par Leroyer nous l'indique : « *La Maison des Jeunes doit être le trait d'union entre les mouvements* »[689]. La diversité des mouvements de jeunesse est une richesse mais qui présente aussi des inconvénients car les différentes familles spirituelles parlent des langages différents et se comprennent mal. « *Il fallait donc créer du neuf, mais le créer immédiatement sur une base tellement large qu'aucune étiquette ne puisse en limiter le champ d'action* »[690].

Quelques points apparaissent essentiels :

- La Maison des Jeunes est ouverte à tous les jeunes Français. La Maison est administrée par un Conseil qui doit être formé sur des bases extrêmement larges.
- Un autre trait est essentiel dans la création des Maisons de Jeunes, c'est son caractère « localiste », c'est-à-dire du quartier, de l'endroit où est installé le local Maison des Jeunes. Cette implantation détermine le type de jeunes accueillis et le mode de fonctionnement de la Maison.
- Selon ce texte, les activités pouvant y être pratiquées sont :
    - l'éducation physique et sportive
    - le travail manuel
    - l'éducation intellectuelle et artistique.

---

687 Maurel C., Les Maisons des Jeunes…, op. cit., p. 297.
688 Leroyer J.C., Histoire et sociologie…, op. cit., p.19.
689 Texte de Vichy, in : Leroyer, Histoire et sociologie…, op. cit., p. 76.
690 Idem, p. 77.

- Enfin, les Maisons de Jeunes ont un rôle social. Ce peut être un rôle dans l'orientation et le placement des jeunes qui les fréquentent. Ils sont en effet en âge de s'intéresser à un emploi ou même d'en chercher un. L'éducation à l'hygiène et à la santé est une autre fonction. Les Maisons de Jeunes doivent avoir un rôle de service civique.

Pour que tout cela puisse être mené de façon sérieuse, une école de formation est mise en place dès 1941 pour former des chefs. Le château de Chamarge, près de Dié, dans la Drôme, héberge cette école[691]. M. Rouchy en est le directeur et Joffre Dumazedier, le directeur des études. Il n'y eut en fait que deux stages de formation. L'équipe d'encadrement est, comme à Uriage, composée de « *progressistes* »[692] ; or, selon A. Lefèvre, le chef est « *un homme* [qui] *aura à prendre position parce qu'il représente la France. Il y aura des gens qui chercheront à influencer les jeunes, qui leur diront : 'Ne va pas là-bas, on va t'endoctriner'. Il faut que le chef sache s'imposer...* »[693]. On sent bien évidemment dans tout ce qui est écrit la volonté d'encadrement de la jeunesse avec peut-être pour but ultime « *d'y associer l'ensemble de la population* » ; en fait, il apparaît que « *la Maison des Jeunes, 'trait d'union entre les mouvements' devrait favoriser une jeunesse unie, tout en respectant, d'une part, un pluralisme limité dans le cadre des principes de la Révolution Nationale, et, d'autre part, en écartant les tentatives d'un mouvement unique* »[694].

Avant de voir comment Jean Rous s'inscrit dans cela, laissons la parole à P. Jansen, chef de la Maison de Jeunes de Romans pendant la guerre.

---

[691] Une première ébauche eut lieu à Uriage en décembre 1940. B. Comte, Une utopie combattante. L'école des cadres d'Uriage 1940-1942, Paris, Fayard, 1991, p. 86-87.
[692] Leroyer, Histoire et sociologie…, op. cit., p. 23.
[693] Idem, p. 22.
[694] Maurel C., Les Maisons des Jeunes…, op. cit., p. 298 et 300.

3. Une expérience de Maisons des Jeunes :

La famille de P. Jansen est expulsée de Metz en 1940. Lui-même, né en 1914, donc allemand, s'enfuit avec eux. Tout le monde atterrit à Romans, capitale de la chaussure, car le père de P. Jansen était cadre à « La Messive », entreprise de chaussures de luxe. Sans travail, il est inscrit à un concours « *pour la jeunesse* ». Admis, il va à Charmargue où le stage doit durer treize semaines du 1er septembre 1941 au 30 novembre 1941. Une semaine de détente (du 13 octobre au 19 octobre) est tout de même accordée. « *Le stage est organisé suivant des cycles d'études hebdomadaires groupés sur un ou deux centres d'intérêt* »[695]. Ces cycles au nom évocateur s'intitulent Révolution Nationale, Organisation de la Jeunesse, Mission de la France, le Chef et l'Educateur, Formation du Caractère, Révolution Nationale et Famille, Révolution Nationale et Monde Ouvrier, Révolution Nationale et Monde Paysan et enfin... Problèmes Pratiques de la Maison de Jeunes[696]. « *Nous avons vécu trois mois assez durs* (...)*, nous étions de véritables parachutistes de l'Education Populaire* »[697]. « *Nous sommes sortis de ce stage à dix-sept et nous avons été envoyés dans la nature* » [698]. En réalité, plusieurs stagiaires furent exclus et P. Jansen et trois autres quittèrent le stage par solidarité[699]. Après un stage de spécialisation à Aix en Provence, P. Jansen est envoyé à Romans.

Ses cahiers de préparation des journées nous montrent les activités principales d'une Maison de Jeunes, en tous cas de celle de Romans. Dès l'été 1942, P. Jansen organise des camps de vacances avec quelques jeunes dans le Vercors. Les jeunes qui participent à ce camp « *forment maintenant à la Maison des Jeunes une équipe d'animateurs qui sont prêts à se dépenser sans compter pour pouvoir bien recevoir et distraire les jeunes qui*

---

695 Jansen P., document daté du 20 septembre 1941, et titré « Deuxième stage de Directeurs de Maisons de Jeunes ».
696 Idem.
697 Jansen P., « La Naissance des Maisons de Jeunes et de la Culture », in : Eléments pour l'histoire de l'Education Populaire, doc INEP, n°XXI, octobre 1976, p. 45.
698 Idem.
699 Entretien avec P. Jansen, 05/07/98.

viendront à la Maison des Jeunes cet hiver »[700]. Au retour de ce camp, deux nouvelles activités apparaissent, « esperanto » les lundi, mardi, jeudi et vendredi et « TSF, lecture du son, morse » les mercredi et samedi. Un second camp de vacances se déroule en juillet 1943, un troisième camp en février 1944. A l'écoute des jeunes, le bulletin de la Maison des Jeunes de Romans d'août-septembre 1946, nous apprend que, dès septembre 1943, le chef P. Jansen commence à *débaucher* des jeunes de la Maison des Jeunes pour participer à des actions de Résistance. Il faut dire que P. Jansen (Jacquelin, dans la Résistance) est dès 1942 membre de l'Armée Secrète. Les jeunes de la Maison des Jeunes s'illustreront dans les combats du Vercors et dans la Libération de Romans par la suite[701].

4. Les Maisons des Jeunes et Jean Rous :

En fait, le Mouvement des Maisons des Jeunes va connaître deux phases distinctes, avant et après juillet 1943. La première va de la naissance des Maisons des Jeunes au milieu de l'année 1943, la publication du journal Fenêtre Ouverte est réalisée au Grand Casino de Vichy. « *La plupart des textes sont fortement imprégnés de conceptions vichystes, insistant sur l'importance des campagnes, de la corporation paysanne, de l'action des mouvements de jeunesse catholique. De nombreuses citations du Maréchal Pétain et de Georges Lamirand accompagnent les articles* »[702]. A partir de juillet 1943, la rédaction est transférée à Lyon où se trouve d'ailleurs une partie du secrétariat général de la Jeunesse. Or, toujours selon C. Paquin « *l'accent est mis sur l'associationnisme et le mutualisme et sur la Maison des Jeunes considérée comme* « *Bourse de la Jeunesse* » *en référence explicite au syndicalisme du début du siècle* »[703]. Jean Rous écrit d'ailleurs en

[700] Archives personnelles P. Jansen. Coupure de presse non datée.
[701] Idem et entretien du 05/07/98.
[702] Paquin Claude, « La genèse de la FFMJC », in : Cahier de l'Animation, n°47, avril 1984.
[703] Idem.

1945 : « *La maison est comparable sur ce point à la Bourse du Travail. Elle admet toutes les activités comme la Bourse admet tous les syndicats sans en concurrencer aucun* »[704]. Jean Rous est donc à compter de mars 1943 « Conseiller Juridique de l'Association nationale 'Les amis des Maisons des Jeunes' ». Dès l'été 1943, Fenêtre ouverte annonce que l'on va « *créer des associations locales et des fédérations départementales en vue d'aboutir à une assemblée nationale constitutive d'une fédération nationale des Maisons des Jeunes* »[705]. C'est peut-être cela qui justifie la présence d'un avocat conseil. En tous cas, au Conseil national de l'Association, le 10 septembre 1943, réuni au Palais de la Mutualité à Lyon et sous la présidence de Monsieur André, président de l'Union Régionale de la Mutualité et de la Fédération Nationale de l'artisanat, Jean Rous, « *Conseiller Juridique de l'Association Nationale présenta un rapport tendant à la nomination du Conseil National* »[706] en présence de Messieurs Viou et Prat représentant le Secrétariat Général de la Jeunesse. Dans son intervention, Jean Rous précise qu'il existe à peu près cent trente maisons et que la tâche de l'association est d'assumer « *soit directement, soit par l'intermédiaire des associations locales ou départementales la gestion administrative des Maisons des Jeunes de la zone sud* »[707]. Comme le relève C. Maurel, il s'agit de présenter de façon purement technique les nouvelles attributions importantes de l'association nationale. Aussi le texte ajoute-t-il : il ne s'agit pas « *de se substituer ni aux organismes responsables de l'Etat ni aux mouvements spécialisés* »[708]. L'association peut élire une direction avec « *un président de poids, Monsieur André* »[709]. Un conseil national consultatif est désigné ; il doit se réunir tous les trois mois ; il sera consulté par voie de rapport. Enfin, un bureau administratif technique, chargé de l'exécution des tâches permanentes dans l'intervalle des réunions

---

[704] Jean Rous, « Les Maisons des Jeunes », Esprit, n° 8, octobre 1945, p. 607.
[705] Fenêtre ouverte, n° 10, juillet-août-septembre 1943, p. 2.
[706] Fenêtre ouverte, n° 11, p. 18. Le nom de Jean Rous n'est pas cité. Il est simplement noté *le conseiller juridique de l'Association*. Mais on peut sérieusement penser qu'il s'agit de lui puisqu'il était chargé « *plus spécialement* [de] *préparer l'unification statutaire de nos Associations locales, départementales et régionales dans une fédération nationale* ».
[707] Fenêtre ouverte, n° 11, p. 18.
[708] Idem.
[709] Maurel C., Les Maisons des Jeunes…, op. cit., p. 325.

du conseil, est désigné. Le conseiller juridique, Jean Rous, en fait partie. Il est un des derniers intervenants de la journée par un rapport proposant « *l'initiative d'une coopérative de consommation destinée à toutes les personnalités de la Jeunesse de Lyon, afin de faciliter le ravitaillement familial* »[710]. De ce document sur le Conseil National de l'association, on peut tirer plusieurs conclusions. Tout d'abord, les Maisons des Jeunes passent d'un ménage à deux : l'Etat / les Maisons à un ménage à trois : l'Etat / l'Association / les Maisons. Or l'Etat et l'Administration, par la voix de Messieurs Viou et Prat, affirment qu'il doit « *y avoir une collaboration tout à fait précieuse dans l'intérêt de la Jeunesse* »[711] puis ils ajoutent : « *C'est à l'Administration qu'appartiennent les responsabilités de l'orientation et du contrôle. C'est à l'Association qu'appartient la gestion* »[712]. La liste des membres du Conseil National éclaire sur ce que veut être cette association. On trouve en effet des représentants des associations de Jeunesse (Scouts, Compagnons, Auberges, Chantiers), des représentants des Associations de Maisons des Jeunes locales ou régionales (Haute-Garonne, Béarn-Pays Basque, Haute-Savoie, Alpes, Alpes-Maritimes, Alpes de Provence, Bas-Languedoc) auxquels s'ajoutent un représentant de l'Ecole des cadres de Marly et un représentant du journal Demain. La revue Fenêtre ouverte parle de « *pré-fédération en attendant la création d'une plus vaste Fédération Nationale des Maisons des Jeunes* »[713]. On retrouve là un thème intéressant Rous même s'il n'est pas le seul à réfléchir à cela. Notons enfin que le CERMTRI, dans son *carton* Jean Rous possède une « *liste des Maisons des Jeunes de la zone sud* »[714] qui comprend cent trente trois maisons. On peut peut-être la dater de cette réunion de septembre 1943. Rous y parle de cent trente maisons à peu près. Certaines villes possèdent une Maison pour garçons et une autre pour les filles. Il est vrai que les Maisons mixtes ne sont pas du goût du pouvoir en place à Vichy. Pour les filles, on a Cluses en

---

710 Fenêtre ouverte, n° 11, p.19.
711 Idem.
712 Idem. Notons que Monsieur Viou devient Vioux dans ce paragraphe.
713 Idem, p. 19.
714 CERMTRI Carton Jean Rous.

Haute-Savoie, Corps en Isère, Magnet dans l'Allier, Pau dans les ex-Basses-Pyrénées, Prades dans les Pyrénées Orientales, Romans dans la Drôme, Vic-Fezensac dans le Gers et enfin Villard[715] dans la Loire. Notons à ce propos que le problème de la mixité est souvent posé par l'Eglise à Vichy, ainsi que le note Wilfred D. Halls lorsqu'il écrit : « *Monseigneur Gerlier alla même jusqu'à interdire toutes les réunions mixtes de jeunes* (...) *; l'archevêque d'Auch estima utile de définir les règles strictes à observer pour l'organisation d'une représentation théâtrale : un spectacle devrait être divisé en deux parties, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles* (...)*. L'Eglise recommandait également que les réunions amicales ne soient pas mixtes, voire qu'elles ne rassemblent pas des adolescents et des enfants* »[716]. Ces cent trente trois Maisons des Jeunes sont réparties sur trente-sept départements. Seuls quatre départements à lintérieur de la zone non occupée n'ont aucune Maison des Jeunes (Hautes-Alpes, Gard, Lozère et Hautes-Pyrénées) tandis que cinq départements coupés par la ligne de démarcation n'ont pas, eux non plus, de Maison (Gironde, Indre et Loire, Landes, Saône et Loire et Vienne). Certains départements possèdent plus de cinq Maisons des Jeunes ; ce sont le Gers (11), la Haute-Vienne (10), l'Isère, la Loire et les Basses-Pyrénées (9), l'Allier (7). Le département de Jean Rous, les Pyrénées-Orientales, regroupe cinq Maisons dont quatre sont situées sur l'axe de la Têt, c'est-à-dire en direction de l'Espagne par la Cerdagne.

Selon P. Giolitto, « *on dénombre quarante et une Maisons de la Jeunesse en 1941 et seulement cent quatre vingt neuf en 1943. On est loin du réseau aux mailles serrées que Vichy rêvait d'établir à travers villes et villages* »[717]. On retrouve trace de l'activité de Rous aux Maisons des Jeunes six mois plus tard, le 27 mars 1944[718]. Rous note alors l'évolution de l'Association à partir des principes directeurs adoptés en septembre 1943. Concernant les rapports avec l'Etat, il note des attaques puisque, d'une part,

---

[715] Il s'agit probablement de Villars dans la banlieue de Saint Etienne.
[716] Halls Wilfred D., Les jeunes et la politique de Vichy, op. cit., p.187.
[717] Giolitto P., Histoire de la jeunesse sous Vichy, Paris, Perrin, 1991, p. 546.
[718] ADPO, fonds Jean Rous 96, J 78. Rapport du conseiller juridique au Conseil National.

l'Etat, par le biais d'une circulaire du 11 novembre 1943 signée du secrétariat général à la Jeunesse, enlève la gestion des Maisons des Jeunes à l'Association, signe d'une méfiance vis à vis de celle-ci, mais en plus diminue pour 1944 le budget des Maisons. La confiance de Vichy dans ces institutions (Maisons et Association) semble ébranlée. « *Sur le terrain des Maisons des Jeunes,* note C. Maurel, *on est loin en effet de suivre à la lettre les consignes de la Révolution Nationale. Certes, contrairement à ce qu'un mythe de l'origine des Maisons des Jeunes et de la Culture véhicule, les Maisons des Jeunes ne s'engagèrent pas massivement et spectaculairement dans la Résistance. Mais, après tout, résister n'est pas forcément spectaculaire* »[719]. Il y eut cependant des actions comme celles de Romans qui permirent de donner corps au mythe. On sait par ailleurs que Jean Rous lui-même est alors résistant, ainsi que d'autres membres du Conseil National comme Auclaire (des Auberges de la Jeunesse) ou Thiébaut (de l'Ecole des Cadres de Marly). Entre ces deux réunions, Rous semble écrire pour la jeunesse et sur la jeunesse comme on l'a vu à propos des cahiers de Libérer-Fédérer. Mais ces textes peuvent aussi le servir dans sa réflexion sur les Maisons des Jeunes.

Le premier texte : « Plan pour la reconstruction de la jeunesse »[720] part du constat que « *le redressement de la France* (...) *signifie avant tout la rénovation de la jeunesse* ». La jeunesse est une priorité et donc l'éducation de la jeunesse est la tâche nationale principale. Cette éducation au travers des Maisons et des Auberges peut se faire « *par le plaisir et par la joie* ». Rous n'approuve pas ce qui est fait car fait dans « *l'oppression nationale* (...)*, cléricale et réactionnaire* (...) *et aussi paternaliste* ». Cependant il ne faut pas « *négliger certains apports en les encadrant, il est vrai, solidement dans une nouvelle orientation* ». La suite de l'article s'articule autour des tâches et des moyens pour y parvenir. Les tâches consistent à enseigner la grandeur de la France et son indépendance sans chauvinisme ni complaisance vis à vis des

[719] Maurel C., Les Maisons des Jeunes…, op. cit., p. 333.
[720] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 78, p. 1.

oppressions étrangères, à instaurer un régime de liberté laissant une place pour chaque mouvement, sans aucun monopole pour des intérêts privés, politiques ou confessionnels sur la jeunesse, à lier la liberté d'organisation de la jeunesse avec le légitime contrôle de l'Etat et enfin à utiliser les principes doctrinaux français de justice sociale qu'ils viennent des chrétiens sociaux, des socialistes, des syndicalistes ou des neutralistes.

L'application de ces tâches exige de l'Etat, ou du moins de la structure administrative chargée de l'éducation de la jeunesse[721], que soit organisé à tous les échelons (national, régional, départemental et local) « *un service de conseillers ayant un pouvoir d'orientation et de contrôle* »[722]. Ce qui existe déjà avec Vichy doit être totalement remanié à cause du discrédit des délégués vichyssois. Il faut y nommer des opposants plus ou moins tolérés par Vichy, des enseignants, chercher dans les mouvements de jeunes dissous, enfin chez les prisonniers civils et militaires et les jeunes de la Résistance. Par ailleurs, l'Etat doit organiser un service d'inspection, des écoles de cadres pour former les responsables des Maisons, Auberges, ainsi que les moniteurs ou les administratifs. Des diplômes reconnus par l'Etat doivent sanctionner ces formations. Il faudra mettre en place une équipe animatrice (des commissaires) pour la constitution des institutions de jeunesse sans que ces équipes visent à « *étatiser les instructions* ». Les centres de Jeunes Travailleurs doivent être réintégrés dans l'enseignement technique en relation avec les institutions et mouvements de jeunesse. Quelles sont donc ces institutions de la jeunesse ? Il s'agit d'organiser « *une communauté institutionnelle de la jeunesse ayant une vie autonome* » avec, à la base, une Maison de Jeunesse dont le directeur est habilité par l'Etat, diplômé d'Etat et possède un statut à préciser. Un contrat entre l'Association et le directeur est passé. Aux côtés de la maison, une Association, personne morale chargée de gérer la Maison (plan administratif et financier), doit aussi déterminer son

[721] Jean Rous pose ici le problème de l'existence d'un Ministère de la Jeunesse à deux branches : Education et Instruction, mais ne souhaite pas le résoudre. Il reprendra en 1954 ce débat avec A. Marie et P. Mendès France au travers de Franc-Tireur.
[722] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 78. Plan pour la reconstruction de la jeunesse, p. 2.

orientation. Dans cette association, on retrouve les éducateurs locaux, les élites locales, les représentants des Mouvements, les organisations syndicales, ouvrières et paysannes. « *Les Mouvements sont libres. Ils sont à la Maison (ceci à titre de simple comparaison) ce que les syndicats sont à la Bourse du Travail* ». Les Maisons assurent des activités éducatives (post-scolaires, pré-professionnelles, sports, jeux, lecture...). Tous les jeunes, membres ou non d'un Mouvement, peuvent y venir. Les membres de la Maison élisent un conseil, partie prenante du conseil d'administration de l'Association. L'ensemble des Associations des Maisons des Jeunes est fédéré au niveau départemental, national (Fédération Nationale des Maisons de Jeunes). Une même organisation serait mise en place pour les Auberges.

Un Conseil National de la Jeunesse couronnera la communauté de la Jeunesse. Il sera composé des délégués d'Associations et de Mouvements. Il sera chargé de l'orientation et de la défense des Institutions. Les commissaires assisteront au Conseil « *avec droit de veto pour les questions d'intérêt national et budgétaire à préciser* ». Ce texte date de novembre 1943.

Un second texte intitulé Essai sur la jeunesse[723] date de décembre 1943. Ce texte apparaît comme l'état d'une réflexion à un moment donné et fait suite à des critiques faites sur ces propositions. Il ne s'agit pas d'une proposition d'action mais plutôt d'une mise au point théorique. La première partie : « *Il faut bâtir des institutions* » s'attaque à ceux qui refusent l'idée même de tâches spécifiques pour la jeunesse et au profit de la jeunesse. Jean Rous s'oppose à ceux qui nient la spécificité de la jeunesse, les conservateurs, et à ceux qui nient son unité, sa communauté, les sectaires. Aux premiers, il montre la nécessité « *d'isoler les difficultés pour mieux les résoudre* », c'est-à-dire que la jeunesse est un intermède entre famille/école et métier/vie. Aussi, une institution spécialisée doit viser à former en lui l'homme. De plus, dans la situation de l'année 1943, les élites ont été décimées ; il faut les recréer même de façon artificielle et systématique. Pour ne pas tomber dans l'idée vichyssoise, il faut donc des institutions fédéralistes

[723] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 78.

où les jeunes feront l'apprentissage de la vie en gérant eux-mêmes leurs propres affaires. Aux seconds, il reconnaît la division de la société en classes mais, justement à cet âge critique, un brassage fécond peut être opéré. « *La classe ouvrière pourrait ainsi accéder plus facilement aux privilèges de la culture et de la technique que se réserve jalousement la classe dominante* ». « *Les institutions de jeunes doivent, selon les milieux sociaux, revêtir plus spécialement le caractère ouvrier, paysan, estudiantin, mais en même temps il sera bon de les relier par un lien fédérateur* », continue-t-il. En définitive, selon Jean Rous, pour le renouveau social et le redressement national, il est nécessaire de brasser la partie la plus saine et la plus neuve de la société, de la dresser sur un pied comme une sorte d'Avant-Garde naturelle sans pour autant la couper de ses milieux sociaux. Puis Jean Rous revient sur les tares qui ont empêché les éventuelles bonnes idées des techniciens de l'Education de parvenir à leur but. En zone occupée, les jeunes ont été rebutés par la « *trinité hitlérienne : racisme antisémite, ' collaboration' sous la botte, antibolchevisme de circonstance* », que cela soit au compte des nazis ou de leurs alliés (Déat, Pélorson ou Martin). En zone vichyste, l'oppression rétrograde capitaliste et paternaliste qui a proliféré « *sous l'aile de l'oppression étrangère* » avait pour but de faire « *des jeunes un prolétariat docile* ». Cependant, la possible existence des Mouvements d'éducation en zone sud permit de « *faire barrage à l'entreprise de la jeunesse unique* ». La seconde partie du texte est intitulée : « Selon quels principes doivent fonctionner les institutions de jeunesse ? . Cette partie reprend en les expliquant les propositions du texte précédent en y ajoutant cependant la nécessité de fonder ces institutions au travers de trois principes et pour aller vers ces trois principes de société : Fédéralisme, humanisme et socialisme. La dernière partie, « l'organisation des institutions de jeunesse » s'appuie sur l'idée de réseaux d'institutions autonomes mais régulées par l'Etat. Sur la forme de l'intervention de l'Etat, sur son rôle réel, Jean Rous souhaite que le débat soit mené tant sur le rôle que sur les intervenants dans les institutions. Mais pour lui, la cellule de base de l'institution de la jeunesse est la « Maison » dont il reprend la description du texte précédent. Parallèlement à la Maison,

l'Auberge doit être réorganisée pour le tourisme populaire (« *dans l'esprit de Léo Lagrange* », ajoute-t-il). En définitive, une confédération générale de la jeunesse peut être constituée par le regroupement des fédérations séparées des Maisons, des Auberges et des Mouvements. Pour conclure, Jean Rous note : « *L'homme moderne se trouve écrasé dans cette alternative de retrouver une liberté abstraite que facilite en réalité la dictature de l'argent, ou bien de perdre totalement la disposition de son individu au profit de l'Etat. Sur le plan modeste où nous nous trouvons, notre tentative peut s'analyser comme l'effort pratique pour démontrer que la doctrine associationniste et fédéraliste est la seule qui concilie dans la civilisation les libertés de l'individu et le contrôle de la collectivité* ».

Un troisième texte des archives paraît plus lié aux activités de résistance qu'aux activités professionnelles mais la liaison entre les deux paraît si forte qu'on peut penser qu'il joue un rôle dans les deux cas. Ce texte est titré : « Les jeunes socialistes doivent se retrouver »[724]. Daté de novembre 1943, il passe en revue les différentes évolutions des mouvements de jeunesse d'avant-guerre liés aux partis politiques ou mouvements éducatifs. Après avoir noté que certains ont été légalisés (JAC, JOC, scoutisme), d'autres se sont réorganisés (JC). Il s'inquiète des autres qu'il cite : Jeunes socialistes, SFIO, JSR, JSOP... Il rappelle que certains, rares, se sont mis au service de la collaboration et sont sans intérêt dans le cadre d'un regroupement révolutionnaire puis il ajoute, peut-être aussi pour lui-même, : « *Nous n'avons jamais préconisé un chauvinisme belliqueux ni l'abandon d'un internationalisme essentiel. C'est précisément pourquoi il ne fallait pas abdiquer d'une élémentaire position en faveur de la libération nationale, condition 'sine qua non' de toute 'collaboration' internationale !* ». Mais que sont devenus les autres ? Certains sont morts, d'autres en prison. De nombreux membres de ces mouvements sont « *camouflés* » dans les organisations légales de la jeunesse (Camarades de la Route, Auberges, Compagnons, Associations de Maisons de Jeunes...) avec un double rôle, maintien des

[724] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 78.

principes socialistes et adaptation à une nouvelle situation. Pour ces « *socialistes* » en contact avec des jeunes chrétiens, cela a du bon puisque « *cette gymnastique leur enlève les écailles du sectarisme et les oblige à approfondir les questions au lieu de voir tout en schémas faciles* ». D'autres sont directement intégrés dans la Résistance. Enfin certains combinent les deux formes de lutte. Là encore, Jean Rous s'explique : « *C'est délibérément que nous ne tombons pas dans le délire qui consiste à opposer les politiques de la Résistance aux combattants de l'illégalité* (...). *Il faut vraiment cesser d'empoisonner l'atmosphère avec des calomnies, dont se réjouissent vivement les capitalistes et leurs agents, car ils espèrent bien dresser les uns contre les autres les frères de la même classe et du même monde du travail dans une guerre civile sans objectif socialiste* (...). *Pendant ce temps, les trusts nous colleront leur camelote qui sera un Vichy plus ou moins rajeuni et dédouané. Si la guerre civile nous est imposée, nous voulons qu'elle se fasse contre l'oppresseur capitaliste et ses laquais, cause essentielle de la guerre et de la réaction* ». Car les objectifs sont clairs : libération nationale et lutte pour un socialisme vrai. De ce point de vue, les « Jeunesses socialistes », au sens large, puisque Jean Rous y englobe les JSR, les JSOP et les JS qui ont été de 1934 à 1939 à l'avant-garde de la fermentation révolutionnaire qui a lutté contre « *les mollesses coupables du Front populaire* », doivent de nouveau jouer un rôle essentiel dans la reconstruction. Il leur faut donc se regrouper. Pour ce faire, Jean Rous souhaite que « *les lignes d'orientation* » de ce « *regroupement révolutionnaire français* » soient élaborées en commun en dehors de tout conformisme. Il s'agit pour Rous d'un appel à « *ce qu'il y avait de plus pur, de plus authentique en tant que création française et révolutionnaire* » afin que ceux qui « *sont nés à la vie politique dans l'épreuve présente* » puissent bénéficier de « *ce qui fut l'espoir d'hier* ».

6. De nouveaux ennuis pour Jean Rous au moment de la libération de Lyon :

Peu avant la libération de Lyon qui, paradoxalement pour cette « capitale de la Résistance », s'accomplit sans insurrection populaire, Rous a mis au service des FFI tout ce que tant son activité auprès de la jeunesse que son rôle dans « Libérer-Fédérer » lui a permis de recruter. Ainsi le cercle des jeunes travailleurs est occupé par les Résistants de « Jeune Révolution », dont Rous est un des responsables. Il écrit même au moins un article dans le « quatre pages » publié par cette organisation de jeunesse Jeune Révolution, sous-titré : « Bulletin révolutionnaire de la jeunesse française ». Pour Rous, ce groupe constitue peut-être un embryon du futur regroupement de la jeunesse. Le premier, et semble-t-il seul numéro, de cette revue commence par un court article : « Le rôle de la jeunesse française dans la libération et la reconstruction » dont un brouillon existe dans les archives Jean Rous[725] et qui a été publié peu après dans une brochure intitulée Pour la Jeunesse de France[726], éditée par les Jeunesses socialistes du Rhône dont l'auteur est Jean Rous. Cet éditorial de Jeune Révolution s'insurge contre le fait que l'appel des jeunes à la lutte ne s'accompagne nullement d'un appel à leur donner des responsabilités. Le programme du CNR de mars 1944 ne fait pas référence à la jeunesse et aucun représentant des organisations de jeunesse n'y est présent. Pour Jean Rous, « *nulle part on n'a vu un renouvellement profond sans que la jeunesse en ait été le foyer le plus ardent* »[727]. En indiquant que Jeune Révolution est la « *branche jeune* » d'un Mouvement qui lutte depuis quatre ans et qui est un des plus authentiquement ouvriers et socialistes parmi les Mouvements de la Libération, Jean Rous place directement Jeune Révolution sous l'égide de « L'Insurgé » qui, en mai 1944, a fusionné avec « Libérer-Fédérer » . Ce sont eux aussi qui assurent en partie la

---

725 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 78.

726 BDIC, Jean Rous, Pour la Jeunesse de France, édité par les Jeunesses socialistes du Rhône, 32 pages, 0 pièce 28-349.

727 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 78, Jeune Révolution.

garde du « Comité de Libération » et participent au désamorçage des engins placés par les Allemands avant leur départ sous tous les ponts de Lyon.

En effet ces jeunes rejoignent les corps-francs FFI et participent au désamorçage des engins placés sous le pont de l'Homme de la Roche. Pour F. Rude, le lieutenant Rivoire, avec deux FM, accompagné d'une dizaine de civils « *désamorce les bombes qui n'avaient pas explosé* »[728]. Marcel Ruby précise qu'un premier désamorçage avait eu lieu peu auparavant[729]. Henri Amoretti parle d'un certain Joseph Laval, lieutenant du génie qui, « *technicien donc en la circonstance* »[730] sait comment fonctionnent « *les caisses d'explosif placés aux clés des arches* ». Il parvient à les désamorcer et rend impossible « *la mise à feu du pont de Serin et va recommencer l'opération à L'Homme de la Roche, puis à Saint-Vincent* ». Mais les trois auteurs parlent de gens qui accompagnent le « *héros* ». Une vingtaine de volontaires pour H. Amoretti, une dizaine de civils pour F. Rude, une vingtaine issue d'un groupe Combat, un petit groupe clandestin parmi les clandestins pour M. Ruby, participent au sauvetage du pont.

C'est aussi peu avant que Lyon ne se libère que « L'Insurgé-Libérer-Fédérer » se rapproche du Parti socialiste. « Libérer-fédérer » adhère à la SFIO en juin 1945, tandis que « L'Insurgé » adhèrera plus tard (juin 1946), car Fugère s'oppose longtemps au retour dans la « vieille maison ». Jean Rous devient rédacteur en chef du journal de la Fédération SFIO, Le Populaire du Rhône. Il continue par ailleurs de lutter pour une structuration autonome des différents mouvements de jeunes (Cercles des Jeunes Travailleurs et Maisons des Jeunes). Il se trouve alors, selon ses propres dires, en conflit avec d'autres mouvements : « *Le problème était le suivant : dépendre des responsables du FUJP ou bien créer une fédération de mouvements . Moi, je n'ai pas voulu obéir à une organisation noyautée par des communistes d'esprit stalinien. J'ai préconisé la création d'un FUJP qui serait une véritable*

---

[728] Rude F., Libération de Lyon et de sa Région, Paris, Hachette, 1974, p. 124.
[729] Ruby M., La Résistance à Lyon, Lyon, L'Hermès, 1979, tome II, p. 828.
[730] Amoretti H., Lyon capitale, 1940-1944, Paris, France-Empire, 1964, p. 349.

fédération de tous les courants de pensée »[731]. Certes, à sa naissance, en octobre 1943, le FUJP, fusion de divers mouvements de jeunes, apparaît comme une organisation d'unité des mouvements de jeunesse des organisations de Résistance. Cependant, sa direction, composée de quatre membres, qui ne comprend au début qu'un seul communiste Thuillier, officiellement représentant des JC aux côtés de P. Noël (Caminade) pour le FUJ, Verny (Philippe) pour l'OCM jeune, et Laurin (Lassale) pour les jeunes chrétiens démocrates, se voit très vite dominée par des jeunes communistes avec le remplacement de P. Noël par Guy de Boisson et celui de Verny par Jean Pronteau, qui sont pour l'un considéré comme communiste et pour l'autre membre des JC, mais « sous-marin » dans l'OCM[732]. La FUJP « *au départ fédérée sur un pied d'égalité* »[733] peut être par la suite considérée comme « *l'organisation de masse du parti* »[734] dès l'été 1944. S'agit-il pour le PCF d'une volonté de domination ? Pour P. Buton, la réponse est claire : « *Le PCF apparaît comme un parti qui a effectivement tenté de conquérir le pouvoir à la Libération. Pendant l'Occupation, il veut asseoir son contrôle sur la Résistance intérieure et imposer, lors de la Libération, la primauté de celle-ci sur le général de Gaulle* »[735]. Pour Claude Bourdet, la réponse doit être plus nuancée : « *Il s'agissait d'un groupe de militants,* dit-il à propos des dirigeants communistes des Mouvements Unis de la Résistance, *il ne s'agissait pas de gens accomplissant pour le parti une mission à l'intérieur des mouvements. Toutefois il est naturel que ces camarades se soient rencontrés et reconnus* »[736]. Plus loin, il ajoute cependant : « *Tout cela créait, pour les non communistes, une atmosphère angoissante de noyautage et de conspiration, et a largement contribué à développer l'anticommunisme de certains* »[737]. C'est un peu ce qui se passe pour Jean Rous, si ce n'est qu'il ne confond

---

[731] Rous J., Gauthiez D., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 84.
[732] Buton P., Les lendemains qui déchantent : Le Parti communiste à la Libération, Paris, Presses de la FNSP, 1993, p. 70, 136 et 246.
[733] Noguère H., Histoire de la Résistance en France, tome IV, Paris, Laffont, 1976, p. 86.
[734] Buton P., Les lendemains…, op. cit., p. 136.
[735] Idem, p. 13.
[736] Bourdet C., L'aventure incertaine de la Résistance à la Restauration, Paris, Editions du Felin, 1998, p. 297.
[737] Idem, p. 298.

pas antistalinisme et anticommunisme. Toujours est-il que Jean Rous est en conflit avec les militants communistes du FUJP dans la mesure où il prône l'idée que les Forces Unies de la Jeunesse Patriotique devaient être « *une fédération de Mouvements libres et indépendants et non un mouvement unique* »[738]. Jean Rous avait déjà tenté à plusieurs reprises de faire rentrer dans les FUJP les organisations avec lesquelles il était en contact : Camarades de la Route, Auberges, et même Compagnons, peu avant leur dissolution le 21 janvier 1944[739]. Mais, la nature des FUJP et surtout la direction vers laquelle elles évoluent rend difficile, voire impossible, la poursuite des contacts. De même, la tentative menée par Rous d'intégrer les Jeunesses socialistes dans un « Directoire régional de la jeunesse » se solde par un échec du fait du refus des FUJP, en position dominante vis à vis des autres mouvements et peu prêtes à perdre ce « monopole ».

C'est dans ce contexte que, le 22 septembre 1944, Jean Rous est arrêté par trois policiers au siège des Cercles des jeunes travailleurs[740]. Il ne fait pas état de cette arrestation dans son ouvrage Un Homme de l'ombre, précisant seulement que « *recherché par les staliniens,* [il] *étai*[t] *protégé heureusement par un ami, Péju, adjoint de Farge* »[741].

De cette arrestation de Jean Rous, on ne sait donc rien ou presque. Est-il effectivement arrêté ? Un texte note simplement : « *Le vendredi 22 septembre après-midi, trois policiers se présentent au siège des CJT pour arrêter Rous* »[742]. Il n'est donc peut-être pas arrêté mais des menaces pèsent sur lui.

Comment expliquer cela ? En fait, trois hypothèses peuvent être retenues. Chronologiquement, on peut retenir son passé trotskyste, l'ambigüité

---

738 CERMTRI, dossier Rous, biographie de Jean Rous. Ce document paraît avoir été écrit en 1944, peut-être à l'occasion du congrès de novembre 1944.
739 Halls W. D., op. cit., p. 291. Cela fut fait après « *des descentes de la milice aux quartiers généraux des Compagnons de Lyon, Marseille et Toulouse* ».
740 CERMTRI, dossier Jean Rous.
741 op. cit., p. 93. Péju était le fondateur de Franc-Tireur ; Farge, commissaire de la République, était considéré comme proche du PC.
742 CERMTRI, dossier Rous, biographie de Jean Rous.

du MNR et le travail auprès d'un organisme agréé par Vichy, les Maisons des Jeunes. Nous reviendrons sur le trotskysme par la suite. Quant à l'ambigüité du MNR, elle ne semble lui être reprochée que par les pivertistes et certains de ses camarades trotskystes. Ni Daniel Mayer[743], la conscience résistante du socialisme, ni aucun autre militant socialiste rencontré n'a considéré l'attitude de Rous au début de la guerre comme posant problème vis à vis de la collaboration. Si, par ailleurs, on suit l'affirmation de Peter Novick : « *Le Parti socialiste effectua une épuration plus profonde dans ses propres rangs que tout autre parti politique (et même que toute autre institution quelle qu'elle soit)* »[744], on pourrait rejeter l'hypothèse des ennuis policiers liés au MNR. Cependant, M. Sadoun relativise quelque peu la rigueur de l'épuration socialiste. « *S'agissant des cadres,* écrit-il, *la sanction doit être proportionnée aux espoirs que le parti mettait en eux, mais, pour la base, c'est la faute qui constitue le critère de référence. Là, on exige une action positive de résistance, ici, l'abstention bienveillante, la sympathie passive* »[745]. Notons enfin que c'est D. Mayer lui-même qui dirige l'épuration dans le Parti socialiste. Il nous disait, en juin 1995, qu'en fait « *les positions de Rous au MNR étaient du même type que celles de Pivert* »[746].

Une autre hypothèse est donc celle de l'emploi dans une organisation vichyste, les Maisons des Jeunes. Elle paraît difficile à retenir car cette activité est aussi, pour Rous, un moyen de participer à la Résistance. A certains moments la calomnie contre Rous a pu être utilisée. Il semble en effet que Roger Massip ait dû le défendre en février 1944 contre des calomnies des FUJP[747].

La dernière hypothèse est donc celle du passé trotskyste. Si l'on s'en tient à ce qui se passe en France dans la période de Libération, on pourrait accepter cette hypothèse. En effet, la répression stalinienne antitrotskyste

---

[743] La question des relations entre Rous et le MNR a été posée à J. P. Biondi, C. Bourdet, L.. Boutbien, Y. Dechezelles, G. Martinet, D. Mayer et R. Verdier. Aucun de ces militants socialistes ne pensent que le MNR soit à l'origine des « ennuis policiers » de Jean Rous.
[744] Novick. P., L'Epuration française, 1944-1949, Paris, Seuil, 1985, p. 177.
[745] Sadoun. M., Les socialistes sous l'Occupation, op. cit., p. 232.
[746] Entretien avec D. Mayer, le 02/06/1995.
[747] CERMTRI, dossier Rous.

réapparaît durant la guerre en France. Ce sont Pietro Tresso, Abraham Sadek, Jean Reboul et Maurice Sieglmann (dit Pierre Salini) qui disparaissent dans le maquis FTP Wodli en Haute-Loire, en octobre 1943[748]. En octobre 1944, à Auxerre, P. Brocard est enlevé et exécuté par un militant du PC, Roland S.[749]. A. Folignani disparaît au siège des FTP de Marseille[750]. M. Bucholz est enlevé le 11 septembre 1944 et est retrouvé peu après avec quatorze balles dans le corps ; Ostreicher, maire-adjoint du 17ème arrondissement, responsable du comité local de libération disparaît dans des circonstances jamais éclaircies. Ce sont des militants ou sympathisants trotskystes. Hors de France, l'offensive antitrotskyste est encore plus violente. En Grèce, en Albanie, en Chine, en Indochine, des trotskystes leaders de la Résistance dans leur pays furent assassinés et ces meurtres revendiqués par les Partis communistes staliniens. On sait qu'ailleurs, dans ce qui allait devenir les « démocraties populaires », l'accusation de trotskysme valait condamnation. Il existe cependant un exemple contraire qui n'a malheureusement jamais été confirmé. H. Denis écrit : « *C'est ainsi par exemple que des communistes ayant voulu faire incarcérer des trotskystes, pour des motifs étrangers à l'épuration, Marrane* [le dirigeant communiste] *fit élargir ces derniers* »[751]. Ce qui tendrait à prouver que des communistes peuvent se permettre d'arrêter qui ils veulent, mais que tous les communistes ne profitent pas de cette situation et même s'y opposent.

On est en droit de penser que la répression, ou du moins la tentative de répression, policière contre Jean Rous est liée à son passé trotskyste, même si on retient comme plausible l'hypothèse du MNR. Pour M. Péju, le fils d'Elie Péju, chargé dans le secrétariat du préfet régional de Lyon Y. Farges des relations avec les comités de Libération, : « *Il avait de mauvaises relations avec les FUJP qui lui en voulaient peut-être pour sa période trots-*

---

[748] Cité in : Broué P., Vacheron R., Meurtres au Maquis, Paris, Grasset, 1997.
[749] Dazy R., Fusillez ces chiens enragés ! Le génocide des trotskystes, Paris, Orban, 1981, p. 17-18.
[750] Idem, p. 4 de couverture.
[751] Denis H., Le Comité parisien de Libération, Paris, PUF, 1963, p. 137.

kyste, mais aussi parce qu'il avait refusé qu'une partie des mouvements de jeunesse avec lesquels il travaillait en tant qu'avocat rentre dans les FUJP »[752]. Marcel Péju, alors journaliste, se souvient bien, par ailleurs, non de l'arrestation elle-même, mais que son père lui avait parlé de ce que « *Jean Rous était menacé de liquidation sommaire par eux* [les staliniens ou le NKVD] »[753]. Le témoin ajoute ensuite : « *C'est mon père, qui, à ce moment-là, occupait des fonctions importantes dans la Résistance, enfin post-Résistance, qui lui a sauvé la vie* ».

[752] Entretien avec Marcel Péju du 07/03/1996.
[753] Idem.

CHAPITRE VII :
L'IMMEDIAT APRES-GUERRE :

1. Retour sur la Jeunesse avec « La République des Jeunes » :

Dès la fin de la guerre, J. Rous peut faire publier nombre de ses écrits, en particulier ceux sur la jeunesse. Ainsi les Jeunesses socialistes du Rhône font-elles paraître un recueil de textes « Pour la Jeunesse de France » regroupant des écrits de la clandestinité (novembre 43 à août 44) ainsi que trois textes datés de la Libération, de septembre à décembre 44. Un second ouvrage publié par la fédération socialiste du Rhône reproduit une « causerie » faite par J. Rous à l'Ecole du propagandiste de la Fédération en novembre 44. Une troisième brochure est éditée par les Jeunesses socialistes et porte pour titre « Les Maisons des Jeunes »[754].

Continuant sa réflexion sur la jeunesse, initiée avec les « Amis des Maisons des Jeunes » en 1943, Jean Rous écrit dans Le Populaire du Rhône une série d'articles sur la jeunesse et ses institutions. Cela se fait parallèlement à la mise en place par A. Philip de la « République des Jeunes ».

Quatre articles de Jean Rous sont donc publiés dans l'organe de la SFIO du Rhône.

Le numéro 1, daté du 16 septembre 1944, soit deux semaines seulement après la libération de la ville, contient un article de Jean Rous : « Les socialistes au service de la jeunesse de France ». Dans ce texte, Rous appelle les jeunes socialistes éparpillés dans les mouvements de Résistance divers à se regrouper au sein des « Jeunes Gardes Socialistes », l'organisation de jeunesse SFIO, à reconstruire sur des bases autres que

[754] Pour la jeunesse de France, O pièce 28.349. Des nationalisations au socialisme, O pièce 28.337. Les Maisons des jeunes, O pièce 23.595.

celles d'avant-guerre. Mais, selon Rous, ces Jeunesses socialistes ont aussi des éléments à apporter à la jeunesse dans son ensemble ; aussi, il écrit : « *Il nous faut promouvoir, en liaison avec le syndicalisme ouvrier et paysan, les institutions où les jeunes seront unis pour la formation intellectuelle, morale, professionnelle, civique, humaine, où ils auront leurs 'bourses du travail', leurs foyers, leurs centres sociaux, leurs cercles* »[755].

L'hebdomadaire, dans sa deuxième parution, publie, dès le samedi suivant, le 23 septembre, un second article de Rous, intitulé : « Problème d'urgence : pour une politique de la jeunesse ». Il ne s'agit plus cette fois de parler seulement du Parti socialiste et de sa jeunesse mais de « *définir les premiers principes d'une grande politique de la jeunesse* »[756]. Un bref retour sur la politique de la jeunesse vue par Vichy lui permet d'écrire : « *Mais la tare fondamentale qui les résume toutes consiste en ceci : il y eut la volonté d'utiliser la jeunesse pour un certain parti (le parti collaborationniste et réactionnaire)* »· Pour éviter ce piège, il est nécessaire que les jeunes s'organisent eux-mêmes ainsi, par exemple, « *le jeune élit sa propre direction sur la base des intérêts et des besoins des jeunes et des institutions. Pas de savants dosages de groupes et de partis ! Il y a brassage et non division* ». Cela n'empêche pas que « *au jeu de la démocratie, les partis ou groupes confessionnels puissent s'exprimer hors de l'institution. Les institutions à créer doivent l'être en bannissant 'les solutions partisanes y compris celles qui s'inspirent de formules d'unions'* », puisqu'en fait, ces unions se font sur la base de partis et non d'intérêt. Nul doute qu'au travers de ces quelques phrases, Jean Rous reprend le débat avec les membres staliniens des FUJP. Les institutions envisagées doivent être des foyers, maisons ou clubs, selon le milieu social, pour les activités quotidiennes. Pour ceux qui voyagent, les Auberges rempliraient ce rôle.

Peu après la naissance à Lyon, le 4 octobre, de la « République des Jeunes », paraît un court article de Rous où il s'inquiète de ce que sera cette

---

755 Bibliothèque Nationale, G. Fol J0 1529, Le Populaire du Rhône, n° 1, nouvelle série, 16/09/1944.
756 Idem, Le Populaire du Rhône, n° 2, 23/09/1944.

institution, « *libre fédération ou nouveau carcan totalitaire* »[757]. La nécessaire union de la jeunesse pour reconstruire le pays est contrecarrée par l'appartenance de cette jeunesse à des « *familles spirituelles, politiques et sociales différentes* ». Certes, tout le monde veut l'union, mais attention à l'union de type Vichy, c'est à dire : le « *Mouvement unique* ». Il faut donc que cette union soit une « *fédération véritable respectant pour chaque famille de jeunes le droit d'avoir son mouvement de base d'éducation. Il faudra trouver un rond-point d'union, où seront édifiées, sous le patronage objectif du monde syndicaliste uni, les institutions communes* »[758]. Au travers de ce court article, Jean Rous prend en compte les décisions prises pour créer la République des Jeunes, mais il semble en opposition avec certains éléments à l'intérieur de cette « République ». Ainsi, A. Philip, dans une lettre à René Capitant et lue au cours du premier conseil d'administration, précise que la République des Jeunes doit être une « *organisation de la liberté* ». La gestion doit en être « *associationniste* » et éviter l'étatisme. « *L'activité de la jeunesse sera dirigée par les jeunes eux-mêmes, élisant leurs conseils par maisons* ». « *L'association fédérative, la République des Jeunes, doit être une fédération d'institutions ('la fédération des Bourses du travail de la jeunesse') qui sera partie intégrante d'une plus vaste confédération de la jeunesse* »[759].

On voit donc une reprise des acquis de Vichy mais avec un rejet des tentatives de « *Mouvement unique, d'étatisme et de paternalisme*»[760]. Face à ces principes, J. C. Leroyer voit chez les libérateurs l'idée d'«*unir pour mieux contrôler* »[761]. Il fait état, par ailleurs, d'une réunion à Paris « *qui rassemble autour de R. Capitant et A. Philip principalement des responsables et des sympathisants communistes* »[762]. Or, le PCF, dans le même temps, met en place « *l'Union de la Jeunesse Républicaine de France, dont les portes se-*

[757] Idem, Le Populaire du Rhône, n° 4, 07/10/1944.
[758] Idem.
[759] Lettre adressée par A. Philip à R. Capitant, ministre de l'éducation nationale, citée par C. Paquin, in : « De la République des Jeunes à la FFMJC », in : Les Cahiers de l'animation, n °57-58, déc. 1986, p. 232.
[760] Maurel C., Les Maisons des Jeunes…, op. cit., p. 342.
[761] Leroyer J. C., Histoire et sociologie…, op. cit., p. 41.
[762] Idem, p. 42-43.

raient largement ouvertes à toutes les autres organisations patriotiques et démocratiques de jeunes, en particulier, à celles qui étaient déjà rassemblées dans les Forces Unies de la Jeunesse Patriotique »[763], comme le dit Léo Figuères, qui ajoute plus loin : « *L'UJRF se voulait une organisation unitaire mais elle était appelée à soutenir les positions politiques du Parti communiste* »[764]. En décembre 1944, le PCF est aussi parvenu à construire l'Union Patriotique des Organisations de jeunesse (UPOJ) qui « *hormis les Jeunesses socialistes, rassemblait, sur la base d'une charte aux idées très générales, tout ce que la France comptait alors de mouvements de jeunesse ayant quelque représentativité* »[765]. J. C. Leroyer peut écrire : « *D'un côté, nous avons les socialistes avec A. Philip, fondateur de la République des Jeunes, destinée au grand rassemblement de la jeunesse, et, de l'autre, les communistes avec R. Thuillier, chargé de créer l'UJRF avec un objectif similaire* »[766] et Jean Rous peut craindre le pire pour sa conception de la République des Jeunes.

C'est alors qu'il va adresser une « *note personnelle et confidentielle pour A. Philip, président de la République des Jeunes* »[767]. Cette note, non datée, fait état du travail de Rous auprès du ministre. Il dit avoir envoyé une lettre sur l'orientation de la République des Jeunes ;il a aussi travaillé sur les statuts ; il a proposé des éléments d'ordre administratif au ministre. Il a établi un compte-rendu de la réunion du premier conseil d'administration. Il a enfin rédigé une note contenant des propositions générales sur la jeunesse.

La rédaction de cette note se situe probablement au dernier trimestre de l'année 1944. Elle comprend par ailleurs quatre autres parties, importantes pour comprendre la situation de la jeunesse à ce moment-là.

---

[763] Figuères L., Jeunesse mimlitante, op. cit., p. 172. La naissance de l'UJRF date de Pâques 1945.
[764] Idem, p. 173.
[765] Idem, p. 174.
[766] Leroyer J. C., Histoire et sociologie…, op. cit., p. 43.
[767] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 78.

Tout d'abord, Rous dresse une liste de sept noms, accompagnés d'indications sur les parcours respectifs des personnes mentionnées. Celles-ci seraient appelées à être les animateurs des grands services intéressant les usagers des maisons. Le classement que Rous établit, sans d'ailleurs le moindre soupçon d'agressivité[768], fait apparaître des éléments selon lui peu sûrs car faibles vis à vis de Vichy ou faisant le jeu des FUJP (il note ainsi que de Boysson a tendance à capituler devant les pressions et que son manque d'expérience politique l'amène à faire le jeu des éléments communisants des FUJP), des techniciens de l'éducation populaire à utiliser et des « politiques », proches de Rous puisqu'on y relève les noms de R. Auclaire, des Auberges de la Jeunesse, et L. Weitz, ami du PSOP.

Une seconde partie de cette note vise à expliquer l'évolution des « Jeunesses Laïques Résistantes »[769] qui, après leur fusion, noyautent les jeunes du MLN grâce à la fraction communiste des « Camarades de la route », dirigé par René Porte. Ces jeunes laïcs cherchent à discréditer Jeune Révolution et Jeune Garde, organe clandestin des Jeunesses socialistes proches de « Libérer-Fédérer ».

La troisième partie titrée « A la demande du camarade Philip » précise que les « Cercles des jeunes travailleurs » se sont constitués par substitution totale à l'ancienne organisation. Trois syndicalistes dirigent l'association, dont le secrétaire départemental CGT du Rhône.

Enfin, la quatrième partie a pour titre « Le sens de la lutte avec le FUJP ». Elle précise qu'il ne s'agit nullement d'une lutte entre vichyssois et résistants mais que deux techniques de travail s'opposent au sein de la Résistance. D'un côté, les fédéralistes s'opposent aux « *totalitaires ou étatistes ou partisans du Mouvement unique* ». Les socialistes et les chrétiens sociaux sont, quant à eux, plutôt fédéralistes. Pour Rous, « *La surenchère, le délire et les vexations du FUJP créent le désordre et la démoralisation de la jeu-*

---

[768] Par exemple, pour l'une des personnes citées dont Jean Rous relève une attitude faible par rapport à Vichy, il ajoute : « *Ce qui est dit au-dessus n'est pas pour l'écarter mais pour faire la clarté* ».
[769] C'est ainsi qu'est mentionnée cette organisation mais J. C. Leroyer parle, lui, des « Jeunes Laïcs Combattants ».

nesse tout en préparant le lit de la réaction paternaliste ». Puis, il cite l'exemple de la région lyonnaise. Deux délégués à la jeunesse de Vichy (Baudouin et Boutiller) avaient truffé les associations gestionnaires des Maisons des Jeunes et des centres d'apprentissage d'éléments « *paternalistes, cléricaux et agents des trusts* » ; cela avait été combattu par Jeune Révolution et au sein de l'association des Amis des Maisons des Jeunes. Or, le commissaire de la République du Rhône, H. Longchambon, vient de charger Baudouin et Boutiller de la gestion provisoire des centres de pré-apprentissage et d'apprentissage du commissariat général du Rhône. Et Rous d'ajouter : « *Nous ne connaissons pas l'activité de ces messieurs dans la Résistance, mais nous pouvons dire que sur le plan social ce sont des réactionnaires contre lesquels nous avons eu à lutter sous Vichy* »[770]. Pour Rous, cependant, ce choix du préfet s'explique par le souci de « *normaliser la situation de la jeunesse* [alors que le préfet est] *excédé par l'incapacité constructive des FUJP* ».

Le 7 novembre 1944, Jean Rous adresse une lettre à A. Philip dans laquelle il se plaint que « *Monsieur Auclaire et Mademoiselle Laforest, qui ouvertement ont toujours eu une attitude amicale à* [son] *égard, colportent sur* [son] *compte des bruits calomnieux dans le but d'entraver* [sa] *collaboration à la 'République des Jeunes"* ». Elargissant le propos, il s'inquiète que le départ d'une organisation de jeunesse puisse se faire sur la base d'exclusives personnelles et de questions de tendances. Il propose donc, d'une part, qu'une solution constructive et unitaire basée sur des concessions réciproques soient trouvée, et, d'autre part, qu'une commission composée du ministre de l'éducation nationale, d'un délégué de la CGT, d'un autre de la CGA et d'A. Philip statue sur tous les cas personnels autour de quatre points :

- le rôle dans la Résistance,
- les spécialités et les possibilités techniques,

[770] Tous les extraits en italiques sont tirés de ce texte.

- le rôle vis à vis du régime de Vichy,
- les plans et projets actuels[771].

Parmi les présents à la réunion entre A. Philip, R. Capitant et les responsables et sympathisants communistes, de décembre 1944, on trouve Andrée Laforest, que J. C. Leroyer présente ainsi : « *Membre du comité directeur des Auberges de la Jeunesse, responsable par la suite des MJC, militante communiste* »[772]. Par ailleurs, en 1945, elle sera « *nommée liquidateur de chacune des associations gestionnaires des Maisons des Jeunes dissoutes* »[773]. Quant à Robert Auclaire, Jean Rous a une bonne opinion de lui ; ils ont travaillé ensemble aux Amis des Maisons des Jeunes et à Jeune Révolution. R. Auclaire est militant des Auberges. A. Essel, militant trotskyste avant guerre et « ajiste », écrit de lui : « *Il ne manquait pas de talent diplomatique. Il le prouvait en entretenant des rapports avec les politiciens de Vichy, tout en leur camouflant la nature du mouvement et ce qui s'y tramait* »[774]. On peut donc penser que si attaques contre Rous il y eut, elles concernaient à nouveau son passé trotskyste et avaient pour but de l'empêcher de continuer à travailler à la République des Jeunes.

Dans le même temps, la tutelle de l'Etat s'affirme, en particulier par le biais d'une directive du 13 novembre 1944, signée J. Guéhenno, inspecteur général chargé de mission aux Mouvements de Jeunesse et à la Culture populaire, pour le ministre de l'éducation nationale. Cette circulaire a pour but d'éclairer sur « *les fins poursuivie par la nouvelle direction de la Culture populaire et des Mouvements de Jeunesse* »[775]. Cette direction couvre des services anciens relevant de l'ex-commissariat à la Jeunesse (colonies de vacances, formation des jeunes, mouvements de jeunesse, maisons et au-

---

[771] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 78. L'ensemble des informations est extrait d'une lettre de Jean Rous à A. Philip, président de l'association « La République des Jeunes ».
[772] Leroyer J. C., Histoire et sociologie…, op. cit., p. 42.
[773] Maurel C., Les Maisons des Jeunes…, op. cit., p. 338, reprenant un arrêté du 09/01/1945.
[774] Essel A., Je voulais changer le monde, Paris, Stock, 1985, p. 161.
[775] Circulaire du 13 novembre 1944, citée en annexe par Claude Paquin, in : « Approche historique de la FFMJC », Les Cahiers de la FFMJC, n° 4, décembre 1980.

berges, service de l'action civique et sociale), des services relevant de l'instruction publique (œuvres post et péri-scolaires), de nouveaux services « *destinés à promouvoir, à la faveur de l'événement, la culture populaire, c'est à dire 'la culture de tout le peuple'* »[776]. La circulaire continue ainsi : « *Il ne saurait être question de laisser se perdre l'effort entrepris depuis des années par des organisations de jeunesse. Mais, l'Etat doit sans doute intervenir _selon de toutes nouvelles règles et une doctrine rénovée_ dans leur surveillance et leur contrôle* ». Au contraire du commissariat à la Jeunesse de Vichy, préoccupé avant tout de mener sa propagande, la direction « *doit* [en] *être* (…) *un organe professionnel* [pour aider] *les diverses jeunesses du pays, car il y a des jeunes en même temps qu'une jeunesse* ». Et J. Guéhenno note qu'en l'état actuel des choses seules les jeunesses confessionnelles sont aidées et protégées ; il paraît donc de simple équité que les jeunesses non confessionnelles le soient aussi, pour leur permettre de s'organiser, de créer leur propre mouvement. Par ailleurs, il est nécessaire de favoriser pour tous l'accès à la culture. Il faut donc, d'une part, que tous y travaillent et, d'autre part, que des lieux d'accueil existent. « *Nous voudrions*, note la circulaire, *qu'après quelques années, une maison d'école au moins dans chaque ville ou village soit devenue une 'Maison de la culture', une 'Maison de la jeune France', un 'Foyer de la nation', de quelque nom qu'on désire la nommer, où des hommes ne cesseraient plus d'aller, sûrs d'y trouver un cinéma, des spectacles, une bibliothèque, des journaux, des revues, des livres, de la joie et de la lumière* ». « *L'Etat semble donc avoir une politique de la jeunesse et de la culture* », note C. Maurel, qui ajoute : « *La Maison des Jeunes apparaît comme la structure la mieux à même d'assurer 'l'organisation de la liberté' dont parle A. Philip* »[777].

A peu près en même temps qu'a lieu le second conseil d'administration de la République des Jeunes, le 8 décembre 1944,[778] se déroule la réu-

---

[776] Idem, ainsi que les trois citations suivantes.
[777] Maurel C., Les Maisons des Jeunes…, op. cit., p. 348.
[778] Paquin C., De la République des Jeunes à la FFMJC, op. cit., p. 232.

nion entre A. Philip et les responsables et sympathisants communistes[779]. Toujours est-il que le 9, Rous écrit un nouvel article dans Le Populaire du Rhône[780].

Le conseil d'administration de la République des Jeunes s’est donc réuni à Paris, le 8. Il est composé de « *représentants de mouvements de jeunesse (Conseil Protestant de la Jeunesse, Eclaireurs de France et Mouvements des Auberges de la Jeunesse), d’organisations syndicales (CGT et CGA) et de Mouvements de Résistance (FUJP)* »[781]. Sans en préciser la date exacte, C. Paquin ajoute : « *Peu après viendront s’y adjoindre l’UJRF, les JS, la Ligue de l’Enseignement et le SNI, l’ACJF et les scouts de France* » ; mais on peut penser que c’est dans le courant de l’année 1945 puisque, comme on l’a vu, l’UJRF n’est créée qu’à Pâques 1945. Les archives de la FFMJC n’étant pas consultables car non classées, semble-t-il, il est difficile d’être plus précis.

Le 9 décembre donc, Jean Rous écrit un dernier article sur la jeunesse dans Le Populaire du Rhône. « *Où en est la politique de la jeunesse ?* », se demande-t-il. Reprenant ses propositions, qu’il attribue d’ailleurs aux socialistes, il se demande pourquoi aucune « *soudure entre les techniciens de l’éducation et les militants de la Résistance sur une base sociale progressiste* »[782] n’a pu être trouvée dans le domaine de la jeunesse. Aucune politique hardie n’a été lancée, d’après lui. De même, il pense qu’on ne peut accuser J. Guéhenno, dont il écrit : « [il est] *pour nous un guide et un conseiller tout désigné* ». Rous précise : « *Dans les services de la jeunesse, ce ne sont malheureusement trop souvent qu’exclusives réciproques et débats sans grandeur* ». Il relance donc la proposition faite en novembre à A. Philip de mettre en place des commissions responsables de contrôle et d’arbitrage au niveau central et régional. « *Elles auraient pour but*, précise-t-il, *de faire le tri parmi les techniciens de la jeunesse et de délivrer, le cas échéant, une sorte*

---

[779] Leroyer J. C., Histoire et sociologie…, op. cit., p. 42-43.
[780] Bibliothèque Nationale, G Fol JO 1529, Le Populaire du Rhône, n° 13, nouvelle série, 9/12/1944. Article signé Rous.
[781] Paquin C., De la République des Jeunes…, op. cit., p. 232.
[782] Bibliothèque Nationale, G Fol JO 1529, Le Populaire du Rhône, n° 13.

de satisfecit, comme cela se fait chez les journalistes ». Certes, la solution serait de trouver de nouveaux cadres mais, et Rous prend un exemple historique, comme l'Armée Rouge en 1917-1921 a dû utiliser des officiers d'ancien régime pour briser l'assaut capitaliste et assurer l'existence du jeune Etat soviétique, les services de la jeunesse pourraient, toute proportion gardée avec cet exemple, utiliser les compétences sous le contrôle des responsables de la nouvelle orientation. La seconde raison des problèmes est la « *persistance d'un esprit de monopole totalitaire dans la jeunesse* » au lieu de fédérer les familles spirituelles et d'organiser leur loyale collaboration. Il reprend ainsi les propositions déjà faites. Mais cette fois, tant sur la sélection des cadres, première partie du texte, que sur le problème du monopole de la jeunesse, on sent une dose importante de désillusion marquée par un humour grinçant. Il parle, par exemple, de « *chefs qui conçoivent à l'égard de la politique et de la Révolution une sorte d'horreur de vieille fille à l'égard du vice* » ou de « *rivalités et* [de] *ragots qui rappellent les luttes byzantines des anciennes corporations entre bouchers et charcutiers* ». Il conclut ce texte par un appel à l'urgence : « *L'essentiel dans tous les cas est de se hâter vers les réalisations concrètes* », écrit-il. Et il ajoute : « *Le monde de la jeunesse commence à s'impatienter, ce qui est normal et, ce qui est pire, à se décourager* ».

René Porte, « *membre du comité directeur des Auberges de la Jeunesse, fondateur des Jeunes Laïcs Combattants et secrétaire des Jeunes de la Libération Nationale* », raconte à J. C. Leroyer le dîner-débat de décembre 1944. Il se déroule à la Rôtisserie Périgourdine, place Saint Michel, à Paris. Face à face se retrouvent A. Philip, socialiste, fondateur de la République des Jeunes, et des Jeunes Combattants, proches du Parti communiste, très actifs dans la libération de la France. Quel rôle est dévolu à R. Capitant ? Témoin ? Arbitre ? rien ne le dit précisément. Pour R. Porte, aucun ordre du jour n'avait été proposé ; il n'y eut pas de débat, mais un simple échange d'idées. Directement ou indirectement, on dut y parler des propositions de Rous ; plusieurs des présents ont travaillé ou ont au moins eu des contacts

avec lui (R. Thuillier, G. de Boysson, J. Prouteau, Caminade, A. Laforest et d'autres peut-être encore).

Le 9 janvier 1945, R. Capitant dissout les Maisons des Jeunes existant avant la Libération. L'arrêté règle le compte de cinquante six associations locales, départementales ou régionales et confie à Melle Laforest le soin de liquider chacune de ces associations. L'arrêté précise d'autre part que « *des arrêtés ultérieurs fixeront la dévolution des biens de ces associations* »[783]. Or, on sait que Jean Rous s'était vu confier le soin de transférer le patrimoine des Maisons des Jeunes de Vichy à la « République des Jeunes ». D'une certaine façon, on peut parler d'un désaveu du travail de Rous et d'un renforcement du poids du Parti communiste dans les Maisons, d'autant qu'une circulaire du 8 mai 1945 précise que le liquidateur désigné par l'arrêté de dissolution a « *pour mission d'apprécier la situation de chacune des maisons, afin de déterminer les conditions dans lesquelles les initiatives heureuses pourront être continuées et de mettre fin à l'activité des autres* »[784]. Il existe donc des possibilités de retour en grâce si ces associations peuvent « *présenter notamment un budget de fonctionnement faisant connaître le montant de ses ressources propres et celui de la participation financière demandée à l'Etat* »[785]. La dissolution effective peut donc être revue si Melle Laforest le juge utile en fonction des décisions des inspecteurs régionaux et départementaux.

C'est donc dans ce cadre-là que, en janvier 1945, les Jeunesses socialistes publient un texte intitulé : « les institutions nouvelles : Les Maisons des Jeunes », écrit par Jean Rous. Il ressemble, à quelques modifications près, à celui que publiera la revue <u>Esprit</u>, dans son numéro d'octobre 1945,

---

[783] Arrêté du 09/01/1945, vu l'ordonnance du 02/10/1943 portant statut provisoire des groupements sportifs et de jeunesse, modifié par l'ordonnance du 17/05/1944.
[784] Circulaire du 8 mai 1945, signée par J. Guéhenno, directeur des Mouvements de Jeunesse et d'Education Populaire, au nom de R. Capitant, ministre de l'éducation nationale.
[785] Idem.

article signé Jean Rous. Celui-ci en possède un exemplaire dans ses archives[786].

Ce texte récapitule tout ce que Jean Rous a pu penser et écrire sur le sujet, au cours des mois voire des années précédents.

Dans l'avant-propos (qui ne sera pas repris dans l'article d'Esprit de l'automne suivant) de cet article intitulé : « A la mémoire de Léo Lagrange », Jean Rous rappelle fermement les constats qui ont motivé sa réflexion. Pour lui, il demeure clair que faire la Révolution et reconstruire la France sont des tâches inséparables. Mais, alors que « *les ambitions révolutionnaires* (…) *n'ont jamais reçu de la réalité d'aussi grandioses justifications* », c'est avec une amertume certaine que Rous note « *la médiocrité des moyens humains pour les mettre en œuvre* ». Le problème de la jeunesse (à laquelle Rous attribue une « *réalité révolutionnaire* ») est donc une « *priorité nationale et sociale* ».

Après avoir résumé dans cet avant-propos le rôle fondamental des institutions de la jeunesse, qui est d'offrir au jeune, à côté de la formation de son propre caractère, « *l'apprentissage civique, social, professionnel de sa vie d'homme* », Rous va, en plusieurs chapitres, décliner les divers aspects de « *ce que devraient être les Maisons* », une fois posés les deux constats suivants : les tares profondes de l'existant (dont le paternalisme et le cléricalisme) et la nécessité d'une collaboration avec le monde du travail.

Le corps du texte va donc être l'occasion pour Rous de se livrer à une description détaillée de la Maison, son fonctionnement, le statut de ses cadres, à un rappel de ses réflexions plus théoriques sur le rôle essentiel de ces maisons, leur situation dans la réalité politique et sociale du moment et le poids qu'elles peuvent prendre dans l'évolution de celle-ci, en passant par la présentation précise de ce que nous nommerions aujourd'hui l'organigramme de leur structure.

---

[786] ADPO, fonds Jean Rous, 126 J 2089, « les institutions nouvelles : les Maisons des Jeunes », édité par les Jeunesses socialistes.

Dans la description de la Maison et des activités qui s'y pratiquent, Rous manifeste le souci de n'oublier aucun détail. L'architecture de la Maison doit refléter sa mission. Le cadre doit donc, lui aussi, avoir « *une valeur éducative* », d'où le soin que l'on doit apporter à son édification. C'est ainsi que Rous peut écrire : « *Il conviendra que l'allure de la Maison, l'agencement de la salle de veillée, la simplicité et le goût du mobilier, la sobriété éducative de la décoration leur* [aux jeunes] *en donnent l'impression vivante et pénétrante* [de la clarté, l'élégance, l'harmonie, la netteté, la beauté] ». De même, la liste des activités proposées semble viser à l'exhaustivité. Rous n'oublie même pas de citer, à côté des activités manuelles et de celles visant à « *l'éducation de l'expression* », « *l'enseignement ménager : couture, cuisine, puériculture qu'y pourra recevoir 'la jeune fille'* ». Même précision dans l'énumération des services proposés : « *secrétariat social, aide juridique, service de pré-orientation professionnelle, formation syndicale, service médical* » et des moyens matériels mis à disposition des jeunes (à côté de l'infrastructure sportive, une bibliothèque, la TSF, un bar, voire un cinéma).

Rous présente aussi les divers types de maisons, avec le souci que chacune reflète son lieu et milieu d'implantation. En effet, « *si chaque type de Maison n'est pas en principe réservée à une catégorie sociale 'déterminée'* », on ne peut éviter une certaine spécialisation, la Maison de ville implantée dans un quartier ouvrier s'apparentera à une « *Maison de jeune travailleur* », en milieu rural à une « *Maison du jeune paysan* », dans un quartier étudiant à un « *foyer d'étudiants* », la Maison de petite ville ayant une vocation plus généraliste. Il s'agit que « *par cette gamme variée* (…) *l'institution s'adapte à la complexité des milieux sociaux* ». La dimension locale n'est pas oubliée ; elle se manifeste même dans la décoration intérieure qui doit refléter les « *riches variétés de nos traditions locales et régionales* ».

On le voit donc, à partir d'un cadre précis, les nuances et adaptation à la diversité de la réalité trouvent place.

Un point important sur lequel insiste Rous est la fonction de « *centre de coordination* » de la Maison. En donnant « *plus d'ampleur et de cohésion aux entreprises favorables aux intérêts de la Jeunesse, la Maison est compa-*

rable (…) *à la bourse du travail : elle admet toutes les activités comme la bourse admet tous les syndicats sans en concurrencer aucun* ». Plus loin, il écrit : « *Elles* [les Maisons] *ne sauraient être l'Institution d'un seul mouvement mais de tous* ». En tant que personne morale, la Maison doit être dirigée par un chef de Maison, non simple éducateur mais avant tout « *militant, créateur, organisateur* ». De même, il faut instaurer la représentation des jeunes ; cela peut se faire dans un conseil de Maison élu où « *les jeunes garçons et les jeunes filles délibèrent de leurs propres affaires, forment des équipes pour animer les services de la maison, contrôlent et critiquent leur propre activité sous l'arbitrage amical du chef de maison* ». Le fait que, parallèlement, la gestion de la Maison soit assurée par une association ou un conseil de gestion où sont représentés « *les corps sociaux par des délégués de l'éducation (mouvements), des syndicats ouvriers, paysans, d'artisans, de l'enseignement, des associations d'étudiants, des mutualités* » offre la garantie que « *la jeunesse n'est point coupée de ses milieux naturels* ».

C'est dans un chapitre intitulé « Faut-il une doctrine aux Maisons de Jeunesse ? » que Rous aborde cette épineuse et inévitable question. Pour y répondre de façon claire : si aucune doctrine déterminée ne doit présider à l'instauration des Maisons, si, par ailleurs, il est bien entendu que la Maison « *est par excellence le rond-point d'union, le havre de conciliation aux côtés des remous de la bataille* », ceci ne signifie pas neutralité. Il écrit donc : « *Il ne sera pas, en définitive, possible d'assister à un puissant essor institutionnel dans un régime qui demeurerait, sous la coquille 'démocratique', foncièrement capitaliste. Le style de l'institution de Jeunes doit tendre à faire aimer et vouloir une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme et basée sur la propriété commune des moyens de production. En l'espèce, ce 'socialisme' ou syndicalisme ou coopératisme n'a pas à se référer à une école particulière. Dans le domaine éducatif, il les faut admettre toutes, dans leur libre compétition. Tirant positivement les leçons de l'expérience capitaliste et réactionnaire, il faudrait surtout s'attacher à composer les personnes morales de nos institutions de représentants et d'amis du progrès social et de la liberté. Les 'patrons' tout désignés, aux côtés du monde de l'éducation*

populaire, s'appellent CGT en coordination avec la CFTC, CGA, artisanat, mutualité. *Mieux que les proclamations abstraites, ces présences situeront l'orientation générale des maisons et associations* ».

Quant à la place de l'Etat dans cette institution, elle mérite clarification. Tout en excluant bien évidemment l'exemple vichyssois, Rous relève l'éternel dilemme : « *Ou bien l'Etat veut caporaliser les jeunes et dans ce cas, il leur consacre quelques crédits, ou bien, il est pour la liberté et laisse tomber la jeunesse* ». La période actuelle, favorisant par rapport au totalitarisme les « *formules de liberté* », offre plutôt le spectacle d'un Etat qui « [interprète] *sa fonction dans le sens du laisser-faire alors qu'il lui faudrait faire preuve de décision sur la base d'un plan rigoureux* ». Pour Rous, il est clair que l'Etat doit ne pas se désengager (et surtout pas financièrement) mais jouer un rôle de « *bon et nécessaire arbitre, voire de soutien* ».

En définitive, dans le domaine éducatif, il faudrait faire preuve, comme dans d'autres domaines, d'ailleurs, aussi importants que le domaine parlementaire, d'une volonté de « *fédéralisme ou associationnisme* » que Rous, à la fin de son texte, affirme apercevoir à l'œuvre dans l'expérience lyonnaise de la République des Jeunes. Celle-ci, qui a pour vocation de s'étendre à l'ensemble du territoire national, est promise à un heureux avenir si « *elle sait éviter* [les] *écueils* » que Rous a dénoncés plus haut : « *le paternalisme et le bureaucratisme passés ».* C'est à ce prix-là qu'elle deviendra « *dans quelques années une des plus rayonnantes institutions populaires de la France* ».

Aussi fondamental soit-il, ce texte est une sorte de chant du cygne puisque, après lui, Jean Rous cesse d'écrire sur les Maisons des Jeunes et passe, contraint et forcé semble-t-il, à d'autres activités. Une lettre de Claude Mauriac, secrétaire particulier du général de Gaulle, président du gouvernement provisoire de la République Française, montre que Jean Rous se sera battu jusqu'au bout pour faire triompher son idée d'auto-organisation de la jeunesse. Cette lettre précise que : « *Le général a été très sensible à la lettre*

et à la brochure envoyée »[787], par Jean Rous, bien sûr. « *Son attention a été retenue par les principes élaborés et publiés dans la clandestinité sur l'organisation de la jeunesse* », continue la lettre. Elle se conclut par l'idée que les réformes préconisées peuvent aider « *au développement de ce grave problème* ». Cette lettre est datée du 6 avril 1945. Rous semble donc avoir tenté d'intéresser à ses idées le plus haut personnage de l'Etat, peut-être dans le but d'obliger R. Capitant, gaulliste historique, à le soutenir contre le Parti communiste. La publication du texte, légèrement remanié, par Esprit est aussi une tentative de sortir du seul soutien socialiste pour faire prendre en compte ces positions par l'ensemble de la gauche non stalinienne. Mais, la tentative échoue.

Le 7 septembre 1953, à la suite d'un article écrit dans Le Monde, dans lequel il fait allusion aux Maisons des Jeunes et aux Maisons de la Culture, il reçoit une lettre de Albert Léger, alors délégué général de la Fédération française des Maisons des Jeunes, appelé par Jean Guéhenno, en 1945, à diriger la « République des Jeunes ». Dans cette lettre, A. Léger écrit : « *Je n'ignore pas la part que vous avez prise aux débuts de l'éducation populaire en France et je me suis inspiré de votre étude parue dans 'Esprit' au lendemain de la Libération.* (…) *Je crois savoir que vous auriez aimé suivre notre expérience* »[788].

Faisant le 25 décembre 1958 un bilan sur ces activités depuis la guerre, il note : « *1945 : fondation de la République des Jeunes qui sera par la suite Fédération nationale des Maisons des Jeunes ; écriture de la brochure 'Maisons des Jeunes' publiée dans un numéro spécial d'Esprit (1945) sur les jeunes et éditée par les JS ; écarté des Maisons des Jeunes par les catholiques et les staliniens* »[789].

Notons qu'une nouvelle fois une alliance contre nature a eu raison de ses propositions politiques fédéralistes et réellement « socialistes ».

---

[787] Idem, 96 J 38, Lettre de C. Mauriac à Jean Rous, rue Focillon, Paris, 14ème.
[788] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 43, lettre du 07/09/1953.
[789] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 20, Carnets, 1958-1960.

2. Lyon-Paris :

C'est probablement après ses ennuis policiers que Jean Rous quitte Lyon pour rentrer à Paris. Le 24 octobre 1944, il demande à la Mairie de Paris de le réintégrer dans ses fonctions de commissaire-répartiteur. Le 9 novembre suivant, la Mairie accepte sa réintégration « *bien qu'il ait abandonné son poste* ». Le 30 novembre, il est réintégré et rejoint effectivement son poste le 23 janvier 1945[790].

Pour sa part, Maria a sollicité, le 1er octobre 1943, un congé d'un an sans traitement et en sollicite un autre le 1er octobre 1945. Rien n'est indiqué en ce qui concerne l'année scolaire 1944-1945, du 1er octobre au 30 septembre. Un calcul des annuités établi en 1949 indique vingt ans et deux cent trente neuf jours, auxquels sont ajoutés neuf mois et vingt et un jours, sans explication. Cela donne un total de vingt et un ans, cinq mois et vingt-huit jours[791] selon Jean et Maria qui semblent avoir fait eux-mêmes ce calcul. Toujours est-il que, Maria ayant commencé à l'Ecole Normale en 1922 et ayant obtenu le CAP en 1925, compte-tenu de tous les congés dûs à la guerre, on peut penser qu'elle n'a pas repris le travail en 1944-1945.

Cependant, Jean et Maria reviennent à Paris. D'après une carte de presse au nom de Jean Rous, en octobre 1944, leur adresse est alors : « 7 rue des Marronniers, Lyon »[792]. Cette carte est un laisser-passer permanent pour « *Rous : Le Populaire (PS)* ». Par ailleurs, sur sa carte de journaliste est mentionnée comme adresse : « Rous, 25 rue de la Tête d'or, Lyon. Maison de la Presse parisienne »[793]. Cette adresse était celle, en 1943, de l'Association des Amis des Maisons des Jeunes. En septembre 1945, l'adresse de son passeport est « 6 rue Adolphe Focillon »[794]. En 1974, la Préfecture de police établit la liste des logements de Jean Rous et précise :

---

[790] Mairie de Paris, dossier Jean Rous, Préfecture de la Seine, série C 317.
[791] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 9.
[792] Idem, 96 J 15.
[793] Idem.
[794] Idem, passeport n° 26794, établi le 19/09/1945.

« 5 rue Gassendi, 3 rue E. Cresson de juin 1938 à avril 1941, 6 rue A. Focillon et, depuis 1961, 68 rue Hallé »[795]. Tout ceci ne nous avance pas beaucoup.

Durant la période d'octobre 1944 à juin 1945, Jean Rous a des activités débordantes. Il est, en effet, « *rédacteur en chef, puis correspondant à Paris du 'Populaire du Rhône'* »[796], employé à la Mairie de Paris, à compter de janvier 1945, en qualité de commissaire-répartiteur; en février 1945, il est chargé de documentation à « l'Agence de Presse de la Liberté », organisme dépendant de la SFIO[797]. Enfin, nous avons vu qu'il participe aux débats qui donneront naissance à la République des Jeunes, impulsés par A. Philip. Ces débats continueront après le 4 octobre 1944, date officielle de création de cette République.

---

[795] Préfecture de police, dossier « Rous Jean, dit Jean Rous » n° 49376, carton n° 1.
[796] Idem.
[797] Préfecture de police, dossier Jean Rous, voir supra.

Cette période des années d'affirmation a permis à Jean Rous au travers d'expériences diverses de préciser ses positions politiques, même s'il ne pourra pas les réinvestir toutes dans ses combats de l'immédiat après-guerre.

Après les inéluctables « leçons » qu'ont suscitées en lui le conflit espagnol et la deuxième guerre mondiale, le retour à la SFIO va s'imposer presque naturellement comme le seul choix possible, en raison, en particulier, de la connaissance de la social-démocratie qu'il a acquise dans les années 30.

L'adhésion à un mouvement minoritaire (mouvement trotskyste) ne peut être une solution car il est trop éloigné des masses ; or pour Jean Rous le combat principal doit se mener au sein de celles-ci. Par ailleurs les événements et des choix personnels l'en ont éloigné. Entrer au Parti communiste est difficile en raison de son passé de dirigeant trotskyste. La victoire sur le fascisme n'est jamais définitive, puisque, quoique défait dans sa forme nazie, il peut toujours resurgir sous l'avatar d'un homme providentiel. Il est donc nécessaire de rentrer dans le seul parti de masse de gauche qui puisse l'accueillir, la SFIO. Mais celle-ci doit subir une cure de rénovation au travers de l'adhésion de tous les militants critiques qui dans la Résistance ont participé à « Libérer-Fédérer », « L'Insurgé », « Libertés »…ainsi que tous les jeunes issus de la Résistance qui n'ont pas été formés à la vieille école socialiste. Ainsi, pour Rous, les notions de fédéralisme, de révolution, d'internationalisme, de gestion ouvrière doivent devenir des éléments moteurs du programme du nouveau Parti socialiste à construire.

Les expériences du Front populaire et de la guerre d'Espagne l'ont confirmé dans l'idée de ses jeunes années selon laquelle seule l'unité ouvrière peut permettre une victoire du camp progressiste. Encore faut-il que

cette unité soit fondée sur un programme clairement révolutionnaire. Ce n'est bien sûr pas la « vieille maison » qui développe ce programme. Mais les potentialités de travail dans cette direction y sont énormes, selon Jean Rous.

C'est donc attelé à cette tâche de rénovation du socialisme à l'intérieur de la SFIO que nous allons retrouver Jean Rous dans l'immédiat après-guerre.

LIVRE III

1945-1985

VIE POLITIQUE FRANÇAISE

ET RENOVATION DU SOCIALISME

A cette étape de la vie de Jean Rous, nous avons choisi de scinder son activité militante entre les deux grands pôles qui vont l'occuper jusqu'à sa mort : la rénovation du socialisme et la lutte anticoloniale, bien que, en réalité, il n'y ait jamais eu de coupure nette entre ces deux axes d'action, sa lutte pour rénover le socialisme s'alimentant de ses acquis théoriques et pratiques dans le combat anticolonial et vice versa.

Dans cette partie de notre travail, nous traiterons donc de son investissement militant de l'après-guerre jusqu'à sa mort dans une entreprise cohérente, quoiqu'à multiples facettes, de recherche de la meilleure efficacité pour qu'émerge en France, et au delà dans le monde, un véritable mouvement de masse, apte à faire avancer la classe travailleuse dans la voie d'un véritable socialisme, dégagé des illusions socio-démocrate et stalinienne.

Cette orientation militante ainsi tracée, durant les quatre décennies qu'il reste à vivre à Jean Rous, les choix militants qu'il va être amené à faire vont osciller régulièrement entre deux voies possibles : celle de la participation-adhésion au seul mouvement de masse « habitable » à ses yeux (car modifiable et admettant une opposition légale) et celle de la création de divers groupes, rassemblements, partis, justifiée à la fois par l'évolution du Parti socialiste vers une orientation et des pratiques devenues inacceptables et l'existence de forces extérieures à celui-ci suffisamment développées pour permettre la mise en place « d'autre chose ».

Le choix de l'une ou l'autre de ces voies s'opère donc en fonction de l'analyse que Jean Rous fait, période après période, de l'évolution du Parti socialiste et de l'état des forces « réellement existantes » par ailleurs, y compris le degré de conscience du mouvement ouvrier lui-même.

Lors du 50ème congrès du Parti socialiste SFIO de septembre 1958 à Issy-les-Moulineaux , Guy Mollet interpellera Rous en l'accusant de passer son temps à « entrer et sortir » du Parti socialiste. Si, bien sûr, ce reproche paraît, a priori, justifié, un examen plus approfondi fait vite émerger l'image d'un Jean Rous, non simple girouette, uniquement soumise à des forces de mutation obscures, mais bien celle d'un homme qui, avec ses propres moyens, ses propres forces, tente de mettre en place une tactique et des

choix politiques les meilleurs en fonction du moment. Nous utilisions le titre de « Comment être efficace ? » dans le livre II de notre travail pour la période où Jean Rous appartient au PSOP. De fait, ce titre pourrait être retenu aussi pour ce présent livre, tant il reflèterait le souci majeur de Jean Rous qui détermine son activité par rapport à la vie politique française et ses choix militants de l'après-guerre à sa mort. Ceux-ci sont aussi, bien évidemment, irrigués par l'expérience engrangée par Jean Rous avant guerre et pendant la guerre. Ainsi, il ne sera pas rare, tout au long de ces quarante années, de retrouver, investis dans le travail militant du moment, des acquis théoriques et des pratiques directement issus des engagements antérieurs : la première adhésion à la SFIO (1928-1933), la période trotskyste (jamais reniée), la guerre d'Espagne et ses « leçons », de même que le Front populaire et les expériences de la guerre et de la Résistance (avec la création du MNR, le militantisme à « Libérer-fédérer » et au sein des Maisons des Jeunes).

Toujours est-il qu'à l'issue de la guerre, Jean Rous va d'abord tenter de rénover le socialisme en rénovant la SFIO à laquelle il adhère alors. Bien vite cependant, les limites de ce choix lui apparaîtront. Il ne faut pas lire autrement sa tentative, dès la fin de l'année 47, de lancer l'idée d'un RDR (Rassemblement Démocratique Révolutionnaire). C'est quand la double appartenance, à ce mouvement et à la SFIO, est rendue impossible par une décision du comité directeur de la SFIO, en mai 1948, qu'il se décidera, pendant plusieurs années, à militer pour l'émergence de divers regroupements censés, pour lui, porter l'espoir d'une rénovation du socialisme.

Après le constat que toutes ces tentatives, pour diverses raisons que nous essaierons d'éclairer, se sont soldées par des échecs, Jean Rous n'aura d'autre choix qu'un retour dans la « vieille maison », d'autant qu'à cette époque, à partir de 1955, elle s'avère plus « fréquentable » puisque une opposition interne s'y exprime publiquement.

Mais ce nouvel essai de changer le Parti socialiste de l'intérieur s'avérant aussi vain que les précédents (celui de l'immédiat après-guerre

comme celle de la période trotskyste-entriste), Jean Rous reprendra ses efforts de construction « d'autre chose », avec les expériences du PSA et du PSU.

C'est ensuite à l'orée des années 60, et pour des raisons que nous tâcherons de préciser, qu'il fera le choix de partir à l'étranger, pendant presque dix ans.

A son retour en France, désormais à l'âge de la retraite, Jean Rous n'arrêtera pas pour autant de militer. Il participera, plus ou moins convaincu, aux évolutions du Parti socialiste tout en cherchant toujours à le « gauchir ». Il ajoutera alors une dimension fédéraliste en militant à Perpignan, dans ses derniers jours, pour un Parti socialiste catalanisé.

CHAPITRE I

1945-1948

PREMIER ESSAI DE RENOVATION DU PARTI SOCIALISTE DE L'INTERIEUR

Durant cette période donc, Jean Rous va refaire l'expérience du militantisme à l'intérieur de la SFIO et, bien vite, de la nécessité de mettre en place, en parallèle, un garde-fou, puisque par la création du RDR, il s'agit bien d'influer de l'extérieur sur les orientations de la « grande maison », sans pour autant créer en face et peut-être en opposition à celle-ci un véritable parti.

Comme on l'a vu précédemment, ses démêlés avec le PCF, de même que son antistalinisme, lui interdisent l'entrée dans ce parti. Quant aux mouvements d'extrême gauche, et les organisations françaises se revendiquant du trotskysme en particulier, ils lui apparaissent, malgré leur développement relatif lié à une activité débordante, comme beaucoup trop sectaires et schématiques dans leurs analyses (même si le fond lui paraît bien souvent juste). Il ne peut donc, non plus, rejoindre l'un d'eux.

En 1945 donc, la SFIO paraît à Jean Rous « habitable ». Elle est dirigée, à partir de septembre 1946, par une tendance « gauche » ; elle se révèle ainsi non seulement capable d'accueillir en son sein une opposition légale mais même de la porter à la direction. Jean Rous, dont la ligne politique est connue de tous, se retrouvera ainsi membre élu au comité directeur.

1. Les bases théoriques :

Revenu donc à Paris « *fin 44* »[1], Jean Rous milite de nouveau comme en 1935 dans la 14ème section. Il va tenter, jusqu'en 1948, de faire appliquer les théories qu'il défend publiquement et au sein de réunions socialistes. Pour ce faire, il s'appuiera sur les nombreux écrits qu'il publie dans la presse (Cité-soir, La Pensée socialiste, Demain), ou en brochures, (« Des nationalisations au socialisme », « Troisième Force »). Dans tous ces écrits, Jean Rous se place constamment dans la double perspective de mener la France vers le socialisme et, pour cela, rénover la vieille SFIO et son appareil sclérosé, mais en restant fidèle à la tradition socialiste.

1. La brochure « Des nationalisations au socialisme » :

A côté de l'axe central, lequel est, comme nous venons de le voir, qu'il faut mener une politique de la jeunesse, l'issue de la guerre va offrir à Jean Rous l'occasion de se pencher sur un point, à la fois théorique et pratique, majeur : la question des nationalisations.

C'est sous la forme d'une brochure, intitulée « Des Nationalisations au Socialisme » qu'il précise sa pensée. Pour lui, une authentique politique de gestion de la machine économique doit être offerte aux travailleurs ainsi qu'une doctrine fédéraliste. L'objectif économique doit être d'étendre les responsabilités des travailleurs dans la gestion et non d'abuser de nationalisations trop souvent signes de développement d'une bureaucratie en expansion. Cependant, le capitalisme d'Etat, ainsi qu'il définit l'évolution économique de l'URSS, est « *l'antichambre du socialisme* »[2]. Il faut donc « *appor-*

[1] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 117. « Schéma de l'aventure socialiste », écrit à Ur en 1978.
[2] « Des nationalisations au socialisme », causerie de Jean Rous à l'Ecole du propagandiste de la Fédération socialiste du Rhône, éditée par la Fédération socialiste du Rhône, Lyon, novembre 1944, p. 1.

ter notre effort révolutionnaire et humaniste pour que cette loi s'applique, non au profit de deux cents familles nouvelles ou anciennes, mais bénéficie à tous les travailleurs ». Il faut s'entendre sur le terme de nationalisation. Pour Marx ou Lénine, ce terme recouvre le fait de restituer à la nation, à toute la société, au peuple, les biens dont ils avaient été frustrés depuis toujours. La nationalisation peut aussi signifier étatisation « *de certains secteurs d'une économie demeurée capitaliste, dans le cadre d'un Etat qui* [reste] *dominé par la bourgeoisie* ». On parle donc aujourd'hui plutôt de socialisation lorsque l'on suppose l'expropriation de l'oligarchie, la prise de pouvoir par la classe ouvrière, et l'édification d'un nouvel Etat populaire et enfin la gestion démocratique par les masses productrices et consommatrices de biens nationalisés.

Ce cadre défini quelle doit être, selon Rous, la stratégie socialiste ? Engels demandait de pousser au « *capitalisme d'Etat* » « *à la condition,* ajoute Rous, *que la classe ouvrière conserve sa liberté d'organisation et de mouvement* » ; à la condition aussi « *que puissent exister des institutions où la gestion populaire et démocratique de l'économie puisse commencer de s'affirmer librement (comités de gestion, coopératives, syndicats, mutuelles…)* ». Cette stratégie peut permettre, progressivement, que la nationalisation jusqu'alors exceptionnelle devienne une règle. On se trouvera alors dans une étape de la société « *équivoque, il est vrai, mais extraordinairement féconde en possibilités révolutionnaires* », note Rous qui résume sa pensée en écrivant : « *On peut admettre en principe la distinction entre nationalisation et socialisation mais* (…) *la stratégie révolutionnaire actuelle consiste à pousser des nationalisations vers les socialisations, vers le socialisme* ».

Or, pour Rous, il est clair qu'en 1944, le gouvernement est favorable à des nationalisations … en régime capitaliste ; cela reflète la composition sociale hétérogène du gouvernement et du CNR. Parallèlement, le capitalisme étranger, américain surtout, n'en veut pas, mais la France pour se redresser en a besoin. Aussi les forces populaires doivent-elles pousser dans ce sens en s'appuyant sur un programme d'expropriation des oligarchies, avec la

mise en place de comités de gestion et de contrôle ouvrier. On sait par ailleurs que la puissance de la réaction et du capitalisme est importante en France, que nombre de partis français ne jouent « *ni le jeu de la France, ni celui de la classe ouvrière et de la révolution* ». Par ailleurs, le camp socialiste révolutionnaire français est faible. Aussi faut-il, d'une part, imposer quelques actes révolutionnaires (nationalisations, gestion ouvrière) plutôt que faire de la démagogie pseudo-révolutionnaire et, d'autre part, construire le grand parti de la gestion de l'économie, de la culture et de la révolution[3]. Enfin, pour Rous, il est de la première importance que le programme socialiste insiste sur le fédéralisme européen, et en cela Rous ne renie en rien les positions qu'il défendait tant au MNR que dans « Libérer-Fédérer », ou vis-à-vis de la jeunesse.

D'après Jean Rous, ce texte, comme ceux sur la jeunesse, serait une contribution pour le congrès national de novembre 1944

2. Les deux textes d'Esprit :

L'évolution de la SFIO sortie de la guerre ne lui paraissant pas assez audacieuse, Jean Rous va rédiger pour la presse deux textes dans lesquels il souhaite préciser sa pensée et… infléchir l'orientation du Parti socialiste. La revue Esprit accueille ces textes.

Le premier date de mai 1945. Il s'agit de l'analyse que Jean Rous propose de l'ouvrage de Léon Blum A l'échelle humaine[4], qui vient de paraître alors que l'auteur, libéré le 8 mai 1945, rentre le 14 à Paris. Bracke, le vieux militant, correspondant régulier de Rous, en a écrit la préface où il précise que ce texte a été terminé au mois de décembre 1941.

Pour Rous, ce texte constitue une mise au point nécessaire dans la confusion de l'époque que subissent les milieux ouvriers progressistes. Il s'agit d'un texte de grande qualité pour « *le milieu révolutionnaire et novateur du*

[3] Gauthiez D., Rous J., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 99.

socialisme et de la Résistance »[5], alors que Léon Blum écrit à ses amis : « *La génération à laquelle j'appartiens n'a pas réussi dans sa tâche* »[6].

De nombreux éléments de la réflexion propre de Jean Rous apparaissent dans l'ouvrage de Léon Blum. Ainsi l'idée que les notions de justice et de liberté doivent devenir des dogmes essentiels. Le refus qu'un parti soit subordonné aux intérêts d'un pays ami (allusion évidente aux rapports PC-URSS) ou la conciliation jauressienne entre patriotisme et internationalisme sont devenus pour Rous des éléments incontournables des combats de la guerre. L'acceptation par Léon Blum du fédéralisme satisfait Jean Rous qui cite cette phrase : « *Ce terme* [fédéralisme] *ne m'a jamais fait peur* »[7]. Mais il juge quelque peu optimiste Léon Blum lorsque ce dernier précise que : « *Les possibilités révolutionnaires sont évidentes puisque le pouvoir politique de la bourgeoisie n'existe plus. Sa puissance économique s'effondrera semblablement dès qu'on portera la main sur elle* »[8]. D'autant que pour Rous la faiblesse de la bourgeoisie a pour corollaire « *la faiblesse de son antagonisme naturel* »[9], à savoir le mouvement ouvrier. Léon Blum reconnaît l'impuissance social-démocrate tandis que Jean Rous considère que : « *L'extrémisme souvent verbal est une réaction violente à ce conservatisme* ». « *Dans quelle mesure,* s'interroge-t-il, *cette virulence et ce sectarisme ne sont-ils pas un conservatisme à l'envers ?* ».

Pour Rous, si le fait que cette autocritique est la seule qu'un dirigeant de parti ouvrier ait faite après guerre, ce qui n'est pas un de ses moindres mérites, il faut pourtant aller plus loin. Il propose d'unifier les aspects opposés des socialistes et des communistes. Il affirme que seuls la nature et les buts de la révolution sont essentiels et rejette l'idée de s'opposer sur les moyens de cette révolution. Dans toute révolution, à un certain moment, on doit en passer par l'insurrection pour affirmer son pouvoir. C'est pour Rous, un des mérites des bolcheviks de l'avoir fait comprendre à la classe ouvrière. Mais,

---

[4] Blum Léon, A l'échelle humaine, Paris, Gallimard, 1945, 184 p.
[5] Rous J., Esprit, n° 6, mai 1945, p. 909.
[6] Idem, cité par Rous, p. 909.
[7] Idem, p. 912 et Blum Léon, A l'échelle humaine, op. cit., p. 129.
[8] Idem, p. 913 et A l'échelle humaine, p. 169-170.

en même temps, il ne peut y avoir dans le combat de priorité entre les valeurs humanistes et les valeurs révolutionnaires. Il y a « *dualité dans l'action sociale comme* (…) *dans la nature humaine. L'acte révolutionnaire suprême doit* (…) [la] *ramener à l'unité* »[10].

Intitulé « Le socialisme et les tendances nouvelles », le second texte paraît au moment du congrès socialiste de Paris en août 1945, comme le précise le chapeau introductif qui ajoute : « *Nous avons cru bon de donner la parole aux nouvelles orientations qui se font jour en son sein* [de la SFIO]*, par la plume d'un de leurs représentants* »[11]. Il est vrai qu'on ne peut plus parler au sein du PS de tendances. Le congrès de novembre 1944 a, en effet, modifié les statuts et en particulier la « *représentation proportionnelle car elle a engendré les groupements dits de tendance et fait naître la discorde et la désunion entre les militants* »[12]. Il ne s'agit donc pas d'une tendance mais d'un regroupement plus ou moins informel autour, semble-t-il, des militants de « Libérer-Fédérer », « Liberté » et « L'Insurgé ». C'est donc à titre personnel que Rous exprime certaines positions.

Rejoignant Léon Blum et poussant plus loin l'analyse, Rous considère que : « *Le socialisme a échoué dans la période qui a précédé 1940, non pas à cause de sa doctrine, mais de son manque d'efficacité* »[13]. Il n'est donc pas nécessaire de chambouler les aspects doctrinaux du socialisme. Les notions de patriotisme lié à l'internationalisme, les rapports entre l'Etat et la Révolution peuvent être affinés mais déjà la guerre s'est chargée de le faire. L'hypothétique combinaison de l'héritage anarchiste et de l'héritage marxiste, que, selon Rous, on attribue à tort à Rosa Luxembourg alors qu'en fait elle ne voulait qu'atténuer ce qu'il y avait de trop autoritaire dans le bolchevisme, ne paraît pas probante. Il est préférable d'étudier les enseignements de la Commune de Paris et de la Révolution soviétique pour découvrir « *la meil-*

---

[9] Idem, p. 913, pour cette citation et la suivante.
[10] Idem, p. 909.
[11] Esprit, n° 9, août 1945, p. 385.
[12] Décision du congrès de Paris de novembre 1944, Cahier de l'OURS, n° 170, juillet-août 1986, « Histoire du parti socialiste SFIO », p. 6.

leure forme d'Etat garantissant à la fois l'autorité pour assurer les institutions nouvelles et la liberté pour assurer la libre gestion par les masses populaires ».

Pour Rous, en fait, le vrai problème est celui de la construction du « *parti qui corresponde aux nécessités du temps* ». Le bolchevisme l'avait réussi, mais, erreurs, fautes ou nécessités historiques ont conclu l'expérience par « *la réaction et la guerre* (…) ». « *La Libération* [de la France] *n'a pas régénéré les espoirs et les possibilités révolutionnaires* », ajoute-t-il. Même si, là aussi des erreurs et des fautes ont été commises, c'est en réalité le rapport de forces entre le capitalisme et le monde du travail qui explique cette non-régénérescence. La victoire du capitalisme anglo-saxon et surtout américain lui permet de tenter de réorganiser la planète à son image empêchant « *le peuple travailleur de poursuivre l'effort* [entrepris par sa coopération à la victoire militaire] *sur le plan politique et social* ».

A l'exception notable de Léon Blum, aucun dirigeant politique de la classe ouvrière n'a tracé de perspective claire et de définition de la période dans laquelle se trouve la France. Rous s'appuie sur Lénine pour expliquer que la réorganisation du capitalisme financier a amené celui-ci à pratiquer un capitalisme d'Etat auquel le prolétariat allait devoir s'adapter.

Or, selon Rous, il existe trois formes de capitalisme d'Etat. La première forme est oligarchique et dictatoriale et organise les corporations pour mieux détruire les libertés démocratiques. La seconde est oligarchique mais plus démocratique. On peut qualifier la première de « fasciste » et la seconde de « démocratique de type anglo-saxon ».

La troisième forme est la plus progressiste, c'est l'URSS par exemple; mais les nationalisations accomplies n'ont pu être complétées par la gestion libre des travailleurs « *en raison des nécessités de guerre et d'encerclement capitaliste* ».

Il faut donc que le parti socialiste, entre autres, fasse coïncider « *ses structures, ses méthodes et ses volontés* (…) *avec la situation nouvelle* ». De

---

[13] Esprit, n° 9, p. 385.

plus, ce capitalisme d'Etat, en réalité « *capitalisme financier sous la couverture de capitalisme d'Etat* », s'adapte à « *la situation nouvelle tout en demeurant attaché aux privilèges anciens* ». Il demeure donc réactionnaire et contre-révolutionnaire. Aussi la question cruciale pour Rous est-elle : « *En résultat de la Libération nationale, allons-nous assister au développement normal et victorieux de la révolution sociale couronné par des nationalisations authentiques, ou bien, sous prétexte de nationalisation, ne va-t-on pas instaurer un nouveau fascisme, ce dernier eût-il les apparences de la démocratie ?* ». L'URSS paraît prête à « *lui* [au capitalisme anglo-saxon] *résister sous la forme de compromis* ». On peut se demander si le capitalisme anglo-saxon (et prioritairement « *américain* », pour Jean Rous) va tenter de dominer l'Europe par le biais de gouvernements totalitaires ou en conciliant, comme chez lui, capitalisme planifié et libertés démocratiques « *relatives* ». « *Les dictatures militaires en Grèce, en Italie*[14]*, en Espagne* » montrent que la solution totalitaire est une possibilité; mais les clans capitalistes doivent être divisés. D'autant qu'ils ne sont pas totalement maîtres du jeu. Le peuple peut-il en profiter ? Pour Jean Rous, « *l'état physique, moral, intellectuel et politique du mouvement ouvrier* » ne paraît pas encourageant. Il faut en effet constater que, en 1936, 1940, 1944 « *le pouvoir s'est trouvé vacant* (…). *Mais personne ne s'est levé pour déclarer cette faillite et en même temps pour combler cette vacance* ».

La classe ouvrière aurait-elle perdu sa capacité révolutionnaire ?, s'interroge Rous. Dans cette situation, qu'attend des socialistes le monde progressiste :

- une réforme de leur parti
- une solution correcte au problème de l'unité.

Rous passe alors à des propositions sur chacun de ces deux thèmes.

---

[14] On peut penser que Jean Rous, parlant ainsi de l'Italie, fait allusion au gouvernement Ba-

3. Deux axes majeurs :

1. La réforme pour l'efficacité :

Rous part du principe que l'instrument qui était valable en 1905 ne peut plus convenir en 1945, chaque étape exigeant son propre système d'action. Le stade de l'électoralisme et de la propagande est passé ; il faut en venir au stade de l'expérience socialiste, qu'elle soit au niveau de la réalisation concrète au pouvoir ou au niveau de la gestion préparatoire.

Dans le cadre de la lutte pour les nationalisations, le parti doit être discipliné ; il ne peut se laisser pénétrer « *par les courants et par les intérêts de l'adversaire* ». Il faut donc passer de l'organisme de discussion et de préparation électorale que sont aujourd'hui les sections à des sections réservoir de l'ensemble des groupes de travail en fonction de l'action, du lieu d'intervention. Dans la section, chaque militant doit avoir une tâche précise.

Par ailleurs, lutter pour la libre gestion, contre le bureaucratisme, l'étatisme exige que l'on pratique cela au sein de sa propre organisation. Il n'y a pas obligatoirement volonté de ne pas le pratiquer mais la « *nonchalance combinée à une volonté d'efficacité parfois mal orientée* [fait que] *les rites eux-mêmes (bulletins intérieurs, résolutions, libres débats, respect de la minorité) n'y sont pas toujours scrupuleusement observés* ». Jean Rous s'inquiète par ailleurs de l'inexistence d'une revue théorique où des points de vue opposés pourraient s'exprimer, en évitant de diviser et de paralyser le parti. Dans le même cadre d'idée, il pense nécessaire un retour aux vertus primitives de dévouement, de combativité révolutionnaire à tous les niveaux de l'organisation, mais aussi à une régénérescence théorique et politique par le biais d'éducation et de propagande intérieure et extérieure afin de tirer de l'histoire les leçons des expériences ouvrières sans exclusive de lieu ou de temps.

---

doglio et non au gouvernement Parri qui vient d'être désigné pour quelques mois.

2. Le problème de l'unité :

Cette réforme interne peut, selon Rous, aider « *à rapprocher le monde socialiste de l'unité* ». Car les réticences ou hésitations socialistes viennent aussi d'une crainte du manque d'efficacité des socialistes face à un parti voisin sûr de lui. En effet, pour Rous, on adhère au Parti socialiste par goût de la liberté, de l'indépendance française teintée d'internationalisme, et on adhère au Parti communiste par goût de l'efficacité. Ainsi aucun parti à lui seul ne satisfait. Peut-on simplement additionner les deux pour faire l'unité ? L'association souhaitable dans son principe en ce qu'elle serait un contrepoids décisif face au danger réactionnaire est-elle possible ? Oui, répond Rous, mais seulement si l'unité est synthèse sans exclusion d'éléments. Certes, des éléments de rapprochement importants existent. Les socialistes se proposent de se « bolcheviser » tandis que le PC préconise l'indépendance vis-à-vis de gouvernements extérieurs … même amis.

Constatant qu'au sein du PS, deux courants se sont développés : ceux qui souhaitent l'unité organique immédiate et ceux qui préfèrent une unité d'action sur une longue durée, Rous juge que les deux positions posent problème. Aussi, seule une solution de « *fédération des Partis socialiste et communiste à laquelle pourraient s'adjoindre des groupes sympathisants* » permettrait de tester par la coordination des tâches et des moyens la possibilité d'une véritable et totale unité d'action, tandis qu'elle garantirait la liberté à laquelle les socialistes tiennent, chaque courant ayant une certaine autonomie. Le terme de « *groupes sympathisants* » employé par Rous renvoie certainement aux organisations trotskystes qu'il n'a jamais cessé de côtoyer. Elles prônent l'unité des organisations de classe ouvrière. Dans ce cas précis, existe donc une possibilité qu'elles développent leurs positions politiques, souvent justes, mais qui n'ont que peu d'impact du fait de la faiblesse

de ces organisations. Il s'agit donc de leur offrir un milieu d'intervention plus large.

Ainsi, face aux pièges que l'ennemi capitaliste tendra pour empêcher l'unité, véritable danger pour sa survie, en proposant en particulier la notion d'« Union nationale », il est nécessaire que « *la volonté franche, honnête, persuasive des militants qui sont les vrais partisans de la réconciliation des forces populaires* » apparaisse clairement, en écartant les divergences secondaires pour réaliser « *la nouvelle révolution socialiste en forgeant le Parti révolutionnaire des travailleurs de France* ».

2. L'élargissement de la diffusion des idées :

Entre ces deux articles, Rous n'est pas inactif et tout d'abord il essaie de clarifier sa situation professionnelle le 18 avril 1945, en demandant que celle-ci soit réenvisagée « *compte tenu de ses actions de Résistance avec G. Louis ou J. Rebeyrol* »[15]. Ensuite, en tentant d'obtenir une stabilisation de cette situation. C'est, en effet, le 22 juin de la même année que le ministre de l'agriculture, François Tanguy-Prigent, demande qu'il soit mis à la disposition de son ministère à compter de juillet 1945[16].

Mais surtout, pendant ce temps, Rous écrit dans le Populaire du Rhône, hebdomadaire socialiste lyonnais, une chronique intitulée « Le billet politique (de notre correspondant parisien) »[17].

Par ailleurs, d'après un rapport des Renseignements généraux du 4 avril 1945, A. Philip, Raoul Danan, et Jean Rous créent une société « Etude et documentation » dont le siège est rue Soufflot à Paris. Le capital de 50 000

[15] Préfecture de la Seine, dossier Jean Rous, série C 317, lettre du 18/04/1945.
[16] Idem, lettre du 22/06/1945.
[17] Bibliothèque nationale, G.fol JO 1529.

F. est divisé en cinquante parts réparties comme suit : 35 parts pour Raoul Danan, 10 parts pour André Philip et 5 parts pour Jean Rous. « *Le but de cette société est d'éditer une revue 'Etude et documents' pour publier les rapports et travaux du centre de coordination et de synthèse des études sur la reconstruction* »[18]. La demande d'autorisation de création de cette entreprise amène donc les Renseignements généraux à enquêter sur les trois actionnaires.

Les archives Jean Rous ne font pas état de la création de cette société mais, par contre, conservent divers documents sur la création, par les mêmes actionnaires et aux mêmes dates, d'une autre société « La pensée nouvelle », domiciliée 18 rue d'Enghien à Paris, siège par ailleurs du quotidien Cité-soir. S'agit-il d'une erreur des Renseignements généraux, d'un montage financier complexe ? Il paraît difficile de le savoir.

Quelle est la fonction de cette (ou de ces deux) société(s) ? Malgré les documents lacunaires, on peut émettre l'hypothèse qu'ainsi Jean Rous, et d'autres socialistes, mettent en place des structures destinées à créer un journal et à tenter de maintenir sa survie. S'agit-il pour J. Rous, A. Philip et R. Danan de créer un quotidien à diffusion plus large que Le Populaire restant cependant sur des positions socialistes ? S'agit-il éventuellement de se réserver un espace de parole pour aider au redressement socialiste mais dans un cadre extérieur à la presse officielle du parti ?

Toujours est-il que, lors de la disparition de Cité-soir, des problèmes apparaîtront entre les trois actionnaires. On peut donc peut-être avancer l'hypothèse d'un montage financier complexe pour lancer ce journal, dont les premiers numéros paraissent sous le titre Cité nouvelle, bien vite transformé en Cité-soir.

A compter du mardi 19 juin 1945, dans le numéro 1 de Cité nouvelle, Jean Rous apparaît comme rédacteur en chef, A. Philip directeur politique et Raoul Danan directeur général. Peut-être peut-on voir là une explication de la demande de Rous de détachement auprès de Tanguy-Prigent, ce qui pré-

[18] Préfecture de Police, carton « Rous Jean dit Jean Rous », n° 49376, dossier n° 2.

sente l'avantage de le libérer des tâches professionnelles à la Mairie de Paris tout en lui permettant d'augmenter ses revenus car il est seul à travailler. La possession de la carte de journaliste professionnel implique un revenu principal du métier de journaliste.

On retrouve dans les articles de Cité-soir l'essentiel des propositions de Jean Rous au sein du Parti socialiste, sous la forme, jusqu'au 5 octobre 1945 inclus, de plusieurs brèves reliées entre elles, pour préciser tel ou tel point de doctrine ou commenter telle information. Ainsi, jusqu'au congrès d'août 1945, la politique intérieure française domine et, en particulier, le thème de l'unité ouvrière avec le Parti communiste[19]. Par ailleurs, parallèlement à une enquête menée par le journal sur le problème du ravitaillement, Rous rédige un article où il demande qu'on interroge un peu plus les français[20]. Il continue aussi le débat sur la jeunesse en réclamant plus d'autonomie et d'action pour celle-ci[21]. Le reste des brèves est essentiellement composé d'une chronique internationale en partie consacrée à la tentative de main mise américaine sur l'économie française allant même jusqu'à une certaine volonté d'hégémonie politique des Etats-Unis sur la France.

L'Europe occupe le reste de ces courts textes avec trois thèmes principaux : le rôle du Royaume Uni en opposition régulière à la France jusqu'aux élections de juillet 1945 où la victoire travailliste donne un espoir à Jean Rous, la nécessaire reconstruction allemande, et, enfin, le devoir d'isolement de l'Espagne franquiste.

Ce dernier point est traité de deux façons : d'une part, des brèves dénoncent l'aide des USA ou de la Grande Bretagne à Franco ; d'autre part, le 14 juillet 1945, une interview de Pau Casals par Jean Rous, hors de cette chronique quotidienne. Cet article a pour titre : « Pour fêter le 14 juillet avec ses amis les parisiens, le grand artiste et grand cœur Pablo Casals est à Paris »[22]. Dans cette interview, Pau Casals rappelle qu'il ne joue plus en con-

---

[19] Cité-soir, Bibliothèque Nationale, PER Mic D 1025, 4, 6, 19 juillet 1945.
[20] Idem, 11, 12, 13 juillet 1945.
[21] Idem, 10, 13-14 juillet 1945.
[22] Idem, 15-16 juillet 1945, p. 1 et 2. Par la suite, Jean Rous préférera généralement utiliser le prénom catalan « Pau » au lieu de « Pablo ».

cert depuis l'invasion de la zone sud par les Allemands (sauf en Suisse). Il ajoute qu'il reste à Prades avec son ami Joan Alavedra, lieutenant de Macià et de Companys. Il parle aussi de son travail personnel pendant la guerre à partir d'un poème de Alavedra, « Le poème du Pessebre », dont il a fait un oratorio. Enfin, Pau Casals continue de condamner Franco et son régime et affirme ne jamais vouloir retourner en Espagne tant que ce régime existera. Est-ce en cette occasion que G. Bidault, ministre des Affaires Etrangères, lui a remis des insignes de grand officier de la Légion d'honneur ou est-ce fin novembre lors d'un second voyage officiel ? Je n'ai pu le déterminer.

A la même époque, les articles de Jean Rous, correspondant parisien du Populaire du Rhône, sont assez proches des chroniques de Cité-soir. Mais, l'organe socialiste lyonnais étant hebdomadaire, une sélection a été nécessaire. Rous livrera donc essentiellement des articles sur la France et le rétablissement difficile de la démocratie. Les appels à l'unité ouvrière nécessaire y sont fréquents.

Un dernier thème commun est constitué par les affaires coloniales françaises, peu traitées tant dans Cité-soir que dans le Populaire du Rhône. Le 21 juin, Rous dénonce l'attitude britannique en Syrie et critique l'attitude française en Algérie dans Cité-soir, tandis que le 23 juin, c'est le Populaire du Rhône qui publie un article identique. Le 7 juillet, le voyage en Algérie de M. Tixier, ministre de l'Intérieur, après les émeutes et la répression « *paraît annonciateur de réformes et aussi de détente* »[23], note Rous. Dans Un homme de l'ombre, Mme Gauthiez écrit : « *Rous, en journaliste engagé, essaie de redresser la barre : il dénonce les provocations de Sétif en 1945* »[24]. On ne trouve aucune trace de ce sujet dans Cité-soir. Il faut attendre septembre 1945 pour que Jean Rous reparle des colonies dans ce titre, tandis que le Populaire du Rhône ne fera plus allusion à d'éventuels problèmes sous la plume de son « correspondant parisien »[25]. D'autres journalistes livreront des

---

[23] Le Populaire du Rhône, 07/07/1945, billet politique p. 2.
[24] op. cit., p. 171.
[25] Le Populaire du Rhône disparaît en décembre 1945.

articles sur le sujet dans l'un et l'autre titre. Rous n'apparaît pas alors comme le spécialiste du thème ; il se spécialise plus dans les affaires unitaires de la gauche ou les relations internationales.

Cependant, dans Un homme de l'ombre, Jean Rous précise que c'est en 1944 qu'il rencontre pour la première fois le Marocain Medhi Ben Barka grâce à certains de ses amis[26]. Il fait la connaissance de l'Algérien A. Farès et du Tunisien M. Masmoudi en 1945[27]. Rien ne permet de confirmer ou d'infirmer ces informations. Enfin, notons que les Renseignements généraux ne font aucune mention d'éventuelles activités anticolonialistes durant cette année 1945.

3. La lutte interne :

1. Le congrès du 11 au 15 août 1945 :

Entre les deux congrès (novembre 1944 et août 1945), à l'exception de vingt-deux départements et de l'outre-mer, le Parti socialiste a très nettement accru son nombre d'adhérents. Quant à la direction issue du congrès de 44, épurée des collaborateurs, elle n'est qu'en partie renouvelée au congrès de 45 puisque seuls sept « nouveaux » sur trente et un élus entrent au comité directeur. De plus, tous les élus des congrès de 44 et de 45 (à l'exception de trois d'entre eux) étaient titulaires avant guerre de mandats : « *locaux* (…), *cantonaux* (…), *administratifs ou partisans* »[28]. On voit donc que la direction est constituée par « promotion interne » de cadres et non de militants de base.

Cette direction, relativement stable par rapport à l'avant guerre, considère qu'elle a plus ou moins réussi à remettre sur les rails ce parti qui « *a jailli des*

---

[26] Op. cit., p. 215.
[27] Idem, p. 117.
[28] Sadoun M., Les socialistes sous l'Occupation, op. cit., p. 238.

profondeurs de la Résistance »[29] sans cadres, sans archives, sans documentation

Très « unitariste » à l'intérieur, le Parti socialiste n'est pas enclin à changer notablement son système d'organisation. Ainsi, « *Le congrès ne se prononce pas sur le problème du projet de réforme des statuts pour deux raisons : ordre du jour général trop chargé* (…), *certaines propositions avancées méritent qu'elles soient communiquées à l'ensemble des militants* »[30]. Il est donc décidé qu'une commission établira un ou plusieurs textes, et qu'une assemblée nationale extraordinaire adoptera les nouveaux statuts si l'accord ne peut se faire. Ce congrès est donc loin d'apporter à Rous tous les apaisements souhaités, du point de vue organisationnel.

Quant à l'unité, qui paraît impossible du fait des propositions communistes (charte et proposition de quasi fusion), le congrès propose que le comité d'entente assure durant la période électorale une « *unité d'action analogue à celle de 1936* ». Par la suite les pourparlers pourraient reprendre vers l'unité organique. Le 17 août, dans sa chronique du journal Cité-soir, Jean Rous s'accommode de cette position qu'il commente ainsi : « *On s'attendait à des divergences fort sérieuses sur la brûlante question de l'unité. Mais les socialistes, après avoir affirmé leurs conceptions différentes, ont scellé leur accord sur une résolution dont le mérite essentiel est d'organiser l'unité d'action dans le même temps qu'elle fixe une procédure pour aller vers l'unité organique* »[31]. Ainsi, la motion sur l'unité avec le PC est soutenue par 95% des votants. Cet « unitarisme » apparaît aussi avec la motion sur l'épuration parlementaire au sein du PS qui recueille une quasi unanimité puisqu'il n'y a que 3% d'opposants.

Cependant, le rapport moral reçoit 15% d'opposants ou d'abstentionnistes. Des motions « oppositionnelles » recueillent un nombre significatif de mandats. Ainsi, une proposition de Guy Mollet demandant aux

---

[29] Mayer Daniel, « Présentation du rapport moral au congrès du 11 au 15 août 1945 », « Histoire du Parti socialiste SFIO, 25e partie, août 1945-janvier 1947 », Cahier de l'OURS, n° 172, nov.-déc. 1986, p. 3.
[30] « Histoire du Parti socialiste SFIO…», Cahier de l'OURS, n° 172, nov-déc. 1986, p. 4.
[31] Civis (pseudonyme de Rous), « De quoi s'agit-il ? », Cité-soir, 17 août 1945, p. 1.

socialistes de quitter le gouvernement est créditée de 28% des mandats. Le texte de la direction sur l'unité d'action avec l'UDSR ne reçoit que 61% d'accord. S'appuyant, en particulier, sur ce vote, lequel selon lui manifesterait la préférence de certains délégués pour une unité d'action avec le PCF, Denis Lefebvre peut donc écrire : « *Au congrès de 1945, une opposition est apparue capable de regrouper près du tiers du Parti* »[32].

2. La préparation du congrès du 29 août au 1er septembre 1946 :

Entre les deux congrès, celui de l'été 1945 et celui de l'été 1946, Jean Rous se retrouvera sur tous les fronts de lutte, au sein de la SFIO contre ses abandons, contre le gouvernement et sa politique coloniale criminelle. Par la plume, l'action, il sera présent.

Sur le plan purement français, deux tâches l'attendent, en plus de celle de journaliste. D'une part, il s'agit de se préparer au congrès d'août-septembre 1946, d'autre part il faut mettre en pratique les propositions faites au congrès d'août 1945, c'est-à-dire créer un organe théorique ; il faut aussi participer à la formation des militants de la SFIO.

1. La Pensée socialiste :

En réalité, il apparaît très vite que la préparation du congrès et le lancement d'un organe théorique vont de pair, ne serait-ce que parce que l'organe théorique, par la confrontation des points de vue, permet de préciser la pensée. Courant février 1946, une demande est faite par le cabinet du préfet de la Seine au service des Renseignements généraux sur « *Rous qui demande à faire paraître un journal : 'le Cahier du travailleur'* »[33]. La réponse est datée

---

[32] Lefebvre Denis, Guy Mollet, le mal aimé, Paris, Plon, 1992, p. 104.
[33] Préfecture de Police, « Rous Jean dit Jean Rous », carton n° 49376, dossier 1.

du 28 février et envoyée le 6 mars. Elle précise que : « *Le premier numéro du mensuel 'La Pensée Socialiste/Le Cahier des travailleurs' est prévu dès février 1946. Une autorisation ministérielle a été sollicitée et accordée en janvier 1946. Ce cahier est la propriété d'une société en voie de formation ; son siège est situé 18 rue d'Enghien. Il est composé de 32 pages. Il est vendu 20 F. Son but est de préparer les militants à des tâches au sein du Parti socialiste et sur les questions syndicales. Il est prévu d'en imprimer 10 000 exemplaires chez Carré-Pierson, imprimeur 35 boulevard de Strasbourg* »[34]. Puis suit un curriculum vitae de Rous énumérant les partis auxquels il a appartenu (PS-SFIO, POI, PSOP, MNR).

La Pensée socialiste est donc logée dans les locaux de Cité-soir et imprimée par l'imprimeur de La lutte ouvrière et La Révolution française. Le comité directeur est composé de Henri Barré, Yves Dechezelles, Guy Mollet, Jean Rous et Lucien Vaillant. Jean Rous en est le directeur, H. P. Maret en est le secrétaire de rédaction[35].

La première livraison publie deux articles de Jean Rous, puis un article sur la jeunesse signé par Alexandre, secrétaire général des JS, un article de Bracke (A. M. Desrousseaux) pour remercier les initiateurs de cette revue et la placer sous les auspices de F. Engels ; Roger Clair signe quant à lui un article économique. Jean Maurice Hermann explique le départ de de Gaulle du gouvernement. A Martin analyse les relations entre « nationalisations et démocratie socialiste ». L Vaillant s'inquiète du danger néo-fasciste. Raymond décrit la coopération entre organisations syndicales et coopératives paysannes pour assurer les meilleurs prix aux producteurs et aux consommateurs. Il en conclut, que, dans la situation de pénurie où se trouve la France, peut être envisagée une solution socialiste. Harold Lasky, président du Labour Party, analyse la nouvelle constitution française. Robert Verdier, secrétaire adjoint du PS, appelle à une politique hardie dans l'éducation nationale. Lucien Weitz fustige les démocraties qui soutiennent Franco. H. P.

---

[34] Idem.
[35] La Pensée socialiste/Les cahiers du travailleur, n° 1, revue mensuelle, février 1946.

Maret décrit l'évolution de la social-démocratie autrichienne. Le député socialiste du Pas de Calais, Guy Mollet, dans une tribune libre, parle de la démocratie interne au Parti socialiste qui permet d'avancer dans la marche vers la Révolution. Deux textes anciens, l'un de F. Engels sur le socialisme utopique et l'autre, plus littéraire de H. G. Wells, closent les contributions. Une rubrique « Livres et revues » analyse un ouvrage d'André Breton, Situation du surréalisme entre les deux guerres, le tome 1 de Le jour se lève à Londres d'A. Weil-Curiel, Théorie de l'orientation professionnelle de P. Naville, la revue Masse consacrée à « Socialisme et liberté ».

Si l'on essaie de situer les auteurs, on s'aperçoit vite des liaisons personnelles. A Martin est A. Leonetti, dirigeant trotskyste des années 30, éloigné du mouvement trotskyste mais auquel Jean Rous a trouvé un emploi à Cité-soir. Roger Clair, René L'Huillier ont appartenu au POI ; Weitz, Vaillant, Barré, Lancelle étaient pivertistes donc au PSOP avec Rous. Certains ont milité avec lui au MNR (Clair, Weitz, Barré). Herman et Dechezelles sont des militants critiques vis-à-vis de la direction de la SFIO. Peut-être se sont-ils rencontrés au congrès de 1945. Les autres représentent la direction ; il s'agit de Robert Verdier et Pierre-Robert Alexandre, secrétaire national des JS jusqu'au congrès d'avril 1946. Guy Mollet est apparu au congrès de 1945 comme un leader de l'opposition à la participation socialiste au gouvernement. Bracke est un peu la conscience des socialistes français, comme Lasky est celle des travaillistes britanniques. H. P. Maret et Raymond n'apparaissent nulle part. Maria Rous est, semble-t-il, administrateur de La Pensée socialiste[36].

Pour cette revue Jean Rous est donc entouré de théoriciens socialistes et a la caution de la direction, puisque le secrétaire général adjoint y écrit un article tandis que l'opposition n'y livre qu'une tribune libre. Le comité directeur est cependant composé de pivertistes (Barré, Lancelle, Vaillant), d'un militant de la Bataille socialiste (Hermann), de deux ex-trotskystes (L'Huillier, Rous) et de deux opposants à la direction (Dechezelles et Mollet).

On peut donc penser que face à la revue théorique officielle, La Revue socialiste, la gauche tente de regrouper ses forces.

Le premier article de Rous est une présentation de la revue, ou plutôt, selon l'expression de Rous, de « *l'instrument de travail* »[37]. Cet instrument est placé sous le signe de F. Engels, en ce qu'il ne veut pas être une revue dogmatique mais une revue fidèle à la méthode scientifique marxiste. Le second rôle de cet instrument est d'être en relation avec l'action militante. L'échec de la mondialisation de l'octobre russe a déçu Rous. Il peut alors rappeler qu'au sortir de la deuxième guerre mondiale la situation d'impuissance du capitalisme à se maintenir dans des formes classiques a pour corollaire l'impuissance des révolutionnaires à mener le prolétariat à la victoire. Nationalisations, socialisation, coopération peuvent aider à aller vers la victoire, de même pour l'éducation de la jeunesse à la gestion par les Maisons de la culture et les Maisons des Jeunes. Or, on est loin de réaliser ces tâches transitoires vers la « *révolution prolétarienne et socialiste internationale* »[38]. A cette revue, qui veut combiner tâches de réflexion et sens de l'efficacité sans exclusive, sans rancœur ni inquiétude personnelle, Jean Rous assigne un rôle de regroupement et de clarification théorique.

Le second article signé Jean Rous analyse la démission de de Gaulle du 20 janvier 1946 comme un aveu « *d'échec sur le plan intérieur et social, d'autant plus net que jusqu'à cette démission les pleins pouvoirs furent souvent accordés malgré, en dernier lieu, quelques protestations parlementaires émanant du groupe socialiste* »[39]. Le départ de de Gaulle peut enfin permettre un retour aux méthodes démocratiques. Pour assurer la réussite de l'expérience, il faut donc essayer de garantir la cohésion de l'équipe chargée de l'appliquer à l'aide d'un programme clair. Par ailleurs, il est nécessaire de garantir l'efficacité de son action, non par des solutions techniques finan-

---

[36] Le Monde, 26/06/1979, faire-part de décès de Maria Rous.
[37] Rous Jean, « Un instrument de travail pour le militant ouvrier », La Pensée socialiste, n° 1, février 1946, p. 1.
[38] Idem, p. 2.

cières et monétaires mais par un programme commun aux socialistes et aux communistes. Enfin, une participation des masses aux responsabilités du pouvoir peut permettre une reconstruction progressiste. La CGT a un rôle à jouer en organisant et étendant les comités de gestion. Il faut substituer au contrôle artificiel sur les prix un contrôle sur les marchandises manipulées par les consommateurs, quitte à organiser des manifestations punitives contre les spéculateurs et les accapareurs. Surmonter la crise exige un appel au peuple non plébiscitaire. La démocratie de l'époque ne peut être que « *la démocratie directe à la fois politique, économique et sociale* »[40]. Cet article est doublé, pourrait-on dire, par une analyse du gaullisme, par Hermann, et une définition des nationalisations et de la démocratie directe par Martin (Alfonso Leonetti).

Pour J. Touchard, La Pensée socialiste représente la tendance gauchiste de la SFIO. « *C'est une revue ad-hoc,* écrit-il, *si je puis ainsi m'exprimer, qui s'assigne un objectif extrêmement précis : écarter Daniel Mayer du secrétariat général de la SFIO* »[41]. Plus loin, il ajoute : « *Le grand débat de l'année 1946, car il y a eu vraiment un grand débat idéologique peut-être le seul débat idéologique qu'ait connu la SFIO depuis la fin de la guerre, est donc placé sur le plan doctrinal, mais il s'agit en fait beaucoup moins de réviser ou de maintenir la doctrine socialiste que d'expulser Daniel Mayer et de conquérir l'appareil du Parti* ». Cette façon de présenter La Pensée socialiste donne à penser que son objectif n'est, d'une certaine façon, que bureaucratique. Ce qui est peut-être vrai pour certains rédacteurs mais ne l'est sûrement pas pour Jean Rous qui continue de lutter sur les mêmes bases au sein du comité directeur après le congrès d'août 1946, sans réclamer de « postes de direction ».

---

39 Rous Jean, « L'appel aux forces populaires supérieures pour le secours de la crise française », La Pensée socialiste, n° 1, p. 4.
40 Idem, p. 5.
41 Touchard J., La gauche en France depuis 1900, Paris, Seuil, 1977, mis à jour en 1981, p. 295.

Les autres numéros de La Pensée socialiste publiés avant le congrès du mois d'août sont au nombre de cinq. L'essentiel des textes laisse apparaître un tir de barrage contre la direction Mayer-Verdier, ou plutôt, un ensemble de propositions d'actions à mener qui se trouve aller à l'encontre de ce que fait la direction au pouvoir.

Ainsi, dans le numéro 2 de mars 1946, Jean Rous, en éditorial, montre l'incapacité gouvernementale à mettre en application ses propres décisions. Lorsqu'il décide de sanctions contre « *l'oppresseur du peuple espagnol* (…), *une opposition tantôt violente tantôt larvée* » se manifeste[42]. Les nationalisations décidées sont, de la même façon, sabotées ou réduites de telle façon qu'elles ne représentent plus rien, montrant bien l'impossibilité du Parti socialiste à faire appliquer son programme même lorsqu'il dirige le gouvernement.

Un second article, signé lui aussi Jean Rous, pose, cette fois directement, le problème du fonctionnement du Parti socialiste. Jean Rous rappelle que : « *A chaque étape* [de l'histoire du mouvement ouvrier] *le problème du parti a été posé de manière originale aux militants* ». « *Ce problème,* ajoute-t-il, *consiste à rechercher le meilleur système d'action pour faire prévaloir une doctrine dans une situation déterminée* »[43]. Pour lui, la France connaît une situation transitoire, dans laquelle « *la perspective de révolution prolétarienne et de dictature du prolétariat se trouve provisoirement reportée* ». Cette transition est marquée par « *le système des nationalisations combinées avec les comités de gestion* » ; dans cette étape, l'équilibre des forces est menacé puisqu'à tout moment « *la perspective de la réaction ou révolution peut surgir* ». Il paraît donc nécessaire à Rous de s'inspirer de l'exemple du bolchevisme en évitant l'excès de bureaucratisme et la surestimation « *du facteur subjectif* ». Or, Rous constate que : « *Aucun des partis ouvriers existant n'a bâti de système approprié capable d'assumer l'orientation et l'animation de cette gestion* », puisqu'il s'agit de gérer ce qui naît dans tous les domaines (comités de gestion chez les ouvriers, coopératives chez les paysans, Mai-

[42] Rous Jean, « En sabotage des trusts, le socialisme oppose les méthodes de la lutte de classe », La Pensée socialiste, n° 2, mars 1946, p. 1.
[43] Rous Jean, « Le problème du Parti », idem, p. 2.

sons des Jeunes concernant l'éducation). Si l'on soutient l'idée d'unité ouvrière en combinant « *la liberté des socialistes et l'efficacité des communistes* », l'originalité de cette nouvelle mission de gestion peut véritablement permettre une fusion plutôt qu'une juxtaposition. La meilleure formule de parti « *devra consister dans l'organisation sur deux plans différents de la pleine liberté pour la délibération et de la pleine autorité pour l'exécution* ». Bien sûr, Rous rappelle que cela ressemble étrangement au centralisme démocratique, « *mais que ce terme que* [il] *accepte totalement a été détourné au profit du centralisme qui l'emportait surabondamment sur la démocratie* ». Enfin, le système du parti devra « *être basé sur le programme révolutionnaire socialiste et s'infléchir par l'organisation de ces groupes de travail à la préparation de la gestion dans l'étape présente* ». Par ces formules Jean Rous précise qu'il propose l'ouverture de la discussion.

Les deux articles de Jean Rous sont entourés d'articles vitupérant l'incapacité socialiste à faire appliquer son programme dans le cadre du tripartisme (L. Vaillant), exigeant une attitude plus ferme des socialistes dans l'assemblée constituante (Y. Dechezelles) ou pour une fusion des associations de déportés (H. Barré). Enfin, dans un article sur l'action des socialistes dans les syndicats, R. L'Huillier leur demande de jouer complètement leur rôle explicatif sur la situation difficile mais aussi d'aider les syndiqués à lutter pour améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Le numéro 3, d'avril 1946, après avoir rendu hommage à Francisco Largo Caballero, qui vient de décéder le 23 mars 1946, critique par la plume de Jean Rous les compromis politiques et sociaux pratiqués depuis la Libération. Le congrès extraordinaire de Montrouge des 29, 30 et 31 mars 1946 s'est tenu sur le thème de la préparation des prochaines échéances électorales (référendum sur la constitution et, logiquement, dans la « foulée », élections législatives). Un manifeste a été adopté, « *manifeste de combat* », pour Jean Rous[44]. Bracke fait un compte-rendu de ce congrès. G. Thierry répond

[44] Rous Jean, « La bataille dans la clarté », La Pensée socialiste, n° 3, avril 1946, p. 3.

à Jean Rous, sur le problème du parti révolutionnaire, qu'il est partisan d'un parti de type bolchevique dont l'évolution ultérieure tient surtout à la situation internationale (à des facteurs externes en somme). Un ancien responsable socialiste du Rhône, L. Lequertier, retravaille un article publié dans le Populaire du Rhône que Rous avait apprécié. Lequertier introduit ce nouveau texte par : « *Je ne saurais me dérober, étant donné surtout la cordialité de nos relations et le souvenir de tout ce qu'il* [Jean Rous] *a fait pour notre fédération au moment où elle se redressait péniblement dans les premiers mois qui suivirent la Libération* »[45]. Cet article tente de montrer comment les militants socialistes n'ont pas ces «*adorations idolâtres* » que les communistes ont pour leurs dirigeants et élus. Il ajoute par ailleurs que : « *Les dirigeants ne doivent pas perdre de vue qu'ils demandent à l'adhérent du parti une sorte de sacrifice : celui d'une parcelle de sa liberté* (…)*. Mais l'absence de liberté en dehors doit être compensée par l'exercice intégral du droit de regard, de contrôle à l'intérieur* ». Puis, il conclut plus gravement : « *Dans un parti où les minorités seraient étouffées, où les congrès savamment cuisinés ne leur permettraient plus de s'exprimer librement, où disparaîtraient les tribunes libres, où l'appareil directeur exercerait sans l'avouer une continuelle dictature, toutes les indisciplines deviendraient compréhensibles, et parfois légitimes* (…). *Je n'ai fait ici que poser les données très générales d'un problème que j'estime grave pour l'avenir de notre Parti* ». D'une certaine façon, l'article suivant répond en partie à la question puisque André Philip, ministre de l'économie et des finances, présente son « *schéma de la question économique et financière* » pour plus de transparence vis-à-vis des militants socialistes.

En mai 1946, le numéro 4 analyse « *l'échec relatif de la cause progressive* »[46] que représente la majorité de « non » au référendum. Il s'agit bien d'un échec puisque, pour Rous, « *Il y a eu dans les milieux ouvriers et*

[45] Lequertier L., « Militants et responsables », La Pensée socialiste, n° 3, p. 19.
[46] Rous Jean, « Une seule solution : renforcer le secteur socialiste », La Pensée socialiste, n° 4, mai 1946, p. 2.

dans certains milieux paysans une réaction de mécontentement qui s'est traduite par un 'non' ». Les causes sont à trouver dans l'incapacité à remplacer la IIIème République bourgeoise et l'Etat vichyssois par une république populaire et sociale. Cependant, les choses sont clarifiées puisque le MRP (Mouvement Républicain Populaire) apparaît pour ce qu'il est, un parti clérical et réactionnaire ; de même, le Parti radical se montre aussi sous son vrai jour d'allié du MRP. Dans l'autre camp, le PS et le PC sont liés par une doctrine (le marxisme), des racines sociales communes (la classe prolétarienne). Aussi, « *la défaite communiste* (…) [est-elle] *en même temps une défaite socialiste et vice-versa* ». C'est « *l'absence d'une orientation politique claire et de fermeté des deux partis* » qui a entraîné l'échec. Il faut éviter de tomber dans le « *délire dans l'anticommunisme* » et continuer de se battre pour l'union et l'unité ouvrière. Cependant, pour Rous, il est évident que le socialisme paraît le plus apte à « *devenir le guide de ce pays* » car il n'est à la remorque d'aucun pays étranger et, d'autre part, il est une « *force de liberté* ». Aussi pour que cette évidence devienne réalité, « *il faut renforcer le secteur socialiste, lui apporter des cadres plus résolus et plus fermes, s'inspirer des méthodes communistes dans ce qu'elles ont de bon. C'est d'une véritable renaissance et d'une authentique reconstruction qu'il s'agit* ».

Un second article de Rous dans le même numéro traite de « l'apprentissage de la gestion » ; il est complété par Alfonso Leonetti qui signe sous son vrai nom un texte sur « les conseils d'usine en Italie ». Jean Rous se félicite de l'existence de deux textes législatifs (l'ordonnance du 23 février 1945 et la loi du 24 avril 1946) qui permettent aux travailleurs, dans le cadre d'un économie planifiée, « *d'accéder à la gestion par des comités* »[47]. Cette situation que Rous qualifie de « néo-réformiste » exige, à son avis, qu'elle soit « *animée par d'authentiques révolutionnaires* » pour avoir quelque efficacité et quelque ampleur. Le Parti socialiste veut transformer ces comités en authentiques comités de gestion tandis que la CGT veut se servir de ces textes pour aller plus loin. On est donc dans une phase de tran-

---

[47] Rous Jean, « L'apprentissage de la gestion », La Pensée socialiste, n° 4, mai 1946, p. 12.

sition dans laquelle « *la propriété privée demeure en principe. Mais l'ouvrier dispose d'un droit de regard qui remet en question les attributs essentiels du droit de propriété* ». Cependant, ces comités n'ont un pouvoir de gestion que dans le domaine des œuvres sociales. En réalité, « *les délégués aux comités d'entreprises doivent être les animateurs de ces réformes et de ces plans* (…)*. Elle* [la participation ouvrière] *pourra ainsi éviter que la reconstruction ne se traduise par une nationalisation au profit du capital et sur le dos des salariés* ». Il s'agit d'une certaine façon de créer un homme nouveau, « *l'ouvrier administrateur de l'entreprise* ». Il est donc nécessaire aussi de renouveler l'éducation populaire. « *C'est tout le problème des institutions de jeunesse qui est posé* », ajoute Rous. Mais, ni la CGT ni les partis ouvriers ne semblent vouloir « *s'attacher à résoudre ce problème de l'apprentissage de la gestion et édifier dans le pays un vaste réseau de comités d'entreprises qui constitueront comme les fossés retranchés de la classe ouvrière* ». Ce texte est donc suivi d'une analyse par A. Leonetti de ce que furent les conseils d'usines en Italie grâce à la réflexion de A. Gramsci et de sa revue Ordine nuovo. Raymond Badiou, maire de Toulouse, conclut cette série d'articles par la présentation d'« *une réalisation socialiste : les Régies toulousaines* ». Il est fier de pouvoir écrire : « *Les socialistes toulousains se félicitent d'avoir été amenés par les événements à faire mieux qu'un programme : une démonstration vivante* »[48].

Dans le numéro 5 de juin 1946, Jean Rous appelle de nouveau au redressement socialiste. Les élections à la Constituante ont confirmé l'analyse de Rous, à savoir que la victoire du « non » était une défaite pour les socialistes. Il appelle donc, certes, à rester au gouvernement mais « *en excluant pour le socialisme l'éventualité d'assumer des responsabilités qui ne sont pas les siennes* »[49]. D'autre part, « *une cure de fermeté doctrinale et politique* » est nécessaire. Les revendications du monde du travail doivent être

---

[48] Badiou Raymond, « Une réalisation socialiste : les Régies toulousaines », La Pensée socialiste, op. cit., p. 20.
[49] Rous Jean, « Vers le redressement socialiste », La Pensée socialiste, n° 5, juin 1946, p. 1.

assumées « *sans équivoque et, en quelque sorte inconditionnellement* ». Il faut aussi « *une cure d'organisation* ». Ainsi, le leitmotiv du redressement théorique et organisationnel rappelle un peu la manière de Caton. Il faut enfin se tourner « *vers les jeunes, vers les femmes, vers les ouvriers de la ville et des champs, vers les travailleurs coloniaux et immigrés* ».

Un second article permet à Rous, au travers de « la leçon de juin 1936 », de s'interroger sur le rôle du Front populaire dans la satisfaction des revendications des travailleurs[50]. Deux pages sont consacrées à la description de la lutte, aux négociations et à la manière dont la bourgeoisie a pu très rapidement reprendre avec les intérêts ce qu'elle avait été contrainte de donner en raison des grèves. Notons au passage que Jean Rous rappelle l'expérience que ses camarades du POI du Nord de la France avaient expliquée sur la reprise de la production sous contrôle des travailleurs (chez Delespaul-Havez, par exemple).

Mais surtout, Rous tente de montrer quelles sont les théories en présence au sein de la classe ouvrière. Il y a d'un côté ceux qui pensent que 36 n'est pas une période révolutionnaire et qu'il ne s'est agi que de satisfaire quelques revendications dans le cadre du régime capitaliste. « *Ce point de vue exprime la position des directions officielles* », écrit Rous. L'autre point de vue est développé par « *les minorités révolutionnaires hétérodoxes par rapport aux directions officielles du socialisme et du communisme* ». Pour eux, la situation était révolutionnaire et il fallait poursuivre les grèves « *jusqu'à l'occupation du pouvoir et la réalisation des socialisations* ». Pour Rous, il est clair que 36 était « *l'annonce d'une révolution* ». « *L'exigence d'un programme de réforme de structure dans tous les domaines, comparable à celui qui a été en 1945 le programme des gauches, se trouve absolument justifié* ». On pouvait donc parvenir à ce que « *la classe ouvrière de France* [devienne] *le guide de la Nation* ».

La suite avec l'oppression fasciste amène Rous à tirer des leçons de ce qu'il considère comme « *une bonne volonté* [qui égale] *pour le moins le*

---

[50] Rous Jean, « La leçon de juin 1936 », op. cit., p. 10 à 13.

schématisme » des organisations révolutionnaires. Ainsi le fascisme amène Rous à s'interroger, sans qu'il y réponde, sur la question du sentiment patriotique de la classe ouvrière, comme le problème avait déjà été traité au moment du débat sur le programme de transition. Or, les révolutionnaires, en oscillant entre le pacifisme et un internationalisme abstrait, ont empêché que leur programme ne soit repris par les masses, pense Rous.

D'autre part s'est posé le problème de la collaboration des classes « *que, sous une forme à peine renouvelée, le MRP et les mouvements chrétiens sociaux ont repris après la Libération* ». Il fallait alors s'interroger sur la place des classes moyennes et les détacher du fascisme en instituant non une stratégie maximaliste du tout ou rien mais en réalisant certaines étapes avec « *collectivisation de grands secteurs concentrés et maintien de la petite et moyenne propriété* ». L'avant-garde devait donc adopter « *une stratégie plus nuancée, plus complexe et plus souple* » tout en conservant « *fermeté et intransigeance révolutionnaires* ».

Enfin, 36 a été aussi, selon Rous, un moment d'apprentissage de la classe ouvrière à la gestion ou du moins, dans la plupart des cas, « *à la mainmise temporaire sur l'appareil de production capitaliste* ». Or, cette « *attente passive et assise dans l'usine n'est pas une forme de lutte correspondant à la crise du système économique.* [On ne peut] *s'arrêter en chemin sans courir les dangers d'une contre-offensive capitaliste* ». Le demi-échec de 36 a servi aussi, pour lui, d'expérience qui « *peut féconder la lutte pour réaliser cet apprentissage dans les meilleures conditions et aider, par là-même, à l'émancipation du monde du travail* ».

Le numéro 6, daté de juillet 1946, renferme un seul article de Jean Rous : « Les socialistes doivent réagir les premiers »[51]. Sans y faire explicitement référence, Jean Rous analyse l'évolution inquiétante du Parti socialiste qui, le 19 juin 1946, a offert à Georges Bidault du MRP la présidence du gouvernement. Certes, G. Bidault président, cela répond au vœu formulé

---

[51] La Pensée socialiste, n° 6, juillet 1946, p.1 et 2.

dans le numéro 5 de la revue de ne plus voir le PS « *assumer des responsabilités qui ne sont pas les siennes* », ce que le PC souhaitait en proposant, malgré la victoire du MRP, une reconduction pure et simple du gouvernement dirigé par F. Gouin depuis le 26 janvier et la démission de de Gaulle.

Cependant, Rous voit dans ce soutien inconditionnel, aucun programme n'ayant été élaboré entre les trois « grands » (MRP, PC, PS-SFIO, selon l'ordre d'importance à la seconde Constituante), une tentative socialiste de « *regroupement centriste avec la démocratie chrétienne* »[52]. Pour lui, cette manœuvre ne doit pas réussir ; pour ce faire les socialistes doivent réagir, d'autant plus vigoureusement que le PC s'accommode de cette situation en combinant « *l'opportunisme et un certain sectarisme* ». Selon Rous, « *Toutes ces incohérences* [entraînent] *l'affaiblissement apparent du moins de la capacité de lutte de la classe ouvrière* ». S'agit-il d'une « *lassitude* » ou d'une « *clairvoyance blasée* » ? La seconde hypothèse paraît à Rous être la bonne car, pour lui, la classe ouvrière attend des mots d'ordre et des méthodes différents comme la « *mise en œuvre de toutes les possibilités extra-électorales et extra-parlementaires qui s'offrent à l'action autonome du monde du travail* ». D'une certaine façon, les partis ouvriers ont tenté de battre le capitalisme sur son propre terrain. L'essentiel était devenu pour eux « *le ministère, le pouvoir officiel* ». Ils ont sous-estimé « *les méthodes proprement ouvrières de la démocratie : les syndicats, les coopératives, les comités de gestion, les commissions populaires de contrôle des prix…* ». Cependant, pour Rous, le capitalisme est surtout fort de « *la faiblesse de ses antagonistes* ». Les socialistes doivent donc réagir…. Le prochain congrès en est l'occasion « *pour redresser leur politique et leur tactique, pour affermir leur doctrine, renforcer leur organisation et manifester avec éclat leur renouveau* ».

Quelques pages plus loin, Y. Dechezelles[53] analyse les trois crises ministérielles et comment les « quatre grands » les ont surmontées. Par

---

[52] Rous Jean, « Les socialistes doivent réagir les premiers », op. cit., p. 1.
[53] Dechezelles Y., « Réflexions sur huit mois d'Assemblée, crise ministérielle et les tactiques des 'quatre grands' », La Pensée socialiste, n° 6, juillet 1946.

« quatre grands », l'auteur entend (en suivant l'ordre électoral de 1945) le PC, la SFIO, et ses alliés UDSR, le Mouvement Républicain Populaire, auquel l'avocat Y. Dechezelles ajoute de Gaulle. Quant aux trois crises, la première a lieu dès octobre 1945 lorsque le général de Gaulle et le Parti communiste s'opposent sur les postes ministériels à attribuer au PC. De Gaulle démissionne puis reprend sa démission. Tout rentre dans l'ordre au prix de quelques abandons doctrinaux alors que le rapport de force en pourcentage et en sièges est au profit des partis ouvriers (50% des suffrages exprimés et 294 sièges sur 527 à l'Assemblée constituante). Une seconde crise se développe en janvier 1946 avec le départ de de Gaulle livrant la conclusion, selon Dechezelles, que : « *Il n'était point fait pour diriger le gouvernement en régime parlementaire* » et que : « *Son autorité serait insuffisante pour imposer sa volonté sur des problèmes aussi importants que la nationalisation du crédit et l'organisation de l'armée* ». Dans un premier temps, le PC proposa un gouvernement tripartite sous sa présidence « *parce qu'étant le groupe le plus nombreux de l'Assemblée, il avait l'intention de présenter un candidat à la présidence du gouvernement* »[54]. Devant le refus MRP de la présidence, le PC se rabat sur « *un gouvernement socialo-communiste présidé par Maurice Thorez* »[55]. Le refus socialiste qui s'en tenait aux accords d'octobre (gouvernement tripartite) les amena à prendre la responsabilité de la présidence après « *un curieux épisode* » pendant lequel le PC proposa F. Gouin (SFIO), tandis que la SFIO proposait Vincent Auriol (SFIO) pour ce poste. La crise s'apaisa avec la victoire de F. Gouin, élu parce que président de l'Assemblée constituante. La troisième et dernière crise, décrite par Y. Dechezelles, est celle qui amène l'élection de G. Bidault après la victoire surprise du MRP aux élections de juin suivant le rejet du projet de constitution.

De ces trois crises, Y. Dechezelles tire deux conclusions essentielles. Tout d'abord, il constate que le PC s'est complu dans le tripartisme et qu'il en a été de même pour les socialistes, alors qu'ils avaient ensemble les moyens

---

[54] Buton P., Les lendemains qui déchantent, le PCF à la Libération, Paris, FNSP, 1993, 352 p., p. 224.
[55] Dechezelles Y., op. cit., p. 17.

de constituer un gouvernement ouvrier. En second lieu, tandis que la bourgeoisie tente un retour en force, c'est bien l'abandon de la lutte de classe par les partis ouvriers qui l'autorise.

2. L'appel de février 1946 :

Au moment de la parution du premier numéro de La Pensée socialiste, paraît dans le bulletin intérieur un appel au Parti, rédigé par un certain nombre de camarades[56]. A l'ensemble du comité directeur de La Pensée socialiste s'ajoutent cinquante sept noms de militants ou responsables. Cinquante quatre signataires sont par ailleurs élus socialistes à la première Assemblée constituante. Le texte, sous-titré « Aux camarades des fédérations et sections du Parti », appelle les socialistes à se ressaisir, stigmatisant l'immobilisme en ces termes : « *Les hommes sont les mêmes, les méthodes sont inchangées, quant au but ou à l'idéal révolutionnaire, rares sont ceux, dans tous les partis, qui osent encore en parler* ». Ce texte s'inquiète du risque que de nouveaux « *gauchistes* » ou « *un apprenti dictateur* » utilisent cette situation. Sur de nombreux thèmes (redressement, épuration, économie), l'opposition entre le chef de l'Etat et la majorité de l'assemblée est totale. Le pays lui-même ne voit pas les choses évoluer positivement. Or, continue le texte, « *notre Parti s'est engagé dans une impasse. La cause essentielle est* (…) *dans l'abandon partiel par le Parti de ses positions doctrinales de toujours* ». De plus, le Parti accentue la division artificielle entre les partis ouvriers tout en tentant de s'allier avec des hommes de la bourgeoisie. « *Le salut se trouve dans le retour à l'analyse marxiste des faits et dans l'affirmation de notre doctrine* », précise le texte. En plus du redressement idéologique, une réforme de l'organisation s'impose. Celle-ci doit s'appliquer au recrutement qui doit être prioritairement ouvrier, d'où la nécessité de dé-

[56] BI, numéro spécial, février 1946, reproduit dans « Histoire du Parti socialiste SFIO », Cahier de l'OURS, n° 172, op. cit., p. 36 et sq.

velopper les groupes d'entreprise. La jeunesse, les femmes, les peuples coloniaux, sur la base de l'égalité des droits, doivent aussi constituer des priorités. « *Il est indispensable que le Parti soit à l'avant-garde de la lutte pour les réformes démocratiques aux colonies* », continue le texte. Ce travail doit s'accompagner d'une réforme de la structure même du Parti (des sections différentes, des écoles de cadres, refonte de la propagande, de la presse). Tandis que « *les partis ouvriers ont obtenu la majorité des suffrages* », le gouvernement d'unanimité nationale ne donne même pas une représentation majoritaire aux partis socialiste et communiste.

L'appel a été rédigé avant la démission de de Gaulle. Il est publié tel qu'il avait été écrit mais avec un ajout analysant cette démission. Une liste de tâches économiques exigées du gouvernement à direction socialiste, puisque F. Gouin a remplacé C. de Gaulle, est précisée : faire un inventaire de la situation économique, établir un plan pour accroître la production industrielle et agricole, contrôler la production, la circulation et la distribution des biens de consommation les plus indispensables, combattre le marché noir, supprimer les organismes parasitaires et réduire les dépenses insuffisamment productives (les crédits militaires notamment). Ce gouvernement doit « *jeter les bases de la construction socialiste* » et non être « *le gérant des affaires de la bourgeoisie* ». En conclusion, le texte affirme : « *La capacité du gouvernement à direction socialiste à l'exercice du pouvoir n'a pas d'autre mesure que sa capacité révolutionnaire* ». Comme le note Denis Lefebvre : « *Ces rédacteurs ont lancé un 'cri d'alarme' pour appeler tous les militants à coopérer au redressement rapide du parti, à la fois dans sa ligne politique et dans sa structure* »[57]. Puis il ajoute : « *L'opposition se structure, même si elle reste disparate, entre les anciens trotskystes, les anciens de la 'Bataille socialiste', les partisans de Marceau Pivert, les syndicalistes de renom* ». On pourrait y ajouter des élus « africains », puisque parmi les signataires, on retrouve Apithy du Dahomey, Félix Tchicaya du Gabon, Lamine Gueye et L.

---

[57] Lefebvre D., Guy Mollet, le mal-aimé, op. cit., p. 105.

S. Senghor du Sénégal, Rabier et Rivet d'Algérie. Senghor et Jean Rous se connaissent, selon Mme Gauthiez, depuis 1945[58].

<u>3. Le congrès du 29 août au 1er septembre 1946 :</u>

Le trente huitième congrès de la SFIO peut avoir lieu à Paris, du 29 août au 1er septembre 1946. Pour la direction socialiste sortante, les conditions sont particulièrement mauvaises. A l'extérieur, le MRP domine, le PC rejette les socialistes. Les dernières élections marquent un recul de plus en plus net et, comble de malheur, une tendance « *socialiste-révolutionnaire* »[59], en « *s'alliant avec des anti-communistes notoires et des déçus* [par le fait] *que la SFIO ne soit pas devenue le premier parti électoral de France* »[60], forme une opposition « *de gauche* »[61]. Comme on l'a vu, cette opposition est effectivement « *disparate* », comme le note D. Lefebvre[62], ou « *conjoncturelle* », selon le terme utilisé dans le cahier de l'OURS[63]. Selon le compte-rendu du congrès paru dans l'<u>Histoire du parti socialiste SFIO</u>, « *Les fédérations vont se réunir les unes après les autres* (…). *Le congrès s'ouvre le 29 août. Les débats de la première journée portent sur le rapport moral. Chacun le sait : du fait des mandats impératifs, tout est réglé d'avance* »[64].

L'absence de sténographie du congrès empêche de savoir autrement que par témoignage ce que furent les débats. Jean Lacouture note que Jean Rous «*l'avait durement attaqué* [Léon Blum] *au congrès de 1946* »[65]. Le rapport moral de D. Mayer est repoussé nettement (2975 mandats contre 1365 et 145 abstentions). Le bureau du parti démissionne. La seconde journée

---

[58] Gauthiez D., <u>Un homme de l'ombre</u>, op. cit., p. 231.
[59] Dechezelles Y., entretien du 26/02/1992.
[60] Mayer Daniel, entretien du 02/06/1995.
[61] Lacouture Jean, <u>Léon Blum</u>, Paris, Seuil, 1979, p. 520. L'auteur ajoute : « *On use des guillemets parce que son chef était alors Guy Mollet, mais il s'agissait tout de même d'une gauche* ».
[62] In : <u>Guy Mollet, le mal-aimé</u>, op. cit., p. 105.
[63] « Histoire du parti socialiste SFIO », <u>Cahier de l'OURS</u>, n° 172, p. 23.
[64] Idem, p. 25.
[65] Lacouture Jean, op. cit., p. 554.

adopte les rapports proposés, à l'exception de ceux sur Le Populaire et sur les questions féminines. Le troisième jour, un long débat oppose les deux motions, celle de A. Philip pour le comité directeur sortant et celle de Guy Mollet pour la motion de redressement. Une synthèse est rédigée et rapportée par Jules Moch ; le texte est « *adopté à l'unanimité et par acclamation* »[66]. Pour J. Moch, cela deviendra un : « *Je tente à notre congrès national un effort de conciliation à la Mutualité* »[67], sans autre commentaire. En fait, ce texte paraît plutôt favorable à la majorité sortante, ne s'engageant en particulier sur aucun des deux points que Jean Rous avait mis en priorité. Ainsi, l'unité organique avec le PC « *ne pourra être réalisée tant que les Partis communistes nationaux ne seront pas libérés de leur assujettissement politique et intellectuel vis-à-vis de l'Etat russe et tant qu'ils ne pratiqueront pas la démocratie ouvrière* ». Pire encore, le texte ajoute : « *Seul le comité directeur du Parti* [est] *habilité pour prendre des contacts avec les organisations politiques, syndicales ou philosophiques voisines en vue d'actions communes ayant des buts précis, limités dans leur objet ou dans le temps* »[68]. Des formules vagues posent le problème du gouvernement ; ainsi, le Parti « *n'envisagera à l'avenir la participation de ses membres à un gouvernement de coalition qu'à la condition que ses associés au pouvoir acceptent au préalable un programme minimum de réalisations précises répondant aux aspirations de la classe ouvrière* », ou celui de la question des nationalisations et du rôle des comités de gestion : « *Certaines nationalisations en nombre limité s'imposent et les modes de gestion des secteurs de l'économie nationalisée seront rendus plus démocratiques conformément à la conception traditionnelle de la CGT* ». Cependant, la motion relève qu'il importe d'« *élargir les pouvoirs de ces comités* [d'entreprise] *afin de leur permettre de contrôler production et stocks, prix et marges, et d'accéder à la pleine gestion des entreprises* ».

---

[66] « Histoire du Parti socialiste SFIO », n° 172, p. 41 et sq.
[67] Moch Jules, Une si longue vie, Paris, Laffont, 1976, p. 224-225.
[68] « Résolution de politique générale », adoptée par le 38ème congrès national du Parti socialiste, « Histoire du Parti socialiste-SFIO », op. cit., p. 41 et sq.

Le nouveau comité directeur élu (CD) comprend trente et un membres, bizarrement répartis en seize pour la tendance « Mayer-Verdier » et quinze pour « Mollet-Rous-Dechezelles ». Cela semble confirmer ce que nous écrivions précédemment, c'est à dire la difficulté à renouveler la direction puisque la tendance mise en minorité sur son bilan se retrouve majoritaire à la direction du Parti. Jean Rous, quant à lui, fait partie des élus mais, selon Dechezelles, cela a été difficile car : « *Derrière Jean Rous apparaissent, cela se disait ainsi, des extrémistes ; c'est un souvenir de la CAP de 1935. L'image de Jean Rous était restée* »[69].

Par ailleurs, depuis peu, Jean Rous est en froid avec A. Philip à cause du journal Cité-soir.

Un certain nombre de documents versés au fonds Rous[70] montrent que l'affaire semble être allée assez loin puisque, selon une note sans date, A. Philip et R. Danan, membres du Parti socialiste, ont fait convoquer devant la justice un troisième membre du parti, C. Lancelle.

Lorsque A. Philip devient ministre, en janvier 1946, il laisse la direction politique du journal à Jean Rous, tandis que la direction générale est officiellement entre les mains de C. Lancelle, le 9 avril 1946. Il semble cependant qu'il intervenait déjà auparavant dans la gestion de Cité-soir (probablement dès février 1946).

En fait, la situation financière du journal accuse un déficit de 10 millions de francs, à mettre, selon Rous, pour 8 millions, au débit de la gestion de Philip-Danan et 2 millions à celui de C. Lancelle. R. Danan convainc A. Philip de céder leurs actions à tous deux et de vendre à un groupe de presse capitaliste (comprenant parmi ses membres plusieurs anciens collaborateurs pendant la période de Vichy).

---

69 Dechezelles Y., entretien du 26/02/1992.
70 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 129, dossier « Cité-soir ».

Les militants socialistes de Cité-soir ont tenté de faire reculer A. Philip, de le convaincre de retirer sa plainte et de mettre « *ses actions* » sous le contrôle du parti.
Une réunion de ces militants est prévue le 26 juillet 1946.

Deux autres documents du fonds Rous accompagnent le premier, une lettre de Lancelle adressée à A. Bayet, non datée mais commentée par Jean Rous et une note personnelle et confidentielle de Jean Rous pour A. Philip. Ces deux textes reprennent les mêmes arguments que le premier. Cependant, Charles Lancelle dans son texte à Albert Bayet, président de la fédération nationale de la presse française, précise tout d'abord que la dette de 10 millions repose sur deux créances principales, les entreprises de presse pour 6 millions et l'AFP pour 1 million, les 3 millions restant sont des « *créances diverses* ». Puis, il pose plusieurs questions : le capital social a-t-il été versé effectivement ? Qui sont les racheteurs éventuels ? Acceptent-ils de garantir l'emploi à la rédaction et la ligne éditoriale ? Pour Lancelle, le plus simple est de trancher en désignant A. Philip directeur politique et Jean Rous rédacteur en chef.

Les commentaires de Jean Rous en marge de la lettre de C. Lancelle s'inquiètent de la remise en cause d'un accord par R. Danan et accuse celui-ci de malversations diverses, en conséquence de quoi il demande un contrôle politique vis-à-vis d'A. Philip et l'exclusion de R. Danan.

La lettre à A. Philip, signée Jean Rous et datée de « *mars dernier* » (rajouté à la main), récapitule l'affaire. Pour son auteur, l'évolution du journal était favorable mais R. Danan a utilisé A. Philip pour contrôler le journal. D'abord, une augmentation de capital permet l'entrée de non socialistes dans l'entreprise. Puis on découvre, selon une « révélation » d'un journal du matin, qu'un certain Burnier, collaborateur, est entré dans le capital du journal. D'une certaine façon, « *l'affaire 'Cité-soir' est un des aspects de la lutte du capitalisme dans tous les domaines et surtout la presse* »[71]. En conclusion,

[71] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 129, lettre de Jean Rous à A. Philip, datée de mars (1946).

pour Rous, il conviendrait de régler cette affaire au sein du Parti socialiste, s'il est impossible de la clarifier autrement.

Un dernier texte de Maria Rous et C. Lancelle intitulé « Note administrative sur 'Cité-soir' » revient sur l'affaire. Ils s'y étonnent qu'on ait pu impliquer Jean dans la responsabilité administrative, dans la mesure où il n'était que rédacteur en chef. Puis, en tant qu'administrateurs, ils précisent qu'un rapport a été fait sur le déficit à la demande d'A. Philip et de R. Danan. Celui-ci daterait de fin décembre 1945 ; un autre administrateur, à la demande de Philip et Danan, a confirmé, selon eux, cette version. De plus, le déficit attribuable à C. Lancelle s'explique par l'absence de disponibilités lorsqu'il prend en mains les finances, consécutive à la grève des rotativistes (pendant huit jours), à des non paiements de salaires de pigistes accumulés par R. Danan et devant être régularisés et, enfin, à un salaire très élevé pour Danan alors que Lancelle doit licencier deux rédacteurs.

En définitive, cette affaire « Cité-soir » révèle une dégradation des relations Philip-Rous, même si Rous peut en dire plus tard : « *Bien entendu, je n'étais pas tout à fait d'accord avec sa* [d'A. Philip] *politique et lui ne l'était pas non plus avec ce que je pensais. Nous avons même eu un conflit à 'Cité-soir' mais je me suis appliqué à ce qu'il ne prenne pas une ampleur excessive* »[72]. Tandis que Y. Dechezelles dit, à propos de A. Philip, « *Contrairement à son image traditionnelle, il s'est montré mesquin avec Jean Rous* »[73]. Peut-être est-ce aussi un signe des débats au sein de la SFIO lorsque l'on sait qu'une grande partie des collaborateurs de Cité-soir, dont Maret, Lancelle, Leonetti, soutiennent comme Rous la motion dite « de redressement », tandis que A. Philip est le rapporteur de la motion de la direction sortante.

Pendant les premiers mois de 1946, jusqu'à la disparition du quotidien, en juillet de la même année, Jean Rous va pourtant continuer d'y tenir une chronique régulière.

---

[72] Gauthiez D, Rous J., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 105.
[73] Dechezelles Y., entretien du 26/02/1992.

Après le congrès d'août 1945 jusqu'à la disparition du quotidien en juillet 1946, Rous tient dans Cité-soir une chronique régulière. L'essentiel des articles de Rous concerne la politique française et les divers avatars du tripartisme ; ils sont moins développés que dans la Pensée socialiste mais relèvent globalement de la même veine. Cela veut dire qu'ils sont souvent plus descriptifs de la situation politique, comme cela paraît nécessaire pour un quotidien d'information, mais cependant, ils tentent d'exprimer la position de Rous vis-à-vis de divers problèmes nationaux. Diverses petites « piques » attaquent de Gaulle, comme celles-ci : « *régime de privilèges* »[74], « *refus d'élargir aux communistes qui y ont pourtant leur place* »[75], « *vous avez de la chance en France d'avoir un bon 'fürher'* ? »[76], « *de Gaulle souhaite une constitution donnant au président un réel pouvoir* »[77]. Rous souhaite aussi l'unité ouvrière[78] et reste relativement neutre dans les polémiques au sein du gouvernement. Le MRP « *rouge au dehors et blanc au dedans* »[79] est souvent l'objet de la critique de Rous tant pour son programme que pour sa pratique gouvernementale.

De nombreux articles traitent des affaires internationales. Rous quitte d'ailleurs la France à plusieurs reprises pour aller enquêter pour le journal. Il est ainsi en Allemagne en décembre 1945 et en ramène une série d'articles décrivant le retour à une certaine normalité dans la zone d'occupation française[80]. Il relève alors le propos de G. Granval, gouverneur militaire de la Sarre qui, bien que persuadé que les Sarrois donneront du charbon à la

---

[74] Rous Jean , « Il y a bloc et bloc », Cité-soir, 13/10/1945.
[75] Rous Jean, « Des nuages dans le ciel gouvernemental », Cité-soir, 01/11/1945.
[76] Rous Jean, « Que se passe-t-il en Allemagne : Ah ! quand aurons-nous un bon führer ? », Cité-soir, 03/01/1946.
[77] Rous Jean, « L'appel au sacrifice … des autres », Cité-soir, 18/06/1946.
[78] Rous Jean, « Polémiques électorales », Cité-soir, 18/10/1945, « Accomplir le programme du CNR ou devenir impossible », Cité-soir, 29/10/1945, « Quatre à ne pas vouloir se battre », Cité-soir, 21/11/1945.
[79] Rous Jean, « Un combat nouveau nous attend », Cité-soir, 30/10/1945 et 06/11/1945, 15/12/1945, 05/04/1946, 18-19 et 20/04/1946, 18/06/1946.
[80] Rous Jean, « Que se passe-t-il en Allemagne ? » titre générique de 7 articles : 25/12/1945 « Premier contact avec un St Honoré », 20/12/1945 « Quand les colonels dansent la Badischer et le Jitterburg », 28/12/1945 « Stéphanie ou hôtel du Parc », 29/12/1945 « Occupation et préoccupations des occupés », 02/01/1946 « Ah ! quand aurons-nous un bon führer ? », 03/01/1946 « La Sarre nous donnera du charbon mais … » et 05/01/1946 « Dernière réunion clandestine des socialistes sarrois ».

France, considère que : « *La France doit permettre aux mineurs de vivre* », ce qui signifie pour Rous assouplir l'occupation voire l'arrêter. Il est parti en Allemagne avec R. Danan « *vérifier l'exactitude des bruits qui circulent au sujet de la politique de l'administration française* »[81]. Son passeport atteste de son retour le 18 décembre 1945[82].

En janvier 1946, J. Rous est en Angleterre. Cela l'empêche d'être présent en France au moment de la démission du général de Gaulle et lui permet, sous le titre « Un aigle ou un programme », de faire part de l'étonnement des conservateurs britanniques sur le « *sauveur providentiel* » et de la critique travailliste contre le « *néoboulangisme* »[83].

Parallèlement, il est possible que Jean Rous participe avec d'autres socialistes « *à des réunions de fraction du PS* »[84]. Pour Yvan Craipeau, il y est accompagné de Yves Dechezelles, Suzanne Charpy-Clair et de la totalité du bureau national des Jeunesses socialistes. Pour Yves Dechezelles, ces « *réunions ne sont pas organiques* »[85]. Si l'on peut parler de fraction trotskyste dans les JS, il n'en est pas de même dans le Parti. Quoiqu'il en soit, les contacts existent. Rous n'a jamais rompu, même pendant la guerre, avec ses anciens camarades. Ceci semble confirmé par P. Parizot, alors dirigeant du PCI, qui dit : « *Je vois Jean Rous dès son retour à Paris ; je garde de bonnes relations avec lui*»[86]. Il parle ensuite de « *copains qui ne nous ont pas vraiment suivis* ». Il ajoute : « *Je ne vois pas Rous en fraction même s'il a de bonnes relations avec Craipeau* ».

---

[81] Rous Jean, « Que se passe-t-il en Allemagne ? », Cité-soir, 25/12/1945.
[82] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 15. Passeport n° 26794 établi le 19/9/1945 au nom de J. Rous.
[83] Rous Jean, « Un aigle ou un programme », Cité-soir, 24/01/1946
[84] Craipeau Yvan, lettres du 26 décembre 1989 et 8 octobre 1992.
[85] Dechezelles Yves, entretien du 26 février 1992.
[86] Parizot Paul, entretien du 14 avril 1995.

4. Retour à la direction du Parti socialiste mais sur une base politique majoritaire :

De septembre 1946 à juillet 1948, Rous sera membre du comité directeur de la SFIO. Ces presque deux années sont marquées sur les plans national et international par le début des luttes anticoloniales, le rangement de la France dans le clan occidental et les débuts d'une Quatrième République tant décriée aujourd'hui. Rous s'inscrira dans les débats que le CD de la SFIO impulsera, en particulier sur ces thèmes.

1. Le 1er mandat : sept. 1946 - août 1947 :

1. Retour sur la Jeunesse :

Comme noté précédemment, une fraction trotskyste existe au sein des Jeunesses socialistes. Mais on peut penser qu'elle est en grande partie le résultat non d'une volonté fractionnelle mais plutôt de l'évolution de certains militants trotskystes vers des masses plus larges que celles, même si elles augmentent, qu'influence le mouvement trotskyste réunifié.

Les problèmes qui se font jour entre le Parti et son organisation de jeunesse vont fournir à Rous l'occasion de revenir sur les propositions qu'il avait élaborées à la fin de la guerre.

Au congrès de Perpignan des Jeunesses socialistes d'avril 1946, des tensions apparaissent fortes entre la direction du PS et ses Jeunesses. Peu avant le congrès Daniel Mayer, représentant du CD de la SFIO, leur rappelle que les jeunesses sont « *un mouvement d'éducation ayant seulement pour but de grouper la Jeunesse travailleuse en organisant et en orientant ses loisirs. Les Jeunesses socialistes ne s'immiscent pas dans les problèmes*

purement politiques »[87]. Or, à la conférence nationale de Bordeaux (avril 1945), les Jeunesses socialistes avaient adopté plusieurs motions dont une au moins ne figure pas dans le programme de la SFIO. Elle est d'ailleurs combattue aussi par la direction de la CGT. Il s'agit d'une motion sur la revendication d'échelle mobile des salaires. Les jeunes souhaitent par ailleurs la reconstruction de l'Internationale des Jeunesses socialistes. Pour J. J. Aymé : « *La radicalisation ainsi esquissée débute véritablement en 1946* ». Références sont faites dans le journal Jeunesse à K. Liebknecht, R. Luxembourg ou V. Lénine.

Les frictions vont désormais se multiplier entre les adultes et les jeunes. C'est ainsi qu'une manifestation violente a lieu contre une réunion d'extrême droite le 7 février 1946. « *De plusieurs points de la salle, nos groupes foncent vers la tribune, dispersent en quelques secondes les nervis qui la défendent et chassent les orateurs royalistes* »[88], raconte A. Essel (dit Dunoyer) responsable, alors, de l'école de cadre et des stages de formation des Jeunesses socialistes. C'est la police du ministre de l'Intérieur socialiste Le Troquer qui vient les déloger. De nombreux jeunes socialistes sont arrêtés et … libérés sur l'intervention de C. Lancelle, pivertiste de la direction de la fédération socialiste de la Seine, qui menace le ministre de poser la question de la liberté d'expression des fascistes au comité directeur de la SFIO.

Le 12 février 1946, les JS manifestent derrière le seul drapeau rouge, refusant le drapeau tricolore.

A la conférence nationale de Perpignan, D. Mayer et le CD poussent un bourguignon, ancien pivertiste, M. Rousseau, à prendre la direction des JS. Marcel Rousseau est élu mais avec lui plusieurs délégués critiques vis-à-vis de la direction du parti socialiste SFIO : A. Dunoyer, R. Sauterey, H. Massein. Cité-soir fait couvrir le congrès de Perpignan par Jean Prades qui note

---

[87] Mayer Daniel, Jeunesse, n° 78, 18 avril 1946, cité par Aymé Jean Jacques « Ces jeunesses dont leur parti ne voulut pas : les Jeunesses socialistes de France de 1944 à 1947 », Cahier Léon Trotsky, n° 16, décembre 1983, p. 83.

[88] Essel André, Je voulais changer le monde, Paris, Stock, 1985, p. 183.

que « les Jeunesses socialistes affirment à Perpignan leur volonté d'étendre et de consolider leur mouvement »[89].

Les relations vont encore se détériorer avec le Parti lorsqu'un Front laïque antifasciste de la jeunesse (FLAJ) est constitué avec les JS, l'URJF (lié au PC), le Centre laïque des Auberges de la jeunesse (CLAJ), la Fédération sportive et gymnique du travail (proche de la CGT) et la JCI (organisation de jeunesse du mouvement trotskyste PCI). La présence des « hitlero-trotskystes » de la JCI selon l'UJRF entraînerait obligatoirement le retrait de cette organisation. Les JS s'inclinent et souhaitent qu'un jury d'honneur règle le problème des accusations staliniennes. Selon leur organe, « *Admettre un instant de donner aux trotskystes le qualificatif de fascistes est fantaisiste et inadmissible* »[90].

Par ailleurs, de nouvelles divisions apparaissent, entre autres sur la question de l'échelle mobile des salaires quand Roger Priou-Valjean, secrétaire adulte des Jeunesses, veut interdire la popularisation de cette revendication dans la presse jeune. En effet, l'organisation adulte (PS-SFIO), pour bien montrer sa domination sur les Jeunesses, adjoignait au secrétaire jeune élu par la conférence nationale un secrétaire adulte désigné par le CD de la SFIO. Enfin, pendant la grève des postiers (30 juillet–3 août 1946), le comité national de grève, en opposition à la fédération des postes CGT, est accueilli pour tenir ses réunions dans les locaux des Jeunesses socialistes.

Dans ce contexte, pendant plusieurs mois traînent les différends JS/PS que va avoir à traiter le nouveau comité directeur de la SFIO avant « l'affaire Dunoyer » d'avril 1947, sur laquelle nous reviendrons.

Rous interviendra deux fois sur ce thème au comité directeur. Une première fois, le 18 novembre 1946, il analyse les divergences entre les Jeunesses et le Parti comme tout à fait dommageables. Pour lui, il est clair qu'il serait préférable que le Parti appuie de tout son poids les Jeunesses. Il faut

---

[89] Prades Jean, Cité-soir, 24 avril 1946. On peut penser que J. Rous est J. Prades car plus tard, à Franc-Tireur, c'est bien Jean Rous, selon P. Parizot, qui signe J. Prades.
[90] Jeunesse, n° 89, 4 juillet 1946, cité par J. J. Aymé, « Ces jeunesses dont leur parti ne voulut pas… », Cahier Léon Trotsky, op. cit., p. 85.

les aider « *à analyser la situation, leur insuffler plus de prudence tactique et développer les activités vers les Auberges de la jeunesse et les maisons de la jeunesse* »[91].

La seconde intervention a lieu le 17 mars 1947 lors de la préparation du conseil national des 19 et 20 mars, un des thèmes prévus étant la jeunesse. Son intervention montre un désaccord avec J. Courtois, nouveau secrétaire adulte des Jeunesses. Pour Rous, le problème maintes fois exprimé du socialisme est l'absence de cadres. Il est donc urgent de les former. Pour ce faire, J. Rous propose une résolution sur la nature et les rôles des Jeunesses socialistes[92], en ces termes : « *La jeunesse socialiste est un groupement d'éducation et de rassemblement de la jeunesse travailleuse, au service de la doctrine, du programme et de la politique du Parti socialiste* ». Elle prépare les jeunes à leur rôle de militants du Parti mais n'est pas un parti à part avec sa doctrine particulière. Son rôle est donc d'adapter les « *principes et mots d'ordre de la propagande et de l'action socialiste* » au milieu dans lequel intervient le groupe des JS. Une réforme de structure est nécessaire qui est calquée sur celle que Rous proposait pour l'organisation adulte : il faut passer d'un lieu de discussion à une organisation de travail dans la jeunesse. Il faut combiner discussion sur l'actualité ou la doctrine avec action pour la satisfaction des revendications des jeunes. Les JS doivent partir des préoccupations des jeunes pour « *les élever à la conscience politique et d'autant mieux ouvrir devant eux les perspectives du socialisme* ».

En conclusion, Rous demande aux membres du Parti et aux élus socialistes, en prenant conscience des problèmes de la jeunesse, de « *leur prêter un concours actif à la création et au développement des institutions de jeunesse* ». Hors cette résolution, J. Rous ajoute son regret que le gouvernement n'ait pas consacré davantage de crédits aux activités de jeunesse. Face aux problèmes que semble poser la direction des JS, Jean Rous écrit :

---

[91] Compte-rendu sténographique, OURS : Rous Jean. Intervention au CD du 18 novembre 1946.

[92] Compte rendu sténographique, OURS : Rous Jean. Résolution sur les jeunesses socialistes et le Parti, intervention au CD du 17 mars 1946.

« *Un grand nombre de ceux qui se trouvent maintenant à la tête du mouvement ont compris leur erreur, ce n'est pas le moment de les remplacer par d'autres qu'il faudrait éduquer* (…). *Evitons la crise dans notre mouvement de jeunesse* ». Il paraît soutenu par A. Ferrat qui ajoute qu'il faut affecter les membres du bureau national des JS à une activité, leur donner des responsabilités. Dechezelles pense comme Rous que la réorganisation des JS doit être incluse dans la réorganisation du PS. La proposition de Courtois qui veut administrativement exclure la direction des JS en fixant une limite d'âge (25 ans) lui paraît malheureuse. Cappoci affirme que le problème des JS est, en fait, leur noyautage par les trotskystes, ce que Suzanne Charpy lui demande de prouver. D. Mayer clôt la discussion en demandant à Courtois de revoir son rapport en fonction du débat du CD. Guy Mollet semble indécis mais préconise de mettre l'accent sur les tâches des JS et leurs rapports avec le Parti, tout en souhaitant que l'on évite les attaques personnelles.

On sent bien évidemment l'ambiguïté que toutes les organisations adultes du mouvement ouvrier traînent vis-à-vis de leurs Jeunesses. Celles-ci doivent-elles être une organisation de masse du Parti ? Dans ce cas, il faut une certaine autonomie de réflexion et à l'intérieur une fraction du parti intervenant pour contrôler plus ou moins les interventions. Ou une organisation totalement autonome ? Ou encore une organisation du Parti vouée à intervenir dans un milieu particulier : la jeunesse ? Les positions des dirigeants du PS semblent proches de cette dernière définition. Quant à Jean Rous il semble assez proche aussi de cette solution.

Pour J. J. Aymé, le congrès de Montrouge des Jeunesses socialistes du 3 au 7 avril 1947 paraît être pour les jeunes un congrès dont le rôle est de légitimer leur bureau national par une réélection[93]. L'opposition est dure entre représentants du bureau national des JS et ceux du CD de la SFIO, mais aussi au sein du bureau national entre minoritaires (proches du CD) et majoritaires. Dunoyer, devant le Mur des Fédérés où le congrès national

---

[93] Aymé J. J., op. cit., p. 9.

vient manifester en l'honneur des Communards, intervient en ces termes : « *Jamais nous n'arborerons le torchon tricolore que brandissaient les Versaillais, égorgeurs des communards !* »[94]. Le congrès s'enlise dans des disputes mais il parvient à adopter une résolution sur la grève, « *moyen de lutte par excellence de la classe ouvrière* », alors que la CGT de Renault ne tardera pas à fustiger la « *poignée de gaullistes-trotskystes-anarchistes* »[95] qui a déclenché la grève. Une autre motion apporte son soutien aux grévistes de la Ruhr en lutte contre la disette qui les touche, tandis que le PCF et le MRP continuent de soutenir la séparation de la Ruhr de l'Allemagne[96]. Le comité directeur interdit la publication des résolutions de Montrouge et met en accusation Yves Dechezelles et Suzanne Charpy « *qui ont apporté leur soutien au bureau national des JS pendant le congrès* »[97]. Cependant, alors que le bureau national des JS est en position de force (il est, en effet, suivi par les 3/4 des congressistes), il cède devant l'organisation adulte et ne diffuse que discrètement les motions.

Le 8 avril, au comité directeur suivant, J. Rous précise qu'il s'oppose à des sanctions contre les Jeunesses. Mais, le 23 avril, coup de théâtre : J. Courtois peut, preuves à l'appui, démontrer le complot trotskyste dans les Jeunesses. Une serviette, pleine de documents, est retrouvée par la police près de chez Y. Craipeau et transmise au ministre de l'Intérieur, E. Depreux. Dans celle-ci se trouve un rapport sur l'Indochine que Dunoyer avait rédigé à la demande de la direction des JS. Selon Courtois, auquel Depreux avait remis la serviette, ce texte serait annoté par Y. Craipeau, dirigeant du PCI. Une défense pas convaincante des protagonistes ne clarifie rien. Le 30 avril 1947, le comité directeur délibère sur ce problème. Rous intervient pour affirmer que s'il faut sanctionner la collusion s'il y a lieu, il faut aussi réfléchir sérieusement au rôle des JS. « *Nous ne pouvons leur interdire de faire de la politique sans leur permettre de faire autre chose* », dit-il et ajoute : « *Il y a deux*

---

[94] Essel A., op. cit., p. 218.
[95] UD-FO de Seine St Denis, 19 décembre 1947 : Force ouvrière, s.d. Lefebvre Denis, Paris, B. Leprince éd., 1997, p. 110.
[96] Selon Buton P., Les lendemains qui déchantent, le PCF à la Libération, op. cit., p. 264.
[97] Aymé J. J., Cahier Léon Trotsky, op. cit., p. 91.

dangers de scission pour le Parti : d'une part, la politique pratiquée au Parlement et au gouvernement, et, d'autre part, la création de groupes dissidents ». D. Mayer demande la dissolution du BN. Yves Dechezelles intervient dans le même sens que Rous : sanction de la collusion si elle est avérée, mais nécessité d'un débat politique de fond. Il fait ensuite remarquer que sa propre attitude au congrès des JS a permis d'éviter la proclamation de l'autonomie. Une exclusion serait grave, d'autant que les JS ne reflètent en fait que le mécontentement des masses ouvrières.

Dunoyer est déféré devant la commission nationale des conflits sur proposition de Guy Mollet. Mais, le 4 juin, celui-ci qui, en fait, espérait séparer « le bon grain de l'ivraie », s'aperçoit qu'il ne peut diviser le bureau national des JS et en demande alors la dissolution. Dechezelles s'interroge sur cette dureté vis-à-vis des Jeunesses qu'il oppose à « *la mansuétude dont bénéficient ministres et parlementaires* ». Rous intervient pour tenter de calmer les tensions (entre Dechezelles et Mayer) et recentrer le débat. Au moment du vote final le Bureau national des JS est dissout à l'unanimité moins trois voix (Charpy, Dechezelles et Rous). Mais, contrairement à ce que souhaitait la majorité du comité directeur, les choses vont aller dans le sens des prédictions de Rous et Dechezelles. Les JS vont s'autonomiser vis-à-vis de la SFIO puis s'étioler en l'absence de perspective de « *formation d'un parti révolutionnaire de masse* »[98].

Par ailleurs, Yves Dechezelles démissionne, le 12 juin 1947, de son poste de secrétaire général adjoint car, écrit-il, : « *Le fossé qui sépare la politique effective pratiquée par la majorité des représentants du Parti sur le plan gouvernemental et parlementaire et l'orientation générale fixée par le congrès national du mois d'août est devenu si profond qu'il m'apparaît impossible de conserver plus longtemps la fonction qui m'a été confiée par le Comité directeur* »[99]. Pour appuyer sa démission, il relève quatre dérives. Les Jeunesses sont sanctionnées, les manquements du gouvernement ou des

---

[98] « La gauche socialiste et nous », texte de la direction du PCI en préparation du congrès de juin 47, CERMTRI.
[99] Dechezelles Yves, Lettre de démission du 12 juin 1947, Cahier de l'OURS, n° 175, p. 9.

parlementaires aux décisions du comité directeur sont systématiquement absous. La politique coloniale est inacceptable et, enfin, rien n'est fait pour redresser du Parti.

Ces point de clivage entraînent donc le départ de Dechezelles de la direction de la SFIO alors que Rous, en accord avec l'analyse de son ami, semble encore garder l'espoir de modifier les pratiques du parti et reste membre du comité directeur.

Nous reprendrons donc ces points en séparant ce qui est du domaine de la politique intérieure française (redressement du Parti socialiste, problème des élus et vie politique) de ce qui est du domaine de l'outre-mer, ce que Yves Dechezelles appelle « politique coloniale », que nous aborderons dans la dernière partie de notre travail.

2. Problèmes politiques français entre deux congrès :

Jean Rous, dès son élection au comité directeur se retrouve à la commission de la documentation et de l'éducation avec Jean Pierre-Bloch ; il fait aussi partie du conseil d'administration des éditions de la Liberté, éditions du Parti socialiste dont R. Verdier est responsable du comité de lecture).

L'un des premiers points sur lequel J. Rous intervient au CD porte sur les relations entre le PC et la SFIO. Le congrès a, en effet, voté une résolution qui, tout en maintenant la perspective de l'unité avec le PC, la rend pratiquement impossible. Le nouveau CD se doit donc d'en faire part aux dirigeants communistes. Or, comme on l'a vu, c'est le groupe Mayer-Verdier qui l'a emporté dans cette résolution comme au CD. La lettre à envoyer est donc l'objet d'un débat difficile dans lequel D. Mayer demande que : « *Les décisions prises par le 38ème congrès national soient annoncées au PC* »[100]. Capocci intervient pour indiquer que la lettre devra faire connaître qu'il ne

[100] « Histoire du Parti socialiste SFIO », 25ème partie, août 1945-janvier 1947, Cahier de l'OURS, n° 172, nov.-déc. 1986, p. 29.

s'agit pas de rupture du comité d'entente mais simplement que celui-ci n'a plus de raison d'être. Boutbien demande que l'on précise bien « *qu'il ne s'agit pas non plus d'une rupture de l'unité d'action* ».

La lettre est envoyée le 12 septembre et explique que, bien que le Parti socialiste souhaite l'unité politique de la classe ouvrière, les divergences sont telles entre le PS et le PC qu'elle paraît impossible. L'inféodation vis-à-vis de l'Etat russe et l'absence de démocratie ouvrière justifie la rupture. La suite de la lettre constate que le comité d'entente, chargé de résoudre les difficultés surgies entre les membres ou organisations des deux partis, est un échec. Aussi le PS a décidé que seul le CD serait habilité, en fonction des circonstances et des intérêts de la classe ouvrière, à engager des pourparlers pour mener des actions communes avec « *les organisations politiques, syndicales et philosophiques voisines* »[101].

Le 13 septembre, J. Duclos, secrétaire du Parti communiste français, répond. Il rappelle d'abord que le PCF est « *un parti national, un parti ouvrier national dont la politique est dominée exclusivement par le souci de défendre les intérêts du peuple inséparables des intérêts de la France* »[102]. En ce qui concerne la démocratie, J. Duclos, renvoyant l'attaque, en quelque sorte, relève le tour de passe-passe qui fait qu'une motion majoritaire au congrès ne se retrouve pas dans les décisions finales. Il ajoute que la rupture n'empêchera pas le PC de rester fidèle à l'unité d'action PS/PC et propose une réunion de délégations des deux partis pour traiter de trois problèmes : le problème de la constitution et des obstructions que R. Capitant met en place, la nécessité d'enrayer la hausse des prix et enfin l'urgence qu'il y a à stopper l'inflation.

Au comité directeur du 18 septembre, il est décidé de répondre au PC. Pour Rous, il ne faut pas « *donner l'impression de réticence* »[103]. Il lui paraît préférable « *de retarder la réponse de quelques jours et donner une réponse*

[101] Idem, p. 29. Il s'agit du libellé exact aussi bien de la résolution du Congrès que de la lettre à J. Duclos.
[102] Idem., p. 30.
[103] Intervention de J. Rous au CD de la SFIO du 18 septembre 1946.

plus positive car le Parti doit être l'animateur de l'unité d'action, or l'unité est possible par exemple sur la hausse des prix, c'est-à-dire le projet de Menthon ». La proposition de Rous est rejetée puisqu'elle n'obtient que deux voix. Le lendemain, J. Rous revient à la charge. Il faut ajourner l'envoi de la lettre au PC en fonction de la déclaration du général de Gaulle qui rejette la nouvelle constitution[104], comme il l'avait déjà fait le 27 août. La lettre est cependant envoyée le 19 septembre. Elle rejette la polémique sur la démocratie au sein du PS. Sur le problème de la hausse des prix et de l'inflation, la lettre rappelle qu'en 1945 le PS avait fait des propositions auxquelles les « *autres partis se sont opposés* ». Le texte se poursuit par : « *Notre Parti s'est prononcé pour des mesures économiques et financières tendant à la fois à augmenter le pouvoir d'achat réel des masses laborieuses et à sauvegarder la monnaie* »[105]. Il s'agit d'une fin de non-recevoir qui se plaint en post-scriptum de l'intervention du général de Gaulle alors même que l'Assemblée délibère. L'Assemblée connaît effectivement quelques difficultés pour clore la rédaction de la constitution. Pour Rous cela ne doit pas déterminer la position du CD de la SFIO. Lorsque de Gaulle intervient de la sorte, il devient un danger.

La séance du comité directeur du 2 octobre 1946 traite des problèmes de la presse socialiste. Le CD s'inquiète du sabotage par le PC de la diffusion du Populaire au sein des Messageries françaises, coopérative ouvrière d'impression de la presse, et décide de confier le Populaire à une entreprise traditionnelle, « L'Expéditive ». J. Rous est en désaccord avec la précipitation de la décision. « *Même s'il y a sabotage, dit-il, il y a une marge à s'adresser à l'Expéditive'* »[106]. Puis il rappelle la situation du quotidien dans lequel il travaille depuis peu, Franc-Tireur, et précise qu'en réalité les sabotages ne sont pas déterminants sur une longue période. Enfin, passer à « l'Expéditive »

[104] De Gaulle Charles, Discours et Messages. Dans l'attente : 1946-1958, Paris, Plon, 1970, p. 24.
[105] « Histoire du Parti socialiste SFIO », 25ème partie, op. cit., p. 31.
[106] Rous Jean. Intervention du 2 octobre 1946.

est, pour lui, discréditer le Parti. Le 9, on aborde au comité directeur le scandale des vins dans lequel F. Gouin est mis en cause. Rous, pour sa part, préfère intervenir sur le problème de la diffusion du Populaire. Qu'il y ait négligence ou sabotage ne lui apparaît pas comme un argument suffisant pour rejoindre le trust Hachette et sa filiale « l'Expéditive ». « *Il faut contrôler la coopérative grâce au groupe socialiste d'entreprise* », ajoute-t-il[107]. Il s'était cependant exprimé le 3 octobre quand le débat avait porté sur la déclaration de M. Thorez au conseil des ministres, mettant en cause des ministres socialistes. Rous était intervenu pour préciser que les journalistes informés de cette déclaration souhaitent la mise en place d'un jury d'honneur.

A la fin du même mois, le 30, la presse revient à l'ordre du jour et Rous s'étonne qu'aucun représentant du courant de pensée majoritaire, c'est à dire celui de Guy Mollet, n'ait de poste de responsabilité à la direction du Populaire. On sait que le courant Mayer-Verdier « tient » le journal.

Le 16 octobre, Rous explique la situation française au regard de la situation internationale. Les forces capitalistes se renforcent dans tous les pays européens. Il faut éviter de s'isoler. Un appel aux Républicains qui ont voté « oui » au référendum sur la constitution doit être lancé pour obtenir une majorité à la Chambre.

Le 13 novembre, au lendemain de l'échec aux législatives où le PS tombe à 17,8% des voix, J. Rous affirme que le comité directeur doit dégager devant le Parti les raisons essentielles de cet échec. Pour lui, trois incapacités politiques en sont la cause ; une politique de balance entre les deux autres « grands » incompréhensible pour l'électorat, une absence de politique de la jeunesse et enfin une incapacité à lutter contre la hausse des prix. « *Seul un travail de patience permettra de remonter le courant* »[108], note-t-il. Il faut lancer un appel à la jeunesse, intensifier l'action syndicale. Il ne s'inquiète pas des pertes de voix vers la droite, il s'inquiète plus de celles qui

[107] Rous Jean. Intervention du 9 octobre 1946.
[108] Rous Jean. intervention au CD du 13 novembre 1946.

vont au PC. Elles y vont car, contrairement à 36, le PS n'est plus l'animateur de l'unité d'action. « *Il existe actuellement dans le monde ouvrier une mystique de l'unité. Le problème pour nous est d'apparaître comme le champion de l'unité. Nous devons prendre et appliquer à la lettre la motion du congrès, nous dégager du complexe d'infériorité vis-à-vis du Parti communiste* », conclut-il. Concernant la désignation des conseillers de la République, il souhaite que « *le Parti ne se fige pas dans l'isolationnisme facilitant une victoire de la Droite* ».

Le 20 novembre, D. Mayer s'en prend à J. Rous qui, au conseil national du 17 novembre consacré aux rapports avec le Parti communiste, a critiqué l'attitude de certains membres du comité directeur vis-à-vis du secrétaire général. Pour Rous, il y a effectivement une opposition chez certains membres du Comité directeur (majoritaires au CD, minoritaires dans le parti) due au fait que le renouvellement du congrès ne s'est pas retrouvé au Comité directeur. Il est donc nécessaire de définir la « *collaboration entre tendances* »[109].

Concernant le débat sur les rapports PS/PC, de nombreux électeurs abstentionnistes ou ayant voté PC attendent, selon Rous, la SFIO. Or, elle ne prend aucune initiative qui mette le PC au pied du mur. Le texte du conseil national n'est pas net. Il n'appelle pas à un gouvernement de combat. « *La SFIO va perdre les dernières voix* », ajoute-t-il avant de conclure que : « *Le PC peut nous reprocher notre attitude de faux fuyant* ».

Le 27 novembre, un nouveau débat a lieu sur le PC qui permet à Rous de demander au PS d'éviter l'anticommunisme délirant qui éloigne la SFIO de la classe ouvrière. Il faut « *rappeler au PC qu'il n'a pas de tactique gouvernementale. Le PS doit être offensif pour la définition d'un programme* »[110]. Dans le même ordre d'idée, le 3 décembre, le programme PS apparaît à Rous « *trop gouvernemental* ». Il faut montrer en préambule la nécessité de collaboration des masses et utiliser ses initiatives comme les comités de ges-

[109] Rous Jean. Intervention au CD du 20 novembre 1946.
[110] Rous Jean. Intervention au CD du 27 novembre 1946.

tion. De plus, le gouvernement doit contrôler le commerce extérieur. Pour Rous , le PS a tort de participer à ce gouvernement. Seuls sont acceptables un gouvernement dirigé par PC ou PS ou un gouvernement de gauche.

Il revient, le 6 décembre, sur ce thème. « *Le conseil national avait décidé par 3121 mandats contre 843 et 458 abstentions* » de soutenir une candidature Thorez à la présidence du gouvernement. Or 24 députés socialistes n'ont pas suivi cette décision. Pour Rous, la majorité du Parti était contre la participation au gouvernement. Seul un vote pour Thorez sur un programme clair était une tactique favorable. A partir du moment où on risque de passer au « *quadripartisme, il faut consulter le Parti* »[111]. Le 10 décembre, Rous confirme son refus que le PS participe au gouvernement. « *Le PS ne doit pas être le bouc émissaire* », dit-il[112].

Le 11 décembre, tandis que G. Bidault échoue à former un gouvernement, J. Rous considère que ce qui se passe hors du parlement est plus important que ce qui se déroule en son sein. Il fait probablement allusion à la situation générale, tant dans le domaine intérieur, avec les difficultés que rencontrent les ménages face à la cherté de la vie, que dans le domaine extérieur avec la situation indochinoise qui ne s'améliore pas. Autant de questions urgentes à résoudre et que les combinaisons entre les états-majors politiques font passer au second plan, après leurs intérêts d'appareil. La journée est agitée, pas moins de trois réunions du comité directeur ont lieu. Lors de la seconde réunion, Rous pense que le programme, même s'il est trop gouvernemental comme il l'a déjà dit, peut permettre un choc favorable. Il permet aussi d'expliquer pourquoi les socialistes ne peuvent participer à un gouvernement d'union nationale. Ils peuvent seulement participer à un gouvernement d'union sur le programme de la SFIO. A la troisième réunion du CD, Guy Mollet annonce que le PC propose « *un candidat socialiste suscep-*

---

[111] Buton P., Les lendemains qui déchantent, le PCF à la Libération, op. cit., p. 240.
« L'Histoire du PS-SFIO » en dénombre 25 (2 votes le Troquer, 4 votes blancs, et 19 NPPV), op. cit., p. 34.
[112] Rous Jean. Intervention au CD du 10 décembre 1945.

tible de faire l'union des forces ouvrières et démocratiques »[113]. Pour Rous « la candidature socialiste n'a aucune chance de réussir »[114].

Léon Blum sera investi mais, ne parvenant pas à composer un gouvernement entre les trois grands et le Rassemblement des gauches (gouvernement quadripartite rejeté par Rous), décidera d'un « *gouvernement socialiste homogène pour ne pas attribuer l'un des trois grands ministères au PCF* »[115]. Léon Blum parlera « *du seul gouvernement pour la constitution duquel je ne prévoyais ni obstacle, ni retard, c'est-à-dire un gouvernement composé d'un certain nombre de mes camarades socialistes* »[116].

Rous n'interviendra plus sur la politique française ou sera absent du comité directeur jusqu'au 22 janvier 1947. Il est vrai qu'en janvier 1947 son passeport fait état d'un voyage en Italie le 13 et en Suisse le 15.

Le 22 janvier, il refuse de soutenir un texte du comité directeur qui adresse « *à Paul Ramadier et aux ministres socialistes l'expression de son affectueuse confiance pour assurer la continuité de l'œuvre entreprise par le gouvernement Léon Blum* »[117]. Blum a démissionné, comme annoncé, dès que le président de la République a été élu, il s'agit de Vincent Auriol. P. Ramadier a été désigné pour former un gouvernement large d'union (SFIO, PC, MRP, radicaux, UDSR et indépendants).

Deux militants se sont abstenus : Dechezelles (secrétaire général adjoint du Parti) et Rous : c'est à dire, pour reprendre l'expression de « Histoire du socialisme », « *l'extrême gauche du congrès de 1946* ». Ainsi : « *Une brèche s'ouvre dans la majorité du Parti* »[118].

Le 29 janvier, J. Rous continuera de s'opposer de façon souple au gouvernement. Ainsi il accepte l'idée de « *bloquer les salaires* (…) *si l'on est*

---

113 « Histoire du PS-SFIO », 25ème partie., op. cit., p. 35.
114 Rous Jean. Intervention au CD du 11décembre 1946 au soir.
115 Vincent G., Les Français : 1945-1975. Chronologie et structure d'une société, Paris, Masson, 1977, p. 30.
116 Blum Léon. Déclaration radiodiffusée du 16/12/1946 reproduite dans « Histoire du PS-SFIO », 25ème partie, op. cit., p. 35.
117 Idem, p. 35.
118 Idem.

rigoureux avec les capitalistes »[119]. Le 5 février, il s'oppose au ministre de l'Intérieur, E. Depreux, à propos de l'interdiction d'un meeting sur l'Indochine qui risquait de poser des problèmes pour « *le maintien de l'ordre* »[120]. Pour Rous cela peut se comprendre « *dans le cas de très graves manifestations, mais en l'occurrence, il s'agissait d'un meeting peu important* »[121]. Il s'agit en fait d'un meeting trotskyste du PCI « *pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* »[122] qui devait avoir lieu le 24 janvier 1947. Interdit, ce meeting se transforme en manifestation qui se dirige vers la place des Ternes et est rejointe par des jeunes de la fédération de la Seine des JS. La police charge et frappe les manifestants. Ceux-ci sont ensuite, boulevard St Michel, attaqués par les jeunesses du Parti républicain de la liberté (que certains accusent d'être le refuge des vichystes et pétainistes) sans que la police n'intervienne. Y. Dechezelles montre à nouveau son opposition au gouvernement. Il déclare : « *Dans l'avenir nous pouvons être appelés à en organiser* [des meetings]*. Tout cela est fonction de l'activité de nos ministres* »[123]. Puis, il ajoute qu'il ne faut pas envenimer les choses « *mais, par compensation, il faudrait que l'action des Ministres soit efficace. Dans le cas où il n'y aurait pas possibilité de faire prévaloir le point de vue du comité directeur, tout le problème gouvernemental devrait être remis en cause* ». Ne s'agit-il pas d'une menace à peine voilée ?

La seconde partie de la réunion est consacrée à un rapport de Jean Rous, « *complet et objectif* »[124] sur le congrès du Parti socialiste italien et la scission de janvier 1947 lors du congrès de Rome. On retrouve les échos de ce congrès et de la scission dans la Pensée socialiste des numéros 10, 11, 12 et 14 dans lesquels une analyse de A. Leonetti (Martin) sur l'unité d'action PSI/PCI est suivie d'un rapport du congrès et de la scission (Rous) ainsi que

---

[119] Rous Jean. Intervention au CD du 29 janvier 1947.
[120] Mollet Guy. Intervention au CD du 5 février 1947.
[121] Rous Jean. Intervention au CD du 5 février 1947.
[122] La Vérité, 31 janvier 1947, p. 1 et 2.
[123] Dechezelles Yves. Intervention au CD du 5 février 1947.
[124] Laurent Augustin. Intervention au CD du 5 février 1947.

les motions en présence à ce congrès du palais Barberini. Le numéro 12 donne la parole à la tendance qui scissionne et qui a formé le Parti socialiste des travailleurs italiens (PSIL). Le numéro 13 donne la parole à un lecteur, de Vicenzi, socialiste de la Seine de retour d'un voyage en Italie ; enfin Matteo Matteotti lui répond dans le numéro 14.

Pour J. Rous, dont on sait qu'il était en Italie au début de l'année 1947, probablement au congrès du Parti socialiste italien d'unité prolétarienne (PSIUP) redevenu PSI à ce congrès de Rome, la scission était prévisible. Trois tendances s'affrontent au PSI[125]. La tendance « Compiti nuovi » de Pietro Nenni et Leilo Basso souhaite conquérir la majorité des suffrages aux prochaines élections grâce au renforcement du Parti socialiste mais aussi au pacte d'unité d'action socialo-communiste. Par ailleurs, elle veut renforcer la discipline à l'intérieur du Parti pour éviter les manifestations individuelles ou de groupe qui empêchent le Parti de travailler. Ainsi les fractions permanentes seraient interdites, la direction serait homogène dans le respect des minorités, bien sûr. « Critica sociale » de Saragat, auquel I. Silone s'est joint, considère que la direction du parti, et P. Nenni en particulier, n'ont pas fait de son autonomie une priorité et ainsi ont conduit le PSIUP à l'impuissance et à la désorganisation. Pour eux, le PSIUP doit être le « *centre et l'avant-garde du mouvement des forces démocratiques en vue de la conquête effectivement démocratique et durable du pouvoir* »[126]. Ainsi, le pacte d'unité d'action n'a qu'un caractère de consultations réciproques. En retrouvant son autonomie, le PSIUP doit se donner un programme définissant sa politique intérieure et internationale. A l'intérieur, le parti doit se donner un « *statut franchement démocratique qui sauvegarde le droit des camarades d'exprimer en pleine liberté, individuellement et collectivement, leur propre pensée, dans et hors du Parti* »[127]. La troisième tendance « Iniziativa socialista » dirigée par Mateo Matteotti n'a pas participé au congrès mais

---

[125] La Pensée socialiste utilise pour ces tendances les graphies suivantes : Compiti nuovi, Critica sociale et Iniziativa socialista. Jacques Droz, quant à lui, dans Le socialisme démocratique, Paris, Armand Colin, 1966, p. 313, parle de Initiativa sociale et Critica soziale.
[126] Programme de « Critica sociale », La Pensée socialiste, n° 11, janvier 1947, p. 30.
[127] Idem. Cela signifie « *le droit de tendance organisée* » ajoute La Pensée socialiste.

avait aussi déposé une motion. Cette tendance considère que le Parti socialiste est en échec car la politique menée par la direction l'a amené « *à assumer* (…) *la politique gouvernementale de faillite* »[128]. Par ailleurs son absence de ligne politique envers les syndicats a participé à la lutte des courants en leur sein ; l'inefficacité du pacte d'unité n'a pas clarifié la situation du PS asservi au PC ou méfiant vis-à-vis de celui-ci. En conséquence Iniziativa socialista veut renforcer l'unité du parti, maintenir le pacte d'unité d'action avec le PC, abandonner le gouvernement tripartite et préciser sur quelle base il pourrait participer à un gouvernement.

Pour Rous, la difficulté des socialistes italiens était de « *combiner ces deux tactiques qui sont aussi indispensables l'une que l'autre à la vie politique italienne* »[129], c'est-à-dire combiner l'autonomie du socialisme avec l'unité d'action. Il lui apparaît, même s'il ne le dit pas clairement, que l'exemple italien concerne la France. E. Depreux, lui, le dit : « *Nous devons retenir la leçon de la scission. Les camarades italiens nous ont montré ce qu'il ne fallait pas faire* »[130]. Cependant, Rous explique que : « *Dans une telle situation le socialisme doit savoir être le champion de l'union des forces ouvrières et progressistes, pour conduire à terme cette révolution démocratique à orientation socialiste ; dans cette union nécessaire, il doit se manifester 'autonome', indépendant vis-à-vis du communisme qui, en Italie comme dans tous les pays, repousse les fractions de la classe ouvrière et les travailleurs hostiles aux méthodes bureaucratiques et soucieux d'internationalisme véritable* »[131]. La défaite socialiste est liée au fait que, d'un côté, en privilégiant l'autonomie, le PS repousse certaines sympathies ouvrières vers le PC, tandis qu'en priorisant l'unité ouvrière il rejette la partie de la classe moyenne écoeurée par le fascisme et proche du socialisme démocratique. Pour Rous, rien dans les programme ne devait amener la scission. Ce serait, en fait, selon M. Matteotti, les pratiques antidémocratiques qui l'ont provoquée, entraî-

---

[128] Motion de « Iniziativa socialista », La Pensée socialiste, n° 11, janvier 1947, p. 27.
[129] Rous Jean. Intervention au CD du 5 février 1947.
[130] Depreux Edouard. Intervention au CD du 5 février 1947.
[131] Rous Jean. Intervention au CD du 5 février 1947.

nant le boycott de Iniziativa socialista. Si, pour Rous, lors du congrès même, Nenni se montra conciliant avec ses opposants, cette attitude était superficielle et, de plus, bien trop tardive.

Pour lui, la scission est due au fait que le Parti n'était réellement que trois fractions sans autorité centrale. « *Il est nécessaire*, conclut-il, *de conserver le contact avec les uns et les autres (…) notre sympathie doit aller aux deux partis* ». En effet, la « scission du Palais Barberini » donna naissance au Parti socialiste des travailleurs italiens (PSLI) par fusion de Iniziativa socialiste et Critica sociale. Pour de Vicenzi qui s'exprime dans La Pensée socialiste[132], la préparation du congrès ne fut pas si antidémocratique que le prétend Matteotti. Mais surtout : « *Il existe, maintenant, en Italie deux partis se réclamant de la doctrine socialiste* », puis il analyse « *les répercussions de la scission sur la masse de militants et sympathisants* ». Iniziativa socialista a attiré les Jeunesses socialistes au PSLI ; la tendance « *anti-unitaire et réformiste de Saragat* » a amené au même parti la classe moyenne « *ceux qui sous le fascisme, s'ils n'ont pas été des militants convaincus, ont profité de ce régime pour s'enrichir* ». Le PSLI n'a plus derrière lui la masse des travailleurs italiens qu'avait le Parti socialiste. Pour de Vicenzi, il aurait fallu que la tendance Matteotti qu'il appelle « gauche révolutionnaire » s'unisse à la tendance unitaire (de Nenni) car « *une seule doctrine marxiste et unitaire pouvait sauver le parti socialiste en Italie comme elle le peut encore en France* ». Voilà qui va, à l'évidence, dans le sens de Rous et Dechezelles.

Matteotti répond à cette lettre en mai 1947, sous la forme d'une lettre adressée à Jean Rous, dans le numéro 14 de la Pensée socialiste en particulier sur la préparation du congrès. Parlant des militants de Nenni, « *Ils*, dit-il, *ont employé des moyens que nous avons dénoncés publiquement comme antidémocratiques et que nous avons démontrés d'une manière tout à fait claire et précise* »[133]. Par ailleurs, il est en désaccord complet avec

---

[132] De Vicenzi, Section socialiste de Villetaneuse (Seine), « Retour d'Italie », La Pensée socialiste, n° 13, mars-avril 1947, p. 32.
[133] Matteotti Mateo, « Une lettre de Mateo Matteoti », Rome, 5 mai 1947, La Pensée socialiste, n° 14, mai 1947, p. 31. On peut relever l'en-tête « *Mon cher Jean*… ».

l'affirmation que « *la droite de notre parti* [est influencée par des] *éléments bourgeois compromis avec le régime fasciste et qualifiés de 'commerçants'* ». Il reconnaît cependant que : « *Une allusion faite dans ce sens* (…) *pouvait éventuellement concerner certaines couches sociales qui, peut-être, nous donneront leurs votes comme parti considéré par elles comme de centre gauche et modérateur* ». Ce qui amène la rédaction à « *souligner le souci d'honnêteté et d'objectivité* »[134] dont fait preuve Matteotti dans sa lettre.

Lors du comité directeur du 12 février, J. Rous reviendra une nouvelle fois sur la question des rapports entre le Parti et les ministres et non sans humour fait l'analogie avec les relations entre le Parti et ses Jeunesses. Le 19 février, alors qu'une nouvelle grève du livre paralyse totalement l'impression de la presse, Rous souhaite que le CD demande au gouvernement de répondre aux grévistes « *pédagogiquement* » car si cette grève présente, à ses yeux, « *des revendications inopportunes* », il ne faut cependant pas s'attaquer violemment aux revendications ouvrières. Le 20 février, Rous est opposé à l'interdiction d'une manifestation du Parti républicain de la liberté. Le 27 février, il a l'occasion de revenir sur le hiatus qui existe entre le Parti et les ministres. En effet, alors que le blocage des salaires est effectif, la baisse sur les prix de détail décidée par le gouvernement Blum de 5 % en décembre et 5 % en janvier se traduit en réalité pour la baisse de janvier à 1,7 % seulement sur 29 articles de produits alimentaires, selon un article de la Pensée socialiste qui ajoute « *Et dans ces 29 articles ne figurent pas les fruits et légumes verts qui eux … la ménagère saura certainement achever* »[135].

Le 26 mars, un débat a lieu sur la politique économique menée par A. Philip. Déjà un débat s'était déroulé le 29 janvier sur le même thème. Rous réitère sa position : « *La compression des salaires n'est valable qu'avec un*

---

[134] « N.D.L.R. ». La Pensée socialiste, n° 14, mai 1947. p. 31.
[135] P.R. (Pierre Rimbert) « Maigre résultat : les prix de détail à Paris ont baissé de 1,1 % en janvier ». La Pensée socialiste, n° 12, février 1947, p. 9.

dirigisme absolu »[136]. Or dans le même temps où une autre baisse de 5 % est prévue, le président du conseil socialiste, Ramadier, « *prépare un arrêté accordant une hausse importante du prix de la viande ce qui devait, évidemment, entraîner des revendications immédiates de hausses de salaires* (…) *et se traduire par une hausse générale des prix* »[137]. Rous peut ajouter à sa première remarque : « *Il faut que dans notre presse une campagne soit engagée pour établir les responsabilités. Si le conflit devait s'aggraver, je ne verrai pas d'inconvénient à ce que Philip maintienne sa position avec tout ce que cela comporte* ». Le jour même, A. Philip venait en effet d'écrire à P. Ramadier : « *Malgré mon désir sincère de ne pas ébranler la stabilité gouvernementale, je ne puis donner mon adhésion à l'arrêté fixant les prix de gros de la viande dont on me demande la signature de façon pressante* »[138], menaçant par là-même de démissionner.

Au début du mois d'avril, le général de Gaulle occupe à nouveau le devant de la scène. Les membres du CD tentent de lui répondre. En effet, le général avait prononcé un discours à Bruneval le 30 mars 1947 dans lequel il parlait « *d'espérance dans l'avenir* », de « *ces jours, lourds d'inquiétudes pour la nation, pour l'Europe, pour la race des hommes* » et ajoutait : « *Nous voulons trouver dans notre propre réunion de quoi nourrir nos espoirs et affermir nos volontés* », pour conclure : « *Le jour va venir où, rejetant les jeux stériles et reformant le cadre mal bâti où s'égare la nation et se disqualifie l'Etat, la masse immense des Français se rassemblera sur la France* » [139]. P. Rizzi relève d'ailleurs que, pendant ce discours, « *dans la foule on entend : 'de Gaulle au pouvoir'* »[140]. Pour Rous s'exprimant au comité directeur du 2 avril, « *L'opinion attend une réaction du Parti socialiste. Nous avons une position nuancée alors que nous devrions jouer le rôle d'animateur dans une campagne engagée contre le pouvoir personnel* ». Le 8 avril, après l'annonce

---

136 Philip Loïc, <u>André Philip</u>, Paris, Beauchêne, 1988, p. 89.
137 Rous Jean. Intervention au CD du 26 avril 1947.
138 Philip Loïc, <u>André Philip</u>, op. cit., p. 89.
139 De Gaulle, <u>Discours et messages</u>, op. cit., p. 41.
140 Rizzi Patrick, <u>De Gaulle au fil des jours</u>, Paris, Mica, 1998, p. 75.

faite à Strasbourg de la création du Rassemblement du peuple français (RPF), Rous pense que : « *La position du Parti doit être ferme. De Gaulle, chef de la Résistance, est devenu chef du nouveau parti* (…) *qui se réfère aux caractéristiques de tous les partis réactionnaires. Face à deux dangers, le danger communiste et le danger gaulliste, il faut être les animateurs dans un bloc contre le péril réactionnaire. L'unité d'action est le moyen de reprendre de l'influence sur les masses ouvrières* (…). *Il faut trouver une formule large de rassemblement révolutionnaire et travailleur sans exclure le PC. Il faut faire appel aux vrais républicains pour défendre la vraie République* »[141].

Le 18 avril, Rous soutient l'initiative de la fédération de Paris du Parti socialiste qui s'est réunie avec une délégation du PC pour étudier la situation et préparer une riposte large. Il trouve fort bien venu que : « *Le PS soit à l'initiative du rassemblement et à l'initiative du comité de défense de la IVe République* »[142]. Le 23 avril il déplore que le PS recule et qu'il détermine son attitude sur celle de de Gaulle, alors que la situation politique et sociale avantage de Gaulle et que le PC, lui, « *mène la bagarre* »[143].

Le 30 avril, la situation sociale et la grève Renault « *annoncée par divers éléments du groupe Abondance, des trotskystes et des anarchistes* »[144] amène Rous à poser l'alternative entre l'ultra gauche, funeste, et l'hostilité aux revendications des travailleurs, catastrophique. Il réitère la position du congrès sur les augmentations de salaire qui représentent « *la garantie pour les travailleurs des villes, des champs et de la fonction publique au moins au minimum vital établi en adaptant périodiquement les taux de salaires aux indices de la production et des prix* »[145] et propose le soutien « *aux revendi-*

---

[141] Rous Jean. Intervention au CD du 8 avril 1947.
[142] Rous Jean. Intervention au CD du 18 avril 1947.
[143] Rous Jean. Intervention au CD du 23 avril 1947.
[144] Ramadier Paul. Intervention au CD du 30 avril 1947, « Histoire du Parti socialiste SFIO », 26ème partie, n° 175 (05/06/1987), p. 5.
[145] Résolution de politique générale adoptée par le 38ème congrès national du PS, « Histoire du Parti socialiste SFIO » n° 172, op. cit., p. 42.

cations de la classe ouvrière »[146]. Le 2 mai, il précise légèrement sa position en disant : « *Le devoir du PS est d'être aux côtés des travailleurs en lutte* »[147] tandis que, alors même que de nombreux travailleurs jugeaient le soutien communiste trop tardif, Guy Mollet annonce au CD que des parlementaires socialistes envisagent un gouvernement dont les communistes auraient été exclus pour leur soutien à la grève.

Le 4 mai, après le vote du groupe communiste contre la politique du gouvernement, le CD se réunit. Dans un premier temps, Rous propose de ne prendre aucune décision en attendant la réunion du conseil national extraordinaire du 6 mai, puis ajoute qu'un contrat lie les membres du gouvernement, et que, puisque le contrat a été rompu, les ministres socialistes ne peuvent rester. Sur proposition de Guy Mollet un vote (12 pour, 9 contre) demande la démission de Ramadier. Cependant la décision est reportée en l'attente de la consultation des parlementaires, lesquels votent majoritairement pour un simple remaniement ministériel au moins jusqu'au conseil national du 6 mai. Un nouveau vote a lieu au CD et seuls Arrès-Lapoque, Boutbien, Brutelle, Charpy, Commin, Dechezelles, Ferrat, Mollet et Rous votent la démission contre 10 voix pour le maintien. Ramadier peut donc remanier le gouvernement et attendre la décision du conseil national du 6 mai. 2529 mandats, contre 2125, repoussent la démission de Ramadier, laissant la porte ouverte à une alliance PS-MRP. La Pensée socialiste de juin note sous la plume d'Yves Dechezelles « *Le conseil national, à une faible majorité, a décidé le maintien du gouvernement Ramadier, dont l'existence repose désormais sur une majorité parlementaire à prédominance bourgeoise* »[148]. La Pensée socialiste appelle par ailleurs à « *la convocation d'un congrès national extraordinaire* »[149], qui n'eut jamais lieu.

---

[146] Résolution sur le rapport moral et la politique générale du Parti en vue du congrès national d'aôut 1946, présentée par G. Mollet, H. Marie, Jean Rous, « Histoire du Parti socialiste SFIO », n° 172, op. cit., p. 39.
[147] Rous Jean. Intervention au CD du 2 mai 1947.
[148] Dechezelles Yves, « Le Parti socialiste à la croisée des chemins », La Pensée socialiste, n° 15, juin 1947, p. 6.
[149] Boutbien Léon, « Les problèmes du Parti : pour une politique socialiste au gouvernement », La Pensée socialiste, n° 15, juin 1947, p. 4 et éditorial : « Mobilisation des militants pour sauver le socialisme », idem.

Cet échec de la gauche disparate sur le point essentiel de l'unité d'action marque un recentrage de la SFIO. A l'approche de la fin du premier mandat de Rous au comité directeur, il va devoir clarifier sa position au sein du Parti en vue du prochain congrès. Le départ de Y. Dechezelles du comité directeur l'isole. Il prend certainement conscience, dès ce moment-là, de la difficulté à rénover la SFIO de l'intérieur. Il continue encore cependant.

A partir de mai, au travers du problème de la jeunesse et d'autres problèmes, J. Rous ne cessera de réclamer un contrôle du Parti sur les militants élus tant à l'Assemblée qu'au gouvernement. Le 21 mai, il se plaindra que les décisions du congrès national ne soient pas appliquées par les ministres. Le même jour, il propose que le PS participe à la conférence de Montrouge pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Le 14 juillet, il regrette que le Parti refuse que le PS manifeste avec le PC (il vote avec L. Boutbien, pour une manifestation unitaire). Par la même occasion, il regrette le discrédit que cette décision de la direction jette sur la fédération de la Seine qui s'était engagée pour la manifestation.

La dernière intervention de Rous de ce premier mandat au comité directeur a trait à la nécessité d'aider à la recréation d'une internationale socialiste qui, malgré les efforts déployés par la SFIO, semble devoir difficilement se mettre en place en raison, en particulier, du refus de certains pays de laisser entrer le SPD (allemand) dans cette internationale. La conférence de Zurich en juin avait cependant estimé « *le moment venu d'envisager la reconstitution de l'Internationale socialiste* »[150].

---

[150] Lefebvre Denis, « La SFIO et la reconstruction de l'Internationale 1944-1951 », Cahier de l'OURS, n° 190 (11/12/1989) : Internationalisme et Internationale socialiste 1889-1989, p. 20.

2. Réflexions théoriques :

A côté de ses interventions au comité directeur, Rous ne perd pas de vue qu'il était intervenu dès le congrès d'août 45 sur la nécessité de renforcer la presse socialiste et de remettre en place une formation pour les militants. On a vu ce qu'il en était pour la presse avec la tentative de Cité-soir, quotidien de masse du Parti socialiste, et avec La Pensée socialiste, organe mensuel de l'opposition au sein du Parti socialiste.

Pour ce qui est de la formation, il y prend toute sa part, en particulier en faisant partager le bilan de ses expériences. Il prononce des conférences ou intervient dans des colloques, des sessions d'étude. Ainsi, le numéro 17 de la revue Les études socialistes, d'août 1947, reproduit la conférence que Jean Rous a donné sur le thème des Fronts populaires. Par ailleurs, fin juillet, a lieu à Meung sur Loire, dans le Loiret, la semaine d'étude du Parti socialiste dont Jean Rous sera un des responsables.

1.La leçon des Fronts populaires :

A la conférence sur les Fronts populaires, Rous, au départ, ne devait parler que de la Révolution espagnole, Léon Blum, quant à lui, intervenant sur le Front populaire français. Mais, à la dernière minute, Léon Blum étant indisponible pour raisons de santé, Rous fut désigné pour prononcer une conférence intitulée : « Les Fronts populaires en Europe ».

Après avoir rappelé le caractère international des Fronts populaires et la théorisation que le Komintern a tenté d'en faire, Rous revient sur l'unité d'action entre socialistes et communistes décidée à la suite de la tentative de coup d'Etat fasciste du 6 février 1934. Rous juge que : « *Il s'agissait d'un front de classe* »[151]. Au contraire, selon lui, le Front populaire « *consista en une tentative pour réaliser une coalition entre les partis qui ne représentent pas la même classe ; en l'espèce, les partis socialiste ou communiste et les*

[151] Etudes socialistes, n° 17-18, août 1947, p. 272.

partis républicains bourgeois du type du parti radical qu'on peut caractériser comme exprimant une politique démocratique et bourgeoise plus spécialement axée sur la classe moyenne ». Pour passer de l'unité d'action, qui, aux yeux du Parti socialiste, avait souvent un aspect sectaire avec des mots d'ordre comme front unique à la base, social-fascisme…, à la tactique de Front populaire, le stalinisme eut besoin d'opérer un tournant diplomatique. C'est ainsi que pour la France, par exemple, lors des entretiens Staline-Laval, le chef d'Etat russe « *invitait indirectement les communistes français à se montrer partisans de la défense nationale et à adopter une tactique de coalition de la démocratie française* » [152]. Du point de vue socialiste, la tentative de rassemblement populaire manifestait certes un souci de défense républicaine mais aussi, d'une certaine façon, la volonté d'occuper le pouvoir et de réaliser certaines expériences dans le cadre du régime capitaliste. Or, Rous dit qu'à la CAP du Parti socialiste en 1935, il avait soutenu l'idée que les réformes de structure devaient être mises en place par un futur gouvernement de Front populaire, reprenant en cela ce que de nombreux militants socialistes ou révolutionnaires prônaient.

Ensuite, Jean Rous décrit la façon dont le mouvement ouvrier vécut juin 36, avec les grèves sur le tas et les diverses luttes. Le patronat mit tout en œuvre pour les faire cesser et exigea le retour au calme tandis que le gouvernement décida de lancer un plan de réformes que l'on appellera plus tard « accords Matignon ». Malgré cette décision, les grèves vont continuer, toujours aussi dures, et on pouvait même se demander : « *Dans quelle voie allait déboucher le mouvement ? Est-ce que sous son impulsion grandissante le gouvernement au pouvoir allait être conduit à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la socialisation de l'industrie et des banques, ce qui n'était certes pas à la demande des radicaux et des communistes dans le programme du Front populaire et ce qui, cependant, paraissait possible ?* »[153]. Le 12 juin, l'Humanité publiait un article de Thorez, reprenant un

---

[152] Idem, p. 273.
[153] Idem, p. 278.

de ses discours, dans lequel il notait : « *Il faut savoir terminer une grève dès l'instant où les revendications essentielles ont été obtenues* ». Les grèves déclinèrent à partir de ce moment-là, malgré la volonté de certains de continuer. Après juin 36, le mouvement, selon Rous, rentre dans une période de reflux et le capitalisme tente de reprendre en détail ce qu'il avait accordé en gros. Le recul de la classe ouvrière fut accompagné aussi par la bourgeoisie qui tenta de lui arracher, en exploitant le danger de guerre, les avantages acquis. D'une certaine façon la montée du fascisme avait été arrêtée par l'unité d'action puis le Front populaire. Pour la bourgeoisie cela avait, en même temps entraîné, une perte de ses profits. Il lui paraissait donc normal d'accepter « *la victoire d'Hitler comme un moindre mal* »[154].

Jean Rous peut ensuite passer à la Révolution espagnole. Bien sûr, il revient sur son voyage de 1936, il ajoute d'ailleurs qu'il s'y était aussi rendu « *en juillet-octobre 1934* ». Le Front populaire espagnol est institué en 35-36. Mais, dans le même temps, Franco prépare un coup d'Etat fasciste. La classe ouvrière est le seul rempart des libertés. C'est elle qui a répliqué au coup d'Etat fasciste avec « *ses méthodes de classe, d'une manière en quelque sorte naturelle, elle fait la révolution ouvrière* »[155]. Rous précise que : « *Cette contre-offensive espagnole au fascisme accompagnée par une révolution de caractère socialiste avec des flux et des reflux a duré trois ans* ». Il présente ensuite les partis de la classe ouvrière puis décrit des réalisations de la révolution socialiste, en Catalogne en particulier mais aussi à Madrid. Il rappelle quelques anecdotes sur la période pendant laquelle il était en Espagne. Pour lui : « *On résiste, et pour résister, pour se défendre, on fait une révolution. On mène de front la guerre antifasciste et la révolution sociale* »[156]. Cette révolution a subi une double pression, en plus de la pression fasciste bien sûr, pression à l'intérieur du camp républicain et pression exté-

---

[154] Idem, p. 280.
[155] Idem, p. 281.
[156] Idem, p. 284.

rieure de la part du capitalisme français, britannique ou américain, mais aussi de la part des Russes.

Rous peut passer ensuite à la leçon des Fronts populaires. Parmi les réalisations efficaces, les nationalisations. Dans le cadre du Front populaire français, ces nationalisations sont bureaucratiques et tactiques et le vieux personnel de direction reste en place ; alors qu'en Catalogne, par exemple, les collectivisations se sont faites dans la liberté. Les ouvriers participent à la gestion de la nouvelle entreprise.

On peut aussi, selon Rous, tirer des leçons plus générales. Les tenants du « Faisons la guerre, on verra après ce que l'on fait » ont gagné contre ceux qui considéraient que la guerre populaire contre le fascisme ne pouvait se mener comme une simple guerre traditionnelle mais devait au contraire utiliser des arguments politiques dans son programme de façon à mobiliser les masses. Mais en même temps que les premiers imposaient leurs vues ils supprimaient la force révolutionnaire, seul moyen de compenser la faiblesse militaire du camp républicain. Pour Rous, il est évident que si la force militaire des Républicains était limitée, il ne fallait surtout pas se priver de l'appui que représentaient pour les masses un programme et des luttes révolutionnaires.

Dans le cadre de la France, la leçon du Front populaire est relativement différente. Une coalition de classes était nécessaire pour résister au fascisme mais cette coalition ne devait pas se borner à renforcer le statu quo de classe. Pour Rous, « *La faillite du Front populaire réside essentiellement dans le fait qu'il a voulu se limiter à des revendications immédiates ; et qu'il n'a pas pu opérer dans l'économie et dans la société des réformes à caractère socialiste et populaire suffisamment profondes pour résoudre le problème de la stabilité de la société dans son ensemble* »[157]. Il ajoute que le programme du comité national de la Résistance a tenté justement de réformer ces structures sociales.

[157] Idem, p. 288.

Une autre leçon du Front populaire est la réapparition du sentiment national au sein de la classe ouvrière. Ce souci national était généralement considéré par les révolutionnaires comme un phénomène réactionnaire alors qu'il était présent à la fois chez Jaurès et chez Lénine, lesquels avaient essayé « *de concilier le patriotisme populaire bien compris avec l'Internationalisme prolétarien* »[158].

Enfin, la dernière leçon pouvant être tirée des Fronts populaires au sens large du terme est une confirmation du marxisme en ce que la loi essentielle de celui-ci est la loi de la lutte des classes. Lorsque la classe ouvrière, moteur de la révolution, perd son esprit de lutte, son esprit de responsabilité, son esprit d'offensive, l'expérience du Front populaire entre dans la voie du déclin, comme cela s'est passé en France. Le « recul » constaté aujourd'hui est dû au fait que le moteur de la révolution, le moteur du progrès, des réformes sociales et économiques, la classe ouvrière, se trouve démoralisée, divisée. Son esprit révolutionnaire s'est atténué. Ainsi comme pendant le Front populaire en France ou en Espagne, l'affaiblissement de la classe ouvrière, sa division, sa démoralisation sont les éléments essentiels de la défaite.

2. La semaine d'étude du Parti socialiste :

Le bulletin intérieur de mars 1947 annonce la tenue de la semaine d'étude du Parti socialiste du 20 au 27 juillet 1947 et propose un plan de travail précis, composé d'une introduction de Guy Mollet le 20 juillet au matin puis lundi après-midi, mardi et mercredi toute la journée et jeudi matin, réunion des sous-commissions. Ensuite, jeudi après-midi promenade et excursion. Vendredi, toute la journée, discussions de la première sous-commission, samedi deuxième sous-commission, dimanche troisième sous-commission. Trois thèmes accompagnés d'un questionnaire prolongent cette

[158] Idem, p. 289.

présentation. Le thème n° 1 est intitulé « Le matérialisme historique, humanisme et liberté » ; le deuxième sujet a pour titre « Les caractéristiques actuelles de la structure économique et de la politique socialiste dans le monde » ; enfin le troisième sujet aborde le problème de « La reconstruction de l'Internationale socialiste et la politique socialiste à l'égard des problèmes de la paix ».

Pour sa part Jean Rous ne répond qu'aux questionnaires des premier et second sujets.

Sur le premier, il rédige un court texte intitulé : « Un socialisme fidèle à ses traditions et modernisé dans ses méthodes ». Pour lui, il n'y a pas de dissociation possible entre la conception matérialiste de l'histoire et la conception matérialiste dialectique de la vie. Il ajoute : « *Le socialisme humaniste, en essayant de réhabiliter l'idée, exprime, en réalité, cette tendance à la dissociation. Ou bien sa tentative est vaine, ou bien elle est dangereuse* ». Vaine puisque Marx a toujours exprimé le souci de saisir le réel dans sa totalité ; dangereuse dans la mesure où elle marque d'une certaine façon une fuite du réel, ainsi ceux que l'on appelle les humanistes reflètent généralement les travers de l'idéalisme petit bourgeois : « *négation ou sous-estimation de la lutte des classes, pacifisme social, exagération de l'action purement légale et parlementaire, souci du juste milieu, etc* ». La tentative jauressienne de faire une synthèse entre marxisme et idéalisme n'est pas « *la partie la plus heureuse de son œuvre* », selon Rous. Il est cependant nécessaire de se poser alors la question de savoir quel est le rôle de l'homme dans l'Histoire. Est-ce que le facteur humain doit être négligé ? Bien sûr que non, selon Rous, puisque : *« Pour que la Révolution socialiste s'accomplisse, il faut que soient remplies un certain nombre de conditions objectives d'ordre économique et social : déclin du vieux système, etc. Mais il ne suffit pas que ces conditions soient remplies pour que la révolution réussisse. Le facteur humain, qui se présente sous la forme d'une élite d'hommes*

(partis, groupes), est ici 'l'accoucheur' indispensable »[159]. Quel est donc le facteur dominant, facteur humain ou facteur matériel ? Seul un concours harmonieux entre ces deux facteurs peut permettre une révolution socialiste. Rous peut ainsi relier les deux et relever que :« *Tout comme le matérialisme dialectique fait sa place à l'idée, le matérialisme historique fait sa place à l'homme* ».

A la question de la déformation du marxisme par le stalinisme, Rous répond que la liberté est dans le marxisme ; il en veut pour preuve l'émergence au sein des partis marxistes de gens comme Lénine, Zinoviev, Trotsky, Rakovsky, « *et Staline lui-même* », ajoute-t-il, sans lesquels le bolchevisme n'aurait pas été capable de diriger la révolution russe. Cette liberté critique a donc été nécessaire mais il a fallu même à celle-ci une discipline dans l'action et une structure d'organisation que le bolchevisme avait bien compris pour la période dans laquelle il s'était exprimé. Le parti de la révolution doit être aussi un parti de liberté, tant dans la période révolutionnaire que dans les périodes pré ou post révolutionnaires. C'est l'évolution stalinienne qui a tué cette liberté.

Le marxisme enseigne que la démocratie, même la démocratie bourgeoise qui comporte un certain nombre de libertés relatives, est un progrès par rapport à un régime de dictature. Il faut donc être capable d'utiliser ces libertés comme autant de places fortes pour préparer la révolution. Tout en regrettant l'absence de fermeté des Communards de même que leur absence d'organisation, Marx saluait la « démocratie sociale » que manifestait la Commune de Paris. « *Le parti unique d'Etat*, pour Rous, *n'est pas une illustration du marxisme, mais une déviation* ». Quant à la liberté des adversaires, il est tout à fait inintéressant de s'en préoccuper, puisque la liberté de l'ennemi est de vous détruire ; mais en même temps, il est souhaitable de montrer que la révolution peut donner l'exemple d'une vraie démocratie et

---

[159] Proposition d'intervention de Jean Rous à la semaine de Meung-sur-Loire, La Revue socialiste, n° spécial, Préparation à la semaine d'étude du parti, juillet 1947.

donc qu'elle sait respecter, dans la mesure du possible, les valeurs humaines. Il n'y a donc de réelle liberté que par elle.

Le second thème sur lequel Rous répond est celui du capitalisme d'Etat. Il y reprend l'essentiel de sa réflexion développée dans « Des nationalisations au socialisme ». Il note : « *Enfin, la dernière thèse, qui a d'ailleurs nos préférences, est celle du Capitalisme d'Etat. En l'absence de la révolution prolétarienne internationale, qui devait être son successeur* [le successeur de la révolution bolchevique]*, le capitalisme financier, incapable de se survivre sous sa forme ancienne, a pris un cours nouveau. Il s'est étatisé ; il a revêtu de nouvelles formes* »[160].

Avec cette thèse, Rous s'oppose à la théorie de James Burnham dont l'ouvrage, L'ère des organisateurs, vient d'être publié en France chez Calmann-Lévy. au moment où il écrit cette réponse. Burnham, selon Rous, considère que la révolution directoriale n'est pas une étape, mais plutôt une époque, un nouveau système, ni capitaliste ni socialiste, une forme de révolution nouvelle inédite et imprévue, caractérisée par la domination des technocrates. Rous reprend son idée de deux capitalismes d'Etat, le capitalisme d'Etat totalitaire, dans lequel les libertés démocratiques sont totalement détruites, c'est le type fasciste, et, dans l'autre cas, le capitalisme d'Etat démocratique qui a la même essence économique et sociale mais permet aux organisations ouvrières de s'opposer aux privilèges en usant de libertés démocratiques relatives. Cette forme de capitalisme « relativement » démocratique peut permettre à la classe ouvrière de pénétrer d'une certaine façon cette forme d'économie. Pour autant, l'Etat n'a pas changé de nature ; le régime est resté capitaliste, ce qui signifie que, pour la classe ouvrière, il s'agit certes d'un progrès économique (Marx d'ailleurs et Engels appelaient à pousser aux nationalisations) ; mais, dans un même temps, la classe ouvrière n'a aucune illusion à se faire : si elle pénètre ainsi l'Etat bourgeois elle n'y devient pas dominante pour autant. Il s'agit simplement d'un apprentis-

[160] Idem, p. 173.

sage économique et politique utile. Le risque existe que certains ouvriers, que le parti ouvrier n'arrive pas à contrôler, deviennent des bourgeois, au même sens que certains bourgeois étaient devenus des gentilshommes à l'époque de la féodalité. 1789 avait alors parachevé, par l'insurrection bourgeoise, l'évolution antérieure et éliminé les fondements féodaux. De la même façon, il faudrait un 1789 ouvrier pour balayer les fondements de la domination bourgeoise et capitaliste. Du coup, la participation ouvrière à l'exercice du pouvoir dans le cadre du capitalisme d'Etat est tout à fait possible, à condition que les ouvriers qui participent ne soient que des mandataires précis de la classe ouvrière et qu'ils n'aient aucun rôle autonome. Deuxièmement, une participation ouvrière est aussi possible dans la mesure où le monde du travail est véritablement associé à la gestion et au contrôle de ces entreprises nationales. De la même façon, la participation économique dans le cadre de comités de gestion ou autres exige une participation politique de plus en plus forte de la part de la classe ouvrière et de ses partis. Rous définit cela comme « *un programme de réformisme conséquent* » et ajoute : « *Mais pour que ce réformisme s'accompagne de réformes, il ne faut jamais oublier que ces dernières ne sont, en définitive, que le sous produit de la tension vers la fin révolutionnaire, c'est à dire de l'action de classe la plus consciente* ». Il conclut son court texte par : « *C'est bien pourquoi, en définitive, au bout de cette étape, la révolution socialiste, se traduisant par la prise du pouvoir par la classe ouvrière, à l'échelle continentale, puis internationale, demeure la seule issue, pour sauver la civilisation et la paix, et créer un ordre nouveau de liberté et de justice* ».

Pour tirer un bilan global de cette semaine, Rous précise, à propos de la première commission que, au travers d'une réflexion philosophique, « *nous avons voulu aussi étudier la société dans son étape actuelle* »[161]. La seconde commission a fait « *un effort pour situer la perspective sociale et économique dans l'évolution de l'après-guerre. Il était préférable de com-*

[161] La Pensée socialiste, n° 16, juillet-août-septembre 1947, p. 23.

mencer par les questions de principes »[162]. La commission sur l'Internationale amène Rous à relever qu'il serait « *absurde de supposer un seul instant que le Socialisme s'implantera, sans tenir compte, dans son organisation et dans sa tactique, des nécessaires autonomies des nations et des peuples qu'il reconnaît sur le plan politique* »[163].

Dans le bilan, dans l'ensemble positif, de cette semaine d'étude, Rous relève le fait que les contributions seront transmises tant au Parti socialiste français qu'à tous les Partis socialistes des autres pays, qu'il ne s'agit absolument pas de décisions mais de contributions, mais qu'elles peuvent permettre de « *féconder l'action et la politique socialiste* ». Rous relève enfin comme point positif que de nombreux camarades étrangers étaient présents à cette semaine d'étude.

5. Vers la rupture avec Guy Mollet :

1. Le 2ème mandat : août 1947-juillet 1948 :

Jean Rous lui-même écrira dans ses Carnets : « *Le congrès de Lyon marque le début de la trahison de Mollet qui penche de plus en plus vers Ramadier* »[164].

C'est après plusieurs mois de « bagarres » à l'intérieur du comité directeur et de multiples interventions (dans la presse, à la semaine de Meung-sur-Loire) que Rous aborde le congrès national de la SFIO à Lyon, des 14 au 17 août 1947. Il y soutient la motion Guy Mollet, qui arrive en tête avec 2423 mandats. Son ami Dechezelles et la motion de Lyon ne reçoivent que 274 mandats et sont totalement isolés dans le parti. Une motion Mayer obtient 2002 mandats.

---

162 Idem, p. 26.
163 Idem.
164 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 20, Carnets, 25/12/1958.

Rous a participé probablement à la rédaction de la motion majoritaire puisqu'on retrouve dans les archives du CERMTRI un texte intitulé « Pour un véritable redressement du Parti » dont le plan en quatre parties est intégralement repris dans la motion Mollet. On note cependant quelques modifications dans la motion finale atténuant certaines critiques présentes dans le document du CERMTRI. Si Rous est à l'origine du texte préalable, on peut penser que son soutien à la motion définitive est lié à la qualité des signataires de la motion Mollet puisque l'on trouve un fort courant gauche parmi eux. On relève ainsi les noms de Arrès-Lapoque, Badiou, Boutbien, Ferrat, Lamine Gueye, Moreau, Pivert, Rimbert, Vaillant.

Rous est élu au comité directeur et nommé par celui-ci délégué à la commission de l'Union française, avec Lamine Gueye. Il faut noter que tous les délégués aux postes de responsabilité ou aux commissions sont élus à l'unanimité, à l'exception de Léon Boutbien (18 pour, 10 contre), Jean Rous (15 pour, 7 contre) et Marceau Pivert (14 pour, 9 contre). On peut ajouter aussi qu'au sein de la gauche la simple unanimité du groupe ne se fait pas sur ces trois noms puisque la motion Mollet a 21 membres au comité directeur, contre 10 à la motion Mayer. Pour sa part, Jean Rous soutient Pivert comme délégué titulaire pour l'Internationale socialiste, tandis qu'une majorité de membres du CD ne le verrait que suppléant.

D'août 1947 à la fin de l'année, Rous prendra toute sa part dans les discussions du CD, lesquelles, au fil de l'actualité tant nationale qu'internationale, vont lui offrir de multiples occasions d'exposer ses positions sur des points qu'il connaît bien et qu'il juge essentiels. La teneur de ces interventions manifeste une opposition de plus en plus grande à l'orientation du gouvernement.

Au comité directeur du 3 septembre 1947, l'objet de la discussion offre une nouvelle fois à Rous l'occasion de reprendre un thème qui lui tient à coeur. En effet, le CD s'ouvre sur l'inquiétude que fait naître la scission syn-

dicale qu'on pressent imminente. Rous pense qu'il faut que la tendance Force ouvrière continue la bataille au sein de la CGT ; il soutient l'unité syndicale.

En fait, durant l'été 1947, la situation s'était clarifiée au travers d'une division de plus en plus nette au sein de la CGT entre les partisans du plan Marshall, *« base positive à la reconstruction d'une Europe unie, à la condition qu'il n'attente pas à la souveraineté nationale des différents pays européens en plaçant leur économie sous l'hégémonie de l'Amérique* »[165], et les majoritaires de la CGT, les unitaires, qui rejettent ce plan, entre autre parce qu'il représente un des « *aspects multiformes, notamment économiques et politiques, de l'expansionnisme américain* »[166]. Or, face aux grèves qui se développent, non pas parce que, selon A. Lacroix-Riz, « *un chef d'orchestre clandestin* »[167] coordonne le mouvement , mais parce que le mécontentement est fort face au rationnement du pain, à l'augmentation du prix des pommes de terre et à la fermeture une partie de la semaine des boucheries et des charcuteries, la CGT et son opposition Force Ouvrière sont inquiètes mais, pour autant, ne s'allient pas. Au contraire, la CGT considère que le RPF et FO s'allient pour mener des actions « provocatrices » tandis que FO nie l'intérêt de manifestations classiques et « *approuve au contraire une action directe, née du 'courroux populaire' sur les marchés qui incline fort au 'débordement' des organisations syndicales* »[168].

On voit que les positions au sein de la centrale syndicale s'éloignent jusqu'à un point de rupture.

Lors du même comité directeur, Rous peut revenir sur sa critique de l'attitude du parti par rapport à ses parlementaires. Il demande une plus grande fermeté du PS vis-à-vis des radicaux et du MRP, en application des

---

165 Jouhaux Léon, « Discours du 24 juillet 1947 », cité dans 19 décembre 1947 : Force Ouvrière, Lefebvre Denis dir., Paris, Bruno Leprince éd., 1997, p. 114.
166 Lacroix-Riz A., La CGT de la Libération à la scission, 1944-1947, Paris, éd. Sociales, 1983, p. 318.
167 Idem, p. 303.
168 Idem, p. 305. D'après FO du 11/09/1947, p. 1.

décisions du congrès, même si cela doit déclencher une crise. Roger Quilliot rappelle que le président du Conseil, Ramadier, souhaitait se retirer mais que Vincent Auriol, président de la République, et le groupe parlementaire socialiste l'en ont dissuadé. Au comité directeur, Guy Mollet et André Philip s'accordèrent pour critiquer Ramadier, Philip menaçant même de démissionner du gouvernement. Daniel Mayer pour sa part défendit les résultats du gouvernement. Le comité directeur était prêt à déclencher rapidement une crise mais, le groupe parlementaire choisissant la confiance, Guy Mollet s'inclina.

Revenant à la charge le 6 septembre, Rous, soutenu par Pivert, s'insurge contre les parlementaires et demande la réunion d'un congrès extraordinaire dans un souci d'unité socialiste contre le gouvernement. Il ajoute que sa section, la 14ème, a voté une demande d'exclusion de Ramadier.

Lors du comité directeur du 24 septembre, il intervient aussi sur l'exécution du dirigeant bulgare Nicolas Petkov, opposant aux communistes comme il l'avait été aux fascistes.

Retour à la vie politique française au comité directeur du 22 octobre 1947, lequel va discuter de la décision de Ramadier de modifier le gouvernement en éliminant en particulier Tanguy-Prigent et André Philip, représentants de l'aile critique dans la SFIO. La discussion fut tendue, comme le note R. Quilliot qui écrit : « *Rimbert, Rous et Pivert s'indignent, Courtois demande 'Ramadier appliquera-t-il la décision du comité directeur ?'* »[169]. Cette élimination de Tanguy-Prigent du gouvernement a un autre effet : il entraîne un changement dans la situation professionnelle de Rous qui avait été jusqu'alors accueilli dans le cabinet du ministre de l'agriculture. Le 23 octobre 1947, il va donc être mis à la disposition du ministre de l'intérieur et rémunéré par la préfecture de la Seine. Le 29 octobre, la préfecture de la Seine informe le ministère de l'intérieur que la demande de détachement de Jean

[169] Quilliot Roger, La SFIO et l'exercice du pouvoir, 1944-1958, Paris, Fayard, 1972, p. 250.

Rous avec salaire payé par la préfecture apparaît comme impossible et propose à la place une mise à disposition au cabinet d'Edouard Depreux[170].

Les réunions du comité directeur de l'automne 47 voient émerger en leur sein un noyau « gauche » composé entre autres de Boutbien, Rimbert, Rous, Pivert, de plus en plus critique tant avec les militants socialistes du gouvernement qu'avec la direction du parti. Leurs itinéraires vont diverger. Le RDR servira en partie de catalyseur à leurs évolutions respectives.

2. La Troisième Force :

Ce même 22 octobre, les débats du CD vont amener à discussion un thème très présent dans la pensée de Rous, celui de la Troisième Force. Il est probablement à ce moment là en train de préparer un pamphlet sur ce sujet que publiera La Pensée socialiste le mois suivant.

Pour lui, cette Troisième Force doit se mettre en place en fonction de la classe ouvrière. Il faut donc trouver une politique « *telle qu'elle différencie les communistes et permet de rester en contact avec la classe ouvrière. La troisième force c'est marcher séparément et frapper ensemble* ». Gilles Morin précise que : « *La vulgate retient la notion d'une coalition gouvernementale, les historiens, généralement, une notion plus large, de majorité parlementaire, de blocs disparates* »[171]. Toujours selon G. Morin, « *Le comité directeur de la SFIO envisage pour la première fois cette alliance, le 22 octobre 1947, et décide de contacter le MRP et le Rassemblement des Gauches Républicaines* ».

Comme on le voit, l'intervention de Rous au comité directeur est contradictoire avec ce que veut faire le Parti socialiste de cette alliance. En effet,

---

170 Préfecture de la Seine, série C 317, dossier Jean Rous, lettre du 29/10/1947.
171 Morin G., « Guy Mollet, la SFIO et la Troisième Force, octobre 1947-juillet 1948, une expérience peu connue, le bureau exécutif de la Troisième Force », « Histoire du Parti socialiste SFIO », 26ème partie, Cahier et revue de l'OURS, n° 175, mai-juin 1987, p. 29.

l'exclusion du Parti communiste oriente la Troisième Force vers le centre et non vers la classe ouvrière comme le souhaite Rous.

Les résultats des élections municipales des 19 et 26 octobre 1947 amènent Rous à intervenir à nouveau sur cette Troisième Force. Le Parti communiste représente 25% de l'électorat. Le grand vainqueur est le nouveau né Rassemblement du Peuple Français du général de Gaulle, qui obtient 35% des voix, auxquelles on peut ajouter des alliances avec le Rassemblement des gauches républicaines et d'autres divers droites. Mais, pour Rous, au comité directeur du 27 octobre, le grand problème, c'est que certains des militants du Parti socialiste ont été élus grâce au RPF. Or, la Troisième Force se voulait ni PC ni RPF. La SFIO n'apparaît pas comme un centre de ralliement pour ceux qui rejetaient ces deux partis.

D'une certaine façon, l'analyse que fait Rous rejoint celle des services de l'ambassade des Etats-Unis ayant réfléchi aux « *résultats des élections municipales d'octobre 47 touchant le Parti communiste* ». L'ambassadeur, qui commente les résultats, précise qu'on peut parler d'une « *sérieuse défaite communiste* ». Il ajoute que c'est un tournant de l'histoire politique française. Puis il analyse les résultats du Parti socialiste. Il note alors deux cas de figure. Dans le premier, rupture socialo-communiste, le Parti socialiste s'est maintenu. C'est le cas dans le Nord, le Pas de Calais ou Limoges. Dans le second, « *les socialistes se renvoyaient la balle avec les communistes* ». Le Parti socialiste est alors en perte de vitesse. C'est le cas à Toulouse, avec « *Vincent Badiou* » (sic), Paris, ou Lyon « *où le groupe socialiste gauchiste d'André Ferrat et de Jean Rous a été balayé par la vague gaulliste* »[172].

---

[172] « Note de l'ambassadeur Caffery à l'honorable ministre des affaires étrangères, Washington DC », du 12/11/1947, cité par Krop P., Les secrets de l'espionnage français, Paris, Payot, 1995, p. 536. En parlant, à propos des résultats électoraux de Lyon, de « *groupe socialiste gauchiste d'André Ferrat et Jean Rous* », l'ambassadeur montre qu'il avait bien compris la teneur de la motion oppositionnelle du congrès SFIO précédent, laquelle émanait effectivement de Lyon ; par contre, il montre aussi que ses services ne sont pas au fait de l'actualité puisque Rous n'est plus lyonnais depuis longtemps... à moins que Rous, en sous-main, n'ait influencé cette motion. Cependant, Ferrat et lui signent la motion Mollet.

Cependant les conclusions de Rous et de l'ambassadeur sont contradictoires puisque l'ambassadeur semble se réjouir du tournant vers le centre-droit de la SFIO, tandis que pour Rous le maintien d'une position autonome du Parti socialiste, ni PC, ni RPF, sur la base d'une analyse de classe authentiquement ouvrière, est le seul moyen de résister de façon claire au néo-gaullisme et au stalinisme.

C'est dans la brochure intitulée « Troisième Force » que Rous va approfondir l'analyse de la situation et préciser ce qu'il entend par cette expression[173].

Dans un premier temps, il définit ce que sont pour lui les forces en présence. Le « néo-fascisme gaulliste », comme leur adversaire principal, le Parti communiste, se définit comme la véritable Troisième Force. Les gaullistes connaissent d'importants succès en raison des erreurs tactiques des partis ouvriers en 1945, en particulier dans leur alliance avec de Gaulle. Des illusions traînent dans la classe ouvrière sur ce dernier. Le néo-gaullisme est une réaction anticommuniste, surtout face à l'épuration à l'Est, mais aussi, une variété française du totalitarisme, surtout parce qu'il exclut les « séparatistes » (communistes d'abord, puis socialistes), en fait, tout ce qui ne rentre pas dans le moule gaulliste. Rous s'interroge aussi sur le poids du gaullisme dans la répression à Saïgon ou à Tananarive. Pour ce qui est du contenu économique, il rappelle l'analyse classique du fascisme qui ne veut ni effrayer la libre entreprise ni se séparer du monde du travail, ce que revendique aussi le RPF.

Son opposé, le PC, ne doit pas être jugé comme il le souhaite sur 1917 mais sur 1947 où il prend une forme particulière du totalitarisme, le totalitarisme ouvrier, en ce qu'il veut anéantir toute opposition, qu'elle soit réactionnaire ou marxiste dissidente. On doit donc opposer stalinisme et marxisme. Ni Trotsky ni Lénine ne souhaitaient créer un nouveau type de militant qui accepte « *la vérité révélée d'en haut* (…). *Il n'en reste pas moins que le capitalisme est*

[173] Rous Jean, Troisième Force ?, Paris, éd. de la Pensée socialiste, 1947, 61 p.

aboli en Russie et que pour revenir à l'Etat révolutionnaire, il n'est pas nécessaire de faire une révolution de 1917 »[174]. Pour Rous, l'anticommunisme réactionnaire est en fait le meilleur agent du stalinisme. Les rapports avec la Russie sont déterminants pour le Parti communiste ; ainsi dans l'immédiat après-guerre l'accord entre les trois grands auxquels la France s'était ajoutée avait amené le Parti communiste à museler nombre de luttes ouvrières. Pour Rous, en 1947, une nouvelle période s'ouvre dont l'initiative est américaine. L'expansionnisme russe n'est en fait qu'une défense. Pour les communistes, cette nouvelle période amène un reclassement qu'ils qualifient de « gauche/droite », c'est à dire pro-Etats-Unis, anti-Etats-Unis. Dans ce cadre, les socialistes deviennent, pour le Parti communiste, les alliés des Etats-Unis, tandis qu'une partie du grand capital, opposé à l'expansionnisme économique américain, devient anti-américain et se retrouve donc dans le camp progressiste. Il s'agit d'une tactique de clan et non d'une tactique de classe.

Rous analyse ensuite le rôle du Mouvement Républicain Populaire. Ses membres sont réactionnaires en pratique, révolutionnaires en verbe, ou plutôt, ils l'ont été par intermittence depuis 1945. Beaucoup de ses militants vont le quitter pour rejoindre le mouvement gaulliste. Il peut donc devenir un parti démocrate et travailliste chrétien. Le Parti socialiste peut donc envisager un travail avec lui, avec des accords circonstanciels et limités dans le temps. La tactique socialiste vis-à-vis du MRP est de l'avertir du danger d'infiltration gaulliste et de l'inciter à constituer un front républicain sans confusion et sur des objectifs précis.

Les radicaux ne sont en fait qu'un parti réactionnaire.

Enfin, le Parti socialiste continue d'être un parti ou une force révolutionnaire « *pour aider au renversement du capitalisme qui a fait son temps* »[175]. Cependant, pour qu'il soit cette force révolutionnaire, il faut le redresser ; d'un point de vue national, car il ne doit subir aucune influence étrangère, sur ses conceptions internationales, en combattant le chauvinisme

[174] Idem, p. 24.
[175] Idem, p. 37.

et le nationalisme et en luttant pour l'organisation fédérative des peuples et, enfin, sur le mode démocratique, par opposition au totalitarisme, c'est à dire en sauvegardant les libertés de toutes les tendances progressistes dans la révolution. « *Or, jusqu'à ce jour, le drame du socialisme apparaît comme une suite de péripéties extrêmement émouvantes, mais qui n'ont pas encore eu leur dénouement. Les forces de vie se sont avérées assez puissantes pour éviter la déliquescence totale mais non encore suffisamment fermes et sûres d'elles-mêmes pour achever la rénovation* », écrit Rous[176]. Précisant ces péripéties, Jean Rous conclut à une dualité politique dans le parti : « *D'un côté, on réservera les phrases aux militants, de l'autre, les parlementaires et les ministres eurent le monopole des actes* ». Le Parti socialiste peut apparaître soit comme le parti de la bonne volonté impuissante soit comme le parti du double jeu, allié de la réaction. Dans la nouvelle situation, créée par l'émergence du gaullisme et le tournant communiste, le Parti socialiste n'a d'autre solution que de pratiquer un « réformisme conséquent » pour ne pas abandonner la classe ouvrière à elle-même et de retourner à l'opposition au gouvernement pour éviter la politique du pire. Dans la période précédente, c'était le Parti communiste qui déterminait la politique du Parti socialiste, maintenant, cela risque d'être le MRP et les radicaux. Il faut donc revenir au programme et aux méthodes d'un parti qui se veut véritablement ouvrier, c'est à dire : fuir les complicités avec une politique équivoque, « *aussi bien dans le secteur ouvrier que dans celui de l'Union française, c'est un renversement catégorique de la vapeur qui s'impose, non seulement dans les paroles des congrès mais dans les actes* »[177].

Jean Rous peut alors en venir à ce qu'il entend par « Troisième Force ». Toutes les tentatives faites depuis des siècles ont été des échecs. La tactique d'unité d'action ouvrière et démocratique, qui pouvait apparaître comme juste, n'a pourtant pas réussi tant en Allemagne, en Espagne ou en France avant guerre contre le fascisme, qu'en Grèce ou en France dans

[176] Idem, p. 38.
[177] Idem, p. 43.

l'immédiat après guerre. La Troisième Force doit s'appuyer sur la classe ouvrière (force progressive d'aujourd'hui), un programme de révolution socialiste et une tactique séparant ennemi principal et ennemi secondaire.

La base sociale du MRP, des radicaux et des socialistes n'est composée que d'une très faible partie de la classe ouvrière. La Troisième Force risque alors de devenir un pôle conciliateur entre les différents camps. L'alternative sera alors pour elle de s'opposer au gaullisme, ce qui entraînerait une fuite vers celui-ci de la petite bourgeoisie ; si elle s'oppose aux communistes, aux grèves, elle précipitera les travailleurs dans les bras du Parti communiste. Il faut donc orienter la Troisième Force vers les masses ; or, aujourd'hui, « *on veut faire un travaillisme sans travailleurs* »[178]. Le retour à la classe ouvrière exige soutien aux grèves, unité syndicale dans les entreprises, contrat politique entre les socialistes et les travailleurs. Le programme doit s'appuyer sur les nationalisations avec association de la classe ouvrière à la gestion. Du point de vue tactique, il faut savoir quel est le danger le plus proche : le néo-gaullisme menace la démocratie, met en péril les nationalisations et les libertés ouvrières ; c'est une force rétrograde ; tandis que le communisme, qui est une dégradation du marxisme et constitue un certain recul pour la classe ouvrière, ne s'attaque cependant pas à celle-ci, sur laquelle la Troisième Force doit s'appuyer. L'ennemi principal est donc le néo-gaullisme. Jean Rous cite alors son vieil ami Bracke qui lui disait dans une réunion de la 14ème section : « *Il faut savoir prendre de l'eau dans l'inondation stalinienne pour éteindre l'incendie fasciste néo-gaulliste* ». Si le camp socialiste est suffisamment dynamique, le camp ouvrier et progressiste ne peut qu'y gagner. Pour cela, il faut que les socialistes refusent les responsabilités gouvernementales, même si, éventuellement, un soutien conditionnel peut être apporté. Parallèlement, il faut renforcer le travail de rassemblement dans les usines, travail syndical, travail pour la paix, la justice et la liberté. Enfin, il faut refuser le statu quo sur la IVème République et pousser

[178] Idem, p. 53.

plus loin la constitution qui est trop timorée. En repartant des aspirations quotidiennes des travailleurs, on défend la République, on la consolide.

Toutes ces réflexions de Jean Rous s'appliquent aussi à l'Union française ; en particulier, en accordant les libertés démocratiques, en imposant la justice, en faisant la paix, en respectant les volontés d'indépendance, on peut « *construire avec ces peuples les nouvelles structures fédéralistes* »[179].

C'est ainsi que Jean Rous conçoit la Troisième Force, en opposition évidente à celle que prétend construire le parti auquel il appartient.

Le 29 octobre, Jean Rous réaffirme son absence de confiance en Ramadier qui tente de construire un nouveau gouvernement de type « Troisième Force ».

Le 12 novembre 1947, au comité directeur, Jean Rous complète ce qu'il écrivait dans sa brochure sur la Troisième Force en précisant que si l'on veut faire le front unique avec le Parti communiste, cela ne doit pas être pour dénoncer celui-ci. Le 18 novembre, il se demande quelle Troisième Force le Parti socialiste veut créer et ajoute « *depuis plusieurs mois, j'envisageais une évolution de la Troisième Force avec un soutien possible du Parti communiste* ».

3. La création du RDR :

1. Le premier appel :

Cette élaboration théorique va déboucher sur une tentative de mise en place. d'une véritable Troisième Force, telle que l'entend Rous. En effet, le même mois, il lance avec Léon Boutbien, dans le numéro 18 de La Pensée socialiste, un appel au « rassemblement démocratique et révolutionnaire ».

[179] Idem, p. 60.

L. Boutbien nous a dit que le titre était un peu le fruit du hasard. Un soir, rue Réaumur, dans un café près de Franc-Tireur, : « *On a mis rassemblement pour sortir un peu de la gangue des partis, on a mis révolutionnaire parce qu'on avait de la révolution une idée un peu métaphysique, au fond, beaucoup plus que réaliste* »[180].

Une nouvelle crise ministérielle se déroule en novembre, qui aboutira au gouvernement Robert Schuman, avec cinq socialistes et l'UDSR François Mitterrand.

Jean Rous, au comité directeur du 26 novembre 1947, pense que c'est l'occasion de « décrocher » ; pour lui, les socialistes ne doivent pas participer au gouvernement. « *La Troisième Force*, ajoute-t-il, *ne doit pas être un équilibre centriste* ». Gilles Morin cite Guy Mollet qui déclare au comité directeur : « *Il nous reste maintenant à tout mettre en œuvre pour créer la Troisième Force. Je reste convaincu que si nous savons le faire, les représentants de la Troisième Force demanderont à Léon Blum d'en prendre la tête* »[181]. Notons que cette Troisième Force apparaît de plus en plus comme une manipulation d'appareil, sans projet véritable.

Au comité directeur du 3 décembre 1947, Rous s'inquiète de la loi sur le travail, limitant, selon lui, la liberté du travail. Face à cette loi, dite « de défense de la République et de la liberté du travail », adoptée par l'Assemblée nationale, un certain nombre de militants pensent comme lui mais vont plus loin, puisque le 5 décembre Franc-Tireur publie un manifeste contre la loi scélérate, signé par J. M. Hermann, M. Fourrier, A. Marty-Capgras, E. Bloncourt, P. Stibbe, C. Estier, etc, tous militants de la nouvelle « Bataille socialiste », tendance de la SFIO ressuscitée en juillet 1947. La Bataille socialiste publie de son côté un manifeste signé par les mêmes, dénonçant le vote du groupe parlementaire SFIO et le comité directeur, coupable de manque d'énergie.

---

[180] Léon Boutbien, entretien du 10/11/1993.
[181] Morin G., Guy Mollet, la SFIO et la Troisième Force, op. cit., p. 30.

Au même comité directeur, Jean Rous se dit pessimiste sur l'évolution de la CGT et pense que la scission est proche

Une note des Renseignements généraux précise, le 6 décembre 1947, que Jean Rous est membre du comité directeur de la SFIO, tendance Guy Mollet, depuis septembre 1946[182].

Selon Roger Quilliot, « *Le 10 décembre, il n'est plus que Rous et Rimbert pour condamner la participation ministérielle* »[183], mais aussi, peut-on ajouter, à s'opposer à des sanctions contre les militants de la « Bataille socialiste », menacés pour leur pétition, considérée comme s'opposant au parti. De façon cohérente, Rous et Rimbert ne parviennent toujours pas à concevoir que l'on puisse laisser le gouvernement et les ministres socialistes pratiquer une politique anti-ouvrière et colonialiste en opposition totale avec les motions des congrès de Paris et de Lyon et en même temps condamner ceux qui, au sein du parti, soutiennent les décisions de ces mêmes congrès.

Les 16 et 17 décembre a lieu un conseil national de la SFIO qui discute de l'appel Boutbien-Rous, publié dans le numéro 18 de La Pensée socialiste et intitulé « A l'entreprise néo-boulangiste, il faut opposer un Rassemblement Démocratique et Révolutionnaire »[184]. Ce texte a un double objectif : barrer la route au néo-gaullisme et reconquérir la classe ouvrière. Le Parti socialiste lui-même a sa part dans la non application des décisions du congrès, puisqu'il a été incapable de les imposer au groupe parlementaire ; il est donc urgent de le redresser. Or, le Parti socialiste apparaît comme à l'avant-garde d'une coalition anticommuniste. Une fois encore, que doit être la Troisième Force ?, se demandent les auteurs. « *L'idée est née du souci du monde démocratique et socialiste de témoigner que les travailleurs et les démocrates de ce pays ne sauraient accepter ni l'issue réactionnaire du néo-boulangisme gaulliste, ni l'issue bureaucratique du néo-blanquisme stalinien.*

[182] Préfecture de Police, dossier Rous Jean, dit Jean Rous, n° 49376, dossier n° 1.
[183] Quilliot R., La SFIO et l'exercice du pouvoir, op. cit., p. 280.
[184] Boutbien L., Rous J., « A l'entreprise néo-boulangiste, il faut opposer le rassemblement démocratique et révolutionnaire », La Pensée socialiste, n° 18, novembre 1947, p. 1 à 3. Notons que la date prévue du conseil national devait être le 14 décembre puisque le texte commence par « *A l'occasion du conseil national du 14 décembre…* ».

Sur le plan international, la même préoccupation signifie le refus de prendre une part quelconque à la guerre entre les blocs américain et russe ; elle signifie la volonté de paix et de fédération des peuples au-delà des blocs »[185]. Il s'agit, certes, de dénoncer le stalinisme mais pour prendre la tête du combat ouvrier. Il faut opposer un RDR au RPF.

Ce texte apparaît comme le manifeste découlant du texte de Rous « Troisième Force » dans lequel il parle de « *Rassemblement des forces démocratiques* [et de] *système révolutionnaire* ». On peut donc ajouter à ce que L. Boutbien nous disait sur le hasard du titre que l'idée était là, presque déjà écrite par Jean Rous.

Le 19 décembre, la scission de la CGT devient effective puisque Force Ouvrière est créée. Bien qu'absent du congrès de fondation[186], Jean Rous est partie prenante de cette création, comme on le verra plus loin.

Le 24 décembre, paraissent deux appels ; le premier est un appel à la Troisième Force, signé par trente deux hommes politiques, le second est un « Appel à l'opinion internationale ». Dans ces deux appels, de même que dans le manifeste d'Esprit de novembre 1947, on retrouve les noms de G. Altmann (de Franc-Tireur), S. de Beauvoir, J. P. Sartre et M. Merleau-Ponty (des Temps Modernes), C. Bourdet et A. Camus (de Combat), J. M. Domenach, G. Izard et E. Mounnier (de Esprit), ainsi que D. Rousset, Marceau Pivert, etc. Ces trois initiatives vont dans le sens que l'appel au RDR de Boutbien-Rous.

Pour son dernier comité directeur de l'année 1947, Jean Rous demande ce que fera le Parti socialiste sur la « fédération européenne » ; ira-t-il à La Haye ? Quels contacts faudra-t-il prendre avec les socialistes britanniques, belges et italiens ? L'initiative de cette fédération européenne venant

---

185 Idem, p. 3.

186 Témoignages d'André Viot, 11/07/1992, de Jean Michel Grünebaum et André Draum, 18/11/1998.

de Winston Churchill, le Labour Party se proposait de la boycotter. « *Les Partis socialistes occidentaux avaient adopté une position moins brutale : leurs membres étaient autorisés à y assister à titre personnel, à l'exception de ceux exerçant une fonction officielle dans le parti* », écrit L. Philip[187]. Donc, Jean Rous, membre du comité directeur de la SFIO ne peut y assister mais le souhaite-t-il ? En effet, dans une lettre à la Commission internationale du Parti socialiste, publiée par La Pensée socialiste[188], Jean Rous revient sur cette conférence. Il dénonce la façon dont le capitalisme tente de récupérer les efforts de dépassement de l'horizon national dans le cadre d'une planification continentale, voire mondiale. Il regrette que le Parti socialiste dans sa crainte de la main mise capitaliste sur l'Europe n'envisage rien d'autre que de participer à des initiatives de type « Troisième Force » européenne telles que celle que Churchill met en place. Il lui paraît au contraire nécessaire et urgent d'édifier un « *mouvement ouvrier qui s'oppose directement aux nouvelles formes de capitalisme* », en particulier en évitant la confusion d'un cartel regroupant socialistes et groupements bourgeois et réactionnaires. Il faut constituer un « *mouvement socialiste progressiste*, écrit-il, *pour l'unité de l'Europe* ***sur la base des grandes socialisations****. Ce mouvement serait animé par tous les partis (sans excepter les groupements de l'Union Française) adhérant à la Conférence Socialiste Internationale, après consultation de celle-ci* (…). *Le Parti socialiste doit prendre la tête de la campagne pour l'unité européenne mais* (…) *il ne saurait le faire dans une union quelconque avec des groupements capitalistes* »[189].

Au comité directeur du 14 janvier 1948, Jean Rous se plaint que les partisans du bloc occidental vont trop vite. Il faudrait organiser, selon lui, « *une conférence socialiste pour développer notre* [des socialistes] *point de vue* ». L'éditorial du dernier numéro de La Pensée socialiste pose aussi la

[187] Philip Loïc, André Philip, Paris, Beauchêne, 1988, p. 103.
[188] Rous Jean, « Socialisme et fédération européenne », La Pensée socialiste, n° 19, 1er trimestre 1948, p. 15.
[189] Cette lettre fait suite, dans ce numéro de La Pensée socialiste, à trois textes de militants du Labour Party appelant eux aussi à une unité socialiste européenne. Le passage en gras l'est aussi dans le texte.

question des blocs, dont Rous dit qu'ils « *nous mène*[nt], *avec des mobiles différents, droit à la guerre* »[190]. La politique socialiste doit dépasser les antagonismes nationaux, en formant des communautés fédérales. Elle doit aussi permettre « *de résister d'une part aux entreprises réactionnaires des trusts américains en Espagne, en Grèce, en Italie, en Europe, tout en conservant des liens fraternels avec le peuple américain et de comprendre, d'autre part, la grande réforme économique et sociale de l'Europe orientale, tout en dénonçant les persécutions bureaucratiques, surtout quand elles sont dirigées contre les socialistes et les démocrates* »[191]. Rous vise ainsi à la construction « *d'une Europe démocratique et ouverte vers l'Internationale et d'un monde réconcilié dans ses intérêts fondamentaux parce que bâti sur l'adhésion démocratique des peuples* ». Rous conclut en relevant que « *en politique intérieure, dans l'Union française et en politique extérieure* » il n'y a plus de place pour une politique qui tente désespérément de faire un compromis entre la restauration capitaliste et une politique socialiste, appuyée sur le programme du CNR et le manifeste socialiste-communiste de 1945. « *En aucun cas*, ajoute-t-il, *la France et l'Europe ne doivent renoncer à l'édification d'un régime qui, du point de vue économique et social, représente un régime antagoniste au régime américain. Autrement dit, la France choisit ; mais elle choisit le socialisme européen, d'abord* »[192].

Au comité directeur du 18 février 1948, il propose l'organisation d'une « conférence des socialistes intéressés pour discuter d'une fédération européenne sur la base d'un courant socialiste ouvert à un programme économique et social progressiste ».

Bien que toujours et pour encore près de un an militant du Parti socialiste, Jean Rous paraît de plus en plus en désaccord non seulement, comme il l'a exprimé à de nombreuses reprises, avec le groupe parlementaire SFIO et le gouvernement, mais aussi avec la mollesse du comité directeur.

---

190 Rous Jean, « Se ressaisir ou périr », La Pensée socialiste, n° 19, 1er trimestre 1948, p. 2.
191 Idem.
192 Idem, p. 2.

Les initiatives qu'il prend, tant à l'intérieur du Parti socialiste (appel au RDR, publication de brochures opposées à la politique du parti) qu'à l'extérieur (contacts avec les « colonisés »…), semblent être le signe d'un détachement de sa part vis-à-vis du parti, et, parallèlement, le mettent en position d'être attaqué au sein du comité directeur.

2. Scissions :

Au comité directeur du 07/01/1948, Jean Rous affirme que si la Troisième Force « *c'est l'alliance avec le MRP, cela entraîne des confusions sur la laïcité et le colonialisme* » et il conclut : « *Le Parti socialiste doit rester lui-même* ».

Le 10 janvier 1948, le syndicat national des journalistes Force Ouvrière est créé. Selon André Viot, Jean Rous participe à la création du SNJ-FO, alors qu'il n'a pas été présent à la création de FO, mais ne fait pas partie du conseil national provisoire. Le congrès se réunit, rue Jean-Jacques Rousseau, dans un café parisien où près de cent personnes sont entassées. Il fait très chaud, l'ambiance est enfumée. Il n'y a que des journalistes parisiens car la province n'a pas été sollicitée. Une dépêche de l'AFP, envoyée à toutes les rédactions, précisait qu'une assemblée générale des journalistes allait se tenir sous la bannière de Force Ouvrière. Au conseil national provisoire, deux membres de Franc-Tireur sont élus, Georges Altmann et Charles Ronsac. Le secrétaire général provisoire est André Viot. Rous regrette la scission mais est bien obligé de l'accepter. Le comité provisoire est chargé d'organiser le tout nouveau syndicat national dont André Viot et André Draum seront les chevilles ouvrières. Jean Rous fera partie jusqu'à sa mort du comité de fondation du SNJ-FO.

Le 21 janvier, Jean Rous propose que l'on vérifie les effets des actes à chaque étape d'avancée dans la Troisième Force. Celle-ci doit avoir un programme socialiste. Au même comité directeur est posée la question de ce

qu'est le Mouvement Socialiste Unitaire et Démocratique et du rôle que les militants de la Bataille socialiste jouent à l'intérieur de celui-ci. En effet, les signataires de la pétition parue dans La Bataille socialiste le 5 décembre 1947 ont été pour certains exclus ou ont démissionné entre le 10 décembre 1947 et le 10 janvier 1948. Le groupe s'est reconstitué et La Bataille socialiste est devenue l'organe du Mouvement Socialiste Unitaire (MSU), le 2 janvier 1948, puis, le 9 janvier, organe du Mouvement Socialiste Unitaire et Démocratique (MSUD). Au noyau de socialistes exclus se sont agrégés des collaborateurs de la Revue Internationale, animée par Gilles Martinet, et des cégétistes membres de la SFIO, refusant la scission FO. En septembre 1948, ce MSUD deviendra le Parti Socialiste Unitaire. Pour Jean Rous, toujours à la SFIO, il faut laisser ces militants agir dans le cadre de regroupements larges.

Le 28 janvier, pour la nième fois, Jean Rous demande au parti de décrocher du gouvernement « *car la politique actuelle mène à la misère, il faut exiger le départ des ministres socialistes* ». On sent Rous de plus en plus en désaccord avec la direction et lassé de son incapacité à diriger la politique du parti, y compris vis-à-vis de ses militants au gouvernement.

Un rapport des Renseignements généraux du 27 février 1948 présente Jean Rous comme « *gauchiste depuis 1946 au Comité directeur de la SFIO* ». Ce rapport ajoute qu'après la liquidation du quotidien Cité-soir, Jean Rous entre à la rédaction de Franc-Tireur et participe à la revue Socialisme et Liberté. « *Il vit modestement, appartient cependant à un milieu aisé. Il ne touche pas de salaire du Parti socialiste ou autre. Il collabore à 'Franc-Tireur' depuis 1948 et possède une carte de journaliste n° 3184* », conclut ce compte-rendu.

3. *Le deuxième appel au RDR :*

Le 27 février paraît un appel lancé par un « *comité d'initiative pour le 'RDR'* »[193]. Si la question coloniale paraît centrale, le lancement du mouvement quelques jours après le « coup de Prague » témoigne aussi des préoccupations internationales du comité. Pour Bernard Lefort, Rous est connu dans ce comité comme « *militant ouvrier et syndicaliste* »[194]. Comme on l'a vu, depuis quelque temps déjà, en particulier depuis l'automne 47, plusieurs manifestes avaient mis en cause la naissance de la guerre froide. Outre l'appel au RDR de Rous et Boutbien, Esprit publiait un « Manifeste pour la paix et pour une Europe socialiste ».

« *Le 27 février 48, paraissait dans toute la presse française le texte de l'appel du comité pour le rassemblement démocratique révolutionnaire* »[195]. Cela concrétise, enfin, des projets divers de mise en forme d'une véritable troisième force qui signifie « *le refus de prendre une part quelconque à la guerre entre les blocs américain et russe* »[196], ainsi que la volonté de reprendre « *la tradition internationaliste qui doit être inséparable du socialisme et qui est le seul moyen d'assurer la paix* »[197].

Dans cet appel au RDR, initié selon Michel Winock par Rous et Boutbien[198], se retrouve l'essentiel des signataires du manifeste d'Esprit auxquels il faut ajouter une grande partie de Franc-Tireur, quatre députés (Badiou de Toulouse, Lamine Gueye et Senghor du Sénégal et Rabier d'Oran), et des « militants ouvriers et syndicalistes » (Arrès-Lapoque, Boutbien, Lieber, Rimbert et Rous, déjà cité). Beaucoup de militants de la SFIO en font partie. E. Mounier dans le numéro d'Esprit de mars 1948, page 463, rappelle que : « *Sartre aura protesté enfin contre la manière badine dont*

---

[193] Copferman E., Rousset D., Une vie dans le siècle, op. cit., p. 105.
[194] Lefort B., Mes carnets secrets de la Ivème : L'aller et retour du Général, 22 août 1944-1er juin 1958, Paris, Seuil, 1996, p. 86.
[195] Cohen Solal A., Sartre 1905-1980, Paris, Gallimard, 1985, p. 390.
[196] Rous-Boutbien, Appel au RDR, novembre 47.
[197] Manifeste pour la paix et une Europe socialiste, Esprit, novembre 47.
[198] Winock M., Esprit, des intellectuels dans la cité, 1930-1950, Paris, Seuil, 1996, p. 321.

quelques journalistes ont voulu faire passer le RDR pour 'le mouvement de Sartre et du Café de Flore'. Le mouvement était en effet sur pied après deux mois de préparation quand Sartre a été convié de s'y joindre ». La façon dont l'appel est signé montre cependant une tendance à la personnalisation. Deux noms se détachent, ceux de David Rousset et Jean Paul Sartre, suivis de noms groupés autour de leur journal, Esprit ou Franc-Tireur, puis les parlementaires et enfin les militants ouvriers,… qui n'en sont pas vraiment.

L'appel se situe « *entre le pourrissement de la démocratie capitaliste, les faiblesses et les tares d'une certaine sociale démocratie et la limitation du communisme à sa forme stalinienne* », selon les propres termes de l'appel. Avec le projet qui est de « *faire du socialisme une réalité qui attire à elle l'adhésion sans réserve et sans crainte* », il ne s'agit pas de refaire un parti mais de créer un lieu de rencontre pour « *s'unir sur un programme immédiat de défense et d'action républicaine et laïque qui saura profiter de toutes les expériences réformatrices et révolutionnaires de l'histoire* ». Le manifeste se conclut par un appel à lutter contre l'Europe des blocs, contre l'oppression et pour l'éveil des peuples coloniaux car « *la solution socialiste est à l'ordre du jour partout* ».

Le 10 mars, salle des sociétés savantes, rue Richelieu à Paris, se tient la première conférence de presse du RDR. Les intervenants sont Altmann qui dirige les débats, Rous, Sartre, Rousset et Boutbien. C'est Rous qui parle le premier après que Altmann a introduit le RDR. Rous précise que le rôle de ce rassemblement est de s'opposer à de Gaulle qui veut domestiquer les partis dans un rassemblement sous son autorité mais aussi que le RDR s'oppose aux staliniens car il respecte la diversité des tendances. Il ajoute : « *Nous voulons au contraire offrir aux partis progressistes, aux partis qui acceptent les objectifs de la démocratie révolutionnaire, un centre de rencontre et un rond point* »[199]. Dans un second temps, Rous regrette la scission FO dont il dit qu'elle doit être « *enregistrée comme un malheur pour la classe*

---

[199] Rous Jean, sténotype de la conférence de presse du RDR du 10 mars 48, p. 5.

ouvrière »[200]. Puis il présente le programme économique du RDR : « *Nous sommes*, annonce-t-il, *à l'étape de la gestion, nous sommes à l'heure où il faut que l'ensemble des travailleurs et des producteurs soit associé à la gestion, il faut mettre sur pied dans tout le pays les comités d'entreprise pour les transformer en comités de gestion, il faut considérer cela comme le vrai parlement économique, comme les véritables institutions du monde du travail* »[201]. Il ajoute que cette gestion par les usagers doit être faite dans tous les domaines, y compris ceux de la culture et de la jeunesse, pour déplorer que ce ne soit pas le cas alors qu'il y a impérieuse nécessité. Revenant sur la jeunesse, il ajoute : « *Pour introduire la révolution non seulement dans la production, non seulement dans la répartition comme nous aurions pu le voir par l'exemple des syndicats de consommateurs, mais encore dans la culture, il faut un instrument qui mobilise les jeunes et qui leur permette, au côté des bourses du travail, de construire ces bourses de travail de la jeunesse qui doivent être les nouvelles institutions de la jeunesse* »[202].

Il développe ensuite sa pensée sur l'Union française qui doit être « *la libre fédération des peuples* ». Il précise que : « *Elle n'est possible que si, en dehors du secteur partisan de la lutte des blocs, les peuples de l'Union française sont mis à même, par des institutions appropriées, de se libérer eux-mêmes et de se fédérer librement à la Métropole* »[203].

Il conclut son intervention, expliquant comment le RDR envisage la troisième force : « *Nous avons une attitude critique, nous soutiendrons tous les efforts orientés dans le sens de la démocratie, nous combattrons toutes les hésitations et toutes les faiblesses et nous situons notre centre de gravité ailleurs dans le pays, dans la démocratie, pour l'organisation de la démocratie révolutionnaire* »[204].

Après les interventions de Jean-Paul Sartre et David Rousset, on passe aux questions/réponses. Les relations entre la SFIO et le RDR sont

[200] Idem, p. 9.
[201] Idem, p. 10.
[202] Idem, p. 12.
[203] Idem, p. 12-13.
[204] Idem, p. 15.

définies. Rous explique qu'il n'y a ni hostilité ni rivalité, que cela se situe sur deux plans différents ; d'ailleurs la question se pose aussi entre le RDR et les autres partis progressistes dont les programmes ne sont pas incompatibles avec le RDR. Gilles Martinet s'interroge sur la base doctrinale du RDR : s'agit-il d'un parti marxiste révolutionnaire non stalinien selon ce qu'en dit Rous ou un groupe de réflexion formelle, littéraire, psychologique, comme l'a exposé Jean-Paul Sartre ?. Rous répond que le débat existe au sein du RDR. Une question revient sur les relations avec la SFIO. Pour Rous l'appartenance à la SFIO et au RDR ne sont pas incompatibles et il ajoute : « *Pour nous il s'agit de construire dans chaque village, dans chaque département, dans chaque région et nationalement, des comités, qui auront dans leur sein des militants de toutes tendances, ou des militants qui déclarent n'avoir aucun parti ou aucune tendance mais qui, réunis sur un certain nombre d'objectifs et de moyens minima, voudront donner à ce pays sur un plan progressiste, sur un plan ouvrier, sur le plan de la gestion dans le domaine économique, sur le plan de la maison de jeunes ou de la maison de culture dans le domaine culturel, sur le plan de la refonte des structures internationales, des institutions nouvelles, et voudront se mettre d'accord ensemble pour cesser les bavardages et pour joindre leurs efforts afin de construire ces structures* »[205]. A la question d'un journaliste parlant d'un regroupement parlementaire possible, Rous répond qu'elle est prématurée.

Enfin un journaliste revient sur la question de la scission syndicale. Rous précise : « *Il peut y avoir dans le bureau des camarades qui ont été contre la scission mais ont néanmoins jugé utile d'être à Force ouvrière, précisément dans le but de coopérer à la reconstruction de l'unité syndicale sur les bases démocratiques. Parce que, quoi que l'on pense des causes de la scission, elles ne sont pas unilatérales* »[206].

Ajoutons, pour conclure provisoirement, que l'apparition du RDR entraînera une scission dans le PCI dont une partie de l'ancienne majorité va

---

[205] Idem, p. 66.
[206] Idem, p. 71.

rejoindre ce parti en avril 48, de même que l'ASR (Action Socialiste Révolutionnaire) créée par Dechezelles. Le groupe des exclus des JS se divise. Certains rejoignent le RDR ; d'autres rallient la « Bataille socialiste » dans le MSUD.

Lors du comité directeur du 10 mars 48, Rous est interpellé sur la question du RDR et précise qu'il ne s'agissait pas d'engager le Parti. Il a fallu se précipiter car les staliniens préparent un rassemblement. De nombreux camarades ne parviennent pas à réaliser la troisième force mais parviendront peut-être à faire le RDR. LE RDR est donc utile sous contrôle du Parti socialiste. Daniel Mayer considère que Rous mène la même politique plus ou moins gauchiste et fractionniste que Dechezelles.

Le 12 mars 1948, la première assemblée générale du RDR a lieu. Deviennent membres du comité directeur : Sartre, Fraisse (d'Esprit), Rousset, Rosenthal, T. Bernard (ex-trotskystes), Demaziere (trotskyste dissident), Altmann, Ferniot, Lefort, Limon et Ronsac (tous de Franc-Tireur). Les réunions auront lieu soit à Franc-Tireur, 100 rue Réaumur, soit chez Jean-Paul Sartre, 42 rue Bonaparte. Franc-Tireur devient véritablement l'organe du RDR avant que La Gauche ne paraisse. Combat aurait pu jouer ce rôle, mais C. Bourdet, était « *frappé par la justesse de la position de Camus et de Pia, qui n'avaient pas voulu que Combat devienne l'organe d'un parti aussi digne de sympathie soit-il* »[207]. « *Par ailleurs*, ajoute-t-il, *je n'avais grande confiance dans le RDR, je craignais en particulier l'opposition Altmann/Sartre* »[208]. OR, Franc-Tireur vivait des moments difficiles. Datant des débuts de la guerre froide, les tensions à l'intérieur de la rédaction se sont encore détériorées lors de la scission FO. L'appel au RDR, signé par des membres de la rédaction, par ailleurs scissionnistes syndicaux (Ronsac, Limon, et Rous) amène Marcel Fourrier et les socialistes unitaires à s'interroger sur leur collaboration avec le groupe Force ouvrière au sein de Franc-Tireur. L'exclusion de la

[207] Bourdet Claude, Mes batailles, Paris, In Fine, 1993, p. 53.
[208] Bourdet Claude, entretien du 29/10/1992.

SFIO des socialistes unitaires de la « Bataille socialiste » dont certains écrivent dans Franc-Tireur amène ces derniers à souhaiter écrire dans le quotidien ce qu'ils en pensent. Cependant, l'accord entre les membres de la rédaction de ne faire aucune publicité à un mouvement politique extérieur car cela engageait plus ou moins le journal avait toujours été respecté. Mais, une fraction de Franc-Tireur participant à la création du RDR utilisait le journal pour le rassemblement. Les données étaient changées et Franc-Tireur apparaissait comme l'organe d'une tendance politique. Marcel Fourrier proposa donc que Franc-Tireur accorde la même importance au RDR et au MSUD. En réalité, petit à petit et malgré les accords amiables, Franc-Tireur devenait l'organe du RDR. Lorsque La Gauche, journal du RDR, paraît, il est porté par Franc-Tireur tant du point de vue administratif que financier.

Le 16 mars 1948, au nom du bureau fédéral élargi du Parti socialiste de la Seine, Marceau Pivert convoque Jean Rous pour le vendredi 19 mars à 18 heures pour qu'il explique « *comment* [il se propose] *d'appliquer la décision du Comité directeur en ce qui concerne le RDR dans la troisième force* »[209]. Marceau Pivert ajoute : « *Je souhaite que tu sois libre pour que nous puissions mettre au point ensemble les problèmes créés par ton initiative* ».

Au comité directeur du 17 mars, Rous intervient sur les problèmes du parti socialiste italien et considère qu'il faut soutenir I. Silone et non Saragat. En fait, depuis janvier 47, les choses ont évolué. Silone et Saragat sont séparés. Silone a créé l'Union socialiste italienne (USI) et travaille effectivement à l'unité. On le retrouve avec la gauche du parti de Saragat en 1949 dans le Parti socialiste unifié qui prône une « *politique indépendante à l'égard des blocs, exprime sa solidarité avec les luttes anticolonialistes et condamne la politique de la Démocratie chrétienne* »[210]. G. Saragat, pour sa part, avec d'autres membres du PSLI, participe au gouvernement du démocrate chrétien de Gasperi.

---

[209] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 117.
[210] Devin G., L'internationale socialiste, Paris, FNSP, 1991, p. 37.

Le 19 mars a lieu le premier meeting du RDR, salle Wagram à Paris, Altmann, Fraisse, Rous, Rousset et Sartre interviennent sur les mêmes thèmes que la conférence de presse. Les adhésions sont nombreuses. Demaziere et Parizot, deux anciens du PCI, tiennent la permanence du RDR à Franc-Tireur.

En avril 1948, Jean Rous va prononcer une conférence à l'Ecole d'application de l'artillerie en Rhénanie. Le 18 février 48, sur les conseil de F. Goguel, le colonel Aubert dirigeant cette école lui a demandé de parler sur le thème des syndicats ouvriers, en deux séquences de une heure.

Le 7 avril 48, en l'absence de Jean Rous, le comité directeur de la SFIO discute du problème que lui pose le RDR dans le cadre du débat sur la politique générale. Pivert, Piette, Gazier et Jaquet tentent de démontrer que le RDR crée la pagaille chez les militants car il ne fait pas partie intégrante de la Troisième Force. Il paraît difficile d'être à la fois au RDR et au Parti, pour Jacques Piette. Gazier admet mal que le Parti socialiste étant dans la majorité gouvernementale, le RDR et les socialistes qui y militent soient dans l'opposition. Rimbert puis Boutbien tentent de désamorcer la discussion. Rimbert voit dans le RDR un instrument de lutte contre la dictature, la guerre et la vie chère, tandis que, pour Boutbien, il s'agit d'un « *trait d'union pour les éléments dégoûtés de la politique stalinienne qui ne peuvent entrer au Parti socialiste* »[211]. Par ailleurs, devant les menaces de Daniel Mayer, qui veut que « *dans un délai d'un mois, les camarades doivent se retirer du RDR* »[212], Boutbien, soutenu par Ferrat, considère que manier la guillotine serait une erreur même si lui-même s'y conformerait. Ferrat peut préciser que le RDR est parti d'une bonne intention s'il intègre la Troisième Force. Boutbien accepte l'idée lorsque le RDR sera organisé. Guy Mollet prône la souplesse. On débat alors de deux propositions celle de Mayer qui exige une date limite et celle de Ferrat/Mollet qui propose un mode de travail vis-à-vis des militants socialistes du RDR. Pivert et Gazier soutiennent Ferrat, Verdier préfère la

[211] Boutbien L., intervention au comité directeur du 7 avril 48.
[212] Mayer D., intervention au comité directeur du 7 avril 48.

position de Daniel Mayer. En définitive une motion est votée à l'unanimité moins deux voix (Rimbert et Arrès-Lapoque). Cette motion autorise l'appartenance des militants du Parti socialiste au RDR « *dans la mesure où celui-ci s'affirme comme partie intégrante de la Troisième Force* ». Elle propose des discussions avec les responsables du Parti socialiste dans le RDR et fixe la date du 7 mai 48 comme limite d'application de ces propositions.

En avril 48, est prise aussi la décision de lancer le journal La Gauche, organe du RDR. E. Péju et D. Bénédite acceptent que l'administration et l'imprimerie dépendent de Franc-Tireur en attendant l'autonomie financière du journal.

Au comité directeur du 21 avril 48, en l'absence de Jean Rous, Brutelle fait un compte-rendu de la délégation qu'il a dirigée pour rencontrer le RDR. Il considère que des pas ont été faits pour que le RDR rejoigne la Troisième Force. Marceau Pivert accepte en son nom de rencontrer le RDR de la Seine mais n'est pas certain que la fédération de la Seine le suivra.

La confusion semble d'autant plus régner que le RDR apparaît, pour le comité directeur, comme une émanation de certains militants du Parti socialiste. Il suffit donc que le comité directeur décide de l'interdire pour que le RDR n'existe plus. Or il apparaît que le RDR est autonome du Parti socialiste et que les militants socialistes qui en font partie ont d'autant moins de contrôle sur lui qu'il s'agit d'un rassemblement et non d'un parti. Il y a incompréhension et crainte de ce qu'est devenu, pour un temps certes, le RDR. Mais il y a aussi vision manipulatoire de la part du Parti socialiste.

Le 12 mai 1948, en présence de Rous cette fois, le comité directeur met au pied du mur ceux qui ont la double casquette RDR et Parti socialiste. En introduction, Brutelle fait état d'avancée dans les relations RDR/Troisième Force même si la date du 7 mai a été dépassée. Rous prend alors la parole et confirme la possibilité d'intégration du RDR dans la Troisième Force. Cependant, Rous s'étonne qu'on n'accepte pas au comité directeur que des militants participent à un « *rassemblement républicain* », aussi il souhaite que la participation individuelle au RDR reste possible. Il ajoute qu'une décision stricte du comité directeur lui « *posera un cas de conscience brutale* ».

Deux propositions sont faites par Rous : d'une part, de ne pas s'hypnotiser sur la date du 7 mai et d'autre part, de faire pression sur le MRP pour changer l'idée de Troisième Force. De nombreux intervenants rappellent les termes du contrat, c'est-à-dire l'interdiction pour les membres du Parti d'adhérer au RDR et le maintien des contacts troisième force/RDR. A l'unanimité moins deux voix (Rous et Boutbien) et une abstention (Senghor), le comité directeur prend acte de la non intégration « *du RDR dans la Troisième Force et donne mandat au secrétariat général d'appliquer la décision* ».

Le 19 mai, le RDR propose une action commune avec le Parti socialiste que le comité directeur rejette à la demande de Marceau Pivert. Dans le même temps paraît le premier numéro de La Gauche dont le rédacteur en chef est Jean Ferniot. L'organe du RDR a pour sous-titre « Pour une nouvelle résistance internationale ».

Au comité directeur du 31 mai 1948, Rous s'inquiète que le problème de la laïcité crée une crise gouvernementale. Il considère que, si crise il y a, elle ne doit pas éclater sur ce seul thème mais porter aussi sur l'Union française et la politique internationale. Les élections municipales d'octobre 47 et la poussée du RPF avaient « *encourag*[é] *les confessionnels* »[213] à remettre en cause le statu quo sur l'école. La pression sur l'école publique et laïque devient très forte, dans l'ouest en particulier. La nationalisation des écoles des Houillères, le 13 mai 48, inquiète les tenants des écoles privées tandis qu'un décret chargeant les Unions nationales d'associations familiales et les Unions départementales « *de créer et de gérer tout service destiné à aider les familles éprouvant des difficultés pour l'instruction de leurs enfants* »[214] fait penser qu'il s'agit de subventions indirectes à l'enseignement privé et inquiète les laïcs. Pour Rous, il est évident que la bataille pour la laïcité et contre le gouvernement n'est en fait qu'une des batailles à mener contre la politique de ce gouvernement dans lequel le Parti socialiste se fourvoie. Au

---

[213] Quilliot R., La SFIO et l'exercice du pouvoir, op. cit., p. 395.
[214] Idem, p. 396.

Comité directeur du 10 juin, il réitère sa volonté que le Parti socialiste décroche du gouvernement d'autant plus que le même jour un décret signé par les socialiste J. Moch et E. Depreux et la démocrate chrétienne G. Poinso-Chapuis autorise l'UNAF à « *gérer tout service destiné à aider les familles éprouvant des difficultés matérielles pour élever leurs enfants* ». Certes la notion d'instruction a disparu mais la laïcité de la République semble pour certains d'autant plus menacée que la commission permanente des cardinaux et archevêques espère « *l'application loyale et généreuse du décret du 10 juin 48* »[215]. Cela laisse augurer que même si le terme instruction a disparu, cette commission souhaite que les allocations puissent être attribuées aux enfants dont les familles sont en difficulté, pour suivre l'école catholique.

Le 11 juin 1948, salle des sociétés savantes, le second meeting du RDR a lieu et est attaqué par une cinquantaine de jeunes nervis RPF. Un service d'ordre est improvisé, dirigé par G. Rosenthal qui déclare : « *Nous nous refusons à appeler la police* »[216].

---

[215] Déclaration de la commission permanente des cardinaux et archevêques du 17 juin 48.
[216] Ronsac C., Trois noms pour une vie, Paris, Laffont, 1988, p. 236.

CHAPITRE II :
1948
RESTER, PARTIR, REGENERER LE PARTI, CONSTRUIRE AUTRE CHOSE ?

1. Le congrès de juillet 1948 et le départ de la SFIO :

Du 1er au 4 juillet 1948, a lieu le quarantième congrès du parti socialiste SFIO à Paris. Sept motions étaient proposées par les bulletins intérieurs. Une première motion appelle à la vigilance et au redressement socialiste, elle est signée par ceux de la « Bataille socialiste » qui n'ont pas quitté le Parti socialiste. Une seconde motion, signée entre autres par Rous, Boutbien, Rimbert, et Senghor, veut « *Sauver le Parti* ». G. Jaquet et les dirigeants socialistes d'avant 46 proposent une motion contre la direction Mollet. Deux autres motions critiquent la direction sur des points particuliers. Une dernière motion, intitulée « Unité socialiste » relève toutes les erreurs de la direction. On voit donc Guy Mollet attaqué de toutes parts. Il propose donc lui-même une septième motion.

Au congrès, le rapport moral n'obtient que 2150 mandats contre 1935, fort heureusement, l'abstention des fédérations du Nord et du Pas-de-Calais immobilise 620 mandats et protège Guy Mollet.

La motion d'orientation proposée par Guy Mollet est plus nettement soutenue puisqu'elle obtient 3652 mandats tandis que la motion défendue par Rous n'obtient que 955 mandats ; 119 mandats prônant l'abstention.

Le texte Guy Mollet reposait sur trois axes :

- rassemblement républicain face aux menaces gaulliste et communiste (idée de troisième force),
- maintien de la personnalité socialiste,
- lutte pour les Etats-Unis d'Europe.

La gauche est globalement défaite. Outre Rous et Rimbert, Arrès-Lapoque et Badiou quittent aussi le comité directeur. Les députés Senghor et Rabier sont battus ainsi que S. Charpy, une des responsables du travail d'entreprise de la SFIO, et V. Fay qui, à 45 ans, a déjà un passé de vieux militant comme le montre son parcours du Parti communiste polonais à la SFIO jalonné par le PCF et le groupe « Que Faire ? ».

Que souhaitait cette gauche ? Comme le veut depuis longtemps Jean Rous que le parti mène une véritable politique ouvrière. De plus, il devrait devenir l'animateur de la lutte des peuples opprimés. Tout cela signifie une application des décisions du congrès de Lyon (39ème congrès, août 1947): une subordination de l'activité parlementaire et gouvernementale aux décisions du congrès, un renforcement de la démocratie interne par une plus grande participation de tous à la vie du parti. En un mot conclut le texte : « *Cela entraîne la transformation du Parti en faisant* [de celui-ci] *un élément décisif de transformation sociale et non plus seulement un Parti qui ne vit qu'en fonction d'un régime économique et politique qu'il condamne verbalement* »[217]. Quelques anciens camarades de Rous se sont glissés parmi les signataires : R. Clair, S. Charpy, G. Rosenthal, J. Rabaut, L. Weitz, militants avec lui avant guerre, L. et M. Tregaro de « L'Insurgé » de Montpellier et V. Fay, connu à Lyon après guerre.

Lors du congrès, Rous intervient à trois reprises. Sa première intervention, le 1er juillet, précise que « Sauver le Parti » a voté pour le rapport moral car, ne se retrouvait pas dans le reproche de l'opposition à Guy Mollet. Celle-ci, en effet, critiquait Guy Mollet sur sa politique d'alliance avec le centre, non pour elle même mais parce qu'elle était mal faite. En définitive, ces opposants considéraient qu'il avait mal appliqué la politique qu'ils préconisaient au congrès de Lyon. Or, pour Rous, c'est sur le terrain des actes ministériels et parlementaires au nom du Parti socialiste que cette politique a été menée entraînant une hémorragie militante. Rous, au contraire, s'est battu pour un

[217] Motion : « Sauver le Parti », BI de la SFIO, mai 48, p. 4.

RDR sur le terrain de classe, en opposition à Ramadier, qui, à La Haye, a participé, avec l'accord du Parti, à un organisme extérieur au Parti, au côté de gaullistes Tout le monde parle de redressement, mais pour certains ce qui est à l'ordre du jour, c'est le retour de la minorité de Lyon, c'est-à-dire celle qui fera « *avec plus de douceur, avec certains aspects répressifs en moins, une politique colonialiste, anti-ouvrière et équivoque du point de vue international* ». Pour « Sauver le Parti », le redressement doit se faire par les actes et dans des conditions précises.

Le 3 juillet, Rous sait d'entrée que les réflexions qu'il va faire seront « *désagréables au Parti* ». Il annonce qu'il faut faire la paix avec Ho Chi Minh, réparer l'injustice faite à Moncef Bey. Il propose de reprendre le dialogue avec les mouvements d'émancipation anti-impérialistes comme cela a été proposé et débattu à Puteaux[218].

Le dimanche 4 juillet, Rous lit la résolution de la minorité intitulée : « Résolution sur l'orientation et la tactique du socialisme ». Elle s'articule autour du rejet de la Troisième Force, telle qu'elle est pratiquée, et pour la création d'un mouvement de masse, démocratique et indépendant du gouvernement, fondé sur cinq points :

- contre la politique des blocs et pour la fédération internationale des peuples,
- contre les menées du colonialisme et pour la liberté et la justice pour les peuples d'outre-mer,
- contre le cléricalisme et pour la laïcité,
- contre le sabotage des nationalisations et pour le contrôle des travailleurs sur la gestion,
- contre la fraude et la spéculation et pour la baisse des prix sous contrôle des consommateurs et des producteurs.

La résolution s'oppose aussi à la participation au gouvernement et souhaite donc que le Parti socialiste reprenne son autonomie de combat.

---

[218] Allusion au « Congrès des Peuples », voir infra.

Guy Mollet se dit d'accord globalement avec ce texte mais préfère le sien sous le prétexte que celui de Rous, au nom de la minorité, est trop long. Comme on l'a vu, le texte de Rous ne recueillera même pas 1000 mandats.

Quelques jours après ce congrès, le 17 juillet 48, le maire de Toulouse écrit à Jean Rous pour lui proposer de « *constituer dans le Parti non une tendance officielle, mais un regroupement dur de ceux qui sont critiques contre le Parti SFIO* »[219].

Les 19 et 20 septembre 1948, le comité directeur du RDR se réunit avec de nombreux délégués de grandes villes. Selon Charles Ronsac, quelques nouveaux noms s'ajoutent. Laurent Schwartz représente Nancy, Lucien Rose représente « Jeune République ». Maurice Nadeau « *surréaliste, trotskiste et critique littéraire* » donne aussi son adhésion[220]. « *Il n'est pas un coin de territoire où le RDR n'ait désormais des sections de vingt, trente, quarante, cinquante militants ou plus* », affirme La Gauche qui reçoit l'appui de nouveaux collaborateurs, comme Claude Bourdet ou Albert Camus.

L'interdiction de la double appartenance RDR/Parti socialiste décidée par le Comité directeur de la SFIO au mois de mai précédent amène Rous, au contraire de L. Boutbien, à choisir le Rassemblement plutôt que le Parti. Ainsi, le 22 novembre 1948, Franc-Tireur annonce que Jean Rous quitte la SFIO et qu'il continue de participer avec Sartre et Rousset au RDR. Cette démission du Parti socialiste appelle certainement des explications, que Jean Rous a probablement données puisque le secrétaire fédéral du Parti socialiste du Loiret, M. Perrard, lui écrit que : « *Les explications données le satisfont pleinement* »[221].

C'est peut-être Alvarez del Vayo, président d'honneur du GRAPO (Gouvernement espagnol en exil), qui, dans un article au journal américain The Nation, rend le mieux compte des raisons du départ de Jean Rous. En

[219] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 117. Lettre de Raymond Badiou à Jean Rous.
[220] Ronsac Charles, Trois noms pour une vie, op. cit., p. 241.
[221] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 117. Lettre de M. Perrard du 04/12/1948.

effet, il écrit : « *Comme socialiste, j'aime peu parler de l'actuelle faiblesse du Parti socialiste français* (…). *Mais, beaucoup plus important est le départ de Rous (jeune leader). Quand sa décision a été annoncée officiellement, il y a une semaine, je n'ai entendu de ses camarades que regrets et louanges, pas d'attaques. C'est l'homme le plus brillant du parti, depuis la réorganisation après la guerre. Il ne peut pas supporter de voir le Parti socialiste louangé par l'extrême droite et 'l'Aurore' car le parti mobilise les troupes contre les travailleurs. Il refuse que la politique étrangère soit aux mains de faux gauchistes comme Pivert* (…). *Rous critique la politique étrangère vis-à-vis de l'URSS mais est critiqué par le PCF. Il refuse d'accepter que F. Dulles puisse être son allié naturel* »[222].

Le départ de Rous apparaît donc comme l'impossibilité de gérer des contradictions de plus en plus évidentes et, face à elles, l'impossibilité de redresser le parti. Dix ans plus tard, il écrira être parti non pas à cause du RDR mais surtout pour se consacrer au Congrès des Peuples[223].

2. Construire autre chose ? Pas si simple :

Désormais hors du parti, il ne reste plus à Rous que le Congrès des Peuples et le RDR pour construire quelque chose. Cependant, le RDR connaît une évolution que Rous maîtrise d'autant moins que d'autres tâches, anticoloniales, l'accaparent.

Ainsi, le 3 décembre, lors d'un meeting salle Pleyel, en solidarité avec Gary Davis, citoyen du monde, la salle est comble et près de deux mille personnes restent dans la rue. Le combat de G. Davis paraît plus ou moins symbolique de la lutte que le RDR mène contre la politique des blocs. Le 13 décembre, salle Pleyel à nouveau, le RDR organise un meeting sur le thème

---

[222] Alvarez del Vayo, interview dans le journal américain The Nation, 18/12/1948. John Foster Dulles est à l'époque représentant des USA à l'ONU.
[223] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19, 14 août 1958.

de « l'Internationale de l'esprit », c'est à dire du rassemblement de nombreux intellectuels autour des valeurs de paix et de démocratie révolutionnaire, en conclusion d'une « semaine de la paix » de Franc-Tireur. On y voit Pliever, écrivain allemand, intervenir aux côtés d'André Breton, Simone de Beauvoir, Albert Camus, Richard Wright et Jean-Paul Sartre ainsi que de nombreux autres intellectuels venant d'Espagne, du Maroc, du Vietnam, de Madagascar et d'Inde, refusant tous de choisir entre l'URSS et les USA. Près de cinq mille personnes participent à cette réunion.

Lors d'une conférence nationale les 29 et 30 janvier 1949, le RDR, qui approche de son premier anniversaire, pense pouvoir s'engager plus avant dans la vie politique. L'idée est lancée de présenter des candidats RDR, partout où ce sera possible, peut-être même aux prochaines élections cantonales de mars. L'absence de Sartre à cette réunion de direction est remarquée.

En réponse aux initiatives du mouvement de la paix, et malgré des dissensions internes de plus en plus fortes entre les tenants, dont Sartre et Wright, d'une ligne d'indépendance et ceux, autour de Rousset, d'un rapprochement avec l'Ouest, le RDR organise, le 30 avril, une « journée internationale de résistance à la dictature et à la guerre », au Vélodrome d'Hiver. Le succès est important : Camus, Huxley, ainsi que Silone prennent la parole. C Compton y défend la thèse de la force nucléaire comme facteur dissuasif. Les ex-militants du PCI s'insurgent et le Parti communiste y voit la confirmation de l'alignement du RDR sur la politique américaine.

En fait, Rous participe, selon P. Parizot et J. R. Chauvin, à toutes les activités du RDR. Cependant, rapidement, il se met dans l'ombre. Son activité anticoloniale prime sur le reste. Aussi, lorsque, en vue de la seconde conférence nationale du RDR, prévue pour les 28 et 29 juin 1949, J. R. Chauvin signe avec un ancien communiste allemand, H. Sack, une contribution intitulée « La crise du RDR devant la conférence nationale » que Sartre soutient, personne ne sait quelle sera la position de Rous. Chauvin se souvient que :

« *Altmann était du côté de Rousset, depuis quelque temps en désaccord avec Sartre. Mais on ne* [savait] *ce que Rous* [allait] *voter* »[224].

Ce texte pose clairement le bilan du RDR. Les aspects négatifs sont constitués par le faible recrutement, lié selon le texte à une coupure nette entre la direction et la base peu ou mal informée des activités. Le journal, coûteux et bimensuel, prend la place d'un bulletin intérieur qui serait bien nécessaire. Ainsi le texte de Chauvin passe dans le BI numéro 2, paru après quatorze mois d'existence du Rassemblement. Les manifestations de prestige (meetings, réunions publiques avec de grands noms…) sont éloignées des intentions des militants. Enfin, certains mots d'ordre paraissent en décalage avec ce que souhaite la base. Par exemple, le RDR mène une campagne pour la paix aux côtés d'un ministre qui soutient les crédits militaires, s'isolant ainsi des masses RDR qui veulent nettement une campagne contre les crédits militaires. J. R. Chauvin reconnaît, certes, des aspects positifs au RDR, ne serait-ce que son existence et son soutien au Congrès des Peuples. Il lui paraît donc urgent de passer d'un RDR avant-garde qui se veut révolutionnaire à un élargissement, sans pour autant tomber dans la compromission.

Pour cela, il fixe trois axes de travail :

- lutte contre toutes les dictatures (économique, policière, politique et coloniale) et solidarité avec tous les mouvements démocratiques de lutte contre la dictature et l'oppression,
- dénonciation de l'antagonisme entre les blocs et indépendance vis-à-vis de ces blocs,
- combat pour la révolution socialiste, seul moyen de lutte contre la guerre et la dictature.

Pour mener ce programme à bien, trois conditions sont nécessaires :

- combattre contre l'exploitation au niveau de la défense concrète des cas, au nom du RDR,

[224] J. R. Chauvin, entretien du 20 juillet 1997.

- aider les travailleurs à la réappropriation de leurs propres projets, sans passer par des chefs,
- développer concrètement la solidarité internationale, en particulier par la condamnation de la politique SFIO/MRP/Radical-socialiste, c'est à dire en fait la Troisième Force, pour son soutien au pacte atlantique.

Le texte dresse ensuite une liste de mots d'ordre immédiats concernant le pouvoir d'achat, le contrôle ouvrier, etc. Il propose enfin une restructuration organisationnelle du RDR, nécessaire pour assurer la démocratie interne[225].

Selon J. R. Chauvin, lorsque sa motion vint à examen, Altmann proposa un accord de principe avec ce texte, sans le soumettre au vote. Mais au moment de la proposition d'une nouvelle direction, Chauvin s'en trouve exclu. Rous intervient alors et demande que « *le bon Chauvin en fasse partie* »[226]. En fait, Chauvin est exclu du Comité directeur. Sartre quitte la salle et démissionne… sans en faire part à ce moment-là. Sa démission ne sera officielle qu'en octobre 1949.

Ce texte met à jour les véritables contradictions du Rassemblement. Pour certains, le choix d'un bloc contre l'autre est une nécessité, même si ce choix est critique. Les autres maintiennent une ligne d'indépendance et souhaitent transformer le RDR en un parti structuré et non aligné sur Washington ou sur Moscou, pas plus que sur la social-démocratie ou le stalinisme. On retrouve là des éléments de réflexion constamment soulevés par Jean Rous, et souvent par Franc-Tireur. Malheureusement, Jean Rous, par ses activités en relation avec les peuples coloniaux, paraît de moins en moins disponible pour intervenir dans ce débat, dont, de toute façon, il n'est plus maître depuis que le RDR est aux mains d'« intellectuels ».

---

225 J. R. Chauvin, H. Sack, J. P. Sartre, H. Massein, et G. Gousseau, « La crise du RDR devant la conférence nationale », BI du RDR, n° 2, mai 1949, archives personnelles de J. R. Chauvin.
226 J. R. Chauvin, entretien du 20 juillet 1997.

Pour Jean Rous, ce projet de RDR était en fait, selon Parizot, un essai « *pour cantonner le stalinisme par des alliances ni social-démocrates ni staliniennes. Y faire entrer le PCI était pour Rous un moyen de renforcer l'aile gauche du RDR et donc d'avoir un groupe sur lequel s'appuyer* »[227].

Charles Ronsac, quant à lui, considère que : « *Le RDR aura été une aventure sans lendemain, mais fructueuse et enrichissante. Il nous a permis de précipiter la rupture avec les communistes qui voulaient nous bâillonner à 'Franc-Tireur'* »[228].

---

[227] P. Parizot, entretien du 20 juillet 1997.
[228] Ronsac C., Trois noms…, op. cit., p. 253.

CHAPITRE III
L'EXPRESSION PUBLIQUE :
JEAN ROUS ET FRANC-TIREUR

A cette époque de sa vie, Jean Rous se retrouve donc hors de la « grande maison », un peu « sur la touche » par rapport au RDR qui a pris de plus en plus la forme d'un rassemblement d'intellectuels, ce que déjà laissait pressentir son baptême de février 48 sous les auspices de « grands noms ». Il a investi une énorme énergie militante dans la préparation du Congrès des Peuples. La période voit donc aussi Jean Rous privé des espaces de parole qu'il utilisait jusqu'alors pour dénoncer les compromissions social-démocrates. Les organes de presse officiels du Parti socialiste lui sont désormais fermés, comme d'ailleurs les publications des oppositions à l'intérieur de la SFIO. Le petit RDR ne publie qu'un bulletin, La Gauche, presque à usage interne, et de toute façon à l'existence bien brève.

C'est dans cette situation qu'il va donc utiliser largement les colonnes d'un quotidien, au tirage et au lectorat très importants pour l'époque. Il s'agit de Franc-Tireur. Ce journal fait partie des gros tirages de la presse puisque, selon le ministère de l'information (chargé à l'époque de la distribution du papier), il arrive en troisième position des quotidiens du matin avec 350 000 exemplaires, derrière L'Humanité (450 000)et Le Figaro (399 000). Le Monde se retrouve loin derrière avec 174 000 exemplaires[229]. Son sous-titre est « A l'avant-garde de la République » après avoir été « Pour l'union des gauches ». Il se veut « *laïque, anti-clérical, intellectuel, socialisant, libéral et humaniste* », selon C. Bellanger[230].

L'ensemble des articles que Jean Rous verra publiés dans ce journal constitue donc une source privilégiée pour suivre les évolutions de sa pensée théorique et aussi de ses positions pratiques et tactiques. Sa participa-

---

[229] D'après Histoire générale de la Presse française, tome 4, 1940-1958, Paris, PUF, 1975, 486 p.
[230] Idem, p. 282.

tion à ce journal débute le 10 août 1946, avec un article intitulé « Partisans et adversaires de l'indépendance du syndicalisme s'affrontent », et s'arrêtera le 24 septembre 1957 avec le dernier article d'une série intitulée « Une grande enquête de Franc-Tireur : La France à l'heure de l'automation ». Entre ces deux dates, nous avons compté 692 articles de Jean Rous, soit, en moyenne, un article tous les quatre jours. Le nombre et la régularité de ces livraisons à Franc-Tireur, comme la place spécifique de ce journal dans le panorama de la presse française de l'époque, font de cette voie d'expression la source privilégiée de nos analyses.

Il est à noter d'entrée que c'est bien pendant la période de 1947 (début de la participation de Jean Rous à Franc-Tireur) à 1955 que ses articles sont les plus fréquents. On peut ainsi parler de la grande époque de Jean Rous à Franc-Tireur. La source se tarira sous les effets conjugués de l'évolution du journal lui-même dans un sens qui n'est plus celui de Rous et des propres choix de celui-ci.

1. La crise à Franc-Tireur :

Les dissensions qui existaient au sein de la rédaction du quotidien entre les journalistes membres de MSUD et ceux du RDR, comme nous l'avons vu ci-dessus, deviennent de plus en plus graves. Le 26 septembre 1948, un comité de direction doit avoir lieu. Or, selon C. Ronsac, il existe une cellule communiste dans le journal qui tente d'imposer son point de vue en élargissant son strict groupe de militants. C'est ainsi qu'elle essaie d'influencer des journalistes comme Fourrier ou Valois. Albert Bayet, président de la fédération de la presse, et onze membres de la direction de Franc-Tireur, parmi lesquels « *les fondateurs et dirigeants du mouvement de la Résistance 'Francs tireurs et partisans', se prononcèrent contre une proposition Fourrier, pour le maintien de la ligne et de l'indépendance* (…) *du journal. La majorité a laissé Valois, Fourrier et ceux qui voudraient les suivre parfaite-*

ment libres de quitter Franc-Tireur »[231]. Le 7 octobre, vingt-sept journalistes ou employés de Franc-Tireur démissionnent, considérant que le journal a abandonné sa position « *d'union de toutes les forces de gauche* ». La scission FO, le RDR, ou la position « *équivoque* » vis-à-vis de la Troisième Force place, selon eux, la France dans le bloc occidental.

Le 11 octobre, « *les quarante-sept qui restent à 'Franc-Tireur'* » expliquent leur choix dans le journal. Ils précisent avoir repoussé « *l'ultimatum de l'argent et d'un parti* », dénonçant ainsi la volonté de certains de s'aligner sur la politique et la tactique du Parti communiste et ils s'inquiétant de l'éventuel « *apport de capitaux privés mal connus* ». Ce « manifeste » se conclut par : « *Ils veulent être soldats. Nous entendons rester* Franc-Tireur ».

Une grande partie des démissionnaires rejoint Libération, de d'Astier de La Vigerie, organe Front National concurrent de Franc-Tireur. Comme le relève C. Ronsac, L'Humanité organise alors « *un festival d'attaques dirigées contre 'Franc-Tireur' et accessoirement le RDR* »[232]. Rous n'est pas épargné puisque Etienne Fajon l'accuse de s'être abstenu lors de la précédente réunion du Comité directeur de la SFIO soutenant ainsi indirectement le gouvernement Queuille, récemment investi[233]. Rous réplique, le 17 dans Franc-Tireur, qu'il n'est plus membre du comité directeur depuis juillet.

2. Les champs d'intervention de Rous à Franc-Tireur concernant les questions intérieures :

Désormais hors du Parti socialiste, poussé par certains de ses amis de Franc-Tireur (les ex-trotskystes, Parizot et Rousseau), Jean Rous va trouver une tribune dans ce journal, dans laquelle il pourra s'exprimer totalement librement puisqu'il n'a plus d'étiquette de membre du Parti socialiste ou de sa direction. Il ne peut donc subir de censure ou s'obliger à l'autocensure.

---

[231] Ronsac C., Trois noms…, op. cit., p. 242.
[232] Idem, p. 243.
[233] In L'Humanité, 16/11/1948.

Rous apparaît comme un élément essentiel du quotidien, comme homme des grandes campagnes que Franc-Tireur peut mener. Par ailleurs, son anti-stalinisme (qui n'est pas un anticommunisme) et son anticolonialisme lui donne une aura particulière et lui valent la confiance d'une grande partie de la nouvelle direction, confirmée au moment de la scission. Selon P. Parizot, il inspire de nombreuses décisions, tant à E. Péju qu'à D. Bénédite[234].

Toujours est-il que Jean Rous parvient à regrouper autour de lui nombre de ses anciens amis de l'époque trotskyste ou de la guerre. Selon notre témoin, il « *mène une politique d'investissement diversifié, ne choisissant qu'en dernière analyse, Maria l'amenant à des engagements précis tandis que lui aurait préféré être présent partout* ». Une anecdote témoignant de cette « boulimie » revient chez tous les témoins ; elle se situe alors que Franc-Tireur se trouve rue Lafayette (selon André Draum). Lors d'une conférence de rédaction, on voit arriver un africain de grande taille. Jean Rous l'accueille et se prépare à l'amener dans son bureau. Pour tous les membres de la rédaction, il s'agit d'un nouveau contact de Rous en Afrique comme il en arrive pratiquement tous les jours. Mais le responsable de la rubrique sportive ne l'entend pas de cette oreille et « récupère » le Noir qui est, en fait, un boxeur américain.

On voit donc qu'à Franc-Tireur Rous écrivait essentiellement sur les questions internationales et coloniales. Son bureau ne désemplissait pas, il écrivait ses papiers et négociait tout. P. Parizot nous déclarait : « *C'était un négociateur né, il négociait de la place. Altmann lui disait 'oui', ensuite il y avait Tréno qui, lui, faisait le journal et qui lui disait 'mais il n'y a pas de place, demain, on verra, ou bien alors tu me refais ça mais en deux feuillets'. Et Rous venait demander de l'aide partout et on faisait le siège de Tréno et on disait 'comment, sur ce problème… ! ?'. Ça pouvait durer jusqu'à 11 heures du soir. Il était réellement intégré. Lorsque la conférence de rédaction avait lieu, tous les matins à 11 heures, ça se passait comme ça, de cette façon : Il y avait deux personnages assis dans leur fauteuil, Tréno et Lespagnol, le*

[234] Paul Parizot, entretien du 14 avril 1995.

premier secrétaire de rédaction, et tout autour, nous étions debout. Ça faisait une petite foule et chacun essayait de vendre son sujet. Rous était toujours à l'écart, il n'aimait pas jouer des coudes. Mais quand ça se terminait, il prenait la parole et disait 'mais il y a aussi…'. Ça foutait tout par terre. Tréno avait déjà réparti la matrice rédactionnelle »[235].

Dans cette partie, nous envisagerons les thèmes d'intervention de Rous concernant uniquement la vie politique française et internationale, à l'exclusion des questions coloniales que nous aborderons ultérieurement, en nous basant sur l'ensemble des activités (écrites ou non) de Rous sur cette question.

Un de ses grands champs d'intervention concerne donc la vie quotidienne des Français dans la difficile période de reconstruction de l'après-guerre. Pour Rous, il ne s'agit pas seulement de dénoncer ces conditions de vie. La description du quotidien l'amène à proposer des solutions, face à ce qu'il considère comme l'incurie des pouvoirs publics et des partis gouvernementaux ou d'opposition. Son analyse s'enrichit alors tant de ses acquis théoriques, ceux du marxisme, que de l'examen attentif d'exemples concrets, tant en France qu'à l'étranger, d'expériences « alternatives ».

1. Défense des intérêts quotidiens des travailleurs et des producteurs :

1. La question des salaires :

1. Défense du pouvoir d'achat :

Il s'agir d'une constante du discours de Rous de la période de l'après-guerre jusqu'au dernier moment de sa participation à Franc-Tireur . Rous va dénoncer fermement le faible niveau des salaires, la sous-consommation

[235] P. Parizot, entretien du 20 juillet 1997.

qu'il entraîne face aux hausses injustifiées. Dans un article du 24/12/1948, s'opposant à la « *disette artificielle* » que certains veulent laisser s'instaurer à la place de la « *disette normale* » des années de l'immédiat après-guerre, il ne cesse d'insister sur la nécessaire lutte pour le pouvoir d'achat : il titre son éditorial du 01/01/1949 : « La lutte pour le pouvoir d'achat continue ». Il s'appuie sur des exemples très précis de la vie quotidienne pour illustrer le renchérissement des denrées : « *Le gilet de laine valait 280 F, il y a quinze jours, il est maintenant étiqueté 380 F. Il y a eu des hausses préventives* », écrit-il dans le numéro des 06-07/11/1949. De même, quelques jours après, le 16/12/1949, dans un article intitulé : « Des salariés attendent …mais le poireau, lui, ne 'poireaute' pas », il compare les prix de nombreux légumes à un an d'intervalle.

Il défend l'idée d'un minimum vital et d'un salaire minimum garanti. C'est le cas, par exemple, dans un article du numéro des 13-14/05/1950, intitulé : « Gouvernement, patronat, syndicats : à la recherche du budget type », dans lequel il souhaite que les discussions autour du budget permettent de « *déterminer le salaire minimum garanti qui sera inséré dans les conventions collectives* ».

Opposé, bien sûr, au salaire au rendement, il rend la sous-consommation responsable de « la mévente, du chômage et de la misère » (titre de l'article du 25/01/1949) et préconise d'accroître le pouvoir d'achat pour « *débloquer la surproduction et dégeler la mévente* ».

Cette lutte pour le pouvoir d'achat s'inscrit en droite ligne de la défense du consommateur, victime des responsables de la vie chère.

2. Dénonciation des responsables :

Sur ce sujet, là encore, Rous n'aura de cesse de dénoncer clairement les responsabilités et en tout premier lieu :

- les gros producteurs

Rous oppose très nettement les petits agriculteurs « *qui méritent d'avoir le minimum vital* » *et* « *les grosses sociétés qui cultivent, sans même les connaître deux ou trois cents hectares* » (article du 07/08/1952). Sont clairement dénoncés : « *les seigneurs de l'agriculture* » (l'expression se trouve dans un article du numéro des 28-29/11/1953), aux côtés des « *seigneurs de la viticulture* » (épinglés par ailleurs dans l'enquête que Rous mena en août 1953 au moment de la crise viticole dans le midi de la France et en Roussillon en particulier)[236] et autres « *princes de la betterave* », qui agissent avec l'assentiment des « *gros bonnets du syndicalisme agricole* » (article du 06/04/1951, intitulé « L'économie en folie »).

Concernant les organisations paysannes, dès mai 1949, Rous pointe l'évolution de l'ONIC, lequel s'est transformé depuis le Front Populaire en assemblée dans laquelle « *on retrouve non les représentants des masses paysannes mais, par personnes interposées, l'oligarchie des gros producteurs* »*.* A l'époque de cet article (intitulé : « Le pain plus cher alors que les greniers regorgent de blé »), Rous relève que « *l'acceptation des prétentions de l'ONIC entraînerait une hausse de 25%* ». De la même façon, Rous notera, dans un article des 28-29/11/1953, le rôle des « *gros agrariens »* dans l'éclatement de la CGA, condamnant ainsi « *la CGT du monde paysan qu'elle voulait être* » à devenir « *un simple bureau d'études* » sous influence des « *gros* »*,* lesquels firent élire « *ces députés paysans qui sont devenus des piliers de la majorité réactionnaire avec le 'parti paysan' et 'indépendant' (sic)* »*.*

- les trusts :

Dans un article du 07/12/1949, écrit à l'occasion du premier projet de loi gouvernemental « anti-trusts », aux côtés du « *cercle bleu* » (trust du sucre, des pâtes, des œufs, du chocolat), du « *cartel des betteraviers* » et des « *rois de la viticulture et du blé* », Rous dénonce le trust des produits chimiques.

[236] C'est aussi dans le cadre de cette enquête que Rous dénonce le rôle de la Caisse du Crédit agricole auprès de laquelle la plupart des petits paysans et viticulteurs sont endettés.

Deux ans plus tard, le 20/12/1951, dans un article intitulé « Une loi anti-trust ou une nouvelle duperie ? », Rous dénonce les « *200 familles* [qui] *ont opéré une retraite stratégique vis-à-vis de certains grands secteurs publics. Retranchés dans de puissantes forteresses corporatives, elles ont aboli l'ancien capitalisme concurrentiel et engendré une nouvelle féodalité qui prélève les dîmes, impose les prix et supprime toute liberté commerciale* ». Dans l'article de décembre 1949, Rous avait déjà accusé ces trusts de s'entendre et d'imposer un surprix « *de 25% en moyenne* » dans les marchés d'Etat.

2. Les questions de budget et de fiscalité :

1. Dénonciation des fraudeurs du fisc :

Rous s'inscrit tout d'abord en faux contre l'idée qu'il serait difficile de lutter contre la fraude fiscale ; « *Ces inconnus, tout le monde les connaît bien* », donne-t-il comme titre à un article conçu comme une réponse à une remarque de M. Pleven qui avait dit que : « *Trois sur quatre des propriétaires de voitures américaines sont inconnus du fisc* » (article du 08/12/1948) ; et Rous d'ironiser : « *Monsieur Pleven a mis les pieds dans le plat d'argent* », pour plus loin rappeler que c'est sur cette « *grande fraude non seulement fiscale mais encore sociale* [que] *vit ou plutôt crève notre société* ». Deux jours plus tard, Rous analysera la réforme fiscale de M. Pleven comme une « *pseudo-réforme* » car elle ne prévoit « *rien contre les capitalistes, rien contre les fraudeurs* » (C'est le titre de cet article du 10/12/1948).

Fin août 1952, le constat est amer ; aucune avancée . Dans l'article intitulé « Est-ce cela leur réforme fiscale ? » et sous-titré « Pas question dans le projet présenté de toucher aux super-bénéfices ni aux revenus des gros agriculteurs », Rous établit la liste des diverses fraudes auxquelles se livrent les « *éternels intouchables : ventes sans facture, dissimulant des stocks, fausses déclarations de chiffres d'affaires, de bénéfices, successions, la*

reévaluation abusive des bilans, des plus-values dissimulées, les provisions injustifiées, les rémunérations versées à de faux gérants, l'imputation en frais généraux d'immobilisations, les fausses reconnaissances de dettes, les gérances libres qui sont des ventes, les annulations de factures consécutives à des achats réels, etc, etc. ».

3. Quid de la politique budgétaire ? :

Dans les comptes-rendus et analyses que livre Rous sur les budgets successifs , reviennent comme des leitmotiv les thèmes de :
- l'insuffisance des taxations proposées. Dans le projet de loi de finances de décembre 1950, par exemple, l'impôt sur les sociétés ne passe que de 24 à 34%.
- l'éternel sacrifice demandé aux budgets sociaux : Ecole, Jeunesse, Culture. Il écrit, par exemple, le 31/05/1950, à propos du débat à l'Assemblée sur les « économies » de l'éducation nationale : « *Il faut augmenter et non réduire les crédits scolaires. 100 milliards sont nécessaires pour bâtir 50 000 écoles, créer des centres d'apprentissage et assurer l'équipement sportif du pays* », et d'ajouter que ce chiffre « *est la moitié de ce que représente la 'sale guerre'* ».
- l'insupportable budget militaire. « *Les crédits de mort et d'aventures coloniales* » (l'expression se trouve dans un article du 16/11/1949[237]) seront dénoncés sans relâche par Rous, autant dans un article des 05-06/03/1949, que 27/12/1951, où Rous parle des « *crédits fabuleux* » demandés au Parlement par « *messieurs les militaires* » dont « *le gaspillage est le péché mignon* ».

---

[237] « *Depuis trois ans, on a prélevé sur le travailleur français quelques quinze cents milliards sous prétexte de nous 'défendre'. Cette somme correspond à la moitié de la somme de 3000 milliards qui était considérée comme le total de nos pertes résultant de la guerre et de l'Occupation* », écrit-il dans cet article.

Bien évidemment, dans la plupart des articles concernant les questions coloniales, Rous ne cessera de marteler le coût exorbitant du maintien sous le joug français de ces territoires.

2. Que faire ? :

1. Une première série de réformes :

1. une réforme fiscale et budgétaire :

Le 29/09/1950, Rous écrit, dans un éditorial intitulé « Toujours les expédients », que : « *Le gouvernement est impuissant devant les vagues successives de hausses. Mais il ne présente comme solution que des palliatifs, des expédients. Il faut des réformes de structure d'ensemble (en particulier sur la répartition et la fiscalité)* ». Il ajoute : « *Il faut frapper les monopoles et les privilèges* ». Rous propose plusieurs mesures allant dans ce sens.

1. le contrôle des prix (voire leur blocage) :

Cette mesure est souhaitée dès janvier 1949, dans un éditorial intitulé « Chiche Monsieur Queuille », dans lequel Rous écrit : « *M. Queuille a dit qu'il fallait 'rétablir l'équilibre de la balance des comptes'… D'accord, mais qu'est ce que cela veut dire ? Tout simplement ceci : qu'il faut imposer à tous un sacrifice équitable, proportionnel à ses charges, à ses capacités, à ses ressources* ». Toujours dans cet éditorial, Rous compare les efforts du gouvernement anglais[238] au « *gâchis français* » pour en conclure : « *M. Queuille n'a retenu de l'exemple anglais que le blocage des salaires mais il n'a pas retenu le blocage des prix et des revenus* ». Rous reprend régulièrement

[238] Il s'agit du gouvernement travailliste dirigé par Attlee, dans lesquels sont présents plusieurs membres de la gauche du parti travailliste et qui, en 48, avait instauré le régime de soins gratuits pour tous.

cette revendication au printemps-été 1952 à l'occasion de « l'expérience Pinay » ou l'année suivante, à l'occasion de l'annonce d'un plan gouvernemental « d'austérité ». Le titre de l'éditorial du 01/04/1953 est : « Austérité, pour qui ? ».

2. l'imposition des bénéfices non distribués :

Déplorant l'abandon de l'impôt sur le Capital, « *sur ordre de M. le Président du Conseil* », en octobre 1948, il revient sur cette question des bénéfices non distribués. Le 29/12/1949, dans un éditorial intitulé « Le mur d'argent », il écrit : « *Pour échapper à l'impôt sur les bénéfices, les grosses sociétés déclarent affecter la plus grande part de leur profit à l'équipement, à la fondation de nouvelles entreprises. On voit surgir de nouvelles puissances. L'Etat pouvait imposer les bénéfices non distribués* ». Sont visés en particulier les « *bénéfices supplémentaires issus du réarmement* ». Dans un éditorial du 27/12/1950, Rous écrit qu'« *il faut une proposition nette et ferme pour* [les] *frapper sans merci* », alors que l'attitude du grand patronat est dénoncée deux jours après, dans un article intitulé : « Va-t-on légaliser la fraude ? » puisque celui-ci vient de faire parvenir au gouvernement un programme fiscal où « *il est demandé que l'imposition porte sur les bénéfices réels et non plus sur les bénéfices comptables mais après les déductions des dépenses d'auto-financement* ». « *En fait,* ajoute Rous, *cet auto-financement sert à camoufler une partie des bénéfices* ».
Au lieu de ceci, on menace d'augmenter les impôts indirects et ceci même après une réforme fiscale dont Rous écrit, dans son éditorial du 04/11/1950 intitulé « Et si on réarmait notre système fiscal ? », que depuis son existence « *jamais les impôts n'ont été plus lourds* (…)*. Ce sont toujours les mêmes qui paieront la note* (…)*. On envisagerait de relever les impôts indirects. Il s'agit de 'plumer l'oie sans la faire crier'* ».

3.la nécessité d'une réelle réforme fiscale :

Celle-ci apparaît nettement. Sur cette « *véritable réforme fiscale démocratique* », Rous se demande, le 16/11/1950, dans un article intitulé « 'Plus de 240 milliards d'impôts nouveaux », : « *Mais qui, quel parti, à l'approche des élections, osera la réclamer ?* ».

2. Une réforme électorale :

Devant l'éventualité d'une dissolution de l'Assemblée, dans un éditorial du 25/10/1949, intitulé « Le retour devant le pays ? Oui, mais dans la clarté ! », Rous relève les analyses de « *certains journaux »* pour lesquels « *la procédure de dissolution n'est que la route triomphale préparée par l'Histoire pour le général de Gaulle* » ; il ajoute : « *dans certaines conditions de clarté, le tête à tête avec le pays, l'explication publique avec les citoyens* (…) *peut être le seul recours* (…) *pour mettre en déroute les partisans de l'aventure totalitaire* ». Mais Rous avance les conditions à cet aspect bénéfique de nouvelles élections :

Et en premier lieu, « *la constitution d'un véritable front démocratique avec un plan correspondant aux aspirations du monde du travail et des peuples d'outre-mer* ». Ensuite, « *la mise en place d'une réforme électorale instaurant le scrutin majoritaire à deux tours* ».

Le 01/03/1951, à l'occasion des discussions sur la réforme électorale, Rous, qui en admet la légitimité, écrit que : « *On est frappé* (…) *par le peu d'élévation politique et morale dont témoigne la crise présente* ». Il écrit plus loin : « *L'instinct de conservation proprement électoral a pris le dessus sur l'instinct de conservation de la démocratie* ». Et Rous, en conclusion de la première partie de son article (judicieusement intitulé « Pensez moins à la réélection et davantage à l'électeur »), note que l'électeur veut « *une réforme simple et claire, qui lui permette de mieux contrôler son élu politiquement et personnellement* ».

En avril de la même année, dans un éditorial intitulé « En finir avec la politique du pire… ou se préparer au pire », Rous dénonce cette « *politique du pire* » comme étant « *avant tout l'effet de l'abandon et de la panique dans le camp républicain* ». La question pour lui est bien de « *retrouver dans tout ce désarroi la première formation d'avant-garde qui marquera le premier sursaut* ». « *Telle est la solution essentielle* », écrit-il plus loin pour en tirer une affirmation, du coup évidente, sur la question de la réforme électorale. Rous écrit donc : « *La loi électorale sera alors donnée de surcroît* ».

2. Des réformes structurelles :

Bien plus importante lui semble la nécessaire mise en place de réformes structurelles et en tout premier lieu :

1. La réorganisation des marchés :

1. Les marchés agricoles :

C'est une réforme essentielle à mettre en place « *sur la base du souci de la consommation et la recherche de la qualité* », écrit Rous dans un article du 07/08/1952. A l'occasion des grands mouvements viticoles du sud de la France en août 1953, il reprend ce thème en ce qui concerne la production viticole. Dénonçant la déréglementation (apparue après 1942), la consommation « *anarchique* », « *les tripatouillages divers* », il reprend la déclaration de Tanguy-Prigent selon laquelle : « *Dans l'intérêt de tous les travailleurs, producteurs et consommateurs, il faut assurer la stabilité des marchés agricoles et de l'ensemble des denrées alimentaires* » et en appelle à la création d'un véritable office démocratique avec « *représentants de toutes les catégories de producteurs, de consommateurs, et de l'intérêt général* ». Dans la conclusion de cet article du 14/08/1953, intitulé « Après les journées des barricades », Rous note : « *Cette action pour l'équilibre, pour un ajustement des intérêts légitimes des producteurs et des consommateurs* (…) *s'intègre dans*

la lutte générale du peuple pour la justice sociale. Les travailleurs des villes et des champs et ceux d'Afrique du Nord doivent se tendre la main pour renverser une politique dominée par les intérêts des oligarchies ».

2. les autres marchés et la question des nationalisations :

Rous note, dans un article du 10/03/1951 intitulé « La liquidation qui n'ose pas dire son nom », qu'à propos du gouvernement Queuille on a parlé de « *ministère de liquidation* ». Si ces termes ont choqué, « *la chose demeure* » car il s'agit bien d'un « *funeste esprit de liquidation qui a présidé à toutes les entreprises depuis 6 ans* ». Et Rous ajoute : « *On a fait les réformes de structure, les nationalisations. Mais derrière le mot a survécu l'ordre ancien avec ses oligarchies, ses bureaucraties et ses privilèges* ».

Dans l'enquête qu'il mène en avril 1957, intitulée « Où en sont les nationalisations ? », Rous reviendra sur la fonction essentielle du processus de nationalisation ; il écrit : « *Au contraire d'une nouvelle bureaucratie, la nationalisation doit être le point de départ d'une promotion du travail, d'un passage du pouvoir politique au pouvoir économique par la démocratie sociale, par la participation des travailleurs à la gestion* ». Après avoir relevé le poids économique réel, très important, qu'elles représentent et rappeler les trois objectifs du PS à la Libération sur cette question (il s'agissait d'affranchir l'Etat politique de l'influence des grandes entreprises capitalistes privées, de privilégier la notion de service public contre la notion de profit et de mettre en place une véritable démocratie dans la structure intérieure de l'entreprise), Rous établit le bilan « *au bout de 10 ans* » et relève des sureffectifs, le resurgissement des déficits, l'apparition de la bureaucratie et note : « *L'idéalisation excessive par notre propagande d'avant-guerre des nationalisations est en partie responsable des désillusions qui ont accompagné leur réalisation* ». Mais, poussant l'analyse plus loin, dans le troisième et dernier volet de son enquête intitulé « La propriété collective doit préparer la démocratie économique et sociale », il tient à rappeler « *le sens exact* [que] *les maîtres du socialisme donnaient aux nationalisations* ». Et Rous de citer Engels et d'écrire que : « *Les nationalisations ne sont que l'antichambre du so-*

cialisme contrairement à ce que croient les staliniens qui identifient les deux ». Et d'en conclure que : « *Nous sommes loin dans les faits de la démocratie économique et de la participation ouvrière* ».

2. la cogestion :

Le 16 novembre 1948, Rous, dans un article rendant compte de la grève des dockers et de celle des mineurs et intitulé « Les oies du capital veillaient », écrit : « *Certains* [travailleurs] *qui voient plus loin ont insisté pour que la classe ouvrière soit associée à la gestion. Ils ne demandent pas on ne sait quelle bureaucratie. Ils exigent la vraie démocratie sociale, le contrôle par les travailleurs de leurs propres affaires* ». Et il ajoute : « *C'est en définitive la seule et vraie solution* ». Sur cette question d'associer les travailleurs à la gestion, il précise, dans son éditorial du 14 décembre de la même année intitulé « Questions au Général sur la question sociale », et écrit à l'occasion du discours prononcé au Vélodrome d'Hiver par le Général de Gaulle, alors président du RPF crée en avril 1947 et initiateur du thème de l'association Capital-Travail, : « *Encore faudrait-il qu'il* [le Général de Gaulle] *expliquât si, dans l'affaire, le Travail est toujours le cheval et le Capital le cavalier comme cela s'est passé dans les expériences italienne, espagnole et vichyssoise* ».

Au tout début de l'année 1951, le 17 janvier exactement, dans un article intitulé «1951, année cruciale » et sous-titré « Inquiétude des salariés devant la nouvelle montée des prix », Rous écrit : « *Echelle mobile, cogestion, tel devrait être le thème d'une campagne permanente du monde du travail* ».

3. Les acteurs de ces réformes :

1. Constat d'échec des partis, de l'Etat :

Tous les gouvernements de la IVème République sont des gouvernements d'union. Mais, à partir de mai 1947, les communistes en sont exclus, tandis que les gaullistes n'y participent qu'entre 1953 et 1954. Tous les gouvernements qui dirigeront la France seront donc des gouvernements d'union, avec ou sans la participation de la SFIO.

1. les gouvernements d'union sans la SFIO :

Pour Rous, bien sûr, ce n'est pas de ces gouvernements de centre droit ou de droite que l'on peut attendre le moindre début de mise en place des réformes qu'il souhaite. Bien que les gaullistes ne participent qu'épisodiquement au gouvernement, on a vu, par exemple, comment Rous stigmatisait leur thème « corporatiste » d'une « association Capital-Travail ».

En septembre 1953, c'est le gouvernement Laniel, avec Edgar Faure comme ministre des finances, qui sera épinglé. Dans un article du 2 septembre intitulé « Le gouvernement doit en principe définir ce matin une politique des prix », Rous écrit : « *Mais on doute qu'il ait la volonté et le pouvoir de faire entendre raison aux dirigeants du patronat* », et de poursuivre en ironisant : « *M. Edgar Faure, par un curieux phénomène d'illusion, s'est trompé de gouvernement et de majorité. Certaines des mesures qu'on annonce comme faisant partie de son plan : réorganisation du marché du vin, réforme concernant le blé, l'alcool, les oléagineux, mesures contre la fraude fiscale, allégement du loyer de l'argent, augmentation des bas salaires de la fonction publique, seront torpillées ou mises en pièces avant que d'avoir vu le jour. Les privilégiés n'occupant pas le pouvoir pour faire des sacrifices mais pour les éviter et les imposer aux autres* ».

Le 22 mai 1950, Rous écrit un article intitulé « Le congrès du MRP a mis en opposition les actes du gouvernement et les belles paroles des dirigeants d'un parti qui se dit 'de gauche' ». Dans le cœur de l'article, Rous écrit : « *Aux assises du MRP, un congressiste avait dit : 'Nous sommes un parti de révolution'. M. G. Bidault*[239]*, Dieu merci, vient de remettre les choses au point* ». Et Rous ajoute : « *On doit juger un parti sur ses actes. Or, qu'a fait le MRP qui occupe aujourd'hui la présidence du Conseil et une quinzaine de ministères et qui n'a jamais cessé d'exercer le pouvoir depuis l'avènement de la IVème République ?* » [240]. Réponse de Rous : « *Le MRP a donné cette allure bâtarde aux institutions actuelles dont la façade se réclame du progrès et dont le contenu reste foncièrement capitaliste, colonialiste, avec un regain de cléricalisme* ». L'article est complété par des exemples de ces actes « *de centre modéré ou de droite* » du MRP. On est là à la transition entre les gouvernements avec participation socialiste et sans participation puisqu'en juillet de la même année les socialistes vont disparaître quelques jours d'un gouvernement, puis réapparaître. Le MRP et la droite semblant chercher une solution de gouvernement clairement à droite.

2. les gouvernements d'union avec participation des socialistes :

En effet, associé aux radicaux et aux socialistes, le MRP, pour Rous, a orienté la politique gouvernementale vers la droite.

En mai 1949, le président du Conseil, G. Bidault, dirige une coalition « Troisième Force » (MRP-Radicaux-SFIO-UDSR). Rous s'alarme alors d'un « *programme gouvernemental très à droite* ». Le 19 mai, dans un article intitulé « C'est toute la nation qu'on sacrifie », il écrit que : « *Les socialistes et les progressistes de 'la gauche du MRP' s'apprêteraient à accepter*

[239] Rappelons que, depuis la démission des ministres socialistes en février , laquelle signe la fin du tripartisme (c'est la première fois depuis la Libération que les socialistes sont absents du gouvernement), Bidault, (MRP), président du Conseil depuis le 29/10/1949, gouverne avec des radicaux, des MRP et des Indépendants.
[240] Souligné par nous.

l'aggravation de la fiscalité, du colonialisme, du militarisme, des menaces directes contre les nationalisations et la Sécurité Sociale ». Pour Rous il s'agirait de « *la négation même du programme et de la raison d'être de tout mouvement progressiste* ». Et dès cette époque, il se prononce (dans deux articles des 25 et 26 mai 1949, respectivement intitulés : « L'ultimatum des modérés, ces nouveaux enragés » et « A quand l'ultimatum socialiste ? ») pour « *un divorce dans la clarté* » plutôt que « *la capitulation sans condition* », déplorant que « *chaque jour, le citron socialiste* [soit] *pressé un peu plus* » .

Le congrès SFIO des 26 au 29 mai 1950 confirme ses analyses. Dans le compte-rendu qu'il rédige pour Franc-Tireur, il écrit : « *La politique des deux dernières années a eu pour effet de creuser une sorte de fossé entre la SFIO officielle proprement dite et des dizaines de milliers de militants* ». « *Ce divorce est-il irrémédiable ?* », s'interroge-t-il plus loin ; pour aussitôt répondre par la négative mais sous réserve d'« *une véritable révolution d'orientation* ». En effet, le bilan de la participation au gouvernement parle de lui-même : et Rous de relever qu'entre 1946 et 1950 les effectifs de la SFIO ont baissé de près des deux tiers[241]. Il se félicite donc que : « *Le congrès* [ait] *décidé que le soutien conditionnel pourrait être reconsidéré et la participation envisagée seulement après appel à un Conseil national* ». Optimiste au moment de ce congrès, il espère qu'il marquera une date dans le « *ressaisissement du PS* ».

Mais, dès juillet 1950, la chute du gouvernement Bidault pose la question d'une éventuelle autre solution. La réponse socialiste devrait être le refus. Ils ne participent pas au gouvernement Queuille. Rous avait réitéré ses mises en garde à l'occasion des « *pressions de la bourgeoisie pour que les socialistes participent au* [ce] *gouvernement.* », craignant apparemment que les vieux démons ne reprennent le PS. Il écrit : « *On a même entendu :*

---

[241] Le Parti passe en effet de 354 842 adhérents en 1946, effectifs les plus élevés depuis très longtemps, à 135 598 en 1950, d'après Recherche socialiste, n° 4 spécial, OURS, sept. 1998, p. 103.

‘L’heure est venue de former un gouvernement de Gaulle-Jules Moch’ et ceci au nom du danger de guerre ». Rous dénonce ce « *chantage* ».

L’échec de Queuille et l’investiture de R. Pleven (UDSR), qui constitue un nouveau gouvernement « Troisième Force » toujours avec MRP, Radicaux et SFIO, l’amènent à rédiger, le 13 juillet, un éditorial intitulé « Le ministère de l’assouplissement » dans lequel il écrit : « *Nous regrettons que les socialistes aient accepté de participer au gouvernement Pleven* » et, plus loin, : « *Les intéressés auraient bien tort s’ils pensaient que les circonstances nouvelles nées de la crise internationale leur permettront de bénéficier de la patience voire de l’indifférence qui fut, somme toute, acquise à leurs prédécesseurs* ». Et effectivement, dès la semaine suivante, le 19 juillet précisément, il dénoncera les « *solutions de cote mal taillée du point de vue du programme social* » auxquelles s’apprête le gouvernement.

Bref, ces gouvernements « d’union » ou de « coalition » entre MRP-SFIO auxquels se sont ajoutés le plus souvent des radicaux et des UDSR posent aux yeux de Rous la question de la politique du Parti socialiste. Il écrit : « *Il s’agit de savoir si après une expérience qui s’est soldée par un affaiblissement grave du socialisme démocratique en France il suffira d’invoquer un danger de guerre pour que les socialistes abandonnent leurs positions et se livrent en otages à une coalition bourgeoise.* (…) *L’union qui ne tient pas compte des aspirations du monde du travail n’est qu’une duperie* (…). *L’expérience a tranché* ». Et Rous conclut : « *Le salut public, c’est avant tout le salut de la classe la plus malheureuse et la plus pauvre* ».

En mars 1951, à l’occasion de la présentation du programme SFIO par Guy Mollet, décidé à affronter le débat de l’investiture[242], Rous note que ce programme « *comme tous les programmes présentés par le parti SFIO contient des choses excellentes qu’on souhaiterait voir réalisées* ». Mais, si

---

[242] Pleven a démissionné le 28/02. Le 9 mars, c’est H. Queuille (radical) qui sera investi et prétendra former « *un ministère d’action* » dans lequel G. Mollet sera vice-président du Conseil (aux côtés de Bidault, MRP, et Pleven, UDSR).

les bons programmes « *n'ont pas manqué depuis 5 ans* », il relève surtout « *l'absence d'une force cohérente pour les réaliser* ».

2. Les autres acteurs sociaux :

Devant cette faillite générale, Rous, tout au long de la période, n'aura de cesse de prôner le développement (ou l'instauration quand elles n'existaient pas encore) des structures d'organisation et de défense du monde du travail et, au delà, de la masse des citoyens (consommateurs, jeunes…).

C'est ainsi qu'il défendra à plusieurs reprises, le rôle des conventions collectives, par exemple dans son article du 01/03/1951, intitulé « Pensez moins à la réélection et davantage à l'électeur ». En deuxième partie de cet éditorial, parmi la liste de « *quelques réformes simples* » souhaitées selon Rous par l'électeur, il cite, à côté de l'échelle mobile des prix et des salaires, « *l'institution de véritables conventions collectives* ». Dans cette instauration, les comités d'entreprise ont un rôle de premier plan à jouer. Ils sont la structure de base où peut s'élaborer ce début de « *réforme générale de la société dans le sens d'une république du travail* ». Cette formule se trouve dans un article du 14/03/1957, intitulé : « La promotion des travailleurs doit être avant tout l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »[243]. Dans cet article, Rous, récapitulant les étapes du processus permettant d'aller « *du particulier au général, des revendications partielles à la transformation structurelle et révolutionnaire* », en dégage trois paliers. Le rôle des comités d'entreprise paraît très important dans les deux premiers paliers. Rous écrit : « *Partant du comité d'entreprise, avec le stimulant partiel et modeste de l'intéressement à la productivité, le reclassement, nous aboutissons à un meilleur fonctionnement de*

[243] Notons que cet article est le neuvième et dernier d'une série intitulée : « Les problèmes de notre temps ; la promotion ouvrière ».

l'institution, à une meilleure formation ouvrière et militante ». Le deuxième palier est celui de l'accroissement des pouvoirs des comités d'entreprise à l'occasion des discussions et des luttes pour les conventions collectives. Le dernier palier est celui de la cogestion « *arrachée de haute lutte* ».

Bien sûr, cette accession des comités d'entreprise à la pleine cogestion (vers la gestion ouvrière) passe par le droit de regard de ceux-ci sur les comptes de l'entreprise. Ce droit s'exerce par l'ouverture des livres de comptes, revendication reprise régulièrement par Rous. C'est le cas, par exemple, dans un article du 13/03/1950, intitulé « Ouvrez vos livres, messieurs les patrons », dans lequel Rous recommande la reprise en France de la campagne des syndicats américains de l'automne. « *Ouvrez les livres* », écrit-il, et il ajoute (déjà, pourrait-on dire par rapport à l'article cité ci-dessus qui sera écrit sept ans plus tard) : « *Ainsi, les comités d'entreprise confirmeront pleinement leur mission qui est de se préparer à la gestion, en contrôlant les comptes de la direction et au besoin, en demandant 'des comptes' !* ».

Deux remarques, bien sûr, s'imposent par rapport à cette constante de la vision de Rous du rôle des comités d'entreprise : la « suite dans les idées » que manifeste Jean Rous et le constat qu'en sept ans les choses ont bien peu avancé.

Le 13/10/1950, Rous s'appuie sur l'exemple de l'entreprise Jeumont de la plaine Saint Denis et rédige un article intitulé « Quand les comités d'entreprise ouvrent les livres : le 'minimum vital' des patrons et celui des ouvriers ». Après avoir comparé dans un tableau l'accroissement des bénéfices de l'entreprise et les salaires, Rous en conclut qu'« *il faut obtenir l'ouverture de tous les livres ; leur examen justifie les revendications des ouvriers* ».

La conclusion s'impose d'elle-même, comme une solution de bon sens : « *le contrôle par les travailleurs de leurs propres affaires* », y compris quand il s'agit des travailleurs des entreprises nationalisées, comme à la SNECMA, où « *réunis dans leur comité de défense,* [les travailleurs] *proposent de substituer au désordre, des plans de fabrication et des plans d'adaptation qui seraient élaborés avec leur concours et exécutés sous leur*

contrôle » ; et l'auteur d'ajouter : « *On doit accepter cette solution. Il ne fait aucun doute qu'au point où nous en sommes, les travailleurs organisés feront mieux que l'Etat* »[244].

Lors du compte-rendu qu'il établit du débat budgétaire au Sénat dans lequel il juge le projet de budget soumis à discussion comme « *le plus oppressif et le plus réactionnaire de la IVème République* », Rous écrit que la seule politique souhaitable est celle qui « [frappera] *la fortune et* [organisera] *l'économie sous le contrôle des véritables producteurs*»[245].

Dans le domaine agricole, Rous va prôner de la même manière la prise en mains par les producteurs et consommateurs de leurs propres affaires. Dans un article du 27/08/1952, après avoir dénoncé « *les nouvelles 200 familles du blé, du vin, de la betterave, du lait, de la viande* », Rous écrit : « *L'organisation des marchés doit cesser d'être basée sur le monopole de quelques privilégiés. C'est l'esprit de coopératisme qui doit prévaloir contre l'esprit de monopole* ». Il préconise « *l'alliance producteurs-consommateurs contre le parasitisme et les circuits abusifs* ».

Après les « journées des barricades » d'août 1953 qui ont enflammé le Midi viticole, Rous fait le bilan et en arrive à la conclusion qu'il faut créer « *un office démocratique pour régulariser le marché* » ; cet office doit regrouper des « *représentants de toutes les catégories de producteurs, de consommateurs et de l'intérêt général* ».

En automne de la même année et à l'occasion de nouvelles journées de barricades paysannes, Rous reviendra sur ce « *malaise paysan* » ; ce sera l'occasion pour lui de réaffirmer la nécessité pour le monde paysan de « *se réveiller contre ses exploiteurs et ses endormeurs* » et de mettre en place « [des] *organisations* (…) *dirigées par les véritables paysans* [et non] *par les industriels de l'agriculture* ».

---

[244] Article des 25-26 juin 1949 : « Le scandale de l'industrie aéronautique : si l'Etat n'est pas capable de gérer ses entreprises, qu'il fasse confiance aux travailleurs ».
[245] Article du 30/12/1948 : « Accrochages budgétaires au Sénat ».

Le contre-exemple de ce que souhaite Rous lui est fourni par l'éclatement de la CGA (survenu le 26/11/1953). Dans son article des 28-29 novembre, il revient sur cette organisation, créée à l'initiative de son ami Tanguy-Prigent, qui « *unissait et représentait divers syndicats ou fédérations : coopératives, mutuelles, crédits, techniciens, exploitants, ouvriers agricoles* ». A partir du lendemain, Franc-Tireur publie une série d'articles de Rous sur la question paysanne. A l'occasion de cette enquête pour laquelle Rous se déplacera dans les Deux Sèvres, à Limoges, dans le village pilote de Sénoncourt (Meuse), il développera les revendications qui lui tiennent à cœur. Il écrit, dans l'article du 30 novembre intitulé : « Producteurs et consommateurs. La France doit choisir entre la modernisation et la décadence », : « *L'idée s'implante de plus en plus d'un front commun entre consommateurs et producteurs, entre les travailleurs des villes et ceux des champs que la crise frappe également. La réforme de la condition paysanne est aussi nécessaire que la réforme de la condition ouvrière* ».

Tant la condition rurale que la condition ouvrière doivent être améliorées par le développement d'outils comme les comités d'entreprise, les conventions collectives, les organisations rurales, auxquels il faut donner les moyens de jouer pleinement leur rôle dans la mise en place d'une « *démocratie du travail* »[246].

Il ajoute à ces outils de démocratisation les organismes de jeunesse et en tout premier lieu les Maisons des Jeunes. Cette jeunesse dont Rous écrit que : « *On nous dit qu'*[elle] *se désintéresserait de la politique. Elle est tout simplement sensible à l'imposture du monde politique* ». Dans un article du 09/03/1954 intitulé « La génération nouvelle sera celle de la grande décision mais aussi du choix réfléchi », il reprend un de ses propres articles parus dans la revue Esprit en octobre 1945[247] dans lequel il défendait « *la mise en*

---

[246] Cette expression se trouve dans l'article du 10/12/1956 intitulé : « L'adaptation à la révolution technique impose la réforme des institutions dans le sens d'une république du travail ».
[247] Nous avons longuement présenté cet article à la fin du livre II de notre travail.

place d'institutions où le jeune, en se gérant lui-même, formera son propre caractère, fera l'apprentissage civique, social, professionnel de sa vie d'homme ». « *De ces institutions*, ajoute-t-il, *la Maison sera la principale* (…) *Elle sera la Bourse du Travail de la jeunesse* ». Il considère que « *la réunion de l'ensemble des Maisons, des mouvements et associations devrait avoir un représentant logique dans la société, à l'échelon local et national* » ; et il se prononce pour « *une sorte de Conseil National de la Jeunesse* ».

3. Les exemples existent :

A l'appui de ces réformes souhaitées, allant toutes dans le sens d'une plus grande prise en charge de leurs propres affaires par les vrais producteurs, les véritables forces vives de la nation, Rous va prendre divers exemples de ce qui a été mis en place dans d'autres pays.

Tandis que la référence historique est celle de la Commune. Dans son « *refus de séparer la liberté de la justice sociale* »[248].

Mais Rous prend surtout ses exemples dans le « réellement existant ».

Il va ainsi développer les expériences anglaise (avec le Labour Party), allemande et surtout yougoslave.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, pendant le printemps 1951, Rous séjourne dans ce pays et livre au journal une enquête intitulée : « Inquiétudes de l'Angleterre en 1951 » qui comporte trois articles dans lesquels il analyse les dispositions prises par le Parti Travailliste.

Dans le premier de ces articles, intitulé : « Outre-Manche aussi les prix montent, mais grâce à une politique de contrôle et de subventions le pouvoir d'achat des travailleurs est sauvegardé », Rous développe les diverses me-

[248] Article du 18/03/1949 intitulé : « 18 mars 1871-18 mars 1949 : la Commune : un Etat ouvrier où les ouvriers avaient la parole ».

sures mises en place par les Travaillistes pour « *parer le coup* » de l'augmentation des matières premières sur le marché mondial provoquée par la guerre de Corée. Il note les « *subventions considérables permettant de maintenir à des prix raisonnables les produits d'utilité courante* ». Il précise d'ailleurs que ces subventions sont « *principalement alimentées par des taxes sur les produits de luxe et de demi-luxe* [et un] *système fiscal plus démocratique qui frappe les gros revenus* ». Il relève qu'un contrôle des prix s'exerce sur « *60% des marchandises* ». Les dirigeants travaillistes ont su mettre en place « *une politique internationale dirigée d'achats directs* » et ont réussi à assainir la distribution avec « *l'élimination des intermédiaires parasites* ».

Dans le dernier article intitulé : « De la démocratie politique à la démocratie sociale », Rous explore le plan travailliste de « *démocratie industrielle* » avec édification de celle-ci à partir des comités d'entreprise et des coopératives.

Et après avoir rendu hommage à « *une politique coloniale progressiste* » , Rous rédige la conclusion qui s'impose : « *Malgré ses défauts et ses insuffisances* (…), *l'Angleterre travailliste apporte son témoignage de liberté, de justice sociale, d'indépendance et de paix. Tout en restant nous-mêmes, puissions-nous en prendre de la graine !* ».

L'été de la même année, Rous assiste à Milan au congrès de la CISL où « les délégués des 50 millions de syndiqués dressent le bilan de leur lutte pour le pain, la liberté et la paix ». C'est le titre du premier article, du 04/07/1951.

A cette occasion, Rous interviewe des délégués de divers pays, en centrant son enquête sur la question du pouvoir d'achat à l'étranger.

L'entretien qu'il a avec Tom Williamson, secrétaire général des Trade-Unions, confirme les analyses de Rous du printemps précédent.

Pour gagner la bataille du pouvoir d'achat, le Labour Party, lequel « *n'est que le mandataire au gouvernement et au Parlement des syndicats* » d'après les propres termes de Williamson, agit selon les principes directeurs

de contrôle des prix, taxations rigoureuse des profits, égalité des sacrifices. Le Labour représente les 15 millions de travailleurs à tous les organismes de la mobilisation économique et de la prohibition de la spéculation.

L'exemple allemand est tout aussi parlant. Dans l'article du 31/07/1951 intitulé « Au pays de la cogestion ; 'Nous luttons pour une démocratie économique et sociale', nous disent les syndicalistes allemands », Rous reprend les propos que lui a tenus Ludwig Rosenberg, membre du comité directeur de la Confédération allemande des syndicats (DGB), laquelle a joué un rôle important dans le vote de la loi de cogestion par le Parlement de Bonn, le 10/04/1951. Pour ce syndicaliste, « *La vraie question est de résoudre le problème du pouvoir d'achat par l'interventionnisme de la classe ouvrière dans une politique économique d'ensemble et par l'accroissement de son pouvoir de décision sur les salaires, les prix, les profits* ». Le rôle des syndicats s'exerce au delà de l'activité proprement syndicale. « *Nous intervenons par voie de représentation dans tous les comités, organismes gouvernementaux ou parlementaires où il est question du travail et des travailleurs* ».

En ce qui concerne les pays de l'Est, ils fournissent à Rous un contre-exemple. Après avoir relevé le manque d'information sur ces pays, que Rous attribue aux changements politiques intervenus, « *depuis 'les prises du pouvoir' de 1948 par les partis communistes* (…) », il ajoute : « *Des réformes de structure avaient été réalisées après la Libération par la collaboration des socialistes et des communistes. Mais nous sommes dans la nuit depuis que, comme à Prague et ailleurs, les seconds ont mis les premiers en prison* ». Il précise donc que : « *Nos renseignements viennent des sources les plus orthodoxes* » mais, qu'en l'état, « *il n'y est question, en aucune manière, de la lutte des ouvriers eux-mêmes ou de leurs organisations syndicales vis-à-vis de l'Etat patron. Tout est décidé d'en haut par ce dernier* ».

Mais pour Rous, l'exemple le plus parlant est celui de la Yougoslavie. C'est pendant l'été 1953 qu'il se rend dans ce pays. Il livrera à Franc-Tireur une série de six articles parus entre le 15 et le 23 juillet. Le titre de l'article du 17 juillet parle de « *deuxième révolution yougoslave* », laquelle, selon Rous, s'accomplirait au cri de « *Vive la Commune* ». Il y souligne que : « *Après la rupture avec le Kominform, une vie nouvelle a commencé en Yougoslavie. L'absolutisme bureaucratique stalinien a été décrété de mort et une nouvelle société d'esprit démocratique s'élabore progressivement sous nos yeux. Les travailleurs gèrent leurs propres affaires dans les entreprises depuis la loi de juin 1950. La nouvelle Constitution, votée en janvier 1953, inaugure un système de démocratie directe à la ville et au village, inspirée de la Commune de Paris. Les monopoles et privilèges du PC ont été abolis au bénéfice d'un rôle d'éducation et d'animation* ». Dans cette enquête, Rous parle de son séjour précédent, en 1951, dont il avait conservé le souvenir de « *l'austérité qui s'exerçait alors* ».

L'article suivant développe les tenants et aboutissants de la loi du 28/06/1950 par laquelle « *les dirigeants yougoslaves* [ont] *décidé de confier la gestion de l'économie aux producteurs directs* ». Voilà comment Rous analyse cette décision : « *Donner les usines en gérance aux ouvriers, les entreprises aux travailleurs de toutes catégories, c'était le vieux rêve du socialisme et du syndicalisme révolutionnaire, du communisme d'octobre 17. Le stalinisme l'a enterré en confiant la gestion à l'Etat et à sa bureaucratie de directeurs* (…). *Quel coup d'audace de la part des dirigeants yougoslaves de décider par la loi du 28 juin 1950 de confier la gestion de l'économie aux producteurs directs ! Aux termes de cette loi, dans chaque entreprise le personnel réuni en 'collectif' a élu à bulletin secret un conseil ouvrier* ».

Dans l'article du 17/07, Rous rend compte de la nouvelle loi constitutionnelle de janvier 1953 ; il relève qu'« *elle organise cette démocratie directe chère à nos traditions communardes, proudhoniennes et jauressistes dont il n'est pas dit que la France* (…) *n'ait pas, elle aussi, le plus urgent besoin* ».

Rous se fait expliquer par le professeur Gorgevitch, « *le grand juriste de la Yougoslavie nouvelle* », le « *délicat mécanisme en voie de mise en*

place » dont les principes sont : propriété sociale des moyens de production, « self-government » des producteurs dans l'économie et du peuple travailleur dans la commune. Rous écrit que : « *L'idée si vivante et si démocratique de la Commune de Paris est surtout reprise dans les comités d'arrondissement où cohabitent dans le même comité les représentants des communes et le conseil des producteurs* ». « *Ainsi s'affirme dans une même organisation démocratique le citoyen complet, producteur, consommateur, animateur de la vie culturelle et sociale* », ajoute-t-il.

Les exemples étrangers dont celui ô combien exemplaire de la Yougoslavie, d'une part, et les embryons de démocratie directe repérés au sein de l'organisation sociale de la France, d'autre part, confirment Rous dans la voie à suivre. Celle du changement de système. C'est d'ailleurs ce qu'il écrit, les 23-24/09/1950, dans un article intitulé « Tandis que les prix montent toujours, le gouvernement envisage du déjà-vu : une baisse autoritaire, une duperie : des importations qui seraient organisées par les profiteurs de la hausse ». La conclusion de cet article, dénonçant « *la hausse des prix et l'approfondissement de la misère* », est on ne peut plus claire : « *la seule solution sérieuse consiste à changer de système* ».

Dès le 30/12/1948, Rous avait tracé les grandes lignes du « *combat ouvrier* » à mener contre « *la politique insensée du gouvernement* ». Il s'agit bien pour la classe ouvrière de « *mener de pair dans les comités d'entreprise et les syndicats la lutte pour les revendications immédiates* (…) *avec l'action révolutionnaire pour assurer sa participation à la gestion de la société* ». « *Car*, écrira-t-il le 17/03/1957, dans son article intitulé « La promotion des travailleurs doit être, avant tout, l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », *il n'y a pas de muraille de Chine entre réforme et révolution. Le Grand Soir commence ce matin !* ».

CHAPITRE IV

1950-1960

VERS UN NOUVEAU PARTI SOCIALISTE

Comme nous venons de le voir dans les chapitres précédents, la période de l'après-guerre fut pour Jean Rous fructueuse, tant en approfondissement de la réflexion théorique qu'en engagements militants. Et ce, aussi bien à l'intérieur de la SFIO pour sa rénovation qu'à l'extérieur avec sa participation à l'émergence de mouvements dont la caractéristique commune est de refuser l'alignement sur le stalinisme ou la social-démocratie et, a fortiori, le capitalisme, au plan national, comme au plan international avec la fondation du Congrès des Peuples.

Ses diverses livraisons à Franc-Tireur témoignent de cette lutte sur plusieurs fronts. Mais, comme il le rappelle lui-même dans ses Carnets, repris à la date du 13 septembre 1950, il a utilisé d'autres tribunes : Esprit, Cité-soir, La Pensée socialiste.

Pour la période que nous abordons maintenant, c'est à dire de la fin des années 40, au moment où Rous se trouve hors de la SFIO, sur les marges d'un RDR déclinant, à l'année 60, date de son départ au Sénégal, nous pouvons nous appuyer sur ses Carnets personnels, pour suivre presque pas à pas l'évolution de son positionnement militant sur le plan des idées et des actes.

Comme lors de la période précédente, celle-ci est rythmée par son interrogation majeure qui reste toujours la question de l'efficacité pour la rénovation du socialisme.

Dans ses Carnets intimes, qu'il tiendra désormais jusqu'à la fin de sa vie, les notes de « bilan » qu'il rédige à intervalles réguliers expriment, au travers d'un débordement d'activités, un questionnement presque lancinant

sur son action sur la rénovation socialiste. Doit-il se battre dans le PS ? Doit-il se battre à l'extérieur ? Quand il est dedans, quel rôle doit-il jouer ? Lorsqu'il est dehors, sur quelles forces doit-il s'appuyer pour éviter que « son » groupe ne devienne une secte ?

De la même façon, la question du socialisme à l'échelle internationale et d'une voie entre les deux blocs, qu'il espère avoir fait avancer avec le Congrès des Peuples, est source pour lui d'une préoccupation constante. Ainsi, l'Internationale socialiste, la CISL ou l'expérience yougoslave lui paraissent à certains moments comme des lieux de cette rénovation du socialisme international, mais d'une telle fragilité qu'elle est sans cesse remise en cause.

Cette remise en cause l'est, de façon interne, par la faiblesse structurelle des tenants de ces positions et surtout, de façon externe, par l'opposition des deux blocs qui exigent, l'un comme l'autre, un positionnement clair, pour ou contre, et n'acceptent en aucun cas une troisième force internationale. A l'intérieur, en France, comme à l'extérieur dans le monde, chaque bloc, d'une certaine façon, se nourrit de l'autre. Ainsi, toutes les velléités de mise en place de cette « tiers-force » verront leurs efforts contrecarrés tant à l'intérieur des Etats que sur le plan international. Pour chaque bloc, cette « tiers-force » doit être absorbée ou éliminée car elle constitue une remise en cause de l'équilibre géopolitique de la période, dont chacun non seulement s'accommode mais se satisfait car le leader du bloc (les USA capitalistes et l'URSS stalinienne) y trouve un intérêt, entre autres, économique.

Avant son départ pour le Sénégal en 1960, Jean Rous se trouve en permanence sur la corde raide. Ce qui peut apparaître à certains comme l'inconstance d'un individu doit être lu à la lumière de la conscience qu'a Jean Rous des enjeux de l'époque et de la recherche qu'il mène, seul ou avec d'autres, du meilleur lieu pour mener la meilleure politique dans son combat contre l'action des blocs.

Concrètement pour lui cette situation va se traduire par l'alternance, comme dans les périodes précédentes, d'adhésion au PS pour sa rénovation

et de militantisme dans tout ce qui peut globalement ou partiellement entamer à un moment ou à un autre cette politique des blocs à l'échelle mondiale et le clivage social-démocrate / stalinien à l'échelle du pays.

De toutes ces interrogations et de ces choix les précieux Carnets personnels témoignent. Dès que Jean Rous reprend la plume mi-septembre 50, après avoir expliqué pourquoi il avait abandonné ses Carnets pendant près de dix ans[249], c'est pour dire son angoisse devant la situation politique française et mondiale. Il parle de l'imminence d'une troisième guerre mondiale, tout à fait plausible avec le détonateur de la guerre de Corée.

La récapitulation de ses efforts militants (rénovation du socialisme sur le plan national, fondation du Congrès des Peuples sur le plan international) débouche sur le constat de leur vacuité ; il écrit ainsi : « *Mon espoir d'un regroupement socialiste me paraît vain dans l'état actuel des choses* »[250].

Pourtant, pendant cette période de plus de dix ans, Rous continuera à lutter pour la rénovation du socialisme dans trois directions : aggiornamento d'une SFIO encore modelable, participation à des mouvements divers dont les actions convergent vers une « tiers-force » potentielle, et sur le plan international, engagement indéfectible pour la troisième voie.

<u>1. Rénover le socialisme en rénovant la SFIO ?</u>

---

[249] Il explique le 13 septembre 1950, que ce journal avait été abandonné et que des pages en ont été déchirées « *de peur de voir tomber le journal entre les mains de la police occupante ou réactionnaire* ». ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 13.
[250] Idem.

Rous ne fait plus donc partie de la SFIO depuis le congrès d'août 48. Dans ses Carnets, il écrira le 1er octobre 1951, déplorant que les masses soient chez les staliniens et qu'elles ne puissent venir au PS : « *La gauche réelle a quitté la SFIO dégoûtée* ». Ce n'est pas pour autant qu'il va rompre tous les ponts avec cette organisation. D'ailleurs, l'ensemble de la période qui nous occupe verra un retour de Rous à la SFIO après sept années pendant lesquelles il se situe à l'extérieur, mais toujours aussi attentif aux évolutions de la « vieille maison ».

<u>1. Une extériorité « concernée », 48-55 :</u>

Rapidement après la reprise de ses Carnets (septembre 1951), la mort d'Oreste Capocci, avec lequel il s'est trouvé au comité directeur de la SFIO en 46-47, le confirme dans l'idée que seule la construction d'un mouvement ouvrier fort en France peut permettre de régénérer la SFIO. Le 6 novembre 1950, il tire un bilan d'échec du RDR mais aussi un bilan d'impuissance pour lui à redresser la SFIO.

Parallèlement à ce double constat d'échec, Jean Rous gardera toujours à l'esprit l'exemple de Partis socialistes étrangers. Ils offrent des perspectives plus intéressantes que la SFIO, et tout particulièrement le Labour Party. Il aura de nombreux contacts avec des dirigeants, des adhérents de ce parti. En février 1951, Jean Rous se rend à Londres et en rencontre des responsables. Il manifeste plus largement l'attraction que ce pays exerce sur lui quand, courant février 1953, il s'en va visiter en Angleterre, en tant que journaliste, à l'invitation du gouvernement britannique, le Foreign office, des universités, des quartiers ouvriers. Il est étonné et admiratif de voir combien, en Grande Bretagne, on peut « *associer discipline et liberté, souci de détail et disponibilité* »[251].

[251] Idem, 21 février 1953.

Le 23 avril 1951, il peut comparer la situation française et la situation britannique lorsque Bevan démissionne du gouvernement britannique en raison d'une crise de conscience puisqu'il refuse le réarmement, la hausse des prix et l'inégale répartition des richesses. Il n'est pas compris en France où l'on avance l'idée qu'il s'agit de la seule expérience démocratique existant au monde.

Le 22 août 1951, en récapitulant ses voyages de l'été, début juillet en Italie, mi-juillet en Grande Bretagne, fin juillet en Allemagne, Rous affirme avoir tout à fait confiance dans la gauche travailliste britannique. Il constate avec satisfaction que, dans ces trois pays, il a rencontré de vrais socialistes.

En automne 1951, il se réjouit donc, tout à fait logiquement, du succès de Bevan, réconfortant, qui s'explique par la présence ouvrière et militante dans le Labour Party. Ceci prouve à ses yeux que, lorsqu'il y a matière à combat, comme en Angleterre, il faut rester dans le parti. Mais en France être en dehors ou dans la SFIO c'est la même chose, juge-t-il. Il faut d'abord reconquérir la masse ouvrière, seul vrai problème ; la question des têtes dirigeantes lui paraissant accessoire. Il est vrai qu'il écrivait dans son carnet, début mars 1951, alors que Guy Mollet devenait vice-président du Conseil, qu'il ne lui paraissait pas plus incapable que Queuille, quoique médiocre, ce dont la démocratie peut s'accommoder, sauf quelques exceptions.

Au début de l'année 1952, Jean Rous n'a toujours pas résolu le problème de son positionnement politique personnel. Il envisage même un retour à la SFIO qu'il a quittée depuis quatre ans. Il lui semble cependant que l'heure d'un regroupement approche, en s'inquiétant de l'état de ce regroupement. Dès le 5 octobre 1951, il notait dans ses Carnets qu'à la différence de l'Allemagne, l'Angleterre ou la Yougoslavie où des partis ouvriers, ouverts à la discussion libre, existent, en France il ne parvient pas à trouver de communauté politique valable, conscient pourtant comme il l'écrit le lendemain

que : « *L'essentiel est de regrouper toute l'aile gauche indépendante* ». Il ajoute : « *C'est un travail d'école et de tendance,… c'est ma destinée* »[252].

En février 1952, il relève une anecdote lue dans la presse dans laquelle un député socialiste dit au journaliste qu'il n'accorde pas la moindre confiance au comité directeur de la SFIO tant qu'il y aura des hommes comme Jean Rous…, ignorant que Jean Rous a démissionné depuis longtemps de la SFIO.

En mai 52, les contacts de Rous avec la SFIO semblent lui donner des informations sur ce qui se passe à l'intérieur du parti socialiste puisqu'il y apprend qu'au congrès des incidents ont eu lieu sur l'Allemagne et que Depreux et Pivert ont développé deux priorités politiques : l'unité socialiste et l'Europe, ce qui pour Rous est tout à fait juste et redonne vie à son espoir que la SFIO se retrouve à gauche dans un no man's land avec et comme Franc-Tireur.

Un nouvel espoir éclaire son horizon, le 10 mai 1952, puisqu'il rencontre Edouard Depreux. De leur discussion il ressort que Jean Rous souhaite que Depreux prenne la direction de la rénovation et bouscule le statu quo au sein de la SFIO. Cette SFIO est effectivement très hésitante lorsque, en mars 1952, Antoine Pinay est pressenti pour former un nouveau gouvernement. Au comité directeur 14 voix, dont celles de Pivert, Rosenfeld et Verdier, s'opposent au scrutin ou à la participation socialiste, auxquelles on peut ajouter 12 abstentions (dont celles de Daniel Mayer et Guy Mollet). Certains reclassements au sein de l'appareil socialiste se font petit à petit. Ils sont loin d'être définitifs. Cependant, globalement la SFIO se refuse, à l'instar de Guy Mollet, à apporter une solution à la crise interne de la majorité qui gouverne le pays dont elle ne fait plus partie. Pour R. Quilliot, cette « *crise d'opposition allait permettre aux socialistes de procéder à une cure doctrinale* »[253].

En juillet 1952, le décès de K. Schumacher, dirigeant social-démocrate allemand, touche profondément Rous bien qu'ils ne se connais-

---

[252] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 16, 6 octobre 1951.
[253] Quilliot R., la SFIO et l'exercice du pouvoir, op. cit., p. 416.

sent que depuis cinq ou six ans seulement. Jean Rous le considère, en effet, comme un exemple qu'il aurait peut-être pu suivre au sein du Parti socialiste en imposant plus clairement ses idées et donc participer ainsi à cette cure doctrinale nécessaire.

La victoire d'un candidat communiste dans le Lot grâce aux voix socialistes lui paraît de bonne augure à la condition que l'action soit sous-tendue par un programme économique et social clair, relève-t-il fin novembre 52.

Cette période de la fin de 1952 et du début de 1953 le voit alterner entre l'espoir de rénovation de la SFIO et déceptions. La SFIO est « *pourrie* » et il faut un « *regroupement politique d'urgence* », écrit-il le 2 décembre 52. Alors que, quelques mois plus tard, en mars 53, une certaine agitation au sein de la SFIO marque à ses yeux une possibilité de redressement du Parti. Mais il s'agit encore de petits groupes épars.

Les élections municipales des 26 avril et 3 mai 1953 entérinent un maintien des staliniens, l'effondrement des gaullistes et une poussée de la SFIO, quoiqu'elle ne se soit toujours pas rénovée. Et Rous d'en conclure qu'il est nécessaire qu'existe une double intervention : intérieure et extérieure. Cette dernière, bien sûr, doit se faire en liaison avec celle qui se fait dans le Parti. Le triomphe politique de Pinay et de Mollet qu'il relève le 29 avril prouve, selon lui, que la France est véritablement un pays de médiocrité. En effet, la poussée SFIO n'est en fait que le résultat de son opportunisme. Cependant ce succès en poussant vers la gauche et vers la classe ouvrière pourrait lui permettre de jouer un autre rôle. Le communiqué de la SFIO, le 30 avril, entre les deux tours peut être interprété comme revendiquant cette nouvelle position puisque le texte du communiqué est celui-ci : « *La SFIO rappelle que son Conseil national a décidé de prendre au second tour de scrutin toutes dispositions pour faire échec à toutes les formes de la réaction et au totalitarisme stalinien* »[254]. Ces circonstances poussent Jean Rous à un nouveau bilan de son action. Il écrit : « *Je savais que c'était une erreur de*

quitter la SFIO, je l'avais dit à l'époque. Cependant je voulais me persuader qu'il y avait quelque chose à faire à l'extérieur et que la SFIO déclinerait. C'était vrai si la SFIO n'avait pas changé de ligne et pris un peu tard la ligne que je préconisais. Son succès est en quelque sorte la confirmation de ma politique. Je ne refuserai pas de rejoindre la SFIO si le retour s'amorce dans de bonnes conditions. La question principale étant la classe ouvrière dominée par les staliniens et l'absence d'un vrai parti socialiste. La tâche principale est donc peut-être de refaire l'unité ouvrière »[255]. Son isolement politique du moment l'inquiète et le confirme dans l'idée qu'il aurait dû rester à la SFIO, comme il l'écrit le 9 mai. D'autant que certains camarades qui l'avaient poussé à quitter la SFIO en 1948 sont depuis rentrés dans la « vieille maison ». Ainsi P. Parizot se souvient de s'être fait traiter de « petit misérable » par Rous lorsqu'il lui a annoncé qu'avec M. Rousseau ils entraient au Parti socialiste, alors que quelque temps avant, ils le convainquaient de partir.

Les difficultés de son positionnement persistent puisque le 28 mai 1953, après une rencontre avec L. Jouhaux, l'idée semble mûrir de créer un mouvement politique nouveau qualifié par Jean Rous de « *démocratique et social* ».

Néanmoins en septembre 53, un rapprochement avec la SFIO semble s'opérer puisqu'il accompagne Guy Mollet à Bruay en Artois tandis qu'un éphémère Front démocratique et socialiste est lancé. Des contacts ont lieu avec Guy Mollet. Le FDS semble sérieux , plus en tout cas que le RDR, relève Rous. Il prépare un retour à la SFIO dont il note : « *Je recule en revenant à la SFIO* »[256]. Pour lui, Guy Mollet n'a pas grand talent politique ni même théorique mais il a beaucoup de flamme.

A l'automne 53, son rapprochement avec la SFIO est marqué aussi par des retrouvailles avec Bracke qui, à 92 ans, l'accueille avec chaleur. Il lui

---

[254] In : « Histoire du Parti socialiste SFIO », 28ème partie, sept. 51-janvier 56, Cahier de l'OURS, n° 181, p. 10.
[255] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, 29 avril 1953.
[256] Idem, 14 septembre 1953.

dit en l’embrassant : « *On peut servir le socialisme à l’intérieur ou à l’extérieur. Vous étiez une âme dans le Parti. Votre place est toujours là si vous le désirez mais ne forcez pas le mouvement* »[257].

En avril 1954, c’est la mort de Jouhaux qui fait constater à Rous que, comme lui, Jouhaux était un isolé. Aux obsèques, Jean Rous rencontre D. Mayer et le trouve affectueux à son égard. Il se demande de nouveau s’il doit revenir à la SFIO.

Le 19 juin 1954, l’investiture accordée à Pierre Mendès France lui fait plaisir d’autant plus qu’elle n’était pas prévisible. Les communistes étaient prêts à voter pour lui, mais il a refusé leurs voix. Cependant, pour Rous, de lourdes hypothèques planent sur ce ministère en raison de certains de ses aspects réactionnaires. Cela déçoit Rous d’autant que l’attitude des socialistes est rien moins que rassurante. En effet, qu’ont fait les socialistes en s’abstenant alors qu’un jeu constructif était possible ?. Sur le problème social, le 29 juillet 1954, Rous relève des accrochages violents et la CGT-FO qui surenchérit. « *Cela ne déplaît pas aux américains* », conclut Rous[258].

Au mois de septembre 1954, la SFIO traverse une crise qui se traduit par l'exclusion de 53 « *élèves indisciplinés* », dont J. Moch et D. Mayer[259]. Pour Rous, la crise continue mais de manière inattendue puisque ce sont ses anciens adversaires qui prennent des positions de gauche. Il rencontre E. Depreux à propos de cette crise.

La proposition que lui fait son oncle Joseph, le 5 février 1955, de se présenter à sa place au conseil général lui donne l’occasion d’une clarification. Jean Rous serait ravi s’il pouvait être le candidat unique de la gauche démocratique. Pendant ce temps-là la crise de la SFIO continue. Il se de-

[257] Idem.
[258] ADPO, fonds Jean Rous 96 J 18, 29 juillet 1954.
[259] C’est leur opposition à la position de la direction sur la question de la CED, Communauté Européenne de Défense, qui leur vaut cette exclusion. Sur la CED, voir infra.

mande même, le 14 février, s'il ne faudra pas totalement reconstruire le Parti et dans cette perspective, il s'interroge sur le meilleur choix : revenir au Parti socialiste pour le rénover ou le laisser pourrir ? Toujours la même incertitude. D'autant que, en plus de la crise de la SFIO, éclate aussi une crise française avec en particulier la démission de Mendès France et la difficulté de lui trouver un remplaçant qui sera, le 25 février 1955, E. Faure, un moindre mal selon Rous, car voué à ne rien faire.

Une rencontre avec E . Depreux lui remonte le moral puisque ce dernier lui propose de participer à des tendances de renouveau de la SFIO.

Enfin, un nouvel espoir l'éclaire lorsqu'il apprend, fin juin 1955, que la SFIO révise sa position et propose que l'Union française devienne une sorte de commonwealth. Le traitement de la question coloniale par la SFIO était au cœur des critiques de Jean Rous. Cette avancée sera donc l'élément déterminant de son choix en lui offrant l'occasion de rejoindre le Parti socialiste. Le 1er juillet, il porte donc une lettre au congrès d'Asnières qui se tient du 30 juin au 3 juillet. Il y explique que le Parti a fait un certain nombre de pas dans le sens qu'il souhaitait. Pour lui, cependant, ce n'est pas une réussite totale puisqu'il a été incapable de créer un nouveau parti. Il note dans son carnet, à la date du 3 juillet : « *Première journée dans la SFIO, bonne impression pour un milieu de travail, pour la gestion, pour la communauté France outre-mer. Cependant, il faut garder sa liberté comme le dit le père Bracke à qui j'ai annoncé la nouvelle de mon retour* »[260].

<u>2. Un retour difficile, 55-58 :</u>

[260] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 18, 2/3 juillet 1955.

Très rapidement, des déceptions se font jour. Le 13 décembre 1955, Jean Rous s'étonne que la SFIO ne l'utilise pas comme candidat aux élections législatives qui se préparent, alors qu'à l'évidence, les principaux problèmes de cette campagne seront liés à l'Afrique du Nord. Le même jour, le décès de Bracke à 96 ans le touche profondément. Ce dernier l'avait, en effet, toujours soutenu. De plus, il lui avait fait part de ses espoirs d'une renaissance du socialisme méditerranéen et s'était réjoui du retour de Rous à la SFIO en lui rappelant qu'on est toujours plus efficace à l'intérieur.

Cette fin d'année est aussi l'occasion de tirer un bilan personnel marqué par le regret que ses nombreuses actions ne lui aient guère obtenu de grande reconnaissance. Il le répète, le 1er janvier 1956 : « *L'année a été féconde, mais aucune responsabilité ne m'a été confiée ; elles ont été données aux impuissants. Ai-je été écarté car trop marqué ? Ou l'évolution a-t-elle fait que je ne suis pas encore mûr ?* ». Peu après, il tire un bilan des élections en forme de « *victoire des communistes, naissance du fascisme boutiquier et imbécile, maintien de la SFIO et expansion du mendessisme dans certains endroits* »[261]. Il ne regrette pas son retour à la SFIO mais craint que la sclérose de cette organisation ne l'étouffe. Seule une démarche volontariste de sa part lui évitera des regrets. Un front républicain est majoritaire en France, peut-être est-ce un espoir, à condition de rester dynamiques et d'éviter de se diviser.

Toujours est-il que, début 56, il ne peut que constater que son crédit anticolonial n'est pas utilisé dans la SFIO. Il en conclut : « *Ça va très mal, je suis en plein pastis* »[262]. Heureusement, un retour à sa section, la 14ème, le réconforte, bien qu'il y ait vu, avec beaucoup de peine, Mme Bracke.

L'investiture de Guy Mollet, le 31 janvier 1956, comme président du Conseil lui rappelle leurs débuts communs en 1945 à la SFIO et ravive ses regrets. Aujourd'hui, l'un, produit social du milieu socialiste avec ses tares et

---

[261] Idem , 4 janvier 1956.
[262] Idem, 17 janvier 1956.

ses faiblesses, est président du Conseil tandis que l'autre, lui-même, est un homme seul. L'idée d'entrer alors dans la franc-maçonnerie, pour renforcer les laïques et les libres penseurs, l'effleure. Il se rassérène en se disant qu'il reste idéaliste et continuera de se déterminer, comme depuis l'époque trotskyste, par ses convictions.

Au moment de la publication, dans la revue Esprit, en mai 1956, de son essai « Notes d'un militant », Rous note dans son carnet : « *1er mai 1956, 20 ans après le Front populaire* » et « *A bas tous les Mollet* ». Cet essai, qu'il voulait constructif, n'est pas toujours bien reçu puisqu'on lui a dit que ses tribulations invitaient au découragement. Même si c'est un peu vrai, il n'en reste pas moins que son essai se voulait tourné vers la reconstruction ouvrière de l'avenir. Quant à Guy Mollet, Jean Rous le voit mal parti ; « *Il va vers l'effondrement* », dit-il.

A l'approche du congrès SFIO de Lille, fin juin début juillet, il se trouve isolé, malgré des idées qu'il pense claires. En fait, il est souhaitable de construire des lieux de discussion plus qu'une tendance idéologique dans la SFIO. De toute façon, on est l'homme d'un milieu qui vous porte. A cette époque, il ne peut que constater qu'il se retrouve sans tribune, sa collaboration à Franc-Tireur touchant à sa fin, dans ce journal devenu, selon lui, « *trop conformiste* », et la SFIO étant pour lui un milieu d'intervention et non une tribune publique.

Le 2 novembre 1956, il signe une lettre ouverte appelant à la convocation d'un congrès extraordinaire. Rimbert, Pivert, Verdier, Rousseau, Weitz, Fay, ainsi que d'autres signent aussi cet appel autour des thèmes de : canal de Suez, guerre d'Algérie, politique du Parti socialiste. Les relations semblent se tendre puisque Rous note, le 21 novembre, dans un nouveau carnet : « *Mollet m'a coulé hier un regard de haine et d'inquisition en me croisant*

avec Depreux »[263]. Il se désespère d'avoir contribué à mettre Mollet au pouvoir, lequel « *par vanité et médiocrité a consommé la faillite de la SFIO* ».

Lors du congrès extraordinaire de la fédération socialiste de la Seine, E. Depreux se dit prêt à succéder à moyen terme à Guy Mollet. L'intervention de Rous qui propose un plan pour sortir de la crise de la SFIO autour d'une nouvelle politique étrangère, d'une autre gestion économique de la France et d'un règlement du problème algérien n'est pas appréciée par certains car, pense-t-il, elle « *ne flatte pas le délire protestataire de gauche* ». Il note dans son carnet : « *Rien à faire, ce n'est pas mon milieu, je me suis trop isolé* »[264]. Ainsi, même l'opposition de gauche dans la SFIO lui paraît animée d'un même esprit que la majorité, c'est à dire d'une certaine volonté de pouvoir et d'une incapacité à être concret dans le traitement des problèmes. Si pour Rous « *la racine du mal n'est pas dans Guy Mollet* [qui] *n'en est que le sous-produit* », il en situe les racines « *dans le vieux fatras du passé* (…)*, dans la décadence, la sclérose française et dans l'opinion décérébrée* ». En fait Rous ne se sent pas SFIO ; il recherche un socialisme sans mollettisme ou un communisme sans stalinisme. Malheureusement, même ses camarades de la gauche le déçoivent ; il les trouve « *bavards et inconsistants* ». Il est obligé de constater qu'il passe pour sectaire et que son départ de la SFIO en 1948 lui a fait perdre du terrain dans le parti. Mais, il se demande parallèlement ce qu'ont fait ceux qui sont restés.

Le 1er janvier 1957, il se fixe des tâches pour l'année à venir dont l'essentielle est de rénover le socialisme et jette un coup d'œil rétrospectif sur ses engagements. La position avant-gardiste et gauchiste qu'il ne regrette pas, tant qu'elle a pu être constructive, exigeait en fait des réformes de fond économiques et sociales qui, n'étant pas faites, l'ont minorisé. Le 8 janvier 1957, il explique en quoi sa position était gauchiste et avant-gardiste et pourquoi il se retrouve en permanence « *hors du coup* ». Avant guerre, il par-

---

[263] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19, 21 novembre 1956.
[264] Idem.

ticipait à « *une secte* » ; pendant la guerre, son attitude résistante s'exprime hors des grands courants de Résistance ; après guerre, il se retrouve rapidement « *hors des partis* ». Il lui faudrait, sans renoncer à ses idées, se consacrer à la rénovation socialiste. Il assiste à une réunion électorale socialiste dans laquelle les contradicteurs de la nouvelle gauche attaquent la politique de Guy Mollet. Il lui paraît nécessaire de construire le redressement de l'intérieur comme de l'extérieur, autour de gens comme C. Bourdet ou P. Hervé, qui jouent le rôle d'avant-garde à l'extérieur. Mais Rous, cette fois-ci, n'envisage pas de quitter la SFIO.

Fin juin 1957, il se rend à Toulouse pour le 49ème congrès du Parti socialiste. Il y retrouve son ami Badiou, de l'époque de « Libérer-fédérer ». La majorité est divisée sur les décisions à prendre. Quant à la minorité, elle ne soutient pas son intervention sur la décolonisation.

Au début de l'été 1957, il rencontre A. Bevan qui refuse de travailler avec la minorité de la SFIO.

En mars 1958, la « tendance » qui publiait le journal Tribune du socialisme, sorte de bulletin intérieur des opposants à la direction de la SFIO mais dont la diffusion est plus large qu'un simple bulletin intérieur, voit son journal interdit par Guy Mollet, malgré une défense de Vincent Auriol. Jean Rous demande que l'on fasse appel à l'Internationale socialiste et propose la publication d'un organe clandestin, Le socialiste bâillonné. Le 16 mars, il note, avec une grande tristesse, un effondrement de l'Etat démocratique en France, l'absence d'une possible relève socialiste marxiste et la persistance du stalinisme dans le Parti communiste. « *La SFIO est vermoulue, sans autorité, même dans la minorité dominée par des rancoeurs personnelles* », écrit-il. Une réunion d'un cercle, celui d'Hervé et Lecoeur, avec les communistes non staliniens lui montre quand même que quelque chose existe dans la gauche. Cependant, il y a beaucoup de travail à faire autour, dit-il, « *d'un contrat réel* ». Il se rappelle alors son opposition à Blum, qui était, en 1945, plutôt liée aux difficultés de réalisation, aux méthodes plus qu'aux principes. Or, pour lui, un véritable révisionnisme doctrinal atteint la SFIO, en particulier sur la question des colonies. Il en veut pour preuve l'éloignement de plus en

plus grand de la position qu'exprimait Léon Blum, le 30 juillet 1928, reprise dans le journal Le Monde, : « *Nous désirerions que la législation coloniale s'achemine de plus en plus nettement vers l'indépendance, vers le self-government, comme les Dominions* ».

Par ailleurs, Rous ne semble pas totalement convaincant puisque un de ses amis lui a dit que les camarades de sa section et d'autres pensent qu'il est trop long, trop monotone, trop diffus, bref qu'il est « *un raseur* ». Jean Rous acquiesce car il pense ne pas assez soigner la forme de ses interventions.

Le coup d'Etat d'Alger lui fournit une nouvelle occasion de mesurer toutes les carences de la SFIO. Rous tente d'analyser, bien sûr au regard de la situation algérienne, la situation politique française. Il relève l'ambiguïté de la position de de Gaulle, dès le 14 ou 15 mai 1958. Le fait d'assumer les pouvoirs de la République ne résout pas les problèmes algériens, bien au contraire. Pour Rous, de Gaulle présuppose que l'Algérie est un pays associé, même s'il ne dit rien de l'idée d'Algérie française. Cependant, il s'agit d'une réponse à l'appel d'Alger et prend donc un tour factieux. Bien que les amis de gauche de de Gaulle affirment ses bonnes intentions, le coup d'Etat d'Alger demeure et les tendances factieuses paraissent soutenir de Gaulle. Ainsi, pour Rous, les intentions et la personne de de Gaulle sont dangereuses, à moins qu'il ne se mette au service de la République sans condition. Que faire ?, s'interroge Rous. Dans l'immédiat, il faut, sans attaquer de Gaulle, axer une résistance républicaine sur l'idée de paix en Algérie. Dans le même temps, pour contourner le problème stalinien, il faut restaurer un front républicain établissant une liaison tactique avec les communistes français. Pour lui, cette crise en France n'est pas liée au régime des partis, comme le soutient de Gaulle, mais il s'agit plutôt d'une crise de la décolonisation et d'une inadaptation de l'organisation économique de la France aux nécessités de « *la démocratie moderne* ». Comme toujours pour Rous, il paraît nécessaire de construire un grand parti socialiste. Le 20 mai, l'ambiguïté

tactique de de Gaulle est toujours de mise. Il ne reconnaît ni la constitution, ni le régime des partis et souhaite qu'on lui délègue les pouvoirs de la République. Une réaction républicaine se dessine car, quelles que soient les intentions de de Gaulle, il a été appelé au pouvoir sur ordre de Massu et des ultras d'Alger. Jules Moch joue un rôle actif et dynamique dans la défense républicaine, tandis que Guy Mollet prépare un compromis avec de Gaulle. Petit à petit, la solution de Gaulle semble gagner du terrain car, même si la gauche s'y oppose, pour Rous il est clair qu'elle fait, en réalité, « *du gaullisme sans de Gaulle* ».

Après la tentative de prise de pouvoir en Corse par le comité de salut public d'Alger, qui lui rappelle le coup d'Etat franquiste, Jean Rous sent que de Gaulle tente de jouer un rôle d'arbitre tout en inclinant « *un peu à gauche* ». Les 26 et 27 mai, il se trouve à Saint Malo pour s'y reposer mais continue de noter sur son carnet l'inquiétude qui le gagne devant la situation et l'incapacité manifeste de son parti à y répondre. Le 27 mai au soir, heureusement, une réunion de la minorité socialiste publie un communiqué très ferme. Il apparaît que de nombreux militants sont prêts à suivre Guy Mollet dans la capitulation, mais d'autres, mécontents, tirent les leçons de ces événements en allant dans le sens d'un renouveau du socialisme et d'une rupture avec les « *mauvais chefs* ». Jean Rous participe à l'importante manifestation du 28 mai et se retrouve par hasard mêlé à la foule des manifestants et non, comme prévu, avec sa section. Les communistes crient « Front populaire », tandis que les socialistes sont noyés dans la masse. La réussite de cette manifestation semble un bon contre poids à de Gaulle, au coup d'Etat d'Alger et à la tentative de Corse. La SFIO, qui a suivi Mollet, a peur, au moment de faire le saut, c'est à dire de donner le pouvoir à de Gaulle. Rous veut sortir de cette histoire là pour préparer l'avenir. Il rencontre un dirigeant de l'UGS qui pense que la SFIO s'abstiendra à l'Assemblée nationale et que cela peut permettre de favoriser une opposition légale. En fait, le groupe SFIO accepte de Gaulle sous condition et garanties de la légalité républicaine. Il reste, pour Rous, que Guy Mollet a mis la SFIO dans une situation

catastrophique et qu'il va être difficile d'en sortir. La minorité doit se préparer à l'avenir.

Dans cette situation, Rous se sent mal car, d'un côté, il a conscience que de Gaulle est un « *arbitre inévitable, étant donné les circonstances* »[265] tandis que, de l'autre côté, la nécessité d'un contre poids démocratique et républicain est impérieuse. Il est tout à fait d'accord avec la façon dont la presse britannique présente la grande manifestation du 28 mai, à savoir, comme le « *dernier hommage au régime défunt* », mais il demande : « *Qui a creusé la tombe ?* ». En fait, la France se trouve devant le fait accompli puisqu'on offre à un homme providentiel les responsabilités que la République a refusé de prendre dans le respect de ses libertés. Le groupe parlementaire socialiste semble résister. Cette résistance est saine. Elle représente la véritable opposition socialiste et démocratique. Rous en prend la tête dans sa section, puisque la minorité obtient presque l'unanimité dans cette 14ème section.

Le 1er juin, de Gaulle est investi président du Conseil par 329 voix contre 224. Le groupe socialiste s'est divisé sur ce vote : 42 ont voté pour, 49 ont voté contre. En fait, ceux qui ont voté contre sont essentiellement l'opposition à la direction Guy Mollet. Un vote indicatif avait eu lieu la veille, lors d'une réunion commune au groupe parlementaire et au comité directeur et l'ensemble députés, conseillers de la République et membres du comité directeur non parlementaires, avait donné 77 voix pour l'investiture à de Gaulle et 74 contre. Ce sont essentiellement les membres du comité directeur non-parlementaires (14 pour, 10 contre) et les conseillers de la République (23 pour, 14 contre) qui font pencher la balance dans le sens d'un soutien à de Gaulle.

L'éventualité d'une scission est dans l'air du temps. Rous pense qu'elle ne peut se faire que sur la base d'un courant. Il est clair qu'il faut éviter de refaire ce qu'il a fait avec le RDR, c'est à dire, organiser un autre mou-

---

265 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19, 28 mai 1958.

vement sans jamais avoir structuré son travail dans le Parti socialiste. Il quittera la SFIO en fonction des faits, c'est à dire, l'impossibilité de travailler dans la SFIO et la possible fusion avec des éléments socialistes extérieurs comme ceux de Témoignage chrétien, de l'UGS, de Jeune République et des mendessistes. Avant cela, il est nécessaire d'homogénéiser la minorité pour qu'elle prenne la tête des mécontents. La direction va peut-être tenter un compromis pour rendre le parti habitable ; en attendant, il faut maintenir une liaison et des contacts antifascistes avec toute la gauche car la scission n'est peut-être pas la meilleure solution.

C'est dans cette ambiance tendue que, dans la nuit du 2 au 3 juin 1958, Marceau Pivert décède. Cette mort touche beaucoup Rous car, pour lui, « *au delà des stupides querelles de sectes d'avant-guerre, Marceau représente* (…) *le militant indéfectiblement fidèle à un idéal* »[266]. Jean Rous célèbre son ardeur, qui n'a jamais faibli, dans l'action pour le Congrès des Peuples. Il ressent aussi, certainement, une similitude dans leurs itinéraires : même rejet des appareils, même fidélité à de nobles combats et même défense passionnée de la justice et de la liberté. Après être allé voir Germaine Pivert, il est présent aux obsèques le 5 juin au Père Lachaise où Fenner Brockway, Paul Ruff, pour le SNI, André Philip, pour les amis personnels de Marceau et Georges Suant, au nom de la revue Correspondance socialiste internationale, prennent la parole. Jacques Kergoat écrit : « *Au colombarium du Père Lachaise, ne bruissaient, dit-on, que des échanges sur la prochaine scission socialiste* »[267]. Jean Rous, pour sa part, écrit , le 1er juin, : « *Choquant : pas de recueillement. Cacophonie de discours politiques pendant la crémation* ».

Quelques temps après le décès, il évoque la mémoire de Marceau avec Juan Andrade, lors d'une réunion du cercle Zimmerwald où il prononce une conférence sur la situation politique française. Andrade, pour sa part, lui rappelle une manifestation massive pendant la guerre d'Espagne, appelée

---

[266] Idem, 1er juin 1958.
[267] Kergoat J., Marceau Pivert, socialiste de gauche, Paris, éd. de l'Atelier, 1994, p. 335.

par les organisations républicaines, et que, quinze jours plus tard, une non moins importante manifestation fêtait la victoire de Franco.

Le 13 juin, la minorité se réunit avec Philip, Rosenfeld, Depreux, Mayer et Rous. On lui fait alors remarquer qu'il est de trop. Mais il tient à parler de la solution à la crise, qui ne peut venir que de la décolonisation. Pendant encore deux mois, l'éventualité d'une scission ou d'un redressement de la SFIO se pose à Jean Rous puisque la scission est consommée le 14 septembre 1958, peu après le 50ème congrès. Depreux avait longuement hésité. N'étant pas élu dans la Seine et les dernières possibilités de redressement ayant échoué, il choisit le départ. Quant à Rous, qui était intervenu au congrès pour reprocher à Guy Mollet sa trahison des idéaux de 46, il se voit, en retour, accusé par Guy Mollet de passer son temps à entrer ou sortir du parti. Dans ces circonstances donc, Rous choisit le départ, qui se fait, selon ses dires, « *avec Depreux* », plus qu'avec la minorité en général. A l'inverse de 48, cependant, il ne part pas seul, pour « *marquer le coup* » comme il l'avait fait.

Cette constatation n'empêche pas Rous d'être lucide sur l'état de cette minorité qui s'en va ; elle est loin d'être unie. De nombreuses dissensions ont déjà éclaté dans les mois précédents le congrès. « *Il vaut mieux*, écrit Rous, *à la limite que nous construisions notre action de façon autonome, seul moyen pour préserver les socialistes qui restaient dans la SFIO* »[268]. La possibilité que la scission se fasse par moitié ne s'est pas réalisée car A. Gazier s'est allié avec Guy Mollet dans la Seine et a tenté, selon Rous, d'empêcher le redressement.

Rous n'est pas un des leaders de la nouvelle organisation qui va se créer mais il est appelé à faire partie de la direction. Ce groupe, nommé Parti Socialiste Autonome, paraît sérieux, et certainement plus efficace, selon Rous, que l'UGS de Martinet et Bourdet. Le travail militant doit être, maintenant, de convaincre les socialistes extérieurs de la nécessaire unité socialiste sur des bases saines.

---

[268] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19, 14 août 1958.

2. Rénover le socialisme en construisant une autre organisation :

1. Au plan national :

Nous venons de voir comment Rous se retrouve donc, à l'automne 58, une nouvelle fois en position de travailler à la rénovation du socialisme mais à l'extérieur de la SFIO. Sa situation n'est pas plus confortable que précédemment quand, dans l'opposition à la majorité, il avait du mal à se faire entendre y compris sur son domaine de prédilection, la lutte anticoloniale. Elle n'est pas plus facile non plus que celle qu'il avait déjà connue en 1948 quand il l'avait quittée et qu'il avait tenté de construire un RDR puis participé à divers regroupements pour « rénover le socialisme ».

1. Mouvements politiques :

La période est effectivement marquée par de multiples tentatives de regroupement de mouvements divers qui ont émergé depuis la fin du tripartisme et le renforcement de la gauche dissidente. Ce dernier justifie l'apparition des termes de « nouvelle gauche » et « gauche indépendante » qui, avant de désigner des organisations réellement existantes, décriront une mouvance sur laquelle Rous garde toujours un regard attentif.

1. La gauche indépendante, le Cartel des gauches indépendantes :

Pendant la période où Rous est à l'extérieur de la SFIO, divers mouvements voient le jour avec, a priori, des préoccupations semblables aux siennes. Dès la reprise de ses Carnets, en septembre 1950, Rous s'était demandé quelle était la meilleure position à adopter. Sa réponse est que l'idéal serait de regrouper l'ex-gauche socialiste peu organisée et dispersée dans la nature avec ceux qui quittent le PCF ainsi que tous les militants dis-

ponibles. La question du cadre se pose alors. Il faut un cadre ouvert et un programme constructif et non sectaire. Un regroupement ouvrier démocratique et anti-impérialiste doit être bâti peut-être d'en-haut … à moins de rejoindre la gauche indépendante.

Par ce terme de « gauche indépendante », Rous désigne cette mouvance potentielle, mêlant groupes plus ou moins constitués ou en voie de constitution, et individus. Dès le 12 novembre 1950, son carnet relève sa participation à une réunion de cette gauche indépendante. Son impression est floue, cependant il lui paraît important de tenter de constituer un centre politique, une coordination de tous ces militants jusqu'alors isolés. Le 15 décembre 1950, à l'issue d'une réunion de la gauche indépendante et socialiste, il n'est pas totalement satisfait. L'éventualité d'un appel public se heurte, selon lui, à la réalité du mouvement. Il faut préalablement que celui-ci devienne un centre de pensée et de regroupement.

C'est à l'occasion des élections législatives de juin 1951 que certaines de ces forces éparses tentent de se regrouper sous le terme de « Cartel des gauches indépendantes ». En mars 1951, Rous avait participé à une réunion du Cartel et avait été déçu par ce qu'il ressentait comme l'isolement de celui-ci. Il s'était même demandé s'il ne valait pas mieux dissoudre ce Cartel, maintenir un groupe militant ou même repartir à la SFIO pour la rénover. En avril 1951, Rous réfléchit à son rôle dans cette nouvelle gauche qui se met en place et se demande comment il pourra en être un animateur théorique ou du moins politique

La difficulté qu'il a à concevoir ce qu'est ce Cartel des gauches l'amène à s'interroger régulièrement pendant deux mois sur son éventuelle participation à ces élections. Mi-avril il se dit que participer veut dire présenter une position socialiste indépendante dans le cadre français, lui permet peut-être aussi d'entrer en contact avec le monde du travail, enfin de défendre les peuples coloniaux et leurs organisations. La grande interrogation porte sur l'avenir de ce regroupement. Le 20 avril, il confie à ses carnets qu'il craint une victoire de de Gaulle et se demande s'il ne serait pas nécessaire

de faire une liste commune avec la majorité qui est au gouvernement ; il s'agit d'une majorité d'union qui regroupe des MRP, des radicaux, des SFIO et des UDSR.

Le 1er mai 1951, le Cartel des gauches indépendantes est officiellement créé. Rous s'inquiète d'abord de l'éventuelle participation de ce Cartel aux élections législatives, ce qui risquerait de faire perdre des voix à la SFIO et permettre une victoire de la droite. Mais, à la réflexion, il pense que le Cartel pourrait au contraire rassembler les abstentionnistes et les dégoûtés.

Quant à lui, doit-il être candidat ? Il ne le souhaite pas, sauf peut-être dans les Pyrénées Orientales, ce qui ne serait pas sans lui rappeler la période de « l'Avant garde » . Le 7 mai, à la même question sur sa présentation, il semble tendre vers l'acceptation mais à deux conditions : un accord des Nord-Africains et que ce Cartel soit vraiment une union de la gauche. Le 16 mai 1951 a lieu un premier meeting avec Claude Bourdet et Charles d'Aragon. Jean Rous est intéressé, il y retrouve le public RDR et la gauche socialiste. Ce n'est certes qu'un début et le programme n'est pas encore cohérent ; le ciment du Cartel est, en fait, l'honnêteté. Jean Rous exclut un succès électoral. Le 2 juin, il note sur son carnet : « *Campagne électorale : beaucoup d'erreurs et d'incertitudes* ». Le 8 juin, il commence sa propre campagne puisque, il a finalement accepté de se présenter dans le cinquième secteur de Paris avec neuf autre candidats puisqu'on vote au scrutin par liste. Le comité de soutien à l'ensemble des listes du Cartel des gauches comprend Louis Massignon, professeur au collège de France, Albert Bayet, président de la Ligue de l'enseignement, le pasteur Jezequel, l'abbé Pierre, qui se présente d'ailleurs aussi sous le sigle Cartel des gauches, Yves Dechezelles, Jacques Monod et les principaux responsables de la revue Esprit. Parmi les autres candidats du Cartel, sur Paris, on trouve Claude Bourdet, Charles d'Aragon, le pasteur Trocmé et Jacques Madaule.

Sur quel programme se présente le Cartel des gauches indépendantes ? Cinq points principaux : la paix, une amélioration du pouvoir

d'achat, un refus du surarmement, de la guerre d'Indochine et enfin le rejet du gouvernement. Face à la menace néo-gaulliste, le Cartel des gauches se veut un nouveau comité de vigilance contre un nouveau 6 février. Par ailleurs, le Cartel refuse le système électoral tel qu'il existe en France en 1951, c'est-à-dire le système des apparentements qui limite l'expression des petites formations. L'essentiel des candidats du Cartel se présente donc dans la Seine et la Seine et Oise où ce système n'existe pas.

Par leur vote pour le Cartel, les électeurs sont appelés à montrer un refus de la politique atlantiste, leur souhait d'une politique d'indépendance en dehors des blocs oriental ou occidental et en relation avec l'Inde et les autres forces de paix.

Le Cartel réclame aussi la mise en œuvre d'un plan général d'équipement économique et scientifique et de transformation sociale financé par une véritable réforme fiscale, l'arrêt de la guerre d'Indochine et la limitation des crédits d'armement. La mise en place d'une échelle mobile des salaires et des traitements et le plein emploi apparaissent comme des revendications essentielles. A ces revendications, Jean Rous personnellement ajoute le programme du Congrès des Peuples.

Le 13 juin 1951, Jean Rous trouve la campagne électorale terne. Il trouve que l'attitude de Franc-Tireur, qui hésite dans le choix des candidats, crée une mauvaise atmosphère. De plus, la « *secte trotskyste* » déverse des calomnies stupides sur lui. Selon Jean Rous, Natalia, la veuve de Léon Trotsky, désavoue ces critiques. Parmi celles-ci, La Vérité qui, dans son numéro du 12 au 27 juin 1951, publie un article intitulé : « Un autre curieux défenseur des Algériens : Jean Rous de 'Franc-Tireur' » J . Duchêne, qui signe l'article, précise que Jean Rous écrit dans Franc-Tireur ce que sa biographie électorale omet ; ledit Franc-Tireur est un journal qui soutient le pacte atlantique et l'Union française. Puis il cite un article de Franc-Tireur daté du 2 juin, défendant l'Union française et précisant que dans celle-ci le peuple vietnamien « *devra régler la nature des rapports avec la Métropole* ». Concernant les Algériens, l'article de Franc-Tireur propose une autonomie là où elle est

possible ou promise. J. Duchêne peut donc s'inquiéter de ce que fait Rous dans ces élections. S'il était vraiment démocrate, note l'auteur, il devrait dire « *nous allons voter tous pour le démocratique parlement français* », ce qui donnerait une majorité aux députés des noirs, des nord-africains et des viet-namiens. Pour Duchêne, Rous en définitive ne promet aux opprimés que « *des paroles et des coups de trique* ». J. Duchêne ajoute que Rous était membre du comité directeur de la SFIO lors de la répression de Sétif en mai 1945. Cela est, bien sûr, faux. De plus, on a vu qu'il était en relation avec des trotskystes, aux côtés de Dechezelles et Suzanne Charpy, au sein de la SFIO.

Malgré ces attaques, le 16 juin 1951, Jean Rous aborde les élections avec sérénité. Le 18 juin, il en tire le bilan. C'est un échec lamentable du Cartel dont les listes obtiennent entre 4500 et 9000 voix. Ils n'ont aucun élu, et Rous tente d'analyser cet échec. Il relève d'une part la faible importance numérique du no man's land abstentionniste de gauche ; il en note la qualité mais en déplore la faible quantité. Dans son secteur précisément l'effondrement des voix algériennes et le rôle des attaques trotskystes contre lui l'ont handicapé. Politiquement, le courant pour l'indépendance socialiste lui apparaît comme le courant d'une élite intellectuelle coupée de la masse. Il faut donc choisir entre s'appuyer sur les démocrates et en être l'aile d'avant-garde ou s'attaquer au stalinisme avec le marais trotskyste et communiste indépendant. Le premier rôle lui paraît plus efficace mais implique une position tactique de coopération avec la gauche socialiste et MRP. Désormais, après l'échec, il faut préparer l'avenir pour la conquête démocratique des masses communistes. De son point de vue personnel, il prend acte de son isolement et se prépare à continuer le mouvement mais sur des bases plus claires.

Même si, le 20 juin, il relativise l'échec, puisqu'il compte qu'avec 20 000 voix le cartel aurait eu des élus, il persiste à en tirer une leçon de réalisme et confirme ses premières prévisions qui étaient celles d'une défaite. Il en tire un bilan pour ses autres activités : RDR, trotskysme et gauche indépendante à condition d'entrer en relation avec le communisme. Mais il faut

« *se défier des trotskystes mous* », c'est-à-dire probablement des trotskystes qui mènent, selon lui, une politique de plus en plus liée au parti communiste et dont certains vont même appeler à y adhérer peu après, en vertu d'une décision de la IVème Internationale d'intégration dans les partis ouvriers de masse (voir plus loin).

Le 22 juin, Jean Rous considère que le Cartel n'est qu'une des tendances rénovatrices du socialisme qui doit intervenir à l'extérieur du Parti socialiste. Près d'un million de voix, en effet, se sont exprimées pour une rénovation du socialisme. Il faut coordonner par des actions externes et internes la lutte pour cette rénovation. Jean Rous se demande alors une nouvelle fois s'il doit revenir à la SFIO et considère que cela n'apporterait rien.

Le 25 juin le voit plus pessimiste puisque l'échec lui apparaît comme significatif d'une impossibilité de construire un milieu politique substantiel, au-delà de la secte, entre la SFIO et le stalinisme. Le 26 juin, il complète son analyse en précisant que la gauche indépendante est un courant minoritaire de la sociale démocratie. Le 27 juin, certainement en colère, il note : « *SFIO-FO = 0 = pourriture. Tentative minoritaire = moins que 0 = impuissance* »[269]. Il en conclut qu'il faut travailler dans un milieu plus large SFIO, gauche MRP et gauche indépendante. Le 29 juin, il écrit : « *Ce soir, il faut faire un choix d'orientation* ». Il précise ce choix autour de six points. Il note l'hémorragie de la SFIO et du MRP, l'existence d'une force nationaliste extérieure qui perd de son audience. Le rôle de l'avant-garde est de transformer en militants ses électeurs et de favoriser une union avec le Parti socialiste, le MRP et l'extrême gauche. Il faut reprendre le travail syndical. Les relations avec les socialistes véritables comme Bevan doivent être privilégiées. Il faut travailler à la base par des groupes de travail, groupes locaux, bulletins. Enfin, il faut proposer une union travailliste et démocratique pour préparer un mouvement révolutionnaire d'avenir. A moins d'un événement imprévisible, bien sûr.

Le 30, sa décision est prise, il participera à une tendance extérieure au Parti socialiste et au MRP pour leur redressement.

---

[269] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 13, 27 juin 1951.

Le 14 juillet 1951, il tire une leçon personnelle de l'échec du Cartel en écrivant qu'on ne peut compter que sur le jugement de sa conscience. Devant le peu de réussite de ses initiatives, il se propose d'écrire, de faire des livres « *pendant quelques années du moins* »[270]. Il s'interroge sur sa position par rapport à la SFIO et précise que travailler à l'intérieur c'est peut-être avoir plus d'efficacité car on est près des organes de direction, tandis qu'être à l'extérieur c'est garder sa liberté. Les deux positions lui paraissent équivalentes.

Le 12 janvier 1952, sa participation, la veille, à une nouvelle réunion de la gauche indépendante lui permet de constater que le public y est peu nombreux et bien naïf, lui semble-t-il.

Un nouveau coup d'œil sur sa vie est donné le 15 août 1952. « *Je n'ai rien à regretter* », dit-il. Le choix trotskyste, le retour à la SFIO avec l'espoir d'un renouveau doctrinal ou plutôt d'un remodelage ne sont pas plus à rejeter que la rupture de 48, nécessaire pour rester lié au mouvement novateur que sont la nouvelle gauche et le mouvement anticolonial. D'autant qu'il préfère être journaliste libre plutôt que parlementaire ligoté mais attend cependant des fonctions en rapport avec ses idées. Il lui semble qu'il ne pouvait pas faire davantage.

Dans ses Carnets, pendant l'année 1953, on ne voit pas d'éclaircie dans la vie politique française, aucune recomposition n'apparaissant à l'horizon. Ce manque de perspective le fait envisager à nouveau l'éventualité d'une rénovation ou d'un replâtrage de ce qui existe déjà, SFIO ou nouvelle gauche ? C'est aussi à ce moment là qu'il amorce un rapprochement avec la SFIO. Rappelons que c'est bien le 14 septembre 1953 qu'il écrivait dans ses Carnets : « *Je recule en revenant à la SFIO* », employant un présent alors que son retour ne sera effectif qu'au congrès d'Asnières de juin-juillet 1955.

[270] Idem, 14 juillet 1951.

Il s'écoule donc presque deux ans entre la date où Rous écrit cela et celle de son adhésion officielle. Pendant ce laps de temps, il continuera à participer à diverses actions pour le redressement socialiste « de l'extérieur ».

Ainsi, le 17 octobre 1954, à l'issue d'une réunion de la gauche indépendante, il tire la conclusion de l'impossibilité de former une nouvelle extrême gauche et donc l'obligation de former une gauche réformiste.

Les derniers jours d'octobre le voient continuer de rencontrer des hommes politiques français pour tenter de construire ce regroupement. Il rencontre J. J. Servan-Schreiber, il écrit à Mendès France, qu'il avait déjà rencontré l'automne précédent, en compagnie de F. Mitterrand, de même qu'il avait participé à plusieurs groupes de réflexion pour préparer des solutions à venir dans tous les domaines de la vie politique française.

Il revoit d'ailleurs aussi, en cet automne 54, F. Mitterrand qui aurait un plan pour un regroupement de type travailliste. F. Mitterrand lui semble être alors un homme d'une grande sensibilité et d'une grande finesse.

Lors d'une assemblée générale de la gauche indépendante, il dit avoir agressé ses amis en parlant de déliquescence et de sectarisme de l'avant-garde. Bourdet et les ex-trotskystes n'auraient pas apprécié. Jean Rous ne le regrette pas car cette pseudo-avant-garde n'est que le fruit d'une crise qu'elle dénonce avec de grands airs. Il nuance cependant en parlant de l'honnêteté et de l'idéalisme de ses militants. Il espère, par cette explosion de mauvaise humeur, les pousser dans une voie plus constructive.

D'autre part, une réunion de la nouvelle gauche en 1955 est un succès par le très grand nombre de participants. Mais quelle liaison est possible entre cette nouvelle gauche et la SFIO ?, se demande toujours Rous.

2. UFD, PSA, PSU :

En août 1958, Jean Rous parle de l'existence de l'UFD (l'Union des forces démocratiques). Ce regroupement est né, en juillet 1958, d'un rassemblement de militants de la gauche non communiste et anti-gaulliste (politique ou syndicale). J. F. Kesler précise qu'un bureau national de cette union est constitué en novembre 1958 de douze membres, six sont issus de partis politiques (E. Depreux et R . Verdier de la SFIO, G. Martinet de l'UGS, P. Mendès France du Parti radical, M. Lacroix de « Jeune République » et F. Mitterrand de l'UDSR), les six autres étant des « intellectuels » (le doyen Châtelet, A. Kastler, F. Perrin, L. Schwartz, J. Hyppolite et M. Merleau-Ponty)[271]. Jean Rous vient de participer à une réunion publique de l'UFD dans le 10ème arrondissement, cela lui apparaît comme un début de renouveau. Il note : « *Les vieux suivent, les jeunes rejoignent* »[272].

Par ailleurs une réunion de l'UGS avance l'idée d'une fusion avec les autonomes ; pour Jean Rous une nouvelle unité socialiste semble se dessiner. Cependant, le nouveau parti a, selon lui, du mal à s'organiser mais, comme le milieu « *est sain, pur et sincère* »[273], on ne peut qu'avoir de l'espoir. Par ailleurs, l'idée d'un parti travailliste semble convaincre de nombreux militants socialistes autonomes ; il reste à en convaincre l'UFD et les mendessistes.

A compter du 10 novembre 1958, Rous est membre du bureau provisoire de la fédération de la Seine de l'UFD aux côtés de M. Rocard, autonome comme lui, C. Hernu et Y. Craipeau, entre autres.

La première réunion de la Commission Administrative Paritaire du nouveau Parti socialiste autonome a eu lieu début octobre 58. Jean Rous y a participé . Il apparaît que ce ne sont que des lambeaux qui ont quitté la SFIO. Mais ces « lambeaux » paraissent jeunes et spécialistes. Rous voit

---

[271] Kesler J. F., De la gauche dissidente au nouveau Parti socialiste, op. cit., p. 267.
[272] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19, 14 août 1958.
[273] Idem.

surtout dans ce nouveau parti, aux côtés du danger de sclérose venu d'une partie des anciens cadres de la SFIO, une honnêteté et d'importantes motivations. Au sein de la SFIO la réaction est négative en raison d'une fidélité au vieux Parti, d'une sorte de fétichisme. C'est un éternel recommencement pour Rous. Certains de ses amis « *anciens gauchistes* » lui parlent d'une énième scission, de l'absence d'avenir pour les petits groupes. Jean Rous leur répond que certains petits groupes ont un rôle d'avertissement et de stimulant. Par ailleurs, la scission n'a pas dépendu de lui mais elle a eu lieu, elle paraissait inévitable et dans des conditions mauvaises puisque « *Gazier flanchait et Defferre capitulait* »[274]. Quand bien même on verrait dans ce PSA un certain arrivisme, le milieu est sain, honnête et sincère. Il s'agit surtout de le « vertébrer », pense Rous.

Fin 1958, ce PSA lui pose quelque inquiétude car il s'aperçoit que le bureau, composé de Depreux, Verdier et Savary, gouverne de façon bureaucratique, sans consulter personne. Pour Rous, c'est un moyen, inconscient certainement, de casser ce nouveau parti. L'idéalisme et l'honnêteté ne sont pas suffisants pour diriger un parti, une organisation. Il faut associer les autres membres de la CAP sinon la crise couve. Rous, en fait, s'aperçoit que même dans ce nouveau parti il est relativement seul puisque ceux qu'il considérait comme ses amis ont, pour certains, tout fait pour l'éliminer, comme pour les élections législatives de novembre. Lui-même souhaitait, comme le PSA d'ailleurs, se présenter dans le 14ème arrondissement. Mais pour favoriser l'union, on lui a préféré un UFD. « *Tant pis*, *ou tant mieux* » dit-il.

Il espère, dans son carnet du 15 novembre, qu'une éventuelle fusion avec l'UGS et les mendessistes rendra le milieu PSA plus cohérent, mais ce n'est qu'un espoir. L'échec électoral du PSA, comme de l'UGS, montre l'inexistence politique des minorités. La tâche qu'il se fixe alors est d'une part de rénover par l'action et les principes ce nouveau parti et d'arriver par la fusion UGS/PSA à un grand parti socialiste. Malheureusement, lors de la

[274] Idem.

réunion de bilan des élections législatives de novembre 1958, il s'aperçoit que le PSA se contente de peu puisque seulement cinq candidats ont dépassé les 5% dans la Seine, ce qui pour lui est un échec évident, même si parfois la SFIO a été distancée. De toute façon, le véritable résultat est un raz de marée gaulliste et pour Jean Rous la gauche n'a pas volé sa défaite. Il s'en va, le 6 décembre 1958, « *pique-niquer chez Bourdet pour fêter la défaite électorale* »[275]. Il y rencontre H. Bouret, ancien député MRP qui lui dit qu'il l'aime bien et « *qu'il est, comme lui, de la race de ceux qui ne réussissent jamais* »[276]. Il participe durant le mois de décembre à de nombreuses réunions PSA dont il voit bien la volonté révolutionnaire chez certains militants, mais dont la direction ne lui apparaît pas toujours consciente. Cette direction, en effet, semble beaucoup plus privilégier le règlement de querelles personnelles que l'initiative et la promotion d'un socialisme moderne et nouveau. Ainsi dans le bilan tiré à la CAP, Jean Rous s'est fait attaquer comme trotskyste par D. Mayer. Les derniers jours de décembre le voient rencontrer A. Philip avec lequel un accord sur un socialisme moderne et démocratique semble possible, malheureusement ce dernier est en plein révisionnisme puisqu'il ne voit plus de frontière entre le socialisme et le capitalisme autre que technique et démocratique. Pour Rous, il faut lutter contre le capitalisme qui est réel et concret.

A son retour des vacances d'hiver, en janvier 1959, il participe au congrès fédéral du PSA de la Seine. Il en est satisfait puisqu'il peut même écrire « *pour la première fois, je me trouve depuis la quatrième internationale défunte en relation harmonieuse avec mon parti* »[277]. Il faut dire qu'il a été élu premier avec M. Osmin aux élections de la Seine. Ils avaient déposé, M. Rocard, R. Verdier, M. Osmin, S. Hurtig, A. Joublot, E. Depreux et lui-même, une motion. Cependant son avenir professionnel et politique ne s'éclaire pas, bien qu'il ait la possibilité de collaborer, à partir du début de l'année 1959, à

[275] Idem, 6 décembre 1958.
[276] Idem.
[277] Idem, 12 janvier 1959.

la Dépêche de Toulouse. De nouveau la préparation d'élections municipales le déprime ; il pensait être candidat UFP, tout le monde avait accepté, mais Craipeau pour l'UGS exige un monopole sur les 13ème et 14ème arrondissements. Il ne sera donc pas candidat, une fois de plus. De toute façon, pour lui, il n'y avait aucune chance de victoire. Le 27 février, en raison de problèmes internes, on lui propose de nouveau la candidature. Il la refuse car il s'oppose au « grenouillage ». Bien sûr, se présenter aurait eu l'avantage de lui donner une tribune et peut-être une représentation mais les inconvénients sont plus nombreux car cela l'aurait empêché de travailler à l'outre-mer et à la réflexion théorique. Ce qui est clair c'est que les diverses « magouilles » entre le PSA, l'UGS et l'UFD nuisent à une réflexion sérieuse. Il est urgent pour Rous de vider les querelles, personnelles ou politiques. Jean Rous en conclut : « *Ma destinée ne veut pas que j'ai un mandat quelconque. Pourtant je crois que par mon travail j'aurais honoré le socialisme, j'aurais travaillé, lutté. Le sort ne le veut pas, peut-être aurais-je dû me pousser de l'avant. Mais on m'aurait fait battre* »[278].

Lorsque le résultat tombe, le 15 mars, la défaite du PSA le conforte dans l'idée qu'il a bien fait de refuser. Seul élu UFD dans la Seine, C. Bourdet, aura du mal à agir. Le congrès du PSA d'avril le réconcilie avec ce parti car les discussions sont d'un haut niveau, en particulier les interventions de A. Philip et P. Rimbert. Par ailleurs, de nombreux militants, s'exprimant sur l'UFD, sont d'accord avec lui : il faut maintenir une permanence et une indépendance socialiste.

Le congrès du PSA de mai 59 voit, selon Rous, s'affirmer ce nouveau parti, « *cette cellule pour la reconstruction socialiste* »[279]. Il est par ailleurs content d'être élu dans le peloton de tête des « reconstructeurs ». Malheureusement, il est malade et il découvre que seuls ses amis du Réarmement Moral (RAM) et du Mouvement National Algérien (MNA) s'en sont inquiétés, personne du PSA n'a pris de ses nouvelles.

---

[278] Idem, 13 février 1959.
[279] Idem, 1 au 8 mai 1959.

Au début de l'automne 1959, l'idée d'une fusion entre le PSA, l'UGS prend tournure. Début septembre, Rous prend contact avec le PSA parisien enlisé dans des discussions avec l'UGS qui refuse l'entrée de Mendès France au futur parti. La même question est posée le 8 octobre à la CAP du PSA ; tout le débat a lieu sur une éventuelle adhésion de Mendès France, mais rien n'est dit sur la situation algérienne.

Quelques jours après la tenue d'un meeting à la Mutualité, le 14 octobre 1959, du nouveau Parti Socialiste Unifié en gestation, Jean Rous, dans ses Carnets, se montre inquiet que ce futur PSU ne tombe entre les mains de G. Martinet. A ses yeux, celui-ci est certes un homme de talent mais ambigu : ainsi, en 1948, s'il avait été suivi, l'avant-garde serait entre les mains des staliniens. Les trotskystes, quant à eux, s'opposent au PSU en réagissant de manière sectaire. Rous trouve dans ce nouveau parti un milieu concret d'action qui semble valoir la peine. Il va donc lui falloir, peut-être, se réinvestir dans cette organisation. Le meeting du 27 février 1960, qui réunit G. Martinet et E. Depreux, est l'occasion pour Rous de renouveler les réticences qu'il éprouve vis à vis de Martinet.

Le 1er avril 1960, a lieu le congrès de fondation du Parti Socialiste Unifié où pour Jean Rous se rencontrent ces deux traditions socialiste et trotskyste. Il souhaite être l'animateur de cette nouvelle formation. Il a défini en février, dans les Temps Modernes, les principales orientations, selon lui, du nouveau PSU.

Jean Rous est élu dixième sur les vingt-cinq représentants du PSA à la nouvelle direction du nouveau PSU. Là encore, cependant, des frictions personnelles amènent Jean Rous a écrire, le 9 avril, « *le PSU commence mal* ». Le 2 mai, au lendemain d'une réunion de la direction, il trouve qu'au sommet parade un groupe de chefs dont chacun veut jouer un rôle. Ces chefs ont peu de rapports entre eux, en tout cas pour l'action, par contre le milieu de travail est une bonne base de départ pour la création d'un vrai parti socialiste ou d'un parti communiste démocratique.

Le 30 mai 60, la réunion de la direction du PSU montre à Rous, au travers du débat sur les insoumis dans la guerre d'Algérie, qu'il s'agit d'une réaction de désespoir individuel, résultat des défaillances des partis politiques. Par ailleurs, le PSU lui paraît un parti délirant par son agitation et sa dispersion. Il n'en participera pas moins, du 14 au 21 juin, à une série de réunions publiques pour présenter le PSU à Béziers, Montpellier, Perpignan et Carcassonne.

2. Autres mouvements :

1. Le RAM :

Pendant l'année 53, Jean Rous se trouve en contact avec un mouvement intitulé « Réarmement moral ». Selon P. Lasserre, un de ses dirigeants français actuel, le RAM est né en 1938, d'un mouvement, les Groupes d'octobre, venant des Etats Unis et de Grande Bretagne. Il est issu du mouvement chrétien et prône une qualité de vie différente sur des valeurs morales. Au lendemain de la guerre, il a pris un nouveau tournant, lié « *aux besoins de réconciliation et de reconstruction de l'Europe* »[280]. Cette nouvelle orientation permet à R. Millet, dans un article du journal Le Monde, d'écrire à propos des « *deux mille idéalistes d'esprit à la fois religieux et positif* » : « *L'important est qu'ils sont associés à des millions d'êtres qui, dans soixante nations, disent comme eux : 'Chacun doit se transformer lui-même pour que sa famille, son milieu social, sa patrie et le monde entier trouvent réponse aux problèmes actuels, se rénovent, surmontent le matérialisme, l'apathie, la crainte, la haine, et, délivrés des tyrannies, s'élèvent à un niveau supérieur'* ». Le journaliste conclut son article en saluant dans cette « *chevalerie sans armes* » « *beaucoup de mesure* (…), *un esprit pratique et le souci d'une*

[280] Philippe Lasserre, entretien du 22 janvier 1997.

révolution aussi cohérente que douce »[281]. Peu étonnant, donc, au regard de cela, de retrouver Jean Rous en participant régulier aux réunions du RAM. Un grand centre de rencontre a été ouvert en Suisse à Caux en 1946 pour y accueillir des séminaires et des conférences. Irène Laure, personnalité de la SFIO, élue parlementaire dès 1945 pour la première constituante, était une des assidus à ces réunions.. Très critique avec la direction Guy Mollet, elle a pu, à plusieurs reprises, côtoyer Jean Rous, peut-être même a-t-elle joué un rôle dans sa présence à plusieurs réunions du RAM. Rous justifie par les prises de position du RAM sur les questions de décolonisation ses participations aux rencontres de Caux. On peut en relever au moins seize durant cette période 48/60. La première n'est qu'une référence à une visite à Caux du 14 septembre 1953[282]. Peu après, il se rend à une assemblée générale du réarmement moral à New York. Il mettra à profit ce déplacement pour rencontrer des dirigeants de la communauté noire américaine[283]. Il apprécie à leur juste valeur ces contacts « fraternels » permis par le RAM. Les premiers jours de l'année 55 le retrouveront aux Etats Unis à l'assemblée mondiale du RAM ; à l'occasion, il prend des contacts avec des sénateurs américains et des dirigeants de la CIO. Il visite Washington, New York. Pourtant, il reste lucide. Le RAM, en raison de son souci d'une réforme individuelle, entretient une certaine confusion[284].

Quelques années après c'est encore à l'occasion d'une assemblée générale du RAM qu'il se rend aux USA pour huit jours. A la date du 14 novembre 1959, son carnet mentionne qu'il a profité de son séjour pour entrer en contact avec les leaders syndicaux et patronaux de Pittsburg. En effet, une grève paralyse les aciéries ; très dure, elle ébranle toute l'Amérique. Avec les syndicats il a discuté de socialisation et d'autogestion.

---

[281] Millet R., « Les croisés du Réarmement moral », Le Monde, 23/10/1948.
[282] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, 14 septembre 1953.
[283] Idem, 1er janvier 1954.
[284] Idem, 8/9 janvier 1955.

2. La LICA :

Le 15 juin 1952, Jean Rous participe au vingt-cinquième anniversaire de la Ligue internationale contre l'antisémitisme. Il y rencontre Paul Boncourt, qui préside la LICA. Pour Rous, ce vieil homme de quatre-vingt trois ans fait figure de socialiste de gauche.

Début mai 1958, il participe à une manifestation de sympathie pour le départ de D. Mayer de la direction de la LICA. D. Mayer va se consacrer désormais à la Ligue des droits de l'homme. C'est l'occasion de retrouver aussi Henri Torres qu'il connaît depuis trente ans, en particulier comme avocat de Macià. Il compare les deux éloquences, celle de Mayer, celle de Torres, et note qu'il s'agit bien de deux générations différentes d'avocats, celle de Torres datant un peu.

3. La franc maçonnerie :

Tout au long de cette période la question d'une éventuelle initiation à la franc-maçonnerie se posera à Rous. Il est vrai que son grand ami F. Zeller y participe depuis longtemps. Il sera à l'initiative de nombreuses réunions, auxquelles Jean Rous assistera avec d'autant plus de plaisir qu'il y trouve une ambiance « fraternelle » souvent absente d'autres regroupements. De plus, l'idée d'entrer dans la franc-maçonnerie, pour renforcer les laïques et les libres penseurs, ne lui déplaît pas. Il reste idéaliste et continuera de se déterminer, comme depuis l'époque trotskyste, par ses convictions.

Début février 57, Fred Zeller organise, au nom de la franc-maçonnerie, un banquet avec tous ses anciens camarades de l'époque trotskyste. Malgré la tendance à se complaire dans les souvenirs, Rous y voit une possibilité de regroupement militant pour étudier les questions d'actualité et envisager des réformes. D'autres réunions auront lieu, sous le titre de « groupe fraternel d'études et d'action socialistes ».

4. Les électrons libres :

Tout au long de sa vie, les engagements de Rous se développent aussi dans une sphère plus personnelle ; c'est ainsi qu'il entretiendra ou provoquera des relations avec des individus qui, à un moment ou à un autre, lui paraissent à la fois pouvoir alimenter son besoin de relations humaines et sa volonté de rénover le socialisme. Ceci l'amène à croiser des individus d'origines ou d'horizons a priori éloignés des siens. Sa rencontre, en février 1951, avec le comte de Paris, avec lequel il déjeune lui vaudra « *dans son entourage* » des reproches. Ils émanent probablement de sa femme, vieille militante trotskyste. En novembre 1951, il revoit le comte de Paris, qu'il juge être un homme plein de bon sens, de sérénité, indépendant et courageux dont les positions lui apparaissent comme libérales de gauche. A son retour de Prades en août 1954, ils se rencontrent à nouveau et le comte de Paris lui propose un travail en commun sur un regroupement de type travailliste.

Parmi les personnalités côtoyées par Jean Rous on trouve aussi l'abbé Pierre, candidat comme lui en 1951 pour le Cartel des gauches. Début février 54, il est touché comme toute la France par l'offensive du froid et relève que l'abbé Pierre se place à la tête du mouvement d'aide aux déshérités. Celui-ci avait fondé une revue, Faim et soif, sous-titrée « La voix des hommes sans voix », à laquelle Rous livre, en 1958, un article sur l'Inde. Quelques années plus tard, en 1965, Rous est mentionné dans la revue comme membre du comité de rédaction.

Les activités de Rous l'amènent aussi à côtoyer régulièrement pendant cette période J. P. Sartre. Bien sûr, celui-ci a su, en différentes circonstances, s'engager dans la constitution de groupements censés travailler à cette rénovation du socialisme qui est la grande affaire de Rous. C'est avec lui que sera créé le RDR. Mais un certain « apolitisme » de Sartre serait bien à l'origine de l'échec de ce rassemblement. Courant mars 1952, dans Le Monde, Sartre s'interroge sur le progrès et critique ses positions précé-

dentes. Cette attitude confirme Rous dans l'idée que l'échec du RDR est aussi lié à l'échec de Sartre qui ne fait rien d'un point de vue politique. De même, l'été suivant, les déclarations de Sartre confortent Rous dans son jugement ; Sartre confond tout, terrorisme et stalinisme, parti communiste et classe ouvrière. Il conclut « *c'est un bourgeois sceptique et pessimiste* »[285]. Le 14 novembre 1952, Rous note dans son carnet que l'existentialisme de Sartre le mène au stalinisme.

Mais ces critiques, relativement acerbes, n'empêcheront pas Rous de ne pas « fermer les portes ». Le 15 décembre 56, il rencontre Sartre et Fred Zeller et se demande ce qu'il est possible de construire avec eux ; peut-être une nouvelle secte qu'il nomme « *la secte des sectes* » car leur position de principe est juste puisqu'ils se battent pour le socialisme et le communisme démocratique. A moins que cette secte ne soit en relation avec la Franc-maçonnerie. Il est vrai que, dans la SFIO, la minorité, qui ne représente pas plus de 5% du parti, semble s'effondrer. Il lui faut absolument prendre un bon départ économique et social pour qu'elle puisse être redressée. Il se propose de rédiger des suggestions pour cette politique sociale.

5. La Fédération Mondiale des Villes Jumelées :

C'est pendant cette décennie que J. M. Bressand fonde la Fédération Mondiale des Villes Jumelées. Cette association, au départ française, se donne un statut international en 1957 et sera reconnue comme association internationale non-gouvernementale auprès des Nations Unies et de l'Unesco. Sa mission essentielle est la coopération mondiale fondée sur l'individu par l'entremise de la commune. Pour favoriser la compréhension entre les peuples, elle développe trois moyens : le jumelage, l'éducation bilingue et la coopération mondiale intercommunale entre toutes les villes adhérentes, les « Cités Unies ». Jean Rous, toujours à l'affût de ce qui peut

[285] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, 31 juillet 1952.

favoriser l'émergence d'une force susceptible d'influer sur les décisions gouvernementales dans le sens de la détente, du désarmement, de la coopération et de la paix, sera un compagnon de route de cette association. Nous aurons l'occasion de reparler de la FMVJ ; mais notons que dès cette époque, Rous participe à ses activités. Il est invité à Moscou, fin octobre 1959, pour la Fédération Mondiale des Villes Jumelées. Mais, en même temps, il doit se rendre aux Etats Unis pour le Réarmement moral. Le 3 novembre 1959, bien qu'il n'ait pas encore de visa pour les USA, il répond à l'ambassade d'URSS qu'il ne peut se rendre à Moscou immédiatement. Revenant presque dix ans plus tard sur ces tout débuts de la FMVJ, il situera l'enjeu au niveau d'une résistance à « *des tentatives d'utiliser à des fins de puissance la diplomatie directe entre villes* »[286].

<u>2. Au plan international :</u>

Les années d'après guerre, marquées par la fin du tripartisme au plan national et les débuts de la guerre froide au plan international, voient Rous s'interroger, comme nombre de ses contemporains, sur la situation politique tant française que mondiale.

<u>1. Une « fatalité morne » :</u>[287]

Le constat est général : « *Une trop grande fraction de notre classe ouvrière* [est soumise] *à cette caste fanatique qui a mis ouvertement son autorité au service des intérêts politiques d'un Etat étranger* »[288]. La question du comment échapper à cette « *fatalité morne* », ou autrement dit : « *comment cette trop large fraction de la classe ouvrière peut être arrachée à cette em-*

[286] Rous Jean, « Aujourd'hui, 20 juin 1966, où en est la FMVJ ? », <u>Cités Unies</u>, juillet 1966, p. 2-3. Nous reviendrons sur les activités de Jean Rous au sein de la FMVJ quand nous traiterons de la décolonisation.
[287] Roure R., « La classe ouvrière et les communistes », <u>Le Monde</u>, 29/10/1948.
[288] Idem. Rémi Roure cite ici Léon Blum.

prise du fanatisme »[289] inquiète Rous. S'il ne reprend pas ce terme de « fanatisme », le 30 septembre 1950, il attribue la principale erreur du stalinisme à la peur de la liberté et de la vérité. Il pense néanmoins que certaines contraintes sont nécessaires mais qu' « *il faut les appeler par leur nom et montrer leur relation avec la nécessité* »[290], ce que ne fait pas le stalinisme.

C'est donc en direction de l'examen attentif des positions staliniennes que Rous va consacrer une bonne part de ses analyses de la période. Néanmoins les revirements et autres inflexions de positions ne facilitent pas toujours la tâche.

D'autant que le danger d'anticommunisme n'est jamais loin. Les critiques à l'égard de l'idéologie communiste peuvent souvent y sombrer. Ainsi, lorsque, le 25 novembre 1950, il participe au procès Rousset, il mesure parfaitement les enjeux. Il voit bien que c'est une démonstration qui oppose les amis de l'URSS, (les gens de gauche victimes du système concentrationnaire qui témoignent sur le système russe) aux staliniens. Cependant pour Rous, Rousset en a trop fait, soutenu par l'anticommuniste Figaro ; une certaine gauche pointilleuse s'est ainsi éloignée de lui alors que la vérité du système concentrationnaire demeure.

Le 10 octobre 1950, Jean Rous comprend mal une sorte de virage stalinien. Il y a deux ans Franc-Tireur était violemment attaqué par le Parti communiste comme neutraliste actif alors qu'il fallait, selon ce parti, choisir son camp. Aujourd'hui, on convient du bien fondé de cette position. On parle d'un « tiers parti ». La Corée, la désaffection de l'opinion pour le Parti communiste jouent certainement un rôle dans ce revirement mais, peut-être aussi, une renonciation à la tactique du Kominform consistant à tout bloquer dans un seul camp. Face à cette position il faut tenter de régénérer l'idée de troisième force internationale tout en restant vigilant vis-à-vis des staliniens.

---

289 Idem.
290 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 13, 30 septembre 1950.

Au travers d'une enquête de Franc-Tireur, il note le 29 novembre 1951, que la France est en plein renouveau mais que la classe ouvrière est entre les mains du stalinisme ; c'est là qu'est le problème et peut être est-il nécessaire de faire confiance un peu plus à la base. Le 18 février 1952, il se lamente à nouveau sur l'état du mouvement ouvrier, influencé par les staliniens. Il en tire pour lui la conclusion qu'il ne colle à aucun milieu. Le 21 février 1952, il compare le travaillisme britannique et le stalinisme. Cela se fait à l'avantage du travaillisme car il est « *sans totalitarisme clérical si aigu et insupportable dans le stalinisme. Il faut dérussifier le stalinisme et les staliniens* »[291].

Le soir même de l'arrestation de J. Duclos, le 28 mai 1952, à la suite de la manifestation contre « Ridgway, la peste », Jean Rous se demande si cette répression contre le parti communiste ne couvre pas en fait deux dangers. D'une part un danger réactionnaire, la droite en profitant pour décimer les rangs ouvriers. Le second danger est d'encourager les staliniens à participer à de telles protestations en fait impuissantes, ce qui ne peut que les renforcer dans leur stratégie. Pour Rous, il paraît donc nécessaire, d'une part, de maintenir une véritable politique ouvrière, de rejeter le gouvernement qui réprime le Parti communiste, mais aussi de condamner la fausse politique stalinienne. Le 10 juin, la répression contre le Parti communiste et l'aventurisme de celui-ci lui paraissent fort inquiétants. Il lui semble aussi que le détachement du stalinisme d'une partie des militants est en fait provoqué par des éléments extérieurs comme le titisme. Cela le confirme dans deux objectifs. Construire une centrale unique du syndicalisme est nécessaire mais lui paraît une œuvre de longue haleine. Tandis que la création d'un mouvement nouveau, clair est une voie dans laquelle il faut s'engager. L'été 52, avec la libération de Duclos, il juge que l'anticommunisme et la réaction font le jeu du stalinisme. D'autant que le Parti communiste persiste dans une ligne dont l'essentiel est tracé par Moscou.

---

[291] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, 21 février 1952.

Le 10 septembre 1952, il s'interroge sur l'élimination de Marty et Tillon dont il ne sait si le Parti les exclut pour éliminer le sectarisme et faciliter un tournant de type Front national ou pour briser une tentative de reconstruction d'une « tendance Franc-Tireur et Partisan » au sein du Parti communiste français. Le 14 novembre, il s'inquiète que dans l'affaire, Tillon et Marty acceptent de s'aplatir, et de se traîner dans la boue. Cela ne suffit pas aux inquisiteurs. Il doute de leur sincérité. Peut-être Marty s'est-il opposé à la politique du Parti lors de la participation communiste au gouvernement. Marty était traité de trotskyste dans le Parti. Au même moment, la mort de P. Eluard l'amène à se demander comment celui-ci a bien pu être membre du Parti communiste et stalinien. Le procès intenté à Slansky à Prague, est une loufoquerie pour Rous. Cependant le sens est évident : liquider une rébellion de gauche contre l'URSS, rallier le monde arabe en attaquant le sionisme, faire diversion en URSS sous couvert d'antisionisme. Il s'agit enfin d'une démonstration politique de guerre froide.

Face à la stratégie du stalinisme, Rous voit bien que la réponse social-démocrate est non seulement insuffisante mais encore criminelle.

Le 16 septembre 1950, Jean Rous écrit : « *La stupidité criminelle du gouvernement français par sa politique sociale et coloniale pousse les opprimés dans les bras du stalinisme* »[292]. Reprenant une fois de plus l'exemple anglais, il constate avec Crossman que la France est un pays avachi tandis que le gouvernement du Labour Party permet à l'Angleterre de vivre et de lutter.

En février 1952, il tire un bilan de la grève que la CGT a lancée. Il s'agit d'un échec et il ajoute : « *Le bloc stalinien représente un français sur quatre, il est minoritaire. Le noyau stalinien est minoritaire dans ce bloc. La nécessité d'une force autonome est de plus en plus grande mais elle ne se*

[292] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 13, 16 septembre 1950.

fera pas autour des farceurs de la SFIO et de FO. Elle surgira dans la lutte et malheureusement dans la défaite »[293].

Le 27 septembre 1950, à la suite d'un article d'Ignacio Silone dans Combat sur la situation en Italie, Jean Rous applique sa réflexion à la France et précise qu'il faut réintégrer dans la démocratie la masse qui suit le stalinisme par le démocratisme révolutionnaire . Seuls les actes permettront cela. L'inquiétude vient du fait que ceux qui quittent le stalinisme ne rejoignent pas la social-démocratie discréditée mais tombent dans une forme de néo-anarchisme. Il faut donc penser à une forme libertaire démocratique, gestionnaire, décentralisatrice, un peu comme le titisme. À la faveur d'un changement de ligne du PCUS, il revient en février 1953 sur l'exemple titiste : « *On se prend à rêver à une évolution de l'URSS dans la voie de Tito. Mais ce n'est peut-être qu'un nouveau tournant tactique* »[294]. Le 30 juin 1953, il tire un bilan rapide de quinze jours passés en Yougoslavie pendant lesquels il a rencontré les principaux dirigeants de la république et en particulier Djilas, l'idéologue du communisme yougoslave. Le pays lui paraît dans la bonne voie. Il en fait, pour Franc-Tireur, un compte-rendu pendant ses vacances de juillet.

Dans cette situation au printemps 54, il ne sait toujours que faire politiquement, où aller, et cela l'inquiète. Il participe à des conférences, « République des gosses » à Avignon, colloque de Nice sur l'influence stalinienne en France et en Italie. Il ne peut apporter de réponse aux raisons qui expliquent ce poids stalinien mais note que la SFIO ne parvenant pas à se rénover, accaparée par des histoires de cliques, se complaît dans une social-démocratie démobilisatrice pour les masses, dans ses perpétuels reculs doctrinaux qui laissent le champ libre aux communistes.

---

[293] ADPO, fonds Jean Rous 96 J 17, 12 février 1952.
[294] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, 4 avril 1953.

Plusieurs années après, le constat est le même. Le 16 février 1960, Jean Rous passe une journée en Allemagne pour discuter avec le secrétaire général du SPD de l'éventualité de jumelage entre les villes allemandes et les villes africaines. Il n'était pas retourné en Allemagne depuis neuf ans et est très impressionné par le redressement du pays. Son interlocuteur lui dit avoir adapté le programme social-démocrate à la majorité chrétienne du pays pour les gagner à une conception socialiste dans les domaines culturels et économiques. Pour Rous, si le SPD ne gagne pas, cela démontrera que les reculs théoriques sont souvent inutiles. Or, note-t-il quelques lignes plus loin, les socialistes allemands sont minoritaires mais contrôlent les administrations municipales. Leur assouplissement théorique a démoralisé l'internationale socialiste et en même temps a permis d'amenuiser le recul que les staliniens, en dégoûtant la classe ouvrière, ont fait subir à l'idéologie socialiste.

2. Politique des blocs et « tiers-force » :

Durant cette décennie, Jean Rous dans son élaboration théorique se heurte régulièrement au « verrouillage » que l'attitude des deux blocs impose à la géopolitique mondiale. Sur un plan personnel, il eut même l'occasion d'y être confronté, mesurant ainsi dans le moindre détail les effets de cette politique.

C'est ainsi que le 5 octobre 1952, une demande de visa pour les Etats Unis le voit soumis de la part du consulat à une véritable inquisition qu'il compare au totalitarisme stalinien. Il souhaite en fait se rendre à l'ONU à New-York au nom du Congrès des peuples. Cette même inquisition il la retrouve le 19 octobre, les 1er et 14 novembre où systématiquement de nouvelles questions lui sont posées pour sa demande de visa. Le 1er novembre, il attend avec impatience le résultat des élections américaines car pour lui une victoire de Stevenson signifierait l'obtention du visa. Malheureusement,

c'est Eisenhower qui est élu, ce qui outre la peur de ne pas avoir le visa, signifie pour Rous « *déclin US, réaction sociale et danger de guerre* »[295].

Le 16 avril 1953, il est stupéfait d'apprendre que Charlie Chaplin est expulsé des Etats-Unis. Il juge cela comme le signe d'une défaite importante pour le camp américain. Dans le courant de cette année 1953, les nouvelles purges en URSS, à la suite du « complot » des blouses blanches, et, aux USA, l'installation au pouvoir d'Eisenhower et de son secrétaire aux affaires extérieures J. F. Dulles, artisan de la politique étrangère américaine qu'il orienta vers le « containement » de l'expansion soviétique, Rous juge la situation mondiale de plus en plus dramatique, avec une possibilité d'extension de la guerre en Asie. Il se demande comment la France et l'Europe doivent se situer. Bien peu d'éléments l'incitent à l'optimisme.

Face à cette politique des blocs, Jean Rous ne peut que constater une double carence. D'une part, l'inquiétante question du poids du stalinisme ne trouve aucune réponse dans son éventuelle démocratisation. C'est en tout cas ce qu'il écrit le 9 mai 1952, où après s'être posé la question de cette démocratisation de l'intérieur ou sous l'effet d'une intervention externe, il conclut qu'une caste contrôle le parti et empêche toute « déviation ». Se remémorant l'époque trotskyste, il se rappelle l'obsession du nationalisme existant dans le stalinisme qui était un petit peu leur leitmotiv. Ainsi dans certaines conditions, on peut avoir soit le fascisme soit le stalinisme.

D'autre part, la social-démocratie apparaît comme un facteur de progrès opposé à la bureaucratisation du monde et pourrait réaliser, au moment venu, la jonction avec les masses issues du stalinisme dans les pays où ce dernier contrôle la classe ouvrière. Mais elle ne le fait pas.

C'est à l'occasion du bilan que Rous établit le 11 juillet 1951 de son voyage à Milan au congrès de la Confédération internationale des syndicats libres, auquel il a participé du 4 au 10 juillet, qu'il se pose la question, à l'instar de la CISL, du choix entre les blocs. Pour Rous cette dernière doit être un intermédiaire entre les tendances qui existent dans le milieu démo-

---

[295] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, 1er novembre 1952.

cratique. Dans l'article de Franc-Tireur du 4 juillet 1951, Rous définit la CISL comme une lutte du syndicalisme libre contre la menace totalitaire, la crise internationale et pour l'établissement de la paix internationale[296]. Elle doit être une organisation indépendante qui doit exister comme courant dans lequel se rejoignent les militants refusant le choix d'un alignement.

Régulièrement pendant cette période Rous s'appuiera aussi sur l'exemple yougoslave pour illustrer ce que devrait être à ses yeux une « tiers-force ».

Le 27 septembre 1950, il rappelle que la Yougoslavie tente de sortir du stalinisme. Le même jour, l'analyse de la situation en Corée le confirme dans la nécessité d'une troisième force qui serait opposée tant à la tendance américaine à occuper toute la Corée qu'à l'agression russe . Cette troisième force pourrait accepter certains compromis avec les Etats Unis « *sans intégration à leurs pratiques. L'Inde, la Yougoslavie et la Grande Bretagne font ainsi avec des nuances* »[297].

Malheureusement, l'espoir de Rous de voir émerger cette « tiers-force » ne se concrétise pas dans les faits.

Dans les pays qui essayent d'échapper à la logique exclusive des blocs, les avancées sont constamment remises en cause. En ce qui concerne la Yougoslavie, force lui est de constater, en novembre 1950, que : « *Le régime Yougoslave, basé sur la gestion ouvrière par les comités d'usines est soucieux d'opposer la recherche de la vérité au mensonge totalitaire* » mais n'obtient pas « *l'appui fraternel de tous les socialistes et tous les communistes authentiques* » raison pour laquelle il demande, à l'occasion des pourparlers économiques entre la France et la Yougoslavie que son

[296] Franc-Tireur, « les délégués de 50 millions de syndiqués du CISL dressent le bilan de leurs luttes pour le pain, la liberté et la paix », 4 juillet 1951.
[297] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 13, 27 septembre 1950.

pays soit généreux avec celui de Tito[298]. Tout au long de cette période Rous voyagera en Yougoslavie, gardant de la sympathie pour le régime.

Quant aux structures qu'il appellera de ses vœux en août 1952 au moment de la première réunion de la CECA, elles connaissent aussi des difficultés. Ainsi, les résultats obtenus par la CISL dans l'établissement de cette troisième force internationale ne sont pas probants. Elle est même attaquée à la mi-mars 53, par le journal Tribune des peuples de manière injustifiée, selon Rous, même s'il reconnaît qu'elle ne soutient peut-être pas toujours suffisamment les mouvements de libération nationaux. Pourtant il avait pu constater par une conversation qu'il vient d'avoir en Belgique avec des dirigeants de la CISL que celle-ci ne subit pas l'influence de l'AFL américain.

En ce qui concerne la construction européenne, tout est loin d'être parfait. Dès l'ouverture du parlement européen le 8 août 1949, Rous livrait à Franc-Tireur deux articles dans lesquels il écrivait : « *On tente à Strasbourg de faire naître l'Europe ; mais n'est-elle pas déjà mort-née* »[299]. Le titre du deuxième article parle de lui-même : « Dix nations à la recherche d'une Europe qui n'est plus ». Dans le corps de ces articles, il constatait que l'Europe : « [avait été] *littéralement étouffée entre les deux géants de l'Est et de l'Ouest* ». « *Le premier l'a amputée de toute sa partie orientale ; le second est en train d'absorber tout ce qui reste d'elle* », écrit-il avant d'ajouter : « *Nous persistons à dire que pour que survive l'Europe et que survivent les valeurs qu'elle a incarnées, il n'y pas à choisir ; il n'y a pas à choisir entre le capitalisme et le totalitarisme* ». Le 9 août, il parle d'« *assemblée croupion* » et réaffirme que : « *Les gouvernements qui participent à ce projet ont trop souvent choisi d'être les satellites d'un bloc pour ne pas être les subordonnés de l'autre* ».

Le 14 septembre 1950, son journal intime fait état d'un désaccord entre Jean Rous et un journaliste du Monde. Ce dernier défendait l'idée que

[298] Franc-Tireur, « La France doit aider la Yougoslavie », 23 novembre 1950.
[299] Franc-Tireur, 3 et 9 août 1949.

l'Europe devait être neutre militairement en raison de son incapacité à se réarmer ou à se défendre. Pour Jean Rous, ce n'est pas de neutralité qu'il s'agit mais d'indépendance. Pour ce faire, il est nécessaire de dégager une force démocratique et révolutionnaire qui peut se développer dans le camp capitaliste. Cette force doit avoir une autonomie d'objectifs et de décisions.

Juste avant l'été 1952, la condamnation par le Parlement du plan Schuman marque bien, à ses yeux, l'incapacité politique française. Il ne s'agit pas réellement d'une remise en cause de la politique européenne de R. Schuman. Mais le vote contradictoire de l'Assemblée nationale, qui d'un côté vote les crédits militaires et de l'autre refuse les impôts, amène le gouvernement E. Faure à présenter sa démission, entraînant une nième crise gouvernementale.

Le 10 août 1952, à l'invitation de J. Monnet, Jean Rous se rend à Luxembourg pour participer à la ratification du traité sur la Communauté Européenne Charbon Acier (CECA). Pour Jean Rous, il s'agit certes d'un acte de naissance pour l'Europe, malheureusement hypothéqué par les appétits capitalistes et les antagonismes nationaux. De plus, il craint qu'une technocratie se forme autour de J. Monnet. Il en conclut « *pas d'Europe sans direction socialiste* »[300]. Dans le compte rendu de cette réunion de la Haute Autorité qui sera publié dans Franc-Tireur le 11 août 1952, Rous reprend quelques extraits du discours de Jean Monnet comme : « *Le traité est pour nous une véritable loi anti-trusts* [permettant] *d'aller vers une production de masse et vers l'amélioration de la condition des classes laborieuses et vers le progrès social* ». Dans ses propres commentaires de cette réunion, Rous réaffirme la nécessité de la cogestion des travailleurs au destin économique et social de l'Europe. Le lendemain, après avoir constaté que « *les difficultés actuelles proviennent de la persistance des conservatismes économiques et nationaux* », il évoque une nouvelle fois « *les nouvelles structures et les nouvelles combinaisons de forces qui permettront de les réduire* »[301].

---

[300] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, 10 août 1952.
[301] Idem, 11 et 12 août 1952.

C'est peut-être au retour de ce séjour au Luxembourg que Jean Rous prend une bouffée de nostalgie en visitant les lieux où il a été soldat en 39/40 (Landemont). Il visite aussi Verdun, Douaumont et Fort de Vaux

Une autre pomme de discorde à la construction européenne sera constituée par les difficultés d'implantation de la Communauté Européenne de Défense (CED), à cause notamment des clivages internes à la SFIO.

Par deux fois en mars 1952, le 1er et le 11, c'est l'Allemagne et une éventuelle réunification qui sont le thème de ses Carnets. Le 1er mars, il note que seule la social-démocratie allemande a intérêt à une réunification de l'Allemagne. Le capitalisme à l'ouest ne veut surtout pas risquer d'être supprimé par la réunification. Le 11 mars, c'est de Moscou qu'une proposition de réunification de l'Allemagne réarmée le surprend. D'autant qu'il ne comprend pas ce que signifiait la campagne menée par le Parti communiste contre le réarmement allemand. Pour Rous le travail urgent, pour que l'unité allemande puisse être effective, c'est de renforcer la social-démocratie et de mettre l'accent sur des élections libres. Il note, enfin, que le dialogue franco-allemand doit être plus dense et qu'une Allemagne intégrée dans l'Europe risque moins de subir les manœuvres soviétiques qu'une Allemagne isolée.

Ce problème alimentera largement le débat qui « *a divisé de manière paroxystique et les socialistes et la société française* »[302] et dans lequel Jean Rous va garder comme fil rouge la construction d'une Europe véritablement socialiste avant tout. Ainsi, l'opposition d'E. Herriot et E. Daladier au projet de CED lui paraît sans intérêt. Le 16 octobre 1952, il rappelle que la question n'est pas d'être pour ou contre une CED, d'être pour ou contre une intégration militaire des Etats européens, mais bien plutôt de construire l'Europe. Deux ans après, la CED continue d'entraîner des remous dans la SFIO qui ne parvient pas à s'unifier sur l'idée. O. Rosenfeld est même suspendu pour trois ans, en juin 1954.

---

[302] Kergoat J., « Comment fut rejeté en 1954 le projet d'une communauté européenne de défense », Le Monde, 9 septembre 1992.

La crise liée à la CED occupe l'essentiel de ses Carnets, l'été suivant, avec le risque de voir le gouvernement Mendès France chuter et des alliances étonnantes se faire. Ainsi il relève, le 21 août 1954, un compromis entre les partisans du réarmement allemand et les partisans de la CED. Tandis que le 23 août, il note l'échec de Mendès France sur la CED à Bruxelles en raison, en particulier, de l'opposition des « *technocrates militaires sous domination allemande* ». Il ajoute : « *Si l'on n'est pas mûrs pour la supra nationalité, il faut procéder par voie de coalition* »[303]. C'est Pierre-Bloch qui lui apprend que la CED est repoussée. Ce sont, lui dit-il, « *les partisans de la CED qui ont fait échouer le projet par délire. Ils ont refusé tout compromis avec ceux des opposants qui acceptaient un réarmement allemand* »[304]. Pour Rous, Mendès est quelque peu discrédité. Il dit même un peu plus tard que le charme est rompu et que Mendès France est en perte de vitesse par manque d'audace[305]. Toujours est-il que l'échec de la CED montre toutes les difficultés de la construction européenne.

Le positionnement par rapport à la politique des blocs divise également, à cette époque, les rangs de l'extrême gauche. Fin juin 52, la nouvelle de l'entrée des trotskystes dans le Parti communiste avait interrogé Rous. Il y avait vu la marque d'un échec politique et d'une caricature de ce que Trotsky pouvait expliquer. Quelques idées du trotskysme survivront, selon Rous, comme celles de démocratie ouvrière, d'internationalisme, de critique du stalinisme. Mais le trotskysme sans Trotsky ne sera pour rien dans cette survie. La décision entriste est justifiée selon les trotskystes par le fait que la révolution n'est pas pour demain, qu'il faut être avec les staliniens car ce sont eux qui la conduiront. C'est certes caricatural, selon Rous, mais en même temps cela montre que le trotskysme aurait toujours dû être une tendance du mouvement ouvrier intégrée dans ce dernier. En effet, au 3ème congrès mondial de la IVème Internationale d'août 1951, le secrétariat international avait pré-

[303] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 18, 23 août 1954.
[304] Idem, 31 août 1954.
[305] Idem, 19 septembre 1954.

vu une intégration dans le mouvement de masse. Cela signifie qu'il fallait intégrer les partis ouvriers de masse les plus représentatifs de chaque pays. La perspective d'une vague de radicalisation des masses passant par les grands partis ouvriers justifiait cette décision. Cependant, là où aucun parti ouvrier de masse n'existait, l'autonomie de l'organisation trotskyste devait être maintenue. Ce fut le cas en Bolivie avec le POR ou à Ceylan avec le LSSP. Deux cas restaient problématiques : la France et l'Italie où le principal parti ouvrier de masse était le parti communiste. Une entrée des trotskystes en tant que tels y était impossible en raison du monolithisme et de l'anti-trotskysme de ces partis. Bien sûr, dans tous les cas, une organisation trotskyste indépendante devait continuer d'exister et de publier des documents ouvertement trotskystes. Le comité exécutif international de février 1952 décida l'entrisme, y compris dans les organisations communistes de masse. Pour Pierre Frank, il s'agissait, dans le cadre de la « *perspective d'une nouvelle guerre mondiale et de difficultés économiques croissantes pour le capitalisme* (…) *de favoriser à l'échelle internationale la croissance de courants de type bevaniste dans la social-démocratie et de susciter aussi des courants de gauche de masse dans les Partis communistes* »[306]. Cette décision entriste dans le Parti communiste entraîna, en juillet 1952, une scission dans l'organisation trotskyste française.

Le 17 avril 1952 une rencontre avec Pierre Naville et une discussion où ils se sont rappelé leur passé trotskyste font apparaître quelques divergences. Naville prône une présence à côté des staliniens pour les influencer par osmose tandis que Rous considère que la délimitation doit être très nette. Pour Rous, en effet, la position de Naville serait forte si les staliniens gagnaient tandis que Rous pense que la sienne permet de préparer l'avenir.

C'est la même année, le 5 novembre, que Jean Rous envoie à J. Julliard, l'éditeur, un rectificatif au sujet des notes diffamatoires de V. Serge dans ses Carnets. H. Barré, président des amis du MNR, se propose d'envoyer une rectification.

---

[306] Frank Pierre, La quatrième Internationale, Paris, Maspero, 1973, p. 78.

3. La question de la diffusion des idées :

Il s'agit d'une question centrale pour Jean Rous, que ses écrits soient de nature « institutionnelle », pourrait-on dire, c'est à dire exprimant les positions particulières d'un individu à l'intérieur d'un groupe auquel il appartient et s'adressant à des « coreligionnaires », ou qu'ils soient destinés à un public plus large, comme dans le cas d'articles de presse.

Le souci de diffuser des idées, des analyses, a toujours habité Jean Rous, de la question de « l'organe de masse » de l'époque trotskyste à l'importante collaboration, tant quantitative que qualitative, à des titres comme Cité soir ou Franc-Tireur. Il n'est pas étonnant, dans cette décennie 50-60, de retrouver Jean Rous préoccupé de « communiquer ». A tel point qu'il se montre même soucieux de son écriture. Le 9 mars 1954, il avoue qu'il écrit de manière illisible : « *Moi-même j'ai de la peine à me relire*, note-t-il, *alors à quoi ça sert d'écrire si ce n'est pour communiquer* »[307].

C'est aussi au début de cette décennie qu'il est, comme nous l'avons vu, privé de la voie d'expression « institutionnelle » puisque n'adhérant plus à la SFIO. Parallèlement, il est aussi très tôt, touché par la crise à Franc-Tireur.

Dès le 30 novembre 1950, alors que sa collaboration à Franc-Tireur durera encore sept ans, Jean Rous s'interroge sur ce qu'il considère comme une décomposition interne du journal et surtout sur ce que cela signifie pour lui cette « *disparition progressive d'une dernière planche où s'accrocher* »[308]. Le 22 décembre de la même année, il note que Franc-Tireur s'effiloche, et pense qu'il lui faut donc chercher ailleurs pour continuer un travail d'avant-garde politique et théorique proprement dit.

Au printemps 1953, il se dit surpris des ressources d'illusions et de la volonté de réconciliation que l'équipe de Franc-Tireur manifeste vis-à-vis des

[307] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 34, 9 mars 1954. La lecture des carnets de Jean Rous est effectivement une épreuve.
[308] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 13, 30 nov. 1950.

communistes. Le 28 avril 1953, il parle du « froid » qu'il ressent depuis quelque temps avec la direction de Franc-Tireur, et s'étonne qu'on lui redonne des éditoriaux à faire. Il se croyait écarté discrètement, cela semble faux. L'année suivante, il livrera d'ailleurs une grande enquête sur la jeunesse dans laquelle il reprendra un bon nombre d'idées développées dans l'après-guerre. Ce reportage lui vaudra d'ailleurs un courrier de Mendès France. Celui-ci lui écrit qu'il est d'accord avec les idées qu'il développe sur la jeunesse, mais que c'est à la jeunesse elle-même de se prendre en charge. A la fin du mois de mars 54, il complète son enquête sur la jeunesse en se rendant en Autriche à une réunion des jeunesses européennes. Il en tire à nouveau une série d'articles pour Franc-Tireur.

Début juin 1956, il avait confié à ses Carnets sa crainte d'être obligé de quitter Franc-Tireur, qui change d'orientation, ou d'en être chassé. Dans cette hypothèse, « *Cela m'évitera de perdre six heures par jour à 'Franc-Tireur'* », avait-il écrit.

Ce n'est pourtant qu'en août 1957, qu'il se retrouve sans tribune. Franc-Tireur, désormais trop conformiste, ne lui permet plus d'exprimer ce qu'il souhaite. Au lieu d'être le centre d'action et de renouveau souhaité, le journal s'avère en fait totalement instable et hésitant. Cependant, Jean Rous n'a pas d'autre perspective pour le moment. De retour de vacances fin août 57, il est sollicité pour continuer sa collaboration à Franc-Tireur qui veut se relancer sous la férule de Cino del Duca. Il préfère renoncer pour se consacrer au renouveau socialiste et aux peuples d'Afrique et d'Asie. Le 5 septembre, il ajoute : « *En me dégageant de 'Franc-Tireur', je reprends le caractère et la personnalité militante d'autrefois, j'avais pris un mauvais pli dans un mauvais climat* ». Le 17 novembre, Franc-Tireur disparaît pour laisser place à Paris Journal. Le 19 janvier 1958, Rous apprend que Péju, Ronsac et Altmann seraient exclus de Paris Journal ; ils ne lui ont donc survécu que trois ou quatre mois. Dans une remarque que l'on peut trouver amère, Jean Rous ajoute : « *Ils ont eu les indemnités mais pas moi* » ; pour reconnaître, avec son honnêteté habituelle, : « *Il est vrai que je ne demandais qu'à partir* ». En

fait, il ne souhaite plus être journaliste professionnel, mais plutôt redevenir exclusivement journaliste militant.

Pourtant, malgré les désillusions liées à Franc-Tireur, en octobre 1958, Jean Rous participe au banquet traditionnel du Canard enchaîné où il retrouve Treno, l'ancien de Franc-Tireur et Albert Bayet, entre autres. Il rend alors hommage à ce journal « *sérieux* ».

Peut-être les régulières interrogations de Rous concernant Franc-Tireur jointes au fait que pendant une longue période la presse socialiste lui est fermée expliquent qu'il ait à plusieurs reprises envisagé de « construire autre chose » aussi sur le plan de la presse.

Ainsi, le 23 mai 1952, Rous est à la recherche d'un éditeur pour une revue large préparant un regroupement avec les amis de Bevan. Il s'agirait d'un regroupement d'une gauche neutraliste. Ce regroupement serait bien sûr opposé à ce que développe avec une certaine naïveté Le Monde. Rous juge que, sous une allure objective, ce journal est colonialiste et réactionnaire. Au mois de mars précédent, Rous avait d'ailleurs relevé dans ses carnets un article de ce journal dont les termes l'avaient profondément inquiété par leur colonialisme et leur anti-américanisme, les deux étant liés, selon lui.

Quelques années plus tard, au cours de l'été 1956, Jean Rous rencontre Pierre Hervé pour tenter de mettre sur pied une nouvelle revue. Ce projet aboutira sous le nom de Nouvelle Réforme, à la fin de l'année. Plus qu'un simple journal, il s'agit de regrouper autour d'un titre des militants, anciens du Parti communiste ou d'autres partis de gauche et d'extrême gauche. Des réunions ont lieu autour de P. Hervé et A. Lecoeur. Jean Rous participe à une de ces réunions, y parle de « Démocratie et appareils bureaucratiques ». Lecoeur le trouve trop « léniniste » : et Rous commente : « *Toujours la même évolution des ex !* ».

On le voit donc, les difficultés ne sont pas réservées à la grande presse.

Pourtant, l'une des collaborations les plus notables de Jean Rous sera celle avec la revue Esprit. Là encore, il s'agit d'aller au delà d'un titre dans le sens d'un regroupement qui semble à Rous pouvoir être un intéressant lieu de rassemblement.. Rous mesure toute l'importance de la personnalité du fondateur. Le dimanche 26 novembre 1950, à son retour d'une réunion du groupe Esprit, il note que malheureusement l'absence d'Emmanuel Mounier (décédé en mars précédent) se ressent fortement. Certes, pour lui, la volonté de rester fidèle à la mémoire du défunt est générale mais on n'arrive pas à la dépasser.

Le 11 janvier 1952, il revient sur une querelle entre Esprit et l'Observateur qui lui paraît, aussi importante soit-elle, nuire à la construction d'un socialisme de pensée autour d'une structure qu'on pourrait appeler « Club de citoyens ».

Le 14 novembre 1952, Jean Rous, participe à une assemblée générale de la revue Esprit. Elle lui semble pouvoir devenir ce lieu de rassemblement. pour une nouvelle avant-garde ; en fait, ce que souhaitait faire E. Mounier dès la création en 1932 à Font Romeu.

Durant de longues années, la fidélité de Jean Rous à Esprit ne se démentira pas. Du premier article, « Léon Blum et la rénovation du socialisme », de mai 1945, au dernier, de février 1960, à propos de la grève de l'acier aux USA. Il semble avoir régulièrement vu dans cette revue une possibilité d'avancées théoriques et pratiques. Ainsi, l'article de mai 1945 lui avait-il permis, comme nous l'avons vu, de faire le point dans la confusion de l'époque et de tenter d'infléchir l'orientation du Parti socialiste, tentative qu'il réitèrera d'ailleurs, quelques mois plus tard, au moment du congrès SFIO d'août 1945, avec son article « Le socialisme et les tendances nouvelles ». On voit donc qu'Esprit constitue pour lui un lieu d'expression privilégié, si ce n'est par la quantité de ses livraisons à ce titre au moins par la fonction qu'il attribue à nombre d'entre elles. D'ailleurs, cette fidélité s'explique d'autant mieux que cette revue a abrité un texte de Rous, important pour lui car il constitue un bilan de vingt-cinq ans, dit-il. Cet essai pour Esprit est publié dans le numéro de mai 1956 sous le titre « Notes d'un militant, 25 ans

d'essais et de combats ». Cette confiance de Rous se manifeste aussi dans le projet qui l'anime l'été suivant où, profitant des vacances scolaires, il descend voir ses parents à Prades. Il révèle dans ses carnets qu'il compte écrire un essai qu'il destine à la revue Esprit, sorte de « *confession d'un révolutionnaire* », dit-il.

Mais il voit aussi dans cette revue bien plus qu'une simple tribune. Quand, fin novembre 1959, à son retour de vacances à Prades, il évoque sa participation prochaine au congrès d'Esprit, il en écrit :, « *On va* [y] *faire des plans pour dix ans, pour préparer une nouvelle étape* »[309].

4. Perspectives :

1. Bilans et oeuvre théorique :

1. L'œuvre théorique :

Exprimant ainsi, pendant l'été 1956, ce projet de « confession d'un révolutionnaire » sous la forme d'une livraison à Esprit, Jean Rous revient en fait sur un leitmotiv de toute sa vie, pourrait-on dire, tant la nécessité d'écrire une œuvre théorique occupe et irrigue régulièrement sa pensée. Déjà, le 18 novembre 1953, il fait allusion, dans son carnet, à un livre ou essai auquel il envisage de donner comme titre « Confessions d'un révolutionnaire ». Dans le courant de l'année 1954, à l'occasion d'un de ces plans de travail dont il est coutumier, à côté de sa journée à Franc-Tireur mise à profit pour lire les journaux, il se propose pour occuper ses matinées et ses soirées de « *réfléchir sur l'œuvre théorique à faire* ».

Il est évident que cette perspective aurait l'intérêt de clarifier pour le public les choix politiques qui ont été les siens. Mais, elle lui offrirait

---

[309] Idem, 96 J 20, 24/25 novembre 1959.

l'occasion aussi de revenir sur ceux-ci, pour lui-même, pour lui permettre de leur donner a posteriori, et sans complaisance, pense-t-il et pensons-nous, une cohérence.

Peut-être, aussi, aurait-il été question de tenter de donner cohérence à toute une période historique, à travers le prisme du regard d'un individu.

De ce point de vue, le titre de « Confession(s) d'un révolutionnaire », auquel il pense à plusieurs reprises, prend-il toute sa dimension : « Confession(s) » renvoyant à la charge subjective de l'entreprise, « révolutionnaire » au désir d'inscrire un engagement politique dans la perspective la plus objective possible.

Mais ce défi quasi prométhéen ne trouvera jamais sa pleine réalisation. Ce qui rythme les Carnets de Jean Rous, c'est la permanence de ce désir, ne débouchant jamais sur un aboutissement, et s'exprimant à la faveur de fréquents retours en arrière sur ses engagements.

C'est bien au titre d'un des plus anciens et des plus présents que le trotskysme revient ainsi régulièrement sous la plume de Jean Rous.

Le 20 novembre 1950, il parle d'un livre que le fils de Victor Serge lui a donné comme étant le testament de son père. Pour Rous il s'agit d'un essai remarquable par la manière dont il traite le problème de la liberté et de l'économie dirigée. S'agit-il de l'Affaire Toulaèv ou de Le tournant obscur, rien ne le dit. Cependant les archives Rous ne possèdent de ces deux titres que le premier. Pour son anniversaire, le 24 novembre, il se demande ce qu'il a fait de ces 42 ans. Pas grand chose, conclut-il. Il lui reste à choisir entre la décolonisation et la presse, mais il ne sait pas.

Rous s'interroge, le 27 novembre 1950, sur la raison pour laquelle il s'est donné ainsi « *à Lénine, à Trotsky comme d'autres à dieu* »[310]. En fait, il croyait que la révolution russe était le commencement de réalisation de la

[310] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 13, 27 nov. 1950.

justice, une sorte d'approche vers dieu à laquelle il s'est donné pour servir un matérialisme limité.

Le 25 septembre 1951, il revient sur cette idée d'écrire un livre sur son activité politique. Il voudrait y réfléchir aux raisons pour lesquelles les masses sont chez les staliniens.

Revenant sur son passé trotskyste, le 16 novembre 1951, il regrette le subjectivisme de ses analyses. « *Il est plus difficile d'accompagner avec lucidité que de prévoir l'avenir* », ajoute-t-il. Le 20 novembre, il dit : « *J'étais fort, je voulais diriger une révolution* » et continue « *Trotsky m'a donné le goût des vastes perspectives et une autre culture mais psychologiquement il a été très mauvais pour moi. Son schématisme était grandiose et excessif* »[311].

Mais en février 1953, après avoir rencontré D. Rousset, son ancien camarade, à qui il reproche de tout juger par rapport à sa définition abstraite d'univers concentrationnaire et apprenant que Staline est mourant, il ne peut s'empêcher de revenir sur son passé de « *lieutenant de Trotsky* , *en pensant à Trotsky lui-même* »[312]. Il revoit ses compagnons tués par Staline, l'écrasement de la Quatrième Internationale, l'écrasement du bolchevisme. Il est heureux d'avoir publié des confidences de Trotsky sur Staline[313] car cela montre que « *le vieux n'avait pas de haine malgré de bonnes raisons* ». En essayant de poser le problème du stalinisme et de la bureaucratie avec beaucoup d'objectivité, Trotsky faisait avancer la réflexion. Une certaine amnistie politique, excluant cependant les trotskystes, décidée début avril par l'URSS touche essentiellement les droits communs ; pour Rous, c'est certes insuffisant mais cela peut représenter un début de démocratisation.

Il reviendra sur le sujet quand, au début de l'année 1956, Mikoyan fait, en URSS, le procès de Staline. Rous écrit alors : « *Moi, qui ai été le lieutenant de Trotsky et qui n'ai pas renié la part de vérité qui était incluse dans la*

---

[311] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, 20 novembre 1951.
[312] Idem, 4/5 mars 1953.
[313] Rous Jean, « Quand Léon Trotsky parlait sans haine », Franc-Tireur, 9 mars 1953.

critique trotskyste, je ne pouvais rêver il y a quinze ans d'une possible réhabilitation. Mais va-t-on réhabiliter Trotsky ? »[314].

Enfin, à la date du 1er mai 1956, Rous écrit que ses anciens camarades trotskystes ont d'excellentes analyses d'école mais leur abstraction les rend schématiques. « *Il manque quelqu'un pour écrire 'Où va la France ?'* », écrit-il. Et il ajoute : « *Peut-être pourrais-je m'y consacrer ?* »[315].

A la fin de l'année, Rous juge que, rétrospectivement, le trotskysme peut certes être analysé comme schématique mais permet, d'une part, une bonne étude du stalinisme et une analyse de la révolution russe. En ce qui le concerne, le trotskysme lui a permis l'anticolonialisme, une certaine méthode de travail. Cependant, il considère aussi qu'il paie son avant-gardisme de l'époque trotskyste, mais aussi, ses erreurs d'appréciation du RDR ou de la gauche indépendante.

Enfin, en 1960, la libération de Jackson-Mornard, en fait Mercader, l'assassin de Trotsky l'amène à se pencher sur son passé. Il écrit qu'il vient de lire « Journal d'exil » de Trotsky et se demande quand Trotsky, précurseur de la déstalinisation et de la démocratie socialiste, sera réhabilité. Quant à lui, Jean Rous, il se demande une nouvelle fois pourquoi il a été trotskyste. Il suggère qu'il s'agissait peut-être d'échapper aux milieux SFIO et stalinien qui, dans les années trente, « piétinent et grenouillent ». Le trotskysme était unitaire et révolutionnaire. C'était peut-être aussi une évasion de son milieu familial et de son milieu local très électoraliste.

---

314 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 18, 6 février 1956.
315 Idem, 14 septembre 1956.

2. Un homme se penche sur son passé :

Tout au long de cette période donc, Jean Rous réexamine régulièrement son passé avec le souci principal de mesurer sans complaisance l'efficacité de ses engagements. Ces bilans, souvent motivés par des dates anniversaires, des rencontres d'anciens camarades et parfois leur mort, ou par des « micro » événements personnels, sont généralement dominés par une impression d'hésitation, d'impuissance. Plus positivement, ils sont émaillés par des sortes d'exhortations à mieux faire et éclairés par l'absence d'amertume et de reniement et, comme nous venons de le voir, par la perspective de la rédaction d'une œuvre théorique.

Ainsi donc, quand le 17 septembre 1950 Rous échappe à un accident de voiture, il note le lendemain qu'il s'agit d'une leçon de sagesse pour lui puisqu'un passant les a prévenus (sa femme et lui) un quart de seconde avant le passage de la voiture. Il écrit : « *La mort est toujours là à côté de nous, à côté de la vie. A quoi bon dès lors toutes ses inquiétudes torturantes sur la guerre, sur l'avenir, sur la maladie possible. Il faut faire ce que l'on doit faire dans le présent avec l'application, la foi de Marc-Aurèle et de Jaurès. Le reste ne dépend pas de nous.* »[316].

Le 21 mars 1951, il revient sur l'idée qu'il n'a rien fait et que sept ans après sa libération de prison, il ne sait toujours pas quel chemin prendre. « *L'arrivisme, mais aussi la légèreté politique qui régnait dans les sommets de la résistance* »[317] lui paraissent évidents et justifient sa difficulté à se situer. Le 6 avril, cette angoisse, cette crise de conscience continuent de le tarauder. Bien qu'il ait consacré vingt ans à essayer de construire une avant-garde, il se retrouve exclu de tout lieu de décision, situation qui le satisfait en partie. Cela signifie simplement qu'il lui faut participer à une reconstruction

---

[316] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 13, 18 septembre 1950.
[317] Idem, 21 mars 1951.

du socialisme. Trois jours après, peut-être entrevoit-il l'un des moyens pour parvenir à ce résultat. C'est A. Rossi, c'est-à-dire Angelo Tasca, qui lui en fournit l'occasion puisque Rous reprend la conclusion de celui-ci, qui lui paraît bonne dans l'ensemble. A. Tasca avait écrit qu'il faut toujours marcher séparément pour frapper le cas échéant ensemble. C'est une des positions que Rous a constamment développée dans la vie politique française, mais qui malheureusement l'isole souvent.

Quelques jours après, la mort du ministre anglais Bevin, le 14 avril 1951, lui rappelle des souvenirs de son ami Lasky qu'il avait connu avant la deuxième guerre mondiale et qui était un adversaire de Bevin au sein du Labour Party. Cela aussi l'amène à s'interroger sur son destin personnel. Il note : « *Mon destin c'est d'être pionnier, je ne saurais faire autre chose. Je ne me vois pas à la place de Thorez ou de Moch-Mollet. Continuer de faire ce qui dépend de moi pour rebâtir, pour préparer l'avenir, pour laisser le journal, la revue, les conférences* »[318].

Pourtant, force lui est de constater qu'il n'est pas toujours facile d'être un « *pionnier* ». Le 20 septembre 1951, il en arrive à la conclusion que, en France, il n'y a pas de place pour une troisième force : on est d'un côté ou de l'autre. Le mouvement ouvrier est stalinien, seuls les peuples coloniaux sont une force indépendante.

Début mars 52, il tire un bilan de ses activités depuis six ans. Ce bilan global lui paraît négatif puisqu'il constate, une fois de plus, qu'il est hors des responsabilités politiques, rejeté du comité directeur de la SFIO en 48, en échec électoral en 51.

Le 16 du même mois, il s'inquiète de ce que d'éventuelles dissidences communistes ne se fassent qu'à partir du stalinisme et en fonction de réactions propres à ce milieu. Il juge que, d'une certaine façon, cela semble ex-

---

[318] Idem. 17 avril 1951.

clure pour lui la possibilité de construire dans l'immédiat un pôle marxiste ni stalinien ni social-démocrate.

Le 17 avril 1952, l'actualité renvoie Rous à son passé. La victoire d'un MNR en Bolivie avec le soutien des fascistes, des communistes et des trotskystes l'amène à chercher un rapport avec son MNR de 1940. Il trouve trois points communs : l'anti-impérialisme, l'appui sur les classes moyennes et surtout la confusion politique. Mais les différences lui paraissent claires puisque « son » MNR était dirigé contre l'occupant nazi et a succombé à la répression nazie. Tandis que le MNR bolivien est pro-nazi même s'il a un appui direct des trotskystes. Quelques mois après, c'est encore l'actualité de l'Amérique latine qui, avec la mort d'Eva Peron, le 26 juillet 1952, et l'idôlatrie entourant ses obsèques, lui permet de mesurer toute l'importance d'une « *religion politique* ».

Il regrette que la manifestation du 1er mai 1952 ait mobilisé un bien maigre cortège, le seul dynamisme venant du cortège algérien qui s'est ajouté au cortège de la CGT. Pourtant, il croit, comme au sortir de la guerre, à la nécessité de puissants mouvements syndicaux. De ce point de vue, il se réjouit donc que le conflit de l'acier aux Etats-Unis, qui amène le gouvernement à réquisitionner les travailleurs, pousse les syndicats américains vers l'action politique et vers des demandes de nationalisation et de contrôle ouvrier. Du même point de vue, l'année précédente, la grève générale qui avait paralysé Barcelone, le 15 mars 1951, lui avait donné l'espoir d'une première étincelle qui ne serait peut-être pas étouffée. Cette grève des usagers, dont le ressort était essentiellement économique, avait rapidement débouché sur une revendication de liberté.

Dans la grisaille politique de ce printemps 52 d'autres clartés apparaissent cependant. Ainsi, un article de Camus puis un autre de Collinet analysent, l'un comme l'autre, la condition ouvrière et le remplacement de plus en plus important de manoeuvres qualifiés surveillant la machine par des professionnels qualifiés. Si, aux yeux de Rous, cela peut constituer un bouillon de culture pour la mystique stalinienne du prolétaire, cette évolution té-

moigne en même temps de l'amélioration de la qualification des travailleurs et, peut-être, par conséquent de leurs conditions de vie.

En septembre 1952, c'est le décès de S. Spanien, avocat de Léon Blum au procès de Riom, qui fait émerger en lui des souvenirs. Il écrit, le 10 septembre, que cela lui rappelle aussi le procès qu'il a subi en 1941.

Le 5 novembre 1952, c'est un autre décès qui, au delà de la peine qu'il provoque en lui, est l'occasion d'un nouveau bilan. De la mort de tante Elisa, Rous écrit qu'elle est comme : « *une partie de ma jeunesse qui fout le camp. Il me reste les meilleurs souvenirs : Joncet, Perpignan de l'époque prospère, Paris et ses espoirs, le départ pour la révolution espagnole. Cette femme que la politique n'intéressait pas a assisté à la partie la plus agitée de ma vie d'avant-guerre avec patience, indulgence et parfois sollicitude* »[319].

Mais Rous ne cède pas longtemps à la nostalgie. Dès le début de l'année suivante, le 7 janvier 1953, il constate que son action personnelle au sein de Franc-Tireur et dans le « Congrès des peuples » a permis de rendre plus conscients les Français de l'importance des problèmes d'outre-mer, mais aussi de créer une zone de démocrates acquis à des solutions constructives autour et à côté des socialistes. Il est cependant nécessaire de déboucher sur un regroupement ouvrier et socialiste en France. Citant Marc-Aurèle, il se répète « *quoi que tu fasses, fais bien ce que tu fais* », puis il fait référence à J. Berque qui lui a dit, dernièrement, qu'il fallait se situer sans esprit de fraction. Un regret pourtant : il ne parvient pas, faute de temps, à écrire cet essai sur la politique socialiste nécessaire en France.

Le 13 avril 1953, il se rend près de Cahors avec Jouhaux, le dirigeant de FO, pour prononcer une conférence sur la jeunesse. L'association qui l'organise, la « République des gosses », le renvoie à ses idées de fin 45 sur

[319] Idem.

les Maisons des Jeunes. C'est le préfet Kuntz, par ailleurs membre du comité économique et social, qui dirige l'association.

Retour sur un passé encore plus lointain, quand, en mai 53, il lit La Grande Trahison, de Jésus Hernandez, l'ancien ministre de la République espagnole. Cette lecture le conforte dans l'idée que Nin a été assassiné après avoir résisté deux semaines à la torture et refusé de confirmer des relations avec Franco.

Prenant du recul, le 5 août 1954, il réexamine le rôle qu'il a pu jouer en France à propos de l'outre-mer et son comportement dans des relations personnelles. Il s'interroge sur son attitude et écrit : « *Je n'aime pas servir d'intermédiaire, ni jouer la mouche du côche et l'éminence grise. Je comprends la tactique et la manœuvre mais je préfère lutter et combattre au grand jour. Je suis un militant et j'entends le rester* »[320].

L'essentiel des carnets de Rous de l'année 1955 relève du domaine colonial ; seules quelques informations concernent sa vie personnelle, les affaires françaises ou internationales. Il est vrai qu'à partir de mars 1955, il travaillerait officieusement comme conseiller du secrétaire d'Etat de l'Union française, L. Sedar Senghor.

Ce n'est qu'en juin 1955 qu'il parle de nouveau de la France. Il s'étonne du renouveau à la CGT puisque deux thèses sont en concurrence. L'une défend l'idée d'une paupérisation absolue de la classe ouvrière et donc des revendications immédiates qui en découlent. L'autre thèse parle de paupérisation relative et des réformes de structure nécessaires.

Le 4 octobre 1955, il note une discussion avec le secrétariat de la SFIO auquel il trouve une certaine bonne volonté. Le même jour, il constate : « *Le trotskysme a donné le sens de l'histoire, la Résistance le sens national et le journalisme, après dix ans, le sens du réel et du concret* »[321].

---

[320] Idem, 5 août 1954.
[321] Idem, 4 octobre 1955.

Auparavant, le 11 juin 1955, c'est une discussion avec son épouse qui lui avait fourni l'occasion d'un regard rétrospectif sur ses engagements. Il s'était demandé que faire, n'avait pas trouvé de réponse satisfaisante mais en avait profité pour relever chez sa femme « *une profonde intuition et un détachement complet du qu'en dira-t-on* ». « *C'est une force extraordinaire* », avait-il ajouté[322].

Une solution à ce « que faire ? » est peut être la création d'une revue, mais avec qui ? Ses rêves, être théoricien du mouvement révolutionnaire, se sont heurtés depuis vingt cinq ans au fait qu'en occident seuls la SFIO sclérosée et les communistes staliniens dominent les masses. Il a donc participé à des petits groupes qui en fait s'enlisent. Il en a souvent été à l'origine idéologique. Malheureusement l'application de ces théories ne parvient pas à déboucher. Trois directions l'ont guidé : la Communauté française, la politique de la jeunesse et la gestion de la France.

Continuant cette introspection, le 24 novembre, jour de son anniversaire, il se propose quelques perspectives, « *si le destin* [le servait] » : se consacrer à l'outre-mer, à la formation de nouveaux cadres et à une œuvre théorique. Il réfléchit par ailleurs à son rôle de journaliste, qui l'empêche de donner l'essentiel de ce qu'il devrait donner, mais qui lui permet aussi de rendre quelques menus services. Il ajoute que ce métier n'est pas mauvais en soi, qu'il peut même être utile, mais pour ce qu'il y a à dire… quelques articles par mois suffisent.

Il va une nouvelle fois évoquer son passé à l'occasion du décès, le 17 février 56, de Marcel Willard avec lequel il avait collaboré pour le procès Dimitrov. Le 2 mars, il participe à une réunion publique à la Mutualité « Pour la révision des procès staliniens ». Il y a là d'anciens camarades connus avant ou pendant la guerre : M. Nadeau, du POI, W. Solano, du POUM, M. Pivert,

---

[322] Idem, 96 J 18, 11 juin 1955.

du PSOP, J. Cassou, de « Libérer-Fédérer », et d'autres qu'il a connus depuis : J. R. Bloch, Y. Dechezelles, E . Morin et L. Schwartz.

L'été 56 lui permet de retrouver des souvenirs à l'occasion de voyages à Menton, en Italie, à Prades : Rome évoque le congrès socialiste de 1947, auquel il avait assisté. Prades et la villa Sidi de l'oncle Emile font renaître ses souvenirs de jeunesse et d'Afrique.

Mais, comme souvent chez Jean Rous, les retours en arrière ne le condamnent pas à la nostalgie et à l'immobilité. C'est ainsi qu'il met à profit cette période de vacances pour s'intéresser à un nouveau mode de vie dont il espère une transformation physique (avec un régime alimentaire restreignant le pain, les matières grasses, les féculents). Mais au delà, il vise aussi une transformation générale et se donne deux ans pour y parvenir.

Son séjour suivant à Prades, à la fin de l'année 1956, où il est venu voir son père qui, à 89 ans, vient de tomber dans une rivière, le voit envisager l'avenir et réfléchir à nouveau au rôle d'une avant-garde dans un regroupement futur.

Au début de février 1958, peut-être parce qu'il ne participe plus à Franc-Tireur, ce qui lui donne du temps pour lui-même mais le prive d'un espace de parole, Rous entreprend, dans ses carnets, la rédaction de ce que l'on pourrait appeler des mémoires. En effet, il va récapituler ses activités militantes « *depuis 22 ans qu'*[il se] *consacre exclusivement à la Révolution* ». Il se souvient d'un petit hôtel de l'avenue (sic) d'Orléans, puis de la rue Gassendi qui virent le début de ses activités révolutionnaires. A ce sujet, il écrit quelques phrases qui peuvent justifier le titre qu'il envisageait de donner à son œuvre de bilan, « Confession(s) d'un révolutionnaire ». Il note : « *Depuis ce jour, de février 34, où j'ai cru à la Révolution, nécessaire, je n'ai pas cessé de la servir sous les formes les plus diverses ; en 1936, à la guerre d'Espagne, en 1940, malgré les déceptions, en 1945 lors de la libéra-*

tion, en 1948 pour les peuples coloniaux, j'ai été fidèle à travers les tournants et les traverses à une certaine permanence révolutionnaire »[323].

Le 25 décembre 58, il revient sur le bilan global qu'il tire de ses activités, de 1945 à 1958. Ce bilan est largement dominé par l'action anticoloniale, même si les années 45 à 48 parlent surtout de ses activités de renouveau de la société (comme son engagement auprès des Maisons des Jeunes) ou du socialisme. Il ne revient vraiment sur la France que pour l'année 58 avec la scission SFIO/PSA.

En juin 58, son ami P. Rimbert est d'ailleurs venu lui apprendre qu'il était en fait italien et qu'il s'appelait en réalité Carlo Torielli. En même temps, il lui a annoncé qu'il avait décidé de rentrer en Italie. Jean Rous l'envie car il se dit que son camarade pourra militer au PSI, parti plus important que le PSA. En fait, P. Rimbert est allé vivre quelques années en Tunisie où il a travaillé au Ministère de l'information. Jean Rous s'inquiète du dépaysement car il est devenu très français.

2. Le pays catalan :

Cette décennie tumultueuse, riche pour Jean Rous d'engagements divers et de regards rétrospectifs sur son passé, est aussi rythmée par des séjours réguliers en terre natale. En effet, même quand ils décident, avec sa femme, de s'accorder quelques jours de repos ailleurs, ils n'omettent pas de passer à Prades, et ce malgré les difficiles relations de Maria avec sa belle-mère. Jean y est bien sûr content de revoir ses parents, qu'il avait d'ailleurs accueillis quelques jours à Paris fin juin 1952. Il note dans son carnet son souhait de pouvoir leur « *donner quelques jours de bonheur* »[324].

---

[323] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19, début février 1958.
[324] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, 20 juin 1952.

Nous avons vu aussi comment, au delà de la joie des retrouvailles, et malgré les soucis occasionnés par l'état de santé de ses parents vieillissants, Jean Rous met à profit ces séjours pour se livrer aux bilans dont il est coutumier avec le souci permanent qu'ils aident à préparer ses choix futurs.

Mais il est une autre dimension de ces « haltes » bienvenues dans un emploi du temps bien chargé dont témoignent les carnets personnels de Jean. En effet, rares sont les séjours en Catalogne qu'il n'utilise pas pour diffuser ses idées et promouvoir ses choix du moment.

Nous allons donc rencontrer Rous en terre natale occupé de rencontres, contacts, et conférences publiques diverses.

Ainsi à Perpignan, en juillet 1952, il va voir son ami, le préfet Justin ;il assiste aussi à une réunion du conseil général qui discute de « *l'insoluble question de la crise viticole coincée entre protectionnisme et malthusianisme* ». La réponse lui paraît pourtant claire : il faut axer la production sur la qualité et la consommation.

Quand, début avril 53, il redescend à Prades voir sa famille et note « *la lenteur et la douceur de la vie de province* »[325], il profite de l'occasion pour fonder, à Perpignan, un comité France-Inde avec le docteur Sambo. C'est pour Rous un lieu symbolique de liaison entre deux pays plus ou moins colonisés, la Catalogne et l'Inde.

Pendant les vacances de l'été suivant, il parcourt la France, comme il l'écrit, le 2 août.1953. Il visite le pays basque, les Pyrénées centrales où le brouillard semble très fort. Puis il va se reposer chez lui à Prades, monte en Cerdagne avant de poursuivre ses vacances à Chamonix. Mais, avant son retour à Paris, il a pu faire un reportage sur la lutte des viticulteurs de l'Hérault, des Pyrénées Orientales et de l'Aude, et en particulier sur les barricades qui ont pu être dressées. Malheureusement, il regrette de ne pas avoir pu renconter à Prades son ami Pau Casals, lequel lui a écrit puisqu'ils n'ont pu se voir.

---

[325] Idem, début avril 1953.

C'est dès septembre 1954, où il revient passer quelques jours dans sa famille, qu'il s'interroge sur un retour politique possible en Catalogne. Il y vivrait avec plaisir pour s'y enraciner s'il pouvait y trouver une responsabilité politique. Cette idée d'enracinement réapparaît dans ses carnets, à la mi-août 55, où, de retour de vacances, il évoque Prades et ce « *sol natal qui conditionne la vie* »[326].

Peu à peu, les soucis liés à la santé de ses parents se font plus présents. En février 1956, il les a trouvés à Prades fatigués et manquant totalement d'esprit d'entreprise, contrairement à son grand-père, dit-il.

Le 17 du même mois, un probable incident familial lui fait écrire : « *Je procède à une rupture symbolique avec la mesquinerie et le souci du 'qu'en dira-t-on' familial et provincial* ». Heureusement ce séjour pradéen lui a permis de retrouver Pau Casals qui est en train de préparer la prochaine édition du festival qui porte son nom. Il le rencontrera d'ailleurs régulièrement et, par exemple, l'été 1957 alors que Pau vient de se marier, à 80 ans.

Jean Rous, quant à lui, avait passé une partie du mois d'août aux Baléares où il avait été atteint d'un zona et d'une sinusite. Cela ne l'avait pas empêché de constater que la majorité des habitants vaquaient à leurs occupations ; comme s'il y avait une mutuelle tolérance entre la dictature et son opposition.

Fin octobre 1958, ses parents malades l'inquiètent, son père s'est blessé et leurs revenus diminuent, il espère pouvoir vendre à un prix raisonnable les usines de Prades. Jean et Maria espèrent pouvoir aller les voir lors des prochaines vacances.

Il fait beau à Paris le 1er janvier 1959 et Rous, en bon catalan, écrit « *rien ne me console comme le temps* »[327]. Heureusement car les soucis sont nombreux, soucis politiques avec l'absence de la gauche, la vanité de la

---

[326] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 18, 15 août 1955.
[327] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 20, 1er janvier 1959.

« petite gauche », soucis personnels avec la maladie de sa mère et des difficultés financières. Il est allé voir sa mère, malade, à Prades. Il est très inquiet. Son père semble mieux résister.

Il doit retourner à Prades en avril car sa mère va très, très mal. Malgré tout, il en a profite pour tenir quelques réunions publiques à Perpignan où il lance le PSA. L'Indépendant rend compte, le 25 avril 1959, de la réunion de Perpignan qui a eu lieu au foyer Léo Lagrange. Là encore des querelles personnelles semblent dominer la vie politique. A Narbonne, où il est allé aussi présenter le PSA, il a rencontré le leader local de ce parti, Hue, ainsi que Prax, un ami qu'il avait connu à Villeneuve Saint Georges, en prison et qui est aujourd'hui grand invalide de la résistance . A la réflexion, il trouve que son discours a été trop abstrait et qu'il manquait de formules frappantes.

Au début du mois d'août 1959, Jean Rous passe voir sa mère, avant de se rendre pour quelques jours de repos aux Baléares. A son retour, sa mère est entre la vie et la mort, son père la prend en charge du mieux qu'il peut. Jean Rous revient à Paris en passant par Brive la Gaillarde où, achetant la Dépêche, il découvre son article sur la reconstruction du parti socialiste. Il est satisfait d'écrire dans le journal où il lisait il y a trente ans des chroniques qui lui ont donné le goût du journalisme. Par ailleurs, le directeur de L'Indépendant lui a demandé s'il voulait collaborer au quotidien catalan. Cette demande le comble de joie ; il se souvient que c'est dans ce journal qu'il a écrit son premier article, il y a plus de trente ans.

Le 28 septembre 1959 il apprend que sa mère est mourante et rentre de toute urgence à Prades. Le docteur ne lui donne que peu d'espoir. Il reste auprès d'elle et ne peut remonter à Paris où il pense qu'on a besoin de lui.

A l'occasion de son anniversaire, le 24 novembre 1959, il revient quelques jours dans les Pyrénées Orientales où il participe à des réunions publiques. Sa mère va mieux, son père est fatigué.

C'est lors de ce séjour qu'il se demande à nouveau s'il n'aurait pas mieux fait de s'enraciner dans son pays car, à Paris, rien ne lui semble pos-

sible. Il a pris des contacts avec le Parti communiste car pour lui le PSA ne peut exister seul.

Fin juin 60, quelques semaines avant son départ au Sénégal, comme tous les ans, il passe une partie de ses vacances en pays catalan pour voir ses parents, mais aussi… pour participer à diverses réunions publiques au nom du PSU. C'est à cette époque qu'il emménage dans un nouvel appartement, rue Hallé, à Paris, qu'il vient d'acheter grâce à l'aide de ses parents et à quelques économies. C'est la première fois qu'il est propriétaire. Son oncle Joseph avait insisté au début de l'année 1958 pour que Jean lui achète son appartement parisien qu'il désirait vendre ; mais Jean n'avait pas donné suite. Ceci avait été l'occasion d'une dispute entre les deux hommes.

Quoiqu'il en soit, Jean considère l'achat de l'appartement rue Hallé comme un nouveau départ. Cela devenait, pour eux, une obligation de quitter l'ancien appartement car, vendu, ils risquaient l'expulsion. C'est sa femme qui a tout organisé.

Et c'est effectivement un nouveau départ que Rous va choisir avant la fin de cette année 1960.

En effet, comme nous l'avons vu, il est, dès mars 1955, conseiller officieux de L. S. Senghor, alors secrétaire d'Etat à l'Union française. Or, le 26 septembre 1960, celui-ci, en accord avec Mamadou Dia, lui propose de devenir leur conseiller diplomatique pour la session de l'ONU de décembre 1960.

Cette proposition intervient à une période où Rous, pour des raisons d'ordre personnel mais aussi en lien avec la situation politique en France, éprouve le besoin d'autre chose. Il voit dans l'offre de L. S. Senghor la possibilité de passer à l'action constructive et d'abandonner sa sempiternelle position de propagandiste.

De plus, il faudrait ajouter que, tout occupé qu'il a été dans des engagements multiples, Jean Rous ne s'est soucié de clarifier sa situation professionnelle que dans les limites de l'indispensable.

Ainsi, le 27 août 1952, il avait demandé à quitter la commission de la Préfecture de Paris à laquelle il participe. Il ne s'agit pas d'une démission mais d'une disponibilité dont il mesure les inconvénients financiers mais qu'il juge indispensable pour pouvoir se consacrer davantage à la réflexion et au travail politique. Le 1er octobre 1952, il sera en fait détaché au Conseil économique et social. Son traitement est à la charge de cet organisme. Malheureusement les archives du CES n'ont conservé aucune référence concernant ce détachement. Il est cependant avéré par le dossier de la préfecture de Paris qui note « *détachement de Jean Rous du 1er octobre 1952 au 1er octobre 1957* ». Ce détachement fait suite à une mise en disponibilité pour convenance personnelle du 1er septembre 1952 qui devait s'arrêter au 30 novembre 52 et qui, en réalité, s'arrête deux mois avant[328].

A partir de novembre 1957, Jean Rous est censé avoir repris son travail à la mairie de Paris, puisque son détachement au Conseil économique et social se terminait le 1er octobre 1957. C'est d'ailleurs le Conseil économique et social qui aurait dû noter Jean Rous, selon la demande du préfet de la Seine du 2 décembre 1957. Cependant, aucune réponse ne lui est parvenue[329]. Ces incertitudes sur le plan professionnel inspirent à Jean Rous cette unique remarque : « *Je n'ai rien à faire et pourtant je n'ai pas le temps d'écrire* ». C'est à la même époque qu'il a quitté <u>Franc-Tireur</u> ; pourtant l'inactivité ne semble pas plus le préoccuper que sa situation professionnelle puisqu'il écrit le même jour qu'il est « *effrayé de ce qu'il faut lire pour être un peu au courant* ».

Quoi qu'il en soit, l'offre contenue dans la lettre de L. S. Senghor du 26 septembre 1960 constitue un véritable tournant dans sa vie. Cependant, entre cette lettre et la réalisation s'écouleront deux mois où ordres et contrordres se succèderont. Une autre possibilité s'offre à lui, avec une demande similaire d'Habib Bourguiba. En définitive, le 16 novembre 1960, Jean

---

[328] Préfecture de la Seine, C 317, dossier Jean Rous.
[329] Mairie de Paris, dossier Jean Rous, série C 317.

Rous est officiellement mis à la disposition de la République du Sénégal au titre de conseiller technique du président de la République[330]. C'est donc en terres lointaines et non pas catalanes que Jean Rous va se mesurer à la mise en pratique de ses options politiques.

Dans le courant de la décennie que nous venons d'évoquer, Rous s'était livré à des récapitulations-bilans qui l'avaient conduit à mettre en relief quelques unes de ces options.

Au début de l'année 1953, il insistait sur son action au Congrès des Peuples et, sur le plan intérieur, sa tentative de créer une zone de démocrates acquis à des solutions constructives autour et à côté des socialistes.

Deux ans plus tard, il s'était livré à l'examen de son désir d'être un « *théoricien du mouvement révolutionnaire* », empêché par le fait que la classe ouvrière est dominée par une SFIO sclérosée et un Parti communiste stalinien.

Trois ans après, début 58, il constatait qu'il avait été fidèle « *à travers les tournants et les traverses à une certaine permanence révolutionnaire* ».

C'est avec ce bagage qu'il embarque, le 26 novembre 1968, pour le Sénégal.

[330] Idem.

CHAPITRE V
INTERVENTIONS SUR LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE PENDANT LE SEJOUR AU SENEGAL

Au moment de son départ pour le Sénégal, Jean Rous note, à la date du samedi 26 novembre 1960, : « *Rester en liaison avec les amis français et les socialistes internationaux, PSU, gauche, LICA, Congrès méditerranéen, Villes jumelées* »[331].

C'est effectivement ce qu'il va tenter de faire pendant un certain temps au travers de son épouse restée en France, et, par la suite, lors de fréquents séjours. Ces incursions en terre de France seront, bien sûr, marquées par des séjours à Prades où Jean retrouve son père, puisque sa mère décède quelques mois après l'installation de Jean au Sénégal.

Sur le plan de ses engagements, Jean Rous, d'une part, tâchera de maintenir les liens évoqués ci-dessus et suivra de près les aléas du PSU et du Parti socialiste, mais, d'autre part, il participera aux événements de mai 68, qui motiveront son retour en France, quelque temps avant son retour définitif à la fin de l'année 1968.

Le 10 janvier 1961, Jean Rous note les dissensions internes au PSU, où une forte minorité propose une abstention motivée au référendum sur l'autodétermination en Algérie. Pour lui, il est important que le PSU apparaisse comme une organisation réaliste, c'est à dire qui ne dise pas « non » parce que c'est de Gaulle qui a posé la question, et comme une organisation qui ne se contente pas de « coller » au Parti communiste.

Son éloignement de la France le fait s'inquiéter sur la santé de ses parents, en particulier de sa mère, mais il écrit fin février : « *Pas de nouvelles de ma mère, cela doit aller mieux* ». Ce qui, en réalité, n'est pas vrai

---

[331] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 21, 26 novembre 1960.

puisqu'un mois plus tard, Maria et lui apprennent que la mère de Jean va très mal. Jean est absent de Dakar quand la nouvelle arrive chez lui. Le 2 avril, à son retour dans la capitale, il n'est pas autorisé à rentrer en France car, déjà deux fois dans les derniers mois, il est rentré précipitamment. De plus, Maria est malade ; elle est même hospitalisée pour une crise de colibacillose. Heureusement, le 10 avril, le président Senghor se rendant en France, Jean Rous peut l'accompagner. Il en profite pour passer deux jours à Prades. C'est la dernière fois qu'il reverra sa mère, puisqu'elle décède le 12 juin à Prades. Il ne pourra même pas assister à l'enterrement.

A l'occasion du décès de F. Buchanan, un des dirigeants du RAM, il explique sa présence à plusieurs réunions de ce mouvement. Il n'est pas adepte de ce mouvement mais prêt à dialoguer. Le seul vrai réarmement moral est au sein du socialisme. C'est le socialisme démocratique dans lequel l'élément moral fait partie de l'ensemble, aussi bien du social que de l'économique. Pour autant, les techniques, les méthodes et les hommes du RAM ne sont pas sans intérêt. Ainsi, les interventions de Buchanan dans les milieux américains racistes et capitalistes ne pouvaient qu'être bénéfiques. Un tel mouvement, orienté dans le sens socialiste, serait bien évidemment utile.

Parlant de la situation française, il note que de Gaulle n'est en fait que le grand homme des banques d'affaires, contre lesquelles Jean Rous s'est longtemps battu, en particulier dans la période 45-48, avec la lutte sur les nationalisations. Malheureusement, ce sont ces banques d'affaires qui ont gagné et dominent désormais l'Etat et même le système des nationalisations.

Début septembre, Jean Rous et sa femme passent quelques jours à La Preste, probablement pour soigner en pays catalan et donc près du père de Jean, les reins de Maria. Ils discutent avec le père de Jean des usines, de la propriété. Son père refuse que quelqu'un le prenne en charge, il préfère rester seul. Le retour à Paris se fait par Lyon où chacun retrouve des souve-

nirs différents : Jean, ses souvenirs des années 20 et Maria une cousine avec laquelle elle avait passé une partie de sa jeunesse.

La situation à l'intérieur du mouvement socialiste l'insatisfait toujours autant et justifie, s'il en est besoin, son départ pour l'Afrique, « *par défaut* », écrit-il le 13 septembre 1961. L'agitation développée par le PSU arrive tout juste à entretenir la flamme, « *ce qui n'est pas si mal dans la situation* », juge-t-il. Cependant, si le PSU et la SFIO ne parviennent pas à se rejoindre, les réalités amèneront probablement quelque chose de nouveau et d'imprévisible. D'autant que la situation l'inquiète ; il existerait, selon lui, un danger de coup d'Etat en France. Une certaine amertume semble poindre cependant lorsqu'il écrit le 10 février 1962, : « *Depuis 45, je l'avais bien dit, j'avais tout prévu à temps* ». A ce moment-là, on le regardait « *goguenard* » alors que ses positions, selon lui, se voulaient surtout constructives. Il se battait pour un renouveau de la France alors qu'on se dirige vers une décadence.

Dans les liens qu'il s'était engagé à maintenir figurait la FMVJ. C'est au titre de cette fédération que, le 7 juillet 1962, il arrive à Moscou. Il en éprouve une grande joie car, écrit-il, : « *La Révolution d'octobre est l'événement qui a déterminé toute ma vie, elle n'est pas transposable telle quelle en occident. Mais ses leçons sont impérissables. Lénine est le grand homme que j'admire le plus* ». Cela le conforte dans l'idée que son combat principal est celui pour l'instauration du socialisme, même si, en occident, il faut prendre des détours. Le 9 juillet, il visite Moscou et espère pouvoir se rendre au mausolée et au musée Lénine. Peut-être est-ce cette occasion qui lui fait prendre conscience, au travers des sourires entendus des officiels du Kremlin, que pendant son époque trotskyste il a été surveillé par la Guépéou, puisqu'il écrit : « *Les Russes n'ignoraient pas que de 1935 à 1940, j'étais le collaborateur et l'ami de Trotsky* »[332]. La réception est, malgré tout, cordiale.

---

332 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 220, Lettre à L. S. Senghor, 18 juillet 1962.

Il faut dire que depuis cette époque, les choses ont bien changé ; par exemple, lors de ses visites, il ne voit aucune trace de Staline… « *ni de Trotsky* », ajoute-t-il. Il sent bien que certaines critiques sont possibles contre le gouvernement, prouvant la déstalinisation. Il arrive même à discuter avec certains officiels du « Congrès sur le désarmement et la paix » de 1934 (Amsterdam-Pleyel) où lui même et ses futurs camarades trotskystes ont été « *lynchés* ».

Comme on le voit, les diverses interventions de Rous ne concernant pas directement son activité pour la décolonisation ou le tiers-monde sont éparses dans ses carnets. Ainsi, il ne revient au « monde » qu'à Pentecôte 1963, pour l'agonie de Jean XXIII et un parallèle entre les « Eglises », impossible renouveau de l'Eglise SFIO, au contraire de l'Eglise Parti communiste.

Comme tous les ans, il passe ses vacances en France. Quelques jours sont consacrés à la maison de campagne de Pullay, dans l'Eure, que sa femme a organisée de manière remarquable. C'est là qu'il réfléchit à l'opposition entre la Chine et l'URSS, négative en soi, mais dont l'effet positif, lié aux excès chinois, permet de stimuler le mouvement ouvrier européen et, peut-être aussi, celui des pays sous-développés.

Durant cette période, sa santé n'est pas excellente. Il fait donc au mois d'août un « *pèlerinage familial* » et se soigne dans les Pyrénées Orientales. Il est à Prades où son père menace de le déshériter puis à La Preste pour sa femme, mais aussi pour lui car il a besoin de perdre du poids… qu'il reprend en deux jours, lors d'un voyage en Autriche. Ce problème d'obésité revient fréquemment durant cette période et surtout le jeu de yo-yo qui l'accompagne. Il perd un kilo au Sénégal, en gagne un à Bruxelles, sur trois jours, en 1964, mais est rassuré dans ses difficultés à perdre du poids par une émission de télévision qui présente l'obésité comme un dérèglement glandulaire. Il écrit, le 19 mai 1964, qu'après avoir péniblement perdu quatre

kilos, il en a repris un sur un week-end à Pullay. « *Le physique, malheureusement, rejaillit sur le moral et vice versa* », écrit-il.

Le décès de Rosmer, en mai 1964, le renvoie à son passé lointain, la IVème Internationale, fondée dans la maison de campagne de ce vieux camarade, mais aussi à un passé plus proche. Ils se sont rencontrés lors d'une visite en Yougoslavie en 1951. Pour Jean Rous, Alfred Rosmer est : « *un vétéran plein de culture, témoignant sur la naissance du bolchevisme, sur la vie quotidienne à Moscou sous Lénine qu'il a connu en même temps que Trotsky à la grande époque* »[333]. C'est peut-être ce décès qui le renvoie au désir de reprendre une vie militante dans la perspective de l'unité socialo-communiste. D'autant que le congrès du Parti communiste semble marquer un tournant dans la vie de cette organisation avec une théorisation nouvelle sur la notion de nationalisation, proche de celle de la SFIO. Cependant, la ligne de Moscou reste intégralement acceptée.

Concernant la Fédération mondiale des villes jumelées, qui vient d'obtenir un statut d'observateur à l'ONU, Jean Rous décide qu'il l'aidera comme ami et comme soutien, mais non comme dirigeant.

En juillet, lors de quelques jours de vacances passés à Menton avec sa femme, il manifeste à nouveau son désir de reprendre une vie militante en France. Il sera conforté dans cette idée par la rencontre à Bruxelles, pour le centenaire de l'Internationale ouvrière où L. S. Senghor l'avait délégué, de Guy Mollet avec lequel il évoque le passé et une éventuelle unification avec le PSU. G. Mollet lui apparaît comme très sévère avec la social-démocratie britannique et allemande. Cela rappelle à Rous l'année 46.

En septembre, il se trouve quelques jours à Pullay où il perd douze kilos. Le problème de ces vacances est bien de conserver l'équilibre physique

[333] Idem, 96 J 22 , Carnets, 8 mai 1964.

acquis, alors qu'elles touchent à leur fin et qu'il faut à nouveau mener une vie déréglée.

Le 2 novembre, il note dans son carnet quelques réflexions issues de ses lectures liées aux questions clés agitant le mouvement ouvrier, à propos de la Chine, du stalinisme et du Parti communiste italien. Les trotskystes surplombent ces querelles avec un certain schématisme et un mépris des réalités. A Ceylan, ils sont en pleine débandade mais peuvent jouer un rôle ailleurs dans le redressement socialiste. Le maoïsme est détourné par la nécessité chinoise, selon Mao, d'une révolution permanente avec des étapes nationales. Le stalinisme a besoin d'être barbare et épurateur.

Le décès de J. Katel, un vieux camarade de l'époque trotskyste, devenu journaliste américain, lui rappelle qu'ils se sont rencontrés à l'ONU lorsque Rous pour la première fois a représenté le Sénégal. Il profite du mois de juillet 1965 pour relire certains ouvrages de Trotsky. La ligne générale lui paraît toujours aussi intéressante mais le sens des étapes et la complexité des réalités lui semblent trop exagérés.

A la fin du mois, il va passer quelques jours en Corse où le souvenir de son service militaire lui revient. Sa femme et lui rêvent d'acheter une petite maison au bord de l'eau, mais le prix les dissuade. Puis il s'en va voir son père à Prades. C'est assez pénible car ce dernier est bien en peine de lui donner des assurances sur l'avenir. Par ailleurs, Prades plaît de moins en moins à Jean car ne lui reviennent en mémoire que les souvenirs de famille, pénibles, mesquins, égoïstes et hypocrites. Tandis que le paysage l'accroche toujours autant. En décembre 1965, il repasse quelques jours en Corse avec sa femme. Ils assistent à la fin de la campagne électorale dans laquelle de Gaulle défend sa politique extérieure. A son retour au Sénégal, Jean Rous avoue à Senghor qu'il a voté Mitterrand. Or, Senghor apprécie peu l'ancien ministre de la France d'outre-mer.

En février 1966, sa femme, restée à Paris, lui écrit : « *Le renouveau de la gauche apparaît évident dans la jeunesse au travers de son indépendance, de sa ferveur et de son efficacité. Ils n'ont aucune confiance dans les chefs actuels* »[334]. Jean Rous se demande si c'est le début d'un renouveau, d'autant que la condamnation des écrivains soviétiques pour crime d'opinion oblige quand même Aragon à protester.

Le 17 mai 1966, la grève générale en France a bien montré un mécontentement profond contre la politique économique et sociale de de Gaulle. L'unité d'action entre les quatre grandes centrales syndicales a été réalisée contre la politique salariale du gouvernement. Cela ne peut que réjouir Jean Rous qui a participé les 30 avril et 1er mai aux rencontres socialistes de Grenoble. Pierre Mendès France y a fait sa rentrée. Un important débat entre tenants des nationalisations et partisans du contrôle ouvrier lui a permis de se remettre dans le bain. Cela lui rappelle, par ailleurs, la semaine de Meung-sur-Loire. L'évidente nécessité de reconstituer l'unité ouvrière sur une base socialiste opposée aux tentatives centristes ou technocratiques lui paraît urgente. Ces rencontres de Grenoble sont aussi pour Jean Rous l'occasion d'une réflexion sur les échecs socialistes de 36 et de 45 confirmant les analyses qu'il avait faites alors. Le 9 mai 1966, il note que le rapport de P. Mendès France s'oppose en partie au projet de F. Mitterrand, en particulier sur l'idée de programme commun défendue par le premier.

En juillet, Jean Rous est à Menton où sa femme et lui cherchent à acheter un pied-à-terre. La première semaine d'août se passe à Pullay où il travaille au jardin. Jean Rous se prépare à écrire une post-face à son <u>Itinéraire d'un militant</u>. Il en trace le plan. Il apprend que son contrat au Sénégal est renouvelé pour deux ans, ce qui lui permettra d'arriver à sa retraite, puis de se lancer dans la « *dernière étape de sa vie* »[335]. Aucune décision n'est prise quant au lieu de résidence pour leur retraite : Pullay, Menton, Paris,

[334] Idem, 19/20 février 1966. Cité par Jean Rous.
[335] Idem, août 1966.

Prades, aucune installation n'apparaît certaine, d'autant que son père s'est en partie fâché avec lui. D'un autre côté, cela le libère dans ses choix. Pour cette retraite il envisage d'écrire des portraits de Lénine, Trotsky, Staline et se fixe des tâches précises : faire son autobiographie, réfléchir au socialisme de la deuxième moitié du vingtième siècle, écrire la biographie de Bourguiba. Pour ce faire il est nécessaire, écrit-il, de préparer des dossiers dès maintenant.

Le début de l'année 1966 voit le décès de P. Stibbe qu'il a rencontré peu avant à l'ambassade d'Algérie. C'est Y. Dechezelles qui prononce l'oraison funèbre.

En mars 1967, lors des élections législatives, il revient à Paris pour voter pour le candidat de gauche. Malheureusement la victoire gaulliste est forte malgré une dynamique d'union de la gauche, peut-être pas suffisamment affirmée.

Juin et juillet 1967 sont l'occasion, à Pullay puis à Menton, de préparer la nouvelle vie qui s'approche. Il achète lors d'une exposition à Antibes un tableau de son ami F. Zeller, intitulé l'Etoile. Une mer bleue représente, selon Fred et lui, leur idéalisme de jeunesse.

Bien qu'il ne soit pas dirigeant de la Fédération des villes jumelées (on sait par contre par un document de mars 1974 qu'il sera membre du Conseil supérieur), il soutient son ami Bressant qui veut s'engager dans une étape de développement plus important de la fédération. Il fait élire La Pira comme dirigeant de la Fédération en remplacement de D. Thiam[336]. Le maire de Florence peut permettre, selon Jean Rous, une véritable mondialisation de la Fédération plus que le président sénégalais précédent. En avril 1968, la crise à la Fédération des villes jumelées, qui couvait depuis septembre, éclate. Le Sénégal menace de se retirer de la Fédération, ou du moins de ne plus

[336] Idem, 96 J 224.

payer sa cotisation, car son candidat a été battu. Jean Rous intervient auprès du président Senghor pour que le Sénégal ne perde pas le bénéfice de ses sept ans de travail au sein des villes jumelées. Senghor accepte à la condition que soit revu, dans un sens plus démocratique, le fonctionnement.

En septembre, sa femme et lui à Pullay décident de ce qu'ils vont faire pour leur retraite. Ils veulent participer essentiellement au renforcement du Parti socialiste unifié. Le décès d'un de ses amis d'enfance, revu peu auparavant, lui rappelle un match de rugby où il a dû ramener sur son dos, jusqu'à Codalet, à côté de Prades, son ami assommé.

Le 1er janvier 1968 il note sur son carnet sa décision de se retirer en novembre de la même année. En février il passe quelques jours à Menton mais il est malade. Puis il va voir son oncle Louis, dont l'épouse vient de décéder, et son père avec qui il se réconcilie. Enfin il passe quelques jours à Pullay, intéressé par l'évolution intérieure de la Tchécoslovaquie et attristé par le décès de Cerbonnet, l'imprimeur de La Vérité, La lutte ouvrière et selon F. Zeller de La révolution française.

Le 13 mai 1968, sa femme l'avertit de la « révolte étudiante ». Les jeunes en sont le détonateur avec un sens politique profond. Les mots d'ordre lui paraissent être ceux qu'il a toujours défendus. «*Il est urgent que je rentre d'Afrique* »[337], écrit-il. C'est ce qu'il fait dans les jours qui suivent. Immédiatement après son arrivée à Paris, il déjeune avec ses amis B. Ben Yahmed, Van Chi, Masmoudi et des amis cubains qui s'interrogent sur le rôle que va pouvoir jouer la classe ouvrière. C'est la question que Rous pose aussi dans un article de Jeune Afrique, qui ne sera pas publié.

Pour Rous il paraît évident que la liaison entre la classe ouvrière et la jeunesse est l'élément essentiel pour parvenir à la révolution. Tout va être fait pour couper l'avant-garde des masses étudiantes et ouvrières Il apprend que son oncle Louis, une sorte de conscience ouvrière pour lui, est à la clinique, mourant. Il se rend à Montpellier pour le voir, mais son oncle ne veut

---

[337] Idem, 96 J 22, 13 mai 1968.

pas qu'il reste longtemps car il y a des choses importantes à faire. Le 20 mai, il est à Cannes où le festival de cinéma salue le mouvement de grève.

Selon lui, tout le monde a conscience, même les lycéens de 15 ans, que les organisations syndicales tentent de freiner le mouvement. Lorsque la situation s'enflamme, les staliniens jouent les pompiers. Par ailleurs, le gouvernement provoque la violence. Pour Rous, c'est un signe de son conservatisme et de sa sclérose.

Les événements s'accélèrent, tant pour Rous que pour le mouvement. La datation des « Carnets » de Jean Rous devient problématique.

Le 24 mai, il écrit qu'il est allé à la Sorbonne où il a participé aux discussions sur la réforme de l'université et les rapports entre la classe ouvrière et les étudiants. Il a pu discuter avec le bouillon révolutionnaire que sont les groupuscules. Les attaques de G. Seguy pour la CGT contre les leaders du mouvement du 22 mars sont stupides. D'autant qu'après avoir refusé le contact avec l'UNEF, Séguy est obligé de reculer. La CFDT et FO sont, de ce point de vue, plus habiles en protestant contre la mesure d'interdiction qui frappe Cohn-Bendit. Cette expulsion déguisée amène une manifestation spontanée violente. De Gaulle et le gouvernement ont aggravé la situation par une mesure qui ne peut que mettre en colère les étudiants. D'autant que la répression, l'impuissance parlementaire et le comportement de la direction stalinienne rendent encore plus « enragés » les étudiants. Il apparaît pour Rous que Cohn-Bendit joue un rôle semblable à celui des trotskystes en 1936, mais cette fois la conscience révolutionnaire paraît profonde. Le gouvernement est au pied du mur car la grève se durcit, cependant que le côté « révolution culturelle » de mai 68 lui paraît superficiel. A la direction de la CGT, Barjonnet démissionne parce que personne ne veut discuter avec les étudiants.

Rous participe avec sa femme à la grande manifestation du 24 qui devient insurrectionnelle car la police veut empêcher la jonction entre les étudiants et les ouvriers. Le 25 au soir, le discours de de Gaulle confirme dix ans d'impuissance sociale. Dans la nuit, Maria va à la Sorbonne aider à soigner les blessés après une nuit d'émeute. Elle est étonnée d'y retrouver

« *des centaines de retraités qui se sont proposés* ». Jean Rous va verser à la Sorbonne une souscription de 500 francs, c'est une grande poubelle qui accueille tous les dons. Peu après, Jean Rous rencontre Barjonnet, par ailleurs militant du PSU, qui lui explique que la direction de la CGT refuse de faire la jonction entre les revendications immédiates des militants et des travailleurs et la nécessité de réformes de structure. Le compromis élaboré à Matignon entre le gouvernement et les syndicats montre, certes, des concessions partielles du pouvoir, mais ne remet pas en cause l'ordre capitaliste. « *Comme en 36, les chefs staliniens, pour ne pas être doublés à gauche et dans le souci de maintenir le statu quo, ont conclu le mouvement. Ils ont trahi l'aide extérieure que leur apportaient les étudiants. Mais cela démontre aussi que les étudiants ne sont pas la classe décisive, la classe ouvrière le reste* »[338]. En même temps l'accord gouvernement-CGT coupe l'herbe sous le pied de Mitterrand qui souhaitait une crise du régime et sauve de Gaulle. La déception est grande mais l'avant-garde peut en profiter pour se renforcer et cesser d'être groupusculaire.

Le 26 mai, à midi, il note sur son carnet que Renault et Citroën refusent l'accord, c'est une leçon pour les staliniens et une revanche pour les jeunes. D'autant que le meeting du 27 mai à Charlety semble montrer l'importance de la minorité révolutionnaire. Mais celle-ci ne doit surtout pas se couper des masses. La CGT semble l'avoir perçu en organisant une manifestation appelant à une réforme de structure et à un nouveau gouvernement. Mendès France risque d'être une solution pour la bourgeoisie.

Jean Rous se rend à Prades à l'enterrement de son oncle Louis, décédé le 29. Il arrive malheureusement trop tard. Louis, pour son neveu, « *a été révolutionnaire toute sa vie et attaché au socialisme* »[339]. Son oncle lui lègue le peu qu'il avait pour qu'il puisse continuer sa réflexion révolutionnaire. Joseph, son autre oncle, lui conteste l'héritage.

---

[338] Idem, lundi 27 mai 1968 au matin.
[339] Idem, 30 mai 1968.

Dans la nuit la situation se tend et l'idée d'un coup d'Etat fait son chemin. Le 30 mai, de Gaulle essaie de faire peur avec l'armée, Mendès France refuse d'être le de Gaulle de gauche. A 16 h 30, de Gaulle redevient le chef du RPF anticommuniste et opposé à la subversion. Il menace même d'une épreuve de force et propose l'exutoire des élections. Une solution de gauche paraît difficile car Mendès France est rejeté par les communistes, tandis que Mitterrand propose des actions communes mais des directions indépendantes.

Le 20 juin, de Pullay, Jean Rous tire un premier bilan de ces événements. L'absence de parti révolutionnaire explique le recul. Cependant la minorité révolutionnaire est forte, elle peut se conjuguer avec une opposition au sein du parti communiste. Le danger fasciste n'apparaît pas dans l'immédiat. Jean Rous a pu participer avec son ami Dechezelles à des réunions des comités d'action dans lesquels les discussions sont très ouvertes. On remarque aussi une tolérance assez grande puisque une salle Léon Trotsky côtoie la salle Maurice Thorez. La marée gaulliste aux élections législatives des 23 et 30 juin confirme la sclérose et la division de la gauche et, selon Rous, peut peut-être obliger la Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste de Mitterrand à former un regroupement sur de nouvelles bases avec le PSU, le Parti communiste et peut-être d'autres. Au second tour des élections, Jean Rous a voté pour le Parti communiste.

Puis il est allé passer trois semaines à Menton et quelques jours en Catalogne où il s'est disputé avec l'oncle Joseph malgré sa volonté de ne pas le faire. C'est là qu'il apprend l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars soviétiques et sa condamnation par les Partis communistes français et italien. Il pense annuler un voyage prévu à Prague pour ne pas cautionner cet acte. Les attitudes des deux Partis communistes d'Europe de l'Ouest lui semblent significatives d'une possible ouverture et peut-être d'un rapprochement avec les socialistes.

Début septembre, Jean Rous rentre à Dakar pour y terminer son contrat.

CHAPITRE VI
RETOUR EN FRANCE ET AU PARTI SOCIALISTE

A partir de septembre 1968 Jean Rous est de retour définitivement en France, après huit ans au service du Sénégal.

On pourrait suivre Jean Rous au travers de ses carnets, bien sûr, mais comme il l'écrit lui-même : « *Je m'excuse de me répéter auprès d'un lecteur éventuel. Ce journal n'est pas une œuvre littéraire mais un instrument de méditation, d'analyse personnelle, de discipline. Quand les mêmes choses me reviennent à l'esprit, il y a répétition* »[340]. Il est nécessaire, alors, de retrouver autour de quelques grands axes, ses activités personnelles.

Du point de vue politique son éloignement du PSU et un rapprochement vers le nouveau Parti socialiste dominent ses activités, même si c'est sans illusion de sa part.

Plus importantes, ou pour le moins plus émouvantes sont les « retrouvailles » avec de nombreux anciens camarades d'avant-guerre, de l'époque trotskyste, puis avec son installation à Perpignan, de l'époque de « l'Avant-Garde ».

A propos de sa vie personnelle, de nombreux déménagements jusqu'à une installation définitive à Perpignan et Paris sont des faits importants mais moins, bien sûr, que le décès, dix ans après son retour d'Afrique, de Maria. Il en restera inconsolable, bien qu'il se remarie peu après le décès.

Enfin, de nombreuses activités l'occuperont jusqu'à son décès en février 1985. Des voyages alterneront avec des conférences. Une initiation franc-maçonne confirmera l'envie de trouver un milieu où il puisse exprimer

[340] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 23, 20 mars 1971.

ses idées et construire un cocon fraternel que l'on peut rapprocher de celui formé avec ses camarades trotskystes.

1. Vie politique française :

De retour en France, Jean Rous reste donc au PSU. Mais en fait, comme toujours, c'est le renouveau socialiste qui l'intéresse. Il est urgent que se mette en place un « *rassemblement de toutes les forces : SFIO, PSU, Parti communiste, syndicats, UNEF* »[341]. Il profite donc de toutes les occasions pour hâter ce mouvement unificateur.

A Prague, fin septembre, il rencontre F. Mitterrand et P. Saury, ami catalan connu avant-guerre. Il n'était alors pas chaud pour se rendre dans la capitale tchèque après l'invasion par les troupes du pacte de Varsovie ; cependant, il y est délégué par la FMVJ et officialise le jumelage Château-Chinon/Tombouctou.

Il est par ailleurs souvent en désaccord avec les décisions du PSU. Ainsi, lors du référendum sur la réforme des régions et celle du Sénat, la direction Rocard-Heurgon du PSU prône l'abstention ; Jean Rous se place parmi les opposants à cette ligne « *ambiguë, qui, par ailleurs, coupe un peu plus le PSU du Parti communiste, ce qu'il ne faut surtout pas faire à ce moment où le Parti communiste semble évoluer* »[342]. Sa position devient majoritaire à Sceaux dans sa section PSU où E. Depreux se bat sur les mêmes positions que lui ; mais elle est aussi majoritaire lors du congrès du PSU des 14, 15 et 16 mars 1969, sans qu'il soit possible de connaître la part prise par Jean Rous dans les débats.

---

341 Idem, 96 J 22, 8 décembre 1968.
342 Idem, fin février-début mars 1969.

Lors de la campagne électorale, qui fait suite à la démission de de Gaulle, il prône une alliance socialiste face à la confusion et aux divisions qui reviennent depuis onze ans à gauche[343]. Il est intimement persuadé que le renouveau socialiste passera par un élargissement du noyau socialiste avec plusieurs composantes : le PSU et la Convention des Institutions Républicaines, la Gauche SFIO et peut-être avec « *les trotskystes, s'ils abandonnent leur sectarisme* »[344]. Il fait part à F. Mitterrand de ses réflexions. L'élection de Pompidou ne fait que confirmer son diagnostic. Il rencontre, en octobre 1969, F. Mitterrand et P. Saury dans le Morvan, lors d'une série de conférences et lance, dans Le Courrier de la Nièvre, le journal de F. Mitterrand dirigé par P. Saury, un appel à créer un nouveau parti par l'utilisation des acquis des autres formations se réclamant du socialisme[345].

Les attaques de L. Figuères contre le « *Philistin, Jean Rous, à présent conseiller politique du très bourgeois président de la république du Sénégal Léopold Senghor* »[346] le confirment dans l'idée que le stalinisme n'est par mort tandis que la condamnation par le Parti communiste de l'invasion de la Tchécoslovaquie laisse quelques espoirs dans l'évolution de ce parti.

Bien qu'il reste au PSU, il n'hésite pas à participer, au Cercle républicain, à un comité d'appel pour l'Union des Socialistes, en novembre 1969. Il a averti de sa démarche E. Depreux qui ne l'a pas condamnée. Il rédige, avec L. Mermaz et L. Florian, le texte d'invitation à une réunion pour l'Union des socialistes. Celle-ci a lieu dans son propre bureau, dans sa maison de Sceaux. Les amendements qu'il propose sur « *l'esprit de mai à conserver, la solidarité avec le Tiers-monde* » sont pris en compte, ce qui lui permet de justifier à ses propres yeux sa participation à ce mouvement. Malheureusement, peu après, il apprend que F. Mitterrand n'a pas retenu ses amende-

---

343 Rous Jean, « Pour une alliance socialiste », Combat, 7 mai 1969.
344 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 22, Carnets, 12 juin 1969.
345 Rous Jean, « Un des problèmes de la gauche : créer un nouveau parti ou rénover les autres », Courrier de la Nièvre, 29 novembre 1969.
346 Figuères Léo, Le trotskisme, cet antiléninisme, Paris, éd. Sociales, 1969, p. 190.

ments. Jean Rous décide donc de ne plus participer à ce comité d'appel mais soutient l'action pour l'union tout en restant au PSU. Il « *regrette que Mitterrand soit le seul maître* »[347] de cette opération. Par ailleurs, il craint que le PSU ne se sente pas concerné par cet appel.

Au congrès de la Convention des Institutions républicaine de décembre 1969, F. Mitterrand doit s'incliner devant une majorité favorable à une alliance avec le PSU. La position de Jean Rous, participant au comité d'union même provisoirement, l'isole du PSU et, par ailleurs, son désaccord avec F. Mitterrand l'isole de la nouvelle organisation. Il se retrouve donc seul « *à la recherche d'un milieu, d'une tribune pour intervenir en France* »[348].

De plus, le PSU plonge peu à peu dans une crise interne qui amène son secrétaire national, M. Rocard, « *à demander à sa droite de l'aider à récupérer le Parti* »[349]. Jean Rous, bien qu'en marge du Parti, se reconnaît dans cette « droite » qui souhaite l'unité socialiste, tandis que les autres tendances du PSU se rapprochent des formations d'extrême gauche ou gauchistes. Jean Rous reprend donc contact avec G. Martinet, E. Depreux, V. Fay pour tenter d'aider à dénouer la crise. Il reste cependant persuadé que le redressement du PSU passe par un élargissement de ce parti et une marche vers l'unité des socialistes.

Il participe à Rome à un colloque sur les stratégies de gauche et les formes de lutte en Europe (30 octobre-1er novembre 1970). A cette occasion il déjeune, en compagnie de M. Rocard, avec G. Filoche, dirigeant de la section française de la IVème Internationale, venu tester le terrain de la construction d'une Internationale de masse militante, et cherchant à « recruter » pour l'idée de l'Europe des travailleurs et des Etats-Unis socialistes d'Europe dans la perspective d'un rassemblement de la IVème Internationale à Bruxelles, prévu pour novembre 1970.

---

[347] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 23, Carnets, 10 novembre 1969.
[348] Idem, 2 mars 1970.
[349] Idem, 11 avril 1970.

Au début de l'année 1971, Jean Rous écrit qu'il « *ne se sent dans le coup ni au PSU ni au Parti socialiste ni au Parti communiste tels qu'ils sont* »[350].

Le nouveau Parti socialiste, né au congrès d'Epinay en juin 1971, ne représente pas exactement ce qu'il souhaite mais le PSU n'est pas plus attrayant puisqu'il reste un « *puzzle de tendances contradictoires* »[351]. Une fusion des deux, après le départ des gauchistes, serait une bonne chose. « *Le PSU a les idées, les militants, la SFIO a les élus* »[352], écrit Rous. Il semble alors se rapprocher du Parti socialiste puisqu'il note, le 21 septembre 1971, que : « *E. Depreux lui a demandé de prendre contact entre lui et Sarre, Chevènement* ».

En octobre, Jean Rous note que son isolement et la situation spécifique française l'amènent à « *rejoindre le socialisme réformiste renouvelé, sans renier les acquis du trotskysme, ni le combat pour la décolonisation* ». Rocard apprécie peu l'initiative de Martinet de publier le manifeste : « Le Socialisme pour aujourd'hui », que J. Rous, L. Schwartz, P. Fraisse, C. Bourdet ont signé.

Mais le PSU paraît bien malade, comme le montre la lettre de E. Depreux à Jean Rous du 25 mai 1971 dans laquelle il relève un profond malaise du Parti. Il accompagne cet envoi de deux lettres reçues les 22 et 24 mai 1971 de deux militants du PSU. Dans l'une d'elles, Fraisse, d'Esprit, annonce sa démission face à l'anticommunisme du PSU et Bois, conseiller municipal de Sceaux, s'avoue en plein désarroi à cause des déroutes du Parti et de la diversité des tendances[353]. Jean Rous écrit, en décembre, sur son carnet « *PSU foutoir, repoussoir, trotskysme logique avec lui-même mais secte, Parti socialiste milieu de travail, si plus de PSU y entrent, comme ceux de 'Socialisme pour aujourd'hui'* ».

---

[350] Idem, 6 janvier 1971.
[351] Idem, 15 juillet 1971.
[352] Idem.
[353] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 140, Parti socialiste, 1971.

Le 11 février 1972 enfin, Combat publie la lettre de Jean Rous à Michel Rocard, annonçant qu'il reprend sa liberté d'action pour travailler publiquement à l'unité de la gauche et au renouveau socialiste, compte tenu des leçons de mai. Il espère que le redressement du PSU permettra un travail ultérieur commun.

Il souhaite adhérer à la 14ème section. Le 23, il assiste à une réunion du Parti socialiste à Sceaux et dans la 14ème section. Par ailleurs, il rencontre J. P. Chevènement, G. Sarre et C. Estier. Le 14 avril 1972, il écrit : « *J'ai adhéré au nouveau Parti socialiste* ». Par la suite, il participe à des réunions du CERES, intervient au congrès de Grenoble en tant que délégué de gauche des Hauts de Seine.

Il est élu au comité directeur au titre du CERES, « *repêché de justesse* », écrit-il le 30 juin 1973. Il siège à la commission « tiers monde ». Cependant, il n'a « *pas trop d'illusions sur le Parti socialiste, l'essentiel est d'avoir une tribune* », concède-t-il, dans son carnet le 24 novembre 1973. D'autant que les manœuvres personnelles de F. Mitterrand créent un danger de « *virage à droite, sur l'Europe par exemple* »[354].

Il écrit d'ailleurs à son ami Leonetti, le 6 août 1973 : « *Je m'occupe toujours des mêmes questions : redressement et renouveau socialiste en relation avec l'unité avec le communisme en voie de déstalinisation et des problèmes du tiers monde. Il y a beaucoup de déception mais c'est la seule voie, si l'on veut être dans le mouvement, éviter la secte sans tomber dans l'opportunisme* »[355].

En avril-mai 1974, il participe à des réunions pour la candidature de F. Mitterrand qu'il juge trop à la recherche des modérés. Au comité directeur du 25 mai, il trouve que P. Mauroy a raison de prôner un rapprochement du Parti socialiste avec le PSU de Rocard alors que Mitterrand accepterait Rocard

---

354 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 24, Carnets, 11 décembre 1973.
355 Lettre de Jean Rous à A. Leonetti, 6 août 1973, Archives personnelles de P. Broué, Saint Martin d'Hères.

mais pas le PSU et que le CERES s'oppose dans un premier temps à l'idée d'unification avec le PSU puis s'incline.

Lors des Assises du socialisme, d'octobre 1974, regroupant le Parti socialiste, une partie du PSU et des syndicats dont la CFDT, il juge le CERES, courant dont il fait partie, particulièrement négatif. Cela le confirme dans la rupture avec ce courant entamée par les militants qui ont soutenu Martinet et « Socialisme pour aujourd'hui ! ». Cette rupture se traduit, dès août 1974, par un texte de G. Martinet « *destiné à ouvrir la discussion sur le CERES* »[356]. Pour G. Martinet, les difficultés du CERES sont induites par la volonté de F. Mitterrand de limiter le développement de ce courant, qui, à terme, si une alliance se faisait avec les PSU qui souhaitent adhérer au Parti socialiste, pourrait préparer un dépassement. Le CERES réagit en se crispant sur lui-même et propose une motion mal venue, puisque selon G. Martinet, si l'accord sur le fond est évident entre lui et le CERES, il est nécessaire d'élargir le CERES et non de le fermer. Pour cela, il faut aussi discuter avec d'autres courants du Parti. Pour D. Motchane, qui répond à G. Martinet le 10 septembre 1974, le risque est non d'élargir le CERES mais qu'il disparaisse avec des motions fourre-tout.

Rous écrit à G. Martinet, dans une lettre non datée, son accord avec le texte d'août, au moins sur les perspectives. Il pense que le renforcement du rôle de la revue Frontière, revue du courant, est un des moyens de renforcer ce groupe. Il faut, par ailleurs, au moment où le Parti se renforce, éviter d'être négatif systématiquement car cela isole ceux qui tiennent ce langage. En fait, pour Rous, il est préférable de participer à une direction Mitterrand, surtout si la motion majoritaire est amendable, plutôt que d'être toujours en opposition. Il écrit dans son carnet, le 13 décembre 1974, qu'il vaut mieux quitter le CERES et intégrer la majorité.

---

[356] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 146, Assises du socialisme, texte de G. Martinet du 14 août 1974.

Au congrès de 1975, il se trouve cependant éliminé, comme titulaire, du comité directeur car « *sacrifié tant du côté Mitterrand, que du côté Martinet* ». Pour Martinet, ce fut un déchirement. « *J'en étais malade de faire ça à Jean Rous* », nous a-t-il dit[357]. En réalité, Jean Rous, malgré sa déception et son amertume, se trouve en situation favorable vis-à-vis de la majorité du Parti socialiste. Il entre en relations avec toutes les ex-tendances devenues majorité et prononce quelques exposés sur le tiers monde. On peut penser que son élimination était déjà programmée bien avant. En fait, il se retrouve dans un parti où nombre d'anciens SFIO sont présents et, selon G. Martinet, ils ont tout fait en 1973 pour l'éliminer du comité directeur car ils ont gardé le souvenir du combat de Jean Rous contre la direction SFIO depuis 1947. De plus, son attitude en 1969 d'opposition à Mitterrand ne semble pas avoir été appréciée. En fait, selon J. P. Biondi : « *On lui aurait reproché d'avoir posé des préalables politiques avant une adhésion ; cela est mal passé* »[358].

En 1976, Jean Rous participe au congrès de Dijon, entre en contact avec le Parti socialiste de Catalogne-Sud, mais paraît de plus en plus en marge du Parti socialiste, même si l'idée a pu germer un moment dans l'esprit de certains de le proposer au Sénat. C'est du moins ce qu'il note, le 1er juillet 1976 ; il ajoute « *qu'il n'agit pas en fonction des places* ». Il faut dire que les relations entre les courants sont désastreuses et ressemblent plus à du grenouillage et à des tentatives d'avancée personnelles qu'à une réflexion politique de fond. « *La volonté de mise au pas du Parti socialiste par F. Mitterrand* », relevée par Rous, est certainement pour beaucoup dans cette situation.

Le 6 mai 1977, il écrit à F. Mitterrand pour annoncer sa rupture avec la majorité du Parti socialiste et participe à la rédaction de la motion du CERES. La tentative de synthèse CERES/Majorité échoue. On le place « *en queue de*

---

[357] Martinet Gilles, entretien du 7 mars 1996.
[358] Biondi J. P., entretien du 26 février 1992.

liste pour le comité directeur »[359]. Il remarque qu'il est éliminé du comité directeur car il n'est inconditionnel de personne. Il mène alors, depuis Perpignan où il vient de s'installer en octobre 1977, une tentative de catalanisation du Parti socialiste, revenant ainsi à ses positions fédéralistes développées pendant et après la guerre. Il renoue aussi avec des anciens camarades du POUM passés au PSC à Barcelone, comme Gironella, ou avec d'autres camarades, qu'il n'avait jamais perdu de vue mais qu'il rencontrait plus rarement, comme R. Parent de Prades ou J. Olibo de St Cyprien.

Il participe alors à toutes sortes de réunions tant avec le Parti socialiste de Perpignan qu'avec des associations culturelles catalanes. Il s'engage dans la campagne électorale de mai 1981 en tant que président du comité de soutien à F. Mitterrand[360]. A cette occasion, il apprend que son article « Le Parti socialiste mis à nu », publié par l'Indépendant du 23 juin 1980, n'a pas plu au candidat car il y rapportait, sans soutenir l'idée, le bruit selon lequel le futur président était paranoïaque. Mais en fait, selon lui, on lui reprocherait plutôt, sans le dire, son soutien à M. Rocard dans la primaire socialiste qui devait désigner le futur candidat pour mai 1981. Il participe à de nombreuses réunions publiques malgré sa santé précaire.

Le soir du 10 mai, il est à Toulouges pour fêter la victoire de F. Mitterrand, juste après avoir participé, place de la Loge à Perpignan, à la fête populaire. Il y rencontre « *les trotskystes* » et évoque avec eux le passé. « *Je leur ai parlé de toi* », écrit-il à A. Leonetti.

Bien sûr, pour Rous, les difficultés vont commencer « *mais le mouvement est mieux armé qu'en 1936 et propose des nationalisations et des réformes de structure* ». Pour lui cette victoire électorale est celle du rassemblement où socialistes, communistes, trotskystes et écologistes sont représentés[361]. Peu après, il accepte de présider le comité de soutien à P. Estève et à R. Soum, candidats socialistes aux élections législatives. Le raz de ma-

---

359 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 24, Carnets, 8 mai 1977.
360 L'Indépendant, 28 avril 1981, « Jean Rous, président du comité de soutien à Mitterrand ».
361 Ces informations sont tirées d'une lettre à A. Leonetti du 11 mai 1981, archives personnelles P. Broué.

rée de gauche a aussi lieu dans les Pyrénées Orientales où R. Soum, socialiste, remplace un UDF et A. Tourné, du Parti communiste, conserve son mandat.

Jean Rous se sent de nouveau isolé par les militants du Parti socialiste. Il écrit à C. Cheysson, ministre des relations extérieures, et à J. P. Cot, ministre délégué chargé de la coopération et du développement, dans le gouvernement P. Mauroy. C. Cheysson lui répond qu'il fera appel à lui et le remercie « *du patronage qu'il lui propose et qui a une grande valeur à ses yeux* ». Par contre, J. P. Cot lui paraît difficile à rencontrer. Il le voit cependant le 9 juillet ; là aussi on lui promet de l'utiliser, si besoin est[362].

Sa santé se détériore de plus en plus : un cancer du larynx et plusieurs attaques coronariennes le condamnent à limiter au maximum ses activités politiques. Il continuera cependant par la plume de faire quelques commentaires sur l'actualité. Ainsi les lettres à A. Leonetti sont-elles le témoignage de ce qu'il pense des gouvernements successifs de la gauche.

Le 9 août 1981, il se réjouit que la gauche applique son programme. En mars 1982, il reproche aux « staliniens » français de ne pas changer, à l'inverse des italiens certes opportunistes, et de provoquer sciemment une crise dans la gauche au pouvoir. La solution est peut-être de constituer un « *centre socialo-communiste* » s'appuyant sur les communistes en rupture de stalinisme.

Juillet 1982 le voit s'inquiéter du « centralisme » socialiste et communiste qui s'oppose à son propre fédéralisme. Lors d'un banquet de l'Union pour la Région Catalane, il rappelle ses souvenirs « catalans » de Trotsky et de A. Nin. Par la suite, ses dernières lettres avant le décès de A. Leonetti, le 25 décembre 1984, ne contiendront plus d'information sur la vie politique française.

L'Indépendant, quotidien de Perpignan, publiera quelques articles de Jean Rous, mais ceux-ci s'arrêteront en juillet 1984. Lorsque ces articles ont

---

362 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 27, juin 1981 et 9 juillet 1981.

trait à la France, ils parlent du renouveau socialiste nécessaire, et d'union de la gauche. Enfin, le 20 juillet 1984, Jean Rous ne paraît pas convaincu que le gouvernement Fabius, qui vient d'être appelé aux commandes de l'Etat français, est bien la réponse aux besoins du moment.

Ces archives personnelles (carnets ou lettres) ne contiennent que peu d'informations sur ces derniers mois politiques de Jean Rous. Seules deux lettres attestent d'une permanence de l'action. P. Mauroy remercie Jean Rous le 21 juillet 1984 pour la lettre amicale, qu'il lui a envoyée lors de son départ de Matignon et E. Avice, bien qu'en charge désormais du ministère de la Défense et non plus du Temps libre, de la Jeunesse et des Sports, lui confirme qu'elle s'occupera d'une subvention pour les chantiers internationaux de jeunes de l'organisation Cités Unies. Ainsi, on peut penser qu'il s'intéresse, certes, à la vie politique française mais que les problèmes de santé et les rebuffades subies de la part du nouveau pouvoir l'ont quelque peu amené à se mettre en retrait de l'action en France.

2. La vie quotidienne avec Maria puis Rockaya :

A leur retour en France et pendant quelques mois, Jean Rous et Maria vont organiser leur vie autour de l'appartement de Menton et Sceaux où ils achètent une maison. La présence dans l'un ou l'autre lieu est plutôt liée aux activités de Jean, mais on peut dire qu'ils choisissent Menton l'été et en novembre et décembre. Le reste de l'année s'écoule à Sceaux.

Le choix de cette ville est expliqué par Jean Rous par la proximité de Paris (20 mn, écrit-il). Cela permet de supprimer la maison de campagne de Pullay. Par ailleurs, Sceaux est un bon cadre de travail militant puisque E. Depreux est maire de cette commune.

Quelques jours par an, Jean et Maria séjournent dans les Pyrénées Orientales , à Vernet les bains et Casteil (hôtel Le Catalan) pour se soigner et se reposer. C'est aussi l'occasion de retrouver le père de Jean et des amis catalans.

L'appartement de Menton leur paraît trop petit ; aussi, en mars 1970, ils se proposent d'acheter une villa dans cette ville et, pour ce faire, décident de vendre Pullay. Le décès du père de Jean en mai 1970 leur permettra de réaliser ce projet. En novembre 1970, grâce, écrit-il, « *aux héritages de Louis et de mon père et grâce à R. Parent* »[363], ils peuvent acheter un pavillon qu'ils appelleront « l'Etoile » du nom du tableau de F. Zeller qui représente leur idéal révolutionnaire des années 30. Cette installation, qu'ils conçoivent alors comme définitive, peut être l'occasion, pour Jean, d'une orientation plus méditerranéenne de ses activités, en particulier le lancement de la revue qui est en projet avec P. Biarnès et Paulette Decraene, future secrétaire de F. Mitterrand à la présidence de la République. Cette revue était en quelque sorte, pour Rous, une suite des colloques méditerranéens des années 50. C'est aussi l'occasion de participer avec d'anciens camarades de l'époque trotskyste, retraités comme lui au soleil, à un club de réflexion, « Le club de notre temps », à Nice et Menton, dans lequel ils pourront apporter leur expérience. Ainsi, Jean Rous, Paul le Pape, F. Zeller, A. Bardin y parleront et surtout s'y rencontreront.

Un second changement se déroulera en 1972/73 avec la décision d'achat puis l'achat lui-même d'un appartement à Paris. En effet, si les Rous apprécient le cadre verdoyant de Sceaux, cette commune reste cependant trop loin de Paris à leurs yeux. Aussi, l'occasion se présentant, ils décident de revenir dans le 14ème arrondissement, rue Boissonade, à proximité de David et Sue Rousset. Bien sûr il s'agit aussi d'un retour dans le quartier politique de sa jeunesse et d'avant le Sénégal. La vente simultanée de Pullay, enfin réalisée, et de la villa Sidi de Prades par R. Parent leur permet cet

[363] Idem, 96 J 23, Carnets, 23 novembre 1970.

achat. Ils emménagent dans le 14ème le 18 juin 1973. L'année 74 se déroule entre Paris et la Côte d'azur, entrecoupée de voyages en Touraine, en Champagne, à Font-Romeu, dans les Alpes où Jean a le plaisir de renouer avec l'oncle Joseph en cure à Aix les bains, à 90 ans passés.

C'est aussi en 1974 que Maria avance l'idée que le retour aux sources ne peut être total, après le 14ème arrondissement, qu'avec une installation à Perpignan. L'idée fera son chemin et en mars 1977 un premier voyage leur permet de trouver un appartement à Perpignan où ils s'installent en novembre. Mais déjà Maria, qui a 72 ans, a des « *malaises indéterminés* », selon l'expression utilisée dans les carnets.

L'intégration de Jean à la Catalogne nord se fait rapidement. Il signe une pétition pour l'enseignement de la langue catalane, soutient à Perpignan la réflexion du Parti socialiste sur l'identité régionale et est en contact avec ses camarades sud catalans, anciens du POUM passés au Parti socialiste catalan. Il mène toutes ces activités malgré un très grave accident de voiture dont il est victime, en janvier 1978, avec Maria qui devra passer quelques jours à l'hôpital Joffre.

Le 27 avril 1978, Jean Rous propose à la fédération catalane du parti socialiste une motion sur la « décolonisation » de son pays. La veille, à l'université, il avait prononcé une conférence avec les Jeunesses socialistes de Perpignan.

Le 3 août de la même année, on diagnostique à Maria un kyste aux ovaires à opérer d'urgence. Après une forte chimiothérapie, Maria séjourne à la maison de repos « Les Marguerites » à Ur, en Cerdagne, tandis que Jean, qui l'accompagne, s'installe à l'hôtel Fortuny. A compter de cette date, Jean va, à juste titre, être obnubilé par la maladie de sa femme et les aléas du traitement plus ou moins porteur d'espoir. Ils vont rester près de trois mois en Cerdagne, Jean mettant à profit cette période pour « *travailler un peu, dans l'auberge qui se trouve à côté de la maison de repos et en particulier* [pour préparer] *une réédition d'Itinéraire d'un militant avec un nouveau chapitre*

1968-1978 », comme il l'écrit à A. Leonetti[364]. Il précise à son vieux camarade que, dans ce nouveau chapitre, il parle de lui et de leur rencontre de 1970 à Rome. En réalité, ce texte inachevé est plus un plan très détaillé qu'une réelle réécriture.

Courant novembre, Jean et Maria descendent quelques jours à Amélie les bains avant que Maria ne subisse de nouveaux examens en vue d'un nouveau traitement. Jean profite de ce court répit pour se rendre à Paris en février 1979 régler quelques affaires personnelles. En mai, Maria a une nouvelle crise et est hospitalisée d'urgence. Le 18 juin, elle annonce à Jean qu'elle veut rentrer chez eux, rue des mimosas, pour y mourir.

Le 23 juin à 1 h du matin, Maria, la compagne de plus de 40 ans, décède en demandant à Jean de poursuivre la lutte de toute leur vie. Les pages des carnets 24 et suivants, écrits à cette période, sont déchirantes tant on sent une douleur insupportable que Jean portera en lui jusqu'à son propre décès. C'est une part essentielle de lui-même qui disparaît. Maria était sa conscience, sa confidente, celle qui proposait toujours le bon choix. « *On ne peut occulter sa femme,* nous a dit J. P. Biondi, *si l'on veut écrire une biographie de Jean Rous. Elle était un esprit attentif. Sa vision politique était claire, ferme. Elle n'hésitait pas. Elle dégageait une force importante. Parfois, lorsqu'il était hésitant, elle le remontait* »[365]. Ces constatations nous ont été confirmées par tous ceux qui ont connu le couple. On peut aussi supposer que, d'un certain point de vue, elle est restée la militante trotskyste qui le guidait.

Heureusement pour Jean, tant à Perpignan qu'à Paris, ses camarades de jeunesse ou de vie politique ne le laisseront pas seul dans sa douleur. Lui-même tente peut-être de s'étourdir d'activités. Il voyage, prononce des conférences, rencontre des gens. En juin 1981, il est opéré de polypes à la gorge et parle « *d'une voix étouffée comme Mauriac* »[366]. Cette lettre à Martin-

---

[364] Rous Jean, lettre à A. Leonetti « Martin », le 28 octobre 1978. Archives personnelles de P. Broué.
[365] J. P. Biondi, entretiens du 26 février 1992.
[366] Rous Jean, lettre à Martin, 19 décembre 1981, archives personnelles de P. Broué.

Leonetti, il la signe en ajoutant : « *Ma compagne Rockaya se joint à moi pour t'embrasser* ». En effet, durant l'été 1980, il rencontre Rockaya et tous deux décident de joindre leurs solitudes. Jean a été encouragé en cela par ses amis qui le voyaient se désespérer. Même la cousine proche de Maria, Marinette de Lyon, et une amie de jeunesse et confidente de Maria, l'approuvèrent dans ce choix de ne pas rester seul.

Il est vrai que ses carnets continuent à manifester un désespoir profond ; il y dit n'attendre que la mort, se laisser aller mais aussi s'ennuyer à tel point qu'il quitte Paris ou Perpignan précipitamment. Et là encore ses amis l'entourent du mieux qu'ils peuvent. Mais en fait, toute sa vie était tellement liée à Maria qu'il est totalement désemparé. A Leonetti lui déconseille bien de trop bouger car c'est mauvais pour sa santé, son cœur. Il l'incite à se consacrer à des écrits théoriques mais Jean n'en a même plus envie.

Quant à sa biographie, réclamée depuis longtemps par C. Ronsac, directeur de collection chez R. Laffont et ancien de Franc-Tireur, « *L'éditeur n'en veut pas car elle risquerait de ne pas se vendre* »[367].

3. Voyages et dernières activités politiques :

Ces années du retour en France et aux sources de sa vie, la Catalogne, vont être l'occasion de retrouvailles, d'initiation et de voyages qui vont s'accélérer après le décès de Maria.

1. Retrouvailles :

Jean Rous va retrouver de nombreux amis d'avant-guerre, dont on a déjà parlé mais que l'on peut regrouper ici.

[367] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 25, 3 février 1979.

Il entre en contact avec P. Saury, le suppléant de F. Mitterrand, mais surtout un ami d'avant-guerre, peut-être même, selon ses carnets, de l'époque de l'Avant garde[368]. A. Balent a tracé le portrait de ce « camarade » de Rous dans plusieurs publications[369]. On y voit ainsi, P. Saury originaire de Serdinyà, comme la famille maternelle de Jean Rous, instituteur en Cerdagne à compter de 1928. A Err, où il exerce, il est en relations personnelles et amicales avec le maire, B. Lledos, qui le protège et l'aide. Pour sa part, P. Saury participe à l'implantation de la SFIO en Cerdagne et Capcir. Cependant, en 1936, Barthélémy Lledos prit parti contre Joseph Rous au sein de la SFIO, en opposition avec la majorité des militants socialistes de l'arrondissement de Prades. On peut effectivement penser qu'avant 1936, P. Saury a pu participer avec Jean Rous à des réunions de l'Avant-garde.

J. Rous retrouve aussi Paul Le Pape, qu'il a connu plutôt en Espagne qu'en France. En effet, celui qui signait ses articles D. Lévine a quitté la Ligue communiste en 1930 en même temps qu'A. Rosmer. Par contre, il collabore à La Batalla, organe du POUM. Les retrouvailles se font à Menton. P. Le Pape et Jean Rous animent le « Club de notre temps », « Cercle de confrontation d'inspiration marxiste » selon la biographie de Le Pape dans le Maitron[370]. Jean Rous décrit, le 14 février 1971, à A. Leonetti ce cercle comme un lieu ouvert où il y a « *des socialistes et des communistes* ». P. Le Pape est situé à la gauche de la Convention des Institutions Républicaines et ne veut pas rejoindre le Parti socialiste. Par ailleurs, il se dit, selon Rous, proche du Parti communiste. Sa femme, Simone, a travaillé à Franc-Tireur.

---

[368] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 24, carnets, 7 décembre 1973. Il rappelle cette rencontre à l'occasion du décès de P. Saury.
[369] Balent A., « Dans le sillage de René Bousquet et de François Mitterrand, la carrière de Pierre Saury (1906-1973) ». Bulletin de la Société archéologique scientifique et littéraire des Pyrénées Orientales, n° 105, 1997, p. 217 à 272. Il y cite les travaux de Pascale Froment, René Bousquet, Paris, Stock, 1994, 622 p.
[370] Brabant J. M. et Panné J. L., biographie de « Le Pape Hippolyte, dit Paul », DBMOF, C.D.Rom,.1998.

Le décès de Lucien Weitz (15 juin 1972) et son enterrement sont l'occasion de retrouver des anciens camarades connus, par Rous, en Espagne au POUM, et de se remémorer le PSOP, le MNR, le PSA et le PSU.

Ces retrouvailles avec l'Espagne au travers de P. Le Pape ou L. Weitz qui ont fréquenté ce pays sont à mettre en parallèle avec celles qui se font avec des Espagnols ou Catalans comme J. Reventos, J. Miratvilles ou J et T. Rebull. Cela permet à Rous d'être en contact avec ceux qui, comme Reventos, participent à l'unification socialiste en Catalogne et en Espagne entre le PSC et le PSOE. Jean Rous ne peut, cependant, participer au congrès d'unification de juillet 1978. J. Reventos lui écrit, le 18 août, pour le regretter mais « *comprend que* [Jean] *ne peut assister à ce congrès car* [sa] *femme est malade* »[371]. Le 19 janvier 1979, il écrit de nouveau à Jean et Maria à propos du congrès et s'inquiète de l'état de santé de Maria. Il transmet le bon souvenir de Gironella à ses deux camarades.

Le Parti des Socialistes de Catalogne (PSC) est né de la fusion de la Fédération catalane du Parti socialiste ouvrier espagnol, du Parti socialiste de Catalogne (lui-même fusion du secrétariat de Catalogne du POUM, du Parti populaire de Catalogne et d'une fraction « Comoreriste » du PSUC ainsi que de militants indépendantistes) et du Parti socialiste de Catalogne-Regroupement, issu d'un groupe ayant quitté la Gauche républicaine de Catalogne (ERC). Juan Reventos fut le secrétaire général du PSC de 1978 à 1983, puis le Président en 1983.

En mars 1981, Jean Rous se rend à Madrid pour la première fois depuis 1936, si ce n'est une escale en 1958 avec Maria. Cela lui fait une impression bizarre d'être là. Il est venu pour participer à une réunion internationale de la Fédération des villes jumelées. Il y rencontre avec le maire de Turin, Noveli, des dirigeants municipaux d'URSS.

---

[371] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 67, Lettre de Juan Reventos à Jean Rous du 18 août 1978.

Mais, bien sûr, son contact principal est constitué par ses amis Rebull : Josep, avec lequel il a travaillé à Franc-Tireur, et Teresa. Il les rencontrera à Banyuls où ils résident. Ses relations avec Josep datent de l'époque du POUM, revivifiées par l'ouvrage de P. Broué sur la guerre d'Espagne dans lequel il est dit de Josep Rebull qu'il « *animе en 1936-37 une tendance de gauche (cellule 72) dans le POUM à Barcelone* »[372]. Quant à Teresa, il l'a connue à Paris à l'époque de Franc-Tireur. Il la retrouve chanteuse catalane, chaleureuse et fière de ses combats dans la JCI, jeunesses du POUM en 36.

Avec ses retrouvailles catalanes et militantes, Jean Rous ferme la boucle ouverte avec l'Avant-Garde au début des années 30 à Prades.

2. Initiation :

Déjà avec Han Ryner, avec son oncle Joseph ou ses maîtres de stage d'avocat, Jean était entré en relation avec la franc-maçonnerie et le Grand Orient, en particulier. Nous avons évoqué comment, à plusieurs reprises, il va se poser, après la guerre, la question de son initiation. Il la voit alors comme un milieu d'intervention et un moyen de faire avancer ses idées sur la décolonisation. Ainsi, il prononcera de nombreuses conférences à l'initiative de Fred Zeller et du groupe fraternel que celui-ci a contribué à créer. Jean Rous y était intervenu dans les années 50 aux côtés de Ruth Fischer, ancienne fondatrice du Parti communiste allemand puis membre du Secrétariat international de l'Opposition de gauche dans les années 30. Dans ces groupes on parlait aussi bien de la crise du stalinisme que de la nécessaire décolonisation.

En 1971, Jean écrit à F. Zeller, qu'il a revu à plusieurs reprises et qui prend de l'importance au Grand Orient, qu'il pense rejoindre le Grand Orient si F. Zeller en devient Grand Maître. Il est déjà en septembre 1970 « *grand*

[372] Trotsky. L, La révolution espagnole. 1930-1940, présentation de P. Broué, op. cit., p. 765.

maître adjoint au côté du grand maître Jacques Mitterrand »[373]. En mars 1971 ; Jean Rous intervient à Paris dans une conférence organisée par la franc maçonnerie et présidée par A. Draum, autre ami d'antan (trotskysme et Force Ouvrière). Le thème de sa conférence est « Le tiers monde face à son indépendance ». C'est F. Zeller qui le présente aux participants.

Pour Rous, la franc-maçonnerie apprécie « *l'action pour le renouveau socialiste et la décolonisation* »[374]. Il se propose d'y adhérer « *comme à un club fraternel de culture et de discussion, lieu de tolérance et de liberté* »[375]. Il y retrouve nombre de ses anciens camarades trotskystes.

Le 20 mars, après une rencontre avec Fred, il se pose à nouveau la question de son initiation mais n'y répond pas car il considère que cela dépend de l'évolution du PSU. En effet, la franc maçonnerie ne semble lui apparaître essentiellement que comme un milieu d'intervention, un milieu de travail pour un rapprochement socialo-communiste[376]. Le Grand Orient lui paraît être un lieu de clarification culturelle dans l'optique de la société socialiste du 21ème siècle. C'est à ce moment que F. Zeller devient Grand Maître en remplacement de J. Mitterrand en fin de mandat. Le 14 février 1972, Jean Rous prononce donc les phrases rituelles qui le transforment de maçon sans tablier en maçon. Il a auparavant subi en janvier plusieurs étapes.

D'une certaine façon, au même moment, il franchit trois étapes dans sa vie : démission du PSU, adhésion à la 14ème section du Parti socialiste et initiation à la franc maçonnerie. F . Zeller, absent, lui a envoyé un message d'amitié pour son initiation. Par la suite, plus rien ne transpirera de son activité au Grand Orient. Seule une lettre à Serge Behar et des articles de presse montreront son désaccord avec la sanction qui frappe F. Zeller pour avoir au travers de son livre Trois points, c'est tout révélé des secrets du Grand Orient . De même, on lui reproche une interview dans le Nouvel Observateur. Mais c'est, pour Jean Rous, plutôt le fait d'avoir travaillé à une intégration du

---

[373] Zeller Fred, Trois points, c'est tout, op. cit., p. 410.
[374] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 23, 8 mars 1971.
[375] Idem.
[376] Idem, 13 septembre 1971.

Grand Orient dans la gauche qui lui est reproché. Il écrit dans l'Opinion (journal marocain), le 25 septembre 1976, « *Les adversaires sous prétexte d'apolitisme sont entrés en collaboration politique avec le pouvoir giscardien* » et à Serge Behar, il parle de démission de certains frères et ajoute : « *J'ai adhéré au Grand Orient de France parce que l'exemple vivant de Fred Zeller militant et grand maître, m'avait démontré que le renouveau était possible* (…) *La Franc Maçonnerie progressiste* [du] *Grand Orient de France doit préparer la Révolution socialiste de l'an 2000 comme elle a préparé la grande Révolution française* »[377].

Après cette date, on ne trouve plus trace d'intervention de Rous en relation avec la franc-maçonnerie.

3. Les voyages :

Durant cette dernière période de sa vie, Jean Rous va voyager pour « s'étourdir ». L'essentiel de ses voyages se font dans le tiers monde. Cependant, quelques uns ont lieu en Europe. Ainsi, un colloque près de Lyon, début octobre 1970, sur le contrôle ouvrier lui permet de retrouver des militants du PSU, du Parti socialiste, de la CFTC et des conventionnels. On y parle de l'autogestion et Jean Rous est « *heureux des contacts pris avec des jeunes et les représentants de la Ligue communiste* ». C'est pour lui l'occasion de lancer son idée de Mouvement révolutionnaire unique. Peu après, début novembre, il participe au même type de colloque sur le plan européen. Il y retrouve A. Leonetti et, comme dit précédemment, Gérard Filoche pour la IVème Internationale. Pour Jean Rous, l'intérêt principal a été de pouvoir discuter de stratégie européenne de la gauche et des formes de lutte.

---

[377] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 14, lettre de Jean Rous à Serge Behar, le 28 juin 1976, reproduite dans le Nouvel Observateur de juillet 1976.

Au début de l'année 1970, il passe quelques jours en Yougoslavie. Il prépare un ouvrage sur Tito, dans la collection des Grands Révolutionnaires, chez Martinsart. Il ne peut rencontrer Tito et Kardelj, occupés par la situation de leur pays, mais s'intéresse à l'autogestion « de base ». Il est reçu fraternellement[378].

En 1972, il écrit à Kardelj pour demander la libération des étudiants yougoslaves dont deux ont été condamnés à deux ans de prison et un autre à dix huit mois. Pierre Broué souhaitait le voir intervenir pour ces étudiants, emprisonnés pour avoir dénoncer la répression psychiatrique en URSS. D'après P. Broué, ils sont, par ailleurs, « *tentés par le trotskisme* ». Le 27 septembre , Rous demande quelques informations complémentaires avant d'intervenir auprès de Tito par l'intermédiaire de Kardelj. Il propose aussi article et pétition si cela ne suffit pas. La réponse de Rous semble satisfaire Broué.

Jean Rous retournera en Yougoslavie en octobre 1975. Il se sent très proche de l'expérience d'autogestion et de la politique vis-à-vis du tiers monde de ce pays. Mais il ne dit rien de ce second voyage.

Comme nous l'avons vu plus haut, il se rendra aussi à Barcelone et à Madrid, lieux ô combien émouvants pour lui, sorte de retour à l'origine politique et culturelle de son combat et de celui de Maria.

[378] Lettre de Jean Rous à A. Leonetti, 23/12/1970. Archives privées de P. Broué.

Dans cette deuxième partie de sa vie, de l'immédiat après-guerre à sa mort, nous avons vu Jean Rous préoccupé de la rénovation du socialisme en France, à la recherche de la meilleure place possible pour faire avancer ce combat : hors de la SFIO de 1948 à 1955, à l'intérieur de celle-ci pour les trois années suivantes, à nouveau à l'extérieur et dans d'autres mouvements à partir de la scission de 1958 et la création du PSA.

Même lors de son séjour de huit ans au Sénégal aux côtés de L. S. Senghor, nous l'avons trouvé soucieux de ne pas perdre de vue, malgré l'éloignement cet axe central pour lui. C'est ainsi que, d'une part, il suit de très prés les avatars du socialisme français, l'évolution du PSU et du Parti socialiste, mais aussi, d'autre part, qu'il maintient des liens solides avec tous les autres lieux où il pense que la rénovation du socialisme peut avancer, même un tant soit peu (RAM, FMVJ, franc-maçonnerie…).

De même, il fera le choix de rentrer en France pour être aux premières loges lors des événements de mai 68.

Quand il prend sa retraite en novembre de la même année, nous le retrouvons réengagé, malgré « *les traverses et les tournants* », dans les débats qui occupent la gauche française avec le même souci de « *regrouper toute l'aile gauche indépendante* ». « *C'est un travail d'évolution et de tendance. C'est ma destinée* », écrivait-il le 5 octobre 1951[379].

Il donnera à cette « destinée » une orientation nettement catalaniste dans les dernières années de sa vie, mettant ainsi peut-être à profit l'expérience acquise dans son combat pour l'émancipation des peuples.

C'est celle-ci que nous allons maintenant examiner dans la dernière partie de notre travail.

---

379 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 16, 5 octobre 1951.

LIVRE IV

UN GRAND-HOMME DE LA DECOLONISATION

« *Le maître à penser de ceux qui aujourd'hui occupent un poste de responsabilité dans le Tiers monde* », voici comment B. Ben Yamhed, directeur de Jeune Afrique, désigne Jean Rous, en novembre 1972.

Quant à Jean Rous lui-même, il attribue son action pour la décolonisation à une double origine.

D'abord, l'admiration que le petit Jean en vacances à Prades portait à son grand-oncle Emile, administrateur colonial. L'enfant découvrait tout un monde nouveau d'objets, d'images, de photos et de récits de ces contrées lointaines où l'oncle apportait « la culture française ».

Ensuite, sa situation culturelle de jeune catalan dont la langue était réprimée et qui se sentait opprimé culturellement comme peuvent l'être, toute proportion gardée, les colonisés d'Afrique ou d'Asie. Le jeune Rous réfléchit alors au rôle de cette civilisation imposée à d'autres peuples.

Et c'est ainsi que l'on retrouve Rous aux côtés de tous les peuples, opprimés et révoltés, dans la lutte qu'ils mènent contre tous les impérialismes.

Rappelons tout d'abord que nous avons déjà pu suivre les premiers combats anticolonialistes de Jean Rous, au sein du mouvement trotskyste.

Le premier moment important se situe lors de l'installation de Rous à Paris, quand il est étudiant en Droit. Il entre en contact avec les hommes de l'équipe de F. Macià qui souhaitent établir l'Etat catalan. Après l'échec du « coup d'état » de 1926, bon nombre de partisans de Macià s'étaient réfugiés à Paris. Jean Rous, qui avait toujours maintenu des relations avec des catalans du Nord, entre alors en relation avec J. Casanovas, V. Cassol et J. Fontbernat, tous farouches partisans de l'Etat catalan indépendant.

Pendant la guerre d'Espagne en 36, il les retrouvera dans le gouvernement catalan de Companys ou combattants pour la liberté catalane[1].

---

[1] Rous J., Renaissance …, op cit., p. 20-21.

Le second de ces moments importants se situe lors de la phase de militantisme de Jean Rous à la direction de la Section Française du Mouvement pour la IVème Internationale.

La chronologie des rencontres de cette période est incertaine. La LCI puis le POI ont un groupe intervenant auprès de l'immigration indochinoise dont des militants publient le journal La Lutte et sont pour la plupart des expulsés de leurs pays d'origine pour propagande communiste[2]. D'autre part, le POI est en contact avec des Algériens militant avec Messali Hadj dirigeant de « l'Etoile Nord Africaine » (ENA) puis du « Parti du Peuple Algérien » (PPA) après la dissolution de l'ENA par le gouvernement Blum en janvier 1937. Le POI et le PPA ainsi que des militants de La Lutte participent à de nombreuses actions communes. Jean Rous cite en particulier la manifestation au Mur des Fédérés pendant laquelle, au milieu des militants algériens, ils eurent à subir des agressions des nervis du PCF. Rous ne donne que le mois de cette manifestation, mais il est probable pourtant qu'elle se situe en mai 1937. En effet, celle du mois de mai de l'année précédente s'était déroulée différemment (même si elle avait été pareillement réprimée par le PCF) puisque Rous, caché parmi les militants socialistes, était parvenu jusqu'au mur où il avait déployé le drapeau de la IVème Internationale[3]. De même il y eut des meetings communs et des réunions publiques unitaires pour la « défense des prisonniers politiques »[4].

La troisième action directement anti-colonialiste que vécut Jean Rous se déroula lors de son voyage en Espagne. Selon David Rousset[5] et Jean Rous lui-même[6], ce dernier mit en contact les délégués marocains représentant le Maroc espagnol, accompagnés par D. Rousset, avec le Comité cen-

---

[2] Rousset Pierre, Histoire du Parti Communiste Vietnamien, Paris, La Brèche, 1973, p. 24 et sq.
[3] Zeller Fred, Trois points, c'est tout, op cit., p. 141.
[4] Citons par exemple les réunions de soutien aux peuples coloniaux des 11 et 18 juin 1937, des réunions du Secours International Solidarité et Liberté et son meeting du 13 janvier 1938 pour sauver Ta Thu Thau, Rakovski et Messali Hadj.
[5] Copferman Emile, David Rousset, une vie dans le siècle, op. cit., p. 40 à 44.
[6] Rous J., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 46.

tral des Milices de Barcelone afin de parvenir à un accord avec le gouvernement républicain stipulant que l'indépendance du Maroc serait reconnue en échange d'une rébellion contre Franco et ce, dès août 1936. L'accord donné par le Comité central des Milices et la Generalitat ne fut pas entériné par le gouvernement central de Madrid qui subit les pressions conjointes de la France et de la Grande-Bretagne.

Après la guerre, ses interventions dans la SFIO (Congrès, Comité directeur, presse socialiste), d'autres mouvements ou plus généralement dans la presse d'information (Cité-soir, Franc-Tireur) ne sont que les prémices de ce qu'il tentera de faire plus tard.

Ainsi, en mars 1948, naît le RDR dont le manifeste proclame : « *Par l'oppression et l'éveil des peuples coloniaux, la liberté, toute la liberté doit être proclamée et implantée dans l'Union française* »[7]. Il s'agissait pour les signataires de créer un mouvement, et non un parti, qui tenterait, par la mise en relation des hommes politiques des pays colonisateurs et des militants des pays colonisés, d'arriver à un modus vivendi sur le problème colonial.

Cependant, il ne s'agit pas seulement de libérer les peuples opprimés, même si c'est un axe premier, il s'agit, aussi et surtout, pour Rous, de mettre en place un pôle, non aligné sur les deux blocs. Le poids politique de cette « tiers-force » pourrait jouer à deux niveaux.

Au niveau international, elle serait une véritable force face aux deux grands, susceptible d'attirer vers elle, les Etats hésitants. Mais aussi, en métropole, où de nombreuses voix s'élèvent contre l'alignement vers l'un ou l'autre « grand », elle pourrait amener les forces progressistes à rejeter les partis représentant les intérêts américains ou soviétiques.

Il s'agit enfin, sans s'immiscer dans la vie interne des mouvements indépendantistes, de les convaincre que seule une voie socialiste démocra-

[7] Manifeste du RDR. Esprit, mars 1948, p. 464 à 466.

tique peut leur permettre d'obtenir et d'aborder leur indépendance dans les meilleures conditions.

Dès la sortie de la guerre, Jean Rous utilise, bien sûr, toutes les tribunes possibles pour faire avancer ces idées. Mais ce sont trois combats principaux qui jalonnent ce parcours anticolonialiste :

- La création du Congrès des peuples en juin 48 qui permet à Jean Rous d'être reconnu par les peuples opprimés et leurs leaders,
- La lutte pour une décolonisation française puisque, sur cette période, presque toutes les colonies françaises de l'Indochine à l'Algérie vont devenir, que la France le veuille ou non, indépendantes,
- Enfin, avec son ami Senghor, la tentative d'appliquer sur le terrain, au Sénégal, ses idées de socialisme dans le tiers monde.

Son engagement anticolonialiste, quelle que soit la forme prise, lui vaudra une reconnaissance nationale et internationale telle qu'elle l'amènera à participer à de nombreuses conférences.

CHAPITRE I
FORMES DU MILITANTISME ANTICOLONIAL DANS L'IMMEDIAT APRES-GUERRE

1. Jean Rous et les problèmes coloniaux dans l'immédiat après-guerre :

Il est difficile de suivre très précisément l'action anticolonialiste de Jean Rous dans cette période de l'immédiat après-guerre. On ne peut que s'appuyer sur ses écrits pour les mois qui s'écoulent de la fin de la guerre (son retour à Paris) à son élection au comité directeur de la SFIO en août 1946.

Cependant, on peut dire que tout est déjà en place pour ses futures actions. En effet, en plus des contacts pris avant guerre, il rencontre, lors de réunions diverses, souvent liées au Parti socialiste, la plupart de ceux qui seront les leaders des mouvements de libération nationale.

La liste de ces rencontres est longue mais indatable avec précision. En 45, ce sont Fares et Masmoudi les Tunisiens, Ben Barka le Marocain, Senghor et Gueye les Sénagalais, Raseta et Ravoahangy les Malgaches. Leur aide sera sûrement précieuse pour préciser, pour chaque pays, les nécessités et formes de l'indépendance.

La presse donc, au travers des deux journaux auxquels Jean Rous collabore, Le Populaire du Rhône et Cité soir, publie des textes analysant les relations entre la métropole et l'outre-mer.

La Syrie est le premier thème abordé par Rous (les 9 et 23 juin 45 dans Le Populaire du Rhône et les 21 juin et 11 septembre dans Cité soir). Les problèmes qu'il y soulève sont traités sous deux angles : d'abord, le constat de la volonté, chez une majorité de « réactionnaires », de maintenir

la grandeur de la France ; ensuite, l'analyse selon laquelle l'aspect économique, avec le pétrole, serait, de façon implicite, l'enjeu principal.

Le premier argument, « pétainiste » pour Rous, vise à autoriser l'armée française « *à se venger de sa défaite sur des civils innocents* »[8].

Le second argument, le pétrole, explique en fait une opposition entre la France et la Grande-Bretagne. Churchill, le Premier ministre britannique, cherchait en effet, à protéger et à contrôler les compagnies pétrolières de Syrie. Français et britanniques sont copropriétaires des puits de pétrole de cet Etat encore sous mandat français malgré une promesse d'indépendance pour le 1er janvier 1944. Par ailleurs, la prise de contrôle des puits saoudiens par les compagnies américaines risque de réduire l'approvisionnement britannique. Aussi, ces derniers prennent-ils le parti des indépendantistes de Syrie. Un ultimatum britannique et un vote de l'ONU obligent la France à reconnaître l'indépendance pour le 31 mai 1945, mais l'évacuation des troupes françaises est loin d'être terminée lorsque Jean Rous rédige son article pour Le Populaire du Rhône. Pour lui, le pétrole est la cause principale de l'opposition franco-britannique tandis que le refus d'indépendance et l'attitude de l'armée font le reste, et mettent la France dans une situation difficile. La solution lui paraît simple. Pour résoudre le problème pétrolier, il faut une « *internationalisation des matières premières* », tandis qu' « *il faut reconsidérer le problème des rapports de la métropole avec les peuples coloniaux* ». Puis il conclut : « *Persister dans l'impérialisme, fut-ce sous l'hypocrite façade de la coopération internationale, ce serait persister dans le pétainisme* »[9].

Dans Cité soir du 11 septembre 1945, il pose en plus la question d'un véritable fédéralisme entre la France et les Etats sous sa domination. L'Algérie, à côté de la Syrie, occupe une petite place dans le même article. Rous note seulement « *les lourdes condamnations* » prononcées en Algérie à la suite des émeutes du 8 mai 45 . C'est à propos de cet événement aussi qu'il appelle à la nécessité de cesser ces pratiques impérialistes.

---

[8] Rous J., Le Populaire du Rhône, Billet de notre correspondant parisien, 23 juin 1945.
[9] Idem.

Bien sûr, l'Indochine occupe le reste des articles de Jean Rous sur l'outre-mer durant ces quelques mois. Les articles des 20 octobre 1945, 1er mars 1946, 14 mai 1946, voient alterner inquiétude et espoir. « SOS Indochine » du 20 octobre déplore que l'on n'amène pas « *les peuples coloniaux à une émancipation, au 'self-government'* ». La justification pour ne rien faire est encore une affaire économique (le caoutchouc en particulier). Le corps expéditionnaire français envoyé en Indochine va-t-il libérer ce pays ou l'occuper et l'opprimer se demande Jean Rous. Le 3 octobre le corps expéditionnaire français était arrivé à Saïgon après d'énormes difficultés de mise en place. « *Indépendance et association* » doivent être les maîtres mots des relations avec les peuples d'Indochine si l'on ne veut pas qu'Américains et britanniques supplantent la France. Ainsi cette « *volonté évidente d'exister* » que manifestent les peuples d'Indochine, la France doit « *la consacrer* ». Rous ajoute que : « *C'est la voie à la fois de l'intérêt et de l'honneur de la France* ». Le 1er mars, il réitère cet appel et l'élargit à tous les peuples d'outre-mer exprimant une aspiration à l'indépendance. Heureusement la signature d'un premier modus vivendi, le 6 mars 1946 à Hanoï entre le délégué du gouvernement français, J. Sainteny, et le président du gouvernement de la République du Viêt-nam, Ho Chi Minh, et un délégué du Conseil des ministres, Vu Hong Khanh, relance un processus pacifique en reconnaissant de fait le gouvernement de la République du Viêt-nam et son président Ho Chi Minh et en promettant de mettre en place, dans le cadre de l'Union française reconnue donc par Ho Chi Minh, un processus pour aller vers une réunification des trois Ky[10]. Par ailleurs, notons que seule la Cochinchine est une colonie ; le Tonkin et l'Annam sont des protectorats. Pour Rous, le 14 mars, dans un article pour Cité soir, il devient possible, si les populations le souhaitent, de s'acheminer vers un règlement du problème indochinois de façon globale-

[10] Ngo Van, Viêt-nam, 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale, Paris, L'Insomniaque, 1995, p. 5. Dans cet ouvrage, Ngo Van définit ainsi les 3 Ky : « *Le Viêt Nam, partie de l'Indochine sous la domination française jusqu'en 1954 était à partir de 1887 divisé en troiz zones ou KY : - le Tonkin ou Bac Ky (zone du nord) capitale Hanoï, l'Annam ou Trung Ky (zone du centre), capitale Huê, la Cochinchine ou Nam Ky (zone du sud) capitale Saïgon* ».

ment pacifique. Quelques inquiétudes subsistent puisqu'il conclut son article par deux appels. Le premier est qu'il faut éviter les provocations de l'armée, le second demande que l'administration française ne double pas l'administration annamite et défende les ouvriers et les paysans « *dans l'idée de justice, en appuyant les syndicats et les organisations municipales viêt-namiennes* ». Il rappelle enfin qu'« *un accord n'est pas une simple promesse* »[11]. Cependant, un mois plus tard, Rous revient dans Cité soir sur le jeu des militaires qu'« *il faut mettre à la raison* ». Il est vrai qu'entre la signature du modus vivendi et ce 14 mai 1945 « *les troupes françaises s'implantent dans toutes les garnisons* (…) *ainsi que dans les régions frontières* »[12]. Cette implantation émane d'une décision probablement du gouvernement qui s'est cru autorisé par le modus vivendi à relever les troupes chinoises qui auraient dû quitter le Tonkin, le 31 mars, mais en fait ne le feront pas avant « *mai ou juin,* (…) *les derniers éléments de la 2ème division d'Honneur* [quittant] *Haiphong seulement le 16 septembre* »[13]. Cependant, pour Ngo Van, « *Les manœuvres diplomatiques en vue de garder la Cochinchine dans le giron français ont commencé* [tandis que] *concomitamment, l'écrasement militaire de l' 'Etat libre' du Viêt-nam se prépare* »[14]. En effet, la mise en place, le 26 mars, d'un gouvernement provisoire de la République de Cochinchine et le coup de force contre la direction des finances de la République Démocratique du Viêt-nam (RDVN) du 27 mars, inquiètent les dirigeants nord-viêt-namiens qui ne peuvent dénouer les fils de ce qui est du ressort du gouvernement français et ce qui incombe à l'Amiral d'Argenlieu, haut commissaire de France en Indochine.

Rous aborde donc la préparation du congrès socialiste de Paris avec, comme nous l'avons vu précédemment, le souci de la rénovation du socia-

---

[11] Rous J., « Accord sur l'Indochine », Cité soir, op. cit., p. 369

[12] Ngo Van, Viêt-nam, 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale, op. cit. p. 369.

[13] « 1945-1946. Le retour de la France en Indochine », textes et documents du Service historique de l'armée de terre, présentés par le commandant Gilbert Bodinier, Paris, SHAT, 1987, p.15.

[14] Ngo Van, Viêt-nam 1920-1945…, op. cit., p. 369.

lisme, mais aussi de la clarification des positions socialistes dans les affaires d'outre-mer. En effet, c'est le socialiste Marius Moutet qui occupe le poste de ministre de la France d'outre-mer dans le gouvernement dirigé par son camarade de parti, F. Gouin.

En vue du congrès d'août, la motion « Appel au Parti », signée par soixante-cinq militants dont Jean Rous et plusieurs élus d'outre-mer, précise : « *Une orientation de même nature* [que le parti devienne un pôle d'attraction] *s'impose vis à vis* (…) *des peuples coloniaux dont l'influence ne cessera de s'accroître dans la vie de la communauté française. La politique socialiste devra constamment être inspirée par le principe de l'égalité des droits. Il est indispensable que le parti soit à l'avant-garde de la lutte pour les réformes démocratiques aux colonies* »[15]. Comme on le voit, la question de l'indépendance n'est pas abordée. Cependant, dans le BI n° 15 du 1er août 1946 précédant le congrès, Jean Rous, Guy Mollet, Y. Dechezelles, H. Barré, L. Boutbien et P. Rimbert proposent, en page 3, une résolution sur le rapport moral et la politique générale du Parti ; ils écrivent : « *Dans le domaine colonial, le Parti socialiste doit combattre toutes les formes d'exploitation impérialiste, aider les peuples des territoires d'outre-mer dans leur lutte émancipatrice et les guider dans la voie de la révolution sociale* ». Cette fois, la motion, plus claire, donne une véritable perspective libératrice pour les peuples d'outre-mer. La résolution de politique générale adoptée à l'unanimité à l'issue du congrès stipule que : « *Le Parti socialiste s'est toujours penché, plus que tous les autres, sur les problèmes intéressant les peuples d'outre-mer. Il a, le premier, dénoncé les méfaits du colonialisme. Il veut libérer ces peuples de toutes les formes d'oppression capitaliste, impérialiste et raciale, les aider à s'émanciper et leur assurer une place légitime au sein de l'Union française* ». Ce texte a pour le moins amolli la position majoritaire en faisant disparaître la notion de lutte et en intégrant celle d'Union française, point que Rous ne rejette pas.

---

[15] BI spécial, février 1946, p. 6.

Bien qu'on ne sache pas précisément la part que Rous a prise dans la rédaction de ces trois textes, nous allons pouvoir suivre ses actions au sein du comité directeur

2. Jean Rous, le parti, le premier mandat au comité directeur et les problèmes coloniaux :

Comme nous l'avons vu précédemment, Jean Rous est élu au comité directeur de la SFIO à l'issue du congrès national de septembre 1946. Il accomplira deux mandats successifs, puisqu'il sera réélu à ce poste au congrès national de Lyon d'août 1947. Durant la première période, soit entre ces deux congrès, Rous interviendra à maintes reprises sur les questions coloniales.

Plusieurs questions vont l'amener à s'opposer, une fois de plus, au gouvernement et aussi, parfois, à ses camarades du comité directeur. Dans l'ordre chronologique de ses interventions, c'est d'abord l'Indochine, qui constitue l'unique objet de ses interventions de septembre à décembre 1946, bientôt suivie par l'Algérie, Madagascar et le Maroc.

Le 14 septembre 46, le comité directeur se félicite que le modus vivendi ait été signé par le gouvernement français et le président de la République du Viêt-nam. Le 19 septembre, le comité directeur souhaite que : « *Une commission d'information composée des représentants des différents partis politiques et des associations syndicales et culturelles se rende en Indochine avec mission de recueillir tous éléments d'information de nature à éclairer l'opinion française et les pouvoirs publics* »[16]. Le 2 octobre, dans le journal Franc-Tireur, Rous réitère cette demande de commission d'enquête.

Une autre intervention de Jean Rous dans la presse après son élection au comité directeur concerne la situation en Algérie. Le 8 octobre 1946, il

[16] « Résolution adoptée par le comité directeur du 19 septembre 1946 ».

titre l'article qu'il donne à Franc-Tireur : « Avec le colonialisme, pas de compromis. Le peuple d'Algérie veut un parlement qui en soit un », alors que le débat sur la participation ou non des messalistes n'est pas encore tranché malgré le retour en Algérie de leur leader, Messali Hadj lui-même. Jean Rous demande que l'on entende les militants socialistes algériens pour voir comment évolue la situation algérienne.

Le 16 octobre, Rous soutient la désignation de Louis Caput, comme interlocuteur privilégié au Viêt-nam du comité directeur sur l'Indochine. Le 23 décembre, un long débat a lieu à nouveau sur l'Indochine ; il est vrai que la situation s'est sensiblement modifiée depuis quelque temps. La conférence de Fontainebleau, de juillet à septembre 1946, avait tenté de définir les relations franco-vietnamiennes dans le cadre de l'Union française. Malgré un relatif échec de cette conférence, un accord était intervenu, appelé « modus vivendi », le 14 septembre 1946, permettant non de régler le problème mais d'organiser le « *règlement des difficultés par voie de commission mixte* »[17]. Or, dans le même temps, le haut-commissaire, l'amiral Thierry d'Argenlieu, réunissait une conférence, le 1er août, à Dalat, envisageant l'avenir du Viêt-nam, en l'absence des délégués de la majorité du Nord-Viêt-nam. L'apaisement proposé par le modus vivendi de Fontainebleau était donc combattu par les représentants français en Indochine. Certains points en particulier, qui auraient prouvé la bonne volonté française, furent peu ou mal appliqués. Ainsi, les prisonniers politiques ne furent libérés que bien tard et bien partiellement[18]. De plus, deux dirigeants furent tués dans les prisons de Saïgon.

Un autre viol du modus vivendi fut constitué par l'attitude française dans l'affaire des douanes. L'article 6 du modus vivendi stipulait : « *Le Viêt-nam forme, avec les autres pays de la fédération indochinoise, une union douanière. En conséquence, il n'existera aucune barrière intérieure et les mêmes tarifs seront appliqués à l'entrée et à la sortie du territoire indochi-*

[17] Rous J. , « Le conflit franco-vietnamien », Documents populaires, n° 1, avril 1947.
[18] Idem, p. 11.

nois. Un comité de coordination des douanes et du commerce extérieur, qui pourra d'ailleurs être le même que celui de la monnaie et des changes, étudiera les mesures d'application nécessaires et préparera l'organisation des douanes de l'Indochine ». Or, le 10 septembre, pendant les négociations, et « *secrètement, car Paris ne sera officiellement informé qu'à la mi-novembre, le conseiller économique Davée et le général Morlière, nouveau commissaire de la République (par intérim) au Tonkin, ont décrété un contrôle douanier sur les zones maritimes du Viêt-nam, et notamment autour de Haïphong, à compter du 15 octobre* »[19]. Or, malgré ces difficultés, le 6 novembre, l'amiral d'Argenlieu a donné ses impressions sur ce qui se passe à Hanoï. Il souligne que : « *Le président Ho Chi Minh a pris position publiquement pour l'application du modus vivendi et la nécessité de rénover et de renforcer l'amitié franco-vietnamienne* ». Plus loin, il note : « *L'accueil fait au Tonkin au président à son retour prouve qu'il est absolument maître de la situation malgré une opposition chaque jour grandissante, et qui n'arrive pas, sous le bâillon qui lui est imposé, à s'exprimer publiquement* »[20]. Enfin, les élections du 10 novembre voient la victoire de la gauche (même si le Parti socialiste a légèrement reculé). Le MRP ne pourra conserver la direction du gouvernement. D'Argenlieu craint donc de ne plus être suivi dans ses positions. D'autre part, selon Devillers, le gouvernement nord-vietnamien est inquiet : « *La mise en place du contrôle douanier français dans la zone maritime d'Haïphong continue de provoquer de vives réactions à Hanoï où la méfiance à l'égard de Saïgon est maintenant à nouveau à son comble parce qu'on soupçonne les Français de chercher à mettre en place un système de blocus de la République* »[21]. Le général Valluy, qui assure l'intérim de l'amiral, câble à Paris le 16 novembre : « *La mise en application du modus vivendi est retardée systématiquement par le gouvernement vietnamien qui oppose des*

---

[19] Devillers P., Paris, Saïgon, Hanoï, les archives de la guerre, 1944-1947, Paris, Gallimard-Julliard, 1988, p. 235.
[20] « D'Argenlieu à Paris », Saïgon, sans n°, 06/11/1946, (ANSOM, tel 938, 3206A), cité par Devillers, op. cit., p. 238.
[21] Devillers Philippe, Paris, Saïgon, Hanoï …, op. cit., p. 245.

artifices de procédure, notamment sur la fixation du lieu des commissions »[22]. Tandis que la France met en place ce contrôle douanier, le 12 novembre Ho Chi Minh se plaint du non respect de l'article 6 du modus vivendi qui prévoyait la mise en place d'un comité avec des représentants français et nord-vietnamiens, avant toute organisation des douanes en Indochine. Il envoie donc un télégramme à Georges Bidault, président du gouvernement et ministre des Affaires Etrangères, par l'intermédiaire du haut-commissaire Thierry d'Argenlieu ; mais « *l'affaire d'Haïphong est réglée par la force depuis dix jours, lorsque le 30 novembre le président Bidault reçoit l'appel à l'arbitrage du président du Vietnam* »[23]. G. Bidault est d'ailleurs, à cette date, démissionnaire depuis deux jours.

Le compte-rendu du général Valluy résume ainsi ces incidents : « *Un des navires français chargés d'assurer le blocus du port d'Haïphong remorque une jonque chinoise de contrebande lorsqu'il essuie le feu d'un douanier vietnamien. L'incident se propage et de vives fusillades s'ensuivent à l'intérieur même de Haïphong* »[24]. Après des difficultés, les combats entre les troupes françaises et vietnamiennes cessent effectivement le 22 novembre. En fait, alors que tout semblait terminé, les autorités militaires françaises prennent la décision d'exploiter ce grave incident. C'est en tout cas ce dont témoigne le télégramme du général Valluy au colonel Debbs : « *Il apparaît nettement que nous sommes en face d'agressions préméditées, soigneusement préparées par l'armée régulière vietnamienne qui semble ne plus obéir aux ordres de son gouvernement. Dans ces conditions vos tentatives honorables de conciliation et de répartition des cantonnements, ainsi que l'enquête que je vous avais prescrite, ne sont plus de mise. Le moment est venu de donner une dure leçon à ceux qui vous ont traîtreusement atta-*

---

[22] Idem, p. 246.

[23] Rous J., « Le conflit franco-vietnamien », Documents populaires, n° 1, op. cit., p.12. et ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 232, Etat-major de la défense nationale, Paris, le 30 /11/1946 : « Incidents de Haïphong du 20 au 28/11/1946 ». Jean Rous retient donc les dates des 16 et 30 novembre pour l'envoi et la réception du télégramme. Pour Sainteny, celui-ci est envoyé le 20 novembre, pour Dalloz le 15 et enfin pour Devillers le 11. Ce dernier donne la date du 26 novembre pour sa réception.

[24] « Le conflit franco-vietnamien », op. cit., p.12.

qués. Par tous les moyens mis à votre disposition, vous devez vous rendre maître complètement d'Haïphong, et amener le commandement de l'armée vietnamienne à la résipiscence »[25]. Le 23 novembre, le « nettoyage » du quartier chinois de Haïphong est commencé à partir d'un bombardement par bateaux de guerre. Le 25 novembre, trois navires arrivent en renfort. Le 27 novembre, cinq cents parachutistes français reprennent l'aérodrome de Haïphong. Selon Philippe Devillers, « *Le 3 décembre dans l'après-midi, Ho Chi Minh, couché et fiévreux, reçoit Sainteny en présence de Giam et de Nam. Selon le rapport de l'entretien que fait, dans la soirée, Sainteny à Valluy, Ho Chi Minh, après avoir rejeté sur les Français la pleine responsabilité des incidents de Haïphong et de Langson, a déclaré qu'il était maintenant nécessaire de calmer les esprits et a proposé que les commissions mixtes constituées poursuivent leur travail* »[26]. Ho Chi Minh, le 6 décembre, adresse un appel à l'Assemblée nationale française précisant le désir sincère du gouvernement et du peuple vietnamiens de collaborer fraternellement avec le peuple français. Le 13 décembre, Léon Blum est investi par l'Assemblée nationale et essaie de constituer son cabinet ministériel. Le 16 décembre, il forme un gouvernement socialiste homogène et confie le portefeuille de la France d'outre-mer à Marius Moutet. Le 11 décembre, d'après Sainteny, Ho Chi Minh avait demandé à Sainteny de transmettre un important message à l'adresse du gouvernement français. Ce message est pacificateur dans la mesure où il tente de calmer les esprits. Le 16, ce message arrive à Saïgon d'où il sera retransmis le 18, avec des commentaires négatifs du général Valluy. Il ne sera déchiffré à Paris que le 20, alors que, comme le mentionne P. Devillers,. « *Hô ignore encore la façon dont Saïgon manipule ses messages* »[27].

Le 18 décembre, les choses se gâtent ; le 19, les forces vietnamiennes se préparent à l'attaque pour le soir même, l'heure précise n'étant

[25] Texte du télégramme cité dans Devillers P., op. cit., p. 251.
[26] Devillers Philippe, op. cit., p. 267. Sainteny ne fait pas allusion à cela dans son ouvrage Histoire d'une paix manquée, Paris, Amiot Dumont, 1953, p. 217-218.
[27] Devillers P., op. cit., p. 292.

pas encore fixée. A Hanoï, on apprend l'arrivée de Marius Moutet. Le général Giap demande au général Morlière de réduire la tension en déconsignant ses troupes. Morlière accepte. La direction du Viêt-minh décide d'annuler l'attaque prévue dans la soirée, mais, vers 17 heures, un membre des services spéciaux du contre-espionnage français avertit l'état-major qu'il a appris que les Vietnamiens attaqueront le soir. Sur la base de ce renseignement, les troupes déconsignées sont rappelées à la citadelle et prennent les positions de combat. A 20 heures, les Tu Vé, troupes d'autodéfense viêt-minh, considérant ce nouveau positionnement des troupes françaises comme une sorte de contrordre, attaquent les maisons françaises en de nombreux points. Cette attaque étant attendue, la riposte française est immédiate et, vers 22 heures, le général Giap va lancer dans tout le Viêt-nam l'ordre de mobilisation et d'attaque de toutes les positions françaises.

Dans le compte-rendu et l'analyse de ces événements de Rous pour les Documents populaires, nous relevons les dates différant quelque peu de celles de P. Devillers. Nous retrouvons surtout son permanent souci d'éviter la surenchère et la justesse de ses vues. Il écrit en particulier qu'il faut une commission d'enquête pour « *faire la lumière sur les événements du 19 décembre* » et il ajoute : « *Il conviendra alors de considérer tous les événements dans leur enchaînement, au lieu de ne retenir que les causes immédiates qui ne sont pas nécessairement en l'occurrence les causes principales* ». Ce qui se traduit dans le journal Le Monde, en 1996, par : « *Si l'étincelle fut vietnamienne, la machine infernale est française* »[28].

Le 23 décembre donc, au comité directeur du Parti socialiste, Jean Rous dénonce : « *la lourde responsabilité du haut-commissaire, qui a saboté la politique gouvernementale. D'Argenlieu aurait dû être remplacé depuis longtemps* »[29]. Puis il pose un certain nombre de questions. Premièrement, pourquoi n'y a-t-il pas eu de discussions au sein du comité directeur avant le

[28] Le Gendre Bertrand, Le Monde, 8-9 décembre 1996, p. 14.
[29] Rous J., comité directeur de la SFIO, 23/12/1946.

départ de Marius Moutet. Deuxièmement, présentant un certain nombre de documents sur l'Indochine, en particulier le rapport de l'état-major, il pose la question du viol de l'article 6 du modus vivendi. Pourquoi le télégramme d'Ho Chi Minh a-t-il été retardé d'un jour ? Pourquoi la commission d'enquête qui avait été proposée par le comité directeur n'a-t-elle toujours pas travaillé ?

Quelques semaines plus tard, le 22 janvier 1947, l'Indochine est à nouveau à l'ordre du jour. Rous défend Boutbien dans la mesure où « une affaire Boutbien » sur l'Indochine est née. En effet, après le bombardement de Haïphong, Yves Dechezelles est intervenu auprès de Léon Blum pour que le gouvernement réagisse contre le début de guerre. Il rencontre un Léon Blum attentif qui se dit opposé à la guerre et qui veut renouer les liens d'amitié qu'il avait avec Ho Chi Minh. Yves Dechezelles demande alors à Léon Blum que Jean Rous, membre du comité directeur, libre pour des contacts avec Ho Chi Minh, soit envoyé comme émissaire auprès de celui-ci et qu'il parte avec Marius Moutet au Viêt-nam. Yves Dechezelles « *propose Jean Rous car sa culture politique est importante, il est compétent sur les problèmes coloniaux, il connaît Ho Chi Minh puisqu'il l'a rencontré à Fontainebleau. Il sait qu'Ho Chi Minh accepte l'autonomie du Vietnam dans le cadre d'une vaste fédération même si c'est pour des raisons tactiques. Tout cela peut faciliter la négociation. Par ailleurs, Jean Rous est un diplomate né qui aurait pu réussir à faire s'entendre des gens opposés* »[30]. Peu après, lorsqu'il se renseigne auprès de la SFIO à la cité Malesherbes, on explique à Yves Dechezelles qu'il faut être vacciné pour partir en Indochine et que seul Léon Boutbien, médecin de son état, *« peut faire immédiatement le certificat* ». Boutbien part donc avec Marius Moutet.

Sur cette mission de L. Boutbien de nombreux bruits coururent, laissant entendre que celui-ci n'avait rien fait pendant son séjour si ce n'est se promener avec des officiers supérieurs et des membres de l'état-major, qu'il n'avait pris en fait aucun contact avec Ho Chi Minh. Pour sa part, le 10 no-

---

[30] Dechezelles Yves, entretien du 26/02/1992.

vembre 1993, Léon Boutbien nous expliqua qu'il avait tout essayé, par tous les moyens, qu'il avait tenté d'entrer en contact avec Ho Chi Minh mais que cela avait été très difficile, que Moutet avait été en-dessous de tout, qu'il n'avait strictement rien fait[31]. En fait, pour Léon Boutbien, Ho Chi Minh semblait à ce moment-là totalement aux mains des communistes vietnamiens et en particulier de Giap qui l'empêchaient d'entrer en contact avec des Français. Léon Boutbien reprend ainsi une analyse, que rien ne prouve par ailleurs, selon laquelle Ho Chi Minh était nationaliste avant tout et acceptait de négocier avec la France dans l'intérêt du Viêt-nam ; c'est son entourage communiste qui aurait fait capoter la négociation par une sorte de guerre froide avant l'heure. Toujours est-il qu'une polémique met en cause Léon Boutbien et que Rous le défend.

Le 27 janvier 1947, Rous intervient à nouveau dans une discussion sur la colonisation française, considérant d'ailleurs que malgré les nombreux absents du comité directeur, il est impératif de discuter des colonies et des problèmes actuels. Rous donne son avis sur l'attitude d'Ho Chi Minh ; pour celui-ci, l'impérialisme français est un moindre mal dans la situation politique internationale ; de plus, Ho Chi Minh est un chef populaire ; il est donc nécessaire de négocier avec lui, quitte à modifier dans la politique coloniale les positions du gouvernement SFIO, d'autant que dans l'entourage d'Ho Chi Minh la volonté de négocier n'est pas totalement évidente. Le 5 février, Rous dans ses interventions est plus ferme puisqu'il demande et même il exige que l'indépendance de la Cochinchine soit déclarée, que d'Argenlieu soit limogé et que soit envoyé un socialiste, Rivet par exemple, qui est un partisan de la paix. C'est aussi le 5 février que Jean Rous se plaint de l'interdiction du meeting du Parti communiste internationaliste, organisé « pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Le 17 mars, Rous s'inquiète de savoir où en sont les résolutions votées et ce qu'elles deviennent. Le 2 avril, il demande que Duong Bach Maï, qui a été arrêté et est en prison à Djibouti, soit

[31] Entretien avec Léon Boutbien, 10/11/1993.

ramené à Paris au plus vite, afin que son jugement puisse éventuellement être prononcé rapidement. Il se trouve que Duong Bach Maï était aussi un des négociateurs du modus vivendi de Fontainebleau. Cela passe donc, pour la direction du Viêt-minh, pour une provocation nouvelle de la France. Quant à sa défense par Rous, elle peut a posteriori étonner car Duong Bach Maï est aussi un des dirigeants du Viêt-minh qui a demandé à Ho Chi Minh à la sortie de la deuxième guerre mondiale l'exécution de Ta Thu Thau, l'un des dirigeants trotskystes Viêt-namiens.

Le même jour, Jean Rous demande que l'on parle de Madagascar, car à la fin du mois de mars, des émeutes ont eu lieu, violemment réprimées par l'armée française. La situation ne sera en fait rétablie que fin 48. Or, à Madagascar, le Mouvement démocratique de rénovation malgache (MDRM) s'obstine à réclamer l'indépendance dans le cadre de l'Union française. Ce MDRM a envoyé à l'Assemblée nationale, en novembre 1946, trois députés et détient par ailleurs la majorité des sièges aux assemblées provinciales de Madagascar. Une minorité est détenue par le Parti des déshérités (PADESM). Or, à la fin mars, le MDRM, inquiet de la situation tendue, envoie un télégramme signé des trois députés pour mettre en garde les sections contre toute provocation.

Le lendemain de cette demande de discussion au comité directeur, soit le 3 avril, Jean Rous publie dans Franc-Tireur une interview du dirigeant malgache, le docteur Raseta. Celui-ci déclare « *déplor*[er] *les incidents qui ensanglantent Madagascar* », « *mais, la vraie cause,* ajoute-t-il, *c'est la persécution colonialiste* ». En effet, le haut-commissariat a donné, depuis plusieurs mois, des ordres formels à ses chefs de provinces et de districts, leur enjoignant d'engager des poursuites judiciaires toutes les fois qu'ils se trouvent en présence de troubles politiques ou d'actes « *de nature à nuire à l'autorité française* ». On arrête par centaines les membres ou les sympathisants du MDRM.

Quand Jean Rous demande au docteur Raseta : « *Que voulez-vous au point de vue national ?* », celui-ci répond : « *Au point de vue national, devenir un Etat associé à l'Union française selon l'esprit de la constitution de la*

France ». Jean Rous insiste et lui demande : « *Mais n'y a-t-il pas de séparatistes dans votre mouvement* » et le docteur Raseta lui répond : « *Non, il y a chez nous un parti démocrate malgache qui est pour l'indépendance intégrale, mais pas nous ; nous voulons l'indépendance associée à l'Union française* ».

Cette interview du docteur Raseta paraît dans la grande presse quand la question malgache est au cœur des interventions de Rous. En effet, au comité directeur du 23 mars, il s'était insurgé contre l'arrestation des députés malgaches et avait demandé que le Parti adopte une position claire, en quatre points. Le Parti doit manifester nettement son regret de ces arrestations et demander fermement que les députés malgaches puissent s'expliquer devant l'Assemblée nationale. De plus, le Parti ne doit en aucun cas s'associer à une demande de levée d'immunité parlementaire. Il doit exiger une commission d'enquête. Rous ajoute : « *On utilise plus d'énergie vis-à-vis des députés que vis-à-vis des colons* ».

Le 15 avril, Rous reviendra sur le problème et, en particulier, sur l'arrestation des parlementaires élus de la population malgache dans la grande île. A Tananarive, deux députés du MDRM sont arrêtés avant même que l'Assemblée ait pu se prononcer sur la levée de leur immunité parlementaire, ce qui entraîne des débats importants au Conseil des ministres. C'est le 6 juin que les débats s'ouvriront sur cette levée. Malgré une proposition communiste, les inculpés ne sont pas écoutés. Raseta voit son immunité parlementaire suspendue, les élus coloniaux socialistes s'abstenant. Ces mêmes élus coloniaux voteront contre la levée de l'immunité parlementaire des deux autres députés malgaches[32].

Le 18 avril, lors de la réunion du comité directeur en présence du Président du Conseil, Paul Ramadier, un débat a lieu sur l'Indochine. Rous, considérant que depuis que le modus vivendi a été signé les délégués vietna-

---

[32] Selon Jeanine Harovelo , La SFIO et Madagascar, 1947, Paris, L'Harmattan, 1995, p.228-229.

miens sont officiellement reconnus, se prononce pour que l'on reçoive « *le camarade Danh, représentant de la République démocratique du Vietnam* ». Il faut négocier et ne pas mener une politique catastrophique, ajoute Rous. Le personnage que Rous désigne sous le nom de « Danh » est en fait Tran Ngoc Danh qui était resté avec Hoang Minh Giam et Duong Bach Maï pour former la délégation officielle de la République démocratique du Viêt-nam.

Le 15 mai 1947, à propos du Maroc, Rous reproche à Ramadier d'appliquer la même politique qu'en Indochine ou qu'à Madagascar. Le comité directeur doit donc protester auprès de Ramadier pour qu'il change de politique, pour qu'il évite de liquider l'Union française. Ramadier pense qu'en définitive le Sultan se « *dégonflera* ». Quelques jours plus tôt, le 10 avril, le Sultan du Maroc, pendant un voyage triomphal à travers le Maroc espagnol, avait prononcé un discours que C. A. Julien qualifie de « *lourd de conséquences* » car le Sultan « *y affirmait non seulement l'unité marocaine mais l'unité arabe* »[33] Pour diverses raisons, Georges Bidault, ministre des affaires étrangères, décida qu'il « *fallait au Maroc un homme d'état* » ; « *Ce fut un général qu'il obtint* », commente C. A. Julien[34]. Le 14 mai, le général Juin remplaça donc le résident Labonne, sanctionné, semble-t-il, pour avoir laissé le Sultan « *parler durement* » contre le gouvernement français. Lorsque le général arrive au Maroc, il est d'autant mieux accueilli par les Français qu'il est lui-même français d'Algérie et partisan déclaré de la manière forte. Sans exclure, semble-t-il, l'idée d'indépendance à long terme, selon C. A. Julien, il proclama, le 9 août 1945, : « *Le Maroc s'acheminera sans heurts et autour d'un trône raffermi vers sa destinée glorieuse et l'avenir de prospérité qui lui est promis. Mais il faudrait qu'il sache bien qu'au terme de son évolution, que je souhaite rapide, mais prudente et réfléchie, il demeurera lié à la France qui lui aura donné le meilleur d'elle-même, par un imprescriptible contrat*

---

[33] Julien Charles-André, L'Afrique du Nord en marche, nationalismes musulmans et souveraineté française , Paris, Julliard, 1952, p. 360.
[34] Idem, p. 362.

d'association dont ne sauraient se passer tant d'intérêts communs et les données inséparables d'une commune sécurité »[35].

Le 11 juin, Jean Rous propose que l'action de la fédération algérienne du Parti socialiste se lie le plus fort possible à celle des amis du Manifeste de Ferhat Abbas. Il s'agit pour Rous de trouver une majorité démocratique sans faire de concession. Notons enfin qu'un des reproches faits au bureau national des Jeunesses socialistes et qui leur vaudra l'exclusion est d'avoir publié dans leur journal Drapeau Rouge de la semaine du 24 au 30 avril 1947 une interview du docteur Raseta qui ressemble beaucoup à celle que Rous avait publiée trois semaines auparavant. Or, aucune critique ne fut faite à Rous.

Comme on l'a vu, c'est l'Indochine et Madagascar qui, en raison de l'actualité, ont dominé les interventions de Jean Rous au comité directeur. Le champ de celles-ci va s'élargir à l'issue du congrès de 1947

3. Vers le Congrès des Peuples :

Après le Congrès socialiste de Lyon, Rous est renouvelé au comité directeur. Ce congrès a vu la victoire de la motion Mollet, dont Rous est l'un des signataires, sans que nous puissions juger la part qui fut la sienne dans son élaboration. Les questions d'outre-mer y étaient traitées en dix huit lignes. Etaient exigés une association des peuples de ces régions avec la communauté européenne, et l'abandon de la politique colonialiste maintenue grâce à « *un appareil de coercition administratif et militaire à la fois inhumain et coûteux* ». Cela devait se traduire concrètement par la paix en Indochine, la reconnaissance de son indépendance politique dans le cadre de l'Union française, un statut démocratique pour l'Algérie, « *ainsi que des réformes démocratiques et sociales en AOF et à Madagascar* ».

[35] Idem, p. 364.

On le voit, le texte reste flou sur les perspectives précises de redressement de la politique menée par les ministres socialistes au gouvernement. En effet, les socialistes conservent le portefeuille de la France d'outre-mer dans tous les gouvernements jusqu'en novembre 47 (Moutet, Defferre et Ramadier l'occupent successivement). Par la suite, c'est P. Coste Floret, du MRP, qui sera aux commandes de ce ministère.

Rous se retrouve, avec son ami Lamine Gueye, délégué du comité directeur à la commission de l'Union française.

Dès le soir du 27 août 1947, lors de la séance du comité directeur, Albert Gazier présente le débat sur l'Algérie. L'analyse de Rous est claire. Il rappelle que le gouvernement a « *troqué le projet Rabier sur l'Algérie contre la loi municipale* », alors qu'il aurait mieux valu s'entendre avec la fraction démocratique en Afrique du Nord pour déterminer un minimum acceptable pour les Algériens ; ainsi le rejet n'aurait pu être imputé au PS. Puis Rous explique que les Algériens ont l'impression d'un double jeu de la part de la SFIO, qui d'abord avait avancé le projet Rabier pour ensuite accepter un projet gouvernemental en net recul. Certains élus algériens avaient alors quitté l'Assemblée, d'autres restant pour se battre contre le projet gouvernemental, alors qu'ils auraient accepté le projet Rabier, qui bien qu'insuffisant leur paraissait une avancée acceptable. Leurs propositions n'avaient même pas été écoutées.

Lors du vote du texte gouvernemental, seuls les élus communistes et musulmans s'étaient abstenus. Les élus socialistes votèrent pour et quatre-vingt huit députés de droite souhaitant un retour au colonialisme classique votèrent contre.

Rous fait donc remarquer que le PS étant en concurrence avec les communistes pour la conquête des musulmans, il est nécessaire de recréer un climat de confiance entre le parti et les élus musulmans, ce qui ne peut se faire qu'à condition d'avoir, au Conseil de la République, une position ferme. Il propose donc une motion rappelant la motion du congrès, et appelant à prendre contact avec les amis du Manifeste de Ferhat Abbas en vue d'un

rapprochement avec la fédération socialiste d'Algérie. De plus, il propose de reprendre au Conseil de la République les amendements rejetés par l'Assemblée nationale et, enfin, de donner droit de cité à la langue arabe en Algérie.

Selon son collègue de Franc-Tireur, Bernard Lefort, Jean Rous vient se lamenter dans son bureau sur les Français « *qui ne comprennent pas que les seuls interlocuteurs possibles sont les nationalistes en Indochine et en Afrique du Nord* »[36]. Pour Roger Quilliot, lors de ce débat, « *Rous accuse Ramadier d'avoir troqué le projet sur l'Algérie contre la loi municipale* » ; Rous regrette qu'on n'ait pas su ou voulu « *conquérir les fédéralistes musulmans… au risque d'établir finalement un statut qui ne sera pas adopté par la majorité du peuple musulman* »[37]. En octobre 1947, la SFIO qualifiera d'« *œuvre de la majorité réactionnaire de l'Assemblée nationale, qui va du MRP au PRL en passant par le Rassemblement des gauches* »[38] le projet gouvernemental que ses élus avaient pourtant voté.

Le 7 janvier 1948, toujours au comité directeur, Jean Rous reviendra sur l'Algérie. En effet, il se fait l'écho des protestations du PPA de Messali Hadj mécontent du départ annoncé de Chataigneau, gouverneur général, responsable pour les Européens de l'élection de nationalistes algériens dans la seconde assemblée constituante. Pour Rous, Chataigneau était la garantie d'honnêteté de la France pour les « *musulmans les plus extrémistes* ». « *Le statut du 20 septembre 1947, qui avait créé l'Assemblée algérienne, est unanimement condamné par les colons* », selon M. Harbi[39]. Aux yeux des colons, pour éviter que les représentants algériens puissent, à un moment ou à un autre, être en position de force, il fallait donc obtenir la majorité à l'Assemblée nationale puis changer de gouverneur général. Le socialiste Chataigneau qui n'est pas « *partisan de reconnaître l'indépendance de*

---

[36] Lefort Bernard, Mes carnets secrets de la IVème, Paris, Seuil, 1996, p. 74.
[37] Quilliot Roger, La SFIO et l'exercice du pouvoir, op. cit., p. 234.
[38] « Histoire du Parti socialiste SFIO », Cahier de l'OURS, n° 175, mai-juin 1987, p.14.
[39] Harbi M., FLN, mirage et réalité, Paris, Jeune Afrique, 1985, p. 43-44.

l'Algérie »[40] souhaite des réformes sociales et économiques et une certaine « *autonomie interne* »[41]. Il n'a pas les faveurs de tous les nationalistes. Ainsi, en 1954, Messali Hadj en parlera comme de l'un des tenants du néo-colonialisme voulant « *noyer le mouvement nationaliste par la bande, en employant des moyens plus ou moins alléchants et plus ou moins souples* »[42]. Jean Rous propose et obtient un vote du comité directeur opposé au remplacement de Chataigneau. Notons que Jean Rous continue d'appeler PPA, le MTLD. Officiellement, le Parti du Peuple Algérien a été interdit le 26 septembre 1939, tandis que son successeur, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques a été créé par Messali Hadj en octobre 1946 et entériné par un congrès en février 1947, tout en maintenant le sigle PPA dans la clandestinité.

Le 21 janvier 1948, Jean Rous reçoit une lettre de M. Hadj qui lui raconte l'échec des tentatives d'union des mouvements d'émancipation de l'Algérie. Il lui parle aussi de l'accentuation de la répression depuis que Naegelen a remplacé Chataigneau. Cette répression fait alterner « *arrestations, perquisitions, tortures, fermetures de cafés, suppressions de ravitaillement, mesures vexatoires* ». M. Hadj ajoute que la police pratique aussi le racket vis à vis des populations kabyles. Il s'inquiète de ce que font les socialistes en poste « *au palais d'été d'Alger, place Beauvau, et à l'Elysée* ». Il envoie ses vœux et des dattes pour Mme Rous.

Le 14 avril 1948, Jean Rous se défend contre les attaques qui lui sont faites sur ses relations avec Messali Hadj. Il précise d'une part qu'il souhaite convaincre Messali que le séparatisme est une erreur et, d'autre part, qu'il lui semble important et nécessaire que les Algériens voient que les démocrates français les comprennent et les aident. Enfin, conclut-il, il ne faut pas laisser

---

[40] Benot Y ., Massacres coloniaux, 1944-1950. La Quatrième République et la mise au pas des colonies françaises, Paris, Maspero, 1994, p. 24.
[41] Vedrine J., Témoignage du 15 mai 1997, in : « Le Comité France-Maghreb », Cahier de l'IHTP, n° 38, déc. 97, p. 124.
[42] Hadj M., « Manifeste du Mouvement National Algérien, 16 juillet 1954 », in : Archives de la révolution algérienne, rassemblées par M. Harbi, Paris, Jeune Afrique, 1981, p. 85.

le parti être compromis dans la tricherie. Jean Rous est en effet à ce moment-là de retour d'Algérie où il a, au nom de Franc Tireur, supervisé les élections et dénoncé les truquages organisés par le représentant du gouvernement français, le socialiste Naegelen. Plus tard, il écrira : « *Les premières élections qui visaient à mettre en marche le nouveau statut de l'Algérie, adopté en 48, ont été truquées d'une manière honteuse. Je suis allé là-bas, à ce moment-là, comme journaliste et j'ai été un des premiers à dénoncer ces élections faussées sous la direction du gouverneur général qui était malheureusement socialiste, je veux parler de Naegelen* »[43]. Pour M. Harbi, « *son nom* [celui de Naegelen] *restera associé à l'institutionnalisation du trucage électoral* »[44].

Ajoutons cette intervention de Guy Mollet au comité directeur du 7 avril 1948 sur les élections algériennes : « *Les élections dans le deuxième collège n'ont aucun rapport avec la liberté de vote et la démocratie. Je ne veux pas critiquer l'administration mais si les élections avaient été libérées de la tutelle administrative on peut compter que Messali aurait recueilli 80 % des suffrages. A l'heure actuelle, on doit jouer la carte Ferhat Abbas* (…). *Quant à notre camarade Naegelen, il a acquis une bonne autorité. Il s'est trouvé handicapé par le fait que la droite a essayé de l'accaparer* ». Ce texte est pour le moins ambigu et paraît si ce n'est soutenir Naegelen, qui, par ailleurs, a promis de venir s'expliquer la semaine suivante au comité directeur, du moins vouloir le dédouaner.

Rous a été mis sur la sellette le 14 avril 48 comme nous avons vu qu'il l'avait été la semaine précédente à propos du RDR. Il est vrai que ses initiatives sont à l'opposé des pratiques du Parti socialiste. Le 14, il avait tenté de relativiser l'attitude de Naegelen, absent pour sa part contrairement à sa promesse. Rous déclare : « *Chataigneau parti, n'importe quel gouvernement risquait de tomber dans un piège* ». Pour R. Quilliot, Naegelen explique son comportement, dans un exposé devant le groupe parlementaire socialiste le

---

[43] Rous J., Un homme de l'ombre, op cit. p.177. Le statut a été en réalité adopté le 20 septembre 1947.
[44] Harbi Mohamed, 1954: la guerre commence en Algérie, Bruxelles, Complexe, 1989, p. 17.

6 juillet 49, « *par ses origines alsaciennes et son hostilité aux mouvements autonomistes : l'Algérie comme l'Alsace est terre française* (…). *Il ne cache pas avoir donné des instructions pour que les élections à l'Assemblée algérienne n'amènent pas une assemblée messaliste au deuxième collège* »[45]. Naegelen justifie, a posteriori, son attitude en concluant : « *Nous avons été obligés non pas de faire régner la terreur, mais de briser une terreur qui régnait sur le pays* ».

Mais, pendant son deuxième mandat au comité directeur, l'actualité fournira aussi à Rous d'autres occasions d'exprimer son point de vue sur la façon de traiter la question coloniale, et en particulier l'Indochine. En effet, le 18 septembre 1947, Bao Daï s'était déclaré disposé à explorer les voies de la paix et à discuter avec la France[46]. Cela signifie que la tentative française de susciter une solution vietnamienne non viêtminh peut paraître sur le point d'aboutir. Jusqu'alors, l'ex empereur Bao Daï recueillait un soutien total des « *services civils* [qui] *croyaient connaître l'homme* »[47]. Ceux-ci le trouvaient « *mou, sans grand caractère, malléable. Il avait de grands besoins et serait, pensait-on, facile à manœuvrer* ». Il avait pourtant toujours affirmé que « *le pouvoir ne le tentait pas* »[48].

Le 24 septembre 1947, Rous demande que l'on engage « *des négociations avec Ho Chi Minh* », la situation indochinoise s'enlisant. Il précise par ailleurs qu'il vaut mieux éviter, pour le gouvernement, d'organiser des « *conférences de presse dont la presse invitée est aux ordres* ». C'est d'autant plus urgent qu'Ho Chi Minh lui-même propose régulièrement une reprise des négociations et une coopération avec la France. Pour Rous la solution Bao Dai, qui vient d'accepter d'entrer en contact avec la France, n'est pas réaliste. Il écrit d'ailleurs à Bao Dai pour solliciter un entretien pour

---

[45] Quilliot Roger, La SFIO et l'exercice du pouvoir 44-58, op. cit., p.267.
[46] Cité par Devillers P., Paris-Saïgon-Hanoï, op. cit., p. 357.
[47] Devillers P., Histoire du Vietnam de 1940 à 1952, Paris, Seuil, 1952, p. 397.
[48] Idem, p. 216.

Franc-Tireur et lui rappelle ses séjours pradéens d'été au début des années 30.

Le 3 décembre 1947, un militant du Parti socialiste indien, J. Narayan, en contact personnel avec des représentants vietnamiens, écrit à Jean Rous pour lui proposer de servir d'intermédiaire « *pour une coopération de bon cœur* ».

Le 7 janvier 1948, Jean Rous réitère une demande de négociation avec Ho Chi Minh puis propose une lecture du rapport Morlière ne laissant aucun doute sur la responsabilité française dans le déclenchement de la guerre.

Selon un rapport des Renseignements Généraux du 27 février 1948, Jean Rous a pris la parole à la Mutualité le 1er février 1948 pour exiger la libération du délégué officiel de la République démocratique du Viêt-nam à Paris, Tran Ngoc Danh. Le rapport relève aussi que Rous paraît être« *en contact avec les milieux nationalistes de l'Union française* »[49]. D'autres informations précisent qu'il s'agissait, le 11 février, d'une conférence de l'association France-Viêt-nam.

L'arrestation et l'incarcération de Tran Ngoc Danh, délégué du Viêt-nam en France, montraient que le Viêt-minh n'était plus un interlocuteur pour le gouvernement. Ainsi, les deux délégués étaient arrêtés, Danh, le 29 janvier 1948, tandis que Duong Bach Mai était déjà en prison depuis avril 1947. Danh était clairement attaqué pour sa fonction de président de la délégation de la République du Viêt-nam à Paris ; on l'avait inculpé, en effet, d'actes dirigés contre l'intégrité du territoire de la République. J. Dalloz établit un lien entre la décision d'arrêter Danh et celle, prise le 23 décembre 1947, de négocier « *en dehors du gouvernement d'Ho Chi Minh* »[50]. Le 19 février, une lettre dont la signature est difficilement lisible est adressée à Jean Rous. Elle semble venir de Danh, détenu à la Santé. Il précise qu'il a déjà subi douze ans de bagne. Il remercie Jean Rous pour son aide et souhaite être libéré grâce à « *l'action et la sympathie agissante du vaillant peuple français des*

[49] Préfecture de Police, dossier Rous J., dit Jean Rous, carton n° 49376, dossier n° 2.
[50] Dalloz J., La guerre d'Indochine, 1945-1954, Paris, Seuil, 1987, p. 122.

résistants, des démocrates et des républicains ». Il termine sa lettre par la formule suivante : « *Amitiés à* ton *affectueuse compagne, Mme Rous* »[51].

Pour les Renseignements généraux, Jean Rous est le secrétaire de la commission d'enquête sur les procès de Tananarive. Lui, dans Un homme de l'ombre, précise simplement qu'il soutient les avocats des Malgaches[52].

En janvier 1948, Les Documents populaires, revue de la SFIO, publient un article de Rous intitulé : « Le drame de Madagascar ». Il y reprend l'idée de M. Roques selon laquelle il s'agit d'une « *affaire Dreyfus contre tout un peuple* ». Après avoir analysé les événements et la répression, il propose que le procès des députés se déroule à Paris et non à Tananarive et exige que l'Union française permette aux peuples d'obtenir démocratie et justice sociale et ne soit plus la couverture de simples privilèges.

Le 14 janvier 1948, Jean Rous était intervenu pour demander un contrôle des socialistes sur l'évolution de l'Union française. Cette question nous renvoie à la Troisième Force et à sa direction politique dont on s'aperçoit qu'elle va de plus en plus dans le sens du MRP. Ainsi, dans un rapport cité par J. Dalloz, « *Le MRP, parce que mouvement de défense du droit de la personne et mouvement passionnément français, a une vocation particulière à édifier l'Union française* »[53]. Plus loin, J. Dalloz ajoute : « *L'édification de l'Union française constitue l'un des thèmes majeurs du congrès* [du MRP] *de mai 48* »[54], même si les explications données devant le congrès par P. Coste Floret, ministre de la France d'outre-mer à ce moment-là, visent, toujours selon Dalloz, à répliquer aux critiques socialistes qui, par ailleurs, ne sont pas sans écho au sein du MRP. Or, il apparaît que, tant sur le statut de l'Algérie que dans la guerre d'Indochine, les socialistes ont joué un rôle trop effacé ou ont

---

[51] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 39, Lettre du 19 février 1948. Le possessif « ton » est souligné par nous, car il marque une relation amicale entre Jean Rous et son correspondant.
[52] op. cit., p. 61.
[53] Noir, « Rapport d'activité parlementaire du groupe MRP », Archives Nationales, 350 AP 74. Cité par Dalloz J., « Le MRP et la guerre d'Indochine », « La guerre d'Indochine de 1945 à 1975 », Cahier de l'IHTP, n° 34, juin 96, p. 63.
[54] Idem.

accepté les positions démocrates chrétiennes plutôt que de rompre une Troisième Force qui vise de plus en plus au centre droit.

Cette position se situe aux antipodes de celle de Rous, exprimée par exemple dans le numéro 16 de La Pensée socialiste dans sa livraison du 3ème trimestre 1947. La revue avait alors une rubrique de l'Union française qui voulait « *donner un tableau à la fois objectif et commenté du point de vue socialiste des problèmes de l'Union française* ». L'article introductif, non signé, précise que toute correspondance doit être adressée à Jean Rous. Les sept pages de cette rubrique sont composées d'un article introductif puis de contributions dont deux sont signées, par M. Rabier et F. Abbas. Les autres traitent des « Chiffres de la réalité algérienne », « Un tableau comparatif des différents projets de statut de l'Algérie ». L'éditorial du même numéro de La Pensée socialiste, signé de Jean Rous, critique la politique gouvernementale sur l'Union française. Il écrit : « *En parole, tout le monde est contre le colonialisme et pour l'Union française,* (…) ; *mais en fait, il y a deux conceptions : la conception impérialiste et la conception démocratique. Le gouvernement cède à la conception impérialiste* ». Les attitudes des socialistes du gouvernement sont donc en opposition avec la conception démocratique prônée par le congrès du Parti socialiste.

Rous intervient une dernière fois au comité directeur avant le congrès de 1948. Le 19 mai, il souhaite la reconnaissance de l'Etat d'Israël par la France à la condition qu'une intervention puisse être faite en direction de la ligue arabe « *pour travailler sur la question sociale* »[55]. La proclamation par David Ben Gourion, le 14 mai 1948, de l'indépendance de l'Etat d'Israël, au moment même où prend fin le mandat britannique exige des membres de l'ONU une réaction rapide de reconnaissance ou non de ce nouvel Etat. Mais pour Rous, si la reconnaissance de cet Etat est nécessaire, il ne faut en aucune façon laisser la Ligue arabe isolée. Les contacts de Rous, en Algérie ou en France, avec les représentants du Maghreb ont certainement joué dans sa

---

[55] Rous J., Intervention au comité directeur du 19.5.1948.

position. D’autre part, il est lancé dans un projet qui verra le jour début juin qui l’amène ou a amené certains de ses amis à entrer en contact avec des Palestiniens ou du moins des habitants de Palestine, comme l’organisation trotskyste, Révolutionary Communist League. De plus il a peut être connaissance de l’ouvrage que les trotskystes belges viennent de publier écrit par un de leurs dirigeants mort en déportation, A. Léon, : « Conception matérialiste de la question juive ». Le problème du sionisme et des rapports avec la Palestine y occupe plusieurs chapitres.

C’est avec le soutien de son ami Caput, qui lui écrit le 4 juin 1948 qu’il est en désaccord complet avec le gouvernement qui souhaite une partition de l’Indochine, que Jean Rous aborde le congrès.

CHAPITRE II
LES GRANDES CONFÉRENCES.

1. Le Congrès des Peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique contre l'Impérialisme, 1948-1955 :

1. Genèse :

1. La « Ligue contre l'Impérialisme et pour l'Indépendance nationale » :

Avant la deuxième guerre mondiale, la « Ligue contre l'Impérialisme et pour l'Indépendance nationale » avait été fondée au palais d'Egmond à Bruxelles, le 10 février 1927, en présence de cent soixante-quinze délégués dont cent sept venaient de pays coloniaux[56]. Selon ce qu'écrit Benjamin Stora dans sa biographie de Messali Hadj, elle se voulait la suite du congrès de Bakou de septembre 1920 qui avait réuni près de deux mille délégués exprimant pour la première fois les revendications des peuples asservis par les impérialismes.

Si « *Les défenseurs du colonialisme y voyaient ou affectaient d'y voir l'oeuvre du communisme* »[57], il s'agissait en fait de coordonner les mouvements d'émancipation nationale avec les mouvements travaillistes de tous les pays. Willy Munzenberg n'est pas étranger à sa création, ni par conséquent les instances dirigeantes du Komintern. Ce fut lui « *qui comprit, plus rapidement que d'autres, que l'on pouvait utiliser les luttes d'émancipation anticoloniales pour activer le mouvement communiste ainsi que pour renforcer ou éventuellement développer les relations entre celui-ci et une partie de*

---

[56] Biondi Jean-Pierre, Les Anticolonialistes, 1881-1962, Paris, Laffont, 1992, p. 158.
[57] Grimal Henri, La Décolonisation de 1919 à nos jours, Bruxelles, Complexes, 1985, p. 38.

l'intelligentsia d'Europe occidentale tout comme des nationalistes afro-asiatiques »[58]. Il s'agissait en fait d'utiliser l'expérience de la campagne du secours ouvrier international en Chine (1925) pour toucher plusieurs organisations internationales et la Ligue des Droits de l'Homme afin de combattre la politique coloniale impérialiste.

Le comité exécutif de l'Internationale communiste discuta à vingt reprises entre 1926 et 1927 du projet de congrès anticolonial. Cependant, il semble que l'appareil du Komintern était inquiet de la tenue de ce congrès et chercha à en retarder le début. Münzenberg maintint contre vents et marées la date initialement prévue.

Parmi les délégués, on trouve quelques noms déjà cités précédemment : Fenner Brockway de l'ILP, Messali Hadj de l'ENA, Henri Barbusse. Parmi les personnes représentant l'Afrique, on relève les noms de H. B. Ramadan et J. Youssef pour l'Egypte, Lamine Senghor, Sénégalais et secrétaire général de la Ligue pour la Défense de la Race noire, Jomo Kenyatta pour le Kenya ainsi que deux sud Africains, J. T. Gumede pour le Congrès National Sud Africain et I. A. Laguma, secrétaire de la fédération syndicale non européenne. L'Indien J. Nehru, étoile montante du Parti du Congrès et l'Indonésien M. Hatta siégeaient pour l'Asie ainsi que le Chinois Lu Chung Lin. Enfin, pour l'Amérique latine, étaient venus Haya de la Torre, un Péruvien ami de Fenner Brockway dont l'ambition était de fédérer chez lui les travailleurs et les Indiens, et le Cubain J. A. Meila, jeune étudiant communiste qui devait être assassiné à Mexico en 1929 comme oppositionnel « trotskyste ». Enfin, à tout ce « *rassemblement des pays exotiques* » dont les membres « *se promenaient dans les rues de la capitale belge dans leurs diverses tenues nationales* »[59], il faut ajouter des européens venant de Hollande (le leader syndical E. Fimmen), d'Allemagne (les communistes F.

---

[58] Haïkal Mustapha, « Willy Münzenberg et la Ligue contre l'Impérialisme et pour l'Indépendance nationale », Willy Münzenberg, 1889-1940, un homme contre, Actes du colloque international d'Aix en Provence (26-29 mars 1992), Marseille, Le Temps des cerises, 1993, p. 120.
[59] Padmore George, Panafricanisme ou communisme, Paris, Présence africaine, 1960, p. 336.

Heckert, W. Shoecker), de Grande Bretagne (le travailliste Vansbury et le communiste H. Pollit) et de France (outre H. Barbusse, il y avait les communistes P. Semard et Maître Fournier tandis que la délégation du Destour était intégrée au PCF)[60].

Le député travailliste et militant pacifiste George Lansbury fut élu président de l'organisation tandis que le syndicaliste E. Fimmen devint vice-président.

Pour Fenner Brockway, l'un des grands moments du congrès eut lieu lorsqu'il conclut son discours en déclarant « *l'unité avec le peuple chinois* » et que aussitôt Lu Chung Lin sauta sur l'estrade et « *l'embrassa tandis que l'auditoire noir, brun, jaune et blanc debout explosa en applaudissements* »[61]. Il faut dire qu'un violent contentieux oppose le gouvernement britannique à propos de traités portuaires et l'ILP mène alors campagne sur le thème « bas les pattes devant la Chine ».

La direction de l'Internationale communiste craignait que le contrôle de l'organisation ne lui échappe. Ainsi, dès mars 1927, lors de la première session de l'exécutif, Lansbury et Fimmen étaient certes maintenus dans leurs fonctions mais l'appareil communiste leur adjoignait Münzenberg, Gibardi et Liari, tous trois communistes, pour occuper des postes clés d'organisation et de secrétariat de la Ligue. Des sections de la Ligue se mirent plus ou moins en place. Ainsi en Grande-Bretagne, la section eut à sa tête Lansbury et F. Brockway, ce qui par ailleurs avait pour effet de limiter les critiques que la IIème Internationale n'hésitait pas à formuler sur cette organisation contrôlée par les communistes.

Mais c'est à Moscou que le destin de la Ligue sera scellé. Le tournant « à gauche » du VIème congrès de l'Internationale communiste (juillet-août 1928) préparé par le IXème plénum (février 1928) tirait un bilan des querelles internes du PC, de la situation intérieure de l'URSS et de la situation mon-

---

[60] Selon B. Stora : Messali Hadj, 1898–1974 : pionnier du nationalisme algérien, Paris, Le Sycomore, 1982, p. 69.
[61] Brockway Fenner, « Towards Tomorrow : the autobiography of Fenner Broadway », Londres, Hart Davis et Mc Gibbon, 1977, p. 92.

diale pour lancer les partis « classe contre classe ». Cela signifiait à l'échelle des Etats indépendants un changement d'attitude vis à vis de la social-démocratie puisque selon Thaelmann : « *le développement du réformisme en direction du social-fascisme est un phénomène que l'on peut illustrer par différents exemples dans différents pays* »[62] tandis que « *on attribuait à la bourgeoisise des pays colonisés ou semi colonisés un rôle contre révolutionnaire* »[63], idée renforcée par l'écrasement de la Commune de Canton (décembre 1927).

A l'intérieur de la Ligue, les tensions se firent croissantes entre communistes, socio-démocrates, et représentants des colonisés confortant les communistes dans l'idée que la social-démocratie menait de plus en plus une lutte anticommuniste. Du point de vue des colonisés, l'ENA, par exemple, et Messali Hadj, membre du Comité exécutif provisoire du Praesidium de la Ligue, surtout, avaient la volonté de placer l' « *ENA sur le terrain du nationalisme révolutionnaire, indépendamment du PCF* »[64]. On est alors en mai 1927.

Mais les relations tendues avec les militants communistes de la direction de l'ENA, ainsi que la décision du PC de réduire son aide matérielle à celle-ci finirent par confirmer la rupture. On peut aussi suivre la façon dont la Ligue vécut au travers d'un chapitre de l'ouvrage de George Padmore, Panafricanisme ou communisme ?, noyautage et incapacité à recruter des « *membres originaires des colonies* »[65]. Cela s'opposait à la volonté communiste affirmée après le VIème congrès de l'IC, laquelle préconisait : « *L'organisation communiste dans chaque pays pris individuellement doit attirer dans ses rangs, en premier lieu, les travailleurs indigènes qui luttent contre toute attitude négligente adoptée à leur égard. Les partis communistes, se basant activement sur le prolétariat indigène, doivent devenir for-*

62 Cité par Pierre Frank, Histoire de l'Internationale Communiste, t. 2, p. 593, d'après Protokoll, t. 1, p. 303.
63 Haïkal Mustapha, op. cit., p. 125.
64 Stora Benjamin, Messali Hadj, op. cit., p. 72.
65 Padmore Georg, Panafricanisme ou communisme ?, op. cit., p. 341.

mellement et effectivement des sections autonomes de l'Internationale Communiste »[66].

Pour M. Haïkal, « *dès la fin de 1927 commençait un processus de désintégration qui amena jusqu'au début de 1930 tous les groupes non communistes importants à quitter la Ligue ou éventuellement à en être écartés par les communistes* »[67]. Malgré les nombreux plaidoyers de Münzenberg, la Ligue se transformait en une simple agence du Komintern. Cela amena Münzenberg à demander sa dissolution. La Ligue était à tel point paralysée qu'en 1933 une grande partie du matériel du secrétariat tomba aux mains des nazis « *pour la seule raison qu'on n'avait pas autorisé le secrétaire de la Ligue du moment à faire passer ce matériel de Berlin à Paris sans l'accord de Moscou* »[68].

Pour l'avant guerre, ce fut la seule tentative internationale de grande envergure.

2. Dans l'immédiat après-guerre :

En 1945, deux grandes tentatives sont à mettre en relief.

En février 1945 se réunit à Londres la Conférence Mondiale des Syndicats (CMS). Le grand nombre de délégués des colonies montrait pour la première fois dans l'histoire du travail que les travailleurs coloniaux, groupe particulièrement exploité du prolétariat mondial, étaient prêts à prendre la parole pour exprimer leurs revendications. Ce fut aussi encourageant car les travailleurs blancs d'Europe et d'Amérique, qui jusqu'alors ignoraient les travailleurs de couleur, semblaient reconnaître que « *les travailleurs blancs ne pourraient être libres tant que les travailleurs noirs resteraient esclaves* ».

Les délégués des colonies venaient d'Afrique noire (Nigéria, Gold Coast, Sierra Leone, Gambie, Rhodésie du Nord), des Antilles (Jamaïque),

---

[66] Cité par G. Padmore, in Panafricanisme ou communisme ?, op. cit., p. 344.
[67] Haïkal Mustapha, op. cit., p. 127.
[68] Idem.

d'Amérique du Sud (Guyane britannique), de Palestine et de Chypre, nous explique G. Padmore dans la préface à The voice of coloured labour[69]. On ne voit apparaître aucun syndicaliste originaire des colonies françaises. Peut-être peut-on retenir l'explication que P. Dewitte fournit à ce phénomène ; pour lui, « *les unions ne sont conçues que comme des succursales, aux colonies, du syndicat métropolitain ; elles se constituent avant tout dans le but de syndicaliser des travailleurs français* »[70]. Ce que confirme C. Coquery-Vidrovitch lorsqu'elle écrit : « *A la différence des espaces anglophones où le syndicalisme évoluera de façon relativement autonome malgré la bonne entente avec le TUC britannique, les syndicats francophones souffrent de leur 'mixité' qui les rendit étroitement liés aux grandes centrales métropolitaines* »[71].

Cela dit, une deuxième fois des délégués africains se retrouvent pour déterminer ensemble le corps des revendications mais aussi pour débattre de tous les problèmes.

Ainsi, le mardi 5 février 1945, à l'issue du débat du matin sur le règlement de la paix, alors que tous les délégués des « grands Etats »[72] se furent prononcés sur l'attitude des syndicats de leurs pays sur le problème de la paix, le délégué du Congrès of Industrial Organisations (CIO) des Etats Unis proposa la motion suivante: « *La discussion générale est close et la conférence procède immédiatement à la nomination d'une commission* [de travail sur le thème de la paix] », à la grande stupeur des délégués des colonies comprenant parfaitement que, consciemment ou non, il s'agissait de débattre du problème sans qu'eux-mêmes, alors que cela allait bien évidemment interférer sur leurs activités syndicales, puissent s'exprimer. Aussi le délégué palestinien John Asfour «*(membre de l'Arab Workers' Society) s'inquiéta-t-il*

---

[69] The voice of coloured labour, speeches and reports of colonial delegates to the world trade union conference, 1945, Manchester, G. Padmore ed., Panaf service LTD, 56 p.
[70] Dewitte P., « La CGT et les syndicats d'Afrique occidentale française (1945-1957), Le Mouvement social, n° 117, oct. 1981, p. 3 à 31.
[71] Coquery-Vidrovitch Catherine, « Le syndicalisme en Afrique noire des origines à nos jours : naissance tardive et difficultés face aux régimes autoritaires », Histoire du syndicalisme dans le monde des origines à nos jours, s.d. J. Sagnes, p. 485.
[72] L'expression désigne les Etats-Unis, la Grande Bretagne, la Russie et la France.

de ce que les échanges 'civils' entre grandes nations , y compris avec les nazis allemands, aient eu lieu et qu'on ne souhaite même pas entendre un délégué de pays dominé. Il ajouta qu'il allait le faire et releva : « *C'est la première fois que vous allez entendre un Arabe* ». Le délégué des TUC jamaïcain, Ken Hill, surenchérit, déplorant que les délégués des grandes nations aient donc « *le monopole de la sagesse* ». Il ajouta : « *Il est impensable que cette conférence puisse continuer* (...) *sans que l'on ait pris en compte les questions coloniales, lesquelles, nous vous le soumettons, sont les causes fondamentales de la guerre* »[73].

Le délégué du CIO, conscient de sa bévue, précisa qu'il ne voulait pas soumettre qui que ce soit au mode de pensée des grands Etats. Cependant, pour lui, la discussion avait permis d'éclairer le travail de la future commission ; ceci étant, il s'avoua prêt à retirer sa motion. La séance fut levée.

Dès la reprise, les délégués chypriotes, palestiniens et jamaïcains furent invités à apporter leur témoignage. Le délégué chypriote Ziartides exigea pour Chypre la fin de l'oppression coloniale et l'union avec la « terre maternelle », la Grèce. Dans l'immédiat, il fallait les libertés élémentaires, « *liberté de parole, de presse, d'organisation et de réunion* ». Pour conclure, il ajouta quelques mots sur la Grèce et la résistance du peuple à l'invasion depuis trois ans et demi et en particulier la résistance de l'ELAS dont « *les quatre lettres ont été forgées dans le sang et le sacrifice du peuple grec dans son combat épique pour la liberté* »[74]. L'EAM et l'ELAS sont alors aux prises avec le gouvernement grec, gouvernement d'union comprenant même deux ministres communistes, suite aux marchandages churchillo-staliniens d'octobre 1944 ; l'Armée Nationale de Libération Populaire (ELAS) comprend qu'elle est en train de se faire ravir le pouvoir, conquis les armes à la main ; mais elle est contrôlée par le Front National de Libération (EAM), lui-même aux mains du PC grec, aligné depuis peu sur Moscou et qui est donc censé faire respecter l'accord qui laisse la Grèce sous le contrôle britannique. Au

---

[73] Hill Ken, délégué jamaïcain, in The voice of coloured labour, speeches and reports of colonial delegates to the world trade union conference, op. cit., p. 6.
[74] Ziartides A., délégué du Comité Syndical Panchypriote, in : The voice of..., op. cit., p. 9.

moment où Ziartides parle, l'ELAS qui contrôlait Athènes a quitté la ville, a demandé l'armistice, tandis que le rapport de force est favorable au gouvernement qui a récupéré les miliciens utilisés par les Allemands pour combattre la résistance et l'armée britannique. Quelques jours plus tard, les accords de Varkiza entre l'EAM et l'armée britannique (12 février 1945) consacreront la défaite de l'ELAS, sa dissolution et surtout, après le désarmement de ses combattants, le renforcement d'une terreur blanche qui conduira à la guerre civile de 1946-1949. Notons enfin que c'est pendant la période qui va de décembre 1944 à février 1945 que l'essentiel des opposants au PC (trotskystes) et des membres critiques à l'intérieur du parti furent éliminés. En effet, ils dénonçaient l'union nationale comme une duperie pour les opprimés[75].

Après Ziartides, c'est autour du délégué palestinien, J. Asfour, de dénoncer la double domination coloniale sur le peuple arabe : d'une part, les Britanniques en tant que puissance mandataire, mais aussi, « *le mouvement anti-syndical du sionisme en Palestine* »[76]. Bien que les Palestiniens se soient placés du côté des Alliés pendant la deuxième guerre mondiale, ils sont traités de la même façon qu'à l'issue de la première. La classe ouvrière arabe sera-t-elle abandonnée par ses camarades du monde entier et le combat qu'elle avait abandonné d'elle-même contre le sionisme, dans l'intérêt du monde entier, relancé pour satisfaire le mouvement réactionnaire sioniste ? Les persécutions des juifs d'Europe ont toujours été condamnées par les Arabes. La classe ouvrière arabe a condamné toute discrimination raciale. Certes, on sait que « *le mufti de Jérusalem et Fawgi el-Kaouati, autre dirigeant de l'insurrection palestinienne, se feront les instruments du fascisme* »[77].

Enfin, le Jamaïcain Ken Hill, connaissant « *la valeur de la liberté et de la démocratie* (...) *et membre de la classe ouvrière, combattant, travaillant, espérant et priant si fort pour l'extension de la charte atlantique aux peuples*

---

[75] Prager R., Les Congrès de la IVème Internationale , tome 2, op. cit., p. 465.
[76] Asfour J., membre de la Société des travailleurs arabes de Palestine, The voice of..., op. cit ., p. 10.
[77] Weinstock Nathan, Le mouvement révolutionnaire arabe, Paris, Maspero, 1970, 143 p.

coloniaux »[78], proposa qu'on intègre la question de l'autodétermination pour les peuples coloniaux ou assujettis.

Durant les autres discussions, d'autres représentants des peuples dominés intervinrent lors du débat sur la création d'une fédération syndicale mondiale (Annan, de la Gold Coast et Rabinovitz, des travailleurs juifs de Palestine).

Le 13 février, l'ordre du jour fut bouleversé pour envoyer aux trois « grands », le président Roosevelt, le maréchal Staline et le premier ministre Churchill, un télégramme de félicitations après la conférence de Yalta pour ses résultats encourageants. Lorsque, au nom de la commission de l'ordre du jour, M. Reid Robinson voulut mettre aux voix cette motion, le délégué palestinien, J. Asfour, demanda la parole pour faire ajouter au télégramme : « *La conférence relève aussi avec une profonde satisfaction le droit des peuples à choisir la forme de gouvernement qu'ils souhaitent* ». En effet, le télégramme ne faisait référence qu'à des faits intéressant l'Europe. M. I. A. T. Wallace-Johnson, de Sierra Leone, apporta son soutien à l'amendement. Le vice-président Robinson proposa de renvoyer l'amendement devant la commission qui, en définitive, reconsidéra le texte de son télégramme en ajoutant que « *tous les peuples pouvaient avoir le droit de choisir leur propre gouvernement* »[79].

Le débat sur la préparation de la conférence de Paris de septembre-octobre 1945 qui donna naissance à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) ne posa pas de problème aux peuples coloniaux, même si leur représentation était limitée (deux délégués du Commonwealth britannique sur dix-huit membres, aucun délégué des colonies françaises). Cependant, comme il ne s'agissait que d'une conférence préparatoire et que l'essentiel des problèmes posés concernait la survie de la Fédération syndicale internationale pour certains et la naissance d'une nouvelle fédération syndicale mondiale pour

---

[78] Hill Ken, membre du Trade Union Council of Jamaïca, The voice of..., op. cit., p. 11.

[79] Robinson R., vice-président de la conférence et délégué du CIO, The voice of...,op. cit., p. 16.

d'autres, et qu'enfin les coloniaux ne représentaient qu'une minorité de syndiqués (5,1 millions sur plus de 65 millions d'adhérents revendiqués[80]), la question de leur représentation en grand nombre ne fut peut-être pas essentielle, en tout cas pour les représentants des colonies britanniques.

Le dernier point de la discussion générale concerna la reconstruction dans l'après-guerre et les demandes immédiates des syndicats. Ce fut là l'occasion pour beaucoup de délégués des peuples coloniaux de prendre part à la discussion.

Le premier intervenant issu des colonies, le délégué de Sierra Leone, Wallace-Johnson, rappelle qu'il a été emprisonné ou exilé pendant cinq ans simplement parce qu'il était syndicaliste. Puis il ajoute que les blancs ne pourront être émancipés tant que les noirs seront esclaves. Il avance alors trois revendications immédiates concernant les colonies d'Asie, d'Afrique, des Caraïbes, des îles du Pacifique, de Guyane britannique, des îles Maurice et de Ceylan :

1. abolition de la ségrégation et de la discrimination raciale dans les emplois publics et privés.
2. abolition du travail forcé, du travail des enfants, du « peonage » et de toutes les formes d'esclavage officiel ou déguisé.
3. abolition du « fouettage » et autres formes de punition pour infraction aux contrats de travail aussi bien que les sanctions pénales pour de telles infractions.

Il demande ensuite, « *dernière question mais non la moindre* », que la législation du travail et la législation sociale aux colonies puissent être alignées sur celles des métropoles ou simplement copiées sur elles. Il demande enfin l'application de la clause 3 de la Charte de l'Atlantique concernant le libre choix du gouvernement et la restauration de ce droit pour les pays qui en ont été privés de force. Les délégués du Nigeria (Bankole), de l'Inde (S. K. Pra-

[80] Michel J. F., « La scission de la Fédération Syndicale Mondiale, 1947-1949 », Le Mouvement social, n° 47, octobre 1981, p. 39, note 2.

manik) et de la Côte de l'Or (J. S. Annan) reprirent les mêmes propositions en y ajoutant des éléments propres à leur pays.

Ainsi cette conférence voyait dans le domaine syndical émerger une force issue des colonies... britanniques.

La réflexion fut amplifiée par la troisième conférence où apparurent les colonisés. Cette fois encore, il ne s'agissait pas de les faire tous apparaître puisque au Congrès Panafricain de Manchester de septembre-octobre 1945 manquent, selon E. Mbokolo, « *les représentants de l'Afrique centrale, australe et francophone ainsi que les noirs des Etats Unis (...) et les blancs qui jusqu'alors avaient pourtant témoigné de leur intérêt* »[81].

Mais que sont ces conférences panafricaines ? Si nous suivons G. Padmore, le panafricanisme, à l'origine, surgit comme « *une manifestation de solidarité fraternelle entre Africains et peuples d'ascendance africaine* »[82] et peut être daté de la fin du XIXème siècle lorsqu'un avocat de Trinidad, Me Henry Sylvester-Williams, noua des relations étroites avec des gens originaires de l'ouest africain pendant et à l'issue de ses études secondaires. Plus tard, « *il remplit le rôle de conseiller juridique auprès de plusieurs chefs africains et d'autres dignitaires indigènes qui visitèrent le Royaume Uni, en missions politiques au Colonial Office* »[83].

L'Afrique connaissait alors de nombreux conflits raciaux du fait de la volonté britannique et de celle des colons de s'accaparer de nombreuses terres appartenant aux tribus. Me Sylvester-Williams, pour combattre cet impérialisme britannique, convoqua une conférence africaine à Londres en 1900 qui réunit un trentaine de délégués venant essentiellement d'Angleterre, des Antilles et, pour quelques uns, d'Amérique du Nord. L'idée de panafricanisme était née. Elle ne revécut qu'après la première guerre

---

[81] Mbokolo E., Afrique noire et civilisation, t. 2, XIX et XXèmes siècles, Paris, Hatier, 1992, p. 446.
[82] Padmore G., Panafricanisme ou communisme ?, op. cit., p. 129.
[83] Idem, p. 129.

mondiale, avec le docteur William Edward Burghardt Du Bois qui, de 1919 à 1945, organisa cinq conférences internationales et formula son programme. L'idée de W. E. B. Du Bois qui s'opposait au garveyisme, mouvement pour le retour en Afrique, souhaitait plutôt regrouper les hommes noirs en un front uni, dans le but certes de résister à l'agression européenne mais surtout, en raison de la puissance et de l'armement de l'Europe et de l'Amérique, de dialoguer et se concerter afin qu'il s'ensuive « *non pas la guerre raciale et l'opposition, mais une coopération plus étendue avec les dirigeants blancs du monde, et une chance de développement pacifique et accéléré des noirs* »[84].

Ainsi, avant le Congrès de Manchester d'octobre 1945, les Africains avaient démontré leur réveil politique et leur capacité de s'affirmer puisque la fédération possédait sa revue, International African Opinion, dirigée par C. L. R. James[85] et William Harrisson, et débattait des méthodes et formes d'organisation, de tactique et de stratégie pour la lutte de libération, de non violence et non coopération gandhienne appliquée à l'Afrique. De nombreux opuscules traitant des problèmes coloniaux, des études spécialisées furent écrits par des membres de la Fédération Panafricaine : Histoire des révoltes nègres, de C. L. R. James, En face du Mont Kenya, de Jomo Kenyatta[86], L'Afrique et la Paix mondiale, de G. Padmore, etc.

C'est la section britannique de la fédération panafricaine qui prépara le congrès, en même temps que se tenait la conférence de City Hall, préparatoire à la fondation de la FSM. Cela permit un appel conjoint de la Fédération et des représentants des travailleurs noirs à envoyer des représentants au

[84] Du Bois W. E. B., Dusk of Dawn, p. 274-275, cité par G. Padmore, op. cit., p. 131.
[85] C. L. R. James (1901-1989), Antillais de Trinidad, petit fils d'esclave, membre après son arrivée en Angleterre de l'aile trotskyste de l'ILP. Il écrivit une étude sur la révolution française aux Antilles : Black Jacobins, dans laquelle il abandonnait une approche eurocentrique. Il participa au congrès de fondation de la IVème Internationale puis partit aux USA. Il rompit en 1940 avec le trotskysme sur le problème de la nature de l'URSS en soutenant l'idée d'un capitalisme d'Etat. il revendiqua jusqu'à sa mort une certaine fidélité à Trotsky.
[86] Le titre habituel français est Au pied du Mont Kenya, le titre anglais étant Facing Mont Kenya; le traducteur de G. Padmore adopte la traduction littérale du titre.

cinquième congrès panafricain dont les dates coïncidaient avec la conférence de la FSM de Paris.

En mars 1945, à Manchester, un secrétariat fut mis en place pour décider du programme et désigner les rapporteurs. Il était composé de P. Milliard, de Guyane britannique, T. R. Makonen, de G. Padmore, des Antilles, de K. Nkrumah d'Afrique occidentale, de P. Abrahams d'Afrique du sud et de J. Kenyatta d'Afrique orientale. La nette victoire travailliste lors des élections de juillet 1945 en Grande-Bretagne apporta une note d'espoir aux organisateurs du congrès qui s'empressèrent d'adresser au premier ministre travailliste, M. Attlee, une lettre ouverte dans laquelle ils proposaient au nouveau gouvernement des mesures immédiates, gages d'un bon vouloir vis-à-vis des Africains. Parmi ces mesures, on retrouve une réforme agraire pour le Kenya, une réforme électorale pour la Sierra Leone, la fin de la punition à coups de fouet et une réforme de l'éducation aux Antilles et dans l'ouest africain, l'abrogation de certaines ordonnances sur la déportation pour sédition ou littérature indésirable, une législation contre la discrimination raciale, l'application du principe « à travail égal, salaire égal » et l'engagement du parti travailliste de s'opposer à la raciste Afrique du Sud. La pétition de principe proposait aussi la réunion d'une conférence inaugurant une « *période de coopération, d'association, opposées à la domination. Ce serait un grand pas vers le siècle de l'homme moyen* »[87].

Le gouvernement travailliste ne répondit pas à cette tentative d'établir le contact.

Selon John D. Hargreaves, *« le cinquième congrès panafricain qui se réunit à Charlton on Medlock, dans le district de Manchester, en octobre 1945, avait perdu en continentalité ce qu'il avait gagné en radicalisme* »[88]. La liste des délégués montre en effet un nombre important de militants syndicalistes d'Afrique noire et des Caraïbes venus assister aux débuts du congrès

[87] Padmore G., Panafricanisme ou communisme ?, op. cit., p. 167.
[88] Hargreaves J., Decolonization in Africa, Londres, Longman, 1988, p. 83.

de la FSM, des délégués étudiants africains résidant au Royaume Uni, mais, à l'exception d'un délégué togolais, tous les autres étaient anglophones, ce qui confirme l'appréciation tant de E. Mbokolo que de J. Hargreaves sur la sur-représentation de délégués issus des colonies britanniques. Comme on le verra par la suite, les positions radicales étaient dominantes.

La présence de W. E. B. Du Bois, malgré son grand âge (soixante dix-sept ans)[89], et de la première épouse de M. Garvey montraient la « *continuité avec le panafricanisme transatlantique* »[90].

Deux séances furent consacrées à la discussion sur le problème de la discrimination raciale en Angleterre, autour des rapports et interventions de plusieurs Ghanéens et de l'Africain du Sud, P. Abraham. La résolution qui fut tirée du débat exigeait que : « *La discrimination basée sur la race, la croyance ou la couleur soit déclarée offense criminelle par la loi* » et que « *tous les emplois et occupations soient ouverts à tous les Africains qualifiés* »[91] sans discrimination.

Les deux séances suivantes posèrent la question des colonies britanniques, françaises et autres de l'Afrique occidentale. K. Nkrumha fit le rapport introductif ; deux autres Ghanéens, un Nigerian, des étudiants de l'ouest africain et le délégué togolais intervinrent. La motion finale dénonçait la régression politique, économique que représentait la colonisation, tandis que l'évolution sociale n'était pas garantie, et stigmatisait le rôle du christianisme, identifié en Afrique occidentale « *avec l'exploitation politique et économique des peuples ouest-africains par des puissances étrangères* »[92]. L'unique solution pour les peuples de l'Ouest africain devenant bien entendu l'indépendance complète et absolue. Le problème sud africain et la situation des non-Européens furent traités par P. Abraham. J. Kenyatta rapporta les affaires d'Afrique orientale. Pour atténuer les tensions raciales en Afrique de

---

89 J. Hargreaves lui accorde 77 ans tandis que G. Padmore le rajeunit en lui attribuant 73 ans. Il semble que ce soit J. Hargreaves qui ait raison puisqu'il serait né le 28 février 1868, dans le Massachussetts.
90 Hargreaves J., op. cit., p. 83.
91 Idem.
92 Padmore G., Panafricanisme ou communisme ?, op. cit., p. 174.

l'Est, le congrès invitait le gouvernement travailliste à satisfaire les exigences des Africains comme l'abolition des lois agraires permettant aux Européens de prendre des terres aux Africains, la reconnaissance pour les Africains du droit de développer les ressources de leur pays, les libertés d'expression, de presse, d'association et de réunion, de vote, l'abolition du travail forcé, l'enseignement obligatoire, gratuit et uniforme pour tous les enfants jusqu'à l'âge de seize ans. Les revendications de droits démocratiques et d'autonomie pour les habitants de l'Ouganda, du Tanganyka, du Kenya, de la Somalie, de Zanzibar étaient soutenues par le congrès, l'apartheid condamné. Face aux conflits d'Inde, d'Indochine et du Viêt-nam dans leur lutte pour l'indépendance, le congrès envoya un message de solidarité. « *Le congrès exprima aussi l'espoir qu'avant longtemps les peuples d'Asie et d'Afrique auraient brisé les chaînes plusieurs fois séculaires du colonialisme* »[93].

Selon G. Padmore, le congrès termina ses délibérations en lançant un défi aux puissances coloniales pour qu'elles honorent les principes de la Charte atlantique. « *De nombreuses résolutions du congrès avaient un aspect sévèrement anti-impérialiste* »[94]. E. Mbokolo ajoute : « *La vigueur et la fermeté des idées qui s'exprimèrent au congrès de Manchester mettaient en avant une nouvelle Afrique : celle qui marchait vers son émancipation* »[95]. Avec une vision a posteriori, J. D. Hargreaves relativise cependant le constat puisqu'il conclut l'un des chapitres de son ouvrage en notant : « *Où les colonialistes libéraux offraient des possibilités en s'engageant de façon constructive dans des réformes, les leaders locaux étaient impatients de répondre ; l'initiative restait toujours entre les mains de ceux qui recherchaient une décolonisation lente et contrôlée* »[96]. Ces dernières phrases justifient bien sûr l'affirmation précédente : « *Aucun responsable colonial qui lit a posteriori des textes sur cette assemblée ne peut ressentir d'inquiétude* »[97].

---

[93] Idem, p. 177.
[94] Hargreaves J. D., Decolonization…, op. cit., p. 83.
[95] Mbokolo E., Afrique noire et civilisation, op. cit., p. 446.
[96] Hargreaves J. D., Decolonization…, op. cit., p. 83.
[97] Idem.

Ces trois conférences, celle de la Ligue contre l'Impérialisme et pour l'indépendance nationale à Bruxelles en février 1927, celle de fondation de la FSM à Londres en février 1945 et le congrès de Manchester en septembre–octobre de la même année peuvent être considérées comme une première étape vers le Congrès des Peuples par la qualité des participants, les thèmes abordés, la volonté affirmée de régler le problème colonial, mais aussi par la prise en compte d'un phénomène nouvellement et massivement posé partout dans le monde au lendemain de la guerre : la nécessité de décoloniser, quelqu'en soit le moyen, puisque « *la destinée de nos camarades travailleurs de couleur était inextricablement liée à celle des travailleurs blancs* », de telle sorte que « *il ne pouvait exister d'Unité socialiste en Europe tant qu'il n'y avait pas de libération complète et l'indépendance pour les colonies opprimées des grands empires européens* »[98].

Les mêmes expressions avaient été employées à Bruxelles, Londres ou Manchester. On peut aussi rapprocher Puteaux de Bruxelles, Londres ou Manchester grâce à la présence à Puteaux de militants de tous les continents. Jean Rous reconnaît d'ailleurs lui même dans la Ligue anti-impérialiste de 1927 un précurseur de son action[99]. Cependant des différences de taille sont aisément repérables.

2. Préparation du Congrès des Peuples :

L'initiative du Congrès revient à ceux qui refusent, dans les milieux socialistes et syndicaux européens, la guerre froide et la division du monde entier entre ces deux pôles que sont les USA et l'URSS. Ils souhaitent la création des Etats Unis socialistes d'Europe, sorte de « troisième force internationale ». Cependant, lors de la conférence des 21 et 22 juin 1947, la dis-

---

[98] McNair John, secrétaire général de l'Independant Labour Party, en introduction à Report of the first International Conference of the people of Europe, Asie et Afrique contre l'impérialisme , Londres, National Labour Press, s. d., 124 p.
[99] Dans son ouvrage Chronique de la décolonisation, Paris, Présence africaine, 1965., p. 347.

cussion a fait apparaître que les Européens seuls ne pourraient résoudre ce problème de l'unité socialiste européenne. Les peuples dominés d'Afrique et d'Asie avaient un rôle essentiel à jouer. Il apparaissait clairement que le combat des travailleurs européens contre leur capitalisme et celui des travailleurs des colonies contre l'impérialisme européen étaient liés ; ce qui permettait à J. Mac Nair d'écrire : « *Aucun homme, aucune nation ne pourrait être libre lorsque d'autres sont opprimés* »[100].

De plus, le rôle des peuples opprimés dans la lutte de libération rappelle à Jean Rous l'Espagne. Dans Troisième force, il note : « *Les armées* [françaises] *de la zone d'occupation en Allemagne et du corps expéditionnaire en Indochine se préparent à jouer le triste rôle des formations franquistes du Maroc espagnol lors de la guerre civile de 1936* »[101], renvoyant en écho à sa remarque : « *Ce sont les Marocains du général Yagüe qui sont entrés à Barcelone* »[102].

Ainsi la Conférence internationale du comité d'étude et d'action pour les Etats Unis socialistes d'Europe décida-t-elle d'organiser un « *congrès des peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique* » afin que « *l'ensemble des questions de planification économique, de liberté nationale et d'émancipation sociale puisse être examiné à la lumière de l'interrelation entre les peuples des trois continents* »[103].

Pour W. Solano[104], la proposition d'ouverture sur les colonisés s'explique par deux facteurs : d'une part, les Anglais, par l'intermédiaire de Fenner Brockway et de l'ILP, sont en contact permanent avec les colonisés et à chaque réunion du Comité (qui s'appelera « Mouvement » à partir des 21-22 juin 1947) pour les Etats Unis socialistes d'Europe, Fenner Brockway arrivait en disant : « *Aujourd'hui, je vous ai amené tous les coloniaux d'Afrique* ». W. Solano ajoute d'ailleurs : « *Parfois, on a été surpris* ». D'autre

---

[100] McNair John, op. cit., p. 3.
[101] op. cit., p. 45.
[102] Rous J., Espagne 36-Espagne 39, la révolution assassinée, op. cit., p. 23.
[103] McNair John, Report of…, op. cit., p. 3.
[104] Dans un entretien qu'il nous a accordé à Barcelone, le 15/11/1992.

part, à l'intérieur du mouvement, des désaccords apparaissaient lorsque ceux que Solano appelle « les droitiers », Gironella et d'autres membres du Bureau, dont Marceau Pivert, prônaient une modification du nom, symbolique d'une modification de perspective. On passe du Mouvement pour les Etats Unis Socialistes d'Europe (MEUSE) au Mouvement Socialiste pour les Etats Unis d'Europe (MSEUE). Pour Pivert, « *le changement n'est pas mineur* ». Il avait en effet longuement expliqué à Meung sur Loire que, loin d'être une concession volontariste, ce sigle signifiait que « *seul le socialisme peut faire l'Europe* »[105]. Ce que C. Ronsac prolonge en relevant la position prise par Léon Blum, en avril 1948, lors d'une conférence sur l'Europe, quand il estimait aussi important pour le socialisme international de s'attaquer à la conception de la souveraineté qu'à celle de la propriété capitaliste et proposait de « *transférer à la communauté européenne toutes les portions de souveraineté qui excèdent l'indépendance* »[106]. Selon J. Kergoat, Guy Mollet avait dit, le 22 septembre 1947, au comité directeur de la SFIO : « *Notre solution est de faire les Etats Unis d'Europe avec l'espoir de faire les Etats Unis socialistes d'Europe* »[107]. D'autres, dont les militants du PCI et de Front Ouvrier (fraction trotskyste dans la CGT) préfèrent suivre la position traditionnelle de revendication des Etats Unis socialistes d'Europe. Pour W. Solano, donc, cette « *petite crise interne et la présence de militants des colonies autour de F. Brockway ou de l'ILP amena à l'idée qu'il valait mieux axer l'effort, pendant quelque temps sur un 'Congrès des Peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique'* ». Des contacts furent pris avec les mouvements de colonisés de France et de Grande-Bretagne ainsi qu'avec des hommes politiques du monde entier.

La plaquette d'invitation au congrès précise qu'il est « *organisé d'un commun accord par les représentants des mouvements démocratiques et socialistes de ces trois parties du monde. Son objet est d'unir nos peuples dans une même lutte pour mettre fin à l'impérialisme politique et économique*

---

105 Kergoat Jacques, Marceau Pivert, socialiste de gauche, op. cit., p. 241.
106 Ronsac Charles, Trois noms pour une vie, op. cit., p. 250.
107 Kergoat Jacques, Marceau Pivert..., op. cit., p. 241.

et de préparer un plan d'association pour nos continents sur une base démocratique et socialiste (...) ». Le texte continue en ces termes : « *L'Europe a été la citadelle de l'impérialisme. Depuis près d'un siècle la liberté est refusée à ses dépendances d'Asie et d'Afrique. La responsabilité de ce crime incombe à la vieille classe capitaliste dirigeante, mais les classes ouvrières d'Europe, dont beaucoup ont fait l'expérience de l'occupation et de l'exploitation étrangères pendant et depuis la guerre, souhaitent s'unir aux peuples d'Asie et d'Afrique pour mettre fin à l'impérialisme* (...)*. Si les peuples de ces trois parties du monde parviennent à unir leurs efforts pour établir des rapports nouveaux économiques et politiques, sur la base de l'égalité, de la liberté et de la coopération, un grand pas sera fait vers la libération humaine* »[108].

Sont alors invités des délégués au nom d'organisations (six mandats maximum), des personnalités, des observateurs et des visiteurs. Pour l'Europe, les invitants sont F. Brockway, C. Bourdet et B. Edwards des « Etats Unis socialistes d'Europe ». Pour l'Asie, Jayaprakash Narayan du PS indien, Tran Van Kuong de l'Action socialiste du Viêt-nam et N. G. Ranja de l'Union paysanne de l'Inde. Enfin, c'est Lamine Gueye, conseiller de la République et maire de Dakar, Abdulla Ben Kalil de l'UMMA soudanaise et Aziz Kessous des Amis du Manifeste algérien qui signent pour l'Afrique.

Puis, cette « *commission préparatoire du Congrès d'Europe, d'Asie et d'Afrique* [qui siège] *82 boulevard des Batignolles, Pavillon B, Paris, 17ème* » donne la liste nominative des personnalités qui l'appuient. La Grande-Bretagne compte vingt-quatre députés, quatre syndicalistes, trois écrivains et toute la direction de l'ILP. La France a le soutien du conseil national de la SFIO ainsi que de plusieurs personnalités de la Résistance (H. Barré, J. Badiou[109], G. Brossolette, H. Frenay, Jacquet, Deniau), des députés (Gazier, P. O. Lapie), des élus nationaux ou locaux (Alduy, Billebaut, Dardel, Navier,

---

[108] « Congrès des Peuples de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, Paris, du 18 au 22 juin 1948 ». ADPO, 96 J 166. La partie soulignée l'est aussi dans le texte original.
[109] Il s'agit du maire de Toulouse, Raymond Badiou ; l'initiale du prénom J. est donc erronée dans le document.

Rosenfeld) et enfin des militants socialistes sans mandat électif (Clair, Osmin, Pivert, Vaillant, de la fédération de la Seine de la SFIO, Rous du comité directeur de la SFIO et S. Wichène du comité international contre le racisme). Trois autres pays ont des délégués qui soutiennent l'idée de conférence :

- la Hollande avec le groupe « De Vlam », un ancien député (Stookis), Van Tijn, spécialiste des problèmes coloniaux de l'Indonésie, le président du syndicat des employés administratifs et le socialiste De Wolff.
- la Pologne avec trois membres du Parti socialiste polonais (Ciolkosz, Goralczyk et Zaremba).
- enfin la Grèce, représentée par quatre partis : le Parti socialiste agrarien (Benetatos), les Jeunesses panhelleniques démocratiques (Desylas), le Groupe socialiste grec (Papayoannou) et le Parti archéo-marxiste grec (Witte).

Le continent asiatique n'envoie que deux soutiens mais de taille. L'Inde dont il est écrit que le « *Mahatma Gandhi, avant d'être assassiné* (...) *parla avec le professeur N. G. Ranga (membre du comité du travail du Congrès national de l'Inde). Gandhi approuva les buts du Congrès et pria la professeur Ranga de venir au Congrès comme un représentant* »[110]. Le président du Parti du Congrès de l'Inde approuva la démarche, de même que le Parti socialiste de l'Inde qui déléguera quatre militants. L'autre pays asiatique représenté est la « *Korée* » dont le représentant du parti social démocrate sera M. le Docteur Syngman Rhee.[111]

L'Afrique offre un contingent important de personnalités représentatives. L'Afrique française soutient l'initiative par l'intermédiaire des députés et conseillers de la République socialistes (Ninine du Cameroun, Rabier d'Algérie, Aubame du Gabon, L. S. Senghor, C. Cros, L. Gueye et D. O. Soce du Sénégal et Bidet pour la Tunisie). L'Afrique britannique se manifeste avec des délégués du Congrès Syndicaliste du Nigeria (Awolowo, Davies,

---

[110] « Congrès des Peuples... », ADPO, 96 J 166, p. 3.

[111] S. Rhee n'est pas encore à cette date président de la République ni dictateur. Son image est encore positive car il n'a cessé de lutter pour l'indépendance de la Corée.

Ojike et Ogunseye). Le secrétaire général de la Convention Unie de la Côte de l'Or (O. Esseman) souhaite envoyer une délégation ; enfin, Wallace-Johnson, qui était à Londres pour la Conférence mondiale des syndicats, à Paris pour la FSM et à Manchester pour le Congrès panafricain, espère pouvoir venir au nom de diverses organisations de Sierra Leone. Le Parti UMMA du Soudan à Londres espère aussi pouvoir envoyer une délégation.

Enfin, des lettres de soutien arrivent d'Afrique du Sud (le sénateur Basner, le docteur L. Szur), du Congrès panafricain et du Secrétariat national ouest africain.

Les députés socialistes des Antilles et de Guyane (L. Damas, Y. Diallo[112], M. Valentino, Dr Very-Hermence et E. Very) apportent leur soutien ainsi que les Syndicats Unis et le Parti travailliste de Guyane britannique et le Parti socialiste des Etats Unis.

Au total donc, la représentation internationale paraît importante, même si l'on peut noter des carences évidentes comme, par exemple, la faible représentation annoncée du Maghreb ou de l'Indochine et le seul soutien de socialistes européens pour la Tunisie ou l'Algérie. On relèvera aussi l'absence de nombreux pays d'Europe et, en particulier, celle des Allemands, phénomène étonnant puisque l'un des buts de la conférence est la Paix. Quant à la sur-représentation socialiste, elle fait apparaître le Congrès comme un « appendice » politique international du Mouvement socialiste et peut-être même comme une tentative de revivifier la vieille Internationale ouvrière socialiste qui avait sombré à la veille de la deuxième guerre mondiale et dont la crise culmina en mai 1939 par la démission du président Louis de Brouckere et du secrétaire Friedrich Adler.

L'IOS est alors déchirée entre la volonté nationaliste du Parti travailliste qui refuse dans la lutte contre le fascisme une stratégie internationale, le neutralisme des Partis des petits Etats européens et le pacifisme d'une

[112] Yacine Diallo est noté comme député de Guyane alors qu'il est député socialiste de Guinée, élu dès la première constituante d'octobre 1945, reélu en juin 1946, confirmé en novembre 1946. Il décédera en 1954.

masse importante de la SFIO[113]. Au sortir de la guerre, plusieurs conférences posent la question de la reconstruction de l'Internationale. En mai 1946, à Clacton-sur-Mer, tous les partis socialistes, y compris ceux d'Europe de l'Est, abordent cette question. Cependant le Parti travailliste, le Parti socialiste italien et les Partis socialistes d'Europe de l'Est plaident pour une Internationale ouvrière unique, sur le modèle du nouveau né syndical, la FSM[114]. Un Bureau socialiste d'information et de liaison est crée en mai 1946. Le Bureau d'information des partis communistes (Kominform) naît, lui, en septembre 1947, tandis que le Comité de la Conférence Socialiste (Comisco) lui répond en novembre suivant.

En mai 1947, la conférence d'Anvers se contente de « *stigmatiser toute attaque contre la social-démocratie sans condamner le Kominform* »[115] lequel avait, pour sa part, appelé à « *lutter contre l'aile droite réactionnaire de la direction social-démocrate à l'Ouest* ». L'impossibilité d'une internationale unique n'apparaît qu'en février 1948 avec le coup de Prague et la condamnation du Kominform par la conférence internationale de Londres. Le schisme du mouvement ouvrier international est entériné. Aussi, l'absence de délégations communistes prévue au Congrès des peuples, le poids déterminant des partis socialistes, peuvent apparaître comme une volonté de recréer les conditions d'une future internationale, en même temps que le moyen le plus sûr, en ces débuts de guerre froide, de mettre en place un pôle non aligné à l'Ouest ou à l'Est, une « troisième force internationale », laquelle ne s'allierait pas avec le « centre-gauche ».

Le PS-SFIO veut jouer un rôle dans ce regroupement et l'utiliser pleinement, puisque dans une lettre à Marceau Pivert, P. Commin, secrétaire général adjoint chargé de la propagande, assure que le parti s'engage à prendre en charge les frais de sténotypie du Congrès des Peuples et alloue un crédit de 15 000 francs, à la condition que « *les travaux du Congrès*

---

[113] « Internationalisme et Internationale Socialiste, 1889-1989 », Cahier de l'OURS, n° 190, nov-déc 1989, p. 3.
[114] Idem.
[115] Idem.

soient mis à sa disposition et qu'ils puissent être utilisés pour sa propagande ».[116]

Le Congrès commence par un meeting à la salle Pleyel à Paris, le vendredi 18 juin 1948. Cette réunion publique est présidée par « *Marceau Pivert, membre du Comité directeur du PS-SFIO et président du Comité International pour les Etats Unis Socialistes d'Europe* »[117].

Y prennent la parole : Lamine Gueye, Blum, Noegroho, Hached, Varma, Ratsimamanga, Le Quang Dung, Bourdet et Brockway. A la tribune sont présents Edwards, McNair, Llopis, Solano, Serra i Monet, Papayoannou, Braun, Last, Bohy, Invikl, Renals, Pizarro, Mollet, Rous, Topalovitch, Zaremba, Saggi, Abrahams, Ajibola. Une fois de plus les orateurs sont essentiellement des dirigeants des partis socialistes d'Europe, d'Afrique et d'Asie à l'exception de Ratsimamanga, Bourdet, McNair, Solano, Last, Saggi, Abrahams et Ajibola. Le compte-rendu qu'en fait Franc-Tireur, le 19 juin, mentionne aussi à la tribune Mezerna du PPA, Bouabib de l'Istiqlal et Farès du Destour. J. McNair retranscrit les interventions des orateurs.

Marceau Pivert dénoncera la grave crise qui menace le monde et verra en la présence des participants un espoir de paix. Les peuples opprimés sont là, les Grecs, les Espagnols réprimés, les juifs et arabes sur l'estrade. « *Nous avons ici, en dépit de toutes les censures, secrets diplomatiques, barrières artificielles et parfois naturelles, hélas, un effort à faire de compréhension, de rassemblement de tous ces peuples qui souhaitent construire un nouveau monde* »[118]. F. Brockway continua en expliquant que c'était un congrès historique qui s'ouvrait ; « *Depuis toujours, l'Europe a été la citadelle de l'impérialisme et ses victimes viennent des deux continents* (...) *Aujourd'hui, les représentants de l'Europe vont travailler la main dans la main avec leurs camarades d'Afrique et d'Asie* »[119]. Lamine Gueye fut chargé de « *tourner une nouvelle page de l'histoire de l'humanité* (...). *Pour la première fois nous*

---

[116] Centre de Recherche sur l'Histoire des Mouvements Sociaux et du Syndicalisme (CRHMSS), fonds Marceau Pivert, 539 AP 38, lettre du 14 juin 1948.
[117] McNair John, Report of ..., op. cit., p. 17.
[118] Marceau Pivert, Discours au meeting, in : Report of the world Congress..., op. cit., p. 18.
[119] F. Brockway, idem, p. 19.

allons voir autour de la même table de conférence ceux qui étaient hier colonisateurs et colonisés ». Puis il ajouta : « *Pour nous, ce n'est pas rien d'avoir sur l'estrade ce soir le soutien moral et la présence effective de notre camarade Léon Blum* »[120].

Léon Blum rappela que l'Europe n'était pas unie, qu'elle n'était pas non plus une fin en soi et qu'elle n'était pas auto-suffisante. Il précisa : « *La colonisation ne peut être justifiée devant la raison ou devant la conscience tant que l'on s'intéresse à ses origines* (...). *Elle peut-être justifiée lorsque la métropole a amené la population colonisée à pouvoir tout faire sans elle et à se gouverner elle même en complète indépendance et avec tous les attributs d'un peuple moderne.* (...) *Depuis de nombreux siècles, la colonisation existe. Elle est le résultat de relations complexes* (...). *La solidarité continuera à exister même lorsque les peuples colonisés auront atteint une autonomie politique et c'est pour cela qu'il est impossible de concevoir un statut politique de l'Europe fédérale qui ne prenne pas la forme absolument équitable de nécessaire solidarité* »[121].

L'Indonésien Noegroho demanda la liberté pour son pays afin que les Indonésiens puissent combattre aux côtés de l'Europe pour la paix. Ferhat Hached de l'UGTT espéra que, pour une fois, on ferait quelque chose de neuf et de durable. Le professeur Varma rappela la division du monde en deux blocs et le souhait d'une absolue indépendance vis-à-vis de ces deux blocs. « *Si barrière il faut construire, elle doit être contre la guerre ; mais cela peut être aussi un pont tendant vers la paix* » [122], dit-il. Puis ce fut autour du délégué malgache, le professeur Ratsimamanga de souligner que c'était la première fois qu'un « *Malgache pouvait faire connaître le cas de l'île devant une audience socialiste* ». Il ajouta : « *Ce Congrès a pour nous un objet concret, celui de formuler des propositions d'action claires et décisives et de soumettre des idées libres de toute contrainte idéologique ou tactique* »[123].

---

[120] L. Gueye, idem, p. 19.
[121] L. Blum, idem, p. 20-28.
[122] Professeur Prahad Varma, idem., p. 21.
[123] Docteur Ratsimamanga, délégué malgache, aucune appartenance politique ne lui est attribuée, idem, p. 22.

Le délégué vietnamien prit alors la parole. Le Quang Dung précisa que la fin de la deuxième guerre mondiale avait créé l'espoir d'un changement dans les relations entre colonisateurs et colonisés. Mais de flagrantes violations de la souveraineté du peuple du Viêt-nam l'obligèrent à prendre les armes pour défendre son indépendance menacée. Il se retrouva unanimement rangé derrière ce grand patriote qu'est le président Ho Chi Minh. « *C'est notre devoir en tant que camarades de différents continents rassemblés ici quelques jours de chérir les principes du socialisme* », ajouta-t-il[124].

Claude Bourdet, éditorialiste de Combat , conclut la réunion en appelant avant tout à la paix entre Européens et peuples d'outre-mer, en Indochine, en Afrique et en Asie. « *Il est nécessaire que nous nous assistions les uns les autres* (...) ; *nos camarades de couleur nous ont dit qu'il était essentiel pour les Européens de travailler pour forcer leurs gouvernements à comprendre où étaient leurs devoirs et de les mettre en face de leurs responsabilités et si nécessaire de les forcer à le faire* (...). *Nous devons comprendre que nous combattons pour leur indépendance mais avant tout pour l'interdépendance* »[125].

Cette grande manifestation se termina bien après minuit aux chants révolutionnaires des divers pays.

On voit bien l'ambiguïté de ce meeting introductif : la plupart des Européens parlent de l'Europe, des Etats Unis d'Europe, de l'Europe socialiste ; les peuples coloniaux quant à eux demandent l'indépendance ; ils luttent pour celle-ci, parfois même contre ceux qui sont présents à la tribune. La gageure de réunir colonisateurs, mêmes socialistes, et colonisés est énorme mais elle semble d'autant plus avoir réussi que la liste des partis ou individus présents montre une réelle volonté de dialogue de la part des colonisés et, sans doute aussi, une soif d'exprimer les positions qu'ils défendent devant

---

[124] Le Quang Dung, membre de la délégation vietnamienne, idem, p. 22.
[125] Claude Bourdet, Résistant, fondateur du mouvement « Combat » et éditorialiste dans le journal, idem, p. 23.

leurs colonisateurs et de prendre contact avec d'autres mouvements coloniaux.

La liste des participants, telle que la donne J. McNair, montre, certes, des différences avec la liste d'appel : le nombre d'organisations est beaucoup plus important que sur la première liste. En effet, quatre vingt huit noms d'organisations apparaissent ; bien sûr, pour certaines, il ne s'agit que de mouvements dont le délégué ne représente que lui-même. Aussi le compte-rendu qu'en donne Franc-Tireur est-il peut-être plus fiable : trente-sept pays, vingt-sept organisations et trois cent vingt-cinq participants[126]. On peut aussi s'appuyer sur la proposition du bureau du Congrès des Peuples pour la répartition des votes[127].

Nous pouvons ainsi établir une répartition en cinq groupes d'organisations. Tout d'abord, les organisations considérées comme « grandes et nationales » qui ont vingt voix, les moyennes et petites qui disposent de dix voix ; les groupes nationaux et locaux peuvent utiliser cinq voix, les personnalités n'ayant que leur propre voix. Certaines organisations ne sont qu'observatrices.

Parmi les plus grandes organisations, l'Europe se trouve minoritaire avec l'ILP, le RDR, le Parti ouvrier socialiste du Luxembourg, le Parti socialiste ouvrier italien, le Parti socialiste ouvrier espagnol, le Parti ouvrier d'unification marxiste, la Section Néerlandaise de l'Union pour les Etats Unis d'Europe, le Syndicat national des instituteurs et le Comité international pour les Etats Unis socialistes d'Europe. Le Parti socialiste indien et le Lanka Sanra Samaja Party appartiennent à des Etats nouvellement indépendants (Inde et Ceylan). Tous les autres mouvements luttent pour l'indépendance de leur pays. Ce sont : l'UMMA soudanais (ou Parti de l'Indépendance), le Néo-Destour tunisien, le parti de l'Indépendance du Maroc (l'Istiqlal), l'UGTT tuni-

---

[126] « Au Congrès de Puteaux, les peuples opprimés contre l'impérialisme », Franc-Tireur, 20-21 juin 1948.
[127] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 166, Congrès des Peuples : proposition du Bureau pour la répartition des votes.

sienne, l'UDMA (de Ferhat Abbas) et le MTLD (de Messali Hadj) et le Parti socialiste indonésien. Il faut y ajouter deux délégations, l'une malgache et l'autre vietnamienne, qui toutes deux soutiennent le processus qui doit mener à l'indépendance.

Les organisations moyennes sont au nombre de quinze. L'Action socialiste révolutionnaire (dirigée par Y. Dechezelles, qui vient de quitter la SFIO, M. Beaufrère et L. Preziosi), le Parti communiste internationaliste (organisation trotskyste unifiée), le Mouvement laïque des auberges de jeunesse et l'Union internationale contre le racisme sont françaises et les trois premières au moins peuvent être considérées comme d'extrême gauche : l'ASR a tenté de fusionner avec le PCI et les JS exclus pour trotskysme ; quant aux Auberges de Jeunesse, elles furent des lieux de regroupement pour de nombreux trotskystes après guerre qui prirent même la direction des Auberges de Jeunesse laïques. D'Europe viennent aussi la section grecque du Comité d'étude et d'action pour les Etats Unis Socialistes d'Europe, le groupe Commonwealth, le Mouvement socialiste de Catalunya (scission du POUM menée par Rovira et quelques autres anciens leaders du BOC opposés à la fusion de 1935 avec l'ICE de Nin) et le Comité britannique pour les Etats Unis socialistes d'Europe. L'Inde délègue deux organisations dans ce deuxième groupe : les Bolcheviks-léninistes d'Inde et le Parti national du Congrès d'outre-mer ; l'Afrique britannique est représentée par l'Union des Nigerians d'Angleterre et d'Irlande et l'Union des étudiants d'Afrique de l'Ouest. Le Parti socialiste sud africain est présent ainsi que, pour les colonies françaises, le Comité philanthropique de défense du Cameroun et l'Union Progressiste Dahoméenne avec G. D. Zinsou, futur président de la République du Bénin (en 1969).

Les petites organisations sont essentiellement des partis socialistes ou socio-démocrates d'Europe de l'Est (Roumanie, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Pologne, Yougoslavie) et allemands, portugais, arméniens, ainsi que les organisations de jeunesse de la plupart des partis. De plus, on trouve le

groupe vietnamien de la IVème Internationale et des militants des Indes françaises.

A titre individuel, sont présents Pierre Naville, Michel Collinet, Jean Pierre-Bloch, Jacques Enoch. Parmi les observateurs « sans voix », on peut noter l'American socialist party, la CNT, la Fédération anarchiste, Force ouvrière syndicaliste européenne, le Panafrican Congrès et le PS-SFIO.

Si l'on essaie de regrouper les partis selon leurs affinités ou leurs lieux d'origine, on se trouve en face d'un grand nombre de partis ou groupes socialistes, que ce soient les partis officiels ou des partis issus de scissions ; c'est le cas par exemple du Parti socialiste des travailleurs italiens, qui a un peu plus d'un an d'existence au moment du congrès. Ce parti est né du congrès du Parti socialiste italien par la fusion de deux tendances « Initiative Socialiste » et « Critique Sociale » qui ont refusé l'unité d'action avec le Parti communiste italien, telle que la direction Nenni-Basso la proclamait. Ces deux tendances, celle de Matteoti et celle de Saragat, ont donc rompu au 25ème congrès du PSI, en janvier 1947, avec la majorité sur une ligne qui se voulait d'autonomie organisationnelle. Ils seront rejoints par I. Silone[128].

On trouve par ailleurs des groupes « socialistes » de gauche comme le POUM ou l'ILP mais dont l'influence est totalement différente du fait de la situation politique intérieure comme de l'implantation. L'ILP possède en Grande Bretagne des députés, une implantation réelle, un rôle dans les syndicats. Le POUM, en exil, est faible mais il n'a cessé de lutter depuis 1939. Il a continué d'exister tant en Espagne au sein du Front de la Liberté puis, à partir de 1943, sous son propre nom (reparution de La Batalla clandestine) qu'en France où nombre de militants participèrent à la Résistance ; certains furent arrêtés (procès du POUM à Montauban) et lourdement condamnés

[128] L'écrivain Ignacio Silone envoie un message à Jean Rous pour lui préciser que son groupe ne peut participer au congrès ca il mène un dur combat pour l'unité socialiste italienne mais qu'il est de tout cœur avec le Congrès des Peuples. (voir par ailleurs le livre III).

pour « *propagande antinationale et reconstitution de parti dissout* »[129]. D'autres, comme J. Rovira, organisèrent un réseau de passage vers l'Espagne dont nombre de membres étaient des militants du POUM. Rovira opérait à partir de Lyon, Toulouse et Perpignan et travaillait avec le SOE et le réseau Buckmaster[130]... tout comme « Libérer-Fédérer » et Jean Rous qu'il avait connu en Espagne en 1936.

De plus, le POUM vient de connaître lui aussi une scission avec la naissance, en avril 1945, du Mouvement socialiste de Catalogne. Plus que d'une scission, le MSC est le résultat de la fusion en Catalogne de l'Union socialiste de Catalogne, de la Fédération catalane du Parti socialiste ouvrier espagnol et de militants du POUM. Cependant, la direction en exil du POUM ne souhaitait pas cette fusion ; elle fut mise en minorité et rompit, entraînant avec elle près des deux-tiers de l'organisation, ce qui, en France représentait près de sept cents militants[131].

L'autre bataillon organisationnel est le mouvement trotskyste que l'on retrouve dans cinq organisations : le PCI, le LSSP, le groupe vietnamien de la IVème Internationale le Bolchevik Leninist Party of India, et la Revolutionary Communist League de Palestine.

Par ailleurs, certains militants trotskystes sont bien implantés dans d'autres organisations (le Labour Party, les Auberges de Jeunesse). Enfin, nombre d'anciens militants sont présents (Jean Rous, L'Huillier, David Rousset, M. Beaufrère, Pierre Naville).

Deux mouvements semblent importants : le Lanka Sama Samaja Party de Ceylan. Il est alors un petit parti de masse et certainement la principale section de la IVème Internationale[132]. Quant au groupe vietnamien, il est très

---

[129] Archives Départementales du Tarn et Garonne : 1 W 2, in dossier 5 W 17, 1c. « Procès du POUM, 1941-1942 ». Le procès eut lieu en novembre 1941, les arrestations dataient de février de la même année.
[130] Mitrani Thérèse, Denise : service d'évasion, Paris, Continent, 1946, 188 p.
[131] J. Monge, Note sur la question du POUM, 12 août 1945, CERMTRI,.
Historia del socialisme a Catalunya, 1940-1945, Barcelone, Columna PSC, 1994, 195 p.
[132] Moreau F., Combats et débats de la IVème Internationale, Hull, Vent d'Ouest, 1993, 334 p.

faible en nombre de militants au sortir de la guerre, alors qu'il était très influent en 1939. En effet, l'essentiel du groupe a été éliminé pendant l'insurrection de novembre 1940 ou sous la répression vichyste qui s'en suivit, sous l'occupation japonaise et enfin en 1945-1946, assassiné par les staliniens en septembre-octobre 1945 après la prise de pouvoir par les Viet-Minh et en réponse à l'activité et aux articles de presse parus dans Dôc Lâp (« Indépendance ») préconisant « *la confiscation des rizières et des terres pour les partager entre les paysans* » selon l'histoire officielle de la révolution d'août 1945[133]. Cependant, ce groupe vietnamien jouit encore dans l'immigration, à Paris et en province, d'un certain prestige ; par ailleurs, ses dirigeants au Viêt-nam sont reconnus ; ainsi Ho Chi Minh dira à Daniel Guérin à propos de Ta Thu Thâu : « *Ce fut un grand patriote, et nous le pleurons* », mais pour ajouter aussitôt d'une voix raffermie : « *mais tous ceux qui ne suivront pas la ligne tracée par moi seront brisés* »[134].

Parmi les trotskystes du Labour Party, on retrouve Betty Hamilton, députée. En effet, lors d'un débat dans l'après-guerre entre le secrétariat européen de la IVème Internationale et la section américaine de la même organisation (le Socialist Workers Party), face à la difficulté de construire directement le parti révolutionnaire, les Américains, par les textes de F. Morrow, proposèrent l'entrisme dans les partis socialistes. « *Le SE n'écarte pas 'l'entrisme total' dans des cas d'espèce ainsi pour le Labour Party de Grande Bretagne mais trouve que ce serait un 'suicide politique' dans d'autres pays où le travail de fraction dans les partis socialistes et staliniens doit être combiné avec l'activité trotskyste indépendante pour être pleinement efficace* »[135].

Mais le plus important des contingents vient des pays sous domination française. Le Maghreb domine avec les deux principales organisations algériennes, le Néo Destour, l'UGT tunisienne et l'Istiqlal pour le Maroc. Selon les témoins, le mérite en revient à Jean Rous. Il est de longue date l'ami de

---

[133] Chroniques vietnamiennes, n° 1, p. 18-19.
Devillers P., Histoire du Vietnam, 1940-1952, op. cit., p. 181.
Ngo Van, Viet Nam, 1920-1945, op. cit., Vème partie.
[134] Guérin Daniel, Au service des colonisés, Paris, éd. de Minuit, 1953, p. 22.
[135] Prager R., Les congrès de la IVème Internationale, t. 2, op. cit., p. 333.

Boumendjel (UDMA) et de Messali (MTLD) ; il connaît M. Masmoudi et F. Hached depuis 1945 ; quant aux militants de l'Istiqlal, la guerre d'Espagne les lui a fait rencontrer. Les délégués vietnamiens sont aussi là, tant pour obtenir une tribune que pour participer avec Jean Rous, qui a toujours été à leur côté, à un véritable débat pouvant déboucher sur des solutions au problème de décolonisation. Cependant, le paradoxe de la délégation est la présence de Nguyen Van Chi qui est dans les années 50 « *le représentant officieux du Viet Minh à Paris* »[136]. Pour P. Parizot, « *il n'était qu'officieux mais toujours très important en France. Il s'était rallié car, à l'origine, il devait être socialiste, anticolonialiste. C'est comme ça que je l'ai compris à l'époque* »[137].

Ainsi, avec en plus la présence comme observateur du Pan African Congress, on peut considérer qu'une grande partie du monde colonisé est présent. Certes, il n'est pas toujours représenté officiellement par l'organisation principale de résistance; néanmoins, on peut considérer le pari de réunir colonisés et colonisateurs dans une même salle pour débattre de la colonisation comme réussi. Le journal Le Monde, daté du 18 juin et paru la veille au soir du meeting, note : « *Le Mouvement International pour les Etats Unis Socialistes d'Europe organise à Puteaux du 18 au 22 juin un Congrès des Peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique qui groupera les militants de gauche des trois continents* (...). *Les socialistes de gauche ont compris que l'Europe ne pouvait vivre coupée des régions qui lui fournissent traditionnellement ses matières premières et ses débouchés extérieurs. De même, les anciens peuples coloniaux ont besoin de l'appui des autres nations. Mais aux anciens rapports fondés sur la force et l'exploitation doivent faire place des rapports nouveaux inspirés des idées d'égalité et de fraternité. L'idée est séduisante* »[138].

Il reste bien sûr à examiner de près ce qui est sorti de ce congrès.

---

[136] Devillers P., Lacouture J., Viet Nam, de la guerre française à la guerre américaine, Paris, Seuil, 1965., p. 42.
[137] Entretien avec P. Parizot et J. R. Chauvin, Paris, 02/07/97.
[138] Le Monde, 18 juin 1948, p. 5. Article, non signé, intitulé : « A. Puteaux, un congrès international socialiste groupera les militants de gauche des trois continents ».

3. Le déroulement du congrès :

Le samedi matin 19 juin, il est 10 heures quand le congrès ouvre ses travaux sous la présidence de Bob Edwards, dirigeant de l'ILP, de l'Union des Travailleurs de la Chimie et co-président du Comité international pour les Etats Unis socialistes d'Europe. Ce congrès se tient à Puteaux où la municipalité socialiste a prêté plusieurs salles. Derrière l'estrade, sur un fond rouge, trois continents sont représentés par des drapeaux de couleurs différentes. Au centre, sur fond rouge, un globe terrestre représente l'Afrique, l'Asie et l'Europe. En dessous, on peut lire l'inscription : « *Libres et Unis* », ce que l'on peut comprendre aussi par « *indépendance et coopération* », précise J. McNair[139].

Bob Edwards présente les quatre personnalités installées à la tribune et donne la parole au premier, Roger Deniau, maire socialiste de Puteaux, chargé d'ouvrir le congrès. Ce dernier respecte la tradition en remerciant d'abord les présents et les organisateurs d'avoir choisi la ville de Puteaux et souhaite que ce congrès soit une étape dans la construction d'un monde pacifié et d'une organisation qui oeuvre dans ce but au travers de la libération des peuples opprimés et du combat contre toute forme de totalitarisme et de racisme. Bob Edwards, après avoir remercié R. Deniau, déclare le congrès ouvert et passe alors la parole au président du comité d'organisation du congrès, le député du Labour Party, Fenner Brockway. Ce dernier en expose le déroulement :

- désignation du bureau de congrès, composé de trois membres par continent, désignés par chaque continent, bien sûr,
- discours de Jean Rous pour présenter les buts et propositions du congrès,
- rapport des organisations coloniales sur leur situation,
- division du congrès en trois commissions pour travailler sur :

* le rapport économique,

[139] McNair J., Report of...., op. cit., p. 24.

* le rapport politique,

* les problèmes spécifiques de la jeunesse,

- réunion plénière avec résolutions des commissions en vue d'un vote par le congrès.

Puis ce fut à Jean Rous, secrétaire de la commission de préparation du congrès, de prendre la parole. « *Il insista sur le fait qu'il faudrait aboutir à quatre conclusions positives :*

1. *accord sur les principes d'indépendance et de libre gestion des peuples tout en tenant compte de l'interdépendance du monde,*
2. *action démocratique des peuples pour résoudre les conflits sur des points concrets (Viêt-nam, Indonésie, Madagascar, Afrique du Nord),*
3. *plan économique pour les trois continents basé sur la libre coopération des peuples,*
4. *bâtir une organisation démocratique mondiale pour l'action* »[140].

Puis il ajoute : « *Ce congrès peut être, si nous le souhaitons, un des grands événements de notre époque. Il ne doit pas seulement être un congrès de plus parmi toutes les solennelles occasions à la mode mais l'expression, la démonstration pratique de notre volonté de réussir* ». Il conclut : « *La libération sociale et nationale des peuples doit être le travail des peuples eux-mêmes* »[141].

La séance de l'après-midi se fait sous la présidence de Lamine Gueye, député socialiste du Sénégal. Abderrahim Bouabib et Ahmed Alaoui, pour l'Istiqlal, présentèrent la situation coloniale du Maroc, dominé tant du point de vue politique depuis la signature le 30 mars 1912 du traité de protectorat que du point de vue économique. Or, c'est cette domination qui est bien plus dangereuse. De plus, pour Bouabib, la mise en place de l'Union française ne peut rien apporter au Maroc parce que, tout d'abord, elle a été définie et votée par le Parlement français qui représente le peuple de France,

---

[140] « Au congrès de Puteaux, les peuples opprimés contre l'impérialisme », Franc-Tireur, 20-21/06/1948, dernière page.
[141] McNair J., Report of..., op. cit., p. 28.

puis, « *on nous a dit : 'Voilà l'Union Français, vous n'avez qu'à l'accepter ou la refuser' ; dans la mesure où elle nous concerne, nous l'avons refusée* »[142]. Le refus s'explique par la rigidité du système qui ne peut, en aucun cas, être appliqué aux cas particuliers, comme le Maroc, par exemple. En définitive, selon Bouabib, le peuple marocain aurait plus à perdre qu'à gagner dans l'Union française. Cependant, la présence de l'Istiqlal au congrès s'explique car le temps est passé de l'indépendance absolue. « *Nous réalisons que les peuples, tous les peuples, doivent être unis* (...). *Mais nous donnerons notre adhésion à une condition : que nous soyons traités sur un pied d'égalité et que nous soit garanti le respect dû à un peuple qui lutte pour sa souveraineté et sa liberté* »[143]. Ensuite, A. Bouabib ajoute un dernier mot concernant la volonté des peuples arabes du Maghreb de se réunir, l'indépendance obtenue, en une confédération des peuples arabes. Ahmed Alaoui reprend l'essentiel des propos de Bouabib mais ajoute que les Européens en sont au stade où une part de leur souveraineté peut être abandonnée dans un mouvement fédéral, tandis que les peuples dominés avancent, eux, vers l'indépendance. Ces deux mouvements, perte de souveraineté et indépendance, doivent être complémentaires pour arriver à l'interdépendance entre les nations. « *On nous reproche notre nationalisme*, conclut-il, *nous sommes prêts à abandonner ce nationalisme si les peuples d'Europe arrivent à dépasser leur impérialisme car notre nationalisme n'est que l'enfant naturel de l'impérialisme européen* »[144].

Ce fut ensuite au tour de P. Abrahams, écrivain noir de Johannesbourg et représentant du Congrès Panafricain, d'expliquer les raisons de sa présence au Congrès des Peuples. D'un point de vue de culture socialiste, l'Europe est plus avancée que les autres continents, cela ne voulant pas dire que les autres peuples ne doivent être que « *les étudiants du socialisme européen* », ni que ces peuples sont prêts à construire seulement une organisation nationaliste. « *Non,* dit-il, *nous voulons former une organisation inter-*

[142] A. Bouabib, in : McNair J., idem, p. 28.
[143] Idem.
[144] Idem, p. 31.

nationale socialiste, car partout en Europe, en Afrique et en Asie, les peuples souffrent »[145]. Au risque de choquer les colonisés de France, P. Abrahams précise, sur le ton de la confidence, : « *A Paris, je n'ai pas peur de me promener seul. C'est vraiment quelque chose d'exceptionnel. C'est cette assimilation de votre pays qui rend impossible pour quelqu'un de couleur de se considérer comme un étranger. Les Britanniques pensent et agissent autrement (...). Ils ont inventé le mot 'ségrégation'* »[146]. Il donnera ensuite une idée très précise de ce que signifie ce terme en décrivant la situation des noirs en Afrique du Sud, en Rhodésie et au Kenya. Développant l'exemple de ce dernier Etat, P. Abrahams relève la responsabilité totale du capitalisme qui divise les travailleurs d'Afrique entre les noirs surexploités et les blancs qui participent à l'exploitation des travailleurs de couleur, transformant ceux-là en de véritables aristocrates du travail. Il insistera sur son désir de ne pas voir le congrès se transformer en fait en un « *congrès français* ».

Le délégué vietnamien, Le Quang Dung, dénonce la situation faite au Viêt-nam par la France. S'il reconnaît l'apport de certains « bienfaits » par la métropole, il en relève le coût très élevé pour le peuple et la civilisation vietnamiens. Depuis l'accord du 6 mars 1946, la politique française est celle du fait accompli. Le but en est clairement la mise en place d'un gouvernement autonome dans le sud afin de séparer cette partie du territoire national vietnamien. De plus, les opérations militaires continuent dans le Sud Annam ; une conférence « *dissidente* »[147] est organisée en août 1946, à l'initiative de l'amiral d'Argenlieu, alors même que la conférence de Fontainebleau tente de résoudre la question indochinoise. Enfin, le bombardement de Haïphong et autres agressions françaises font dire au délégué vietnamien : « *Face à ces multiples violations des accords officiels* (...) *le peuple du Viêt-nam était contraint de prendre les armes pour défendre son indépendance menacée* ». Puis il ajoute : « *Mais au même moment, par la voix de son président Ho Chi*

---

[145] Idem.
[146] Idem.
[147] Le terme est de Jean Rous, « Le conflit franco-vietnamien », Documents Populaires, n° 1, avril 1947, p. 10.

Minh, il déclare qu'il était toujours prêt à la négociation »[148]. Il appelle les socialistes français, comme ceux du monde entier, à agir pour mettre fin à la guerre fratricide du Viêt-nam[149]. Pour conclure, le délégué vietnamien se demande comment arriver à la paix. « *Il faut négocier avec le peuple du Viêt-nam dont le président Ho Chi Minh, ainsi que le disait si justement Léon Blum, apparaît comme le seul représentant authentique et qualifié* », propose-t-il[150].

L'Indien Phulan Prasad Varma, du Parti socialiste indien, prend ensuite la parole pour décrire la misère qui sévit en Inde et appelle les autres peuples, en particulier les plus riches, à ne pas laisser l'Inde isolée. Puis il présente son parti en expliquant qu'il vient de quitter le parti du Congrès car celui-ci ne souhaite pas apporter le socialisme en Inde. La résolution du comité exécutif du Parti socialiste insiste sur les deux mots-clés que sont Démocratie et Liberté. Le délégué voit en Inde le danger principal dans la multiplication des petits partis qui renforcent les forces totalitaires et les réactionnaires. A droite, il n'y a qu'un parti, il faut qu'à gauche, ce soit pareil. « *Aussi, nous appelons tous les partis à nous rejoindre pour construire le socialisme* », conclut-il[151].

Paul Alduy présenta ensuite les salutations du groupe socialiste de l'Assemblée de l'Union française (dont il était secrétaire). « *Le but*, dit-il, *de ce congrès est d'arriver à trouver une synthèse entre deux points de vue, celui de l'Europe qui souhaite arriver à la démocratie socialiste et celui de l'Afrique et de l'Asie qui, fasciné par l'idée d'autonomie et d'indépendance,*

---

148 Le Quang Dung, représentant du Viêt-nam, in McNair J., Report of..., op. cit., p. 33.
149 Ce terme de « fratricide » se trouvera plus tard employé dans l'ouvrage de P. Devillers, Paris, Saïgon, Hanoï, dans lequel il apparaît, page 355, à côté de celui de « guerre civile ». L'auteur en utilisant ce terme fait référence au mot utilisé par le général Valluy dans son rapport au président du Conseil, Ramadier.
150 Le Quang Dung, in : Report of..., op. cit., p. 33. Le délégué vietnamien ne fait cependant pas explicitement référence au « modus vivendi » de la baie d'Along, signé, en présence de l'ex-empereur Bao Daï, par la France et le général Xuan au nom du gouvernement central provisoire du Viêt-nam. La France y reconnaissait l'indépendance du Viêt-nam, tout en estimant que c'était à cet Etat à réaliser son unité.
151 Varma P., idem., p. 34.

semble parfois s'approcher d'une forme de nationalisme »[152]. Il est vrai qu'un traité, comme celui de l'Union française, suppose une égalité entre les deux partis. Or, l'Union française a été imposée au lieu d'être discutée autour d'une table ronde avec les représentants des peuples d'outre-mer. Mais la situation de malaise est moins grave avec les territoires et départements d'outre-mer qu'elle ne l'est avec les Etats théoriquement associés comme le Maroc, la Tunisie, le Viêt-nam ou Madagascar, avec lesquels il faut discuter autour d'une table ronde et non au moyen de la force militaire. L'orateur conseille ensuite la création d'un journal des peuples libres qui aurait une influence non négligeable sur l'opinion publique en Europe et dans le monde et la mise en place d'une forme de comité de co-organisation qui établirait le moyen d'arriver à la libération recherchée.

Le Ghanéen J. E. Appiah, de l'Union des étudiants d'Afrique de l'Ouest britannique, dénonce la domination coloniale européenne et rappelle que chez nombre d'Africains existe une idée de vengeance et que celle-ci ne peut que croître tant que les Européens ne seront pas revenus à la raison. « *C'est aux Européens présents ici de décider ce qu'ils veulent : la paix ou la guerre avec nos différents peuples ! Nous pouvons et souhaitons être camarades mais pour cela il est nécessaire que le droit triomphe sur la force* », déclare-t-il[153].

Le délégué de Madagascar, le docteur Rakoto Ratsimamanga, dont Jean Rous dit qu'il était le lieutenant du docteur Raseta au sein du Mouvement démocratique de rénovation malgache (MDRM)[154], est l'intervenant suivant. Il accuse « *les partis politiques d'extrême gauche française de porter une grande responsabilité* [dans ce qui s'est passé à Madagascar] *car ils ont eu peur de prendre une décision ferme* (...) *en inscrivant Madagascar comme Etat associé dans la constitution française* ». Puis il ajoute : « *La formule d'Etat associé aurait été l'expression juridique et constitutionnelle d'un ob-*

---

[152] Alduy P., idem, p. 35.
[153] Appiah J. E., idem, p. 36.
[154] Gauthier D., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 162.

jectif, lequel admet seulement l'abandon de la souveraineté, librement consenti, dans l'intérêt de la paix et des relations libres entre les peuples »[155].

Un délégué français, Daudy, du RDR, prend ensuite la parole pour rappeler en détail les persécutions françaises contre le peuple de Madagascar, ainsi que l'emprisonnement abusif des députés du MDRM, Raseta, Ravoahangy et Rabemananjara, élus de Madagascar, qui attendent leur procès. Le secrétaire de l'Union nigériane de Grande Bretagne et d'Irlande, Ojiako, rappelle qu'une des tâches essentielles de ce congrès est de réfléchir à un plan pour aider les divers peuples dominés à retrouver leur liberté. Aussi, il demande « *qu'une résolution incluant un plan de libération des peuples d'Afrique soit présentée à tous les gouvernements et au monde entier* »[156].

Ahmed Mezerna du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques d'Algérie (MTLD)[157] prend ensuite la parole. Il dénonce d'abord les conditions économiques de la colonisation de l'Algérie et, en particulier, les expropriations de terres et la *« servitude économique du peuple d'Algérie* [qui n'est que] *le résultat de la servitude politique* »[158]. Le tableau qu'il dresse de la situation montre l'absence de démocratie et des libertés élémentaires pour les Algériens tandis que la minorité européenne décide de tout. Certes une assemblée algérienne existe, d'ailleurs les députés musulmans de l'Assemblée nationale française ont voté contre[159], mais elle n'a que peu de pouvoir et est composée de soixante Européens et soixante musulmans, représentation pour le moins antidémocratique lorsque l'on sait que la proportion entre population musulmane et population européenne est de huit pour un. L'institution de l'Union française n'a jamais été acceptée par le peuple algérien mais imposée par la force ; de plus, elle n'a rien changé au système colonial. C'est le Parlement français qui contrôle la destinée des Algériens en lieu et place d'un Parlement algérien. *« L'Union française est née dans le*

---

[155] Ratsimamanga R., in : Report of..., op. cit., p. 37.
[156] Ojiako T. O. C., secrétaire honoraire de l'Union Nigériane de Grande Bretagne et d'Irlande, idem, p. 38.
[157] Il est aussi député d'Alger de novembre 1946 à juin 1951.
[158] Mezerna A., in : Report of..., p. 39.
[159] Loi portant statut organique de l'Algérie, adoptée le 20 septembre 1947.

sang des peuples et continue d'exister en répandant ce sang », ajoute-t-il. Il avance le chiffre de plus de quarante mille Algériens tués dans la répression qui suivit les événements de Sétif et de Guelma. « *Les soldats qui avaient contribué à la libération de la France ne retrouvèrent que ruines et cadavres à leur retour sur leur terre natale* ». Le MTLD appelle donc à la restitution de la souveraineté sur l'Algérie pour le peuple algérien afin qu'il puisse décider librement de sa destinée en conformité avec la Charte de l'Atlantique Nord. « *La seule solution démocratique et équitable est de procéder à l'élection d'une Assemblée constituante algérienne souveraine, élue au suffrage universel sans distinction ou de race ou de religion et dans des conditions absolument démocratiques* », préconise-t-il. Cette constituante rédigerait la constitution et résoudrait les questions posées au peuple algérien.

Pour conclure la journée du 19 juin, David Rousset prend la parole au nom du RDR et tente de définir ce sur quoi le congrès doit travailler. Pour lui, en effet, il ne suffit pas de rejeter les formes de l'impérialisme ; il ne suffit pas non plus de simplement rompre avec les méthodes de production capitaliste pour construire une société socialiste. Les vingt dernières années ont montré qu'une forme d'économie d'Etat pouvait être aussi féroce que l'exploitation capitaliste. Il faut, en fait, que la classe ouvrière, les travailleurs intellectuels ou manuels participent au contrôle de l'Etat et de l'économie. En aucun cas, bien sûr, le système colonial ne permet une évolution vers le progrès des masses colonisées. Le congrès se doit donc de demander que le procès de Madagascar ait lieu en France, devant un jury populaire avec des représentants des peuples coloniaux, de dénoncer la fraude dans les élections algériennes et d'exiger leur annulation et leur remplacement par des élections libres, d'exiger aussi la liberté d'organisation et d'expression pour le Maroc ainsi que des élections générales et, enfin, d'affirmer que la guerre doit être refusée au Viêt-nam, que les hostilités soient suspendues et que, sous le contrôle des Vietnamiens et de représentants des démocrates français, des élections démocratiques aient lieu pour déterminer les principes politiques à suivre dans ces régions.

A 20 heures, la première journée du congrès s'acheva.

Il s'agissait donc pour chaque organisation, de présenter ses revendications. Notons simplement l'attitude offensive des peuples dominés, sous-tendue par des revendications précises dont la principale est l'indépendance.

Toute la journée du 20 juin fut occupée par la réunion des trois commissions prévues : politique, économique et jeunesse. Chacune des commissions devait élaborer une résolution à soumettre le lendemain à l'assemblée générale. Dans son compte-rendu, J. McNair ne donne que le contenu de trois interventions faites à la commission politique. Pour lui, par leur caractère général, elles représentent une sorte de résumé de ce qui fut dit. Les notes prises par Jean Rous[160] et par Marceau Pivert[161] vont dans le même sens. Aussi nous en tiendrons-nous à ces interventions.

Zivko Topalovitch, du Parti socialiste yougoslave et secrétaire du bureau international de l'Internationale socialiste pour l'est et le sud-est de l'Europe, lança le débat en affirmant que la libération nationale, souhaitée par les peuples coloniaux, ne pourrait être obtenu tant que « *en Europe, après son unification et pendant le combat pour l'unification, la démocratie n'est pas assurée* ». Ainsi, sous un régime fasciste, militaire ou communiste, leur indépendance est exclue. Ce sont en effet la suprématie militaire et l'avance technologique qui ont donné aux Européens le pouvoir de dominer les colonies et si ces forces gouvernent en Europe, l'émancipation est impossible pour ces dernières. Il ajoute à l'intention des peuples dominés : « *Regardez la situation, camarades. Vous venez à Paris, aujourd'hui centre d'un empire colonial. Vous critiquez le régime et vous pouvez rentrer chez vous. Et nous qui vivons sous un régime totalitaire, non seulement nous ne pouvons critiquer ce régime dans notre propre pays mais, en plus, si nous prononçons un seul mot de critique à l'extérieur, nous ne pourrons rentrer*

[160] Rous J., ADPO, 96 J 166.
[161] Pivert M., CRHMSS, 559 Ap 38.

dans notre pays »[162]. Il conclut en rappelant que la seule méthode pour arriver à l'indépendance complète est le maintien de l'unité avec l'Europe démocratique, et par la remarque suivante : « *l'évolution vers le socialisme démocratique en Grande Bretagne* (...) *n'a-t-elle pas permis aux masses indiennes d'obtenir plus facilement leur indépendance ?* ». Simplement pour mémoire, notons qu'à cette période, Z. Topalovitch est attaqué en Yougoslavie et dans l'immigration yougoslave en France, pour de sordides histoires de prévarication. Mais, tout cela se révélera faux peu après. Il s'agissait peut-être de détruire un militant socialiste et, par là même, de discréditer une organisation au moment où la rupture Tito-Staline semble consommée.

Le socialiste kabyle Mohand Saïd Lechani, conseiller de l'Union française, intervient ensuite en souhaitant s'adresser tout particulièrement aux amis européens à propos de l'impérialisme. Revenant à l'origine du congrès, les Etats Unis socialistes d'Europe pour lutter contre la guerre, il rappelle que la guerre, que les Européens craignent, fut en fait le moyen utilisé pour dominer les autres continents. Il constate que aujourd'hui, les Européens semblent perdre leur supériorité militaire, scientifique et matérielle, et que « *c'est seulement aujourd'hui que vous parlez de justice et d'humanité* »[163]. Il ajoute qu'il parle, bien sûr, des gouvernements européens. Et si la peur que leur procure le risque de colonisation par les Etats Unis ou la Russie les amène à vouloir construire une troisième force internationale, « *nulle part le racisme n'est supprimé, les quatorze points du président Wilson sont bien oubliés* ». Il demande : « *Qu'arrivera-t-il à la Charte de l'Atlantique ou aux accords de San Francisco ?* »[164]. Pour conclure, il précise : « *Il est nécessaire de nous convaincre que la dignité et les droits de l'homme sont la véritable force motrice du travail pour l'émancipation humaine que vous essayez d'assumer . Je dois vous mettre en garde contre une escroquerie morale qui ne peut se terminer qu'en anéantissement* ».

---

[162] Topalovitch Z., in : Report of…, op. cit., p. 43.
[163] Lechani M. S., in : Report of…, op. cit., p. 44.
[164] Idem.

Enfin, dans leurs notes, Jean Rous et John McNair relèvent le discours ou plutôt l'intervention de Djelouli Fares, du Néo Destour tunisien. Celui-ci commence par une question : « *Ce congrès qui unit les démocrates est-il oui ou non contre l'impérialisme ?* ». Puis, il reprend le thème développé par Lechani sur le risque de duperie de la part des Européens. Rappelant que « *Léon Blum a dit la veille : 'Qui de nous n'est pas socialiste dans son fort intérieur et sa conscience ?'* », il se dit d'accord sur cette affirmation, « *mais*, ajoute-t-il pour conclure, *il faut que le socialisme soit la doctrine d'une vie raisonnable entre les hommes. Nous sommes d'accord, nous qui sommes encore colonisés* »[165].

Le président du Parti socialiste luxembourgeois, Michel Rasquin, préside la matinée du lundi 21 juin. Fenner Brockway prend la parole en premier pour dénoncer le refus du gouvernement grec d'accorder des passeports aux représentants du Mouvement socialiste grec, ainsi que celui du gouvernement général français de Tunisie d'autoriser les membres du « *Destour* » à obtenir un passeport pour se rendre au congrès. Il déplore les entraves et délais opposés aux délégués soudanais pour venir à Paris. Il propose une motion en ce sens, adoptée à l'unanimité.

Puis, le député travailliste regrette l'absence des délégués allemands. Il relève la présence d'un représentant du Parti social démocrate allemand, mais note qu'il s'agit de Max Cohen-Reuss, qui est en fait membre du groupe français du SPD. Fenner Brockway affirme ensuite que pour lui il n'y a ni vainqueur ni vaincu ; l'absence des délégués allemands est une perte pour le congrès ; pour relever l'Europe, ils sont nécessaires, d'autant qu'à aucun moment les socialistes allemands n'ont réclamé le retour des colonies allemandes. L'absence des délégués allemands reste inexpliquée ; ni les notes de J. McNair ni celles de Rous n'éclairent cette question. Pourtant, J. Rous est en relation avec les sociaux-démocrates allemands. Certains écrivaient dans La Pensée socialiste, comme G. Franz, A. Frisch et surtout K. Schu-

[165] Fares D., idem, p. 45.

macker[166]. Peut-être les autorités françaises ont-elles opposé un refus à leur invitation ou à leur entrée en France. Peut-être aussi, le SPD allemand n'a-t-il pas souhaité se rendre à ce congrès. La Sarre étant séparée de l'Allemagne dès 1945, elle a d'autre part obtenu un gouvernement particulier en 1947 et la prise en charge par la France de sa défense et des affaires étrangères ; cette situation était vivement combattue par le SPD et Schumacker en particulier reprochait à Adenauer sa faiblesse dans cette affaire et s'opposait fortement à la France. Ainsi peut-être ne souhaitait-il ni venir lui-même ni déléguer une autre personne. Nous en sommes réduits aux hypothèses[167].

Après cette introduction, les congressistes passèrent à la discussion sur le rapport économique ; le rapporteur en est Bob Edwards. Il relève d'abord trois problèmes distincts, celui de l'Europe, celui de l'Asie et celui de l'Afrique. Il affirme ensuite que le pessimisme du rapport préparatoire est pleinement justifié. Cette situation est due aux systèmes impérialiste et capitaliste ;les choses auraient pu être différentes si le socialisme avait été au pouvoir. Il résulte des travaux de la commission la nécessité d'instituer une commission sociale permanente qui devra en particulier réfléchir sur le problème des agriculteurs d'Asie ou d'Afrique mais aussi du monde entier. Par ailleurs, il serait souhaitable qu'un bureau chargé de la propagande popularise les décisions ou les opinions fondamentales du congrès.

Les principes retenus par la commission sont au nombre de quatre.

La première réflexion concerne l'Asie et l'Afrique. La volonté d'exploitation de ces continents par les Européens les a amenés à déporter et utiliser abusivement la population autochtone avec comme conséquences : famine, mort et détresse économique.

Le deuxième principe relève que l'essentiel de la production d'Afrique et d'Asie a servi en Europe, rendant ainsi impossible, pour ces continents, l'acquisition de machines et d'équipement.

---

[166] Kurt Schumacker a été élu président du Parti social démocrate allemand en mai 1944.

[167] Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier International, Allemagne, s. d. Droz J., Paris, éd. Ouvrières, 1990, p. 443.

Troisièmement, comme l'a illustré de façon dramatique le délégué tunisien, tout devait être importé de métropole, même les objets fabriqués à partir des matières premières produites dans la colonie. Ainsi les pays coloniaux ne pouvaient pas eux-mêmes pourvoir aux besoins des populations.

Enfin, la commission relève qu'il est impératif d'établir entre les continents, entre les colonisateurs et entre les colonisés eux-mêmes, une économie fondée sur la réciprocité et garantie pour l'avenir. Cela revient à dire que la production et la distribution des biens doivent reposer sur les besoins humains et non sur les exigences économiques. La domination actuelle des Etats Unis et de l'URSS repose sur le fait que l'Europe, l'Asie et l'Afrique ne sont pas unies, d'où la nécessité d'une coordination de ces continents.

La commission condamne les pays qui veulent continuer l'exploitation de l'homme par l'homme mais met en garde les représentants des pays colonisés contre la tentation et le risque de nationalisme, prôné par certains et qui ne saurait être la solution au problème. De même, elle se prononce fermement pour une coordination, qu'elle juge inévitable, alors que l'idée d'autarcie lui paraît totalement « *hérétique* » : toute production s'entendant pour soi, bien sûr, mais aussi pour les autres.

Après avoir encore souligné l'importance pour l'Asie et l'Afrique de faire de gros efforts de développement du système d'éducation, en particulier dans le domaine des sciences et techniques, et ce, sans imiter les systèmes européens, Bob Edwards déclare que la discussion peut commencer.

Le délégué trotskyste ceylanais interviendra en premier pour dénoncer le rapport de Bob Edwards. En effet, pour Vanniasinkam, du LSSP, les gouvernements coloniaux, y compris le gouvernement travailliste britannique, ne cherchent simplement qu'à produire et exploiter au maximum les travailleurs locaux. L'Inde ou Ceylan, pays essentiellement agricoles, ne produisent pas un quart de la production de l'Amérique. Ces territoires sont exploités sous forme de grandes propriétés foncières et le problème du congrès est de trouver les moyens de se débarrasser du joug de cette propriété. C'est aussi vrai pour l'exploitation industrielle. Pendant la guerre, le gouvernement britannique avait promis d'introduire des changements révolutionnaires. Il n'en a

rien été et le délégué ceylanais ne peut que constater que ce sont marché noir et famine qui triomphent partout, en Europe comme ailleurs. « *L'exploitation continue comme avant et le rapport lu et les paroles entendues ne sont que du papier et des mots* »[168], conclut le délégué. Jean Rous résume cette intervention dans ses notes ainsi : « *Désaccord avec Edwards car la Grande Bretagne ne cherche qu'une meilleure productivité en Inde ou à Ceylan* »[169].

M. Sabin, des Cercles socialiste et fédéraliste pour une République moderne, conteste l'utilisation du terme « *recommande* » retenu par B. Edwards à propos de la participation des populations à l'établissement des plans économiques. Il préférerait que soit utilisé le verbe « *demande* ». Ensuite, il relève que si le congrès se doit de recommander la socialisation progressive des moyens de production et leur contrôle démocratique, il ne s'agit pas d'une centralisation socialiste mais, au contraire, d'une décentralisation vers les populations qui prendront ainsi en main leur propre destinée. Les nouveaux peuples qui se gouvernent désormais eux-mêmes doivent éviter un centralisme excessif et trouver une structure évitant la bureaucratie. « *En résumé*, dit-il, *seule une évolution fédérale, c'est à dire la coopération de groupes ou de régions, équipées pour produire des biens nécessaires, unies sans frontières ou barrières douanières, peut donner de meilleurs résultats qu'une centralisation et une planification totale* »[170].

J. E. Appiah prend ensuite la parole pour relever l'absence de nouveauté dans le rapport soumis à discussion. Les auteurs du rapport, ainsi que les économistes auxquels ils se réfèrent, connaissent les volontés des colonisés et les projets actuels. Ces projets, britanniques ou français, auraient dû être critiqués. « *Examinons les problèmes à la lumière du socialisme* » propose-t-il[171]. L'interdépendance entre les nations et entre les hommes est une nécessité aujourd'hui. « *Nous avons besoin d'outils et sur-*

---

[168] Vanniasinkham R. H., in : Report of…, op., cit., p. 49.
[169] ADPO, fonds J. Rous, 96 J 166.
[170] Sabin M., in : Report of…, op. cit., p. 50.
[171] Appiah J. E., idem.

tout de confiance dans nos principes », ajoute l'intervenant. Pour lui, l'élément à éliminer en premier est la domination capitaliste. Il demande que le rapport soit réexaminé et qu'un rapport plus réaliste soit soumis à discussion. « *La vérité aujourd'hui est que, au milieu de l'abondance, il y a la famine et que le monde présente l'image de la misère. Réfléchissons là-dessus et présentons un plan concret reposant sur la réalité actuelle* », préconise-t-il[172].

J. O. Ajibola surenchérit en rappelant que l'exploitation économique des colonies existe et qu'il ne peut y avoir d'indépendance économique tant que chaque pays n'a pas la possibilité et la facilité d'exploiter lui-même son agriculture, ses ressources minières. « *N'oublions pas que dans les régions tropicales la famine subsiste au milieu de l'abondance* », rappelle-t-il. Pour remédier à cela, il souligne l'importance d'avoir un projet d'abolition de l'ancienne exploitation mise en place par les profiteurs et l'objectif de la remplacer par une exploitation rationnelle dont le but est, bien sûr, la satisfaction des besoins des peuples. « *Je demande que chaque pays soit dorénavant autorisé à développer ses propres possibilités, non seulement pour lui-même mais aussi pour les besoins du monde. C'est cela la coopération internationale. A la place de la dictature capitaliste dans la détermination des prix, il faut avant tout la coopération* », dira-t-il pour conclure[173].

Michel Rasquin engage alors B. Edwards à répondre aux intervenants, ce que celui-ci fera en précisant tout d'abord que le rapport est amendable et que, malgré ses imperfections, il est un document sérieux. Il développe ensuite l'idée selon laquelle il est préférable de construire pour le futur plutôt que de s'étendre sur le passé. « *Pour répondre au camarade trotskyste*[174] *qui conclut son intervention par un rejet du rapport, on voudrait penser que les auteurs du rapport sont les seuls responsables de l'état de chose actuel* », souligne Edwards qui continue en se défendant, et en précisant qu'il est anti-

---

[172] Idem, p. 51.
[173] Ajibola J. O., Union des Nigerians et des Ghanéens émigrés en Grande Bretagne et Irlande, Report of…, op. cit., p. 51.
[174] C'est ainsi qu'est désigné le représentant du LSSP de Ceylan.

impérialiste, qu'il l'a toujours été et qu'il continuera de l'être. Pour répondre sur le fond, il précisera qu'à son avis l'essentiel n'est pas d'entrer dans les détails mais de continuer le travail commencé. « *On ne peut faire de miracle en sept heures quand, depuis des siècles, des hommes ont vécu avec cette réalité quotidienne* », plaidera-t-il.

Il note ensuite que la commission est d'accord avec le deuxième intervenant, Sabin. Quant au troisième orateur, qui a insisté sur le thème de la responsabilité socialiste en dénonçant l'impérialisme et l'oppression qui continue à s'exercer, parfois sous la protection de gouvernements sociaux-démocrates d'Europe, B. Edwards reconnaît le bien fondé de son analyse, tout en relevant que les délégués socialistes ne représentent pas les gouvernements, qu'ils n'en sont pas responsables et qu'ils sont même là pour les critiquer. Il refuse d'entrer dans le jeu de la condamnation globale. *« N'oublions pas, par exemple, que le mouvement travailliste australien a refusé d'aider les impérialistes en Indonésie et qu'il a aussi refusé de donner des armes aux Hollandais* », fera-t-il remarquer. Bob Edwards répondra au quatrième orateur, qui regrettait l'absence de perspectives nouvelles offertes par le rapport, qu'il n'y a pas de manière nouvelle de résoudre ces problèmes. « *Il faut prendre encore l'ancienne route du socialisme ; nous devons prendre la route de l'égalité* » fut sa formule. Ceci étant, Edwards s'affirmera globalement d'accord avec le contenu de l'intervention d'Ajibola, en ajoutant : « *Sans aucun doute, la social-démocratie a failli dans de nombreux pays d'Europe parce qu'elle a essayé de suivre l'évolution trop lente de l'opinion publique de ces pays au lieu de leur donner la voie à suivre et de les diriger* ». Il redira une nouvelle fois : *« Nous ne sommes pas membres de ces gouvernements sociaux-démocrates* »[175].

Le président de séance passe ensuite au vote du rapport après avoir demandé au « camarade » qui avait demandé le rejet du rapport de ne pas persister dans sa démarche, en lui recommandant de bien voir qu'une telle

---

[175] Toutes les citations entre guillemets sont extraites de McNair J., Report of..., op. cit., p. 51 à 53.

attitude pourrait laisser croire que dans la commission ou dans le congrès certaines positions auraient pu être prises alors qu'elles n'étaient pas celles des peuples colonisés ; de plus, l'approfondissement de la réflexion est du ressort de la commission permanente. Le rapport fut voté à une énorme majorité puisque six voix seulement s'élevèrent contre.

L'après-midi du 21 juin fut consacrée, sous la présidence de l'Indien Phulan Prasad Varma, aux diverses autres résolutions.

La résolution sur l'Indonésie exigeant la création des Etats Unis d'Indonésie avec une large place consacrée à la République d'Indonésie, le départ des troupes néerlandaises d'Indonésie, la reprise des négociations, l'engagement de ne pas reprendre les combats en cas de rupture de celles-ci et enfin l'arrêt de la politique néerlandaise du « diviser pour régner » furent proposés par le représentant indonésien, Noegroho, et reçut le soutien de Jeff Last, le Néerlandais, heureux qu'à Paris un Indonésien socialiste et un Néerlandais socialiste puissent ainsi s'accorder alors qu'en Indonésie la guerre fait rage. La résolution fut votée à l'unanimité par applaudissements[176].

Le fondateur de Combat, Henri Frenay, membre par ailleurs du comité pour les Etats unis socialistes d'Europe, présenta ensuite la résolution politique. Pour ce faire, il proposa le texte original et les diverses suggestions apparues dans la discussion. Par ailleurs, il annonça que la résolution sur les problèmes spécifiques d'Asie et d'Afrique serait traitée en appendices.

Après avoir lu le texte, Pierre Frank, pour le Parti communiste internationaliste[177], remarqua que le texte proposé était en progrès par rapport au texte initial mais qu'il semblait encore insuffisant, en particulier dans sa dénonciation de l'impérialisme. Il précisa qu'il avait proposé un amendement demandant aux socialistes de refuser la confiance aux gouvernements qui poursuivaient des guerres coloniales et de ne pas voter de budgets et crédits coloniaux. Mais cet amendement a été refusé. Il ajouta qu'il ne voterait pas le

---

[176] Idem, p. 54-55 et 104.

[177] Le texte de John McNair relève « *Pierre Frank, Parti Communiste Indépendant, France* », erreur typographique ou souvenir de l'ILP ?

rapport car, entre autres, le Parti socialiste a aidé cette conférence et Blum a expliqué pourquoi, simplement, dans Le Populaire. En fait, cette conférence a pour but d'unifier l'Europe du plan Marshall avec ses colonies car, sans celles-ci, le plan Marshall ne peut être exécuté. « *En réalité, vous proposez des formes, moins brutales et plus raffinées d'impérialisme sur les peuples coloniaux. La résolution doit être rejetée et remplacée par quelque chose comme : c'est par l'union des travailleurs de l'Europe avec les prolétaires, avec les exploités des pays coloniaux que nous nous affranchirons de l'impérialisme et de tous ceux qui le soutiennent* »[178].

Victor Atalant, des Cercles socialistes et fédéraux pour une République moderne, rappelle qu'il ne peut y avoir de réelle indépendance pour une nation hors du cadre d'une organisation fédérale.

Henri Frenay reprend la parole pour rappeler deux amendements proposés par Topalovitch au nom des Socialistes de l'Europe de l'Est et soutenus par le POUM. Il précise que ces amendements ont provoqué une violente opposition de certains délégués d'Afrique du Nord, du Viêt-nam, de Madagascar et d'Inde. Le premier amendement porte sur le passage du texte original qui dit : «… *C'est le cas non seulement pour l'Allemagne, non seulement pour l'Europe de l'Ouest mais aussi pour l'Europe de l'Est* ». Les souhaits de ceux qui soutiennent l'amendement est que le texte original soit complété ainsi : « *qui est transformée en simple colonie par l'URSS suivant la forme traditionnelle de l'oppression coloniale* ». Le second amendement consiste aussi en un ajout au paragraphe concernant les USA et l'URSS ; il pourrait être rédigé ainsi : «… *l'expansionnisme soviétique lequel est, par exemple en Grèce, un des responsables de l'état de guerre actuel* ». Frenay répond : « *Il s'agit d'un problème fondamental ; mais en raison des situations différentes entre l'Europe de l'Est, d'une part, et les pays des délégués opposés à ces amendements, et en tant que rapporteur, je propose que ces problèmes particuliers soient posés lors de la discussion sur l'Europe, mar-*

---

178 Intervention et conclusion de Pierre Frank, in :Report of…, op. cit., p. 56 et ADPO, fondsJean Rous, 96 J 166 ; Jean Rous note ainsi l'intervention de son ancien camarade.

di ». Avec l'accord des délégués de l'Europe de l'Est, le débat est ainsi reporté.

Peter Abraham, représentant sud-africain du Pan African Congress,, intervint alors pour souhaiter qu'à la résolution de politique générale soit ajoutée une résolution sur l'Afrique du Sud, qui n'est pas une colonie. Cette résolution dénonce le système sud-africain de domination de la minorité blanche sur la majorité noire, et la ségrégation. L'orateur rappelle que ces questions ont été abordées dès le samedi après-midi. Un certain nombre de propositions apparaissent dans la résolution : abolition de la ségrégation, réforme agraire permettant aux paysans d'être propriétaires de leurs terres, lesquelles doivent être suffisamment grandes pour leur permettre de se nourrir, éducation égale et obligatoire pour tous, noirs ou blancs, amélioration des services de santé pour les noirs avec, en particulier, ouverture des hôpitaux. Ces demandes sont jugées comme minimales et, d'après P. Abraham, ne peuvent qu'être acceptées dans leur intégralité.

Henri Frenay répond d'abord à P. Franck pour répéter sa proposition car le but du congrès n'est pas que la ligne politique d'un parti triomphe totalement mais de tenter de faire un pas en avant, un grand pas en avant sur l'état actuel de la situation. « *Nous sommes unis pour cela* »[179]. Quant à la résolution de P. Abraham, il serait préférable de la diviser en deux parties : le début serait placé dans les généralités du rapport politique ; la 2ème partie, avec les thèmes particuliers à l'Afrique du Sud, pourrait être incluse dans un appendice sur cette question[180].

Au moment de soumettre au vote cette proposition, les délégués des colonies françaises souhaitèrent prendre la parole. On la leur donna après une courte pause.

L'avocat A. Boumendjel, de l'UDMA, prend le premier la parole pour rappeler que son organisation s'est prononcée contre la politique des deux blocs. Cependant la délégation considère que le rapport distribué semble

---

[179] Frenay H., in : Report of ..., op. cit., p.59

[180]On retrouve en effet les propositions de P. Abraham en appendice IV p. 112, 113 de l'ouvrage de J. Mc. Nair.

affirmer que les seuls Etats impérialistes sont les USA et l'URSS. C'est une vision fausse ; aussi il propose que tout ce qui dans le rapport ne pose pas de problème soit voté et qu'une discussion ait lieu sur, d'une part, les deux blocs et, d'autre part, la troisième force. Le messaliste Mezerna[181] lui succède pour s'inquiéter de la nature du congrès : congrès socialiste ou Congrès des Peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique ? En effet, il lui apparaît que dans les pays coloniaux, il n'y a pas que des socialistes, il y a d'autres tendances, mais que les mouvements de libération regroupent tous ces militants. Aussi le Congrès des Peuples doit-il recommander à ses militants d'agir de telle ou telle manière ; les socialistes ne sont qu'une organisation participante. A propos de la commission permanente proposée par B. Edwards, le matin même, A. Mezerna ne peut, au nom de son organisation, l'accepter car toute décision doit être entérinée par son organisation, aussi il ne pourrait avoir qu'une attitude réservée dans cette commission.

Enfin, il rappelle que les colonisés ne sont opprimés ni par les Soviétiques ni par les Américains mais par l'Europe. Et qu'ils sont venus à Paris pour travailler contre cet impérialisme. L'Europe ne peut les obliger à prendre position contre les autres blocs qui n'interviennent pas dans leur présent colonial. Il conclut en disant : « *Je suis persuadé, par conséquent, que ce congrès fera un travail utile et obtiendra l'unanimité pour ce travail, s'il évite des positions trop rigides et peut-être trop avancées et s'il prend bonne note des aspirations de tous les délégués qui, avec nous, protestent aujourd'hui* »[182].

Léopold Sedar Senghor intervient alors. Il est encore député SFIO du Sénégal jusqu'au 27 septembre 1948, selon J.P. Biondi[183] ou jusqu'en octobre, selon Janet G. Vaillant[184]. Il présente alors la position du groupe sénégalais. On sait cependant qu'il existe des divergences avec Lamine Gueye,

---

[181]En 1948, A. Mezerna est attaqué au sein du MTLD comme « véhicule du réformisme ». On cherche même, selon B. Stora, à démontrer qu'il est en guerre contre Messali Hadj. B. Stora, Dictionnaire biographique des Militants Nationalistes algériens, Paris, l'Harmattan, 1985, p. 298.
[182] Mezerna A., Report of…, op. cit., p. 60.
[183] Biondi J. P., Senghor ou la tentation de l'universel, Paris, Denoël, 1993, p. 49.
[184] Vaillant Janet G., French and African : a life of Léopold Sédar Senghor, Cambridge (EU), Londres, Harvard University Press, 1990, p. 228-229.

le vieux militant socialiste de St Louis. Il commence par rappeler l'opposition à la formation des deux blocs et, parallèlement, le désaccord avec une attitude tant anticommuniste qu'anti-américaine qui n'est en aucun cas constructive, et de ce point de vue il précise que, : s'il est « *en accord avec le précédent orateur*»[185], son accord est aussi fort avec le fait que le combat immédiat et concret doit se mener contre le capitalisme des pays non encore totalement alignés sur la Russie ou l'Amérique. Il est donc, pour ce combat, nécessaire et réaliste de coopérer avec les travailleurs de ces pays qui souffrent de l'oppression capitaliste.

Tout en renouvelant son accord avec Mezerna, Léopold Sédar Senghor insiste sur le fait qu'il faut «*mener ce combat* [la lutte pour l'indépendance] *avec les partis de la classe ouvrière européenne* »[186]. C'est d'ailleurs, pour Senghor, la justification de la conférence.

Puis c'est au tour d'Yves Dechezelles de prendre la parole. Comme on l'a vu, il a quitté la SFIO et son comité directeur et a fondé, avec des transfuges du PCI et des jeunesses socialistes, l'Action socialiste révolutionnaire. Tout d'abord il annonce que certains points du rapport sont inacceptables ainsi que certaines définitions. Il y a un impérialisme américain, un totalitarisme expansionniste soviétique mais aussi, incontestablement un impérialisme britannique et français. Certains orateurs ont fait référence à la « Troisième Force » qui ne signifie aucunement alliance des travailleurs d'Europe avec les peuples luttant pour leur indépendance, (ce qui d'ailleurs pour Y. Dechezelles doit inclure les travailleurs américains et soviétiques) mais qui est compris comme une coalition parlementaire et gouvernementale construite en réalité pour appliquer les volontés des impérialistes. C'est en tous cas la situation en France. Il juge dans le rapport qu'il manque aussi une phrase appelant à la solidarité, par la grève par exemple, et au combat des travailleurs européens et des peuples colonisés pour leur indépendance. Il fallait enfin inclure dans le rapport le refus du vote des crédits militaires pour

---

[185]L. Sedar Senghor, in : Report of ..., op. cit., p. 81.
[186]Idem.

les expéditions et la répression coloniale et le refus de participer aux gouvernements qui pratiquent cette répression et sont responsables de ces expéditions. « *Ce congrès doit raffermir les liens entre les travailleurs européens et les travailleurs luttant pour leur indépendance, et doit comprendre que la première étape pour les peuples coloniaux est l'indépendance* »[187].

Fenner Brockway propose alors une motion qui, d'une part, déclare le congrès en *« accord avec les déclarations des délégations qui refusent d'accepter d'être intégrées au combat entre les deux blocs. Le congrès donne mandat au bureau pour réexaminer le rapport politique en accord avec les représentants des organisations intéressées, dans le but de supprimer les passages sur ce thème* ». D'autre part cette motion précise : « *Le congrès accepte les parties du rapport qui se prononcent contre l'impérialisme en Asie et en Afrique* »[188]. Pour Fenner Brockway, le problème de ce congrès est l'incompréhension qui peut ressortir du fait que tout se fait en plusieurs langues et que les traductions peuvent entraîner des erreurs. Jean Rous dans ses notes complète la citation de F. Brookway ainsi : « *Le rapport ne peut pas dire que le système économique de l'URSS est un système socialiste, c'est ce qu'a fait dire une mauvaise traduction, tandis que l'auteur du rapport précisait 'l'URSS prétend avoir un système économique socialiste'* »[189].

Avant le vote par l'assemblée générale, Ferhat Hached, délégué de l'Union générale des travailleurs tunisiens, intervient pour relever l'aspect impressionnant du débat lié selon lui à la franchise qui l'a caractérisé, pas de non-dit ni de demi-mesures mais volonté de vérité sur les conditions de vie. Il soutient la position de F. Brockway de laisser de côté le problème des deux blocs et de concentrer l'attaque sur les impérialistes. Puis, dans ses notes, Jean Rous relève la parabole utilisée par son ami, F. Hached, « *Dans les pays coloniaux, actuellement, nous faisons office de petit agneau, dit-il, qui est perdu dans la brousse et alors le lion nous étrangle. Quand nous lui de-*

---

[187]Y. Dechezelles, in : Report of ..., op. cit., p.62
[188] Motion proposée par F. Brockway, in : Report of..., op. cit., p. 72.
[189]ADPO, fonds J. Rous, 96 J 166, Note personnelle sur le congrès des peuples.

mandons de bien vouloir desserrer son étreinte, il nous dit : 'non, je crains que le renard ne vous mange' ; mais alors nous vivons dans une jungle ou bien c'est le lion ou bien c'est le renard et si nous mourons dans cette bataille, ce sera pour la liberté et la dignité humaine »[190]. Une dernière intervention de J. Rous tente d'expliquer le « malentendu » sur le rapport. « *Dans les commissions*, dit-il, *le débat a porté sur l'impérialisme subi par chaque pays colonisé en excluant un débat politique général, alors que la résolution se voulait résolution générale de principe* »[191]. La motion Brockway au nom du bureau fut acceptée et la session de l'après-midi prit fin.

En soirée, après un intermède musical, J. McNair présida l'assemblée consacrée au rapport jeunes, à l'ensemble des autres résolutions proposées et à l'élection d'un organisme dirigeant.

Renée l'Hospitalier, des Jeunesses socialistes de France, lit la motion adoptée par la commission puis A. Alaoui, de l'Istiqlal, intervient pour lire une proclamation de la commission « jeunes » et apporter le soutien des délégations d'outre-mer au rapport et à la motion « jeunes ». Ce message, lu par Alaoui, soutient les jeunes des peuples dépendants, luttant contre l'oppression impérialiste mais aussi aux jeunes du monde luttant contre le fascisme et le capitalisme. Ils exigent pour tous l'indépendance nationale, la liberté et la démocratie et rejettent les guerres fratricides de Palestine, de Grèce et du Viêt-nam. Le rapport et la motion sont adoptés à l'unanimité.

Jean Rous, du bureau du congrès, précise qu'une commission a modifié le rapport politique dans le sens proposé par de nombreux délégués. Il est difficile d'avoir une nouvelle discussion. Il est préférable de passer au point suivant, c'est-à-dire l'élection du comité international, avant de voter les résolutions concernant l'Empire français et l'Empire britannique. La proposition acceptée, Marceau Pivert présente l'idée directrice concernant le comité permanent. Pour le bureau provisoire du congrès, il semble qu'il faut trente membres (10 par continent) qui travailleront jusqu'au prochain congrès. Tous

---

[190]Idem.
[191]Idem.

les postes ne sont pas pourvus car l'absence de certaines délégations l'empêche. Chaque continent se voit de plus attribuer des conseillers.

L'Afrique est représentée par le MTLD, l'Istiqlal, le Néo-Destour, le PS sénégalais et le Pan African congress, le parti socialiste d'Afrique du Sud, les étudiants d'Afrique de l'Ouest et l'Union des Nigérians de Grande Bretagne et d'Irlande, et un Malgache (du MDRM). Deux places resteraient donc vides en attendant un délégué du Soudan et un autre d'Afrique française (plutôt d'AEF). Trois conseillers permettraient d'équilibrer les susceptibilités avec l'UDMA, et à titre personnel Ouazzani et L. Sedar Senghor en froid avec L. Gueye.

L'Asie serait représentée par le PS indien, un représentant des Indes françaises, le PS indonésien, deux membres de la délégation vietnamienne, un membre du LSSP. Le Pakistan, la Birmanie et la Chine auraient un siège réservé. E. Marquis et un membre de l'Union des paysans indiens seraient conseillers.

Enfin, l'Europe aurait deux Britanniques (un ILP et un Labour Party) trois socialistes français, un Espagnol (membre du MSC), un socialiste néerlandais, un autre luxembourgeois et le dernier de l'Europe de l'Est. Une place pourrait rester vacante pour l'Allemagne. Afin d'équilibrer la représentation on ajouterait: un Espagnol (du POUM), un socialiste belge, un représentant de l'extrême gauche (ASR), C. Bourdet pour le comité international pour les Etats Unis socialistes d'Europe et P. Germa.

L'élection de tous ces militants ne posa aucun problème.

J. Rous reprit alors la parole pour rendre compte de la résolution sur l'Empire français. Il précise que la résolution est le travail d'une commission où le débat fut franc et libre entre les représentants des mouvements nationaux et ceux du mouvement socialiste, aussi l'accord n'en a-t-il que plus d'importance. Cette résolution apporte la solidarité du congrès aux peuples en lutte pour leur indépendance. Elle remarque que l'impérialisme français, pour se survivre après les difficultés dues à la guerre, a tenté une certaine rénovation beaucoup plus théorique que pratique puisque dans la réalité il a

foulé aux pieds les principes concernant l'égalité des droits des peuples sans distinction de race ou de couleur. Il a même, par la guerre et la répression policière, empêché l'application de ces principes. L'Empire français a disparu du vocabulaire pour être remplacé par l'Union française « *survivance de la dictature politique, économique et militaire de la Métropole* »[192]. Puis après avoir repoussé cette charte (l'Union française) imposée de l'extérieur sans consultation ni libre détermination des peuples, la résolution reprend pays par pays les propositions du congrès des peuples :
* Pour le Viêt-nam, elle propose la réunification des trois Ky, l'indépendance du Viêt-nam et des négociations avec la résistance et son dirigeant Ho Chi Minh.
* A propos de Madagascar, il est nécessaire de cesser toute répression contre le peuple malgache. Le procès contre les députés doit se tenir en France et non à Madagascar sous la pression des colons. Enfin, selon le souhait des représentants malgaches, le statut d'Etat associé à l'Union française doit être donné à Madagascar et une table ronde doit déterminer les conditions d'un Etat malgache.
* L'Afrique du Nord doit réaliser son unité, brisée par les colonisations, sous forme fédérale. « *Des Constituantes souveraines élues au suffrage universel, sans distinction de race ou de religion dans le respect de tous les éléments ethniques* »[193] décideront du sort de ces populations.

Puis on passa à chaque Etat d'Afrique du Nord et aux revendications spécifiques.

- pour la Tunisie :
    - levée de l'état de siège et action pour les libertés démocratiques
    - reconnaissance du Neo-Destour (dissout en 1946)
    - restauration de son Altesse M. Moncef Pacha Bey en exil à Pau

[192]ADPO, fonds J. Rous, 96 J 166, Résolution de la commission de l'Empire français et J. McNair, Report of..., op. cit., p. 115.
[193]Idem.

- abolition du protectorat

- pour la Lybie (malgré l'absence de délégués)

  - unité de la Lybie et refus des manœuvres colonialistes de division
  - droit à l'indépendance
  - fin des occupations militaires (françaises et britannique)

- pour l'Algérie (dont le statut a été imposé par la force, la fraude et la répression)

  - dissolution de l'assemblée algérienne
  - abrogation du décret Regnier [194]et de tous les textes d'exception
  - libération des emprisonnés politiques et amnistie générale
  - reconnaissance du Parti du Peuple Algérien et libération de Messali Hadj
  - respect et indépendance du culte musulman

- pour le Maroc (indépendamment de l'octroi de tous les droits démocratiques)

  - abolition du double protectorat franco-espagnol sur le Maroc, indépendance et souveraineté nationale, unité politique et intégrité territoriale
  - gouvernement national provisoire
  - élection d'une assemblée constituante
  - convention franco-marocaine en remplacement de l'ancien traité de protectorat[195] et pour déterminer les nouvelles bases entre la France et le Maroc.

---

[194]Du nom du ministre de l'intérieur M. Regnier, dans le cabinet Flandrin (novembre 34 - mai 35), qui, le 30 mars 1935, « [instituant] *le délit politique en Algérie, démontre par la même occasion que la souveraineté française entend se faire respecter. Toute manifestation contre ses représentants doit être punie en conséquence.* », Stora B., Ils venaient d'Algérie, Paris, Fayard,.1992, p. 41.

[195]Traité de Fes, 30 mars 1912, dans lequel le Maroc concédait à la France « *représentée par un commissaire-résident général, le soin d'assurer la défense et la sécurité du pays, sa représentation extérieure et la réorganisation de ses finances* », J. Martin, Lexique de la colonisation française, Paris, Dalloz, 1988, p.164.

* A propos de l'Afrique noire la résolution est plus vague puisqu'elle s'élève contre le racisme, demande l'application des libertés démocratiques et sociales et la mise en place d'un plan allant vers l'autodétermination. Le Cameroun et le Togo sont appelés à choisir démocratiquement leur sort.
* Le congrès proclame le droit des Indes françaises à disposer librement de leur sort.

Afin que les mesures proposées puissent être appliquées, le congrès appelle à une campagne résolue par la voie parlementaire, par la pression et l'opinion ouvrière et démocratique.

Il appelle aussi à protester contre les méthodes indignes d'un Etat civilisé employées dans les pays d'outre-mer et « *notamment à Madagascar, où furent exhumées des tortures illustrées par la Gestapo* »[196]. Le congrès s'oppose à l'utilisation d'un peuple contre l'autre, en particulier l'emploi de troupes coloniales dans les conflits vietnamiens et malgaches. Enfin, la résolution précise que indépendance nationale ne s'oppose pas à coopération internationale des peuples.
Comme cela était souhaité par J. Rous, la résolution fut adoptée à l'unanimité.

Betty Hamilton fit alors le constat qu'il n'y avait pas de motion sur l'Empire britannique car les délégués de l'Empire « *n'avaient pas obtenu toutes les facilités nécessaires* » pour venir en France. Aussi la sous-commission ne pouvait que proposer des amendements au rapport politique général. F. Brockway suggéra que les anticolonialistes britanniques et les anti-impérialistes des colonies se réunissent en fin de congrès pour préparer une résolution à soumettre au congrès de la même façon que les Hollandais ou les Français. Cela fut accepté. Cependant J. McNair, reprenant la parole, regretta l'absence de résolution quelle qu'en soit la raison.

---

[196]ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 166. Résolution, p. 5.

D'autres questions devaient être posées. La présence en Europe de deux Etats fascistes (l'Espagne et le Portugal), la proclamation du 14 mai de l'indépendance d'Israël et la première guerre israëlo-arabe ne pouvaient être passée sous silence par les participants.

Aussi deux motions concernent la péninsule ibérique et ses colonies. Celle du POUM apporte la solidarité du congrès aux travailleurs espagnols et aux nationalistes marocains qui combattent le franquisme ou sont dans ses geôles et engage les travailleurs du Monde à apporter leur aide et assistance à ceux qui luttent pour rejeter le régime de Franco. Par ailleurs, elle dénonce les manœuvres impérialistes qui ont pour objet le maintien du régime franquiste en Espagne. L'autre motion, signée par le Mouvement Socialiste Catalan, l'Istiqlal et le Parti socialiste portugais salue la lutte des peuples ibériques contre Franco et Salazar ainsi que la lutte contre l'oppression coloniale sur le Maroc espagnol.

Une autre motion souhaite le renforcement de l'Espéranto pour combattre l'obstacle à l'amitié entre les peuples que représentent les différentes langues. Elle demande en particulier l'apprentissage de l'Esperanto dans les écoles primaires de tous les pays.

La Palestine représente, bien sûr, une pierre d'achoppement entre les congressistes ; aussi assistons-nous pour la première fois à la mise au vote de deux motions contradictoires. L'une proposée par la minorité de la commission est défendue par Leslie C. Jenkin, membre de l'organisation « Common-Wealth », et propose des amendements à la motion majoritaire. Elle dénonce la guerre en cours dont les seuls bénéficiaires sont les impérialistes dans leur recherche des positions stratégiques et de puits de pétrole. Elle déclare que les socialistes juifs appellent les travailleurs arabes à la création d'un état binational en Israël et demande la renégociation à l'ONU du problème économique afin que les Palestiniens construisent une économie palestinienne saine pour les travailleurs palestiniens.

La seconde motion défendue par A. Boumendjel représente la majorité du comité et modifie certains points du rapport politique général. Pour éviter de diviser le congrès, elle ne soumet au vote que ce sur quoi la totalité

des délégués est d'accord. Cette résolution assez longue tente, au travers de la « *dénonciation de la responsabilité de l'ONU* »[197], qui n'a pas été capable de dépasser les anciens conflits en Palestine en ne proposant pas les bases d'une coopération des deux peuples pour l'avenir, de trouver « *un nouveau point de vue* »[198] que reconnaissent à la fois les obligations internationales et les droits des arabes et des juifs en Palestine. La solution passe par l'unité des masses juives et arabes et doit s'appuyer sur les ouvriers et les paysans des deux communautés. « *Il ne peut y avoir d'autre solution qu'une fédération socialiste du Proche et Moyen-Orient, l'intérêt national étant subordonné aux intérêts de toute la fédération* ». Les coopératives, les communautés agricoles y compris dans leur aspect de vie égalitaire, leurs syndicats et leurs mouvements coopératifs doivent servir d'exemple pour la région. Une des tâches des socialistes juifs est d'étendre aux masses travailleuses arabes les avantages de ce mode de fonctionnement économique, des syndicats et du mouvement coopératif. Le refus du développement sur la base fermée de la race dans des endroits où les arabes sont majoritaires est une nécessité. Un plan de développement économique de la Palestine peut permettre d'accueillir tous les arabes et tous les juifs qui désirent y vivre en particulier par le contrôle et le développement de la vallée du Jourdain sur la base de ce qui a été fait avec la Tennessee Valley Authority, une égale participation au projet doit être donnée aux deux communautés. L'immigration juive et l'immigration arabe pourraient être garanties.

C'est en fait aux habitants de la Palestine eux-mêmes de résoudre le problème de la Palestine. On ne peut que condamner sévèrement les impérialistes qui excitent juifs et arabes les uns contre les autres en un combat fratricide. L'ONU sous le contrôle de la Grande-Bretagne et des USA rend impossible une solution au problème palestinien. Le congrès appelle les travailleurs juifs et arabes à renforcer les forces socialistes et syndicales pour

---

[197] Cette citation est le titre d'un paragraphe de la résolution « Boumendjel » sur la Palestine.
[198] Cette citation constitue aussi le titre d'un autre paragraphe de cette résolution.

résoudre eux-mêmes le problème de leur émancipation et aussi à prendre leur place dans les mouvements socialiste et syndicaliste.

Voilà donc ce que fut cette conférence mondiale de fondation du Congrès des Peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique contre l'Impérialisme.

Pour le journal Le Monde, daté d'avant la congrès, « *La condamnation portée contre les peuples coloniaux est sans doute excessive et unilatérale,* [mais] *force est de chercher des formes nouvelles d'association, seules capables d'éviter le développement du nationalisme et de la misère qui en serait la conséquence* »[199]. Franc-Tireur, au contraire, considère que : « *Après avoir réaffirmé le principe de l'autodétermination et de l'indépendance des peuples et souligné la nécessité de la lutte anti-impérialiste en Asie et en Afrique le congrès a mis au point tout un plan d'action servant à régler les conflits en cours sur un pied d'égalité au moyen de conférence de la table ronde* (sic) »[200].

Avant de suivre l'évolution de ce congrès et de l'action de Jean Rous à propos des peuples coloniaux, il nous faut souligner un certain nombre de paradoxes de ce congrès de Puteaux.

Le premier de ces paradoxes est, bien sûr, de réunir en un même lieu militants socialistes français et britanniques (de la SFIO et de Labour Party) et militants luttant pour leur indépendance alors que dans les gouvernements répressifs on trouve en France des socialistes et que la Grande Bretagne est gouvernée par le Labour Party. Il peut paraître difficile pour un militant algérien du MTLD d'être en face du secrétaire général de la SFIO, Guy Mollet qui, selon le compte rendu sténotypique du comité directeur de la SFIO du 7 avril 1948, a déclaré à propos des élections algériennes « *Les élections dans le 2ème collège n'ont aucun rapport avec la liberté de vote et la démocratie. Je ne veux pas critiquer l'administration, mais si les élections avaient été libérées de la tutelle administrative, on peut compter que Messali aurait re-*

[199] Le Monde, 18 juin 1948, p. 5, article non signé.
[200] Franc-Tireur, mercredi 23 juin 1948, p. 4. La partie soulignée l'est aussi dans le texte.

cueilli 80% des suffrages. A l'heure actuelle on doit jouer Fehrat Abbas »[201]. D'autant plus que, comme nous l'avons vu, le 14 avril 1948, J. Rous avait été mis en demeure de s'expliquer sur ses relations personnelles avec Messali Hadj. Certes, le discours de Guy Mollet peut être interprété comme neutre, il y a simple constatation de la fraude, pas de critique si ce n'est l'impression que l'on a évité le pire et qu'en définitive mieux vaut F. Abbas que Messali Hadj. On peut aussi s'étonner quand, sur la question malgache, le Président de la République française, un socialiste, note dans son journal : « *Sous prétexte de faire un procès impartial, on voudrait faire le procès en dehors de Madagascar. En ce cas, la répression perdra toute son efficacité* ». Vincent Auriol avait d'ailleurs relevé dans ce même journal, l'avis de Gaston Defferre à l'issue de son enquête, selon lequel « *Il* [fallait] *établir partout des postes militaires, envoyer de nouvelles formations armées* »[202].

On peut être intrigué aussi de voir côte à côte tant de formations politiques, de regroupements parfois opposés. La France est représentée par la SFIO, le « scissionniste » Dechezelles avec son ASR, et le RDR dont tant la SFIO que le PCI se plaignent. La Grande-Bretagne présente les frères ennemis, ILP/Labour Party, en particulier le transfuge ILP au Labour qu'est Brockway. Même l'Espagne, ou plutôt la Catalogne se trouve coupée en deux mouvements issus d'une même origine, le POUM et le MSC dont les militants étaient peu avant dans les geôles franquistes comme militants « hitlero-trotskystes » du POUM. Partout, scissions ou exclusions « justifiant » l'existence de l'autre.

Les pays coloniaux ne sont pas épargnés. Le MTLD, l'UDMA et le PS algérien composent les délégations algériennes et là aussi les leaders se connaissent bien. Mezerna (MLTD) et Boumendjel (UDMA) ont milité ensemble au PPA, mais aujourd'hui sont séparés par des désaccords de fond.

---

[201]OURS, sténotype du comité directeur de la SFIO du 7 avril 1948, p. 381. J. Rous est absent de ce comité directeur.

[202]Vincent Auriol, Journal du septennat 1947-1954, tome 1, 1947, Paris, Armand Colin, 1970, 955 pages, note des 10 et 15 juillet 1947.

De même la délégation sénégalaise est composée de deux militants socialistes dont les désaccords sont connus. J. P. Biondi écrit : « *Senghor rêvant de rassemblement africain autonome* (...) *ne peut convaincre le congrès fédéral d'effectuer la décentralisation* (...). *Tout au contraire, le pouvoir de décision se concentre un peu plus dans les mains d'hommes d'appareils dakarois dévoués à Lamine Gueye* »[203]. De plus des désaccords politiques apparaissent entre Senghor et Gueye. Senghor quitte la SFIO pour fonder le Bloc démocratique sénégalais, tandis que L. Gueye reste lui dans la « vieille maison ».

Comment donc expliquer que tous ces « contraires », tous ces opposés acceptent de se réunir et qu'il en sorte quelque chose.

Les initiateurs sont essentiels : Fenner Brockway permet de regrouper les Britanniques de toutes tendances et les peuples colonisés, Jean Rous pour sa part est le contact français avec la SFIO, avec les colonisés français qu'il connaît depuis de nombreuses années comme nous l'avons vu. Par son passé trotskyste, aussi controversé soit-il, tant à la SFIO qu'au PCI, il est tout de même fédérateur d'autant que son caractère et son approche des problèmes laissent souvent la porte ouverte à l'évolution du débat. C'est ainsi que M. Masmoudi nous confiait : « *Il était d'humeur constante* ».

Lorsque l'on demande aux différents participants qui était à l'origine du congrès des peuples, tous les Français désignent J. Rous et présentent F. Brockway comme la personne qui avait une notoriété dans les milieux anticolonialistes et peuples en lutte pour la colonisation britannique, mais pour eux, J. Rous est l'organisateur. F. Brockway, député travailliste, pouvait recevoir et faire recevoir à Londres officiellement les délégués algériens, tunisiens ou marocains, mais en fait, c'est bien Rous qui accueillait régulièrement l'ensemble des représentants des divers mouvements « nationaux » pour gérer, entre autres, le travail « quotidien » du Congrès des Peuples. M.

---

[203] Biondi J. P., Senghor ou la tentation de l'universel, op. cit., p. 48.

Masmoudi nous dit : « *C'était dans son bureau à Franc-Tireur qu'on tenait nos réunions d'une manière régulière* »[204].

4. Le Congrès des Peuples, et après :

Pour Rous et ses camarades, il s'agissait de faire se rencontrer des frères ennemis, militants de pays colonisateurs et militants de pays colonisés, partis politiques opposés à l'intérieur de chaque pays, afin que, par le dialogue, des solutions constructives puissent jaillir. Il fallait donc que le Congrès continue d'exister après Puteaux. Ce fut la charge du bureau exécutif du Comité International des Peuples.

On peut suivre pas à pas les activités de ce bureau, mais nous ne les récapitulerons que de façon succinte car beaucoup d'informations seront données dans le chapitre suivant dans l'analyse par pays. Bien que ce ne soit pas noté à chaque fois, Jean Rous intervient au nom du Congrès des Peuples.

En 1948, Jean Rous se rend auprès du Bey Moucef déporté en France, à Pau. Il le rencontre peu avant sa mort en septembre 1948. Puis, le 12 octobre, il participe à une réunion publique à la Mutualité « *Pour la justice à Madagascar, contre l'odieux verdict et pour le dessaisissement du tribunal de Tananarive* ». Le 29 du même mois, le Congrès des Peuples tient un meeting à 20 h 30, à la Mutualité. Jean Rous, entouré de Mezerna, Diop, Phan Nhuan, Rousset, Bouabib et Fares, préside cette réunion. Selon Franc Tireur, le meeting est un succès.

Le 9 novembre, lors d'une réunion du bureau, Rous expose ses positions. Il souhaite, en particulier, que le Congrès des Peuples soit reconnue comme organisation non gouvernementale par l'ONU. Puis une motion sur l'Indochine est votée, demandant au gouvernement français de refuser une

---

[204] M. Masmoudi, entretien du 1er juillet 1997 à Paris.

solution militaire, de « *repousser l'expédient Bao Dai/Xuan* »[205]. Cette motion exige par ailleurs que le gouvernement Ho Chi Minh soit reconnu comme seul qualifié pour négocier. En novembre 1948, toujours, Jean Rous est au Congrès de l'Istiqlal marocain.

Le 8 février 1948, c'est au nom du Congrès des Peuples que Jean Rous témoigne de sa solidarité à Messali Hadj au cours d'un procès contre ce dernier à Melun.

En avril, un échange de lettres entre le « *Centre britannique* » et le « *Centre Français* », ainsi qu'entre Rous et d'autres personnes, montre que le Congrès des Peuples a tenté de réunir des gens de plusieurs horizons et s'est allié avec le RDR pour préparer les journées de mai 1949. Par ailleurs le député socialiste d'Oran, Rabier adhère au Congrès des Peuples[206]. Le 14 avril, le Congrès tient une réunion publique à la Mutualité.

Le 2 mai, Rous tient une conférence de presse pour annoncer les journées des 21 et 22 mai 1949 et la tenue du second congrès en octobre 1949.

Les 21 et 22 mai 1949 ont lieu, d'une part, la Journée internationale de résistance à la guerre et à la dictature qui se termine par un meeting avec comme orateurs : Rous, Ly Vinh Khuon, Alaoui et Mostefaï. D'autre part le comité exécutif du Congrès des peuples se réunit à Paris. Sont présents, sous la présidence de F. Brockway, des délégués vietnamiens, tunisiens, algériens, marocains, malgaches, indiens, sud-africains et nigerians, ainsi qu'un représentant du Comité International pour les Etats Unis Socialistes d'Europe, un autre de l'Action socialiste révolutionnaire, deux du Parti Communiste internationaliste et enfin Jean Rous.

Durant ces deux jours, plusieurs rapports sont faits sur la répression dans les colonies. Des résolutions en sont issues : sur l'Indonésie, le Viêtnam, la Malaisie et Singapour, les anciennes colonies italiennes, les colonies et protectorats français d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud et l'Afrique

[205] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 166.
[206] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 166, lettre du 20/04/1949.

Centrale. La revue Quatrième internationale, dans son numéro 3 de 1949, ajoute qu'« *une résolution ' pour le boycott des guerres coloniales'* [appelle] *les masses laborieuses des pays coloniaux, ainsi que toutes les organisations politiques et syndicales se revendiquant de la classe ouvrière, au boycott des envois d'armes et de munitions à destination du Vietnam, de l'Indonésie et de la Malaisie* ».

Le 11 juin, Mary Klopper, du secrétariat de Londres du Congrès des Peuples écrit à Rous pour organiser le 2ème congrès prévu pour octobre 1949. Elle souhaite que le « *Centre français* » prenne en charge les invitations pour la France et « *son empire* », la Belgique, l'Espagne, la Grèce, le Portugal, la zone française d'occupation en Allemagne et les exilés coloniaux en France.

Le 22 juin, la même Mary Klopper propose que le Congrès s'élargisse à l'Est (la Russie, par exemple) et que l'on essaie d'avoir pour le congrès des personnalités comme Ho Chi Minh ou Soekarno.

Le 23 juin, Jean Rous vient soutenir M. Hadj devant la Cour d'appel au sujet du jugement de Melun pour « *manifestation sur la voie publique non autorisée* ».

Le 29, Jean Rous est présent au procès en Cour de cassation des militants malgaches.

Le 30 septembre, le Parti démocratique de Madagascar annonce sa participation au Congrès des Peuples. Ce parti d'inspiration protestante est dirigé par Ravelojaona et est, selon Raseta dans l'interview accordée à Rous pour Franc Tireur, partisan de l'indépendance complète.

Les 8 et 9 octobre 1949, a lieu à Londres le deuxième Congrès des Peuples contre l'impérialisme. Les invitations ont été faites au nom du Comité international (F. Brockway, Rous et Fares) et au nom du « Centre de Londres » (Kwesi Lamptey, K. Jalie, B. Hamilton et M. Klopper).

Plusieurs rapports ont été proposés avant le congrès ainsi qu'une « *physionomie du Congrès des Peuples pour ce qui est des Européens* »[207].

[207] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 166.

Les débats semblent avoir été vifs puisque le rapport qui en est fait relève qu'un désaccord est apparu sur la dénonciation des impérialismes. Trois organisations ont refusé de mettre sur le même plan impérialisme américain ou colonial et impérialisme soviétique. Il a donc été décidé qu'une résolution devait clarifier le débat à court terme. La résolution présentée par les délégués trotskystes sur les problèmes de la guerre a été choisie comme « *base de discussion ultérieure dans les organisations appartenant au Congrès des Peuples* »[208]. Le même numéro de la revue Quatrième Internationale précise que : « *Des représentants des principaux mouvements nationalistes et révolutionnaires des colonies françaises et anglaises étaient présents, à l'exclusion des organisations staliniennes. Il y avait une importante représentation d'organisations trotskystes* ». Quelques notes éparses du fonds Rous permettent de comprendre qu'une unanimité s'est faite sur l'idée « *que l'ennemi principal des peuples coloniaux est l'impérialisme et que ces peuples doivent déterminer leur attitude en complète indépendance à l'égard des gouvernements inféodés à Washington ou à Moscou* »[209].

Dans le nouveau bureau élu figurent les mêmes qu'au premier congrès ; cependant, note la revue Quatrième Internationale : « *Le nouveau comité exécutif élu du congrès est représentatif des tendances manifestées au cours de ses travaux* »[210]. On peut donc penser que des représentants trotskystes en font partie, ce qui n'était pas le cas dans le précédent comité où ils n'étaient qu'invités.

Selon ce qu'écrit F. Brockway, Jean Rous serait «*secrétaire rémunéré* » du Congrès des Peuples[211].

En décembre 1949, le docteur Raseta écrit à Rous, à Franc Tireur et en tant que dirigeant du Congrès des Peuples, pour lui demander une intervention auprès du gouvernement français pour qu'il soit transféré en France.

---

208 « Angleterre : le Congrès des Peuples », Quatrième internationale, novembre - décembre 1949, p. 48.
209 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 166.
210 « Angleterre : le Congrès des Peuples, Quatrième internationale, nov.-déc. 1949, p. 48
211 Brockway F., Toward Tomorrow, op.cit., p. 152.

L'année 1950 débute mal pour le Congrès puisque le ministre de l'Intérieur, J. Moch, interdit une réunion publique prévue pour le 11 janvier. Peu après, c'est un meeting de Messali Hadj qui est interdit.

En avril, suite à une proposition de Rous d'octobre 1949, au Congrès de Londres, et à la violation répétée du droit de réunion par la France, « *le Congrès des Peuples s'adresse à l'ONU* ». Un meeting, le 11 janvier, devait « *célébrer la décision de l'ONU concernant les territoires dépendants (dont la Lybie) et l'indépendance de l'Indonésie* »[212]. Le Congrès des Peuples demande donc que des sanctions soient prises contre les responsables de ces violations de la démocratie. Le texte élargit la question puisqu'il n'attaque pas seulement la France pour ses infractions répétées à la liberté d'expression contre les Algériens, les Malgaches, les Marocains, les Tunisiens, les Africains. Il critique aussi la répression contre les organisations africaines, comme le RDA, ou les atteintes en France et en Angleterre contre la liberté de la presse. Il ajoute à ses griefs : « *La répression dans les pays dépendants de l'Angleterre, la complaisance vis-à-vis de l'Afrique du Sud raciste* » et « *la privation totale de libertés démocratiques dans les pays dépendants de la Belgique, l'Espagne ou le Portugal* »[213].

Le 4 mai 1950, F. Brockway, qui va devenir membre de la prochaine assemblée de l'Europe de Strasbourg, propose à Jean Rous de faire inscrire dans les débats les thèmes suivants :

- auto détermination pour les peuples dominés,
- formation d'une fédération régionale en dépit des frontières impériales actuelles, sorte d'Etats Unis d'Afrique.

Le 27 juin, le travailliste indépendant, McKay, membre du Congrès propose à Strasbourg une « *Assemblée constituante pour l'Afrique* ».

En juillet, Jean Rous se rend à Madagascar pour étudier la situation en tant que journaliste et en tant que secrétaire du Congrès.

---

[212] Centre de recherche sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, fonds M. Pivert, 559 AP 38.
[213] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 166, note du 8/04/1950.

Le 13 juillet 1950, I. Silone, dans une lettre à Rous, se dit incapable d'organiser le prochain Congrès des Peuples à Rome. Cependant, il accepte la présidence de la séance d'ouverture. Le 14 juillet, le dirigeant social-démocrate allemand, K. Schumacher, écrit à Rous qu'il apporte son soutien au Congrès.

Le 9 août 1950, H. Bourguiba demande à Rous d'intervenir auprès du gouvernement français pour qu'il fasse un pas plus important vers l'indépendance de la Tunisie.

Durant les mois qui suivent, Jean Rous reçoit de nombreuses lettres de soutien pour l'action du Congrès ainsi que des demandes d'aide. Le 26 septembre, Jean Rous et F. Brockway sont reçus au ministère de l'Intérieur pour protester contre l'interdiction du journal Algérie libre, organe du PPA-MTLD. Le 20 octobre, Jean Rous est présent en Algérie pour superviser les élections complémentaires à Tenès et Biskra.

Le 23 novembre, il est sidéré de voir que le Parti communiste veut saisir l'ONU sur le problème du Vietnam, alors que le Congrès des Peuples était accusé d'être l'agent de l'impérialisme américain lorsqu'il se proposait de faire la même démarche.

En décembre, il participe à une réunion publique de l'Istiqlal (le 22) aux côtés de C. Bourdet, puis, le 27, Balafrej au nom du Parti marocain lui demande de continuer à être l'intermédiaire entre son parti, le Neo-Destour et l'UGTT.

Au début de l'année 1951, il est attaqué par Le Pèlerin comme crypto-communiste et par L'Humanité en tant que responsable du Congrès, journaliste à Franc Tireur et trotskyste.

F. Brockway, de son côté, tente de faire pression sur les autorités françaises. Ainsi, en janvier et avril 1951, il écrit au Résident à Tunis pour lui demander d'être plus souple.

En mai, ont lieu la Conférence internationale du Congrès des Peuples et les élections législatives auxquelles Rous se présente au titre de leader du Congrès. Sa profession de foi indique : « *Le Congrès des Peuples s'adresse*

aux démocrates de France »[214]. La conférence internationale a pour thème l'Afrique et se déroule rue Serpente à Paris, du 12 au 14 mai 1951.

Le 14 mai, à 20 h 30, Rous prononce le discours d'ouverture de la réunion publique qui suit les journées de réflexion. Une motion de « *liberté pour l'Afrique est votée* ». Il note dans son carnet qu'il s'agit d'une chance pour l'Europe « *qu'elle ne saisira pas … Son déclin est inévitable* »[215]. Cette motion proposée au Conseil de l'Europe sera rejetée du fait de l'alliance entre les modérés et les socialistes français ; Senghor et les travaillistes britanniques voteront pour.

Par ailleurs, en juin, Jean Rous part surveiller, au nom du Congrès, les élections législatives en Algérie.

Le 22 septembre, il participe à Londres, au bureau du Congrès qui prépare une nouvelle adresse à l'ONU. Ce mémoire de 31 pages dénonce toutes les atteintes aux libertés recensées dans les colonies. Il est présenté lors d'un meeting du Congrès, le 19 décembre 1951, qui est un succès.

Fin décembre, il est convoqué au Quai d'Orsay pour expliquer ce que pense le Congrès des Peuples de la question tunisienne.

Pour la troisième conférence internationale du Congrès des Peuples, Jean Rous rédige le bilan moral et insiste sur le fait que : « *Malgré la Corée, le Congrès a réussi à conserver son autonomie vis-à-vis de tous les blocs* »[216]. Ce comité a lieu du 19 au 22 octobre 1952 à Londres. C'est malheureusement une des dernières pièces du dossier « Congrès des Peuples » du fonds Jean Rous. Un autre document indique que la décision est prise d'une campagne auprès de l'ONU et dans les pays coloniaux. Par ailleurs, le document insiste sur l'importance de tenter une implantation du Congrès des Peuples en Afrique et en particulier en Afrique anglophone. Enfin ce document relève l'importance de se lier au groupe arabo-asiatique de l'ONU.

Le dernier document des archives est une lettre personnelle de Jean Rous au président du groupe Afrique/Asie de l'ONU pour lui demander une

---

[214] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 166.
[215] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 16, Carnets, 15/05/1951.
[216] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 166.

accréditation pour lui-même en tant que journaliste à Franc Tireur, car on lui refuse le visa d'entrée aux Etats-Unis. Il souhaite donc une intervention du groupe auprès du Secrétaire général de l'ONU. Cette lettre, non datée, rappelle une démarche précédente du 10 octobre 1952.

Les carnets de Jean Rous révèlent cependant quelques autres actions. Le 17 juin 1952, une réunion publique où à la tribune des « *Arabes du Congrès des Peuples* » côtoyaient des Juifs de la LICA[217].

En décembre 1952, il note qu'il est protégé par un ancien résistant de « Franc Tireur », car inquiété après l'assassinat de F. Hached[218].

Le 20 avril 1953, il se dit « *satisfait que les idées du Congrès pénètrent les élites démocratiques* »[219].

Du 2 au 5 octobre 1953, il participe à Londres à une conférence africaine du Congrès avec des représentants du Kenya et du Nigeria.

Le 9 mars 1954, le groupe Esprit organise une conférence sur l'Afrique Noire. J. M. Domenach le présente comme « *le Français qui a le plus fait pour l'émancipation de l'Afrique* »[220].

Le 24 mai 1954, il porte à Genève une motion du Congrès pour un cessez-le-feu immédiat en Indochine. Le lendemain, il participe à une réunion du Comité d'Etude et d'Action pour le règlement pacifique de la guerre en Indochine dont L'Humanité rend compte.

Le 30 août 1954, il rencontre Allal El Fassi à qui il reproche d'avoir fait échouer la conférence du Congrès sur l'Afrique. Mais il ne précise rien de plus.

Il se rend à Bandung en 1955 avec, entre autres, la « casquette » du Congrès.

Enfin, du 5 au 7 novembre 1955, il participe à Margate à la fondation du « Congrès mondial pour la libération des colonies » qui se veut une suite

[217] Idem, 96 J 17, Carnets, juin 1952.
[218] Idem, décembre 1952.
[219] Idem.
[220] Idem.

de Congrès des Peuples. Ce Congrès reçoit le soutien de l'Internationale Socialiste. Rous y représente les Algériens absents.

On a donc pu suivre sur sept ans les activités du Congrès des Peuples. Il fut un moment, avec la réunion de Puteaux, pendant lequel ont pu être rassemblés en un même lieu partisans de la décolonisation français et « colonisés ». Mais il fut aussi un lieu de contact permanent entre mouvements, d'intervention, de défense des colonisés. Selon C. A. Ageron, « *Le Congrès fut, à sa manière, jusqu'à la conférence de Bandoeng, le porte-parole international des mouvements se réclamant du socialisme chez les peuples dépendants* »[221].

2. « Bandung : une répétition pour l'histoire »[222] :

Dans un article de Franc-Tireur, daté du 13 avril 1955, Jean Rous écrit qu'il s'est rendu à la grande Conférence des peuples d'Asie et d'Afrique dont le groupe dit « de Colombo », composé de la Birmanie, Ceylan, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan, a pris l'initiative. Le 28 décembre 1954, la Conférence de Bogor (Indonésie) réunissant ces cinq Etats en a repris l'idée. Ce groupe de Colombo a été, selon Rous, un « *médiateur* » dans le conflit indochinois.

A l'ordre du jour de la Conférence, deux thèmes priment : la paix et l'anticolonialisme, auxquels il faut ajouter la coopération afro-asiatique et même mondiale. Vingt-cinq pays ont été invités.

[221] Ageron C. A., « La décolonisation au regard de la France », in : Histoire de la France coloniale 1914-1990, Paris, Colin, 1990, p. 427.
[222] Rous J., « Bandung une répétition pour l'histoire », Esprit, n° 7, juillet 1955. En suivant Jean Rous nous écrirons Bandung, à la mode indonésienne et non Bandoeng, à la mode hollandaise.

Israël, en raison de l'opposition des Etats arabes, l'Afrique du Sud à cause de sa politique raciste, le Nigéria à cause de son autonomie insuffisante n'ont pas été convoqués.

Les délégués des gouvernements sont présents, ainsi que des représentants de mouvements anticolonialistes, qui, eux, ne seront pas délégués. On ne peut parler de bloc à propos de l'Afrique et de l'Asie car de nombreuses divergences de vue existent. Quant à l'inquiétude de l'Occident que cette conférence ne devienne un procès de l'Europe, elle est injustifiée car, comme l'a dit Nehru, il ne s'agit pas de « *dresser les autres races contre la race blanche* » ; si le procès du racisme et du colonialisme doit avoir lieu, c'est en raison des attitudes qui discréditent l'Occident et qui dorénavant devront être rejetées par les puissances coloniales. Enfin, les présents devront mener une réflexion sur la coopération économique.

<u>1. Organisation et circonstances du voyage :</u>

En mars 1955 Léopold Sedar Senghor devient secrétaire d'Etat auprès du président du Conseil, Edgar Faure . La Conférence doit avoir lieu quelques jours plus tard, en avril.

Jean Rous, journaliste à <u>Franc-Tireur</u> et dirigeant du Congrès des Peuples, souhaite y aller avec ces « deux casquettes ».

Dans une lettre non datée et expédiée de la rue La Fayette, siège du journal <u>Franc-Tireur</u>, Jean Rous écrit à son ami L. Senghor : « *Je me permets de te confirmer ce que je t'ai dit au sujet de la conférence de Bandung qui se tient en Indonésie* (…). *Nous sommes tombés d'accord sur l'importance de la présence, à titre privé, d'un Français qui concilie la sympathie pour les peuples d'Afrique et d'Asie et l'intérêt bien compris de son pays. Je compte sur ton amitié pour me faciliter le voyage* »[223].

---

[223] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 167, lettre de Jean Rous à M. Senghor, Secrétaire d'Etat.

Grâce à son ami Senghor, Jean Rous obtient un billet à tarif réduit ne grevant ni son budget personnel, ni celui de Franc-Tireur et encore moins celui du Congrès des Peuples. Selon M. Pivert, dans un compte-rendu du bureau fédéral de la SFIO du 23 mars 1955, « *Jean Rous part à Bandoeng, dont il nous rapportera un compte-rendu, mais grâce à une démarche de Senghor, il aura un passage gratuit sur les avions d'Air France* »[224]. Cependant, tout ne fut pas gratuit car Jean Rous, pour une partie du voyage, dut emprunter un vol de la compagnie hollandaise KLM.

Selon M. Michel, « *400 journalistes* (…) *vinrent à Bandung en avril 1955 ainsi que de nombreux observateurs officiels et 'officieux' comme Jean Rous, journaliste mais aussi militant confirmé de l'anticolonialisme et … envoyé spécial du ministre de l'Etat français, Léopold Senghor* »[225].

On voit donc que Senghor souhaitait qu'un Français puisse assister à cette conférence et voyait difficilement quelqu'un d'autre que Jean Rous pour tenir ce rôle. Il avait chargé le journaliste de plusieurs missions : d'abord, lui rendre un compte-rendu sur la signification de cet événement. Ce compte-rendu pouvait être fait de deux manières, au travers d'articles de presse et oralement au cabinet de Senghor, rue de Solférino. Ensuite, prendre contact avec les délégués nord-africains afin d'envisager avec eux la possibilité de négociations, en particulier avec les Tunisiens. Enfin Senghor souhaitait renouer des relations avec le nord Viêt-nam. Les contacts avec d'autres nations (Ghana, Indonésie, Birmanie, Inde …) seraient aussi les bienvenus. C'est en tout cas ce qu'une lettre de Rous à Senghor mentionne comme justification à ce voyage[226].

Le déroulement du voyage nous est connu par des témoignages et des lettres. Ainsi, M. P. Lasserre nous a dit avoir accompagné Rous à l'aéroport lors de son départ pour Bandung[227]. Le voyage eut lieu en plu-

[224] Centre de recherche sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, fonds M. Pivert, 559 AP 38. CR du bureau fédéral de la Seine, 29/03/1955.
[225] Michel, Décolonisation et émergence du tiers monde, Paris, Hachette, 1993, p. 157
[226] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 204, lettres des 13 et 16 juin 1964.
[227] Entretien avec P. Lasserre, 22/01/1997.

sieurs étapes. Le mercredi 13 mai, Jean Rous était à Rome aux côtés de l'écrivain R. Wright, en route lui aussi pour l'Indonésie. La suite du voyage se déroula en passant par Le Caire, où S. Ben Youssef monta dans l'avion. Jean Rous décrit la beauté du survol de l'Euphrate, en direction de Karashi, puis Calcutta, Bangkok et enfin l'arrivée à Djakarta où il reste quatre jours à l'hôtel « TransAsie ». L'importante présence militaire est ostensible au Caire, à Bagdad, à Karachi et à Bangkok. Dans l'avion, il s'entretient avec S. Ben Youssef qui dit rêver de pouvoir défendre la France et son rayonnement culturel, comme Nehru le fait pour l'Angleterre.

Dès son arrivée à Djakarta, Jean Rous écrit à Maria qu'il souhaite que l'hôtel ne soit pas trop cher et qu'il veut visiter Java et rencontrer du monde avant la Conférence. Sous le titre « Un peuple souriant dans un décor de rêve », il décrit dans Franc-Tireur le peu de jours passés à visiter l'île de Java et sa capitale Djakarta[228], d'où il part le 17 pour Bandung. Ce sont les délégués tunisiens qui le véhiculent entre ces deux villes. Il loge à l'hôtel Suti jusqu'au 25 avril. Il a trouvé très jolie Djakarta mais le prix de l'hôtel lui paraissant trop élevé, pour la suite du séjour, il s'est fait « inviter » chez un conseiller de l'ambassade de France qui le connaît de l'époque du RDR.

Il se plaint qu'en Indonésie on circule difficilement à l'exception du « batja ». A. Conte rapporte à ce propos une anecdote, peut-être racontée par Rous ou par Guillain du Monde. « *Par respect humain ou par pudeur, il* [Jean Rous] *n'a pas voulu hisser ses cent kilos dans un batja, le pousse-pousse indonésien, que conduisait un trotteur frénétique. Cet esclave, qui devait être à la fois phtisique et cardiaque, a ouvert de grands yeux étonnés : existait-il donc des Européens marchant à pied ?* »[229].

2. La conférence :

---

[228] Rous J., Franc-Tireur, 13 avril 1955.
[229] Conte A., Bandoung, tournant de l'histoire, Paris, Laffont, 1965, p. 225.

Dans le numéro de Franc-Tireur du 18 avril, Jean Rous présente les débuts de la Conférence et le discours introductif de Soekarno. Ce dernier appelle à la réussite de l'Assemblée sous le double signe de la liberté de vie pour tous et de l'unité dans la diversité. Dans son article du 20 avril, Jean Rous revient sur cette idée d'unité et de diversité car les participants à la Conférence ne forment pas un bloc, mais un monde complexe et divisé. Il rappelle ensuite que la plupart des colonisés étaient en prison peu avant la Conférence. Par ailleurs, il note que nombre de délégations sont aussi venues apporter un appui moral aux délégués nord-africains. On n'est pas pour autant anti-Français et souvent on demande des nouvelles de Mendès France. L'idée que la France voulait conclure la négociation avec la Tunisie avant la Conférence est accueillie avec faveur par les délégations. Mais celles-ci ne paraissent pas dupes de l'attitude anglaise qui a consisté à avoir une politique de décolonisation en Inde, au Soudan et en Gold Coast seulement en apparence, laissant en Malaisie ou au Kenya les mains libres à un comportement « *pire que chez nous* », déclare à Rous un délégué nord-africain.

Certains reprochent à Nehru son attitude, interprétée comme une défense de la France et de la Grande-Bretagne. Celle-ci est , selon Rous, bien illustrée dans un article du Time of India qui explique que : « *L'anticolonialisme est une plate-forme trop négative pour donner tout son sens à une entreprise constructive qui, seule, peut permettre de bâtir une organisation réellement efficace et acceptable comme porte-parole des peuples afro-asiatiques* »[230]. D'autres thèmes sont abordés, en particulier « *les 'divergences' sur Formose, l'Indochine ou le Moyen-Orient* » dont Rous dit qu'en réalité elles recouvrent de véritables oppositions de fond. Enfin, l'idée qu'existe un impérialisme soviétique est défendue par de nombreuses délégations.

---

[230] Rous J., « Unité des peuples d'Afrique et d'Asie contre la colonisation mais divergence vis-à-vis du communisme et de l'Occident », Franc-Tireur., 20/04/1955, p. 3.

Les 23 et 24 avril, Franc-Tireur publie deux articles de Rous envoyés les 21 et 22 avril. Le premier traite du rôle économique que veulent jouer les Etats asiatiques vis-à-vis de leurs populations, en particulier dans le domaine social, mais aussi vis-à-vis de l'Afrique. Le second article constate qu'après les attaques contre l'URSS de certaines délégations, c'est le pacte atlantique « *instrument de protection du capitalisme* » qui est mis en cause par Nehru.

Selon Rous, trois pôles se dégagent :

- le pôle neutraliste avec Nehru pour leader,
- le pôle anticommuniste dirigé par le Pakistan, Ceylan et la Turquie,
- et enfin le pôle communiste avec seulement deux pays, la Chine et le Nord Viêt-nam.

Rous ajoute que le neutralisme de Nehru a aussi une fonction tactique car, face aux attaques du pôle anticommuniste, il s'agit d'éviter un éclatement de la Conférence qu'entraînerait le départ des Chinois et des Nord-Vietnamiens. Le délégué chinois, Chou En Laï, a semblé à Rous sur la défensive en proposant un débat ultérieur et ailleurs sur le problème du colonialisme soviétique. Il a aussi souhaité que la résolution finale approuve les principes de l'ONU sur les droits de l'Homme et l'émancipation des peuples coloniaux mais il n'a réclamé « *l'indépendance pour tous les territoires coloniaux* » que « *d'ici quinze ans* ».

Les 25 et 27 avril, les articles de Rous dans Franc-Tireur rapportent les « discussions de couloir » de la Conférence. Il y rappelle aussi sa rencontre, en 1946 à Fontainebleau, avec Giam qui craint que les Sud Vietnamiens, comme ils l'ont dit, ne respectent pas les accords de Genève. A. Conte raconte que lorsque Giam, remplaçant temporaire de Dong malade, est descendu de l'avion, il a tout de suite reconnu son ami Jean Rous et lui a demandé s'il ne le trouvait pas trop changé car « *il* [avait] *beaucoup vieilli en huit ans de maquis* ».

Jean Rous a été remercié par N. Sihanouk pour le soutien que Franc-Tireur avait apporté à son pays, le Cambodge, à Genève. Il ajoute d'ailleurs que le Cambodge, le Laos et le Liban ont fait à la France « *des déclarations de sympathie* ». Le chef du gouvernement birman, U. Nu, lui parle de l'effort

de son pays pour mettre en place un système coopératif en liaison avec les nationalisations des principaux secteurs de l'économie. Quant au délégué de la Gold Coast, il lui précise qu'il souhaite venir en France durant l'été. Enfin, Rous dit avoir pu discuter aussi avec les délégués soudanais et turkmènes.

Dans un autre article, le 25 avril, il revient sur la proposition de Chou En Laï de discussions sino-américaines directes, renouvelée le lendemain, malgré un communiqué américain exigeant des Chinois des preuves tangibles de leur bonne volonté. Dans le même article, Rous dresse une liste des résolutions votées à la Conférence, toutes à l'unanimité. Ces motions réclament la liberté et l'indépendance des colonies, le désarmement, la coopération économique et culturelle entre Afrique et Asie, un contrôle de la radioactivité, un règlement de la question des réfugiés palestiniens et la fin de la discrimination raciale.

Rous peut donc tirer un bilan globalement positif de la Conférence. D'autant qu'il a pu faire lire à la tribune du congrès un « *Message du Congrès des Peuples contre l'impérialisme* ». Ce message présente le Congrès des Peuples, fondé le 14 juin 1948, en précisant qu'il affilie *« des représentants des mouvements nationaux des peuples dépendants mais aussi des groupes anticolonialistes issus des tendances socialistes ou démocratiques des pays européens*[231]. Il note que le Congrès des Peuples est soutenu par de nombreux députés et des personnalités éminentes. Il présente les vœux les plus chaleureux des anticolonialistes européens, ainsi que leur entière solidarité tant sur les objectifs que sur les idéaux. Il exprime le souhait, enfin, que Bandung apporte une « *puissante contribution à la création de ce nouveau monde basé sur l'unité et l'égalité* (…) *d'où seront bannies toutes forme de discrimination raciale et d'oppression* »[232].

Cependant, dans d'autres journaux, la teneur des articles, tout en restant semblable sur le fond, est différente sur la forme. Ainsi dans Action, le

[231] Rous J., Chronique de la décolonisation, op. cit., p. 370.
[232] Idem.

journal tunisien, Jean Rous présente d'abord les différents Etats présents (Indonésie, Birmanie, Ceylan, Pakistan, Inde, Afghanistan, Chine populaire, Gold Coast, Egypte, Ethiopie, Irak, Japon, Jordanie, Liban, Libéria, Népal, Philippines, Arabie Saoudite, Soudan, Syrie, Thaïlande, Turquie, Nord Viêt-nam, Sud Viêt-nam, Yémen) auxquels se sont ajoutées les délégations d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie). Il note qu'ainsi les 3/5èmes de la population du globe sont venus solennellement affirmer leur existence. Rous insiste sur la claire manifestation, lors de cette Conférence, de l'idéal de paix, de fraternité et d'égalité dont se réclame la gauche européenne. Enfin, il constate avec satisfaction que les relations entre les délégations et les journalistes, même européens, semblent cordiales.

Une commission a travaillé spécialement sur le problème du racisme et du colonialisme. Les délégués de Tunisie (S. Ben Youssef), du Maroc (Allal El Fassi) et d'Algérie (M. Yazid) y ont participé. Ils ont tenu une conférence de presse suivie par de nombreux journalistes. Rous juge de la première importance que le délégué algérien ait précisé qu'être anticolonialiste ne signifiait pas être anti-Français. D'ailleurs, Il est évident que l'ensemble du discours anticolonialiste tenu pendant l'assemblée de Bandung n'a été que très rarement anti-Français. Au contraire, même, l'Indonésie ou l'Inde, par exemple, ont été intéressées par l'expérience Mendès France. S. Ben Youssef a conclu un exposé sur les négociations franco-tunisiennes par : « *Beaucoup de pays que j'ai vus ne demanderaient qu'à se tourner vers une France enfin débarrassée du colonialisme* »[233]. Cette remarque paraît importante pour Rous car de nombreux français dénoncent les méfaits du colonialisme. Cependant, il fallait aussi, selon lui, que le monde entier entende parler du problème algérien. Enfin, il est urgent que soient établis des contacts entre les délégués nord-africains et le gouvernement français pour résoudre les conflits.

De nombreux pays étaient sceptiques quant à la possibilité de tenue d'une telle Conférence. Or, le 18 avril, jour de l'ouverture, une grande partie

---

[233] Rous J., « Jean Rous à Bandung pour l'Action », 25 avril 1955.

de la presse y consacra des articles. On ne peut donc, quels que soient les résultats concrets de Bandung, parler d'échec, puisque un nouveau monde est apparu. Certes de nombreux conflits existaient entre Etats présents à Bandung (Pakistan et Egypte, Pakistan, Afghanistan et Inde, Inde et Chine, Chine et Indonésie). Cependant, leur présence dans un même lieu pouvait permettre à moyen terme la résolution des conflits. Entre les différents pays, d'autres oppositions existaient en particulier quant à leur place vis-à-vis des blocs. Certains sont pro-occidentaux, d'autres favorables aux pays communistes, enfin certains sont neutres. On put s'inquiéter de l'absence de pays comme Israël ou les deux Corées. Il ne fut par contre pas question d'inviter Formose ou l'Afrique du Sud.

Les commentateurs du monde entier ont souvent critiqué Bandung. Ainsi, selon Rous, un analyste américain déclara : « *Ces 29 pays* (…) *n'avaient en commun que d'être tous sous-développés,* [il est singulier] *qu'ils puissent penser régler seuls les problèmes qui dépendaient de l'aide des pays riches* ». D'autres commentateurs se sont plaints du colonialisme culturel soviétique.

Pour Rous, il s'agit d'une conférence de la dignité alors qu'« *elle aurait pu être celle de la revanche des peuples jadis asservis* ».

Dans Evidences, journal de l'American Jewish Society, Rous raconte son voyage et son étonnement devant la vie et la nourriture indonésiennes. Il rappelle qu'il a connu un des dirigeants indonésiens en 1948 à Paris et à Londres. Il se plaint des « *plaisanteries de sous-préfecture* » comme celles de M. R. Cartier dans Paris Match qui a rédigé de Singapour un article vengeur sur Bandung. En effet, leur approche est tout à fait différente. Cartier décrit « *des noirs de Gold Coast, drapés dans les couleurs des perroquets rouges et verts* » ou des « *montagnes alentour pleines de rebelles* ». Il parle ensuite des « *trois mille personnes* (…) *tuées depuis un an dans le district* » pour en conclure que : « *D'un pays sûr et prospère sous le joug colonial, l'insécurité et l'incompétence ont fait un pays ruiné* (…). *Le colonialisme local a remplacé le colonialisme d'outre-mer* ». Il décrit le délégué nord-vietnamien Giam comme un « *gringalet à la démarche oblique* ». Quant aux principes

défendus par Nehru, ils sont « *d'ailleurs creux comme des roseaux et* (…) *n'intéressent personne, c'est un faux démocrate* »[234].

Un autre journaliste de Paris Match fait aussi un compte-rendu de la conférence de presse des nord-africains et relève que leur discours est contradictoire. Il retient que, lorsque deux journalistes anglais (V. Barnett du Manchester Guardian et J. Cameron du New Chronicle) mettent en cause l'affirmation de T. Slim selon laquelle « *la terreur de la Gestapo pendant la guerre n'était rien comparée aux tortures et aux arrestations faites par la France en Afrique du Nord* », S. Ben Yousset leur a répondu : « *Si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à sortir* ».

Rous ne semble pas avoir assisté exactement à la même conférence de presse puisqu'il précise dans l'Action que si S. Ben Youssef a été jugé violent par la presse française c'est qu'elle avait oublié qu'il parlait au nom de tous les nord-africains, y compris les Algériens réprimés. D'autre part, dans Evidences, il relève que, même s'il ne faut pas exagérer en comparant colonialisme français et hitlérisme, il note que son ami journaliste britannique s'était excusé a posteriori, conscient que les colonialistes avaient mal utilisé sa question. Enfin, Jean Rous rappelle les paroles du délégué algérien que l'on oublie malheureusement de citer; « *C'est l'honneur de la France d'avoir des démocrates qui ont les premiers dénoncé les excès dont nous souffrons en Afrique du Nord* »[235].

3. En route pour New Delhi :

Sur le chemin de retour, Jean Rous se rend en Inde où Nehru l'a invité. Le voyage est difficile ; une erreur du voyagiste hollandais le bloque quelques jours à Singapour car personne ne lui avait dit qu'il passait par Rangoon et qu'il lui fallait un visa. Il arrive enfin le 27 à New Delhi où il sé-

[234] Cartier R., « L'homme blanc en accusation », Paris Match, n° 318, du 30.avril au 7 mai 1955., p. 26 à 39.

journe deux ou trois jours chez le ministre des Affaires Etrangères de l'Inde. Dans ses carnets, il se dit très honoré de s'être trouvé ainsi au pays de Gandhi ; d'ailleurs, il est allé visiter tous les lieux qui lui sont consacrés. Il s'est surtout intéressé à l'organisation économique et politique de l'Inde. Il a eu des entretiens avec Nehru . De l'ensemble de son séjour indien, Rous pense, comme il l'écrira quelque temps après à Senghor, qu'il pourra l'aider et aider la France.

Le 18 mai 1955, Franc-Tireur publie un article de Rous sur l'Inde. Rous y reprend les entretiens qu'il a eus avec diverses personnalités politiques indiennes ou journalistes étrangers résidant dans le pays. Ceux-ci lui ont donné l'impression que l'Inde n'est plus ce « *colosse aux pieds d'argile* » évoqué par T. Mende dans L'Inde avant l'orage. Le pays se construit ou se reconstruit avec ses propres forces. Il existe certes un contraste entre modernisme et tradition et toutes les villes indiennes regorgent de ces oppositions. Mais, l'essentiel pour le gouvernement indien est de faire partager au peuple les bienfaits de cette accession du pays à une certaine richesse. Aussi, le 1er mai 1955, Nehru a annoncé la mise en place d'une sorte de « *welfare state, antithèse de l'Etat totalitaire* ».

Dans son article, Jean Rous revient longuement sur l'entretien que lui a accordé Nehru, centré sur les idées d'anticolonialisme et d'amitié pour la France puisque la France a cédé les Comptoirs à l'Inde. Puis Nehru lui a présenté le socialisme indien, sans qu'il soit, pour le Pandit, une doctrine d'école, puisqu'il doit être bâti selon le génie propre de la nation et du peuple indien. En effet, « *L'originalité de* [l'] *effort réside dans ceci que nous avons en vingt ans réalisé les progressions que les nations de l'Occident ont mis plus de cent ans à accomplir* », a ajouté Nehru[236]. Il est donc d'abord nécessaire de créer des richesses, sans contrainte ni violence. Mais pour autant, Nehru affirme que l'Inde n'est pas opposée au communisme car il faut cesser de « *tout considérer d'un point de vue communiste ou anti-communiste* »[237].

---

[235] Rous J., « De Bandung à New Delhi », Evidences, mai-juin 1955.
[236] Rous J., « L'inde face à l'orage », Franc-Tireur, 18 mai 1955, p. 6.
[237] Idem.

Les réformes par le peuple, pour le peuple, avec le peuple, se feront autour de cinq axes : abolition des castes, réforme agraire, planification, nationalisation de l'Imperial Bank et, enfin, mise en place de nombreux services sociaux combinée à un service volontaire d'assistance. Pour Rous, c'est tant la forme démocratique de mise en place, que le fonds socialiste qui sont essentiels. En effet les Indiens participent activement au renouveau de leur pays.

Cependant, en conclusion, Rous note que le niveau de vie reste très bas car la population augmente à un rythme effréné. Il est donc nécessaire qu'une aide internationale en techniciens, en investissements participe à l'effort de modernisation indien. Mais en même temps, il faut arriver à une autosubsistance des agriculteurs et à un contrôle des naissances. Jean Rous ne cache pas que dans cette démocratie, il y a des atteintes aux libertés (répression contre des grèves, emprisonnement d'opposants socialistes autonomistes), cependant l'évolution vers le socialisme devrait favoriser « *une coopération plus constructive entre le parti du congrès et le parti socialiste, celui-ci pouvant jouer le rôle d'une avant-garde idéologique* »[238]. Jean Rous souhaite, enfin, un renforcement de la coopération franco-indienne

<u>4. Bilan de la Conférence :</u>

A son retour à Paris, Jean Rous remet à Senghor un document tirant un bilan de cette Conférence.

Il note d'abord une division des présents sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la France. Certains lui marquent une franche hostilité mais la plupart souhaitent une présence française dans les colonies mais sous une autre forme. Cela laisse, selon Rous, une importante marge de manœuvre au gouvernement français. Il reprend ensuite un à un les grands thèmes abordés concernant la France :

---

[238] Idem.

- Sur l'Afrique du Nord, trois positions se sont opposées. D'une part, l'Irak et le Pakistan ont purement et simplement condamné l'attitude française. L'Egypte a fait adopter par la Conférence une position de principe de condamnation formelle de l'attitude française. Enfin Nehru souhaitait que l'on traite différemment le problème algérien et le problème des deux protectorats (Tunisie et Maroc). Là encore, Rous considère que l'attitude est plutôt favorable à la France de la part de Nehru, de Nasser et des Indochinois tandis que l'Irak s'est déclaré solidaire de S. Ben Youssef lorsque ce dernier a condamné l'accord franco-tunisien d'avril 1955.

- Sur l'Indochine : le Nord Viêt-nam et le Sud Viêt-nam ont une attitude différente vis-à-vis de la France. Paradoxalement, c'est le Nord Viêt-nam qui souhaite une coopération avec la France. Le délégué va même jusqu'à demander que des accords culturels et économiques plus importants soient signés. Il souhaite en particulier la mise en place de sociétés mixtes franco-vietnamiennes plutôt que de simples accords commerciaux. Il demande aussi une présence plus importante d'enseignants français. Enfin, il propose qu'une délégation nord-vietnamienne s'installe à Paris. Pham Van Dong a demandé à Rous « *une indépendance la plus large possible du gouvernement français vis-à-vis des Américains qui ne veulent pas appliquer les accords de Genève* »[239].

A l'inverse, les Sud Vietnamiens se sont violemment opposés à Nehru qui voulait inclure le succès de la Conférence de Genève dans la résolution finale. Le délégué du gouvernement Diem a refusé de participer à une conférence organisée par Nehru et qui devait réunir Dong pour le Nord, Thoai pour le Sud. Enfin, pendant la conférence, des membres de cette délégation du sud ont diffusé des tracts contre « *le colonialisme français accusé de collusion avec le … colonialisme communiste* ».

---

[239] Notes sur la Conférence de Bandung, mai 1955.

- Sur les Comptoirs français de l'Inde, l'attitude française explique probablement le comportement favorable de l'Inde envers le France. En effet, le transfert de l'administration de ces Comptoirs vers le gouvernement indien a satisfait Nehru. Mais il est urgent qu'un accord soit signé car la situation est pour l'instant encore équivoque d'autant que : « *Certains mécontents ont hissé le drapeau français lors du 1er mai. Il ne faudrait pas qu'on nous accuse maintenant de faire le double jeu* »[240]. Nehru n'a pas hésité à souhaiter un renforcement de la culture française en Inde tandis que le Haut Commissaire de l'Inde dans les Comptoirs pensait que l'accord pouvait être le début d'un « *commonwealth culturel franco-indien* »[241].

En conclusion, Jean Rous relève le rôle essentiel du Pandit Nehru qui semble prêt à adopter une politique conciliante mais ferme : pour la solution des problèmes coloniaux de la France. L'Inde paraît intéressée aux problèmes du Viêt-nam et se dit prête à être un point d'ancrage de la culture française en Asie. Cela paraît d'autant plus important que les succès économiques relatifs de l'Inde en font un centre important de la politique mondiale (y compris vis-à-vis d'autres pays non asiatiques comme la Yougoslavie ou la Russie par exemple).

Jean Rous propose donc que Nehru soit invité officiellement à Paris, reçu avec tous les honneurs sous prétexte de signature sur l'accord des Comptoirs. Par ailleurs, il souhaite aussi qu'une délégation nord vietnamienne s'installe à Paris, et que la France renforce ses relations économiques avant que le Japon ne s'implante au Nord Viêt-nam.

Enfin Jean Rous mentionne ses contacts avec le délégué de la Gold Coast, M. Botsie, ministre du président Nkrumah. Ce ministre souhaite venir en France et aimerait rencontrer Senghor pour établir des relations culturelles entre les deux pays.

---

[240] Idem.
[241] Idem.

Pierre Mendès France écrit à Jean Rous le 6 mai 1955 : « *Vous avez eu de la chance d'assister à une pareille Conférence* ».

A l'occasion de la rédaction de son ouvrage sur Bandung, A. Conte a interrogé, en 1964, L. S. Senghor. C'est Jean Rous qui prépare la réponse sur laquelle s'appuie A. Conte pour affirmer : « *Rous pense que c'est la mort du complexe d'infériorité* » des peuples opprimés[242].

Quelques années plus tard, Jean Rous envisage d'écrire pour Jeune Afrique une rétrospective sur Bandung qui peut, peut-être, aujourd'hui, servir de bilan à cette Conférence[243]. Avant d'écrire, il s'interroge sur l'intérêt de reprendre ainsi les dossiers. Il constate que les quelques écrits paraissant à ce moment-là sur Bandung permettent de faire connaître la portée de l'événement mais lui sont souvent hostiles. Or, pour lui, le principal mérite de la conférence est d'avoir existé et peut être d'avoir créé un nouvel état d'esprit. Cet esprit de Bandung, c'est d'abord, d'une certaine façon, une unanimité cordiale entre Etats parfois opposés. Bien sûr, il y eût des heurts mais aucun incident n'a été grave. Les quelques tentations agressives venaient en fait des Etats considérés comme de droite à ce moment-là (Irak, Pakistan, Ceylan, Philippines) qui se livrèrent à de violentes attaques contre les Russes. Cela n'a pas gêné les Chinois qui étaient prêts à condamner tous les colonialismes.

Cependant, le calme apparent cachait des lames plus lointaines. Il aurait fallu à ce moment-là hâter la solution pacifique des conflits coloniaux. Ainsi, le problème interne tunisien se révéla pendant la conférence. S. Ben Youssef s'opposa de front à l'accord franco-tunisien, dans le même temps il s'opposait à Bourguiba. A propos de l'Algérie, l'émergence du conflit sur la scène internationale se fit aussi à Bandung où les deux délégués algériens (Aït Ahmed et M. Yazid) faisaient partie de la délégation nord-africaine, tandis qu'un dissident algérien distribuait un message de Messali Hadj. Les dé-

---

[242] Conte A., Bandoung …, op. cit., p. 363.
[243] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 176.

légués du FLN dirent à Rous l'urgence de négociations avant qu'il ne soit trop tard. Enfin, Rous s'était proposé pour transmettre au gouvernement français un message de Pham Van Dong précisant qu'une entente avec la France, sur la base de la coexistence pacifique entre le nord et le sud, d'une neutralisation du sud-est asiatique, d'un modus vivendi sur l'Union française et enfin d'une reconnaissance officielle de la RDVN, était possible. Malgré le caractère urgent de la demande et sa transmission rapide par Rous rien ne se fit avant que le général de Gaulle prenne le pouvoir.

Le bilan qui peut être établi quelque quarante années après la Conférence, montre, selon M. Michel , que, si on peut retenir sa « *dimension psychologique de première importance* »[244], il n'en reste pas moins que : « *Les résultats immédiats et pratiques n'eurent pas la dimension du 'coup de tonnerre' annoncé par Senghor* » car : « *Sur l'essentiel, la Conférence de Bandung ne fut guère prise au sérieux par les Américains* (…) *et par les Européens sceptiques ou désarçonnés. Elle fut beaucoup mieux comprise par l'Union soviétique qui entreprit alors une vaste politique de séduction pour corriger son image dans le tiers monde* ». Il peut conclure :« *La véritable portée de Bandung est double : d'une part, elle confirmera la stature internationale de la Chine ; d'autre part, elle confortera un neutralisme fortement anti-européen par un anticolonialisme qui appelait de nouvelles étapes dans la décolonisation, cette fois en Afrique* »[245].

---

[244] Michel M., Décolonisation et émergence du tiers monde, op. cit., p. 261.
[245] Idem.

Nous avons vu le rôle de « *porte-parole international des mouvements se réclamant du socialisme chez les peuples dépendants* » que C. A. Ageron attribue au Congrès des Peuples jusqu'à la Conférence de Bandung. C'est peut-être en pensant à l'action de Jean Rous au sein du Congrès qu'il ajoute que : « *La plupart des leaders des peuples colonisés ont reconnu leur dette vis-à-vis de Jean Rous* »[246]. Cela explique aussi l'accueil qui lui fut réservé à la Conférence.

Au moment où Jean Rous acceptera d'être le président d'honneur de l'Union pour la Région Catalane, en août 1982, un article de L'Indépendant rappellera à cette occasion les luttes anticoloniales antérieures du nouveau président, en insistant sur le fait que Jean Rous fut « *le seul catalan et, sans doute, le seul citoyen français à participer à part entière au Congrès de Bandong* (sic) *où le tiers monde revendiquait hautement son droit au partage des richesses de la terre et mettait en avant la stratégie neutraliste* »[247].

Laissons cependant à Jean Rous le dernier mot. Si, avant l'ouverture de la Conférence de Bandung, ce qui domine en lui est le souhait qu'ait lieu « *une même conférence mais en y ajoutant l'Europe* »[248], à l'issue de celle-ci, il est conforté dans « *la nécessité d'un mouvement anticolonial européen* »[249]. Cette nécessité, déjà évidente pour lui et apparemment en bonne voie avec le Congrès de Puteaux en 1948, ne parvient pas à dépasser le stade d'un regroupement d'intellectuels, pour la France du moins. En 1955,

---

[246] Ageron C. A., « La décolonisation au regard de la France », in : Histoire de la France coloniale, op. cit., p. 427.
[247] « Hommage de l'URC à son président d'honneur, Jean Rous », L'Indépendant, 1er août 1982, p. 3.
[248] Rous J., « La plus grande conférence qui se soit jamais tenue dans le monde va se réunir, le 18 avril, à Bandung », Franc-Tireur, 13 avril 1955.
[249] Rous J., Nos combats, organe de lutte contre l'oppression, n° 29, mai-juin 1955.

les difficultés d'investissement du mouvement de masse par l'idée anticoloniale telle que la défendent le Congrès des Peuples et une grande part des participants à Bandung se joignent encore à l'ambiguïté stalinienne sur le problème colonial et au rejet pur et simple du Congrès des Peuples par la plupart des Partis communistes dont le PCF.

Pourtant, les premiers feux du processus de décolonisation sont déjà allumés dans les colonies françaises.

CHAPITRE III

LE COMBAT AU QUOTIDIEN
POUR L'INDEPENDANCE DES PEUPLES OPPRIMES

Dans ce chapitre nous allons pouvoir suivre Jean Rous dans ses combats permanents pour l'indépendance des colonies françaises. Au travers de ses carnets on peut effectivement suivre toutes ses actions, souvent discrètes, pour venir en aide à ses amis africains ou asiatiques. Nous essaierons, pour une lecture plus simple, de traiter pays par pays le travail anticolonial de Rous.

1. L'Indochine :

Ce combat de Rous vient de loin. Déjà à l'époque trotskyste, il avait été amené à combattre aux côtés de ses camarades annamites.

Plus tard, il participa indirectement à la Conférence de Fontainebleau de 1946. Trois mois plus tard, comme nous l'avons vu, il eut l'occasion de se rendre au Viêt-nam pour accomplir une mission de conciliation au nom du Parti socialiste, mais, au dernier moment, ce fut L. Boutbien qui partit à sa place. En tant que journaliste, il put entrer en contact avec les dirigeants viêt-minh : Ho Chi Minh, Pham Van Dong, Hoang Minh Giam Il connaît par ailleurs Nguyen Van Chi et d'autres dirigeants vietnamiens. Tout cela, bien sûr, est à ajouter aux nombreuses interventions de Rous lors de ses deux mandats au comité directeur de la SFIO.

En juillet 1948, un vietnamien, Le Van Truong lui écrit son accord avec la démarche du RDR et se propose d'adhérer tant au RDR qu'à la SFIO pour renforcer le courant anticolonialiste que Rous représente. Le Van Truong est

le fondateur du Mouvement Populaire Cochinchinois ; par là-même, il est leader de la gauche de Cochinchine. C'est enfin un socialiste non marxiste. Son organisation réclame « *une Cochinchine autonome dans le cadre d'une fédération vietnamienne* »[250].

Cependant, ce courant anticolonialiste n'est peut-être pas si important au sein du groupe vietnamien de la SFIO. En effet, les archives Lancelle comportent un long texte adressé à « *Monsieur le député* » et daté du 7 mars 1949 qui soutient la majorité de la SFIO dans ses propositions sur la question vietnamienne. Elle abonde donc dans le sens des députés socialistes qui avaient convié « *toutes les familles spirituelles et politiques du Viêt-nam* » à coopérer à la construction de l'ordre nouveau préparé par les accords du 7 décembre 1947 et du 5 juin 1948. Le signataire de ce texte, Hoang Van Co, socialiste vietnamien de la 7ème section, est en accord parfait avec les élus socialistes et s'oppose tant à la position de Caput que de ceux qui la soutiennent, comme Jean Rous ou Paul Rivet. Pour ce militant vietnamien, Caput se trompe sur Ho Chi Minh. En effet, Ho Chi Minh est le chef du parti communiste indochinois, ancien responsable du Kominterm et aujourd'hui du Kominform. Le Viêt-minh, au départ, est une organisation de front nationaliste mais est de plus en plus dominé par les staliniens. S'il avait obtenu en 1945 l'adhésion de nombreuses formations non communistes, c'était grâce à une façade nationaliste et patriotique. En réalité, ni Ho Chi Minh ni le Viêt-minh ne sont partisans de l'Union française. De plus, Ho Chi Minh et le parti communiste vietnamien sont à l'origine de l'élimination d'une grande partie de l'opposition au sein de l'assemblée constituante de Hanoï.

Ce militant socialiste conclut en apportant son soutien à la restauration monarchique de l'empereur Bao Daï, car « *on peut être*, ajoute-t-il, *monarchiste et véritablement socialiste* ». Il rappelle dans la dernière phrase de sa lettre que ceux qui soutiennent Ho Chi Minh ont quitté le Parti socialiste ; « *c'est le cas de Rous et de Rivet* », ajoute-t-il[251].

---

[250] Devillers P., Histoire du Viêt-nam, op. cit., p. 320.
[251] OURS, archives Lancelle, 13 APO 2, lettre du 7 mars 1949.

Lors d'une série d'articles dans Franc-Tireur, datée de janvier 1950, Jean Rous reprend les « *huit ans d'occasions perdues* [vers] *une difficile mais indispensable négociation* »[252]. Il dresse donc un bilan de ces occasions. Les arrière-pensées du Haut Commissaire faisant travailler, sous déguisement cochinchinois, des équipes spécialisées n'ont pas donné à ses interlocuteurs vietnamiens des gages d'une grande honnêteté. Pendant les négociations de Fontainebleau, Thierry d'Argenlieu a créé un gouvernement autonome en Cochinchine. L'échec de la Conférence de Fontainebleau, parallèlement à l'attitude de d'Argenlieu, ont fait perdre un peu plus de crédibilité à la France, qui, par ailleurs, n'a pas appliqué ces accords et a même exploité les incidents de Haïphong provoqués par le Haut Commissaire.

Pendant ce temps-là, Ho Chi Minh proposait en permanence de négocier aussi bien avec Bidault qu'avec Blum. Mais on ne saisit pas ces véritables occasions de négociation directe. Le professeur Mus, en 1946, rencontra de nombreux dirigeants vietnamiens, mais on ne tint pas compte de ses avis. Moutet en janvier 1947 était chargé de rencontrer Ho Chi Minh : il ne l'a pas fait. Lorsque Caput, en juillet 1948, tenta de préparer le terrain à une négociation avec Ho Chi Minh, des manœuvres administratives et un faux message radio ont empêché leur rencontre. C'est ainsi que Jean Rous décrit, en 1950, la « négociation »

Le 13 novembre 1950, Jean Rous écrit à Nehru pour le prier de préparer une solution au problème indochinois ; il propose la forme d'une mise sous tutelle, indienne par exemple, de l'Indochine en l'attente de l'indépendance. En effet, cette région extrême orientale, avec la Corée au nord et l'Indochine au sud, lui paraît être une grande menace pour la paix.

Un autre socialiste, Ly Vinh Kuon, lui écrit le 10 mai 1951, là aussi pour demander une intervention de Rous auprès des socialistes. Dans la

---

[252] Rous J., « Le guépier indochinois menace la paix mondiale », « Vifs incidents à l'Assemblée au cours du débat sur la ratification des accords Bao Daï », « Le vote des accords Bao Daï ne résout rien. La guerre continue », « Oui, on vient de laisser passer l'occasion de négocier avec Ho Chi Minh ! », Franc-Tireur , 23, 28-29, 30 et 31 janvier 1950.

lettre de Hoang Van Co, Ly Vinh Kuon y était appelé Kuong Viêt, et y était traité de « *stalinien camouflé, lieutenant du leader communiste Tran Van Giau et fondateur du parti démocratique* ».

En janvier 1952, Jean Rous lit dans le Populaire un article qui le scandalise car Ramadier concède que, pour lui, Ho Chi Minh n'était pas entre les mains des communistes chinois en 1948. Rous considère que Ramadier est donc responsable de la guerre en avouant cela, puisqu'il a refusé de négocier avec Ho quand cela était possible. Aux yeux de Rous, la SFIO, pour sa part, continue de faire confiance à des hommes qui « *portent la responsabilité de sa désagrégation* »[253].

A la même époque, la presse travailliste britannique lui semble reprendre son idée de mise sous tutelle du Viêt-nam pour aller vers l'indépendance, mais cela lui paraît tellement tardif qu'il ne croit plus à cette solution.

L'année 1954 est celle de la fin de la guerre d'Indochine puisque, d'une part Dien Bien Phu, le 7 mai 1954, marque la défaite militaire tandis que se prépare la Conférence de Genève qui doit enfin sceller le sort des états indochinois. A l'occasion de cette Conférence, Jean Rous a des mots avec les membres de la gauche indépendante à propos de leur sectarisme vis-à-vis de Mendès France. Il rencontre son ami Nguyen Van Chi, délégué officieux du Viêt-minh à Paris, qui est mécontent de la façon dont Franc-Tireur traite l'affaire indochinoise mais qui précise qu'il n'en veut pas à Jean Rous car sa position a toujours été correcte depuis 1945.

A l'occasion de la Conférence de Genève, Jean Rous va porter, le 25 mai, au sein d'une délégation composée du pasteur Roser, de J. Nautet, de G. Thévenin, de M. Mortaud, de M. Ner et de G. Chaffard, une motion demandant le cessez-le-feu. L'Humanité en rend compte sous le titre « Pour un cessez-le-feu en Indochine ». Jean Rous assiste à la Conférence de la paix à Genève et y retrouve Pham Van Dong qui lui paraît être un stalinien souple dont l'intérêt est qu'un accord avec la France soit signé. Malheureusement

[253] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, Carnets, janvier 1952.

tous deux craignent que le sud ne prenne la voie de la Corée du Sud dans son alignement pro-américain. A Genève, Jean Rous rencontre aussi Mendès France ainsi que Krishna Menon, ministre des Affaires Etrangères indien, qui participe aux conversations privées en marge de la Conférence de Genève.

En décembre 1954, la mort de Caput touche énormément Jean Rous car il avait manifesté une remarquable clairvoyance sur la question du Viêt-nam.

L'inquiétude le gagne lorsqu'il découvre au travers d'un article du Monde qui lui paraît objectif, qu'une forme de totalitarisme semble se développer au nord Viêt-nam. Ho lui semble dépassé.

Le 23 mai 1955, selon L'Humanité, Jean Rous participe à une réunion publique pour l'application des accords de Genève et la paix en Asie à la Mutualité. R. Capitant préside la réunion tandis que Jean Rous , de retour de Bandung, Y. Farge, et J. Mitterrand y prennent la parole. Quelques années plus tard, en 1984, Jean Rous, lors d'une séance au festival de cinéma de Perpignan « Confrontation », racontera ces événements d'avril 1955 en Indonésie, en ces termes : « *Quand, après Dien Bien Phu, j'ai rencontré Pham Van Dong qui était le bras droit d'Ho Chi Minh, comme premier ministre du Viêt-nam, je l'ai rencontré à la Conférence de Bandung où j'étais allé en 1955. Nous avons passé presque toute la nuit à discuter dans une villa que les chinois indonésiens avaient mise à sa disposition. Et alors, sachant que j'étais un ami de Senghor, qui était à ce moment-là secrétaire du gouvernement d'Edgar Faure, Pham Van Dong, au nom d'Ho Chi Minh, m'a chargé d'un message pour le gouvernement français. Il m'a dit : 'Nous ne voulons pas humilier la France, bien que nous l'ayons vaincue. Je vous charge de dire à M. Edgar Faure, par l'intermédiaire de Senghor, de la part du président Ho Chi Minh, que nous autres, nous sommes prêts à adhérer à l'Union française qui se transformera progressivement en Commonwealth si la France joue vraiment la carte du Nord Viêt-nam et refuse de se laisser entraîner par*

les américains à des intrigues contre le sud qui veut la guerre'. J'ai fait cette communication à Senghor. Il l'a transmise au gouvernement et par la suite, comme l'a raconté E. Faure à l'Académie française, le gouvernement a fait la dissolution dans l'espoir d'engager plus tard un dialogue avec l'Algérie. Au lieu d'un gouvernement Edgar Faure, il y a eu un gouvernement Guy Mollet, apparemment plus à gauche ; mais en ce qui concerne le Viêt-nam, le gouvernement Guy Mollet a continué à jouer la carte américaine et n'a pas joué la carte du dialogue avec le sud. Je me souviens que, en revenant de Bandung et portant ce message, je n'ai eu aucune espèce d'audience dans le parti socialiste. Les deux seules personnes avec qui j'ai pu faire des conférences étaient à ce moment-là des gaullistes de gauche : Capitant et Michelet. Nous avons transmis le message de Pham Van Dong à des conférences que nous faisions à Paris où nous disions : 'Le Viêt-nam veut se réconcilier entièrement avec la France mais la France ne le veut pas' »[254].

Il participera encore à quelques réunions sur le Viêt-nam (11 juillet 1956, à la salle des Sociétés savantes) et il réfléchira aussi à la nouvelle politique que le général de Gaulle met en place à propos de l'Asie. Il compte en particulier beaucoup sur Nehru pour la faire avancer ; c'est ce qu'il écrit le 4 novembre 1958.

Son départ pour le Sénégal ne l'empêchera pas de rester en contact avec des amis vietnamiens, bien au contraire.

2. Madagascar :

Le deuxième thème, chronologiquement, d'intervention de Rous concerne la répression à Madagascar. Le 22 juillet 1948, il est cité à comparaître comme témoin à la requête de Mrs. Raseta, député de Madagascar, et Ra-

---

[254] Jean Rous , intervention au festival « Confrontation » en présentation du film « La République est morte à Dien Bien Phu » de Jean Lacouture, 2 avril 1984.

voahangy à 8 h 30 devant la Cour criminelle de Tananarive. Nous n'avons pas su si Jean Rous est effectivement allé témoigner. Quelques semaines plus tard, il participe à un grand meeting au Palais de la Mutualité, le 12 octobre 1948, et intervient pour que la justice à Madagascar soit rendue car le verdict est odieux. Il est nécessaire que le tribunal de Tananarive soit dessaisi. Il est présent lorsque la Cour de cassation examine les cas des militants malgaches, les 29 et 30 juin 1949. On sait que les jugements seront confirmés par la Cour de cassation mais que le Président Auriol, sous la pression de nombreux militants socialistes dont Jean Rous, graciera les condamnés à mort. Jean Rous signera, le 7 août 1949, une pétition « *pour la révision des procès de Tananarive* » en tant que journaliste à Franc-Tireur et secrétaire du Congrès des peuples. Le 1er janvier 1949, Raseta avait écrit à Rous pour se plaindre de sa condition de prisonnier et demander qu'il puisse accomplir sa peine en France. Il semble avoir été entendu puisque, le 1er janvier 1951, il présente ses vœux à Rous en tant que « *déporté à Calvi en Corse* ». Le 1er janvier 1954, toujours de Calvi, il souhaite une bonne année à Jean Rous. En septembre de la même année, le second député Rabenamanjara, écrit à Jean Rous pour le remercier de son article sur le congrès des artistes noirs et dont Jean Rous a « *dégagé à merveille le sens que nous avons voulu et que nous entendons donner à notre manifestation* »[255]. Il ajoute que sa compréhension et sa fraternité l'ont toujours aidé alors qu'il faut se méfier des Européens de mauvaise foi qui prêtent aux Africains des idées et des intentions qu'ils n'ont jamais eues. J. Ravoahangy écrit, le 31 décembre 1956, depuis Cannes à son « *cher ami Rous* » qu'il passera son premier nouvel an de liberté après une peine « *pour un crime qu'* [il n'a] *pas commis* »[256]. Le 17 février 1960, Jean Rous revoit ses amis, députés malgaches condamnés à mort, et s'aperçoit que, bien qu'il ait été le premier à les soutenir, tout s'est passé comme s'il n'avait rien fait. Il note par ailleurs que le MDRM, pionnier de l'indépendance s'est totalement aligné sur la poli-

---

[255] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 46, lettre de J. Rabenamanjara à Jean Rous du 26 septembre.1956.
[256] Idem, lettre de J. Ravoahangy à Jean Rous du 31 décembre 1956.

tique de Tsiranana, qui a réussi à obtenir l'indépendance. Certes les étudiants et les activistes sont mécontents mais la réalité de l'indépendance est là. Pendant les discours, les deux députés malgaches ont rendu un «*hommage digne d'un féal à de Gaulle devant un parterre de gauchistes anti-gaullistes* »[257]. Jacques Rabemananjara déclara quelques années plus tard en parlant de l'Assemblée nationale : « *Jamais elle n'a accepté de nous défaire de notre mandat, si bien que, pendant les années où nous croupissions en prison, dans les débats parus dans le journal officiel de l'Assemblée nationale, quand il y avait vote vous pouviez lire : 'Raseta, Ravohangy, Rabemananjara, empêchés'. Nous étions dans les geôles coloniales et l'Assemblée nationale reconnaissait notre totale innocence* »[258]. C'est ce que Rous a toujours défendu.

<u>3. L'Algérie :</u>

Jean Rous est en contact avec des militants algériens depuis l'époque du Front populaire. Il les retrouve au sortir de la guerre sans qu'il fasse de distinction entre les différents mouvements qui se sont créés pendant cette période. Il ne fera que rechercher l'unité des mouvements nationalistes algériens tout au long des années de guerre d'Algérie.

En juillet 1948, A. Boumendjel lui envoie une lettre commentant un texte écrit par Rous et modifié « *par les camarades* » ; malheureusement il ne joint pas ce texte, se contentant de mentionner les modifications qu'ils souhaitent. Rous répond qu'il est d'accord sur ces modifications si cela peut faciliter l'union. Mais entre qui cette union ? Au sein du MTLD de Messali Hadj, depuis la victoire d'octobre 1947 et le trucage des élections d'avril 1948, une part non négligeable de la direction s'oriente vers une priorité

[257] ADPO, fonds Jean Rous , 96 J 20, Carnets, 17 février 1960.
[258] Témoignage de J. Rabamananjara in : <u>L'Afrique noire française à l 'heure des indépendances</u>, Actes du Colloque d'Aix en Provence, 26-29 avril 1990, Paris, CNRS, 1992, p. 628.

donnée à la lutte armée tandis que Messali est « *pour l'action mais subordonnée aux impératifs politiques et non érigée en principe absolu* »[259]. Par ailleurs, A. Boumendjel dirige l'UDMA dont on a vu qu'elle négociait avec l'organisation de Messali, mais sans résultat. Le texte modifié par les « *camarades* » de Boudmenjel peut aussi renvoyer tout simplement à la conséquence du débat du 21 juin 1948 de Puteaux, où un texte a été repoussé par les délégués nord africains (en particulier de l'UDMA et de l'UGTT) qui ne comprenaient pas que les seuls impérialismes relevés soient américain ou soviétique considérant qu'on oubliait l'impérialisme français et britannique. Jean Rous s'était alors engagé à reprendre le texte concernant l'impérialisme français.

Le 8 février 1949, Jean Rous va témoigner devant le tribunal de Melun pour Messali Hadj accusé d'avoir organisé une réunion sans autorisation. D'autres témoins sont présents ; Claude Bourdet et Marceau Pivert déposent, tandis que Altman et Barré sont présents dans la salle. Selon Franc-Tireur du 9 février, Jean Rous exprime sa solidarité avec Messali au nom du Congrès des peuples et apporte son soutien aux peuples opprimés de la part des démocrates européens. Messali est condamné à 2000 francs d'amende. Franc-Tireur du 23 juin 1949 fait état d'une réception de Messali dans les locaux du journal la veille à midi. Des journalistes de ce quotidien sont présents (Péju, Altman, Treno, Ronsac, Lefort et Ferniot) ainsi que Jean Rous au titre de secrétaire du Congrès des peuples. Ils viennent tous apporter leur soutien au leader du Parti du Peuple Algérien sommé par le Ministère de l'intérieur de quitter Paris avant le vendredi midi. Le lendemain, Messali passe à nouveau au tribunal. La Cour d'appel juge la décision du Tribunal de Melun. Jean Rous est encore présent aux côtés de Messali dans la salle d'attente.

Le 21 février 1950, Franc-Tireur se plaint de l'interdiction d'un meeting des messalistes à Paris.

[259] Stora B., Messali Hadj, op. cit., p. 205.

Lors d'élections complémentaires en Algérie, Jean Rous est délégué comme observateur au nom du Congrès des peuples. Il profite de son voyage pour rencontrer Ferhat Abbas et Messali. Le pays lui paraît toujours aussi beau mais la répression y est très forte, sans aucune liberté de presse ni d'opinion pour les musulmans. Ces contacts avec Ferhat Abbas lui permettent de prendre conscience que celui-ci est certes prêt à une union avec les autres composantes du nationalisme algérien, mais il le trouve beaucoup trop nationaliste et pas assez ouvert vis-à-vis des Européens. Il en veut pour exemple le fait que F. Abbas porte sur ceux-ci des jugements très négatifs. Globalement, il accuse tous les Français de tous les maux. Rous ne peut s'empêcher de remarquer que ses propres actions sont ainsi bien oubliées, alors que, écrit-il, « [j'ai] *combattu parfois même avant lui* »[260].

En ce qui concerne Messali, Rous le trouve toujours aussi pur et ferme mais lui semble cependant coupé des réalités, négligeant le concret et les nécessaires transitions. Il n'est sûrement pas encore dans le bain à cause de la répression, pense Rous. L'union entre partisans de Abbas et de Messali doit pourtant se faire et permettre de créer un nouveau type de militant plus accroché aux revendications immédiates pour aller vers l'indépendance par étapes. Le risque est que le stalinisme, par le biais des revendications sociales, dépasse le mouvement national en force.

De plus, il manque à la France un mouvement progressiste qui soit le correspondant et le soutien du mouvement national. Fin décembre 1950, Jean Rous s'inquiète des délires du mouvement de Messali qui ne cesse d'attaquer Bourguiba dont la tactique et l'isolationnisme nuisent indéniablement au mouvement national algérien ; mais ces critiques ne font rien avancer. Il est nécessaire de créer une « maison nord-africaine » avec un sens de la démocratie et une capacité de critique qui manquent actuellement aux mouvements nord-africains.

---

[260] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 16, Carnets, 20 octobre 1950.

Durant l'année 1951, Jean Rous met en contact les dirigeants syndicaux algériens avec Irving Brown, au nom de la CISL[261].

L'évolution des messalistes ne cesse de l'inquiéter. Le MTLD semble vouloir s'apparenter aux communistes sans même en avoir averti le Congrès des Peuples. Les militants rencontrés prétendent que cela ne les engage en rien ; en réalité, ils sont prisonniers de leurs difficultés et ne savent comment s'en dégager, constate Rous. En effet, une crise importante à l'intérieur du parti oppose violemment les partisans du comité central, que l'on trouve essentiellement en Algérie, et ceux de Messali, surtout Algériens de l'immigration. Pour Rous, l'essentiel est de maintenir le contact avec tout le monde, de sauver ce qui peut l'être du Congrès des Peuples et de l'unité des Nord-africains. Il s'agit aussi sûrement pour lui d'une réponse à la manifestation de la politique du pire adoptée par le gouvernement français. Le séparatisme algérien existe à l'état latent et est « encouragé » par les excès du colonialisme. Une fois encore, seul un redressement français et une proposition de type commonwealth peuvent faire évoluer favorablement la situation en Algérie.

Le fait que Naegelen ait été démissionné de son poste de gouverneur pour cause de fraude électorale amuse beaucoup Jean Rous qui attend avec impatience que d'autres gouverneurs « sautent » pour les mêmes raisons.

Lors des élections législatives de juin 1951, Jean Rous n'accepte de se présenter que s'il a la caution des Nord-africains. Il pense l'avoir mais se trouve battu à cause d'« *une défaillance algérienne* ». C'est en tout cas ce que lui écrit Bourguiba qui est « *peiné de cet échec, qui ne* [vous] *diminue pas, bien au contraire, et plus encore du fait que nos amis algériens y ont été pour quelque chose. La bêtise est sans limite*, ajoute-t-il ; *je souhaite qu'ils n'aient pas à le regretter d'ici peu* »[262]. Cette analyse va dans le sens de celle de Rous qui, lorsqu'il tirera son bilan de la décennie passée, note sur ces

[261] Harbi M., Le FLN, mirage et réalité, des origines à la prise du pouvoir, op. cit., p. 410.
[262] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 41, lettre de H. Bourguiba du 13 juillet 1951.

élections, que : « *Elections et congrès sabotés par Zoubir, MTLD* »[263]. Zoubir est le pseudonyme de Mohamed Yazid, un des dirigeants du MTLD en France.

Pendant les élections, Jean Rous est absent, il est en effet allé surveiller, en Algérie, le déroulement des élections législatives. Il établit alors avec Y Dechezelles un dossier sur celles-ci. Il vient par ailleurs de publier un manifeste intitulé « Le Congrès des peuples s'adresse aux démocrates de France » qui tire un bilan des activités anticolonialistes de l'organisation qu'il a créée. En août, il rencontre Messali et le trouve un peu découragé et naïf sur un certain nombre de points. Mais Jean Rous pense qu'un redressement est possible car Messali veut aller jusqu'au bout.

En décembre, ses amis algériens souhaitent organiser un grand meeting au Vel. d'Hiv. ; le ministère de l'intérieur leur interdit … sauf si les communistes l'organisent, dans ce cas ils pourront y participer. Pour Jean Rous, il s'agit d'une « *politique de gribouille* »[264].

Ses carnets notent de nouveau, en avril 1952, le trucage des élections pour éviter que le PPA ne prenne le pouvoir. On organise une dictature de l'administration.

A l'occasion du 1er mai 1952 et d'un cortège CGT particulièrement maigre, Jean Rous se réjouit de la vitalité et de la force du cortège algérien. Cette vitalité s'est traduite à Douai et à Valenciennes par des heurts violents avec la police qui ont fait un mort chez les manifestants. Rous tire de cette vitalité l'idée que : « *Ce sont les peuples coloniaux qui symboliquement régénèrent le mouvement ouvrier tandis que la stupide politique française les pousse dans les bras des staliniens, alors qu'ils préféreraient manifester tout seuls s'ils en avaient le choix* ».

A la suite d'importantes manifestations à Orléansville, le 14 mai 1952, des incidents font deux morts. Messali, qui avait repris ses tournées de propagande en Algérie, se voit interdire les trois départements ainsi que le terri-

[263] Idem, 96 J 20, Carnets, 25 décembre 1958.
[264] Idem, 96 J 17, 16 décembre 1951.

toire du sud. Il est arrêté et transporté manu militari à Niort. D'une certaine façon, cet exil va confirmer l'évolution du MTLD. Avec Messali et le groupe de France d'un côté, le comité central et le reste du parti en Algérie. C'est ce second groupe qui sera à l'origine du FLN.

Lors d'une conversation en septembre 1952 avec son ami marocain Allal El Fassi, à Bruxelles, Jean Rous évoque le mouvement de Messali. Le dirigeant marocain pense que les nombreuses erreurs tactiques ont nui à ce parti. Jean Rous lui répond qu'il faut travailler au redressement du MTLD et que la situation des deux pays est différente puisque l'Algérie est une « colonie » tandis que le Maroc, protectorat, a une certaine indépendance même si elle est théorique.

Le travail de redressement ne semble pas porter ses fruits puisque deux ans plus tard, le 23 septembre 1954, Jean Rous note que le MTLD continue de le décevoir : « *Ils en viennent aux mains* », écrit-il. « *Les anti-messalistes veulent une politique beaucoup plus constructive* », constate-t-il[265].

Le déclenchement de l'insurrection le 1er novembre ne l'étonne pas vraiment : elle est le résultat de la passivité, de la répression et de la politique de force de la France. Plus loin, il ajoute : « *En Algérie tout le monde (y compris le PC) dénonce le terrorisme mais personne de sensé ne devrait approuver les représailles collectives et la répression* »[266].

Ainsi, le 1er novembre 1954, la Révolution algérienne commence. Jean Rous en est averti comme de nombreux journalistes puisqu'il a « *parmi les premiers, reçu ce fameux tract appelant à l'insurrection* »[267]. Est-il averti en tant que journaliste ou en tant que dirigeant du Congrès des Peuples ? Rien ne permet de le dire mais dans le cas de Rous et de son travail journalistique les deux vont de pair. Comme le note M. Harbi, cette proclamation

[265] Idem, 23 septembre 1954.
[266] Idem, 96 J 18, 25 octobre 1954.
[267] Rous J., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 181.

définit « *des buts de guerre, contrairement aux déclarations de l'Etoile Nord Africaine et du Parti du Peuple Algérien qui se sont présentés au peuple algérien avec un programme de gouvernement* »[268].

Jean Rous connaît la plupart des acteurs nationalistes de cette révolution en marche, où qu'ils se situent, face à l'insurrection. On l'a dit, Messali est un ami, en résidence forcée à Niort depuis mai 1952. Il vient d'être, malgré son absence forcée, élu président à vie du MTLD. Jean Rous connaît aussi les modérés, F. Abbas et A. Boumendjel. Il a rencontré ce dernier à plusieurs reprises depuis la fin de la guerre, mais ils s'étaient connus avant guerre. Il a interviewé F. Abbas en 1946. Ces deux militants vont rejoindre le FLN quelque temps après l'insurrection. Jean Rous est en contact aussi avec les centralistes au travers de Zoubir (M. Yazid) qu'il a rencontré d'abord en tant que responsable en France du MTLD puis au sein de la rédaction d'Algérie Libre, hebdomadaire de ce parti, interdit et « réfugié » dans les locaux de Franc-Tireur. M. Yazid, lors de la crise entre les messalistes et les partisans du comité central a pris le parti de ces derniers. On sait que Jean Rous a tenté à plusieurs reprises de rapprocher les deux tendances. Ce qui montre qu'il est reconnu par tout le monde. Il tente aussi lors de ses voyages en Algérie de rapprocher F. Abbas et Messali Hadj. Comme dans le premier cas, c'est un échec. Rous pourrait enfin avoir connu deux des dirigeants du FLN, Boudiaf et Didouche, responsables en France du MTLD peu avant l'insurrection.

Rous est donc au cœur de la révolution algérienne. Il écrira plus tard à propos du début de l'insurrection : « *Cela ne m'a pas surpris, puisque je savais qu'on la préparait, sauf que je pensais que Messali y jouait un rôle plus décisif* »[269].

Le 5 novembre, le MTLD est dissous.

Le 7 décembre, Jean Rous note dans son carnet que les fellaghas « *se rendent en masse* ». Il ajoute que la frénésie réactionnaire s'en donne à

---

[268] Harbi M., Les archives de la révolution algérienne, Paris, Jeune Afrique éditions, 1981, p. 101.
[269] Rous J., Un homme de l'ombre, op. cit., p.183.

cœur joie en Afrique du Nord. Cela confirme la remarque qu'il avait faite au moment de l'insurrection sur les gens qui étaient choqués par le terrorisme mais qui oubliaient les représailles et la répression.

L'année 1955 est pour Rous, comme on l'a vu, occupée par la Conférence de Bandung et comme on le verra par les « affaires » tunisienne et marocaine. Aussi ses carnets ne renferment aucune note sur ce qui se passe en Algérie. Il ne revient sur ce thème que l'année suivante.

Début janvier 1956, il participe à une réunion publique sur l'Algérie organisée par le Comité des Intellectuels. J. J. Mayoux préside ce meeting salle Wagram. A la tribune on trouve aux côtés de Rous, D. Guérin, P. Stibbe, A. Mandouze, J. Dresch, J. P. Sartre et R. Barrat. Lorsqu'il s'agit de donner la parole à M. Merbah du MTLD-MNA, la tribune se divise. Ce dernier parvient cependant à s'exprimer en tant que représentant du nationalisme algérien. Cependant, comme le note B. Stora, c'est « *une victoire à la Pyrrhus. La plupart des orateurs français, à l'exception de Jean Rous et de Daniel Guérin, ont déjà fait valoir leur préférence pour le FLN* »[270].

Guy Mollet, devenu Président du Conseil fin janvier, suscite dans un premier temps dans toute la population d'Algérie une impression favorable. Il déclare d'une part : « *Est-il besoin d'insister sur ce que deviendrait la France sans l'Algérie et l'Algérie sans la France ?* » et, d'autre part, : « *Il faut réaliser l'égalité politique totale de tous les habitants de l'Algérie.* »[271]. Le 6 février, il décide d'aller installer le général Catroux comme gouverneur général à Alger. Jean Rous l'accompagne et assiste à ce que l'on appellera plus tard la « journée des tomates ». En effet, la population européenne d'Algérie n'accepte pas la présence du général Catroux ni même ce que Guy Mollet se propose de faire : déclarer le cessez-le-feu, organiser des élections et négocier. Devant cette violence des Européens, Mollet céde immédiatement et

---

[270] Stora B., « La gauche et les minorités anticoloniales françaises devant les divisions du nationalisme algérien, (1954-1958) », in : La guerre d'Algérie et les Français, sous la direction de J. P. Rioux, Paris, Fayard, 1990, p. 70.
[271] Déclaration d'investiture de Guy Mollet à l'Assemblée Nationale, 31 janvier 1956.

nomme le socialiste R. Lacoste en remplacement de Catroux. Pourtant, celui-ci, Français d'Algérie lui-même, « *avait compris la nécessité de la décolonisation et avait les qualités nécessaires pour faire face à la situation* »[272]. Sous la direction de Lacoste, l'ère de la répression a continué. Rous le « *soupçonne d'avoir été à la fois séduit et terrorisé, si bien qu'il s'est rendu aux idées coloniales* »[273].

Pour D. Lefebvre, le général Catroux démissionne dans des conditions « *dont les circonstances exactes restent, aujourd'hui encore, peu connues* »[274]. Il ajoute qu'il a démissionné de sa propre initiative de son poste de ministre résident en Algérie, tandis que Guy Mollet est en train de téléphoner au Président de la République pour lui expliquer la situation. Cette version des faits serait étayée, selon D. Lefebvre, par un échange de lettres entre Guy Mollet et l'un de ses amis, L. Faucon, et daté de 1969.

De retour d'Algérie, Jean Rous note dans son carnet : « *J'étais en Algérie lors de la manifestation des colons contre Guy Mollet. C'est une minorité raciste et fanatique. Guy Mollet a capitulé, abandonné Catroux et choqué les Musulmans. La solution semble compromise, surtout si l'on ne fait pas un 'Aix-les-Bains', comme le suggère Messali Hadj. Guy Mollet va enterrer le socialisme en Algérie avec sa pitoyable polémique. J'ai vu certains nationalistes algériens, ils sont divisés mais ont le souci de s'unir pour les négociations. Un tract du FLN se flatte de ne pas avoir voulu prendre contact avec moi car envoyé de Mollet. Après la lamentable exhibition de Mollet, la méfiance s'explique. Je souhaite que ces délirants qui déclarent vouloir un Dien Bien Phu ne regrettent pas leur extrémisme. Les dirigeants politiques algériens devraient être plus mûrs, plus lucides, plus politiques* »[275].

---

[272] Rous J., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 186.
[273] Idem.
[274] Lefebvre D., Guy Mollet, op. cit., p. 185.
[275] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19, Carnets, 6 février 1956.

Le 18 mai 1956 a lieu le massacre de conscrits à Palestro organisé par le FLN. Peu après Rous note dans son carnet que la situation en Algérie est effroyable.

Il écrit, le 21 mai 1956, :« *Le gouvernement Mollet/Lacoste a perdu la tête* »[276]. Il se propose de redresser la barre lors du congrès de Lille. En effet, le 28 mai 1956, Jean Rous intervient au Congrès socialiste. Il ordonne son intervention autour de deux questions : le type de négociation à mener et les problèmes de fond de l'Algérie. Sur le premier point, Jean Rous dit qu'il soutient globalement la politique gouvernementale mais qu'il est urgent de négocier. Pour lui, aucune solution ne peut apparaître tant qu'on n'accepte pas la négociation. De la salle une voix hurle alors : « *Négocier avec qui ?* », Jean Rous répond : « *Avec ceux avec lesquels on se bat* »[277]. Il passe ensuite à une analyse de la situation dans le mouvement nationaliste. Pour lui, elle a évolué depuis le 6 février. Le FLN et le MNA sont divisés. Les premiers mettent comme préalable à toute négociation la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie, tandis que les messalistes du MNA souhaitent une table ronde rapidement. Une autre évolution est interne au FLN puisque Ferhat Abbas dirige cette organisation. Il se dit prêt à négocier avec la France si elle accepte de reconnaître aux Algériens le droit de se gouverner eux-mêmes et la possibilité de mettre en place un exécutif algérien. La position du MNA ne met aucune exclusive à partir du moment où le cessez-le-feu est déclaré. Pour Rous il faut donc proposer immédiatement une trêve militaire permettant de lancer les négociations.

Le second temps de sa réflexion concerne donc les problèmes de fond. Pour lui, deux thèses s'affrontent, la thèse fédéraliste et la thèse de l'intégration de l'Algérie dans la communauté nationale française. Cependant un élément de poids est la conscience nationale algérienne. En effet, certains rejettent l'idée même d'une conscience nationale alors qu'aujourd'hui ce fait national est indéniable. De plus, la France n'a jamais appliqué le statut

[276] Idem, 21 mai 1956.
[277] Intervention de J. Rous au Congrès du Parti socialiste, Lille, 28 mai 1956.

pourtant bâtard qu'elle avait voté au lendemain de la guerre. Il est donc nécessaire de négocier mais il faut mettre une condition quant aux droits de la minorité française et en même temps montrer aux Algériens que l'alliance avec la France est nécessaire. Il faut éviter de faire comme les Espagnols, c'est à dire perdre toutes ses colonies faute d'avoir donné à temps l'indépendance. Il cite alors Robespierre qui aurait déclaré le 13 mai 1791 : « *Périssent les colonies, si les colons veulent nous obliger par force à faire ce qui convient à leur intérêt* ». Aussi Rous propose donc de faire ce choix de conserver ce qui est conservable à condition de ne pas ruiner la démocratie et le socialisme, qui, au moment où le stalinisme décline, peuvent attirer la classe ouvrière et pour que la France rayonne sur l'Afrique grâce à la justice et à la liberté et non à l'armée. Dans ses carnets, il note à propos de ce congrès que sa thèse a été battue, qu'elle ne représente qu'à peu près 10 % des socialistes présents au congrès. Peu après, il est allé voir Messali Hadj à Belle Ile sans qu'il précise ce qu'il lui a expliqué.

Le 22 octobre 1956, Jean Rous est présent à Tunis où il attend l'avion dans lequel les dirigeants du FLN sont installés. A son retour, fin octobre, il parle du « *rapt des cinq chefs du FLN* »[278]. Cela lui paraît porter un coup aux relations franco-marocaines, c'est en tout cas ce que le Sultan effondré lui a dit, en ajoutant : « *C'est fini entre nous* »[279]. Tandis que la Tunisie rompt purement et simplement avec la France. Bourguiba lui a dit qu'il aurait préféré ne pas rompre mais qu'il a dû suivre le vent de révolte en Tunisie. Rous conclut : « *Médiocre Mollet qui accumule les catastrophes* »[280].

Le 2 novembre 1956, de nombreux socialistes signent une lettre ouverte pour la convocation d'un congrès extraordinaire de la SFIO sur le problème, entre autres, de l'Algérie. On retrouve, aux côtés de Rous, Rimbert, Pivert, Rousseau, Weitz, Fay ainsi que d'autres militants ou dirigeants socialistes parmi les signataires.

---

[278] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19, Carnets, 29 octobre 1956.
[279] Idem.
[280] Idem.

Le 10 janvier 1957, Jean Rous a rendez-vous avec A. Boumendjel. Est-il déjà à la direction du FLN ? Se prépare-t-il aux négociations de Melun ? Là encore les carnets de Rous sont totalement muets. Le 11 février, c'est la querelle entre le MNA et le FLN qui lui paraît devenir un élément essentiel de cette guerre d'Algérie. En effet, pour lui, le MNA est encore un élément non négligeable du nationalisme algérien mais lui apparaît beaucoup trop intransigeant pour qu'une union avec le FLN puisse se faire.

Courant avril, il apprend par des amis algériens que le MNA aurait été contacté par Lacoste qui aurait par ailleurs, à de très nombreuses reprises, essayé de contacter le FLN qui aurait toujours refusé. Il lui semble que Lacoste s'oriente peut-être vers des négociations. Est-ce un bon signe ?

A l'occasion de la mort d'Ali Boumendjel, frère d'Ahmed, « suicidé » le 23 mars 1957, Rous écrit un article dans le journal La Commune, sous-titré « Tribune du comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière » et dirigé par Pierre Broué. « *La fin d'un régime est toujours annoncée par quelque grand forfait. La Tunisie était indépendante du jour où 'la main rouge', toujours impunie, assassinait Ferhat Hached. Le Maroc eut cause gagnée dès lors que les contre-terroristes, toujours impunis, assassinaient froidement Lemaigre-Dubreuil. De même ceux qui ont provoqué 'le suicide' d'Ali Boumendjel ont en même temps assassiné le régime colonial en Algérie* »[281]. Il ne se fait aucune illusion sur la possibilité que l'on retrouve un jour les coupables, bien que Ahmed Boumendjel, avocat comme son frère, ait écrit au Président de la République pour lui demander d'accélérer l'enquête. Une commission d'enquête a été nommée qui doit mettre au clair toutes les étapes de la « *tragique odyssée du jeune avocat algérien* »[282]. Pour qu'elle puisse paraître crédible, Rous propose aux organisations politiques et syndicales de gauche d'exiger que des syndicalistes, des journalistes, des militants et des parlementaires de toutes tendances puissent avoir tout pouvoir

[281] Rous J., « Le suicide d'Ali Boumendjel », La Commune, n° 1, avril 1957, p. 6-7.
[282] Idem.

d'investigations. Un léger espoir est apparu avec une certaine prise de conscience de l'opinion publique. En effet, certains gestes montrent qu'on peut aller vers une protestation de masse. Mais réagir avec vigueur contre les effets de la répression est en soi insuffisant pour Rous car « *la guerre coloniale porte en elle l'arbitraire et la torture. Il n'y a pas de bonne guerre coloniale, il n'y a pas de 'pacification' possible par les armes* »[283]. Rous, enfin, appelle l'opinion démocratique et les travailleurs à imposer la convocation d'une table ronde ouverte à toutes les tendances du nationalisme algérien. Cette première étape fixera les conditions du cessez-le-feu et de la consultation du peuple algérien. Pour lui, « *Il ne suffit pas de condamner les crimes et les tortures, il faut sortir du régime colonial en Algérie comme ailleurs* »[284]. Il conclut en appelant à la libération de Messali Hadj et de Ben Bella, première étape vers des négociations sérieuses.

Le 31 mai 1957 a lieu le massacre de Melouza attribué dans un premier temps à l'armée française mais que très vite Jean Rous dénonce comme étant l'œuvre du FLN. En effet, le 5 juin, paraît un communiqué dans Le Monde, signé d'une dizaine d'intellectuels demandant au FLN d'apporter la preuve irréfutable de ses allégations dénonçant les soldats français comme auteurs du massacre. En l'absence de fourniture de preuve, les soussignés signalent qu'ils considéreront que : « *Il s'agit là d'un acte inqualifiable dont une unité de l'ALN s'est rendue coupable* »[285]. Dans le même temps ont lieu d'autres assassinats de militants messalistes.

Le gouvernement interdit, début juin, un meeting des intellectuels contre la guerre d'Algérie et des articles publiés dans les Temps modernes. Pour Rous, « *Le stalino-molletisme est stupide et faible* ».

Peu après, il témoigne dans un procès intenté aux trotskystes qui revendiquaient le droit à prononcer le mot « indépendance » à propos de l'Algérie.

---

[283] Idem.
[284] Idem.
[285] Winock M., La République se meurt, Paris, Seuil, 1985, p. 197.

En juin, toujours, a lieu le 49ème congrès du Parti socialiste à Toulouse. Rous y intervient et parle une fois de plus de l'Algérie. Il y note qu'ami des leaders algériens depuis des dizaines d'années, il n'est pas étonné de la tournure prise par les événements. Le « beau discours » présenté par Lacoste sur l'Algérie est fondé sur une affirmation fausse puisqu'il prétend que la pacification est réussie. Or la pacification est, en fait, une guerre qui amène même les plus modérés à rejoindre le FLN, comme A. Fares et Benbahmed qui au congrès socialiste de 56 était intervenu sur l'Algérie. Cela confirme ce que Rous disait un an plus tôt : « *La pacification forme la nation algérienne* ». De plus, Lacoste affirme qu'il ne peut y avoir de négociation car le FLN la refuse. Rous était présent à une conférence de presse du FLN à Tunis où il y eut refus effectif de négociation. Mais, selon Rous, il existe plusieurs tendances au sein du FLN. Si certaines refusent le dialogue comme celles représentées par R. Abbane ou L. Debaghine, d'autres autour de Ben Bella en acceptent l'idée. De plus, le MNA, lui, a toujours accepté. Un refus de négociation de la part des Français coupe les ponts à des discussions possibles et oppose aux ultras du FLN un préalable ultra : pas de négociation sans capitulation.

Il existe certes un problème de coexistence entre deux communautés mais aujourd'hui la France se bat pour une minorité uniquement, sans reconnaître la majorité : pour les colons, contre les musulmans. La position serait certainement meilleure si la majorité s'engageait clairement sur les droits de la minorité. Mais cela ne peut se faire que si la France donne un accord immédiat à des négociations. En métropole, les partis politiques sont coupés en deux. Rous souhaite que le Parti socialiste ne subisse pas le même sort. Pour cela il faut qu'il devienne l'avant-garde de l'opinion libérale en France en portant l'idée de la nation algérienne et de la reconnaissance des droits de la minorité européenne. Rous conclut en appelant à dire « *Oui au progrès, à l'union fraternelle entre une Europe et une Afrique dont on aura reconnu l'indépendance parce que cela c'est l'intérêt de la France, c'est*

l'intérêt du socialisme, c'est l'intérêt de l'Occident » et ajoute : « *Sinon la Russie et l'Amérique se partageront en Afrique les dépouilles de la France et de l'Angleterre, alors que, par un geste hardi, nous pourrions sauver une véritable présence qui ne serait plus la présence coloniale, mais qui serait la présence de la démocratie et du socialisme* »[286].

Début octobre, il stigmatise le massacre des messalistes par le FLN. En effet, après les habitants de Melouza, en juin, en Algérie, ce sont A. Semmache, H. Maroc, M. Saïd qui sont assassinés en septembre, puis ensuite Filali et Bekhat, dirigeants de l'Union Nationale des Syndicats des Travailleurs Algériens (USTA), organisation syndicale messaliste. Pour Rous,, les « règlements de compte » entre nationalistes font le jeu du colonialisme et d'une certaine façon hypothèquent une solution au problème algérien. Rous essaie de mobiliser les Français pro-FLN ou pro-MNA autour de l'idée du lancement d'un manifeste pour le règlement des relations internes au mouvement nationaliste. Cela n'aboutit pas car, selon Rous, certains « anti-colonialistes » ont une attitude grotesque. Il renonce dans le même temps à se rendre à une conférence anticolonialiste à Athènes car le monde arabe refusait d'y inviter le MNA. Seule la délégation française, qui avait accepté d'être présente si le MNA pouvait y participer et dirigée par Pivert, a quitté la salle. Son ami Dechezelles l'avertit que lui-même et d'autres Français proches du MNA sont sur les listes de gens à éliminer par le FLN. Pour Rous, ces divisions entre le FLN et le MNA sont aggravées par les prises de position sectaires et schématiques des Français. Heureusement que la Tunisie protège le MNA. A l'enterrement de Filali, seuls la Fédération de l'Education Nationale (FEN) et deux syndicats en faisant partie, le SNI et le SNES, étaient présents. Les autres syndicats français brillaient par leur absence. Avant que Filali ne meure des suites de ses blessures le 24 novembre 1957 Jean Rous et sa femme sont allés le voir sur son lit d'hôpital. Squelettique, il a semblé heureux de les voir. La Fédération du FLN a envoyé

[286] Intervention de Rous au Congrès du Parti socialiste SFIO, 29 juin 1957.

à Rous un tract « justifiant » la liquidation des contre-révolutionnaires. Rous considère que cette « *information* » confirme la dérive « stalinienne » du FLN. Il ajoute : « *A la morgue j'ai vu le cadavre de Bekhat assassiné par le FLN, comme j'avais vu celui de Sedov, fils de Léon Trotsky en 1937. Vingt ans, les mêmes procédés d'extermination physique des minorités* » ; puis il conclut « *Messalistes et trotskystes même destinée… Mais cette fois c'est le massacre avant la prise du pouvoir* »[287].

Début décembre, Jean Rous va à Belle Ile voir Messali Hadj qui lui dit, avec orgueil : « *Je suis l'objet d'une coalition mondiale* »[288]. Ils abordent ensemble le « cas » Bellounis. Il s'agit d'une des figures importantes du nationalisme en Kabylie, qui était resté proche de Messali pendant la crise du MTLD de 53-54. Après l'insurrection, le MNA (nouveau nom du MTLD après la dissolution de celui-ci) lui confie le commandement de son armée en Kabylie. L'engagement massif du FLN dans sa région le pousse vers le sud. Le massacre de Melouza ne lui laisse que peu d'espoir de pouvoir continuer la lutte, ce qui l'amène, selon B. Stora, à modifier son attitude. En décembre 1957, il abjure à la radio française toute appartenance au parti de Messali et se prononce pour que l'Algérie et la France restent liées. La France l'arme et lui attribue alors une zone de combat contre le FLN. Jusqu'en mai 1958, le MNA ne le dénonce pas. Des désaccords avec la France et des désertions dans son maquis poussent ses commanditaires à douter de son intérêt et à le faire liquider[289]. J. Simon note, pour sa part, que Bellounis posait un problème au FLN car il permet la reconstruction du MNA dans les Aurès, le Constantinois et en Oranie. En plus, son attitude était ambiguë puisqu'il combattait certains maquis FLN et en armait d'autres. Lacoste et Salan, qui l'ont armé, subissent une pression très forte pour que Bellounis soit mieux contrôlé. Des enquêtes de presse parues dans des titres proches du FLN ou liés aux activistes de l'Algérie française font monter la pression. Bellounis

---

[287] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19, Carnets, 17 novembre 1957.
[288] Idem, début décembre 1957.
[289] Stora B., Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens, op. cit., p. 169.

refuse, le 13 mai 1958, de rallier le Comité de salut public. D'une certaine façon, pour J. Simon, cela signe son arrêt de mort[290]. Cependant Messali ne semble pas désavouer Bellounis, tout en ne souhaitant pas qu'on confonde le MNA avec cette expérience, comme il le confie à Rous à Belle Ile. Par ailleurs, il se sent abandonné, y compris par Bourguiba qui semble accorder le monopole de la libération au FLN. Il espère une alliance avec la gauche française non communiste. Jean Rous le trouve humain. « *Il réprouve la violence et a épargné la vie de beaucoup de ses adversaires du Front (Boumendjel et autres), mais il ne croit plus à l'union en raison du caractère totalitaire* [de celui-ci] »[291].

Après que la CISL a repris la position de Rous sur l'union des nationalistes algériens et condamné les massacres perpétrés par le FLN, c'est autour de l'Internationale socialiste de craindre que le MNA ne soit massacré. Rous souhaite que l'Internationale socialiste convainque Mollet d'assouplir sa position. A la fin de l'année 1957, il est inquiet des attaques du FLN contre la gauche française car elles dénaturent les principes mêmes du problème algérien en compliquant le problème colonial d'un problème racial.

L'année 1958 débute par des projets d'action dont l'un concerne l'Algérie puisque Rous se propose d'agir pour la paix en Algérie et de préparer une confédération franco-algérienne.

Un article de J. Amrouche dans L'Observateur le met en colère. En effet, l'auteur avait écrit : « *Le peuple français, prolétariat compris, est activement et consciemment solidaire de la répression et de la torture* (…)*. Il est complice de la bourgeoisie au pouvoir et coupable au même titre qu'elle* ». Pour Rous, en effet, cela ressemble à la démesure des « *fraîchement ralliés au FLN* », d'autant que ce texte s'ajoute à un article d'El Moujahid où il est écrit : « *Le postulat de la communauté d'intérêt entre le prolétariat du pays*

---

[290] Simon J., Messali Hadj, Paris, Tirésias, 1998, p. 216.
[291] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19, Carnets, début décembre 1957.

colonisateur et le peuple colonisé n'est pas vérifié par l'histoire »[292]. Un autre article de L'Observateur semble montrer que le FLN n'a plus le monopole en Afrique du nord. Rous a vu des émissaires du gouvernement marocain qui tente d'unir Messali et Ben Bella. Jean Rous en est content car on reprend les idées qu'il développait depuis longtemps.

Début février 1958, Jean Rous est présent à diverses réunions entre Français pro-FLN et gauche « critique ». Il se trouve aux côtés de Jean Daniel pour rechercher une solution à la guerre d'Algérie. La discussion est parfois dure entre, d'un côté, Jeanson et Amrouche et, de l'autre, ceux qui refusent « *les excès du FLN* ». Un autre accrochage oppose G. Martinet à J. Amrouche sur l'attitude que la gauche française doit avoir. Rous se dit conciliant car il a « *l'idée de trouver sincèrement une formule de conciliation entre Algériens , puis entre Français et Algériens* »[293]. Il dit préférer une attitude intellectuelle et abstraite plutôt que des comportements équivoques.

Lors du Conseil national du 16 mars 1958, il découvre avec stupeur et désespoir que la minorité socialiste abandonne, provisoirement espère-t-il, pour des raisons tactiques « *la vocation à l'indépendance de l'Algérie* »[294]. De colère, il quitte la réunion et va visiter la cathédrale de Chartres.

Heureusement, peu après, une rencontre avec Bourguiba lui confirme que des contacts entre le FLN et le MNA ont lieu car Nasser souhaite qu'un gouvernement algérien s'installe au Caire. Messali refuse les propositions car il préfèrerait une sorte de Comité de libération plutôt qu'un gouvernement. Cependant, cela signifie qu'une « *ébauche timide de rapprochement* » s'est produite. Dans le même temps, Messali tente « *de se faire des amis, côté Nasser, côté Maroc* » afin de renforcer sa position.

Les 3-4 mai, Rous participe à une conférence nationale d'information de la SFIO dont l'un des thèmes est l'Algérie. L'idée d'autodétermination

[292] Idem,12 janvier 1958.
[293] Idem, début février 1958.
[294] Idem, 16/03/1958.

semble faire son chemin, grâce à l'action des minoritaires, bien que, dans le même temps, on essaie de les éliminer des candidatures au Sénat. Dans la nuit du 13 mai, la minorité de la SFIO est réunie pour se préparer, le cas échéant, à une relève si la direction du parti est défaillante.

Paradoxalement, les Carnets de la période de la prise de pouvoir par de Gaulle traitent essentiellement, comme nous l'avons vu précédemment, de l'aspect institutionnel du coup d'Etat et très peu de ses répercussions sur la guerre d'Algérie. Il fera une remarque sur ces moments, dans Un homme de l'ombre, en précisant que Malraux, lorsque de Gaulle est arrivé au pouvoir, lui a dit : « *Vous verrez que vous avez lutté toute votre vie pour la décolonisation, que ce sera de Gaulle qui accordera l'indépendance à l'Algérie et non pas vous !* ». Mais, selon Rous, il a ajouté : « *Ce sera dur. Nous sommes en train d'interroger des officiers de l'armée d'Algérie et ils ne veulent rien entendre* »[295]. Le 24 juin 1958, à l'annonce d'un imminent discours de de Gaulle dans lequel celui-ci proposerait de libres élections garanties par l'armée, Rous remarque qu'elles devraient être précédées de discussions avec le FLN et le MNA. En fait, de Gaulle, le 27 juin, en appelle à l'unité « *ce qui signifie qu'*[il] *en appelle à tout le monde* », écrit P. Rizzi[296].

Le Congrès de la SFIO des 11 au 14 septembre 1958 est l'occasion ou le prétexte pour Rous à un réquisitoire non contre Guy Mollet mais contre le refus du Parti socialiste de se rénover, et ce depuis 1948, et bien sûr, les positions sur l'Algérie et la décolonisation sont des éléments de cette non-rénovation.

En octobre 1958, Jean Rous va voir une nouvelle fois, « *à titre personnel et en tant qu'ami* », Messali, à Belle Ile. Il en profite pour lui demander d'écrire une lettre à de Gaulle car, malgré le refus du FLN d'accepter les propositions de celui-ci d'une « *paix des braves* », il faut « *s'engager hardiment*

[295] Rous J., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 187.
[296] Rizzi P., De Gaulle au fil des jours, op. cit., p. 148.

dans une voie politique npuvelle »[297]. Messali, en retour, charge Rous de voir de Gaulle pour lui dire qu'il est prêt à répondre à l'appel et pour lui demander audience pour discuter des modalités de fin des hostilités. Rous fait immédiatement la démarche et le secrétariat de de Gaulle accepte de le recevoir le 28. Pour lui, la réception de Messali donnerait un nouveau départ à d'éventuelles négociations. Le 26 octobre, à 17 heures, Jean Rous est reçu par le chef de cabinet de de Gaulle, Guichard. Rous lui expose le sens de sa mission. Selon lui, Messali est prêt à répondre à l'appel de de Gaulle dans l'esprit des déclarations du 3 octobre (appel à la « *paix des braves* »). Suite à l'entretien, Messali s'engagerait à expliquer au peuple algérien la nécessité de négocier et d'aller vers l'autodétermination. Cela permettrait de faire pression sur ceux du FLN qui seraient prêts à accepter les propositions de de Gaulle. En fait, le 28, Rous attend impatiemment, et en vain, un coup de téléphone. Il lui semble que de Gaulle a encore espoir de convaincre le FLN. Il comprend les hésitations mais est ennuyé car elles paralysent toute intervention. A midi, le lendemain, Guichard téléphone à Rous que de Gaulle va lui répondre. En fait, le 30 octobre à midi, de Gaulle, par la voix de Guichard, ne répond ni oui ni non. En réalité, il a donné des instructions pour élaborer un nouveau cadre de discussions. Guichard indique à Rous que ce cadre sera rapidement prêt. Diverses interventions, dont celle de Maurice Clavel, tentent de faire recevoir Rous par de Gaulle. Elles demeurent infructueuses. Rous avertit donc Messali qui lui précise qu'il continue à attendre la réponse. Le 31 octobre, Rous pense qu'il faut cesser de s'accrocher coûte que coûte à de Gaulle. Par ailleurs, il apprend par Clavel que Brouillet, ami de de Gaulle et chargé d'élaborer le nouveau plan, ignorait la démarche dont Messali l'avait chargé. Il se demande alors s'il s'agit de simple discrétion ou de machiavélisme. Quoiqu'il en soit, de Gaulle reste ainsi dans l'expectative en l'attente, peut-être, du règlement définitif de son propre statut.

[297] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19, Carnets, 24 octobre 1958.

La fin de l'année 58 est surtout occupée par les réunions internes du PSA. Aussi Rous, dans ses Carnets, ne fait plus mention de l'Algérie avant le 15 janvier 1959 où il écrit : « *Messali libéré, Ben Bella transféré, condamnés à mort graciés* ». Il s'agit d'une première décision de de Gaulle, président de la République depuis le 21 décembre 1958 et en fonction depuis le 8 janvier. Rous note : « *C'est un début, ce sera dur et long pour la paix* »[298]. Un nouvel incident oppose Messali à la police lorsque cette dernière souhaite que Messali demande sa protection. Rous téléphone à Guichard qui intervient rapidement et donne satisfaction à Messali. Une réunion a lieu avec des amis messalistes chez Dechezelles. « *Joie et réserve s'y mêlent car la bagarre continue* », remarque Rous.

Le 22 janvier, il a rencontré Messali à Chantilly. C'est du moins ce qu'il écrit dans son carnet alors qu'il a peut-être fait le voyage de Belle Ile à Chantilly avec Messali. Ce dernier lui a dit être prêt à discuter avec Ben Bella mais pense qu'en réalité le gouvernement va négocier avec les maquis. Jean Rous continue, au travers, de la presse de développer l'idée d'une réconciliation entre le MNA et le FLN. Messali livre des déclarations mesurées au Monde et au Nouvel Observateur, invite Rous à assister à un entretien avec des journalistes pendant lequel il répondra de façon très correcte aux journalistes malgré quelques bavures de langage lorsqu'il traite, par exemple ; Ferhat Abbas de « béni-oui-oui ». H. Bourguiba a envoyé une lettre chaleureuse à Messali rendant hommage « *au père de la nation algérienne* » qu'il voudrait associer à un rassemblement de masse. Pour cela il lui conseille d'adhérer au FLN. Pour Rous, cela paraît maladroit de donner aussi brutalement un tel conseil, même s'il est important de surmonter toutes les divisions. L'impression de Jean Rous et du fils de Bourguiba est qu'ils sont en train d'assister à une réconciliation, aussi fragile soit-elle. Le 3 février, Messali explique à Rous les origines de la rupture. En réalité l'essentiel de l'opposition entre Messali et le FLN tient au rôle des hommes installés au

[298] Idem, 15 janvier 1959.

Caire (Ben Bella, Krim Bel Kacem). A cela il faut ajouter leur « stalinisme », et une certaine prise en main militaire de la part des gouvernants égyptiens. Pour Rous cette analyse cache surtout des divergences sur la nature de la révolution et sur l'indépendance qu'il n'explicite pas.

F. Mauriac rencontre Rous et lui dit que de Gaulle veut rester en contact avec les nationalistes pour éviter des initiatives ultra. Le 9 février, Jean Rous écrit qu'un certain nombre d'indiscrétions ont entraîné une divulgation de la lettre de Bourguiba à Messali Hadj. Or, il lui paraît positif que l'opinion publique entende parler de l'existence de contacts. Messali se refuse à entrer dans le FLN et préférerait une sorte de reclassement du FLN dans lequel il aurait sa place. Jean Rous de retour de Tunisie, à la mi-mars, va rendre compte de ses conversations avec Bourguiba. Messali semble « attendre son destin ». Un dirigeant du FLN apporte à Rous des nouvelles de Mezerna, l'adjoint de Messali Hadj, prisonnier au Caire mais bien traité. Cet émissaire du FLN lui dit par ailleurs que Ben Bella est un homme de conciliation mais que la division interne du FLN l'empêche d'accepter la main tendue de Messali.

Le 18 mars, Messali, se confiant à Rous, lui explique qu'il se refuse à discuter avec certains militants qui sont passés au FLN, d'autant qu'il est convaincu qu'une partie du FLN souhaite l'exterminer. Jean Rous rapporte à Messali que, selon certains témoins, Ben Bella accepte désormais qu'on lui parle amicalement du dirigeant du MNA. D'autre part, selon le médecin de Ben Bella, les figures les plus populaires dans les maquis sont Messali et Ben Bella. Des bruits divers courent sur la situation faite aux messalistes. On dit que Nasser et l'Egypte ont donné comme instruction de les liquider et de mettre en avant des militaires et des jeunes. On dit aussi qu'après l'arrestation de Ben Bella, R. Abbane avait « stalinisé » le FLN et qu'en fait c'était la tendance Ben Bella qu'il avait liquidée. On dit enfin qu'il resterait au Caire une fraction Abbane, foyer d'intrigues au sein du FLN. Mais la principale inquiétude de Rous vient de l'impuissance du FLN à avoir une véritable politique.

A peu près à la même époque, Jean Rous est allé passer le week-end à Caux à un rassemblement du Réarmement Moral (RAM). Une partie des discussions concernait l'Algérie. Il y a vu plusieurs militants du FLN dont il ne note que les initiales. Ces derniers lui ont dit avoir un grand respect pour Messali et une grande méfiance pour son entourage. Jean Rous en a immédiatement rendu compte à Messali qui continue de chercher des appuis extérieurs à l'Algérie (Sultan du Maroc, Tito, ou les dirigeants chypriotes).

Ensuite, il va voir , le 6 avril, le prince Moulay Hassan, fils du Sultan du Maroc, en visite à Paris. Le prince semble rejeter Messali, refuse de lui parler et tonne à Rous : « *Dites-lui de se tenir tranquille* »[299]. Pour Rous, le prince a peur du FLN. Mais peut-être est-il simplement sceptique sur une possibilité d'arrangement, écrit-il une semaine plus tard.

Une grippe le tient cloué chez lui depuis le début du mois de mai. Seuls ses amis du RAM et du MNA se sont inquiétés pour lui.

Il semble que le FLN ait décidé de reprendre ses assassinats puisque le secrétaire de la région parisienne du syndicat messaliste, M. Nadji, est abattu le 6 juin 1959 à Paris. Il venait depuis quelques mois d'être libéré de prison. Pour Rous, il s'agit probablement d'un raidissement de l'aile totalitaire du FLN. Cela va peut-être obliger les dirigeants, qui se taisaient, à prendre parti.

Le 17 septembre, il est invité à déjeuner par Messali Hadj qui lui apprend que l'aile fanatique du FLN vient de le rater. Messali semble tranquille et plein de sérénité. Il envisage de tenir une conférence de presse dans laquelle il prendrait acte de la décision de de Gaulle, dans son discours de la veille, de préconiser l'autodétermination, de proposer des négociations et une indépendance à court terme sans partition de l'Algérie. Pour Messali et pour Rous le discours de de Gaulle est une forme de reconnaissance solennelle des principes pour lesquels ils ont lutté. Rous note aussi qu'il y a certainement des manœuvres dans cette position.

---

[299] Idem, 96 J 20, Carnets, 6 avril 1959.

En voyage en Tunisie pour le RAM, Jean Rous rencontre des dirigeants du FLN : A. Fares, F. Abbas, A Boumendjel. Chacun tient un langage différent : Fares ne veut pas se couper de Nasser et du monde arabe, Abbas tient des discours contradictoires, Boumendjel s'oppose aux positions ultra. Abbas lui dit avoir essayé d'entrer en contact avec Messali. Il existe cependant une fraction anti-messaliste installée à Tunis mais, dans l'ensemble, cette reprise de contacts avec les dirigeants du FLN lui paraît constructive et fructueuse[300]. Quatre jours plus tard, il rend compte à Messali de son voyage. Ce dernier, sans anxiété malgré l'attente, se dit prêt à marcher avec Abbas ou Ben Bella à condition que l'on respecte sa tendance. Puis il ajoute que si de Gaulle le convoque, il demandera que l'on négocie avec tout le monde.

En mars et octobre 1959, Jean Rous est intervenu à Caux, au RAM, lors de conférences sur l'Algérie. Le 29 mars 1959, il a déclaré que les intérêts de la France et de l'Algérie pouvaient se concilier à condition de s'attaquer aux questions fondamentales. En octobre, il analyse la nouvelle situation créée par la déclaration de de Gaulle du 16 septembre 1959. En effet, le droit à l'autodétermination, reconnu aux Algériens, rend la paix possible. De plus, pour la première fois, deux organisations nationalistes (MNA et GPRA) acceptent cette déclaration et proposent des négociations. Seul en définitive les ultras sont opposés à ce discours. Cependant, le problème principal est maintenant de déterminer le caractère des négociations. Aspect militaire ou conditions politiques de cessez-le-feu. La crainte algérienne vient du fait que la France veut donner unilatéralement les garanties de cessez-le-feu qui ne seront donc pas négociées. En fait, le gouvernement français a peur de l'armée qui s'appuie sur les ultras. Or, il faudrait parallèlement proclamer le droit à l'indépendance et le droit de la minorité à la sécurité. Pour cela, le premier contact entre négociateurs ne doit pas porter uniquement sur les aspects militaires du conflit. Enfin, dernier point important, entre la France

[300] Idem, 24 septembre 1959.

et l’Algérie, il y a crise de confiance. A ce point de vue, le RAM peut jouer un rôle de préparation à la conciliation comme il l’a fait pour Chypre.

Le 2 octobre la réponse positive du FLN à la proposition d’autodétermination doit permettre que les contacts aient lieu. Cependant Rous se demande comment les choses vont pouvoir se faire.

Le 6 octobre, Jean Rous est de nouveau à Caux. Il y rencontre J. Amrouche dont il trouve les positions changées malgré un certain simplisme et un certain sectarisme.

Le 20 novembre, Jean Rous, au nom du PSA, participe à un grand meeting pour la paix négociée en Algérie, salle de l’ancien hôpital militaire à Perpignan. Il y prend la parole à côté de J. Font de l'Union Progressiste, A. Herault de l’UGS et R. Vignette du PCF. Il ne dit rien dans ses carnets de ce meeting mais il a probablement évoqué des souvenirs avec Jean Font qui, avec lui, avait fondé le Cercle de l’Avant-Garde à Prades à la fin des années 20.

Le 22 janvier 1960, il rencontre Jacques Berque qui relève son rôle important dans la formation syndicale et révolutionnaire en Afrique du Nord. Ce dernier nous a écrit, en novembre 1992, pour confirmer tout le bien qu’il pensait de Rous. Selon lui, ils se sont rencontrés immédiatement après la guerre, lors d’un des passages de Jacques Berque à Paris. Le rôle de Jean Rous a été de « *contribuer au climat qui a permis à de Gaulle de régler la question algérienne* »[301].

Dès le 25 janvier, Jean Rous s’inquiète dans ses carnets des émeutes d’Alger. Mais pour lui la façon dont de Gaulle résiste est celle dont aurait dû faire preuve Guy Mollet le 6 février 1956. De toute façon, pour Rous, le seul moyen de résoudre le problème est de négocier avec « *l’équipe Abbas, Ben Bella, Krim* » qui l’a emporté sur la fraction « abbaniste » qui avait massacré les messalistes. Toute l’action de la gauche socialiste doit être de pousser la

---

[301] Berque J. , lettre du 14 novembre 1992.

France à négocier et de soutenir toute action contre les ultras d'Alger. Le 29 janvier, la crise continue car de Gaulle n'a pas les moyens de se faire obéir. L'armée, divisée, est en plein désarroi et refuse de mettre les ultras à la raison. Pour surmonter la crise, selon Rous, dans le sens de la décolonisation et de la démocratie, il faut pousser de Gaulle, par une mobilisation des forces démocratiques, à la résistance et à la négociation. L'allocution du 29 janvier, où le général de Gaulle est apparu en tenue militaire, peut selon Rous obliger l'armée à jouer son rôle de maintien de l'ordre face aux ultras. Cependant l'apparente fermeté de de Gaulle ne le convainc pas dans la mesure où, d'une part, l'armée n'est pas d'accord avec l'idée d'autodétermination, et, d'autre part, le noyau ultra est toujours aussi dur ; enfin aucun cessez-le-feu n'a été annoncé. Il est clair que de Gaulle ne pourra pas éviter l'épreuve de force avec les ultras et une partie de l'armée, mais son discours lui a peut-être apporté des forces supplémentaires pour régler le conflit algérien.

Le 30 janvier au soir, Rous participe à une réunion du Comité de la paix avec des communistes et des chrétiens.

Le 5 février, Rous tire un bilan de la fermeté de de Gaulle. C'est de Gaulle qui avait laissé l'équivoque de l'Algérie française se développer. Il avait aussi « permis » que les relations existent entre l'armée et les ultras de l'Algérie française. Mais il a réussi à rattraper la situation en faisant arrêter Lagaillarde, en dissolvant les mouvements ultras et en donnant l'ordre d'arrestation pour les chefs militaires en fuite. La majorité de l'armée a suivi de Gaulle mais quelques officiers activistes se regroupent. De Gaulle prépare-t-il une solution de partition de l'Algérie de style chypriote.

Le 13 février 1960, Rous participe, sans illusion, avec d'autres, à une protestation contre les essais nucléaires français dans le Sahara. Il est important certes de marquer une volonté pacifique. Mais d'autres ont déjà la bombe et peu de gens s'en plaignent. Il semble, pour Rous, qu'entre « *le bombisme et le donquichotisme il y a une place pour une politique atomique constructive et pacifique* »[302]. Peu après, il rencontre Mendès France, qui ne

---

[302] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 20, Carnets, 13 février 1960.

jure plus que par le FLN et pense qu'une troisième voie (du type MNA) n'a pas d'avenir. Jean Rous lui demande de rester prudent car les perspectives ne sont pas encore clarifiées, lui semble-t-il.

Le 14 avril, il prend la parole dans un meeting du PSU sur la paix en Algérie, à Paris. Le 3 mai, le journal Le Monde cite son article dans Tribune socialiste relatant des conversations avec Ferhat Abbas, qui aurait proposé de rencontrer à titre personnel le général de Gaulle[303]. A la même date, François Mauriac, qui a servi d'intermédiaire entre Rous et de Gaulle à propos des conversations avec Abbas, lui répond qu'il ne voit pas « *le grand homme* » aussi facilement et ajoute que le principal problème de de Gaulle semble être l'armée. A ce moment-là, Jean Rous reçoit une lettre de Senghor soutenant son action. Le 6 mai, le gouvernement français dément tout contact entre de Gaulle et Abbas, tout en notant que l'idée n'est pas inintéressante.

Lors d'une réunion de la direction du PSU, le débat sur les jeunes insoumis pose énormément de problèmes à Jean Rous. En effet, pour lui, l'insoumission est le résultat des défaillances politiques, c'est une réaction de désespoir très individuelle et il ajoute : « *Jusqu'à nouvel ordre, je crois qu'on ne doit pas désespérer des moyens classiques et sacrifier l'action de masse à quelques centaines d'étudiants* ». C'est l'époque où se prépare la publication du Manifeste des 121 en solidarité avec les jeunes insoumis à la guerre d'Algérie, que Jean Rous n'a pas signé.

Entre le 14 et le 27 juin 1960, il participe en Languedoc-Roussillon, à une série de meetings pour présenter le nouveau PSU. Bien sûr, une grande partie de ses interventions se fait sur le problème algérien puisque de Gaulle, le 14 au soir, a appelé aux négociations pour « *donner ensemble une fin honorable au combat* ». Jean Rous souligne dans les meetings l'esprit positif de cette proposition d'autant que le FLN accepte le contact. La journée d'action

[303] Le Monde, 2 mai 1960, p. 5.

pour la fin de la guerre d'Algérie qui était prévue le 28 juin doit devenir une journée orientée vers le succès des négociations.

A l'occasion de ces négociations, Jean Rous retrouve son vieil ami Boumendjel, négociateur officiel du FLN. Le MNA pose sa candidature pour négocier aussi. Le Monde ridiculise cette initiative, ce que Jean Rous n'apprécie pas car il se demande pourquoi ridiculiser une minorité. Malheureusement, le 29 juin les pourparlers de paix sont un échec.

Le 6 septembre, le Manifeste des 121 pour l'insoumission est publié par la presse étrangère, repris par Le Monde, mais la liste ne paraîtra que le 30 septembre.

Rous ne l'a donc pas signé et M. Péju, un des responsables des Temps Modernes, et par ailleurs l'un des militants qui faisaient signer la pétition, n'a pu nous expliquer pourquoi. On peut cependant avancer deux hypothèses. La première est contenue dans sa déclaration du 30 mai sur les jeunes insoumis. C'est-à-dire qu'il semble en désaccord avec ce genre d'action individuelle. Une seconde paraît importante aussi. Il se prépare à quitter la France pour le Sénégal et a besoin, pour ce faire, d'un détachement de la part du gouvernement français. Une signature pourrait le mettre en porte-à-faux.

Ses carnets comportent, le 8 septembre, une dernière information sur l'Algérie concernant ses interventions personnelles. Il écrit qu'il vient d'avoir une conservation avec Messali Hadj et Masmoudi, ministre de Bourguiba. Messali paraît très déçu de l'attitude de de Gaulle et désespère de voir la situation algérienne s'arranger. Il pense que seule une union des mouvements algériens peut obliger de Gaulle à négocier. Pour ce faire il compte sur Bourguiba dont le plan lui paraît sérieux. Ce dernier en effet a proposé la mise en place en Algérie d'un gouvernement fédéral dans lequel toutes les tendances et les communautés seraient représentées. Pour Rous cette solution, a priori intéressante, risque d'évoluer vers la catastrophe vu l'état de tension actuel en Algérie.

A partir de la fin novembre, en tant que conseiller du gouvernement sénégalais il ne pourra plus parler en son nom personnel, mais au nom du Sénégal.

4. Le Maroc :

Comme on l'a vu précédemment, Jean Rous est en contact avec le Maroc depuis l'avant-guerre. Il a en effet « participé » à la tentative de soulèvement contre Franco que souhaitaient organiser certains dirigeants nationalistes. Il les a retrouvés lorsqu'il était à la direction du Parti socialiste et surtout à l'occasion du Congrès des Peuples. Pour A. Benjelloun, Jean Rous a été « *un familier de la cause marocaine* (…) *Il faut bien se rendre compte que notre personnage n'a fait en vérité que renouer avec cette même cause marocaine au lendemain de la deuxième guerre mondiale* »[304]. Mais il avait auparavant prévenu que « *son carnet correspondant aux années 51, 52, 53 ne contient que peu de références au Maroc* »[305].

On peut cependant retrouver certaines étapes de l'itinéraire de Jean Rous en relation au Maroc, alors qu'il a quitté la SFIO.

C'est au titre du Congrès des Peuples qu'il participe, en novembre 1948, au Congrès de l'Istiqlal. Il y prend même la parole, comme une photo le montre. Mais qu'est-ce que l'Istiqlal ? Issu des « Jeunes Marocains », groupe nationaliste des années 30, Hizb al-Istiqlal (Parti de l'Istiqlal, PI), dont le manifeste date de janvier 1944, réclame l'abrogation pure et simple du traité de Protectorat. Pour J. Lacouture, son programme est plutôt « *une déclaration des droits dans le style des héritiers des Encyclopédistes : la soif de liberté et de dignité qui émanait de ce texte n'en était pas moins émou-*

---

304 Benjelloun A., « Jean Rous et le Maroc », document polycopié, daté de Rabat, fin de l'année 1994 . ADPO, 125 J 2021, p. 164.
305 Idem, p. 163.

vante »[306]. Dans le Parti s'intègrent tous les éléments de la nation marocaine. L'inquiétude de la Résidence l'amène à faire arrêter deux de ses dirigeants, A. Balafrej et M. Lyazidé. Aussitôt, des émeutes éclatent à Rabat et à Fès. ; d'autres arrestations ont lieu dont celle de A. Bouabib qui deviendra une figure populaire du Parti. Le nouveau Résident, arrivé en mars 1946, E. Labonne, fit libérer les leaders de l'Istiqlal, permettant ainsi le dialogue. Mais la rupture fut rapide, lorsque Allal El Fassi et les dirigeants du Parti « *crurent déceler des relents de co-souveraineté dans les projets du Résident général* »[307].

Selon C. R. Ageron, « *l'Istiqlal entre 1946 et 1952 n'était pas un parti autoritaire adepte du centralisme démocratique. C'était un parti décentralisé, un parti de cadres qui devenait un parti de masse* » [308]. Les principaux dirigeants en étaient Allal El Fassi, A. Balafrej, M. Boucetta, A. Bouabib, M. Ben Barka.

Dans Franc-Tireur en 1951, Jean Rous écrit à propos du Parti de l'Istiqlal que : « *Les tendances démocratiques du Parti de l'Istiqlal* [lui] *ont plu très tôt, et* [qu'il est] *convaincu de l'attachement de ses leaders à l'Occident* »[309]. Quelques jours plus tard, il ajoute « *Voilà qui détruit la légende de l'Istiqlal, parti féodal et ennemi de la France* »[310]. On voit donc la confiance qu'il met dans ce parti. Il le connaît d'autant mieux qu'une importante délégation, composée de 12 membres, était présente à Puteaux en juin 1948. De plus à la direction élue siégeaient A. Alaoui et A. Bouabib, dirigeants du Parti marocain.

Plus aucune mention du Maroc n'apparaît alors, ni dans Franc-Tireur ni dans ses carnets avant octobre 1950 où deux informations sont d'ailleurs de même nature, puisque dans Franc-Tireur, Jean Rous écrit que « *puisque*

---

306 Lacouture J. et S., Le Maroc à l'épreuve, Paris, Seuil, 1958, p. 131.
307 Idem, p. 133.
308 Intervention de C. R. Ageron au groupe de recherche sur l'histoire de la décolonisation, 09/12/1996, IHTP.
309 Rous J., « Des bruits, des bruits inquiétants circulent », Franc-Tireur, 12 janvier 1951.
310 Rous J., « Emotion croissante au Maroc devant la répression », Franc-Tireur, 2 mars 1951.

le Sultan vient en France, 'Franc-Tireur' vous emmène au Maroc »[311]. Tandis que les carnets évoquent une rencontre entre Jean Rous et Moualay Hassan, le fils du Sultan Sidi Mohamed Ben Youssef. Pourtant, dans le laps de temps séparant ces deux dates, la situation a évolué. Le général Juin a « *remis au pas le Maroc* » entraînant des tensions de plus en plus vives avec le Sultan. Parallèlement, l'Istiqlal s'implantait dans le pays.

Le 25 octobre 1950, Jean Rous rencontre donc Moulay Hassan, le fils du Sultan. Il le considère comme intelligent, très mûr pour son âge, mais dans ses propos il discerne une forme de mépris pour l'Algérie, attribuable peut-être à une visée de la monarchie marocaine sur ce pays. Il est par ailleurs surpris de la très grande franchise qui existe entre le prince et son entourage. Lors de ce voyage, Jean Rous ne rencontre pas le Sultan, présent aussi en France. Ce dernier n'obtient pas ce qu'il était venu chercher : l'ouverture de pourparlers officiels entre la France et lui. On lui accorda quelques réformes qui, en fait, restèrent lettres mortes. Pourtant, le Sultan demandait, selon Rous, « *non le départ de la France, non l'indépendance totale immédiate, mais l'instauration d'un nouveau régime de coopération, au-delà du traité de Protectorat* »[312].

Le 4 novembre, Jean Rous voit le Sultan à Bagatelle, trop peu de temps, dit-il, pour se faire une véritable idée, mais pour lui, cet homme discret et franc est venu s'entendre avec la France. Ils parlent de la fonction monarchique et aussi du droit syndical. Rous dit : « *Il a le sens social et la volonté d'aboutir* »[313]. Il est heureux de pouvoir parler en militant avec l'entourage du Sultan qui a souhaité le recevoir pour lui exprimer les remerciements pour tout ce qu'il a fait pour le Maroc. Il est vrai que Franc-Tireur s'est proposé de publier tout le mémorandum franco-marocain, ce qui devrait permettre d'éclairer les demandes de chacun. Au même moment, au Maroc même, les membres de l'Istiqlal sont expulsés de la séance du Conseil du

---

311 Rous J., « Puisque le Sultan … », Franc-Tireur, 5 octobre 1950.
312 Rous J., « Suggestions en vue du redressement de notre politique coloniale », La Nef, avril-mai 1951.
313 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 16, Carnets, 4 nov. 1950.

Gouvernement qui discute du budget. Ce Conseil, très lié à la Résidence, n'avait qu'un rôle consultatif en matière économique. Or, à tous les niveaux, les divergences entre le général Juin, à la Résidence, et le Sultan semblaient irréductibles.

En décembre 1950, Jean Rous se rend au Maroc. Il y est étonné par le contraste entre l'opulence coloniale et la misère d'une grande partie de la population. Il discerne une haine légitime contre l'occupant chez bon nombre de Marocains. L'attitude des habitants y est toute différente de celle des Tunisiens. Les Marocains tiennent à leur quant-à-soi, tandis que les Tunisiens sont très souples. Jean Rous rencontre le prince qui lui fait une meilleure impression qu'à Paris. Son attitude combine souplesse et fermeté. A son retour, le 22 décembre, Jean Rous participe à un meeting de l'Istiqlal à Paris. Il y intervient aux côtés de Claude Bourdet. Le 27 décembre, un des dirigeants de l'Istiqlal, Balafrej, lui écrit pour lui demander de servir d'intermédiaire entre son organisation et le Néo-Destour, entre le Maroc et la Tunisie.

Début janvier 1951, Jean Rous est à nouveau au Maroc où il assiste aux réunions du Conseil du Gouvernement, invité par l'Istiqlal. Il est témoin du différend opposant le Sultan Sidi Mohamed Ben Youssef et le Pacha de Marrakech, El Hadj Si Thami Glaoui. Ce dernier aurait affirmé que le Sultan n'était, en fait, que le Sultan de l'Istiqlal. Le Sultan se contenta d'un rappel à l'ordre du Pacha concernant la nécessaire liberté d'expression de ses sujets. Il fut cependant interdit au Pacha de revenir au Palais jusqu'à nouvel ordre. Le communiqué officiel confirmait la version que Jean Rous avait donnée de l'incident dans Franc-Tireur des 20-21 janvier 1951. Le Monde du 4 janvier, pour sa part, note que de nombreux Pachas et Caïds soutiennent le Pacha de Marrakech contre le Sultan. Ce dernier, cependant fut obligé, par la Résidence, de condamner l'action de l'Istiqlal, le 25 février, mais aussi d'emprisonner quelques nationalistes. Le 9 avril 1951, ces derniers constituèrent un Front National Marocain. A l'intérieur de ce front, on trouvait, outre l'Istiqlal, le Parti Démocratique pour l'Indépendance. Ce parti (PDI) a pour

origine un autre pionnier du nationalisme marocain, H. El Ouezzeni en rupture, dès 1936, avec Balafrej. Il fonda en 1946 le PDI. Ce parti se situe en opposition avec l'Istiqlal « *qui rêve* (…) *d'imposer le système du parti unique* ». L'accent est mis dans le programme du PDI sur les libertés publiques et le développement économique. Citant M. Rézette, J. Lacouture, pour clarifier les différences entre PI et PDI, écrit : « *Si l'Istiqlal groupa ceux qui étaient mécontents du Protectorat, le PDI, fut l'expression de 'ceux qui étaient en outre mécontents de l'Istiqlal'* »[314].

Le 2 février 1951, Jean Rous reçoit à Franc-Tireur la visite d'un envoyé du président indien Nehru qui souhaite être renseigné sur la question du Sultan du Maroc.

Le 8 mars, un article de L'Humanité le décrit comme un agent de l'impérialisme français, tandis que Le Pèlerin le considère comme bolchevik. L'Humanité fait état d'une réunion du Congrès des Peuples sur la situation au Maroc. Le journal s'étonne qu'un trotskyste notoire et rédacteur à Franc-Tireur parle au nom du peuple marocain et se fasse passer pour le champion de l'anticolonialisme alors qu'il n'est qu'un anticommuniste virulent. Le Pèlerin dit que Rous est secrétaire du groupement communiste « Les partisans de la paix et de la liberté », qu'il est à l'évidence mandaté par les soviets et parle de choses qu'il ne connaît pas. L'article « rappelle » que l'Istiqlal est noyauté par les bolcheviks. Il stigmatise enfin le souhait de Jean Rous que « *des émeutes profitables servent la cause des ambitieux* »[315].

Le 16 décembre, une réunion publique du Congrès des Peuples est un énorme succès, surtout avec une présence massive de militants coloniaux. A la tribune Jean Rous évoque le fait que le problème marocain a été posé à l'ONU. Les partis nationalistes, regroupés en Front, avaient fait appel à l'ONU sur la question marocaine. Cette saisine vint à l'ordre du jour en décembre 1951. Mais Jean Rous craint que la temporisation américaine entraîne l'ajournement du débat alors qu'une majorité des délégations soutient

---

[314] Idem, p. 157.
[315] L'Humanité, 8 mars 1951 et Le Pèlerin, 9 janvier 1951.

le Maroc. Il ajoute : « *Si ça continue, les peuples seront rejetés dans les bras de la Russie et du communisme. L'Amérique fait tout ce qu'elle peut pour cela* »[316].

Le 7 mai 1952, Jean Rous rencontre Charles-André Julien de retour du Maroc qui lui apprend que le Sultan semble charger d'orientation. Un accord serait possible si l'Union française devient une sorte de Commonwealth. Le dialogue paraît engagé mais il faut que la constitution fixe les étapes.

Le 5 septembre, il rencontre Allal El Fassi à Bruxelles. Le leader de l'Istiqlal lui paraît plus occidentalisé et plus pro-Français que sa réputation ne le laisse présager, même s'il ne se rend pas bien compte qu'il faut agir de façon tactique. Le Marocain lui précise qu'il admire la combativité et l'organisation des Tunisiens mais qu'il a horreur de « *leur combinazione* ». Il lui confie enfin que le Congrès des Peuples doit devenir « *une grande chose* ».

Après la grève générale de protestation, au Maroc, contre l'assassinat du dirigeant syndical tunisien F. Hached, qui a vu la mort de quarante-sept personnes, un meeting a lieu en France à la Mutualité. Jean Rous y prend la parole et souligne que pour la première fois des travailleurs marocains ont fait grève.

Le 20 août 1953, le renversement du Sultan est « *une défaite autant pour le Maroc que pour la France* », constate Rous.

Malgré le départ du général Juin en août 1951 et son remplacement par le général Guillaume, les choses ne changèrent pas, bien que ce dernier essaye d'entretenir de bonnes relations personnelles avec le Sultan. Mais devant la reprise d'incidents, le Sultan en mars 1952 écrivit au Président de la République, Vincent Auriol, pour lui demander de redéfinir les rapports franco-marocains. La réponse, en septembre, évasive, insistait sur le caractère mixte de la gestion du Maroc. On revenait à l'idée de co-souveraineté.

---

[316] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, Carnets, 16 déc. 1951.

A l'intérieur du pays même, les relations entre Français et Marocains se durcissaient comme en témoigne le massacre des Carrières centrales de Casablanca, puisque la manifestation dégénéra en émeutes avec des affrontements entre les deux communautés. La troupe intervint. La question marocaine fut de nouveau posée à l'ONU et les Américains cette fois acceptèrent son inscription. Pour les partisans de la solution de force, il devenait urgent, d'une part, d'éliminer l'Istiqlal et, d'autre part, d'éloigner le Sultan.

Le Pacha de Marrakech, toujours opposé au Sultan pouvait devenir l'instrument de cette solution. Il fit circuler une pétition demandant la destitution du Sultan et convoqua un congrès des confréries pour critiquer la politique religieuse de ce dernier. L'essentiel des Pachas et des Caïds (chefs de tribus) avaient signé la pétition. Le 15 août 1953, le Sultan se vit retirer par un « conseil supérieur des Pachas et des Caïds » son titre d'Imam. Les cavaliers du Glaoui marchèrent sur le Palais et le Résident Guillaume décida de déposer le Sultan, qui fut déporté d'abord en Corse puis à Madagascar. En fait, le gouvernement français semblait avoir laissé les mains libres au Résident, préoccupé qu'il était par la situation politique française entre les difficultés à former un gouvernement et les grèves nombreuses qui se déroulaient en France. Quatre ministres désapprouvèrent ce coup de force. Pour remplacer le Sultan, on fit appel à un de ses oncles, Moulay Arafa. Il signa un décret instituant la co-souveraineté (novembre 1953) permettant ainsi aux administratifs français de siéger au Conseil du Gouvernement.

La déportation du Sultan eut l'effet inverse de ce qui était prévu. Sa popularité s'en trouva consolidée.

Parmi les adversaires de la déposition du Sultan se trouvent y compris des hommes de droite comme le Comte de Paris, l'écrivain G. Duhamel ou F. Mauriac. Ce dernier présidait depuis mai 1953 le Comité France-Maghreb auquel Rous participait ; il fit même partie du Comité directeur provisoire. Les statuts de l'Association précisent qu'« *elle a pour objet de contribuer à renforcer les liens d'amitié entre la France, le Maghreb et les pays musul-*

mans »[317]. Au comité d'honneur, on trouve le général Catroux et Erik Labonne. L'analyse sociologique et politique à laquelle se livre D. Rivet dans un article de la revue de l'IHTP précise que le réseau de militants « *s'étend de la gauche de la SFIO au MRP en passant à saute-mouton par-dessus les spécialistes du Maroc au sein du Parti communiste, systématiquement tenus à l'écart de France Maghreb* »[318]. Tandis que l'analyse sociologique détermine cinq groupes : ceux qui vivent d'une fonction publique, les universitaires, les journalistes, les ecclésiastiques et les hommes de lettres. Jean Rous est mis dans le groupe des « *jeunes journalistes qui montent* »[319]. Lors de la réunion de la commission d'organisation provisoire du comité du 8 mai 1953, Rous résume les points d'accord qui paraissent nombreux. D'abord il s'agit de créer une association d'études qui élaborera des solutions constructives aux problèmes d'Afrique du Nord. Cette association mettra rapidement en place un comité directeur dans lequel on devrait retrouver des personnalités représentatives de toutes les tendances. Cette association, enfin, créera un Centre d'Etudes, un secrétariat. Un organisme de liaison assurera la coordination des activités de ce Centre d'Etudes et de l'Association « Chrétiens Solidarité »[320]. Le comité naît réellement en juin 1953 de cette réunion. Une étude sur les adhésions que chaque membre réussit à faire signale que Rous a fait adhérer G. Altman, Lamine Gueye et L. Sedar Senghor.

Rous n'assiste pas à toutes les réunions. Sa première intervention a lieu le 27 novembre 1953. Une décision de rédiger une brochure sur la déposition du Sultan et la politique suivie par la France est prise. Elle sera réalisée sous la direction de C. A. Julien.

Rous est ensuite présent aux réunions des 1er février, 13 mai, 2 juin et 22 novembre 1954. Sa position au sein du comité est paradoxale puisque d'une part D. Guérin le considère comme « *le type même de*

[317] IHTP, Archives Roger Paret, ARC 2013 : carton 16, Archives du Comité France-Maghreb, Statuts.
[318] Rivet D., « Des intellectuels face à la crise franco-marocaine (fin 1952-fin 1954) », Cahiers de l'IHTP, n° 38, « Le comité France-Maghreb : réseaux intellectuels et d'influence face à la crise marocaine (1952-1955) », décembre 1997, p. 14.
[319] Idem, p. 26.
[320] IHTP , Archives R. Paret, ARC, 2013, carton 16, Archives du Comité France-Maghreb.

l'opportuniste »[321]. Massignon met dans le même sac C. Julien et J. Rous accusés de participer à la liquidation de France-Maghreb[322]. En fait, cette réflexion faite le 29 janvier 1954 ne se retrouve pas dans la réalité du 1er février, date de la réunion ; C. Julien et J. Rous font effectivement chorus mais pour réclamer la création de sections de province. A cette même réunion, François Mauriac demande au comité de reprendre ses activités « *après être resté en veilleuse pendant deux mois* »[323].

Le 8 août 1954, des émeutes au Maroc ont lieu alors que Mendès France négocie avec les Tunisiens. Il faudrait, selon Rous, que le Président du Conseil s'occupe d'urgence du Maroc. Dans un article de Franc-Tireur, Jean Rous suggère que Catroux soit envoyé comme Résident général et propose une «*alliance entre la bourgeoisie autochtone et la fraction la plus réaliste du capitalisme français de manière à faciliter l'accession aux responsabilités du mouvement national* »[324].

A l'occasion des négociations sur l'Indochine, Jean Rous rencontre à Genève le secrétaire général de l'Istiqlal, Balafrej, qui souhaite que Rous demande à Mendès France de « *faire un geste pour le Maroc* ». Allal El Fassi, beaucoup trop abstrait et intransigeant aux yeux de Rous, fait échouer une conférence africaine du Congrès des Peuples en raison de son incapacité à avoir un comportement tactique. Par certains aspects, El Fassi lui fait penser à Trotsky.

Les 7 et 8 mai, Jean Rous et C. A. Julien participent à une conférence nationale pour la solution du problème franco-marocain organisée par le « Centre d'Etudes et d'Administration sur le Maroc ». Jean Rous parle de Nehru et du rôle des Français libéraux au Maroc tandis que C. A. Julien dit de Rous qu'il a fait de Franc-Tireur la tribune des colonisés.

---

321 Idem, Intervention de D. Guérin en l'absence de Rous le 18 janvier 1954.
322 Rivet D., « Le journal de route de Roger Paret », Cahier IHTP n° 38, op.cit., p.80.
323 IHTP, Archives R. Paret, ARC 2013, carton 16, compte-rendu de la réunion du 1 février 1954.
324 Rous J., .« Le gouvernement doit se saisir immédiatement du problème marocain », Franc Tireur, 9 août 1954.

En août 1955, Jean Rous accompagne Si Bekkai, proche du Sultan du Maroc, à Aix-les-Bains où se tient une conférence pour le règlement du problème marocain. Jean Rous participe à une entrevue entre l'envoyé marocain et le Président du Conseil, Pinay, dans la chambre de ce dernier, à l'Hôtel Splendid.

La Conférence d'Aix-les-Bains aboutit à un compromis. Mais surtout, aucune divergence véritable n'apparaît entre l'Istiqlal et le PDI. Si Bekkai peut partir à Madagascar pour ramener au Maroc le Sultan M. Ben Youssef.

D'Aix-les-Bains sort un plan en trois étapes. Départ du Sultan Arafa, mise en place d'un organisme de transition et retour de l'ancien Sultan. Cependant, l'application fut plus difficile que prévue en raison de l'opposition des extrémistes français et du Pacha Glaoui. Arafa n'accepta de partir que le 1er octobre, contre une indemnité ; le Conseil du trône fut installé le 15 octobre. Le Sultan pouvait revenir. Ce dernier avait mis comme condition à son retour l'ouverture de pourparlers pour aller vers l'indépendance.

Le 4 septembre, Jean Rous écrit dans son carnet que la démarche franco-marocaine peut enfin permettre au « train marocain » d'être lancé dans la bonne voie. Puis il raconte sa satisfaction d'aller attendre à Orly le général Catroux de retour de Madagascar, porteur d'un protocole d'accord avec Ben Youssef. Cela ouvre pour lui la perspective de l'indépendance du Maroc. Malheureusement vingt jours de tergiversations et de dénonciations de la part des Français du Maroc risquent de faire glisser le pays dans le sang. Fin septembre, Jean Rous écrit : « *Spectacle lamentable au Maroc d'un gouvernement impuissant à réaliser ses décisions, problèmes d'autorité, puissance des oligarchies* »[325].

Le 1er novembre, Rous note dans son carnet qu'il rentre de Villacoublay où Mohamed V vient d'arriver. Jean Rous était accompagné de Belkodja, représentant du gouvernement tunisien. Il est heureux de pouvoir dire au Sultan que nombre de français ont joué un rôle non négligeable dans la « *ré-*

[325] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 18, Carnets, fin septembre 1955.

paration qui lui est faite »[326]. Peu après, Jean Rous va voir le Sultan Mohamed V, installé au Pavillon Henri IV, avec une équipe de Franc Tireur. Jean Rous peut ajouter : « *J'ai été le premier Français, bien avant certains qui sont aux premières places, à lutter pour le Sultan, non pour lui-même mais pour ce qu'il représente. Je crois qu'il est le meilleur homme politique du Maroc, mais quel danger !* »[327].

Le 13 décembre, il revient du Maroc où il a vu « *la révolution démocratique naturelle et spiritualiste* »[328]. Il a participé au Congrès de l'Istiqlal qui l'acclame en qualité de Français démocrate. Pour Franc-Tireur il rencontre le Sultan, puis va se promener dans Rabat. Il y prend conscience d'un « divorce » entre les cadres et la masse des habitants du pays. Il apparaît urgent de créer des écoles de cadres. L'aide technique française peut, entre autre, servir à cela.

Il est de nouveau au Maroc, le 2 mars, pour fêter l'indépendance, qui vient d'être reconnue par la déclaration commune franco-marocaine après des négociations menées, côté français, par le gouvernement Mollet. Pour Rous, les choses ne sont pas pour autant terminées puisqu'il faut réunir les Français libéraux du Maroc. Par ailleurs, l'indépendance n'est pas totale puisque, pour une période transitoire, une partie du pouvoir, certes réduite, reste aux mains de l'administration française. De nombreux Français quittent le pays alors que les perspectives pour eux y semblent bonnes.

Lors d'une réunion de la gauche européenne, le 1er mai 1956, l'Istiqlal est représentée par A. Bouabib qui rend un vibrant hommage au Congrès des Peuples. Jean Rous s'en dit très heureux même si de nombreux socialistes présents ne se rendent pas compte de l'éloge de Bouabib.

Peu après, il se rend de nouveau au Maroc où Mohamed V l'accueille. Le Sultan lui fait une impression positive « *malgré le désarroi provoqué par les incidents* », ajoute-t-il. Il faut que l'armée marocaine, qui est en train

[326] Idem, 96 J 19, Carnets, 1 nov. 1955.
[327] Idem, 9 nov. 1955.
[328] Idem, 13 déc. 1955.

d'être créée, s'implante dans tout le pays. En effet, l'Armée de Libération créée en 1953 continue d'exister et de combattre les soldats français qui n'ont pas encore quitté le pays. Par ailleurs, cette Armée de Libération n'envisage la fin de la lutte que lorsque tout le Maghreb aura été libéré. De plus, la lutte de pouvoir entre le Sultan et le Parti de l'Indépendance est en train de tourner à l'avantage du Sultan. Certes les « Istiqlaliens » obtiennent plus de pouvoir mais les Forces armées royales et la sûreté nationale ne peuvent recevoir d'ordre que du roi ou de son fils. Au sein même de l'Istiqlal des reclassements se font entre proches du Roi et socialistes ou du moins gens qui pensent qu'il fallait aller plus loin à Aix et exiger l'indépendance immédiate et sans contrepartie.

Le Sultan propose à Rous de rester au Maroc pour s'occuper de la Radio et devenir conseiller du roi. Il est intéressé, mais hésite, puis refuse car, écrit-il : « *Des tâches m'attendent à Paris, Algérie, renouveau ouvrier* »[329]. Il affirme aider le Maroc depuis Paris. On peut se demander si, en fait, il n'y a pas aussi la crainte d'être la caution de gauche du gouvernement qui puisse permettre à certains moments au Roi de faire « *passer la pilule* » de mesures antisociales. Par ailleurs, les bonnes relations de Rous avec toutes les tendances de l'Istiqlal peuvent aussi l'amener à se retrouver en porte-à-faux vis-à-vis des militants de ce parti. Cependant, Jean Rous assurera des chroniques pour la Radio Marocaine depuis Paris, tous les jeudis. Il parle du Maroc indépendant, de la situation internationale.

Lors d'une visite de Moulay Hassan à Paris, le prince dit à Jean Rous que la gauche française est bien incapable de régler le problème algérien. La droite lui paraît plus intelligente et réglera le problème.

Le carnet de Rous note aussi une visite du Glaoui, le 29 septembre 1956, mais la teneur de l'entretien nous est inconnue.

Le 18 juillet 1957, il rencontre à Rabat le Prince Moulay Hassan. Le Prince l'accueille bien mais est inquiet de la situation algérienne dont il craint

qu'elle ne déteigne y compris sur son pays. Jean Rous est fait grand officier du « Croissant Alaouite ». Cela ne lui plaît pas puisqu'il écrit : « *On a agi par surprise, je n'aime pas les décorations* »[330]. Cependant, « *C'était si gentiment fait* », ajoute-t-il. Il considère cette décoration comme le témoignage de remerciement d'un peuple qui a souffert pour son indépendance et qu'il a aidé dans sa lutte pour le renouveau du pays.

Deux mois plus tard, il est intrigué par le discours que lui tient un dirigeant de l'Istiqlal qui constate que l'indépendance du Maroc n'est que formelle, ce qui entraîne une exacerbation du nationalisme. Il retourne au Maroc en août 1958 et trouve un pays en crise politique car le principal mouvement politique, l'Istiqlal, est lui-même en crise. Ce n'est pas la nature du régime, monarchie constitutionnelle, ni même la modernisation du pays qui posent problème. Ce sont les rythmes d'application et l'exécution des tâches. Balafrej tente de concilier les oppositions qui divisent le pays et le parti. Pour Rous, le Maroc a encore besoin d'un roi équilibrant les relations entre une bourgeoisie ambitieuse et un prolétariat qui s'affirme. Ainsi Rous peut expliquer que la constitution gaulliste, inadaptée à la France , serait profitable au Maroc. Lorsque les conditions économiques seront créées, on pourra passer « *à une nouvelle étape de caractère plus socialiste* »[331].

Concernant la crise interne à l'Istiqlal, Rous précise que Balafrej est prêt à la rupture tandis que Ben Barka, et l'opposition, sont isolés. « *L'unité est sauvée pour l'instant, c'est préférable* », écrit-il, le 14 août 1958. On peut se demander cependant, si cette lutte interne au Parti de l'Indépendance ne recouvre pas les mêmes débats qui avaient éclaté lors des rencontres d'Aix ou de La Celle Saint Cloud. En effet, pour Z. Daoud : « *Deux conceptions antagonistes du pouvoir s'affrontent* (…). *Ben Barka est le chef de file de ceux des nationalistes qui veulent réformer le pouvoir et la société* (…).[il] *parle de constituante, réforme agraire, récupération des bases étran-*

329 Idem ; 21 mai 1956.
330 Idem, 18 juillet 1957.
331 Rous J. « Crise des partis ou crise de régime ? », Témoignage chrétien, juillet 1958.

gères »[332]. En décembre, Jean Rous écrit à Bouabib qu'il lui faut prendre en main les responsabilités et devenir chef du gouvernement et du Parti. Pour lui-même, il écrit sur son carnet, le 6 décembre 1958 : « *Si Bouabib ou Senghor m'appelle, j'accepte* ». Jean Rous craint en effet que «*Ben Barka et une certaine gauche démagogique influencée par le stalinisme* » n'entraîne l'Istiqlal vers un échec. La crise couve depuis longtemps en particulier sur le fait que le gouvernement est dépourvu du « *contrôle sur les forces armées et des agents d'autorité* »[333]. Les syndicalistes s'opposent à la direction du Parti. M. Ben Barka souhaite sauvegarder l'unité en attendant de pouvoir, au congrès du Parti, prendre la direction.

Le 25 janvier 1959, l'Istiqlal connaît une scission entre les conservateurs autour du patriarche autoritaire, Allal El Fassi, et la tendance de gauche, elle-même divisée. Le nouveau parti créé s'appellera Union Nationale des Forces Populaires (UNFP). La scission du Parti entraîne aussi une cassure au sein de l'Union Marocaine du Travail (UMT) ; cette division ouvrière se traduit par la création de l'Union Générale des Travailleurs Marocains (UGTM). « *L'UGTM s'affirme comme une organisation essentiellement Istiqlalienne aussi bien dans sa composition que dans son discours politico-idéologique* », note M. Mougib[334]. Tandis que l'UMT est liée à l'UNFP, comme le note A. Serfaty lorsqu'il écrit : « *La scission de l'Istiqlal en janvier 1959, puis la création de l'UNFP la même année, peuvent être considérées comme ayant été l'œuvre conjointe de Mehdi* [Ben Barka] *et Mahjoub Seddik* [dirigeant de l'UMT] »[335]. L'UNFP naîtra le 6 septembre 1959 à Casablanca. La direction comprend T. Ouazzani, transfuge du PDI, Ben Barka, Youssefi, Bouabib et le dirigeant de l'« Armée de Libération » Basri, dans un « *amalgame extravagant* »[336].

---

[332] Daoud Z., « La vie et l'itinéraire d'un homme », in : M. Ben Barka de l'indépendance marocaine à la tricontinentale, Paris, Karthala, 1997, p. 19.
[333] Monjib M., La monarchie marocaine et la lutte pour le pouvoir, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 159.
[334] Idem, p. 167.
[335] Serfaty A., « Medhi Ben Barka et le syndicalisme », in : Mehdi Ben Barka…, op. cit., p. 99.
[336] Monjib M., La monarchie marocaine …, op. cit., p. 170.

Le 6 avril 1959, Jean Rous note qu'il rencontre à deux reprises le Prince Moulay Hassan, avant et après un voyage en Tunisie. Le Prince semble inquiet pour son pays, car, selon lui, la France ne soutient pas assez les efforts démocratiques de Mohamed V. Il dit même : « *En France, on préfère une dictature à mon père, car on est républicain* »[337]. Par ailleurs, le Prince craint aussi toujours la contagion algérienne et souhaite que Messali se fasse discret. Il refuse même de le rencontrer malgré la demande pressante de Rous.

En juillet 1959, Jean Rous rencontre le Président du Conseil marocain ainsi que l'entourage du Sultan. La division politique de ce qui fut l'Istiqlal amène une surenchère qui risque de nuire aux deux parties (PI et UNFP). Pour Rous, deux réponses s'imposent face à ce risque : d'une part, garder le contact avec les deux « tendances », Balafrej, El Fassi d'un côté, Bouabib de l'autre, afin de pouvoir le cas échéant œuvrer à des retrouvailles ; d'autre part en attendant, construire un groupe de travail ouvert autour du Roi.

Le 1er mars 1960, Jean Rous est de nouveau au Maroc. Il tente, comme il semble l'avoir souvent fait sous la monarchie de Mohamed V, de « *recoller les morceaux éparpillés de la gauche marocaine* ». A Agadir, il rencontre M. Ben Barka et Mahjoub Ben Seddik. Ben Barka paraît traqué tandis que M. Ben Seddik se sent moins en danger car il est dirigeant de l'UMT. Jean Rous pense que même s'ils ont éventuellement commis de lourdes fautes, qu'on ne leur pardonne pas, ils représentent la jeunesse et la classe ouvrière. Il est donc nécessaire, pour préserver l'avenir marocain, de les protéger. Pour Rous, l'évolution de M. Ben Barka est logique car dans une discussion qu'ils avaient eue en 1958, il l'avait mis en garde contre les risques de son évolution. Ben Barka avait répondu à Jean Rous qu'il était trop favorable au Sultan. Or pour Rous « *il ne s'agissait pas de cela, il s'agissait simplement de politique* »[338].

---

337 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 20, Carnets, 6 avril 1959.
338 Idem, 1 mars 1960.

Un dernier voyage, pour cette période, le conduit au Maroc, à la demande du Roi, en juillet 1960. Jean Rous fait un tour des forces politiques marocaines puisqu'il rencontre, à la demande du Roi, le Roi lui-même, le Prince, les dirigeants de l'Istiqlal, de l'UNFP et du PDI, ainsi que les dirigeants syndicaux (UMT et UGTM). Il complète cela par des visites à quelques amis. Il conclut que la crise politique marocaine vient directement de la crise qu'a connue l'Istiqlal en 1958-59. L'idée avancée par M. Monjib selon laquelle le PI était un parti-nation, c'est-à-dire un parti s'identifiant et identifié comme le Parti de tout le Maroc, regroupant toutes les forces sociales du pays, paraît correspondre à ce que Rous ressent à ce moment-là, même s'il n'emploie pas cette expression. Or la division du parti amène un reclassement politique des forces sociales et un difficile positionnement de la monarchie. Le processus de clarification semble long à se dessiner. Mais pour Rous, la volonté royale de résoudre la crise est évidente, tandis que le Prince, impétueux, semble prêt à l'épreuve de force avec l'opposition. Pour Youssoufi, un compromis est possible si le gouvernement n'emploie pas la répression violente. Les idées de constitutante et de modus vivendi sur le problème syndical sont évoquées. La réponse à la crise exige du Roi une écoute permanente des diverses forces politiques du pays et le refus de l'épreuve de force car « *même si le Roi l'emporte dans un premier temps, il sera perdant à la longue* », écrit Rous[339]. Puis il se demande s'il peut réellement dire la vérité au Roi et aux autres interlocuteurs. Il conclut : « *Oui, mais en termes modérés pour tous car ils n'ont pas la sagesse de Youssoufi* »[340].

Comme on le voit, sur toute cette période, de 1948 à 1960, Rous aura été très actif pour le Maroc. Sa connaissance personnelle et amicale de toutes les parties du « conflit » et la confiance générale qu'elles lui manifestent lui ont permis plusieurs interventions de conciliation. Avant son départ au Sénégal, il espère pouvoir continuer d'œuvrer dans ce sens. Il se dit sou-

[339] Idem, 20 juillet 1960.
[340] Idem.

cieux de la position du Roi, qui lui semble ambiguë. Il ne faudrait pas qu'il devienne « *Bonaparte* » au lieu d'arbitre entre les tendances.

5. La Tunisie :

Rous va accompagner le processus d'accès à l'indépendance de la Tunisie en raison d'une profonde amitié qui le liera peu à peu à H. Bourguiba.

Bien que lucide sur l'évolution de ce pays après l'indépendance, il tentera, comme il a voulu le faire pour le Maroc, d'aider à l'instauration d'un Etat socialiste démocratique. D'une certaine façon, il aurait souhaité que la Tunisie soit le phare du socialisme en Afrique. Il pensera à certains moments avoir réussi, en particulier au travers du système coopératif mis en place après l'indépendance.

Il est encore membre du comité directeur de la SFIO, lorsqu'il rend visite à Moucef Bey, en résidence surveillée à Pau car accusé de collaboration avec l'Allemagne pendant la guerre. Pour cela, la France l'avait, en 1943, déposé et remplacé par Sidi Lamine Bey, son cousin. Pour Rous, le Bey Moucef « *exige de Vichy des réformes qui ne lui furent pas accordées. A sa manière, il résiste à l'occupation allemande en esquivant les conséquences du STO et en protégeant les Israëlites* »[341]. Plus tard, Rous écrira même : « *Je lui ai rendu visite en son temps quelques mois avant sa mort en 1948 et me suis convaincu de ses sentiments destouriens* »[342].

Pour C. A. Julien, la destitution de Moucef Bey, même suivie d'une abdication, fut une erreur en ce qu'elle délégitimait toute réforme qui appa-

---

[341] Rous J., Tunisie, attention, Paris, éd. des Deux Rives, 1952, p. 40.
[342] Rous J., H. Bourguiba, Paris, Martinsart, 1984, p. 30.

raissait alors comme octroyée par la puissance protectrice sans aval du Bey. Moucef Bey apparaît donc comme un martyr de la cause tunisienne et semble être le leader, jusqu'à sa mort le 2 septembre 1948, du nationalisme tunisien, faisant même peut-être de l'ombre à H. Bourguiba, chef du Néo-Destour, parti laïque, populiste réclamant une autonomie interne prévue par le traité de Bardo de 1881.

Selon Rous, sa première rencontre avec H. Bourguiba date de la fin de l'année 1949, pendant une conférence de presse de ce dernier où il y réclamait pour son pays l'autonomie interne. M. H. Bourguiba junior, quant à lui, a écrit à Muriel Bot que cette rencontre date du 18 avril 1950[343].

Mais, comme on l'a vu, Jean Rous connaît déjà par A. Farès et M. Masmoudi, le problème tunisien. On peut penser que ce contact tunisien s'explique par les relations entre le Néo-Destour, dont ils étaient ambassadeurs officieux, et le Parti socialiste, qui avait une fédération importante en Tunisie. C'est en tout cas, ce qu'écrit Muriel Bot dans son mémoire de Maîtrise, de septembre 1993. Cela paraît d'autant plus plausible que M. Masmoudi, lui-même, sans certitude cependant, croit se le rappeler. Cependant, c'est à Franc-Tireur que l'essentiel des relations amicales se développe. « *C'était la seule salle de rédaction qui nous était ouverte* », nous a-t-il dit pour nous faire comprendre qu'ailleurs, dans la presse, on les évitait[344].

Muriel Bot relève, dans Franc-Tireur peu d'articles de Rous sur la Tunisie entre 1947 et 1950. Ceci peut s'expliquer par les réalités de l'actualité. En effet, l'Indochine, Madagascar et la politique intérieure française rythment l'information et la vie des Français. De plus, les relations qu'il entretient alors avec le Néo-Destour sont ambiguës. Enfin, selon Muriel Bot, les critiques contre le mouvement néodestourien sont agressives en 1947 mais s'estompent petit à petit au cours de cette même année, jusqu'à lui faire envisager la définition de nouveaux rapports avec le Néo-Destour de la part de la France.

---

[343] Bot M., Jean Rous et la Tunisie, 1947-1956, Mémoire de maîtrise sous la direction de M. J. Sagnes, Université de Perpignan, septembre 1993, p. 73..
[344] Masmoudi M., Entretien du 1er février 1997.

En 1950, il revient à l'attaque mais, cette fois, c'est une lettre à la revue Mission, organe de presse lié au Néo-Destour qui véhicule ses critiques. Elles ne sont donc pas publiques. Il signale dans sa lettre qu'il est choqué que cette revue fasse état de divergences de vue entre le Parti de Bourguiba et lui. Ces divergences tactiques existent, mais c'est en privé qu'elles ont été soulevées et rien ne justifie leur publication : c'est une erreur politique.

Pour Rous, en effet, le remplacement de Mons par Périllier, au poste de Résident Général, n'est « *dans l'état qu'un changement de personnel* »[345] et il est nécessaire d'en attendre les effets. Critiquer avant d'avoir vu fait le jeu de l'adversaire. Cela montre enfin, selon lui, que certains membres du Parti tunisien ne comprennent pas la position de leur leader qui a dit : « *Le personnel politique a changé soit, présentons au nouveau nos revendications, les mêmes qu'à son prédécesseur* ». Cette phrase n'implique ni critique du premier, ni méfiance vis-à-vis du second. Elle ne fait que constater une nécessité : toujours relancer la balle dans le camp adverse.

Par ailleurs, Rous, lui, se place dans une autre perspective. Il est en France du côté du peuple français qui ne lui paraît pas en tant que tel opposé à la réforme. C'est le colonialisme qui s'y oppose et a, dans une certaine mesure, « *chloroformé le peuple* ». Rous cite ensuite Trotsky qui lui avait dit : « *Dans certains moments la qualité numéro un c'est l'esprit de sacrifice. Sans dévouement, pas de révolution si nécessaire soit-elle, la manœuvre vient après* ». Il conclut alors : « *Ne galvaudez pas l'esprit de sacrifice des amis. Taisez-vous si c'est nécessaire par habileté. Mais n'opposez pas les choses qui doivent se combiner* ».

Jean Rous, peu après, explicitera sa pensée sur Périllier « *préfet habile et d'esprit conciliateur* » remplaçant un préfet, M. Mons, rappelé sous la pression des colons. Pour autant, Périllier devra choisir une voie : soit celle des colons et les rassurer, soit être l'homme des réformes et les réaliser.

---

[345] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 40, Lettre de Jean Rous au directeur de Mission, 14 juin 1950.

A compter de 1950, H. Bourguiba et Jean Rous vont s'écrire très régulièrement. La première lettre est datée du 9 août 1950 et montre la déception de H. Bourguiba qui avait cru, à tort semble-t-il, qu'à la suite du discours de Thionville du président Schuman en juin 1950, une véritable modification du mode de gouvernement en Tunisie allait être mise en place. Or le Résident Périllier a déclaré que : « *Les réformes envisagées ne dépassaient guère en profondeur un simple déplacement du contrôle sur la gestion gouvernementale* »[346].

Le 21 août 1950, un télégramme de H. Sfad, dirigeant du Destour, lui annonce que suite à un exposé de M. Masmoudi lors d'une réunion à Mahdia, le Néo-Destour lui envoie sa « *reconnaissance pour* [son] *action inlassable dans la lutte pour une coopération franco-tunisienne, basée sur la dignité et expurgée de toute idée de domination*»[347].

Le 23 août, une nouvelle lettre de Bourguiba justifie la participation destourienne au gouvernement Chenik. Pour Bourguiba, malgré le manque d'audace de Périllier il faut éviter de tergiverser et obliger la France à aller plus loin. Il s'agit aussi d'une réponse indirecte à la lettre de Rous à Mission car H. Bourguiba se déclare en accord avec l'attitude de « *H. Nouira paru dans 'Mission' le lendemain de la formation du ministère* »[348]. Dans ce cas, H. Bourguiba ferait souffler sur ses amis le chaud et le froid : attaques dans Mission, félicitations de M. Sfad, explications de H. Bourguiba mais rappel de l'article de Mission.

Le 25 octobre, Jean Rous voit de nouveau H. Bourguiba dont la sincérité lui paraît évidente. Jean Rous ajoute : « *C'est la première fois qu'un leader* [illisible] *est aussi sincère avec moi* »[349].

Le 15 décembre 1950, Jean Rous se plaint du délire de certains MTLD contre Bourguiba. Cela lui semble être le signe d'une incompréhension tactique de ce qui se passe en Tunisie, mais aussi être l'expression

---

[346] Rous J., Tunisie, attention, op. cit., p. 204.
[347] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 40.
[348] Rous J., Tunisie, attention, op. cit., p. 204.
[349] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 16, Carnets, 25 octobre 1950.

d'une colère contre l'isolationnisme tunisien. Pour Rous, il faut ramener « *la maison nord-africaine dans le sens de la démocratie* (…). *La critique est juste* »[350], car c'est au travers de critiques constructives qu'on fait avancer les choses.

La première quinzaine de janvier 1951 le voit aux côtés de H. Bourguiba arpenter la Tunisie. Un rapport du Résident Général Périllier précise : « *Les renseignements que je possède actuellement sur la tournée qu'il accomplit à Kairouan, Gafsa, Tozem, accompagné du journaliste Jean Rous de 'Franc-Tireur' m'incitent à penser que l'étoile du 'leader' a beaucoup pâli* »[351]. Cela me semble clore l'interrogation de Mme Gauthiez sur le voyage de Rous en Tunisie en 1949. En effet, rien dans les archives ne parle d'un voyage en 1949, pas plus que Franc-Tireur, tandis que Rous se souvient d'une réunion « *dans la mosquée de Kairouan* »[352]. Or les photos du fonds Jean Rous, le témoignage de M. Masmoudi et le texte de Périllier confirment la date de 1951 (janvier) pour une tournée en Tunisie. M. Masmoudi nous a déclaré : « *En 1951, nous étions partis ensemble. H. Bourguiba, qui faisait une tournée en Tunisie, m'a demandé de contacter Jean Rous pour qu'il vienne avec nous* »[353]. M. Masmoudi rappelle d'ailleurs qu'à cette occasion Jean Rous avait reçu des menaces de la « Main Rouge », organisation ultra clandestine, c'est-à-dire liée aux Français de Tunisie. On lui reprochait sa proximité vis-à-vis du Néo-Destour. M. Masmoudi se souvient même d'un incident violent lorsqu'ils sont descendus « *à l'hôtel Saint Charles, pas très loin de là où s'agitaient les ultras de la colonie française, et ils étaient méchants* ». « *Un jour, en quittant l'hôtel, j'étais à ses côtés,* raconte Masmoudi , *ils lui avaient jeté un paquet de saletés, de merde sur la tête avec une pierre dedans. Il disait : 'Ce sont des pauvres gens, ils auraient mieux fait de*

350 Idem, 15 déc. 1950.
351 Archives du Ministère des Affaires Etrangères, « Tunisie 1950-1955 », Volume 306, Rapport du Résident Général Périllier à M. R. Schuman, 6 janvier 1951.
352 Gauthiez D., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 200.
353 Entretien avec M. Masmoudi, 7 juillet 1997.

venir qu'on discute. Pourquoi ont-ils fait ça' ? »[354]. Puis, selon M. Masmoudi, il y eut une autre attaque, une voiture qui voulait l'écraser.

A l'inverse, des photos attestent de son aura en Tunisie auprès de la population et des dirigeants nationalistes.

Le 5 février 1951 inaugure une semaine cruciale en Tunisie. En effet, un décret doit être pris qui « *tunisifie la fonction publique du pays. Ainsi, le conseil du gouvernement serait composé de 7 ministres tunisiens et des 7 chefs de service français* ». Ce décret fut pris, en fait, le 8 février.

Fin mars, début avril 1951, Jean Rous est de nouveau en Tunisie où il participe au congrès de l'UGTT, centrale syndicale du Néo-Destour, dirigée par F. Hached. A ses yeux, l'UGTT, qui a refusé d'entrer à la FSM dirigée par les staliniens, est proche de FO dans son refus d'alignement sur les blocs. Il note sur son carnet : « *Congrès UGTT, le stalinisme est une prison, le réformisme, malgré ses tares, offre des possibilités* »[355]. L'adhésion à la CISL serait un moindre mal. Les syndicalistes tunisiens lui paraissent préoccupés par leurs problèmes. « *Ils sont aimables sans plus* », ajoute-t-il[356].

Le 13 décembre 1951, une nouvelle note des Archives du Ministère des Affaires Etrangères cite Jean Rous. Cette note fait état de la conférence de presse de M. Chenik, premier ministre tunisien, le 12 décembre 1951, à l'Hôtel Ritz. Ce texte mentionne la présence de deux cent cinquante personnes mais ne cite dans l'assistance que « *Jean Rous, du journal 'Franc-Tireur'* »[357]. Pourtant, à aucun moment Jean Rous n'a posé de question ; aussi sa mise en exergue semble montrer que, pour la police, il joue un rôle occulte et important.

Le 18 décembre 1951, Rous note : « *La rupture est consommée entre la France et la Tunisie* ». La perspective de répression paraît évidente. Il est vrai que les opposants à un accord franco-tunisien n'ont pas ménagé leurs

---

[354] Idem.
[355] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 16, Carnets, 2 avril 1951.
[356] Idem.
[357] Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Tunisie, 1950-1955.

efforts. Ainsi, le 15, le gouvernement français a affirmé que la co-souveraineté serait le mode de gouvernement de la Tunisie, c'est-à-dire que les Français de Tunisie seraient associés au gouvernement. Dans le même temps, Périllier est remplacé par J. de Hautecloque, homme à poigne qui arrive d'ailleurs le 13 janvier 1952 sur un navire de guerre français.

Le 19 décembre, Jean Rous est convoqué au Quai d'Orsay pour s'exprimer sur la question tunisienne. Cela lui semble être le symptôme de l'importance du Congrès des Peuples et des campagnes de Franc-Tireur. Il pense pouvoir enfin être utile à la France bien que cette dernière ait échoué dans sa politique tunisienne. « *Il faut qu'elle se décide à comprendre* », écrit-il[358]. Par ailleurs, il rédige le mémoire du Congrès des Peuples à l'ONU. Ce document fait le point de la situation.

Début 1952, il a l'impression que les Tunisiens modérés lâchent Bourguiba. En effet, ni le gouvernement Chenik, ni le Bey ne veulent porter l'affaire devant l'ONU. De ce point de vue, la division orchestrée par ceux-là fait le jeu du colonialisme. Mais, fort heureusement à ses yeux, H. Bourguiba parvient à porter le conflit devant l'ONU, victoire personnelle à porter au crédit de Bourguiba.

Le 25 janvier, de façon télégraphique, il note sur son carnet : « *Mesure de force, arrestation Bourguiba et chefs Néo-Destour. Soutien spectaculaire des Etats arabes et asiatiques. Pas accord pour prendre initiative* ». Il craint par ailleurs que le peuple tunisien soit ainsi poussé dans les bras soviétiques.

Au début du mois de février 1952, quinze Etats d'Afrique et d'Asie portent le problème tunisien devant le Conseil de Sécurité. La situation française devenait difficile en raison de l'émotion causée par les « *représailles répressives* »[359] contre le bey de Tunis. Cependant, des arguties juridiques permirent d'éviter les sanctions. La position d'abstention des Etats-Unis fut très

---

[358] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, Carnets, 19 déc. 1951.
[359] Rous J., Tunisie, attention, op. cit., p. 62.

mal vécue. Les centrales syndicales AFL et CIO firent une déclaration contre la position de leur gouvernement, obligeant le Département d'Etat des Etats-Unis à préciser, selon Rous, qu'il souhaitait un arrangement entre la France et la Tunisie avant la prochaine session. Mais Rous pense que cela sera d'autant plus difficile que « *le gouvernement français est incapable de propositions claires et précises pour négocier* »[360].

Selon les Renseignements généraux, Jean Rous est présent à l'Hôtel Lutetia le 14 février, de 17 à 20 h 20, à la conférence de presse organisée par S. Ben Youssef et M. Badia, ministres tunisiens[361]. Ils étaient délégués du gouvernement tunisien pour poser la question tunisienne à Paris devant l'assemblée générale de l'ONU qui se tenait dans la capitale française.

Quelques jours après, Jean Rous pense que pour sortir de l'impasse tunisienne, il faut éviter la triple pression, internationale, française de Tunisie et intérieure française. Le lendemain, il note le pourrissement de la situation en France et la violence en Tunisie[362]. L'arrestation des membres du gouvernement tunisien montre à Rous que la France ne sait pas où elle va.

Par ailleurs des indiscrétions… volontaires tentent de faire accréditer l'idée que Bourguiba a collaboré avec l'Allemagne. On tente aussi de démontrer la duplicité de Bourguiba qui dit publiquement sa volonté de coopérer avec la France et discrètement appellerait à la lutte. Jean Rous fait alors publier dans Franc-Tireur l'intégralité des lettres que H. Bourguiba lui a adressées. Car, il y a « *dans ces lettres, un patriotisme clair et poignant qui touche les Français* »[363].

Le 11 avril, Rous préside un meeting de solidarité avec la Tunisie. Boutbien, Depreux et Bourdet prennent la parole. Malheureusement, on apprend que les Etats-Unis ne sont pas allés jusqu'au bout de leur soutien, en s'abstenant devant le Conseil de Sécurité. Le 25 avril 1952, une nouvelle lettre de H. Bourguiba au Mufti est publiée par L'Aurore. Elle date de la

---

360 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, Carnets, 12 déc. 1952.
361 Préfecture de Police, Dossier Jean Rous, carton n° 1, 49376, extrait du dossier Masmoudi.
362 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, 21 février 1952.
363 Idem, avril 1952.

guerre et accréditerait la prétendue attitude collaborationniste de celui-ci. Ceci est en contradiction avec les affirmations du consul américain. Rous reste perplexe et ajoute que dans une situation comme celle de 1940-1944, il faut dissimuler ; il est dangereux d'écrire.

On appelle H. Bourguiba junior à Tunis d'urgence le 15 août 1952. Personne ne sait pourquoi. Jean Rous est inquiet.

En octobre 1952, lors d'un colloque sur la Tunisie, la sœur du Pandit Nehru se méfie de lui sous prétexte qu'il est Français : cela le touche d'autant qu'il est en train de rédiger à ce moment-là un dossier sur la répression française en Tunisie. Une inquiétude le ronge pendant ces mois d'hiver 1952 : il n'est pas sûr d'obtenir le visa d'entrée aux Etats-Unis pour aller, au nom du Congrès des Peuples, défendre la Tunisie et le Maroc à l'assemblée générale de l'ONU.

L'assassinat, le 5 décembre 1952, de F. Hached, dirigeant de l'UGTT et ami de Rous, le peine profondément. Ils figurent côte à côte sur une photographie d'une réunion de la CISL à Milan, en juillet 1951. C'est « La Main Rouge » qui aurait tué le dirigeant syndical. La presse coloniale préfère affirmer que F. Hached faisait de l'ombre à Bourguiba et qu'il s'agirait donc d'un règlement de compte interne au mouvement nationaliste. De plus, les dirigeants politiques français semblent, par leur incapacité, solidaires des assassins. Qui plus est, ils répriment les victimes, pense Rous.

Il serait d'ailleurs lui-même menacé, ainsi que Bourguiba. Le 3 décembre, il avait appris par un journaliste du Populaire qu'« *un policier de la SFIO lui fait dire qu'il est filé par une traction-avant composée de personnages de l'ambassade du Pakistan* »[364].

Un compte rendu des ventes de son livre, Tunisie… Attention !, l'inquiète tant en raison de l'indifférence française vis-à-vis de ce pays que

[364] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, Carnets, 2 déc. 1952.

de l'incompréhension des Français de la politique criminelle de leur gouvernement.

Le 20 mai 1953, Masmoudi est arrêté. Mendès France accepte de le défendre. Pour le délégué du Néo-Destour en France, le meurtre de F. Hached était une première étape dans la tentative de liquidation des nationalistes de Tunisie. Il est vrai que la tendance dure du gouvernement français pousse à la répression en Tunisie comme au Maroc.

Le 23 janvier 1954, lors d'une réunion de la CISL à Bruxelles, Rous participe à une discussion sur le rôle et la nécessité des syndicats autonomes en Afrique même sous domination coloniale. S. Ben Salah, qui est devenu dirigeant de l'UGTT, lui semble avoir la même vision que F. Hached. De retour à Paris, Jean Rous rencontre P. Mendès France puis F. Mitterrand qui tentent de mettre en place une solution constructive dans tous les domaines, y compris colonial.

Durant cette même période, sans qu'on puisse préciser plus avant, Jean Rous participe à des réunions du Réarmement Moral (RAM) dont le sujet principal est la Tunisie. Ainsi c'est lui qui amène clandestinement M. Masmoudi à Caux en 1953 ou 1954 probablement, selon P. Lassere. Pour Masmoudi, le RAM a été une révélation, car si au travers de cette association « *la France et l'Allemagne pouvaient se réconcilier, la France et la Tunisie, qui n'avaient pas un tel différend, pouvaient aussi le faire* »[365].

Au début de février 1954, Jean Rous se rend en Tunisie où il rencontre H. Nouira, dirigeant du Néo-Destour. Peu après, pendant la conférence de Genève sur l'Indochine, Mendès France lui explique qu'il veut aussi régler le problème tunisien. Pour Rous, il faut faire un geste spectaculaire et surtout arriver à concrétiser, par un accord, ce geste. En juin, Jean Rous a rencontré H. Bourguiba envoyé à l'île de Groix en Bretagne, qui lui a réaffir-

---

[365] Entretien avec M. Masmoudi du 5 juillet 1997.

mé sa volonté de trouver un terrain d'entente avec la France. Cependant si la solution lui paraissait relativement simple en Indochine car les Français et le Parlement étaient las de cette guerre, en Tunisie les choses n'en étaient pas encore arrivées à ce stade. Au contraire une grande partie du Parlement croit encore à la Tunisie sous domination française. A la question de Mendès France qui lui demande ce qui serait préférable, une déclaration ou un voyage, Rous répond : « *Un voyage et l'autonomie interne* »[366].

Fin juillet, Mendès France est effectivement à Carthage où il promet l'autonomie interne à la Tunisie. Dès le 18 août, des négociations sont ouvertes. Cependant, à la date du 5 août, Jean Rous écrit : « *Mendès recule sous la pression colonialiste* ». Mais, le 8 août il corrige : « *Constitution d'un gouvernement tunisien autonome de négociation* (…). *Victoire du peuple tunisien. Mendès était l'homme de la situation* ». Il note tout de même quelques accrochages entre Masmoudi et Mendès France sur les lettres de Bourguiba pendant la guerre.

Le 21 août 1954, il convainc H. Bourguiba de participer à une réunion du « *Jewish Committee* » et y voit un premier test de collaboration judéo-arabe.

Fin septembre, il rencontre des délégués tunisiens aux négociations de Paris qui lui affirment que seule une libération totale de H. Bourguiba peut sauver les pourparlers.

Le 17 novembre, il participe à un déjeuner à l'hôtel Continental, en compagnie de T. Ben Amar, A. Djellouli et H. Bourguiba, qui quitte le repas vers 17 heures. A la question de Jean Rous sur l'évolution de la situation, et au fait qu'on pourrait aller jusqu'à la rupture, Djellouli répond : « *Non, mais ça va très mal* »[367]. Effectivement, le 24 novembre, Jean Rous annonce une rupture des négociations qui préfigure peut-être un retour en force du colonia-

---

[366] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 18, Carnets, 22 juillet 1954.
[367] Préfecture de police, dossier Rous Jean, dit Jean Rous, n° 49376, dossier n° 2.

lisme et des violences antinationalistes semblables à 1952. Heureusement, note-t-il le 19 décembre, le camp français de Tunisie se divise.

Pendant la conférence de Bandung, S. Ben Youssef qui vient d'apprendre la convention franco-tunisienne lui fait part de son désaccord et rend public un texte dans lequel il fustige toute situation de statu-quo politique rendant impossible l'indépendance. C'est ainsi qu'il analyse le protocole d'accord. Seuls, pour Ben Youssef, un transfert immédiat sans aucune limitation des pouvoirs à un gouvernement tunisien et l'abstention totale d'intervention dans les affaires de la Tunisie peuvent résoudre la situation. Il relève par ailleurs que le protocole donne aux Français de Tunisie une situation privilégiée injustifiée. Enfin, pour lui : « *Le peuple tunisien est plus fondé que jamais à rejeter une autonomie illusoire, vidée de sa substance* »[368].

La rupture est donc patente entre une partie du peuple tunisien et les signataires du protocole. Pour Jean Rous, S. Ben Youssef se trompe avec son analyse aussi négative ; le protocole constitue une étape qui marque une victoire du mouvement national tunisien.

Le 1er juin 1955, lors du retour triomphal de H. Bourguiba en Tunisie, Jean Rous est embarqué sur le même bateau, « Le Ville d'Alger ». D'importantes manifestations ont lieu. Le 2 juin, il est reconnu dans la rue et on l'acclame aux cris de « *Vive Jean Rous, Vive la France* »[369].

En septembre, Ben Youssef rentre en Tunisie et, en octobre, est exclu du Néo-Destour. Jean Rous, qui ne souhaite pas rompre avec lui, cherche à le voir lors du Congrès de ce parti le 15 décembre 1955. Ce congrès met en place la structure politique du pays pour l'après indépendance. Il envisage donc une évolution démocratique et socialiste de la Tunisie, une alliance entre le Néo-Destour et l'UGTT et un refus du chauvinisme anti-Français. Jean Rous y prononce une allocution qui est accueillie avec chaleur. Cependant, des nuages demeurent dans le ciel tunisien car Ben Youssef appelle à

---

[368] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 243, déclaration de M. Ben Youssef, 24 avril 1955.
[369] Idem, 96 J 19, Carnets, 4 avril 1955.

la naissance d'un Etat arabe basé sur les « *principes religieux et le capital étranger* » écrit Rous[370]. D'autre part, pour le Résident, H. Bourguiba n'a pas encore gagné contre Ben Youssef, car seule une réalisation rapide du programme lui donnerait un avantage définitif.

En fait, jusqu'à l'indépendance, la rébellion youssefiste entraînera, pour la Tunisie elle-même, un handicap ou un avantage pour le pouvoir de Bourguiba. En effet, un appareil policier, épaulé par l'armée française va tenter de mater impitoyablement « *le terrorisme urbain et le banditisme au détriment de toute légalité démocratique, et les rancunes seront tenaces* »[371]. Par ailleurs, cette rébellion permet aussi à Bourguiba d'obtenir de la France l'indépendance totale car elle craint que la rébellion ne fasse tâche d'huile dans tout le Maghreb. Le 20 mars, l'indépendance de la Tunisie est proclamée. Jean Rous rencontre Bourguiba, bouleversé par l'annonce, puis s'en va quelques jours en Tunisie assister aux fêtes de l'Indépendance. Bourguiba ne lui paraît pas aussi heureux qu'il le devrait car il est inquiet qu'on veuille maintenant aller plus loin que lui en Tunisie et craint de plus que le conflit algérien, à ses portes, ne déstabilise son pays.

Bourguiba forme le premier gouvernement qui laisse l'UGTT réticent, selon Rous, car n'engageant pas assez la Tunisie dans la voie du socialisme. Il s'agit peut-être d'éviter d'être débordé par les youssefistes, bien que leur chef, en fuite, ait été condamné à mort par contumace le 15 avril 1956 ; H. Bourguiba exige de la France le départ immédiat des troupes françaises encore stationnées en Tunisie. Dans sa proclamation du 24 avril 1955, Ben Youssef avait rejeté la présence maintenue de troupes françaises à Bizerte, H. Bourguiba fait de même quelques mois plus tard. Rous, dans son carnet le 21 mai 1956, s'en plaint et pense qu'il aurait mieux valu chercher un accord avec la France plutôt que de rompre avec elle.

---

[370] Idem, 26 nov. 1955.

[371] Bessis J., « Et Ben Youssef signa son arrêt de mort », in : Dossiers secrets du Maghreb et du Moyen-Orient, Paris, Jeune Afrique, 1992, p. 140-141.

En mars 1957, Jean Rous retourne en Tunisie pour les fêtes du premier anniversaire de l'Indépendance. Il tente de rapprocher les tendances syndicales opposées, rencontre H. Bourguiba et surtout les dirigeants algériens.

Le 20 septembre de la même année, il reçoit une lettre du maire de Mahdia, H. Hamza, qui lui annonce que sa commune a donné le nom de Rue Jean Rous à une artère qui débouche sur l'avenue Bourguiba, au titre de « *la reconnaissance envers votre auguste personne qui a su, en des moments difficiles, grâce à des interventions remarquables* (…) *aplanir des difficultés complexes, éclairer l'opinion publique française et lier dans l'amitié réciproque nos deux glorieux peuples* »[372].

Le 8 février 1958, a lieu le bombardement de Sakhiet par l'aviation française en vertu du droit de poursuite des nationalistes algériens. Les bilans sont différents ; la France considère que seuls des objectifs militaires liés aux « *rebelles algériens* » ont été touchés, tandis que la Tunisie déplore 74 morts civils ainsi que la destruction de matériel de la Croix Rouge Internationale. La France tire le bilan, le 11 février, des réactions tunisiennes : « *M. Masmoudi a été rappelé à Tunis, le 10 février après avoir eu une entrevue avec M. Joxe et rendu visite au général de Gaulle et Mg. Feltin. Il a été l'objet d'une manifestation de sympathie au moment de son départ de la part de certaines personnalités politiques* »[373]. Selon Rous, Masmoudi, ambassadeur de Tunisie en France, Gorce, ambassadeur de France en Tunisie, sont effondrés. Le gouvernement français doit immédiatement imposer aux militaires des choix. Cela peut aussi permettre un règlement d'ensemble du problème tunisien et algérien. La Tunisie exige, en effet, l'interdiction de tout mouvement des troupes stationnées en Tunisie, l'évacuation de Bizerte, la fermeture de certains consulats français, la fermeture du port de Bizerte aux navires militaires français.

---

[372] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 19, Carnets.

[373] Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Tunisie 56-69, n° 311, T.92. Sakhiet Sidi Youssef, note du 11 février 1958.

Rous relève par ailleurs que seule L'Humanité note sa présence à l'aéroport pour accompagner Masmoudi. Le reste de la presse fait état de la présence de mendessistes. La rencontre avec de Gaulle est à l'initiative, selon Masmoudi, de R. Stephane et J. Rous, présents auprès de Masmoudi au moment de la crise de Sakhiet. Au retour de Colombey-les-Deux-Eglises, une fête à l'ambassade de Tunisie est organisée, entre autres, par Jean Rous.

Dès le 16 mars, Jean Rous se rend en Tunisie pour rencontrer H. Bourguiba, mais l'essentiel de la discussion concerne l'Algérie et non la Tunisie. Pour une fois, sa femme l'a accompagné dans ce voyage. Dans ses rencontres, il a cependant ressenti une volonté tunisienne de dédramatiser l'agression de Sakhiet.

En février 1959, il participe aux côtés du fils de Bourguiba à une tentative de conciliation entre frères ennemis algériens (FLN/MNA). Le 7 mars, il est invité au congrès du Néo-Destour, où on le félicite pour ses actions au sein du Congrès des Peuples. Bourguiba voudrait, selon Rous, refaire un Congrès des Peuples pour la décolonisation mondiale… mais c'est toujours l'Algérie qui l'inquiète.

En avril 1960, il participe en Tunisie avec une délégation de la Fédération des villes jumelées à la préparation du congrès mondial qui doit avoir lieu dans ce pays. Il en profite pour aller voir le Président Bourguiba qui lui confie un message pour L. Sedar Senghor, pressenti pour être le futur président du Mali. Bourguiba lui propose une alliance Mali-Tunisie, ce qui réjouit Rous.

Le 13 octobre 1960, enfin, il va voir le Président tunisien qui lui propose de le garder comme conseiller. Durant ce voyage, il rencontre plusieurs amis français dont P. Rimbert et R. Prager qui travaillent tous deux pour le gouvernement tunisien et militent au PSU à Tunis. En raison de bonnes relations avec le Président tunisien et le travail possible auprès de L. Senghor au Sénégal, Jean Rous pense que les relations entre les deux pays vont donner un poids réel à un regroupement socialiste africain qu'il envisage. Par ail-

leurs, il pense pouvoir travailler au règlement du problème algérien sous couvert des deux dirigeants.

On l'a vu, la part de Rous dans l'indépendance de la Tunisie n'apparaît pas négligeable. En effet, son rôle en France a permis une prise de conscience de la nécessaire indépendance. Il n'a certes pas été le seul mais ses contacts ont été utiles. D'autre part en Tunisie, il a montré que les Français n'étaient pas tous opposés à l'indépendance.

Il nous reste maintenant à aborder les quelques autres activités de Rous dans le cadre de ses activités anticoloniales avant son départ pour le Sénégal.

6. Autres combats hors de France :

Les autres combats ne sont pas toujours déterminés par l'actualité comme ce fut le cas pour l'Indochine, Madagascar, l'Algérie, le Maroc ou la Tunisie.

Ainsi les relations de Jean Rous avec l'Afrique se font en dehors d'événements dramatiques. Il visitera divers pays, poussé par son amitié pour certains dirigeants africains ou son métier de journaliste. Mais même quand il exerce celui-ci, il reste un militant. Dans le cas de l'Egypte cependant, c'est directement l'événement qui amène Rous à intervenir.

1. L'Egypte :

Sa première approche de l'Egypte date du 1er mars 1952. Elle intervient au moment des tensions entre Egyptiens et Britanniques. Pour Rous, c'est « *le sort des masses qui est à la base de cette crise* »[374].

---

[374] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, Carnets, 1 mars 1952.

Le 16 août 1952, il note sur son carnet deux éléments qui lui semblent essentiels. D'une part, la soudaineté de la chute de Farouk qui l'étonne, et, d'autre part, l'ambiguïté du nouveau régime qu'il qualifie de « *National socialisme* » car il n'est pas encore réactionnaire mais peut le devenir. Cependant, le rôle des petits partis dans la lutte peut leur permettre de se trouver en position de force pour réclamer le pouvoir. Pour Rous, donc, rien n'est fait en Egypte : tout peut encore évoluer positivement, d'autant que la lutte contre le stalinisme apparaît comme un des axes du nouveau pouvoir. L'inquiétude naît de la condamnation du sionisme par ce dernier.

Le 10 septembre 1952, il affine son analyse. Le gouvernement Neguib est une dictature, mais est-elle révolutionnaire ou réactionnaire ? Son chef « *deviendra-t-il Mussolini ou Ataturk ? les réformes opérées seront-elles suffisantes ?* »[375]. La question devient donc de savoir si, sous le contrôle de l'armée, une véritable force ouvrière et paysanne, facteur de progrès, peut se reconstruire.

Un voyage en Egypte, dans les derniers jours de janvier 1953 (du 20 au 30) lui permet de se faire une idée personnelle, de rencontrer les dirigeants égyptiens et d'écrire plusieurs articles. Franc-Tireur en publie trois : une interview de Neguib, le nouvel homme fort de l'Egypte, puis un entretien avec Nasser « *l'âme du coup d'état* » et enfin une analyse des rapports entre les masses égyptiennes et les officiers qui ont pris le pouvoir. Le Général-Président Neguib, qui se veut « *paysan-soldat* », souhaite moderniser l'agriculture pour dégager des capitaux à réinvestir dans l'industrialisation du pays. La dissolution de tous les partis politiques n'est pas définitive, « *il se donne le temps de voir* », note Rous[376]. Enfin il veut régler le problème des soudanais par referendum ; ceux-ci pourront choisir l'indépendance ou l'unification avec l'Egypte.

Le lendemain, c'est G. Abdel Nasser qui est au centre de l'article. Pour Rous, il représente avec Neguib le courant démocratique de l'Egypte.

---

[375] Idem, 10 septembre 1952.
[376] Rous J., « Franc-Tireur au pays du nouveau sphinx ; Neguib nous dit : 'En trois ans, je me charge de faire de l'Egypte une démocratie' », Franc-Tireur, 30 janvier.1953.

La mise en place d'une constitution paraît être une de ses priorités, tandis que le Rassemblement National de Libération ne doit pas devenir pour lui un parti unique mais un mouvement civique et social. Rous, s'inquiétant de l'autoritarisme dont font preuve les militaires, demande à Nasser s'il n'y a pas un risque de dictature. La réponse du dirigeant égyptien est la même que celle qu'il a faite à l'AFP : « *En raison de la corruption, il s'est avéré indispensable d'instaurer une période de transition et de stabilité pour restaurer le climat nécessaire à l'ère constitutionnelle et parlementaire* »[377].

Le dernier article porte sur l'absence de liaison entre les masses et le gouvernement égyptien. Pour Rous, le principal problème est celui de l'assise sociale de la révolution. Le mouvement national est insuffisant, il faut y ajouter le syndicalisme ouvrier et paysan, tandis que le « Comité des officiers » dont les membres sont issus des classes populaires manque cependant « *d'une expérience politique et sociale, d'une doctrine et d'un programme nécessaire à cette révolution* »[378]. Pour aider à la clarification politique une aide extérieure est nécessaire. Il faut accepter un certain autoritarisme du gouvernement « *pour liquider le passé d'oppression et édifier un avenir de bonheur* »[379]. Mais cette autorité doit être exercée contre les restes de l'ancien pouvoir et non « *contre les forces neuves impatientes qui se lèvent et qu'il faut canaliser et associer* »[380].

La Revue socialiste publie un long article en mars, décrivant six mois après le coup d'état « *les premiers pas de la nouvelle Egypte* »[381]. Rous y reprend l'analyse faite pour Franc-Tireur et conclut l'article en espérant pour la nouvelle Egypte que « *le socialisme et le syndicalisme démocratiques, qui prennent de plus en plus conscience que les destinées d'un nouveau monde s'élaborent en Afrique et en Asie, pourront l'aider à franchir l'étape actuelle et*

---

377 Rous J., « 'Nous voulons moderniser l'Egypte' me déclare le colonel Abdel Nasser, âme du coup d'état », Franc-Tireur, 31 janvier-1er février 1953.
378 Rous J. « Ayant rompu avec les vices de Farouk, la nouvelle Egypte se cherche ; les 'officiers libres' sauront-ils conquérir les travailleurs », Franc-Tireur, 3 février 1953.
379 Idem.
380 Idem.
381 Rous J., « Les premiers pas de la nouvelle Egypte », Revue socialiste, n° 65, mars 1953.

à s'orienter vers une société de justice et de liberté »[382]. Un échec éventuel de cette révolution ou une déviation sont possibles liés au sabotage interne ou à l'incompréhension internationale. Cependant, « *Cette expérience aura été riche d'enseignements et féconde en impulsions vers une meilleure destinée du peuple égyptien* »[383].

Son carnet contient aussi un appel à l'aide pour cette jeune révolution à propos de laquelle il ajoute : « *Par ces visites, je perçois mieux quel est mon destin : aider à la libération de l'Afrique et, aussi, conseiller ces gouvernements des pays semi-coloniaux dans la voie d'une révolution nationale* »[384]. Par ailleurs, la visite du pays l'a enchanté. La France y est aimée, mais il faut faire attention au colonialisme français qui choque et à l'attitude britannique qui peut faire échouer l'expérience.

Un an plus tard, il revient dans Franc-Tireur, sur Nasser qui est devenu Premier Ministre adjoint aux côtés de Neguib, avant de l'évincer à la fin de 1954. Il paraît effectivement, déjà, être l'homme fort du pays. Jean Rous n'en dira pas plus sur Nasser si ce n'est qu'il veut « *promouvoir le bonheur des Egyptiens* »[385].

Une dernière série de remarques concerne l'affaire de Suez. « *En France et en Grande Bretagne, le chauvinisme se donne libre cours* (…). *Ces pays sont impopulaires dans le monde arabe* (…). *L'URSS et les USA tirent du feu les marrons chauffés* », note-t-il dans son carnet en août 1956. Le 14 septembre, il s'inquiète du risque de guerre.

Le 2 novembre, il appelle, avec d'autres militants, à un congrès extraordinaire de la SFIO dont le thème pourrait être « l'affaire de Suez ». Le 7 novembre, il tire le bilan de cette « *semaine hallucinante* » qui dure du 30 octobre au 6 novembre 1956. Rous la traduit ainsi, reliant ensemble deux événements a priori différents : « *Intervention anglo-française en Egypte, cessez le feu – Intervention russe en Hongrie et fin de la révolution* ». Pour

---

382 Idem.
383 Idem.
384 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 17, Carnets, 20-30 janvier 1953.
385 Rous J., « Abdel Nasser tel que je l'ai vu », Franc-Tireur, 26 février 1954.

Rous, les événements de Hongrie (31 octobre 1956-4 novembre 1956) sont à mettre en parallèle avec ceux de Suez puisque, d'une certaine façon,, l'URSS a utilisé l'agression anglo-française pour perpétrer son coup bas sans risquer de se faire condamner. Peut-être même, a-t-elle eu la caution américaine, après tout « *c'était une zone d'influence* ». Rous se demande que faire ? Il faut « *condamner les interventions et souhaiter qu'en Hongrie la politique de Gomulka écarte un danger réactionnaire et prépare une évolution future vers le socialisme* »[386].

Rous semble, lui aussi, englué dans cette situation perverse sur laquelle il n'a aucune prise et est condamné à des vœux pieux. De plus, cet appel à un congrès extraordinaire n'est pas suivi d'effet. Le 27 novembre 1956, A. Philip présente au comité directeur de la SFIO une analyse de Suez et de la Hongrie mais se refuse à considérer l'une comme ayant entraîné l'autre. Cependant, note-t-il, c'est ce que pensent les gens.

Jean Rous ne reviendra plus sur l'Egypte, si ce n'est, à propos du FLN dont certaines tendances sont proches de Nasser et soutenues par lui.

2. L'Afrique noire :

Deux séries de documents alimentent cette partie : les articles de Jean Rous sur l'Afrique et ses relations épistolaires avec L. Senghor.

Le 10 juin 1952, il note laconiquement sur son carnet : « *L'Afrique noire est un vaste terrain vague* ». C'est, d'une certaine façon, une suite à l'article paru dans Franc-Tireur sur la Gold Coast, le 11 avril 1952. Il y décrit l'accession à l'indépendance de ce pays sous la direction de Nkrumah « *adhérant au Congrès des Peuples* », ajoute-t-il. La doctrine de son parti « *se réclame de la démocratie totale et des idées de Rousseau et Tom Paine* ».

[386] Gomulka, Polonais, passe pour être libéral dans le bloc soviétique. Rous envisage pour la Hongrie une politique non stalinienne, à l'instar de ce qui se passe en Pologne.

Dans la phase troublée du double pouvoir où Britanniques et Ghanéens dirigeaient conjointement le pays, Nkrumah *« fit preuve à la fois de réalisme et d'idéalisme* » car le compromis accepté donnait au pays « *une demi-liberté et une demi-oppression* ». En fait, Nkrumah semble faire preuve d'un grand pragmatisme car, en réalité, tout est à faire.

Du 3 au 23 décembre 1953, Jean Rous est en voyage en Afrique. Il écrit une série d'articles dans Franc-Tireur sur « *le nouveau visage de l'Afrique* » où s'entrechoquent en permanence modernité et traditions.

Pour les Africains des villes, le pays change : autoroutes en bord de mer près de Dakar, aérodrome, maisons préfabriquées ont remplacé la brousse où l'on chassait le phacochère. Tout cela vient du FIDES, le Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social des territoires d'outre-mer[387], plan servant à équiper l'Afrique. A l'intérieur de Dakar, la modernité aussi s'est installée, il y a même une « maison des jeunes » en construction. Mais, à côté, de sordides bidonvilles subsistent car on a beaucoup trop tard lancé le programme de construction de « ballons», sorte de bulles en grillage cimentées ressemblant par la forme aux cases traditionnelles, et qui mis deux par deux sont appelés, selon Rous, « *nichonvilles* ». Cependant, on tente aussi de construire en dur des villas rectangulaires, préférées des Africains aisés.

Pour Senghor, les Africains doivent « *assimiler et non être assimilés* », c'est-à-dire prendre ce qui leur convient et convient à leurs habitudes de vie et non devenir des copies conformes des Européens. Cependant, Rous dit être pris de malaise devant le déséquilibre entre la plèbe et une minorité privilégiée, entre la ville et la brousse où les modes de vie n'ont pas changé.

Il va, dans le second article, traiter justement de l'aspect traditionnel du pays. « *Le climat épuisant,* (…) *la terre épuisée, des termites*

---

[387] Le FIDES avait été créé en avril 1946 pour assurer le financement des dépenses d'équipement et d'aménagement outre-mer.

géantes… »[388] risquent de détruire en un instant tout le travail des paysans. De plus, le passage du Moyen-Age à l'âge moderne en très peu de temps pose de sérieux problèmes, y compris au niveau des coutumes. La polygamie existe toujours, tandis que le collectivisme naturel, sous la direction d'un vénérable chef, a des aspects positifs à utiliser « *sous la forme du coopératisme* »[389]. Et puis, dans ce traditionnel, on trouve aussi des îlots de modernité comme une maison des jeunes ou des équipes plurifonctions qui peuvent parcourir la brousse avec du matériel médical et scolaire pour faire pénétrer le progrès dans les zones les plus reculées.

Le troisième article pose la question de l'aménagement agricole de l'Afrique de l'Ouest et du financement de cette modernisation. Pour Rous, cela doit passer par deux structures différentes. D'une part, le système coopératif, forme naturelle en Afrique, doit être organisé pour que les paysans qui y travaillent, participent aussi à la distribution des bénéfices. Parallèlement, ces coopératives peuvent faire office de coopératives de crédit, c'est-à-dire qu'elles pourraient, par des prêts judicieusement distribués, éviter que « *l'imprévoyant* (…) *qui a tendance à manger son arachide en herbe* »[390], ne se fasse plumer par des usuriers. Cette solidarité financière, complément de la solidarité traditionnelle du travail, est une étape mais insuffisante si par ailleurs, on ne crée pas, sur le modèle de l'Office du Niger, sans travail forcé, ni réquisition, « *une société publique autonome alimentée par l'Etat français* »[391]. « *Ne vaut-il pas mieux,* ajoute-t-il, *consacrer quelques millions par an à de telles entreprises pilotes, plutôt que de voir notre argent s'évanouir en fumée en Indochine et ailleurs* »[392]. « *L'équation de la modernisation*, conclut-il, *paraît être : coopératives, plus entreprises-pilotes, plus avions éga-*

[388] Rous J., « Le nouveau visage de l'Afrique : les Africains préfèrent l'avion, le tracteur et le bulldozer », Franc-Tireur, 8 janvier 1954.
[389] Idem.
[390] Rous J., « Un marabout reçoit le mérite agricole et fonde une coopérative de crédit », Franc-Tireur, 9-10 janvier 1954.
[391] Idem.
[392] Idem.

lent : Afrique moderne »[393]. Il propose d'y ajouter quelques techniciens européens peu nombreux et placés aux endroits clés.

L'article suivant, daté du 12 janvier, a pour cadre la Côte d'Ivoire et la Guinée. Il montre d'abord qu'Abidjan « *pousse à un rythme peut être plus impétueux que Dakar* »[394]. Par ailleurs, la modernisation y fait aussi quelques percées avec une boulangerie industrielle très avancée. A l'intérieur du pays, les planteurs eux-mêmes construisent un village plus moderne et participent, en coopération avec le Rassemblement Démocrate Africain, à de belles réalisations, auxquelles parfois même certains entrepreneurs européens donnent la main. Pour Rous, cet exemple doit être contagieux et convaincre les pays voisins. Ainsi, l'exploitation minière en Guinée, en Mauritanie ou au Sénégal peut suivre ces exemples. Une importante mine de bauxite en Guinée extrait le minerai de façon très moderne et permet à tout le personnel (européen et africain) de vivre dans un réel et même confort. A l'affirmation du directeur : « *Vous allez nous eng … parce que nous sommes une société capitaliste* », Rous répond : « *pas nécessairement. Il y a place encore en Afrique pour un capitalisme 'évolué'. Evolués de tous les pays, unissez vous !* »[395]. Enfin ; Rous compare en quelques mots, les modes de vie européens et africains et l'aspect parfois barbare de chacun.

Le 13 janvier, le journaliste s'intéresse à la formation des ouvriers et à leur syndicalisme. Franc-Tireur a déjà attiré l'attention de ses lecteurs sur le fait que le code du travail n'est pas appliqué en Afrique. Plusieurs grèves ont eu lieu pour dénoncer cet état de fait et exiger qu'il cesse. Mais, pour Rous, à cette crise sociale s'ajoute une crise économique qui est en partie importée d'une Europe en crise elle aussi. Le coût de la vie est très élevé. Les patrons en Afrique ne veulent pas appliquer telles quelles les lois sociales. Il faut, selon eux, les adapter mais, pour Rous, ils les torpillent. Une dernière critique du patronat est la « *mauvaise qualité de la main d'œuvre* ». Ils font

---

[393] Idem.
[394] Rous J., « L'Africain est devenu un homme qui mange beaucoup de pain et qui ne déteste pas non plus les décorations », Franc Tireur; 10 janvier 1954.
[395] Idem.

alors venir des employés blancs préparant « *à ces bons vieux pays d'Afrique un conflit qu'ils ignoraient jusqu'à ce jour et qui fait, en Afrique du Nord, les ravages que l'on sait* »[396]. Enfin, il faut d'urgence mettre en place, à l'échelle de masse, une formation scolaire et professionnelle qui, à terme, permette à l'Afrique d'avoir ses propres cadres.

Le 15 janvier, Jean Rous rappelle la phrase de Gide : « *Moins le blanc est intelligent et plus le noir lui paraît bête* » et s'aperçoit qu'elle se vérifie malheureusement trop souvent, comme son inverse d'ailleurs, ce qui le rend fort aise. Puis il revient sur la volonté politique qui émane des élites africaines. Un parlement fédéral et un gouvernement fédéral seraient installés à Paris, tandis que chaque pays aurait un parlement local et un gouvernement local. C'est en tout cas, dit Rous, le souhait du « *Bloc démocratique sénégalais avec L. Senghor et M. Boissier-Palun, président du grand conseil, et* [du] *Rassemblement Démocratique Africain avec son président M. Houphouët* »[397]. Cet aspect fédéral apporterait à la France et à l'Afrique une puissance importante. Notons cependant que la conception fédérale du PRA de Senghor et du RDA de Houphouët sont différents. Le Sénégalais prône une Fédération africaine confédérée à la République française, tandis que l'Ivoirien préférerait une Fédération entre la France et chaque Etat africain pris séparément. Au sein même du RDA, tout le monde ne soutient pas cette position. Au sein du PRA des dissensions internes existent aussi. L'échec fédéral est patent en Afrique du Nord, pense Rous qui écrit : « *En Afrique noire, tout est encore possible* (…). [Pour] *bâtir cette communauté 'où nous goûterons la douceur d'être différents, mais ensemble'* »[398].

Enfin, le dernier article traite essentiellement de la culture africaine dans toutes ses composantes. Rous y conclut cet article et la série par une référence à 1789 et 1848 et ajoute, s'adressant aux Africains, : « *Mais vous*

---

[396] Rous J., « La sueur des hommes a la même couleur : à travail égal, salaire égal », Franc--Tireur, 13 janvier 1954.
[397] Rous J., « Blancs et noirs, bâtissons une République où nous serons différents, mais ensemble », Franc-Tireur, 15 janvier 1954.
[398] Idem.

êtes à la mesure de ce destin, il faut qu'elle [la France] *se redresse elle-même et fasse sa propre révolution* »[399].

Un an après, il retourne en Afrique pour Franc-Tireur. Il ne dit presque rien dans ses carnets de ce voyage que nous connaissons par ses trois articles. Le premier, publié le 14 décembre 1954, montre l'évolution positive de la Côte d'Ivoire, due, selon lui, à plusieurs facteurs. D'une part, la sage et clairvoyante politique de Houphouët Boigny, qu'il dit connaître mieux dans ses Carnets[400], permet d'œuvrer pour l'émancipation africaine. Ensuite, des colons eux-mêmes ont réussi à dominer peur et racisme pour accepter la main tendue ; enfin l'arbitrage des problèmes se trouve dans les mains d'un gouverneur et d'un secrétaire général soucieux de la promotion africaine. Cependant, pour Rous, cette situation apparente ne doit pas cacher que de nombreux problèmes existent, en particulier quant à l'insatisfaction de nombreux Africains concernant une formation véritable aléatoire.

Le second article a pour cadre la Haute Volta, un des pays les plus pauvres. Y sont décrits les aspects traditionnels de la vie en pays Mossis, et la féodalité qui y règne. Cette féodalité est combattue par les jeunes Africains démocrates, tandis que les chefs coutumiers se défendent en s'organisant dans une sorte de syndicat. Pour Rous, le vrai problème est la persistance d'un appareil colonial qui, en fait, pour se maintenir, utilise cette tradition. Une plus grande autonomie de pouvoir pour les Africains permet de moderniser progressivement les coutumes.

Il ne dit rien de plus dans le troisième article du 20 décembre 1954 si ce n'est que les Africains revendiquent une plus grande part dans la gestion des affaires de leur pays avec, au moins dans un premier temps, une structure de gouvernement élue et issue de la population.

---

399 Rous J., « Les religions, les danses, les masques livreront-ils leurs secrets », Franc-Tireur, 19 janvier 1954.
400 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 18, Carnets, 7 déc. 1954.

A l'issue de ces trois articles, l'essentiel des relations entre Rous et l'Afrique noire se fait au travers de Senghor. A l'exception, cependant, d'un contact obtenu, dans on ne sait quelles conditions, avec deux dirigeants de l'Union des Populations du Cameroun (UPC). Au travers du RAM, il va tenter de concilier toutes les tendances du pays. Ce travail se fait en deux temps, d'abord réunification de l'UPC avec contacts à Paris, le 20 octobre 1959, entre Matip qui a rompu avec Mounié. Puis par le biais d'une rencontre à Mackinac, aux Etats-Unis de toutes les tendances (Bede, Mounié, Matip, Doumbia, Assalé) afin de préparer une table ronde avec la France. Cela se situe en novembre 1959.

Une autre exception est la rédaction par Rous de deux articles dans Franc-Tireur. Le premier, daté du 6 janvier 1956, donne les résultats des élections législatives du 2 janvier outre-mer. Le poids renforcé des élus indépendants d'outre-mer (RDA) dont Houphouët Boigny est le chef de file lui semble le signe d'une volonté « *d'autonomie dans la fédération* »[401].

Le second article, un an plus tard, montre la difficulté d'application de la loi-cadre de G. Defferre. Cette loi, élaborée sous le gouvernement d'E. Faure, fut reprise par le gouvernement G. Mollet, votée et promulguée le 23 juin 1956. L'idée directrice de cette loi était d'autonomiser chaque territoire en faisant disparaître à terme l'AOF et l'AEF. Par ailleurs ce texte, en dotant chaque territoire d'un embryon d'exécutif et d'un embryon de législatif, voulait ouvrir la voie à une préparation à l'exercice des responsabilités politiques des populations locales (ou plutôt des élites locales). Encore que le poids déterminant du représentant du pouvoir français limitait considérablement le rôle des autres pouvoirs. Ajoutons enfin, que la voie de la balkanisation des territoires africains est ouverte. C'est d'ailleurs le point principal que soulève Rous dans son article en regrettant justement que « *l'expérience budgétaire fédérale* » soit rejetée parce que « *les territoires riches se sont aperçus qu'ils*

[401] Rous J., « L'Afrique noire, progrès de l'idée d'autonomie dans la fédération », Franc-Tireur,6 janvier 1956.

supportaient la gestion des territoires pauvres »[402]. Cependant il faut éviter de prendre une attitude négative, tout en restant vigilant face à l'administration française en Afrique dont la tâche doit être de créer de nouveaux cadres africains. Il faut que la gauche au pouvoir profite du fait qu'en Afrique il existe déjà quelques dirigeants politiques et syndicaux qui doivent être associés afin que soient combinés dans un même ensemble avantages pour la France et volonté des Africains.

L'essentiel des relations, disions-nous, se fait par la suite au travers de Senghor . Les premières informations datent de 1957. Senghor précise, le 3 septembre, qu'il souhaite fonder un parti ou un regroupement socialiste en Afrique. Il doit être « *différent du RDA réactionnaire* », ajoute-t-il[403]. En juillet 1958, Senghor se plaint à son ami d'être désavoué par le PRA. Ce Parti du Regroupement Africain, dirigé par Apithy, est jeune puisque créé en février 1958 à Cotonou par fusion de la Convention Africaine (issue du Bloc Démocratique Sénégalais de Senghor) et du Mouvement Socialiste Africain (créé par des dissidents de la SFIO). Ce désaveu est expliqué par le refus de Senghor d'entrer au gouvernement du général de Gaulle. Ce qu'il fera peu après en même temps que son … ennemi F. Houphouët-Boigny, le 23 juillet 1959.

Le 14 juillet, il invite son ami, en tant que journaliste, à participer au congrès du PRA à Cotonou. Il lui précise que son voyage a été financé, puisqu'il n'a plus de quotidien où s'exprimer, par le Ministère de la France d'Outre-Mer.

En janvier 1959, c'est un véritable appel à l'aide qu'il lance à Rous, car la presse de gauche l'abandonne au profit des développements politiques guinéens en raison du refus de S. Touré d'accepter la nouvelle constitution de la France et de la communauté. Et pourtant, Senghor creuse les bases de

---

[402] Rous J., « Au moment où Defferre tente un compromis entre le projet de la commission des TOM et la loi cadre, l'avenir de l'association France-Afrique se joue à l'Assemblée »,, Franc-Tireur, 2-3 février 1957.
[403] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 199, Lettre de Senghor du 3 sept. 1957.

la Fédération du Mali avec son ami, et l'ami de Rous, D'Arboussier. Le 24 janvier 1959, les bases sont jetées d'une alliance fédérale entre le Dahomey, la Haute-Volta, le Sénégal et le Soudan. Senghor met ainsi en pratique son idée de Fédération africaine en commençant par l'Afrique de l'ouest. En fait, le Dahomey et la Haute Volta rejoindront en avril, après le refus de la Fédération par référendum, une autre structure appelée Entente Sahel-Bénin. Il s'agit en fait d'une alliance de coopération économique et technique sous la direction ivoirienne.

Le 25 avril 1959, Senghor précise que la campagne électorale est terminée. Il dit à Rous avoir tenu 400 réunions en 45 jours et avoir parcouru 10 000 kilomètres. Il ne donne cependant pas le résultat. Mais on sait que la Fédération du Mali est créée en avril 1959. Le 4 avril, Senghor est élu président de l'Assemblée Fédérale ; M. Keita devient chef du gouvernement fédéral, M. Dia, vice-président et président du Conseil du Sénégal, J. M. Koné président du Conseil soudanais.

Les autres lettres de Senghor à Rous montrent l'évolution négative de la Fédération. Le 19 janvier 1960, Senghor se plaint du verbalisme gauchiste de M. Keita. De plus, il se demande pourquoi celui-ci a reconnu le gouvernement provisoire de la République Algérienne, alors qu'il aurait pu le faire en tant que ministre français en 1957[404].

Dès la nouvelle de la rupture entre le Sénégal et le Soudan, le 21 août 1960, Jean Rous écrit à M. Keita pour tenter de maintenir la Fédération. Il se propose pour organiser une conciliation. Il dit, enfin, préparer un rapprochement en même temps entre Houphouët, S. Touré et la Fédération. Mais pour Senghor, le 25 août, tout est fini, l'éclatement du Mali est consommé. Il demande alors à Rous d'éclairer l'opinion française sur la réalité de la rupture due, selon le président de l'assemblée, à une attitude peu loyale des Soudanais qui préféraient courtiser les alliés de S. Touré au Sénégal (le PRA), alors que Senghor et Keita ont créé avec l'Union Soudanaise-RDA, le Parti

[404] M. Keita est effectivement à deux reprises secrétaire d'Etat (à l'Outre-Mer puis à la présidence du Conseil) dans deux gouvernements dirigés par M. Bourgès-Maunoury et F. Gaillard.

de la Fédération Africaine (PFA), qui est en fait un rassemblement dans lequel chaque organisation garde sa structure propre. Il accuse aussi M. Keita de vouloir coloniser le Sénégal. Le 26 août 1960, Senghor écrit à Rous pour le remercier de son intervention auprès de Keita. Il souhaite effectivement renouer, si cela est possible. Il s'insurge par ailleurs du soutien de la gauche française à Keita.

Le 24 septembre, enfin, M. Dia, président du Conseil du Sénégal, propose à Rous de l'employer comme conseiller technique de la délégation sénégalaise à la session de l'ONU. Il souhaite donc que Rous puisse l'accompagner à Tunis puis à New-York.

Avant de suivre Jean Rous au Sénégal, il nous faut cependant noter que nous n'avons pu obtenir d'informations plus précises sur certaines activités de Rous, avérées par les Services des Renseignements généraux. Ainsi, il paraît actionnaire de Tribune des peuples en décembre 1952[405], membre de l'association « Conseil mondial pour une assemblée constituante des peuples » en décembre 1953. En mai 1953, il a participé à la création du mouvement « Justice et liberté Outre-Mer ». Il est même au secrétariat de cette organisation, en octobre 1955, aux côtés de R. Barrat, Houdeville et Wichène. Il est aussi vice-président du « Comité France-Afrique ».

Ainsi, son activité débordante l'amène à participer à de nombreuses organisations de solidarité avec les peuples d'outre-mer en vue de leur indépendance ou de leur défense face à la répression coloniale.

---

[405] Dans cette revue écrivent L. Weitz, A. Bevan.

C'est avec cette proposition de ses amis sénégalais que se termine la longue période où Rous était extérieur à l'évolution des pays qu'il conseillait de France. Il va pouvoir enfin s'investir dans l'application de ses théories.

S'il choisit ainsi de quitter la France c'est qu'il pense que les perspectives d'instauration du socialisme tel qu'il le souhaite ont plus de chance de déboucher dans un pays « neuf » et aux traditions coopératives, comme il a pu le constater lors de ces différentes visites pour Franc-Tireur. De plus, peut-être juge-t-il à ce moment-là que les acquis théoriques et ses engagements passés aux côtés de la plupart de ceux qui sont devenus les dirigeants de l'Afrique nouvelle l'autorisent à envisager un rôle officiel auprès d'eux.

Il décide donc de rejoindre le Sénégal. D'abord parce qu'ailleurs on ne lui a rien proposé, si ce n'est le Maroc, mais à un moment où peut-être il n'avait pas confiance dans l'évolution du pays. Quant à la Tunisie et Bourguiba, la demande viendra trop tard, alors qu'il est déjà engagé dans les démarches auprès de Senghor. De plus, l'énoncé de principes socialistes posés par Senghor (et Nkrumah) lui semble une garantie pour l'œuvre qu'il veut entreprendre. Quand il reprend ceux-ci, dans un article à L'Indépendant, en 1981, il énumère le socialisme, la démocratie avec le rejet du parti unique et enfin, le non alignement véritable[406].

Le 5 octobre le gouvernement sénégalais accepte la mise à disposition ; le gouvernement français entérine la décision le 16 novembre 1960. Le 26 novembre, Jean Rous est en route pour Dakar.

---

[406] Rous J., « Socialisme et internationalisme », L'Indépendant, 11 mars 1981.

CHAPITRE IV

DE LA THEORIE A LA PRATIQUE
Jean Rous au service de la construction du socialisme après la décolonisation.

Pour son cinquante deuxième anniversaire, Jean Rous écrit dans son carnet, à la date du 24 novembre, « *nouveau carnet, nouvelle situation* »[407]. Un mois auparavant, il avait noté que L. Senghor lui avait proposé de l'utiliser comme conseiller officiel. La France, en vertu d'accords de coopération, s'engageait à fournir, sous forme de détachement, des fonctionnaires français. Jean Rous rentre dans ce cadre. Il peut donc se rendre à Dakar pour travailler « *sur le plan international et économique* »[408] aux côtés du gouvernement sénégalais.

Dans Un homme de l'ombre, Jean Rous précise le rôle qu'il devait tenir auprès de Senghor en relevant qu'il a « *évité le plus possible de confondre la politique s'imposant au Sénégal avec la politique* [qu'il était] *enclin à faire* [lui-même] *dans une optique française* »[409]. Il n'est pas venu donner des leçons, mais en tant que « *sympathisant actif* »[410].

Mais de quoi est-il sympathisant ? De Senghor ? de l'Afrique décolonisée ? du socialisme africain ? Certainement des trois, et de la « *voie africaine du socialisme* » selon Senghor. Quelle est cette voie ? Pour Rous, il s'agit d'une adaptation, aux conditions spécifiques de l'Afrique, des principes du socialisme.

Or, la différence entre Afrique et Europe tient au fait qu'en Afrique ce n'est pas un problème de classe qui est posé car, dans l'ensemble, il n'y a ni prolétariat, ni bourgeoisie. Le capitalisme est étranger, la domination écono-

---

[407] ADPO, fond Jean Rous, 96 J 20, Carnets, 24 nov. 1960.
[408] Idem, 24 oct. 1960.
[409] Rous J., Un Homme de l'ombre, op. cit., p. 238.
[410] Idem.

mique s'appuie sur la domination politique. Ainsi, en conséquence, la prise du pouvoir politique par les Africains se traduit par la prise du « *pouvoir économique* (…) *sous la dépendance du peuple* »[411]. Pour Senghor, en effet, les groupes sociaux sénégalais existent. Il en dénombre trois (professions libérales et commerçants, salariés divers et paysans, pasteurs, pêcheurs et artisans). Cependant, pour lui, il y a une moindre différenciation entre les groupes, on peut même relativement facilement passer d'un groupe à l'autre. De plus, médecins, dentistes sont presque tous des fonctionnaires. Le seul problème reste donc les commerçants. Mais pour la plupart, ils ne sont pas vraiment riches et craignent au contraire l'appauvrissement du fait de l'action du capitalisme étranger.

La question des nationalisations en Afrique n'est pas posée de la même manière qu'en Europe. Il s'agit, du fait de la présence dominante du capital étranger et de l'absence de capitaux autochtones, de socialiser l'économie. Pour Senghor, cela signifie que dans l'agriculture, des coopératives de villages, encadrées et aidées par des organismes d'Etat, prendront en charge la production.

Concernant les industries d'extraction et de transformation, il faut d'une part étendre l'action de l'Etat par la gestion d'établissements publics ou de prise de parts dans des sociétés d'économie mixte, d'autre part orienter par le crédit ou la détaxation ce secteur.

Enfin, le secteur des banques et du haut commerce ne peut être laissé totalement libre. Aussi l'Etat créera-t-il des organismes bancaires qu'il contrôlera, et poussera les classes moyennes à se regrouper en coopératives d'entreprises.

Il faut enfin planifier la marche vers le socialisme. D'abord en maîtrisant l'économie, puis en structurant la recherche scientifique ; il est aussi nécessaire de mettre en place un plan de développement économique et social. Il faut ensuite aider à une transformation des structures sociales. En-

---

[411] Senghor L., Théorie et pratique du socialisme sénégalais, Dakar, Presses du Ministère de l'Information, des Télécommunications et du Tourisme, 1964, p. 46.

fin, pour tout cela « *Il ne faut pas négliger les moyens spirituels contenus dans les religions* »[412].

Un autre élément important est le rôle du Parti qui doit guider et aider le gouvernement. Pour ce faire, il ne faut ni le Parti unique stalinien, ni le pluripartisme occidental. Il faut un système de Parti dominant avec à ses côtés une opposition qui a rôle « *de critiquer* ». « *Mais critique est esprit critique, non esprit de critique, dénigrement systématique* », ajoute L. Senghor[413]. Ainsi au Sénégal certains partis ont été dissous car subversifs, d'autres forment l'opposition légale.

Enfin, les syndicats doivent se cantonner dans la défense des intérêts professionnels, sans pour autant être corporatistes puisqu'ils doivent englober « *tous les intérêts de tous les groupes sociaux* »[414].

Voilà, dans les grandes lignes, le socialisme africain selon Senghor auquel il faut ajouter deux éléments. D'une part, Senghor a fait sienne l'idée d'unité africaine, de non alignement et de coopération avec la France et l'Europe. D'autre part, Senghor considère que le socialisme doit être réformiste, évolutif et non-violent, encore que la violence permet parfois « *de poser les problèmes* »[415].

Ainsi décrite succinctement « *la voie africaine du socialisme* » selon Senghor, nous allons pouvoir suivre Jean Rous dans son rôle de conseiller du Président. Nous le ferons autour des trois axes que sont les affaires internationales pour lesquelles il a été recruté, la vie politique et économique du Sénégal et enfin ses relations avec le Président Senghor.

---

412 Rous J., « Léopold Sedar Senghor, un président de l'Afrique nouvelle », Paris, Joh, Didier, 1967, p. 128.
413 Senghor L. Sedar, « Théorie et pratique du socialisme africain », op.cit., p.64-65.
414 Senghor L. Sedar, « Nation et voie africaine du socialisme », Paris, Présence africaine, 1961, p. 127.
415 Rous J., Léopold Sedar Senghor, Paris, John Didier, 1966, p. 123.

1. Le Sénégal, les relations internationales et Jean Rous :

1. L'Algérie :

Dans son carnet, le 26 novembre 1960, Jean Rous ajoute à propos de son travail auprès de Senghor « *et maintenant, cap sur l'Algérie* »[416].

C'est en effet la question algérienne qui va occuper immédiatement son temps. Un passeport diplomatique lui est établi le 28 novembre et un visa illimité lui est accordé pour se rendre aux Etats-Unis à compter du 30 novembre.

Le 22 décembre 1960, il écrit dans son carnet : « *Viens de passer 20 jours à l'ONU, accompagnant la délégation du Sénégal : G. D'Arboussier et M. Dia. Objectif : aboutir à un compromis combinant négociation et contrôle international* »[417]. Un long rapport, intitulé « Note pour le Président Senghor », fait le point de ce mois à New York. Il faut ajouter, pour information, que c'est durant cette période, du 9 au 13 décembre exactement, qu'eurent lieu, à l'occasion du voyage du général de Gaulle en Algérie, d'importantes et violentes manifestations européennes puis musulmanes.

Ce texte de Jean Rous donc, à usage interne, trace les grandes lignes du débat et les causes d'un échec relatif de la stratégie sénégalaise. Avant d'aller à New York, Jean Rous s'est rendu à Tunis puis est revenu à Dakar où lui-même, Dia et D'Arboussier pour le Sénégal, Diori pour le Niger et Ahidjo pour le Cameroun ont eu des conversations avec Masmoudi pour la Tunisie et avec F. Abbas pour le GPRA, en vue d'élaborer au nom de la communauté africaine une solution pour sortir de la crise algérienne.

Arrivés à New York, un compromis semble trouvé entre les délégués du GPRA, que Rous connaît bien, et le groupe des onze Etats africains à l'origine de la négociation, c'est à dire tous les anciens Etats de la communauté sauf le Mali. La base de ce compromis était d'ajouter à la demande

---

[416] ADPO, fond Jean Rous, 96 J 21, Carnets, 26 nov. 1960.
[417] Idem, 22 déc. 1960.

« *de négociations entre les parties, la recherche d'une forme de garantie internationale pour le contrôle du référendum* »[418]. Malgré l'avis favorable des négociateurs algériens, « *le GPRA jugea inopportune* » cette médiation[419]. Pour Rous, ce sont les interventions de Boussouf et Ben Tobbal, respectivement ministre de l'Armement et ministre de l'Intérieur du GPRA qui de Tunis ont fait capoter l'opération. Les Tunisiens n'ont pas joué le jeu à Tunis en faisant pression sur le GPRA ; ils ont plutôt « *agi comme avocat du FLN, soucieux de ne pas se couper de ce dernier tout au moins à l'ONU dans les conditions qui prévalaient au sein du groupe afro-asiatique* »[420].

Le Sénégal est resté fidèle à sa position en proposant un amendement « *préconisant une intervention internationale limitée* »[421] à la motion du groupe afro-asiatique.

Même si le raidissement du FLN est antérieur, selon Rous, aux manifestations d'Alger, ces événements ont renforcé la position algérienne. Après bien des tergiversations, une résolution a été votée « *ratifiant l'autodétermination, le droit à l'indépendance de l'Algérie, son unité, la négociation sur le cessez-le-feu et les conditions de l'autodétermination* »[422]. Cependant le groupe des onze n'a pas voté unanimement. Six Etats, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Haute Volta, Madagascar et Tchad, ont voté contre ; le Togo a voté pour ; les quatre restants, Sénégal, Dahomey, Niger et Congo Brazzaville se sont abstenus[423]. Pour Rous, il est essentiel que cette division des Africains soit corrigée par une conférence de presse reconnaissant le bien fondé de la résolution. Par ailleurs, le souhait des onze Etats africains d'un contrôle international du processus de paix en Algérie doit être popularisée auprès de la France, de la Tunisie et du Maroc.

Dans ses carnets, à la date du 22 novembre 1960, Rous analyse les votes différents de la Côte d'Ivoire et du Sénégal comme le résultat d'un dé-

---

418 Idem, 96 J 20, Note pour le Président Senghor.
419 Pervillé G., « Le Panafricanisme du FLN Algérien » in : L'Afrique noire française : l'heure des indépendances, s. d. Ageron et Michel, Paris, CNRS, 1992, p. 517.
420 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 20, Note pour le Président Senghor.
421 Idem.
422 Idem.
423 Selon G. Pervillé, « Le Panafricanisme du FLN », op. cit., p. 521.

saccord sur le rôle de l'ONU. Quant à la position de la Tunisie, elle semble montrer une différence entre Mongi Slim, son représentant à l'ONU, et H. Bourguiba. Cependant, il valait mieux que M. Slim soit l'avocat du FLN plutôt que certains autres pays, l'essentiel étant le vote de conciliation, selon le chargé d'affaires à l'ONU qui, par ailleurs, a expliqué à Rous, lors d'une discussion que la Tunisie comptait sur les onze pour pousser à la négociation. Jean Rous ajoute un commentaire personnel sur son séjour à l'ONU et à New York : les deux lui déplaisent.

Le 27 décembre, il note sur son carnet qu'une partie du FLN veut négocier et qu'il faut lui faciliter la tâche. Malheureusement, son séjour à l'ONU lui a donné l'impression que le FLN a repris son idée de monopole sur l'Algérie, ce qui ne paraît pas évident aux ambassadeurs de Tunisie et du Maroc. Il pense qu'il faut toujours associer Messali. Ben Barka lui a affirmé que Krim Belkacem voulait négocier sur un pied d'égalité avec la France. « *Une question de préséance risque de tout faire capoter* », note-t-il le 3 janvier 1961.

En février, il apprend que M. Slim aurait personnellement empêché la motion africaine d'être votée, alors que Bourguiba et Abbas auraient insisté pour un vote favorable. Mais pour des raisons tactiques Slim aurait voté autrement.

H. Bourguiba lance l'initiative d'une rencontre de Gaulle, Abbas, Senghor sur les conseils de Rous qui le félicite et s'associe à sa demande, le 24 février 1961.

Jean Rous passe une partie de février et mars à Paris, sauf deux jours où il se rend près de sa mère mourante à Prades. Il est trop occupé par les tentatives de Bourguiba soutenues par le Sénégal d'aider à des négociations pour y rester plus longtemps. Pour tenter d'aider à ces tentatives tunisiennes, l'ambassadeur du Sénégal en France rencontre Debré pour le convaincre que la libération de Ben Bella est un préalable nécessaire.

Par la suite, Rous écrit sur l'Algérie dans ses carnets mais ne semble plus jouer de rôle au nom du Sénégal, si ce n'est une démarche avec le Maroc, le 19 décembre 1961, pour solliciter la libération de A. Ben Bella en grève de la faim.

Même si par la suite il parle de l'Algérie, il ne semble pas avoir d'action réelle pour aider à la décolonisation de ce pays. C'est plutôt la Tunisie qui se trouve en première ligne.

2. La Tunisie :

Or de la Tunisie, il en parle souvent car, à l'évidence, c'est au travers de cette liaison Tunisie-Sénégal qu'il veut construire l'axe socialiste africain. Cet axe amical existait avant que Rous ne soit au cabinet de Senghor, mais sa présence et son amitié pour les deux hommes vont être mises à profit pour développer les relations entre le Sénégal et la Tunisie.

En février 1961, Jean Rous organise une rencontre D'Arboussier Masmoudi, puis en mars il passe officiellement quelques jours à Tunis. En juillet, c'est l'affaire de Bizerte qui domine son activité. En effet, Bizerte est une épine dans le pied tunisien. Mais pour la France, il s'agit d'une position militaire essentielle que le gouvernement français ne veut pas perdre. Courant juin 1961, des bruits circulent en France selon lesquels Bourguiba serait prêt à relancer une « *bataille de Bizerte* » en raison de difficultés économiques de son pays et d'une grogne grandissante au sein du Neo-Destour. Il est vrai que des incidents ont régulièrement lieu autour de cette base en territoire tunisien. Le 7 juillet, le directeur du cabinet de H. Bourguiba remet en main propre au général de Gaulle une lettre de Bourguiba qui réclame dans le cadre de la décolonisation qu'il soutient partout dans le monde que son pays n'ait aucune enclave étrangère. Le 16 juillet, d'importantes manifestations ont lieu autour de la base « française ». Le vice-amiral Amman télégraphie à Paris qu'une manifestation de « *'destouriens' rassemblés à Bizerte*

défile le long de l'enceinte militaire »[424]. Puis cette note ajoute qu'ils cherchent visiblement à créer des troubles pour se faire tirer dessus.

Bien que la presse note que : « *M. Masmoudi n'a pas obtenu un soutien inconditionnel du Sénégal* »[425], Rous précise dans son carnet que L. Senghor lui a demandé d'aller porter un message de solidarité à Bourguiba. Par ailleurs, le 28 juillet, le délégué sénégalais devait intervenir devant le Conseil de sécurité pour « *réaffirmer le principe de souveraineté tunisienne sur tout le territoire y compris Bizerte et inviter à des négociations* »[426]. Le 24 juillet, Senghor avait envoyé à de Gaulle un télégramme parlant de « *l'émotion du gouvernement du Sénégal devant ce conflit sanglant* »[427]. Un débat avait eu lieu au sein du gouvernement sénégalais, certains ministres proposant une rupture pure et simple des relations diplomatiques entre le Sénégal et la France.

Le Sénégal a pris une position originale dans la mesure où « *la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Niger et le Tchad ont condamné la Tunisie* »[428]. Début août, sur le conseil de Jean Rous[429], Senghor se rend à Abidjan pour convaincre d'autres Etats africains de pousser à la conciliation et de faire pression sur de Gaulle. Dans un second temps, selon Rous, il pense, si de Gaulle campe sur ses positions, demander une convocation du Conseil de sécurité de l'ONU. Le Monde du 8 août 1961 précise :« *Senghor veut poser le problème de Bizerte à Abidjan* » et cite son intervention : « *Les bases militaires ne servent à rien. La souveraineté tunisienne sur Bizerte ne peut être contestée* (…)*. Nous pensons qu'une solution pacifique du problème est de l'intérêt de la France et de la Tunisie et aussi de l'intérêt de la paix'* ». Le leader sénégalais précisait en outre que H. Bourguiba avait répondu en ce sens

---

[424] Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Tunisie, 54-69, carton 433, Bizerte, prodromes de la crise.
[425] Le Monde, 6-7 août 1961.
[426] Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Tunisie, 54-69, carton 439, Bizerte. Réactions Sénégal à affaire Bizerte.
[427] Idem.
[428] Idem.
[429] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 21, Carnets, 5 août 1961.

au message qu'il lui avait fait remettre, le mercredi précédent « *par M. Jean Rous, conseiller du gouvernement sénégalais* ».

C'est Jean Rous qui a rédigé le projet des messages à Bourguiba et de Gaulle. Le premier message stipulait : « *Solidarité Sénégal devant drame Tunisie à propos Bizerte. Succès revendication Tunisie* ». Tandis que le message pour de Gaulle relevait : « *Emotion Sénégal devant conflit Tunisie-France dont prolongement risque compromettre politique de décolonisation. Insiste pour règlement pacifique* ».

Le 2 août 1961, Jean Rous est à Tunis où il rencontre Bourguiba qui, en fait, lui paraît blessé par l'attitude de de Gaulle qui ne lui a pas répondu en temps utile. Il précise que si rien n'est décidé en matière de négociation, il demandera une convocation devant le Conseil de sécurité. Jean Rous se rend à Paris voir le secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, M. G. Gorce, qui semble satisfait de l'attitude plus positive de Bourguiba mais inquiet car, pour de Gaulle, il n'est pas question de négocier. Pour Rous, Senghor doit s'engager à Paris en poussant de Gaulle à la négociation et à Abidjan, en fédérant les volontés africaines.

En septembre 1961, Mongi Slim, délégué tunisien à l'ONU, ne parvient pas à être élu Secrétaire général de cette organisation en raison du veto russe. Rous va le féliciter cependant du grand nombre de voix obtenues. Par ailleurs, il part le 12 pour Tunis afin de préparer le voyage de Senghor en Tunisie. Ce sera l'occasion de faire le point avec les Algériens. De retour le 18, il a rencontré Bourguiba furieux contre de Gaulle qui exige que les Tunisiens renoncent au droit de manifester contre Bizerte en échange d'un « *modus vivendi* ». H. Bourguiba est d'autant plus inquiet qu'une partie des Tunisiens n'a pas, comme lui, confiance en de Gaulle, que nombre de ses amis du Néo Destour le boudent, et enfin que la France menace de remettre en question la mission culturelle risquant d'entraîner la remise de la rentrée des classes. Jean Rous alerte G. Gorce et va le voir à Pa-

ris. On lui dit qu'on l'a compris et peu après G. Gorce lui précise : « *tout est arrangé* »[430].

Jean Rous fait le 29 septembre un compte-rendu de son voyage à L. Senghor. Il raconte les problèmes de Bourguiba. Par ailleurs, Jean Rous fait état de contacts avec le GPRA et de la préparation d'un colloque sur le socialisme en Afrique.

Le 30 septembre, on confirme à Rous que l'affaire de Bizerte est en grande partie réglée, grâce à lui dans une certaine mesure[431].

Le 18 octobre 1961, le voyage officiel de Senghor en Tunisie a lieu. Pour Rous « *Senghor apporte la conception du socialisme, la Tunisie apporte une méthode de lutte* »[432]. H. Bourguiba souhaite que Jean Rous et Senghor permettent à la Tunisie de renouer avec la France grâce à un projet de reconversion de Bizerte. Jean Rous est assez content de son rôle à ce propos. Il écrit : « *L'an dernier cela a mal marché pour l'Algérie, cette année ça a bien marché avec Bizerte* »[433]. Le 29 octobre, Senghor rencontre de Gaulle qui le reçoit relativement bien, malgré son ressentiment contre la position prise par le Sénégal dans l'affaire tunisienne. Il lui annonce le départ des Français de Bizerte à brève échéance. Rous se demande « *Alors pourquoi le massacre de Bizerte ?* ». C'est A. Peyrefitte qui donnera la réponse en citant de Gaulle : « *L'année dernière, Bourguiba a cru que j'étais en position de faiblesse, parce que le FLN avait rompu les négociations. Il s'est cru autorisé à lancer ses troupes sur Bizerte. Il voulait faire perdre la face à la France devant le monde entier et ruiner notre seule carte, c'est-à-dire la solidité de l'armée. Nous avons répondu comme il le méritait* (…). *Il n'avait qu'à ne pas s'y frotter* »[434].

---

430 Idem, 28 sept. 1961.
431 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 21, Carnets, 30 juin 1961.
432 Idem, 24 oct. 1961.
433 Idem.
434 Peyrefitte A., C'était de Gaulle, tome 1, Paris, Fayard, 1994, p. 326-327.

Fin octobre, Jean Rous accompagne Bourguiba au Cap Bon. Le président tunisien est prêt à échanger des chargés d'affaires si un calendrier d'évacuation est fixé, explique-t-il à Rous, qui en fait un compte-rendu à Senghor et à Louis Joxe, ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes du général de Gaulle, comme en atteste une lettre datée du 3 novembre 1961[435]. Il va d'ailleurs voir Joxe le 8 novembre.

Le 22 mai 1962, Jean Rous et l'ambassadeur du Sénégal en France sont reçus par M. Pompidou, nouveau premier ministre. Jean Rous lui remet un message de son ami L. Senghor à propos de Bizerte, puis ajoute un commentaire sur ses conversations avec H. Bourguiba. Pour le premier ministre, de Gaulle ne veut pas humilier Bourguiba qui, en fait, s'est trompé en juillet en laissant faire les manifestations. Jean Rous se rend alors à Tunis pour faire état de ses conversations avec Pompidou. Il est accompagné de Lamine Gueye. H. Bourguiba se déclare prêt à reprendre la lutte si de Gaulle tente de nouveau de l'humilier.

C'est près d'un an plus tard, le 9 avril 1963, que de Gaulle reçoit l'ambassadeur de Tunisie à Paris pour évoquer Bizerte. Le 10, il annonce à A. Peyrefitte que les Français quitteront la base française en Tunisie. Le 14 octobre 1963 la chose est faite

Enfin le 13 et le 17 décembre 1963, Jean Rous retourne en Tunisie pour fêter l'évacuation définitive de Bizerte par les troupes françaises. Il rencontre Ben Bella et Nasser et prononce une conférence sur le socialisme africain devant les militants du Néo-Destour. Il ne semble pas compris, selon lui, car il a tenté de lancer « *l'idée d'un Congrès des peuples pour le socialisme* »[436], forme d'aboutissement naturel de son combat antérieur.

---

[435] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 220, lettre du 3 nov. 1961.
[436] Idem, 96 J 21, 13 et 17 déc.1963.

En février 1964, il se rend en Tunisie pour essayer de mettre en place des chantiers pour enfants au Sénégal sur le modèle tunisien. Le 30 mars, il y retourne pour le 30ème anniversaire du Néo-Destour.

Le 22 juin 1964, un ordre de mission l'envoie plusieurs semaines hors du Sénégal. Les étapes en sont Paris, Le Caire, Alger, Tunis, Varsovie, Bruxelles, Paris et enfin retour à Dakar.

En passant au Caire, un incident oppose Senghor à Bourguiba qui aurait lâché le Sénégal lors de la désignation du Secrétaire général de l'OUA.

En octobre, Rous retourne à nouveau en Tunisie où il se blesse et doit marcher avec une canne. Il apprend à cette occasion que pour les Tunisiens il est le « *nègre de Senghor* », ce qui semble beaucoup l'amuser.

En avril 1965, lorsqu'il se rend en Tunisie, le pays est assez isolé du monde arabe puisque le Président Bourguiba a déclaré que le problème israëlo-arabe serait réglé par l'application de la résolution de l'ONU : reconnaissance de l'existence de l'Etat d'Israël contre règlement du problème des réfugiés. H. Bourguiba explique son éclat à Rous car le problème des réfugiés palestiniens de Jéricho l'a ému. Il pense, cependant, que si Nasser faisait de même les choses se régleraient. Les suites de l'éclat de Bourguiba le rattrapent au Liban où Jean Rous doit exposer la théorie socialiste de Senghor et où il est interpellé sur l'attitude de Bourguiba qui, dans la presse libanaise, apparaît comme l'homme à abattre. Heureusement, la ligue arabe ne le condamne pas, H. Bourguiba marque donc un point.

A l'intérieur du pays, des problèmes apparaissent aussi car le « *combattant suprême* » veut gouverner en s'appuyant sur les jeunes après avoir éliminé les vieux. Certains, dont Farès, viennent s'en plaindre à Rous

En juin 1966, Jean Rous participe aux festivités organisées pour le 10ème anniversaire de l'indépendance de la Tunisie. Pour lui, « *La Tunisie est*

le pays le moins mal parti »[437]. Il prépare le colloque sur la voie africaine du socialisme.

En février/mars 1967, il accompagne Senghor dans un long voyage dont une partie se passe en Egypte. Nasser dit vouloir se rapprocher de la Tunisie. Ce que refuse Bourguiba lorsque Rous le lui propose. Jean Rous ajoute : « *H. Bourguiba ne parle que de lui, il appuie la politique américaine au Viêtnam. Son prestige à l'étranger diminue. Heureusement, il y a sa politique intérieure intéressante* »[438]. En fait, pour Rous, Bourguiba craint une hégémonie de Nasser.

En décembre 1967, Jean Rous se rend de nouveau en Tunisie. Ils évoquent avec Bourguiba la position de ce dernier sur le Viêt-nam : il souhaite une présence américaine en Asie du sud-est et l'application des accords de Genève avec le droit pour tous les peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour Rous, lorsqu'un peuple lutte pour son indépendance, « *le nationalisme militaire* » se développe et il cite l'Algérie ou Dien Bien Phu. Il propose alors à Bourguiba de revenir le voir avec son ami Van Chi pour préciser la situation. Ce sera chose faite le 12 mars 1968, après un débat avec B. Ben Yahmed, directeur de Jeune Afrique et M. Masmoudi. Van Chi n'apprécie que très peu l'argument de Bourguiba qui confond selon lui « *agresseur et agressé* ». Rous, quant à lui, pense qu'il y a avancée puisque la Tunisie n'a plus confiance dans le gouvernement du Sud-Viêt-nam. Et pour confirmer cette évolution, Bourguiba qui doit aller voir le président Johnson, rencontre auparavant les délégués du Nord Viêt-nam. Cela peut faire avancer les négociations[439]. Peu après, Jean Rous quitte le Sénégal pour cinq mois, en particulier pour suivre les « événements » de mai 68 en France.

---

[437] Idem, 96 J 22, 16 juin 1966.
[438] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 224, compte-rendu à Senghor du 3 mars 1966.
[439] Idem, 96 J 225, note à L. Senghor du 10 avril 1968.

Comme l'Algérie, la Tunisie constitue le « *gros morceau* » des relations internationales qu'il accomplit pour le Sénégal. Toutes ses autres activités seront des réponses aux interrogations de Senghor ou aux crises auxquelles le Sénégal sera confronté.

3. Le Maroc :

Comme on peut s'en douter, le troisième pôle essentiel de travail est lié au Maroc. Les affinités de Jean Rous avec le roi, comme avec la « *classe politique* » marocaine, lui permettent de pouvoir intervenir en connaissance de cause. Malheureusement, un des pôles marocains disparaît, en la personne de Mohammed V, le 26 février 1961 lors d'une banale opération chirurgicale.

C'est son fils, Moulay Hassan, qui prend le pouvoir sous le nom de Hassan II. Jean Rous avait eu de nombreux contacts avec ce dernier mais n'avait pas la même confiance en lui qu'en son père. Jean Rous rappelle que Mohammed V, pourtant assez libéral, était indigné qu'on le soupçonne de ne pas être assez libéral. Or pour Rous, en refusant « *une assemblée constituante à son pays* »[440], il limitait l'image libérale qu'il pouvait avoir.

Peu après ce décès, Jean Rous rencontre, à Florence, M. Ben Barka qui lui fait une impression plus favorable qu'auparavant. Ses analyses rejoignent celles de Rous sauf sur un point, le problème du Congo. Pour Ben Barka, en effet, la conférence de Casablanca qui réunit les chefs d'Etats « *progressistes* » d'Afrique est une erreur car il existe un autre regroupement qu'il valait mieux essayer de faire progresser. Il est en désaccord avec la position marocaine sur la Mauritanie, laquelle fait partie plus ou moins pour les souverains marocains du territoire national. A tout cela, Rous, acquiesce. Par contre, lorsque le Congo vient dans la discussion, Ben Barka accuse

---

[440] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 21, Carnets, 27 février 1961.

Senghor de collusion plus ou moins officielle avec Tschombé dans l'assassinat de P. Lumumba. Pour Rous, cette accusation est injustifiée.

La Mauritanie, justement, justifiera l'essentiel des voyages de Rous dans la suite de son rôle de conseiller de L. Senghor. En mai 1961, il met en contact le président mauritanien M. Ould Dada avec l'ambassadeur du Maroc, seul habilité par le Roi à négocier. En juin, Rous cependant se rend à Rabat pour présenter à Hassan II l'état de ses contacts. Selon le premier ministre, Balafrej, il ne faut pas se faire d'illusion, la position du souverain ne changera pas de si tôt. Fin 1961[441], dans une lettre à Senghor, Jean Rous note l'état très moyen des relations sénégalo-marocaines, empoisonnées, semble-t-il, par une affaire d'opposants à Senghor entraînés au Mali et financés par le Maroc. Pour régler ce problème, L. Senghor se propose de se rendre au Maroc en visite officielle.

En attendant, à deux reprises, il délègue Rous au Maroc pour étudier l'évolution de la situation. La première visite a lieu le 2 janvier ; elle est secrète et tente de renouer les fils des négociations, d'une part, entre le roi et le président mauritanien et, d'autre part, entre ce dernier et son opposition soutenue par le Maroc. Ce serait un geste d'amitié entre le Sénégal et le Maroc si cela aboutissait. Une seconde visite a lieu aux alentours du 16 janvier 1961 et permet à Rous de faire un tour d'horizon officiel cette fois avec le Roi et ses ministres. Le Maroc se dit prêt à négocier avec Ould Dada selon le ministre marocain des affaires mauritaniennes. Par ailleurs, le Roi rencontre Rous et lui affirme que le Maroc, en aucune façon, n'est impliqué dans l'aide aux opposants sénégalais entraînés au Mali.

Jean Rous retrouve son vieil ami A. El Fassi qui lui tient un discours qui l'étonne. En effet, il lui dit ne pas aimer le Sénégal parce que ce pays musulman est dirigé par un chrétien. Après un nouveau voyage de Rous, en mars, au Maroc, le Roi écrit à Senghor qu'il n'est pas intervenu et qu'il n'interviendra pas dans les affaires du Sénégal. Le Roi invite le conseiller du

---

[441] Idem , 96 J 200, lettre de Jean Rous à L. Sedar Senghor, 3 nov. 1961.

Sénégal à un dîner offert en l'honneur des délégués du FLN. Le Roi par ailleurs, et Senghor en est d'accord, souhaite une reprise des relations économiques et la fin des sanctions de l'un envers l'autre.

A la suite d'une discussion entre lui, Senghor et Dia, Rous perçoit une différence d'appréciation chez ses interlocuteurs. Autant le Président lui paraît avoir confiance en la parole du Roi, autant le premier ministre est circonspect.

En juin 1961, lors d'un voyage à Paris, l'ambassadeur du Maroc confirme à Rous que le Roi souhaite le voir jouer le rôle d'émissaire entre le Maroc et la Mauritanie[442].

A l'occasion du jumelage de Fez/Florence au titre de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées, Jean Rous retourne au Maroc entre le 4 février et le 15 mars 1962 et s'entretient avec le Roi. Pour Rous, les choses semblent s'arranger puisque le Roi et l'opposition mauritanienne sont prêts à une conciliation avec Ould Dada. De plus, le dirigeant de l'opposition marocaine est prêt, lui aussi, à entrer en contact avec le Roi si ce dernier donne des garanties constitutionnelles. A l'occasion de ce voyage, le Roi félicite Senghor pour être sorti victorieux de la tentative « *de coup d'état de Dia* »[443]. Jean Rous rencontre le chef de la résistance mauritanienne qui lui affirme que le Président mauritanien était au courant de cette tentative.

Par ailleurs, l'opposant à Ould Dada, Ould Babana, propose l'idée d'une union confédérale réunissant le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal dans le cadre d'une réflexion globale sur le Maghreb. Malheureusement, le Président Ould Dada affirme, le 29 mars 1963, que toute solution qui ne passe pas par la soumission pure et simple de l'opposition recevra un refus de sa part. En avril cependant, Jean Rous parvient à convaincre aussi bien le Roi que le Président mauritanien d'enterrer la hache de guerre lors de la conférence du Caire. Le comportement de Sékou Touré, visant à mettre le Roi devant le fait accompli, permet à celui-ci de refuser de rencontrer Ould Dada.

---

442 Idem, 95 J 21, Carnets, 14 juin 1962.
443 Idem, 22 déc. 1962, et voir infra.

La Mauritanie n'apparaît plus après cet incident du Caire. Par contre Jean Rous écrira à nouveau à propos du Maroc après l'assassinat de Ben Barka. Dès septembre 1964, Ben Barka lui fait part de son évolution politique et de son souhait de trouver une voie originale au socialisme pour le Maroc. Mais en novembre 1965, il est enlevé et disparaît définitivement. Pour Rous c'est le résultat des prises de position positives du dirigeant de l'UNFP qui ont effrayé les services du Roi du Maroc.

Un an après, Jean Rous est mis en cause dans des négociations entre la France et le Maroc pour régler le contentieux lié à l'affaire Ben Barka. Jean Rous et Senghor démentent toute intervention. Le journal Le Monde accepte ce démenti. Mais selon le journaliste qui a publié l'information toute l'affaire viendrait de Rabat[444].

A partir de ce moment, Jean Rous va prendre ses distances avec le Maroc d'Hassan II.

4. Jean Rous et la diplomatie sénégalaise :

Pour le Sénégal, Jean Rous a participé durant ces huit ans à de nombreuses réunions internationales.

La première en date, après l'ONU et l'Algérie, est la conférence méditerranéenne de Florence de février 1961. On lui dit alors tout le bien que l'on pense de l'expérience socialiste sénégalaise dont La Pira, le maire de Florence, trouve qu'elle peut servir d'exemple, y compris en Italie. J. Amrouche, pour sa part, paraît aussi très intéressé par ce qui se passe au Sénégal. Le maire de Florence dédicace un livre à son « *ami Rous, qui dispense générosité et intelligence à l'édification de rapports fraternels entre la Méditerranée et l'Afrique* »[445]. C'est aussi en pensant à l'image de Rous lors de ces colloques de Florence que J. Lacouture et d'autres l'avaient surnommé affectueusement « Jean XXIII », allusion, certes, à sa permanente volonté de

[444] Idem, 96 J 22, 15-16 sept. 1966.

concilier mais aussi, peut-être à son embonpoint. La conférence de février 1961 se conclut, selon Rous, par un préjugé favorable de tous les participants vis-à-vis de l'expérience sénégalaise[446].

L'idée des colloques de Florence était de réaliser, au travers de réunions, une jonction entre les rives de la mer, entre les anciens ennemis de l'époque coloniale. D'une certaine façon, comme l'a dit le général de Gaulle à Masmoudi : « *Vous êtes sur le trottoir d'en face, la Méditerranée c'est notre lac commun* »[447]. Il est donc nécessaire d'entretenir les meilleurs rapports possibles.

En juillet 1961, Jean Rous retourne en Yougoslavie pour accompagner le premier ministre Dia, dix ans après un premier voyage. Cette visite lui confirme que la voie yougoslave paraît bonne. « *La gestion socialiste et la démocratie directe doivent servir de modèle au Sénégal* », écrit-il avant d'ajouter : « *Cependant, en Yougoslavie, la démocratie économique passe par l'Etat* »[448]. Dia souhaite introduire le modèle yougoslave au Sénégal.

En juillet, avec le premier ministre il est en Scandinavie. Puis en septembre, il retourne à Florence pour préparer une conférence internationale sur « *les voies africaines au socialisme* ».

En décembre 1961, il participe à une réunion préparatoire de la Conférence africaine de Lagos qui devait réunir le plus grand nombre possible de chefs d'Etats africains pour débattre de leur coopération. Cependant, la discussion entre groupe de Casablanca et groupe de Monrovia (dont fait partie le Sénégal) rejaillit de plus belle avec le refus que le GPRA puisse être présent, sous prétexte qu'il ne représente pas un Etat existant. Jean Rous propose une solution de compromis : inviter le GPRA à la conférence des ministres des affaires étrangères ce qui permettrait de débloquer la situation.

---

[445] Idem, 96 J 21, 24 février 1961.
[446] Idem, 96 J 120, lettre du 21 juillet 1961 de Jean Rous à L. Senghor.
[447] Masmoudi, entretien du 1er juillet 1997.
[448] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 21, Carnets, 14 et 21 juillet 1961.

C'est ce que Senghor avance à ses interlocuteurs dans la perspective de Lagos. Malheureusement, le refus de la Côte d'Ivoire de sa proposition et le rejet de cette conférence par le GPRA nuisent à son déroulement.

Des 24 au 31 janvier 1962, la Conférence réunit à Lagos les onze Etats indépendants de la conférence de Monrovia. Ce sont des Etats qualifiés de modérés. Pour le journal Le Monde, c'est un échec ; pour Rous c'est un pas en avant vers une structuration de l'Afrique. Ce demi échec ou cette demi réussite doivent permettre de relancer le processus vers un élargissement[449].

Jean Rous, par ailleurs, y retrouve le président Azikiwe, ami connu à Puteaux en 1948, qui le reçoit chaleureusement. Durant le discours de Dia en Français, Rous fait la traduction pour les anglophones.

Le 1er avril 1962, puis en juillet, Jean Rous se rend en Autriche. Il prépare, le 1er avril 1962, une conférence internationale sur le développement. Il est alors désigné comme rapporteur sur le thème de « la voie sénégalaise au socialisme ». Du 1er au 7 juillet, le colloque a lieu. Rous présente son rapport mais lui-même pense que les perspectives qu'il trace vont trop loin. Mais ce colloque permet cependant de tracer les grandes lignes du soutien international aux pays sous-développés.

Le 5 mai 1964, l'Institut pour le développement est enfin créé à Vienne. Jean Rous appartient au bureau. Le financement en sera assuré essentiellement par l'Autriche et l'Allemagne.

En septembre 1962, il se rend en Israël puis en Pologne et en RDA en mai. Le 15 mai, il est à Belgrade où il rencontre le premier ministre Kardelj.

Le 28 mai 1963, il accompagne L. Senghor à Addis-Abeba où sera créée l'Organisation de l'Unité Africaine. C'est, en fait, le groupe de Monrovia qui triomphe puisque la charte « *reprit pour l'essentiel les principes et les*

---

[449] Idem, 19 déc. 1961, note à M. le Président Senghor.

propositions d'organisation énoncés déjà dans la Charte de Monrovia »[450]. Selon Rous, trente chefs d'Etat ont choisi que « *le point de vue de l'efficacité l'emporte* »[451]. Il s'agit d'un Bandung africain. La présence des principaux dirigeants du monde africain, les retrouvailles d'anciens ennemis et la fin d'un « *gauchisme africain* » ont permis, selon Rous, cette rencontre entre les deux groupes, celui de Casablanca et celui de Monrovia. D'un certain point de vue, cette conférence, en mettant au même niveau de vote tous les Etats, veut empêcher la domination de certains et, « *en limitant les compétences du secrétaire général par rapport à la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement au Conseil des Ministres* »[452], fait un pas vers une « gestion » fédérale des problèmes de l'Afrique mais empêche, dans le même temps, d'aller plus loin en interdisant toute ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

En juin 1963, Rous prépare le colloque de Florence suivant sur la planification et le rôle des peuples dans son contrôle.

A plusieurs reprises, il retrouve l'ONU à Genève ou à New York. A Genève, du 21 au 23 juin 1963, il participe à la condamnation du Portugal et de l'Afrique du Sud. Puis il s'en va, d'octobre à décembre, à New York pour aider la délégation sénégalaise. Il subit à cette occasion l'attaque des délégués nigerian et ghanéen parce que Français, mais est soutenu par les Tunisiens et les Algériens « *en souvenir du Congrès des Peuples* »[453]. Il prend contact avec les dirigeants indépendantistes d'Angola et de Mozambique. Le délégué sénégalais appelle à une coopération internationale pour l'aide aux pays sous-développés. A cette occasion, Jean Rous retrouve Pau Casals à New York.

Il retourne à l'ONU en décembre 1964 et janvier 1965. Les thèmes devaient être le Congo, les rapports Est-Ouest, le commerce mondial. On y

---

[450] Michel M., Décolonisation et émergence du tiers monde, op. cit., p. 213.
[451] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 21, Carnets, 28 mai 1963.
[452] Michel M., Décolonisation et émergence du tiers monde, op. cit., p. 213.
[453] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 22, Carnets, 28 sept.–12 déc. 1963.

ajoute une réflexion sur la réforme de l'ONU et de son financement. Le débat sur le Congo amène Rous à être en désaccord avec D. Thiam, le délégué sénégalais. Le Sénégal apparaissait, en effet, comme s'identifiant à M. Tschombé. Un échange de lettres Rous/Senghor convainc Senghor de rester souple et d'accepter le dialogue. Par contre, cela a peut être valu à Rous une exclusion des cessions suivantes puisque, en 1965, à la demande du délégué, peut être vexé d'avoir été ainsi « *court-circuité* » par le conseiller, il est envoyé à l'Unesco.

En juillet 1964, Jean Rous accompagne Senghor à la conférence du Caire où 47 délégations sont présentes contre 30 à Addis Abeba. La rencontre mauritano-marocaine ne peut avoir lieu à cause de S. Touré comme expliqué précédemment. Pour Rous, cette conférence « *consolide les résultats d'Addis* »[454].

Puis il représente le Sénégal, en septembre 1964, à la réunion de l'Internationale Socialiste de Bruxelles pour fêter les 100 ans de l'Internationale. Il y lit le discours de Senghor.

En avril/mai 1965, il se rend au Liban pour présenter la voie africaine au socialisme et en profite pour chercher des investisseurs libanais potentiels pour le Sénégal. On le présente comme « *l'animateur du courant pour le renouveau du socialisme* »[455]. Il se rend directement en Allemagne sans repasser par Dakar.

En février/mars 1966, il est à Alger à l'invitation de son ami le ministre de l'Information, Boumaza, ancien messaliste qu'il avait connu en France. Il visite des fermes autogérées. Il rencontre H. Boumedienne avec lequel il parle de Messali. Par ailleurs, Boumedienne paraît intéressé par les convergences entre son pays et le Sénégal. Il lui donne sa définition de l'armée algérienne qui n'est pas « *une armée classique mais est une organisation poli-*

---

[454] Idem, 16-21 juillet 1964.
[455] Idem, 20 avril et 2 mai 1965.

tico-administrative avec un secteur militaire »[456]. Le président algérien propose que l'Algérie soit présente au Festival des Arts Nègres de Dakar qui doit se tenir en avril 1966.

En février 1967, Jean Rous se rend au Caire, à Alger puis à New York pour le Président Senghor. Enfin, en mars 1967, à l'invitation du Président Mobotu du Zaïre, il visite le Congo et prépare un contact Senghor-Mobutu. Le Congo souhaite diversifier ses aides et sollicite du Sénégal une assistance technique et politique pour la transformation de la vie politique zaïroise.

Lors d'une discussion, Rous explique que malgré ses désaccords politiques avec Lumumba et ses erreurs, cela a été une faute de l'éliminer « *car il était le symbole de l'indépendance et de l'unité du pays* ». Le ministre des affaires étrangères lui répond que : « *Lumumba n'avait pas fait d'erreur* »[457]. Puis Rous va visiter l'autre Congo, où il est bien reçu.

Cela nous amène aux relations inter africaines auxquelles Rous a participé. La première conférence des Etats Africains de Dakar en février 1961 a permis d'instaurer une organisation africaine et malgache de coopération économique,(l'accord sera signé à Yaoundé en mars 1961[458]. Le 15 février, Rous revient sur cette conférence qui est un peu son baptême du feu puisqu'il rentre à peine de New York et n'a pas encore vraiment pris contact avec le Sénégal. Il espère avec cette conférence qu'une communauté africaine, dans un premier temps au moins économique, se dessine.

Malheureusement, la répression contre les enseignants en Guinée en décembre 1961 et l'arrestation au Sénégal du dirigeant du principal parti guinéen opposé à Sekou Touré (interdit) par les autorités sénégalaises semblent privilégier l'aspect policier de la coopération. Rous émet donc auprès de Senghor une protestation contre le gouvernement sénégalais tout en relevant les garanties judiciaires dont va pouvoir bénéficier le dirigeant guinéen.

[456] Idem, 96 J 224, lettre à L. Senghor du 3 mars 1966.
[457] Idem, lettre du 7 mai 1967.
[458] Idem, 96 J 221, note du 9 février 1961.

Le 10 janvier 1962, Jean Rous écrit dans son carnet qu'il va aider les dirigeants angolais « *qui sont très bien* ». Le 2 juin 1962, il suit pour Senghor « *l'évolution du travail de la conférence paritaire sénégalo-guinéenne* »[459]. Cependant cette conférence achoppe sur le problème culturel. En effet, les Guinéens souhaitent que chaque pays soit responsable de ses étudiants dans l'autre pays pour les bourses, l'orientation et … un rapatriement éventuel, l'autre pays s'engageant à ne mettre aucune entrave à la répression. Or pour Rous s'il ne s'agit que de couper la bourse d'études à un étudiant parce qu'opposant politique, à la limite cela serait possible, mais si cela signifie l'extradition pour motif politique, cela est inacceptable. Il ajoute n'avoir aucune sympathie pour le Parti communiste sénégalais ou pour le Parti africain de l'Indépendance mais s'il faut porter atteinte à leurs droits, alors Rous fera des réserves et il souhaite donc que le texte de la conférence guinéo-sénégalaise soit abordé de façon politique par le gouvernement sénégalais.

En avril 1963, il se rend en Côte d'Ivoire pour porter un message de Senghor à Houphouët en vue d'une réconciliation des deux anciens ministres conseillers de de Gaulle. Il remarque à cette occasion le boom économique que connaît la Côte d'Ivoire. Houphouët lui précise que les bonnes relations entre les deux pays pourraient être améliorées si les marchandises du sud Mali transitaient par Abidjan plutôt que par Dakar.

En juin 1963, Sekou Touré est au Sénégal. La démarche de réconciliation sénégalaise paraît donc justifiée. Selon Rous, il faut travailler à élargir le nombre de ces relations amicales.

En juillet 1963, S. Senghor et Rous sont au Maroc.

En juin 1965 a lieu, à Alger, une conférence remise en question pour Senghor en raison de l'éviction de Ben Bella par Boumedienne. Cependant, Jean Rous s'y rend au nom du Sénégal, mais ne participe pas officiellement. Il peut malgré tout y retourner en octobre 1967 où quatre vingt six Etats du

[459] Idem, 96 J 21, Carnets, 21 juin 1962.

tiers monde tissent des relations entre eux. Pour Rous, « *Bandung était spectaculaire, Alger plus tactique* »[460]. Le climat dans lequel se déroule cette conférence est dominé par « *la poussée vietnamienne contre les Etats-Unis, l'assassinat de Che Guevara, et le conflit israëlo-arabe, mais le climat en coulisses est fait de luttes de clans* »[461]. Cependant un accord économique est signé entre l'Algérie et le Sénégal. Tandis qu'une charte économique relie les divers pays présents à Alger.

C'est au travers de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées que Jean Rous, bien que ne souhaitant pas trop s'y impliquer, va faire avancer la coopération entre le Sénégal et d'autres pays. Ainsi tous les ans il participe à au moins un jumelage qui ne concerne que rarement le Sénégal, mais il parvient par les relations ainsi créées à faire de la FMVJ « *un relais pour le développement du Sénégal* »[462] malgré les tentatives d'obstruction du gouvernement français, en 1965 en particulier. Cependant, cette aide au Sénégal va connaître une brusque réduction lorsque la présidence internationale passera des mains sénégalaises aux mains italiennes. Par la suite Senghor s'en offusquera.

Le dernier élément du travail international de Rous avec le Sénégal concerne les relations franco-sénégalaises. Quatre dates marquent ces relations.

Le 19 avril 1961, lors d'une visite de Senghor à de Gaulle, le général dit à Jean Rous : « *Je vous salue, monsieur le conseiller* »[463]. Quelques jours après, Senghor et lui quittent précipitamment Paris car un bruit de coup d'Etat se précise en France. Jean Rous préparait la venue en France de militants socialistes sénégalais pour le congrès de la SFIO et du PSU.

---

[460] Idem, 96 J 22, Carnets, 1er nov. 1967.
[461] Idem.
[462] Idem, Carnets, février 1966.
[463] Idem.

En janvier 1966, Senghor reproche à Rous d'avoir voté Mitterrand et non de Gaulle aux élections présidentielles de décembre 1965. Senghor lui précise que, bien que socialiste, il aurait voté de Gaulle dont la politique de décolonisation a été plus cohérente que les pratiques de Mitterrand sous la IVème République.

Enfin, en avril 1966, Jean Rous vient à Paris, invité par un « cercle d'études africaines », prononcer un discours sur les « *coups d'Etat en Afrique* »[464].

2. Jean Rous et les affaires intérieures sénégalaises :

Le second axe de travail de Rous au Sénégal est d'aider à la mise en place du socialisme dans le pays.

Les premiers mois de présence lui réservent un accueil chaleureux ; on le promène dans le pays, on le gave ; « *Trop de réceptions* », écrit-il le 15 janvier 1961. Lors d'une de ses visites en Casamance avec le premier ministre Dia, il est étonné par la démocratie à la base qui apparaît dans les réunions. Ainsi, trois cents paysans se sont divisés en groupes d'études et l'on discute de gestion, de coopératives, de maisons de jeunes. On apostrophe le premier ministre. Pour Rous, l'humanisme et la révolution se sont accordés. Arrès-Lapoque, le camarade socialiste de 1946, lui avoue : « *Nos idées sont au pouvoir* »[465]. Mais Rous précise qu'il faut « *veiller à éviter les tares apparues à la SFIO, comme la recherche de places* »[466].

En octobre 1961, un premier diagnostic lui montre clairement que deux tares existent au Sénégal : le laxisme et la corruption. En les éradiquant rapidement, on peut renforcer le secteur socialiste de l'économie. L. Senghor, en accord avec lui, écrit une lettre à M. Dia par l'intermédiaire de

---

[464] Idem, 96 J 22, Carnets, 26 avril 1966.
[465] Idem, 96 J 21, Carnets, 15 février 1961.
[466] Idem.

Rous. Dia s'engage à régler rapidement le problème[467]. Le 17, il note que Dia, par ailleurs sceptique sur la réelle volonté de Senghor d'aller jusqu'au bout, ne conteste pas l'utilité du redressement mais préférerait qu'on lui soumette des cas concrets[468].

Le 19 décembre, Jean Rous proteste contre l'arrestation du dirigeant de l'opposition à Sékou Touré mais continue d'affirmer que le Sénégal est un pays démocratique.

En janvier 1962, il reçoit des délégués de l'Internationale Socialiste, chargés d'enquêter sur le socialisme africain et peut-être de donner un avis sur l'affiliation de l'UPS à l'Internationale. Jean Rous leur fait visiter les réalisations du pays.

Le même mois, une grève des étudiants est violemment réprimée. Elle faisait suite à l'interdiction par le gouvernement d'un colloque de l'Union Générale des Etudiants d'Afrique de l'Ouest (UGEAO). Quoique, à ses yeux, la grève était « *noyautée par les staliniens qui voulaient profiter de l'occasion de ce colloque pour mettre en accusation le Sénégal* »[469], une fois de plus, Jean Rous se plaint à Senghor et lui explique qu'il peut à la limite accepter l'interdiction, mais qu'il ne peut pas accepter la répression. Car elle confond tous les étudiants alors que, chez nombre d'entre eux, une prise de conscience existe de l'évolution du Sénégal et du rôle de l'UGEAO. Son analyse arrive à convaincre Senghor qui se propose de recevoir les étudiants. Jean Rous par ailleurs lui conseille d'essayer de favoriser l'éclosion d'un véritable syndicalisme étudiant.

En mars 1962, Rous répercute le bruit qui court à Dakar d'une opposition armée par le Maroc, s'entraînant au Mali.

Le 8 avril 1962, il prononce une conférence dans un stage de cadres supérieurs sur « *l'expérience socialiste et démocratique* ». Il écoute l'enregistrement et se trouve mauvais car « *il parle mal et d'un ton mono-*

---

[467] Idem, 8-13 oct. 1961.
[468] Idem, 17 oct. 1961.
[469] Idem, 1er janvier 1962.

tone »[470]. Le même jour, il note que Seck, accusé dans un procès de corruption et de népotisme, est libéré faute de preuves. Ce dernier vient le remercier pour son intervention qui a permis de le faire libérer.

Le 14 juin 1962, J. Rous remet à L. Senghor une note pour lui préciser qu'il vaut mieux ne pas diffuser le livre de Suret-Canal « *fanatique du stalinisme* » mais plutôt aider à la diffusion du livre de H. Deschamps sur l'Afrique, plutôt libéral « *en ce qui concerne l'outre-mer* »[471]. Il s'agit probablement d'éviter le livre de Suret-Canal, Afrique Noire, paru aux Editions Sociales peu auparavant.

Bien sûr, la crise de novembre/décembre 1962 oblige Rous à réagir. Pour lui, depuis le début de l'année 1962, les choses vont mal entre Senghor et Dia. Les remarques de Rous sur le laxisme et la corruption ont été écoutées, mais pas entendues. Au congrès de l'UPS, une motion sur la rigueur a été votée mais n'est pas suivie d'effets. Dia n'a pas bougé. Le pays se trouve donc dirigé par des gens qui semblent s'opposer. Mais il s'agit plutôt d'opposition d'hommes et de méthodes que de divergences théoriques. La solution est donc claire pour Rous : Senghor et Dia doivent se faire confiance et tenter, ensemble, de mettre en application les analyses, par ailleurs justes. Le 9 novembre, la crise étant à son paroxysme, Dia propose à Senghor une liste de ministres où ses partisans contrôleraient tout ce qui concerne la sécurité. Senghor, bienqu'il risque de se retrouver en position de faiblesse, accepte le nouveau gouvernement et donne sa confiance à Dia.

Rous, pendant ce temps, prépare le colloque sur la « Voie africaine au socialisme », suite sénégalaise des colloques de Florence. Du 2 au 8 novembre, le colloque est un succès. Un nouveau colloque est prévu sur des exemples concrets de l'application du socialisme en Afrique. Tous les Etats africains, à l'exception de la Côte d'Ivoire, y avaient envoyé un délégué. L'Europe était représentée par le Labour Party, la SFIO, le PSU, le Parti So-

[470] Idem, 8 avril 1962.
[471] Idem, 96 J 220, lettre de Jean Rous à L. Senghor du 14 juin 1962.

cialiste Italien et la Ligue des Communistes Yougoslave. Le débat se développe principalement autour de la définition du socialisme et de ses moyens : s'agit-il de « *faire mal au capitalisme* », comme le dit un délégué tchèque ? Comment traiter la question de l'éventuel compromis avec le secteur capitaliste de l'économie ? Comment résoudre le problème de la corruption et du népotisme en Afrique socialiste ? Le livre de R. Dumont, L'Afrique est mal partie, sert souvent de base de discussion aux congressistes bien que Rous ne le trouve pas assez constructif.

Malheureusement le colloque terminé, la crise sénégalaise continue par la tentative de coup de force de Dia le 17 décembre 1962[472]. Rous dans son carnet parle de « *coup d'Etat* »t[473]. L'analyse de Dia est bien différente. Pour lui, au contraire, c'est Senghor qui a tenté de prendre les pouvoirs dont il disposait et qu'il souhaitait développer pour radicaliser un peu plus le socialisme sénégalais. C'est d'ailleurs ce point de vue qu'il reprend en 1985 quand il écrit : « *Car en fait, toutes les coalitions hostiles à ma politique vont se radicaliser, trouvant mille prétextes pour mettre un frein aux progrès réalisés sur la voie du socialisme, de la lutte contre l'inféodation de notre pays aux centres de décisions extérieurs, contre la gabegie, le népotisme, les mœurs politiques rétrogrades, l'obscurantisme et l'exploitation sordide de la foi religieuse* »[474]. En fait, Senghor répond au coup de force tenté par Dia, par une reprise en mains de la situation. Le lendemain, la presse sénégalaise parle de l'échec du coup d'Etat et ajoute que : « *Le Président Léopold Sedar Senghor, chef de l'Etat, assume les responsabilités du pouvoir* »[475].

Pour Rous, les « *événements avaient montré, une nouvelle fois, que le peuple du Sénégal se reconnaissait en Senghor* »[476], ce qui eut pour effet de faire entrer le pays « *en décembre 1962 dans l'ère du régime présidentiel*»[477].

---

[472] Decraene P., Le Sénégal, Paris, Que sais-je, 1985, p. 51.
[473] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 22.
[474] Dia M., Mémoires d'un militant du tiers monde, Paris, Publisud, 1985, p. 165.
[475] Rous J., Léopold Sedar Senghor …, op. cit., p. 56.
[476] Idem, p. 57.
[477] Idem.

M. Dia, arrêté, sera jugé et condamné en mai 1963 selon une procédure que Rous juge « *conforme aux lois démocratiques, le procès public, la défense assurée par un groupe d'avocats où se trouvaient d'éminents maîtres du barreau de Paris* »[478]. Dia, quant à lui, revenant dans ses mémoires sur cet épisode, considère que Rous s'est trouvé surpris par les événements et qu'« *il n'a pas su garder la maîtrise nécessaire pour démêler les fils touffus du drame de 62* »[479]. Mais il reconnaît que Rous « *s'efforcera de se poser en médiateur* »[480]. En effet, peu après la condamnation, Rous demandera en vain à Senghor de faire preuve de grandeur en libérant Dia. Après son départ à la retraite, il reposera le problème toujours en vain jusqu'en 1974 (date à laquelle Dia est libéré).

Parmi les autres activités de Rous dans la vie interne du Sénégal, apparaissent des visites dans plusieurs ambassades du Sénégal, en Yougoslavie, en Tunisie, en Algérie. Et Rous rendra compte du sérieux du travail du personnel de ces ambassades.

Cependant, il semble que le Sénégal de Senghor « nouvelle manière » avec un pouvoir présidentiel lui pose d'autant plus de problèmes que certaines prises de position le choquent. C'est le cas avec le problème congolais où il se demande pourquoi Senghor soutient Tschombé. Il écrit même : « *Approuve-t-il l'opération belge* »[481]. Il dit avoir averti Senghor du danger d'un soutien à Tschombé.

De plus, le régime Senghor a recours de plus en plus à la répressio, que Rous condamne régulièrement dans ses lettres au Président. Il lui démontre souvent que c'est une erreur tactique et que cela peut entraîner une radicalisation de ses ennemis.

D'autre part, la situation économique se détériore au Sénégal. L'arachide produite se vend mal du fait de la désorganisation des transports.

---

478 Idem, p. 56.
479 Dia M., Mémoires …, op. cit., p. 117.
480 Idem.

Les difficultés économiques nourrissent les intrigues politiques[482]. En mai 1967, un attentat contre Senghor amène Rous à lui redire qu'il faut « *relancer l'économie et éviter une attitude négative* »[483]. Il s'appuie sur une conversation qu'il a eue avec S. Amin au cours de laquelle l'économiste lui aurait dit que, d'après une étude sur le Sénégal, un bon développement économique y était possible[484]. Relancer l'économie, c'est d'abord tirer un bilan de la planification. Mais attention aux statistiques, « *faussées dans les pays sous-développés* »[485] ; il faut les corriger par le « *thermomètre humain* ». Rous préconise alors un schéma susceptible d'améliorer la production et la participation à la planification : tout d'abord, il faut revenir à la base, les producteurs, émettre des propositions, prendre des orientations. Ces tables rondes à la base doivent être suivies de tables rondes générales par secteurs. Puis le Conseil économique rassemble les propositions, les transmet à l'Assemblée et le gouvernement peut mettre en place l'application. Il est clair, pour lui, que la solution est dans le développement de la participation des travailleurs à la gestion. En conclusion, Jean Rous retrouve son leitmotiv de « communiquer pour convaincre » ; il préconise de « *mobiliser Parti, syndicat, presse, radio et associer l'opinion* »[486].

Dans ce but, Rous, dans les derniers mois de sa présence officielle au Sénégal, prend des contacts avec des organismes financiers et tente de mettre sur pied « *un quotidien national au Sénégal, dirigé par des nationaux* »[487].

Une dernière série d'interventions au Sénégal concerne les syndicats. Dès son arrivée, Jean Rous participe à la naissance de l'Union Générale des Travailleurs Sénégalais par fusion de plusieurs groupes syndicaux autonomes ou d'entreprises. Deux problèmes gênent Rous chargé de ce rappro-

---

481 ADPOP, fonds Jean Rous, 96 J 22, Carnets, fin déc. 1964.
482 Idem, août 1965 et 21 avril 1966.
483 Idem, 17 mars et 8 avril 1967.
484 Idem.
485 Idem, 96 J 225, lettre du 3 mai 1968.
486 Idem.
487 Idem, 96 J 225, note au Président Senghor, 22 avril 1968.

chement. D'une part, les rapports gouvernement/syndicats ne sont pas clarifiés et du coup, d'autre part, le programme revendicatif corporatiste est difficile à concilier avec des orientations de principe socialistes. Par ailleurs, pour Rous, il ne faut s'affilier ni à la CISL ni à la FSM mais rester en contact international pour former des dirigeants[488].

En février 1961, il s'inquiète de la difficulté de construire des syndicats alors que la confédération a été faite avant l'unité des syndicats. En effet, l'UGTS, créée le 22 janvier 1961, compte seulement trois cents militants, issus parfois d'organisations concurrentes et confédérées quelque peu artificiellement. Il faut donc passer à l'étape, qui aurait dû être première, de création de syndicats à la base. De plus, le catalogue des revendications n'est pas encore établi le 15 février 1961[489].

En janvier 1962, l'idée d'une Fédération syndicale africaine est lancée et les « *Tunisiens poussent à la roue* »[490]. Les Sénégalais sont inquiets de la possible mainmise des syndicats américains sur cette Fédération. L'image du syndicalisme ouvrier est négative en Afrique qui juge que, dans l'ensemble, il s'est laissé utiliser à l'époque de la décolonisation.

Le 14 janvier 1962 cependant, la Fédération syndicale africaine voit le jour à Dakar. Cela semble être aussi, dans l'esprit des fondateurs, un instrument dirigé contre le groupe de Casablanca, dit progressiste, mais qui se trouve dépassé dans le travail chez les ouvriers, les paysans et les fonctionnaires.

Trente pays sont représentés par quatre-vingt trois délégués, ce que Rous juge comme une victoire tunisienne et sénégalaise. Lui-même préside une table ronde des principaux dirigeants syndicaux lors de laquelle il exprime le souhait qu'un plan de travail précis soit élaboré pour éviter des déviations. C'est pour lui « *une étape dans l'émancipation des Africains* »[491].

---

[488] Idem, 96 J 220, note au Président Senghor, 22 janvier 1961.
[489] Idem, 96 J 21, Carnets, 15 février 1961.
[490] Idem, 1er janvier 1962.
[491] Idem, 10-14 février 1962.

Il nous reste pour conclure ces années sénégalaises à essayer de discerner pourquoi Rous est resté au Sénégal, malgré ce qu'il faut bien appeler des déconvenues. Il y est venu, on le sait, par défi, à la suite du constat qu'en France il n'avait pas de milieu d'implantation. Nous avons vu aussi que, plus positivement, il souhaitait concrétiser sa réflexion sur la décolonisation par une pratique de lutte au profit d'un Etat nouvellement libéré confronté aux rudesses des relations internationales et aux balbutiements théoriques et pratiques de la naissance. Il semble s'être lancé à corps perdu dans ce travail, mettant ses connaissances théoriques et ses amitiés de par le monde au service du Sénégal. Il s'est acquitté de façon plutôt positive de cette partie de sa tâche, même si les résultats ne sont pas à la hauteur de ses efforts. A sa décharge, on peut dire qu'il n'était pas le seul maître du travail, bien au contraire puisque simple exécuteur des décisions du gouvernement du Sénégal.

Par contre, son travail à l'intérieur du pays peut se diviser en deux phases. La première voit les relations Senghor-Dia encore acceptables et lui permet de toucher du doigt les réalités du Sénégal, positives avec le système des coopératives et d'un certain socialisme démocratique, ou négatives avec le laxisme ou la corruption qu'il dénonce mais que le gouvernement n'éradique pas, malgré les promesses.

Quand la rupture Dia-Senghor sera consommée et aura abouti à l'instauration d'un régime présidentiel, la seconde phase le voit souvent en porte à faux avec son ami, le président Senghor. Mais c'est justement cette amitié qui lui permettra de dire au Président ce qu'il veut et comment il voit l'évolution du Sénégal. Malheureusement, ses avis ne sont pas toujours suivis d'effets. Or son honnêteté, son amitié pour le président Senghor l'empêchent de partir, de claquer la porte. De plus, il est vrai que les conditions internationales, les difficultés économiques sont en partie la cause de l'évolution du Sénégal. Ce que Rous avait voulu expérimenter à Dakar, cette troisième force dans la foulée de Bandung, au travers d'Addis Abeba ou du Caire, est coincé dans le carcan des oppositions entre les blocs, et dans la difficulté pour ces pays à sortir de leur extrême pauvreté sans faire appel aux

aides de l’un ou l’autre camp. Il faut donc souvent transiger avec les principes pour survivre.

Pour Rous, l’âge de la retraite tombe bien. Son amitié pour Senghor va lui permettre de continuer à l’aider officieusement sans pour autant devoir assumer les éventuels désaccords politiques. Il pourra jouer le rôle d’ambassadeur du Sénégal sans trop de problèmes moraux.

CHAPITRE V

DERNIERS COMBATS ANTI-COLONIAUX

Selon un rapport de la Préfecture de Police, en date d'octobre 1968, « *Jean Rous quitte ses fonctions auprès de Léopold Sedar Senghor. Son état de santé l'explique. Il veut se consacrer au journalisme* »[492].

Il quitte donc le Sénégal tout en souhaitant cependant, comme nous l'avons vu, continuer d'aider, dans la mesure de ses moyens, les pays du tiers monde.

C'est ainsi qu'au travers d'autres activités, il va pouvoir poursuivre sa tâche de conseiller de Senghor, jusqu'en 1980, puis d'A. Diouf qui lui succède à la présidence de la République du Sénégal. Cela ne l'empêchera pas de rester en contact avec d'autres pays amis, comme la Tunisie, l'Algérie ou le Maroc.

Au travers de certaines structures comme la Fédération Mondiale des Villes Jumelées, il va tenter d'apporter des réponses concrètes à la coopération entre pays riches et pays pauvres.

Dans un des derniers rapports officiels qu'il a adressés à Senghor, il lui donnait son avis selon lequel certains pays africains entraient dans une nouvelle phase de leur évolution. La première étape avait été celle de l'indépendance et des réponses immédiates que les dirigeants du pays devaient donner aux nouveaux citoyens libres. Cela pouvait expliquer « *un système personnel et autoritaire malgré une tradition démocratique au Sénégal. Cela était accepté comme phase de transition* »[493]. Pour Rous donc, le temps est désormais venu d'une nouvelle étape, celle qui demande une relance de la démocratie dans toutes les institutions du pays aussi bien dans le parti politique dirigeant que dans le parlement. Il ajoute : « *On peut accepter une certaine autorité comme garantie de l'ordre à condition qu'elle n'entrave pas la liberté* »[494]. Cette réflexion de Jean Rous semble applicable à tous les pays africains et pas simplement au destinataire, le président de la République sénégalaise.

---

[492] Préfecture de Police, dossier n° 49376, dossier n° 1, rapport du 2 oct. 1968.
[493] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 225, lettre de Jean Rous à L. S. Senghor, 26 sept. 1968.
[494] Idem.

1. Aider l'Afrique par la coopération des villes, la FMVJ :

Comme on l'a noté déjà à plusieurs reprises, Jean Rous participe aux activités de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées. Il va continuer à travailler dans ce cadre, mais beaucoup plus activement cette fois. En effet, au travers de l'idée de jumelage, il s'agit d'associer les populations de villes de pays industrialisés et de communes de pays en voie de développement. Cette coopération peut permettre de lutter contre le sous-développement. Ainsi parmi les dix objectifs que se fixe la Fédération, une des perspectives essentielle est la coopération Nord/Sud « *dans la perspective d'un nouvel ordre économique mondial et d'une meilleure répartition des ressources naturelles* »[495].

Dès octobre 1968, il participe au jumelage entre Tombouctou et Prague. On sait que son séjour en Tchécoslovaquie lui pose un problème de conscience dans la mesure où l'URSS vient de mettre un terme à la tentative démocratique tchèque, ce que Rous ne veut en aucun cas cautionner.

Peu après, il va voir Mitterrand pour qu'il impulse au travers des partis socialistes de nouvelles perspectives de jumelage.

Durant l'année 1972, il va régulièrement participer aux activités de la Fédération quels qu'en soient les thèmes.

Le 11 octobre 1972, il participe à la mise en place à Paris d'un Centre mondial d'information des techniques et d'urbanisme. Puis se trouve au milieu de violentes discussions entre le dirigeant de la FMVJ, Bressand, et les pays de l'Est qui accusent ce dernier de ne pas respecter la démocratie dans l'organisation et de tenter d'isoler les dirigeants soviétiques. En conclusion de sa lettre à Rous du 9 novembre 1972, J. M. Bressand reconnaît que, depuis mai 1972, les relations avec les pays de l'Est étaient envenimées mais manifeste l'espoir que la discussion permette de clore le débat.

Au milieu de ces débats permanents, Rous apparaît, une fois de plus, dans un rôle de conciliateur. Ses divers correspondants, à quelque « camp » qu'ils appartiennent, s'ouvrent toujours à lui pour se plaindre de l'autre. Rous essaie toujours d'arrondir les angles.

En mars 1973, Jean Rous est à Moscou avec une délégation de la Fédération. Elle entre en contact avec le vice-président de l'association des villes soviétiques. La discussion porte sur les moyens de financer certain matériel audiovisuel, que l'URSS n'a pas les moyens de payer en totalité.

Un désaccord apparaît entre Bressand et Rous qui souhaite que la Fédération participe, en octobre 1973, au Congrès des Forces de la Paix de Moscou. En définitive une décision de la direction de la FMVJ permettra à Rous de proposer la participation de la Fédération à ce congrès, au titre d'observateur. Par ailleurs, Rous espère, au travers de ce congrès, pouvoir lancer un appel pour le Viêt-nam et un plan de paix mondial.

Plus tard, de nouvelles difficultés se font jour avec la volonté de certains membres d'élargir la Fédération à l'ouest, ce qui risquerait d'entraîner un départ des villes soviétiques. Jean Rous se rend, en juin 1973, aux Etats Unis pour négocier avec l'Union Internationale des Villes et Pouvoirs Locaux (IULA). Cependant il apparaît clairement que aucun rapprochement n'est possible entre cette association et la Fédération dans la mesure où l'IULA est totalement inféodée au gouvernement américain.

Un second problème apparaît lorsque une rupture semble se dessiner entre le gouvernement français et la Fédération à propos de la coopération franco-africaine. Jean Rous note à ce propos : « *Il y a nécessité pour la France d'appliquer dans sa coopération ce qu'elle prône pour l'ONU* »[496].

De nouvelles tensions se font jour entre les villes dirigées par des maires communistes et la Fédération. Jean Rous est appelé à participer à une réunion de conciliation, dont il ne sort apparemment rien.

A la fin de l'année 1973 a lieu le congrès mondial de la FMVJ à Dakar. Le plan du congrès proposait de diviser la motion de coopération en deux

[495] Idem, 96 J 171, actes de la FMVJ.

temps. D'abord doit naître une rencontre entre l'Orient et l'Occident, puis il faut passer à une étape de promotion communale et de coopération à l'échelle régionale et mondiale.

A l'occasion de ce congrès, Bressand rend un hommage à Jean Rous en écrivant : « *C'est Jean Rous qui nous a amené au Sénégal, à l'Afrique, au tiers monde, c'est à lui principalement que l'on doit l'orientation de la FMVJ vers la coopération avec les pays en voie de développement, lui qui fut dans les années héroïques le fondateur en 1948 du Congrès des Peuples contre l'impérialisme, véritable pépinière de ceux qui deviendront plus tard, et en partie le sont encore, les leaders du tiers monde* ».

En juillet 1974, Jean Rous participe à la rédaction d'un texte de la direction générale de la FMVJ. C'est pour lui l'occasion de préciser deux points. Le premier est qu'il ne faut pas confondre développement et croissance. Le second, qu'il ne faut pas accepter l'aide au développement et la coopération internationale telles qu'elles se pratiquent actuellement, même si on sait que l'aide est une nécessité impérieuse. Pourquoi critiquer cette aide ? Car elle est souvent un crédit à l'exportation, bénéfique seulement à des intérêts privilégiés. Elle comporte par ailleurs des charges excessives. On peut donc la considérer comme une forme de néocolonialisme, alors qu'elle doit permettre un accroissement du développement économique et culturel. Elle doit aussi s'opposer, en formant des cadres et des formateurs, à l'exploitation profitant à de grandes multinationales. Pour faciliter cette action il faut suivre les résolutions de l'ONU et diminuer les crédits de guerre tout en augmentant les crédits affectés à des œuvres de paix. Pour Jean Rous, « *L'aide doit déboucher en définitive sur une véritable coopération en vue du <u>développement réciproque</u> entre partenaires égaux en droit* »[497]. Rous continue son explication en relevant que l'aide ne peut atteindre son but si le terme de l'échange continue de se détériorer. Il est donc nécessaire de stabi-

[496] Idem, 96 J 174, lettre de juillet 1973.
[497] Idem, 96 J 178, texte corrigé par Rous du 4 juillet 1974 et diffusé par la direction générale le 7 août 1974.

liser les prix au moyen de stocks régulateurs de matières premières. Cela implique une réforme de structure du commerce mondial avec, en particulier, une participation des pays sous-développés, à égalité de droits, aux décisions qui ne doivent en aucun cas être l'apanage des pays riches.

Coopération et développement comportent des obligations réciproques. Il n'y a pas de développement sans conscience du développement ni effort des intéressés pour se développer. Il est donc nécessaire de promouvoir un développement autonome centré sur une économie contrôlée par le peuple. Cela implique pour les pays développés de créer un climat favorable en faveur des pays sous développés pour qu'ils puissent réaliser des réformes de structures dans le respect de leur indépendance et non sous la pression de la panique ou de la subversion. « *La coopération, quelle que soit l'inégalité des rapports, doit être pour chaque participant une source d'enrichissement mutuel et l'occasion privilégiée où doit s'exercer dans la dignité et le respect réciproque du partenaire la règle du 'donner et recevoir'* »[498].

En mars 1975, Jean Rous participe au jumelage historiquement symbolique entre Tyr et Carthage.

Une lettre de Jean Rous à W. L'huillier, député-maire de Gennevilliers et dirigeant du groupe des maires communistes à la FMVJ, tente de résoudre les problèmes entre la Fédération, le PCF et l'URSS. Jean Rous fait huit propositions. La première recommande l'intégration d'un militant du Parti au comité de jumelage aux côtés de G. Jaquet et R. Monory. Ensuite, pour chaque problème du comité d'action et de coordination, il est souhaitable de renforcer le pôle gauche de la FMVJ pour tenter de trouver une solution. Un membre du PCF pourrait siéger au bureau permanent. La gauche pourrait s'entendre pour préparer la succession de P. Malaud, alors dirigeant de la FMVJ, et soutenir Bressand s'il veut se représenter. Le comité de jumelage pourrait ne pas avoir de droit de vote mais un droit de recommandation. Enfin, après avoir résolu un cas particulier, celui d'un dirigeant du Parti commu-

---

[498] Idem.

niste, Rous propose de rencontrer les responsables communistes dans la FMVJ pour résoudre les derniers problèmes.

En 1977, Jean Rous est la cause d'une annonce de suppression de crédit à la FMVJ, car M. Galley, ministre de la coopération, n'a pas apprécié son discours à l'occasion du colloque anniversaire de Senghor à Dakar. Jean Rous écrit alors à J. M. Bressand pour expliquer qu'il était invité à ce colloque en tant que vieux compagnon de lutte de Senghor, qu'il était intervenu en fin de colloque, qu'il y représentait aussi effectivement la FMVJ. Il a adressé le salut de cette organisation puis a précisé qu'il parlait en tant que « *ami et militant* »[499]. Il ne lui semble pas s'être montré particulièrement anti-Français dans son message mais se dit prêt, pour couper court à toute accusation dans ce sens et enlever ainsi un bon prétexte aux adversaires, à remettre son mandat de « membre du conseil supérieur de la FMVJ ». A la suite de cette lettre, de nombreux membres ou amis de la Fédération se déclarent solidaires de Jean Rous et ne souhaitent pas sa démission. Si certains signataires de ces lettres de solidarité mentionnent des désaccords avec Jean Rous, ils écrivent tous qu'ils appuient la FMVJ et Bressand ; un correspondant reconnaît à Jean Rous le courage de ses convictions. Un autre confie qu'il est contre la demande de chasser Jean Rous du bureau bien que M. Rous « *a donné quelques raisons par l'emploi d'un vocabulaire un peu suspect et qu'il a trop révélé son cœur trop gauchiste* »[500]. On voit d'ailleurs mal à la lecture du discours de Jean Rous publié dans France-Eurafrique d'octobre 1976 ce qui a pu gêner le gouvernement français. Certes, les références au passé de militant socialiste de Senghor sont rappelées, certes la volonté de Senghor d'amener son pays à l'indépendance est soulignée, certes la volonté d'une nouvelle coopération internationale est affirmée, mais il n'y a aucun terme qui puisse froisser le gouvernement français.

[499] Idem, 96 J 179, lettre de Jean Rous à J. M. Bressand du 3 mai 1977.
[500] Idem, lettre de Jean Rous à J. M. Bressan, 17 juin 1977.

Il ne semble pas que ces menaces de sanctions aient été suivies d'effet puisque Jean Rous, le 6 mars 1977, devient Président de l'Union Culturelle des Villes Jumelées, qu'il participe au congrès suivant de la FMVJ à Pointe à Pitre et qu'il écrit , dans Un homme de l'ombre, que R. Monory est intervenu auprès de ses amis politiques pour que le gouvernement rétablisse ses crédits.

Au congrès d'octobre-novembre 1977 qui se tient à Pointe à Pitre, deux axes apparaissent essentiels : d'une part, la promotion communale par la mise en place progressive d'une démocratie locale de participation aux décisions complétant la démocratie locale ou régionale de délégation de pouvoirs. Le second axe veut établir une coopération mondiale transnationale permettant aux communautés de base de se développer par les échanges, la solidarité.

En novembre 1977, à l'issue de la crise FMVJ/Sénégal, qu'il a aidé à résoudre, Jean Rous note que J. M. Bressand a du mal à s'adapter à la nouvelle situation du monde et à la volonté d'autonomie des diverses municipalités, en particulier sénégalaises[501].

Visiblement les problèmes n'ont pas été résolus avec le Parti communiste puisque d'autres réunions ont lieu avec des dirigeants du Parti en 1978. Ce qui amène Jean Rous a écrire le 17 février 1978 : « *Les soviétiques pour des raisons stratégiques qui leur appartiennent ont tenté des années durant un rapprochement avec le 'Sister Cities Program' reprochant au directeur général sa raideur à l'égard des 'faucons' de Washington. Ce rapprochement a entraîné que la collusion entre l'URSS et les USA s'est faite au détriment de la FMVJ dans la lutte pour l'indépendance dans les relations internationales des villes* »[502].

En 1980, Jean Rous écrit à l'Association pour les relations des villes soviétiques et étrangères qu'il souhaite que l'Union Soviétique fasse un

---

[501] Rous J., Gauthiez D., Un homme de l'ombre, op. cit., p. 326.

geste pour que la FMVJ soit présente à Moscou à l'occasion des Jeux Olympiques. En réponse, le dirigeant de l'association relève que : « *C'est une ingérence superflue dans les contacts directs que son association entretient avec M. Bressand* »[503].

En novembre 1981, Jean Rous ne peut se rendre à Casablanca, au congrès mondial de la FMJV car des problèmes de santé l'en empêchent. Il s'agit probablement de l'insuffisance coronarienne aiguë à laquelle il fait référence dans une lettre à Leonetti, le 9 août 1981[504].

Au titre de la FMVJ, Jean Rous a participé à partir de 1976 à des réunions de la FMVJ-Méditerranée, dont le congrès constitutif a lieu à Rijeka en décembre 1976, sur divers thèmes concernant les villes méditerranéennes : la lutte contre la pollution marine est abordée à Rimini en 1977, les problèmes de pollution aux hydrocarbures le sont à Calvi la même année.

Plus tard, il tentera de mettre en place une Union des villes méditerranéennes dont le siège sera à Saint Cyprien, dont le maire est son ami Jean Olibo qui l'aidera dans cette tâche. Cette union se voudrait centre d'échange des cultures régionales méditerranéennes. Jean Rous annonce dans L'Indépendant cette future création par un article intitulé « La renaissance de la Méditerranée par les communes et les régions ». Dans le cœur de l'article, après avoir rappelé ce que cette renaissance doit au « *détonateur* [que furent] *la décolonisation et le retour à l'indépendance nationale des pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient* », Rous dit son souhait de lui voir prendre un nouvel essor « *avec l'autonomie de vieilles nationalités typiquement méditerranéennes comme la Catalogne* ». Enfin, après avoir salué l'action de la FMVJ, il termine en énonçant les axes de travail de cette nouvelle union : « *lutte contre la pollution, promotion d'un développement urbain*

[502] Idem, 96 J 180, note du 17 février 1978.
[503] Idem, réponse non datée de M. Boganov à la lettre de Jean Rous du 4 juillet 1980.
[504] Lettre de Jean Rous à A. Leonetti, 9 août 1981, archives personnelles P. Broué.

ordonné du littoral et promotion de la culture méditerranéenne sous toutes ses formes »[505].

2. Continuer d'aider ses amis et engager de nouvelles relations :

Bien qu'il ne soit plus officiellement conseiller du président Senghor, Jean Rous continue de lui écrire. Comme on l'a vu, en septembre 1968, il lui parlait d'une nouvelle étape dans l'évolution du Sénégal et de l'Afrique. Concernant la seconde étape, celle de la relance de la démocratie, il écrivait qu'il était optimiste sur les changements possibles au Sénégal car ce pays possède une tradition de démocratie. Jean Rous espérait même qu'il pourrait devenir « *un laboratoire de la démocratie socialiste adaptée à l'Afrique … qui pourrait faire tâche d'huile vers les pays totalitaires* »[506]. Il ajoutait que la méthode démocratique, les explications et les palabres, étaient certainement plus efficaces que la méthode de la police politique et du renseignement. Pour ce faire, il était nécessaire de « *lancer la sénégalisation des entreprises, de modifier l'organisation de la compagnie des eaux et de lancer une réforme universitaire* »[507]. Cela exigeait cependant la formation de nouveaux cadres.

La seconde lettre de l'ex-conseiller au toujours président Senghor date du 15 avril 1969. Jean Rous rentre d'un voyage au Sénégal et tire un bilan de ce qu'il y a vu. Ce bilan lui paraît négatif. Le mécontentement est profond. Il existe une exigence de décolonisation économique et culturelle. Or la prise de conscience au niveau élevé de l'Etat n'est pas faite. Le mois de mai au Sénégal, comme en France, n'a pas été seulement étudiant. Les travailleurs s'y sont associés mais n'ont pas eu satisfaction sur leurs revendications. Au niveau de l'administration du pays tout le monde souhaite un changement,

---

[505] Rous J., « La renaissance de la Méditerranée par les communes et les régions », L'Indépendant, 17 avril 1978.
[506] ADPO, fonds J . Rous, 96 J 225, lettre de Jean Rous à Senghor du 26 sept. 1968.

mais personne ne le pratique. L'unanimité existe sur l'idée qu'il faut faire quelque chose et même certains disent « *avec ou sans Senghor* ». La question se pose donc de savoir qui peut animer la nouvelle étape, puisque l'UPS est en échec bureaucratique. Cela peut certainement expliquer la vitalité de certaines associations ou clubs qui « *aident à repenser et à réorienter la politique sénégalaise. Ces responsables de clubs, comme celui de 'Nature et Développement' comprennent l'importance de leur initiative mais aussi ses limites* »[508]. Pour Rous, il faut donc, d'une part, que le président Senghor entre en contact avec les responsables de ces clubs et que, d'autre part, des écoles de cadres forment les militants de l'avenir.

Un échange de lettres personnelles et amicales entre Rous et Senghor a lieu après les élections présidentielles et la victoire de Georges Pompidou. Senghor semble satisfait de la victoire de son ancien camarade d'université, d'autant plus que, selon lui, Defferre ou Poher, souhaitaient plus ou moins supprimer la coopération.

A l'occasion de la réception de Senghor à l'Institut, Jean Rous établit une comparaison entre K. Adenauer, champion de l'unité européenne, prédécesseur de Senghor à l'Institut, et ce dernier, champion de l'unité africaine.

Le 20 mars 1970, Jean Rous participe à un déjeuner-débat où il tire un bilan de dix années d'indépendance sénégalaise. Il relève une amélioration relative de la situation et parle de la planification africaine.

Le 20 mai 1970, Jean Rous écrit au président sénégalais pour lui démontrer la nécessité d'être clément vis-à-vis de Dia et des syndicalistes emprisonnés. Dans son carnet, il ajoute : « *On dirait que Senghor et Bourguiba ont représenté une étape et maintenant ils tâtonnent. Ils ne réussissent pas malgré les intentions évidentes* »[509]. Il ajoute qu'il les a soutenus tant qu'il le pouvait et tant qu'ils lui paraissaient progressistes, puis il confesse : « *Sans attaque et sans renier je me trouve du côté de la nouvelle étape, de la nouvelle génération* ».

[507] Idem.
[508] Idem, lettre du 15 avril 1969.
[509] Idem, 96 J 24, Carnets, 2 mai 1970.

En mars 1971, Jean Rous participe à un colloque au Sénégal et se promène dans le pays. Il peut donc tirer des éléments d'information sur ce qu'il appelait la « nouvelle étape » et sa réussite ou son échec. Pour lui, l'essentiel des institutions continue de fonctionner de façon empirique car, en fait, deux tendances s'affrontent : ceux qui souhaitent maintenir le statu quo et ceux qui veulent réellement le changement. Certes, quelques freins ont disparu mais une certaine gauche, qui devrait jouer un rôle moteur, existe aussi bien au sein de l'UPS qu'en dehors du parti. Il est donc nécessaire qu'une jonction entre les deux s'opère afin que la contestation puisse amener des réponses socialistes dans l'économie et dans la culture du pays. A ses yeux, il est nécessaire aussi que la notion d'assistance technique soit redéfinie car il craint que de nombreux étrangers utiles au Sénégal paient pour les autres et soient obligés de quitter le pays. Le nationalisme sénégalais peut aider à la reconstruction économique et culturelle par la prise de conscience que les réformes sont à élaborer collectivement et démocratiquement. Dans le cadre de cette évolution, le Sénégal peut devenir le noyau moteur de l'émancipation de l'ouest africain. Il ajoute à propos des syndicats : « *Tous les ministres doivent être syndicalistes mais il n'est pas bon que les chefs syndicaux soient ministres en permanence* »[510].

Le 17 avril 1973, un arrêté du gouvernement sénégalais nomme Jean Rous conseiller technique au cabinet du président de la République en compagnie de nombreuses autres personnes.

Début juin 1973, Jean Rous note sur son carnet qu'il est très ennuyé que Diop se soit « suicidé ». Jean Rous l'avait protégé lorsqu'il avait été expulsé de France. Or il semble que ce suicide soit en fait un assassinat. Jean Rous écrit à Senghor qu'il faut que la cour suprême organise une enquête. Il ajoute qu'il souhaite la libération de Dia et des autres emprisonnés car : « *Cela fait le jeu des partisans du coup d'Etat importé par Foccart* »[511].

---

[510] Idem, 96 J 226, lettre de Jean Rous à L. Senghor du 19 avril 1971.
[511] Idem, 96 J 24, Carnets, début juin 1973.

Le 23 juillet 1973 son contrat de conseiller n'est pas renouvelé, mais il continuera de percevoir un salaire au titre de journaliste, ainsi que les frais de déplacement.

En octobre 1973, Jean Rous écrit à Senghor que Mitterrand l'a rencontré à propos des affaires du Sénégal.

En janvier 1974, Jean Rous est autorisé à aller voir Dia et d'autres prisonniers sénégalais. Dia se dit prêt à la réconciliation avec le président Senghor, qui paraît à Rous méfiant. Le 28 mars de la même année, Jean Rous note que L. Senghor a tenu ses promesses puisqu'il a libéré M. Dia et tous les détenus politiques. Cela pourrait, selon lui, favoriser le dialogue entre l'UPS et l'extrême gauche sénégalaise. Il ne peut qu'acquiescer à un article de J. Daniel qui relève que le Sénégal est le seul pays du tiers monde sans prisonnier politique. Peu après, le 23 mai, il a le plaisir d'accueillir chez lui à Paris, rue Boissonnade, entouré de R. Pontillon, A. Gazier, F. Zeller et J .P. Biondi, M. Dia libéré, qui les remercie et leur expose ses projets d'avenir. L'ancien président du Conseil veut créer une société de recherche et d'information inter-africaine pour participer, dans la mesure du possible, à des communautés de base dans la perspective de l'autogestion, hors d'Etats structurés. Jean Rous se demande ce qu'en pensera L. Senghor et ajoute : « *On verra* »[512].

En mars 1974, il écrit à Senghor son intention de se rendre à Dakar car il a un certain nombre de contacts avec les Israëliens et qu'il veut entrer en relation avec Arafat par le biais de la représentation de l'OLP à Dakar.

En 1976, Jean Rous semble servir d'intermédiaire entre le gouvernement français et Senghor. Lors d'une visite officielle, le gouvernement français veut faire un cadeau à Senghor mais hésite entre des tableaux, une proposition de prix Nobel de littérature, une publication dans la Pléiade et un hélicoptère.

---

[512] Idem, 23 mai 1974.

En 1976-77, Jean Rous tentera de résoudre un problème de financement et de relation entre la FMVJ et le Sénégal. Les choses rentrent dans l'ordre assez rapidement.

Plus aucune autre mention de la vie politique du Sénégal n'apparaît dans les carnets ou dans la correspondance de Rous. La seule mention du Sénégal est faite à propos du mariage de Jean Rous avec Rokhaya Diop, le 20 décembre 1980 à Paris.

Les autres amis à aider sont, bien sûr, les Tunisiens. Mais, comme on l'a vu, certaines inquiétudes apparaissent sur l'évolution du régime de Bourguiba. Rous a d'abord l'impression, en janvier 1969, que Bourguiba l'abandonne depuis qu'il lui a fait part de son intention de rédiger sa biographie en n'y cachant rien. Cependant cette biographie paraît à la fin de l'année 1969. Il décide alors, selon ses carnets, de classer et de ranger l'ensemble de ses documents concernant les années Bourguiba d'après l'indépendance de la Tunisie afin de préparer un deuxième tome de sa biographie[513].

Quelque temps après, lors d'une rencontre avec le fils de Bourguiba, Jean Rous lui dit son désaccord à propos de Ben Salah et de la répression qui le frappe. Il ajoute : « *C'est intolérable de transformer une erreur en crime* »[514]. A. Ben Salah, dirigeant de l'UGTT après l'assassinat de Ferhat Hached, avait gravi très rapidement les échelons du pouvoir et en 1962 s'était retrouvé ministre du Plan, puis en 1967, il avait entre les mains l'essentiel des leviers économiques (industrie, commerce, plan, finances, agriculture) ainsi que l'éducation nationale. Sa décision de généraliser la collectivisation des terres fut violemment dénoncée tant à gauche que chez les modérés. S'en suivit une inculpation pour irrégularité de gestion. Il fut condamné à dix ans de travaux forcés. Jean Rous envoya par écrit son témoi-

[513] Idem, 96 J 23, 8 février 1970.
[514] Idem, 96 J 24, Carnets, 11 avril 1970.

gnage, favorable à Ben Salah. Pour S. Cohen : « *Le procès ne fera pas honneur à la justice tunisienne* »[515].

Le 2 mai 1970, Jean Rous rencontre Bourguiba dont l'état physique et moral lui paraît très mauvais. Ils parlent tous les deux de l'affaire Ben Salah au profit de qui Jean Rous a témoigné lors du procès. Bourguiba dit ne pas lui en vouloir et s'apitoie sur le fait que « *Ben Salah* [l'] *a obligé à le mettre en prison* » [516]. Pour lui, le peuple voulait une peine exemplaire, alors que pour Rous et Domenach, d'Esprit, le verdict est relativement modéré car ils craignaient, en fait, une condamnation à mort.

Jean Rous retourne en Tunisie en juin 1970. Bourguiba lui paraît conscient qu'il ne peut plus, comme au début, s'occuper de tout et qu'il faut donc déléguer une partie de son pouvoir au gouvernement, responsable devant le parlement et lui-même. Cela signifie pour Rous que Bourguiba est prêt à passer d'un pouvoir personnalisé à une plus grande démocratisation au travers d'une réforme de la constitution. Il n'est pas certain cependant que le parti unique soit abandonné mais se dit que si ce parti est largement ouvert il constitue un moindre mal. L'affaire Ben Salah, selon Rous, est en fait une tentative de Bourguiba d'extirper de lui-même un « *complexe Ben Salah, chef de file de l'extrême gauche tunisienne* »[517]. Le 26 juin, Jean Rous écrit sur son carnet que d'une certaine manière la condamnation de Ben Salah peut être aussi un nouveau départ pour la Tunisie.

En janvier 1971, Bourguiba fait part à Rous de son mécontentement concernant sa biographie et lui demande de venir le voir. Une discussion quelque peu orageuse aura lieu puisque Rous veut bien rectifier certaines erreurs, mais se refuse à changer ses opinions. En février 1971, il se retrouve de nouveau en Tunisie où aux côtés de Masmoudi il prépare un second tome de la biographie de Bourguiba. Le directeur de cabinet de celui-ci

---

[515] Cohen S., « Ahmed Ben Salah, ou comment sortir de prison par la porte », in : Dossiers secrets du Maghreb et du Moyen Orient, Paris, Jalivre, 1992, p. 34.
[516] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 24, Carnets, 2 mai 1970.
[517] Idem, 10 juin 1970.

lui garantit qu'il pourra écrire ce qu'il voudra s'il rectifie les « *petites erreurs* ». C'est aussi l'occasion de faire un tour du personnel politique tunisien. Jean Rous y voit des clans préparant la succession de Bourguiba au travers de grenouillages internes. Seul Masmoudi lui paraît prudent et fraternel et s'est même proposé pour relire le manuscrit de Rous et s'engage à retoucher les erreurs qu'il y trouvera. Toujours est-il qu'il semble à Rous bien plus progressiste que la majorité des gens rencontrés ; il a par exemple accepté ses divergences sur le Viêt-nam ou sur Ben Salah.

En 1977, Rous aura l'occasion de défendre à nouveau Ben Salah puisque celui-ci, évadé et réfugié en Suède, fait l'objet avec ses amis d'un nouveau procès pour appartenance à une organisation illégale, le Mouvement d'Unité Populaire. Rous signera une pétition contre ce procès.

En septembre 1971, Jean Rous se rend au congrès du Néo-Destour où il entend de nombreux propos démocratiques ; mais le maintien du parti unique nuit à cette démocratie. Jean Rous veut encourager ce parti à persévérer dans la voie démocratique. Il fait donc l'éloge de Bourguiba, pour le saluer d'une part mais aussi pour le pousser à continuer dans cette voie.

En octobre 1972, Jean Rous vient à Tunis pour remettre un prix, le prix mondial de la coopération. Bourguiba souhaite qu'un comité d'honneur composé de Tunisiens participe à la nomination du vainqueur. A cette occasion, Rous constate que le pays est en pleine crise économique et politique. Les décisions du congrès ne sont pas appliquées, aucune démocratie réelle ne semble exister. Le tourisme florissant s'oppose à l'extrême pauvreté des paysans. Or personne ne semble vouloir se donner les moyens de résoudre la crise.

En septembre 1973, Bourguiba le présente, lors d'une réunion à Alger, à Arafat ainsi qu'à d'anciens amis du Congrès des Peuples. Malheureusement, cette conférence d'Alger se tenant peu après le coup d'Etat au Chili tous ses participants en sont atterrés et les travaux de la conférence passablement perturbés. Pour Rous, la rencontre avec Arafat sera le début d'un nouveau travail de mise en contact entre Palestiniens et Israéliens.

Invité personnel de Bourguiba, il se rend avec A. Savary, en septembre 1974, au congrès du Parti Socialiste Destourien, nouvelle dénomination du Néo-Destour. Il y rencontre plusieurs dirigeants du pays avec lesquels il évoque la question de la planification et du développement.

Pour le 25ème anniversaire du retour de Bourguiba en Tunisie, Jean Rous est le seul Français invité. Bourguiba s'est inquiété de ne pas le voir à ses côtés dans le bateau qui rééditait le retour au pays, comme en 1950. Mais pour Rous, la ferveur populaire n'y était pas. Un mois plus tard, retour en Tunisie pour Jean Rous car il doit participer à des conférences, au nom du journal socialiste français L'Unité, sur le développement et la voie africaine au socialisme. Il ne souhaite pas prendre la parole car il est le seul Européen et ne veut pas apparaître comme un donneur de leçons. Cependant, l'accueil est chaleureux et surtout la réflexion semble avancer sur ce thème privilégié, depuis quelques années, de la pensée de Jean Rous.

En effet pour lui, trois voies différentes ont été adoptées par les différents pays décolonisés. La voie capitaliste, qui est restée ou devenue, en réalité, le prolongement de l'impérialisme occidental. Dans cette voie, l'accumulation de richesses a permis dans un premier temps une expansion remarquable. Mais lorsque « *cette dernière est parvenue à un certain degré, se pose à la fois le problème d'une répartition au profit du peuple et d'une africanisation plus poussée de l'économie* »[518]. Un pays comme la Côte d'Ivoire a bénéficié de la balkanisation de l'Afrique car elle a pu développer son potentiel sans avoir à le partager avec la pauvre Haute Volta, par exemple. Aujourd'hui, au contraire, la Côte d'Ivoire a besoin d'un élargissement de sa sphère d'expansion économique en particulier vers les pays qu'elle rejetait lors de son indépendance. Les difficultés d'expansion économique amènent nombre d'Etats du tiers monde à jouer le jeu de la division internationale du travail pour franchir une étape économique nouvelle.

[518] Rous J., Tiers monde, réforme et révolution, Paris, Présence Africaine, Nouvelles Editions Africaines, 1977, p. 21.

La seconde voie, la voie socialiste, est caractérisée du point de vue économique par des nationalisations, une réforme agraire avec coopération ou communautés rurales. Par ailleurs, cette instauration d'un socialisme s'est accompagnée d'un côté du système de parti unique, de l'autre d'avances sociales évidentes : par exemple, en Tunisie, émancipation des femmes, planning familial, prise en charge collective d'enfants abandonnés, chantier de travail pour chômeurs ou, au Sénégal, participation des paysans à la mise en place de la réforme agraire. Cependant, ce socialisme est caractérisé par une « *progression par étapes* ». « *Ils n'ont pas tout nationalisé d'un seul coup. La rupture a été opérée en douceur* »[519], précise Rous. Pour lui il ne s'agissait pas de réaliser le socialisme mais de « *tracer une voie, fixer des étapes vers le socialisme* »[520].

La troisième voie est celle du populisme, la voie radicale. Toutes les structures ont été bousculées. Ces pays ont souvent un régime autoritaire, différent du stalinisme cependant. Le système autogestionnaire a été le résultat de « *la politique de terre brûlée des colons* »[521], en Algérie par exemple. Très rapidement, ces régimes autoritaires ont découvert un « *extraordinaire appétit de démocratie* »[522]. Or cette démocratie revendiquée est « *inséparable d'une certaine diversité qui reste à organiser* »[523].

Lorsqu'il écrit ce texte, Rous envisage l'évolution de l'Afrique et du tiers monde « *après les avatars de la première étape de l'indépendance, l'échec des révolutions improvisées, les coups d'Etat militaires* »[524] vers une appropriation croissante des biens nationaux. Même les dictatures militaires « *sont contraintes à des réformes économiques et sociales* »[525]. Le vieux fond trotskyste de Rous réapparaît lorsqu'il donne comme préalable à une concrétisation des volontés de réformes économiques et sociales, l'existence d'une « *théorie et des cadres révolutionnaires qui font trop souvent dé-*

---

[519] Idem, p. 23.
[520] Idem.
[521] Idem, p. 24.
[522] Idem.
[523] Idem.
[524] Idem, p. 26.
[525] Idem.

faut »[526]. La social-démocratie européenne qui débouche sur la réforme du capitalisme se battait, à ses débuts, pour une réforme socialiste du monde. En Afrique et dans le tiers monde, le réformisme peut jouer ce rôle « *d'antichambre du socialisme* »[527]. Cependant, pour toutes les avancées économiques et sociales, il est indispensable qu'existe une véritable démocratie, pas obligatoirement copiée sur l'Occident, mais dans tous les cas « *basée sur la libre critique et la gestion directe de leurs affaires par les intéressés eux-mêmes* »[528]. Plus loin, il note qu'il faut aussi modifier le mode de coopération, comme il l'a défini pour la FMVJ.

Sans nier les apports du marxisme, bien au contraire, Jean Rous demande que l'on n'applique pas mécaniquement les schémas définis pour d'autres circonstances tant par Marx que Lénine ou Trotsky. Une réflexion théorique lui paraît nécessaire car : « *Il n'existe pas de théorie systématique du socialisme dans les pays sous développés* »[529]. Ainsi la réflexion sur le rôle de la [ou des] classe[s] motrice[s] de la révolution dans le tiers monde n'existe pas. L'existence même de classes est parfois niée. Or, comment appeler autrement que « lutte de classes » la différence « *entre les masses paupérisées des bidonvilles et des campagnes et les privilégiés de la bureaucratie et de la technocratie d'Etat* »[530].

Sur la forme que doit prendre l'Etat dans ces pays Rous continue à s'interroger.

Enfin les partis uniques et les dictatures militaires, qui ont joué dans une première étape un rôle progressiste dans la voie de la modernisation et l'organisation du pays comme en Egypte ou en Algérie, doivent être dépassés, et les populations doivent être de plus en plus associées aux décisions, quel que soit le domaine étudié.

On retrouve donc cette constante de la pensée de Rous, de l'implication obligatoire des populations dans la gestion de leur avenir ainsi

526 Idem.
527 Idem.
528 Idem, p. 27.
529 Idem, p. 244.
530 Idem, p. 246.

que la nécessité d'un socialisme adapté au pays concerné. De ce point de vue, il pourra écrire, en 1970, sur son carnet : « *Pendant quelques années, je ne voyais avec H. Bourguiba ou L. S. Senghor que le positif. C'était une certaine forme de complaisance. Ben Salah ou mai 68 permettent de prendre ses distances. C'est ce qu'il convenait de faire* »[531].

Rous est sévère en qualifiant son attitude envers Bourguiba et Senghor de complaisante. Il nous semble qu'il conviendrait plutôt de parler de respect pour une expérience en cours qui, par ailleurs, pouvait être analysée avec un esprit critique évident, non dissimulé, certaines notes en attestent, au chef d'Etat qu'il se nomme H. Bourguiba, vexé par le premier livre de Rous sur lui, ou L. Senghor, acceptant de suivre les notes de Rous en 1961 sur le laxisme et la bureaucratie du pays.

Ce voyage de Rous en 1975 n'est pas le dernier qu'il accomplira mais, dans les nombreuses mentions de la Tunisie qui apparaissent postérieurement, aucun indice ne permet d'établir précisément l'objet des séjours.

Enfin, la dernière série d'actions sur la décolonisation entreprises par Jean Rous durant cette période après son retour du Sénégal concernent le Moyen-Orient et lui permet de nouer de nouveaux contacts. A plusieurs reprises entre 1974 et 1978, il met en contact à Dakar, à Menton ou à Paris, des responsables de l'OLP et des dirigeants de l'organisation socialiste israélienne, le MAPAM. Ainsi en décembre 1974, il obtient une réponse positive des deux organisations pour qu'à Dakar ait lieu une réunion discrète. En 1975, il rencontre Y. Arafat à Damas. Il y développe l'idée, déjà exprimée, d'une coexistence et même d'une fédération entre les deux entités israélienne et palestinienne. Il développe auprès du MAPAM le même discours en novembre 1975.

En 1975, Sartaoui, délégué en France de l'OLP, vient prononcer une conférence au « Cercle Notre Temps » de Menton. A cette occasion, il

[531] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 23, Carnets, 26 juin 1970.

semble à Rous très ouvert pour un dialogue avec la gauche israélienne. Malheureusement, en novembre 1976, au dernier moment, une rencontre programmée avec le MAPAM est annulée par l'OLP en raison, selon Rous « *de désaccords internes à l'OLP* »[532].

Il participe en 1977 à un voyage en Israël et propose les idées de coexistence et de fédération avec les Palestiniens. Là encore, l'accueil des socialistes israéliens lui paraît positif. Dès le mois suivant, en décembre 1977, il reçoit un accord de l'OLP, très vite annulé par les tensions entre l'OLP et le « *front du refus* »[533], malgré la réelle volonté d'Arafat de faire avancer la situation.

3. « Décoloniser » en France :

Une autre bataille anticoloniale est celle qu'il mène en France contre la domination économique, politique et culturelle de l'Etat français sur les régions françaises et en particulier sa Catalogne natale. Dès 1969, il avait réussi, en utilisant des amis socialistes, à faire voter par le conseil municipal socialiste de Perpignan, une « *motion demandant un statut spécial pour le pays catalan français* »[534]. Puis au sein du comité directeur du PS, il a, à plusieurs reprises, poussé à la reconnaissance d'une certaine autonomie de la Catalogne, du pays basque, de la Corse dans le cadre de la France. Il continue après son départ du comité directeur.

Nous avons évoqué comment, à compter de son « *retour au pays* » comme le lui a dit Maria, il rencontre ses anciens camarades du POUM, les Catalans du Groupe Roussillonnais d'Etudes Catalanes, des responsables de l'Université catalane d'été. Tout cela le remet très vite dans le bain linguis-

---

532 Idem, 24 nov. 1976.
533 Il est constitué par les organisations palestiniennes FPLP, FPDLP et d'autres, refusant toute discussion, tout accord avec l'Etat d'Israël, niant jusqu'à son existence.
534 Rous J., Renaissance et mission de la catalanité, op. cit., p. 55.

tique et culturel de ses origines. Ses combats de la guerre d'Espagne, de la fin de la deuxième guerre mondiale ou au sein de la FMVJ, par le côté fédéraliste qu'ils prenaient, le préparent à ce nouveau combat auquel sa femme, Maria, est intégrée, elle aussi, en tant que Corse.

Il va donc participer à des colloques, comme ceux de Toulouges, en 1977 et 1979, ou à l'Union des Villes Méditerranéennes, pendant lesquels on réfléchit à un statut d'autonomie de la région catalane tant vis-à-vis de Paris que de Montpellier.

En 1982, il participe à la naissance de l'Union pour la Région Catalane dont il devient président d'honneur. L'accession de F. Mitterrand à la Présidence de la République avait fait espérer que les textes proposés dans l'opposition deviendraient réalité. Malheureusement, rien ne fut fait, alors même qu'en 1976, le PS avait déposé une proposition de loi sur « *les peuples minoritaires* ». Or malgré la majorité obtenue aux législatives par les partis de gauche, aucune avancée ne fut constatée.

Dans ces divers engagements, il s'agissait pour Rous de participer aux combats pour l'idée catalane « *portée par des groupes de propagande qui avaient propagé le principe de l'autonomie comme 'la gauche catalane des travailleurs' dirigée par Miquel Mayol, avocat, et obtenu quelques milliers de voix aux élections* »[535]. Car ces groupes posaient les vrais problèmes, mais minoritaires, ils étaient insuffisants à promouvoir des principes aptes à regrouper des masses importantes. En conséquence, il fallait que le problème de la minorité culturelle catalane soit pris en main, y compris au niveau des partis politiques. Or la régionalisation octroyée avec la réforme Defferre, en 1982 et 1983, profite en réalité à Montpellier, préfecture régionale, car « *selon les technocrates du Plan, il fallait créer des unités régionales aussi grandes que possible*»[536]. Pour Rous, cet « *argument était indigne des socialistes se réclamant de l'autogestion car précisément l'autogestion pour ne pas verser dans la technocratie doit exister à partir des plus petites unités*

[535] Idem, p. 67.
[536] Idem, p. 68.

de base »[537]. Ainsi, « *l'unité dans la diversité* », si chère à Rous lors de ses débuts politiques, était une fois de plus rejetée.

Mais qu'est cette idée catalane que nous mentionnons plus haut ? Rien de très nouveau chez Jean Rous, qui retrouve dans ce combat les grands axes de ses luttes antérieures et surtout des positions idéologiques qui les ont inspirées. Dans un article au quotidien local, avec lequel Jean Rous est heureux de pouvoir engager une collaboration, abordant cette question du « *nationalisme régional* », il écrit qu'« *il s'agit là aussi d'un problème de décolonisation* » et continue en ces termes : « *C'est une décolonisation spécifique mais une décolonisation quand même en ce sens qu'il s'agit de dégager la souveraineté d'un peuple ou d'une ethnie nationale qui a été étouffée par le centralisme* ». Pour lui, l'émancipation ne saurait s'entendre dans ce cas que sous l'aspect fédéral, étant bien entendu que « *la séparation constituerait une régression en brisant l'unité économique qui est un acquis précieux* ». Après avoir salué les efforts en ce sens des Catalans du sud, il conclut en présentant le fédéralisme comme « *la solution d'avenir* (…) *à l'heure où l'Etat-nation est en voie d'être dépassé par les ensembles continentaux* [et où] *la résurgence des nationalités primaires s'impose comme garantie de la diversité et contrepoids à une nouvelle barbarie* ».

Il nous reste à relever que les dernières actions de Jean Rous tentaient d'aider à trouver une solution constructive en Nouvelle Calédonie. Cependant, le rôle réel qu'il a pu jouer ne nous est pas connu puisque, malgré des demandes de renseignements, aucune réponse ne nous est parvenue du cousin éloigné de Jean Rous, J. Lafleur-Fruitet, député RPCR de Nouvelle Calédonie à qui Jean Rous avait écrit en janvier 1985[538].

---

537 Idem.
538 ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 33, Carnets, 20 janvier 1985.

Quelques temps après, il écrit deux articles. Le premier, intitulé « Gardons Pisani », paraît dans le Nouvel Observateur le 22 février 1985, lendemain de son décès. Le second « Testament pour la Nouvelle Calédonie » a été publié dans Jeune Afrique le 6 mars 1985, soit deux semaines après sa mort. Ces deux articles appelaient au dialogue intercommunautaire. Le premier insiste sur le double langage du RPCR qui veut chasser Pisani comme d'autres avaient chassé Chataigneau en son temps, tout en se disant par ailleurs prêts au dialogue. Tandis que dans le second article Jean Rous soutient la solution de Pisani, d'« indépendance-association » car le rapport de force en Nouvelle Calédonie n'est pas à une indépendance, ni d'ailleurs à un rapprochement forcené avec la France. « *Il faut éviter à tout prix la répétition de la politique des pieds noirs en Algérie* »[539]. Il est donc nécessaire de hâter le dialogue entre les communautés et d'éviter de renvoyer Pisani, ce qui risquerait d'interrompre toute négociation.

La deuxième partie de la vie de Jean Rous, à partir de l'après-guerre, est donc fertile en activités dirigées vers l'émancipation des peuples.

[539] Rous J., Testament pour la Nouvelle Calédonie, Jeune Afrique, n° 1261, 6/03/1985, p. 37

C’est d’abord par des interventions au comité directeur de la SFIO, de 1946 à 1948, pour la mise en place de solutions acceptables aux problèmes indochinois et malgaches, bientôt suivies par la co-fondation avec F. Brockway du Congrès des Peuples contre l’Impérialisme, en juin 1948, que Jean Rous inaugure son combat anticolonial.

Ensuite, son accompagnement des processus de décolonisation du Maroc, de la Tunisie et de l’Algérie trouve sur le terrain la concrétisation des acquis théoriques et des liens fraternels qu’il a continué à entretenir en tant que secrétaire général du Congrès des Peuples et en tant que participant à la grande Conférence de Bandung de 1955, acte de naissance du non-alignement et possible embryon d’une tiers-force selon ses vœux.

Son engagement prend ensuite une dimension plus personnelle puisqu’il accepte, à partir de 1960, de « conseiller » le président du Sénégal récemment indépendant pour l’instauration dans ce pays d’un régime démocratique et socialiste, capable peut-être de rayonner plus largement en Afrique et de participer ainsi à la confortation du non-alignement autour de l’axe Tunis-Dakar. Il met dans l’accomplissement de cette tâche toute l’ardeur qui lui est habituelle, sans jamais se poser en donneur de leçons ou éminence grise, laissant le jeune Etat mener ces expériences qu’il éclaire du garde-fou de ses convictions.

Son retour en France à la fin de l’année 1968 lui permet de constater que pendant son absence la social-démocratie n’a pas vraiment évolué dans le sens qu’il aurait voulu. Ceci lui offre une raison supplémentaire de maintenir l’attention bienveillante, quoique lucide, qu’il manifeste aux processus à l’œuvre en Afrique. Au travers de la coopération communale, au sein de la FMVJ, il peut concrètement apporter, tant du point de vue théorique que pratique, son aide au développement.

Ses derniers combats marquent un retour aux sources géographiques et familiales puisqu'ils se déroulent en Catalogne nord où Jean Rous s'installe à partir de 1977. Se rapprochant ainsi de ses anciens amis nord et sud catalans, il prend part aux luttes pour la reconnaissance de l'entité catalane au sein d'un « Etat fédéral français ».

CONCLUSION

A l'issue de cette évocation de la vie d'un militant investi dans de multiples combats, plusieurs caractéristiques se dégagent de ce parcours foisonnant :

Et en premier lieu, son amplitude et sa constance.

C'est effectivement dès 1928, c'est à dire au sortir de l'adolescence, que Jean Rous commence à militer en créant le « *club* » l'Avant-Garde, à Prades, sa ville natale. Au delà de l'aspect « *d'instrument électoral* » au service de son oncle Joseph, futur député SFIO, qu'ont pu y voir certains, ce groupe de réflexion et de combat se voulait déjà une « *tendance idéologique originale* »[540] qui dirigea ses luttes selon trois axes majeurs : pour l'unité ouvrière, contre le fascisme et pour l'émancipation des peuples. Installé à Paris en 1927 pour suivre des études de Droit, il y croise l'équipe Macià et ses avocats, poursuivie pour avoir voulu instaurer un Etat catalan.

C'est ensuite le mouvement trotskyste que choisit Jean Rous car constituant à ses yeux l'incarnation la meilleure de ces trois combats.

Devenu l'un des dirigeants de cette organisation, il mène le débat sur la question de l'investissement par l'extrême gauche du mouvement de masse. Une fois celle-ci tranchée, non sans mal, il fait partie des chevau-légers qui adhèrent à la SFIO.

En 1936, auprès des antifascistes espagnols, suivant les directives de Léon Trotsky, Jean Rous essaie de donner réalité aux axes de lutte définis par le mouvement trotskyste, puisque, parallèlement à la lutte contre le fas-

[540] Rous J., « Le Front populaire dans les Pyrénées Orientales, compte-rendu d'un mémoire de maîtrise », L'Indépendant, 9 mars 1979.

cisme et la nécessaire unité ouvrière qu'elle implique, il met à profit ce moment de « *drame hallucinant* »[541] que vit l'Espagne pour prendre des contacts avec les nationalistes marocains.

La participation de Rous à la naissance de la IVème Internationale vient en droite ligne de cette expérience acquise dans l'Espagne révolutionnaire, alimentée par l'analyse qu'il mène du Front populaire français et du rapport entre nationalisme et mouvement ouvrier.

Dans la tourmente de la deuxième guerre mondiale, Rous semble chercher sa voie. L'échec en Espagne de la lutte contre le fascisme avec « *son aspect le plus atroce de guerre à l'intérieur de la guerre* » et la disparition de Trotsky jointes à la confusion de l'époque le poussent à tenter de créer un mouvement de masse dans une autre direction. La fondation du Mouvement National Révolutionnaire se propose, après avoir constaté l'inéluctabilité de la victoire nazie, d'offrir un espace organisationnel de reconstruction du mouvement ouvrier dans le cadre de Vichy.

Après cet « errement », l'engagement dans la Résistance au sein de « Libérer-Fédérer » et de « L'Insurgé » et la poursuite de l'élaboration théorique dans le cadre des Maisons des Jeunes permettent à Jean Rous de renouer avec un militantisme aux valeurs moins équivoques et en particulier d'alimenter sa réflexion sur le fédéralisme.

Au sortir de la guerre, Jean Rous choisit d'investir ces acquis théoriques et pratiques dans la SFIO, le PCF n'étant de toute façon pas prêt à l'accueillir, eu égard à son passé trotskyste, et incarnant à ses yeux ce stalinisme honni dont il a vu les crimes en France et en Espagne et dont il dira qu'il est « *la forme la plus perverse de l'anticommunisme* »[542]. Le Parti socialiste est le seul mouvement de masse que Jean Rous juge réformable, et

---

[541] Rous J., « La guerre d'Espagne vue par les poètes, compte-rendu de l'anthologie poétique de J. et G. Colomer », L'Indépendant, 10 avril 1981.
[542] Rous J., « Que signifie être marxiste aujourd'hui ? », L'Indépendant, 31 juillet 1978.

relativement fréquentable à l'époque au point de lui permettre par deux fois de participer à ses instances dirigeantes. De 1946 à 1948, pendant ses deux mandats au comité directeur, il essaie de donner à ses conceptions la plus large audience possible autour du martèlement de la nécessité de l'unité ouvrière et d'un processus de décolonisation sur la base du fédéralisme.

Jusqu'à l'année 1960, date du départ de Jean Rous au Sénégal, son militantisme s'investit dans deux choix différents. A l'intérieur de la SFIO, quand, après sa démission en 1948 motivée par l'évolution de ce parti dans le sens d'une « *collaboration gouvernementale avec la droite et* [d'un] *anti-communisme viscéral* »[543] et l'impossibilité de la minorité en son sein d'infléchir cette politique, il la rejoint à nouveau de 1955 à 1958.

A l'extérieur, avec la participation voire l'impulsion de divers groupements, du RDR au PSU, lesquels ne sont pas exempts de travers. Trop petits, ils ne regroupent souvent que des intellectuels, éloignés des masses et n'ayant que peu de prise sur elles. Plus grands, ils tombent vite dans les dérives déjà rencontrées dans la SFIO, querelles de personnes, fonctionnement autoritaire. Leur insuffisance majeure étant en définitive de n'être que des « *sectes* », ce qui pousse Jean Rous à revenir dans la « vieille maison ».

Jean Rous d'ailleurs ne nourrit aucune illusion sur les uns comme sur les autres et écrit : « *SFIO-FO = 0 = pourriture. Tentative minoritaire = moins que 0 = impuissance* »[544], même si dans cette formule pointe deux analyses différentes avec, d'un côté, la compromission consciente et consentie et, de l'autre, la simple faiblesse exempte de trahison.

Ce verdict sévère explique les oscillements de Jean Rous entre l'une et l'autre de ces options. Mais, quelque forme que prenne son positionnement militant, l'objectif directeur demeure pour lui inchangé : en France comme dans les pays colonisés, dont la majorité connaît pendant cette pé-

---

[543] Rous J., « La crise de la gauche et le socialisme », L'Indépendant, 10 mars 1980.
[544] ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 13, Carnets, 27 juin 1951.

riode la phase active du processus de décolonisation, il s'agit bien de travailler à l'instauration d'un véritable socialisme.

Confronté aux difficultés de réalisation de cet objectif, conscient de l'ampleur du « *problème des rapports des sectes et des partis de masse* » ou, autrement dit, tiraillé entre « *l'idéal et l'efficacité* »[545], mais armé de tous les combats qu'il a menés pour l'émancipation des peuples tant au sein du Congrès des Peuples qu'au travers de sa participation à la Conférence de Bandung en 1955 et sur le terrain, Jean Rous, en novembre 1960 décide de donner une suite favorable à l'offre de L. S. Senghor d'occuper la fonction de conseiller technique du président du Sénégal.

Pendant huit années donc, Rous prend à bras le corps la question de la mise en pratique de ses théories dans un pays dont le chef d'Etat lui semble partager un même « *capital théorique de départ, autour des axes d'instauration du socialisme, démocratie et rejet du parti unique et enfin non alignement véritable* »[546]. L'enjeu est bien pour lui d'aller vérifier que « *il n'y a pas de muraille de Chine entre réforme et révolution* », selon la formule qu'il avait employée dans un article de Franc-Tireur en mars 1957 et qu'il reprend près d'un quart de siècle plus tard, en mars 1981 dans L'Indépendant[547]. Jean Rous s'acquitte donc de sa tâche en tentant, sur le plan intérieur, de pousser la voie démocratique et socialiste et, sur le plan extérieur, de faire jouer au Sénégal le double rôle de conciliateur dans les conflits intra-africains ou avec la France et de promoteur d'un socialisme africain, élément de poids pour l'instauration de la troisième force.

Enfin, revenu en France en 1968, Jean Rous retrouve ses oscillements permanents entre le grand parti de masse, le Parti socialiste, et « autre chose ». Heureusement, son engagement actif au sein de la FMVJ lui

---

[545] Rous J., « Le Front populaire dans les PO », op cit.
[546] Rous J., « Socialisme et internationalisme », op. cit.
[547] Rous J., « La Pologne condamnée à l'équilibre, compte-rendu de l'ouvrage de J. Offredo », L'Indépendant, 30 mars 1981.

permet de continuer à passer de la théorie à la pratique en travaillant au développement de cette coopération communale, levier du co-développement.

Quand il s'établit les sept dernières années de sa vie sur son sol natal, il continue jusqu'au bout à faire subir à l'actualité l'examen de son regard critique et à essayer de l'infléchir dans le sens qui lui semble le bon. C'est à cette période que sa farouche volonté de participer à l'émancipation des peuples s'incarne dans la défense des revendications des territoires français encore colonisés mais aussi des « minorités nationales » et la promotion d'un fédéralisme à l'échelon national comme international.

A l'énumération de ces divers engagements, ce qui se dégage peut-être en premier lieu est plus l'impression d'avoir affaire à un parcours dispersé, hésitant, voire tortueux que constant. Et pourtant, on peut avancer ce terme de constance au moins pour deux raisons.

Et d'abord, la permanence tout au long de ces soixante années de vie militante active d'une visée majeure, sorte de ligne d'horizon, l'instauration « *avec des socialistes et des communistes* » d'un véritable socialisme, « *non social démocrate et non stalinien* »[548]. Cette instauration doit se faire selon les trois axes majeurs déjà définis en 1928 au sein des cercles « l'Avant-Garde », l'unité ouvrière, la lutte contre le fascisme et l'émancipation des peuples.

La multiplicité des choix de Jean Rous ne sont alors que les épiphénomènes de cet objectif fondamental.

Pour garder ce cap, tout au long de son parcours, Jean Rous sera épaulé sur le plan théorique par « *le capital politique trotskyste* » auquel il dit être toujours resté fidèle[549]. Loin de renier l'un de ses premiers engagements,

---

548 Rous J., « Le Front populaire dans les Pyrénées Orientales », op. cit.
549 Rous J., « Trotski vu par son secrétaire, compte-rendu de l'ouvrage de Van Heijenoort 'sept ans auprès de Trotski' », L'Indépendant, 7 nov. 1978.

Rous continue tout au long de sa vie à pointer ce qu'il doit au grand révolutionnaire, en particulier l'idée de « *la révolution trahie* », sans pour autant esquiver l'examen de ses erreurs. Toujours est-il qu'au delà de celles-ci, Rous considère que « *le génie de Trotsky* » est d'avoir « *puissamment servi le grand dessein historique qui consiste à construire un mouvement au delà de la social démocratie et du stalinisme* », grand projet qui reste « *la tâche de notre temps* »[550]. Dans les dernières années de sa vie, lorsque Jean Rous évoque régulièrement dans le journal local ses engagements passés, c'est pour les assimiler à autant de « *réinvestissements,* [après] *une relecture actuelle, dans le mouvement ouvrier contemporain* »[551] de ces acquis. Quant à la « *manière critique* » utilisée pour ces réinvestissements, Rous pense qu'elle aurait trouvé grâce aux yeux de Trotsky puisque celui-ci lui écrivait dans une de ses dernières lettres que « *les choses sont infiniment plus complexes, plus nuancées, les évolutions plus lentes que nous n'avions pensé* »[552], ce que Rous interprète comme une caution à ses « *réinterprétations du message trotskyste* », écrivant : « *Trotsky s'y serait-il prêté ? Je crois que oui* »[553].

Un deuxième élément qui lui sert de boussole dans son parcours est un exemple concret de ces essais d'instauration d'un vrai socialisme, l'expérience yougoslave, véritable « *réplique expérimentale au monde stalinien* »[554]. Lors de ses fréquents voyages, Jean Rous aura l'occasion de suivre pas à pas l'avancée de ce pays dans la voie d'une « *démocratie directe chère à nos traditions communardes, proudhoniennes et jauressistes* »[555]. Il saluera les efforts titistes, quelques vingt-cinq ans plus tard dans L'Indépendant, dans un article de septembre 1979 « Le tiers monde en

---

[550] Rous J., « Le face à face Staline-Trotsky », L'Indépendant, 6 avril 1979.
[551] Rous J, « Trotski vu par son secrétaire… », op. cit.
[552] Idem.
[553] Rous J., « Que reste-t-il de Trotsky ? », L'Indépendant, 12 déc. 1979.
[554] Rous J., « En butte aux attaques des Eglises de Rome et de Moscou, la Yougoslavie n'a qu'un seul atout majeur : devenir un exemple pour le monde du travail », dernier article d'une série de six intitulée : « La vie nouvelle en Yougoslavie », Franc-Tireur, du 15 au 23 juillet 1953.
[555] Idem.

question »[556] et dans la page spéciale que le quotidien consacre à Tito à l'occasion de sa mort, le 5 mai 1980. Rous intitule alors son article « L'héritage » et y rend hommage aux efforts d'autogestion, fédéralisme et non alignement qu'a déployés la Yougoslavie sous l'égide de ce grand dirigeant[557].

Si le terme de « constance » pour désigner le parcours de Jean Rous nous semble convenir tout à fait quand nous évoquons cet axe originel de construction d'un authentique socialisme, il nous paraît aussi pertinent pour une autre raison.

Se greffant sur cette constante théorique et les engagements pratiques qu'elle permet, émerge une constante que nous dirions « formelle ».

En effet, si nous pouvons suivre ainsi tous les aléas de l'engagement militant de Rous, c'est que celui-ci a toujours consacré une grande place à la diffusion de ses idées. Que ce soit dans le cadre quasi « institutionnel » des publications internes ou plus larges des mouvements auxquels il a appartenu ou dans les colonnes d'une presse « grand public », que ce soit par la publication de brochures et ouvrages divers, Jean Rous a fourni tout au long de sa vie autant de preuves matérielles des évolutions de son élaboration théorique et des applications concrètes qu'il faisait de celle-ci. Il n'a donc pas esquivé cette prise de risque que constitue l'acte de laisser des traces écrites de son propre cheminement. Il s'est donc ainsi soumis au regard de ses contemporains mais aussi à celui de l'histoire. Et comme si cela ne suffisait pas, il a relayé le spectacle de ses engagements militants divers livré ainsi à l'examen public d'une sorte de chronique intime, à usage personnel, dans laquelle, au delà de l'examen attentif de l'actualité, il n'évacue jamais les retours en arrière, sur le passé bien sûr mais aussi sur ses propres positionnements par rapport à celui-ci. Les bilans réguliers auxquels il se livre témoignent des hésitations, des découragements, offrant ainsi l'image fidèle de

---

[556] Rous J., « Le tiers monde en question », L'Indépendant, 10 septembre 1979.
[557] Rous J., « L'héritage », L'Indépendant, 5 mai 1980.

ces « oscillements » dont nous parlions. Mais ils témoignent aussi de la permanence théorique et surtout de la constante recherche, par ce regard spéculaire jamais amer, d'éléments pouvant alimenter ses combats futurs.

Pourtant, malgré l'ampleur de l'œuvre entreprise, sa constance, ses fluctuations, largement médiatisées par leur diffusion publique, Jean Rous reste peu connu.

Nous voyons à cela plusieurs raisons.

En premier lieu, son propre caractère. De tous les témoignages que nous avons recueillis, de la lecture de ses écrits intimes, se dégagent les traits d'un personnage « gentil ». Son esprit de conciliation, qu'il reconnaît lui-même tout en notant que Trotsky a pu quelques fois le lui reprocher[558], se joint, de plus, à un désintérêt pour les honneurs, pour l'idée de carrière personnelle. Non, Rous n'est pas un « gagneur » au sens que nos sociétés modernes donnent à ce mot. Quelle place d'ailleurs auraient-elles pu faire à cet homme qui écrivait : « *Consacrez-vous à une mission et le bonheur vous sera donné par surcroît* » ?

De là à le considérer comme un raté, il n'y a qu'un pas que certains n'hésitèrent pas à franchir, comme H. Bouret, ancien député MRP, qui, le rencontrant en décembre 1958 à la petite fête que Bourdet a organisée pour « *fêter la défaite électorale* », lui dit qu'il est « *de la race de ceux qui ne réussissent jamais* ». Jean Rous lui-même s'inscrit définitivement hors les rangs de ceux qui réussissent en avouant : « *Je n'aime pas* (…) *jouer la mouche du coche, ni les éminences grises. Je comprends la tactique et la manœuvre mais je préfère lutter et combattre au grand jour. Je suis un militant et j'entends le rester* ».

Nous voyons une deuxième explication à ce peu de reconnaissance de Jean Rous de la part du microcosme politique: la « marginalité » de son

---

[558] Rous J., « Que reste-t-il de Trotsky », L'Indépendant, 12 déc. 1979. Rous écrit : « *J'étais en effet considéré comme un conciliateur, mais Trotsky ne me l'a pas toujours reproché puisque parfois il m'envoyait en mission, notamment auprès du grand révolutionnaire catalan Andreu Nin, assassiné par les staliniens* ».

parcours. Pour les tenants de la social-démocratie, décidément rétive à toute rénovation, Rous est un « gauchiste », pour l'extrême gauche, il est un « *social-dem* ». Pour le Parti communiste, un suppôt des Etats-Unis, pour la droite, un « bolchevik ». Décidément irrécupérable.

Enfin, plus profondément peut-être, quelle sorte de reconnaissance pouvait rencontrer son choix de justement ne pas faire de choix entre les deux blocs et son combat pour ce non alignement et le fédéralisme ? En France, à l'étranger, l'évolution des dernières années n'offre aucunement le spectacle d'une évolution vers cela. Bien au contraire, dans le domaine national, n'est-ce pas à un alignement de la social démocratie sur les principes économiques et politiques de droite auquel nous assistons, ce que Jean Rous appelait « *la rechute dans le pire* » ? A l'étranger, lequel des pays que Jean Rous a fréquentés assidûment, a aidés à acquérir l'indépendance, sur lesquels il s'est penché avec bienveillance comme sur le berceau du nouveau socialisme à naître peut se targuer d'avoir fait honneur aux choix de Rous et à ses actions ? Qui, en bref, pourrait reconnaître Rous comme l'un des siens, sachant que, à l'exclusion des « *sectes* » peut-être, tous ont abandonné ?

Rous ? La mauvaise conscience du socialisme.

Et, sauf erreur, il nous semble qu'on n'honore pas sa propre mauvaise conscience.

Face à ce constat amer qui nous fait écrire que Jean Rous est quasiment passé aux oubliettes de l'histoire, nous avons trouvé une raison de nous réjouir.

L'article de Jean Rous publié à titre posthume le 25 février 1985 et intitulé « Dernier message ».

Dans celui-ci, que Jean Rous écrit après les élections qui ont vu la défaite des socialistes, il note : « *La gauche a perdu la confiance* (…). *La trahison stalinienne n'explique pas tout* (…). *Divorce entre les promesses de 81 et la réalité de 85* (…). *C'est pourquoi un effort sans précédent d'autocritique, de redressement et de renouveau doit être entrepris* (…). *Il faudra étudier la*

possibilité de réaliser des formules de participation et de cogestion, en se souvenant que dans l'opposition le Parti socialiste n'avait que le mot d'autogestion à la bouche. Qu'on en retienne au moins la démarche. Ensuite, il conviendrait d'organiser les états-généraux de la protection de toutes les classes, pour mettre au point une politique plus efficace de lutte contre le chômage . (…) *Il faut appliquer le projet Spinelli d'Union européenne* (…). *Des assises organisées entre l'Europe et le tiers monde devraient aboutir à un programme de réalisations efficaces contre la faim, la sécheresse, la désertification, le racisme, pour une politique d'autosuffisance alimentaire et de co-développement. Voici au minimum quelques propositions si l'on veut éviter la rechute dans le pire* ».

La rédaction du journal, dans l'introduction à cet article, dit qu'il constitue « *le message d'outre-tombe d'un homme qui n'a jamais perdu espoir* ».

Nous en voulons pour témoignage la reprise dans ce texte de termes familiers, déjà relevés dans les comptes-rendus des comités directeurs de la SFIO, puis dans Cité soir et Franc-Tireur : *autocritique*, *redressement*, *renouveau*, *autogestion*, *union européenne*, *co-développement*, autant de leitmotiv que Jean Rous a martelés sa vie durant pour montrer que « *le Grand Soir commence ce matin* »[559].

Quand, en février 1959, son éviction comme candidat PSA aux élections municipales du mois suivant lui fait écrire dans son carnet : « *Ma destinée ne veut pas que j'ai un mandat quelconque* », il poursuit en notant : « *Pourtant je crois que par mon travail j'aurais honoré le socialisme* ».

Au moment de clore ce long cheminement avec Jean Rous, nous aimerions simplement ajouter qu'au delà d'un mandat électif nous pensons qu'il y a d'autres façons d'honorer le socialisme et que la sienne n'est sûrement pas la plus mauvaise.

---

[559] Rous J., « La promotion des travailleurs doit être avant tout l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », Franc-Tireur, 14 mars 1957.

ANNEXES, SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I

ANNEXES

Document 1 : La rue des Marchands, à Prades.

(*document personnel*)

Carte postale représentant, en 1919, la rue où Jean Rous a passé une partie de son enfance :

Document 2 : Nomination de Jean Rous au titre de surnuméraire.

(*document des ADPO, fonds Jean Rous*)

Cette nomination amènera Jean Rous à séjourner un an à Lyon pour suivre une formation à son futur emploi, qu’il n’occupera jamais.

Document 3 : Licence en droit obtenue à Paris :

(*document des ADPO, fonds Jean Rous*)

Document 4 : Certification de Jean Rous en tant qu'avocat.

(*document des ADPO, fonds Jean Rous*)

Cette certification est délivrée par le Conseil de l'ordre des avocats en 1948.

Document 5 : Numéro spécial de L'Avant-Garde du 17 août 1933.

(*document des ADPO*)

Appel aux Andorrans de M. Boix et J. Rous pour une décolonisation de l'Andorre.

Document 6 : Lettre de Jean Rous à Léon Trotsky du 8 juillet 1935.

(*Houghton Library, Harvard College, Cambridge, Ma.*)

Cette lettre est un compte-rendu de la réunion du Comité central du GBL du 7 juillet 1935. Elle interroge, par ailleurs, Trotsky sur son analyse du Front populaire.

<u>Document 7 : Lettre de Léon Trotsky à Jean Rous du 1er décembre 1935.</u>

(Houghton Library, Harvard College, Cambridge, Ma.)

La seconde lettre relève que l'écriture de Rous est illisible et demande des éclaircissements sur la confusion politique du GBL au moment du choix de « l'organe de masse ».

Document 8 : L'affaire Klément :

Le 1er document reproduit l'article du journal Police Magazine, n° 407, du 11 septembre 1938.

Le 2ème document est l'agrandissement de deux photographies de Jean Rous (Roux) et Pierre Naville (David), dirigeants du POI.

(*documents personnels*)

Document 9 : Photographie de Jean Rous en 1942.

(*document des ADPO, fonds Jean Rous*)

Cette photographie se trouve sur la carte d'identité de Jean Rous, établie le 12 novembre 1942.

Document 10 : Photographie de Jean Rous en 1945.

(*document des ADPO, fonds Jean Rous*)

Cette photographie se trouve sur le passeport de Jean Rous, établi le 19 septembre 1945. On la retrouve dans le dossier « Rous » des archives de l'OURS.

Document 11 : Index des articles parus dans La Pensée socialiste du n° 1 au n° 19.

AUTEUR	THEME	N°	Page
A. H.	Masses.	1	32
ADLER F.	A quoi bon les théories ?	2	19-21
ALBA V.	Evolution du Mouvement ouvrier espagnol.	13	29-31
ALBA V.	Evolution du Mouvement ouvrier espagnol.	14	24
ALBA V.	Evolution du Mouvement ouvrier en Amérique Latine.	15	18-20
ALEXANDRE	Jeunesse.	1	18,19
ANNESI A.	Le capitalisme marche à la guerre.	15	8-12
APPELDORF	L'Angleterre va-t-elle vers le socialisme ?	15	23,24
ARLIN J.	Le cinéma français.	2	29-31
ARMANGAUD A.	L'aide américaine et les pays d'Europe à orientation socialiste.	3	16-18
ARRES-LAPOQUE	Les socialistes et la participation gouvernementale.	17	5,6
AVRIL H.	A. Breton : situation du surréalisme.	1	30
B. L.	Conférence d'Anvers.	18	12,13
B. L.	Congrès PS roumain.	18	13,14
BARRE H.	L'action socialiste parmi les députés.	2	16,17
BASCH V.	Jaurès.	6	3
BAUER O.	Conception idéaliste et matérialiste du rôle du Parti.	5	14-16
BENEDITE	Aperçu sur la vie politique et sociale aux Etats Unis.	13	22-25
BOTHEREAU R.	La question des salaires.	5	4-6
BOTHEREAU R.	La position actuelle de la CGT.	6	4-7
BOUTBIEN	Problème allemand = Problème de Gouvernement ? + problème révolutionnaire.	7.8	18,19
BOUTBIEN	Discours au congrès du PSD tchécoslovaque.	18	27,28
BOUTBIEN L.	La Commune et la Résistance.	14	10-12
BOUTBIEN L.	Pour une politique socialiste au gouvernement.	15	4,5
BOUTBIEN L.	Tour d'Europe.	18	10,11
BRACKE	Lettre à la rédaction d'un vétéran de la SFIO.	1	3
BRACKE	Réflexions sur le congrès socialiste.	3	4-6
BROCKWAY F.	Pour une nouvelle internationale : Questionnaire de l'ILP, 1943 au PS américain.	10	24-26
CAPUT L.	La démocratie devant le problème viet-	7.8	21-23

	namien.		
C. R.	Le problème de l'Etat. L'état de la révolution socialiste.	10	16-18
CALVIRE G.	Après la nationalisation de l'énergie.	10	4-7
CAMINADE P.	Note sur l'art.	2	32
CARBANNE A.	Esquisse d'un plan de propagande pour les femmes.	4	20-22
CLAIR R.	Perspectives économiques.	1	11,12
CLAIR R.	Le discours de Léon Blum.	7.8	12,13
CLAIR R.	Propos sur l'Etat.	9	7-10
CLAIR R.	La reconstruction française.	10	11-13
CLAIR R.	L'Etat socialiste.	11	10-12
CLAIR R.	Dialectique de l'évolution scientifique.	13	11,12
CLEMENT	Les congrès des groupes d'entreprises socialistes.	5	27,28
CLEMENT J.	Les 2 dogmes du syndicalisme.	15	12,13
CLEMENT J.	L'action socialiste dans les entreprises.	3	20,21
COFFINET J.	Marx: hépatique ou héroïque.	15	28-30
COMMIN P.	Ecole socialiste.	18	32
COMPITI NOVI	Motion au congrès du PSI.	11	27-30
COTTEREAU J.	Socialisme et cléricalisme en 1946.	6	20-23
COTTEREAU J.	Le complot (complot clérical).	9	4-6
COULON J.	A propos du contrôle ouvrier.	10	20-23
CRITICA SOCIALE	Motion au congrès du PSI.	11	27-30
CROSSMAN	Lettre à un socialiste français.	19	11-13
CYRIL KHAN	Marxisme et Morale.	9	23
CYRIL KHAN	Point de vue d'un étudiant.	12	18,19
D. J.	L'avis d'un camarade en occupation.	12	17,18
DE VINCENZI	Retour d'Italie.	13	32
DE VINCENZI T.	Point de vue d'un militant.	18	29
DECHEZELLES Y.	L'action socialiste à la Constituante.	2	15,16
DECHEZELLES Y.	Réflexions sur 8 mois d'Assemblée : crises ministérielles et les tactiques des « quatre » grands.	6	15-18
DECHEZELLES Y.	Les résultats du référendum du 10 octobre en Algérie : les réponses ne peuvent plus attendre.	9	19,20
DECHEZELLES Y.	L'Union Française en danger: les événements d'Indochine.	12	4-7
DECHEZELLES Y.	Le PS à la croisée des chemins.	15	6,7
ENGELS F.	Le socialisme utopique.	1	24-27
ENGELS F.	Socialisme scientifique.	4	26,27
ENGELS F.	Le principe d'autorité.	5	29,30

ENGELS F.	Mission du Prolétariat : abolition des classes et des états de classe.	10	32
ENGELS F.	Mission du Prolétariat.	12	31,32
FABRE J.	Jean Lebas à Sonnenburg.	12	1,2
FAVRE A.	Réflexion sur fédéralisme allemand.	14	22,23
FICHER L.	L'Asie en marche.	17	16-18
FOOT M.	L'espoir de l'Europe.	19	8
FOUCHERE B.	La vie d'une militante: R. Luxembourg.	12	27-29
FOUCHERE B.	La propagande parmi les Femmes.	14	32
FOUCHERE B.	Le problème autrichien.	18	21,22
FOURNOUT E.	Sport et socialisme.	6	32
FRANZ G.	Le problème du parti unique en Allemagne.	3	14,15
FRISCH A.	Principes et méthodes du socialisme allemand.	5	24,25
FROELICH P.	La conception du Parti chez Lénine et Rosa Luxembourg.	10	19,20
GAZIER A.	Note : documentaire sur les comités d'entreprises.	5	17,18
GELO A.	Signification et conséquences du quatrième plan quinquennal.	10	14,15
GELO A.	Les 3 formes d'économie dirigée.	12	10-12
GELO A.	Les 3 formes d'économie dirigée.	13	7-10
GELO A.	Les 3 formes d'économie dirigée.	14	14,15
GELO A.	Prix et salaires.	17	7-11
GELO A.	La signification du plan de 4 ans.	18	6,7
GERARD F.	Où en est le mouvement syndical en Allemagne.	11	22,23
GERARD F.	Le problème allemand à la conférence de Moscou	12	21,22
GERARD F.	Socialisme et fédéralisme.	18	22-25
GOMEZ T.	Francisco Largo Caballero.	3	1,2
GROSS F.	Réalisme et opportunisme.	18	7-9
HALLOUET F.	Le sport n'est pas qu'un jeu.	3	29,30
HAULOT A.	L'Allemagne nouvelle, nœud du problème européen	3	10,11
HERMANN J. M.	Le cas de Gaulle.	1	6,7
INIZIATIVA SOCIALISTA	Motion au congrès du PSI.	11	27-30
INIZIATIVA SOCIALISTA	La vie des tendances dans le Parti Socialiste italien : déclaration programmatique.	9	25-28
INTERNATIONALE.COMMUNISTE	Résolution IC (3e congrès 1920) sur les Comités d'Entreprise.	7.8	24,25
JAURES J.	L'armée et les socialistes.	19	13

KASTENBAUM L.	Tribune libre :revenons au Marxisme ! il n'est que temps !	11	13-15
L. A.	3 motions au congrès socialiste de Florence.	4	24,25
LAFARGUE P.	Victor Hugo.	2	27,28
LAFARGUE P.	Karl Marx.	5	3
LAGRANGE	Désaccord avec Rimbert (02-47).	14	31,32
LASKI H.	Les problèmes sociaux en Angleterre: l'assurance nationale éliminera la crainte du besoin.	2	24,25
LASKI H.	Qu'est-ce que la dialectique ?	6	7-11
LASKI H.	L'Europe n'est possible que sur la base du socialisme.	19	10,11
LASKY H.	La nouvelle constitution française.	1	15,16
LE BACHELIER H.	La situation de la jeunesse française.	3	27-29
LENINE	Socialisme et religion.	7.8	8,9
LENINE	Le Parlementarisme et la lutte de classe.	11	19
LEONETTI A.	Les conseils d'usine en Italie.	4	14-16
LEQUERTIER L.	Militants et responsables.	3	19,20
LHUILLIER R.	Les socialistes et l'action syndicale.	2	12
LHUILLIER R.	Les comités d'entreprises à l'étape actuelle.	6	19,20
LHUILLIER R.	La révolution qui se fait.	7,8	10,11
LHUILLIER R.	Comment relever le pouvoir d'achat des travailleurs.	9	14,15
LHUILLIER R.	Note sur la grève des usines Renault.	14	30,31
LIMON D. L.	Mythes et réalités du Plan Marshall.	18	15-20
LOUIS P.	La force ouvrière dans l'unité.	2	21,22
LOUIS P.	Préface de «La puissance ouvrière ».	4	27,28
LOUIS P.	Comment les fautes de juin 1848 ont amené la dictature.	6	24-26
LOUIS P.	Phases historiques des XIXème et XXème siècles. Préface de « La puissance ouvrière ».	7.8	27-32
LUXEMBOURG R.	la Paix par la Révolution seule.	9	29,30
M. A.	Vers le fédéralisme en Belgique.	4	24
M. D.	Le socialisme et l'apprentissage.	9	11-13
M. N.	La conférence internationale des partis socialistes.	5	28
MARET H. P.	Les socialistes autrichiens doivent-il faire l'unité ?	1	21
MARET H. P.	A propos de Fritz Adler.	2	3
MAROT J.	Amédée Dunois dans les Camps de la Mort.	14	6,7

MARQUIS E.	Notes sur Inde française.	17	27-29
MARTIN A.	Les nationalisations et la démocratie socialiste. Elles ne doivent pas être une nouvelle duperie.	1	8,9
MARTIN A.	Tribune libre : Pour un nouveau Zimmerwald.	3	8,9
MARTIN A.	Une monarchie de moins en Europe.	5	25,26
MARTIN A.	Faut-il faire l'Internationale à une ou plusieurs tendances ?	9	24,25
MARTIN A.	Le pacte d'unité d'action entre les Partis socialiste et communiste en Italie.	10	26,27
MARTY-CAPGRAS A.	Suzanne Buisson.	4	1
MASCHL O.	Développement des comités d'entreprise dans la démocratie bourgeoise.	7.8	25
MASSE L.	La vraie littérature paysanne.	5	31,32
MASSE L.	Pour une réhabilitation paysanne.	7.8	26
MASSON A.	De l'action pour renouveau du socialisme.	12	15-17
MATTEOTTI	La scission du PSI.	14	31
MAXTON J.	Discours sur la réduction des crédits d'assistance sociale pour les conservateurs (août 1922).	10	30,31
MAXTON J.	Keir Hardie devant la guerre.	10	31
MOLDOVANU N. N.	Le Parti social démocrate roumain devant le problème des élections.	4	25
MOLDOVANU N. N.	Les élection roumaines.	12	23,24
MOLLET G.	Tribune libre : Démocratie et Révolution.	1	22,23
MOLLET G.	La constitution.	2	17,18
MOLLET G.	La liberté de l'enseignement.	3	26,27
MOLLET G.	L'éducation socialiste est une des tâches essentielles du Parti.	7.8	2-3
MOLLET G.	C'est notre Parti que d'abord il faut gouverner.	14	1-4
MOUTIN P.	Lettre d'un militant de province.	12	19,20
MOUTIN P.	Problèmes d'organisation.	15	27
OGUSE Dr.	Les crimes de guerre et le crime de la guerre.	3	12-14
OGUSE Dr.	La conception matérialiste de l'Histoire.	6	11-15
OGUSE Dr.	Recul et non reculade.	11	16-18
P. C.	Livres et revues : Sur « Une Histoire de Russie » de. A. Mousset.	3	32
P. N.	Opinion d'un travailleur vietnamien.	19	16
PADMORE G.	La conférence de Paris.	10	28,29
PENSEE SOC.	Bracke a 85 ans.	7.8	1

PENSEE SOC.	La politique socialiste.	11	2,3
PENSEE SOC.	Les traités de paix préparent la guerre.	12	3
PENSEE SOC.	A l'heure de la fermeté.	13	1
PENSEE SOC.	Pour éviter le pouvoir personnel, offensive socialiste.	14	5
PENSEE SOC.	Mobilisation des militants pour sauver le Socialisme.	15	1
PENSEE SOC.	Décès de V. Serge.	18	9
PEYRETON M.	La situation de notre équipement industriel	10	8-11
PHILIP A.	Situation de la question économique et financière	3	22-25
PIETTE J.	Etudes : réflexions sur l'action gouvernementale.	18	4,5
PITIOT	Le Socialisme et l'étape actuelle.	14	12-14
PIVERT M.	Pour un anticléricalisme prolétarien.	7.8	5-7
PIVERT M.	Pourquoi la Révolution n'est-elle pas sortie de la Résistance ?	9	15-18
PIVERT M.	James Maxton : 1885-1946.	10	1
PIVERT M.	Réponse du Parti socialiste américain à l'ILP et réponses à quelques questions.	11	25-27
PIVERT M.	La fédération de la Seine au travail.	12	13
PIVERT M.	L'équivoque devient périlleuse.	14	8,9
PIVERT M.	Pour une politique socialiste internationale cohérente.	15	14-17
PIVERT M.	Un juin 36 européen.	17	12-14
R. J.	Lénine.	11	1
R. J.	Réflexion sur le problème algérien.	13	17,18
R. J.	Louis de Brouckère.	15	2,3
R. J.	La Belgique, cobaye de l'Occident.	15	21-23
R. J.	Anatomie de la paix.	18	30,31
R. P.	Considérations sur le programme.	11	4,5
RAYMOND	La coopération : solution socialiste.	1	13,14
RENNER K. Dr.	Ne renouvelons pas les erreurs de 1919.	14	19,20
RIDLEY F. A.	Réponse à Churchill : une Europe socialiste ou impérialiste.	14	21
RIES J.	Aux Etats Unis : chances du troisième parti.	11	24,25
RIMBERT P.	Contribution à l'étude de l'évolution de la structure économique.	11	6-9
RIMBERT P.	Prix, salaires et ravitaillement.	12	7-9
RIMBERT P.	Les conditions d'un redressement socialiste.	13	19,20
RIMBERT P.	Les frontières sont caduques.	14	16-18
RIMBERT P.	Une politique et un programme.	16	7-10
RONSAC C.	Il faut répondre aux socialistes anglais.	19	9,10

ROSENFELD O.	Etatisation et socialisation.	4	16-20
ROUS J.	Un instrument de travail pour le militant ouvrier.	1	1,2
ROUS J.	L'appel aux forces populaires, suprême voie de secours de la crise française.	1	4,5
ROUS J.	Au sabotage des trusts, le socialisme oppose les méthodes de la lutte de classe.	2	1,2
ROUS J.	Le problème du Parti.	2	9-11
ROUS J.	La bataille dans la clarté.	3	3
ROUS J.	« L'Histoire du socialisme » par P. Louis.	3	31,32
ROUS J.	Une seule solution : renforcer le secteur socialiste.	4	2,3
ROUS J.	L'apprentissage de la gestion.	4	12-14
ROUS J.	Vers le redressement socialiste.	5	1,2
ROUS J.	La leçon de juin 36.	5	10-13
ROUS J.	Les socialistes doivent réagir les premiers.	6	1,2
ROUS J.	Le congrès du redressement socialiste.	7.8	3,4
ROUS J.	L'heure du rassemblement républicain.	9	2,3
ROUS J.	Oui, le socialisme doit choisir.	10	2,3
ROUS J.	La scission dans le PS italien.	11	20,22
ROUS J.	Le marxisme selon K. Marx.	12	30,31
ROUS J.	Conclusion à notre enquête pour le renouveau du socialisme.	13	3-6
ROUS J.	La fausse unanimité ne signifie pas démocratie et entrave le redressement du Parti.	13	20,21
ROUS J.	La semaine d'étude du Parti socialiste.	14	27-29
ROUS J.	La réforme du capitalisme ou le socialisme ? A propos du livre de Burnham.	15	31,32
ROUS J.	La dernière étape du redressement.	16	1,2
ROUS J.	La semaine d'études de Meung sur Loire du Parti socialiste français (20-27 juillet 1947).	16	21-26
ROUS J.	Le socialisme devant le capitalisme d'Etat, nouvelle étape du capitalisme.	16	27-30
ROUS J.	L'enseignement des élections.	17	1-4
ROUS J.	Le conflit franco-viêtnamien (PS/Ho, Caput).	17	20-22
ROUS J.	A propos de la participation au gouvernement.	18	26
ROUS J.	Se ressaisir ou périr.	19	1
ROUS J.	Socialisme et fédération européenne.	19	15
ROUS/BOUTBIEN	A l'entreprise néo-boulangiste il faut opposer un Rassemblement démocratique	18	1,3

	et révolutionnaire.		
ROUSSEAU M.	La conférence nationale des Jeunesses socialistes.	4	22,23
ROUSSEAU M.	Au congrès des Jeunesses socialistes.	14	25,26
SARTRE J. P.	Le RDR et le problème de la liberté.	19	3
SCHUMACKER	Le problème allemand.	17	18,19
SENGHOR L.S.	Message au RDR.	19	7
SILONE I.	Les déclassés et la réaction.	2	23
SINCLAIR U.	Une solution du problème allemand : un « Etat libre » ?	4	8-11
SISCO	Documentation politique, économique et sociale des Groupes d'entreprises.	13	13-16
TESTIMONUS	Eléments du problème grec.	13	26-29
THIERRY G.	Le parti révolutionnaire, l'avant-garde et le prolétariat.	3	6-8
TIFFON G.	Deux aspects de la crise de l'économie française : pénurie de charbon et insuffisance de transports.	2	4-8
TISDALE-HOBART A.	« Leur Amérique natale ».	4	29-32
TISDALE-HOBART A.	« Leur Amérique natale ».	6	29-31
TISDALE-HOBART A.	« Leur Amérique natale » .	7.8	30-32
TISDALE-HOBART A.	« Leur Amérique natale ».	9	30-32
TISDALE-HOBART A.	« Leur Amérique natale ».	11	31,32
TOMORI P. L.	Pourquoi l'initiative de la 3ème guerre mondiale appartient aux Etats Unis ?	16	11-13
TRAN DUC THAO	La guerre d'Indochine et la comédie des négociations.	17	26,27
TRAN VAN KHUONG	Le sort du Viêt-nam se joue actuellement.	7.8	20
TRAN VAN KHUONG	Le point de vue d'un Vietnamien : la dernière chance de la France au Viêt-nam.	15	25,26
TRAVEN N.	Weil-Curiel : Le jour se lève à Londres.	1	30,31
TRAVEN N.	Livres.	2	32
VAILLANT L.	Il faut immédiatement construire le barrage solide contre le néo-fascisme.	1	10,11
VAILLANT L.	Tribune libre : les conditions d'un compromis.	2	13-15
VAILLANT L.	Les salaires dans les principaux pays.	5	6-10
VALERE	Après la Syrie, l'Indochine ?	17	23-25
VERDIER R.	Pour une politique hardie de l'Education nationale.	1	16,17

Document 12 : Lettre au Congrès national du Parti socialiste au sujet de l'adhésion au RDR (signée par sept militants dont Jean Rous).

(*BI SFIO, mai 1948, supplément n° 33*)

Document 13 : Résolution de la sous-commission de l'Empire français.
Adoptée par le Congrès des Peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Elle fut l'objet de débats entre Rous, le rédacteur, et les diverses composantes du mouvement algérien. Juin 1948.

(*ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 166*)

Document 14 : Jean Rous vu par Le Pèlerin. 9 janvier 1951

Jean Rous vu par L'Humanité. 3 février 1951

(*ADPO, fonds Jean Rous, 96 J 124*)

<u>Document 15 : Photographie de Messali Hadj et Jean Rous, juin 1949.</u>

(*AFP*)

Jean Rous est aux côtés de Messali Hadj, à Paris, lors du procès en appel pour manifestation non autorisée sur la voie publique.

Document 16 : Photographie d'Habib Bourguiba et Jean Rous pendant une tournée en Tunisie en janvier 1951.

(*ADPO, fonds Jean Rous*)

A droite, légèrement caché, on reconnaît M. Masmoudi.

Document 17 : Photographie de Jean Rous au congrès de Milan de la CISL, le 11 juillet 1951.

(*ADPO, fonds Jean Rous*)

Aux côtés de Jean Rous se trouve Ferhat Hached.

<u>Document 18 : Photographie de Messali Hadj et Jean Rous près de Chantilly, le 18 janvier 1959.</u>

(*AFP*)

M. Hadj vient d'être autorisé à quitter Belle-Ile et à s'installer à Chantilly, où il réside à l'hôtel du Parc.

<u>Document 19 : Nomination de Jean Rous au titre de conseiller technique de la Présidence de la République du Sénégal, 16 novembre 1960.</u>

(*Archives de la République du Sénégal*)

<u>Document 20 : Photographie de Mamadou Dia et Jean Rous en Casamance, février 1961.</u>

(*ADPO, fonds Jean Rous*)

Peu après son arrivée au Sénégal, Jean Rous a participé avec M. Dia aux « Journées du développement » qui l'ont convaincu de l'aspect démocratique et coopératif de l'expérience socialiste sénégalaise.

<u>Document 21 : Photographie de L. S. Senghor et Jean Rous.</u>

(*document non daté des ADPO, fonds Jean Rous*)

Jean Rous et L. S. Senghor sont photographiés dans le bureau de ce dernier.

Document 22 : Commentaires de A. Diouf sur la fonction de conseiller technique de Jean Rous, 1966.

(*document des Archives de la République du Sénégal*)

Document 23 : Commentaires de L. S. Senghor sur le travail de Jean Rous, 1968.

(*document des Archives de la République du Sénégal*)

Document 24 : Deux derniers articles de Jean Rous.

(*documents personnels*)

Article du Nouvel Observateur, du 22 février 1985,

Article de Jeune Afrique, du 6 mars 1985.

II

REPERTOIRE DES ANNEXES

III

SOURCES

Pendant de longues années, l'allure « rondouillarde » de Jean Rous a sillonné le monde. De Barcelone à Anvers, de Paris à Bandung, de Dakar à New-Delhi, on l'a vu expliquer, conseiller, débattre, interviewer. Mais des Pyrénées Orientales il est parti, dans les Pyrénées Orientales il s'est définitivement arrêté.

Pour le présenter il faut cependant ajouter que toute sa vie militante l'a vu se battre à contre-courant des idées reçues, des dogmes officiels.

Dans cette étude, nous ne prétendons pas définitivement embrasser toutes les facettes du personnage, nous avons juste essayé d'entrevoir ce qui animait cet homme.

Très rapidement, nos recherches nous ont amené à nous apercevoir que sa vie, ses activités coïncidaient avec quelques unes des grandes interrogations de ce siècle :

- L'avant-guerre, marquée par les combats du mouvement ouvrier et la lutte contre les fascismes en France comme en Espagne, voit J. Rous s'interroger sur la nécessaire unité d'action des partis ouvriers. Pour lui, comme pour d'autres, l'alternative semble être entre l'arrivée au pouvoir des Fronts populaires peu aptes à lutter contre la montée du fascisme et la Révolution socialiste pour la victoire des travailleurs, seul rempart contre le fascisme. Par ailleurs, cette lutte pour l'unité et pour la révolution socialiste mondiale s'accommode mal de l'existence d'un Etat dominé par la bureaucratie stalinienne. Aussi le combat de Jean Rous est-il mené contre le stalinisme et son action hors d'URSS.
- Pendant la seconde guerre mondiale le problème de l'occupation du territoire national par une armée apparemment solidement installée fait hésiter J. Rous entre une collaboration permettant la mise en place de la Résistance ou l'entrée directe dans une Résistance active et la clandestinité.
- L'après-guerre, marqué par la reconstruction du pays n'est pas exempt d'interrogations concernant l'émergence du nouvel Etat. Sera-t-il capitaliste ou socialiste ? Et s'il est socialiste, quelle en sera sa forme, stalinienne ou démocratique ?
- La même question nous est posée par J. Rous à propos de la décolonisation. Elle se fera de toute façon, mais dans quel cadre ? Celui d'une Union française de type Commonwealth ou plus probablement, face au refus de la métropole, sous la forme d'une libération nationale violente ? Les nouveaux Etats créés seront-ils capitalistes ou socialistes ? Ou chercheront-ils une troisième voie ?

En fait, une grande part des combats de J. Rous dans l'après-guerre tant pour la France que pour l'Afrique ou l'Asie touche à ces questions d'émancipation des peuples et proposent la solution d'Etats Unis Socialistes, pour l'Europe comme pour l'Afrique. Jean Rous tente de concilier émancipation nécessaire, coopération internationale et viabilité d'Etats démocratiques.

Voilà les principaux thèmes que nous aborderons dans cette étude. Tout ce qui a touché la France entre 1908 et 1985 a touché J. Rous.

Symboliquement, on pourrait rencontrer le jeune Jean en 1914, au sortir de l'école, intrigué par le carillon des cloches de l'église de Prades,

dont il comprendra plus tard qu'il s'agissait de l'appel à la mobilisation générale pour la « Grande Guerre » et le voir s'éteindre, soixante dix sept ans plus tard, peu après avoir écrit un article pour le Nouvel Observateur adjurant la classe politique française de soutenir E. Pisani, dans ses efforts pour sortir de la crise néo-calédonienne.

Enfin, pour présenter J. Rous le plus simplement possible peut-être serait-il suffisant d'écrire :

JEAN ROUS, (1908-1985), Socialiste. De la Catalogne à l'Afrique, militant de la décolonisation et du fédéralisme.

D'autre part, cette réflexion sur J. Rous nous oblige à nous interroger sur le genre historique appelé biographie. Il connaît, aujourd'hui, un regain éditorial. Cela n'est pas à démontrer, il n'est qu'à voir les rayons spécialisés des bibliothèques ou des librairies, parfois encombrées de ces ouvrages.
Certes, ces « récits de vie » ne se valent pas tous, loin s'en faut. La mode aidant, aux historiens se sont ajoutés tant de rédacteurs seulement intéressés par l'exploitation d'un filon financier.

Aussi, au travers de la biographie de J. Rous, souhaiterions-nous nous poser un certain nombre de questions sur ce genre historique particulier d'autant qu'il touche, pour notre travail, à l'histoire contemporaine (mais aussi l'histoire immédiate), et nous confronte ainsi à l'approximation subjective d'une mémoire vivante.

De plus, dans une biographie, l'objet de l'étude ne peut être seulement un prétexte à analyser une période historique, quelle que soit son importance pour notre monde actuel et quelle que soit l'importance du rôle qu'y tint le personnage étudié. Le contexte dans lequel on évolue est sans conteste déterminant pour expliquer nos actions, mais il ne doit pas prendre le pas sur l'homme lui-même. Il est, au contraire, essentiel de tenter de définir les rapports entre l'homme et les événements auxquels il participe, ou qu'il subit. Quelles seront ses réactions, quelle capacité aura-t-il à contrôler ceux-ci ou à se laisser porter par les « flux de l'histoire » ? Pour J. Rous, ces questions s'avèrent fondamentales. D'autant que, dans le choix qui est fait aux biographes d'embrasser de la vie d'un individu une période particulière ou la totalité, nous avons choisi cette deuxième option, tant le personnage nous y invitait.

C'est ainsi que les archives J. Rous, à Perpignan ou ailleurs, forment l'essentiel de notre « matériau ». Cependant que nous passons au crible cette masse de documents, il nous faut interroger l'Histoire, au travers d'ouvrages, d'articles de presse, d'interviews de J. Rous pour démêler l'écheveau de la mémoire qu'il avait de sa vie.

Il nous faut aussi interroger ceux qui l’ont connu dans ces différentes périodes pour tenter de compléter les grands traits du portrait de cet homme qui se dégagent de ses articles, ouvrages et réflexions et dont les réactions ou la personnalité face à des événements n’apparaissent pas toujours. Bien

sûr, les « témoins » ont une mémoire sélective, éventuellement déformante, mais on peut dire aussi que les archives conservées ne sont pas exhaustives. C'est, de fait, par la confrontation de l'ensemble de ces matériaux que l'on peut prétendre cerner au plus près une personnalité.

Enfin, il nous faudra pour conclure tenter de tirer des enseignements de cette vie d'« *homme de l'ombre* », selon l'intéressante expression retenue par Madame Gauthiez, mais à laquelle il me semble préférable de substituer l'expression d'« homme dans le siècle ».

Dans le cadre d'un travail biographique, les sources peuvent provenir de plusieurs origines.

La principale source est généralement constituée des papiers personnels de l'individu étudié, lorsqu'ils existent. Ceux-ci peuvent être complétés par les documents en possession des archives nationales, départementales et privées. Tout cela compose les archives manuscrites. On devra se tourner aussi vers les sources imprimées et audio-visuelles, mais surtout vers les témoignages écrits ou oraux.

Cependant, dans le cas de Jean Rous, la première des sources est constituée par l'ensemble de ses écrits publiés ou non, qu'il s'agisse d'ouvrages, de brochures, d'articles de presse ou de papiers personnels.

Les sources manuscrites seront essentiellement composées du Fonds Jean Rous, déposé aux Archives Départementales des Pyrénées Orientales (ADPO) en 1990 par Monsieur Jean Olibo pour l'Association des amis de Jean Rous. Mais il faudra consulter aussi la sous-série F7 des Archives de France qui peuvent apporter des éléments d'appréciation sur le militant révolutionnaire Jean Rous, les sous-séries 1, 3 et 4M des ADPO permettant d'apprécier les activités politiques de la famille Rous avant la seconde guerre mondiale, la sous-série 3R dans laquelle les soldats ou officiers Clastre ou Rous apparaîtront. La série W, en cours de classement, peut permettre de découvrir Jean Rous dans ses activités dans les Pyrénées Orientales. Pour notre travail, elle sera regroupée avec la série M ; enfin la sous-série 3Z aidera à suivre le militantisme pradéen.

Dans ces sources manuscrites, n'ayons garde d'oublier les Archives Nationales du Maroc, du Sénégal, de Tunisie.

Les archives privées auront de même un rôle à jouer. C'est probablement là que les principales difficultés apparaîtront.

Les sources imprimées constituent une part importante des documents à dépouiller. Il s'agit, au travers de la presse, de déterminer la place que J. Rous a pu occuper durant toute sa vie.

Les sources orales tiendront une place essentielle dans notre travail. En effet, toutes les archives écrites permettent de cerner des activités personnelles, professionnelles ou politiques mais ne permettent que très excep-

tionnellement d'appréhender la personnalité de celui dont on suit l'itinéraire. Le choix, donc, des témoins est essentiel. Celui-ci a été cependant limité pour la période la plus ancienne de la vie militante de J. Rous, car nombre d'entre ces alliés ou opposants de l'époque sont décédés ou ont dépassé les quatre-vingts ans. Chez tous les témoins avec lesquels nous avons eu des contacts (rencontres, échanges téléphoniques ou épistolaires), la mémoire, parfois bien parcellaire, recèle toujours des bribes qui retouchent le portrait établi par ailleurs à partir d'autres documents.

Ces retouches, en l'état, sont néanmoins précieuses car elles apportent au personnage une dimension doublement humaine en ce qu'elles redonnent vie à la fois à Jean Rous, objet de l'entretien, et à Jean Rous « relu » à travers le prisme de regards variés, fragmentaires, liés à une mémoire et une perception des témoins subjectives car souvent égocentrées.

La présentation des sources suit l'ordre classique :

- Les écrits de Jean Rous, publiés ou non, publics ou privés.
- Les archives publiques ou privées.
- Les sources audio-visuelles, orales et les témoignages publiés.

1. OUVRAGES, BROCHURES, TEXTES POLITIQUES, ARTICLES PUBLIES DE JEAN ROUS :

1. Ouvrages et brochures :

Espagne 36- Espagne 39, Paris, Librairie du Travail, 1939, 48 pages.

Des Nationalisations au Socialisme, Lyon, Editions Socialistes du Rhône, 1944, 26 pages.

Les Institutions nouvelles : Les Maisons des Jeunes, Lyon, Editions socialistes du Rhône, 1945, 16 pages.

Le Congrès des Peuples s'adresse aux Démocrates de France, Paris, 1951, SNEP, 8 pages.

Troisième Force, Paris, SNEP, 1952, 61 pages.

Tunisie attention !, Paris, Editions des Deux rives,1952, 221 pages.

Le PSU, Paris, Editions des Temps Modernes, 1960, 16 pages.

Chronique de la Décolonisation, Paris, Présence Africaine, 1965, 477 pages.

Itinéraire d'un militant, Paris, Editions Jeune Afrique, 1968, 301 pages.

Un Président de l'Afrique nouvelle : L. S. Senghor, Paris, John Didier, 1966, 163 pages.

Habib Bourguiba. L'homme d'action de l'Afrique, Paris, John Didier, 1969, 188 pages.

Tiers-Monde : réforme et révolution, Paris, Présence Africaine et Dakar, Les nouvelles éditions africaines, 1977, 296 pages.

Tito, in : *Les grands Révolutionnaires*, Paris, Editions Martinsart, 1977 , p. 309 à 442.

Trotsky, in : *Les grands Révolutionnaires*, Paris, Editions Martinsart,1977, p. 159 à 301.

Bourguiba, Paris, Editions Martinsart, 1984, 311 pages.

Amilcar Cabral, in : *Les grands Révolutionnaires*, Paris, Editions Martinsart, 1985, p. 129 à 218.

Un homme de l'ombre, Jean Rous, écrit en collaboration avec Mme Dominique Gauthiez, Paris, Editions Cana, Jean Offrédo, 1986, 353 pages.

Renaissance et mission de la Catalanité, première partie, sans lieu d'édition ni nom d'éditeur, 1991, 70 pages.

Préfaces, collaborations à :

Un programme, une équipe, des réalisations, sans indication d'auteur, Paris, Documents populaires, 1947, 31 pages.

Hommage à L. S. Senghor, homme de culture, ouvrage collectif, Paris, Présence africaine, 462 p.

Biondi Jean-Pierre*, Le tiers socialisme : Essai sur le Socialisme et le Tiers-Monde*, Paris, Flammarion, 1976, 189 pages. *Note sur les socialismes africains*, p. 149 à 159.

Griffi Toussaint, Preziosi Laurent, *Première mission en Corse occupée avec le sous-marin Casablanca*, Paris, L'Harmattan, 1979, 189 pages.

Metoui Mohamed, *Je crie mes chances*, suivi de *Vingt ans après, les artistes tunisiens s'exilent*, Paris, Editions de l'Athanor, 1977, 53 pages.

Senghor L. S., *Négritude, arabité et francité, Réflexion sur le problème de la culture*, Beyrouth, éd. Dar al Kitab Allubnani, 1969, 182 pages.

2. Textes internes aux organisations trotskystes dont J. Rous a été membre (Groupe Bolchevik-Léniniste, GBL, et Parti Ouvrier Internationaliste, POI) :

12/14 juillet 1934 : Texte Clart-Rigaudias sur l'entrisme. Clart est le pseudonyme choisi par J. Rous dans le GBL.

septembre 1934 : Lettre du camarade Clart (Bulletin intérieur de la SFIO).

6 avril 1935 : *A propos du prochain congrès* par J. Rous, précisions complémentaires par J. Rous ; Motion présentée par le camarade Rous ; (Bulletin intérieur du GBL de la SFIO).
16 septembre 1935 : Rapport de Clart sur la situation en Espagne et en France (procès-verbal de la réunion du Secrétariat International du Mouvement pour la Quatrième Internationale).

15 octobre 1935 : Lettre des GBL aux camarades de la Gauche Révolutionnaire sur la proposition de fusion ; signée J. Rous.

Novembre 1935 : *Rapport sur la fusion de la Gauche Communiste d'Espagne (section espagnole de la LCI) et le BOC (Bloc ouvrier et paysan, Maurin)* ; (Bulletin intérieur de la LCI).

Décembre 1935 : Article de J. Rous sur l'activité du groupe Molinier (Bulletin intérieur n°9 du GBL).

13 décembre 1935 : *Sur l'aventure Molinier: questions et réponses* par Jean Rous (Bulletin intérieur n°10 du GBL).

non daté (décembre 1935 ?) : *Pourquoi le GBL., section française de la LCI, a exclu Raymond Molinier*, signé Clart.

6 janvier 1936 : *A propos des propositions de fusion de « La Commune »* par J. Rous ; mise au point par J. Rous ; *A propos de la résolution du groupe de Lyon, réponse aux conciliateurs*, par J. Rous (Bulletin intérieur n°11 du GBL).

13 avril 1936 : *Discussion sur le nouveau parti* par J. R. (Bulletin intérieur n°13 du GBL).

Début juin 1936 : *Sur la situation,* par Rous (Bulletin intérieur du POI après la réunification).

Octobre 1936 : *Les événements d'Espagne et l'Organisation* (Note d'information pour les militants du POI).

10 mars 1937 : *Autocritique,* par Rous (Bulletin intérieur du POI).

15 décembre 1937 : *Réponse au camarade Craipeau,* par Rous (Bulletin intérieur du POI).

17 octobre 1938 : *Déclaration sur les propositions d'unité organique POI-PSOP,* signé Clart.

18 octobre 1938 : Déclaration de Clart à propos de la résolution politique du POI et de la délégation du PSOP.

25 octobre 1938 : Motion d'activité présentée après le vote des résolutions d'orientation par Clart (Circulaire régionale du POI).

10 novembre 1938 : Résolution Clart : *Pour se diriger dans le tunnel,* par Clart (Bulletin intérieur de discussion du POI).

13 décembre 1938 : *Lettre de Clart aux camarades américains* (Bulletin intérieur du POI).

23 décembre 1938 : *Amalgames et exercices de voltige,* par Clart (Bulletin intérieur du POI).

28 décembre 1938 : *Texte entriste* de Clart pour le Comité Exécutif de la Quatrième Internationale et pour le Congrés du POI.

5 janvier 1938 : *Texte politique* du camarade Clart (Bulletin intérieur du POI).

7 janvier 1939 : *A propos de l'utilisation de l'opinion du camarade Trotsky,* par Clart (Bulletin intérieur du POI).

3. Articles de presse signés J. Rous ou sous un pseudonyme (Civis, Clart, Rouclès, Rouglas) :

- Après le titre des périodiques les moins connus nous précisons, dans la mesure du possible, le mouvement dont le périodique est l'organe ou les orientations qu'il se donne.
- Dans certains cas, absence de titre ou titre peu explicite, nous donnons, dans la mesure du possible, des éléments pour en éclairer le contenu.

L'Eclaireur de l'Est :

1929 : Le billet politique serait de Jean Rous, selon les Renseignements généraux et ce qu'il en dit lui-même. Cependant, il n'est jamais signé.

La Courte Paille,
« revue mensuelle des Lettres et des Arts ».

15 mars 1929 : *A propos des qualités de l'homme nouveau.*

15 avril 1929 : *Un simple mot.*

1er juin 1929 : *« Un ami du peuple, M. Coty », de M. Latzarus.* (compte-rendu d'ouvrage).

janv.-fév. 1930 : - *Portraits intellectuels : l'homme d'après l'oeuvre, M. Albert Marchon.*
- *Au studio « Art et Action ».*

<u>L'Avant-Garde</u>,

« organe des cercles l'Avant-Garde de la circonscription de Prades », puis *« organe de la fédération socialiste SFIO des Pyrénées Orientales » :*

15 nov. 1932 : *Contre-enquête en Andorre* en collaboration avec M. Boix.

juin 1934 : *A Saint-Denis*, signé Rouglas (probablement Rous, selon plusieurs témoins).

juillet 1934 : *L'Avant-Garde avait vu juste*, signé F. Rouclès (identifié comme étant J. Rous).

sept. 1934 : *La Ligue Communiste entre dans la SFIO.*

<u>Le Populaire</u> :

organe du Parti socialiste SFIO :

16,17,18,19,20 et 21 août 1933 : *La Révolution en Andorre*, série d'articles signés J. Rous et sous-titrés:

- *L'histoire d'une société anonyme, d'un viguier et d'un officier de marine,*
- *L'espie et le gendarme en chapeau mou,*
- *Comment les co-princes se conforment aux légitimes aspirations du peuple,*
- *La France contre l'école laïque,*
- *Ce que fut la révolte du 29 juillet,*
- *Il faut aider les Andorrans.*

<u>La Vérité</u>,

organe du GBL :

8 sept. 1933 : *Pour la défense du peuple andorran*, M. Boix et J. Rous.

27 oct. 1933 : *Lettre d'un camarade des Pyrénées Orientales*, signé J.R.
6 juin 1934 : *En avant « L'Avant-Garde ».*

sept. 1934 : *Réforme de l'Internationale ou création de la Quatrième ?,* signé Rous.

24 oct. 1934 : *Les forces prolétariennes se regroupent rapidement sur de nouvelles bases,* (à propos de l'octobre asturien).

2 nov. 1934 : *Les événements d'Espagne et la Quatrième Internationale.*

23 août 1935 : *Grève générale à l'ordre du jour : une enquête de notre camarade Rous à Toulon.*

25 janv. 1936 : *A propos du journal de la Commune et des GAR.*

La Lutte Ouvrière,

organe du POI :

15 août 1936 : *La Quatrième Internationale à Barcelone : La Lutte Ouvrière à Barcelone, le pouvoir ouvrier s'établit.*

12 août 1936 : *La situation politique et les partis en Catalogne.*

5 sept. 1936 : *Les Bolchevik-Léninistes en Espagne démasquent les buts contre-révolutionnaires des Staliniens.*

19 sept. 1936 : *Nos camarades Robert et Pasque ont été tués sur les fronts de Huesca et d'Irun.*

11 nov. 1938 : *Doriot, La Rocque passent à l'attaque... Debout contre le plan d'asservissement !*, art. signé Clart.

18 nov. 1938 : *Plan Reynaud-Daladier : affamer le peuple travailleur, ouvrir la porte au fascisme ; il est temps d'organiser le Front Unique de défense*, art. signé Clart.

En ce qui concerne ces deux hebdomadaires, ils contiennent probablement d'autres articles de J. Rous ; malheureusement un très petit nombre d'articles sont signés.

Le Petit Parisien :

1er sept. 1938 : *A propos de la mort de Rudolph Klément*.

Quatrième Internationale,

revue théorique mensuelle du POI, section française de la IVème Internationale.

mars-avril 1937 : *Après deux ans de "Que Faire?", premier bilan.*

janv. 1938 : *Après les élections cantonales*.

mars-avril 1938 : *Révolution et contre-révolution en Espagne.*

juin 1938 : *Révolution et contre-révolution en Espagne*. (Ces articles sont signés J. Rous).

juillet 1938 : *La grève générale de Juin 1936*, article signé Clart.

Juin 1936,

organe central du PSOP :

10 fév. 1939 : *Les grèves depuis juin 36.*

24 fév. 1939 : *Léon Blum se tait, il confirme.*

17 mars 1939 : *M. Paul Reynaud et son bazar à mensonges.*

21 avril 1939 : *Un pacte entre Staline et Hitler est-il possible ?*

5 mai 1939 : *Conversation avec un communiste.*

12 mai 1939 : *Conversation avec un communiste (suite).*

Pour construire un parti solide par sa politique et son organisation.

2 juin 1939 : *Congrès du PSOP.*

9 juin 1939 : *Liberté, droit, prospérité selon St Edouard.*

16 juin 1939 : *Nous proposons un tribunal ouvrier pour juger le rôle contre révolutionnaire du Stalinisme en Espagne.*

La Voie de Lénine,

revue marxiste de discussion :

J. Rous en a été le gérant. Cette revue, éditée par les « entristes » dans le PSOP, devait gagner ce parti à la IVème Internationale. Elle n'eut que trois numéros.

avril 1939 : *La situation politique : après l'Espagne, c'est maintenant au tour de la France de choisir*, par J. Rous.

: *A propos de la lutte de Madrid entre les Stalinistes et la « Junta Casado-Miaja »*, par J. Rous.

mai 1939 : *La « méthode » de Léon Trotsky*, par J. Rous.

juin 1939 : *Réponse à la réponse de Victor Serge*, par J. Rous. Il s'agit d'une polémique entre V. Serge et Jean Rous sur la morale révolutionnaire.

La Révolution Française,

bulletin pour un Mouvement National Révolutionnaire Français :

sept.-oct. 1940 : *Français ! Travailleurs de France !.* Selon M. Jacquier et F. Zeller, J. Rous serait l'auteur de ce texte qui appelle à la « libération nationale et sociale ».
Il existe d'autres numéros de ce journal clandestin mais nous n'avons pu déterminer si J. Rous y avait écrit des articles.

La Liberté syndicale,

organe des Comités de Défense des Libertés syndicales (ces comités étaient liés aux syndicalistes du MNR) :

Le catalogue des périodiques clandestins diffusés en France de 1939 à 1945, édité en 1954 par la Bibliothèque Nationale, considère que Jean Rous est l'auteur avec Raymond Le Bourre et Henri Barré des articles des deux uniques numéros parus.

juin 1941 : *Le syndicalisme devant les problèmes européens*.

sans date : numéro spécial sur la grève des mineurs du nord et de Belgique. (grève de mai/juin 1941).

Le Populaire du Rhône :

9 nov. 1944 : *Où en est la politique de la jeunesse ?*

15 déc. 1944 : *Après le procès Angeli.*

24 mars 1945 : *Le billet politique.* A propos de la grève du spectacle.

31 mars 1945 : idem. Sur l'amélioration de la situation générale.

7 avril 1945 : idem. Emotion « capitaliste » à l'annonce du débat financier.

14 avril 1945 : idem. Deux faits témoignent de la langueur internationale de la France, la laïcité et la démission de Mendès France.

5 mai 1945 : idem. Critique de l'analyse de la Résistance qui assimile pétainisme et hitlérisme.

12 mai 1945 : Résultats des élections et problème posé par la coalition réactionnaire renflouée par les Etats-Unis.

19 mai 1945 : Il faut des mesures de transition pour l'éducation, la vie sociale et la vie économique préparant le terrain d'une révolution nécessaire et socialiste.

2 juin 1945 : Les nationalisations sont nécessaires mais il faut aussi renforcer le rôle de la CGT, des comités d'entreprise, et des partis politiques.

9 juin 1945 : Critique de la politique du gouvernement par rapport à l'Angleterre sur le problème syrien.

16 juin 1945 : La faiblesse extérieure de la France s'explique par la faiblesse économique intérieure.

23 juin 1945 : A propos de la Syrie et de l'Algérie.

30 juin 1945 : Débats à l'Assemblée. La question du ravitaillement.

7 juillet 1945 : Détente mondiale mais seule l'unité ouvrière peut empêcher la catastrophe.

21 juillet 1945 : Exclusion de la France du débat de Potsdam. Situation intérieure moins tendue avec proposition de référendum sur la Constitution.

4 août 1945 : Résultats des élections en Grande-Bretagne avec la victoire travailliste. En France, débat autour de la Constitution.

11 août 1945 : Les questions de politique extérieure et intérieure sont liées : résoudre la question allemande, c'est trancher entre socialisme et capitalisme, fédéralisme et impérialisme.

25 août 1945 : Condamnation à mort de Pétain , Congrès socialiste...

1er sept. 1945 : Crise révolutionnaire dans le monde.

15 sept. 1945 : Les trusts français vont-ils rester debout ?

22 sept. 1945 : Y a-t-il un accord possible entre le gouvernement socialiste et les démocrates de Grande-Bretagne, France, Belgique, Italie et Espagne?

13 oct. 1945 : La campagne électorale française doit être l'occasion de débattre du programme et d'avancer vers le socialisme.

10 nov. 1945 : Quelle est la position du MRP et de de Gaulle sur les nationalisations. Le scepticisme gagne les milieux progressistes.

Esprit :

mai 1945 : - *Léon Blum et la rénovation du socialisme*, compte rendu de l'ouvrage de Léon Blum.
- *Le mois social : la politique de la CGT.*

juin 1945 : - *Le mois social.*

juillet 1945 : - *Le mois social : CGT et Constituante.*

août 1945 : - *Le socialisme et les tendances nouvelles*.

oct. 1945 : - *Les Maisons des Jeunes*.
- *Vers une nouvelle orientation syndicaliste.*

nov. 1945 : - *Généralités sur les problèmes constitutionnels.*

mai 1946 : - *Réflexions sur la CGT.*

avril 1947 : - *Que signifie la scission chez les Socialistes italiens ?*

mars 1948 : - *Les conditions de la lutte ouvrière en 1948.*

fév. 1949 : - *De la crise du Socialisme au RDR*.

avril 1949 : - *Sur le « Congrès des Peuples ».*

juillet 1949 : - *Que veulent-ils ? (Documentaire sur les mouvements nationaux d'outre-mer).*

août 1949 : - *Socialisme et nouvelles perspectives.*

sept. 1949 : - *Situation du travaillisme.*

avril 1950 : - *Peuples dépendants et puissances coloniales devant l'ONU.*

juin 1950 : - *L'heure H en Tunisie.*
- *Le complot d'Algérie.*

nov. 1950 : - *Où va l'Afrique du Nord ?*

janv. 1951 : - *Comment nous sommes informés sur l'Indochine.*

avril 1951 : - *Comment on sabote l'expérience tunisienne.*
- *Solutions d'urgence à la crise marocaine.*

juillet/août 1951 : - *Un exemple de syndicalisme pour les pays dépendants.*

fév. 1952 : - *La question marocaine à l'ONU.*

nov. 1954 : - *Le problème marocain.*

mars 1955 : - *Le Maroc et l'impuissance de la gauche.*

juillet 1955 : - *Bandoeng : répétition pour l'histoire.*

fév. 1956 : - *Que faire pour le Maroc ?*

mai 1956 : - *Notes d'un militant.*

nov. 1956 : - *Algérie : négociations ou enlisement.*

déc. 1956 : - *Pablo Casals.*

sept. 1959 : - *Réponses de Jean Rous à une enquête présentée par Jean-Marie Domenach intitulée : « La démocratie est une idée neuve ».*

fév. 1960 : *Fin d'une grève* (sur la grève de l'acier aux USA).

<u>Cité-Soir</u> :

Du numéro 1 du 19 juin 1945 au numéro 95 du 5 octobre 1945, Jean Rous, sous le pseudonyme de Civis, signe une rubrique intitulée : « De quoi s'agit-il ? », en Une. En l'absence de titre spécifique, nous donnons le thème directeur de chaque article.

19 juin 1945 : après sa libération militaire, la France doit être libérée politiquement et socialement.

20 juin 1945 : à propos des relations franco-britanniques et des affaires étrangères, en particulier syriennes, dirigées par de Gaulle.

21 juin 1945 : sur les rapports franco-anglais et la Syrie.

22 juin 1945 : il faut modifier les institutions judiciaires pour plus de liberté.

23 juin 1945 : à propos de la situation en Belgique : les sursauts populaires sont justifiés par le fait que le Roi est le représentant des pouvoirs financiers.

24/25 juin 1945 : des secteurs essentiels de l'oligarchie passent aux mains de la nation ; il faut associer la jeunesse aux débats français.

26 juin 1945 : Vichy a détruit les libertés. Défaite pour Déat.

4 juillet 1945 : face à la proposition d'unité PS-PC, Rous souhaite qu'elle se fasse dans la souplesse et la vigilance.

5 juillet 1945 : comme en 1848, les vrais maîtres restent en place ; le peuple est déçu.

6 juillet 1945 : le PS-SFIO est le seul parti à affirmer que si les réformes promises entre 1942 et 1945 ne sont pas réalisées il rompra avec le gouvernement.

7 juillet 1945 : si les importations de denrées dont manque le pays sont justifiées, il ne faut pas que la dépendance vis à vis des USA serve de prétexte pour ne pas faire les réformes nécessaires, en particulier les nationalisations.

8/9 juillet 1945 : analyse du projet de nouvelle Constitution.

10 juillet 1945 : on parle de rénovation, de révolution, mais on oublie la jeunesse. On parle plus du sénat que de la jeunesse.

11 juillet 1945 : le peuple fait pression sur le gouvernement pour s'emparer du débat sur la Constitution ; le peuple veut plus de démocratie directe.

12 juillet 1945 : la démocratie parlementaire est une démocratie indirecte et aristocratique, il faut s'assembler sur les lieux de travail et de loisirs.

13 juillet 1945 : la parole aux Français ; *Cité Soir* leur demande de s'interroger sur le ravitaillement ; parallèlement, le journal enquête sur la Constitution.

14 juillet 1945 : pour un contrepoids démocratique au pouvoir personnel du président du Conseil ou collectif de l'Assemblée Nationale.

15/16 juillet 1945 : on dirige la jeunesse de façon paternaliste ; on feint de penser qu'elle ne constitue pas un groupe.

Pour fêter le 14 juillet avec ses amis les Parisiens, le grand artiste Pau Casals est à Paris. (Article signé Jean Rous).

17 juillet 1945 : Herriot défend la Constitution de la IIIème République ; or ces textes ont été frappés de nullité par la lâcheté des parlementaires.

18 juillet 1945 : analyse de la stratégie des blocs à propos de Postdam.

19 juillet 1945 : - la tâche que le PS doit se fixer lors du prochain congrès d'août est de préparer les masses à la prise du pouvoir et à la gestion tout en respectant les libertés.

- à l'occasion de l'anniversaire du déclenchement par Franco de la guerre civile espagnole : l'article revient sur la « *foudroyante riposte populaire* ».

20 juillet 1945 : les militaires vont désormais voter. C'est une réforme heureuse car l'armée s'agite et veut « remettre au pas ceux de l'arrière » ; le CNR a tenté de rompre avec cette attitude en réintégrant l'armée dans la nation en lui accordant le droit de vote.

21 juillet 1945 : à propos de Postdam, l'article affirme l'impossibilité de la paix tant que perdure « l'exploitation du monde par les cartels internationaux ».

22/23 juillet 1945 : à l'occasion de l'annonce par Truman de l'ouverture d'une « ère de prospérité et de paix », Rous relève que ceci est impossible sans que « *le capitalisme se discipline* ».

24 juillet 1945 : à l'occasion de l'ouverture du procès de Pétain, Rous écrit que « *c'est tout le régime qu'il faut condamner* ».
25 juillet 1945 : l'opinion publique doit être informée afin de pouvoir s'exprimer par le canal des institutions légales et devenir volonté du peuple.

26 juillet 1945 : les Anglais veulent écarter la France du droit à réparation.

27 juillet 1945 : présentation du projet de déclaration de principes du congrès socialiste. Ces principes ne sont pas nouveaux ; ce qui est nouveau, c'est l'exaltation et la systématisation des devoirs révolutionnaires.

28 juillet 1945 : à propos de la victoire travailliste en Angleterre.

29 juillet 1945 : contre les vieilles moeurs social-démocrates, il faut renforcer les groupements de sympathisants.

30 juillet 1945 : problème de la réintégration des déportés dans la communauté française.

31 juillet 1945 : quelle unité avec le PC ?

1er août 1945 : à propos de l'actualité : réforme de l'impôt, victoire du Labour en Angleterre, etc.

2 août 1945 : diversion et confusion lors du procès Pétain.

3 août 1945 : les travaillistes anglais avancent vers la réalisation de leurs projets.

4 août 1945 : sur la justice, à l'occasion d'attaques de *Cité Soir* et A. Philip par la magistrature.

5/6 août 1945 : à propos des procès Pétain et Laval.

7 août 1945 : la nécessaire coopération européenne est menacée par les USA qui tiennent aux « *méthodes des monopoles non contrôlés* ».

8 août 1945 : à propos de la controverse entre Jouhaud et Frachon sur le rôle des syndicats par rapport au gouvernement, Rous rappelle que l'important, ce sont les comités de gestion pour prendre en charge la production.

9 août 1945 : à propos d'Iroshima (graphie utilisée par Jean Rous).

10 août 1945 : la « *deuxième bombe* », c'est l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon, qui est un contrepoids à l'hégémonie des Etats-Unis.

11 août 1945 : question de l'implantation de bases US en Europe.
12/13 août 1945 : à propos de l'actualité : rôle de l'empereur Hiro Hito, rapports socialo-communistes, position de la Confédération Générale de l'Agriculture qui demande des rapports directs producteurs-consommateurs...

14 août 1945 : à propos du congrès socialiste.

15 août 1945 : au congrès de la fédération socialiste du Rhône, les partisans et adversaires de l'unité avec le PC s'opposent.

16 août 1945 : condamnation à mort de Pétain. L'Allemagne doit être « *rééduquée* » avec la volonté de l'associer au sort de l'Europe libre.

17 août 1945 : le congrès socialiste vote l'unité d'action et fixe la procédure pour l'unité organique.

18 août 1945 : à l'occasion de la rencontre Truman-de Gaulle, Rous prône la mise en place d'un contrepoids à l'hégémonie US, en s'appuyant sur la victoire travailliste en Angleterre, par exemple.

19/20 août 1945 : rôle important de la Résistance dans la Libération aux côtés des Alliés. Il faut lui donner une place à la table des négociations.

21 août 1945 : les radicaux luttent contre les nationalisations et entravent la mise en place de la Constituante.

22 août 1945 : la France réintègre le concert des nations mais le gouvernement se montre passif.

23 août 1945 : De Gaulle ira se recueillir sur la tombe de Roosevelt : le testament de celui-ci, c'est : pas de compromis avec la barbarie.

24 août 1945 : à l'occasion du congrès radical qui se pose la question de la succession d'Herriot, Rous prône la mise en place d'une République « *jeune et hardie qui sera la République du travail* ».

25 août 1945 : on débat de la forme de la démocratie ; il faut instaurer la justice sociale tout en organisant les libertés.

26/27 août 1945 : le vieux monde est de plus en plus lié économiquement aux USA ; il faut construire une Union européenne liée à l'URSS.

28 août 1945 : les radicaux compliquent le débat sur la Constitution car ils y sont opposés.

29 août 1945 : les USA aident substantiellement la France ; de Gaulle est au Canada. Pacte sovieto-chinois. L'inquiétude reste face à la fragilité des compromis actuels dans le domaine de la sécurité collective.

30 août 1945 : problème des approvisionnements alimentaires : nécessité de formes coopératives d'organisation de la production et de la répartition.

31 août 1945 : à propos du travail de M. Cusin, délégué à l'économie nationale : la conjoncture politique domine la conjoncture économique.

1er sept. 1945 : bilan positif du voyage de de Gaulle ; mais nécessité d'avoir des liens plus étroits avec les pays européens.

2/3 sept. 1945 : danger de contrôle des finances de la France par USA et initiative de la CGT d'une union PS-PC-Parti radical.

4 sept. 1945 : la guerre est finie mais la pénurie sévit en Europe.

5 sept. 1945 : la CGT doit guider la lutte vers la République des travailleurs.

6 sept. 1945 : la gauche et de Gaulle sont en désaccord mais des désaccords existent à l'intérieur de la gauche, en particulier avec les radicaux qui ne veulent pas de nationalisations. Seule la CGT peut et doit diriger le mouvement ouvrier vers la démocratie sociale.

7 sept. 1945 : commentaires sur le discours du ministre des prisonniers et des déportés.

8 sept. 1945 : de Gaulle s'attaque à la CGT.

9/10 sept. 1945 : l'armée doit être au service du peuple.

11 sept. 1945 : divergences franco-britanniques sur la Syrie et le problème allemand.

12 sept. 1945 : à l'occasion du congrès des Trades Unions à Blackpool.

13 sept. 1945 : à propos de l'Espagne et des investissements américains en Espagne.

14 sept. 1945 : oui à une entente entre les gouvernements socialistes d'Europe, non à un bloc occidental.

15 sept. 1945 : réponse blessante de de Gaulle au memorandum des organisations démocratiques.

16/17 sept. 1945 : la démocratie doit permettre d'assurer la diversité dans l'unité ; chacun peut participer à la lutte politique dans le groupe de son choix.

18 sept. 1945 : une chambre consultative du monde du travail et des associations doit être le sommet d'une pyramide complexe avec comités d'usines, comités locaux, comités de régions.

19 sept. 1945 : débat économique. Interview de Largo Caballero.

20 sept. 1945 : la production des matières premières et les inventions doivent être placées sous le contrôle du peuple.

21 sept. 1945 : il faut bâtir la paix par la solidarité entre les peuples et l'édification dans chaque pays d'une société plus juste et plus fraternelle.

22 sept. 1945 : Reynaud fait l'éloge du libéralisme US ; mais le haut niveau de production n'empêche pas le chômage et la misère.

23/24 sept. 1945 : trois blocs s'affrontent pour les élections aux conseils généraux.

25 sept. 1945 : à propos des élections aux conseils généraux.

26 sept. 1945 : analyse des élections : glissement à gauche ; mais les socialistes devront réaliser les réformes ou disparaître.

27 sept. 1945 : existence de deux blocs : bloc oriental et bloc américain homogène. La France doit être un élément conciliateur ; oui, si c'est le monde du travail qui en est la force motrice.

28 sept. 1945 : le gouvernement issu des prochaines élections devra engager des réformes de structure et travailler en direction de la jeunesse.

29 sept. 1945 : importance de la laïcité, rôle de la Ligue de l'Enseignement.

30 sept. 1945 : la confusion des propositions et la non conformité des actes et des programmes encouragent l'abstentionnisme.

2 oct. 1945 : résultats des élections et unité socialo-communiste.

3 oct. 1945 : victoire socialiste. Il faut une étape vers le socialisme par une socialisation sans étatisme, des comités de gestion, des coopératives paysannes, une politique de la jeunesse et une Constitution nouvelle.

4 oct. 1945 : sur la reconstruction : aspects techniques et idéologiques : nécessité d'une réforme de la propriété bâtie.

5 oct. 1945 : nous sommes à la croisée des chemins ; les difficultés de la conférence de Londres et de la situation indochinoise illustrent l'enjeu : impérialisme ou fédéralisme.

6 oct. 1945 : *La ruée vers les réformes*. Les socialistes doivent préciser le programme des réformes.

7/8 oct. 1945 : *La vraie victoire.* A propos de la construction européenne et de la partition de l'Allemagne.

9 oct. 1945 : *Clartés dans la Résistance*. Face aux attaques de la réaction contre le PC, le PS réagira en manifestant son désir d'union.

10 oct. 1945 : *Imbécillité ou complicité.* A propos du procès Laval : l'imbécillité et l'incapacité d'un régime en décomposition ont aidé des êtres comme Laval.

11 oct. 1945 : *Pas de diversion*. Pour éviter que le débat s'enlise dans des enjeux personnels, il faut poser les vraies questions.

12 oct. 1945 : *La conquête de la stabilité.* Les recettes réglementaires ne suffisent pas à stabiliser un pouvoir politique : il faut empêcher que les trusts ne deviennent un pouvoir supérieur.

13 oct. 1945 : *Il y a bloc et bloc.* Le voyage de de Gaulle à Bruxelles ranime la polémique sur le bloc occidental.

14/15 oct. 1945 *: Il faut une politique vis à vis de l'Allemagne.* Il faut faire émerger en Allemagne un parti favorable à la démocratie : le parti social démocrate.

17 oct. 1945 : *La classe ouvrière à l'échelle humaine*. Compte-rendu d'une conférence de Léon Blum dans laquelle il se félicitait d'une adhésion massive de la bourgeoisie à la SFIO. Commentaire de Jean Rous : le même phénomène s'est produit pour le parti radical dont la base ouvrière s'en est trouvée affaiblie.

18 oct. 1945 : *Polémiques électorales.* Le débat entre socialistes et communistes ne doit pas masquer la tâche commune : résister aux trusts et édifier l'économie nouvelle.

19 oct. 1945 : *L'étape du renouveau. De* Gaulle tire un bilan positif de son action. Pourtant ce régime est basé sur les privilèges.
20 oct. 1945 : *Ultime SOS*. à propos de l'Indochine.

21 oct. 1945 : *L'heure de la décision.* Principales questions posées par l'élection de la Constituante.

23 oct. 1945 *: Quel gouvernement aurons-nous ?*

24 oct. 1945 *: Accomplir le programme du CNR ou devenir impossible.* Rien ne s'oppose à l'application du programme du CNR ; il faudra tenir les promesses sinon seule la coalition socialiste-communiste-CGT sera en droit de l'appliquer.

26 oct. 1945 : *Le PS, aîné des trois grands, n'exclut personne. Le nouveau gouvernement se prépare.*

28/29 oct. 1945 : *Les délégués socialistes discutent librement du nouveau gouvernement et des leçons des élections.*

30 oct. 1945 *: Un combat nouveau nous attend.* Les nationalisations sont nécessaires mais un problème se fait jour avec le MRP qui est « *rouge au dehors, blanc au dedans* ».

31 oct. 1945 : *Va-t-on faire quelque chose pour la jeunesse ?* Il faut renforcer les institutions démocratiques de la jeunesse.

1er nov. 1945 : *Des nuages dans le ciel gouvernemental.* De Gaulle refuse d'élargir le gouvernement aux communistes qui y ont pourtant une juste place.

2 nov. 1945 : *Les gauches abordent le problème extérieur.* Quelle procédure internationale mettre en place pour dépasser les blocs antagonistes ?

3 nov. 1945 : *Les radicaux « ressuscitent ». Les gauches se mettent d'accord sur la sécurité collective conciliée avec des « ententes régionales ».*

4/5 nov. 1945 : *On cherche quelques recettes pour la stabilité gouvernementale.*

6 nov. 1945 : *Communistes et MRP revendiquent les grands ministères.*

8 nov. 1945 : *Que va faire le général de Gaulle ?* Va-t-il se retirer sous sa tente si ses conditions ne sont pas acceptées ?

9 nov. 1945 *: Un « bourdon » (erreur typographique) va-t-il décider du sort de la France ?* Il faut définir le programme du gouvernement, choisir son chef ensuite.
10 nov. 1945 : *Le petit jeu de cache cache continue.* Il faut sérier les problèmes pour éviter que le MRP fuie la discussion sur le programme social.

13 nov. 1945 : *Demain, la Constituante élira de Gaulle avec un programme conforme à la volonté populaire... à moins que...*

15 nov. 1945 : *Et maintenant, quels seront le programme et la composition de la nouvelle équipe ?*

16 nov. 1945 *: Qu'attend le pays ?* La discussion doit porter prioritairement sur le programme de gouvernement.

17 nov. 1945 : Interview de Pau Casals par J. Rous.

18/19 nov. 1945 : *De quelle crise s'agit-il ?* la principale crise est celle des directions et de leur responsabilité.

20 nov. 1945 : *N'oublions pas l'essentiel.* L'unité est basée sur le caractère national du PC. Pour les socialistes, programme d'abord, nationalisations d'abord, amitié avec Etats-Unis, Royaume Uni, URSS.

21 nov. 1945 : *Sont-ils quatre à ne pas vouloir se battre ?* L'union des grands partis et syndicats ouvriers est nécessaire.

22 nov. 1945 : *Qu'est-ce-que le mandat impératif ?*

23 nov. 1945 : *Et maintenant, il ne reste plus qu'à agir*. L'avénement du nouveau gouvernement doit permettre d'appliquer le programme, malgré quelques réserves sur les alliances.

24 nov. 1945 : *Grands travaux d'urgence.* La Constituante va travailler pendant sept mois.

25/26 nov. 1945 : *L'unanimité s'exprime par le programme.* Il faut trancher entre fédéralisme et totalitarisme.

27 nov. 1945 : *Demain, le gouvernement fixera les principes de la nationalisation du crédit et de l'électricité.*

28 nov. 1945 : *La réforme du crédit telle que la veut le suffrage universel.*

29 nov. 1945 : *Quelques gros nuages.* Problèmes internationaux : Grande-Bretagne, Italie, Autriche...

30 nov. 1945 : *Attention aux sous-marins.* Il ne faut rembourser que les petits et moyens porteurs.
1er déc. 1945 : *Réformer, c'est prévoir.* Il faut une authentique réforme de structure : nationalisation des banques.

2/3 déc. 1945 : *L'assemblée souveraine mettra définitivement au point le projet Pleven.* L'indemnité sera décidée par la Constituante.

4 déc. 1945 : *Quel est le sens de la réforme ?* La nationalisation du crédit a été votée mais le prolétariat n'a toujours pas accès au pouvoir.

6 déc. 1945 *: Trois problèmes qui imposent une même politique.* Production, finance, Allemagne.

7 déc. 1945 : *Enterrement du sénat.* Nécessité d'une chambre consultative capable de préparer les décisions de la seule chambre politique souveraine.

8 déc. 1945 : *A propos de l'ordre du jour du conseil des ministres.* Il faut ponctionner ceux qui ont de l'argent.

9/10 déc. 1945 : *Nos constituants sont-ils devenus fascistes ?* à propos du statut et du financement des partis.

12 déc. 1945 : *Equilibre ou immobilité ?* Nécessaire équilibre des efforts ; le peuple a mandaté le gouvernement pour rétablir l'équilibre.

13 déc. 1945 : *Action des fonctionnaires.*

15 déc. 1945 : *A propos du MRP.* Le congrès du MRP devrait s'inspirer des réflexions de Jean Lacroix sur le rapport entre socialisme et religion.

16/17 déc. 1945 : *Où en sommes-nous ?* Le point sur la production (charbon, électricité...).

19 déc. 1945 : *Pourquoi ça va mal ?* Ceux qui ont choisi la méthode de la « *réforme au compte-goutte* » sont responsables.

20 déc. 1945 : *Les accapareurs à la lanterne.* Ce qui importe aux travailleurs de la fonction publique, ce n'est pas tant le nombre de billets qu'ils gagnent que de savoir s'il sera suffisant pour se nourrir, se loger, se vêtir. Il faut donc résoudre le problème des prix et l'organisation du ravitaillement.

21 déc. 1945 *: Deux bonnes nouvelles.* La France propose la rupture diplomatique avec l'Espagne franquiste. Les comités d'organisation, lieux de dictature des grosses entreprises, seront supprimés.

22 déc. 1945 : *Plan de 3 ans et accords de Bretton Woods vont-ils faire de la France un dominion américain ?*
23/24 déc. 1945 : *Comment combler le déficit budgétaire ?* Il faut restructurer les finances ; les dépenses militaires sont trop élevées, les revenus du travail trop taxés.

25 déc. 1945 : - *Faut-il dévaluer tout de suite.*
- *Que se passe-t-il en Allemagne* ?, (série d'articles signés J. Rous) : - 1. *premier contact avec un Saint-Honoré.*

26 déc. 1945 : - *Noël d'espoir.*
- 2. *Que se passe-t-il en Allemagne ?, Quand les colonels dansent la Badischer et le Jitterburg.*

27 déc. 1945 : - *Aurons-nous la stabilité ?*

28 déc. 1945 : - *Y a-t-il deux socialismes ?* selon le journal du MRP, la SFIO est tentée de se diviser, sa droite rejoindrait le MRP, sa gauche le PC.
- 3. *Que se passe-t-il en Allemagne ?, Stéphanie ou hôtel du Parc.*

29 déc. 1945 : - *Utilisons cette minute de paix.*
- 4. *Que se passe-t-il en Allemagne ?, Occupation et préoccupation des occupés.*

30/31 déc. 1945 : *L'émigration du désespoir.* Les élites de la société française sont tentées de fuir à cause des difficultés financières mais aussi de l'incapacité du pays à faire sa révolution.

1er janv. 1946 : *Vers un nouveau départ.* Le programme et l'idéal existent, il manque les hommes pour les réaliser.

2 janv. 1946 : - *Remettre le monde à l'endroit.* Crise à la Constituante sur les crédits de guerre, les socialistes demandent 25 milliards de réduction, de Gaulle s'y oppose et menace de démissionner.
- 5. *Que se passe-t-il en Allemagne ?, « Ah, quand aurons-nous un bon führer? » s'exclame un nazi... et il ajoute : « vous avez de la chance en France, d'avoir un bon führer. »*

3 janv. 1946 : - *La fermeté ne nuit pas.* Le parlement a trop souvent capitulé devant la pression des militaires en délire.
- 6*. Que se passe-t-il en Allemagne ?, « La Sarre nous donnera du charbon mais... il faut que la France permette aux mineurs de vivre », nous déclare M. Grandval, gouverneur militaire de la Sarre.*

4 janv. 1946 : *En relisant le calendrier.* Le calendrier des réformes a été mis au point au début de la Constituante ; quelques réformes ont été réalisées mais même pas complètement.
5 janv. 1946 : - *Petite ou grande nouvelle.* Si de Gaulle se présentait aux prochaines élections, ce serait enfin la clarté.
- 7. *Que se passe-t-il en Allemagne ?, Dernière réunion clandestine des socialistes sarrois.*

6 janv. 1946 : *Un nouveau 6 février de l'électricité et de l'alimentation ?* Les ministres de la production industrielle, du ravitaillement et de l'agriculture sont les cibles privilégiées des saboteurs encouragés par certains MRP.

8 janv. 1946 : *Manifester, oui, mais contre les vrais responsables.*

9 janv. 1946 : *Conversation avec ma concierge.* A propos des problèmes de ravitaillement.

10 janv. 1946 : *Du pain et la Constitution.* Résoudre la question du ravitaillement est parallèle à la mise en place d'une Constitution sociale.

11 janv. 1946 : *Pour ou contre le peuple.*

12 janv. 1946 : *Du tunnel à la lumière.* Il faut choisir entre le retour au capitalisme et l'application d'un plan de réformes de structure.

13/14 janv. 1946 : *Du temps du mépris au temps de l'indignation.* Opposition au sein du Conseil des ministres entre ceux qui veulent frapper fort , socialistes et communistes, contre les « gangsters » du marché noir et ceux qui s'y opposent au nom d'une prétendue unité nationale.

15 janv. 1946 : *Pour une réforme de structure du ravitaillement*. Il faut associer les usagers et les producteurs à la répartition.

16 janv. 1946 : *Le ménage à trois est recollé.* Le tripartisme est relancé... provisoirement certainement.

22 janv. 1946 : *L'ONU s'est mis au travail, la conférence de Londres va essayer de construire la paix.* article « de notre envoyé spécial Jean Rous ».

24 janv. 1946 : *Un aigle ou un programme.* De Gaulle a démissionné. « *Le grand homme, ce sera tout un peuple en marche vers la justice sociale* ».

25 janv. 1946 : *La seule habileté : réaliser.* L'attitude du MRP ne fait que révéler ses contradictions entre les vrais résistants prêts à s'associer aux réformes et les résistants de septembre 1944.

26 janv. 1946 : *Changement de méthode.* Hier les ministres devaient obéir, aujourd'hui le Président veut être en contact avec tout le monde. Cette méthode est juste si elle s'accompagne de réformes de structure.
2 fév. 1946 : *La seule voie du salut : la démocratie sociale.* Nécessité d'institutions extra-parlementaires pour concrétiser cette démocratie sociale.

3/4 fév. 1946 : *Importations, compressions, directions.* Insuffisance de charbon ; il faut en importer et pour ce faire, compresser certains budgets. Le gouvernement doit diriger l'économie.

5 fév. 1946 : *Nécessité du plan.* Il faut planifier en évitant le bureaucratisme et l'étatisme.

6 fév. 1946 : *Un bon mouvement. Ça va encore plus mal.* Le pays est derrière le gouvernement surtout s'il épure l'Etat-major et la caste des inspecteurs des finances.

7 fév. 1946 : *Il faut s'appuyer sur le peuple.* Il ne faut pas dramatiser le danger fasciste actuel mais en temporisant on laisse l'adversaire mettre la pression.

8 fév. 1946 *: Louis Philippe ? Non, Robespierre.* La France a besoin d'un gouvernement populaire en attendant qu'un Robespierre applique le programme voulu par tous.

9 fév. 1946 *: Il faut mettre les généraux au pas.*

10/11 fév. 1946 : *Le moment est venu de rompre avec Franco et de reconnaître le gouvernement Giral.*

12 fév. 1946 : *L'invitation à la fermeté*. Les contre-offensives de la réaction contre les nationalisations doivent être neutralisées par, entre autres, la mise au pas des officiers supérieurs.

13 fév. 1946 : *La règle d'or du succès.* Il faut responsabiliser les parlementaires, les masses en les associant aux décisions et aux résultats.

14 fév. 1946 : *Un accord avec les généraux ? Non, un ordre du gouvernement.*

15 fév. 1946 : *Les deux mirages*. Il n'existe pas de solution miraculeuse à la crise ; seuls une réforme générale des structures et un contrôle ouvrier sur la production permettront une victoire du programme de la gauche.

16 fév. 1946 : *La vraie confiance*. La garantie de la réussite du programme est de faire confiance aux masses en les associant aux responsabilités.

17/18 fév. 1946 : *Nous attendons de l'Amérique un acte de solidarité.* La France attend une aide financière exceptionnelle des Etats-Unis.
19 fév. 1946 : *Sommes-nous en faillite ?* La France a des richesses réelles mais il faut remettre de l'ordre dans la maison.

20 fév. 1946 : *Faut-il revenir à la liberté économique ?* La seule vraie liberté c'est la liberté organisée dans la justice.

21 fév. 1946 : *Allons-nous crever dans l'indifférence ?* A vouloir concilier les contradictions on accroît l'indifférence des masses.

22 fév. 1946 : - *Comment éviter la famine.* Partout dans le monde, les risques de famine existent ; en France, la CGT, la CGA doivent se substituer à l'appareil bureaucratique de Vichy pour organiser le ravitaillement.
- *La vérité sur tout et pour tous : Deux hommes, deux méthodes, à propos de dénazification.*

23 fév. 1946 *: Va-t-on sauver la presse libre ?* Il faut assurer stabilité financière à la presse issue de la Résistance et empêcher le retour du capitalisme dans cette même presse.

24/25 fév. 1946 : *Le PS définira une politique de combat.* A propos de la conférence nationale.

26 fév. 1946 : *Le PS a raffermi ses positions.*

27 fév. 1946 : *Défense de bouger.* A propos de la fermeture de la frontière avec l'Espagne.

28 fév. 1946 : *Les socialistes ont-ils raison d'être fidèles à la lutte des classes ?*

1er mars 1946 : *Il faut saisir les occasions de la grandeur française.* Il faut se rapprocher de l'Allemagne et de l'Italie, respecter les aspirations nationales outre-mer et être aux côtés du peuple espagnol contre Franco.

2 mars 1946 : *Voici comment on sabote les nationalisations.* La CGT tire la sonnette d'alarme devant les manoeuvres des trusts pour limiter les nationalisations.

3 /4 mars 1946 : *Intéresser les masses à la politique.*

5 mars 1946 : *Comment sortir de l'impuissance ?* Le gouvernement temporise trop avec ceux qui empêchent la marche en avant.

6 mars 1946 : *Mieux que rien.* A propos de l'Espagne : Etats-Unis, Grande-Bretagne et France échangent une note souhaitant un renversement de Franco sans guerre civile.
7 mars 1946 : *De l'huile sur le feu.* A propos du discours de Fulton.

8 mars 1946 : *Au centre, rassemblement.* Les Français veulent, paraît-il, un gouvernement du centre.

9 mars 1946 : *Et maintenant, l'Amérique vous parle.* Les relations franco-américaines se dégradent.

10/11 mars 1946 : *La conciliation par la fermeté.* On peut ne pas rompre l'alliance tripartite à condition d'être ferme sur certains principes.

12 mars 1946 : *M. Martinez Barrio arrive ce soir à Paris. Salut au Président de la République espagnole.*

13 mars 1946 : *Il faut choisir.* Entre les USA et l'URSS, la France doit choisir le camp du progrès.

14 mars 1946 : *Et maintenant, que va-t-il se passer en Indochine ?* à propos des accords franco-vietnamiens dans le cadre de l'Union française.

15 mars 1946 : *Le chantage à la liberté.* Sur la liberté de la presse.

16 mars 1946 : *La laïcité : garantie de liberté de conscience.*

17/18 mars 1946 : *Un train qui doit arriver.* Il s'agit du train de réformes des structures.

19 mars 1946 : *Il faut commencer l'oeuvre constructive pour la paix.*

20 mars 1946 : *Prix et salaires sont un problème de régime.* (parallèle avec la Commune de Paris).

21 mars 1946 : *Félix Gouin annoncera-t-il la pause ?* (dans les réformes).

22 mars 1946 : *Les grands remèdes.* Il faut choisir le programme socialiste en s'appuyant sur la participation active des masses populaires.

23 mars 1946 : *Voulez-vous savoir ce qu'il faut faire ? Regardez la Tchéco-slovaquie.*

24/25 mars 1946 *: Largo Caballero est mort.*

26 mars 1946 : *Un plan de salut avec la participation de tous.*

27 mars 1946 : *La grande misère des salariés.*

28 mars 1946 : *Permanence du socialisme.* A l'occasion du congrès socia-liste de Montrouge.

29 mars 1946 : *Une perspective et un programme.* idem.

30 mars 1946 : *Election, Constitution.* Le congrès discute des problèmes constitutionnels.

31 mars/1er avril 1946 *: Révolution d'orientation*. Le congrès discute pour que la SFIO devienne démocratique et révolutionnaire.

2 avril 1946 : *Les décisions du Congrès SFIO.*

3 avril 1946 : *L'inspection des finances sur la sellette.* Il faut démocratiser l'administration des finances.

4 avril 1946 : *Les nouveaux professeurs de vertu.* La morale d'humanisme et liberté de la libération a été remplacée par la tartufferie moralisante.

5 avril 1946 : *Le tripartisme est-il en danger ?* à propos de la démission de certains membres du MRP de la commission de la Constituante.

6 avril 1946 : *Au carrefour*. Deux politiques s'affrontent, l'une nationaliste et chauvine, l'autre internationaliste et universaliste ; il faut choisir.

7/8 avril 1946 : *La solution socialiste du ravitaillement.*

9 avril 1946 : *Salut à la CGT*. A l'occasion du congrès CGT.

10 avril 1946 : *La voix du peuple.* idem.

11 avril 1946 : *Inquiétude constitutionnelle.* Le MRP remet en cause certaines propositions de la Constituante.

12 avril 1946 : *La CGT défend les salaires des fonctionnaires.*

14/15 avril 1946 : *Le MRP votera-t-il la Constitution ?*

16 avril 1946 : *Qui osera prendre la responsabilité ?* A propos du retard des réformes de structure.

17 avril 1946 : *Que le MRP décide lui-même*. Sur les hésitations du MRP face au vote de la Constitution.

18 avril 1946 : *La peur de la catastrophe. La rupture MRP/PS-PC.*

19 avril 1946 : *Oui ou non.* A propos de la Constitution et des positions du MRP.

20 avril 1946 : *Au pied du mur.* Les éléments progressistes du MRP peuvent se rapprocher des socialistes.

23 avril 1946 : *Pour une politique socialiste de l'éducation.*

26 avril 1946 : *La paix à ce prix.* Les jeunesses socialistes prônent l'action internationale des travailleurs du monde contre le capitalisme et les séquelles de la réaction.

27 avril 1946 : *Rouges contre blancs*. Ceux qui parlent de stabilité et attaquent le projet de Constitution prolongent l'instabilité politique française.

28/29 avril 1946 : *On ferme au Palais Bourbon.* Bilan positif pour la Constituante.

30 avril 1946 : *Paradoxe bourgeois sur le provisoire*. même thème que l'éditorial du 27 avril.

1er mai 1946 : *Demain, fête du travail ; le peuple de Paris manifestera sa foi dans la République.*

3 mai 1946 : *Le peuple de Paris répond oui à la Constituante*, dans une enquête de « Cité-soir ».

4 mai 1946 : *Raisons du oui, raisons du non*. tableau des principaux arguments pour voter oui ou non.

5/6 mai 1946 : *Contrastes.* Absence d'unanimité au MRP.

7 mai 1946 : *Et maintenant, que va-t-il se passer ?* après la défaite du oui.

8 mai 1946 : *La vraie cause de l'indétermination actuelle.* analyse de scrutin.

9 mai 1946 : *Les conditions du succès.* Le PS revendique le pouvoir pour mener son action sur son programme.

10 mai 1946 : *Pour faire du tripartisme, il faut être trois.* Si certains ne veulent pas rester, qu'ils partent.

11 mai 1946 *: Réponse à un lecteur qui veut le salut de notre âme.*

12 mai 1946 : *La dernière cloche n'a pas encore sonné.* La France peut jouer un rôle international à condition d'exister comme force de progrès.
14 mai 1946 : *En Indochine, il faut mettre les militaires à la raison.*

15 mai 1946 : *Franco au pilori.*

16 mai 1946 : *La paix par un internationalisme constructif*. Pour la reconstruction d'une Internationale socialiste.

17 mai 1946 : *Un redressement s'impose.* Il faut remplacer la conciliation et la politesse par le programme du CNR.

18 mai 1946 : *Les conditions de la synthèse.* réponse à un article de « Libération » ; pourquoi la SFIO ne peut pas assurer la synthèse entre des systèmes économiques et sociaux inconciliables.

19/20 mai 1946 : *Un programme socialiste*. Présentation du programme financier de la SFIO pour les élections du 2 juin.

21 mai 1946 : *Socialisme et liberté*. Présentation du programme politique et économique de la SFIO.

22 mai 1946 : *Une originalité socialiste : l'internationalisme.* Le programme international de la SFIO.

23 mai 1946 : *Particularités socialistes.* L'originalité du programme SFIO est de s'appuyer sur les intéressés pour réformer leur statut.

24 mai 1946 : *Stratégie socialiste*. Le programme seul ne suffit pas, il faut une stratégie et des méthodes.

25 mai 1946 : *Vers un nouveau Front populaire.* A l'occasion de l'anniversaire du Front populaire, il faut analyser les raisons de son échec.

30 mai 1946 : *Le sens d'un succès.* Succès financier de la mission Blum aux Etats-Unis.

2/3 juin 1946 : *Demain, votez socialiste. Eviter une nouvelle période de confusion.*

4 juin 1946 *: L'équivoque continue. Qui va en profiter ?* à propos des résultats des élections à la deuxième Constituante.

5 juin 1946 : *Quelle que soit la formule de gouvernement qui sera adoptée, le socialisme saura dans le provisoire préparer son redressement.*

6 juin 1946 : *Les socialistes laissent l'initiative aux MRP et Communistes.* pour la constitution du gouvernement.
7 juin 1946 : *L'heure est venue pour le MRP de prendre ses responsabilités sociales.*

8 juin 1946 : *Encore une fois au sujet du destin du socialisme.*

9 juin 1946 : *Redressement socialiste.*

11 juin 1946 : *Cette nuit le CN de la SFIO a décidé : pas de présidence socialiste mais participation au gouvernement. Adaptation des salaires aux nécessités vitales.*

12 juin 1946 : *Le fond du tableau.* L'opposition entre le capitalisme international qui se reconstitue et la pénurie où se trouvent les peuples qui ont lutté pour leur libération.

14 juin 1946 : *Programme ou voeux pieux*. Des idées dans le programme du MRP, mais quid de leur application ?.

16/17 juin 1946 : *En se promenant dans l'impasse*. Le tripartisme est une impasse, alors on demande aux socialistes de gouverner seuls.

18 juin 1946 : *L'appel au sacrifice des autres.* idem.

23/24 juin1946 : *Gouvernement tripartite ou gouvernement MRP homogène?*

25 juin 1946 : *Comment le socialisme est-il provisoire ?* Les socialistes ont obtenu une participation limitée mais à des postes importants.

27 juin 1946 : *Le gouvernement et la CGT.* Une résolution de la CGT pousse le gouvernement à traiter prioritairement de la question sociale.

28 juin 1946 : *Au delà du provisoire*. Le principal problème du gouvernement est de ne pas avoir de programme.

29 juin 1946 : *Que veut la jeunesse ?* Le gouvernement doit répondre à l'inquiétude de la jeunesse avec des mesures immédiates.

30 juin 1946 : *Refaire l'Internationale.*

3 juillet 1946 : *Solution totale*. Pour sortir du provisoire, il faut s'appuyer sur le monde du travail, seul capable de solutionner la crise.

4 juillet 1946 : *Niaiserie frénétique.* sur les incohérences de l'attitude française qui préfère à l'amitié avec l'Italie des gesticulations territoriales et à la satisfaction des revendications salariales des travailleurs l'oubli des fortunes acquises au marché noir.

La Pensée Socialiste, tribune du militant,

J. Rous en est le fondateur et l'animateur.

février 1946 :- *Un instrument de travail pour les militants ouvriers.*
-*: L'appel aux forces populaires, suprême voie de secours de la crise française.*

mars 1946 : - *Au sabotage des trusts, le socialisme oppose les méthodes de la lutte des classes.*
- *Le problème du Parti.*

avril 1946 : - *La bataille de la clarté.*
- *Commentaire de lecture : L'histoire du socialisme, de P. Louis.*

mai 1946 : - *Renforcer le secteur socialiste.*
- *L'apprentissage de la gestion.*

juin 1946 : -*Vers le redressement socialiste.*
- *Les leçons de Juin 36.*

juillet 1946 : *Les Socialistes doivent réagir.*

oct. 1946 : *Rassemblement Républicain (PS, PC et CGT).*

nov.-déc. 1946 : *Oui, le Socialisme doit choisir !.*

janv. 1947 : - *Lénine.*
- *Scission dans le PS Italien.*

fév. 1947 : - *Le Marxisme selon K. Marx.*
- Les traités de paix préparent la guerre.

mars-avril 1947 : *- Réflexion sur le problème algérien.*
- *La fausse unanimité.*
-

mai 1947 : - *La semaine d'étude du Parti Socialiste.*
- Pour éviter le pouvoir personnel, offensive socialiste.

juin 1947 : - *La Belgique.*
- Compte-rendu du livre de Burnham : L'ère des organisateurs.

juillet-août-septembre 1947 : - *Dernière étape du redressement.*
- Semaine d'étude de Meung-sur-Loire.

oct. 1947 *: Les enseignements des élections.*

nov. 1947 : *- L'anatomie de la Paix.*
- A l'entreprise néo-boulangiste il faut opposer le rassemblement démocratique et révolutionnaire. (Ce texte a été écrit en collaboration avec L. Boutbien).

1er trimestre 1948 : *- Se ressaisir ou périr.*
- La fédération européenne et le Socialisme.

Documents Populaires :

mai 1946 : *Apprentissage de la gestion.*

avril 1947 : *Le conflit franco-vietnamien.*

janv.1948 : *La vérité sur Madagascar.*

Franc-Tireur :

Sauf indication contraire, nous relevons les articles signés Jean Rous (ou J. Rous).

10 août 1946 : *Partisans et adversaires de l'indépendance du syndicalisme s'affrontent.* article signé Civis.

14 août 1946 : *Avec Léon Blum, le socialisme va-t-il devenir délicieux ?* article signé Civis.

17 août 1946 : *Le projet de M. Coste-Floret, bicaMériste et présidentiel, sera-t-il amendé par les communistes ? ou bien aurons-nous une constitution socialiste ?* article signé Civis.

22 août 1946 : *Aujourd'hui, interpellation sur l'Algérie.* article signé Civis.

29 août 1946 : *Aujourd'hui s'ouvre à la Mutualité le congrès socialiste ; raidissement ou conciliation ?* article signé Civis.

10 sept. 1946 : *Semaine décisive à la Constituante : l'Assemblée doit mettre un terme au chantage MRP.*

25 sept. 1946 : *Le cran d'arrêt.* (Dénonciation d'une « psychose belliciste », répandue principalement outre-atlantique).

2 oct. 1946 : *Alerte en Indochine : pour sauver l'Union franco-vietnamienne, il faut des actes ... et des hommes nouveaux.*

8 oct. 1946 : *Avec le colonialisme, pas de compromis : le peuple d'Algérie veut « un parlement qui en soit un ».*

19 oct. 1946 : *La vraie confiance, c'est le travail. Seul un gouvernement animé par la CGT redressera la situation.*

7 nov. 1946 : Rubrique : « Un jour du monde ». (Analyse du renforcement de l'unité d'action entre socialistes et communistes en Italie).

9 nov. 1946 : *Liberté sous conditions.* (Compte-rendu de l'ouvrage d'Emmanuel Mounier).

28 nov. 1946 : *D'où vient le malentendu franco-vietnamien et qui l'aggrave ?*

30 nov. 1946 : *Les incidents d'Indochine : « La guerre menace de se généraliser », dirait Ho-Chi-Minh dans un message qu'il se propose d'adresser au peuple français.*

1er fév. 1947 : *On cherche toujours un remplaçant à l'amiral d'Argenlieu.*

29 mars 1947 : *L'Algérie cherche sa voie entre la crainte de l'émeute et l'espoir d'une grande réforme.*

1. *Les gros colons veulent saper l'oeuvre démocratique du gouverneur Yves Chataigneau.*

30/31 mars 1947 : *L'Algérie cherche sa voie...*

2. *« Indépendance, tel est le voeu du Parti du peuple », nous dit Messali Hadj, son leader et son prophète.*

1er avril 1947 : *L'Algérie cherche sa voie...*
3. *« Nous sommes fédéralistes parce que nous croyons à l'Union française », nous explique Ferrat Habbas.*

1er avril 1947 : *Cruauté et brutalité à Madagascar.*

3 avril 1947 : *Interview du dirigeant malgache, le docteur Raseta.*

10 avril 1947 : *L'Algérie cherche sa voie...*
4. *Des troubles en Kabylie ? Oui, tant qu'un statut vraiment démocratique ne sera pas appliqué.*

11 avril 1947: *Le président de la République en AOF : « C'est vous les Noirs ? », demandera Vincent Auriol. Oui ! et nous voudrions bien que « ça » ne continue pas.*

12 avril 1947 : *3 000 blancs valent 3 000 000 de noirs : ce n'est pas de la démocratie !*

15 avril 1947 : Rubrique « Un jour du monde ». (A propos de l'arrestation de la presque totalité des parlementaires élus de la population malgache de la Grande Ile).

19 avril 1947 : idem. (Sur le problème marocain).

23 avril 1947 *: « Nous organiserons le Maroc sous la forme de la démocratie occidentale », nous dit Si Allal Fassi, chef du parti de l'Istiqlal.*

27/28 avril 1947 : Rubrique « Un jour du monde ». (Sur la situation en Tunisie).

25/26 mai 1947 : idem. (Sur la situation en Indochine).

1er/2 juin 1947 : idem. (Sur le projet gouvernemental de statut de l'Algérie).

4 juin 1947 : *A Madagascar, c'est le régime de la violence et de l'injustice.*

8 juillet 1947 : Rubrique « Un jour du monde ». (Sur l'Union française).

11 juillet 1947 : idem. (Sur les problèmes grecs).

18 juillet 1947 : idem. (Sur le projet de statut de l'Algérie).

30 juillet 1947 : idem. (Même sujet).

31 juillet 1947 : *Faire vite en Algérie.* article signé Civis.

1er août 1947 : Rubrique « Un jour du monde ». (Sur la situation indochinoise).

3/4 août 1947 : *Pour exécution.* (A propos de l'accord CGT-patronat). article signé Civis.

7 août 1947 : Rubrique « Un jour du monde ». (Sur la Tunisie).

8 août 1947 : *M. Bollaert est à Hanoï : on entrevoit enfin la paix ?*

9 août 1947 : Rubrique « Un jour du monde ». (Sur le statut de l'Algérie).
13 sept. 1947 : idem. (Sur l'irrecevabilité des propositions françaises pour l'Indochine).

20 sept. 1947 : idem. (Sur Madagascar).

27 sept. 1947 : idem. (Sur la Tunisie).

1er oct. 1947 : *Vers l'âge d'or ou vers une nouvelle barbarie ? A propos des prophéties de M. Burnham.* (Compte-rendu de deux ouvrages de cet auteur).

3 oct. 1947 : Rubrique « Un jour du monde ». (A propos de la Ligue arabe).

11 oct. 1947 : idem. (Sur l'affaire de Madagascar).

26/27 oct. 1947 : idem. (Sur l'Indochine).

12 nov. 1947 : idem. (A l'occasion de la réunion à Versailles de la Chambre de l'Union française).

27 déc. 1947 : idem. (A propos de l'exclusion d'Ho-Chi-Minh par le gouvernement français de toute discussion sur le Viet-Nam).

25 janv. 1948 : idem. (A propos du plan « occidental » de Bevin).

4 mai 1948 : *Franc-Tireur ouvre le dossier de l'Indochine (I) : La mission Caput aurait pu réussir; ce sont les colonialistes gaullistes qui l'ont fait échouer.*

6 mai 1948 :Idem *(II) :*
La guerre du Viet-Nam dans une double impasse : militaire et diplomatique.

7 mai 1948 : idem (III) : *Oui, la paix est possible au Viet-Nam mais pour réaliser l'entente franco-amanite, il faut d'abord tirer la leçon des occasions perdues.*

8 mai 1948 : idem (IV) : *On a manqué cinq occasions de faire la paix avec le Viet-Nam. Mais veut-on vraiment faire la paix ?*

19 mai 1948 : idem : *M. Coste-Floret parle enfin de paix. Est-ce encore une manoeuvre ?*

20 août 1948 : *La « sale guerre » d'Indochine : le gouvernement français n'ose même pas dire comment il espère s'en dépêtrer.*

2 sept. 1948 : *Moncef Bey est mort à Pau victime de l'injustice colonialiste.*

12/13 sept. 1948 : *Demain à Paris, les quatre doivent discuter des colonies italiennes.*

30 oct./1er nov. 1948 : *Le gouvernement aux travailleurs : « Capitulez sans conditions et nous serons généreux ! ... » et il laisse entrevoir une augmentation de 12% sur les salaires.*

6/7 nov. 1948 : *Cette baisse ? Une hausse camouflée.*

16 nov. 1948 : *Les oies du capital veillaient.*

17 nov. 1948 : *Simple réponse à E. Fajon.* Mise au point de Rous à propos d'un article de « L'Humanité » dans lequel il était cité.

22 nov. 1948 : *Jean Rous quitte la SFIO.*

23 nov. 1948 : *La réaction fait patte de velours.*

25 nov. 1948 : *L'Assemblée vote la confiance à l'anticommunisme de M. Queuille.*

8 déc 1948 : *Ces « inconnus » du fisc, on les connaît bien !*

9 déc 1948 : *Si vous augmentez les loyers, augmentez les salaires.*

10 déc. 1948 : *Rien contre les capitalistes, rien contre les fraudeurs.* (A propos de la « pseudo-réforme » fiscale).

14 déc. 1948 : *Questions au Général... sur la question sociale.*

16 déc. 1948 : *Renoncer en partie à notre souveraineté nationale ? Bravo ! mais pas pour préparer la guerre des blocs.*

17 déc 1948 : *La baisse : une catastrophe.*

18/19 déc 1948 : *L'Indochine sera-t-elle pour la France une nouvelle Syrie ?*

24 déc. 1948 : *Mais où est donc cette baisse dont on parle comme d'une calamité ?*

30 déc. 1948 : *La petit guerre Queuille-RPF n'intéresse pas les contribuables et la loi inique des « maxima » qui sacrifie les intérêts vitaux du pays aux exigences de l'état-major finira, hélas, par passer.*

1/2 janv. 1949 : *1949 : la lutte pour le pouvoir d'achat continue.*

7 janv. 1949 : page spéciale de « Franc-Tireur » sur la guerre d'Indochine. La page est intitulée : *Il faut mettre fin à la guerre d'Indochine. Assez de sang répandu, assez de milliards gaspillés !* Jean Rous signe l'introduction, sans titre, à cette page.

8/9 janv. 1949 : *Panique chez les fantôches.*

10 janv. 1949 : *Puisque les loyers sont augmentés, qu'on relève aussi les salaires.*

14 janv. 1949 : *Bao Daï est sommé de rentrer au plus tôt en Indochine.*

15/16 janv. 1949 : *De la tragédie à la bouffonnerie : « au nom de la République, je vous sacre Empereur du Viet-Nam » ; c'est en somme ce que M. Coste-Floret va faire annoncer à Bao Daï en le priant de retourner dans ses « Etats ». Cette politique de folie va nous coûter de nouvelles vies humaines et des milliards supplémentaires.*

18 janv. 1949 : *Chiche, M. Queuille !* (qui s'est prononcé pour le rétablissement de l'équilibre de la balance des comptes).

20 janv. 1949 : *Perdre l'Indochine plutôt que perdre la face ! Voilà où en est le gouvernement.*

22/23 janv. 1949 : *La loi-rébus sur les loyers sera-t-elle corrigée par l'Assemblée ? L'allocation logement doit être étendue à de nouvelles catégories, demande la Commission unanime.*

24 janv. 1949 : *Oublions le passé, reviens !* (le gouvernement demande aux ouvriers une trêve).

26 janv. 1949 : *Comment on fait la vie chère : Les prix agricoles sont faussés à leur source par des intermédiaires marrons. Et c'est pourquoi l'effondrement de certains cours à la production passe inaperçu des consommateurs.*

28 janv. 1949 : *Trêve de répression anti-ouvrière !*

22 fév. 1949 : *La vraie baisse, c'est l'augmentation du pouvoir d'achat.*

23 fév. 1949 : *A l'approche des élections et du pacte atlantique, raidissement sur tous les fronts. Dans une déclaration M. Thorez précise la position communiste « si l'armée rouge occupait Paris ».*

24 fév. 1949 : *Poursuite de la guerre ou paix au Viet-Nam ; le 11 mars, le parlement français devra en décider.*
26/27 fév. 1949 : *Voyage au pays de l'austérité : Comment vivent les travailleurs anglais.*

2 mars 1949 : *Devant l'opposition de la SFIO, M. Queuille va-t-il ajourner le débat sur l'Indochine ?*

5/6 mars 1949 : *Le gaspillage continue : 59 milliards votés pour l'armée ! Quand se décidera-t-on à comprendre que la France serait plus forte si l'argent des contribuables était utilisé à reconstruire le pays ?*

8 mars 1949 : *Président Auriol, c'est la poursuite de la guerre que vous allez décider en signant aujourd'hui l'accord avec Bao Daï. Conclu avec un fantôche, cet accord ne concède au Viet-Nam qu'une fausse indépendance.*

9 mars 1949 : *L'affaire du « Cormoran » met en relief la gravité de la crise : L'argent pour l'aviation et le reste ? N'en déplaise à Ramadier, les ouvriers ne doivent pas faire les frais de l'anarchie de la Défense nationale.*

18 mars 1949 : *18 mars 1871-18 mars 1949 : la Commune : un Etat ouvrier où les ouvriers avaient la parole.*

22 mars 1949 : *Et maintenant ?* (à propos des résultats des cantonales).

24 mars 1949 : *Au Viet-Nam, la guerre se rallume.*

4 mai 1949 : *Devant l'intransigeance gouvernementale : Unité d'action des métallos pour imposer le retour aux conventions collectives.*

6 mai 1949 : *Le pain plus cher alors que les greniers regorgent de blé! L'acceptation des prétentions de l'ONIC entraînerait une hausse de 25%.*

16 mai 1949 : *Nouveau coup de barre à droite.(...) Le gouvernement nous menace d'une cascade de hausses et de sacrifices fiscaux pour « payer la sale guerre ».*

17 mai 1949 : *Les travailleurs du gaz ont engagé l'action directe.*

19 mai 1949 : *C'est toute la nation qu'on sacrifie...*

21/22 mai 1949 : *L'esclavage colonial reste à abattre.*

24 mai 1949 : *Du chantage au courage.* (Dénonciation des manoeuvres de la droite contre les réformes économiques et sociales).

25 mai 1949 : *L'ultimatum des modérés, ces nouveaux enragés.*

26 mai 1949 : *A quand l'ultimatum socialiste ?*

30 mai 1949 : *Socialistes et MRP se disent prêts à défendre les réformes sociales.*

1er juin 1949 : *Bas les pattes devant la Sécurité sociale !*

3 juin 1949 : *La nation étouffe sous le poids des dépenses militaires.*

7 juin 1949 : *Oui, M. Le Président, le colonialisme, voilà l'ennemi !*

9 juin 1949 : *Qu'allez vous faire de ces milliers de travailleurs que vous jetez sur le pavé ? Mrs Queuille et Ramadier pour plaire à M. Paul Reynaud se préparent à licencier le personnel de certaines industries nationalisées.*

14 juin 1949 : *Le peuple de Cochinchine tourne le dos à Bao Daï.*

25/26 juin 1949 : *Le scandale de l'industrie aéronautique : Si l'Etat n'est pas capable de gérer ses entreprises, qu'il fasse confiance aux travailleurs.*

27 juin 1949 : *90 000 morts à Madagascar, n'est-ce pas déjà trop ? Le procès des parlementaires malgaches vient après demain en cour de cassation. On attend de celle-ci un arrêt de justice et d'apaisement.*

30 juin 1949 : *Il faut « casser » le verdict de Madagascar. C'est la seule chance qui reste pour que les deux peuples puissent coopérer.*

1er juillet 1949 : *Au procès de Madagascar, l'avocat du gouvernement a plaidé la raison d'Etat.*

2/3 juillet 1949 : *Les sectaires attardés, c'est vous !* (à propos des attaques contre la laïcité).

6 juillet 1949 : *L'Assemblée prend position sur l'affaire. Malgré l'avis du gouvernement, le débat s'est engagé sur le procès de Madagascar.*

8 juillet 1949 : *La cour de cassation a confirmé l'odieux verdict ! « Franc-Tireur » est décidé à lutter pour la révision du procès.*

9/10 juillet 1949 : *L'Assemblée ergote mais n'agit pas. Qu'attend-elle pour désigner une commission d'enquête chargée de recueillir à Madagascar même les éléments d'une révision du procès ?*

14 juillet 1949 : *Quand les rats s'en vont.* (A propos de la démission de plusieurs élus RPF).

15 juillet 1949 : *Catholiques communistes ou sympathisants semblent également visés par le décret du Vatican qui condamne en outre toute propagande pour les idées marxistes.*

16/17 juillet 1949 : *Les condamnés de Tananarive sont graciés. Cette première victoire de l'opinion démocratique ne suffit pas, REVISION ! REVISION !*

18 juillet 1949 *: La sale guerre devant l'ONU ? On annonce une offensive éclair au Tonkin.*

20 juillet 1949 : *Le problème permanent. « Relevez le pouvoir d'achat ! » réclame plus que jamais le monde du travail.*

21 juillet 1949 : *M. Coste-Floret s'obstine dans sa politique de guerre et d'exclusive tandis qu'Ho-Chi-Minh déclare : « Une entente est toujours possible avec la France ».*

22 juillet 1949 : *Dans la tradition de juin 36, pour le droit aux loisirs, la lutte continue.*

25 juillet 1949 : *Le droit aux loisirs déclenche une offensive des conservateurs. Violentes réactions des modérés et du MRP contre un arrêté de Daniel Mayer accordant une prime de vacances au personnel de la Sécurité sociale.*

26 juillet 1949 : *Au cours du procès de la « 3ème force » franco-malgache, on découvre un fait de révision.*

30/31 juillet 1949 : *Il y a 35 ans, Jaurès était assassiné. Le penseur et l'homme d'action.*

3 août 1949 : *On va tenter à Strasbourg de faire naître l'Europe. Mais n'est-elle pas déjà mort-née ?*

6/7 août 1949 : *Etats-Unis, Canada, France, Angleterre : Un conseil à quatre dirigera le bloc atlantique. Qu'y a-t-il derrière tout cela ? l'intérêt des puissances.*

9 août 1949 *: Grande première à Strasbourg. Dix nations à la recherche d'une Europe qui n'est plus.*

10 août 1949 : *Sommes-nous à un tournant du conflit franco-vietnamien ?*

12 août 1949 : *Proclamer les droits de l'homme, c'est bien... mais il est entendu, n'est-ce pas, qu'ils seront appliqués en Grèce et dans les territoires d'outre-mer sous contrôle français.*

19 sept. 1949 : *Un autre alignement s'impose : celui des salaires sur les prix.*

29 sept. 1949 : *La bataille des salaires engagée par les syndicats provoque une grave crise au sein du gouvernement*.

3 oct. 1949 : *M. Auriol a refusé la démission de M. Queuille.*

15/16 oct 1949 : *Pour préparer la paix sociale en France : faites la paix en Indochine.*

17 oct. 1949 : *Quand les modérés invitent les socialistes au suicide.*

20 oct. 1949 : *Comment faire la paix en Indochine ?*

25 oct. 1949 : *Le retour devant le pays ? Oui, mais dans la clarté.*

2 nov. 1949 : *Peut-on contrôler l'arme atomique ? Oui si les contrôleurs sont absolument indépendants des Etats.*

3 nov. 1949 : *Accroître la productivité ? D'accord !... mais pas le chômage !*

9 nov. 1949 : *C'est peut-être le moment de mettre fin à la guerre d'Indochi-ne : le pandit Nehru acceptera d'être médiateur s'il est pressenti ; la médiation permettrait une trêve des armes suivie d'une conférence franco-vietnamienne ; le précédent de l'Indonésie servirait à établir les bases d'une paix durable.*

12/13 nov. 1949 : *Après le SOS de « Franc-Tireur », le cri de victoire de M. Feltin montre combien est pressant le danger qui menace l'école publique.*

16 nov. 1949 : *SOS chômage !...*

17 nov. 1949 : *« Reconnaître le gouvernement fantoche de Bao Daï, ce serait approuver la politique réactionnaire de la France en Indochine », déclare un député travailliste modéré.*

30 nov. 1949 : *Pourquoi le projet sur les conventions collectives est inacceptable*.

1. *L'arbitrage obligatoire restreint le droit de grève.*

1er déc. 1949 : idem.
2. *La productivité et le salaire au rendement.*
5 déc. 1949 : idem.
3. *Une seule solution équitable au problème des salaires. Retour à l'échelle mobile. On nous propose un salaire garanti inférieur au minimum vital !*

7 déc. 1949 : *Deux projets « anti-trusts » sont déposés : 1) pour supprimer les pratiques tendant à rançonner le consommateur. 2) pour en finir avec les « surprix » imposés par les grandes sociétés dans les marchés d'Etat. Reste à savoir si les trusts se laisseront faire.*

16 déc. 1949 : *Des salariés attendent... mais le poireau, lui, ne « poireaute » pas !...*

19 déc. 1949 : *19 déc 1946-19 déc 1949 : la « sale guerre » entre dans sa 4ème année.*

29 déc. 1949 : *Le mur d'argent. La vanne est ouverte à toutes les augmentations de prix.*

2 janv. 1950 : *Que peut, que doit nous apporter l'année 1950 ? Tant de problèmes restent en suspens dans un monde livré à l'incertitude cependant qu'en France, la solution des questions sociale et coloniale ne peut plus attendre.*

4 janv. 1950 : *Après Madagascar, l'Afrique noire ! Depuis plusieurs mois, on constate en AOF et en AEF une recrudescence de répression colonialiste, avec arrestations et expéditions punitives.*

5 janv. 1950 : idem. 2 : *On essaie de monter contre le rassemblement démocratique africain un nouveau procès de Tananarive.*

6 janv. 1950 : idem. 3 *: Racisme et travail forcé.*

23 janv. 1950 : *Le guêpier indochinois menace la paix mondiale.*

25 janv. 1950 : *Les bas salaires, c'est la mévente, le chômage et la misère.*

27 janv. 1950 : *Une prime déjà dépassée.*

28/29 janv. 1950 : *Vifs incidents à l'Assemblée au cours du débat sur la ratification des accords Bao Daï. Tous les moyens sont bons pour mettre fin à la sale guerre.*

30 janv 1950 : *Le vote des accords Bao Daï ne résout rien. La guerre continue.*

31 janv. 1950 : *Oui, on vient de laisser passer l'occasion de négocier avec Ho-Chi-Minh !*

4/5 fév. 1950 : *Un marché de dupes*. (A propos de la prime).

13 fév. 1950 : *« Moi ou les communistes » déclare de Gaulle. Il y a une 3ème voie et c'est celle que nous choisissons.*

21 fév. 1950 : *Patrons et ouvriers se retrouvent.*

28 fév. 1950 : *La double conspiration.* (Celle du patronat et du gouvernement contre les revendications ouvrières).

1er mars 1950 : *La vigilance... pour l'union.* (Pour l'union autour d'objectifs revendicatifs).

2 mars 1950 : *Pour le bifteck.*

3 mars 1950 : *En brandissant la menace de lois d'exception, le gouvernement cherche à briser l'unité des travailleurs en grève. De son côté le patronat multiplie les tentatives de pression et d'intimidation. C'est par l'extension du mouvement sur le plan revendicatif que les ouvriers en lutte doivent répondre à ce chantage.*

4/5 mars 1950 : *Oui, Saint-Denis est dans la bonne voie !* (soutien au comité de grève de Saint-Denis).

6 mars 1950 : *« Injustices criantes », parlons-en M. Bidault.*

7 mars 1950 : *Le gouvernement va-t-il en finir avec la politique de 1900* ?

13 mars 1950 : *Ouvrez-vos livres, messieurs les patrons.*

27 mars 1950 : *Les grèves ont marqué une avancée de la classe ouvrière.*

4 avril 1950 : *La IVème République est-elle la république des vieux ? La vitalité d'un régime se juge à ce qu'il fait pour la jeunesse et jusqu'ici nos dirigeants n'ont rien fait.*

22/23 avril 1950 : *Un complot en Algérie ? On n'en connaît pas d'autre que le complot colonialiste contre les peuples.*

13/14 mai 1950 : *Gouvernement, syndicats et patronat à la recherche d'un budget type.*

19 mai 1950 : *Après l'Asie, l'Afrique ? La condition d'une coopération entre l'Europe et l'Afrique c'est d'en finir avec le colonialisme.*

22 mai 1950 : *M. Bidault : « Cessez de revendiquer ! ». Le congrès du MRP a mis en opposition les actes du gouvernement et les belles paroles des dirigeants d'un parti qui se dit « de gauche ».*

26 mai 1950 : *Aujourd'hui, le congrès SFIO. Les Socialistes sauront-ils ressaisir leur chance ?*

27/28 mai 1950 : *Que veut actuellement l'électeur français ?*

30 mai 1950 : *Importantes résolutions au congrès SFIO : « Il faut porter le conflit du Viet-Nam devant l'ONU quitte à retirer nos troupes après de libres élections » demande le PS au gouvernement.*

31 mai 1950 : *Débat à l'Assemblée sur les « économies » de l'Education nationale. Il faut augmenter et non réduire les crédits scolaires. 100 milliards sont nécessaires pour bâtir 50 000 écoles, créer des centres d'apprentissage et assurer l'équipement sportif du pays.*

1er juin 1950 : *Décidé par le conseil des ministres d'hier, le « limogeage » de M. Mons provoque des remous politiques*. (M. Mons est résident général en Tunisie).

14 juin 1950 : *Au lieu des réformes attendues... le nouveau résident en Tunisie promet quelques vagues « adaptations ». Le bey dans sa réponse exprime sa déception et demande des réformes substantielles.*

27 juin 1950 : *Un article du « Monde » qui fait scandale. Ce journal dénonce « la guerre absurde » d'Indochine.*

29 juin 1950 : *La démocratie en Asie ? Oui, mais pas avec Bao Daï !*

30 juin 1950 : *Le salut public, c'est le salut du peuple travailleur.*

1er/2 juillet 1950 : *Un discours qui ne nous dit rien de bon.* (A propos du discours « *économiquement et socialement faible* » de M. Queuille).

5 juillet 1950 : *Ce n'est pas le moment de retomber dans l'ornière !*

6 juillet 1950 : *Le Bey porterait devant l'ONU la question de l'indépendance de son pays.*

8/9 juillet 1950 : *Au pied du mur*. (A propos de la proposition de Guy Mollet d'un salaire minimum chiffré).

13 juillet 1950 : Editorial non titré de J. Rous dans lequel il déplore que les socialistes aient accepté de participer au nouveau gouvernement, celui de M. Pleven.

19 juillet 1950 : *Avoir une politique et surtout s'y tenir.*

26 juillet 1950 : *Oui, M. Pleven, il faut « quelque chose à défendre ! ».*

1er août 1950 : *La leçon de Jaurès.*

10 août 1950 : *Va-t-on tirer pour l'Afrique la leçon des échecs en Asie ?.*

12/13 août 1950 : *Un cadeau de 50 divisions à Staline.* (A l'occasion de la Conférence d'Afrique du Nord, Rous dénonce le refus d'engager des réformes substantielles).

23/24 sept. 1950 : *Tandis que les prix montent toujours, le gouvernement envisage : du déjà vu : une baisse autoritaire ; une duperie : des importations qui seraient organisées par les profiteurs de la hausse.*

29 sept. 1950 : *Toujours les expédients.* (Impuissance du gouvernement devant les vagues successives de hausses).

5 oct. 1950 : *Puisque le sultan vient en France, « Franc-Tireur » vous emmène au Maroc ; coup d'oeil sur l'empire chérifien, son statut, son souverain, la politique française, les revendications de l'Istiqlal.*

13 oct. 1950 : *Quand les comités d'entreprise ouvrent les livres ; le « minimum vital » des patrons et celui des ouvriers.*

21/22 oct. 1950 : *315 députés contre 242 maintiennent Naegelen en Algérie.*

1er nov. 1950 : *Crise franco-marocaine ?*

4/5 nov. 1950 : *Et si on réarmait notre système fiscal ?*

16 nov. 1950 : *Un premier avertissement*. (Rappel de l'injustice du système fiscal).

21 nov. 1950 : *La France doit aider la Yougoslavie.*

23 nov. 1950 : *5 morts, 161 arrestations en Tunisie. Les colonialistes ont-ils voulu torpiller l'expérience en cours ?*

24 nov. 1950 : *Est-ce l'annonce du dialogue ?* (à propos du débat sur l'Indochine à l'Assemblée).
28 nov. 1950 : *La Tunisie est de nouveau dans l'impasse.*

11 déc. 1950 : *Les raisons de la tension marocaine : la misère et l'injustice, le refus de faire droit aux revendications nationales.* (De notre envoyé spécial Jean Rous).

12 déc. 1950 : *Le gouvernement français propose aux Tunisiens de nouvelles réformes... mais maintient la co-souveraineté au lieu de l'autonomie promise.*

13 déc. 1950 : *Le réarmement exige un régime « d'austérité fiscale » annonce le gouvernement en déposant le projet de loi de finances.*

26 déc. 1950 : *Le Parlement est saisi de la question des « comptoirs français des Indes ». Pour assurer le rayonnement de la pensée française et l'amitié de l'Inde, il faut accepter le transfert de souveraineté de Pondichéry, Karikal, Mahé, Yanaon.*

27 déc. 1950 : *Pas de profits sur le réarmement !*

29 déc. 1950 : *Va-t-on légaliser la fraude ?* (à propos du programme fiscal du patronat qui demande l'imposition sur les bénéfices réels et non les bénéfices comptables).

17 janv. 1951 : *1951, année cruciale. Inquiétude des salariés devant la nouvelle montée des prix.*

20/21 janv. 1951 : *Des bruits inquétants circulent. Où veut-on en venir au Maroc ?*
Avant son départ le général Juin chercherait à déposer le sultan au bénéfice du pacha de Marrakech, El Glaoui. Une telle mesure plongerait le pays chérifien dans le chaos et nous brouillerait à jamais avec le peuple marocain.

22 janv. 1951 : *Devant la nouvelle flambée des prix, le gouvernement restera-t-il impuissant ? Parmi les causes de ces hausses il y a le « boom » des matières premières, mais aussi la spéculation.*

24 janv. 1951 : *Le vrai visage de la Tunisie. Avec Bourguiba, du Cap Bon aux confins des territoires du Sud : Le peuple tunisien, si vivant et si fin, a déjà réalisé l'autonomie, dans les esprits, dans les coeurs et dans toutes ses activités nationales.*
(cet article est accompagné d'une photo où l'on voit Jean Rous porté en triomphe par des Tunisiens)

25 janv. 1951 : idem.
Chez les Bédouins dépouillés de leurs terres... et chez leurs frères des territoires du Sud soumis au régime militaire.

26 janv. 1951 : idem.
De Sfax, capitale de l'olive, à l'oasis de Gabès et à Tunis se forme le front démocratique franco-tunisien.

27/28 janv. 1951 : idem.
La France doit sans tarder réaliser la promesse d'autonomie.

29 janv. 1951 : *Plus que jamais s'impose en France l'échelle mobile des salaires qui seule permettra de rajuster ceux-ci aux prix.*

9 fév. 1951 : *L'accord franco-tunisien, premier pas dans la voie de l'autonomie.*

1er mars 1951 : *Pensez moins à la réélection et davantage à l'électeur.*

2 mars 1951 : *Emotion croissante au Maroc devant la répression.*

3/4 mars 1951 : *Pourquoi pas un référendum sur la question électorale ?*

6 mars 1951 : *Un programme immédiat à réaliser... immédiatement.*

10/11 mars 1951 : *La liquidation qui n'ose pas dire son nom.*

27 mars 1951 : *Inquétudes de l'Angleterre : Outre-Manche aussi les prix montent mais grâce à une politique de contrôle et de subventions, le pouvoir d'achat des travailleurs est sauvegardé.*

28 mars 1951 : idem. 2 : *Dans un meeting populaire en écoutant les questions et les réponses.* (De notre envoyé spécial Jean Rous).

30 mars 1951 : idem. 3 : *De la démocratie politique à la démocratie sociale.*

14/15 avril 1951 : *Le grand patronat reste intraitable sur la question des salaires.*

16 avril 1951 : *L'économie en folie : plus il y aura de vin et moins on en boira!*

19 avril 1951 : *Aujourd'hui, le gouvernement décide du sort du général Juin.*

21/22 avril 1951 : *Des écoles et des maîtres !*

28/29 avril 1951 : *En finir avec la politique du pire... ou se préparer au pire.*
30 avril 1951 : *Le véritable 1er mai fut toujours pour le pain, pour la paix, pour la liberté.*

5 juin 1951 : *Grand socialiste et militant jusqu'à son dernier souffle, Louis de Brouckère est mort à Bruxelles.*

23/24 juin 1951 : *L'échelle mobile : -garde-fou et solution d'équilibre.*

4 juil. 1951 : *Aujourd'hui à Milan, les délégués de 50 millions de syndiqués du CISL dressent le bilan de leurs luttes, pour le pain, la liberté et la paix.*

10 juil. 1951 : *Au Congrès des syndicats libres : face aux divers totalitarismes et aux dangers de guerre, une politique économique est socialement proposée aux travailleurs de tous les pays.*

14/15 juillet 1951 : *Le problème du pouvoir d'achat à l'étranger :*
1*. Comment la Suède maintient l'équilibre des prix et des salaires.*

16 juillet 1951 : idem.
2. *Un syndicaliste anglais m'a dit : « c'est très simple, pour maintenir l'équilibre, nous imposons: - le contrôle des prix, la taxation des profits, le rajustement des salaires ».*

17 juillet 1951 : idem.
3. *Aux Etats-Unis, les syndicats ont dû lutter pour préserver le niveau de vie mis en danger par les répercussions de la guerre de Corée.*

28/29 juillet 1951 : *Ici des milliers de jeunes apprennent à être européens*. (A propos d'un camp international se déroulant en Allemagne).

30 juillet 1951 : *N'oublions pas les avertissements de Jaurès. 37 ans après sa mort, voici quelques paroles prophétiques du grand tribun.*

31 juillet 1951 : *Le pouvoir d'achat à l'étranger : « Nous luttons pour une démocratie économique et sociale » nous disent les syndicalistes allemands.*

3 août 1951 : *Il faut une politique digne de l'initiative des Français.*

6 août 1951 : *Le pouvoir d'achat à l'étranger : Le sort de l'ouvrier tchécoslovaque et la nouvelle politique des salaires (d'après les documents officiels).*

9 août 1951 : *Le monde du travail exige des garanties.*

10 août 1951 : *Le pouvoir d'achat à l'étranger : Le niveau de vie des travailleurs sous les dictatures de Franco et du général Peron.*
16 août 1951 : idem : *Le bas niveau de vie des populations d'Afrique et d'Asie est une des causes de la crise mondiale.*

4 sept. 1951 : *Les rendez-vous d'automne à Londres. En Angleterre aussi les prix grimpent... et la lutte contre la hausse du coût de la vie devient la préoc-*

cupation numéro 1 du gouvernement et des syndicats. (De notre envoyé spécial Jean Rous).

5 sept. 1951 : idem. *Dissolution des Communes dès le mois d'octobre ?*

19 sept. 1951 *: L'introuvable majorité.*

29/30 sept. 1951 : *Du métallo au conseiller d'Etat*. (Le mécontentement est général ; il gagne jusqu'aux hauts fonctionnaires).

6/7 oct. 1951 : *Une mystification colonialiste : Habib Bourguiba n'a pas prononcé de discours à San Francisco.*

12 oct. 1951 : *La contre-attaque laïque.*

5 nov. 1951 : *Le problème marocain doit être résolu dans l'esprit de la démocratie.*

20 nov. 1951 :*A sens inique.*

23 nov. 1951 : *Echec des négociations franco-tunisiennes.*

24/25 nov. 1951 : *La crise franco-tunisienne officiellement consacrée.*

28 nov. 1951 : *Aujourd'hui se réunit pour la première fois le Haut Conseil de l'Union française. Il n'y manque que les représentants des peuples d'outre-mer.*

4 déc. 1951 : *Les impôts indirects, c'est l'austérité accrue pour les pauvres.*

17 déc. 1951 *: Les revendications tunisiennes sont rejetées : la délégation demandait un parlement, le gouvernement français propose de légaliser le système colonial.*

20 déc. 1951 : *Une loi anti-trust ou une nouvelle duperie ?*

21 déc. 1951 : *Il faut renouer avec les Tunisiens !*

22/23 déc. 1951 : *La grève générale a commencé en Tunisie tandis qu'à Paris une suprême tentative de conciliation entre M. R. Schuman et les ministres tunisiens a échoué.*
7 janv. 1952 : *Très suspect !* (à propos d'un vote à l'Assemblée où M. Pleven demande le vote de confiance sur les projets gouvernementaux concernant la SNCF et la Sécurité sociale).

15 janv. 1952 : *La Tunisie a déposé sa plainte à l'ONU.*

18 janv. 1952 : *Nouveaux incidents en Tunisie. Le congrès du Néo-Destour n'a, paraît-il, jamais été interdit !*

23 janv. 1952 : *Le temps n'est plus de « finasser »*. (à propos de la Tunisie).

31 janv. 1952 : *Le bey a reçu la note française et demande un délai pour y répondre.*

5 fév. 1952 : *Décision des pays d'Afrique et d'Asie : la plainte tunisienne sera portée au Conseil de Sécurité.*

20 fév. 1952 : *Echelle mobile en danger par l'hostilité des radicaux ; le débat à peine engagé à l'assemblée est repoussé à lundi.*

21 fév. 1952 : *Reprise du dialogue franco-tunisien ? Il faut d'abord créer un climat nouveau.*

28 fév. 1952 : *Le conflit franco-tunisien.*

13 mars 1952 : *M. Pinay pense-t-il faire tout seul sa nuit du quatre août ? une politique de baisse des prix se heurtera à l'opposition des puissances économiques représentées au parlement par le propre parti du président du Conseil.*

20 mars 1952 : *Le conseil des ministres décide : des réformes vont être offertes aux Tunisiens. Un comité présidé par M. Auriol siégerait demain pour mettre au point les propositions françaises.*

22/23 mars 1952 : *Une grande enquête de « Franc-Tireur » : Pour que justice soit faite... Il faut d'abord réformer la justice.*

24 mars 1952 : idem. *Afin de protéger l'inculpé, protégez d'abord le juge d'instruction.*

25 mars 1952 : idem. *Les cas de conscience du juge d'instruction et cette impondérable cause d'erreurs : l'orgueil.*

26 mars 1952 : idem*. La torture (licite ou illicite) s'est bien installée dans nos moeurs policières.*

27 mars 1952 : - idem. *La torture indirecte et licite... il faut garantir le droit au silence de l'individu, décider que l'aveu ne sera plus une preuve principale et faire des « exemples » pour les cas de tortures directes ou indirectes.*
- Interview de Ferhat Hached : *Le représentant des travailleurs tunisiens nous dit : « L'opinion tunisienne désespère de plus en plus du gouvernement de la France ».*

28 mars 1952 : *Pour que justice soit faite : Le scandale de la détention préventive. La moitié des gens en prison n'ont pas été condamnés. La loi actuelle ne protège plus la liberté.*

29/30 mars 1952 : idem. *Les défauts de la machine font que tantôt la justice est trop lente, tantôt trop expéditive.*

31 mars 1952 : idem. *Le juré vaut-il mieux que le juge ? Il faut instituer un véritable jury.*

1er avril 1952 : *Au gouvernement ou en prison !* (à propos de la capitulation « obligée » du bey tunisien).

3 avril 1952 : *Pour que justice soit faite : Le Garde des Sceaux donne raison à « Franc-Tireur ». Dans une circulaire aux procureurs généraux, Me Martineau-Déplat déclare : « La détention préventive ne peut être que l'exception ».*

4 avril 1952 : *Du coup d'Etat aux intrigues de cour. Lamine Bey temporise-t-il ou préfère-t-il la déposition à la capitulation ?*

14 avril 1952 : *Aujourd'hui aux Nations Unies, le Conseil de sécurité reprend l'examen de la plainte tunisienne. Vives critiques de l'opinion américaine vis à vis de la position de son gouvernement.*

15 avril 1952 : *M. Pinay lâché par les siens. Hausse de 25% sur le pain et le sucre ? C'est ce que réclameraient les grandes corporations agricoles pour les récoltes de 1952 ! Sans mesures d'autorité contre les féodalités économiques, la « baisse Pinay » n'aura été qu'une manoeuvre contre les salaires.*

16 avril 1952 : *Au Conseil de Sécurité, grâce à l'abstention des Etats-Unis, de la Turquie, de la Grèce et des Pays-Bas, la plainte tunisienne a été rejetée. Victoire juridique, défaite morale.*

25 avril 1952 : *Querelle de famille. La viande a 48 heures pour baisser, sinon...* (mais M. Pinay n'a ni le courage ni les moyens de sévir contre ses propres amis).

30 avril 1952 : *Un triste premier mai.* (sur la désunion syndicale).
14 mai 1952 : *M. Temple est-il chargé de négocier avec le Néo-Destour ?*

17/18 mai 1952 : *Au terme du 2ème mois de l'expérience Pinay, les syndicats posent les problèmes des salaires : revalorisation effective du pouvoir d'achat et pas de stabilisation dans l'injustice. Oui, mais on ne joue pas franc jeu.*

27 mai 1952 : *Chantage.* (sur les problèmes tunisien et marocain).

28 mai 1952 : *Aujourd'hui, grande journée revendicative.*

5 juin 1952 : *Avant le débat qui doit s'engager à l'Assemblée, « Franc-Tireur » révèle les dernières propositions des Tunisiens.*

10 juin 1952 : *Qui freine la baisse au détail ? Ce sont les intermédiaires chers à M. Pinay.*

13 juin 1952 : *Les paroles et les actes : et la baisse du beurre, qu'en dit M. Pinay ? La campagne de baisse se heurte à la politique de protection des prix agricoles pratiquée jusqu'ici.*

18 juin 1952 : *Remède n°1 : améliorer le pouvoir d'achat.* (à propos de la crise et du chômage dans le secteur du textile).

20 juin 1952 : *Hier soir à l'Assemblée, le débat sur la Tunisie a mis le gouvernement en mauvaise posture (…). Une provocation, une faute.*

28/29 juin 1952 : *M. Georges Villiers aux travailleurs : « Attendez et produisez ». Le président du grand patronat affirme que le pouvoir d'achat de mars 1951 est retrouvé et qu'il sera dépassé en juillet.*

10 juillet 1952 : *Attendra-t-on que la question marocaine s'envenime à son tour ? Le gouvernement français n'est pas pressé de répondre au mémoire que le sultan lui a adressé le 15 mars.*

4 août 1952 :*Tension accrue en Tunisie. Après la convocation des Etats Généraux par le Bey, la parole est au gouvernement français.*

5 août 1952 : *Mission de conciliation auprès du Bey ? Le dialogue doit reprendre en Tunisie.*

7 août 1952 : *Les gros producteurs de blé se moquent des consommateurs et du gouvernement. Pour en finir avec ces chantages, c'est une nouvelle politique agricole qu'il faut adopter.*

9/10 août 1952 : *« L'impossible M. de Hauteclocque ». La conciliation reste possible à Tunis mais la France doit changer d'attelage et de politique.*

11 août 1952 : *Le 1er gouvernement économique de l'Europe est né à Luxembourg. « Nous agirons comme une autorité supranationale », déclare le président Jean Monnet.*

12 août 1952 : *Communauté européenne ? L'antagonisme franco-allemand au sujet de la Sarre sera pour la Haute Autorité un test décisif. Premier ob-*

jectif de la Haute Autorité : établir une association étroite avec la Grande-Bretagne.

16/17 août 1952 : *Imposer « par la force » le plan de réformes serait une folie. C'est pourtant ce que certains de nos ministres sont prêts à proposer. « Franc-Tireur » explique pourquoi cette prétention est contraire aux traités et aux engagements pris par la France.*

21 août 1952 : *Pour la 1ère fois depuis 1939, le Parti Communiste de l'URSS va tenir congrès le 5 octobre. Le nouveau Coran.*

22 août 1952 : *Schumacher qui vient de mourir a ressuscité par son énergie le socialisme allemand. Schumacher, le socialiste de fer.*

23/24 août 1952 : *Nous sommes à la veille d'une crise agricole très grave. Il serait temps de réviser une politique uniquement destinée à préserver les intérêts des gros producteurs. Un tournant s'impose vers la modernisation de l'agriculture et la réforme de la distribution.*

27 août 1952 : *L'organisation des marchés doit cesser d'être basée sur le monopole de quelques privilégiés. Une politique d'expansion doit remplacer le malthusianisme.*

30/31 août 1952 : *Est-ce cela leur réforme fiscale ? pas question, dans le projet présenté, de toucher aux superbénéfices, ni aux revenus des gros agriculteurs. Une réforme fiscale qui renforce l'iniquité.*

2 sept. 1952 : *Un monstre, le Dr Malan, grand prêtre du racisme.*

3 sept. 1952 : *« Entendez-vous avec les Tunisiens avant la réunion de l'ONU », lancent les Etats-Unis à la France ».*

6/7 sept. 1952 : *La réponse française au sultan du Maroc serait prête*. (interview à Bruxelles de Allal el Fassi, leader de l'Istiqlal, par Jean Rous).
9 sept. 1952 : *Nouvelle vague d'arrestations en Egypte. Neguib demande à la nation de reconquérir sa liberté. « Mussolini ou Ataturk ? ».*

10 sept. 1952 : *Simple contribution à l'enquête de M. Pinay sur la vie chère. Il y a trop d'intermédiaires, c'est vrai mais... pourquoi maintient-on la réglementation de guerre qui permet tous les abus ?*

27/28 sept. 1952 : *Le congrès du Labour Party s'ouvrira lundi. Les leaders des deux tendances, Attlee et Bevan, veulent l'unité sur un programme de gouvernement. Mais évitera-t-on certaines explosions locales ?*

29 sept. 1952 : *Au moment où s'ouvre leur congrès, la menace de la famine hante les travaillistes plus que la peur de la guerre.*

2 oct. 1952 : *Il n'est pas trop tard pour trouver une solution.* (à propos de la Tunisie).

7 oct. 1952 : *Tunisie, Maroc, Sarre, M. Schuman devra défendre sa politique au Conseil des ministres. Occasion à profiter « de suite ».*

9 oct. 1952 : *Rupture au Maroc. Le Sultan rend public le différend qui l'oppose au gouvernement français.*

11/12 oct. 1952 : *Allons-nous nous fâcher avec l'Inde à cause de Pondichéry ?*

13 oct. 1952 : *Les contradictions de M. Pinay... ou l'interdépendance ne saurait être à sens unique.*

24 oct. 52 : J. Rous signe un éditorial non titré, après les titres suivants : *Ouvrant aujourd'hui le débat sur la Corée, M. Acheson livre les secrets de Pan Mun Jom.*
Encadré au dessus de l'éditorial : *Priorité à la Tunisie et au Maroc après la Corée.*

3 nov. 1952 : - *L'Amérique accepte la compétence de l'ONU dans les affaires tunisienne et marocaine.*
- *Un cri d'alarme au sujet d'Habib Bourguiba.*

10 nov. 1952 : J. Rous signe un éditorial non titré, après les titres suivants : *Avocat d'une mauvaise cause, M. Schuman va plaider contre la Tunisie, le Maroc et l'ONU.*

17 nov. 1952 : *Un refus qui est un acte ; pour mieux marquer sa désapprobation de la politique Pinay-Garet, la CGT-FO a décidé la démission de ses délégués aux organismes gouvernementaux de la « productivité ».*

18 nov. 1952 : *Au lendemain du conseil national de la SFIO, les conditions d'une véritable opposition.*
19 nov. 1952 : *A l'occasion du 25ème anniversaire de son accession au trône, « Souveraineté marocaine et amitié avec la France ne sont pas incompatibles », déclare le sultan du Maroc qui revendique un régime représentatif remplaçant le protectorat et rend hommage aux Nations-Unies.*

1er déc. 1952 : *Le gouvernement répond au Bey de Tunis par une mise en demeure, faut-il y voir une menace de déposition ?*

6 déc. 1952 : *Ferhat Hached était l'homme de la jeune démocratie tunisienne qui voulait s'entendre avec la France démocratique.*

12 déc. 1952 : *On n'a pas su prévenir, on peut encore guérir.* (sur la Tunisie).

15 déc. 1952 : *Un vote historique, l'ONU se déclare compétente dans le conflit tunisien.*

17 déc. 1952 : *Pour « causer », Hauteclocque est de trop.* (à propos des propositions de dialogue du Bey).

20/21 déc. 1952 : *Y-a-t-il une solution au marasme actuel ?* (sur la situation économique).

30 janv. 1953 : « *Franc-Tireur » au pays du nouveau sphinx ; Neguib nous dit : « En trois ans, je me charge de faire de l'Egypte une démocratie ».*

31 janv./1er fév. 1953 : *« Nous voulons moderniser l'Egypte », me déclare le colonel Abdel Nasser, âme du coup d'Etat.*

3 fév. 1953 : *Ayant rompu avec les vices de Farouk, la nouvelle Egypte se cherche ; les « officiers libres » sauront-ils conquérir les travailleurs ?*

9 mars 1953 : *Quand Trotsky nous parlait, sans haine, de son ennemi Staline. Souvenirs, par Jean Rous.*

10 mars 1953 : suite de l'article de la veille.

11 mars 1953 : Enquête : *« J'ai vu en Angleterre ». A Gloucester, capitale de l'aviation à réaction, le « météor » est dépassé, on fabrique le « javelin » qui franchit le mur du son et un bombardier à réaction « l'Avro Vulcan ».*

12 mars 1953 : suite de l'enquête : *cette année les Anglais attendent 300 000 logements. Ils préfèrent le cottage classique aux appartements (plus chers).*

14/15 mars 1953 : *Les fêtes du couronnement dureront du 24 mai au 3 août et seront pour les Anglais le plus grand événement du siècle.*

31 mars 1953 : *Pour sortir de l'impasse les négociations franco-marocaines, il faut réunir à Paris une conférence de la Table Ronde.*

1er avril 1953 : *Austérité, pour qui ?*

10 avril 1953 : *L'URSS peut-elle évoluer ?*

21 avril 1953 : *Les élections tunisiennes discréditent la France.*

22 avril 1953 : *D'autres hommes ? non ! Autre chose.* (sur le Viet-Nam)

23 avril 1953 : *Ils n'ont pas compris.* (sur le Viet-Nam).

2/3 mai 1953 : *Du nouveau en Indochine ? A la veille de partir pour Saïgon, M. Letourneau n'exclut pas l'idée d'une négociation. Il reconnait le bien fondé des revendications du roi du Cambodge.*

4 mai 1953 : *Des élections qui coûtent cher* (sur les élections tunisiennes).

3 juin 1953 : *Nouvelle tension au Maroc ; le sultan demande au gouvernement français de mettre un terme à la dissidence organisée par le Glaoui et certains contrôleurs civils.*

15 juillet 1953 : *Un reportage « Franc-Tireur » : La vie nouvelle en Yougoslavie.*

1. *Malgré le blocus et la sécheresse, Belgrade conserve un sourire bon enfant et nous montre comment le socialisme se fait avec des hommes.*

16 juillet 1953 : idem.

2. *Quand les ouvriers gèrent leurs propres entreprises et recherchent par les petites annonces de bons directeurs.*

17 juillet 1953 : idem.

3. *La 2éme révolution yougoslave s'accomplit au cri de « Vive la Commune » Discussions animées dans les assemblées d'électeurs.*

20 juillet 1953 : idem.

4. *Le Parti Communiste a-t-il perdu ses privilèges et son rôle dirigeant?*

21 juillet 1953 : idem.

5. *« Nous voulons passer de la démocratie des partis à la démocratie des hommes libres ».*

23 juillet 1953 : idem.

6. *En butte aux attaques des Eglises de Rome et de Moscou, la Yougoslavie n'a qu'un seul atout majeur : devenir un exemple pour le monde du travail.*

6 août 1953 : *Aujourd'hui, jour J des barricades. Les raisins de la colère préparent-ils une vendange explosive ?*

7 août 1953 : *La révolte des vignerons. A l'aube sur une barricade, le maire de Narbonne nous explique le problème du vin.*

13 août 1953 : *Après les journées des barricades ; pour mettre fin à la crise viticole, faut-il réviser la politique actuelle ?*

14 août 1953 :- *Coup de théâtre au Maroc : le général Guillaume complice du Glaoui qui ferait proclamer aujourd'hui un nouveau sultan.*

- *Après les journées des barricades ; comment mettre fin à la crise viticole ? Pas de solution durable dans le système actuel. Il faut un office démocratique pour régulariser le marché.*

15/16 août 1953 : *Climat de guerre civile au Maroc. Le gouvernement français négocie non avec le Sultan mais avec le Glaoui. Celui-ci aurait « promis » de différer jusqu'à ce matin la proclamation du nouveau sultan.*

18 août 1953 : *Nouveau renversement de la situation au Maroc ; la déposition du Sultan serait imminente.*

19 août 1953 : *Situation critique au Maroc. Capitulant devant le Glaoui qui avait déclaré « nous pouvons devenir des ennemis de la France », le gouvernement serait prêt à déposer le Sultan.*

20 août 1953 : *Heures dramatiques et décisives au Maroc.*

21 août 1953 : *Les événements du Maroc. Comment ont été organisés « l'éloignement » puis la déposition du Sultan Mohamed V.*

22/23 août 1953 : *Après la déposition du Sultan, le groupe arabo-asiatique saisit le Conseil de Sécurité. A Rabat, sous l'état de siège, le protégé du Glaoui et de la résidence a été intronisé.*

24 août 1953 : *Après le coup de force de Rabat, « l'affaire Maroc » vient mercredi devant le Conseil de Sécurité.*

25 août 1953 : *Maroc : quelle sera l'attitude des USA au Conseil de Sécurité ? C'est demain que vient en discussion la plainte arabo-asiatique.*

26 août 1953 : *Ce matin au Conseil des Ministres, « importantes décisions » concernant le Maroc et la Tunisie. M. de Hauteclocque sera-t-il remplacé par un protégé du maréchal Juin ?*

27 août 1953 : *Les « grandes » réformes pour le Maroc sont une duperie. Au Conseil des Ministres, M. Bidault propose la cosouveraineté à base de dictature administrative et féodale.*

29/30 août 1953 : *Tandis que Bao Daï s'entretient avec M. Laniel, crise grave au Cambodge. Le gouvernement cambodgien ayant exigé l'indépendance militaire immédiate, la délégation française a interrompu les pourparlers.*

2 sept. 1953 : *Le gouvernement doit en principe ce matin définir une politique des prix. Mais on doute qu'il ait la volonté et le pouvoir de faire entendre raison aux dirigeants du patronat.*

4 sept. 1953 : *M. Mitterrand nous dit pourquoi il a démissionné : « Je ne suis pas d'accord avec la politique du gouvernement en Afrique et en Asie ».*

5/6 sept. 1953 : *Vers la paix en Indochine ? Concordance des déclarations des Etats-Unis et de L'Union Soviétique sur le principe mais pas sur la méthode. La Pravda souhaite des « négociations directes ».*

8 sept. 1953 : *Nouveaux « ballons d'essai » au Vietnam. Des émissaires du Vietminh tenteraient d'engager des conversations à Saïgon. Mais M. Dejean déclare : « Nous ne négocierons jamais avec Ho Chi Minh »... Alors avec qui?*

9 sept. 1953 : *La crise politique s'aggrave au Vietnam. Le congrès nationaliste se dresse contre Tam et déborde Bao Daï. Un démenti très prudent des « contacts » avec le Vietminh.*

11 sept. 1953 : *En Tunisie, la répression redouble. Ratissages accrus et système des otages.*

14 sept. 1953 : *Chez les mineurs du Pas de Calais : Le front démocratique et social est né.*

19/20 sept. 1953 : *Quelles sont les chances du Front démocratique et social?*

10/11 oct. 1953 : *Malgré les promesses de dernière heure de M. Laniel, les manifestations paysannes de lundi sont maintenues. La CGA prône le front commun des consommateurs et des producteurs contre la spéculation.*

13 oct. 1953 : *Peu d'incidents sérieux ont marqué la « journée des barricades paysannes ». « Savez-vous à Paris qu'on nous paie un boeuf à 100 francs le kilo ? » Sur les routes barrées des Deux-Sèvres, les paysans nous disent leurs doléances.*

16 oct. 1953 : *Pour un renouveau du syndicalisme paysan. A Limoges, les représentants des exploitations familiales demandent à la Fédération Nationale des Exploitants de changer sa politique.*

19 oct. 1953 : *La crise franco-vietnamienne aggravée par l'attitude de M. Georges Bidault.*

12 nov. 1953 : *A près de la majorité des deux tiers, l'ONU recommande à la France d'accorder l'autonomie à la Tunisie. Il faut profiter de la détente actuelle pour trouver enfin une solution.*

23 nov. 1953 : *Premiers signaux d'alerte. Y-a-t-il un danger de chômage massif ?*

28/29 nov. 1953 : *Vers la fin d'une équivoque : les gros agrariens ont décidé l'éclatement de la CGA.*

30 nov. 1953 : *Une enquête de « Franc-Tireur ». Producteurs et consommateurs, la France doit choisir entre la modernisation et la décadence. Elle occupe la treizième place pour le progrès agricole.*

1er déc. 1953 : *Une enquête de « Franc-Tireur » : Modernisation et décadence. Une visite au village pilote de Senoncourt.*

2 déc. 1953 : *Une enquête de « Franc-Tireur ». La normalisation des fruits et légumes ne plait pas aux gros intermédiaires. Que penser de la vente de la viande sous cellophane ?*

3 déc. 1953 : *Une enquête de « Franc-Tireur ». Augmenter la production et développer la consommation, tels sont les objectifs du Plan pour assurer des débouchés et animer par des « foyers de progrès » une révolution paysanne.*

2/3 janv. 1954 : *1953, la tragédie de l'Afrique du Nord. 1954 verra-t-il la solution en Tunisie et la grande réconciliation ?*

7 janv. 1954 : *Le nouveau visage de L'Afrique.*
1. *Dakar a triplé sa population, des buildings de 14 étages côtoient les bidonvilles et les « nichonvilles ».*
8 janv. 1954 : idem.
2. *L'Africain préfère l'avion, le tracteur et le bulldozer. Que devient la polygamie et le système patriarcal ?*

9/10 janv. 1954 : idem.
3. *Un marabout reçoit le mérite agricole et fonde une coopérative de crédit.*

12 janv. 1954 : idem.
4. *L'Africain est devenu un homme qui mange beaucoup de pain et qui ne déteste pas non plus les décorations.*

13 janv. 1954 : idem.
5. *La sueur des hommes a la même couleur : à travail égal, salaire égal. Le syndicalisme forme l'Africain de l'avenir.*

15 janv. 1954 : idem.
6. *Blancs et noirs, bâtissons une République où nous serons différents mais ensemble. « Moins le blanc est intelligent et plus le noir lui paraît bête », Gide.*

19 janv. 1954 : idem.

7. Les religions, les danses, les masques livreront-ils leur secret ? L'Afrique, terre de douleur, aspire à la justice.
- L'augmentation des salaires, nécessité nationale.

20 janv. 1954 : *Coup de théâtre au Maroc espagnol : un régent du trône représentant l'ancien Sultan serait proclamé le 21 janvier.*

22 janv. 1954 : *Le schisme est consommé. A Tétouan, les pachas du Maroc espagnol répudient le Sultan de Rabat... et le haut commissaire espagnol attaque violemment la politique française.*

13/14 fév. 1954 : *Augmenter les salaires, c'est favoriser la consommation et relancer l'économie.*

17 fév. 1954 : *Politique financière ou prestidigitation ?*

23 fév. 1954 : *Une enquête de « Franc-Tireur » : Jeunesse de France, où vas-tu ? Petit portrait de la jeunesse de 1954 d'après ses manifestations et son comportement.*

24 fév. 1954 : idem.
2. *Les jeunes devant la vie, le mariage, la religion. La jeunesse actuelle a-t-elle des maîtres ?*

25 fév. 1954 : idem.
3. *Les étudiants à l'action.*

26 fév. 1954 : - idem.
4. *Les jeunes et la politique.*
- Abdel Nasser tel que je l'ai vu.

27/28 fév. 1954 : idem.
5. *Y-a-t-il trop d'étudiants ? Beaucoup de diplômes, beaucoup moins de débouchés.*

1er mars 1954 : idem.
6. *Quand ils auront un métier.*

2 mars 1954 : idem.
7. *Jeunes ouvriers et paysans.*

5 mars 1954 : idem.
8. *Les jeunes d'outre-mer préparent l'avenir de leur pays.*

même jour : *Publication des décrets en Tunisie. La cosouveraineté a disparu du gouvernement mais se retrouve dans l'assemblée budgétaire.*

6/7 mars 1954 : *Une enquête de « Franc-Tireur » : Jeunesse de France, où vas-tu ?*

9. *Les jeunes devant les loisirs et la culture.*

8 mars 1954 : idem.

10. *Que fait l'Etat pour les loisirs des jeunes ?*

9 mars 1954 : *Conclusion de l'enquête. La génération nouvelle sera celle de la grande décision mais aussi du choix réfléchi.*

13 avril 1954 : *Que pense la jeunesse européenne ? Moins attachés que leurs aînés à la souveraineté nationale, les futurs hommes politiques de l'Europe sont en majorité modérés.*

14 avril 1954 : idem. *En écoutant les jeunes Anglais, Allemands, Italiens, Autrichiens, etc.*

15 avril 1954 : *Pour développer la culture populaire, un effort doit être entrepris à la mesure de l'Europe.*

20 avril 1954 : *Demain s'ouvre à Toulouse le Congrès des Etudiants. Pour une politique de la jeunesse.*

7 mai 1954 : *Le Maroc au bord de la guerre civile. D'immédiates mesures d'apaisement s'imposent.*

12 mai 1954 : Rubrique : La musique et les musiciens. *Avant le prochain festival de Prades, Pablo Casals nous dit : « Il faut à la fois créer et protester ».*

17 mai 1954 : *Des suggestions, entre autres... Pour la recherche d'un compromis en Indochine.*

19 mai 1954 : *Guillaume remplacé au Maroc ? Le nouveau Résident général serait désigné demain. Mais il faut surtout changer de politique.*

24 mai 1954 : *De l'île de Groix où il a été transporté, H. bourguiba nous déclare : « Ma position en faveur d'un accord avec la France n'a pas changé, mais je suis de plus en plus sceptique ».*

28 mai 1954 : *Vu et entendu à Genève ; petit tour du monde à travers les délégations*.

11 juin 1954 : *Nouveau Résident général au Maroc, M. Lacoste rejoint son poste aujourd'hui.*

14 juin 1954 : *M. Lacoste débarque aujourd'hui à Casablanca dans une atmosphère hostile. Les colonialistes irréductibles l'accusent d'être le « résident de la capitulation ».*

26/27 juin 1954 : *Les colonialistes d'Afrique du Nord se préparent à torpiller l'expérience Mendès France. Est-ce sous leur pression que M. Voizard se livre à des manifestations de panique ?*

30 juin 1954 : *Une journée à l'île de Groix avec Bourguiba. Le leader tunisien se tait et attend. Il a « tout dit » et, en dépit de l'aggravation, demeure prêt à un accord raisonnable.*

29 juillet 1954 : *A la veille de la discussion sur la Tunisie, Bourguiba déclare à « Franc-Tireur » : « Il n'y a pas une minute à perdre, la situation se détériore chaque jour davantage ». M. Mendès-France est l'homme de la dernière chance .*

2 août 1954 : *L'espoir et la confiance renaissent à Tunis. Dans le cadre nouveau solennellement fixé par le Président du conseil (autonomie interne, gouvernement tunisien homogène, assemblée tunisienne, sauvegarde des intérêts et de la présence française) le Bey a commencé ses consultations. La constitution rapide d'un gouvernement, la liberté de Bourguiba et une large amnistie permettraient le retour définitif à la paix et à la coopération.*
3 août 1954 : *Le Bey a chargé M Tahar Ben Ammar de former le gouvernement tunisien. Des dirigeants Néo-Destouriens sont libérés. Bourguiba a fait appel au calme.*

4 août 1954 : *Le gouvernement tunisien serait constitué. La composition serait donnée aujourd'hui.*

7/8 août 1954 : *Aujourd'hui, peut-être, le gouvernement tunisien sera enfin constitué... en dépit des manoeuvres colonialistes qui voudraient gagner du temps jusqu'à mardi.*

9 août 1954 *: Le gouvernement doit se saisir immédiatement du problème marocain.*

13 août 1954 : *Quelle « conciliation » prépare le gouvernement au Maroc ? il faut choisir entre le Maroc féodal et le Maroc moderne et trouver une solution au conflit dynastique.*

18 août 1954 : *Hier au cours d'un déjeuner au quai d'Orsay, premiers entretiens franco-tunisiens dans un climat d'amitié retrouvée.*

19 août 1954 : *Après le ratissage de Fez, 40 oulémas de la ville sainte sont « retenus » chez le Sultan à Rabat. Des poursuites sont engagées contre les groupements colonialistes.*

20 août 1954 : *Aujourd'hui jour anniversaire de la déposition du Sultan, la séquestration des oulémas provoque une vive émotion au Maroc. L'opinion met en cause l'administration française. Recrudescence des attentats, ratissages dans les régions berbères.*

23 août 1954 : *Maroc : aggravation de la situation ; les oulémas, toujours séquestrés, sont livrés aux pressions des hommes du Glaoui.*

26 août 1954 : *Pour une nouvelle politique au Maroc ; M. Mendès France a eu hier des entretiens avec Mrs. Fouchet et Lacoste.*

28/29 août 1954 : *Par 451 voix contre 122, l'Assemblée approuve la politique gouvernementale en Afrique du Nord. Le Président du Conseil a présenté un plan de réformes démocratiques pour le Maroc, mais excluant le retour sur le trône de l'ancien Sultan.*

3 sept. 1954 : *Pour en finir avec la crise marocaine, il faut d'abord briser le « mur de méfiance ».*

14 sept. 1954 : *Les négociations franco-tunisiennes ont commencé ; la libération de Bourguiba est nécessaire à leur succès.*
17 sept. 1954 : *Pourquoi M. Lacoste n'a pas prononcé son discours ; l'aggravation de la situation au Maroc oblige le gouvernement à reconsidérer sa politique.*

24 sept. 1954 : *Contrairement à certaines campagnes de presse, les négociations franco-tunisiennes se déroulent à un rythme satisfaisant.*

30 sept. 1954 : *Vers un accord franco-tunisien sur le problème des « fellagas ».*

14 oct. 1954 : *Et maintenant au tour du Maroc ! La crise est à son comble dans l'empire chérifien : des milliers d'emprisonnés, chômage, misère, terrorisme et contre-terrorisme.*

16/17 oct. 1954 : *Du nouveau au Maroc ? le gouvernement français serait sur le point de reconsidérer sa politique.*

23/24 oct. 1954 : *Maroc : Vers une solution du problème dynastique. Le gouvernement préparerait le transfert en France du Sultan déposé.*

26 oct. 1954 : *Grave malaise en Tunisie ; impossible de régler la question des fellagas sans une trêve.*

27 oct. 1954 : *Confusion catastrophique dans le Sud-Vietnam ; un redressement démocratique par un nouveau gouvernement s'impose.*

1er nov. 1954 : *Faut-il créer un ministère de la jeunesse ? Des représentants des jeunes le proposent à Mendès France.*

9 nov. 1954 : *Après le discours à la jeunesse : vers une réforme institutionnelle, la participation des jeunes.*

10 nov. 1954 : *Urgence en Tunisie ; une conversation décisive entre chefs de gouvernement français et tunisien.*

16 nov. 1954 : *Pour régler la question des fellagas, le Conseil national du Néo-Destour propose : - amnistie générale*
- coopération des deux gouvernements.
Les Tunisiens demandent en outre le retour de Bourguiba et de Salah Ben Youssef.

18 nov. 1954 : *Qui veut rompre les négociations franco-tunisiennes ? Bourguiba répond aux campagnes de ses adversaires : « J'ai parlé d'indépendance ? D'accord, mais pour plus tard. Et je n'ai jamais conçu l'indépendance autrement qu'en étroite collaboration avec la France ».*

19 nov. 1954 : *A la suite de l'entrevue Fouchet-Tahar Ben Ammar, accord de principe entre les gouvernements français et tunisien pour résoudre la question des fellagas.*

20/21 nov. 1954 : *Fellagas : le Conseil des Ministres a entériné l'accord franco-tunisien. Les modalités d'application seront mises au point aujourd'hui.*

23 nov. 1954 : *Appel commun aux fellagas, les gouvernements français et tunisien leur demandent de « reprendre leur place dans la communauté tunisienne ». Ils les assurent qu'ils ne seront « ni inquiétés, ni poursuivis ».*

26 nov. 1954 : *Tandis que l'aviation commence à bombarder dans l'Aurès, la politique de réformes en Algérie ne doit pas prendre ses quartiers d'hiver. Si l'on veut éviter de nouvelles explosions en Kabylie et dans les villes, il faut appeler le peuple algérien à connaître de la démocratie autre chose que le mot.*

27-28 nov. 1954 : *Les négociations franco-tunisiennes : A Tunis, optimisme à la veille du contact avec les fellagas ; à Paris, pessimisme pour la suite des pourparlers.*

14 déc. 1954 : de notre envoyé spécial Jean Rous.
1. *Les paysans de la Côte d'Ivoire fondent des coopératives, bâtissent des maisons en dur et suivent les cours du café et du cacao dans le bulletin de l'AFP.*

15 déc. 1954 : *L'Afrique noire et ses contrastes.* de notre envoyé spécial Jean Rous.
2. *Le Morgho Naba, empereur des Mossis, reçoit son fidèle sujet le secrétaire d'Etat Conombo, entouré du chef des eunuques et du Syndicat des chefs traditionnels.*

16 déc. 1954 : *Surprise du « contre-terrorisme » en Tunisie. Le Néo-Destour et l'UGTT dénoncent les provocations destinées à empêcher le succès des négociations en cours.*

20 déc. 1954 : *La démocratie africaine est en plein essor.*
3. *Les Africains veulent gérer leurs propres affaires et l'heure est venue d'instituer des conseils de gouvernement.*

29 déc. 1954 : *Le problème algérien. « Rester avec la France ne signifie pas accepter le régime colonial actuel », nous déclare Ferrat Abbas.*

14 janv. 1955 : *Devant l'aggravation de la situation au Maroc, le Résident général est venu soumettre au gouvernement de nouvelles propositions mais on semble toujours escamoter le problème dynastique.*
15-16 janv. 1955 : *Conseil des ministres décisif en Tunisie. Le Néo-Destour plus conciliant que les « modérés » sauvera-t-il les négociations dans l'impasse ?*

25 janv. 1955 : *Progrès sérieux dans les négociations franco-tunisiennes. La convention générale sur l'autonomie interne a été mise au point dans l'essentiel par les représentants des deux gouvernements. La question de la police reste la difficulté majeure.*

2 fév. 1955 : *La force ou la raison. (*éditorial de Jean Rous à la suite du titre *Aujourd'hui à l'Assemblée, grand débat sur l'Afrique du Nord*).

22 fév. 1955 : *Tandis que la crise française continue, l'Afrique du Nord attend des mesures urgentes.*

26-27 fév. 1955 : *Sécheresse, sauterelles, absence de politique économique... la misère et la famine menacent la Tunisie.*

4 mars 1955 : *« 10 mars : reprise des négociations franco-tunisiennes » décident Edgar Faure et Pierre July ; le dossier marocain serait ouvert en même temps.*

10 mars 1955 : *Au Maroc, le gouvernement hésitant déjà entre plusieurs solutions possibles est voué à l'immobilisme ; le droit syndical serait refusé pour l'instant.*

11 mars 1955 : *Des solutions démocratiques s'imposent*. (à propos du Sud-Viet-Nam)

12-13 mars 1955 : *La situation s'aggrave au Maroc ; une organisation de la police s'impose.*

15 mars 1955 : *Les négociations franco-tunisiennes reprennent aujourd'hui. Hier en Conseil de cabinet, le gouvernement a précisé la position française ; un plan de modernisation du Maroc a été discuté ainsi que l'octroi du droit syndical.*

21 mars 1955 : *Le syndicalisme marocain est né ; l'Union Marocaine du Travail a été constituée hier.*

23 mars 1955 : *Alerte en Afrique du Nord ; quelles sont les solutions immédiates pour en sortir ?*

26-27 mars 1955 : *Pour le succès des négociations, le retour de Bourguiba en Tunisie s'impose.*

8 avril 1955 : *En présence de M. Edgar Faure, les négociations franco-tunisiennes ont été reprises hier. Les deux délégations ont établi un inventaire de leurs désaccords.*

13 avril 1955 : *La plus grande conférence qui se soit jamais tenue dans le monde va se réunir le 18 avril à Bandoeng ; 50 pays, 1.500 millions d'Africains et d'Asiatiques y seront représentés pour discuter de la coopération mondiale, des problèmes du colonialisme et du racisme.* de notre envoyé spécial Jean Rous.

18 avril 1955 : *« Franc-Tireur » à la conférence de Bandoeng : au grand carrefour des peuples d'Asie après un survol de l'Orient, « Il ne s'agit pas ici d'une revanche des races de couleur », nous déclare le président du Conseil d'Indonésie.*

20 avril 1955 : *Unité des peuples d'Afrique et d'Asie contre le colonialisme mais divergences vis à vis du communisme et de l'occident.*

23-24 avril 1955 : *Les peuples d'Asie veulent avoir aussi leurs « pools » économiques et proposent un « paradis social ».*

25 avril 1955 : *Dans les couloirs de la conférence de Bandoeng : en bavardant avec Nehru, Soekarno et les délégués du Nord-Viet-Nam et du Cambodge.*

27 avril 1955 : *Dans les couloirs de la conférence de Bandoeng : en parlant avec les délégués de la Birmanie socialiste, de la Gold Coast et du Soudan.*

17 mai 1955 : *A la veille de nouvelles décisions en Afrique du Nord, les négociations franco-tunisiennes ont été reprises hier. Au Maroc, un compromis pourrait intervenir sur la question dynastique ; un conseil de cabinet s'est préoccupé de la situation en Algérie.*

18 mai 1955 : - *Le gouvernement recule sous la pression du général Juin ; les mesures de conciliation envisagées au Maroc seraient reportées.*
- *L'Inde face à l'orage : dans l'esprit de non-violence de Gandhi, le peuple indien bâtit un socialisme basé sur les communautés rurales, la distribution volontaire des terres et le plan quinquennal.* de notre envoyé spécial Jean Rous.

23 mai 1955 : *Recrudescence du terrorisme au Maroc ; extension des troubles en Algérie. Les mesures militaires ne suffisent pas, il faut une solution politique d'urgence.*

24 mai 1955 : *Situation toujours tendue en Algérie ; les rebelles attaquent dans le Sud-est de l'Aurès ; M. Soustelle est reparti hier pour Alger.*
25 mai 1955 : *Situation tendue au Maroc ; les solutions de conciliation risquent d'être dépassées à la suite de l'immobilisme gouvernemental et de l'aggravation du terrorisme.*

31 mai 1955 : *En quittant Paris hier soir pour regagner son pays, Habib Bourguiba lance un appel à la coopération franco-tunisienne. Tendant la main aux Français de Tunisie, le président du Néo-Destour a proclamé : « Dans l'intérêt de la France et de l'Afrique du Nord, l'exemple tunisien doit faire tache d'huile ».*

1er juin 1955 : *Bourguiba a quitté Marseille à bord du « Ville d'Alger ». « Les impératifs géographiques de la Tunisie lui font une nécessité vitale de coopérer avec la France », déclare le leader du Néo-Destour*. de notre envoyé spécial Jean Rous.

2 juin 1955 : *Acclamé par des centaines de milliers de Tunisiens, Habib Bourguiba, « le combattant suprême », a retrouvé son pays.* de notre envoyé spécial Jean Rous.

3 juin 1955 : *Après le retour triomphal de Bourguiba, les Tunisiens s'interrogent sur l'application des conventions.*

7 juin 1955 : *Devant l'aggravation de la situation en Algérie, le plan « Soustelle » discuté aujourd'hui par le Comité de coordination.*

13 juin 1955 : *Un nouveau crime du contre-terrorisme au Maroc ; M. Lemaigre-Dubreuil, propriétaire de « Maroc-Presse » et favorable à l'amitié franco-marocaine, assassiné à Casablanca à coups de mitraillette. Le gou-*

vernement va-t-il enfin se décider à prendre des mesures énergiques, à réorganiser la police et à résoudre le conflit politique ?

23 juin 1955 : *Nouvelles délibérations sur l'Afrique du Nord ; le Comité de coordination a de nouveau évoqué la situation catastrophique en Algérie et au Maroc ; mais il ne suffit pas de délibérer, il faut conclure.*

6 juillet 1955 : *Vers une aggravation du conflit marocain ? Le maréchal Juin, le Glaoui et les colonialistes s'opposent à toute solution du problème dynastique.*

7 juillet 1955 : *Ouvert hier à l'Assemblée par le rapport de Robert Verdier, le débat sur les conventions franco-tunisiennes se poursuivra aujourd'hui ; une importante fraction des Français de Tunisie se prononce pour la ratification.*

8 juillet 1955 : *Arrivé au Maroc dans un calme relatif, M. Grandval définit devant le sultan Arafa une position d'attente. Mais le résident général n'a aucune instruction sur la question cruciale de la crise dynastique.*
11 juillet 1955 : *Après le vote des conventions franco-tunisiennes, pensons maintenant à soulager la misère du peuple tunisien.*

13 juillet 1955 : - *L'amnistie outre-mer, acte de justice.*
- *« La Tunisie sera un Etat moderne, démocratique et laïque », nous déclare M. Bourguiba qui nous expose ses vues sur l'avenir de son pays.*

16-17 juillet 1955 : *Va-t-on arrêter l'incendie de fureur et de haine ?* (à propos d'incidents sanglants à Casablanca).

15 août 1955 : *Scepticisme au Maroc sur les chances de succès du compromis français. « Je me fixe un délai d'un mois pour régler le problème marocain », a déclaré M. Edgar Faure.*

16 août 1955 : *M. Grandval a rendu compte à M. Edgar Faure de son entretien à Rabat avec Ben Arafa.*

17 août 1955 : *Il faut se décider avant le 20 août.* (à propos du Maroc).

18 août 1955 : *Va-t-on laisser passer l'heure de la conciliation ?*

22 août 1955 : *La « consultation » franco-marocaine commence aujourd'hui à Aix les Bains. La constitution tardive d'un gouvernement Ben Arafa est-elle destinée à mettre en échec cette tentative de conciliation ?*

23 août 1955 : *Après les journées sanglantes de samedi et dimanche, la consultation franco-marocaine s'est ouverte hier à Aix les Bains. Tandis que le grand vizir désavouait le « gouvernement Arafa », le Glaoui a défendu son*

ministère de combat. Le général Koenig raidit son opposition à la politique de conciliation. de notre envoyé spécial Jean Rous.

24 août 1955 : *La consultation franco-marocaine d'Aix : M. Edgar Faure dément formellement la démission du résident Grandval dont le bruit avait couru avec insistance ; le comité des cinq a reçu hier les délégations nationalistes.*

25 août 1955 : *A la consultation d'Aix, des discussions passionnées sur le cas Grandval (qui serait démissionnaire) éclipsent toujours le véritable problème. Entendus hier, les nationalistes des deux tendances proposent :*
- *règlement de la question dynastique,*
- *formation d'un gouvernement de négociation.*

26 août 1955 : *A Aix, l'accord serait fait sur le départ de Ben Arafa.*

27-28 août 1955 : *Au terme de la consultation franco-marocaine d'Aix, accord de principe en vue mais difficile à réaliser.*

29 août 1955 : *A Aix les Bains, après une nuit de négociations, les bases d'un compromis franco-marocain ont été trouvées.*

31 août 1955 : *Le Maroc à l'heure des décisions ; l'application loyale du compromis d'Aix s'impose si l'on veut éviter de nouveaux troubles.*

1er sept. 1955 : *Entretien Boyer de Latour-Arafa aujourd'hui à Rabat ; la confusion persiste entre le gouvernement et les Marocains sur la composition de la délégation qui doit se rendre à Madagascar et sur l'interprétation du compromis d'Aix.*

2 sept. 1955 : *La situation en Afrique du Nord reste la préoccupation essentielle du gouvernement* :
1. *Algérie : M. Soustelle ouvrira ce matin son dossier devant le comité de coordination qui siègera à l'Hôtel Matignon.*
2. *Maroc : M. Edgar Faure recevra cet après-midi les nationalistes pour une ultime explication avant leur voyage à Madagascar.*
3. *Tunisie : un prochain conseil des ministres sera saisi d'une demande d'aide exceptionnelle de six milliards.*

3-4 sept. 1955 : *La confusion persiste dans l'affaire marocaine ; poursuivie tard dans la nuit, l'entrevue d'Edgar Faure et des délégués nationalistes n'a pas réussi à lever les difficultés autour du Conseil du Trône, du gouvernement représentatif et du voyage à Madagascar. Le transfert de Ben Youssef s'impose le plus tôt possible pour faciliter la conciliation.*

5 sept. 1955 : *Le « train Maroc » est enfin sur les rails. Une première délégation comprenant Si Bekkaï, ancien pacha de Sefrou, Ben Slimane, ancien*

pacha de Fès et Moulay Hassan est partie pour Madagascar afin de consulter Mohammed Ben Youssef. La discussion continue sur le programme et la composition du gouvernement représentatif.

6 sept. 1955 : *Hier à Antsirabé, l' « Aix les Bains » malgache, premier entretien du général Catroux avec Ben Youssef ; les nationalistes marocains délibèrent à Rome et à Genève.*

7 sept. 1955 : *Le problème marocain, optimisme modéré ; le gouvernement étudie le premier compte-rendu du général Catroux. Al Fassi repousse toute conciliation et refuse de se rendre à la convocation du comité exécutif de l'Istiqlal réuni à Rome. Le pandit Nehru, tout en réprouvant la répression, se prononce pour la conciliation.*

8 sept. 1955 : *La crise marocaine : à Rabat, le Glaoui et ses amis intriguent contre la conciliation. A Paris, les conversations ont repris. L'Istiqlal demeure fidèle au compromis d'Aix.*

10-11 sept. 1955 : *Pour faire l'apaisement et recréer la sécurité, l'accord franco-marocain serait proclamé avant le 12 septembre. Cette date perdrait alors son caractère « fatidique ». Si Bekkaï, retour de Madagascar, a fait hier une déclaration optimiste.*

12 sept. 1955 : *Le général Catroux et M. Yrissou ont rapporté le protocole d'accord avec l'ex-sultan... mais on craint au Maroc les pires provocations.*

14 sept. 1955 : *Maroc : ultimes manoeuvres pour faire échec au compromis. Conseil des ministres probable aujourd'hui. Le départ d'Arafa remis en cause?*

15 sept. 1955 : *Nouveaux obstacles sur la route du compromis : le résident général n'a pas encore remis la lettre présidentielle au sultan Ben Arafa. Et l'on cherche à éliminer le grand vizir au profit d'une créature du Glaoui dans le Conseil du Trône.*

16 sept. 1955 : *Journée décisive pour le Maroc. Si l'accord est réalisé sur le Conseil du Trône, le gouvernement déciderait aujourd'hui le départ d'Arafa. Certains regroupements français du protectorat menacent de passer à l'action directe.*

17-18 sept. 1955 : *Maroc : crise dans les négociations ; la composition du futur Conseil du Trône est remise en question. Le général Boyer de Latour arrive à Paris pour être entendu par le Conseil des cinq.*

22 sept. 1955 : *Après le retour de Boyer de Latour à Rabat, l'ultime décision sera prise au Maroc où la méfiance et la tension font craindre le pire.*

23 sept. 1955 : *Ayant entendu M. Soustelle, le Comité de coordination a reconnu la gravité de la situation en Algérie.*

24-25 sept. 1955 : *Le Maroc attend avec impatience les actes du résident général.*

26 sept. 1955 : *Inquétude accrue au Maroc, le délai de trois jours est expiré et le général Boyer de Latour n'a encore obtenu aucun résultat.*

28 sept. 1955 : *La crise s'aggrave en Algérie ; la session de l'Assemblée est ajournée ; les élus du collège musulman se prononcent pour « l'idée nationale algérienne ».*

29 sept. 1955 : *Maroc : le résident général a reçu mission d'agir promptement. Celui-ci affirme qu'il n'a cessé d'être d'accord avec la politique du gouvernement. Seul un acte décisif pourra dissiper le scepticisme des Marocains et des Français.*

1-2 oct. 1955 : *Coups de théâtre successifs au Maroc : fuite tragi-comique du chef du protocole de Ben Arafa, démission des deux principaux collaborateurs de Boyer de Latour pour protester contre le sabotage du plan gouvernemental.*

3 oct. 1955 : *Après le départ de Ben Arafa, la crise continue.*

11 oct. 1955 : *Organisée par « Présence française », la grève colonialiste a échoué au Maroc. A Casablanca, à peine un millier de personnes assistait au meeting du mouvement factieux.*

12 oct. 1955 : *La crise rebondit au Maroc ; Boyer de Latour ignore le vote du Parlement ! Au mépris du compromis d'Aix, son adjoint le général Leblanc vient demander l'éviction de Si Bekkaï du Conseil du Trône.*

14 oct. 1955 : *Maroc : la controverse sur le Conseil du Trône témoigne d'une crise de confiance.*

15-16 oct. 1955 : *Tandis que le Conseil du Trône est toujours en panne, Boyer de Latour refuse de venir conférer à Paris. Les Français favorables aux accords d'Aix s'organisent au Maroc.*

17 oct. 1955 : *Le plan d'Aix pour le Maroc enfin appliqué :*
1*. Le grand vizir annonce la constitution d'un Conseil du Trône de quatre membres.*
2*. Le transfert de Sidi Ben Youssef est décidé.*
3*. Le gouvernement chérifien va être formé.*

18 oct. 1955 : *Le Conseil du Trône a été installé à Rabat ; le premier objectif reste la constitution d'un gouvernement représentatif, mais les Marocains attendent le transfert de Ben Youssef.*

19 oct. 1955 : *Le Conseil du Trône demande à Si Ben Slimane de venir à Rabat.*

20 oct. 1955 : *Aujourd'hui au Maroc : Ben Slimane, pressenti, dira s'il accepte de former le gouvernement.*

21 oct. 1955 *: Au Maroc : manoeuvres et confusions. Si Ben Slimane ajourne sa réponse et le PDI approuve le Conseil du Trône.*

22-23 oct. 1955 : *Manifestation youssefiste à Rabat, trois morts ; la temporisation provoquera-t-elle l'explosion dans les villes ?*

24 oct. 1955 : *Si Ben Slimane va constituer le gouvernement marocain. L'ex sultan Ben Youssef sera de retour en France samedi pour la fête du Mouloud.*

26 oct. 1955 : *Coup de théâtre au Maroc, le Glaoui demande le retour sur le trône du sultan Ben Youssef qu'il aida à déposer !*

27 oct. 1955 : *Après la « bombe » du glaoui, de l'Istiqlal à « Présence française », unanimité pour demander le retour de Ben Youssef sur le trône.*

28 oct. 1955 : *Vers le retour sur le trône de Ben Youssef ; de nombreuses personnalités se prononcent en sa faveur. Nouvelles manifestations à Marrakech.*

31 oct. 1955 : *Dénouement accéléré de la crise marocaine ; Ben Arafa abdique et Ben Youssef arrive en France. Le Conseil du Trône vient demander au président de la république la restauration de Mohammed V.*

2 nov. 1955 : *Hier à la Celle-Saint-Cloud, premier entretien Sidi Mohammed-Pinay. On prévoit le retour du sultan au Maroc pour le 18 novembre ; rappel probable du général Boyer de Latour.*

9 nov. 1955 : *Journée de réconciliation au pavillon Henri IV ; « Oublions le passé », a dit le sultan au Glaoui venu solliciter son pardon.*

10 nov. 1955 : *L'Istiqlal assure le sultan de « son soutien sans défaillance ». Le souverain sera à Rabat le 16 novembre, confirme M. Ben Slimane.*

16 nov. 1955 : *A Sfax, en présence de 3000 délégués, le congrès du Néo-Destour plébiscite Bourguiba et invite Salah ben Youssef à venir s'expliquer.* de notre envoyé spécial Jean Rous.

18 nov. 1955 : *Salah ben Youssef exclu du Néo-Destour à l'unanimité.*

19-20 nov. 1955 : *En conclusion de son congrès, le Néo-Destour demande :*
1. une Constituante,
2. une force supplétive,
3. un plan de justice économique et sociale.

22 nov. 1955 : *Après le congrès du Néo-Destour et le retour du sultan, un nouveau choix s'impose à la France. Le moment est venu d'aider ceux des nationalistes qui veulent l'indépendance dans la démocratie et l'amitié.*

24 nov. 1955 :*Retour au calme relatif à Casablanca. Le sultan a consulté de nombreuses personnalités en vue de constituer le gouvernement. L'Istiqlal accuse des agents provocateurs d'avoir organisé les troubles.*

25 nov. 1955 : *Entretiens à Paris de M. Roger Seydoux, haut-commissaire en Tunisie.*
La force supplétive demandée par Bourguiba n'exigerait pas la révision des conventions.

29 nov. 1955 : *Premiers pas de la Tunisie nouvelle. Le peuple tunisien jouit de la liberté conquise mais se préoccupe de l'avenir économique et social.* de notre envoyé spécial Jean Rous.

1er déc. 1955 : *Premiers pas de la Tunisie nouvelle.*
II. Combattre la misère, objectif n°1.

9 déc. 1955 : *Le sultan du Maroc déclare à « Franc-Tireur » : « L'indépendance du Maroc doit signifier un changement profond pour la classe ouvrière » ; le souverain définit ce qu'il entend par « interdépendance »*

20 déc. 1955 : *Un reportage « Franc-Tireur » : La révolution marocaine.*
Le Maroc s'organise, le peuple s'insurge contre les pachas et les caïds, la provocation n'a pas désarmé. de notre envoyé spécial Jean Rous.

21 déc. 1955 : *La révolution marocaine.*
Patrons et ouvriers se prononcent pour le syndicalisme et les conventions collectives.
(choses vues et entendues par Jean Rous).

22 déc. 1955 : *Par suite de la recrudescence de la guérilla, la crise s'aggrave en Algérie. Le gouvernement subit la double pression des maires français et des musulmans. Réuni hier, le comité de coordination aurait décidé l'envoi d'une mission d'information.*

23 déc. 1955 : *La crise algérienne se développe. 60 000 hommes demandés en renfort par M. Soustelle.*

24-25 déc. 1955 :- *Paris et Alger démentent la demande de renforts. Mais on confirme des mouvements de troupe vers l'Afrique du nord « en exécution du plan arrêté en octobre ».*

- La révolution marocaine :

III. Des patrons marocains nous confient leurs déceptions et leurs espoirs.

26 déc. 1955 : *- La révolution marocaine :*

IV. « Mon premier objectif est la modernisation agricole », nous déclare le premier Ministre de l'Agriculture, M. Mansour.

29 déc. 1955 : *- La révolution marocaine :*

V. Les tribus découvrent les partis, les femmes veulent l'égalité, les juifs acceptent l'intégration, les femmes se tournent vers la technique.

30 déc. 1955 : *- La révolution marocaine :*

VI. Les Français du Maroc se préparent-ils à leur nouvelle mission ?

- Mort de Bracke.

31 déc. 1955-1er janv. 1956 : *- La révolution marocaine :*

VII. Tour d'horizon avec Si Bekkaï : les tâches urgentes qui sollicitent le premier gouvernement marocain.

6 janv. 1956 : *En Afrique noire, progrès de l'idée d'autonomie dans la fédération.*

10 janv. 1956 *: Agitation à Tétouan, un attentat hier. Le problème de l'unité du Maroc est posé. Aujourd'hui, entrevue Dubois-général Valino. La France peut mettre Franco en échec en soutenant les revendications marocaines à l'indépendance et à l'unification.*

11 janv. 1956 *: Le drame algérien au premier plan de la crise politique. Une seule solution : élection libre d'une Assemblée nationale pour dégager des interlocuteurs en vue de négociations.*

14-15 janv. 1956 *: Pour trouver la solution du problème algérien : voici le recensement des positions et des propositions en présence.*

21-22 janv. 1956 : *« Si on le lui demande », le sultan est prêt à servir d'intermédiaire entre la France et les Algériens.*

2 fév. 1956 : *Le nouveau gouvernement chez M. René Coty : priorité à l'Algérie, décide le gouvernement. Le premier Conseil des ministres demain matin fixera la date du voyage de Guy Mollet et du général Catroux à Alger.*

Préjugé favorable des élus musulmans à l'égard du ministre-résident que « récuse » la « Fédération des maires ».

6 fév. 1956 : *Une importante semaine pour l'Afrique du Nord.*

7 fév. 1956 *: Six février à Alger : Guy Mollet a été accueilli par de scandaleuses manifestations anti-républicaines. Le général Catroux a démissionné pour ne pas se heurter à ses « anciens compagnons d'armes d'Algérie ».* de notre envoyé spécial Jean Rous.

14 fév. 1956 : *Retour d'Alger : Toute solution de conciliation est-elle définitivement compromise dans l'esprit des musulmans et des français démocrates ?*

15 fév. 1956 : *Retour d'Alger :*
II. Le gouvernement devrait prendre des mesures immédiates et préparer des consultations plus larges.

21 fév. 1956 : *Demain, ouverture des négociations franco-marocaines ; la France doit accorder l'indépendance à ses amis pour ne pas avoir à la négocier avec ses adversaires.*

23 fév. 1956 : *Hier au quai d'Orsay, ouverture des négociations franco-marocaines : Pineau : « La France entend satisfaire le sentiment national marocain ». Si Bekkaï : « C'est en Etat souverain que le Maroc discutera de l'interdépendance avec la France ».*

27 fév. 1956 : *Algérie : décisions attendues au Conseil des ministres cet après-midi. Les négociations franco-tunisiennes s'ouvrent aujourd'hui au quai d'Orsay.*

1er mars 1956 : *Accord sur la déclaration franco-marocaine. L'indépendance du Maroc est proclamée. Le traité de protectorat ne régit plus les rapports entre les deux pays.*

7 mars 1956 : *Contre Franco qui voudrait se maintenir dans sa « zone », le Maroc espagnol se dresse au cri de « Vive l'unité ». 20 morts et 100 blessés au cours de manifestations.*

8 mars 1956 : *Dans un message adressé à son peuple, le sultan du Maroc déclare : « Désormais, c'est notre gouvernement qui assurera la sécurité de tous... toute atteinte portée à l'ordre constitue une désobéissance à l'autorité du régime ».*

12 mars 1956 : *Les événements d'Afrique du Nord : le gouvernement français doit conclure sans tarder l'accord franco-tunisien.*

15 mars 1956 : *Algérie : atmosphère de plus en plus tendue. « Nous reconnaissons la personnalité algérienne ; le statut définitif de l'Algérie sera le résultat de libres discussions avec les représentants élus », a réaffirmé Guy Mollet.*

17-18 mars 1956 : *Un projet constructif en Afrique : en créant des conseils de gouvernement et en élargissant les attributions des assemblées locales, il s'agit de donner aux Africains le moyen de « gérer leurs propres affaires ».*

19 mars 1956 : *L'accord franco-tunisien est enfin conclu. La France reconnait l'indépendance de la Tunisie, tandis que la Tunisie s'engage à une libre coopération avec la France. Entrevue décisive Bourguiba-Pineau.*

24-25 mars 1956 : *Veille d'élections en Tunisie. Bourguiba nous déclare : « C'est en partant du fait national algérien qu'on pourra préparer un statut d'Etat ».* de notre envoyé spécial Jean Rous.

7-8 avril 1956 *: Difficultés à Madrid pour établir la déclaration commune hispano-marocaine.*

12 avril 1956 : *Pour Bourguiba au pouvoir une double préoccupation :*
-construire la démocratie,
-la paix en Algérie.

17 avril 1956 : *Le sens de l'expérience Bourguiba.*

24 avril 1956 : *Le départ de Ferrat Abbas pour le Caire signifie l'échec de la conciliation.*

27 avril 1956 : *L'Algérie entre la guerre et la négociation :*
- *les « contacts » en vue d'un prochain cessez-le-feu ne sont pas exclus,*
- *les leaders algériens cherchent à faire l'unité entre toutes les tendances,*
- *Bourguiba n'a pas écrit à Nasser mais sa préoccupation n'est pas un secret.*

8 mai 1956 : *Maroc: difficultés dans les négociations.*

11 mai 1956 : *Pour dissiper les malentendus franco-tunisiens, Bourguiba a rencontré Guy Mollet et Pineau. On espère régler le différend qui porte sur les attributs diplomatiques de la souveraineté. Alain savary arrive ce matin à Rabat.*

14 mai 1956 : *Le Maroc réalise son indépendance. La nouvelle armée, après avoir prêté serment, défile aujourd'hui devant S. M. le sultan.* de notre envoyé spécial Jean Rous.

19-20 mai 1956 *: Maroc : retour à l'optimisme. Succès des conversations Savary.* de notre envoyé spécial Jean Rous.

23 mai 1956 *: Reconnaissant les « facteurs particulièrement complexes » de la situation algérienne, Nehru propose un plan de paix pour l'Algérie.*

29 mai 1956 : *Premier acte de l'interdépendance, la convention franco-marocaine a été signée hier au quai d'Orsay. Les deux pays s'engagent à maintenir des relations « d'amitié permanente, d'aide mutuelle et d'assistance » et à se consulter périodiquement.*

7 juin 1956 : *Un succès de la coopération franco-marocaine : le Maroc et la France sont rentrés dans « l'interdépendance diplomatique ».*

26 juin 1956 : *Après avoir réalisé l'indépendance de la Tunisie, M. Bourguiba est arrivé hier à Paris pour conclure un traité d'alliance et d'amitié. Difficultés possibles sur la convention militaire.*

10 juillet 1956 : *De la motion du congrès socialiste au conseil national du MRP en passant par les offres de Ferrat Abbas, l'idée d'une solution raisonnable en Algérie fait son chemin.*

14-15 juillet 1956 : *La délégation tunisienne suspend les négociations « en raison de l'attitude du Sénat et du discours de M. Pineau ».*

17 juillet 1956 : *Nehru sera aujourd'hui l'hôte de la France. Le premier indien aura avec G. Mollet et Pineau des entretiens qui porteront notamment sur le problème algérien.*

18 juillet 1956 : *Hier au quai d'Orsay et au Pré-Catelan, le problème algérien a dominé les entretiens Nehru-Mollet-Pineau. Accord pour aboutir à une solution conciliant les intérêts des deux parties.*

21-22 juillet 1956 : *A Belle Isle où il est exilé avec ses deux enfants, Messali Hadj pense à son prédecesseur Blanqui... et à Aix les Bains.*

27 juillet 1956 : *Vers la fin d'un malentendu ? Reprise des négociations franco-tunisiennes.*

31 juillet 1956 : *Actualité de Jaurès.*

25 sept. 1956 : *Tandis qu'attentats et embuscades se multiplient sur tout le territoire, le problème algérien arrive à maturité :*

- *demain, en présence de Robert Lacoste, Conseil des ministres et Comité directeur de la SFIO.*
- *M. Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne, se rallie à son tour à la thèse de la négociation avec le FLN.*

26 sept. 1956 : *Rebondissement du problème algérien ; le sultan du Maroc lance un appel pour un règlement en Algérie. « La solution devrait satisfaire les aspirations du peuple algérien à la liberté et respecter l'intérêt supérieur de la France ».*

27 sept. 1956 : *Le discours du sultan serait le point de départ d'un acte de médiation.*

28 sept. 1956 : *Dès l'arrivée à Paris du prince Moulay Hassan et de M. Balafrej, l'Algérie au centre des entretiens franco-marocains. « Nous sommes à la disposition des deux parties pour le cas où elles voudraient accepter la médiation de S. M. le sultan », a déclaré le ministre marocain des affaires étrangères.*

9 oct. 1956 : *Le prince Moulay Hassan quittant Paris déclare : « Nous voulons une franche coopération entre la France et l'entité nord-africaine ».*
20-21 oct. 1956 : *Le sultan du Maroc sera lundi à Tunis où est attendu Ben Bella, chef de « l'armée de libération ».*

22 oct. 1956 : *Après avoir survolé l'Algérie, le sultan du Maroc arrive aujourd'hui à Tunis. La conférence nord-africaine s'ouvrira demain en présence des leaders du FLN.* de notre envoyé spécial Jean Rous.

23 oct. 1956 : *A Tunis où Mohamed V a été accueilli par des vivats, Bourguiba se prononce pour une confédération franco-nord africaine. Après l'arrestation des chefs du FLN, le sultan aurait décidé de regagner Rabat.*

24 oct. 1956 : *Dans une interview exclusive, le sultan du Maroc exprime à l'envoyé spécial son émotion devant l'arrestation des chefs algériens.*

25 oct. 1956 : *Nouvelles manifestations dans le sud tunisien. « Quand un problème est politique, on ne le résout pas par la force », a déclaré Bourguiba.* de notre envoyé spécial Jean Rous.

26 oct. 1956 : *La fièvre monte en Afrique du nord :*
Tunisie : incidents entre troupes françaises et tunisiennes à la frontière algérienne.
Maroc : 4 autres Français tués et 8 blessés à Meknès. Manifestations à Fez. Le gouvernement chérifien rappelle son ambassadeur à Paris.
Le FLN : « La lutte continue ».

30 oct. 1956 : *Après le « coup » de l'avion, un ensemble nord africain ouvert vers l'occident reste encore possible.*

5 déc. 1956 : *Une enquête de « Franc-Tireur » sur les chances d'une rénovation :*

La France fera-t-elle peau neuve ?
1. Dans la crise qui secoue le vieux continent, notre pays a de riches possibilités.

6 déc. 1956 : idem
2. « Le niveau de vie des Français peut doubler en 10 ans si la productivité s'accroit de 7% par an », déclare M. Ardant, Commissaire général à la productivité.

7 déc. 1956 : idem
3. L'intéressement des travailleurs à la productivité les prépare à la gestion de l'économie.

8-9 déc. 1956 : idem
4. Ce qu'on peut attendre dans un proche avenir des ressources nouvelles : Sahara, énergie atomique, automation.

10 déc. 1956 : idem
5. L'adaptation à la révolution technique impose la réforme des institutions dans le sens d'une république du travail.

27 déc. 1956 : *Edouard Vaillant, l'unité socialiste faite homme.*

2-3 fév. 1957 : *Au moment où Defferre tente un compromis entre le projet de la commission des TOM et la loi cadre, l'avenir de l'association France-Afrique se joue à l'Assemblée.*

14 fév. 1957 : *Maurice Faure sera aujourd'hui à Tunis. L'amitié franco-tunisienne devrait prendre aujourd'hui un nouveau départ.*

25 fév. 1957 : *Naissance d'un nouvel Etat* (à propos du Cameroun).

1er mars 1957 : *Solutions du désespoir.* (sur l'Algérie).

5 mars 1957 : - *Les problèmes de notre temps : Promotion ouvrière : accès des travailleurs aux responsabilités :*
1. impératif de justice sociale, nécessité pour l'expansion de l'économie.
- La Côte de l'or indépendante.

6 mars 1956 : *Travailleurs, que fait-on pour votre promotion ?*
2. Quand les syndicats libres du textile prennent en main l'intéressement à la productivité et la formation économique des travailleurs.

7 mars 1957 : idem
3. Ce que font les centrales ouvrières : organisation de cours, stages, voyages, documentation, bibliothèques.

8 mars 1957 : idem
4. Le besoin d'ouvriers qualifiés et de techniciens impose de mettre les bouchées doubles pour accroître la qualification professionnelle.

9 mars 1957 : idem
5. « A chacun sa chance », telle est la devise de l'Association française pour la promotion du travail.

9-10 mars 1957 : *Une semaine tunisienne et marocaine.*

11 mars 1957 : *La promotion ouvrière :*
6. Une expérience passionnante, l'université à l'usine.

12 mars 1957 : idem
7. La coopérative ouvrière de production prépare l'accession aux responsabilités.

13 mars 1957 : idem
8. Pourquoi la classe ouvrière boude les C.E. Faut-il accroître leurs pouvoirs ?

14 mars 1957 : idem
9. La promotion des travailleurs doit être, avant tout, l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

16-17 mars 1957 : *Le paysan contre les féodaux.*

21 mars 1957 : *Pour protester contre la présence officielle de leaders FLN aux fêtes de l'indépendance, Mitterrand écourte son séjour en Tunisie. Bourguiba et l'assemblée constituante avaient rendu à la France un hommage solennel auquel le garde des sceaux a répondu en souhaitant une « fructueuse collaboration » entre les deux pays.* de notre envoyé spécial Jean Rous.

31 mars 1957 : *Future constitution et oeuvre réformatrice* (sur la Tunisie).

2 avril 1957 : *Vers la démocratie africaine.*

9 avril 1957 : *Et Goa ?*

10 avril 1957 : *Présence de la France en Asie.*

19 avril 1957 : *De la revendication à la réforme.*

20-21 avril 1957 : *Pourquoi une table ronde ?* (sur l'Algérie)

25 avril 1957 : *Où en sont les nationalisations ?*
1. L'importance de l'économie nationalisée en France.

26 avril 1957 : idem
2. Les résultats de la gestion nationalisée vus par le personnel, les usagers, l'Etat.

27-28 avril 1957 : idem
3. La propriété collective doit préparer la démocratie économique et sociale.

29 avril 1957 : *Dans une interview exclusive à « Franc-Tireur », l'archevêque Makarios définit les conditions d'un accord avec l'Angleterre. « C'est au peuple de Chypre à décider s'il veut rester dans le Commonwealth, s'unir avec la Grèce ou devenir un Etat indépendant ».* de notre envoyé spécial Jean Rous.

24 mai 1957 : *Une tragédie à l'antique.*
1. Toute la Grèce est dominée par sa passion pour Chypre.
2. La Grèce panse ses blessures et recherche un nouvel équilibre libéral et social.

10 juin 1957 : *Nouvelle crise dans les rapports franco-tunisiens.*

27 juin 1957 : *Bilan d'une expérience* (sur la Yougoslavie).

10 juillet 1957 : *Au cours d'une grande cérémonie populaire, le prince Moulay Hassan a été investi à Rabat comme héritier du trône.* de notre envoyé spécial Jean Rous.

17 juillet 1957 : *Choses vues et entendues au Maroc :*
1. dans les palais comme dans la rue, on reparle amicalement de la France. « L'Algérie n'est pas un préalable », nous dit M. Balafrej, ministre des affaires étrangères.

18 juillet 1957 : idem
2. La monarchie chérifienne veut protéger le peuple contre les féodalités.

13 sept. 1957 : *Une grande enquête de « Franc-Tireur » : la France à l'heure de l'automation.*
1. L'usine presse bouton est-elle pour demain ?

14-15 sept. 1957 : idem
2. Visite à Flins, château hanté de la régie Renault.

17 sept. 1957 : idem
3. Que pensent les travailleurs de chez Renault de ce nouveau système ?

19 sept. 1957 : idem
4. Pascal a ouvert la voie aux calculateurs électroniques de l'ère moderne.

20 sept. 1957 : idem
5. Expert-comptables, comptables, employés de bureau, fonctionnaires s'interrogent : chômeurs ou mécaniciens de l'avenir.

24 sept. 1957 : *Au moulin-fabrique, semoules et pâtes se font toutes seules.*

<u>Etudes socialistes :</u>

hebdomadaire de l'école socialiste SFIO :

août 1947 : *Les Fronts populaires.*

<u>Demain :</u>

(« *revue d'Etudes politiques, sociales et économiques* », éditée en Belgique)

1947 : *La semaine d'étude du Parti socialiste.*

<u>La Gauche :</u>

(« *pour une Nouvelle Résistance Internationale, journal du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire* »)

1er juin 1948 : *Le RDR adhère au Congrès des Peuples qui se tiendra à Puteaux du 18 au 22 juin 1948.*

16 juin 1948 : *Interview de Jean Rous.*

nov. 1948 : *Le Conseil National SFIO consacre le Parti néo-radical.*

fév. 1949 : *Le peuple de France tout entier contre la sale guerre. Immense succès de notre pétition « Pour la paix en Indochine ».*

mars 1949 : *« Congrès des Peuples », réunion de Londres.*

<u>Il Ponte :</u>

(« *revista mensile di politica e letteratura diretta da Piero Calamandrei* ») :

déc. 1949 : *I popoli coloniali di fronte a una nuova guerra.*

La Nef :

avril-mai 1951 : *Suggestions en vue du redressement de notre politique coloniale.*

La Revue Socialiste :

(« *revue mensuelle de culture politique et sociale* », revue théorique de la SFIO) :

mars 1953 : *Le régime de Neguib a 6 mois. Où va la nouvelle Egypte ?*

juin 1954 : *Afrique noire ou la dernière chance.*

nov. 1955 : *Les nouveaux aspects de l'évolution yougoslave.*

janv. 1956 : *Révolution démocratique au Maroc.*

avril 1956 : *Quelle solution pour l'Algérie?*

mars 1958 : *Réflexions sur les nouveaux aspects du conflit algérien.*

Tribune des peuples :

(*revue internationale de la Gauche*)

sept.-oct. 1953 : *La gestion ouvrière en Yougoslavie.*

déc. 1953-janv. 1954 : *Témoignage sur une Révolution.*

mars-avril 1954 : *Une leçon pour les militants.*

Les Temps Modernes :

janv. 1954 : *De huit ans d'occasions manquées à la Conférence de Genève.*

spécial 1955 : *Nationalisme et Révolution Outre-Mer.*

mai 1957 : *Dernières chances de négociation en Algérie.*

août-sept. 1958 : *Nouvelle étape en France et reconstruction du Parti ouvrier démocratique.*

avril 1959 : *Eléments d'une politique socialiste pour les pays sous-développés.*

fév.-mars 1960 : *Perspectives et objectifs pour le nouveau Parti Socialiste Unifié.*

Evidence :

(*revue publiée sous l'égide de l' American jewish society*)

sept.-oct. 1954 : *Perspectives nord africaines.*

mai-juin 1955 : *De Bandoeng à New-Delhi.*

déc. 1955 : *Physionomie de la Révolution marocaine.*

mars 1958 : *Commentaires sur deux ouvrages : « Les Israélites à l'heure du choix » et « Le Juif de Tanger et le Maroc » (de Carlos de Nesry).*

sept.-oct. 1958 : *Afrique du Nord et Moyen-Orient.*

sept.-oct. 1960 : *L'Heure africaine.*

Justice et Liberté Outre-Mer :

(organe du mouvement éponyme, animé par Claude Bourdet, Robert Barrat, Jean Rous, etc, qui « *affirme le droit des peuples colonisés à l'indépendance* ») :

septembre 1955 : *Pour une réforme du statut de l'Union Française.*

décembre 1955 : *Compte-rendu des journées pour une solution pacifique au problème algérien.*

janvier 1956 : *Congrès de l'Istiqlal et du Néo-Destour.*

Etudes Méditerranéennes :

1er Trimestre 1957 : *Le point de vue d'un Français sur l'ensemble Franco-Nord-Africain.*

Automne 1957 : *Qui est l'archevêque Makarios ?.*

Printemps 1958 : *Que penser du Pacte Méditerranéen?.* (intervention de J. Rous dans le cadre d'une table ronde composée de K. Vigues, G. Vecchioto, Baccouche, Alaoui, J. Daniel, et J. Rous).

Hiver 1959 : *Chypre montre la voie.*

Numéro spécial 1961 : *Un grand élan brisé*. (hommage à Jean Amrouche).

La Commune :

tribune du Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière, animée par P. Broué :

avril 1957 : *Suicide d'Ali Boumendjel.*

mai 1957 : *Chypre et l'avenir de la Méditerranée*.

juin 1957 : *Tunisie et Maroc et leur libération sociale.*

novembre 1957 : *Un compromis est-il possible ?.* (Algérie).

février 1958 : *De Bandoeng au Caire.*

mars 1958 : *Pour un règlement d'urgence du conflit algérien.*

Correspondance Socialiste Internationale :

revue de l'Internationale Socialiste (dirigée par Marceau Pivert) :

mai 1955 : *Rencontres socialistes : A Bandung et dans l'Inde.*

avril 1957 : *La Paix en Algérie est possible !... Et il y a urgence.*

mai 1957 *: Les Socialistes devant le Monde arabe en révolution.*
: *Athènes : Pour un Congrés anticolonial méditerranéen.*

Nouvelle Réforme :

(« *étudie dans l'esprit du marxisme les contradictions de ce temps* » avec Pierre Hervé, Pierre Bernard Marquet, Jean Rous et Fred Zeller au Comité directeur).

nov.-déc. 1957 : *La démocratie et la dictature du secrétariat.* (Sur les appareils politiques en France).
: Notes de lecture des ouvrages de Félix Garas : « *Charles de Gaulle, seul contre les pouvoirs* » et de Pierre Moussa *: « Les chances économiques de la communauté franco-africaine ».*

février 1958 : Notes de lecture de l'ouvrage d'André Philip : « *Le socialisme trahi* ».

mai 1958 : *Problèmes du syndicalisme algérien*. Interview de Abderraham Bensid, secrétaire général de l'USTA, par Jean Rous.

Demain :

(hebdomadaire qui « *souhaite favoriser un regroupement sur la base d'une gauche européenne* ») :

23 fév. 1956 : *Les conditions du succès en Afrique.*

24 mai 1956 : *J'ai vu le Maroc franchir le cap difficile.*

4 oct. 1956 : *Bons conseils et bons offices.*

Christianisme social :

(« *revue mensuelle de culture sociale et internationale pour un monde chrétien* »)

juillet 1956 : n° sur « le réveil de l'Afrique ». Article de Rous : *Etapes et vicissitudes de la décolonisation.*

Economie et Humanisme :

(édité par le Centre d'Etudes des complexes sociaux, Lebret et Delprat directeurs ; directeur de la revue : P. Viau) :

mai-juin 1957 : *Les jeunes nationalismes au carrefour de Bandoeng.*

Tribune du Socialisme :

organe de tendance au sein de la SFIO puis organe du PSA:

25 janv. 1958 : *Pas de diplomatie secrète en Algérie.*

15 mai 1958 : *Le parti doit appliquer la résolution de l'IS.*

15 juillet 1958 : *De Gaulle et l'opposition socialiste dans les questions d'outre-mer.*

15 sept. 1958 : *Le non signifie la lutte pour la paix en Algérie.*

15 fév. 1959 : *Nouvelle épreuve de force en Algérie.*

15 mai 1959 : *Congrès du PSA.*

31 oct. 1959 : *Pour une véritable autodétermination en Algérie.*

5 fév. 1960 : *Paix négociée en Algérie.*

Faim et soif :

(« *la voix des hommes sans voix* », fondateur abbé Pierre) :

n° 22, année 1958 : *L'Inde actuelle est-elle fidèle à Gandhi ?*

Tribune marxiste :

(« *se veut le lieu de confrontation des différentes tendances du mouvement ouvrier socialiste* ») :

3ème-4ème trimestre 1958 : *Pour un socialisme moderne.*

Avenir Socialiste :

mars 1959 : *Non Mr Debré, la paix n'est possible que par la négociation politique.*

avril 1959 : *Le deuxième tour de scrutin confirme le barrage à la réaction et la résistance à la misère.*

Arguments :

(Edgar Morin, directeur) :

4ème trimestre 1959 : *Pour le Tiers-Parti.* (Pour l'émancipation des pays dépendants.)

La Dépêche du Midi :

2 sept. 1959 : *La reconstruction du Parti socialiste.*

23 oct. 1959 : *La jeunesse et la démocratie.*

2 fév. 1960 : *Coexistence et organisation pacifique dans la démocratie internationale.*

16 mai 1960 : *Les tâches de l'opposition et la guerre d'Algérie.*

<u>Tribune socialiste :</u>

organe du PSU :

16 avril 1960 : *De Gaulle, l'Indépendance et la communauté.*

30 avril 1960 : *Les risques d'un autre Sakhiet. Comment voit-on la situation algérienne de Tunisie ?*

21 mai 1960 *: Congrès national du 12 juin pour la négociation en Algérie.*

11 juin 1960: *De l'absence de dialogue à l'explication par les armes, 1936-1954.*

25 juin 1960 : *Communauté : leçons et enseignements.* (analyse de l'évolution de la Communauté franco-africaine après le revirement d'Houphouët-Boigny).

9 juillet 1960 : *Interview de Bourguiba à propos de l'Algérie.*

8 sept. 1960 : *A l'Europe du Grand Capital opposons celle des travailleurs.*

29 sept. 1960 : *Incident diplomatique de Gaulle-Bourguiba junior.*

<u>Jeune Afrique :</u>

« *hebdomadaire international de l'Afrique* »

24 octobre 1960 : *Contre les gribouilles.*

29 juillet/ 4août 1963 : *Les trois principes de la co-existence africaine.*

23 janvier 1966 : *Comment réagir ?* (A la suite de plusieurs coups d'état en Afrique).
27 mars 1966 : *La plus grande ressource de l'Algérie : son peuple.*

29 mai 1966 : *Une tentative d'aggiornamento.* (A propos des rencontres socialistes de Grenoble).

18 juin 1967 : *Le fond du problème.* (à propos de la guerre israélo-arabe).

9 juillet 1967 : *Une révolution dans tous les domaines.* (Après une visite au Congo).

12 novembre 1967 : *Que vaut un réformisme sans réforme?* (bilan de la conférence d'Alger d'octobre 1967).

28 avril 1968 : *La voie tchécoslovaque au socialisme.*

3 novembre 1968 : *Choses vues et entendues à Prague.*

29 décembre 1968 : *Gauchisme, réformisme, révolution.*

13 janvier 1969 : *Les USA.: un empire sans colonies.*

3 mars 1969 : *Témoignages sur les coups de Prague.*

5 mai 1969 : *Senghor cherche un dauphin : la fin du régime présidentiel ?.*

2 juin 1969 : *La stratégie du Général Giap.*

16 juin 1969 : *Défense de la coopération.*

12 mai 1970 : *La coopération est à réinventer.*

4 août 1970 : *Léon Trotsky tel que je l'ai connu.*

20 octobre 1970 : *Nasser tel que je l'ai vu.*
: *Yougoslavie : diplomatie tous azimuth.*

19 janvier 1971 : *Je reviens de Yougoslavie.*

27 novembre 1972 : *Lettre du Caire.*

7 avril 1973 : *Le socialisme à l'africaine.*

14 janvier 1977 : *Ouverture et dialogue.* (A propos du congrès de l'Internationale Socialiste de Genève).

7 avril 1982 : *Ben Bella réhabilite Messali.*
20 avril 1983 : Interview de J. Rous par « Jeune Afrique ».

4 mai 1983 : J. Rous évoque Sartaoui.

6 mars 1985 : *Testament pour la Nouvelle Calédonie.*

Présence africaine :

« *revue culturelle du monde noir* »

2ème trimestre 1963 : *Hommage à Jean Amrouche pour le premier anniversaire de la mort de l'écrivain algérien peu avant l'indépendance de l'Algérie.*

<u>Le Monde :</u>

17 septembre 1966 : Mise au point de J. Rous, conseiller de Senghor, à propos de ses relations avec Hassan II du Maroc.

1er avril 1970 : *A pas de tortue.* (Sur la rénovation de la Gauche en France).

5 décembre 1970 : Présentation par J. Rous de la lettre de L. Trotsky datée d'août 1936.

11 mai 1971 : *A la veille d'un redressement.* (Autogestion en Yougoslavie).

26/27 novembre 1972 : *L'inconscience de l'Europe devant l'Afrique.*

13 octobre 1973 : *Une solution de compromis.* (Conflit israélo-arabe).

26 juin 1974 : *Une nouvelle étape de l'unification socialiste.*

23 juillet 1975 : *Suffrage universel et démocratie directe.* (Sur la situation au Portugal).

8/9 mai 1975 : *La renaissance de la Catalanité.*

3 mai 1977 : Lettre de J. Rous, membre du Comité directeur du PS à propos du prochain congrès de Nantes.

13 septembre 1977 : *A l'épreuve de la démocratie.* (Tunisie).

2 mars 1978 : *Socialisme et décolonisation intérieure.*

30 mars 1978 : *Une compétition féconde.* (Changer la Gauche).
8 février 1979 : *Points de repères.* (Créer le Parti Socialiste nouveau).

1er décembre 1979 : Lettre de J. Rous : *Léon Trotsky : une grande figure du Mouvement Ouvrier.*

28 août 1980 : *Où va le Sénégal ?*

31 octobre 1980 : *Extension des pouvoirs personnels.* (Au sein du Parti Socialiste).

13 janvier 1981 : *Pour un tandem Mitterrand/Rocard !*

Combat :

4 mai 1955 : *Nécessité d'un mouvement anti-colonialiste européen*.

7 mai 1969 : *Pour une alliance socialiste.*

19 juin 1969 : *La politique du moindre mal et la politique du pire.*

2 juillet 1969 : *Un, deux, trois partis socialistes.*

18 juillet 1969 : *L'unité pour demain.*

31 juillet 1969 : *La révolution spatiale, le capitalisme et le socialisme.*

14 août 1969 : *Créer ou rénover.*

2 sept. 1969 : *La déstalinisation toujours recommencée.*

8 sept. 1969 : *Hommage à l'Oncle Ho.*

16 sept. 1969 : *Pour renverser la vapeur.*

10 oct. 1969 : *Faut-il renoncer ?*

4 nov. 1969 : *Est-ce la fin de l'Europe européenne ?*

20 janv. 1970 : *La tragédie biafraise servira-t-elle ?*

7/8 fév. 1970 : *La nouvelle société est bloquée.*

6 mars 1970 : *Où vont les retombées ?*

13 mars 1970 : *Crise du gauchisme et du réformisme.*
23 mars 1970 : *La survie d'Emmanuel Mounier.*

27 mars 1970 : *Oppression, violence et révolution.*

1er juillet 1970 : *Social-démocratie ou socialisme.*

16 juillet 1970 : *Pour une conférence socialo-communiste, France-Italie.*

28 juillet 1970 : *Léon Trotsky, trente ans après.*

19 août 1970 : *Le fond du problème : la patrie palestinienne commune.*

4 sept. 1970 : *Les aspects sérieux d'une clownerie.*

28 sept. 1970 : *Lettre aux réformateurs.*

6 oct. 1970 : *Au creux de la vague.*

20 oct. 1970 : *Dialogue avec un sioniste de gauche.*

23 nov. 1970 : *La renaissance sous le signe de Gramsci.*

11 déc. 1970 : *La gauche menacée de nouvelles divisions.*

15 déc. 1970 : *La gauche va-t-elle rater la décolonisation régionale ?*

8 janv. 1971 : *Entre l'opportunisme et le sectarisme.*

3 fév. 1971 : *Le PSU surmontera-t-il sa crise ?*

16 fév. 1971 : *Par quel bout prendre la réforme régionale ?*

11 mars 1971 : *Martinique, attention !*

9 avril 1971 : *Où est passé le problème régional ?*

15 avril 1971 : *Peut-on réformer l'ONU ?*

28 avril 1971 : *Un vent de changement flotte sur l'Afrique.*

18 juin 1971 : *Le congrès du PSU et la stratégie socialiste.*

2 juillet 1971 : *La gauche devant les nouvelles perspectives.*

4 août 1971 : *A qui le bonnet d'âne ?*

10 août 1971 : *Les régions pour les notables ou pour le peuple ?*

25 août 1971 : *La France et la voie chilienne.*

8 sept. 1971 : *Devant les succès et les péripéties de l'unité d'action.*

22 sept. 1971 : *Comment relever le défi américain ?*

8 oct. 1971 : *Vers un grand remue-ménage ?*

19 oct. 1971 : *Quelle nouvelle société nous prépare la gauche ?*

3 nov. 1971 : *Pour une politique de gauche vis à vis du tiers-monde.*

12 nov. 1971 : *Le socialisme pour aujourd'hui ou pour demain ?*

19 nov. 1971 : *Que signifie cette ruée vers le socialisme ?*

2 déc. 1971 : *Pour une relance de l'unité populaire.*

14 déc 1971 : *Chili, fin ou commencement de la révolution ?*

22 déc. 1971 : *Que peut-on attendre de l'ONU ?*

11 janv. 1972 : *Vers l'unité socialiste.*

18 janv. 1972 : *Le socialisme et le tiers-monde.*

24 janv. 1972 : *La controverse sur l'autogestion à la lumière de l'expérience yougoslave.*

2 fév. 1972 : *Plus que jamais, solidarité avec le Viet-Nam.*

7 fév. 1972 : *Est-ce la mort du journalisme ?*

11 fév. 1972 : *Lettre ouverte à Rocard : Jean Rous quitte le PSU.*

25 fév. 1972 : *L'actualité de l'unité socialiste et les enseignements de Jaurès.*

10 mars 1972 : *De la social-démocratie au socialisme.*

28 mars 1972 : *La gauche devant le piège.*

5 avril 1972 : *Est-ce la fin de l'unité de la gauche ?*

21 avril 1972 : *Le courage est parfois de s'abstenir.*
12 mai 1972 : *Une nouvelle chance pour le socialisme.*

26 mai 1972 : *Les conditions de la relève.*

13 juin 1972 : *Le succès des Grands et l'échec des Petits.* (sur les relations entre les 95 pays pauvres et les USA et l'URSS)

4 juillet 1972 : *De 1936 à 1972.*

11 juillet 1972 : *Peut-on revenir au gaullisme sans de Gaulle ?*

18 juillet 1972 : *Aide et recolonisation.*

25 juillet 1972 : *Le programme commun entre deux feux.*

12 août 1972 : *La révolution chilienne en danger.*

15 août 1972 : *D'où vient cette irréductibilité du Viet-Nam ?*

18 août 1972 : *La paix au Moyen-Orient et la mission de l'Afrique.*

29 août 1972 : *La question marocaine.*

12 sept. 1972 : *Antisovietisme et unité de la gauche.*

26 sept. 1972 : *La CFDT va-t-elle s'isoler ?*

2 oct. 1972 : *La plan Pompidou et l'unité de la gauche.*

12 oct. 1972 : *A propos de « l'ombre terrifiante de la paix ».*

21 nov. 1972 : *L'accord américano-vietnamien et le jeu de Nixon.*

29 nov. 1972 : *La coopération à refaire.*

12 déc. 1972 : *Le vent a tourné à gauche.*

19 janv. 1973 : *Le système Pompidou et la voie socialiste.*

2 mars 1973 : *Le vrai et le faux changement.*

13 mars 1973 : *Le combat continue.*

10 mai 1973 : *Vers un renforcement de l'unité.*

29 mai 1973 : *Le parti socialiste et les tendances.*
8 juin 1973 : *L'autogestion au congrès socialiste.*

21 juin 1973 : *A la veille du congrès de Grenoble : pour une politique internationale socialiste.*

3 juillet 1973 : *Après Grenoble, l'avenir du Parti socialiste.*

24 juillet 1973 : *Le coup de l'union sacrée.*

21 août 1973 : *Fin du gauchisme ou reconversion.*

30 août 1973 : *Le conflit Lip et le droit nouveau.*

11 sept. 1973 : *Le pouvoir régional et le midi méditerranéen.*

28 sept. 1973 : *La révolution dans la légalité.*

22 oct. 1973 : *Le Parti socialiste et François Mitterrand.*

8 nov. 1973 : *Pour que finisse le temps du mépris.*

12 nov. 1973 : *Le parti socialiste, l 'ancien et le nouveau.*

23 nov. 1973 : *Le défi européen.*

3 déc. 1973 : *Le socialisme et le petit commerce.*

24 déc. 1973 : *Après le congrès socialiste sur l'Europe.*

10 janv. 1974 : *La croissance remise en question.*

29 janv. 1974 : *Faut-il réviser le programme commun ?*

15 fév. 1974 : *Quand les régions bougent.*

4 mars 1974 : *Que va faire Israël devant l'Etat palestinien ?*

2 mai 1974 : *Les droits du tiers-monde.*

27 mai 1974 : *Et maintenant ?*

Cités Unies :

« *organe de la FMVJ* »

juillet 1966 : *Aujourd'hui, 20 juin 1966, où en est la FMVJ ?*
déc. 1968- janv.1969 : *Coopération Europe-Tiers-monde*. (exposé fait dans le cadre de la « Journée d'Information sur la Coopération mondiale inter-communale », Prague, 9 octobre 1968).

nov-déc 1969 : *L. S. Senghor, un président de l'Afrique nouvelle.* (extraits de l'ouvrage de Jean Rous, en introduction du n° spécial de la revue sur le Sénégal).

janv.-mars 1974 : *Commentaires.* Lettre de Jean Rous du 4 mars 1974 contenant les réflexions qu'inspire à J. Rous le « texte des délégués des Municipalités communistes ou communisantes au Congrès de Dakar ».

Humanisme :

revue des Francs-Maçons du Grand Orient de France

mars-avril 1973 : Titre du numéro : *Vers l'Eurafrique ?*
article de Jean Rous : *Pour une nouvelle politique de coopération avec le tiers-monde.*

Annales du Grand-Orient de France,

supplément à « Humanisme » :

avril 1972 : *Proudhon et l'initiation.*

1973, n°2 : *Intervention du F. Jean Rous au colloque de Fatick (Sénégal).*

Le Nouvel Observateur :

17 août 1973 : *A. Rosmer et le mouvement révolutionnaire international de C. Gras.*

25 fév. 1974 : *« Simple militant » de M. Jaquier et « Nouvelle étape du Capitalisme » de P. Lepape.*

13 avril 1974 : *Servitude et grandeur du PSU de E. Depreux*.

14 octobre 1974 : *Notes sur Gramsci de A. Leonetti.*

30 décembre 1974 : « *Tout est possible ! Les « gauchistes » français, 1929-1945 », de J. Rabaut.*

31 mai 1976 : *La Révolution Espagnole de Léon Trotsky.* (Ces six articles sont des comptes-rendus de lecture de J. Rous).

6 août 1976 : *Communistes et anarchistes en Espagne*, réponse à une lettre.

9 octobre 1978 : *Réponse à un article de J. Attali sur la mort des mots.*

4 octobre 1979 : *Ne pas substituer un dogme à un autre.*

8 février 1985 *: Hommage à A. Leonetti : un sage de la Révolution.*

22 février 1985 : *Nouvelle Calédonie : gardons Pisani.* (Cet article est paru le lendemain du décès de J. Rous).

Revue française d'études politiques méditerranéennes :

(Directeur : P. Biarnes, réd. en chef : P. Decraene). Dans chaque numéro de cette revue J. Rous se chargeait de présenter l'actualité du mois précédent en Méditerranée :

janvier 1975 : *La renaissance méditerranéenne.*

février 1975 *: Préalable à la paix en Méditerranée : la reconnaissance mutuelle.*

mars 1975 : *Les petits pas dans les grands: apaisement au Moyen-Orient, danger à Chypre.*

avril 1975 : *La paix et la démocratie en Méditerranée.*

juin 1975 : *La dialectique de la Paix*. (A propos de la réouverture du Canal de Suez).

juillet-août 1975 : *Initiatives méditerranéennes.*

septembre-octobre 1975 : *Corse: une jacquerie culturelle.*

décembre 1975 : *Ombres et lumières en Méditerranée.*

janvier 1976 : *Guerre et paix.* (Liban, Sahara, Israël, Pays arabes).

février 1976 : *Un timide début de détente.* (Liban-Israël).

mars 1976 : *D'El Aïoun à Rome.* (Proclamation de la République Sahraouie, et nombreux problèmes autour de la Méditerranée, y compris dans les pays traditionnellement stables).
avril 1976 : *Arbitrages ambigus* (échec de la médiation syrienne au Liban).

mai 1976 : *La crise libanaise : un drame sans issue prévisible.*

juin-juillet 1976 : *Mai : la tragédie libanaise et ses suites.*
: Juin : toujours le lent naufrage libanais.

août-septembre 1976 : *Juillet : Tall El Zaatar, Stalingrad palestinien.*
: Août : Tall El Zaatar, suite et fin.

octobre 1976 : *La guerre civile libanaise.*

novembre 1976 : *Perspectives de paix au Liban.*

décembre 1976 : *Marquer ce mois d'une pierre blanche.*

1er trimestre 1977 : - éditorial de Rous, non titré. (Progrès vers une solution aux problèmes en Espagne et au Moyen-Orient, mais à consolider).
- *L'Union culturelle des villes de la Méditerranée.*

2ème trimestre 1977 : éditorial de Rous, non titré. (Impasse en Israël, en Espagne, au Maroc et en Turquie.)

3ème trimestre 1977 : éditorial de Rous, non titré. (Le conflit entre l'Egypte et la Lybie n'a pas dégénéré).

Ethiopiques :

revue socialiste de culture négro-africaine :

janvier 1975 : *Socialisme français et autogestion.*

L'Indépendant :

quotidien des Pyrénées Orientales :

septembre 1928. : *Interview de Han Ryner*. (nous n'avons malheureusement pas pu retrouver cet article car l'unique collection considérée comme complète (celle des archives municipales de Perpignan) est en fait lacunaire car des pages ou parties de pages ont disparu).

Rubrique « Libres opinions » ou « Chronique » des :
3 mars 1978 : *Léon Blum ou la réforme ouverte à la révolution*. (compte-rendu de l'ouvrage de Lacouture : *Léon Blum*).

17 avril 1978 : *La renaissance de la méditerranée par les communes et les régions.*

24 mai 1978 : *Le terrorisme et l'Etat.*

12 juin 1978 : *Capitalisme, socialisme et libéralisme.*

5 juillet 1978 : *Force et faiblesse du monde arabe.*

31 juillet 1978 *: Que signifie être marxiste aujourd'hui ?*

11 octobre 1978 *: L'URSS est-elle socialiste ?*

7 nov. 1978 : *Trotski dans l'intimité vu par son secrétaire* (compte-rendu de l'ouvrage de Van Heijenoort : « *Sept ans auprès de Trotski »*).

20 nov. 1978 : *Au parti socialiste, compromis ou réforme ?*

6 déc. 1978 : *La tragédie du Cambodge vu par Jean Lacouture* (compte-rendu de : « *Survive le peuple cambodgien* » de J. Lacouture).

12 déc. 1978 : Interview de Jean Rous par R. Grando à l'occasion de la parution de l'ouvrage : *« Tiers-monde, réforme et révolution ».*

2 janv. 1979 : *Le chômage et le nécessaire changement de société.*

19 janv. 1979 : *Le Maroc face aux impérialismes*. (compte-rendu de l'ouvrage éponyme de Charles André Julien).

8 février 1979 : *La prostitution de la violence.*

12 février 1979 : Page spéciale de témoignages sur la guerre d'Espagne. Le témoignage de Jean Rous est intitulé : *La révolution assassinée.*

21 fév. 1979 : *Occitanie et Catalogne.*

9 mars 1979 *: Le Front populaire dans les Pyrénées Orientales* (compte-rendu du mémoire de maîtrise de J. C. Pacouil).

19 mars 1979 : *La France vu par André Fontaine* (compte-rendu de l'ouvrage : « *La France au bois dormant* »).

6 avril 1979 : *Le face à face Staline-Trotski.*

27 avril 1979 : *Pour préserver l'unité socialiste.*

15 mai 1979 : *L'ère des ruptures*. (compte-rendu de l'ouvrage éponyme de Jean Daniel).

30 mai 1979 : *L'Europe entre socialisme et capitalisme.*

15 juin 1979 : *La région, garantie de diversité.*

5 juillet 1979 : *Le socialisme, la religion et la mort.*

25 juillet 1979 : *La FMVJ, la tolérance et l'Europe.*

10 sept. 1979 : *Le tiers-monde en question.*

17 oct. 1979 : *Relire : « Le Capital ».*

31 oct. 1979 *: Qu'est-ce qui ne va pas dans le PS ?*

14 nov. 1979 : *Est-ce le commencement de la fin du conflit israelo-palestinien ?*

12 déc. 1979 : *Que reste-t-il de Trotsky ?*

26 déc. 1979 : *Politique et religion,* (à propos de l'Iran).

4 janv. 1980 : *Le monopole et la liberté de l'information.*

25 janv. 1980 : *Les raisons d'un avortement* (sur la dégénérescence du stalinisme et « l'avortement » du socialisme qui en était issu en barbarie).

10 mars 1980 : *La crise de la gauche et le socialisme.*

25 mars 1980 : *Pour un nouvel ordre mondial.*

11 avril 1980 : *Nationalisme régional ou socialisme.*

21 avril 1980 : *Les cinquante Afriques.* (compte-rendu de l'ouvrage éponyme d'Hervé Bourges et Claude Wauthier).

5 mai 1980 : Page spéciale sur la mort de Tito. Article de Rous : *L'héritage.*

16 mai 1980 : *Animation et communautés.*

23 juin 1980 : *Le PS mis à nu.*

1er juillet 1980 : *A nouveau capitalisme, nouveau socialisme.*

24 juillet 1980 : *Pour une réforme fédérale.*

30 juillet 1980 : *Socialisme et démocratie en Afrique.*

8 sept. 1980 : *La révolution socialiste à l'Est ?*

1er oct. 1980 : *François Mauriac vu par Jean Lacouture* (compte-rendu de l'ouvrage de Lacouture sur F. Mauriac).

30 oct. 1980 : *Six propositions pour un renouveau socialiste.*

13 nov. 1980 : *L'élection américaine peut-elle changer la face du monde ?*

3 déc. 1980 : *La décadence ou le mouvement.*

10 déc. 1980 : *La passion du docteur Henry Duclos* (compte-rendu d'ouvrage).

8 janv. 1981 : *L'Afrique devant la recolonisation.*

23 janv. 1981 : *Les conflits de l 'An 81.*

29 janvier 1981 : *Salariat et travail autonome.*

4 mars 1981 : *Que signifie la campagne contre l'Etat ?*

11 mars 1981 : *Socialisme et internationalisme.*

20 mars 1981 : *Certitudes et incertitudes du scrutin présidentiel.*

30 mars 1981 : *La Pologne condamnée à l'équilibre.*

10 avril 1981 : *La guerre d'Espagne vue par les poètes*. (à propos de l'anthologie poétique de Josette et Georges Colomer).

19 mai 1981 : *D'une victoire à l'autre.*

2 juin 1981 : *La démarche socialiste.*

27 juin 1981 : *En quel sens y-a-t-il révolution ?*

8 sept. 1981 : *L'avenir du socialisme.*

26 sept. 1981 : *Nationalisation et étatisation.*

19 oct. 1981 : *La mission du PS et le gouvernement.*
18 janv. 1982 : *La Pologne et le choix qu'elle impose.*

3 fév. 1982 : *L'avertissement.*

25 fév. 1982 : *PC en crise, que faire ?*

21 mai 1982 : *Qu'est-ce qui ne va pas en France.*

11 juin 1982 : *La leçon de Mendès-France.*

24 juin 1982 : *En passant par la France*. (compte-rendu de l'ouvrage éponyme de Simone et Jean Lacouture).

20 juillet 1982 : *Pour une initiative de Bourguiba au Moyen-Orient.*

6 oct. 1982 : *Du massacre à la conciliation* (sur le conflit israélo-palestinien).

20 oct. 1982 : *La lutte pour l'égalité et la « privilégiature ».*

26 oct. 0982 : *Mendès-France pionnier de la réconciliation judéo-arabe.*

18 nov. 1982 : *Les perspectives de l'ère Andropov.*

25 nov. 1982 : *Les cadres, les patrons et le socialisme.*

6 déc. 1982 : *Le rôle du consensus.*

1er janvier 1983 : *Le devoir de se renouveler.*

5 avril 1983 : *La quadrature du cercle.*

11 avril 1983 : *Habib Bourguiba.*

28 juin 1983 : *Quel renouveau ?*

1er sept. 1983 : *L'imbroglio tchadien.*

28 oct. 1983 : *La synthèse socialiste.*

1er nov. 1983 : *Le devoir de se renouveler.*

24 nov. 1983 : *Equilibre ? D'abord dans les esprits.*

16 déc. 1983 : *D'un changement à l'autre.*

30 déc. 1983 : *Arafat, un nouveau tournant ?*
13 janv. 1984 : *L'année Orwell.*

24 janv. 1984 : *Revenons à l'essentiel.*

7 mai 1984 : *Pour un nouveau programme commun.*

30 mai 1984 : *Objectif : l'union européenne.*

28 juin 1984 : *L'ardente obligation du renouveau.*

11 juillet 1984 : *Peut-on freiner la décadence ?*

26 juillet 1984 : *Est-ce un nouveau départ ?*

25 fév. 1985 : *Dernier message*. (article posthume signé Jean Rous).

<u>Pour le fédéralisme :</u>

1984 : *Objectif : l'union européenne.*

Cet ensemble de textes écrits par J. Rous n'est probablement pas exhaustif et ce, pour diverses raisons.

- d'abord, dans de nombreux périodiques de cette liste beaucoup d'articles ne sont pas signés, parfois même la plupart.
- certaines collections de périodiques sont incomplètes ; c'est le cas de La Vérité, Cité-Soir... Malgré la consultation systématique dans diverses bibliothèques, il ne nous a pas toujours été possible de compléter les manques.
- il ne nous a pas été matériellement possible de consulter l'ensemble des périodiques auxquels Jean Rous aurait pu participer. Nous avons dépouillé prioritairement les périodiques où la collaboration de Jean Rous a pu être établie a priori, par ses propres archives ou par d'autres moyens (témoignages, etc).
- nous avons cependant tenté de retrouver des documents journalistiques permettant d'illustrer l'évolution de sa pensée et de suivre ses engagements sur l'ensemble de sa vie.

2. SOURCES MANUSCRITES :

1. ARCHIVES PUBLIQUES HORS DE FRANCE :

1. Archives Nationales du Sénégal (Building administratif, Dakar) :

4 C 3205, dossier personnel de Jean Rous, assistant technique, 1960-1968, (arrêtés et décisions, ordres de mission).

Dossier de documentation concernant Jean Rous (coupures de presse 1960-1969).

2. Archives Nationales de Tunisie (Ministère de la Culture La Kasbah, Tunis):

Nous n'avons pas obtenu satisfaction quant à la composition, et moins, encore la consultation des archives.

3. Archives Royales du Maroc (Rabat) :

Nos demandes de renseignements, adressées à Monsieur le Directeur Général du Cabinet Royal, seul habilité (selon l'Attaché Culturel de l'Ambassade du Maroc à Paris) à répondre à ce type de questions sur les fonds et le fonctionnement de ces archives ainsi que sur les possibilités qui nous seraient offertes pour consulter les documents qu'elles contiennent concernant l'accession au pouvoir du Sultan Mohamed V et de son fils Moulay Hassan, n'ont obtenu qu'une réponse, datée du 15 avril 1996. Celle-ci nous indique que « *la Direction des Archives Royales ne dispose pas de documents relatifs à ce grand homme, ami du Maroc et défenseur de la cause marocaine* ».

2. ARCHIVES NATIONALES :

1. Archives de France :

rue des Franc Bourgeois

- Sous-série 72 AJ :

Il s'agit de documents sur la deuxième guerre mondiale provenant du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale.

- 72 AJ 58 : dossier « L'Insurgé ».

- 72 AJ 59 : dossier « Libérer-Fédérer ».

- 72 AJ 567 : Documents André Philip, Commissaire à l'Intérieur (1941/1970).

- Sous-série AR :

Cette sous-série concerne la presse française.

- 6 AR 1 et 2 : Courrier des lecteurs, articles, notes du journal « Franc-Tireur » (1948/1953).

_ Sous-série BB :

- BB18. 3241 : Communistes emprisonnés.

- BB18. 3244/2 à /11 : Poursuites contre les Communistes.

_ La série F7 peut nous aider à situer les activités de J. Rous dans l'entre-deux guerres :

- F7 13102 à 13125 : Activités du Parti Communiste Français au travers des rapports des Préfets (plusieurs dossiers possibles).

- F7 13981 : Rapport sur les activités de Trotzky en France.

- F7 14693 et 14694 : Carnet B (Listes d'individus à tendances extrémistes considérés comme dangereux), 1897/1940.

- F7 14796 : Documentation provenant de la Ligue Communiste Internationale, 1931-1937.

- F7 14797 : Etudes, brochures, affiches sur la LCI, (1927-1937).

- F7 15158 à 15165 : Fichiers des Renseignements Généraux : Arrestations de Terroristes, Attentats, Grèves.

- F7 15273 à 15282 : Partis politiques sous l'occupation.

- F7 15588. Parti Socialiste Ouvrier et Paysan et ex-Parti Communiste Internationaliste. Juin 1939.

- F44 5 à 27 : Correspondance du Commissariat à la Jeunesse.

- F44 104 à 108 : Mouvements de Jeunesse : documents généraux, demandes d'agrément et de subvention (1937-1963).

- *Archives de Fontainebleau* : Dossier des Renseignements généraux sur Jean Rous.

- Carton 940472. Article 285, dossier 25559. Dossier des Renseignements généraux Jean Rous avant 1936. extrait du fonds de Moscou.

- Carton 850085. Article 18, dossier des Renseignements généraux Jean Rous de 1945 à son décès. Je n'ai pas été autorisé à consulter ce dossier.

2. Archives du Ministère des Affaires Etrangères :

(rue Esnault Pelterie)

- à propos de la guerre d'Espagne :

- Europe 1918-1940. Espagne volume 183. Relations franco-espagnoles pendant la guerre civile (octobre 1936-avril 1937).

- Europe 1918-1940. Espagne volume 243. Espagne, Correspondance politique et économique (1918-1940).

- Maroc 1917-1940, volume 544 bis. Relations franco-espagnoles (1930-1939) à propos du Maroc (supplément).

- Maroc 1917-1940, volume 603. Dossier général 1934-1939 sur les relations franco-espagnoles au Maroc.

- Maroc 1917-1940, volumes 604-605. Juillet 1936-août 1936. Sédition au Maroc espagnol.

- à propos de la décolonisation de l'Indochine (mai-juillet 1954) :

- Asie-Océanie 1944-1955. Dossiers généraux, volume 216. Participants à la Conférence de Genève.

- Asie-Océanie 1944-1953, volume 232. Compte-rendu des entretiens privés de la délégation française.

- Asie-Océanie 1944-1955, volumes 214 et 232. Indochine. Divers documents sur les relations franco-indochinoises.

- à propos de la Conférence de Bandung :

- Asie-Océanie 1944-1955. Dossiers généraux, volume 190. Conférence internationale avril-décembre 1955.

<u>3. Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine :</u>

- Fonds Delta Réseau 135 : archives Pierre Frank :
  1 : Divers,
  2 : Courrier international,
  3 : Correspondance sympathisants et lecteurs du journal.

Ce fonds qui rassemble l'essentiel des documents personnels de P. Frank, l'un des dirigeants du mouvement trotskiste avant, pendant et après la deuxième guerre mondiale, apporte aussi des éléments d'information sur la décolonisation.

- Congrès SFIO de 1944 à 1948.

- Minutes des Comités Directeurs de la SFIO depuis 1944 : seuls sont utilisables pour notre travail ceux des années 1945, 1946, 1947 et 1948.

- Fonds Delta Réseau 688 : archives Daniel Guérin :
  5/2 1936
  6/1 1936
  6/2 1937
  7/2 1939 et création du PSOP
  23 1961
  24/2 1965
  44/2 et 3 « L'Insurgé ».

<u>4. Archives de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de guerre (direction départementale de Paris) :</u>

Demande de carte de combattant numéro 42078 du 14 octobre 1948.

5. Archives de l'OURS (Office Universitaire de Recherches Socialistes) :

- 13 APO 1 : Archives Charles Lancelle.
- Sténographies des congrès SFIO de 1955, 1956, 1957 et 1958.

6. Archives de l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP) :

- Comité France-Maghreb.
-

7. Archives de la Préfecture de Police de Paris :

- Dossier n° 49 376, photocopie de l'original du dossier classé aux RG (microfilm).
-

3. ARCHIVES DEPARTEMENTALES :

1. Archives Départementales de l'Ariège :

- 5 M 138 : Mouvements Révolutionnaires Espagnols.

- 5 M 141 : Brigades Internationales.

2. Archives Départementales de l'Aude :

- Annuaire de l'Aude, 1939.

3. Archives Départementales de Haute-Garonne :

- 2971 237 à 240 : Résultats scolaires du Grand Lycée de Toulouse, 1921-1926.

- M 1896/151 : Réseaux de Résistance gaulliste : arrestations, poursuites devant le tribunal militaire (1941-1942) (à propos du réseau Berteaux/Cassou).

- 1020 w 9 : Gauche et dissidents : partis de gauche à tendance socialiste, réorganisation de la SFIO (janvier 45-juillet 47).

- M 1935(2) : Correspondance des Commissaires de la République de Toulouse avec les Commissaires de la République et Préfets des autres régions (décembre 44-octobre 1945).

4. Archives Départementales des Pyrénées Orientales :

***Série J :**

Cette série, composée de fonds entrés par voie extraordinaire (dons, legs, achats ou dépôts et non versements administratifs), est essentielle pour notre travail puisqu'elle comporte les Fonds Rous.

-sous-série 19 J : Fonds Rous :

Il s'agit du Fonds Emile Rous, déposé en 1973 par M. René Parent au nom de Jean Rous. Ce dépôt renferme une grande part des justificatifs d'achat de propriétés de la famille paternelle de Jean Rous.

-sous-série 96 J : Fonds Jean Rous :

Ce fonds comprend tous les documents manuscrits et imprimés déposés par Madame R. Rous, en 1985, à Saint-Cyprien sous le nom de « Association des Amis de Jean Rous », puis donnés en mai 1990 aux Archives Départementales des Pyrénées Orientales par l'Association. Ce fonds possède, en outre, une bibliothèque de plus de deux cents ouvrages laissés par Madame R. Rous aux ADPO.

La partie manuscrite est divisée en 259 liasses couvrant l'essentiel de la vie familiale, professionnelle et politique de J. Rous.Il faut y ajouter une documentation iconographique composée de 444 photographies.

Un répertoire numérique de la sous-série 96 J a été établi par Madame Brejon de Lavergnée, Directrice des Archives Départementales des Pyrénées Orientales.

- 96 J 1 à 8 : Documents familiaux Rous-Sabater,
- 96 J 9 : Documents relatifs à la première épouse de J. Rous, Maria Renucci,

- 96 J 10 à 12 : Documents concernant la scolarité et la carrière de J. Rous,
- 96 J 13 : Armée, guerre et résistance,

- 96 J 14 : Franc-maçonnerie,

- 96 J 15 : Papiers divers (cartes d'identité, passeport, cartes d'étudiant, cartes de membre du PS, de FO, invitations diverses),

- 96 J 16 à 33 : Journal intime (1941-1985); on trouve en 96 J 10 cinq petits carnets dans lesquels J. Rous a entre 1928 et 1931 exposé ses idées personnelles. Ces carnets pourraient être rattachés à cette partie,

- 96 J 34 à 75 : Correspondance envoyée (96 J 34) et reçue (96 J 35 à 75),

- 96 J 76 : A propos du décès de J. Rous,

- 96 J 77 à 115 : Manuscrits des ouvrages de J. Rous,

- 96 J 116 à 123 : Articles divers de J. Rous (malheureusement rarement datés et pour lesquels la mention du lieu de parution est pratiquement toujours absente)

- 96 J 124 : Coupures de presse (1951-1985), articles de J. Rous,

- 96 J 125 : Brouillon des interventions de J. Rous pour le livre Un Homme de l'ombre de Mme Dominique Gauthiez,

- 96 J 127 et 128 : Documents divers liés à la deuxième Guerre Mondiale (à rapprocher de 96 J 13,16, 37 et 38 tous liés aux activités pendant la guerre),

- 96 J 129 et 130 : J. Rous journaliste,

- 96 J 131 à 156 : J. Rous militant de la SFIO puis du Parti Socialiste,

- 96 J 157 à 162 : Fédéralisme, région catalane (dont lettres de Pau Casals, création de la fédération catalane du Parti Socialiste, fondation de l'Union pour la Région Catalane),

- 96 J 163, 164 et 165 : Le socialisme en Europe,

- 96 J 166 : Congrès des Peuples contre l'Impérialisme, (1948-1953),

- 96 J 167 : Bandung (1955),

- 96 J 168 à 170 : Conférence des non-alignés (1973-1975),

- 96 J 171 à 183 : Fédération Mondiale des Villes Jumelées (1965 à 1985),

- 96 J 184 : Conseil Economique (1956),

- 96 J 185 à 191 : Partis socialistes africains,
- 96 J 192 et 193 : Afrique : développement et coopération,
- 96 J 194 : Cameroun (1982-1983),
- 96 J 195 : Congo (1975 et sq.),
- 96 J 196 : Madagascar (1948,1949 et 1972),
- 96 J 197 et 198 : Sénégal (textes et articles manuscrits),
- 96 J 199 à 219 : Correspondance L. S. Senghor-J. Rous (1952-1984),
- 96 J 220 à 227 : J. Rous conseiller technique à la présidence de la République du Sénégal (1960-1968),
- 96 J 228 et 229 : Sénégal : notes au président Diouf et coupures de presse,
- 96 J 230 : Chine,
- 96 J 231 : Inde (1955-1971),
- 96 J 232 : Indochine (1946-1973),
- 96 J 233 : Japon (1954),
- 96 J 234 : Chili (1971-1973),
- 96 J 235 : Hongrie,
- 96 J 236 : Portugal (1974-1975),
- 96 J 237 : URSS et Centre d'Etudes et de Recherche sur les Mouvements Trotskystes et Révolutionnaires Internationaux (CERMTRI),
- 96 J 238 : Yougoslavie (1954 et 1981),
- 96 J 239 : Réflexions de J. Rous sur l'Islam, la Méditerranée,
- 96 J 240 : Algérie (1951-1984), correspondance,
- 96 J 241 : Egypte (1955-1977),
- 96 J 242 : Maroc (1947-1982), souvenirs, notes et articles,

- 96 J 243 à 251 : Tunisie (1947-1984), notes, articles, déclarations, correspondance,

- 96 J 252 à 256 : Conflit israélo-arabe (1967-1982),

***Série M : Administration générale et économie :**

Cette série est en cours de classement, nous devons donc nous reporter le plus souvent aux cotes d'origine:

-Sous-série 1 M : Administration générale du département.

- 1 Mp 496 : Correspondance concernant le ravitaillement,la surveillance des prix et des réfugiés, internés allemands et personnes de passage (août 1939-mars 1941),

- 1 Mp 497 : Surveillance des personnalités, réservistes français venant d'Espagne, plaintes et dénonciations (août 1939-septembre 1940),

- 1 Mp 523 : Renseignements concernant des périodiques paraissant pour la première fois (1928-1938),

- 1 Mp 524 : Presse : concernant des désordres dans le département (1934-1939),

- 1 Mp 526 : Correspondance et instructions concernant la surveillance de la presse,

- 1 Mnc 2000 : Passage de la frontière, surveillance des suspects (1934-1939), versement du cabinet du Préfet du 24 septembre 1953,

- 1 Mnc 2003 : Radiation d'affectations spéciales, motif : anti-français (1939-1943), versement du cabinet du Préfet du 13 septembre 1951,

La sous-série 31 W (qui appartient à cette série 1M) correspond au versement du cabinet du Préfet du 13 septembre 1951 :

- 31 W 161 : Surveillance des Etrangers : dossiers collectifs, groupes, réunions, conférences (1927 à 1932 et 1936);

- 31 W 164/5 : Anarchistes, anti-militaristes, libertaires: notices individuelles alphabétiques, groupes, listes d'adhérents (1894-1934),

- 31 W 165/2 : Frontière franco-espagnole, surveillance au passage des frontières (1934-1939),

- 31 W 167/1 : Surveillance des communistes (situation du Parti),

- 31 W 167/2 : Rapports sur les activités des partis extrémistes,

- 31 W 168/2 : Armes : surveillance, saisies, trafic, (rapports : 1935-1938),

- 31 W 171/1 : Affaires politiques : propagande anti-militariste dans l'armée,

- 31 W 171/2 : Partis politiques, surveillance des anarchistes (1925-1940),

- 31 W 174/1 : Affaires politiques : propagande subversive auprès des militaires (1937-1939),

- 31 W 177 : Partis politiques (1934-1936),

- 53 W 67 : Surveillance des partis politiques, réunions, conférences, rapports et correspondance (1924-1928), versement du cabinet du Préfet du 29 décembre 1956,

- 68 W 79 : Réunions publiques (1928-1939), versement du cabinet du Préfet du 19 septembre 1959,

- 68 W 111/1 : Surveillance des suspects politiques, versement du cabinet du Préfet du 19 septembre 1959,

- 68 W 115 : Sûreté Nationale: suspects inscrits au Carnet B spécial, dossiers individuels, 1922-1938,

- 1 Mp 524 : Presse : concernant les désordres dans le département (1936-1938),

- 1 Mp 526 : Correspondance, instructions concernant la surveillance de la Presse : écrits et journaux.

-Sous-série 2 M : Elections législatives,

- 2 M/1 119 à 121 : Elections législatives 1932,

- 2 M/1 131 à 136/3 : Elections législatives 1936,

-Sous-série 3 M : Elections au Conseil Général,

- 3 Mnc 1745/5 : Elections au Conseil Général, 1925,
- 3 Mnc 1745/6 : Elections au Conseil Général, 1928 et 1931, renseignements sur les membres du Conseil Général.

-Sous-série 4 M : Police,

- 4 Mp 186 et 187 : Surveillance des suspects, liste alphabétique de M à Z,

- 4 Mp 253 : Rapports concernant les affaires d'Espagne adressés au Ministère de l'Intérieur (1936-août 1940).

***Série R : Affaires militaires :**

-Sous-série 3 R : délivrance des cartes de Combattants

- 3 R 103 : dossier n° 12773,

- 3 R 187 : dossier n° 15881,

- 3 R 221 : dossier n° 20174,

***Série Z : Fonds des Sous-Préfectures :**

-Sous-série 3 Z : Sous-Préfecture de Prades,

- 3 Z 46 : Elections sénatoriale partielle, 1930,

- 3 Z 64 : Police administrative: affichage: contrôle, réclamations, correspondance (1925-1934),

- 3 Z 77 : Sûreté générale : passeports : demandes, correspondance (1929-1934),

- 3 Z 81 : Sûreté générale : surveillance de la frontière, expulsions, rapports, listes,
- 3 Z 90 : Maintien de l'ordre public, réquisitions (1930-1935),

- 3 Z 91 : Surveillance du territoire, police de l'air, notes, circulaires (1931-1942),

- 3 Z 234 : Administration communale de Prades (1908-1938), correspondance, rapports, délibérations, instructions.

5. Archives Départementales du Tarn et Garonne :

- 5 W 17 : Enquête, arrestation et procès des militants du POUM pendant la deuxième guerre mondiale, février-novembre 1941.
-

4. ARCHIVES MUNICIPALES :

Archives Municipales d'Alp :

Délibérations du "Comité de Défense National" constitué le 24 juillet 1936 en Municipalité, (juillet 1936-juin 1937).

5. ARCHIVES PRIVEES :

Archives privées hors de France :

-En Espagne :

-Centre d'Estudis Històrics Internacional (Barcelone) :

Résolutions du Comité Exécutif du Partido Obrero de Unificaciòn Marxista (octobre 1935-septembre 1936).

-Aux Etats-Unis :

-Houghton Library (Harvard College) Massachussetts :

- « Trotsky's papers »: Liasses de documents de Léon Trotsky accessibles au public depuis le 1er janvier 1980.

- Série T (Trotsky) échange de lettres entre Léon Trotsky et Jean Rous :

- Lettres de L. Trotsky à J. Rous :
  T 9932 à T 9935 : Juillet 1935,
  T 9938 à T 9957 : 30 Juillet à Novembre 1935,
  T 9959 à T 9968 : Décembre 1935 à Janvier 1936,
  T 9970 : Décembre 1937,
  T 9972 : Juin 1938,

- Lettres de J. Rous à L. Trotsky :
  T 4496 à T 4500 : Juin-Juillet 1935,
  T 4505 et T 4506 : Août-Octobre 1935,
  T 4534 à T 4543 : Mars 1936 à Mai 1937,
  T 4554 à T 4570 : Juillet 1937 à Juin 1939.

-Série V pour Jean Van Heijenoort, secrétaire de Léon Trotsky en Norvège et au Mexique et correspondant de J. Rous pendant cette période.

-Hoover Institution on War, Revolution and Peace, (Stanford University), Palo Alto, Californie :

- Fonds Nicolaievsky : Archives Léon Sedov et lettres, documents, manuscrits de Trotsky.

-Aux Pays-Bas :

-Internationaal Instituut voor sociale Geschiedenis (Amsterdam)

- Trotsky papers :
  Correspondance Trotsky/Sedov,
  Correspondance Sedov avec les dirigeants trotskistes en Europe,

- Secrétariat International de l'Opposition de Gauche :
  Correspondance, circulaires, autres documents, 1930, 1934,
  Minutes des réunions du Secrétariat International (1934-1936),

- Parti Ouvrier Internationaliste (POI) :
  Minutes des réunions du Comité Central et du Bureau Politique (1935-1938),
  Correspondance 1935-1938,

- Papiers H. Sneevliet (dirigeant du RSAP, parti membre de l'Opposition de Gauche) :
  Correspondance internationale : 1932-1940

- Papiers R. Prager (dirigeant de la IVème Internationale) :
  Documents du Secrétariat International de l'Opposition de Gauche (1931-1937),
  Comptes-rendus des réunions du Secrétariat International de la IVème Internationale (1937-1940),
- Confederacion Nacional del Trabajo (CNT) :
  Correspondance du Comité Régional de la CNT de Catalogne avec le Comité National de la CNT,
  Correspondance du Comité Régional de la CNT de Catalogne avec les autres organisations (dont le POUM),

- Internationale Socialiste :
  Correspondance du Bureau de liaison et d'Information Socialiste (SILO), 1946 et 1947,
  Comptes-rendus des réunions du SILO puis du COMISCO (Comité pour la Conférence Socialiste Internationale), 1946 à 1951,
  Comptes-rendus des diverses Conférences Socialistes Asiatiques (1952-1961).
  Correspondance générale de l'Internationale Socialiste (1947-1966),
  Correspondance avec les membres des Partis Socialistes de divers pays (1946-1983).

2. Archives privées en France :

-Archives Pierre Broué (Grenoble) :

- Lettres de P. Broué à J. Rous (1972-1984),
- Lettres de J. Rous à P. Broué (1972-1984),
- Lettres de J. Rous à Alfonso Leonetti (1970-1984),

-Centre de Documentaciò i d'Animaciò de Cultura Catalana (Perpignan):

- Dossier Jean Rous.

-Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux (CERMTRI à Paris) :

- Minutes des réunions du Comité Central et du Bureau Politique de la LCI (1934-1935),

- Minutes des réunions du Comité Central et du Bureau Politique du POI (1936-1939),

- Carton J. Rous (documents divers offerts par J. Rous au CERMTRI lors de la création de ces archives en 1977),
- Papiers Pierre Lambert (dirigeant du PCI après guerre) : notes des réunions du Congrès des Peuples Contre l'Impérialisme, (1948-1952),

- Journal personnel de Messali Hadj,

-Conseil de l'Ordre des Avocats (Paris) :

- Dossier J. Rous, avocat,

-Délégation pour l'Andorre (Perpignan) :

- 3 cartons portant le titre : « Affaires d'Andorre, 1917-1939 ».

-Archives de l'Institut Pierre Mendès-France (Paris) :

- Lettres de P. Mendès-France à J. Rous et réponses, à propos de :
  - l'Indochine,
  - la Guerre d'Algérie,
  - le renouveau du Socialisme,
  - le PSA et le PSU,

-Archives de la Mairie de Paris (Paris) :

- Dossier J. Rous, Commissaire Répartiteur de la ville de Paris,

-Archives du Musée Pau Casals (Prades) :

- Lettres de P. Casals à J. Rous et réponses,

-Archives Rodolphe Prager (Paris) :

- Dossier J. Rous, comprenant un échange de lettres, des témoignages et des documents sur la carrière de J. Rous,

- Notes personnelles de R. Prager sur les réunions du « Congrès des Peuples »,

- Dossiers sur la Tunisie, 1959-1963.

-Archives de l'Union pour la Région Catalane (Perpignan) :
en dépôt chez Maître Mayol, en attente de donation aux ADPO :

- Témoignages divers sur le premier président de l'URC, et sur les derniers instants de sa vie.

3. SOURCES IMPRIMEES :

1. Dans le fonds Jean Rous, aux Archives départementales des Pyrénées-Orientales :

1. 96 J 126, 257, 258 et 259 :

Coupures de presse conservées par J. Rous (datées de 1933 à 1985)

2. 126 J 1 à 235 : revues :

Il s'agit des revues archivées par J. Rous avant son décès et classées par les ADPO.

Malheureusement, de nombreux articles manquent, probablement découpés par J. Rous lui-même. Ces revues couvrent, pour l'essentiel, la période 1946-1985.

3. 125 J 1 à 2200 : livres :

Ces séries concernent la bibliothèque de J. Rous.
Nous avons classé ces ouvrages en dix grandes séries, elles-mêmes divisées en sous-séries:

- Art,
- Catalogne,
- Colonisation/Décolonisation, (cette série se compose de plus de 600 titres)
- Ecologie,
- Franc-maçonnerie,
- Littérature, (essentiellement des livres datant de la scolarité de Jean, nous ne sommes pas parvenu à savoir si J. Rous possédait d'autres ouvrages),
- Militantisme,
- Philosophie/Psychologie,
- Socialisme, (plus de 550 titres),
- Villes (congrés de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées).

2. Comptes-rendus des Congrès et des Conférences nationales et autres instances de la SFIO. et du parti socialiste :

1. Minutes des réunions hebdomadaires du Comité directeur de la SFIO (4 sept. 1946-29 juin 1948) :

2. Congrès SFIO :

- Mulhouse, juin 1935,
- Paris, nov. 1944,
- Paris, août 1945,
- Paris, août 1946,
- Meung sur Loire, juillet 1947 (semaines d'étude),
- Lyon, août 1947,
- Paris, juillet 1948,

- Asnières, juillet 1955,
- Puteaux, janv. 1956 (congrès extraordinaire),
- Lille, juin-juillet 1956,
- Toulouse, juin 1957,
- Issy les Moulineaux, septembre 1958,

Ces documents sont disponibles à l'Office Universitaire de Recherche Socialiste (OURS), rue de Lille, à Paris ; ainsi que les comptes-rendus des conférences nationales.

3. Congrès du PS :

- Grenoble, juin 1973,
- Bagnolet, conférence nationale, décembre 1973,
- Asnière, conférence nationale, mars 1974,
- Paris, conférence nationale, octobre 1974,
- Pau, janvier 1975,
- Paris, mai 1975,
- Dijon, mai 1976,
- Nantes, juin 1977,
- Metz, avril 1979,
- Créteil, conférence nationale, janvier 1981,
- Valence, octobre 1981,

Ces documents sont disponibles à la BDIC, Nanterre.

3. Périodiques consultés :

1. Presse régionale :

-*L'Avant-Garde des Pyrénées Orientales*, 1932-1936, Bibliothèque Nationale, Versailles,

-*L'Indépendant des Pyrénées Orientales*, 1888-1940, Archives Municipales, Perpignan,

-*L'Indépendant*, 1944-1985, Archives Municipales, Perpignan,

-*La Vérité Républicaine*, 1932-1936, Archives Municipales, Perpignan,

-*L'Eclair de l'Est*, 1928-1930, Bibliothèque Nationale, Versailles,

-*Le Populaire du Rhône*, 1944, Bibliothèque Nationale, Versailles.

2. Presse nationale :

-*Le Populaire*, 1932-1945, Bibliothèque Nationale, Paris.

-*La Vérité*, 1932-1936, CERMTRI, Paris.

-*La Lutte Ouvrière*, 1936-1939, CERMTRI, Paris.

-*Quatrième Internationale*,1938-1939, BDIC, Nanterre.

-*Révolution*, août-décembre 1935 et janvier-mai 1936, CERMTRI, Paris.

-*Juin 36*, février-mai 1939, Bibliothèque Nationale, Versailles.

-*La Voie de Lenine*, avril-juin 1939, BDIC, Nanterre.

-*Révolution Française*, septembre-novembre 1940, Bibliothèque Nationale, Paris.

-*Le Combat National-Révolutionnaire*, mars-juin 1941, Bibliothèque Nationale, Paris.

-*La Liberté syndicale*, mai-juin 1941, Bibliothèque Nationale, Paris.
-*Libérer-Fédérer/L'Insurgé*, juillet 1943-septembre 1944, Bibliothèque Nationale, Paris.

-*Jeune Révolution*, juillet 1944, Bibliothèque Nationale, Paris.

-*Cité-Soir*, juin 1945-juillet 1946, Bibliothèque Nationale, Paris.

-*Franc-tireur*, 1946-1957, BDIC, Nanterre.

-*Combat*, 1969-1974, BDIC, Nanterre.

-*Le Monde*, Bibliothèque Municipale, Perpignan.

-*Esprit*, 1944-1962, Archives personnelles Bernard et Raymonde Chevalier.

-*Les Temps Modernes*, Archives Marcel Péju.

-*Le Nouvel Observateur*, Archives du journal, Paris,

-*Tribune du Socialisme*, 1958-1960, BDIC, Nanterre.

-*Tribune Socialiste*, 1960-1972, Bibliothèque Nationale, Versailles.

3. Presse étrangère :

-*Jeune Afrique*, Paris,

-*Eurafrica*, Paris,

-*L'Orient*, Dakar,

-*Le Soleil*, Dakar,

-*La Presse de Tunisie*, Tunis,

-*L'Action*, Tunis,
-*Le Temps*, Tunis,

-*Le Soir*, Rabat,

-*L'Opinion*, Rabat,

-*Indiagram*, New-Delhi.

4. SOURCES AUDIO-ORALES ET AUDIO-VISUELLES :

1. Film de TF1 : *La mort de Sedov*, interview de Jean Rous par M. Lequenne et M. Wichard, 1975,

2. *Video-Memòria, J. Rous*, Felip Sole, Museu Puig, 1984, Perpignan,

3. *Rous à Saint-Cyprien*, film video enregistré pendant une assemblée générale de l'URC., non daté, mais qui aurait été réalisé le 6 décembre 1984,

4. *Présentation par J. Rous du film « La République est morte à Dien-Bien-Phu »* de Jean Lacouture, P. Devillers et J. Kanapa, (1974), Festival Confrontation : « Europe 45-65 », 2 avril 1984,

5. SOURCES ORALES ET TEMOIGNAGES :

Il s'agit de sources essentielles. Elles seules permettent de cerner la personnalité d'un individu en ajoutant aux travaux d'archives le « côté vécu »

du personnage. Il faut, bien sûr, utiliser ces sources avec précaution, les passer au crible des documents, les confronter les unes aux autres. Elles sont, cependant, irremplaçables en histoire immédiate, lorsque les archives ne peuvent être utilisées car trop récentes, comme c'est le cas pour une partie de la vie de J. Rous.

A la suite des références du témoignage, nous mentionnons en italiques les sujets particuliers sur lesquels nous avons interrogé chaque témoin, même si, bien sûr, d'autres souvenirs ont pu ressurgir au sujet de Jean Rous.

1. Témoignages oraux recueillis :

- Victor Alba, 14 mars 1990, Sitges,
  14 et 15 juillet 1994, Palau de Cerdagne : g*uerre d'Espagne et relations après-guerre à « Cité-Soir ».*

- Alberto Aranda, 10 avril 1996, Madrid : *ICE et guerre d'Espagne.*

- Jean-Pierre Biondi, 26 février 1992, Paris : *PSU, PS et Sénégal*.

- Louis Bonnel, 25 février 1992, Colombes : *trotskysme.*
- Claude Bourdet, 29 octobre 1992, Paris: *décolonisation, élections de 1951.*

- Léon Boutbien, 10 novembre 1993, Paris : *SFIO (1945-1948), RDR, Congrès des Peuples.*

- Jean-René Chauvin, 2 juillet 1997, Paris, *trotskysme, RDR, Congrès des Peuples, Yougoslavie.*

- Jean Daniel, 27 octobre 1992, Paris : *décolonisation, « Etudes méditerranéennes ».*

- Henry Dhavernas, 1er août 1998, Paris : *Poursuites contre Rous en 1942.*

- Paul Debauges, 8 novembre 1995, Toulouse : *« Libérer-Fédérer », SFIO, PSU.*

- Yves Dechézelles, 26 février 1992, Paris : *SFIO (1945-1948), décolonisation, PSU.*

- André Draum, 18 septembre 1998, Paris : *SNJFO et PS depuis 1972.*

- Paul Jansen, 5, 6, 7 juillet 1998,, La Chapelle en Vercors : *Maisons des jeunes.*

- Jean Lacouture, 28 octobre 1992, Paris : *décolonisation, Catalogne.*

- Philippe Lasserre, 22 janvier 1997, Paris, *Réarmement moral.*

- Gilles Martinet, 7 mars 1996, Paris : *décolonisation, PSU, PS après 1972*

- Mohamed Masmoudi, 1er juillet 1997, *décolonisation, congrès des Peuples, « Franc-tireur », Tunisie.*

- Daniel Mayer, 2 juin 1995, *SFIO (1945-1948), PSA, PSU.*

- Daniel Mitrani, 30 octobre 1995 , Paris : *deuxième guerre mondiale, PS.*

- Jean Monnier, 16 février 1995, Toulouse : *PSOP, « Libérer-Fédérer », SFIO, PSU.*

- Jean Olibo, 28 février 1990, Perpignan : *toute la vie de Jean Rous.*

- René Parent, 31 octobre 1990, Prades, *toute la vie de Jean Rous.*

- Paul Parisot, 14 avril 1995, 12 juillet 1997, Paris : *trotskysme, MNR, Congrès des Peuples, « Franc-Tireur ».*

- Marcel Péju, 7 mars 1996, Paris, *« Franc-Tireur », « Les Temps modernes ».*

- Rudolphe Prager, 16 juillet 1990 et 22 avril 1992, Rustrel : *toute la vie de Jean Rous.*

- José et Teresa Rebull, 31 juillet 1992, Banyuls sur Mer : *guerre d'Espagne, trotskysme, « Franc-Tireur ».*

- Emma Roca, 10 avril 1996, Madrid, *ICE et guerre d'Espagne.*

- Charles Ronsac, 24 juin 1992, et 5 juillet 1996, Paris : *« Franc-Tireur », syndicalisme, SFIO.*

- Gérard Rosenthal, 31 août 1990, Castelnau-Magnoac : *trotskysme, RDR.*

- David Rousset, 9 juillet 1990, Barbizon : *trotskysme, RDR.*

- Wilebaldo Solano, 15 novembre 1992, Barcelone : *guerre d'Espagne, Congrès des Peuples, Parti Socialiste Catalan.*

- Robert Verdier, 7 mars 1996, Paris : *SFIO, décolonisation, PSA, PSU (jusqu'en 1967), PS (à partir de 1972).*

- André Viot, 11 juillet 1992, Cournonsec : *idem et syndicalisme FO.*

2. Témoignages écrits reçus :

- Victor Alba, 7 et 14 août 1991 : *guerre d'Espagne et « Cité-Soir ».*

- Raymond Badiou, 3 février 1995 : *SFIO après-guerre, PS.*

- Béchir Ben Yahmed, 25 septembre 1995 : *décolonisation, Tunisie, presse (« Action », « Jeune Afrique »).*

- Jacques Berque, 14 novembre 1992 : *décolonisation*

- Claude Bourdet, 31 juillet 1992 : *mouvement « Justice et Liberté outre-mer ».*

- Pierre Broué, 27 novembre 1989, 26 décembre 1989, 19 juin 1990, 15 avril 1991 : *trotskysme, journal « La Commune », PSU.*

- Yvan Craipeau, 26 décembre 1989 et 22 mars 1990 : *trotskysme, après-guerre, PSU.*

- Léo Figuères, 5 novembre 1990 et 14 septembre 1998 : *Prades 1934.*

- Jean-François Kessler, 31 janvier 1995 : *Paris, gauche dissidente, PSA, PSU, PS.*

- Jacques Kergoat, 5 août 1992 : *relations Rous-Pivert, PSU.*

- Alain Le Dem, 3 septembre 1990 : *trotskysme.*

- Michel Lequenne, 9 décembre 1989 : *trotskysme.*

- Francesco Mill, 5 septembre 1991 : *guerre d'Espagne en Cerdagne.*

- Raymond Molinier, 17 avril 1990 : *trotskysme.*

- Pierre Naville, 5 janvier 1990 : *toute la vie de Jean Rous.*

- Marcel Péju, 7 mai 1995 : *deuxième guerre mondiale à Lyon.*

- José Rebull, 5 août 1995 : *milices du POUM sur le front de Huesca.*

- Wilebaldo Solano, 15 avril 1992 : *Congrès des Peuples et POUM maintenu après-guerre.*

- Fred Zeller, 20 décembre 1989 et 14 juillet 1997 : *MNR, franc-maçonnerie.*

3. Autobiographies et témoignages publiés contenant des informations sur Jean Rous :

BRETON André, *Entretiens (1913-1952),* Paris, NRF, 1969, 315 p.

BOURDET Claude, *Mes batailles, Paris,* in Fine, 1993, 255 p.

BROCKWAY Fenner, *Toward to morrow : the autobiography of Fenner Brockway,* Londres, Hart Davis et Mc Gibbon, 1977, 280 p.
COPFERMANN Emile - ROUSSET David, *Une vie dans le siècle*, Paris, Plon, 1991, 213 p.

CORREDOR Jose-Maria, *Conversations avec Pablo Casals,* Paris, Albin Michel, 1956, 336 p.

DEPREUX Edouard, *Souvenir d'un militant : de la social-démocratie au socialisme,* Paris, Fayard, 1972, 608 p.

DIA Mamadou, *Mémoires d'un militant du Tiers-Monde*, Paris, Publisud, 1985, 245 p.

ESSEL André, *Je voulais changer le monde*, Paris, Stock, 1985, 453 p.

FERNIOT Jean, *Je recommencerai bien : mémoires*, Paris, Grasset, 1991, 413 p.

FIGUERES Léo, *Jeunesse militante (chronique d'un jeune communiste des années 30-50),* Paris, Ed. Sociales, 1971, 299 p.

FRENAY Henri, *La nuit finira*, Paris, Laffont, 1973, 607 p.

JAQUIER Maurice, *Simple militant,* Paris, Denoël, 1974, 357 p. (coll. les Lettres Nouvelles),

LEFORT Bernard, *Mes Carnets secrets de la IVème : l'aller et retour du général, 22 août 1944-1er juin 1958*, Paris, Seuil, 1996, 455 p.

MARTINET Gilles, *Cassandre et les tueurs : 50 ans d'une histoire française*, Paris, Grasset, 1986, 269 p.,

MINGUET Simone, *Mes années Caudron*, Paris, Syllepse, 1997, 142 p.

MONNET Jean, *Mémoires,* Paris, Fayard, 1976, 826 p.

MOCH Jules, *Une si longue vie,* Paris, Laffont, 1976, 653 p.

RONSAC Charles, *Trois noms pour une vie*, Paris, Laffont, 1988, 492 p. (coll. Vécu)

ROSENTHAL Gérard, *Avocat de Trotsky*, Paris, Laffont, 1975, 331 p. (coll. Vécu)

SCHWARTZ Laurent, *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Paris, O. Jacob, 1997, 528 p.

SERGE Victor, - *Carnets*, Paris, Juillard, 1952, 221 p.
- *Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, Seuil, 1951, 439 p.

THIRION André, *Révolutionnaires sans Révolution*, Paris, Laffont, 1972, 580 p.

VAN HEIJENOORT Jean, *Sept ans auprès de Trotsky*, Paris, Maurice Nadeau/les Lettres Nouvelles, 1978, 233 p.,

VIANNEY Philippe, *Du bon usage de la France*, Paris, Ramsay, 1988, 441 p.

ZELLER Fred, *Trois points c'est tout*, Paris, Laffont 1976, 477 p.

IV

BIBLIOGRAPHIE

1. AVANT-PROPOS METHODOLOGIQUE :

L'étendue des activités de J. Rous, dans le temps comme dans l'espace, nous a amené à ouvrir le champ de notre bibliographie à des ouvrages pouvant parfois sembler éloignés de notre objet. Ainsi, par exemple, dans le thème de la décolonisation, il nous est apparu nécessaire d'adjoindre des analyses concernant l'Afrique noire post-coloniale dans la mesure où J. Rous a participé aux débats, après 1960, sur l'évolution des pays nouvellement libérés de la tutelle française ou anglaise.

Par ailleurs, nous avons choisi de ne donner sur un thème considéré, outre les ouvrages de base, que les travaux les plus récents.

Notre souci méthodologique nous a conduit à structurer cette bibliographie en un plan thématique.

- Une première partie, intitulée INSTRUMENTS METHODOLOGIQUES regroupe ouvrages et articles propres à nous guider dans notre travail biographique, tant sur le genre historique lui-même que sur les rapports entre la mémoire, l'histoire orale et l'Histoire.

- La seconde partie , OUVRAGES GENERAUX SUR LA LONGUE PERIODE, dresse un inventaire des ouvrages nécessaires à la compréhension des événements de notre siècle.

- Enfin, la troisième partie, OUVRAGES, THESES, ET ARTICLES SUIVANT LES ETAPES DE LA VIE DE JEAN ROUS, la plus étoffée, regroupe l'ensemble des instruments bibliographiques que nous serons amené à utiliser dans le cadre de notre étude.

Cette partie est divisée en de nombreuses sous-parties représentant chacune une période de la vie ou des activités de notre sujet.

La liste de référence ainsi offerte n'est certes pas exhaustive, mais il nous est apparu inutile de reprendre les diverses bibliographies existantes sur certains des thèmes abordés. Ainsi, les ouvrages de J. Rabaut, (« Tout est possible ! les gauchistes français, 1929-1944 »), de J. Kergoat (« La France du Front Populaire »), de P. Laborie (« L'opinion publique sous Vichy »), présentaient-ils une bibliographie très complète au moment où ils ont été écrits et qui font toujours référence. Il en est de même pour les ouvrages collectifs intitulés, « Histoire générale de la Presse française, tomes III, IV et V » et « Histoire de la France coloniale, tome II, 1914-1990 ».

2. INSTRUMENTS METHODOLOGIQUES :

Archives orales, une autre histoire, numéro spécial des Annales E.S.C. 1, 1980.

« L'Histoire aujourd'hui », *Magazine littéraire*, n°164, sept. 1980, p. 8 à 44.

« Leçons d'histoire, Manières de voir », n° 26, *Le Monde diplomatique*, mai 1995, 97 p.

« La Mémoire populaire : Gadget culturel ou ancrage des luttes ? », *Cahiers Forum Histoire* n°10, nov. 1978, Maspero éd., p. 3 à 19.

La Nouvelle Histoire, J. Le Goff dir., Bruxelles, éd. Complexe, 1988, 334 p.

Passés recomposés, champs et chantiers de l'Histoire, J. Boutier et D. Julia dir., Paris, éd. Autrement, janv. 1995, n°150-151, 349 p.

Problèmes et méthodes de la biographie, actes du colloque de la Sorbonne des 3 et 4 mai 1985 ; présentation F. D. Touati et M. Trebitsch, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, 271 p.

ARON - SCHNAPPER D. et HANET D., *Histoire orale ou archives orales,* Paris, Association pour l'étude de la Sécurité Sociale, 1980, 114 p.

BEDARIDA François, « L'Histoire : entre science et mémoire », *Sciences humaines,* n° 59, mars 1996, p. 10 à 13.

BOURDIEU Pierre, *La mort saisit le vif*, Actes de la recherche en Sciences Sociales, n° 32/33, 1980.

CARBONNEL Charles, WALCH Jean, *Les Sciences historiques*, Paris, Larousse, 1995, 637 p.

DAVIS Natalie Z., et STARN R., « Between memory and history »*, Representation,* n° 26, printemps 1989, University of California Press, Berkeley, Californie, p. 1 à 6.

KNAPP Steven, « Collective memory and the actual past »*, Representation* n° 26, printemps 1989, University of California Press, Berkeley, Californie, p. 123 à 149.

LE GOFF Jacques, *Histoire et mémoire,* Paris, Gallimard, 1988, 409 p.

LEVI Giovanni, « Les usages de la biographie », *Annales E.S.C.,* 1989, tome 6, pages 1325 à 1336.

MADELENAT Daniel, *La Biographie*, Paris, PUF, 1984, 222 p.

PESCHANSKI, POLLACK, ROUSSO, *Histoire politique et sciences sociales*, Paris, éd. Complexe / IHTP, 1991, 235 p.

PROST Antoine, - *Douze leçons sur l'Histoire,* Paris, Seuil, 1996, 341 p.
- « La mise en intrigue est essentielle pour l'historien », *Sciences humaines*, n° 60, avril 1996, p. 24 à 26.

ROSALDO Renato, « Imperialist nostalgia », *Representation* n° 26, printemps 1989, University of California Press, Berkeley, Californie, p. 107 à 122.

TORRES F. , *Le renouveau de la biographie historique: un phénomène national ?,* Encyclopedia Universalis, 1984.

YOUNG James E., « The Biography of a Memorial Icon : Nathan Rapoport's Warsaw Ghetto Mouvement », *Representation* n° 26, printemps 1989, University of California Press, Berkeley, Californie, p. 69 à 106.

3. OUVRAGES GENERAUX SUR LA LONGUE PERIODE :

Diccionari d'Història de Catalunya, sous la direction de Jesus Mestre i Campi, ed. 62, Barcelone, 1992, 1147 p.

Dictionnaire des Auteurs Prolétariens de langue française de la révolution à nos jours, Thierry MARICOURT, Amiens, Encrage, 1994, 253 p.

Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français, sous la direction de MAITRON Jean, Quatrième période, 1914-1939, tomes 16 à 43, Paris, éd. Ouvrières, 1981-1993.

Dictionnaire des Intellectuels français, J. JULLIARD et M. WINOCK dir., Paris, Seuil, 1996, 1258 p.

Dictionnaire des Ministres, 1789-1989, sous la direction de Benoit YVERT, Paris, Librairie académique Perrin, 1990, 1028 p.

Dictionnaire des Parlementaires français, notices biographiques sur les Ministres, Députés et Sénateurs français, 1889-1940, sous la direction de Jean Jolly, 8 tomes, Paris, PUF, 1960-1977, 3236 p.

Dictionnaire des Parlementaires français, notices biographiques sur les Parlementaires français de 1940 à 1958, sous la direction de Jean Becaru, Jean-Louis Gentille et Anne Gavois, 2 tomes parus, Paris, Doc. Française éditeur, tome 1, 1988, 434 p. ; tome 2, 1992, 549 p.

Histoire économique de la France au XXe siècle, Cahiers français, n° 255, mars-avril 1992, La Documentation française, 127 p.

Les lieux de mémoire, Pierre NORA, Paris, Quattro, Gallimard,
- 1, 1997, 1652 p.
- 2, 1997, 1372 p.
- 3, 1997, 1736 p.

AGULHON Maurice, *La République, 1880 à nos jours*, (2 tomes), Paris, Hachette-Pluriel, 1990, 468 et 550 p.

AGULHON Maurice et NOUSCHI André, - *La France de 1914 à 1940*, Paris, Nathan, 1986, 190 p.
- *La France de 1940 à nos jours*, Paris, Nathan, 1984, 252 p.

ASSELAIN J.C., *Histoire économique de la France, du XVIII à nos jours*, tome II (de 1919 à la fin des années 1970), Paris, Seuil, 1984, 219 p.

BERGERON L. et RONCAYOLO M., *Le Monde et son Histoire*, tome 3, Paris, Laffont-Bouquins, 1972, 1005 p.

BERSTEIN Serge et MILZA Pierre, *L'histoire de la France au XXème siècle, 1900-1958,* 3 tomes, Bruxelles, Complexe, 1991, 563, 400 et 338 p.

BONIN H., *Histoire économique de la IVème République*, Paris, Economica,1987, 447 p.

BRAUDEL Fernand, LABROUSSE Ernest, (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la France* ; tome IV*, L'ère industrielle et la société aujourd'hui, (1880-1980),* Paris, PUF, 1980, volume 2, *Le temps des guerres mondiales et de la grande crise,* p. 589 à 973,
1982, volume 3, *Des années 50 à nos jours*, p. 983 à 1837.

DELUMEAU Jean et LEQUIN Yves, (sous la direction de *), Les malheurs du temps, histoire des fléaux et des calamités en France*, Paris, Larousse, 1988, 519 p.

DUPAQUIER Jacques, (sous la direction de), *Histoire de la Population française* ; tome 4 : *de 1914 à nos jours*, Paris, PUF, 1988, 590 p.

LEON P., *Histoire économique et sociale du monde*, Paris, Colin, 1977,
tome 5 : *Guerres et crises, 1914-1947*
tome 6 : *Le second XXème siècle, 1947 à nos jours.*

LEQUIN Yves, (sous la direction de*), La mosaïque France, histoire des étrangers et de l'immigration en France,* Paris, Larousse, 1988, 479 p.

MANDEL Ernest, - *Traité d'Economie marxiste*, Paris, UGE, 10/18, 1969,
- tome 3, 364 p.
- tome 4, 350 p.

- *Le troisième âge du capitalisme*, Paris, éd de la Passion, 1997, 559 p.

SIRINELLI J. F., *Histoire des Droites en France*, Paris, Gallimard, 1992, 3 tomes.
- tome 1, 794 p.
- tome 2, 771 p.
- tome 3, 956 p.

TOUCHARD J., *La Gauche en France depuis 1900*, Paris, Seuil, 1977, 414p.

WINOCK Michel, *Le siècle des intellectuels,* Paris, Seuil, 1997, 696 p.

4. OUVRAGES, THESES ET ARTICLES SUIVANT LES ETAPES DE LA VIE DE JEAN ROUS :

1) Entre Deux-Guerres :

Histoire du parti socialiste SFIO : 10ème partie *: Unité d'action socialiste-communiste, 1934-1935*. Suppl. à la revue de l'OURS, n° 63, oct. 1975.

11ème partie : *De l'unité d'action au Front Populaire, 1935-1936.* Suppl. à la revue de l'OURS, n° 69, avril 1976.

18ème partie : *La scission de la gauche révolutionnaire.* Suppl. à la revue de l'OURS, n° 99, avril 1979.

19ème partie *: Le drame des accords de Munich, juin à décembre 1938*. Suppl. à la revue de l'OURS, n° 100, mai 1979.

L'Internationale et la guerre, Paris, Nouveau Prométhée, 1935, 30 p.

Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1967, 439 p.

ABELLIO Raymond*, Les militants,* Paris, Gallimard, 1975, tome 2, 315 p.

ANDREU Pierre*, Les idées politiques de la jeunesse intellectuelle de 1927 à la guerre*, Paris, Académie des Sciences Morales et Politiques, 1957.

AUDRY Colette, *Léon Blum et la politique du juste*, Paris, Julliard, 1955, 205p.

BARTHELEMY V.*, Du communisme au fascisme, l'histoire d'un engagement politique, Jacques Doriot*, Paris, Albin Michel, 1978, 508 p.

BERL Emmanuel, *La fin de la IIIe république*, Paris, Gallimard, 1968, 366 p.

BERNARD Philippe*, Nouvelle histoire de la France contemporaine*, tome 12, *La fin d'un monde (1914 - 1929),* Paris, Seuil, 1975, 255 p.

BOURGIN Georges et RIMBERT Pierre, *Le Socialisme*, Paris, PUF, 1949, 128 p.

BROSSAT Alain et KLINGBERG Sylvie, *Le Yiddishland révolutionnaire*, Paris, Balland, 1983, 363 p.

BROUE Pierre, - « Les archives du KGB entrouvertes », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 51, octobre 1993, p. 117 à 125 .
- *Histoire de l'Internationale communiste*, Paris, Fayard, 1997, 1120 p.
- *Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline*, Paris, éd. ouvrières, 1993, 280 p.

BRUNET J.P., *Doriot*, Paris, Balland, 1986, 564 p.

CARNER-RIBALTA Josep, *El Complot de Prats de Mollo,* Rafael Dalmau ed., Barcelone, 1987, 135 p.

COHEN Yolande*, Les jeunes, le socialisme et la guerre : Histoire des mouvements de jeunesse*, Paris, L'Harmattan, 1989, 253 p. (Les chemins de la mémoire).

DANOS Jacques, GIBELIN Marcel, *Juin 36*, Paris, Editions Ouvrières, 1952, 285 p.

DROZ Jacques, -*Histoire de l'Antifascisme en Europe, (1929-1939),* Paris, La Découverte, 1984, 265 p.
-*Histoire générale du socialisme*, Tomes 3 et 4, Paris, PUF, 1977 et 1978.

DUBIEF Henri, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, tome 13, *Le déclin de la IIIe république, 1929-1938,* Paris, Seuil, 1976, 257 p.

FAUCIER Nicolas, *Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre deux-guerres (1919 - 1939),* Paris, Spartacus, 1983, 206 p.

FAUVET Jacques, *Histoire du parti communiste français*, tome 1, Paris, Fayard, 1964, 284 p.

FERRAT André, *Histoire du parti communiste français*, Paris, éd. Git le coeur, 1931, 256 p.

FRANK Pierre, - *Histoire de l'Internationale Communiste, 1919-1943,* 2 tomes, Paris, La Brèche, 1979 et 1981, 949 p.
- *Le stalinisme*, Paris, Maspero, 1977, 219 p.

GARET Jean-Louis, « L'Enigme Bergery : un parti politique sous la IIIème République », *L'Information historique*, n° 5, 1992, p. 177 à 183.

GELLY J.F., « A la recherche de l'unité organique : la démarche du parti communiste français (1934 - 1938) », *Le Mouvement social*, n° 121, 1982, p. 97 à 116.

GIRAUD J., *Sur l'implantation du parti communiste français dans l'entre deux-guerres*, Paris, Editions Sociales, 1977.

GOGUEL F., - *La politique des partis sous la IIIe république*, tome 2 : *1933-1939*, Paris, Seuil, 1946, 350 p..
- *Géographie des élections françaises sous la Troisième et la Quatrième Républiques,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1970, 777 p.

GRAS Christian, *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, Paris, Maspero, 1971, 531 p.

GREILSAMMER Ilan, *BLUM,* Paris, Flammarion, 1996, 610 p.

GUERIN Daniel, - *Front populaire, révolution manquée, témoignage militant*, Paris, Maspero, 1976, 316 p. (Petite collection Maspero).
- *La Peste brune a passé par là*, Paris, éd. LTD, 1933, 62 p.

HUMBERT-DROZ Jules, - *L'Oeil de Moscou à Paris,* Paris, Julliard, 1964, 265 p.
- *Mémoires*, Neufchâtel, La Baconnière :
tome 3 : *Dix ans de lutte antifasciste*, 1972, 431 p.
tome 4 : *Le Couronnement d'une vie de combat*, 1973, 453 p.

JOUBERT J.P., *Révolutionnaires dans la SFIO,* Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977, 296 p.

KERGOAT Jacques, - *La France du front populaire*, Paris, La Découverte, 1986, 414 p.
- *Marceau Pivert, socialiste de gauche*, Paris, éd. de l'Atelier, 1994, 348 p.

KRIVITSKY Walter, *J'étais un agent de Staline,* Paris, Champ libre, 1979, 262 p.

LACOUTURE Jean, *Léon Blum*, Paris, Seuil, 1977, 616 p.

LEFRANC Georges, - *Le Front populaire*, Paris, PUF, 1968, 128 p. (Que sais-je ?)
- *Le mouvement socialiste sous la IIIe République*, Paris, Payot, 1977, 452 p.
- *Histoire du front populaire (1934 - 1938),* Paris, Payot, 1965, 501 p.
- *Juin 1936 : « L'explosion sociale » du Front populaire,* Paris, Julliard, 1966, 351 p. (Collection Archives).

LIGOU Daniel, *Histoire du socialisme français*, Paris, PUF, 1962, 672 p.

MILZA Pierre, PESCHANSKI Denis, *Exil et migration, Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Actes des colloques de Salamanque, Turin et Paris de 1991, Paris, L'Harmattan, 1994, 695 p.

MONATE Pierre*, Syndicalisme révolutionnaire et communisme : archives Pierre Monate,* présentation Colette Chambelland et Jean Maitron, Paris, Maspero, 1968, 462p.

NADAUD Eric, « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du front populaire (1934 - 1936) », *Le Mouvement social*, n° 153, 1990, p. 9 à 32.

NAVILLE Pierre, *L'entre deux-guerres, la lutte des classes en France (1926 -1939),* Paris, EDI, 1976, 624 p.

RACINE N. et BODIN L., *Le parti communiste français pendant l'entre deux-guerres,* Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1982, 311 p.

REBERIOUX Madeleine, « Les socialistes français et le petit commerce au tournant du siècle », *Le Mouvement social*, n° 114, 1981, p. 57 à 70.

RIOUX J.P, *Révolutionnaires du front populaire*, Paris, UGE, 1973, 444 p.

ROBRIEUX Philippe, *Histoire intérieure du parti communiste français*, Paris, Fayard :
tome 1, *1920-1945*, 1980, 583 p.
tome 4, chronologie, biographie, bibliographie...,1982, 974 p.

ROSSELLI Carlo, *Le Socialisme libéral,* Paris, Librairie Valois, 1930, 197 p.

ROSSI A., *Physiologie du Parti communiste français*, Paris, Self éd., 1948, 465 p. (*Il s'agit d'un ouvrage d'Angelo Tasca, écrit sous pseudonyme en raison de ses activités auprès de Vichy*).

TOUCHARD Jean, *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Seuil, 1981, 412 p.

UCELAY DA CAL Enric, *Francesc Macià, una vida en imatges*, Generalitat de Catalunya, Barcelone, 1984, 200 p.

UNIR-Débat, *Histoire du parti communiste français*, Paris,éd. Veridad,
tome 1 : *Des origines du PCF à la guerre de 38*, 1961, 290 p.
tome 2 : *De 1940 à la Libération*, s. d., 315 p.
tome 3 : *De 45 à nos jours*, 1964, 313 p.

WAHL Alfred, « Les députés SFIO de 1924 à 1940 : Essai de sociologie », *Le Mouvement social*, n° 106, 1979, p. 25 à 44.

WOLIKOW Serge, *Le Front populaire en France*, Bruxelles, éd. Complexe, Questions au XXème siècle, 1996, 250 p.

2) Trotsky, le mouvement trotskyste et les diverses oppositions au stalinisme dans l'entre deux-guerres :

Actes du Colloque Willi Münzenberg *(1889-1940), Aix en Provence, sans éditeur, novembre 1993, 199 p.*

BROUE Pierre, - *Les procès de Moscou*, Paris, Julliard, 1962, 302 p. (Collection Archives).
-*Trotsky,* Paris, Fayard, 1988, 1105 p.
- *L'assassinat de Trotsky*, Bruxelles, Complexe, 1980, 188 p.

BROUE Pierre, DOREY Nicole, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936 - 1938) », *Le Mouvement social*, n° 54, 1966, p. 91 à 134.

CHITARIN Attilio, « Per un nuovo polo rivoluzionario », *Belfagor*, 1985, n° 40, p. 683 à 699.

CILIGA Anton, *10 ans au pays du mensonge déconcertant (1926-1936)*, Paris, Champ libre, 1977, 563 p.

COQUIN François, « L'image de Lénine dans l'iconographie révolutionnaire et post-révolutionnaire », *Annales E.S.C.* n°2, 1989, p 223 à 250.

COURTOT Claude, *Introduction à la lecture de Benjamin Péret*, Paris, éd. Le Terrain vague, 1965, 192 p.

CRAIPEAU Yvan, *Histoire du mouvement trotskiste en France*, Paris, Syros, 1971, 285 p.

DANNAT Anton, *Auf dem Floss der Medusa ? Die französischen Trotzkisten 1924-1939*, Vienne, Marxismus ed., 1997, 357 p., revue de l'Arbeitsgruppe Marxismus (AGM) n° 11.

DAZY René, *Fusillez ces chiens enragés*, Paris, O. Orban, 1981, 365 p.

DEUTSCHER Isaac, *Trotsky, le prophète hors la loi*, tomes 5 et 6, Paris, UGE, 1980, 639 p.

DREYFUS Michel, - « Sur l'histoire du mouvement trotskyste en Europe de 1930 à 1952 », *Le Mouvement social*, n° 96, 1976, p 111 à 124.
- *Bureau de Londres ou IVème internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe 1933-1940*, Thèse de IIIe cycle Université de Nanterre, Paris, 1978, 418 p.

FRANK Pierre, *La quatrième Internationale*, Paris, Maspero, 1973, 180 p. (petite collection Maspero).

KETZ Salomon, *De la naissance du groupe bolchevik-léniniste à la crise de la section française de la Ligue Communiste Internationaliste*, Mémoire de maîtrise, s.d. J. Droz, Paris I, 1973.

MANDEL Ernest, *Trotsky*, Paris, Maspero, 1980, 175 p.

MARIE Jean-Jacques, *Trotsky : Le trotskysme et la IVème Internationale*, Paris, Presse universitaire de France, 1980, 128 p.

NAVILLE Pierre, *Trotsky vivant*, Paris, Julliard, 1962, 198 p.

PERET Benjamin, *Poète c'est à dire Révolutionnaire, textes politiques 1927-1959,* Oeuvres complètes, tome 5, Paris, lib. José Corti, 1989, 391 p.

PLUET-DESPATIN Jacqueline*, - La presse trotskyste en France de 1926 à 1968*, Grenoble, Maison des Sciences de l'Homme, PUG, 1978, 198 p.
- Prolétariat et avant-garde, les étapes du mouvement trotskiste en France, 1929-1944, sous la direction de Georges Haupt, EHESS, Paris Sorbonne, 1975, tome 1, 360 p.

PRAGER Rudolphe, *Les congrès de la IVème Internationale*, 2 tomes, Paris, La Brèche, t. 1, 1978, 448 p. ; t. 2, 1981, 479 p.

RABAUT Jean, *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929 - 1945),* Paris, Gonthier / Denoël, 1974, 415 p., (collection Médiation).

ROUSSEL Jacques*, Les enfants du prophète, histoire du mouvement troskiste en France,* Spartacus, 1972, 106 p.

ROVIDA Giorgio, « La rivoluzione spagnola e gli insegnamenti del 1917 russo », *Ponte*, 1980, n° 36 (11 / 12), p. 1355 à 1401.

SERGE Victor, *Vie et mort de Léon Trotsky*, Paris, Amiot-Dumont, 1951, 343 p.

SERGE Victor et TROTSKY Léon, *La lutte contre le stalinisme, Textes (1933 - 1936),* Paris, Maspero, 1977, 272 p.
TROTSKY Léon, - *Correspondance 1929-1939, L. Trotsky, P. et D. Naville, J. Van Heijenoort*, Paris, L'Harmattan, 1989, 223 p.
- Correspondance 1929-1939, L. Trotsky, A. et M. Rosmer, Paris, Gallimard, 1982, 273 p.
- Correspondance 1933-1938, *Léon Trotsky, Natalia Trotsky,* Paris, Gallimard, 1980, 178 p.
- *Journal d'exil*, Paris, Gallimard, 1960, 223 p.
- *Le mouvement communiste en France, 1919-1939*, textes choisis et présentés par P. Broué, Paris, éd. de Minuit, 1967, 723 p.

TROTSKY Léon,- *Œuvres :*
- Tome 1 (Mars - Juillet 1933), Paris, Institut Léon Trotsky / Etudes et documents internationaux, 1978, 317 p.

- Tome 2 (Juillet - Octobre 1933), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1978, 356 p.
- Tome 3 (Novembre 1933 - Avril 1934), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1978, 356p.
- Tome 4 (Avril - Décembre 1934), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1979, 364 p.
- Tome 5 (Janvier 1935 - Juin 1935), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1979, 391 p.
- Tome 6 (Juin 1935 - Septembre 1935), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1979, 300p.
- Tome 7 (Octobre - Décembre 1935), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1980, 278 p.
- Tome 8 (Janvier - Février 1936), Paris, Institut Léon Trosky, Etudes et documents internationaux, 1980, 240 p.
- Tome 9 (Mars - Mai 1936), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1980, 312 p.
- Tome 10 (Juin - Juillet 1936), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1981, 344 p.
- Tome 11 (Août - Décembre 1936), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1981, 384 p.
- Tome 12 (Décembre 1936 - Février1937), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1982, 407p.
- Tome 13 (Mars - Avril 1937), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux., 1982, 333 p.
- Tome 14 (Mai - Septembre 1937), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1983, 421 p.
- Tome 15 (Septembre - Décembre 1937), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1983, 472p.
- Tome 16 (Janvier -Mars 1938), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1984, 371 p.
- Tome 17 (Mars - Juin 1938), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1984, 311 p.
- Tome 18 (Juin -Septembre 1938), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1984, 367 p.
- Tome 19 (Octobre - Décembre 1938), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1985, 334 p.
- Tome 20 (Janvier - Mars 1939), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1985, 355 p.
- Tome 21 (Avril - Septembre 1939), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1986, 424 p.
- Tome 22 (Octobre 39 - Août 40), Paris, Institut Léon Trotsky, Etudes et documents internationaux, 1986, 356 p.

TROTSKY Léon, *Sur la deuxième guerre mondiale*, Bruxelles, La Taupe, 1970, 275 p. (Documents socialistes).

VASSEUR Laurence, *Les Moliniéristes, 1935-1939, contribution à l'histoire du mouvement trotskiste*, Maîtrise d'Histoire contemporaine, sous la direction de Marcel GILLET et Odette HARDY, Lille III, 1983, 285 p.

VEREEKEN Georges, *La Guepeou dans le mouvement trotskyste*, Paris, La Pensée universelle, 1975, 380 p.

VOS Christian, *Trotskij en Frankrijk (1934 - 1939),* Klei (Pays-Bas), 1977, n° 18, p. 336 à 340.

<u>3) Révolution et guerre d'Espagne :</u>

Cahiers Léon Trotsky, Publication de l'Institut Léon Trotsky :
- n° 10, juin 1982 : *Spécial Espagne.*
- n° 50, mai 1993 *: Hommes et courants.*

« Dossier : Impressions de la Barcelona revolucionària (1936-1937) », *L'Avenç,* n° 35, février 1981, p. 17 à 51.

Epopée d'Espagne, Brigades internationales,1936-1939, récits vécus et documents historiques, Paris, AVER (Amicale des Volontaires français en Espagne républicaine), 1956, 253 p.

Les Français et la guerre d'Espagne, Actes du colloque tenu à Perpignan en septembre 1989, édités par J. Sagnes et S. Caucanas, Perpignan, CREPF, 1990, 437 p.

El processo de 1938 contra el P.O.U.M. : Barcelona no fue Moscú, ouvrage collectif, Madrid : Fundación Andreu Nin, 1989, 89 p.

La revolución española en la práctica, documentos del POUM, Madrid, ed. Júcar, 1977, 334 p.

ALBA Victor, - *El marxisme a Catalunya* (vol. 3 : *Andreu Nin*) Barcelona, ed. Pòrtic, 1974.
- *Histoire du POUM : Le marxisme en Espagne (1919 -1939),* Paris, Champ Libre, 1975, 385 p.
- *Sisif i el seu temps*, tome 1, *Costa avall*, Barcelona, Laertes, 1990, 288 p.
- *Sisif i el seu temps*, tome 2, *Costa amunt*, Barcelona, Laertes, 1990, 306 p.

ALBA Victor, ARDEVOL Marisa*, El proceso del POUM (Junio de 1937 - Octubre de 1938),* Transcripción del sumario juicio oral y sentencia del Tribunal Especial, Barcelona, 1989, 577 p. (Collection Filae).

BARCELLS Albert, « Mouvements ouvriers et question nationale catalane de 1907 à 1936 », *Le Mouvement social*, n° 128 (Juillet-Septembre 1984), p 54 à 82.

BOLLOTEN Burnett, *La révolution espagnole, la gauche et la lutte pour le pouvoir,* Paris, Ruedo Ibérico, 1977, 564 p.

BONAMUSA Francesc, - *Andreu Nin y el movimiento comunista en España (1931 - 1937),* Barcelona, Anagrama, 1977.
- *El bloc obrer i camperol (1930 - 1932),* Barcelona, Curial, 1975.

BORKENAU Franz, *Spanish Cockpit*, Paris, Champ libre,1979, 283 p.

BREA Juan, LOW Mary*, Red Spanish Notebook : the first six months of the revolution and the civil war*, London, Martin Secker and Warburg limited, 1937, 256 p.
Carnets de la guerre d'Espagne, Paris, Verticales, 1997, 287 p. (première traduction française).

BRENNAN Gerald*, Le labyrinthe espagnol, origine sociale et politique de la guerre civile,* Paris, Champ Libre, 1984, 466 p.

BROCKWAY Fenner*, Inside the left : Thirty years of platform, press, prison and parliament,* Londres, Allen and Unwin, 1942, 352 p.

BROUE Pierre, - « Quand Carillo était « gauchiste » : les Jeunesses socialistes d'Espagne, 1934-1936 », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 16, décembre 1983, p. 17 à 53.
- *Staline et la révolution, le cas espagnol*, Paris, Fayard, 1993, 365 p.

BROUE Pierre et TEMIME Emile, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Minuit, 1972, 466 p.

CHAZE H., *Chronique de la révolution espagnole, union communiste, 1933-1939*, Paris, Spartacus, 1979, 127 p.

COLL Josep et PANE Josep, *Joseph Rovira. Una vida al servei de Catalunya i del socialisme,* Barcelona, Ariel, 1978, 286 p.

CRICK Bernard, *Georges Orwell, une vie*, Paris, Balland, 1982, 502 p.

DELPERRIE DE BAYAC Jacques, *Les brigades internationales : 1936 – 1938,* Paris, Fayard, 1968, 467 p. (Collection Marabout Université).

DREYFUS-ARMAND Geneviève, « 1939, L'internement des républicains espagnols », *Hommes et Migrations*, n° 1175, avril 1994, p. 6 à 10.

DURGAN Andrew, « Els communistes dissidents i els sindicats a la Catalunya republicana », *L'Avenç*, n° 142, nov. 1990, p 22 à 28.

ETCHEBEHERE Mika, *Ma guerre d'Espagne à moi*, Paris, Denoël, 1976, 315 p.

FERNANDEZ JURADO Ramon, *Memòries d'un militant obrer (1930-1942),* Barcelona, Hacer, 1987, 351 p.

FONTENIS Georges, *Le Message révolutionnaire des « Amis de Durruti », Espagne 1937*, Paris, éd. « L », 1983, 59 p.

GORKIN Julian, *Les Communistes contre la révolution espagnole*, Paris, Belfond, 1978, 253 p.

GUILLAMON Agustin, *Documentación histórica del Trosquismo español (1936-1948)*, Madrid, ed. de la Torre, 1996, 422 p.

HERMET Guy, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Seuil, 1989, (Point Histoire), 345 p.

JACKSON Gabriel et CENTELLES A*, Catalunya republicana revolucionària (1931-1939),* Barcelona, Grijalko, 1982.

Mc NAIR John, *Spanish diary*, Manchester, Greater Manchester ILP Branch, 1979, 33 p.
MAURIN Joaquim, *Revolución i contrarevolución en España*, Paris, Ruedo Ibérico, 1966, 289 p.

MEZQUIDA Y GENE Luis, *La Batalla del Ebro*, Tarragona, Diputación de Tarragona, 1967.

MIRAVILLES Jaume, *Episodis de la guerra civil espanyola*, Barcelona, ed. Pòrtic, 1972, 415 p.

MOLINERO Carme i YSAS Pere, « El POUM a Catalunya (1939-1952) », *L'Avenç*, n°37, avril 1981, p. 59 à 63.

MORROW Felix, *Révolution et contre révolution en Espagne (1936 - 1938),* Paris, La Brèche, 1978, 249 p.

NENNI Pietro, *La guerre d'Espagne*, Paris, Maspero, 1960, 291 p.

NIN Andreu, *Los Problemas de la revolución española*, Ruedo Ibérico, Madrid, 1978, 230 p.

OLLIVIER M., LANDAU K., *Espagne, les fossoyeurs de la révolution sociale*, Paris, Spartacus, 1975, 126 p.

ORR Charles O., « Croquis catalans », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 51, octobre 1993, p. 45 à 88.

ORWELL George, - *Hommage à la Catalogne*, Paris, Champ Libre, 1981, 294 p.
- *Collected essays, journalism and letters of G. Orwell*, vol. 1, *1920-1940*, Harmondsworth, Penguin books, 1984, 624 p.

PAECHTER Henri, *Espagne, 1936-1937 : La guerre dévore la révolution*, Paris, Spartacus, 1986, 220 p.

PAGES Pelai, - *El movimiento trotskista en España (1930 -1935),* Barcelona, Península, 1977, 311 p.
- *La guerra civil espanyola a Catalunya (1936 -1939)*, Barcelona, Els Llibres de la frontera, 1987, 237 p.
- *Andreu Nin : Su evolución política (1911 -1937)*, Bilbao, Zero, 1975, 334 p.

PALACIO Léo, *1936, La maldonne espagnole*, Toulouse, Privat, 1986, 490p.

PEREZ Joseph, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996, 921 p.

PUJADAS Xavier et SANTACANA Carles, *L'altra olimpiada : Barcelona 1936*, Barcelona, Llibres de l'índex, 1990, 251 p.

RAGUER Hilari, « L'església i la guerra civil (1936 - 1939) : Bibliografia recent (1975 - 1985) », *Revista catalana de teologia*, Facultat de teologia de Catalunya, Barcelona, 1986, p 119 à 252.

RODES Jesus-Maria, « Antologia de manifestos electorals », *L'Avenç*, n° 23, janv. 1980, p. 22 à 29.

RODRIGUEZ Enrique, « El POUM : Guerra, revolució i resistència », *L'Avenç*, n° 86, oct. 1985, p. 10 à 16.

ROIJACKERS Juul, « Trotsky en Spanje », *Kleio* (Pays-Bas), 1977, p 341 à 345.

ROMERO Miguel, *La guerre civile espagnole au Pays Basque et en Catalogne : contraste et convergences*, Cahiers d'Etude et de Recherche, n° 13,

1990, Institut international de recherche et de formation, Paris - Amsterdam, 48 p.

SALLES Anna, *Conèixer la història de Catalunya : la república, la guerra civil*, Barcelona, Vicens Vives, 1992, 183 p.

SANTURE Robert, *La presse de la frontière, l'Indépendant des Pyrénées Orientales et la guerre civile espagnole*, Perpignan, Crilaup, 1990, 322 p.

SEMPRUN MAURA Carlos, *Revolució i contrarevolució a Catalunya (1936 - 1939),* Barcelona, Dopesa, 1976, 307 p.

SERRANO Carlos, *L'Enjeu espagnol, PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor- éd. sociales, 1987, 291 p.

SKOUTELSKY R., *L'espoir guidait leurs pas : les volontaires français dans les brigades internationales, 1936-1939*, Paris, Grasset, 1998, 410 p.

SOLE I SABATE J.M i VILLAROYA i FONT J*., La repressió a la reraguarda de Catalunya (1936 - 1939),* Barcelona, Abadia de Montserrat, 1989, 463p.

SUAREZ Andrès, *Un episodio de la revolución española : el proceso contra el POUM,* Paris, Ruedo Ibérico, 1974, 209 p.

TEMIME Emile, *La Guerre civile, un événement traumatique*, Bruxelles, éd. Complexe, Questions au XXème siècle, 1996, 250 p.

THALMANN Pavel et Clara, *Combats pour la liberté, Moscou-Madrid-Paris,* Quimperlé, La Digitale, 1983, 355 p.

THOMAS Hugh, *Histoire de la guerre d'Espagne*, 2 tomes, Paris, Laffont, 1967, Tome 1 : 447 p, Tome 2 : 541 p. (Le livre de Poche).

TORRES Estanislaw, *Indrets i camins de la batalla del Ebro*, Publicació de l'Abadia de Montserrat, 1990.

TOSSTORFF Reiner, *Die P.O.U.M. (Partido Obrero de Unificación Marxista), während des spanischen Bürgerkriegs (1936 -1939),* Thèse d'histoire de l'Université de la Ruhr. (Bochum), non publiée, 1987, 382 p. + un volume d'annexes.

TROTSKY Léon, *La révolution espagnole (1930 - 1940),* Textes recueillis et présentés par P. Broué, Paris, Minuit, 1975, 787 p. (Collection Arguments).

TUNON de LARA Manuel, *La España del siglo XX*, Barcelona, Laïa, Tome 3 *La guerra civil, 1936 - 1939*, 1981, 850 p.

VERGNON Gilles, « Des socialistes « révolutionnaires » en France ? », *Cahiers Léon Trotsky*, n°20, déc. 1984, p. 68 à 78.

VILANOVA Mercè, *Atlas electoral de Catalunya durant la segona república, orientació del vot, participació i abstenció*, Barcelona, Fundació J. Bofill/La Magrana, 1986, 389 p.

4) La deuxième guerre mondiale ; le gouvernement de Vichy :

1938-1948, les années de tourmente, de Munich à Prague, dictionnaire critique, Azéma J.P. et Bédarida F. dir., Paris, Flammarion, 1995, 1135 p.

Catalogue des périodiques clandestins (1939-1945), introduction de R. et P. ROUX-FOUILLET, Paris, Bibliothèque Nationale, 1954.

Les Etrangers dans la Résistance en France, Actes du colloque de Besançon, novembre 1992, éd. du Musée de la Résistance et de la déportation, 175 p.

La fin de la IIIème République et les débuts de la Résistance, Rencontres de Béziers, Jean Sagnes dir., éd. ville de Béziers, 1992, 31 p.
La France des années noires,
- tome 1 : *De la défaite à Vichy*, Azéma J.P. et Bédarida F. dir, Paris, Seuil, 1993, 541 p.
- tome 2 : *De l'occupation à la Libération*, Azéma J.P. et Bédarida F. dir., Paris, Seuil, 1993, 543 p.

La France sous l'occupation, Paris, PUF, 1959, 194 p.

Mémoire et Histoire : la Résistance, Guillon J.M. et Laborie P. dir., Toulouse, Privat, 1995, 352 p.

Le Parti communiste dans la Résistance, Paris, éd. Sociales, 1967, 354 p.

Le Parti communiste français des années sombres, 1938-1941, Paris, Seuil, 1986, 317 p.

Selected who 's who in Vichy France (june 1940 – august 1944), établi par Office of strategic service, research and analysis branch. RA n° 2344, 24/10/1944.

« La Vérité » : 1940-1944, journal trotskyste clandestin sous l'Occupation, Paris, EDI, 1978, 270 p. Présentation et notes de J. M. Brabant, M. Dreyfus et Jacqueline Pluet.

AMORETTI Henri, *Lyon, capitale, 1940-1944,* Paris, France-Empire, 1964, 418 p.

ARASA i FAVA Daniel, - *Els Catalans de Churchill*, Curial, Barcelone, 1990, 316 p.
- *La guerra secreta de Pirineu, (espies, resistents i contrabandistes),* Barcelona, Llibres de l'Index, 1994, 289 p.

ARON Robert, *Histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 1954, 766 p. (Les grandes études contemporaines).

AZEMA J.P., *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, Tome 14 *: De Munich à la Libération (1938 - 1944),* Paris, Seuil, 1979, 416 p.

BADIA Gilbert, 1940-1944 : « Quand Vichy livrait à Hitler les étrangers réfugiés en France », *Hommes et Migrations*, n° 1175, avril 1994, p. 20 à 23.

BARUCH Marc-Olivier, *Servir l'Etat français, l'administration en France de 1940 à 1944,* Paris, Fayard, 1997, 737 p.

BELIN R., *Du secrétariat de la CGT au gouvernement de Vichy, Mémoires 33-42,* Paris, Albatros, 1978, 201 p.

BELLANGER Claude, *Presse clandestine*, Paris, Colin, 1961, 263 p.

BERTAUX Pierre, *Libération de Toulouse et de sa région*, Paris, Hachette, 1973, 270p.

BLOCH LAINE François., GRUSON Claude, *Hauts fonctionnaires sous l'Occupation,* Paris, Odile Jacob, 1996, 283 p.

BOEGNER Philippe, *Carnets du pasteur Boegner, 1940-1945*, Paris, 1993, 365 p.

BOTHEREAU Robert, *Le syndicalisme dans la tourmente (1940 -1945),* Paris, F.O., 55 p.

BOURDERON Roger, « Le régime de Vichy était-il fasciste ? », *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale,* n° 91, 1973, PUF, p. 23 à 45.

BOURSEILLER Christophe, « La véritable histoire des hitlero-trotskystes », *Cahier d'histoire sociale,* n° 6, printemps-été 1996, p. 96 à 98, Paris, Albin Michel, 1996, 190 p.

BROUE Pierre, « La deuxième guerre mondiale : questions de méthode », *Cahiers Léon Trotsky*, n°39, sept. 1989, p. 5 à 21.

BROUE Pierre, VACHERON Raymond, *Meurtres au Maquis,* Paris, Grasset, 1997, 262 p.

BUCKMASTER Maurice*, Specially employed : the story of British and French patriots of the resistance*, Londres, Batchworth Press, 1952, 200 p.

BURRIN Philippe, - *La dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945,* Paris, Seuil, 1986, 531 p.
- *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995, 560 p.

CALVEZ André, *Sans bottes ni médailles*, Paris, La Brèche, 1984, 158 p.

CHAUVY Gérard, - *Lyon des années bleues (Libération, épuration),* Paris, Plon, 1987, 259 p.
- *Lyon : 40-44*, Paris, Payot, 1993, 424 p.

COINTET J. P., « Marcel Déat et le Parti Unique (été 1940) », *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale,* n° 91, juillet 1973, p. 1 à 22.

COMMARMOND Martine, *Activités économiques lyonnaises durant la seconde guerre mondiale d'après les sources militaires allemandes*, Mémoire de Maîtrise d'Allemand, université Lyon 2, 1976, 195 p., dir. G. Garrier.

CORDIER Daniel, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, tome 2*, Le choix d'un destin (Juin 1936 -Novembre 1940),* Paris, Lattès, 1969, 762 p.

COUDERC Frédéric, *Les Renseignements Généraux sous l'Occupation : quand la police française traquait les Résistants*, Paris, Orban, 1992, 257 p.

CRAIPEAU Yvan, *Les révolutionnaires pendant la deuxième guerre mondiale*, Paris, Savelli : tome 1 : *Contre vents et marées :* 1977, 288 p.

DEBAUGES Paul, GOUBET Michel, *Histoire de la Résistance en Haute-Garonne*, Toulouse, éd. Milan, 1986, 250 p.

DREYFUS Michel, « Les Trotskystes français et la question nationale pendant la seconde guerre mondiale », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 103, juillet 1976, PUF, p. 14 à 26.

DUQUESNE Jacques, *Les catholiques français sous l'occupation*, Paris, Grasset, 1986, 457 p.

EYCHENNE Emilienne, *Les portes de la liberté, le franchissement de la frontière espagnole dans les Pyrénées Orientales de 1939 à 1945*, Toulouse, Privat, 1985, 285 p.

FALIGOT Roger, KAUFFER Rémi*, Les résistants : de la guerre de l'ombre aux allées du pouvoir (1944 - 1989),* Paris, Fayard, 1989, 669 p.

FIAT R., *L'Insurgé, Revue de la 2ème guerre mondiale*, Diplôme d'études supérieures, Paris, Juillet 1962, 114 p.

FIGAROL René, *Pour ne pas oublier, 1941-1944*, Colomiers, Figarol éd., 1994, 208 p.

FITTKO Lisa, *Le Chemin des Pyrénées (souvenirs),* Paris, Marin Sell, 1987, 314 p.

FOUCHE Pascal, *L'Edition française sous l'occupation (1940 -1944),* Paris, Bibliothèque de Littérature Comparée de Paris VII, 1987, 2 volumes 453 p et 447 p.

FRIEDENSON Patrick, ROBERT Jean-Louis, « Les Ouvriers dans la France de la deuxième guerre mondiale, un bilan », *Le Mouvement social*, n° 158, janvier-mars 1992, p. 117 à 147.

FUGERE Marie Gabriel, *Mémorial de l'Insurgé*, préface de F. RUDE, Lyon, Imprimerie nouvelle lyonnaise, 1968, 116 p.

GAY LESCOT J. L., *Sport et éducation sous Vichy, 1940-1944*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1991, 253 p.

GIOLITTO Pierre, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, 1991, 698 p.

GOUBET Michel, « La Résistance toulousaine, structure, objectifs (printemps, été 1944) », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale,* n° 99, juillet 1975, PUF, p. 25 à 44.

GRIFFI Toussaint, PREZIOSI Laurent, *Première mission en Corse occupée avec le sous-marin Casablanca*, préface de J. Rous, Paris, L'Harmattan, 1979, 189 p.

HALLS Wilfred, *Les jeunes et la politique de Vichy*, Paris, Syros, 1968, 502p.

JACKEL Eberhard*, La France dans l'Europe de Hitler*, Paris, Fayard, 1968, 554 p.

JOUBERT Jean-Paul, « Le Défaitisme révolutionnaire », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 23, sept. 1985, p. 6 à 22.

KEDWARD H. R., *Naissance de la résistance dans la France de Vichy, (1940 - 1942*), Paris, Champ Vallon, 1989, 350 p.

LABORIE Pierre, - *Résistants, vichyssois et autres*, Paris, CNRS, 1980, 395 p.
- *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990, 410 p.

LARRIEU Jean, *Vichy, l'occupation nazie et la Résistance catalane*, Prades, Terra Nostra, 1994, 400 p.

LEVY Sam, « A nouveau sur la politique militaire prolétarienne », *Cahiers Léon Trotsky*, n°43, sept. 1990, p. 49 à 70.

LEVY-OSBERT Liliane, *Jeunesse vers l'abîme,1940-1945*, Paris, EDI, 1992, 190 p.

MARIELLE Jean, SAGNES Jean, *Pour la République, le vote des 80 à Vichy le 10 juillet 1940,* Paris, CNDP, 1993, 78 p.

MAYER Daniel, *Les Socialistes dans la Résistance, souvenirs et documents,* Paris, PUF, 1968, 247 p.

MICHEL Henri, - *Vichy année 40*, Paris, Laffont, 1966, 451 p.
- *Les courants de pensée de la Résistance*, Paris, PUF, 1962, 842 p.

MICHEL Henri, MIRKINE-GUETZEVITCH Boris, *Les idées politiques et sociales de la Résistance*, Paris, PUF, 1954, 410 p.

MITRANI Thérèse, « Denise », *Service d'évasion*, Paris, éd. Continents, 1946, 189 p.

MIQUEL Pierre, *Les quatre-vingts*, Paris, Fayard, 1995, 324 p.

NOGUERES Henri, *Histoire de la Résistance en France :*
- tome 1 : *1940-juin 1941*, Paris, Laffont, 1967, 512 p.
- tome 2 : *juillet 41-oct 42,* Paris, Laffont, 1969, 733 p.
- tome 3 : *nov. 42-sept. 43*, Paris, Laffont, 1972, 717 p.
- tome 4 : *oct. 43-mai 44*, Paris, Laffont, 1976, 710 p.
- tome 5 : *juin 44-mai 45*, Paris, Laffont, 1981, 923 p.

ORY Pascal, *Les collaborateurs, 1940-1945,* Paris, Seuil, 1980, 331 p.

PAXTON Robert, *La France de Vichy (1940 - 1944),* Paris, Seuil, 1974 , 375 p. (Collection Point Histoire).

PEDRON P., *La prison sous Vichy*, Paris, éd. de l'Atelier, 1993, 237 p.

PESCHANSKI Denis, - « Vichy au singulier, Vichy au pluriel :une tentative avortée d'encadrement de la société (1941 - 1942) », *Annales E.S.C.* n° 3 (mai - juin 1988), p. 639 à 661.
- « 1939-1946 : Les camps français d'internement », *Hommes et Migrations*, n° 1175, avril 1994, p. 11 à 19.

PIERRE-BLOCH Jean, *Le vent souffle sur l'histoire*, Paris, SIREP éd., 1956, 332 p.

PIGNOT Jean-Pierre*, Aspects de la Résistance à Toulouse et dans la région : « Libérer et Fédérer »*, Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université Toulouse III, 1976, sous la direction de R. Trempé, 149 p.

PLUET -DESPATIN Jacqueline, *Les Trotskistes et la guerre (1940 -1944),* Paris, Anthropos, 1980, 251 p.

RAJFUS Maurice, - *Les Français de la débâcle, juin-septembre 1940, un si bel été,* Paris, Le Cherche Midi, 1997, 310 p.
- La police de *Vichy*, Paris, Cherche-Midi éd., 1995, 286p.

RANCIERE Jacques, « De Pelloutier à Hitler : Syndicalisme et collaboration »*, Les Révoltes logiques,* n° 4, hiver 1977, p. 23 à 61.

RAVANEL Serge, *L'Esprit de Résistance*, Paris, Seuil, 1995, 442 p.

RAYNER Ernest, « Les Internationalistes du « troisième camp » en France pendant la deuxième guerre mondiale », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 39, sept. 1989, p. 23 à 48.

RIMBAU Christiane, *Le Procès Mendès-France*, Paris, Perrin, 1986, 216 p.

RIOUX Jean-Pierre, *Politiques et pratiques culturelles dans la France de Vichy*, Cahier de l'IHTP, PARIS, C.N.R.S., Juin 1988.

RIVIERE Louis, *Chemins interdits, 1940-1944*, Saint-Girons, compte d'auteur, 1987, 284 p.

ROBERT Jean-Louis, « La Modification du syndicalisme français au creuset de la guerre », *Le Mouvement social*, n° 158, janvier-mars 1992, p. 3 à 16.

ROSSI A., *Les Communistes français pendant la drôle de guerre (1939-1941)*, Paris, Albatros éd., 1951, 412 p. (écrit sous pseudonyme, en réalité Angelo Tasca).

ROUSSO Henry, *Le Syndrome de Vichy*, Paris, Seuil, 1987, 323 p. (Collection Point Histoire).

RUBY Marcel, *La Résistance à Lyon*, 2 tomes, Lyon, L'Hermès, 1979, 1054p.

- *La Guerre secrète, les réseaux Buckmaster*, Paris, France-Empire, 1985, 275 p.

- *La vie quotidienne dans le Rhône pendant la deuxième guerre mondiale*, Lyon, Horvath , 1996, 239 p.

RUDE Fernand, *Libération de Lyon et de sa région*, Paris, Hachette, 1974, 287 p.

SADOUN Marc, *Les Socialistes sous l'occupation, résistance et collaboration*, Paris, Presse de la FNSP, 1982, 324 p.

SEMELIN J., *Sans armes face à Hitler : la résistance civile en Europe (1939 - 1943),* Paris, Payot, 1989, 270 p.

SERGE Victor, *Les expériences françaises, Partisan Review,* vol. 12, n°2, 1945.

SWEETS John*, Choices of Vichy France : Under nazi occupation*, NewYork-Oxford, Oxford university press, 1986, 306 p.

TASCA Angelo, *Vichy (1940 - 1944), Archives de guerre d'Angelo Tasca*, Paris, Milan, CNRS/Feltrinelli, 1986, 749 p.

VIDALENC Jean, *L'Exode de Mai-Juin 1940*, Paris, PUF, 1957, 439 p.

WEILL C., *Les Internationales et le problème de la guerre au XXème siècle*, Actes du Colloque de Rome (22/24 Nov. 1984), Ecole Française de Rome et Université de Milan, 1987, 371 p.

WIEVIORKA Annette, *Ils étaient juifs, résistants, communistes*, Paris, Denoël, 1986, 357 p.

WIEVORKA Olivier, *Nous entrerons dans la carrière, de la Résistance à l'exercice du pouvoir,* Paris, Seuil, 1994, 450 p.

5) L'immédiat après-guerre :

L'espérance contrariée : Education populaire et jeunesse à la Libération (1944-1947), Actes du colloque des 10, 11, 12 décembre 1985 à l'Institut national d'Education populaire, Cahier de l'animation, n° 57/58, déc. 1986.

« Mouvement de masse et P.C.F. (1944-1945) », *Cahiers Forum Histoire,* n°8, fév. 1978, Maspero, p. 6 à 25.

ALDUY Paul, *Passion de la cité, souvenirs et entretiens avec Joël Mettay,* Perpignan, Mare Nostrum, 1996, 212 p.

ANDRIEU C., LEVAN L., PROST A*., Les Nationalisations de la Libération. De l'Utopie au compromis*, Paris, FNSP, 1987, 392 p.

ASSOULINE Pierre, *L'épuration des intellectuels*, Bruxelles, éd. Complexe, 1990,

AYME Jean-Jacques, « Ces Jeunesses dont leur parti ne voulut pas : les Jeunesses socialistes de France de 1944 à 1947 », *Cahiers Léon Trotsky* , n° 16, décembre 1983, p. 79 à 101.

BOSSUAT Gérard, *La France, l'aide américaine et la construction européenne, 1944-1954,* Paris, Ministère de l'économie, 1992, (2 tomes),1042 p.

BUTON Philippe, *Le PCF à la Libération, Les lendemains qui déchantent*, Paris, FNSP, 1993, 352 p.

BUTON Philippe, GUILLON J. M., *Les Pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994, 590 p.

COURTOIS S., WIEWORKA A., *L'état du monde en 1945,* Paris, La Découverte, 1994, 352 p.

CRAIPEAU Yvan, *Les révolutionnaires pendant la deuxième guerre mondiale* : tome 2 : *La Libération confisquée*, Paris, Savelli /Syros, 1978, 208p.

DENIS Henri, *Le comité parisien de Libération*, Paris, PUF, 1963, 239 p.

GUILLON J. M., « Parti du mouvement et parti de l'ordre , automne 44-automne 45 », in : *Les Pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994, p. 38 à 59.

JANSEN Paul, *La naissance des Maisons des Jeunes et de la Culture, éléments pour l'Education populaire*, Doc. de l'INEP, oct. 1976, 15 p.

KRAMER Steven Philip, « La stratégie socialiste à la Libération », *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale,* n° 98, avril 1975, p. 77 à 90.

LEROYER Jean Claude, *Histoire et sociologie de la FFMJC dans sa phase de gestation*, Romans, MJC éd., 1991, 117 p.

LOTTMAN H. R., *L'Epuration (1943-1953),* Paris, Fayard, 1986, 532 p.

MAUREL Christian, *Les Maisons des Jeunes et de la Culture en France depuis la Libération, genèse et enjeux*, 2 tomes, thèse de sociologie, J. C. Passeron dir., Marseille, nov. 1992, 721 p.

MONTASSIER Valérie-Anne, *Les années d'après-guerre (1944 -1949), La vie politique en France, l'économie, les relations internationales, l'Union Française*, Paris, Fayard, 1980, 371 p.

NOVICK Peter, *L'Epuration française, 1944-1949*, Paris, Balland, 1985, 365p.

PAQUIN Claude, « Approche historique de la FFMJC », *Cahiers de la FFMJC*, n° 4, déc. 1980, 12 p.

ROUSSO Henri, *De Monnet à Massé : Enjeux politiques et objectifs économiques dans le cadre des premiers plans (1946-1965),* Paris, CNRS, 1986, 245 p.
RIOUX Jean-Pierre, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, tome 15 *: La France de la IVème République, l'ardeur et la nécessité (1944 - 1952),* Paris, Seuil, 1980, 314 p.

STEPHANE Roger, « La Crise de la presse parisienne », *Les Temps Modernes,* n° 34, juillet 48, et n° 78, avril 52.

6) Colonisation / Décolonisation :

1) Ouvrages généraux :

Les Chemins de la décolonisation de l'empire français (1936- 1956), Actes du colloque IHTP - CNRS, 1986, 564 p.

Histoire de la France coloniale, 1914-1990, tome 2, Paris, A. Colin, 1990, 654 p., (ouvrage collectif).

AGERON Charles-Robert, - *France coloniale ou parti colonial ?,* Paris, PUF, 1978, 303 p.
- *La Décolonisation française*, Paris, Colin, 1991, 180 p.

AGERON Charles-Robert, MICHEL Marc :
- *L'Ere des décolonisations*, Actes du colloque d'Aix en Provence, Paris, Karthala, 1995, 516 p.
- *L'Afrique noire française : l'heure des Indépendances,* Paris, CNRS, 1992, 772 p.

ANSPRENGER Franz, *The dissolution of the colonial empires*, Londres, Routledge, 1989, 337 p.

BAER Alain, « Heurs et malheurs d'une grande idée : la décolonisation », *Revue de la Défense Nationale*, 1987, n° 43 (octobre), p 27 à 44.

BENOT Yves, - *Indépendances africaines : idéologies et réalités,* Paris, Maspero, 1975, tome 1 : 126 p., tome 2 : 119 p.
- *Massacres coloniaux, 1944-1950. La IVème République et la mise au pas des colonies françaises*, Paris, La Découverte, 1994, 199 p.

BIONDI Jean-Pierre et MORIN Gilles, *Les Anticolonialistes*, Paris, Fayard, 1992, 389p.

BOUVIER J., GIRAULT R., THOBIE J., *L'Impérialisme à la française*, Paris, La Découverte, 1986, 294 p.
CHATENET Pierre, *Décolonisation : Souvenirs, réflexions,* Paris, Buchet Chastel, 1988, 245 p.

COMTE Gilbert*, L'Empire triomphant (1871-1936) ,* 1*. L'Afrique occidentale et équatoriale,* Paris, Denoël, 1988, 390 p.

COQUERY VIDROVITCH C., MONIOT, H., *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, PUF, 1992, 500 p.

COULON Christian, MARTIN Denis, *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, 296 p.

DRONNE Raymond, *Vie et mort d'un empire : la décolonisation*, Paris, éd. France-Empire, 1989, 419 p.

GERY René, *Colonisation - décolonisation- indépendance, le pouvoir et ses agents*, Université Paris I, 1986, Thèse sous la direction de G. Conac.

GIRARDET Raoul, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Paris, La Table Ronde, 1972, 506 p. (Collection Pluriel).

GRIMAL Henri, *La décolonisation de 1919 à nos jours*, Bruxelles, Complexes, 1985, 351 p.

GUERIN Daniel, *Ci-gît le colonialisme*, Paris/La Haye, Mouton, 1973, 505 p.

HARDY Georges, *Histoire sociale de la colonisation française*, Paris, Larose, 1953, 268 p.

HARGREAVES J. D., *Decolonization in Africa*, Londres, Longman, 1988, 263p.

HOLLAND R. F., *European Decolonization, 1918-1981, an introductory survey,* Londres, Mac Millan, 1985, 321 p.

HOLLAND R. F., RIZVI G., *Perpectives on imperialism and decolonization*, Londres, Franck Cass, 1984, 209 p.

KAHLER Miles, *Décolonisation in Britain and France : the domestic consequences of international relations*, Université de Princeton, Princeton, 1984, 426 p.

LA GORCE Paul-Marie de : *L'Empire écartelé (1936-1946),* Paris, Denoël, 1988

LACOUTURE Jean, CHAGNOLLAUD Dominique, *Le Désempire, figures et thèmes de l'anticolonialisme*, Paris, Denoël, 1993, 266 p.

LASCAUX Fabien, *La S.F.I.O. et la décolonisation (1945 -1951),* Doctorat de IIIème cycle, Le Mans, 1986, sous la direction de J. C. Allain.

LA SERRE F., LERUEZ J., WALLACE H., *French and British foreign policies in transition, the challenge of adjustement*, New-York, Berg, 1990, 261 p.

McEVEDY Colin, *The Penguin Atlas of African History*, Londres, Penguin books, 1980, 142 p.

MARSEILLE Jacques, *Empire colonial et Capitalisme français : Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984, 465 p.

MARTIN Jean, - *L'Empire triomphant (1871-1936), 2. Maghreb, Indochine, Madagascar, Iles et Comptoirs*, Paris, Denoël, 1990, 569 p.
- *Lexique de la colonisation française*, Paris, Dalloz, 1988, 394 p.

MICHEL Marc, *Décolonisation et émergence du tiers-monde*, Paris, Hachette, 1993, 271 p.

MIEGE Jean-Louis, *Expansion européenne et décolonisation de1870 à nos jours*, Paris, PUF, 1986, 427 p.

MONETA Jacob, *Le P.C.F. et la question coloniale : contribution à l'histoire du PCF*, Paris, F. Maspero, 1971, 311 p.

MUS Paul, *Le destin de l'Union Française, de l'Indochine à l'Afrique*, Paris, 1964, 358 p.

PAILLARD Yvan, « Colonisation et décolonisation », *L'Information historique* n° 5, 1990, p. 192 à 197.

PAILLAT Claude, *Vingt ans qui déchirèrent la France, (Histoire de la décolonisation, 1945-1962)*
- tome 1 : *Le Guépier*
- tome 2 : *La Liquidation.* Paris, Laffont, 1972, 1402 p.

PERVILLE Guy, *De l'Empire français à la Décolonisation*, Paris, Hachette, 1991, 255p

PLANCHAIS Jean, *L'Empire embrasé : 1946-1962*, Paris, Denoël, 1990, 443p.

PRUNEDDU Jacky, *Le ralliement des forces politiques, économiques et spirituelles françaises à la décolonisation du continent noir (1944-1960),* Doctorat de troisième cycle, EHESS, 1982, sous la direction de H. Brunschwig.

RUBIO GARCIA L*., Union, communidad i cooperacion : formulas en un proceso de descolonizacion*, Revista de politica internacional, 1975 et 1976, n° 142 à 146.

RUSCIO Alain, *La décolonisation tragique : une histoire de la décolonisation française : 1945-1962*, Paris, Messidor, 1987, 251 p.

SORUM Paul, *Intellectuels and decolonization in France*, Chapel Hill, North Carolina Press, 1977.

SPILLMAN Georges, « Colonisation, décolonisation et néo-impérialisme », *Afrique et Asie modernes* , 1976, p. 45 à 53.

WEULERSE Jacques, *Noirs et blancs*, Paris, CTHS, 1993, 254 p. (1er édition 1931).

YACONO Xavier, *Les étapes de la décolonisation française*, Paris, PUF, 1975, 127 p. (coll. Que-Sais-Je?).

2) Afrique du Nord :

***Ouvrages généraux** :

Maroc et Tunisie, le problème du protectorat, Cahier de la NEF, n° 2, mars 1953, Paris, Julliard, 224 p.

BERQUE Jacques, *Le Maghreb entre deux guerres*, Paris, Seuil, 1962, 445 p.

GUERIN Daniel, *Pitié pour le Maghreb*, Paris, Les Temps modernes, 1953, 32 p.

JULIEN Charles-André*, L'Afrique du Nord en marche, nationalismes musulmans et souveraineté française*, Paris, Julliard, 1952, 414 p.

KOULAKSIS Ahmed, *Le Parti socialiste et l'Afrique du Nord, de Jaurès à Blum*, Paris, Coln, 1991, 349 p.

MACHROU Abdeslam, *L'Egypte nasserienne et la décolonisation du Maghreb (1952-1962). Contribution à une étude des relations entre le Maghreb et le Machrek*, Thèse de troisième cycle, Université Paris I, 1984, sous la direction de E. Jouve.

SANGMUAH Egya, *The United-States and the French Empire in North Africa: 1946-1956 : Decolonisation in the age of containement*, Thèse de l'Université de Toronto (Canada), 1989.

*__Algérie__ :

« Directive générale sur la guerre subversive, Alger, 24/02/1959 », *Revue historique des armées*, n° 3, 1995, p. 46 et sq.

« Activités du groupe 'Guerre d'Algérie' », *Cahiers du Forum Histoire,* n° 2, avril 1976, Maspero éd., p. 1 à 32.

Algérie 1954-1962, Revue Historique des Armées, n° 2,1992, Service historique de l'armée de terre (SHAT), 144 p.

La Guerre d'Algérie trente ans après, dossier du « Nouvel Observateur », 1992, 99p.

La Guerre d'Algérie par les documents, tome 1 : *L'Avertissement, 1943-1946,* J. C. Jauffret dir., Vincennes, SHAT, 1990, 550 p.

O.A.S. parle, sans mention d'auteur, Paris, Juillard, 1964, 320 p. (coll. Archives).

AGERON Charles-Robert, « Le Parti communiste algérien de 1939 à 1943 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 12, oct-déc 1986, p. 39 à 50.

BEDARIDA François, FOUILLOUX Etienne, *La Guerre d'Algérie et les chrétiens*, Cahier IHTP n° 9, 1988, 188 p.

COHEN William, « Legacy of Empire : The Algerian Connection », *Journal of contemporany history* (G. B.), 1980, n° 15, p. 97 à 123.

COURRIERE Yves, *La guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 1974 :
- tome 1, *Les feux de la Toussaint*, 601 p.
- tome 2, *Le temps des léopards*, 699 p.
- tome 3, *L'heure des colonels*, 731 p.
- tome 4, *Les feux du désespoir*, 795 p.

DROZ Bernard, LEVER Evelyne*, Histoire de la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Paris, Seuil, 1984, 381 p., (coll. Point Histoire).
GALLISSOT René, « La guerre d'Algérie : la fin des secrets et le secret d'une guerre doublement nationale », *Le Mouvement social*, n° 138, janvier-mars 1987, p. 69 à 107.

GERVEREAU L., RIOUX J. P., STORA B., *La France en guerre d'Algérie*, Paris, BDIC, 1992, 320 p.

HAMON Hervé, ROTMAN Patrick*, Les Porteurs de valises : la résistance française à la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1979, 434 p.

HARBI Mohammed, - *Les Archives de la Révolution Algérienne*, (présentées par...), Paris, éd. Jeune Afrique, 1981, 600 p.
- *Le F.L.N., mirage et réalité : des origines à la prise du pouvoir (1945-1962),* Paris, éd. Jeune Afrique, 1985, 446 p.
- *1954 : La guerre commence en Algérie*, Bruxelles, éd. Complexe, 1989, 209 p.

HARRISSON Christopher, « French attitudes to Empire and the Algerian war », *African Affairs*, 1983, n° 82 (326), p. 75 à 95.

HELIE Jérome, *Les Accords d'Evian : Histoire de la paix ratée en Algérie*, Paris, Olivier Orban, 1992, 246 p.

LACOUTURE Jean, *1962 : Algérie, la guerre est finie*, Bruxelles, éd. Complexe, 1985, 207 p.

MALEK Redha, *L'Algérie à Evian, histoire des négociations secrètes, 1956-1962*, Paris, Seuil, 1995, 405 p.

MAQUIN Etienne, *Le Parti socialiste et la guerre d'Algérie, (1954-1958),* Paris, L'Harmattan, 1990, 233 p.

MORIN Gilles, *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au parti socialiste autonome (1954-1960) ; un courant socialiste de la S.F.I.O. au P.S.U.,* Thèse nouveau régime de Doctorat d'Histoire, mai 1992, Université Paris I, 725 p., sous la direction de A. Prost.

NAGY Laslo, *La Naissance et le développement du mouvement de libération en Algérie (1919-1947),* Budapest, Akademiai Kiado, 1989, 171 p.

PERVILLE Guy, « L'élite intellectuelle, l'avant-garde militante et le peuple algérien », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 12, oct-déc. 1986, p. 51 à 58.

RIOUX J. P. (sous la direction de...)*, La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, 700 p.
RIOUX J. P. et SIRENELLI J. F. (sous la direction de...)*, La Guerre d'Algérie et les intellectuels français,* Bruxelles, éd. Complexe, 1991, 405 p.

SALINAS Michèle, *L'Algérie au Parlement*, Toulouse, Privat, 1987, 256 p.

SIMON Jacques, *Messali Hadj (1898-1974), la passion de l'Algérie libre*, Paris, Tirésias, 1998, 245 p.

STORA Benjamin, - *Aide mémoire de l'occupation algérienne, chronologie, bibliographie*, Paris, L'Harmattan/CREMI, 1992, 136 p.
- « Faiblesse paysanne du mouvement nationaliste algérien avant 1954 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 12, oct-déc. 1986, p. 59 à 72.
- *Histoire de l'Algérie coloniale : 1830-1954*, Paris, La Découverte, 1991, 127 p.
- *Ils venaient d'Algérie*, Paris, Fayard, 1991, 492 p.
- *Messali Hadj, 1898-1974 : pionnier du nationalisme algérien*, Paris, Le Sycomore, 1982, 301 p.
- *Nationalistes algériens et révolutionnaires français au temps du front populaire*, Paris, L'Harmattan, 1987, 140 p.
- « L'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens (USTA) : la brève existence du syndicat messaliste »*, Le Mouvement social*, n° 116, 1981, p 95 à 122.

*__Maroc__ :

BENJELLOUN Abdelmajid, - *Approche du colonialisme espagnol et du mouvement nationaliste marocain dans l'ex-Maroc khalifien*, Rabat, Okad, 1988, 290 p.
- *Pages d'histoire du Maroc : le patriotisme marocain face au protectorat espagnol,* Rabat, s. e., 1993, 299 p.

BERNARD S., *Le conflit franco-marocain (1945-1956*), Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 1963, 3 tomes.

BLEUCHOT Hervé, *Les Libéraux au Maroc (1947-1955),* Aix en Provence, CNRS, 1974.

DAOUD Zakya, MONJIB Maati, *Ben Barka*, Paris, Michalon, 1996, 378 p.

GAUDIO Attilio, *Guerres et paix au Maroc (reportages 1950-1990),* Paris, Karthala, 1991, 437 p.

JULIEN Charles André, *Le Maroc face aux Impérialismes*, Paris, éd. Jeune Afrique, 1978, 549 p.
LACOUTURE Jean et Simone, *Le Maroc à l'épreuve*, Paris, Seuil, 1958, 382p.

MONJIB Mâati, *La monarchie marocaine et la lutte pour le pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1992, 378 p.

OVED Georges, - « Le débat politique sur le Maroc de 1945 à 1955 »*, Revue des relations internationales,* n° 37, printemps 1984, p. 55 à 80.
- *La Gauche française et le nationalisme marocain, 1905-1955*, Paris, L'Harmattan, 1984, 2 tomes, 1074 p.

PERRAULT Gilles, *Notre ami le Roi*, Paris, Gallimard, 1992, 378 p.

SPILLMAN Georges*, Du Protectorat à l'Indépendance du Maroc (1912-1955),* Paris, Plon, 1967.

TAILLARD J., *Le Nationalisme marocain*, Paris, éd. du Cerf, 1947.

VALETTE Jacques, « Guerre Mondiale et Décolonisation : Le cas du Maroc »*, Revue Française d'Histoire d'outre-mer*, 1983, n° 70, p. 133 à 150.

WOLF Jean, *Les Secrets du Maroc espagnol, l'épopée d'Abd-el-Khaleq Torrès, 1910-1970*, Paris, Casablanca, Balland, Eddif, 1994, 368 p.

*__Tunisie :__

BESSIS Juliette, - « Et Ben Youssef signa son arrêt de mort », Paris, Jeune Afrique Livres, 1992, *Dossiers secrets du Maghreb et du Moyen-Orient*, p. 135 à 149.
- « Le Mouvement Ouvrier tunisien : de ses origines à l'indépendance », *Le Mouvement social*, n° 89, 1974, p. 85 à 108.

BESSIS Sophie , BELHASSEN Souhayr*, Bourguiba, 1 : A la conquête d'un destin, 1901-1957*, Paris, Jeune Afrique Livres, 1988, 187 p.

BOURGUIBA Habib*, La Tunisie et la France, 25 ans de lutte pour une coopération libre,* Paris, Julliard, 1954, 462 p.

COHEN-HADRIA Elie, *Du Protectorat français à l'Indépendance tunisienne*, Nice, Cahier de la Méditerranée, Université de Nice, 1976, 325 p.

EL MECHAT Samya, *Tunisie, les chemins vers l'indépendance (1945-1956),* Paris, L'Harmattan, 1992, 279 p.

JULIEN C.A., - *Et la Tunisie devint indépendante (1951-1957),* Paris, Jeune Afrique, 1985.
- *Histoire du Mouvement National tunisien*, Tunis, 6 volumes de textes commentés, 1974 à 1983.

MASMOUDI Mohamed, *Les Arabes dans la tempête*, Paris, J.C. Simoën, 1977, 308p.

PERILLIER L., *La conquête de l'Indépendance tunisienne*, Paris, Laffont, 1979.

3) Afrique Noire :

La décolonisation de l'Afrique vue par les Africains, Paris, L'Harmattan, 1987, 172 p.

APITHY Sourou-Migan, « Au service de mon pays (1946-1956) », Ouest Afrique, suppl. au n° de sept. 1956, 268 p.

BIONDI Jean-Pierre, - *Le Tiers-socialisme. Essai sur le socialisme et le tiers-monde*, Paris, Flammarion, 1976, 189 p.
- *Senghor ou la tentation de l'universel*, Paris, Denoël, 1993, 197p.

BOURGI Albert, - « Fédération du Mali : Le faux coup d'Etat de Modibo Keita », *Dossiers secrets de l'Afrique contemporaine*, tome 2, Jeune Afrique Livres, 1989, p.119 à 133.
- « Senghor-Dia : deux caïmans pour un seul marigot », *Dossiers secrets de l'Afrique contemporaine*, tome 2, Jeune Afrique Livres, 1989, p. 43 à 56.

CABRAL Amilcar, - *L'arme de la théorie*, Paris, Maspero, Cahiers libres, 1975, 360 p.
- *La Pratique révolutionnaire*, Paris, Maspero, Cahiers libres, 1975, 312 p.

COMARIN Elio, « Le dernier Pernod de Felix Mounié », *Dossiers secrets de l'Afrique contemporaine*, tome 3, Jeune Afrique Livres, 1991, p. 13 à 27.

CONDE Moussa, *L'attitude du parti communiste français face à la décolonisation de l'ouest africain français 1944-1956*, Doctorat de troisième cycle, Université Grenoble II, 1983, sous la direction de P. Broué.

COQUERY-VIDROVITCH C., *Afrique Noire : permanences et ruptures*, Paris, Payot, 1985, 440 p.
DAVIDSON Basil, *L'Angola au coeur des tempêtes*, Paris, Maspero, 1972, 350 p.

DE BENOIST J. R., *L'Afrique occidentale française de 1944 à 1960*, Dakar, Nouvelles Editions Africaines, 1962.

DEWITTE Philippe, « 1945-1960, le regard des étudiants africains sur la France », *Hommes et Migrations*, n° 1175, avril 1994, p. 30 à 34.

DIA Mamadou, *Mémoires d'un militant du Tiers-monde,* Paris, Publisud, 1985, 244 p.

DIALLO Siradiou*, Félix Houphouët-Boigny, le médecin, le planteur, le ministre (1900-1960),* Paris, Jeune Afrique éditions, 1993, 190 p.

FEZE S. N., *-Y-a-t-il un socialisme africain ?*,
- tome 1 : « L'idée socialiste chez Senghor et N'Krumah », *Cahiers de l'OURS*, n° 30, mai 1972, p. 1 à 39.
- tome 2 : « Le 'socialisme africain' tanzanien et kenyéen, le 'socialisme africain' de base, conclusion », *Cahiers de l'OURS*, n° 31, juin-juillet 1972, p. 1 à 28.

GIFFORD P. et LOUIS W. R., *The transfer of power in Africa : decolonization (1940-1960),* Yale, Yale University Press, 1982.

IKOKU Samuel, *Le Ghana de N'Krumah,* Paris, Maspero, 1971, 234 p.

LISETTE G., *Le Combat du Rassemblement Démocratique Africain pour la décolonisation pacifique de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1983, 398 p.

MAKEDONSKY E, *Le Sénégal, la Sénégambie,* Paris, L'Harmattan, 199 , tome1 : 195 p. ; tome 2 : 240 p.

M'BOKOLO Elikia, *L'Afrique au XXème siècle : Le Continent convoité*, Paris, Seuil, 1993, 400 p.

MICHEL M. et AGERON C. (sous la direction de...), *La France et les indépendances des pays d'Afrique noire et de Madagascar*, Compte-rendu du colloque de 1990 à Aix en Provence, Paris, Kartala, 1995, 516 p.

PEAN Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Marabout, 1994, 349 p.

SOREL Jacqueline, *Senghor, l'émotion et la raison*, St. Maur des Fossés, éd. Sepia, 1995, 201 p.

SURET-CANALE Jean, - *Afrique Noire occidentale et centrale*, tome 3*, De la colonisation aux indépendances (1945-1960),* Paris, Editions Sociales, 1972, 430 p.
- *Les Groupes d'études communistes (G.E.C.) en Afrique Noire,* Paris, L'Harmattan, 1994, 185 p.

THIBAUD Paul, « Dia, Senghor et le socialisme africain », *Esprit* n° 9, septembre 1963, p. 332 à 348.

TRAXLER E. E., *French relations with francophone Africa : a case study of linkage politics in the post-colonial era*, Thèse de l'Université de Caroline du Sud, Columbia, 1982, 579 p.

VAILLANT Janet, *Black, French and African, a life of Léopold Sédar Senghor*, Cambridge (E.U.)-Londres, Harvard University Press, 1990, 388 p.

VALETTE Jacques, *La France et l'Afrique : L'Afrique sub-saharienne de 14 à 60,* Paris, CDU-Sedes, 1994, 388 p.

4) Madagascar et Océan Indien :

CASSEVILLE Henry, *L'île ensanglantée, Madagascar 1946-1947*, Paris, éd. Fasquelle, 1948, 262 p.

DESCHAMPS Hubert, *Histoire de Madagascar*, Paris, Berger-Levrault, 1965, 348 p.

HAROVELO Jacqueline, *La SFIO et Madagascar, 1947*, Paris, L'Harmattan, 1995, 288 p.

HOUBERT Jean, « La France et les îles créoles de l'Océan Indien », *Revue de l'Afrique et de l'Asie modernes* n° 149, 1986, p. 19 à 40.

LITALIEN Raymonde, *Madagascar (1956-1960) : une étape vers la décolonisation. Etude d'opinion à travers la presse malgache francophone*, Doctorat de troisième cycle ancien régime, Université Paris I, 1975, sous la direction de H. Brunschwig.

RABEARIMANANA Lucille, *La presse d'opinion à Madagascar de 1947 à 1956*, Antananarivo, s. e., 1980.

RABEMANANJARA Jacques, *Témoignage malgache et colonialisme*, Paris, Présence africaine, 1956, 46 p.

RABEMANANJARA Raymond, *Histoire de la nation malgache*, Paris, éd. Rabemananjara, 1952, 235 p.

STIBBE Pierre, *Justice pour les Malgaches,* préf. de Claude Bourdet, Paris, Seuil, 1954, 143 p.

TROCHON Jacques, *L'insurrection malgache de 1947*, Paris, Maspéro, 1974, 400 p.

5) Indochine :

Guerre d'Indochine, série d'articles, Revue Historique des Armées n° 4, 1989, Service historique de l'armée de terre (SHAT), 144 p.

Souvenirs d'Indochine, Les Cahiers de la Cinémathèque, n° 57, oct. 1992, 117 p.

BODINIER Gilbert, - *1945-1946 : Le Retour de la France en Indochine*, textes et documents présentés par le commandant G. Bodinier, Vincennes, SHAT, 1986, 405 p.
- *Indochine 1947 : règlement politique ou solution militaire*, textes et documents présentés par le commandant G. Bodinier, Vincennes, SHAT, 1989, 502 p.

DALLOZ Jacques, *La guerre d'Indochine (1945-1954),* Paris, Seuil, 1987, 316 p.

DEVILLERS Philippe, - *Histoire du Viet-Nam de 1940 à 1952*, Paris, Seuil, 1952, 480 p.
- *PARIS, SAÏGON, HANOÏ, les archives de la guerre 1944-1947*, Paris, Gallimard-Julliard, 1988, 397 p.

DEVILLERS Philippe, LACOUTURE Jean*, Viet-Nam, de la guerre française à la guerre américaine*, Paris, Seuil, 1969, 430 p.

HEMERY Daniel, - « Aux origines des guerres d'indépendance vietnamiennes : pouvoir colonial et phénomène communiste en Indochine avant la deuxième guerre mondiale », *Le Mouvement social*, n° 101, 1977, p. 37 à 60.
- « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France, 1926-1930 », *Le Mouvement social,* n° 90, janv.-mars 1975, p. 3 à 54.

- *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine : Communistes, Trotskistes et Nationalistes à Saïgon de 1932 à 1937,* Paris, Maspero, 1975, 526 p.
MULLENDER-DEVILLERS P., *Conflit de décolonisation en Asie du Sud-Est : Indochine et Indonésie*, Doctorat d'état, Université Paris I, 1983, sous la direction de J. Duroselle.

NGO Van, *Vietnam, 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, Paris, L'Insomniaque, 1995, 445 p.

PRAGER Rudolphe, « Ho Chi Minh et les trotskystes : trois lettres de Chine et une interview de Ho Chi Minh », *Chroniques vietnamiennes* n° 1, Nov. 1986, p. 13 à 19.

RIVES Maurice, 1939-1954 : « Les travailleurs indochinois en France », *Hommes et Migrations*, n° 1175, avril 1994, p. 24 à 29.

ROUSSET Pierre, *Le Parti communiste vietnamien*, Paris, Maspero, 1973, 142 p.

RUSCIO A., - *Les Communistes français et la guerre d'Indochine (1944-1954),* Paris, L'Harmattan, 1985, 422 p.
- « Les intellectuels français et la guerre d'Indochine, une répétition générale », *Cahier de l'IHTP*, n° 34, juin 1996, p. 113 à 132.
-
TONNESON S., *1946 : Déclenchement de la guerre d'Indochine*, Paris, L'Harmattan, 1987, 274 p.

6) Conférences internationales (Paris, Bandung) ; Neutralisme :

CALCHI NOVATI G., *Neutralismo e guerra freda*, Milan, s. e., 1963, 263 p.

CONTE Arthur, *Bandoung, tournant de l'Histoire : 18 Avril 1955*, Paris, Laffont, 1965, 326 p.

FABRE Michel, *Richard Wright, la quête inachevée*, Paris, Lieu Commun, 1986, 400p.

GUITARD Odette, *Bandoeng ou le réveil des anciens peuples colonisés*, Paris, PUF, 1969, 128 p.

JACK Homer, *Bandung : an on-the-spot description of the asian african conference, Bandung, Indonesia, April 1955*, Chicago, Toward Freedom Press, 1955, 39 p.

KAHIN Mc TURNAM G., *The Asian African Conference : Bandoeng, Indonesia, April 55*, Ithaca, Cornell University Press, 1956.

KARDELJ E., *La Yougoslavie dans les relations internationales et le mouvement de non-alignement : La nation et les relations internationales*, Belgrade, Komunist, 1975, 227 p.

Mc NAIR John, *Report of the first international conference of the peoples of Europe-Asia-Africa against imperialism*, London, National Labour Press, s. d., 124 p.

QUEUILLE Pierre, *Histoire de l'Afro-Asiatisme jusqu'à Bandoeng : la naissance du Tiers-Monde*, Paris, Payot, 1965, 326 p.

ROMULO Carlos, *The meaning of Bandung*, Raleigh, University of North-Carolina Press, 1956.

WRIGHT Richard, *Bandoeng, 1,5 Milliard d'hommes*, Paris, Calmann-Levy, 1955.

7) Politique française :

Histoire du Parti Socialiste SFIO, Cahiers de l'OURS :
- *août 45-janvier 47*, n°172, nov.-déc. 1986.
- *1947-1948*, n°175, mai-juin 1987.
- *1948-1951*, n°177, sept.-oct. 1987.
- *sept. 51-janvier 56*, n°181, mai-juin 1988.
- *janv.-juillet 56*, n°182, juillet-août 1988.
- *juillet 56-juin 57*, n°184, nov.-déc. 1988.
- *juin 57-mai 58*, n°185, janv.-fév.89.
- *juin 58-mars 62*, n°187, mai-juin 1989.

Histoire générale de la presse française, sous la direction de C. Bellanger, J. Godechot, P. Guiral et F. Terrou, Paris, PUF,
- tome 4, *De 1940 à 1958*, 1975, 486 p.
- tome 5, *De 1958 à nos jours*, 1977, 530 p.

« La SFIO et la crise de la CED (1952-1955) », *Cahiers de l'OURS*, n° 150, avril 1984, p. 1 à 68.

AURIOL Vincent, *Mon Septennat, 1947-1954,* Paris, Gallimard, 1970, 606 p.

BERGOUNIOUX Alain, « La maladie de langueur de la Gauche Socialiste », *Historiens et Géographes,* n° 357, avril-mai 1997, p. 283 à 294.
BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'Utopie à l'épreuve : le socialisme européen à l'épreuve*, Paris, éd. de Fallois, 1996, 406 p.

BERSTEIN Serge, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, tome 17*, La France de l'expansion, la république gaullienne (1958 - 1969),* Paris, Seuil, 1989, 380 p.

BERSTEIN Serge, RIOUX Jean-Pierre*, Nouvelle Histoire de la France contemporaine*, tome 18 : *La France de l'expansion* (2) : *L'Apogée Pompidou, 1969-1974*, Paris, Seuil, 1995, 336 p.

BIARD Roland, *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*, Paris, Belfond, 1978, 412 p.

BIRNBAUM Pierre (sous la direction de...), *Les élites socialistes au pouvoir (1981-1985) : Les dirigeants socialistes face à l'Etat*, Paris, PUF, 1985, 311p.

BOSCHETTI Anna, *Sartre et les Temps Modernes*, Paris, éd. de Minuit, 1985, 324 p.

BOUTBIEN Léon, - *Discours pour la ratification de la CED, par L. Boutbien, secrétaire fédéral, département de l'Indre, 16 mai 1954*, Châteauroux, éd. fédérales de l'Indre de la SFIO, 1954, 18 p.
- *Illusions socialistes*, Paris, éd. des Ternes, 1981, 236 p.

CHEBEL D'APPOLLONIA Ariane, *L'Histoire politique des intellectuels en France 1944-1954*, Bruxelles, éd. Complexe, 1991,
- tome 1 : *Des lendemains qui déchantent*, 219 p.
- tome 2 : *Le temps et l'engagement*, 343 p.

COHEN-SOLAL Annie, *Sartre, 1905-1980*, Paris, Gallimard, 1985, 707 p.

CORNEVIN Robert, « Littératures orales, minoritaires et régionalistes en France et dans le monde », *University of Ottawa Quarterly*, 1986, n° 56, p. 135 à 143.

DAVIES Howard, *Sartre et les Temps Modernes*, Cambridge University Press, 1987, 265 p.

DEPREUX Edouard, *Servitude et grandeur du PSU,* Paris, Syros, 1974, 297p.

DEVIN Guillaume, - « L'Internationale socialiste : détour à propos d'un bilan », *Cahiers de l'OURS*, n° 190, nov.-déc. 1989, p. 36-37.
- *L'Internationale Socialiste, Histoire et sociologie du socialisme international, 1945-1990*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1993, 437 p.

DROZ Jacques, *Le socialisme démocratique*, Paris, A. Colin, 1966, 360 p., (coll. U).

ELGEY Georgette, *Histoire de la quatrième République*, Paris, Fayard,
- 1ère partie : *La République des illusions (1945-1951),* 1993, 704 p.
- 2ème partie : *La République des contradictions (1951-1954),* 1968, 654 p.
- 3ème partie : - *La République des tourmentes (1954-1959),* tome 1, 1992, 674 p.
  - *La République des tourmentes : malentendu et passion (1954-1959),* tome 2, 1997, 691 p.

FAUVET Jacques, *La Quatrième République,* Paris, Fayard, 1959, 379 p.

FERNIOT Jean, - *Les Ides de mai*, Paris, Plon, 1958, 185 p.
- *Je recommencerais bien*, Paris, Grasset, 1991, 400 p.

-
FRANK Pierre, « Les évolutions d'un courant centriste en France », *Revue Quatrième Internationale*, n° 1-2, janv.-fév. 1949, p. 40 à 48.

GALLISSOT René, « L'illusion républicaine : Socialistes et Communistes en 1947. Réflexion sur « C.R.S. à Marseille » et « Le Journal » de V. Auriol », *Le Mouvement Social*, n° 92, 1975, p. 49 à 74.

HEURGON Marc, *Histoire du PSU*, 1 : *La Fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962),* Paris, La Découverte, 1994, 444 p.

HURTIG Christiane, *De la SFIO au nouveau parti socialiste*, Paris, A. Colin, 1970, 128 p.

KERGOAT Jacques, *Le Parti Socialiste*, Paris, Le Sycomore, 1983, 367 p.

KESLER Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau parti socialiste: les minorités qui ont rénové le PS*, Toulouse, Privat, 1990, 471 p.

LEFEBVRE Denis, - *Guy Mollet, le mal aimé*, Paris, Plon, 1992, 563 p.
- « La SFIO et la reconstruction de l'Internationale, 1944-1951 », *Cahiers de l'OURS*, n° 190, nov.-déc. 1989, p. 17 à 22.

LE GOFF Jacques, *La revue Esprit face à la social-démocratie (1932-1950),* Mémoire pour le D.E.S. de Sciences Politiques, Université de Rennes, Faculté des Sciences Juridiques, 1975, ronéoté, 284 p.

LEVEQUE Pierre, *Histoire des forces politiques en France de 1940 à nos jours*, tome 3, Paris A. Colin, 1997, 512 p.

LOSCHAK Danielle, *La Convention des Institutions Républicaines*, Paris, PUF, 1971, 96 p.

LOTTMAN Herbert, *Albert Camus*, Paris, Seuil, 1978, 693 p.

MENDRAS Henri, *La seconde révolution française (1965-1984),* avec la coll. de DUBOYS-FRENAY (L.), Paris, Gallimard, 1988, 329 pages.

PHILIP Loïc, *André Philip*, Paris, Beauchesne, 1988, 326 p.

QUILLIOT Roger, *La SFIO et l'exercice du pouvoir (1944-1958)* , Paris, Fayard, 1972, 833 p.

RANWEZ Alain, *Jean Paul Sartre's « Les Temps Modernes », a literary history, 1945-1952*, Troy, Etat de New-York, Whitston publication, 1981, 157 p.

REY Henri, SUBILEAU Françoise, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de la FNSP, 1991, 287 p.

RIOUX Jean-Pierre, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, tome 16 : *La France de la IVème République, l'expansion et l'impuissance (1952 - 1958),* Paris, Seuil, 1983, 384 p.

RIZZI Patrick, *De Gaulle au fil des jours*, Paris, Mica, 1997, 365 p.

ROSENTHAL Gérard, SARTRE J. P., ROUSSET David, *Entretiens sur la politique*, Paris, Gallimard, 1949, 217 p.

ROUANET Pierre, *Mendès-France au pouvoir : 1954-1955*, Paris, Laffont, 1965, 570p.

SIRINELLI J. F., *Intellectuels et passions françaises : Manifestes et pétitions au XXème siècle,* Paris, Fayard, 1990, 365 pages.

TODD Olivier, *Albert Camus, une vie*, Paris, Gallimard, 1996, 858 p.

WINOCK Michel, - *Histoire politique de la revue « Esprit » (1930-1950),* Paris, Seuil, 1975, 447 p.
- *La République se meurt (1956-1958), chronique*, Paris, Seuil, 1985, 287 p.

8) Syndicalisme :

19 décembre 1947 : Force Ouvrière, D. Lefebvre dir., Paris, B. Leprince éd., 1997, 351 p.

Histoire du syndicalisme dans le monde, Jean Sagnes dir., Toulouse, Privat, 1994, 575 p.

ADAM Gérard, *Force Ouvrière*, Paris, A. Colin, 1965, 75 p.

BERGOUNIOUX Alain, *Force Ouvrière*, Paris, Seuil, 1975, 254 p.

CAPDEVIELLE Jacques, MOURIAUX René, *Les syndicats ouvriers en France*, Paris, Armand Colin, 1970, 127 p.

DELANOUE Paul, DEWITTE Philippe, « La CGT et les syndicats d'Afrique Noire », *Le Mouvement social*, n° 122, 1983, p. 103 à 121.

DEWITTE Philippe, « La CGT et les syndicats d'A.O.F. (1945-1977) », *Le Mouvement social,* n° 117, 1981, p. 3 à 32.

DREYFUS Michel*, Histoire de la CGT, cent ans de syndicalisme en France,* Bruxelles, éd. Complexe, 1995, 408 p.

GEORGES B., TINTANT D., RENAULT M. A., *Léon Jouhaux dans le mouvement syndical français*, Paris, PUF., 1970.

LACROIX-RIZ Annie, *La CGT, de la Libération à la scission, 1944-1947*, Paris, éd. Sociales, 1983, 399 p.

LEFRANC Georges, - *Le mouvement syndical sous la IIIe République*, Paris, Payot, 1967, 452 p.
- *Le mouvement syndical de la Libération aux événements de Mai-Juin 68*, Paris, Payot, 1969, 311 p.

LINET Roger, *CGT : Lendemains de guerre, 1944-1947*, Paris, Hachette Pluriel, 1995, 192 p.

MICHEL Jean-François, « La scission de la Fédération Syndicale Mondiale », *Le Mouvement social,* n° 117, 1981, p. 33 à 52.

REYNAUD Jean-Daniel, *Les syndicats en France*, 2 tomes, Paris, Seuil, 1975.

VIDALENC Georges, *Comment et pourquoi se sont produites les scissions syndicales*, Paris, éd. Force Ouvrière, 1949, 24 p.

9) Catalogne Nord :

L'industrie dans les Pyrénées Orientales, enquête du journal L'Indépendant, imp. de L'Indépendant, 1923, 195 p.

L'illustration économique et financière : Les Pyrénées Orientales, Paris, imp. de L'Indépendant, 1928, 92 p.

BALENT A, CADE M., *Histoire du Parti socialiste dans les Pyrénées Orientales,* Prades, Conflent, 1982, 148 p.

BECAT J., *Atlas de Catalunya Nord,* Prades, Terra Nostra, 1978, 213 p.

BERNIS R., *Roussillon politique, Le temps de la Quatrième (1944-1958)*, Toulouse, Privat, 1984, 286 p.

CADE M., *Le parti des campagnes rouges*, Vinçà, Le Chiendent, 1988, 346 p.

CHAUVET H., *La politique roussillonnnaise de 1870 à nos jours*, Perpignan, imp. de l'Indépendant, 1934, 255 p.

DELCROS J., *Prades, étude urbaine,* DES Université de Montpellier, 1965.

MERCADER F., *La vie agitée du canal de Bohère*, s.l., s. éd., 1933.

SAGNES J., *Le Pays catalan et le Fenouillède,* tome 2, Pau, SNERD, 1985.

SANYAS L., « L'industrie électrique dans les Pyrénées Orientales », *Annales de la Fédération pyrénéenne d'économie montagnarde*, 1938.

VIALLET J., *Prades, son histoire, ses coutumes*, Prades, Roca, 1959, 221 p.

VIGO A., *Evolution économique récente des Pyrénées Orientales*, Thèse de Droit, Université de Montpellier, 1936, 168 p.

VILLANOVE J., *Histoire populaire des Catalans,* tome 3, Perpignan, Sofreix, 1981,468p

V

REPERTOIRE DES SOURCES ET DE LA BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES